Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/v24revuedesdeuxmond1877brux

REVUE

DES

DEUX MONDES

XLVIIe ANNÉE. — TROISIÈME PÉRIODE

TOME XXIV. — 1er NOVEMBRE 1877.

PARIS. — Impr. J. CLAYE. — A. QUANTIN et Cᵉ, rue Saint-Benoît.

REVUE

DES

DEUX MONDES

XLVIIe ANNÉE. — TROISIÈME PÉRIODE

TOME VINGT-QUATRIÈME

THURGAUISCHE
CONVENTS-BIBL.
CANTONSSCHULE

PARIS
BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE BONAPARTE, 17

1877

LA

POLITIQUE MODÉRÉE

SOUS LA RESTAURATION

LE COMTE DE SERRE.

I.

LES PREMIÈRES ÉPREUVES D'UN HOMME D'ÉTAT.

I. *Correspondance du comte de Serre* (1796-1825), annotée et publiée par son fils; 6 vol. in-8°, 1877. — II. *Discours prononcés dans les chambres* par le comte de Serre, 1815-1822; 2 vol. in-8°.

Depuis que la France nouvelle est née dans l'aube éblouissante et sitôt assombrie de 1789, elle a vu et revu six ou sept régimes différens, sans compter les pseudo-régimes, les interrègnes, les gouvernemens sans nom et sans durée. Son histoire est coupée en périodes presque égales, formant autant de drames successifs qui s'enchaînent ou recommencent, et à travers lesquels se déroule une destinée nationale au terme encore inconnu. On dirait des Frances diverses qui se heurtent parfois, et c'est toujours pourtant la même France dans ces drames qui s'appellent tour à tour la république, l'empire, la monarchie renaissante de 1815, la monarchie élue de 1830. S'il est une de ces périodes brillantes entre toutes, ennoblie par les illusions et par les talens, c'est la restauration, et si dans ces quinze ans il est un homme fait pour représenter avec sa vive et

forte originalité ce que la restauration a eu de meilleur, c'est le comte de Serre. Il y a un moment où l'homme et l'époque semblent se confondre, s'identifier dans une de ces crises qui décident de la fortune d'une monarchie par la fortune d'une politique.

La restauration a mal fini par sa faute. Depuis qu'elle n'est plus, elle s'est relevée moralement, elle a grandi dans la mémoire des hommes par la faute des régimes qui lui ont succédé, qui ont cru faire mieux qu'elle et qui n'ont pas duré plus qu'elle. Maintenant que les passions sont refroidies et que la scène a changé si souvent, ces quinze années, qui sont une partie de la jeunesse du siècle, retrouvent à la lumière de l'histoire un indéfinissable attrait. Elles ont l'intérêt d'une époque où s'est agité, dans des conditions qu'on croyait favorables, un problème qui a été repris bien des fois, qui n'est point encore résolu, le problème de la liberté réglée par les institutions parlementaires. Avant d'être la victime des fatalités qui l'ont perdue, la restauration a eu pour elle d'apparaître à l'origine comme la réconciliation possible de la vieille société et de la société nouvelle dans la France éprouvée et pacifiée. Elle a été, au lendemain des orages guerriers et des compressions de l'empire, une sorte de renaissance imprévue par l'éclat de l'esprit et la séve libérale, par la séduction et l'honneur des luttes publiques. Un jour, après bien des années et une révolution nouvelle, Tocqueville écrivait à Royer-Collard prenant sa retraite : « Vous représentez un autre temps que le nôtre, des sentimens plus hauts, une société, des idées plus grandes... C'est par l'époque de la restauration que vous marquerez. L'idée simple qui restera de vous est celle de l'homme qui a le plus sincèrement et le plus énergiquement voulu rapprocher l'un de l'autre et retenir ensemble le principe de la liberté moderne et celui de l'hérédité antique. La restauration n'est autre chose que l'histoire de cette entreprise. Quand toutes les idées secondaires auront disparu, celle-là seule restera (1). » C'est en quelques mots l'histoire de la restauration, et, dans cette « entreprise, » si Royer-Collard est le philosophe, l'intelligence contemplative et critique, le comte de Serre est comme le héros de la fusion idéale de « l'hérédité antique » et de la « liberté moderne. »

Premier magistrat d'une cour de province, député dès 1815, président de la chambre en 1817, garde des sceaux en 1818, âme des conseils sous le général Dessoles, comme sous M. Decazes, comme sous le duc de Richelieu, athlète grandissant au feu des luttes de tribune, De Serre porte dans toutes les situations la même pensée, tantôt près d'être victorieuse, tantôt vaincue. Pendant quelques années, six ans tout au plus, il remplit la scène, combattant tour à

(1) Lettre d'octobre 1842. — *Nouvelle Correspondance inédite* d'Alexis de Tocqueville, 1 vol. in-8°.

tour pour la liberté menacée ou pour la royauté en péril, dominant les partis de sa sincérité passionnée, impatient d'action comme s'il sentait les jours lui échapper. Il ressemble à une de ces apparitions émouvantes qui ne font que passer, et dans la brièveté pathétique de sa vie il résume les efforts, les crises, les fatalités, les mécomptes de cette politique de modération constitutionnelle qui aurait pu faire durer la monarchie de 1815, dont la défaite a été le commencement et le présage de toutes les chutes.

Ce que De Serre a été dans son rôle public aux heures décisives de ces années laborieuses, les historiens de la restauration, M. de Viel-Castel, M. Duvergier de Hauranne, Lamartine, l'ont raconté. M. Guizot l'a dit aussi dans ses *Mémoires* avec la fidélité des souvenirs personnels. Royer-Collard, dans ses conversations, laissait parfois échapper des traits saisissans sur celui dont il avait été tour à tour l'ami passionné et l'adversaire attristé. Pour tous, il est resté le premier des parlementaires de son temps, une des plus puissantes expressions de l'éloquence dans le drame des affaires humaines. Cette *Correspondance*, recueillie aujourd'hui après un demi-siècle par une piété filiale et composée de lettres de toute sorte échangées par De Serre avec M. Decazes, le duc de Richelieu, M. Pasquier, Royer-Collard, M. de Barante, le duc de Broglie, avec les amis de sa jeunesse ou de sa maturité comme avec sa famille, cette *Correspondance* ne renouvelle pas l'histoire sans doute, elle ne crée pas un personnage nouveau; elle éclaire et complète l'histoire par ses révélations sur le jeu des événemens et des caractères, sur les négociations, les rapports et les conflits secrets des acteurs de la politique. Elle est comme une évocation familière de ce monde de 1820, et ce qui en fait surtout l'attrait, c'est qu'au sein de ce monde revit le plus intéressant des hommes avec son intégrité morale, son esprit de « haut vol, » selon le mot de Sainte-Beuve, et cette âme courageuse, palpitante d'une émotion continue, qui s'est si rapidement dévorée. C'est en effet l'homme tout entier peint par lui-même dans sa vérité et son intimité, au courant d'une carrière qui va de l'autre siècle à 1824, qui se dégage de la révolution et de l'empire pour arriver à l'éclat suprême par le régime constitutionnel.

I.

Au moment où la restauration offrait à la France vaincue le dédommagement d'une monarchie libérale et, après les luttes militaires, rouvrait aux activités déçues ou inoccupées les luttes de la politique, celui qui allait être un guide de l'opinion et bientôt le

brillant ministre de la royauté nouvelle n'avait pas encore quarante ans. Il tenait à la monarchie par les traditions de famille et à l'empire par les magistratures qu'il venait d'occuper. François-Hercule de Serre était né en 1776 à Pagny sur la Moselle. Sans être d'une aristocratie de cour, il était d'une bonne race transplantée autrefois du Comtat en Lorraine et attachée héréditairement aux fonctions d'état jusqu'à la mort du dernier duc, le roi Stanislas. Son père était officier de cavalerie au service de France. Sa mère, à qui il est resté toujours si tendrement lié, était une Maud'huy, autre famille lorraine. Il était Lorrain avec la flamme survivante du Midi dans le sang.

Élevé à Metz sous un maître habile, porté par son goût vers les études classiques, mais destiné par son père au métier des armes et bientôt admis à l'école d'artillerie de Pont-à-Mousson, il n'était encore qu'un adolescent lorsque la révolution le jetait tout à coup dans l'émigration. Amis et ennemis, les uns pour lui en faire honneur, les autres pour lui en faire un crime, ont souvent depuis rappelé à De Serre ce passé d'émigré et d'ancien officier de l'armée de Condé. C'était en effet son début, un étrange début dans la vie sérieuse. Parti dès 1791 pour Coblentz, le rendez-vous de l'armée des princes, il s'était trouvé engagé à quinze ans dans cette carrière aventureuse de l'émigration que Chateaubriand a décrite. Il avait servi successivement dans les gardes du comte d'Artois, dans le régiment de Viomenil, dans les chasseurs de Condé, dans la légion de Mirabeau. Il avait été en 1796 de cette terrible affaire d'Oberkamlach, de cet héroïque duel entre gentilshommes et républicains, qui arrachait au duc d'Enghien ce cri du soldat : « Ce ne sont plus (les républicains) nos hommes de 93, ce sont des dieux. Comme ils se battent! Je ne sais plus à qui donner la pomme pour la valeur, de nos troupes ou des leurs. » Chose curieuse! dans ce même combat, dans cette cruelle mêlée de Français, se trouvaient en présence, bien inconnus encore, deux hommes faits pour s'estimer, le capitaine d'artillerie Foy et le jeune De Serre, qui devaient se rencontrer vingt-cinq ans plus tard dans des luttes moins tristes (1).

La vérité est que dans cette vie d'émigration, où il s'était trouvé

(1) Un jour, en 1820, le général Foy laissait échapper en pleine chambre, au sujet des émigrés, des paroles assez vives, qui étaient immédiatement relevées par M. de Corday, et qui amenaient un duel. Le lendemain, après le combat, Foy, avec sa loyauté chevaleresque, s'efforçait d'atténuer le caractère de ses paroles, et il ajoutait : « La vivacité de mes expressions ne prouve-t-elle pas suffisamment qu'on ne pouvait pas, qu'on ne devait pas les appliquer à une classe nombreuse de citoyens qui ont beaucoup et longtemps souffert, à des hommes que j'ai combattus corps à corps, par conséquent avec estime, à Oberkamlach et dans vingt autres rencontres... »

jeté pour bien des années, presque sans le savoir, moins par un entraînement personnel que par un point d'honneur royaliste de son père, De Serre était resté un jeune homme à la gravité précoce, à la nature droite et simple, à l'esprit réfléchi. Au milieu de la brillante licence des bivouacs d'émigrés, il avait le goût de l'étude, et, dans un temps où le général républicain Abbatucci, à la veille de l'assaut du pont d'Huningue, quelques heures avant d'être emporté par un boulet, lisait sous sa tente à ses officiers *l'Énéide* de Virgile, le jeune De Serre, dans l'autre camp, ne se séparait pas de ses livres; il avait dans son bagage de soldat son Horace et même son Montesquieu. Il utilisait l'exil en ouvrant son intelligence à des choses nouvelles, en étudiant la langue et la littérature de l'Allemagne, en fortifiant son esprit par la méditation et la lecture. Il s'instruisait dans sa vie errante, sans oublier son pays, sa famille, sa mère, avec qui il n'avait que des communications rares et incertaines, qu'il tenait néanmoins autant que possible au courant de ce qu'il faisait, de ses inspirations et de ses épreuves. « J'ai eu bien souvent besoin de patience et de courage, lui écrivait-il. Je suis venu à bout de me soutenir jusqu'à ce moment; j'espère que je parviendrai aussi à surmonter les difficultés qui me restent encore à vaincre... »

De l'émigration, Hercule de Serre n'avait connu d'abord que la vie de soldat, d'un jeune soldat studieux et pensif, Vauvenargues de vingt ans égaré sous le drapeau d'une cause désespérée. Après la dispersion des corps d'émigrés, il était resté livré à lui-même et à la merci des événemens, obligé quelquefois de fuir les contrées menacées par la guerre, voyageant souvent à pied à travers l'Allemagne, incertain du lendemain et cherchant un moyen de se fixer ou de s'occuper. Tantôt il voulait entrer dans une maison de commerce et demander à un modeste emploi de quoi se suffire; tantôt il se sentait attiré vers les villes d'universités, où en enseignant le français il espérait gagner assez pour se soutenir, pour suivre les cours des professeurs renommés et s'initier à la science allemande. Il s'essayait à tout, disant avec un certain sentiment sérieux : « Je ne bâtis dans ce pays-ci que pour m'essayer, et, quoique ce ne soient que des châteaux de cartes, aussitôt écroulés qu'élevés, je ne regarde pas mon temps comme perdu. Le dessinateur gâte mille feuilles de papier, trace des millions de traits inutiles avant d'arriver à un trait pur et hardi. Si la Providence me destine à quelque chose, je reconnais que mes épreuves et mes peines peuvent servir à ses vues... » Il se comparait lui-même dans ses efforts contrariés à « l'oiseau qui oublie qu'on lui a coupé les ailes et tâche de voler. »

Le jeune émigré avait fini par s'abattre dans un petit village de

la Souabe, à Reutlingen, où il s'était fait maître d'école. Il décrivait fidèlement à sa mère les mœurs des habitans de Reutlingen, les occupations de ses journées, l'intérieur des braves confiseurs dont il était l'hôte et presque l'enfant. « La vie est peu chère ici, disait-il, et pour un louis par mois je serai logé et nourri. D'ailleurs ils m'ont promis de me trouver de l'occupation soit en donnant des leçons, soit autrement. Dans cette petite ville où tous sont égaux, le travail est un honneur, et quiconque est utile est aussi estimé. J'aime beaucoup les mœurs de ces gens-ci : simples, droits, sans façon. Sans doute je ne pourrai jamais gagner grand'chose; mais vous savez que l'argent n'est pas ce qui peut me donner du contentement, au moins l'argent que j'emploierais pour moi... Quand même je le ferais pour rien, je croirais y gagner, et j'y gagnerais au moins la conviction d'être utile; car vous me connaissez trop, chère maman, pour croire que, dans ma façon de voir, l'argent puisse payer les soins qu'on prend pour former des hommes. Former des hommes! ce mot seul éveille en moi la crainte, le sentiment de ma faiblesse et les grandes idées de la besogne à laquelle je porte une main peut-être profane... » Ainsi pensait un jeune émigré perdu dans un village de la vieille Allemagne, donnant des leçons à l'aubergiste de Reutlingen avant de monter sur la scène publique!

Au fond, ce n'était point un véritable émigré d'opinions et de sentimens. Cette révolution même qu'il était allé combattre en jeune homme obscur, il ne la désavouait que dans les excès et les crimes, il en subissait secrètement la fascination puissante. Dans sa précoce passion d'éloquence, il s'était senti remué par les accens d'un Mirabeau, d'un Cazalès. Plus âgé, il eût été dans l'assemblée constituante parmi les royalistes fidèles, mais libéraux. Quand il parlait dans ses lettres des armées, des généraux républicains, il disait naïvement : « Nos armées, nos généraux! » Ce n'est pas sans orgueil qu'il laissait échapper des mots comme ceux-ci : « Les Français remplissent le monde de leur nom. » Il était resté sans amertume contre la cause victorieuse, sans illusions sur la cause vaincue qu'il avait servie. A mesure que les années s'écoulaient, il n'était plus qu'un jeune exilé souffrant d'une si longue absence, dévoré du désir de revoir sa famille, de rentrer dans son pays; il avait la nostalgie de la France, sans s'inquiéter de la république, et, au commencement de 1797, n'écoutant que son impatience, bravant les lois sur l'émigration, traversant l'Alsace et la Lorraine, il arrivait subitement, secrètement au village de Pagny. Il se retrouvait, ivre de joie, au foyer de famille, dans la vieille maison paternelle. C'était pour lui un moment unique, dont il avait gardé un souvenir profond. Lorsque vingt ans plus tard, étant déjà président de la chambre des

députés, il parcourait de nouveau le pays et revoyait Pagny, la maison de famille qui avait été vendue depuis, son père nourricier Gilbert et ses enfans, il écrivait à sa mère : « En allant à Pont-à-Mousson, les eaux étant fort basses, je passai le gué à l'Aloppe et j'allai à Pagny, où l'on fut fort étonné de me voir, étonné et troublé; je l'étais aussi moi-même, l'âme pressée par tant de souvenirs si contraires qu'elle ne les pouvait recevoir tous à la fois... Je remis aux enfans de Gilbert deux pièces de 40 francs, je les embrassai tous, et pensif, attendri, les yeux humides, ma voiture m'enleva sur cette route de Moulon où nous avons fait tant de promenades, à droite du fameux clos. Je franchis le fossé où j'arrêtai mon cheval en vous rencontrant au retour de ma première émigration. J'avais revu le cimetière où reposent mes grands parens, la maison où je suis né, le jardin où j'ai passé six mois de félicité (*après l'émigration*) comme le ciel avare en accorde si peu. Tout cela maintenant divisé, dégradé, passé en des mains étrangères. Je pensais à tout ce que là vous aviez senti, souffert, mérité, et j'arrivai ainsi, sans mot dire, à Pont-à-Mousson... »

Ce moment de 1797, ce retour furtif que De Serre consacrait ainsi après vingt ans par une commémoration émue, n'avait eu en effet qu'une courte durée, les « six mois de félicité » dont il parlait. Le 18 fructidor l'avait contraint à reprendre le chemin de l'exil, à subir une seconde expatriation forcée qui lui avait semblé plus dure que la première. Ce n'est qu'avec le consulat qu'il avait pu rentrer dans son pays, et cette fois définitivement, heureux de retrouver une France transformée, réconciliée et illustrée, prêt à s'ouvrir une carrière nouvelle dans l'ordre renaissant. C'est peut-être, dans ces préliminaires de la vie d'un homme public, la partie la moins connue ou, si l'on veut, celle dont on a toujours le moins parlé sous la restauration. En réalité, si celui qui était appelé à devenir le ministre de Louis XVIII avait commencé par l'émigration, il avait été aussi un magistrat de l'empire, et il l'était devenu sans effort, avec bien d'autres émigrés à qui Napoléon rendait l'illusion de la monarchie.

Rentré en France dès 1800, se retrouvant avec une fortune paternelle diminuée par les malheurs de la révolution, instruit et plein de feu, Hercule de Serre avait senti aussitôt le besoin de se créer par le travail une position honorable et fructueuse. Il avait choisi le barreau, et avait été ce qu'on appelait alors un « défenseur officieux, » avant de venir chercher à Paris un diplôme régulier d'avocat. Il s'était senti ramené à cette carrière par des traditions de famille parlementaire; il y était préparé par un don naturel de la parole, une vive et forte intelligence, une sérieuse éducation littéraire et les

habitudes d'un esprit formé à la lecture de Montesquieu, développé par la philosophie allemande. A peine engagé dans cette voie, il s'était mis passionnément au travail, menant de front la pratique des affaires et l'étude de la jurisprudence, du droit romain, du droit coutumier, habile à débrouiller le chaos de lois anciennes et nouvelles d'où sortait le code civil. « Il étudiait nuit et jour, dit un de ses biographes, M. Salmon; il était à l'œuvre avant que les artisans ne fussent à leurs ateliers. La lampe qui éclairait, en hiver, la petite chambre d'un troisième étage où il s'était établi, donnait le signal du travail aux ouvriers du quartier (1). » Il ne faisait rien à demi, et dans ce barreau de Metz, où il avait pour émule M. Mangin, qu'il devait appeler plus tard comme directeur des affaires civiles à la chancellerie, il était devenu rapidement un des premiers avocats, respecté des magistrats pour la sûreté de son jugement, popularisé par l'éclat de l'éloquence dans des debats retentissans. Hercule de Serre n'avait que le choix des cliens et des causes. Il dirigeait particulièrement en ami autant qu'en conseiller les vastes affaires de M. de Wendel, ancien émigré comme lui, rentré comme lui et occupé à relever les forges d'Hayange, à fonder une grande industrie. Il aimait son état, et pendant un de ses premiers voyages à Paris, en racontant à sa mère ses courses, ses visites, son séjour dans la grande ville, il ajoutait : « J'en profiterai surtout pour entendre quelques grands maîtres du barreau, où je n'ai pu encore aller que deux fois. Aujourd'hui j'ai écouté pendant près de quatre heures le célèbre Delamalle dans une cause de divorce intéressante par la qualité des personnes. Ce sont quatre heures bien employées, et plus d'une fois mon âme a fermenté du désir d'égaler un jour de pareils hommes. » Il n'avait pas tardé à les égaler en attendant de les dépasser.

C'était à cette époque, en plein empire, entre 1804 et 1810, un homme dans l'éclat de l'âge, heureux dans sa famille, favorisé par le succès, entouré d'une considération personnelle grandissante. Il le disait à sa mère. « Je suis injuste envers le ciel toutes les fois que je me livre à la tristesse. Une bonne mère, des amis rares, mon état, la vie que je mène, mon âge, non jamais sans doute je n'aurai plus de sources de bonheur... Quelque force seulement pour régler cette sensibilité qui mêle souvent d'amertume le bonheur qu'elle devrait seulement goûter,... et je pourrais dire avec fierté : Quel homme est aussi heureux que moi? » Deux choses venaient bientôt compléter ce bonheur et agrandir cette existence, en ouvrant à l'émigré de Reutlingen, à l'habile avocat de Metz, des per-

(1) *Étude sur M. le comte de Serre*, par M. Salmon, membre de l'académie de Metz.

spectives toutes nouvelles. Il préparait son mariage avec la plus jeune fille du baron d'Huart, la brillante femme qui a porté jusqu'à ces dernières années le nom de De Serre, et que les amis intimes, aux beaux jours de la chancellerie sous la restauration, appelaient la « belle excellence. » En même temps, soit par des raisons de position au moment de son mariage, soit par une sorte de retour instinctif à des traditions de famille, il songeait à entrer dans la magistrature, reconstituée par la main puissante de Napoléon.

Avant de s'engager dans cette carrière nouvelle, il avait hésité; il sentait le prix de l'indépendance, et il écrivait à Mme d'Huart, dont il allait épouser la fille, à qui il pouvait parler avec la sincérité confiante d'une ancienne amitié : « Si vous n'avez pas pour votre ami plus d'ambition qu'il n'en a pour lui-même; si le prestige des dignités, des décorations, ne vous séduit pas plus que lui;... si vous appréciez comme lui cette indépendance, cette sécurité, cette considération toute personnelle et surtout ces jouissances morales, ce développement nécessaire de toutes les facultés qu'il trouve dans son état; si enfin vous vous élevez avec lui au-dessus de l'opinion du vulgaire de toutes les classes pour vous attacher à la valeur réelle des choses, je pense que vous conseillerez à votre ami de rester ce qu'il est et de travailler seulement à devenir, dans son état, tout ce qu'il peut être... » Il s'était pourtant laissé tenter. Dans ses voyages à Paris, il avait fait des démarches sérieuses, et il avait d'autant plus aisément trouvé faveur que, dans ce monde officiel du jour, il était tombé pour ainsi dire en pleine Lorraine. Le grand-juge Regnier était un Lorrain de Blamont. Le premier chef de division au ministère de la justice, homme d'une grande et aimable autorité, M. de Collenel, était de la Lorraine; il avait été au parlement de Nancy, émigré lui-même. Un des protecteurs de De Serre, M. Colchen, qui avait été mêlé à la révolution avant d'être sénateur de l'empire, était de Metz, où il avait un frère président. Lorrain aussi était Rœderer, auprès de qui De Serre était accrédité. Tous le connaissaient pour ses talens, pour son nom, pour sa famille, tous s'intéressaient à cette jeune fortune. « Je sors de chez le grand-juge, écrivait-il un jour à sa mère et à Mme d'Huart, il m'a dit : Vous êtes d'une race honorable, vous vous êtes acquis une bonne réputation, vous convenez aux places de la magistrature; mais vous ne pouvez guère arriver d'emblée à une place de procureur-général. Une place d'auditeur ne convient qu'à un débutant, non à un sujet formé. Attendez le nouveau plan qui se prépare; il présentera des places d'avocats-généraux. Continuez d'exercer, et soyez sûr, dans l'occasion, de me trouver favorable... » De Serre n'avait pas été en effet oublié. Au mois de février 1811, il était

premier avocat-général à la cour de Metz, récemment formée, et, cinq mois après, en juillet, il recevait à l'improviste sa nomination à la première présidence de la cour impériale de Hambourg.

Il avait à peine trente-cinq ans lorsqu'il se trouvait appelé à ce rôle de chef de la magistrature française aux Bouches-de-l'Elbe! Il avait été choisi parce que Napoléon voulait un magistrat de la vieille France dans ces pays de récente annexion et parce que ce magistrat devait nécessairement savoir l'allemand. Cette élévation du reste n'étonnait personne parmi ceux qui connaissaient le nouveau premier président; il avait donné de lui une telle idée qu'il semblait fait pour les postes les plus éminens, surtout pour les postes difficiles. Le chef de la cour de Metz, le président de Gartempe, l'accompagnait de vœux et de pronostics enthousiastes : « Vous réalisez le présage que j'osais exprimer lors de l'inauguration de cette compagnie... — *Sic itur ad astra!* » Et M. de Collenel, qui s'était vivement employé à cette promotion, lui écrivait en lui envoyant ses instructions : « Vous avez tout ce qu'il faut pour réussir, intégrité parfaite, talens, facilité, expérience des affaires, bonne tenue, excellente éducation... Vous avez été présenté, et sa majesté vous a nommé. Vous êtes jeune, plein de zèle pour son service,... une belle carrière vous est ouverte... Je vous embrasse et vous souhaite un bon voyage et un bon succès... »

II.

On vivait alors dans l'extraordinaire. Napoléon, en peu d'années, avait si profondément transformé la France que tout ce qui était du passé semblait oublié, que l'ancienne société semblait fondue dans la société nouvelle, et cette transformation s'était accomplie au milieu de tels prodiges que la présidence d'un Français dans une cour de l'empire à Hambourg ne paraissait pas plus extraordinaire que tout le reste. De Serre lui-même, emporté dans le torrent, avait accepté sans hésitation sinon sans un mouvement de surprise. Cette Allemagne, où il avait vécu en obscur émigré, il la parcourait maintenant avec le prestige des dignités officielles, traitant d'égal à égal avec un landgrave, comme il le disait gaîment, visitant sur son chemin « Napoleonshœhe, le Versailles de la Westphalie (1), » — sans se douter que là, à soixante ans de distance, viendrait un jour échouer dans un dernier et humiliant déclin un héritier de cette fortune napoléonienne à laquelle il était associé.

(1) C'est le Wilhelmshœhe où Napoléon III devait passer ses mois de captivité après la néfaste aventure de Sedan.

Aller à une extrémité de l'empire, à Hambourg, inaugurer une justice nouvelle, diriger une cour où il n'y avait que quatre Français, organiser des tribunaux, introduire les lois de la France au milieu des traditions et des mœurs allemandes, ce n'était pas une œuvre facile. Il y avait à maintenir l'indépendance de la justice et à vivre en bonne intelligence avec tous les fonctionnaires impériaux, avec les conseillers d'état formant une commission de gouvernement, surtout avec la première des autorités, le maréchal Davout, prince d'Eckmuhl, gouverneur des pays de l'Elbe, de la 32e division. De Serre ne s'effrayait pas des difficultés, et avant peu il avait mis sa cour en mouvement, il avait pris sa place en magistrat supérieur, par son caractère autant que par son esprit, par une fermeté conciliante et habile. Il était bien vu du maréchal, auprès de qui il avait trouvé le meilleur accueil. Il avait l'occasion, dans ce camp lointain, de voir passer une foule de généraux, Carra Saint-Cyr, Morand, Durutte, Radet, Lauriston, et avec quelques-uns il avait des rapports d'amitié. Il ne se sentait nullement exilé dans ce monde un peu mêlé, semi-allemand, semi-français, et il écrivait familièrement : « J'ai trouvé ici un jeune de Castries, petit-fils du maréchal de France, aide-de-camp du prince d'Eckmuhl, qui me plaît beaucoup, un jeune Caraman, petit-fils de celui que vous avez connu et qui est capitaine d'artillerie légère, M. de Villeneuve, qui vous loua Pagny, et qui est ici directeur d'artillerie. On se retrouve ici, comme à Paris, gens de toutes nations et de toutes couleurs. M. Fiévée, auteur de *la Dot de Suzette*, est ici maître des requêtes chargé de la liquidation, et M. Guy, inspecteur des forêts, est un auteur de plusieurs opéras estimés. Joignez à cela les richesses allemandes : il y a des ressources pour la société... Encore quelques semaines, ajoutait-il dans une autre lettre à sa mère, et nous serons réunis : Hambourg alors me sera la France. » Si ce n'était pas encore la France, même après l'arrivée de sa mère, de sa jeune femme, c'était au moins une image de la France, et, pour sa part, De Serre, avec sa droiture généreuse, avait résolu le problème d'être un premier président français aimé et respecté chez des étrangers. « On me dit que je ne déplais pas aux Hambourgeois, » écrivait-il, — et c'était vrai!

Malheureusement ce qui avait été fait par la conquête était menacé d'être emporté par la conquête. Ce que la guerre avait improvisé allait disparaître dans la guerre, dans les suites fatales de la catastrophe de Russie. Dix-huit mois à peine séparaient de la grande débâcle annoncée par le 29e bulletin du 3 décembre 1812, et un des épisodes les plus curieux assurément serait l'odyssée de ces colonies françaises des pays annexés à travers les dramatiques

péripéties de 1813. A Paris, on ne voulait pas de fugitifs, qui auraient été le vivant témoignage d'un désastre croissant, d'une domination en déclin. La volonté de l'empereur, incessamment transmise par ses ministres, était que tous les fonctionnaires obligés de se replier devaient rester à portée des événemens pour reprendre leur poste au premier signal (1). D'un autre côté, l'invasion, en avançant toujours, en se fortifiant des insurrections ou des défections allemandes, arrachait une ville, une province, refoulant l'administration française. Les fonctionnaires formaient ainsi une sorte de population flottante enveloppée dans le tourbillon des événemens, à la merci d'un succès toujours espéré ou d'un nouveau revers de la grande armée. Ils remplissaient les villes et les chemins de l'Allemagne, livrés aux fluctuations de la guerre, attendant leur sort d'un Lutzen ou d'un Leipzig.

La cour de Hambourg avait le sort de toutes les administrations françaises, et son président était de cette tribu errante de fonctionnaires au service des événemens. Entraîné une première fois en mars dans un mouvement de retraite dont Napoléon faisait presque un crime au général Carra Saint-Cyr, ramené à Hambourg par le retour victorieux du mois de juin, puis éloigné encore avant le blocus où Davout allait se couvrir d'une dernière gloire, De Serre passait ce cruel été de 1813 en courses perpétuelles, au milieu de perplexités de toute sorte. Il campait tantôt à Wesel ou à Munster, tantôt à Osnabruck ou à Brême, se concertant avec son procureur-général, M. Eichorn, avec M. de Faban, intendant-général des finances auprès du prince d'Eckmuhl, et en définitive n'ayant rien de mieux à faire que d'attendre les ordres du maréchal.

Vie singulière partagée pour lui entre l'étude et ses compagnons de mauvaise fortune! A Munster, il se plongeait dans la lecture, et, se rappelant qu'il « lisait *l'Esprit des lois* à Pagny avant d'entrer dans la carrière, » il trouvait « curieux et instructif de le relire après l'avoir parcourue. » A Osnabruck, on se réunissait souvent, et, quand il y avait une victoire comme Lutzen ou quelque signe favorable comme la nouvelle du congrès de Prague, la gaîté renaissait dans ce monde toujours français. « Vous auriez été égayée, écrit-il un jour d'Osnabruck à sa mère, si vous eussiez été de notre partie de campagne d'hier. Nous étions près de quarante, tous fonctionnaires et presque tous Français d'origine. Une maison élevée sur un perron au milieu des bois plantés, avec beaucoup de grandeur, par les propriétaires successifs depuis plus d'un siècle; une vaste salle

(1) Voyez plusieurs lettres impériales du mois de mars 1813. — *Correspondance de Napoléon Ier*, t. XXV.

pour le festin, qui était abondant; les vins de choix et vins de France; trois ou quatre femmes seulement et des plus courageuses, les autres sont en arrière. J'avais pour voisine la présidente du tribunal, jeune Alsacienne, brune, vive et piquante... Après le dîner, le général Carra Saint-Cyr m'a emmené, et nous avons parcouru la nuit toutes les allées; le repas, le bon vin, le rendaient causeur. Ce qui m'amuse souvent, c'est que dans ces momens d'entraînement, d'abandon, je m'arrête presque toujours en moi-même et j'observe... » Une de ses épreuves les plus douloureuses avait été, à sa rentrée d'un instant dans Hambourg, la nécessité de sévir contre quelques-uns de ses collègues, magistrats d'origine allemande, qui, pendant l'occupation ennemie, s'étaient associés à des actes d'hostilité contre la France. En faisant son devoir, il se demandait si ce qu'il y avait d'extraordinaire dans ces crises n'était pas au-dessus de la plupart des caractères. Il souffrait d'avoir à chercher et à signaler des coupables dans sa cour, ajoutant avec noblesse : « Voilà de véritables chagrins, car ma destinée personnelle ne me cause point de sollicitude. Aussi prêt au repos qu'au travail, marchant au milieu d'embarras nombreux, à travers maintes épines et maintes douleurs, je ne me plaindrai de rien pourvu que je n'aie fait rien d'indigne d'un homme d'honneur, d'un Français, d'un magistrat... » Il avait en effet honorablement tenu tête à l'orage, restant jusqu'au bout, tant qu'il avait pu. En quittant Hambourg aux premiers jours de septembre, au lendemain de la victoire de Dresde, il avait cru même pouvoir encore y rentrer. Il ne le pouvait plus, il était désormais et malgré tout emporté par le reflux des événemens jusqu'à Paris, où il se retrouvait aux derniers mois de 1813 et au commencement de 1814.

C'était déjà l'agonie d'un grand empire. A son arrivée à Paris, De Serre s'était hâté de voir ses amis, le monde officiel. Il avait vu l'archichancelier lui-même, le chef de la justice Regnier, que l'apoplexie enlevait en ce moment au ministère, puis le nouveau grand-juge, le comte Molé, avec qui il se rencontrait pour la première fois, qu'il devait retrouver bientôt dans la politique. Il avait vu le ministre de l'intérieur, M. de Montalivet, qui avait connu son père, le duc de Rovigo, ministre de la police. Auprès de tous, il avait trouvé l'accueil le plus gracieux, de la considération, des témoignages flatteurs sur sa conduite et des promesses pour l'avenir ! Il n'avait en définitive qu'à laisser passer la tempête, à attendre, et du fond de la retraite où il restait dans Paris menacé, il assistait avec tout le monde à ce prodigieux drame de la campagne de France, l'âme émue des « angoisses communes à tous les Français dans ces malheureux temps. » Il suivait cette crise grandissante de l'hiver de 1814, écri-

vant sans cesse à sa mère, tant que les communications étaient ouvertes, et faisant de ses lettres une sorte de journal de ses impressions. « Toute la garde part d'ici (24 janvier), et l'empereur doit bientôt suivre. Comme l'ennemi s'avance par Langres et Chaumont, il ne peut tarder beaucoup à se passer des événemens décisifs. Dieu bénisse cette fois nos armes! Espérons mieux dans l'avenir!.. Nous sommes au moment où il faut redoubler de courage et de résignation... — Il arrive ici (1er février) des fugitifs de tous côtés; d'autres personnes partent de Paris, alarmées de ce qu'on fortifie les barrières; j'y attendrai sans aucune crainte... Je vous le dis, après les ténèbres vient la lumière, quand même on ne prévoirait pas de quel côté!.. — On nous avait donné (6 février) de bien mauvaises nouvelles. Je les crois fort exagérées: mais la position est toujours bien difficile, et l'orage s'approche : il faudra des prodiges pour le détourner... Depuis quelques jours, j'ai le cœur plus triste que de coutume. Vous savez comme j'ai toujours aimé mon pays: ses malheurs pèsent sur moi... Mes livres me sont parfois une ressource... »

A mesure que les événemens se rapprochaient et s'aggravaient, De Serre sentait plus vivement le poids de cette crise tragique dont il ne pouvait prévoir le dénoûment. Il ne distingait pas, selon son expression, comment la France serait tirée de cet abîme, lorsque tout à coup les dernières péripéties, l'abdication de Fontainebleau, la restauration royale, l'arrivée du comte d'Artois à Paris, rouvraient devant ses yeux un horizon inattendu, en le ramenant, comme il le disait, aux premiers sentimens de sa jeunesse. Lié à l'empire par des fonctions supérieures, il avait trop d'honneur pour devancer sa chute par la défection; il était aussi trop éclairé pour n'avoir point aperçu les fatalités que Napoléon se créait à lui-même par ses excès de génie, par son système de guerres démesurées, et la restauration des Bourbons sortant de la catastrophe de l'empire comme un moyen de salut pour la France, cette restauration était tout ce qui pouvait le mieux répondre à ses instincts, à ses vœux. Il l'écrivait dès le 14 avril à sa mère : « Vous savez quels grands événemens se sont passés depuis quinze jours. Ils nous remplissent d'espérance pour l'avenir. Le comte d'Artois est arrivé avant-hier, il a été reçu à merveille. Je l'ai parfaitement reconnu, et avec une satisfaction que vous imaginerez. Depuis longtemps ces premiers sentimens reprenaient en moi une force extraordinaire, et c'est un grand bonheur de pouvoir librement les manifester... » Cinq jours après, il disait en homme qui n'entendait ni humilier ni déguiser son passé : « J'ai vu deux fois le comte d'Escars, capitaine des gardes du comte d'Artois. J'ai été présenté à ce dernier. Quand il a

fallu lui décliner ma qualité, il a été tout étonné à ce mot de Hambourg; il m'a félicité d'être ici plutôt que là-bas. Depuis trois ou quatre mois, je ne me souciais pas de me faire annoncer chez les défuntes grandeurs : il me semblait que c'était annoncer la perte d'une bataille. Aujourd'hui il semble que je rappelle un titre de l'autre monde... » Et il ajoutait aussitôt : « Je vous dirai que, au moment où il a été question de nouvelle constitution, ma tête a étrangement fermenté. J'étais tourmenté de mes idées : pour m'en débarrasser, je les ai couchées sur le papier, et ma plume, que je n'avais touchée depuis que je ne pouvais vous écrire, courait comme jadis. Je me serais peut-être laissé aller à la tentation de mettre au jour quelque chose où, ne cherchant que la vérité, j'aurais infailliblement déplu à tout le monde; mais on nous a si lestement improvisé une constitution que j'ai laissé là plume et papier... » Du premier coup, il sentait en lui le démon de la politique.

Qu'allait devenir De Serre dans cette inauguration de la monarchie renaissante? Il ne le savait pas encore; il aurait voulu être conseiller d'état ou retrouver une présidence dans une cour française. On ne se hâtait pas dans ce premier moment de 1814; on ajournait De Serre à une organisation judiciaire, on lui proposait même des fonctions inférieures à celles qu'il avait occupées. Il ne s'en offensait pas, et surtout les sentimens monarchiques qui avaient repris en lui toute leur force n'en étaient point refroidis. Il y avait seulement des heures où, un peu dégoûté, il parlait de « revenir à son sac, » c'est-à-dire à son métier d'avocat, — « et peut-être, quand j'y serai, ajoutait-il, je remercierai ceux qui n'auront rien fait pour moi. Le premier moment sera dur : Dieu soit loué! J'ai encore des forces et du courage, et ce n'est pas la première fois que je me mesurerai contre ma mauvaise fortune. Toutes ces pensées ne m'empêchent pas de me tenir sur la ligne où je me trouve placé; mais descendre, devenir avocat-général en province, comme on paraît me l'indiquer,... je pense que la liberté de la parole et de la plume vaut mieux. » Il parlait gracieusement de ses mécomptes à sa jeune femme, qu'il avait envoyée à Spa pour sa santé : « Malgré ton goût décidé pour les champs, les bruyères ne trouvent pas grâce devant tes yeux. Les bruyères d'Ardennes auraient dû cependant faire exception auprès d'une demi-Ardennaise. Qu'y veux-tu? ma chère petite, il y a toujours quelques bruyères à traverser dans la vie; celles des sollicitations sont, je t'assure, pires que celles d'Ardennes. Ah! si je pouvais les éviter, je consentirais à parcourir à pied toutes celles de France et d'Allemagne... »

On avait fini, après bien des tâtonnemens, des gaucheries et des méprises d'un règne enivré et étonné de lui-même, par appeler

ACADIA UNIVERSITY LIBRARY
WOLFVILLE, N.S., CANADA
B0P 1X0

De Serre à la première présidence de la cour de Colmar. « Bon jour, bon an, te voilà présidente d'Alsace, » écrivait-il à sa femme le 1er janvier 1815; mais par un mauvais sort, au moment où il arrivait à Colmar pour ouvrir sa cour, la première restauration était déjà menacée d'être emportée par la funeste crise des cent jours, par l'immense défection du 20 mars, et l'homme se retrouve tout entier avec sa droiture sérieuse dans cette délicate épreuve. En apprenant la marche miraculeuse et désastreuse du grand débarqué du golfe Juan, il avait la vive impression d'un événement qui faisait tomber tout d'un coup la patrie, comme il le disait, « de l'espoir le mieux fondé de liberté dans un abîme sans fond. »

Ce qu'il ne devait et ne pouvait pas faire, quant à lui, il le sentait sur-le-champ; ce qu'il devait faire, il le voyait moins d'abord. Délié par la chute de l'empire, rattaché d'âme et d'esprit à la monarchie restaurée, il ne pouvait pas, par une versatilité de fonctionnaire, revenir à Napoléon. En même temps, il ne voulait pas être encore une fois émigré. En se mettant aux ordres du roi, en restant fidèle, il se défendait d'aller à Gand. Il se retirait dans une propriété sur la Moselle, aux forges de La Quint, laissant passer un orage qui aggravait tout, qui préparait à la France une invasion nouvelle, à la monarchie encore une fois ramenée de l'exil le danger des exaspérations intérieures. Il ne sortait de cette retraite d'un moment que pour rentrer dès le lendemain des cent jours dans sa magistrature de Colmar, et pour être nommé, coup sur coup, président du collége électoral, député du Haut-Rhin à la première chambre de la seconde restauration. De Serre se trouvait désigné par les circonstances comme le chef naturel des royalistes sensés de l'Alsace. Il se caractérisait lui-même en écrivant dès son début dans la vie parlementaire : « Notre chambre, — celle de 1815, — n'a que trop d'ardeur dans le bon sens,... j'y jouerai probablement le rôle de modérateur... » Il promettait ce rôle à sa généreuse ambition, et c'est ainsi qu'il arrivait à la politique, homme déjà fait, éclairé par l'étude et par l'expérience des choses, façonné à l'usage de la parole, mûr en un mot pour cette scène qui s'ouvrait devant lui, — où il allait combattre, briller et mourir.

III.

C'est le destin des gouvernemens que la France a vus tour à tour s'élever et disparaître. Ils ont tous porté en eux-mêmes à leur naissance une fatalité qui les a tués. La fatalité de l'empire, c'est la guerre. La fatalité de la restauration, après le malheur de la coïncidence avec les invasions étrangères, c'est le conflit des pas-

sions d'ancien régime subitement réveillées, et des instincts, des intérêts de la société moderne créés par la révolution, disciplinés par l'empire. Ce n'est qu'avec le temps sans doute et à travers mille péripéties que s'est dessiné ce drame appelé aussi plus tard une comédie, — la comédie de quinze ans! — Ce n'est que peu à peu, d'année en année, que les partis se sont classés avec leurs chefs, avec leurs mots d'ordre, et que, dans la mêlée des opinions, le duel s'est resserré. Dès le premier moment apparaissait déjà, étendant son ombre sur le régime, cette fatalité de réaction dont la chambre de 1815 était comme l'expression vivante, fougueuse et naïvement implacable.

Élue aussitôt après les cent jours, dans une première effervescence de royalisme, composée d'émigrés, de hobereaux de province, d'inconnus violens, cette chambre, dans sa majorité, résumait toutes les passions de représailles, tous les regrets d'ancien régime, tous les ressentimens contre la révolution, contre l'empire. C'était un moment étrange où Chateaubriand lui-même, au lendemain de l'exécution de Labédoyère, suppliait le roi de s'armer du glaive et de poursuivre ses justices, où M. de La Bourdonnaye imaginait ses « catégories » destinées à enlacer le pays d'un réseau de proscriptions, — où l'on ne pouvait, sans être rappelé à l'ordre, faire allusion aux scènes sanglantes de la « terreur blanche » du Midi, aux meurtres des protestans de Nîmes. C'était le temps où des hommes, cependant honnêtes, proposaient la banqueroute au détriment des créanciers de l'état, sous prétexte que ces créanciers dataient de l'empire, et où des politiques sortis de leurs manoirs s'essayaient à réédifier les juridictions, la puissance territoriale et civile de l'église. De ce monde « ultra, » plus royaliste que le roi, révolutionnaire de procédés et de langage au nom de la monarchie, impatient de domination, M. de La Bourdonnaye était la trompette retentissante, M. de Bonald était le théoricien subtil et inflexible, les Salaberry, les Duplessis-Grenedan, les Bouville, étaient les bruyans coryphées. Ces naïfs énergumènes, qui ne supportaient pas même qu'on les mît en garde contre leurs passions, marchaient aux répressions impitoyables comme à un triomphe; ils rêvaient, à l'abri de l'occupation étrangère, avec l'appui d'une partie de la famille royale, de défaire tout ce que la révolution avait fait depuis vingt-cinq ans, de relever les influences aristocratiques et religieuses. Ils ne voyaient pas qu'ils ne faisaient qu'alarmer les intérêts nouveaux, troubler le patriotisme, semer les hostilités irréconciliables et préparer à court terme des réactions en sens contraire, soit par les conspirations, soit par la revanche régulière de l'opinion libérale momentanément réduite au silence. Ils étaient, dès le premier jour, le péril de la monarchie renaissante.

Que serait-il arrivé en effet si ces « ultras, » ces « introuvables » de 1815, ayant une majorité parlementaire, avaient eu aussi la direction des affaires de la royauté nouvelle, s'ils avaient duré assez pour réaliser ou pour tenter la moitié de ce qu'ils voulaient? Ils auraient probablement tout perdu en peu de temps; ils auraient détourné ou épuisé en luttes intestines les forces dont la France, occupée par les armées étrangères, avait besoin pour se délivrer et pour se réorganiser. Ils auraient précipité les crises, provoqué quelque nouveau 20 mars sans l'empereur ou hâté un 1830, — et si cette fatalité que la monarchie bourbonienne portait avec elle semblait suspendue, au moins pour quelques années, c'est que précisément de cette situation critique naissait la résistance; au feu même des plus rudes combats parlementaires, avec l'aide de tout un groupe d'hommes plus éclairés, ralliés dans le péril, se produisait la plus originale et la plus courageuse des tentatives, ce que M. Guizot, dans ses *Mémoires*, a appelé « le gouvernement du centre, » ce que j'appellerai l'expérience agitée et laborieuse de la politique modérée sous la restauration. Le règne de la politique modérée, avec bien des nuances et des oscillations, a duré cinq ans. Il commençait par l'ordonnance du 5 septembre 1816, cet acte décisif d'autorité royale qui, en dissolvant la chambre « introuvable, » atteignait au cœur la réaction. Il s'engageait sérieusement, honnêtement, quoique parfois avec un certain embarras, par le premier ministère du duc de Richelieu. Il arrivait à son apogée sous le ministère Dessoles-Decazes-De Serre à la fin de 1818, sous le ministère Decazes-De Serre-Pasquier à la fin de 1819. Il touchait à son déclin, un déclin pénible et disputé, sous le second ministère Richelieu, pour finir bientôt par être étouffé entre les partis extrêmes qui allaient désormais disposer des destinées de la restauration. Sept ans plus tard, le ministère Martignac ne devait être qu'une courte trêve, une vaine reprise de ce règne interrompu, brisé par les factions contraires.

C'est la plus grande et la plus sérieuse expérience tentée dans notre pays pour fonder la monarchie constitutionnelle par l'accord des traditions et de l'esprit nouveau. Elle a eu ses hommes et ses œuvres.

Le premier des modérés, c'est Louis XVIII lui-même, ce roi qui, sans être un grand politique, avait quelques-unes des qualités du souverain, le patriotisme par sentiment royal, une modération naturelle, un esprit libre, peut-être aussi l'amour-propre du lettré législateur. Après Louis XVIII, c'est le duc de Richelieu, ce gentilhomme de vieille race revenu avec la restauration du fond de la Russie, et appelé à la présidence du conseil pour ses relations avec l'empereur Alexandre. Ame droite et généreuse, caractère scrupuleux et simple,

le duc de Richelieu portait avant tout aux affaires, avec la loyauté d'un galant homme, un sentiment français digne de son grand nom, et le témoignage le plus touchant de son patriotisme est certes la lettre qu'il écrivait à sa sœur, Mme de Montcalm, au moment où il venait de signer le traité de novembre 1815 : « Tout est consommé. J'ai apposé plus mort que vif mon nom à ce fatal traité. J'avais juré de ne pas le faire, je l'avais dit au roi. Ce malheureux prince m'a conjuré, en fondant en larmes, de ne pas l'abandonner; je n'ai plus hésité... La France expirante sous le poids qui l'accable réclamait impérieusement une prompte délivrance... » Malgré sa longue émigration et ses liens de société aristocratique, le duc de Richelieu ne partageait pas les passions des « ultras. » Obligé de leur résister, il s'étonnait et souffrait à la fois d'avoir des royalistes pour adversaires, de les trouver moins sensibles que lui aux malheurs du pays, moins désintéressés que lui. « En vérité, disait-il dans une conférence intime aux fanatiques de réaction, en vérité je ne vous comprends pas avec vos haines, vos ressentimens qui ne peuvent amener que de nouveaux malheurs. Je passe tous les jours devant l'hôtel qui a appartenu à mes pères, j'ai vu les terres de ma famille dans les mains de nouveaux propriétaires... Cela est triste, mais cela ne m'exaspère ni ne me rend implacable. Vraiment vous me semblez quelquefois fous, vous qui êtes restés en France... (1) »

A cette politique que le duc de Richelieu couvrait de son patriotisme et de sa probité s'associaient des hommes venus un peu de tous les bords, M. Lainé, l'orateur pathétique à l'âme courageuse et élevée, qui le premier avait osé dire la vérité à Napoléon par l'adresse fameuse de 1813, — M. Pasquier, que nos contemporains ont vu garder jusqu'à la dernière limite de l'âge un esprit si ferme, si net, si éclairé et jamais découragé! Membre de l'ancien parlement, préfet de police sous l'empire, député de Paris après la seconde restauration, nommé un moment président de la chambre et successivement ministre de la justice, ministre des affaires étrangères, M. Pasquier était le conseiller toujours prêt, toujours clairvoyant, alliant la modération des idées à l'art de rapprocher les hommes, au sens pratique des situations. Quarante ans après, celui qui était devenu et qui restait pour tous « le chancelier » aimait à évoquer ce temps et M. de Richelieu. « Le souvenir m'en est cher, écrivait-il; c'est qu'au travers des émotions, des incertitudes, les lueurs d'espérance se laissaient entrevoir! Les succès qu'on obtenait quelquefois soutenaient le courage, et ils en auraient donné si on en avait man-

(1) Cette conversation avait été notée par M. de Villèle et a été retrouvée dans ses papiers. — Voyez le livre *Royalistes et républicains*, par M. Thureau-Dangin.

qué (1)... » M. Decazes, qui avait servi l'empire comme M. Pasquier, et qui, rallié comme lui dès le premier jour à la restauration, s'élevait rapidement de la préfecture de police au ministère de la police générale, au ministère de l'intérieur, puis à la présidence du conseil, M. Decazes avait entre tous un rôle particulier qu'il devait à une faveur personnelle croissante auprès de Louis XVIII. Jeune encore, séduisant de manières, aussi actif que dévoué, M. Decazes ne se servait de sa position privilégiée de favori du roi que pour populariser la monarchie par l'apaisement, par l'atténuation de toutes les rigueurs, par la conciliation libérale. Et autour de ces représentans principaux de la politique modérée se réunissaient d'autres hommes comme M. Portalis, M. Siméon, le maréchal Gouvion Saint-Cyr, le baron Louis, puis les libéraux royalistes du parlement, ceux qu'on appelait les doctrinaires, Royer-Collard, Camille Jordan, M. de Barante.

Ce que le duc de Richelieu et ses amis, ses collègues ou ses alliés du ministère et du parlement se proposaient, c'est le programme invariable du lendemain des grandes catastrophes nationales : mettre fin aux occupations étrangères, payer les rançons, reconstituer les finances et le crédit, refaire une armée, réorganiser la France, affermir les institutions. Cette œuvre nécessaire, elle était impossible au milieu des proscriptions et des réactions; elle ne pouvait être accomplie qu'avec un pays pacifié, réconcilié, rassuré dans ses instincts comme dans ses intérêts. Tout se tenait. M. de Richelieu avait, dans l'œuvre commune, sa tâche unique, la libération du territoire, à laquelle il se dévouait, qu'il n'arrivait à réaliser définitivement qu'en 1818, peut-être un peu par son ascendant personnel auprès des souverains de l'Europe. Il avait patriotiquement reconquis l'indépendance, et tandis qu'il en était encore à poursuivre cette libération, le gouvernement faisait accepter par les chambres la loi du 5 février 1817, qui complétait la charte par un système d'élections fondé sur l'égalité des votes. Le maréchal Gouvion Saint-Cyr, appelé au ministère de la guerre, préparait la loi de 1818, par laquelle il donnait à l'armée une constitution nouvelle; il tranchait, selon les idées modernes, contre les traditions d'arbitraire et de privilége, le plus grave des problèmes, celui d'une organisation nationale des forces militaires de la France. Ce que Gouvion Saint-Cyr faisait pour l'armée, le baron Louis l'avait fait

(1) Lettre de M. Pasquier à M. Portalis. — Voyez le livre intéressant et distingué publié par M. Louis Favre sous ce titre : *Étienne-Denis Pasquier, chancelier de France. Souvenirs de son dernier secrétaire.* — J'ajouterai que dans cette lettre, écrite en 1857, sous le second empire, le vieux chancelier mettait toute sa verve à défendre contre le vieux magistrat le régime parlementaire.

pour les finances. Bientôt la presse à son tour allait avoir son code plus libéral.

Pour pouvoir suivre cette politique modérée, les ministères devaient nécessairement s'appuyer sur des modérés, sur ce qu'on appelait dès lors les deux centres, — ces éternels frères ennemis; mais avec cette politique de modération, dont la seule condition de succès était dans une alliance toujours fragile et incertaine, ils avaient affaire aux susceptibilités, aux dissidences, aux oppositions extrêmes. S'ils semblaient incliner vers les libéraux, les royalistes les représentaient comme des révolutionnaires frayant la route aux jacobins, conduisant encore une fois la monarchie à l'abîme; les « ultras, » dans leurs emportemens, les traitaient comme des démagogues et au besoin se servaient contre eux des démagogues. S'ils cherchaient à désarmer les royalistes par des concessions, ils étaient menacés d'être abandonnés par les libéraux, même par les doctrinaires. Ils marchaient entre deux feux, entre des partis également ombrageux, également exigeans, obligés à chaque pas de défendre cette politique qu'on flétrissait du nom de « bascule, » et que Louis XVIII relevait en disant : « J'ai embrassé un système de modération non point par paresse, mais par raison, pour empêcher la France de se déchirer de ses propres mains. » Au moindre incident, tout semblait remis en doute, et la loi électorale qui fixait le renouvellement annuel de la chambre par cinquième, cette loi surtout était à peine votée et appliquée une première fois que déjà les conflits éclataient.

C'est au milieu de ce drame des opinions et des passions, au plus épais de cette mêlée ardente que De Serre s'était trouvé engagé dès 1815 et qu'il apparaissait bientôt comme un des plus vigoureux athlètes de la politique constitutionnelle. Élu de l'Alsace, il arrivait à la chambre en homme qui se sentait attaché par ses fibres les plus intimes à la monarchie renaissante, mais qui en même temps appartenait à la France nouvelle, et, à peine entré dans la vie parlementaire, il avait sa place naturelle dans la minorité modérée, parmi ces hommes qui, adossés pour ainsi dire à la charte, étaient décidés à tenir tête aux fureurs de réaction. Sans avoir d'illusions sur les difficultés de la situation, il se jetait courageusement, corps et âme, dans la lutte, écrivant à sa femme dès les premiers momens : « La position est difficile, raison de plus d'avoir du courage. Il n'est point d'ailleurs question de partage, de déchirement. Nous faisons des pertes sensibles, nous subissons des conditions dures; mais enfin nous existons... Là-dessus il faut t'unir à moi de sentimens. Dis-toi bien que l'homme qui ne sait pas fortement aimer son pays n'aimera pas davantage femme, enfans, amis, parens, car

c'est avec le même cœur qu'on aime tout cela... » Il réunissait tout en effet dans son âme ardente, et c'était un de ces hommes qui une fois engagés ne se reposent plus, qui sentent leurs facultés se multiplier et grandir par l'action, par la contradiction. Placé en présence de ces partis de 1815, de cette première chambre aux passions violentes et ombrageuses, il n'hésitait point un instant : il acceptait, il prenait ce « rôle de modérateur » que le patriotisme lui conseillait, qu'il était de force à soutenir par la puissance du talent.

Lorsqu'on proposait d'étendre les proscriptions, de mettre partout dans les lois la peine de mort, la rétroactivité, De Serre s'élevait contre ces excès, qui ne faisaient, disait-il, que rendre les mœurs plus féroces, « contre des actes dictés par la passion. » Au risque de soulever des murmures et de provoquer même des rappels à l'ordre, il se servait avec habileté de la prérogative royale pour arrêter au passage des amendemens qui aggravaient les mesures proposées par le gouvernement. — Lorsque, sous le nom d'indemnité au profit de l'état, on tentait d'ajouter, par voie rétroactive, la confiscation à des peines prononcées contre des condamnés politiques, il s'écriait : « Les révolutionnaires en ont fait ainsi, dites-vous, ils en feraient encore ainsi s'ils ressaisissaient la puissance. C'est précisément parce qu'ils l'ont fait que vous ne devez pas imiter leur odieux exemple, et cela par un sens torturé d'une expression qui n'est pas franche, par un artifice qui serait tout au plus digne du théâtre... Messieurs, *notre trésor peut être pauvre, mais qu'il soit pur!..* » — Lorsque, dans une pensée de vaine réaction contre tout ce qui venait de la révolution et sous prétexte de nécessité, on proposait tout simplement la banqueroute de l'état envers les créanciers de l'arriéré, De Serre condensait dans un mouvement d'éloquence une idée profonde : « L'injustice du passé vous révolte, disait-il, ce sentiment est louable; mais si les siècles pouvaient se rapprocher devant nous, si, dépouillée de la mousse des temps, la racine de tous les droits pouvait se découvrir à nos yeux, pensez-vous que les droits les plus respectés aujourd'hui nous apparaîtraient purs de toute violence, de toute usurpation, de toute injustice? Eh bien! messieurs, celui qui n'a pas compris que la révolution renferme plusieurs siècles en elle, celui qui n'a pas senti que la volonté du roi, la charte qu'il nous a donnée, avait reculé dans le temps tous les actes antérieurs, cet homme n'a point élevé ses pensées assez haut pour concourir à donner des lois à la France actuelle... » On sentait dans ces hardies et fortes images sur la condensation des temps l'esprit qui avait fréquenté l'Allemagne, qui appliquait à l'histoire et à la politique une philosophie supérieure dont bien d'autres ont hérité depuis en la reproduisant.

Quand enfin, par subterfuge, on cherchait à glisser dans le budget la « restitution » au clergé des biens d'origine ecclésiastique en privant le crédit public de sa garantie, l'état d'une de ses ressources, il combattait avec une énergique indépendance cette tentative; il retraçait le rôle de l'église, les droits de la puissance civile et, invoquant la gravité du temps, il ajoutait avec impétuosité : « Dans quelles circonstances présente-t-on de pareilles demandes? Lorsqu'à la suite de tant de guerres étrangères et civiles, des ravages de deux invasions, les peuples écrasés ploient sous le faix des impôts; lorsque nous avons la douleur de reconnaître que ces impôts sont insuffisans et d'annoncer qu'il faudra y ajouter encore; lorsque presque tous les services sont plus ou moins en souffrance, que la dette exigible est sans gage, la dette perpétuelle croissante; lorsque le budget de la guerre chargé de la dette sacrée des retraites et des traitemens provisoires ne suffit pas; lorsqu'en regard avec les autres puissances nous sommes sans armée, sans marine; lorsque les clés de la France, son territoire, sont engagés à l'étranger, qu'il nous faut payer sa rançon, et que, pour sauver l'état, ses domaines sont évidemment son unique ressource!.. Non, messieurs, non, ce n'est point le clergé qui a fait de pareilles demandes. Le clergé de France a des sentimens plus nobles, plus désintéressés, et surtout plus français, plus patriotiques!.. » — A tout propos, dans ce conflit entre le royalisme extrême et la politique de modération, De Serre était sur la brèche, et sa parole nerveuse, animée, abondante en mots frappans faits pour résumer une situation, étonnait d'abord, puis subjuguait ou irritait les « ultras. » Cette session de 1815 avait révélé en lui l'orateur propre à toutes les luttes de l'éloquence, et son nom avait assez retenti pour qu'à son retour en Alsace, à Colmar, on fît fête au personnage public, à ses « lumières » et à son « intrépidité, » pour que le bâtonnier des avocats, qui était M. Chauffour, dît dans un discours : « Grâce à des hommes de cette trempe, que la France ne croyait plus posséder, tout s'épure, tout s'améliore. »

Les premières liaisons de De Serre dans la vie publique avaient été avec ce groupe peu nombreux et libéral de la chambre qui n'était pas même encore un parti, les Royer-Collard, les Beugnot, les Becquey, les Bourdeau. Il s'était trouvé surtout rapproché de Royer-Collard, avec qui il nouait dès lors une vive et sérieuse amitié. Ces deux hommes ne se ressemblaient ni par le talent ni par le caractère, et cependant ils s'attiraient. De Serre avait été frappé de ce qu'il y avait de supériorité d'esprit, de hauteur morale chez Royer-Collard; à son tour, Royer-Collard, l'homme le moins prodigue de ses sympathies, avait été subjugué par cette généreuse nature de De Serre, qui lui inspirait, avec un attachement croissant, une sorte

de respect dont il s'étonnait peut-être un peu lui-même. L'un et l'autre, avec des collègues devenus bientôt des amis, avaient fait cette campagne de 1815 en émules qui s'étaient rencontrés pour la première fois et avaient grandi ensemble. Chose curieuse! c'est parmi ces modérés que la prérogative royale avait en ce moment ses plus sûrs défenseurs, c'est au camp des « ultras » du royalisme que les droits parlementaires trouvaient leurs champions les plus ardens. L'anomalie semble étrange, elle était plus apparente que réelle. Au fond, les royalistes extrêmes revendiquaient avec âpreté les droits parlementaires, parce que, formant la majorité, ils espéraient se servir de ces droits pour conquérir le pouvoir et pour réaliser leurs desseins, en s'imposant, s'il le fallait, au roi. Les modérés se montraient les gardiens résolus des droits de la royauté, des prérogatives du gouvernement, parce qu'ils sentaient que là était la dernière garantie du régime constitutionnel, d'un système de modération. Chacun suivait son instinct.

Les libéraux, De Serre et Royer-Collard en tête, soutenaient le ministère en le devançant quelquefois ou en l'aiguillonnant. Ils témoignaient la déférence la plus empressée pour M. de Richelieu, qui sentait le prix de leur concours et qui les craignait un peu, pour M. Lainé, qui entrait en mai 1816 au ministère de l'intérieur. C'est en soutenant le gouvernement et en se sentant à demi soutenus par lui qu'ils avaient réussi parfois à détourner les motions les plus violentes dans la première session de 1815; mais ils voyaient bien qu'avec cette chambre impatiente de réaction et à peine contenue par la volonté du roi, rien ne serait possible, qu'à une session nouvelle tout serait à recommencer dans des conditions probablement aggravées, que le gouvernement allait à une impasse.

Ils ne se méprenaient ni sur les dangers de la situation, ni sur la nécessité et le caractère du remède. Un renouvellement partiel de la chambre était strictement selon la charte, — la dissolution complète suivie d'élections générales semblait bien plus encore être selon la vraie politique. Les libéraux n'osaient guère espérer du tempérament du cabinet ce remède héroïque, une résolution prompte et hardie. Ils ne savaient pas qu'à ce moment même le plus délié des ministres, celui qui avait le plus la faveur de Louis XVIII, M. Decazes, avec autant de discrétion que d'habileté, s'occupait de conquérir le roi d'abord, puis ses collègues, M. de Richelieu, M. Lainé, à la mesure la plus décisive. De Serre, revenu à sa cour de Colmar après la session, et Royer-Collard, demeuré à Paris comme directeur-général de l'instruction publique, ne cessaient de s'entretenir, dans leur correspondance, de ce problème du moment, qu'ils suivaient avec des alternatives de décourage-

ment et d'espoir. « Ce n'est pas seulement vous, écrivait De Serre, qui m'annoncez une lutte violente à notre prochaine réunion, et je ne vois pas que ceux qui seront certainement attaqués, qui ne peuvent en douter, qui ont le pouvoir en main, fassent rien pour se préparer à la défense. Peut-on consentir ainsi à être pilote pour laisser dériver la barque vers un écueil certain?.. On m'avait engagé à écrire; je n'en ai pas eu le courage. Qu'aurais-je à dire en effet que ne sache bien mieux celui à qui je le dirais? » Royer-Collard, de son côté, répondait peu après : « Je suis sûr que vous m'interromprez pour me dire : Et *la grande affaire*, que devient-elle?.. La vérité est que j'ai plus d'espérance que je n'en avais il y a deux mois, il y a un mois, il y a quinze jours. La raison fait des progrès et des conquêtes: la vérité perce, le petit nombre des insensés devient plus sensible... Enfin il me semble qu'on ose délibérer sur ce qu'il convient de faire; c'est un grand pas. Gardez cependant votre courage, car rien n'est fait, et des mesures décisives en apparence ne le seraient pas dans la main d'un gouvernement qui ignore sa force...» La dissolution, sans être précisément l'œuvre de ces esprits d'élite, avait été conseillée par eux, et cette ordonnance du 5 septembre 1816, qui faisait appel à la raison du pays, qui avait été négociée avec tant de dextérité par M. Decazes, cette ordonnance était tout à la fois un coup sensible pour les « ultras, » un succès pour les constitutionnels, pour leur influence, pour leurs opinions.

IV.

Première victoire sérieuse de la politique modérée après une année d'existence de la restauration! « Le résultat des élections, écrivait Royer-Collard à De Serre le lendemain du scrutin, nous donne une majorité de deux tiers. Vu la nature de l'autre tiers et ses points d'appui, ce n'est pas assez pour que le gouvernement soit dispensé de fermeté et d'habileté. Là-dessus je ne suis ni sans inquiétude ni sans espérance. Si nous ne marchons pas rapidement au bien, il y a lieu de croire que nous ferons cependant quelques pas. Soyez ici le 25 octobre; ce n'est pas trop de huit ou dix jours pour se concerter. Le concert est d'autant plus nécessaire que toute notre force est en nous-mêmes. » Et avant de se rendre à l'appel de son compagnon de lutte parlementaire, De Serre écrivait de son côté à sa mère : « On m'assure que nous aurons une majorité des deux tiers, mais que l'autre tiers fera une forte opposition. Nous verrons : ne pensez cependant pas que j'aie été entraîné à la dernière session. Vous devez voir plus que jamais que ce que j'ai fait était la seule

chose à faire... » C'était en effet la situation, telle que l'avaient créée la dissolution du 5 septembre et les élections nouvelles, situation transformée, adoucie, mais difficile encore, où les « ultras » revenaient en minorité, avec l'exaspération de leur défaite et la ténacité de leurs passions, où le gouvernement se trouvait conduit par la logique à chercher son appui dans les élémens modérés du centre.

Le ministère ne pouvait se plaindre d'un résultat pour lequel il avait risqué l'acte hardi du 5 septembre. Il avait créé ces conditions, il les acceptait. Par ses actes, par ses choix, il témoignait l'intention évidente de suivre la politique de modération à laquelle il s'était attaché. Non-seulement il se complétait lui-même et se fortifiait par l'adjonction successive de M. Pasquier, du maréchal Gouvion Saint-Cyr, de M. Molé, il appelait encore au conseil d'état Camille Jordan, Maine de Biran, M. Guizot, jeune encore et déjà important, à côté de M. Mounier, de M. de Barante. M. Decazes mettait toute son habileté à seconder cette politique d'extension libérale. En réalité cependant le ministère hésitait et flottait assez souvent, il avait ses retours vers la droite. Le duc de Richelieu, avec sa parfaite sincérité, ne pouvait se défendre de certains mouvemens de défiance et d'humeur à l'égard de ses nouveaux alliés. Il ne se séparait pas sans chagrin des royalistes extrêmes. « Il est bien dur, disait-il avec émotion, que nous soyons obligés de frapper des hommes qui sont à la vérité nos ennemis, mais qui ont été pendant vingt-cinq ans les défenseurs de la monarchie. Ce n'est pas notre faute, nous ne pouvons pas faire autrement; mais la chose est tellement affligeante que je suis souvent prêt à déserter et à aller me cacher au fond d'un désert... » A dire vrai, si M. Decazes, par goût ou par calcul, se sentait attiré vers le centre gauche, auquel il venait de donner le gage de l'ordonnance du 5 septembre, le duc de Richelieu ne pouvait détacher ses regards de la droite en guerre avec le gouvernement. C'est l'essence de ce ministère mis en présence de son œuvre de 1816.

La position de De Serre avait singulièrement grandi dans ce second parlement de la restauration. Il avait été l'orateur énergique et hardi de la minorité dans la première chambre de 1815, il était de la majorité dans la chambre nouvelle de 1816, et si un homme semblait fait pour représenter dans son esprit, dans ses tendances, cette assemblée issue d'une élection relativement libérale, c'était lui. Il la représentait si bien qu'aux premiers mois de 1817, lorsque M. Pasquier, nommé un moment président de la chambre, entrait au ministère de la justice, il était naturellement choisi par ses collègues et accepté par le roi pour prendre la direction des travaux parlementaires. « On vous veut pour président, » lui écrivait M. Pasquier

en prenant les sceaux, — et il écrivait lui-même modestement : « Cette nomination ne paraît désagréable à personne. » Il avait été désigné au choix du roi avec M. Ravez, M. Faget de Baure, M. Bellart et M. Royer-Collard.

Président ou simple député, il était comme l'expression vivante d'un royalisme constitutionnel aussi étranger aux connivences révolutionnaires qu'aux complaisances pour les « ultras » de la monarchie. Il restait ce qu'il avait été jusque-là, persuadé, ainsi qu'il le disait, qu'il n'avait fait que ce qu'il devait faire en combattant les fanatismes surannés, les vaines résurrections nobiliaires et cléricales. Au fond du cœur, il partageait quelquefois sans doute les regrets du duc de Richelieu dans ses luttes de tous les jours contre les « ultras; » mais, plus que le chef du ministère, il acceptait les conséquences de la politique qu'il avait adoptée, qu'il croyait seule conforme aux sentimens de la France nouvelle et aux intérêts de la restauration elle-même. Il écrivait dans l'intimité au sujet des royalistes : « Ils sont incurables. Par leur opposition aux intérêts les plus évidens de la France, ils forcent à les attaquer, et les coups qu'on leur porte frappent sur l'ancienne France. Cette position m'afflige... — Sûrement, c'est un malheur que le ridicule jeté sur une partie de l'ancienne noblesse; mais à qui la faute? Pourquoi des prétentions insoutenables! pourquoi de grandes incapacités se sont-elles mises en avant? Quand des caricatures se produisent, qui pourra empêcher d'en rire? Qu'on n'emploie de cette classe que ce qui est employable, chacun applaudira. Voyez M. Séguier à Nancy, M. de Tocqueville à Metz, on sait qu'ils sont nobles et qu'ils ont même été exagérés; mais ils se sont montrés les hommes de leur place, de leur département, et l'on a été content d'eux. La masse du peuple n'est donc pas aussi injuste qu'on le dit! mais je m'engage presque dans la politique, c'est le mauvais air de la chambre qui déjà me saisit... »

Cet éminent et loyal esprit n'ignorait pas qu'en acceptant ce rôle d'antagoniste des réactions à outrance, en résistant aux fureurs de partis, le moins qu'il pût encourir était de se voir traité de révolutionnaire, d'apostat de sa classe. Il savait bien à quelles passions il avait affaire, quelles animosités il s'exposait à soulever, quels froissemens d'opinions ou d'instincts il pouvait rencontrer autour de lui. Il s'attendait à tout et se mettait au-dessus des « faux jugemens de tant de gens incapables de juger même de leurs propres intérêts. » Il ne s'affectait nullement des « bavardages » des « ultras » de Metz ou d'ailleurs qu'on lui transmettait. Au besoin, il se défendait même avec une douce fermeté contre des influences intimes, et un jour, comme sa mère avait été probablement l'écho affectueux de ce

qu'on disait, peut-être aussi de ses propres craintes ou de ses impressions à elle et des impressions de sa belle-mère la baronne d'Huart, il lui répondait par une profession de foi familière et aimable où il se peignait lui-même. « Venons à la causette des deux mamans. Vous vous en êtes bien donné, vous avez parlé d'or, la meilleure intention, beaucoup d'esprit; mais pardon, vous ne vous êtes arrêtées, mesdames, qu'à l'écorce des choses. Au fond il ne s'agit pas de tel qui plaît ou déplaît, qui est ambitieux ou ne l'est pas. Ce n'est guère par les affections qu'on se détermine en ce pays, et l'ambition est si naturelle qu'on ne s'avise pas d'en faire un crime. Tel qui déplaît plairait demain s'il voulait se rendre instrument; mais de quoi? de projets destructeurs pour ceux mêmes qui les poursuivent. Voilà le fond des choses! le oui et le non, y a-t-il là à transiger? — N'appartenir à aucun parti. — C'est bien ce que je fais, chère amie, car je puis dire devant vous et devant Dieu : j'aime avec désintéressement mon pays et mon roi, et les gens de cette trempe ne sont pas assez nombreux pour faire un parti. — Rompre avec tous amis, toutes réunions. — Mais je ne le dois pas, si c'est un moyen de résister là où le devoir, l'honneur, me commandent de résister. — Mais ce qui blesse en moi, c'est cette résistance. — En voilà assez pour mettre sur la voie. Sans doute il m'est pénible de lutter contre ceux vers lesquels me porte l'inclination. Il m'est encore plus pénible d'être prôné par des hommes dont je déteste la conduite et les principes. Je vous l'ai souvent dit, c'est un inconvénient de position. Je n'ai jamais compté que la route du devoir serait semée de fleurs; mais j'y suis. Priez seulement Dieu, chère maman, qu'il me donne la force de m'y maintenir... »

Fixer la politique de la restauration et de la France dans une modération libérale, c'était l'idée supérieure chez lui, la raison de ses luttes contre les « ultras, » ce qu'il appelait en un mot le devoir. C'était aussi la raison de son attitude vis-à-vis du ministère du duc de Richelieu, pour lequel il restait un allié fidèle, mais clairvoyant et indépendant. Il défendait et appuyait le ministère dans sa direction générale, il ne pouvait fermer les yeux sur ses hésitations et ses faiblesses, dont plus que tout autre, avec son instinct de gouvernement, il sentait le danger. Lorsque ce cabinet aux bonnes intentions cherchait à se dégager de ses élémens violens, M. Du Bouchage, le duc de Feltre, et n'y réussissait que d'une manière assez décousue, De Serre, impatienté, ne pouvait s'empêcher d'écrire de Colmar, où il venait d'arriver, à Royer-Collard : « Chemin faisant j'ai appris deux bonnes nouvelles, la sortie de Du Bouchage et l'entrée de Gouvion au ministère; mais la façon me les a considérablement gâtées. Il est donc décidé que nous n'aurons jamais rien de

franc et de net, et les meilleures choses on nous les barbouille. Qu'est-ce que ce détour pour faire arriver Gouvion à la guerre? Il n'y a personne qui ne voie que c'est ce qu'on veut et qui ne demande pourquoi on ne le fait pas... » Il se préoccupait de tout, de l'état de l'armée, de l'esprit des officiers, qu'il trouvait inquiétant, et en pressant de son mieux l'avénement du maréchal Gouvion Saint-Cyr au ministère de la guerre, il se préparait à être un de ses auxiliaires les plus énergiques dans la réorganisation militaire. Lorsque le nouveau ministre de la justice, M. Pasquier, avait à se débattre avec ce concordat de 1817, dont le chancelier Dambray et la diplomatie de M. de Blacas lui avaient légué l'embarras, De Serre saisissait l'occasion d'écrire au garde des sceaux : « L'avenir dépend presque entièrement de la marche qu'adoptera le ministère. Le renvoi, bien que tardif, de Du Bouchage et de Feltre couvre jusqu'à un certain point les péchés de la marine et de la guerre. Il y a bien de la faiblesse encore aux finances, et le poste, si capital aujourd'hui qu'il est presque décisif, n'est point occupé; mais c'est toujours ce diable de concordat! Quant à moi, je le tourne et le retourne, il me reste toujours à la gorge. De quelle huile assez douce composerez-vous la loi dont vous voulez l'envelopper, pour réussir à le faire passer? Vous serez attaqués dedans comme dehors, comptez-y, et sur un aussi mauvais terrain, avec tout le courage du monde vous serez écrasés. Dieu! Dieu! tandis qu'on pourrait employer le temps et la force à faire de belles et bonnes et excellentes choses!.. »

Sans être aux affaires, De Serre avait un ascendant réel sur le ministère comme dans le parlement, et c'est ainsi que par ses opinions, par son talent, par la position qu'il avait prise, il était devenu une sorte de personnage nécessaire. L'importance de l'homme était attestée tout à la fois par le prix que ses amis attachaient à sa réélection au premier renouvellement annuel de l'automne de 1817 et par l'acharnement que ses adversaires de la droite mettaient à le combattre. « Est-il vrai, lui écrivait Royer-Collard avec inquiétude, que votre élection soit contestée ou en péril? C'est un bruit qui se répand ici depuis quelques jours, et sur lequel nous avons besoin d'être rassurés promptement. Il s'accrédite par les terreurs des uns et par les mauvaises espérances des autres... Combien nous avons besoin de vous! Vous devez à votre pays et à vos amis de ne rien négliger de ce qui peut vous ramener. Répondez-moi à l'instant. Je n'ai plus besoin de vous dire à quel point je suis à vous. » L'élection de De Serre n'était pas précisément en péril; mais les « ultras » le poursuivaient de calomnies,—jusqu'à répandre qu'il laissait « ses parens mourir de faim! » Et quant à lui, en rassurant Royer-Collard, il ajoutait : « Il nous est venu des inspecteurs militaires

très ridicules et très ultras : un M. de X., qu'on a fait maréchal de camp et qui n'a pas quitté sa campagne en Lorraine depuis trente ans ni essuyé un seul des coups de fusil tirés par millions depuis; un M. de Z., grosse masse, avec un énorme ventre descendant sur ses genoux, qui a dit et répété qu'ils espéraient bien que je ne serais pas nommé, et qu'ils en riraient de bon cœur, que dans l'Ouest et le Midi ils s'entendraient pour ne faire nommer que des jacobins... Au milieu de tout cela, je crois, avec les personnes influentes du pays, à mon élection, même à une majorité notable... Dieu fasse que cela ne m'amène pas à être témoin et en quelque sorte complice de notre ruine. Qui s'imaginera jamais que le même ministère a proposé la loi sur les élections, cette loi dont l'énergie m'a effrayé moi-même, et ensuite signé le concordat! »

De Serre l'emportait grandement en effet au scrutin, et Royer-Collard, dans un mouvement de joie, se hâtait de lui écrire : « Il n'y a pas de circonstance où votre réélection ne fût un événement important; aujourd'hui elle était presque une condition de l'existence : jugez de notre joie... Revenez bien vite,... revenez, nous nous aiderons!.. Vous savez avec quelle impatience nos amis vous attendent, et la mienne surpasse la leur. Vous trouverez le ministère dans une position fausse et dangereuse; j'aime à espérer que vous serez assez puissant pour l'en retirer. » Peu de jours après, Louis XVIII lui-même, recevant De Serre en audience particulière et le voyant en costume de député, lui disait avec empressement : « Je suis bien aise de vous voir avec ce costume-là. J'ai eu peur, vraiment peur, j'avais bien recommandé de tout faire pour vous ravoir. J'en suis d'autant plus aise que j'espère que vous serez sur la liste des cinq. » Les cinq, c'étaient les candidats à la présidence pour la session qui allait s'ouvrir. De Serre fut en effet nommé président pour cette session nouvelle comme il l'avait été dans la précédente session, où il avait eu l'occasion de déployer la supériorité d'un magistrat parlementaire.

Tout se réunissait ainsi pour confirmer cette fortune grandissante qui se confondait avec celle de la France constitutionnelle. De Serre avait alors un peu plus de quarante ans; il était dans l'éclat d'une position publique conquise par le talent et par le caractère. Dans le parlement, il était un des premiers, sinon le premier; il pouvait passer pour le *leader* de l'alliance des opinions modérées, et s'il se mêlait moins activement aux luttes de tribune, c'est qu'il avait la mission de les présider. Avec les principaux ministres, M. Lainé, M. Pasquier, et bientôt avec M. Decazes lui-même, il avait des habitudes d'intimité fondées sur une libre confiance; il se réservait les droits d'une franchise entière, même, selon son expression,

quand cette franchise pouvait déplaire. Dans le monde de Royer-Collard, il était l'objet d'une sorte de sentiment passionné, d'une tendre admiration ; il était de toutes les réunions de la rue d'Enfer, des dîners de Mme Royer-Collard, et de ce côté rien ne se faisait sans lui. Par sa double origine d'émigré et de magistrat de l'empire, il touchait à des régions diverses de cette société un peu composite de la restauration, aux salons royalistes et aux groupes administratifs, militaires de l'époque napoléonienne. Il ne représentait rien d'exclusif. Sa position de président de la chambre étendait nécessairement le cercle de ses relations, de son influence, et en même temps ce qu'il y avait d'attachant dans sa nature élevée et droite lui attirait les amitiés les plus dévouées. Autour de lui, il y avait de ces hommes qui, modestes pour leur propre compte, mettent leur gloire à servir la fortune d'un personnage public d'élite. Le type de ces amis d'un désintéressement absolu était le fidèle et spirituel Froc de La Boulaye, ancien fonctionnaire de la marine, député du centre droit, propriétaire du beau château d'Ay, qui avait voué au brillant président un attachement inviolable. Dans sa famille enfin, De Serre trouvait le bonheur par la grâce de celle qu'il associait à ses succès. Au milieu de cet éclat cependant, il y avait un point noir. De Serre commençait à sentir sa santé ébranlée, sa poitrine menacée. Déjà, avant la fin de la session de 1818, il avait été obligé d'aller chez le baron Louis, à Petit-Bry, pour reprendre haleine par « quelques jours d'air, de campagne et de repos. » Ce n'était encore qu'un premier avertissement.

Au courant de cet été de 1818, De Serre, laissant sa jeune famille dans une campagne aux environs de Paris, à Aulnay, avait entrepris un voyage de santé et d'instruction. Après une halte à Ay, chez M. de La Boulaye, puis en Lorraine, où l'attendaient ses amis, il se rendait en Savoie, à Aix, et il profitait de sa présence dans la gracieuse vallée de Chambéry, au pied des Alpes, pour visiter le Mont-Blanc, le petit Saint-Bernard, décrivant ses courses avec un vif sentiment de la nature. Il ne s'en tenait pas là : en quittant la Savoie, après avoir retrouvé un peu de santé par les eaux, par l'air des montagnes, il parcourait une partie de la France, le Poitou, la Vendée, la Charente, le Bordelais, s'arrêtant successivement à Poitiers, à Niort, à La Rochelle, à Bordeaux, à Nantes. Il ne cédait pas à une frivole curiosité de touriste, il faisait son tour de France en homme public, en esprit sérieux, saisissant l'occasion d'étudier sur le vif l'administration, les opinions, les intérêts, tout ce qui pouvait développer ou rectifier ses vues politiques. A Nantes, il constatait l'alanguissement du commerce, la stagnation du port, suite de la guerre et des tributs accablans : « il nous faut du temps et la

paix, » c'était son mot. A Bordeaux, il retrouvait l'animation des partis; il se plongeait tour à tour, selon son expression, « dans les ultras et dans les libéraux, » pour éprouver et fonder ses propres idées.

Bien accueilli partout, il s'éclairait de ce qu'il voyait, et chemin faisant il ne se bornait pas à recueillir des faits ou les impressions des autres : sorti momentanément du tourbillon de Paris, il s'interrogeait lui-même, il jugeait la situation et s'affermissait dans ses opinions, qu'il résumait en écrivant d'Aix à sa femme : « Mes opinions sont assez connues pour qu'il fût ridicule de les dissimuler... J'ai été trop vrai jusqu'ici pour cesser de l'être... Il y a partout des coteries. Grâce à Dieu, je n'appartiens à aucune; mais je ne me laisserai pas non plus intimider par de vaines appellations. C'est une loi de liberté qui a été donnée à la France, et je ne vois de salut pour le pays et pour le trône que dans le maintien et le développement d'institutions libres et généreuses. L'arbitraire de Bonaparte plaît à beaucoup. Quand je ne l'aurais pas toujours détesté, je ne connais pas une main capable de manier son sceptre. Les nains qui se complaisent dans cet arbitraire, qui n'est qu'un jacobinisme concentré, appellent jacobin quiconque défend la loi, la justice, la liberté. Je ne dis pas que tous les avocats de cette cause soient sans reproche ou sans arrière-pensée; mais Dieu fait luire son soleil sur les bons comme sur les méchans. Voilà, chère amie, des convictions sérieuses devant lesquelles disparaissent toutes les autres considérations. Au surplus, je le répète, on me connaît, et suivant l'intérêt qu'on croira y avoir on me laissera arriver ou l'on m'exclura... » Il parlait jusque dans l'intimité avec cette hauteur parce qu'il savait que dans la droite et même autour de quelques-uns des ministres les menées avaient recommencé pour l'évincer de la présidence à une prochaine session.

Ce qu'il fallait de fermeté à De Serre pour maintenir l'indépendance de ses opinions et de son attitude dans ces conditions, les événemens allaient bientôt le prouver. Tandis que De Serre achevait son voyage dans les provinces, revenant avec cette conviction que le sentiment de l'ordre était partout en France, mais que ce sentiment ne serait satisfait que par une politique généreuse et désintéressée, la situation se compliquait. D'un côté, le duc de Richelieu venait de partir pour le congrès d'Aix-la-Chapelle, avec la résolution patriotique d'effacer les dernières traces de l'invasion et de l'occupation étrangère, en se portant garant de la France auprès des souverains; il réussissait malgré les efforts des « ultras, » qui essayaient d'effrayer l'Europe par des « notes secrètes. » D'un autre côté, au même instant, les élections législatives pour le renouvelle-

ment annuel de 1818 avaient un certain caractère de vivacité, et envoyaient à la chambre quelques-uns des coryphées du libéralisme le plus avancé, M. de Lafayette, Manuel. C'était assez pour raviver tous les conflits d'opinions, en rendant plus difficile la position des modérés et en offrant un prétexte de plus aux alarmes des « ultras. » On voyait déjà la révolution près de renaître par les élections, et un des amis les plus anciens, les plus intimes de De Serre, M. de Wendel, se faisait auprès de lui l'organe de ces effaremens. M. de Wendel, qui n'était pourtant pas parmi les extrêmes, écrivait à De Serre : « Vous me direz ce que vous voudrez, je ne sais encore où vous en êtes aujourd'hui ; mais si je vous voyais décidément donner les mains à ces gens-là, fût-ce même par une espèce d'aveuglement pardonnable sur un aussi grand théâtre, je commencerais à désespérer... Le jour où la majorité de la chambre sera décidément contre la dynastie, je ne vois pas comment on s'en tirera ; ce jour, selon moi, n'est pas fort éloigné... » A cette sorte d'objurgation, De Serre répondait aussitôt avec une certaine fierté que M. de Wendel avait l'imagination bien ébranlée, qu'il était toujours bon de voir le danger, mais qu'il fallait un peu plus de sang-froid pour juger les causes qui l'avaient amené et les moyens d'en sortir. « Je ne vous demande pas, ajoutait-il, de croire à ma pénétration supérieure;... je vous demande seulement de croire à ma loyauté. Or sur ce point je ne connais pas encore de théâtre assez grand pour me faire tourner la tête, et jusqu'ici, grâce à Dieu, le jour du péril m'a trouvé au poste. »

Le jour du péril n'était pas si proche encore sans doute, — il pouvait venir cependant, surtout à la faveur de ceux qui le défiaient et l'appelaient par leurs excès d'opinion ; mais avant que la fatalité qui pesait sur la restauration se dégageât tout à fait, De Serre avait à passer par le gouvernement, où cette crise même le poussait, où il allait entrer avec cette loyauté dont il parlait avec un juste orgueil, avec ses intentions généreuses, son courage — et des espérances malheureusement suivies de prompts mécomptes.

CHARLES DE MAZADE.

LE

FILLEUL D'UN MARQUIS

TROISIÈME PARTIE (1).

X.

Il est huit heures. Vers la mi-avril, le soleil se couche tôt, et le crépuscule arrive vite. La vallée de la Saulx est déjà envahie par la nuit grandissante. C'est à peine si, sur la gauche, on voit encore miroiter çà et là l'eau du canal entre les berges herbeuses, et si l'on distingue à l'horizon les masses confuses de la forêt. Deux ou trois feux rouges indiquent l'emplacement de la station du chemin de fer, en ce moment déserte, et où bat seul dans le silence le tintement précipité d'une sonnerie électrique. De l'autre côté de la voie, on aperçoit à mi-côte le vague profil des maisons de Sermaize, où des points lumineux clignotent dans l'ombre. Mais, lorsqu'on se retourne vers la droite, les regards rencontrent un pli de terrain dont l'illumination contraste avec ces ténèbres tranquilles. A mesure que la nuit augmente, il s'en échappe une rougeâtre clarté qui se prolonge au loin dans la plaine, comme la queue d'une flamboyante comète. C'est la réverbération de la verrerie de M. de Noirel.

Dès qu'on s'approche des bâtimens situés derrière les arbres de l'ancien Pâquis, on est aveuglé par l'intensité de la lumière. Sur la noire façade, d'espace en espace, des rougeurs incandescentes font de radieuses trouées. Au milieu, la grande porte est largement béante; on dirait la bouche énorme d'un four cyclopéen. Au dedans, sous une charpente de fer, haute comme une nef d'église,

(1) Voyez la *Revue* du 1er et du 15 octobre.

s'élève un épais massif de briques, percé sur toute sa longueur d'ouvertures par où jaillit une clarté blanche et où le verre en fusion gronde et détone brusquement. En face de chacun de ces *ouvreaux*, le long d'un étroit balcon de pierre, s'agitent d'étranges ouvriers, pieds nus, bras nus, n'ayant pour vêtement qu'une robe de cotonnade, et brandissant incessamment à l'extrémité de leurs cannes de fer des masses de verre enflammé. Les cannes décrivent des cercles lumineux; les maîtres *souffleurs* gonflent d'une haleine le verre fondant; les porteurs se passent de main en main les bouteilles encore brûlantes et attachées aux cannes à souffler. La réverbération des creusets découpe des ombres fantastiques sur les murailles illuminées, et au milieu de cette fournaise flamboyante les groupes bizarres qui se démènent font songer aux figures démoniaques qui peuplent certaines gravures de Callot.

De temps en temps, un des souffleurs, tout suant et cuit jusqu'aux moelles par cette haleine embrasée des *ouvreaux*, passe une camisole de laine et va humer au dehors un peu d'air frais. Non loin de la grande porte, sur un banc, le docteur Laurent Husson est assis dans la cour et fume son cigare. Pendant cette opération du soufflage, les accidens ne sont pas rares, et avant d'aller se coucher, le docteur a voulu s'assurer que personne ne réclamait ses soins. — Bonsoir, monsieur Husson, dit un ouvrier en passant près de lui; c'est gentil à vous de n'avoir pas oublié vos verriers, bien que vous ayez maintenant des malades aux quatre coins du pays... Tout de même, nous ne vous voyons plus aussi souvent qu'il y a trois ans; mais nous savons que vous êtes là, en cas de malheur, et ça nous suffit. — Le souffleur s'éloigne, et Laurent, les jambes croisées, la tête renversée, reprend sa rêverie, tout en suivant du regard la gerbe rayonnante que projette au loin le feu des fourneaux. Plus la nuit avance, plus la phosphorescente traînée s'allonge dans la campagne; on dirait qu'elle veut franchir l'horizon et voyager au-delà des bois dans des régions inconnues. A la suite de cette fuyante illumination, la pensée de Laurent se met aussi à vagabonder, et il songe que voilà tantôt trois ans et demi qu'il est arrivé à Sermaize, avec la lettre de Mlle de Fierbois dans sa poche. Dans cet espace de temps, que de choses inattendues et de métamorphoses! que de journées laborieuses et bien remplies! Il a peine à croire qu'il se soit écoulé si peu d'années entre son départ des Islettes et cette soirée d'avril où il fume paisiblement, adossé au banc de la verrerie. Il se fait l'effet d'un voyageur déjà vieux qui se retourne et regarde le long ruban de route qu'il a laissé derrière lui; et, dans les jeux fantasques de cette lueur que l'usine promène à travers champs, il éprouve une sourde volupté à voir

se succéder comme autant de vaporeuses visions les divers incidens de sa vie nouvelle.

D'abord son arrivée à la verrerie. Le soir tombe. Tout poudreux et encore étourdi par le roulis du chemin de fer, il est introduit dans le cabinet de M. de Noirel. Un feu de coke pétille dans la cheminée; une lampe à abat-jour vert est posée sur un bureau encombré de factures et d'échantillons de cristaux. Sur le mur, entre deux têtes de chevreuils, un portrait du comte de Chambord alterne avec une lithographie représentant la mort du duc de Berry. M. de Noirel, grand, blond et rose, déplie la lettre de sa tante, se courbe pour la lire sous l'abat-jour, et, à la clarté de la lampe, son nez proéminent, son menton et son front qui fuient, se dessinent en noir et lui donnent l'air d'un oiseau qui serait tout en bec. Devant la cheminée, Laurent, la mine sombre et inquiète, cherche à deviner sur les traits du verrier quelle sera sa décision. Enfin M. de Noirel relève sa tête d'oiseau, empoche la missive de Mlle Bastienne, et braquant ses yeux ronds sur le jeune médecin : — Docteur Husson, demande-t-il, avez-vous soupé?.. Non... Eh bien, venez souper avec moi, je meurs de faim. — Et comme le jeune homme le regarde avec un reste d'ahurissement : — Nous causerons à table, reprend M. de Noirel; d'ailleurs, si vous avez plu à Mlle de Fierbois, vous me plairez... Elle a du flair, la tante Bastienne... Chausse-t-elle toujours ses bottes de sept lieues?..

La grande gerbe lumineuse s'allonge en éventail; elle atteint presque maintenant la lisière de la forêt; mais, arrivée là, il semble qu'elle se ramasse sur elle-même et qu'elle a de la peine à percer l'épaisseur des bois. Pour Laurent aussi, la première percée a été pénible. Il se revoit installé à la verrerie, avec 50 écus d'appointemens par mois, le logement et la permission d'employer ses loisirs à se faire une clientèle dans les environs. Les commencemens sont durs. Les cliens n'abondent guère, les paysans se méfient et préfèrent au jeune médecin les vieux praticiens du canton. Laurent, mal guéri des blessures d'amour-propre qu'il a reçues aux Islettes, est moralement endolori et courbatu comme un homme qui a roulé au creux d'une fondrière. Les premiers mois lui paraissent d'une longueur et d'une tristesse mortelles. Heureusement Mlle Bastienne lui envoie ses livres, il se remet à étudier, et, comme l'avait prédit la vieille fille, le travail est pour lui une panacée souveraine. Aux livres, Mlle de Fierbois a joint une longue lettre où elle lui conte les événemens qui ont suivi son départ. M. de Rosières a d'abord été désolé, et pendant huit jours Ambroisine en a pâti, puis l'humeur étourdie du marquis a repris le dessus, il s'est remis à chasser, et maintenant il est tout occupé du mariage de son neveu Sainte-

Marie, qui s'est décidé à demander la main de Mlle Fontenille et qui vient de l'obtenir. Laurent boit avec résignation ce dernier calice, et se rabat sur ses livres afin d'occuper sa pensée qui vagabonde encore trop souvent du côté de la Noue-Saint-Vanne. Peu à peu les cliens arrivent. Sermaize possède une source ferrugineuse et un établissement thermal à l'état naissant. Vers la mi-juillet, les auberges du bourg se peuplent d'une cinquantaine de buveurs d'eau : enfans anémiques, femmes lymphatiques et nerveuses, vieillards affaiblis, qui viennent demander à la *source des Sarrasins* de rendre un peu de ton à leurs nerfs détraqués. Or il se trouve que Laurent, pendant son internat, a fait une étude spéciale de ces affections obscures et perfides qui attaquent l'organisme féminin, et que les conditions de l'existence moderne rendent de plus en plus fréquentes. Deux ou trois cures suivies de succès le mettent tout à coup à la mode parmi les habitués de l'établissement. Ayant un diagnostic sûr, des manières aimables, et cet entrain, cette chaleur de cœur que les femmes prisent par-dessus tout, il possède toutes les qualités requises pour plaire à une clientèle presque exclusivement féminine. Aussi ses remèdes guérissent, on l'appelle en consultation dans les petites villes environnantes; dès la seconde année de son séjour, il peut s'emménager commodément dans une maison du bourg et mettre à exécution un projet qu'il roule dans sa tête depuis dix-huit mois...

La flamme des *ouvreaux* redouble d'intensité et répand dans la plaine comme une lueur d'aurore. — La scène change, et Laurent se revoit traversant d'un pas ému cette place de la Couronne où il n'a pas remis les pieds depuis sa fuite de Juvigny. L'installation est complète dans la maison de Sermaize, les meubles sont arrivés, et la chambre destinée à Sophie Husson est prête. Laurent lui a écrit qu'il viendrait la voir et qu'il désirait la voir seule; elle lui a répondu en désignant un jour où Memmie Husson doit s'absenter et où la tante Constance sera retenue elle-même à l'église par ses fonctions de doyenne du Rosaire. Le matin, il a pris le chemin de fer, et le voici qui arrive. La physionomie de la place n'a pas changé. Les chandelles de bois de l'épicier se balancent toujours au vent en face des friperies du revendeur Lazare. A la devanture de la boulangerie, les pains s'étalent comme par le passé entre des bocaux de biscuits, et à la fenêtre de l'atelier les pots de balsamines fleurissent toujours. Laurent gravit rapidement les marches de l'escalier, et pousse la porte de la boutique, dont la sonnette tinte bruyamment. A ce tintement, Sophie accourt, et jette un cri. Laurent lui saisit la main, l'entraîne dans l'arrière-boutique : — Montons dans ta chambre, murmure-t-il d'une voix étranglée.

— Elle lui obéit, et le précède toute tremblante dans la chambre du premier étage. Là, dès que le jeune homme a fermé la porte : — Maman! s'écrie-t-il avec un accent de tendresse qui éclate. — Sophie se retourne, pâlit, et Laurent la reçoit toute défaillante dans ses bras. Il la fait asseoir doucement dans un vieux fauteuil de paille, s'agenouille, lui baise les mains, les bras, les joues, et murmure de nouveau avec un bonheur inexprimable : — Maman!

Maintenant Sophie est devenue toute rouge, sa poitrine s'est gonflée, et voilà que ses yeux versent d'abondantes larmes, tandis que sa tête se penche sur l'épaule de son fils et que ses lèvres murmurent : — Pardon! — à travers des sanglots.

— Te pardonner! reprend-il en la couvrant de baisers, mais je te bénis, au contraire!.. Je sais tout, tout ce que tu as souffert à cause de moi, et je te regarde comme la plus sainte femme de la terre!

Cette exclamation est suivie d'une longue embrassade, car ils sont si émus tous deux qu'ils n'ont pas la force de parler, et d'ailleurs ils ont tout un arriéré de caresses à solder. Enfin les bras se désenlacent, Sophie s'essuie les yeux, et, considérant son fils avec orgueil : — Comme tu es beau garçon! murmure-t-elle.

— Et toi aussi, chère mère, tu es belle! répond Laurent, qui contemple, attendri, le visage de Sophie : le front lisse, encadré de bandeaux argentés, les yeux bruns qui brillent à côté de ces cheveux gris, comme des violettes écloses sous la neige, les joues d'une pâleur de rose thé, et les lèvres rajeunies par un sourire.

— Moi! dit-elle en secouant la tête, je suis vieille... Tiens, mes cheveux sont presque blancs.

— Ils te vont à merveille, et je les aime! répond Laurent en baisant de nouveau les bandeaux de cheveux gris.

Il s'assied à côté d'elle, et ils se mettent à causer à mi-voix, dans la chambre paisible, où le silence n'est troublé périodiquement que par le timbre grêle de l'horloge du collége sonnant les quarts. Sophie ne parle que très peu, mais elle boit les paroles de son fils, qui lui conte en détail sa vie d'étudiant, son séjour aux Islettes, et sa nouvelle existence à Sermaize. Tout à coup la sonnette de la boutique retentit, et l'on entend la voix de la tante Constance qui rentre. Les traits de Sophie Husson redeviennent mélancoliques, et ses yeux se voilent de larmes.

— Déjà! soupire-t-elle, quel malheur que tu ne puisses vivre près de moi!.. C'était trop bon, et il va falloir nous quitter...

— Nous quitter! se récrie Laurent, nous ne nous quitterons plus jamais!

Et il explique à la pauvre tante effarouchée que son appartement

est prêt à Sermaize, que les choses sont arrangées de façon à ce qu'elle vive désormais auprès de lui, et qu'il ne reviendra là-bas qu'avec elle. Sophie se remet à pleurer de douces larmes, tandis que les baisers résonnent de plus belle...

A travers la campagne endormie, le flamboiement de l'usine jette toujours jusqu'à l'horizon ses nappes blanchissantes; mais maintenant c'est une nouvelle et plus récente phase de sa vie que Laurent voit se refléter dans la réverbération de la verrerie. — Des mois se sont passés. Mlle Husson s'est installée près de lui et gouverne sa maison. Malgré son désir de la présenter partout comme sa mère, il a dû céder devant les objections de la craintive et scrupuleuse Sophie. Juvigny est trop près de Sermaize, et la sœur de Memmie Husson a eu peur de scandaliser les gens. Elle n'a pas voulu être forcée de rougir devant les personnes qui l'ont connue. Pour le monde, elle reste toujours la tante Sophie, mais dans l'intimité et une fois les portes closes, la mère et le fils se dédommagent, et leur tendresse contenue n'en est que plus fervente, plus délicieuse. La clientèle du docteur s'augmente chaque jour. Sa réputation n'est plus seulement une réputation de clocher, elle a franchi les limites du canton, et le jeune médecin est souvent appelé en consultation à Châlons et à Saint-Dizier. Pendant une épidémie de fièvre typhoïde qui a désolé le pays, Laurent a montré un dévoûment et une habileté qui l'ont rendu populaire. Il est médecin-inspecteur des eaux, et en cette qualité un personnage officiel dont il a guéri le larynx l'a fait comprendre dans la dernière fournée de décorations; la pauvre Sophie a failli s'en évanouir de joie. Laurent est choyé par la chance; sa fortune prospère, ses désirs ambitieux se réalisent, son orgueil est doucement chatouillé, et sa mère l'adore. Malgré tout cela, il ne se sent pas heureux; il y a dans son cœur un vide que rien n'a pu remplir depuis la déception que lui ont causée les dédains de Mlle Fontenille.

Certes l'ancien amour, gelé en pleine fleur, est bien mort, et depuis longtemps le docteur n'a même plus de colère contre celle qui se nomme aujourd'hui Mme Sainte-Marie de Brieulles; mais les fibres les plus délicates du cœur ont été atteintes par cette glaciale déception, et elles ne poussent plus de nouveaux bourgeons verts. Les illusions d'autrefois n'ont pas refleuri, aucune femme depuis lors n'a fait éprouver à Laurent ces enthousiasmes naïfs, ces épanouissemens de tendresse confiante, qui sont comme le bouquet de fête de la jeunesse. Et pourtant il a vingt-huit ans à peine, il n'a point passé la saison d'aimer... Pourquoi donc le charme ancien est-il rompu? pourquoi ne peut-il plus retrouver l'air de cette folle chanson qui lui venait si souvent aux lèvres quand il avait vingt ans?..

La poésie de l'amour ne luit-elle vraiment que dans les âmes inexpérimentées? S'éteint-elle en nous dès que la raison nous a inondés de sa lumière crue, — semblable à cette féerique illumination de la verrerie qui remplit la campagne de son rayonnement, et qui demain s'évanouira aux clartés brutales du jour?

Ces dernières réflexions ont rendu Laurent mélancolique. Il pousse un soupir, quitte son banc, jette encore un coup d'œil dans l'intérieur de l'usine, et reprend lentement le chemin de son logis. La maison qu'il habite est située à l'entrée du bourg, sur la route qui mène à la source des Sarrasins. De loin, entre les arbres verts du jardinet qui la précède, une lumière brille aux fenêtres du rez-de-chaussée, et en pénétrant dans le petit salon-parloir où on reçoit les cliens, le jeune médecin est accueilli par Sophie Husson, assise devant une grande corbeille de linge à repriser. Le bonheur et le bon air de la campagne ont donné à la chère maman un renouveau de jeunesse. Bien qu'elle ait quarante-huit ans sonnés, sa figure est charmante encore sous son frais bonnet, ses joues sont plus pleines et plus roses, et ses yeux bruns sont limpides comme l'eau d'une source. — Je n'ai pas voulu me coucher avant de te savoir rentré, dit-elle à Laurent, qui l'embrasse; tiens, voici un mot qu'on a apporté pour toi. — Laurent s'approche de la lampe, et lit sur une carte lithographiée : — « Eustache Lapasque, huissier à Robert-Espagne, » et au-dessous, écrit à la main : « présente ses devoirs au docteur Husson, et lui serait reconnaissant de vouloir bien se déranger pour visiter un enfant malade. »

— Eustache Lapasque! murmure Laurent, j'ai connu autrefois quelqu'un de ce nom-là.

— C'est possible, répond Sophie qui a rangé son panier et allumé son bougeoir, il y avait des Lapasque à Juvigny... Bonsoir, mon fils.

Une fois dans sa chambre, Laurent examine encore la carte de l'huissier, et peu à peu ses souvenirs s'éclaircissent. — Ce Lapasque, pense-t-il, doit être le fluteur du greffe Dérônis, — et, en même temps, comme les grains d'un chapelet, toutes les impressions d'autrefois lui reviennent en mémoire. Il se rappelle le greffe poudreux et enfumé, les effusions de la romanesque Lucrèce, le jardin Papillon, et Valentine, son premier amour éclos parmi les fleurs des reposoirs de la Fête-Dieu. En s'endormant, il voit repasser devant ses yeux fermés la pensionnaire de Mlle Papillon, avec sa robe blanche, ses voiles de tulle frissonnans et ses paupières baissées...

Le lendemain, après son premier déjeuner, comme il fait beau temps, il se décide à aller à pied à travers la forêt jusqu'à Robert-

Espagne. La matinée est claire et ensoleillée, les bois n'ont pas encore de feuilles, mais les taillis sont déjà égayés par de fines pousses vertes, le sol est fleuri de pervenches, de primevères et d'anémones; de tous côtés les merles sifflent en l'honneur du printemps qui recommence. Laurent arpente d'un pied léger les longues tranchées tapissées d'une herbe épaisse et courte, et midi n'est pas encore sonné lorsqu'il descend à Robert-Espagne. La maison qu'habite son nouveau client est située au milieu du village; une plaque en bois est encastrée dans le mur, et on y lit en belles lettres dorées : — *Lapasque, huissier.* — Le docteur, après avoir frappé sans obtenir de réponse, tourne le bouton d'une porte et pénètre dans une grande pièce moitié cuisine et moitié salle à manger. Au milieu, autour d'une table ronde couverte de toile cirée, quatre marmots mal débarbouillés et se suivant tous à un an de distance sont perchés sur de hautes chaises d'enfans et regardent avec des yeux impatiens une platée de pommes de terre qu'une femme en camisole blanche et en cotillon court est en train de leur distribuer. Au bruit de la porte, la dame à la camisole blanche se retourne, pousse une exclamation et laisse tomber sa cuiller, tandis que Laurent s'écrie à son tour : — Lucrèce Dérônis!

— Monsieur Laurent!.. balbutie Lucrèce encore toute saisie, eh quoi! c'est vous, ce fameux docteur Husson dont on parle tant?

— Mon Dieu, oui, répond-il en riant, comment va M. Dérônis?

— Bien; il est toujours à Juvigny, occupé de son grand ouvrage.

Lucrèce est fort troublée; on s'en aperçoit à la façon peu équitable dont elle remplit les écuelles, ce qui occasionne quasi une émeute parmi les marmots. Elle leur impose silence, et, tout en rougissant, demande pardon pour sa toilette négligée. — Voyez-vous, dit-elle, quand on a des enfans, on ne s'appartient plus.

— M. Lapasque est donc votre mari? reprend Laurent en se mordant la moustache pour dissimuler une envie de rire.

— Oui, répond Lucrèce en baissant pudiquement les yeux... Il y aura bientôt dix ans que je suis sa femme. Nous nous sommes mariés cinq mois après... votre départ de Juvigny. — Elle pousse un soupir et ajoute à voix basse : — Ce n'est pas ce que je rêvais, mais quoi! là où la chèvre est attachée, il faut qu'elle broute... D'ailleurs Eustache est un brave homme, très laborieux, très rangé, et si seulement les enfans n'arrivaient pas si vite...

— Ces quatre-là sont tous à vous?

— Hélas! oui... Voici l'aînée, dit-elle en posant la main sur la tête d'une blondinette de huit ans; Isaure, envoie un beau baiser au monsieur!.. Puis viennent par rang d'âge Arthur, Amaury, Palmyre, et enfin...

— Ce n'est donc pas tout?

— Il y en a un cinquième, murmure-t-elle confuse, — Gaëtan, qui a six mois; c'est celui qui est malade et pour lequel nous vous avons fait appeler.

Elle le conduit dans la chambre à coucher, où le petit dernier geint dans sa barcelonnette. Il a des convulsions, et le médecin de l'endroit a déclaré qu'il ne vivrait pas. C'est ce pronostic qui a épouvanté Eustache Lapasque et l'a déterminé à s'adresser au docteur de Sermaize. — Rassurez-vous, dit celui-ci après avoir examiné l'enfant, nous le tirerons d'affaire avec des soins et un changement de régime. — Il rédige une ordonnance, donne ses instructions à Mme Lapasque et s'apprête à se retirer, quand la jeune femme, le regardant d'un air embarrassé et roulant ses doigts dans les coins de sa camisole, balbutie :

— Monsieur Laurent, il est midi, et Lapasque va rentrer; vous me feriez grand plaisir si vous restiez à dîner avec lui...

— J'accepte, répond Laurent, que la course a mis en appétit; mais M. Lapasque sera-t-il aussi aise que vous de partager son dîner avec moi?.. Autrefois il était fort jaloux.

— Oh! répliqua Lucrèce en baissant les yeux, il s'est calmé depuis le temps.

— Et joue-t-il toujours de la flûte?

— Toujours; mais seulement pour endormir les enfans.

Ce dialogue est interrompu par une explosion de cris partis de la cuisine; les petits Lapasque annoncent à leur façon la rentrée d'Eustache, et Lucrèce redescend avec Laurent Husson, qu'elle présente à son mari. Celui-ci paraît tout ébaubi en apercevant son ancien rival; mais la vue du petit ruban rouge, qui décore la boutonnière du docteur, lui impose une crainte respectueuse; il se décide à tendre la main à Laurent et lui déclare qu'il ne l'eût pas reconnu, tant il le trouve changé.

— Ce n'est pas comme vous, dit Laurent tout en secouant la main de l'huissier, vous êtes resté le même. — Eustache Lapasque est en effet toujours démesurément long; il semble que le mariage l'a encore allongé, ses hautes et maigres jambes d'échassier, emprisonnées dans des houseaux de toile bleue, son corps fluet, étriqué dans une veste de chasse que ses grands doigts boutonnent et déboutonnent nerveusement, sa tête pointue, emmanchée d'un long cou, le font ressembler à une gigantesque flûte.

Tandis qu'Eustache et Laurent conversent ensemble, Lucrèce s'est esquivée pour réparer le désordre de sa toilette. Elle reparaît bientôt dans tous ses atours, avec une robe à carreaux verts et un bonnet pavoisé de rubans capucine. La pauvre Lucrèce n'a toujours

pas plus de goût qu'au temps où elle habitait le greffe de la rue des Sœurs-Claires, mais du moins elle a pris un peu plus d'embonpoint. Ses épaules et ses bras sont moins pointus, sa poitrine offre des rondeurs respectables, ses joues sont roses et ses gros yeux éclatent de bonne humeur. Elle déniche un jambonneau dans la *maie*, fabrique une omelette, ajoute un couvert, et les quatre petits Lapasque, à la vue de ce dîner qui recommence, manifestent leur allégresse par des cris suraigus. On mange gaîment et longuement; Eustache, réconforté par l'espoir que son dernier né sortira sain et sauf de la crise qu'on croyait mortelle, se dégèle peu à peu et trouve dans le vin clairet une pointe d'humour. Lucrèce semble rajeunie par la présence du héros de son bref et unique roman de jeunesse. Laurent lui-même est tout heureux de causer du temps passé avec les contemporains de ses années d'écolier. On parle de M. Dérônis, des bouquins du greffe, de la cour où grimpaient des aristoloches, et de ressouvenirs en ressouvenirs, on arrive au jardin des demoiselles Papillon...

— A propos, dit Lucrèce en lançant à Laurent un regard malicieux, vous savez, votre ancienne passion!

— Quelle passion? interrompt Eustache en dévisageant tour à tour sa femme et le docteur.

— Une élève de la pension Papillon, répond Mme Lapasque... Oh! M. Husson se doute bien de qui je veux parler... Il lui écrivait des lettres brûlantes, et il ne venait chez nous que pour la lorgner du haut de notre croisée.

— Comment? s'écrie Eustache dont la longue figure s'épanouit, c'était pour cela que vous veniez si souvent au greffe?.. Touchez là, docteur, et recevez mes excuses... Imaginez-vous que j'étais jaloux de vous!

Mme Lapasque rougit comme une pivoine, et Laurent, pour rompre les chiens, demande à Lucrèce si elle sait ce qu'est devenue Valentine.

— Je le crois bien, réplique la jeune femme, elle demeure ici, à deux pas... C'est la fille de notre percepteur.

— La fille du percepteur! s'exclame respectueusement Lapasque, oh! oh!.. peste!.. C'est ce que nous autres campagnards nous appelons un bon pigeon... Il ne sera pas à plaindre celui qui épousera Mlle Valentine Maurin.

XI.

Robert-Espagne et Sermaize sont séparés par la forêt de Trois-Fontaines, et cette circonstance semble doubler l'éloignement des deux bourgs, qui font d'ailleurs chacun partie d'un département

différent. Entre eux, ces trois lieues de bois sont comme une muraille de la Chine, et les deux populations riveraines ne la franchissent guère. Au centre de la forêt, dans un carrefour voisin de la maison forestière, s'élèvent les bâtimens de l'ancienne abbaye de Trois-Fontaines. C'est dans cette direction que, par une après-midi de la fin de mai, Laurent Husson cheminait au retour d'une visite médicale faite à l'un des villages enclavés dans les bois. Le temps était très chaud, et, bien que les hêtres jetassent une ombre abondante sur la pelouse des tranchées, le docteur n'en désirait pas moins impatiemment voir apparaître le toit de tuiles rouges de la maison forestière, où il espérait trouver une bouteille de piquette fraîche. Pour couper au court, il avait eu l'idée de prendre une coulée sous bois, quand, à un brusque détour du sentier, il tomba au milieu d'une bruyante société installée sous les arbres, au bord d'une source qu'on nomme dans le pays la *Fontaine des Petits-Acquêts*. Il lui sembla qu'on prononçait son nom, et avant qu'il eût pu se dissimuler dans le taillis, une voix de femme s'écria : — Oui bien, c'est M. Laurent Husson! — En même temps deux enfans se jetèrent dans ses jambes, et devant lui le long corps élancé d'Eustache Lapasque s'inclina comme un mince baliveau agité par le vent. Laurent distingua vaguement un groupe de dames assises à l'ombre, et sur le gazon un étalage de vaisselle et de victuailles, tandis qu'Eustache lui secouait la main. — Voyez-vous, dit le brave huissier, c'est aujourd'hui le lundi de la Pentecôte, et nous en avons profité pour organiser un pique-nique avec M. le percepteur Maurin et ses filles...

En entendant le nom du père de Valentine, le jeune homme coula à la dérobée un regard du côté du groupe féminin et chercha à y reconnaître sa fée de la Fête-Dieu. Il n'eut pas besoin d'un long examen, car l'un des petits Lapasque cria au même moment : — Valentine! viens voir les belles fleurs! — et une jeune fille de vingt-cinq ans environ, se détachant du groupe, s'élança légèrement dans la direction indiquée par le bambin. Elle était de taille moyenne, très vive et très mignonne, avec de jolis cheveux châtains frisotant sur les tempes et sur la nuque. Son ombrelle, qu'elle balançait au-dessus de sa tête nue, laissait dans la demi-teinte ses traits délicats et ses grands yeux couleur noisette. Tandis que Laurent suivait attentivement sa marche rapide sous les branches, Eustache Lapasque continuait à détailler le programme du pique-nique : — Chacun a fourni sa provende, disait-il, M. le percepteur s'est chargé du vin, et il s'y entend; ma femme a confectionné un pâté au jambon, et moi j'ai apporté ma flûte pour faire danser tout le monde au dessert. — Pendant ce temps, Lucrèce, d'un air affairé, avait de mystérieux colloques avec Valentine et le

percepteur. A la fin, elle s'approcha de Laurent, accompagnée de M. Maurin, un grave personnage, haut en couleur, se tournant tout d'une pièce, auquel sa tête rejetée en arrière et sa cravate correcte donnaient une mine gourmée et solennelle. Il salua cérémonieusement le docteur. — Monsieur, commença-t-il avec le débit lent d'un homme qui s'écoute parler, Mme Lapasque m'assure que, si je vous en priais, vous voudriez bien partager notre modeste collation; ce serait pour nous tous un sensible plaisir, et j'ajoute qu'en particulier je serais très honoré d'entrer en relations avec un savant praticien dont j'ai entendu maintes fois louer le mérite et l'habileté. — Satisfait de sa harangue, le percepteur avait croisé ses mains sur son ventre rondelet, et il attendait d'un air digne la réponse de Laurent. En même temps Eustache, poussé du coude par sa femme, joignait ses instances à celles de M. Maurin. Laurent, séduit par la perspective de renouer connaissance avec Valentine, répliqua qu'il acceptait de grand cœur. Alors il y eut un bruyant remue-ménage de vaisselle, on déballa les provisions, et le percepteur, avec de pompeuses précautions, déposa les bouteilles dans l'eau fraîche de la fontaine. Pendant tous ces apprêts, Eustache avait proposé aux jeunes filles et à Laurent de leur montrer les ruines de l'abbaye. Valentine appela ses jeunes sœurs, deux fillettes de douze à quatorze ans, dont elle était devenue la petite-mère, Mme Maurin étant morte depuis une dizaine d'années, et l'on se mit en marche.

Dominé de tous côtés par la forêt, le petit hameau de Trois-Fontaines s'étale en demi-cercle autour des restes de l'opulente abbaye cistercienne, dont le galant cardinal de Bernis fut le dernier abbé commendataire. Les paysans se sont logés dans les bâtimens occupés jadis par les granges et les communs du couvent. Une auberge est installée dans les salles voûtées de l'ancien cellier des moines; çà et là, des poules picorent à travers des fûts de colonnes brisées, et les vaches viennent boire dans la vasque verdie d'une fontaine du XVIIIe siècle. En face de l'entrée du village se dressent, reliés par les arcades d'un portique à l'italienne, les deux corps du logis abbatial. C'est par là que les visiteurs se dirigèrent vers les ruines de l'église, dont les murailles grisâtres se détachaient en pleine lumière sur des massifs de verdure. Le portail était veuf de son clocher, mais la nef bien conservée s'élevait, haute et silencieuse, avec ses faisceaux de frêles colonnettes, ses arceaux élégans et ses ogives étroites où des rideaux de lierre, tombant à la place des vitraux absens, entretenaient une ombre mystérieuse. L'abside s'était effondrée; par la brèche béante, on apercevait un pan de ciel bleu, et tout au fond, comme un lointain tableau, les pommiers et

les cerisiers du verger, à demi noyés dans l'herbe haute et fleurie. Des ramiers avaient fait leur nid dans les niches des saints; de temps en temps on entendait des roucoulemens profonds et de mélodieux bruits d'ailes à travers la nef sonore. Tandis que les jeunes sœurs se haussaient sur la pointe des pieds pour apercevoir les nichées, Valentine était restée près de l'entrée, et sa mignonne silhouette se découpait nettement sur la baie lumineuse du portail. Laurent s'approcha. Il n'avait pas encore parlé à Valentine : il craignait qu'elle ne connût l'histoire de sa fameuse lettre, et je ne sais quelle fausse honte l'empêchait d'engager la conversation. Pourtant cette ombre bleuâtre de la nef l'enhardit, il demanda à la jeune fille comment elle trouvait les ruines.

— Elles me donnent froid, répondit-elle en frissonnant légèrement, et elles me rendent triste. Je leur préfère de beaucoup les maisons du village avec leurs tas de foin qui sentent bon et leurs régimens de poules... Je suis très campagnarde, et j'ai du sang de paysan dans les veines.

Loin de déplaire à Laurent, cette franchise le charma; elle contrastait avec la fausse sentimentalité dont les jeunes filles sont coutumières. La sincérité de Valentine lui gagna le cœur; cette simple réponse lui révélait une nature droite, franche et saine, qui lui fut immédiatement sympathique, et quand au sortir des ruines ils revinrent vers la fontaine, son intérêt pour la jeune fille avait doublé. Ils trouvèrent Mme Lapasque pudiquement voilée par une serviette jetée sur sa poitrine et en train de donner le sein à son dernier-né, Gaëtan, qui était redevenu vigoureux et gaillard. La nappe était mise sur l'herbe, on déboucha les bouteilles, et on s'assit en cercle sur la pelouse. L'imprévu de ce dîner en plein air, le vin du percepteur, le ciel bleu qui riait entre les branches achevèrent d'établir entre tous les convives une joyeuse familiarité. Au dessert, Eustache montra sa flûte et voulut faire danser la compagnie.

— Non, s'écria Valentine, les enfans ont mangé plus que d'habitude, et cette sauterie troublerait leur digestion. Je propose un amusement plus paisible : jouons aux *devinettes*, comme dans les veillées du village. Montrons à M. le docteur Husson que, nous autres paysans, nous avons de l'esprit quand nous voulons. Chacun dira la sienne, et M. Lapasque régalera d'une sérénade ceux qui devineront... Commence, père!

M. Maurin s'épongea le front, réfléchit un moment d'un air très sérieux, et, se tournant du côté du docteur, débita gravement :

Champ blanc, semence noire,
Trois qui travaillent, deux qui ne font rien,
Et la poule qui boit... Qu'est-ce que c'est?

— Oh ! répondit Laurent qui se souvenait de ce jeu de son enfance, celle-là est trop facile !.. C'est le papier, l'encre, les doigts qui écrivent et la plume qui boit... dans l'encrier.

— Bravo ! cria Eustache, qui se mit sur-le-champ à jouer la marche de *Lodoïska*, tandis que le percepteur semblait déconfit d'avoir si peu embarrassé son auditoire.

Lucrèce avait déjà repris la parole et demandait à la ronde : — Qu'est-ce qui va à l'eau en chantant et qui revient en pleurant ?

— Une cruche ! une cruche ! s'exclamèrent en chœur les enfans, qui avaient entendu dix fois la devinette.

— A mon tour ! fit Valentine, voyons si M. Husson sera toujours aussi perspicace... — Elle s'accouda en face de Laurent, de l'air du sphinx qui interroge OEdipe, et le regardant avec ses yeux rieurs : — Voici, dit-elle... Je suis tout habillé de blanc, ma mère m'a fait en chantant ; devinez ?

Laurent, occupé à admirer les jolis yeux et la mignonne figure de la questionneuse, oubliait de chercher une réponse. — Vous jetez votre langue aux chats ? reprit-elle triomphante, eh bien, c'est un œuf tout frais pondu... Vous voyez que nous sommes très forts.

Les demandes et les questions se croisèrent ainsi longtemps, entrecoupées par les rires des enfans et les airs de flûte d'Eustache Lapasque. Laurent était enchanté de sa soirée. Couché dans la grande herbe, il contemplait à travers les tiges des sauges et des folles avoines le visage de Valentine, délicatement encadré dans les frisures de ses cheveux châtains. Il était émerveillé de la bonne humeur de la jeune fille, de sa vivacité et de la façon toute maternelle dont elle s'y prenait pour amuser les enfans. Il écoutait avec délices voltiger sur ses lèvres ces énigmes naïves où l'imagination féconde et l'observation ingénieuse des paysans se sont donné carrière. Ces *devinettes* imagées, dont la tante Sophie possédait un riche répertoire, le ramenaient au temps de son enfance ; elles s'associaient dans son esprit avec l'époque où il avait pour la première fois rencontré Valentine, et il retrouvait tout à coup dans son cœur un coin vert et longtemps oublié, où gisait le trésor de ses amours enfantines.

Lorsque le soleil s'abaissa derrière les grands massifs, le percepteur, coiffant son large chapeau de paille, annonça qu'il était temps de songer au retour. On abandonna le reste des provisions à la femme du garde, et on s'en revint lentement par une longue avenue déjà pleine d'ombre, où les chèvrefeuilles sauvages commençaient à fleurir. Lucrèce ouvrait la marche avec M. Maurin, les jeunes sœurs et les enfans s'étaient groupés autour d'Eustache, qui

leur taillait des sifflets dans des brins de sureau; Laurent donnait le bras à Valentine. De temps à autre, la jeune fille se baissait, arrachait une fleur dans l'herbe, et, tout en composant son bouquet, murmurait de brèves et originales remarques sur les plantes qu'elle rencontrait. — Celle-ci, avec sa collerette verte, c'est la *reine des bois*, qui sert à faire le *vin de mai*... Voyez ce sainfoin rose, il y a une légende sur son compte, la savez-vous, monsieur?.. Non?.. Eh bien, quand le petit Jésus était dans la crèche, il se trouvait du sainfoin parmi les herbes sèches qui lui servaient d'oreiller; et tout à coup le sainfoin s'est mis en plein hiver à épanouir ses jolies fleurs roses autour de la tête de l'enfant. — Elle lâcha brusquement le bras du docteur, et courut vers le talus : — Ah! dit-elle, voici l'*herbe au lait* qui gonfle le pis des vaches, et l'*herbe aux perles* dont les graines rendent les poules fécondes.

— Comme vous êtes savante! interrompit Laurent avec un sourire.

— Pas plus que la dernière de nos paysannes, répondit-elle; je m'intéresse aux choses de la campagne, voilà tout... Quand je suis un jour seulement à la ville, je me sens la tête lourde et je trouve les heures démesurément longues; ici, au contraire, je ne m'ennuie jamais; au milieu de mes bêtes et de mes fleurs, je me sens dans mon élément.

— Vous aimez les bêtes?

— Follement, et elles me le rendent... Poules pattues, poules huppées, pintades, toute la basse-cour me fait fête quand j'arrive... Je vous donnerai ce spectacle lorsque vous viendrez nous voir.

— Volontiers, mais je vous avoue que je ne sais pas encore où vous demeurez.

— Oh! notre maison est facile à trouver, s'écria-t-elle; quand vous sortirez du bois, vous l'apercevrez de loin avec ses deux noyers qui montent jusqu'au toit et le jardin qui prolonge ses allées de tilleuls jusqu'à la rivière...

Les premières étoiles pointaient dans le ciel quand on atteignit le carrefour où le chemin de Robert-Espagne et celui de Sermaize s'enfoncent dans des directions opposées. Laurent prit congé de ses hôtes, en réservant son dernier bonsoir pour Valentine. Celle-ci avait la moitié de sa figure cachée dans les herbes de son bouquet, et on ne voyait plus que ses yeux qui luisaient entre les tiges fleuries. — Bonsoir, monsieur, lui dit-elle gaîment, n'oubliez pas que vous devez une visite à ma ménagerie!

Il n'avait garde! — Il emportait de cette soirée une impression saine, embaumée et fortifiante, comme celle qu'on reçoit en traversant une prairie au temps de la fenaison. — Deux jours après, il reprenait le chemin de Robert-Espagne. Il reconnut de loin les

cimes rondes des noyers, la double allée de tilleuls, et s'orienta très vite, grâce au signalement donné par Valentine. Dès qu'il eut franchi la grille de la cour, il tomba sur M. Maurin, assis au frais sous les noyers et lisant son journal. La visite du jeune médecin chatouilla vivement l'orgueil du percepteur, qui se confondit en complimens et en formules cérémonieuses. — M. Maurin était en toutes choses l'opposé de sa fille aînée; très pompeux, très formaliste, il semblait pontifier du matin au soir. C'était l'homme de la représentation et de la mise en scène, visant sans cesse à imprimer dans le cerveau de ses « administrés » la notion de son importance. Il ne manquait pas de porter lui-même avec apparat ses paquets à la poste, clignant des yeux et faisant le gros dos, comme un homme accablé sous le poids de ses fonctions. A l'église, où il assistait à la grand'messe en cravate blanche, il s'inclinait ou se levait avec ostentation, et pendant le sermon il ne perdait pas de vue le prédicateur, qu'il approuvait de temps en temps avec de petits hochemens de tête. Il professait par-dessus tout le respect de l'autorité et des convenances. « Convenable, » c'était le mot qu'il avait sans cesse à la bouche. Pour lui, un homme devait être avant tout *convenable*, c'est-à-dire rester « dans sa sphère » (encore un de ses mots favoris), voter pour le candidat du gouvernement, payer exactement ses impôts et vénérer le percepteur; il devait se lever, dîner et se coucher à des heures invariables, s'habiller mieux le dimanche que dans la semaine, sortir avec un parapluie quand il pleut, ne jamais heurter les opinions reçues, se marier tôt et épouser autant que possible la fille d'un percepteur.

M. Maurin emmena son hôte au jardin, un bon jardin de curé avec des bordures de fraisiers et de mignotises, des plates-bandes où les lis alternaient avec les phlox, les croix de Jérusalem avec les juliennes, et où, au bout de chaque allée, des buis taillés en urnes faisaient l'orgueil du percepteur. Il y avait un coin où les boules de neige, les cytises et les acacias poussaient en fouillis, et où, de temps immémorial, des champs de résédas fleurissaient sans culture et débordaient jusque dans le sable de l'allée. Là commençait le grillage de la basse-cour, et là ils rencontrèrent Valentine. Tête nue et bras nus, ayant relevé les coins de son tablier plein de graines, elle distribuait à chaque volatile la ration accoutumée. Les poules en trottinant étaient accourues les premières et se poussaient l'une l'autre pour becqueter le grain, tandis que le coq, en chevalier galant, leur laissait les prémices du régal. Les pigeons volaient circulairement au-dessus de la tête de la jeune fille, puis s'abattaient à ses pieds et tournaient lentement sur eux-mêmes avec de petits gonflemens de cou; les pintades, plus discrètes, se tenaient à dis-

tance, et sur un mur à hauteur d'appui un paon faisait la roue en plein soleil. Tout ce monde emplumé piaulait, gloussait, roucoulait à l'envi, et du haut des acacias un nuage de fleurs, tourbillonnant à la moindre brise, rappelait à Laurent ce matin de Fête-Dieu où il avait vu Valentine pour la première fois. Quand elle eut lancé sa dernière poignée de blé, celle-ci tourna vers son père et le docteur ses yeux rians : — Maintenant, dit-elle, que mes oiseaux ont eu leur déjeuner, je suis toute à votre disposition.

A mesure qu'il pénétrait dans l'intimité de cet intérieur, Laurent était plus émerveillé de Valentine. Une à une, les qualités de cette nature droite et simple se révélaient à lui. C'était un mélange de sérieux et d'enjouement, de grâce aisée et d'élégance native; spirituelle sans effort, chaste sans pruderie, familière sans un grain de vulgarité, elle avait surtout de ces élans de bonté qui éclatent dans un mot, un geste, un regard, et qui gagnent les cœurs. Laurent passa avec elle et les jeunes sœurs une bonne journée de promenade et de causerie; le soir, on dîna en famille, et il s'en revint charmé à Sermaize. Tout le long de la route, il ne pensa plus qu'à Valentine : il la comparait mentalement à la fleur de la vigne, à cette petite grappe vert pâle, d'aspect si modeste, et qui exhale en juin une odeur si suave, si virginale et si enivrante. Peu à peu, encouragé par la bonne grâce de la jeune fille et les avances du père, il devint l'un des visiteurs assidus de la maison Maurin; il sentit tout à coup qu'il y avait du nouveau dans sa vie, que le vide de son cœur n'était plus aussi grand, et que la plante verte d'autrefois repoussait de jeunes bourgeons.

L'amour, chez un homme qui touche à la trentaine et qui a l'expérience de la vie, n'est déjà plus l'amour *coup de foudre*. Il sommeille quelque temps avant d'éclore, comme une chrysalide dans sa fine coque de soie, et ne se manifeste d'abord que par de légers tressaillemens. Peu à peu les signes de vitalité deviennent plus sensibles, les fils du cocon se rompent, et le papillon, sortant de son enveloppe, déploie lentement à l'air libre ses ailes encore frissonnantes. Les choses se passèrent de la sorte chez Laurent; il ne s'avoua qu'il était amoureux que lorsqu'il eut fait dix fois déjà le voyage de Sermaize à Robert-Espagne, et pourtant depuis des semaines son amour s'épanouissait intérieurement et se trahissait au dehors, comme un parfum caché. Le docteur écrivait à Mde Bastienne des lettres enthousiastes où il n'était question que de la jolie « fleur de vigne » découverte au bord de la Saulx. Il abusait de la patience de l'indulgente Sophie en lui vantant le jardin du percepteur, la basse-cour du percepteur et les rares talens de ménagère de la fille du percepteur. — Veux-tu que je te dise? s'é-

cria un jour Sophie Husson en interrompant une longue conférence sur la façon dont Valentine accommodait les fraises, tu es amoureux d'elle!.. — Laurent se mit à rire, mais le lendemain il n'en trouva pas moins un nouveau prétexte pour retourner à Robert-Espagne.

C'était justement le dimanche de la petite Fête-Dieu, et il y avait douze ans, jour pour jour, qu'il avait aperçu Valentine à l'ombre du reposoir de la place de la Couronne. Tandis qu'il traversait les bois, le vent lui apportait la musique des cloches sonnant à toute volée, et ces sonneries de village semaient de la joie dans l'air. Laurent lui-même se sentait plus léger, et comme ragaillardi par un philtre merveilleux. Le carillon des cloches tantôt s'évanouissait presque, et tantôt sur l'aile du vent revenait plein de notes allègres; selon que la sonnerie fuyait ou se rapprochait, le docteur sentait l'ombre ou le soleil passer au dedans de lui. — Est-ce que je l'aime vraiment? se disait-il, et, en admettant que je l'aime, m'aime-t-elle à son tour? — Et alors il s'énumérait les symptômes qui semblaient indiquer que Valentine ne le voyait pas d'un œil indifférent. — Pourquoi rougissait-elle si fort quand il entrait, et pourquoi l'autre soir avait-elle retardé la pendule pour qu'il restât une heure de plus à Robert-Espagne? — Baste! reprenait-il, purs enfantillages... Qu'est-ce que cela prouve?.. — Il avait ainsi des alternatives d'espoir ou de doute, d'audace ou de timidité, suivant le plus ou moins de sonorité de la musique aérienne. Quand il arriva dans le bourg, la procession était terminée, mais les rues, encore jonchées de débris de fleurs, exhalaient une aromatique senteur d'herbes froissées. Dans la cour du percepteur, on achevait de démolir le reposoir construit sous les noyers, et le vestibule était plein d'arbustes, de cierges et d'ornemens d'autel. Laurent cherchait partout Valentine; il la trouva enfin dans un pavillon situé au bord de la Saulx, à l'extrémité du jardin. Assise devant la fenêtre, que voilaient les branches pendantes d'un saule pleureur, elle était occupée à replier les draps blancs qu'on avait tendus sur le passage de la procession. — La maison est sens dessus dessous, lui dit-elle en riant, et je me suis réfugiée ici pour vous y recevoir.

— Vous aviez donc pensé que je viendrais aujourd'hui? s'écria-t-il.

Elle rougit et parut assez embarrassée d'expliquer ce singulier pressentiment.

— Il faisait si beau! balbutia-t-elle, et puis, — et un léger sourire malicieux passa sur ses lèvres, — Mme Lapasque, qui connaît votre goût pour les processions de la Fête-Dieu, assurait que vous ne manqueriez pas de venir admirer notre reposoir.

— Lucrèce ne vous a-t-elle dit que cela? reprit-il en souriant et en la regardant droit dans les yeux... Ne vous a-t-elle pas expliqué la cause de ma prédilection?

— Mais... non, répondit Valentine en se troublant de plus en plus.

— Eh bien! continua-t-il d'une voix un peu émue, je vais vous la dire... C'est que, il y a douze ans, à Juvigny, je vous ai vue pour la première fois, un jour de Fête-Dieu.

Elle baissa la tête, et parut fort affairée à plier son linge. — J'étais une enfant à cette époque-là, murmura-t-elle.

— Vous étiez charmante!.. Et tout collégien que j'étais, je suis devenu amoureux de vous, rien qu'en vous voyant agenouillée au milieu des fleurs... Le saviez-vous?

Elle se mit à rire pour déguiser son embarras. — Vous riez? poursuivit Laurent, avouez que Mme Lapasque vous a conté l'histoire de la lettre que je vous écrivis alors chez Mlle Papillon!

— Oui, monsieur, répliqua Valentine en essayant de prendre un ton plaisant, et apprenez à votre tour que je vous en ai voulu longtemps, car cette fameuse lettre m'a attiré autrefois une des plus vertes semonces de Mlle Papillon.

— Vous l'a-t-on montrée, au moins?

— Votre lettre? Oh! par exemple!

— Voulez-vous que je vous la récite?

— Non! non! s'écria-t-elle précipitamment en renversant sa pile de linge.

— Je la sais encore, ajouta-t-il, et mon cœur n'a pas changé.

A peine ces mots furent-ils prononcés que la jolie fleur de vigne devint toute pâle. Elle n'osait plus ni lever les yeux ni respirer. Dans le grand silence qui suivit cet aveu, on entendait le bruit frais de l'eau coulant au bas du pavillon, et le sourd fracas de l'écluse de la filature qui bouillonnait à un quart de lieue du jardin.

— Mademoiselle Valentine, reprit Laurent avec animation, ce que je viens de vous dire est la pure vérité. Depuis que je vous ai revue, l'enfantillage d'autrefois s'est changé en une vive affection. Je vous aime; ma plus grande joie au monde serait d'être aimé de vous et de vous voir devenir la compagne de ma vie. Peut-être est-ce un rêve trop ambitieux? Peut-être aujourd'hui comme autrefois allez-vous me trouver bien hardi? — Vous ne répondez pas, continua-t-il d'une voix plus inquiète.

— Pardon! fit-elle enfin avec un embarras où perçait une joie confuse, je m'attendais si peu à ce que vous venez de me dire... Êtes-vous bien sûr que ce soit aussi sérieux?.. Il y a si peu de temps que vous me connaissez! D'ailleurs je ne puis m'engager sans la per-

mission de mon père... S'il allait refuser, je serais trop malheureuse!

Laurent lui saisit la main avec un mouvement de joie. — Vrai! dit-il, vous m'aimez donc un peu? Oh! alors je vais sur-le-champ trouver M. Maurin.

Elle le retint en rougissant, et le força de se rasseoir. — Attendez, reprit-elle, votre hâte gâterait tout. Mon père vous estime beaucoup, mais il est très formaliste, et, s'il se doutait que vous m'avez parlé de vos projets avant de le consulter, il serait homme à vous refuser net par amour des convenances. Écoutez! sa fête arrive d'aujourdhui en quinze, le jour de la Saint-Jean. Nous la célébrons toujours en famille, car il tient fort à ces solennités, et, bien qu'il prenne des airs étonnés quand nous lui apportons nos bouquets, il serait très froissé si on ne lui souhaitait pas sa Saint-Jean en grande cérémonie... Vous dînerez avec nous ce jour-là, et le soir, lorsque nos fleurs et nos cadeaux l'auront bien disposé, vous lui ferez votre demande dans les règles. Jusque-là, promettez d'être circonspect et réservé... Soyez patient pour l'amour de moi.

Laurent lui serra de nouveau la main, en jurant d'obéir et de cacher sa joie, et ils allèrent rejoindre le ménage Lapasque qui venait de faire bruyamment irruption dans le jardin.

Les quinze jours qui suivirent parurent au docteur s'allonger indéfiniment. Il ne doutait pas trop de l'accueil que M. Maurin ferait à sa demande; le percepteur le recevait chaque jour avec une affabilité plus marquée et lui laissait voir assez clairement combien il était flatté de ses visites. Tout faisait donc supposer que sa réponse serait affirmative; mais Laurent, comme toutes les natures impétueuses, avait horreur de l'indécision, et il lui tardait d'être fixé. Pour tromper son impatience, il s'entretenait de ses projets d'avenir avec la pauvre Sophie, qui l'écoutait d'un air à la fois heureux, anxieux et mélancolique. Il écrivit aussi une longue lettre à Mlle Bastienne pour lui annoncer qu'il était décidément amoureux de la jolie « fleur de vigne, » qu'elle l'aimait, et qu'il comptait l'épouser. — Le plus tôt serait le mieux, disait-il, certainement le mariage aurait lieu avant l'automne. — Il invitait d'avance Mlle de Fierbois à la noce, et bâtissait déjà des châteaux en Espagne, qui montaient en l'air haut comme la tour de Babel.

Enfin le grand jour de la Saint-Jean arriva. Le matin, Sophie paracheva soigneusement la toilette de son Laurent et renouvela le petit ruban rouge de sa boutonnière, puis le docteur, fortifié de deux bons baisers maternels, prit le chemin de Robert-Espagne. Lorsqu'il poussa la porte grillée de la cour du percepteur, il trouva Valentine qui l'attendait à l'ombre des noyers. M. Maurin était

parti sournoisement dès l'aube afin de ne point gêner les apprêts de fête qu'il était censé ignorer. La jeune fille saisit gaîment la main du docteur, et, l'emmenant tout droit dans une office voisine de la salle à manger, où les bouquets reposaient au frais, elle lui montra qu'il y en avait un aussi pour lui. Puis ils allèrent attendre l'heure du dîner dans le pavillon du bord de l'eau, où les jeunes sœurs travaillaient déjà. Ils restèrent là longtemps à écouter le bruit mélodieux de la rivière, sans presque se parler, heureux de se sentir l'un près de l'autre et de se regarder.

La belle et bonne chose que le tête-à-tête de deux vrais amoureux qui s'aiment avec la sécurité et la sérénité des âmes honnêtes et sincères! C'est un spectacle aussi délicieux à contempler que le plus beau lever de soleil. Les prunelles éclairées d'une flamme limpide échangent leur rayonnement avec une confiance attendrie et joyeuse; un rire sain et léger entr'ouvre les bouches et illumine les traits; les paroles s'envolent des lèvres et se croisent amicalement comme des abeilles qui vont d'une fleur à l'autre. Il n'y a rien là des ardeurs fiévreuses de la passion coupable ou purement sensuelle; c'est le duo tranquille de deux âmes sûres d'elles-mêmes, la lumière aimable de l'aube dans un ciel d'été, une émanation de grâce et de tendresse pareille à celle qui sort de la musique de Mozart... Le dîner fut tout intime; il n'y avait d'autre invité que Laurent. M. Maurin était en belle humeur, et au dessert, quand les bouquets firent leur apparition, il eut comme d'habitude des étonnemens attendris, puis, ayant embrassé chacun à la ronde, il se leva en tapinois, s'esquiva et tout d'un coup reparut par la porte du salon ouverte à deux battans, la tête haute, l'air mystérieux, tenant dans ses mains comme un ostensoir une bouteille de champagne, mise dès le matin en réserve pour la circonstance. On but à la santé de l'amphitryon, qui répliqua en portant un toast à son jeune ami. La servante apporta le café, et les jeunes filles quittèrent la salle à manger, sous prétexte de laisser les deux hommes fumer tranquillement. Valentine sortit la dernière, après avoir jeté à Laurent un regard plein de muets encouragemens; mais, au lieu de suivre ses sœurs au jardin, elle alla s'asseoir tout émue dans l'office, d'où on pouvait entendre ce qui se disait dans la salle. Elle était trop intéressée à ce qui allait se passer, et trop anxieuse, pour oser s'éloigner.

Le moment décisif était venu. Le percepteur, tournant autour de la table, respirait les bouquets l'un après l'autre en reniflant bruyamment. Laurent mâchonnait nerveusement son cigare. — Les fêtes et les anniversaires, dit M. Maurin d'un ton sentencieux, en s'interrompant pour boire son café à petites gorgées, resserrent les

liens de famille... Et il n'y a de vrai que les joies de la famille, croyez-le bien, jeune homme!.. Se marier de bonne heure, — et dans sa sphère, — élever ses enfans dans de bons principes, voilà le tribut que tout homme doit à la société... N'est-ce pas votre avis, docteur?

— Parfaitement, répondit Laurent enchanté du tour que prenait la conversation, c'est précisément à quoi je pensais... Depuis quelque temps je songe sérieusement au mariage.

— Vous avez raison, repartit le percepteur, dont les formes cérémonieuses prirent une rondeur toute conciliante ; et il faut (passez-moi cette comparaison vulgaire) battre le fer pendant qu'il est chaud. Vous êtes jeune, vous avez une position honorable et un avenir brillant; dans ces conditions éminemment convenables, vous trouverez toutes les portes ouvertes.

— Ce que vous me dites, monsieur Maurin, me rassure et m'encourage, car j'ai une demande à vous adresser.

— A moi? murmura M. Maurin, qui, tout en voulant rester digne et impassible, ne put dissimuler un mouvement de joie; parlez, mon ami, parlez!

— Monsieur, poursuivit le jeune homme, j'aime Mlle Valentine, et puisque vous me jugez si favorablement, je vous prie de vouloir bien m'autoriser à faire connaître mes sentimens et mon désir à mademoiselle votre fille.

Le percepteur avait rougi et il flairait de plus belle les bouquets dont la nappe était jonchée. Pour un peu, il aurait sauté au cou de Laurent, mais il réfléchit qu'il devait à sa dignité de réprimer cette intempérance de joie. Il se moucha, donna un peu de jeu au nœud de sa cravate, et d'une voix solennelle : — Monsieur Husson, commença-t-il, votre demande m'honore; je me connais assez en hommes pour être assuré que vous êtes capable de faire le bonheur de mon enfant... Pardonnez-moi si l'émotion m'empêche de m'exprimer d'une façon plus... plus convenable; mais en pareille circonstance l'émotion d'un père est une chose légitime et respectable. — Monsieur Husson, je vous accorde la main de ma fille.

— Je vous remercie, monsieur Maurin! s'écria joyeusement Laurent.

Dans le coin obscur de l'office, Valentine, dont le cœur battait avec violence, faillit aussi pousser un cri de bonheur; elle allait se sauver afin de pouvoir donner un libre cours à la joie qui l'étouffait, quand quelques paroles ajoutées par celui qu'elle aimait la retinrent immobile sur sa chaise.

— Je vous remercie, continuait le jeune docteur; toutefois, avant que vous ne vous engagiez formellement, je veux m'expliquer sur

ma situation de famille et vous instruire de certaines particularités qui ne vous arrêteront pas, je l'espère, mais que je dois vous faire connaître...

— Assurément, assurément, répliqua le percepteur, bien que je me doute déjà de ce que vous allez me dire : vous n'avez pas de patrimoine, je le sais, mais votre profession vous rapporte de beaux revenus qui ne pourront que s'accroître; quant à la famille, eh bien, quoi? votre père est boulanger?.. le mien était cultivateur. Il n'y a pas de sots métiers...

— Au point où nous en sommes, interrompit Laurent, je ne dois pas avoir de secrets pour vous : le boulanger Husson n'est que mon père adoptif, je suis un enfant naturel; la personne qui habite avec moi et qui passe pour ma tante est tout simplement ma mère; quant à mon vrai père, je n'ai pas le droit de porter son nom.

Il y eut un moment de silence terrible dans la salle à manger qu'emplissait déjà le crépuscule. Le percepteur abasourdi avait fait un soubresaut dans son fauteuil, ses gestes étaient redevenus anguleux, et son front se rembrunissait.

— Mais... mais, murmura-t-il, c'est un état absolument irrégulier!

— Oui, répondit Laurent, aussi ai-je voulu vous en prévenir tout d'abord, car si vous partagiez sur ce point certains préjugés...

M. Maurin se retourna tout d'une pièce vers son interlocuteur. — Ce ne sont point des préjugés! s'exclama-t-il avec sévérité, c'est la loi elle-même qui assigne un rang inférieur à l'enfant né hors du mariage... Si encore vous aviez été légitimé, mais non, votre situation est de toutes la plus irrégulière. C'est fâcheux, monsieur, et vous ne trouverez pas mauvais que cela modifie ma décision.

— Cependant, objecta Laurent en tentant un nouvel effort, ma position personnelle reste intacte, et vous convenez vous-même qu'elle est très honorable. Je me suis fait un nom qui vaut bien celui que la loi aurait pu me donner.

— Vous émettez là une idée subversive, jeune homme!.. Où en serait la société si on pouvait ainsi sauter à pieds joints par-dessus les barrières de la loi et de l'opinion publique?.. Non, monsieur, je le regrette, mais je suis fonctionnaire et je dois donner à mes administrés l'exemple d'une conduite correcte... Ne m'en veuillez pas si je retire ma parole.

— Mais enfin, s'écria Laurent révolté, j'aime votre fille, supposez qu'elle m'aime et se soit attachée à moi, comme moi à elle, voudriez-vous faire son malheur et le mien, par égard pour je ne sais quelles préventions surannées, iniques et absurdes?

— Docteur! riposta M. Maurin en se boutonnant avec un geste digne, je ne puis tolérer qu'on accuse la loi d'absurdité et d'injustice... Valentine est une fille bien élevée qui se soumettra à mes volontés; quant à vous, monsieur Husson, je vous crois assez homme d'honneur pour ne pas sortir de la réserve et du respect que vous impose notre situation respective... J'ai dit; laissons cela et n'en parlons plus jamais!

— Il suffit, monsieur, j'ai compris! — Et Laurent, ouvrant brusquement la porte, s'élança hors de la salle.

Resté seul au milieu des bouquets de fête éparpillés, M. Maurin se promena d'un air agité, en murmurant de temps en temps un hum! indigné, comme s'il répondait à des argumens mystérieux, poussés par sa conscience. Tout à coup il s'arrêta. Il lui avait semblé entendre des sanglots convulsifs de l'autre côté de la cloison. Il ouvrit la porte de l'office, et cherchant à s'orienter dans l'obscurité :

— Qui est là? s'écria-t-il d'un ton bourru.

Personne ne répondit; seulement une forme confuse se leva précipitamment, et, dans l'entre-bâillement d'une porte latérale vivement ouverte et refermée, M. Maurin crut reconnaître Valentine qui s'enfuyait en étouffant ses larmes.

XII.

Les buveurs d'eau commencent à se montrer à Sermaize vers la mi-juillet, mais la *saison* n'est vraiment dans son plein épanouissement qu'au mois d'août. Alors ce paisible bourg champenois, dont la bourgeoise monotonie n'est troublée d'ordinaire que par des marteaux de forge et des cloches d'usines, prend tout à coup des airs mondains et tapageurs. La route neuve qui côtoie la Laume et conduit à la source des Sarrasins est sillonnée cinq ou six fois le jour par un omnibus au service de l'établissement, dont le bourg est éloigné à peu près comme Cauterets de la Raillère. Les buveurs ingambes font le trajet à pied, et cette promenade donne aux dames l'occasion d'exhiber des toilettes de circonstance, qu'on jugerait excentriques et risquées dans leur petite ville, mais qui sont tolérées d'un commun accord à Sermaize, où l'on aime à jouer à la ville d'eaux. Les malades riches louent des appartemens meublés dans le village ou s'installent dans les deux hôtels qui avoisinent la source; les quatre ou cinq auberges du pays se transforment en tables d'hôte à l'usage des baigneurs d'un rang plus modeste. Comme Sermaize n'est pas encore une station à la mode, on n'y rencontre guère que des malades sérieux ou des familles du voisinage, qui font d'une cure à la source le prétexte d'une villégiature à bon marché; aussi les distractions n'y abondent pas. Le soir, le casino reste

souvent désert; après le dîner, les baigneurs n'ont d'autre plaisir que de se promener dans la campagne qui est charmante, ou bien, assis devant la porte de leur auberge, d'y deviser familièrement aux sons de la musique d'un orgue de Barbarie. De temps en temps, une société philharmonique des environs ou quelques artistes nomades s'arrêtent pour donner un concert au casino. Cette aubaine est accueillie avec empressement par tous les désœuvrés valides; on se met en frais de toilette, on se transporte à l'établissement, et la fête se termine par un bal qui se prolonge fort avant dans la nuit.

Cette année, il arriva que les bains furent plus fréquentés que de coutume. L'élément jeune dominait parmi les buveurs, et on dansait à la source au moins une fois par semaine; mais, tandis que la petite vallée de la Laume retentissait de la musique des quadrilles, le docteur Laurent Husson restait obstinément cloîtré dans son logis. On ne le voyait plus qu'aux heures de la consultation, et ses clientes se plaignaient fort de sa maussaderie. Sa bonne humeur et son amabilité tant vantées avaient disparu. Ce brusque changement faisait le texte des conversations à table d'hôte : les malades déclaraient que leur médecin favori n'était plus reconnaissable; chacun s'ingéniait à chercher les causes de cette métamorphose mystérieuse, mais les curieux en étaient pour leurs frais d'enquête. Sophie Husson, qui avait vu, le soir de la Saint-Jean, son fils rentrer pâle, défait, les yeux sombres et les traits contractés, aurait pu seule révéler le secret de son humeur noire. Il n'avait d'abord rien voulu lui dire, sinon que sa demande était repoussée; mais elle lui avait fait de si instantes prières, elle avait tant pleuré en l'embrassant, que Laurent s'était laissé attendrir, et sa douleur s'était violemment épanchée comme une eau troublée qui bouillonne au sortir d'une écluse. Il avait tout avoué, et depuis ce moment la petite maison avait perdu sa joie. Laurent ne desserrait plus les lèvres, et Sophie restait pendant de longs quarts d'heure, l'aiguille en l'air, sans pouvoir coudre, tant ses yeux étaient voilés de larmes.

Ils étaient encore en proie à la stupeur qui avait suivi ce coup de foudre, quand une lettre de Memmie Husson rappela Sophie à Juvigny. La tante Constance souffrait d'une indisposition assez grave, et le boulanger, fort ennuyé, insistait pour que sa sœur vînt soigner la malade et prendre provisoirement la direction de l'atelier. Mlle Husson hésitait; ce fut Laurent qui la pressa de partir. La solitude ne l'effrayait pas; au contraire, dans les dispositions où il était, il trouvait une âpre volupté à élever autour de lui un mur d'isolement et de silence. Sophie s'éloigna donc, le cœur gros, et le docteur resta seul à ruminer son chagrin et ses rancunes.

Ce n'était pas la première fois qu'il hébergeait la mauvaise for-

tune; il avait déjà été secoué par la rude poigne de la désillusion, et on aurait peut-être dû s'attendre à le trouver plus cuirassé de stoïcisme; mais depuis trois ans tout lui avait si merveilleusement réussi qu'il s'était peu à peu déshabitué de lutter et de souffrir. Il ressemblait à ces peuples, gâtés par la prospérité et la paix, qui ne savent plus se battre lorsqu'ils se retrouvent tout à coup lancés en pleine guerre. L'amour de Valentine lui était apparu comme le couronnement délicieux de sa vie de jeunesse. La chère petite « fleur de vigne » était pour lui le symbole de ce bonheur calme, intime, sous lequel on rêve d'abriter son âge mûr. Épouser Valentine, passer le reste de sa vie avec elle dans la maisonnette de Sermaize, c'était une félicité à la fois si douce et en apparence si à la portée de la main!.. Et voilà que ce rêve de bonheur s'était éparpillé en poussière comme une bulle de savon qui se heurte à l'angle d'un mur! La mauvaise chance avait voulu que cette jeune fille à l'esprit si droit, si large et si sensé, eût pour père un bourgeois sentencieux, bourré de phrases creuses et de préjugés niais. Cet obstacle ridicule, jeté au travers de son bonheur, avait exaspéré Laurent; moins docile qu'autrefois, il se cabrait violemment contre cette résistance inique, et une rage sourde bouillonnait au fond de son cœur. Il rendait la société tout entière responsable de ses déboires, et il se révoltait contre l'injustice de ce vulgaire troupeau d'intelligences étroites qui forment l'opinion publique. Les fumées de sa colère étaient si épaisses qu'elles obscurcissaient jusqu'à l'image bien-aimée de celle dont la perte avait déterminé cette explosion de courroux. Par momens, son amour pour Valentine semblait moins fort que la haine qu'il concevait pour le reste du monde. A mesure que le charme de la petite fée aux yeux clairs paraissait s'affaiblir, Laurent sentait croître en lui, comme une poussée de mauvaises herbes, tous les fermens de perversité qui dorment au fond de l'animal humain. Les pensées élevées et généreuses faisaient place à je ne sais quels malfaisans désirs de vengeance. Décidément Sophie Husson avait eu tort de s'éloigner, et la solitude était pour lui une mauvaise conseillère. Maintenant il ne rêvait rien moins que de faire payer œil pour œil et dent pour dent à cette société exclusive et mesquine qui le traitait en paria — Ah! murmurait-il entre ses dents, ah! messieurs les bourgeois, vous me mettez hors la loi?.. Eh bien! soit; mais que vos femmes ou vos filles ne me tombent jamais sous la main, car désormais je prendrai sans scrupule mon plaisir à vos dépens; vos lois ne me regardent plus, et je me moque de votre morale à double visage!..

C'était dans ces belles dispositions d'esprit qu'il était parti un matin pour visiter ses malades, et qu'il cheminait le long de la

route de la source. La nuit avait été pluvieuse. De loin en loin, de rares buveurs matineux s'enfonçaient languissamment dans la brume. Absorbé par ses pensées amères, le docteur marchait lentement, quand il entendit derrière lui le bruissement d'une jupe sur l'herbe mouillée, et, avant qu'il eût songé à lever les yeux, il fut frôlé par une baigneuse qui le dévisagea presqu'à la volée et le dépassa rapidement. Cette indiscrète investigation avait été si prompte que Laurent n'eut pas même le temps d'entrevoir les traits de la personne qui venait de le regarder sous le nez d'une façon aussi peu cérémonieuse. Elle était déjà à vingt pas en avant, et tout ce qu'il pouvait voir maintenant, c'était un capulet rouge tombant à longs plis sur une taille très élégante et une ample jupe blanche effleurant de son ourlet le sable humide. L'étrangère s'éloignait d'un pas léger et harmonieusement rhythmé. La brise chiffonnait à peine les bords du capulet alourdi par l'humidité, le corsage dessinait mollement la cambrure de la taille, sur la rondeur des hanches la jupe bouffait et se soulevait avec des frissonnemens voluptueux, et l'œil pouvait suivre par derrière la courbe onduleuse d'une pure ligne serpentine allant du sommet de la tête à la traîne de la robe. Il y avait dans l'ensemble de cette fuyante promeneuse un accent d'impérieuse beauté, un mystère hautain et provocant, qui tira le docteur du fond de ses rêveries chagrines et réveilla sa curiosité endormie, comme la saveur pimentée de certains assaisonnemens excite l'appétit d'un dîneur fatigué. Il la regardait attentivement fuir sous les platanes; elle s'arrêta tout à coup devant une maison de campagne, connue dans le pays sous le nom de l'*Espailleraie*, et louée d'ordinaire pour la saison à quelque riche famille de baigneurs. L'inconnue secoua les plis de sa jupe mouillée, tourna encore une fois d'un air curieux vers Laurent sa figure, dont la brume ne permettait pas de distinguer les traits, et disparut derrière la grille.

Vers le soir, en rentrant chez lui, le docteur repassa devant l'Espailleraie. La maison était masquée à demi par les chèvrefeuilles de la grille et les massifs d'un jardin anglais qui l'entourait. Les jalousies étaient baissées, mais l'une des croisées entr'ouvertes laissait s'échapper au dehors la musique d'un piano. Quelqu'un, — l'inconnue sans doute, — jouait la valse des *Roses*, fort à la mode en ce temps-là. Laurent ralentit le pas, et longtemps encore les notes de cette valse tantôt bruyante et tantôt langoureuse le poursuivirent dans son chemin. Quand il arriva chez lui, le crépuscule tombait, le ciel était toujours pluvieux, et il faisait fort sombre dans son cabinet de travail. En attendant qu'on lui apprêtât son souper, il s'assit sur le rebord de sa fenêtre ouverte et resta occupé

à rêvasser, tout en écoutant les gouttes d'eau rouler sur les feuilles avec un bruit mélancolique. Il songea d'abord à Valentine et au temps où il s'en revenait de Robert-Espagne, à pareille heure, ruminant ses souvenirs et faisant de beaux projets; il lui semblait qu'il y avait des années entre cette époque heureuse et le temps présent. Maintenant Robert-Espagne lui faisait l'effet d'un paradis perdu, et il n'osait plus franchir la forêt qui l'en séparait... Tandis qu'il se raillait lui-même de repenser encore à ces choses qui ne lui apportaient plus que des redoublemens d'amertume, son odorat fut frappé d'un singulier parfum de vanille et d'amande qui réveillait en lui une obscure sensation d'autrefois. Où avait-il respiré jadis cette odeur compliquée, à la fois irritante et suave? Et à cette heure, d'où lui venait ce mystérieux parfum? Il pencha sa tête hors de la croisée; il n'y avait dans les massifs que des arbres verts et des fleurs sans odeur; ce n'était donc pas le jardin qui lui envoyait cette senteur pénétrante. Il se mit à marcher dans son cabinet enténébré; l'odeur semblait le suivre, et l'air intérieur en était imprégné. Il frotta brusquement une allumette, alluma une bougie et aperçut sur son bureau, dans un grand vase, un luxuriant bouquet de chèvrefeuilles et de reines des prés. Ce n'était pas une hallucination. Les fleurs étaient bien là, étalant, sous la lumière tremblante des bougies, leurs corymbes rosés et leurs aigrettes pâles. Près du vase, il y avait une enveloppe cachetée; Laurent la déchira d'un doigt impatient, croyant y trouver le mot de l'énigme; elle contenait simplement le programme imprimé d'un concert qui devait avoir lieu le soir même au casino. Il appela sa servante et n'en put rien tirer, si ce n'est que le bouquet et le pli cacheté avaient été apportés pour « monsieur le docteur » par un petit paysan.

L'étonnement de Laurent redoublait. Il se fit servir rapidement à dîner, changea de toilette et se rendit au casino, supposant bien qu'entre l'envoi du bouquet anonyme et le programme du concert il y avait une mystérieuse corrélation, et que là-bas il saurait à quoi s'en tenir sur cette singulière aventure.

Il n'eut pas longtemps à chercher, et dès qu'il entra dans la salle du concert il eut pleine satisfaction. — Au premier rang des fauteuils, se détachant du groupe des toilettes bourgeoises comme une aristocratique fleur de serre au milieu d'un bouquet de pivoines et d'œillets d'Inde, Berthe Fontenille, ou pour parler plus correctement Mme Sainte-Marie de Brieulles, était dédaigneusement assise. Laurent la reconnut dès l'entrée, et une subite rougeur lui monta aux joues. Pourtant il fut assez maître de lui pour dissimuler son émotion, il passa près d'elle sans avoir l'air de la remarquer, distribua çà et là quelques poignées de main, et se hâta de se re-

tirer sur le balcon qui régnait au long des fenêtres de la salle. Une fois là, dans l'obscurité, il ne put résister à la tentation, et il se retourna pour examiner la nouvelle venue. — Vêtue d'une robe de faille blanche, à la jupe ample et traînante, elle avait pour toute parure un haut peigne de corail dont les perles formaient comme un diadème dans ses cheveux noirs; à l'un des coins de l'échancrure carrée de son corsage, un bouquet de géraniums rouges jetait sa note éclatante. Elle était blanche comme un lis. Ses yeux bleus étaient toujours perfidement voilés par l'épaisseur des cils baissés, et sur ses lèvres vermeilles le même sourire inquiétant errait avec un accent plus sardonique encore que par le passé. Bien qu'elle eût maintenant vingt-sept ans et que sa beauté fût en pleine fleur, son visage avait gardé ce velouté virginal et cette expression d'ignorante sérénité qu'on ne rencontre guère sur les traits des femmes mariées. Il semblait à Laurent que le temps n'avait pas marché, qu'il retrouvait Berthe Fontenille telle qu'au matin où il l'avait quittée et où elle ne s'appelait pas encore Mme de Brieulles. — Que venait-elle faire à Sermaize? Que signifiait l'envoi de ce bouquet dont le parfum lui rappelait leur promenade en bateau sur la Biesme? Était-ce une audacieuse mystification, et de quel droit venait-elle le narguer au fond de la retraite qu'il avait choisie?..

Il tourna le dos aux fenêtres, et, s'accoudant à la balustrade du balcon, en face de la campagne endormie, il essaya de mettre un peu d'ordre dans les pensées qui l'agitaient. — Au fond de la salle, l'orchestre jouait le *brindisi* de la *Traviata*: la musique de Verdi, sensuelle, passionnée et maladive, loin de le calmer, ajoutait encore à son trouble. Les notes vibrantes de cette mélodie de l'amour inapaisé éveillaient en lui tout un chœur de désirs ardens et non satisfaits. Tandis qu'il restait immobile et comme noyé dans les ondes sonores de cette musique, un flot d'étoffe soyeuse et frôlante frissonna derrière lui, dans l'embrasure d'une fenêtre, et tout à coup une forme blanche vint, avec des mouvemens onduleux, s'accouder à la balustrade du balcon. Il entendit palpiter comme un bruit d'ailes un éventail agité par une main nerveuse. — Bonsoir, monsieur Husson, dit en même temps une voix mordante, pourquoi ne voulez-vous plus reconnaître vos anciens amis?

Il releva brusquement la tête. Les yeux de Berthe luisaient dans la nuit et le regardaient d'un air moqueur. Déconcerté, il s'inclina en balbutiant quelques mots d'excuse.

— Ne prétendez point ne m'avoir pas vue, poursuivit-elle, je sais fort bien le contraire... J'espérais que vous viendriez au moins me demander des nouvelles des Islettes.

— Je n'attends point de nouvelles des Islettes, répondit brièvement le docteur.

— Au fait, Mlle Bastienne doit vous tenir au courant, car je crois que vous vous écrivez toujours?

La voix de Berthe avait une intonation railleuse qui réveilla l'irritation de Laurent. — Oui, madame, répliqua-t-il, et c'est ce qui vous explique pourquoi j'ai jugé inutile de vous déranger.

— Ce n'est guère aimable, ce que vous dites là... Quant à moi, j'estime qu'on n'a pas trop d'amis en ce monde pour les négliger quand on les retrouve, et c'est ce qui vous explique pourquoi j'ai eu l'indiscrétion de *vous déranger*... Vous voyez, j'ai meilleur caractère que vous, ajouta-t-elle en posant sa main gantée, sur le balcon, à côté de celle de Laurent.

Pourquoi la vue de cette petite main aristocratique agit-elle comme un calmant sur l'irritation du docteur?.. Ses nerfs se détendirent comme par enchantement, et il eut honte de sa rudesse.

— Amis! répéta-t-il en se réveillant comme d'un rêve; nous avons cru l'être un moment... pouvons-nous l'être encore?

— C'est une question qu'il faut vous poser à vous-même, repartit Berthe avec de câlines inflexions de voix; moi, je suis restée ce que j'étais quand vous m'avez connue aux Islettes, et je me demande pourquoi vous auriez changé?

— Vous vous le demandez? s'exclama Laurent stupéfait; ne s'est-il donc rien passé depuis lors!..

— Rien! murmura-t-elle en haussant légèrement les épaules, rien du moins qui ait pu altérer mon affectueuse estime pour votre caractère.

Laurent secoua la tête. — Êtes-vous seule à Sermaize? reprit-il avec une nuance ironique.

— Seule... avec ma femme de chambre.

— Et M. de Brieulles?

— M. de Brieulles est resté en Argonne avec ses livres de théologie... Oh! il n'a pas changé non plus, lui!.. et il lui est fort indifférent que je sois au Neufour ou à Sermaize.

— Ah!.. mais pourquoi à Sermaize? Êtes-vous malade?

— Oui et non... ma plus sérieuse maladie, c'est l'ennui... Pour cela, oui, je m'ennuie!

Elle étira ses bras dans l'air humide et les laissa retomber sur le balcon avec une expression de lassitude qui n'avait rien de joué. Cette plainte qui, contrairement aux habitudes de Berthe, avait jailli du cœur aux lèvres sans être prudemment modifiée en route, s'exhala avec un tel accent de vérité que Laurent en fut saisi. Ses défiances s'assoupirent, et il se sentit plus disposé à s'attendrir. Ce cri douloureux, jeté soudain dans la nuit, en disait long sur le compte de cette mariée de trois ans. Il sembla au jeune docteur, à

la douteuse lueur de la lune qui se levait, lire sur les lèvres moqueuses et dans les yeux fuyans de Berthe la mélancolique histoire de ces trois années, faites de tristes nuits et de journées monotones. — Si je puis quelque chose, murmura-t-il, pour rendre votre séjour ici moins ennuyeux, je me mets entièrement à votre disposition.

— Vrai? reprit-elle. eh bien! je vous en remercie... Je serai discrète et je n'abuserai pas de votre bonne volonté, mais vous viendrez me voir quelquefois, n'est-ce pas?

Laurent s'inclina en signe d'assentiment.

— Quand viendrez-vous? poursuivit-elle rapidement et en baissant la voix, — vous savez que je demeure à l'Espailleraie...

Il lui demanda si elle serait chez elle le lendemain, dans l'après-midi. Berthe appuya sur ses lèvres le bout de son éventail et parut réfléchir.

— Non, répondit-elle, venez plutôt le soir, après votre dîner; de cette façon, j'aurai moins peur de vous prendre votre temps.

Elle lui tendit sa main dégantée. — Maintenant que la paix est faite, je me sauve...

Laurent retint dans la sienne la petite main fraîche de Mme de Brieulles. — Il n'est pas tard, pourquoi partir si vite?

— Ma femme de chambre doit m'attendre... Et puis, ajouta-t-elle avec son sourire moqueur, je ne veux pas vous compromettre aux yeux de vos clientes. Qui sait? Il y a peut-être ici une dame ou une demoiselle à qui ce tête-à-tête sur un balcon pourrait paraître suspect... Bonsoir!

Sans rentrer dans la salle, elle s'éloigna rapidement en longeant le balcon, dont l'une des extrémités communiquait avec l'antichambre. Laurent, immobile contre les ferrures de la balustrade, la regardait fuir dans la nuit, tandis que la musique recommençait à l'intérieur. Peu de temps après, il quitta à son tour le casino et rentra chez lui dans un singulier état d'esprit.

Au fond de son cabinet de travail, le bouquet de chèvrefeuilles et de reines des prés continuait à exhaler son parfum capiteux, et dans la tête du docteur les impressions de cette soirée continuaient aussi de faire leur travail confus et troublant. — J'ai été faible, se disait Laurent. je n'aurais pas dû promettre de la revoir. — Presque aussitôt une voix intérieure lui répliquait : — Pourquoi ne la reverrais-tu pas? Qu'as-tu à craindre? Quels scrupules as-tu à ménager? — Un moment, la mignonne image de Valentine lui apparut dans la nuit, et inconsciemment une comparaison s'établit dans son esprit entre ces deux figures de femmes : l'une avec son visage énigmatique et son sourire perfide, l'autre avec ses regards purs et ses

lèvres franches. — A quoi bon repenser à *elle?* se murmura Laurent avec amertume, son père ne m'a-t-il pas repoussé, et ne s'est-elle pas docilement soumise aux ordres de M. Maurin? Tout n'est-il pas fini? — Peu à peu, l'image de la jolie « fleur de vigne » se brouilla dans son cerveau comme un pastel dont une main irritée aurait brusquement effacé les couleurs; la hautaine figure de Berthe demeura seule dans l'esprit du docteur, et toute la nuit elle s'y maintint victorieuse.

Pourtant, le lendemain, il hésitait encore à revoir Mme de Brieulles. Par moment, il était tenté de s'enfuir au fond de la forêt et de ne rentrer qu'à la nuit close. Il se connaissait, il pressentait avec cette clairvoyance que donne l'expérience de la vie que, s'il revoyait Berthe, il en redeviendrait amoureux, et que, cette fois, il voudrait que sa passion allât jusqu'au bout. Or Berthe était la femme de Sainte-Marie de Brieulles. — Après? se répondait-il à lui-même avec colère, tant pis pour ce triste mari qui n'a pas su se faire aimer?.. Cette femme est mal mariée et cherche un consolateur; préfères-tu qu'un autre se charge de cette mission? Ne la trouves-tu pas assez belle, ou répugnes-tu simplement à prendre la femme de Sainte-Marie?.. Estimable scrupule, en vérité! Il t'a bien pris, lui, ta place dans ta famille. M. de Rosières lui léguera la fortune et le nom qui devaient t'appartenir en bonne justice; et tu fais le délicat?.. Tu cherchais une occasion de te venger, le hasard te l'offre à point, et tu hésites?.. Tu es un sot!

Le même soir, à l'heure où le soleil s'enfonçait derrière les maisons de Sermaize, Laurent cheminait lentement le long de la Laume. Dans les tables d'hôte du bourg, les baigneurs étaient encore en train de dîner, et la route était solitaire. Laurent se sentait un peu de fièvre, son sang courait avec une vivacité inaccoutumée dans ses veines, et, bien qu'il désirât ne se présenter devant Mme de Brieulles que calme et tout à fait maître de lui, ce fut d'une main nerveuse qu'il agita la sonnette de la grille de l'Espailleraie. Un pas léger, accompagné d'un frou-frou de jupes traînantes, fit crier le sable du jardin, et Berthe elle-même vint ouvrir.

Un sourire demi-railleur et demi-caressant effleura ses lèvres à la vue du docteur : — C'est aimable à vous de ne m'avoir pas oubliée, murmura-t-elle; venez, je vais vous montrer le chemin. — Elle le précéda dans l'allée bordée de troënes. Au milieu de cette verdure sombre, sa longue robe maïs pâle, garnie de velours noir, la grandissait encore et donnait une grâce hautaine à sa belle taille souple, à ses royales épaules. Par un raffinement de coquetterie, elle avait piqué une rose jaune dans ses épais cheveux noirs. Arrivée dans le vestibule, elle se retourna, sourit, souleva une portière

et introduisit Laurent dans un petit salon donnant sur le jardin et où régnait une demi-obscurité. Les stores étaient baissés, et un bouquet de chèvrefeuilles imprégnait l'air de son odeur capiteuse. Ce parfum rappela au docteur le mystérieux envoi de la veille.

— A propos, dit-il, nous nous sommes quittés hier si brusquement que j'ai oublié de vous remercier de vos fleurs.

La figure de Berthe prit une expression étonnée et moqueuse. — Quelles fleurs? fit-elle.

— Des chèvrefeuilles que j'ai trouvés chez moi, hier soir; j'ai cru que c'était à vous que je devais cette surprise...

Elle haussa imperceptiblement les épaules, détourna la tête avec un geste qui signifiait : « Je ne vous comprends pas! » — et s'assit après avoir indiqué un fauteuil à Laurent.

— Leur parfum, poursuivit-il, m'a rappelé une certaine promenade sur l'eau que nous avons faite ensemble, il y a bientôt quatre ans.

— Avouez que vous ne vous en souveniez guère, puisqu'il vous a fallu ce bouquet pour vous rafraîchir la mémoire.

— Avouez à votre tour, reprit-il, que vous avez fait tout ce que vous avez pu pour que je l'oublie.

Elle baissa les paupières, mit un doigt sur ses lèvres et regardant le jeune homme entre ses cils : — Chut! murmura-t-elle, ne parlons pas de cela... Si je me suis montrée trop sévère alors, ou plutôt trop raisonnable, convenez que les choses n'en ont que mieux tourné, — pour vous, du moins.

— Et pour vous? demanda Laurent d'un ton sarcastique.

Elle se renversa à moitié sur les coussins de sa chaise longue et couvrit ses yeux de l'une de ses mains : — Moi, soupira-t-elle, je me suis mariée, et le mariage sans communauté de goûts ni de pensées, sans intimité, sans enfans, ce n'est pas une chose bien gaie, croyez-le. — Elle s'arrêta : — Je vous demande pardon d'entrer dans ces détails et de vous entretenir de mes misères.

— Continuez, au contraire, reprit-il en se rapprochant d'elle, Sainte-Marie ne vous a-t-il donc pas aimée comme il le devait?

— Aimée! répéta-t-elle avec un sourire ironique, ce mot n'a rien à faire dans notre histoire... Croyez-vous, docteur, que les dévots sachent ce que c'est qu'aimer? Pour eux, l'amour c'est l'œuvre de chair, comme ils disent dans leur joli langage, c'est-à-dire une grossière défaillance... — Elle s'interrompit de nouveau, et sa figure prit une expression de dégoût. — Tout cela me fait rougir rien que d'y penser, et vous êtes la première personne à qui j'en parle.

Laurent insistait affectueusement pour qu'elle continuât. — Nous

autres médecins, insinuait-il, nous sommes quasi des confesseurs. — Elle se leva, fit un tour dans le salon, se pencha sur le bouquet de chèvrefeuilles et aspira longuement leur odeur vanillée, comme pour y puiser une sorte d'excitation qui l'encourageât à poursuivre ses confidences, puis elle vint se rasseoir tout près du docteur. — Oui, reprit-elle, votre profession vous rend témoin de bien des misères; mais vous n'êtes pas marié et vous ne pouvez pas savoir ce qu'a de pénible la vie commune de deux êtres, habitant le même toit, s'asseyant à la même table, et séparés dès le premier jour par des froissemens intimes auxquels rien ne peut plus remédier... M. de Brieulles du moins avait la ressource de ses études favorites, mais moi, désœuvrée de cœur et d'esprit, j'ai trouvé les heures mortellement longues, je vous en réponds!.. Oh! ces soirées d'hiver dans ce maussade logis du Neufour, avec ma tapisserie et mes regrets pour toute société, je les ai en horreur!

Elle s'arrêta, et sa main lissa doucement ses bandeaux luisans. Laurent l'écoutait, la regardait et subissait de nouveau la fascination qu'elle avait jadis exercée sur lui. On frappa légèrement à la porte, et la femme de chambre entra tenant une lampe dont le globe dépoli laissait filtrer une lumière assourdie; elle la posa sur une table, baissa les stores, fit tomber les rideaux et se retira avec la même allure discrète et silencieuse. Tous deux, comme intimidés par la lumière, se taisaient maintenant. Laurent contemplait avec un étonnement attendri cette femme qu'il avait aimée autrefois et à laquelle les confidences voilées qu'il venait de recevoir donnaient un renouveau piquant, où le charme de la jeune fille qui ignore l'amour se mêlait aux séductions savantes de la femme faite. Ses yeux allaient de la calme et mystérieuse figure de Berthe à ce corsage doucement soulevé où l'échancrure de la robe laissait entrevoir une peau blanche noyée dans un nuage de dentelle. Il suivait le manége de sa main potelée lissant ses bandeaux de cheveux noirs, il cherchait à deviner les contours arrondis de son corps souple sous les ondoiemens de l'étoffe. Ils étaient si près l'un de l'autre que les plis de la jupe très ample de Mme de Brieulles retombaient sur les genoux du docteur. Il sentait contre ses jambes le frôlement de la robe soyeuse, et dans cet enveloppement il perdait à chaque seconde un peu de son sang-froid; ses yeux se fermaient, sa tête tournait, et il n'osait plus parler de peur que l'étranglement de sa voix ne trahît le trouble où il était.

— Je suis sûre que je vous ennuie à vous entretenir si longtemps de mes chagrins, reprit tout à coup Berthe de sa voix câline, mais, puisque vous avez consenti à venir me voir, j'ai voulu d'abord vous faire pénétrer un peu au dedans de moi, afin que vous jugiez si

vous me trouvez encore digne de votre amitié... N'est-ce pas, vous ne m'en voulez plus?

Les mains de la jeune femme s'étaient posées sur le coussin, tout à côté de lui, en manière de déprécation. Il les prit pour toute réponse et les serra dans les siennes.

— Nous serons bons amis comme autrefois? continua-t-elle en le regardant entre ses cils baissés.

— Comme autrefois, répéta-t-il docilement, en serrant plus fort les deux mains prisonnières.

— Amis sans arrière-pensée mauvaise, sans exigences impossibles, dit-elle avec insistance.

— Oui, répondit-il d'une voix sourde, — puis, sans réfléchir qu'il donnait un premier coup de canif dans ce traité de pure amitié, il posa ses lèvres sur les deux mains qu'on lui abandonnait et les couvrit de baisers.

Elle le laissa faire sans se fâcher; elle tenait seulement ses yeux baissés et son sourire de sphinx continuait d'errer sur ses lèvres.

Il y eut un long silence. On entendait la chute lente de l'huile dans la lampe, le frissonnement des rideaux caressés par le vent de la nuit, le roulement sourd d'une charrette dans la campagne, et c'était tout. Les lèvres de Laurent ne pouvaient plus quitter les bras de Berthe. Tout à coup le vent apporta le tintement de l'horloge de Sermaize qui sonnait dix heures, et brusquement Mme de Brieulles dégagea ses mains captives.

— Il est tard, murmura-t-elle, et je ne veux pas scandaliser ma femme de chambre... Il faut que vous partiez... Vous passerez par le jardin.

Ils sortirent ensemble, et elle le guida à travers les allées assombries jusqu'à une petite porte à claire-voie qui ouvrait sur les champs. Là, elle voulut l'accompagner encore quelques minutes, et, sans presque parler, ils cheminèrent côte à côte sous le ciel plein d'étoiles. Quand ils eurent atteint le sentier qui rejoignait la route, elle lui tendit la main : — Bonne nuit! murmura-t-elle d'un ton où il y avait presqu'une intention ironique; — et rapidement elle regagna le jardin, tandis que Laurent s'engageait dans le sentier, en trébuchant comme un homme ivre.

XIII.

On était arrivé au 9 août, veille de la Saint-Laurent, une journée que le marquis de Rosières fêtait gaîment d'habitude en l'honneur de son saint patron, mais qui cette année menaçait de s'achever d'une façon fort maussade. Hormis Ambroisine, qui, à l'heure du

dîner, s'était présentée devant le marquis avec un gros bouquet de pieds d'alouette, personne ne lui avait souhaité sa fête, et il avait dîné seul, sans autre compagnie que sa mauvaise humeur. Sa sœur, Mme de Brieulles, visitait des amis à l'autre bout du département, Berthe prenait les eaux de Sermaize; Sainte-Marie, enfermé au Neufour et isolé dans ses méditations comme Siméon Stylite sur sa colonne, ignorait jusqu'au quantième du mois et au jour de la semaine. Le marquis, abandonné à lui-même, sirotait mélancoliquement un petit verre de kirsch, et poussait des soupirs en songeant aux gais anniversaires d'autrefois. Le long des murs lambrissés, les portraits des Rosières : sénéchaux de Lorraine et chevaliers de Saint-Hubert en costume de parade, chanoinesses de Poulangy et abbesses de Saint-Hould, semblaient compatir d'un regard éteint à la tristesse de leur dernier rejeton. — Jusqu'à Bastienne qui me néglige! grommelait M. de Rosières en secouant sa tête maintenant toute grise.

Comme pour faire repentir le marquis de cette accusation trop prompte, la porte s'ouvrit, et Mlle de Fierbois, chaussée de ses bottes fortes et coiffée d'un de ces vastes chapeaux de paille, surnommés dans le pays des *couvre-lessive*, fit son entrée, tenant en main trois roses paysannes nouées avec du gros fil. — Bonsoir, *filleu!* cria-t-elle de sa voix mâle, je te la souhaite bonne et heureuse!.. Bien que nous soyons ce soir en plein *soufflage*, je me suis échappée de la verrerie pour t'apporter mon bouquet. — Elle appliqua deux retentissans baisers sur les joues du marquis, et lui mettant les roses à la boutonnière : — Voilà qui est fait, continua-t-elle; maintenant comment cela va-t-il?

— Mal! répondit M. de Rosières en hochant la tête, Sainte-Marie devient de plus en plus fou, et sa femme court les champs... Voilà déjà quinze jours qu'elle est aux eaux de Sermaize.

— Dame, ton neveu est un si ennuyeux compagnon!.. C'est encore fort heureux qu'elle n'ait pas poussé jusqu'aux bains de mer.

— J'aurais mieux aimé cela... Je trouve ridicule qu'elle ait précisément choisi Sermaize, où habite ce cerveau brûlé de Laurent. Ils ont effeuillé jadis ensemble un brin d'amourette, et les mauvaises langues ne manqueront pas de dire qu'elle a été attirée là-bas par un goût de revenez-y...

— Fi donc! interrompit brusquement Mlle Bastienne, Laurent se moque bien de ta belle nièce. Il est amoureux d'une brave fille qu'il doit épouser cet automne, et je suis déjà invitée à sa noce... D'ailleurs, bien que je n'aie qu'une médiocre opinion de Berthe, je la crois trop égoïste pour se donner le tracas d'une passion défendue, et trop adroite pour se compromettre par de pures inconséquences.

— Vous raisonnez de cela comme un aveugle des couleurs, respectable marraine, s'écria M. de Rosières en tirant une lettre de sa poche; la vérité, car vous pensez bien que j'ai voulu en avoir le cœur net, ce n'est pas à un vieux singe comme moi qu'on apprend à faire des grimaces... la vérité, à ce que m'écrit un camarade qui a passé une saison là-bas, c'est que ma nièce de Brieulles fait trop parler d'elle dans cette grenouillère... On jase sur ses toilettes tapageuses, sur ses allures trop libres, et, sans formuler d'accusation précise, on flaire autour d'elle une vague odeur d'amoureux... Cela vous prête à rire, à vous, marraine?.. Bien obligé!

— Je ris, répliqua Mlle Bastienne, parce que je trouve plaisant qu'un coureur comme toi, qui a compromis des femmes à la douzaine, devienne un parangon de vertu sur ses vieux jours.

— Il ne s'agit pas de vertu! s'écria-t-il vexé, et je m'inquiéterais peu des frasques de la dame, si elle ne s'appelait pas Mme de Brieulles; mais, si large que j'aie la manche, je ne me soucie pas que mon futur héritier devienne... un mari grotesque; je ne veux pas que ma fortune et mon nom passent à des enfans qui n'auront de Brieulles que l'étiquette.

— *Filleu*, tu bats la campagne.

— Non, morbleu! Je connais les femmes et je sais qu'il y a des heures où leur vertu ne tient qu'à un fil.

— Impertinent!

Le marquis ne répondit que par un haussement d'épaules, et détourna la tête. Les gros yeux moqueurs de Mlle Bastienne le gênaient considérablement, et son regard ennuyé alla se fixer sur les portraits de famille accrochés aux murs; mais là aussi il ne rencontra que sourires narquois et œillades ironiques : les sénéchaux aux amples perruques et les chanoinesses droites dans leur corsage lacé semblaient se le montrer l'un à l'autre d'un air de commisération. Il se mit à tambouriner nerveusement sur la table. — Enfin, grommela-t-il, le vin est tiré, il faut le boire; mais du moins je veillerai à ce qu'on n'y mêle point de piquette.

— Mon garçon, dit Mlle de Fierbois en se levant pour prendre congé, il y a une providence qui nous force à tâter du vin que nous avons versé aux autres, et, piquette ou non piquette, il faut l'avaler jusqu'à la dernière goutte... Bonsoir!

Le lendemain, dès le matin, M. de Rosières s'en alla au Neufour. L'unique servante qui tenait le ménage de Sainte-Marie en l'absence de sa femme lui dit que M. de Brieulles était déjà dans son cabinet de travail; le marquis grimpa le froid escalier de pierre qui menait au premier étage, enfila un corridor humide et entra sans frapper dans la chambre où travaillait son neveu. Celui-ci, plongé jusqu'aux oreilles dans l'*Histoire de l'Ancien et du Nouveau Testa-*

ment de dom Calmet, n'entendit même pas son oncle s'approcher et ne releva la tête que lorsque M. de Rosières, fermant vivement l'in-folio posé sur le pupitre, s'écria : — Assez bouquiné pour aujourd'hui, j'ai à te parler de choses sérieuses!

Sainte-Marie, qui était très nerveux, bondit sur son fauteuil et regarda le marquis d'un air effaré. Depuis trois ans passés, il avait notablement vieilli, des fils gris se montraient déjà dans sa chevelure négligée; ses yeux s'étaient creusés et sa maigre figure, ornée d'une barbe de trois jours, avait une expression plus chagrine et plus maladive encore qu'autrefois. — Ah! mon oncle, balbutia-t-il, vous m'avez effrayé... Que se passe-t-il donc?

— Bonjour! continua M. de Rosières en débarrassant un escabeau chargé de livres et en s'y asseyant, as-tu des nouvelles de ta femme?

Sainte-Marie fit un demi-tour sur son fauteuil et lançant à son oncle un nouveau regard effarouché : — Non, répondit-il, pas depuis quinze jours; du reste, je n'en attendais pas.

— Ah!.. quand se propose-t-elle de rentrer au Neufour?

— Je ne sais,... ou, du moins, rien n'est encore arrêté à cet égard.

— Et cela t'arrange, cette situation de mari *in partibus?*

— Mon oncle, repartit Sainte-Marie en rougissant, vous connaissez mes goûts et mes occupations... Je ne crains pas la solitude.

— Oui, je sais, vous autres maris, vous êtes tous les mêmes, vous vous imaginez qu'il y a pour vous une grâce d'état.

— Que voulez-vous dire?

— Je dis, morbleu! que ta façon de vivre avec Berthe est ridicule!.. Je dis que tu joues gros jeu en négligeant de la sorte une femme jeune, jolie et fort appétissante, ma foi!

— Mon oncle, Mme de Brieulles connaît ses devoirs.

— Dans ce cas, elle est plus avancée que toi, car tu ne connais pas les tiens... Prends garde! la femme est fragile, le diable est fin, et il ne faut pas badiner avec ces choses-là, mon garçon!

— Expliquez-vous, murmura Sainte-Marie d'une voix sourde, croyez-vous Mme de Brieulles capable de se mal conduire?

— Je ne dis pas cela, se hâta de répondre prudemment le marquis, je te trouve philosophe, voilà tout. — Il fit deux ou trois tours dans la chambre, se gratta le front, puis revenant à la charge : — Seulement, ajouta-t-il, si tu t'accommodes de cette vie-là, moi, je n'y trouve guère mon compte. En te mariant, j'avais espéré que ta femme et toi vous me feriez une compagnie pour mes vieux jours, et je suis seul plus que jamais... Hier, c'était ma fête, et je n'ai pas vu un chat... Crois-tu que ce soit gai?

— Ah! mon oncle, s'écria Sainte-Marie confus, j'aurais dû me

souvenir de cet anniversaire et aller vous rendre mes devoirs... Je suis impardonnable, et ma maudite distraction me joue à chaque instant de ces tours.

— Oui, dès que tu as le nez dans tes livres, le reste du monde n'existe plus... Pour ce qui est de moi, passe encore, mais ta femme!.. Tu as à côté de toi une créature charmante, et tu l'oublies pour faire les yeux doux à tes bouquins?.. Sacrebleu! quand on est marié, on songe un peu moins aux pères de l'église et un peu plus à sa femme; on ne fait pas de livres, mais on fait des enfans... Depuis trois ans, est-ce que je ne devrais pas déjà avoir autour de moi une paire de petits-neveux braillards et réjouissans qui rendraient un peu de vie à ma maison du Bois-des-Penses?

— Vous avez raison, soupira Sainte-Marie, dont la figure se rembrunit, mais cela n'a pas dépendu de moi.

— Comment? s'exclama le marquis, et de qui diantre alors veux-tu que cela dépende? Du Grand Turc?

— Je m'explique, reprit Sainte-Marie en baissant les yeux et en rougissant; dès les premiers jours de notre mariage, et sans que l'un de nous puisse positivement en accuser l'autre, certains malentendus ont amené entre Mme de Brieulles et moi un refroidissement qui n'a fait que s'accroître depuis...

— Les bras me tombent, ma parole! murmura le marquis en entendant cette étrange confession, et vous avez passé ainsi trois ans à vous bouder?

— Que voulez-vous? Elle est fière et peu expansive, moi je suis ombrageux et sauvage comme les gens timides; nous n'avons su ni l'un ni l'autre oublier certaines choses blessantes, et, au lieu de diminuer avec le temps, le vide s'est élargi.

— Tu es un maladroit! s'écria M. de Rosières, il faut que cela finisse, ou je me fâcherai à mon tour.

— Dieu m'est témoin que je le désirerais de grand cœur, mais je crains qu'il ne soit trop tard.

— Allons donc! Est-ce que tu entends quelque chose à l'humeur des femmes?.. Ne me parlez pas des gens qui arrivent au mariage avec leur robe d'innocence... Veux-tu parier qu'en deux jours je fais entendre raison à Berthe et je te raccommode avec elle? Voyons, me donnes-tu pleins pouvoirs?

— Ce que vous ferez sera bien fait, mon oncle, répondit évasivement Sainte-Marie.

— A la bonne heure!.. Demain soir, je serai à Sermaize et je réparerai tes maladresses... Je t'écrirai dès que ton affaire sera arrangée, mais tu vas me promettre de monter en voiture, sitôt ma lettre reçue, et d'accourir près de ta femme.

— Je vous le promets.

— En ce cas, à bientôt!.. Surtout plus de distractions, sinon je te déshérite.

Le lendemain au petit jour, ainsi qu'il l'avait dit, le marquis filait dans la direction de Sermaize.

Tandis que ces choses se passaient aux Islèttes, Laurent subissait de plus en plus la troublante fascination de Berthe de Brieulles. Elle employait pour le charmer et le retenir un procédé qui est infaillible, mais dont l'application exige un sang-froid et des raffinemens de coquetterie qui ne sont pas au pouvoir de toutes les femmes. Ce secret consistait à souffler alternativement le froid et le chaud sur l'amour de Laurent, à calculer mathématiquement le moment psychologique où la résistance la plus sévère doit succéder aux concessions les plus compromettantes. Berthe était merveilleusement organisée pour cette manœuvre; à la fois provocante et froide, attirante et décevante, elle savait s'avancer jusqu'à l'extrême bord du précipice et s'arrêter à temps. Elle avait des regards, des gestes, des mots d'une câlinerie adorable pour entraîner Laurent dans le plein courant de la passion, puis, lorsqu'il était plongé dans un voluptueux bain de séductions et qu'il croyait n'avoir plus qu'à étendre les bras pour être heureux, la sirène lui glissait adroitement entre les mains, et le rejetait tout meurtri à la côte. Ce manége se renouvelait chaque soir, et chaque fois le docteur s'en allait ayant laissé les choses au même point, mais plus enflammé et plus enragé à poursuivre la conquête de ce bonheur toujours promis et toujours refusé. Parfois, quand il s'en revenait dépité, honteux du rôle qu'il jouait, il faisait un retour sur lui-même, et tout à coup, comme un blanc fantôme, devant lui se levait l'image de Valentine, la pure Valentine, si sincère, si naturellement et candidement chaste. Il se jugeait alors si indigne d'elle, qu'il rougissait de mêler cet honnête souvenir aux désirs qui l'obsédaient, et, plutôt que de le profaner, il s'interdisait d'y arrêter sa pensée. Le lendemain, un sourire de Berthe, une demi-promesse qu'elle faisait reluire adroitement à travers un tissu de réserves et de réticences, le ramenaient à l'Espailleraie plein d'espérance et d'audaces nouvelles. Elle le prenait d'ailleurs par les côtés faibles de sa nature sensualiste et naïvement éprise de tout ce qui est luxe, élégance et confortable. Sous ce rapport, Laurent était resté très enfant; au fond de lui on retrouvait toujours le collégien amoureux des riches étoffes soyeuses, curieux de tous les raffinemens de la civilisation mondaine. Berthe le séduisait non-seulement par ses grâces enjôleuses et sa beauté, mais aussi par ses manières de patricienne, l'art de ses toilettes longuement étudiées, l'exquise recherche de son linge, l'atmosphère embaumée où elle vivait et où on respirait un parfum de distinction et

d'aristocratie. Il se jurait qu'il posséderait cette capricieuse créature dont les résistances habilement calculées devenaient un appât sans cesse plus attirant, et à laquelle cette quasi-virginité conservée après trois ans de mariage donnait une saveur et un charme étranges.

Une après-midi, il se trouvait seul avec Mme de Brieulles dans le boudoir où régnait un mystérieux demi-jour, et il recommençait pour la dixième fois ce siége que Berthe savait toujours faire lever à propos. Ce jour-là, il y mettait une opiniâtreté désespérée; la jeune femme, rendue plus faible par l'étouffante chaleur d'août et peut-être aussi par l'entraînante éloquence de Laurent, semblait à demi vaincue, quand un coup de sonnette retentit à la grille, un dialogue animé bourdonna dans le vestibule, et la soubrette, frappant discrètement avant d'entrer, vint annoncer à sa maîtresse que le marquis de Rosières était à la porte avec ses bagages. Au nom de M. de Rosières, Laurent avait pâli et s'était levé brusquement. Il se trouvait dans une position fort embarrassante, ne pouvant sortir sans se jeter dans les jambes de son père, et risquant, s'il restait, de voir l'impétueux marquis entrer tout à coup dans le boudoir. Berthe, après un rapide froncement de sourcils, avait repris immédiatement son sang-froid. D'un geste et d'un regard, elle intima à Laurent l'ordre de ne pas bouger, et, refermant la porte sur lui, elle s'élança au-devant de M. de Rosières. Il était temps: déjà le pas pesant et la voix joviale du marquis résonnaient dans l'antichambre. — Bonjour, belle nièce, s'écria-t-il, je vous surprends, n'est-ce pas?.. Je n'ai pas voulu brûler Sermaize sans vous embrasser et vous donner des nouvelles de Sainte-Marie... Pouvez-vous me garder ici deux ou trois jours?.. A mon âge, on n'est plus compromettant, et je vous promets de n'être pas un oncle fâcheux.

Elle l'avait fait entrer dans le salon contigu au boudoir, pendant qu'elle donnait des ordres pour qu'on lui préparât une chambre. Laurent entendait les moindres mouvemens de M. de Rosières : le cliquetis de ses breloques, qu'il faisait sauter en marchant, et le tintement argentin de la cuiller dans le verre où il se fabriquait un grog. Le docteur se tenait coi dans son fauteuil, n'osant pas même allonger ses jambes, bien qu'il fût agité par des impatiences nerveuses. Pour son propre compte, il n'était que médiocrement ému de la possibilité d'une rencontre et d'une explication avec son père; mais il comprenait que, dans l'intérêt de Mme de Brieulles, il fallait que sa présence restât ignorée, et il s'efforçait de retenir son souffle et de rester dans son fauteuil, immobile comme une figure de cire. Cette nécessité de se dérober ainsi qu'un malfaiteur, cette cachotterie ménagée avec la complicité tacite de la femme de chambre, avaient

un air de supercherie qui l'humiliait et lui répugnait. A la fin, on vint annoncer au marquis que son appartement était prêt, et il monta au premier étage. Dès qu'il fut installé, Mme de Brieulles accourut : — Il faut partir, murmura-t-elle à Laurent, venez ! — Elle lui saisit la main, le guida à travers un cabinet de toilette et lui fit prendre un escalier de service qui aboutissait à la cuisine placée dans le sous-sol. — Vous vous esquiverez par le jardin, continua-t-elle, hâtez-vous, et une fois chez vous, ne vous montrez à personne pendant que le marquis demeurera ici... Ce sera l'affaire de trois jours, et je vous préviendrai de son départ... A bientôt, soyez prudent !

Elle rentra précipitamment, et Laurent s'éloigna le plus discrètement qu'il put; sa retraite néanmoins ne s'opéra pas assez rapidement pour qu'elle passât inaperçue. Le marquis, qui était venu chez sa nièce pour tout étudier de très près, avait déjà commencé son rôle d'observateur et se tenait tapi derrière les jalousies de sa fenêtre, qui dominait le jardin. Il vit fuir à travers les massifs un inconnu dont il remarqua la tournure jeune et la toilette soignée : — Ouais ! se dit-il, d'où sort ce pèlerin ? Voilà qui est équivoque et qui sent terriblement le fruit défendu... Enfin je suis dans la place, et on sera bien fin si on vient à bout de me jeter de la poudre aux yeux.

Son premier projet avait été de faire jaser la soubrette, mais il réfléchit sagement que, tout en se laissant corrompre, cette fille, qui avait l'air d'une rusée matoise, n'hésiterait pas à prévenir sa maîtresse. Il renonça à mettre un tiers dans son secret et résolut de s'en tenir à ses propres observations. Il ne changea rien à ses façons rondes et joviales, mais ne quitta plus sa nièce et ne perdit pas un de ses mouvemens. Pendant deux jours, il en fut pour ses frais et ne découvrit rien d'irrégulier. Mme de Brieulles ne sortait qu'avec lui et ne recevait personne. A la promenade, à la source, au casino, le marquis ne remarqua aucune figure suspecte; les baigneurs étaient pour la plupart des hommes mûrs et peu dangereux, et Laurent restait invisible. Alors le marquis s'avisa d'une ruse qui réussit presque toujours. Un matin, il annonça qu'il repartirait le lendemain pour Châlons par le train de midi. — S'il y a un amoureux, pensait-il, et je suis sûr qu'il y en a un, ma nièce ne manquera pas de lui écrire pour lui annoncer le départ de l'oncle trouble-fête; maintenant ouvrons l'œil et tâchons de connaître le contenu de la lettre... — Il redoubla de surveillance. Après le déjeuner, Berthe lui demanda la permission de le quitter pour s'occuper de sa toilette. — Ne vous gênez pas, ma mignonne, dit le marquis en prenant son air bonhomme; pendant ce temps, je vais m'étendre sur le divan du salon et faire un bout de sieste.

Le salon n'était séparé du boudoir que par une porte qui restait ouverte et dont les portières étaient baissées. Au bout de quelques minutes, M. de Rosières, qui avait l'oreille fine, crut distinguer le léger grincement d'une plume sur un papier satiné. — Bon! songea-t-il, la voici sans doute qui rédige un billet doux pour l'amoureux. — Il s'agenouilla avec précaution sur le divan, tendit le cou, et, par un interstice des portières, vit sa nièce assise, un buvard sur les genoux, et occupée à écrire hâtivement.

M. de Rosières se pelotonna de nouveau sur le divan, et d'une voix pateline : — Ma chère Berthe, cria-t-il, le sommeil est rebelle; n'auriez-vous pas dans votre bibliothèque quelque livre qui m'aiderait à le faire venir?

Les livres étaient au premier, et Mme de Brieulles, plus que jamais désireuse de complaire à son oncle, se hâta d'aller quérir le volume demandé. Dès qu'elle fut dehors, le marquis se glissa dans le boudoir désert. Le buvard était posé sur un guéridon, M. de Rosières l'ouvrit sans scrupule, aperçut la lettre inachevée et la parcourut en un clin d'œil. Elle était courte, mais elle lui apprenait tout ce qu'il voulait savoir : — « Enfin, écrivait Berthe, le marquis part demain par le train de midi, et votre réclusion va avoir un terme. Je vous attendrai demain soir, à huit heures... Venez, comme d'habitude, par la petite porte du jardin... » — Le marquis étouffa un juron, replaça précieusement la lettre dans les feuillets du buvard qu'il referma, et revint s'étendre hypocritement sur ses coussins, où Berthe le trouva à demi assoupi. Elle lui apportait *Werther*. — Un roman allemand! murmura son oncle, voilà mon affaire, et je vais tout à l'heure dormir à poings fermés...

Lorsqu'il eut la certitude que sa nièce était absorbée par sa toilette, il quitta la place, monta chez lui, et écrivit à son tour à Sainte-Marie : — « Dès que tu recevras cette lettre, prépare ton sac sans perdre une minute, fais-toi conduire dare, dare, à Sermaize, et viens surprendre ta femme qui sera enchantée de te recevoir. » Puis il descendit en tapinois et gagna le village. Dix minutes après, il était à la poste et jetait sa lettre dans la boîte, après s'être assuré qu'elle arriverait le lendemain matin à destination. — Et maintenant, mes tourtereaux, murmura-t-il, je vais faire en sorte de couper sur pied vos belles amourettes!

Il ne quitta point Berthe du reste de la journée, fut charmant, bon enfant, et joua si bien son rôle que pas une minute il ne vint à l'esprit de la jeune femme que cet évaporé de marquis eût le moindre soupçon de son intrigue. Le lendemain matin, il l'accompagna à la source, déjeuna gaîment et, après l'avoir tendrement embrassée, se rendit à la gare, où il prit un billet pour la station de Blesmes, qui est la seconde entre Sermaize et Vitry. Une fois là, il

attendit patiemment le train du soir, étendu sous la marquise du buffet, lisant son journal et se fabriquant des grogs. De temps en temps il tirait sa montre, et se livrait à des calculs sur l'heure probable de l'arrivée de Sainte-Marie. — Il y a, se disait-il, dix lieues des Islettes à Sermaize; Sainte-Marie a reçu ma lettre ce matin, et en supposant qu'il ne soit parti qu'après midi, il ne lui faudra guère que six heures pour faire le trajet; ajoutons une heure pour laisser souffler le cheval, il sera ce soir chez sa femme entre huit et neuf... Moi, pendant ce temps, je me chargerai de l'amoureux. — Quel pouvait être ce galant qu'on cachait avec tant de soin?.. Laurent?.. Mais, d'après Mlle Bastienne, il était à la veille de se marier. Aux yeux du marquis, cette objection-là ne valait pas grand'chose; toutefois l'hypothèse d'une intrigue entre sa nièce et son fils naturel était si déplaisante, que M. de Rosières cherchait à la rejeter le plus loin possible. — Enfin, nous allons bien voir! s'écria-t-il, lorsqu'après avoir repris le train de sept heures, il débarqua une demi-heure plus tard à Sermaize. — Le jour commençait à baisser, il suivit un sentier à travers champs et alla se poster au beau milieu de la haie de sureaux qui formait de ce côté la clôture de l'Espailleraie. La soirée était très calme, un peu humide, et on entendait de temps en temps la note grêle des rainettes qui sautillaient dans les prêles des talus. Huit heures sonnèrent lentement à l'horloge de Sermaize. — Attention! se dit le marquis...

Laurent avait passé ces trois journées de réclusion dans un état de malaise à la fois physique et moral. Il était très morose, très surexcité, dormait mal et ne mangeait plus. Cette agitation avait fini par réagir sur sa santé : il souffrait de violens maux de tête et avait de brusques saignemens de nez qui, en d'autres temps, l'eussent inquiété; mais sa pensée était tellement tendue vers le moment où il pourrait revoir Mme de Brieulles qu'il ne s'occupait guère d'aussi prosaïques détails. La joie qu'il éprouva en recevant le billet de Berthe lui fit oublier tout le reste. A l'heure indiquée, il sortit de sa maison. La nuit était tout à fait tombée, et le jeune docteur marchait d'un pas précipité dans le sentier étroit qui serpentait vers la petite porte du jardin. Tout en foulant d'un pied nerveux les menthes, dont les tiges écrasées répandaient dans la nuit leur odeur poivrée, il songeait que cette fois il ne sortirait de l'Espailleraie qu'après avoir vaincu les résistances de Berthe. Elle se jouait de lui depuis assez longtemps et elle lui devait bien ce dédommagement pour ces trois mortelles journées, pendant lesquelles il avait mordu son frein silencieusement... Il était arrivé près de la haie des sureaux, et il tâtonnait pour trouver le loquet de la petite porte à claire-voie, quand du milieu des branches vertes une vague forme

masculine se glissa entre lui et la clôture. En même temps une voix sonore, dont il reconnut immédiatement les intonations familières, lui dit : — Un instant, mon cher monsieur, causons d'abord tous les deux, s'il vous plaît!

Laurent tressaillit et recula de quelques pas, de sorte que sa figure, se dégageant de l'ombre des sureaux, apparut sous le ciel plus clair et se détacha assez nettement pour permettre au marquis de voir à qui il avait affaire.

— Laurent! s'écria-t-il. Comment, sacrebleu! c'est toi qui me forces à faire un pareil métier?.. Viens-t'en, ta place n'est pas ici!

— Qu'en savez-vous et de quoi vous mêlez-vous? répondit le jeune homme d'une voix sourdement irritée, je suis médecin, Mme de Brieulles m'a appelé chez elle, et j'y vais... Prétendez-vous m'empêcher d'exercer ma profession?

— Ne te moque pas de moi! riposta M. de Rosières, tu es amoureux de ma nièce, je le sais, et tu vas à un rendez-vous.

— Et quand cela serait! répliqua ironiquement le docteur, vous qui avez eu une jeunesse orageuse, vous devriez être plus charitable pour les autres, et vous souvenir qu'il n'est pas de bon ton de déranger les gens en pareille circonstance.

— Morbleu! il ne s'agit pas de plaisanter... Je ne suis pas un ange et je comprends très bien que tu cherches à t'amuser, mais encore, il y a des choses qu'on doit respecter... Voyons, sois de bonne foi, n'y a-t-il pas assez de jolies femmes au monde sans que tu ailles précisément porter le trouble dans le ménage de mon neveu, c'est-à-dire dans ta propre famille?

— Ma famille! répondit Laurent avec un accent amer, c'est vous qui plaisantez, monsieur! Vous oubliez que votre famille n'est pas la mienne.

— Mais enfin, reprit M. de Rosières déconcerté, Sainte-Marie a été ton ami, tu lui as serré la main, ne te fais-tu pas scrupule de lui prendre sa femme?..

— Aviez-vous de ces scrupules-là quand vous étiez à mon âge?

— Oui, monsieur!.. s'exclama le marquis, j'ai fait des folies, c'est possible, mais je respectais les femmes mariées, moi, je ne troublais pas les ménages...

— Vous préfériez troubler le cœur des filles crédules dont vous gâtiez la vie à jamais. Croyez-vous cela plus moral? mais ce n'est pas l'heure de récriminer... Je ne m'occupe pas de vos affaires de conscience, ne vous mêlez pas des miennes!.. Ceci dit une fois pour toutes, veuillez me livrer passage, il est tard, et je suis pressé.

— Tu es fou! Tu oublies que je suis l'oncle de Sainte-Marie!..

— Eh! monsieur, votre neveu est assez grand pour se protéger

lui-même... Je verrai ce que j'aurai à faire quand je le trouverai en face de moi.

En même temps, Laurent avait saisi le loquet et se disposait à le soulever. Ses dernières paroles rappelèrent au marquis que Sainte-Marie allait arriver, et qu'une fois Laurent entré à l'Espailleraie, ce mari auquel il avait mis lui-même la puce à l'oreille et qu'il avait fait venir en hâte de Neufour surprendrait Berthe et l'amoureux docteur en tête-à-tête flagrant. Et ce serait lui qui aurait mis aux prises son neveu et son propre fils!.. En un clin d'œil, le scandale qui s'ensuivrait, et qui sait? peut-être le drame déshonorant qui en serait la conclusion, se peignirent à grands traits dans son imagination. Il s'élança sur Laurent, et lui empoignant le bras : — Mille diables! s'écria-t-il, tu n'entreras pas, je te le défends; après tout, je suis ton père!

— Mon père! repartit Laurent, vous êtes-vous jamais montré digne de ce nom-là?.. Il faut que l'honneur de votre famille et votre intérêt soient en jeu pour que vous daigniez vous en souvenir... Eh bien, il est trop tard, et je ne vous connais pas... Laissez-moi!

Et repoussant rudement M. de Rosières, il ouvrit la porte; une fois entré, il la verrouilla soigneusement à l'intérieur, puis il disparut derrière les massifs. Après avoir secoué en vain les barreaux de la porte impitoyablement fermée, le marquis, la mine penaude, regarda Laurent s'enfoncer dans l'ombre du jardin. Malgré sa mauvaise humeur, il ne pouvait s'empêcher d'admirer la fougue avec laquelle le jeune docteur se précipitait dans cette aventure. L'emportement passionné de ce garçon de vingt-huit ans avait réveillé en lui le vieil homme, et il était quasi fier de retrouver son sang de mauvais sujet dans les veines de son fils. — Quel enragé! maugréait-il d'un ton à la fois furieux et admiratif, et comme c'est moi! comme je me reconnais!.. A son âge, j'aurais absolument agi de la même façon!..

Tout à coup il se frappa le front : — Sacrebleu! et mon nigaud de neveu qui trotte sur le chemin de Sermaize!.. Il faut à tout prix que je l'empêche d'arriver jusqu'à sa femme!..

Il se secoua et courut vivement dans la direction de la route qui conduisait à l'Espailleraie.

André Theuriet.

(La dernière partie au prochain n°.)

LES SOUVENIRS

DU

CONSEILLER DE LA REINE VICTORIA

IX [1].

LES RÉVOLUTIONS DE 1848.

I.

Le jugement que les hommes d'état anglais ont porté sur les mariages espagnols renferme deux accusations distinctes, l'une morale, l'autre politique, accusations de valeur très inégale, mais qui se sont perpétuées jusqu'à nos jours avec la même passion et la même persistance. Suivant l'une, la conduite du roi des Français en 1846 n'a pas été conforme à l'honneur; suivant l'autre, cette affaire que la morale réprouve a engagé Louis-Philippe dans une voie qui devait aboutir à la catastrophe de 1848.

Un récit impartial des faits nous a permis de rétablir la vérité sur le premier point. Pour qui examine sans prévention toutes les péripéties de l'imbroglio, il est évident que l'honneur n'est point en cause. Si le roi des Français a dévié de sa ligne, comme il le reconnaît sans détour, c'est qu'il y a été contraint malgré lui par les déviations de la politique anglaise. Or, quel est l'auteur de ces déviations? Lord Palmerston et nul autre, nous l'avons montré preuves en main. Il n'y a dans tout cela qu'un changement de ministère à

[1] Voyez la *Revue* du 1er janvier, du 1er février, du 1er mars, du 1er mai, du 15 août, du 1er novembre et du 1er décembre 1876 et du 15 mars 1877.

Londres avec les conséquences qui devaient en résulter. Des deux côtés, l'honneur est sauf.

Quant au second point, il est difficile de ne pas être frappé des sentimens unanimes de l'Angleterre et de ne pas y voir un sujet de réflexions sérieuses. Est-il vrai, comme l'ont pensé les membres les plus éminens du parlement d'Angleterre, comme ils persistent à le penser aujourd'hui, que l'affaire des mariages espagnols ait été, non pas directement, mais par ses conséquences infaillibles, une des causes principales de la chute du roi Louis-Philippe? Cette opinion, qui n'a pas cours en France, est aux yeux des Anglais une vérité indiscutable. A présent même que les colères de 1846 sont depuis longtemps éteintes, on ne traite pas ce sujet chez nos voisins sans expliquer de cette manière la révolution de février. C'est un point acquis à l'histoire, c'est un article de foi. Le baron de Stockmar ne fait que résumer les idées des hommes d'état de l'Angleterre, lorsqu'il expose dans ses écrits la philosophie d'une catastrophe qui a ébranlé pour longtemps la société européenne. Il était de ceux qui, sans nulle amitié pour la France, sans nulle sympathie pour le roi des Français, désiraient dans l'intérêt de l'Europe l'établissement solide de la monarchie de juillet. Il n'avait jamais eu de goût pour le gouvernement de la restauration. De 1814 à 1830, il avait plus d'une fois visité la France, examiné de près la marche des affaires, étudié les hommes d'état, interrogé l'esprit public, et s'était convaincu, — nous répétons ses paroles, — que ce gouvernement, pris dans son ensemble, était « un gouvernement sans intelligence comme sans droiture, un gouvernement immoral appliqué sans cesse à fausser la constitution. » La révolution de 1830 lui était donc apparue comme une délivrance, non-seulement pour la France, mais pour l'Europe. C'était la fin d'une politique funeste. On pouvait espérer, dit-il, que le nouveau roi et ses ministres, instruits par les circonstances, comprendraient la tâche imposée à leur patriotisme. Il s'agissait de transformer la charte de 1814 en une constitution appropriée au génie de la France et de la pratiquer loyalement, consciencieusement, sans s'écarter jamais ni de sa lettre, ni de son esprit.

Stockmar se demande si le roi Louis-Philippe était bien l'homme qui convenait à ce rôle. « Dans le commencement, dit-il, on put le croire; la suite des choses a montré le contraire. » L'habile observateur prétend même avoir découvert les principes qui dirigeaient la conduite du roi des Français, bien que le roi, à ce qu'il prétend, n'éprouvât pas le besoin de se conduire d'après des convictions arrêtées. Aussi n'étaient-ce pas précisément des principes, des règles de conduite méditées avec soin comme les quatre règles du *Discours de la méthode*, c'étaient surtout des instincts, des entraînemens,

associés à une confiance illimitée dans sa propre sagesse. Ces principes qu'un instinct confiant avait suggérés au roi, Stockmar les résume ainsi : « 1° La France ne pouvait être gouvernée qu'avec un régime constitutionnel ; il fallait donc de toute nécessité qu'il gouvernât de cette manière; 2° ce qui avait causé la chute de son prédécesseur, c'était son ignorance de l'esprit du temps et du caractère des Français, comme aussi son inhabileté à diriger la France d'aujourd'hui ; 3° il possédait, lui, et cette connaissance et cette habileté dans un degré supérieur; il avait même une science politique plus profonde, une expérience plus complète que celle de tous les personnages dont il pourrait composer son ministère. » De ces trois articles de foi, les deux derniers, qui heurtaient violemment le premier, le détruisaient par avance. C'était comme un poids énorme qui faisait tout dévier. Le roi devait donc être nécessairement entraîné vers l'abîme, à moins que des ministres fidèles à leur devoir n'eussent le courage de lui opposer un obstacle au nom de la constitution.

Tout ce chapitre des *Mémoires* de Stockmar est rempli de leçons inattendues. On répète souvent chez nous, pour expliquer nos révolutions périodiques et l'impuissance où nous sommes de constituer la liberté véritable, que la France ne saurait être comparée sur ce point à l'Angleterre, tant il y a de différences dans le tempérament des deux peuples. L'Angleterre est le domaine de l'aristocratie, la France est un foyer démocratique. L'esprit anglais est politique, par conséquent sensé, pratique, jugeant tout au point de vue des cas qui se présentent et se défiant des axiomes; l'esprit français est antipolitique : logicien à outrance malgré son scepticisme apparent, il n'aime que les principes généraux, les vérités universelles, et il y a des jours où on le dirait emporté à la recherche de l'absolu. L'Anglais ne travaille que pour lui-même, le Français est toujours prêt à faire des expériences pour le genre humain. La passion anglaise, c'est l'amour de la liberté, de toute la liberté possible ; la passion française, c'est le rêve de l'égalité impossible. L'un poursuit constamment des réalités; l'autre semble condamné à poursuivre éternellement des chimères. Le parallèle pourrait se continuer longtemps, il présenterait toujours le même contraste. Avec des tempéramens si opposés, il était naturel que les deux peuples eussent des destinées toutes différentes. Les révolutions d'Angleterre ont fini par donner à la nation britannique une vie politique libre et forte, tandis que nos révolutions, ramenant toujours l'anarchie, ramènent toujours la dictature.

Combien de fois ces pensées n'ont-elles pas tourmenté les hommes de notre âge ! combien de fois n'ont-elles pas fait naître chez ceux-ci une sorte de découragement, inspiré à ceux-là des

protestations généreuses, tandis que d'autres, s'accommodant sans peine de la situation, déclaraient le problème résolu! Ces derniers allaient jusqu'à dire que la révolution française, indifférente à la liberté politique et occupée seulement de l'égalité civile, avait atteint son but dans le code Napoléon. Nous savons tous avec quelle dialectique Charles de Rémusat a réfuté ici même ces doctrines désolantes (1), avec quelle force Edgar Quinet les a condamnées et dans sa *Philosophie de l'histoire de France* (2) et dans son livre sur la révolution. Eh bien, Stockmar ne s'arrête même pas un instant à l'examen de cette controverse; la théorie des tempéramens nationaux, qu'elle soit vraie ou fausse, ne lui paraît ni une explication ni une excuse. Si la France n'a pas encore réussi à établir un gouvernement constitutionnel assez fort pour surmonter les épreuves, ce n'est pas à l'incapacité politique de la nation qu'il faut attribuer ces échecs, c'est à la faiblesse des hommes d'état. Les révolutions de la France monarchique au XIXe siècle, particulièrement la plus funeste de toutes, la révolution du 24 février 1848, n'ont pas eu d'autre cause. Pendant tout le règne de Louis-Philippe, la France n'a jamais possédé ce qui est l'organe vital de tout état constitutionnel, un ministère capable de comprendre et d'exercer les droits que donne la responsabilité.

Quoi! jamais! de 1830 à 1848, il n'y a pas eu un seul homme d'état qui ait compris ses devoirs et exercé ses prérogatives de ministre parlementaire! Stockmar excepte Casimir Perier, et *peut-être aussi* le comte Molé (3); à tous les autres, même aux plus illustres, il refuse absolument l'intelligence du droit constitutionnel. S'ils avaient compris ce qui est l'essence même de ce droit, ils eussent sauvé le souverain en lui résistant. Rejeter telle ou telle faute sur le caractère du roi, comme l'ont fait certains ministres, ou du moins leurs amis, après la catastrophe de 1848, c'est montrer la plus profonde ignorance des conditions du système. Les ministres, dans le système constitutionnel, sont précisément là pour empêcher qu'aucune faute, aucun échec, puisse être imputé au souverain. Faire que la fiction de l'infaillibilité royale devienne une vérité, voilà leur première tâche; sans cela une monarchie constitutionnelle différerait assez peu de la monarchie absolue; elle aurait une physionomie plus légale, plus libérale, elle sauverait les apparences, mais le fond serait le même, ou à peu près. Est-ce qu'un roi intelligent, expéri-

(1) Voyez dans la *Revue* du 1er avril 1863 l'étude intitulée : *Démocratie et liberté*; voyez aussi dans le n° du 15 novembre 1869 : *le But politique de la Révolution française.*

(2) Voyez la *Revue* du 1er mars 1855.

(3) « Casimir Perier ausgenommen und vielleicht Molé. » — *Denkwürdigkeiten aus den Papieren des Freiherrn Christian Friedrich Stockmar*, p. 474.

menté, esprit vif et plein de ressources, n'est pas spontanément enclin à faire prévaloir ses vues dans toutes les questions importantes? Est-ce que ce n'est pas une conséquence des dons brillans qu'il a reçus? et se peut-il qu'on lui en fasse un crime? Non, certes; mais en profitant de ces dons mêmes, en profitant de ces richesses naturelles d'un esprit supérieur, les ministres doivent prévenir les cas où elles deviendraient un danger public. Si les ministres cèdent toujours aux volontés du roi, eux qui sont mieux placés pour voir se former et s'accroître les mécontentemens, le jour où la politique du gouvernement a contre elle la majorité du pays, ce n'est pas un ministère qui est renversé, c'est une dynastie qui s'écroule.

Ces tentations d'excéder le droit souverain peuvent venir à tous les chefs d'état, aux sages comme aux fous, aux prudens comme aux téméraires. Peut-être même viennent-elles plus souvent à ceux qui ont le plus conscience de leur mérite. C'est précisément pour cela que, dans un état constitutionnel bien ordonné, la vigilance des ministres ne doit jamais faillir. L'Angleterre a donné sur ce point une longue suite d'exemples qu'on ne saurait assez méditer. Son histoire parlementaire, depuis le commencement du XVIIIe siècle, forme le plus étrange contraste avec la nôtre. Les rois de la maison de Brunswick ont eu beau commettre les fautes les plus graves, la dynastie a traversé toutes les épreuves. Et quelles épreuves! des humiliations, des désastres, les plus terribles coups de la fortune. Nous ne parlons pas des deux premiers George, ces Tudesques si peu sympathiques et auxquels il fallut arracher une à une les libertés nationales: qu'on se rappelle seulement le règne de George III. Malgré la lutte des partis, malgré les violences de la polémique, de cruelles calamités ont frappé le pays sans donner aucune prise aux fureurs populaires. Ni la guerre d'Amérique, ni la perte des colonies à jamais séparées de la métropole, ni la fondation de cette grande république protégée par la gloire d'un Washington, ni les longues luttes contre la révolution française, ni les victoires de la république et de l'empire déjouant pendant plus de vingt années tous les efforts de l'Angleterre, n'ont porté atteinte à l'autorité royale. Ces malheurs ont pu troubler l'intelligence du roi, ils n'ont pas ébranlé son trône. Dira-t-on que la maladie même protégeait un souverain digne de commisération et de respect? Nul respect, nul sympathie ne protégèrent son héritier. Le régent, qui fut depuis George IV, profita un instant de la chute de Napoléon: mais bientôt, devenu odieux au pays par les hontes de sa vie privée, il attira sur lui des sentences formidables: il fut attaqué à la chambre des communes et à la chambre des lords par les voix les plus graves, il fut dénoncé à l'indignation de tous par les immortelles invectives de lord Byron. Ses ministres mêmes, et Wellington

tout le premier, le méprisaient. Malgré tant de causes de mort, le dogme, ou, si l'on veut, la fiction de l'infaillibilité royale a résisté victorieusement. Qu'est-ce donc qui l'a sauvée? Faut-il répéter ici, avec les théoriciens dont nous parlions tout à l'heure, que le tempérament de la nation anglaise a conjuré le péril? Ce serait expliquer d'une façon trop commode, et par une sorte de fatalité physique, ce qu'un juge très compétent, le conseiller de la reine Victoria, explique bien mieux par des raisons morales. Le tempérament de la race britannique, si opposé qu'il soit au tempérament de la France, n'explique absolument rien dans le cas dont il s'agit. Est-ce que, pendant la régence de celui qui devint George IV, il n'y a pas eu très souvent des émeutes, des manifestations menaçantes? Est-ce que les troupes du roi, dans maintes villes d'Angleterre, n'ont pas dû réprimer la révolte à coups de sabre? Est-ce que le sang n'a pas coulé à Manchester le 16 août 1819? Est-ce que le 13 septembre de la même année, l'un des chefs radicaux, le démagogue Hunt, traduit en justice, puis relâché sur caution, n'a pas fait une entrée triomphale à Londres, au milieu d'une assistance de 300,000 personnes? Enfin, les semaines suivantes, aux mois de septembre et d'octobre, dans les comtés manufacturiers d'Angleterre et d'Écosse, à Glasgow, à Paisley, est-ce que l'autorité n'a pas dû recourir à la force pour dissiper la multitude? Aucun peuple d'ailleurs n'est plus jaloux de ses droits que le peuple des *îles impériales*, aucun n'est plus disposé à vouloir *du sérieux dans le souverain*, comme Labruyère disait de l'ancienne France. Comment donc la maison de Brunswick-Hanovre, après avoir tant fait pour se perdre, a-t-elle été préservée des catastrophes qui ont ruiné des familles bien autrement glorieuses? Comment et par qui a-t-elle été sauvée du naufrage? Par la force du régime constitutionnel sérieusement pratiqué. Le roi est méprisé; qu'importe? La royauté est supérieure à tout. Des ministères se succèdent suivant la volonté de la nation, et toutes les grandes réformes s'accomplissent.

Ainsi s'accomplirent les réformes d'Angleterre, même sous des rois qui auraient pu causer le renversement de la monarchie. Nous ne faisons que développer ici les indications fournies par le conseiller de la reine Victoria. Si de 1814 à 1830, et surtout de 1830 à 1848, la France avait eu une suite de ministres comme ceux qui, dans tel ou tel sens, whigs ou tories, ont gouverné la nation anglaise, la monarchie constitutionnelle se serait implantée en France aussi solidement qu'en Angleterre; et si de 1688 jusqu'à nos jours l'Angleterre n'avait pas eu des ministres, bons ou mauvais, habiles ou malhabiles, mais du moins connaissant tous le devoir constitutionnel, par conséquent résolus à couvrir le souverain ou prêts à se retirer, l'Angleterre aurait été comme la France un

foyer de révolutions et de guerres civiles. Tous les élémens de désordres, tous les germes du mal s'y trouvaient comme chez nous. Au milieu des commotions les plus redoutables, c'est le système constitutionnel, et, dans ce système, le rouage ministériel, qui a dominé les vents et les flots.

II.

M. Guizot, dans la longue durée de son ministère, a été souvent attaqué avec une extrême violence; jamais il n'a subi d'assaut pareil à cette discussion du baron de Stockmar. On sait avec quelle force, avec quelle hauteur d'éloquence il répondait à ses adversaires de la chambre des députés ou de la chambre des pairs; et certes, armé comme il l'était de toutes les armes de la parole, il n'avait pas de peine à repousser les attaques de l'ennemi. L'opposition n'était pas moins en faute que le ministre; on peut même dire que les fautes des assiégeans excusaient les fautes de l'assiégé. Les uns se conduisant en factieux, l'autre ne connaissait pas d'autre système que celui de la résistance aveugle. Des deux côtés, la vérité constitutionnelle était sacrifiée. M. Guizot eût été bien autrement embarrassé par l'argumentation du conseiller de la reine Victoria; il n'eût pas répondu aux critiques de ce maître-docteur aussi facilement qu'aux outrages de la gauche. Stockmar n'outrage point M. Guizot; il l'honore, il le place très haut, il rend les plus sincères hommages à son génie, à son savoir, à son désintéressement, à la grandeur morale de sa vie; seulement, au nom de la monarchie constitutionnelle, et avec une science profonde des principes, il lui demande ce qu'il a fait de cette monarchie en France.

« M. Guizot, ses amis l'affirment, est un caractère irréprochable. Sa haute valeur intellectuelle, sa pénétration, son savoir, son activité d'esprit, le ferme enchaînement de ses vues et de ses maximes politiques, tout cela nous est attesté par ses écrits, comme son rare talent d'orateur est attesté par les discussions de la tribune française; mais nous n'avons à nous occuper ici que de sa valeur et de sa justification comme ministre.

« J'ai connu dans ma vie plusieurs hommes d'état qui, sans connaissances théoriques préalables, avaient commencé leur carrière par la pratique, et que l'étude immédiate, l'étude vivante de la réalité, n'a conduits que plus tard à se faire par induction des principes généraux et des règles spéciales pour leur conduite politique. J'en ai connu d'autres qui, avec des dons précieux et les plus profondes connaissances, bien avant de parvenir aux fonctions supérieures de l'état, se sont trouvés en possession de théories et de systèmes scientifiquement établis, d'a-

près lesquels ils pouvaient démontrer, de la façon la plus persuasive, combien il était raisonnable, et par conséquent nécessaire, de comprendre, de régler, de diriger le développement d'un état suivant leurs conceptions. C'étaient des hommes à qui leur nature avait fait le plus impérieux besoin d'une conviction forte, et qui, sur leur chemin, s'étaient si parfaitement pénétrés de la vérité de leurs idées subjectives, que les contradictions même les plus visibles du dehors ne pouvaient éveiller un doute dans leur esprit. C'est à cette catégorie d'hommes d'état qu'appartient notoirement M. Guizot.

« Il est rare qu'un homme aux mains de qui est remis le sort d'un peuple produise à lui seul quelque chose d'extraordinaire, soit en bien, soit en mal; il faut pour cela qu'il soit soutenu et complété par le concours d'une action homogène. C'est ce qui arriva ici : les convictions, les vues, les projets, l'obstination aveugle du roi, trouvèrent leur entier complément dans le caractère du ministre, dans sa vaine et immodérée confiance en lui-même, dans sa ténébreuse prétention de posséder le bon droit; et ce complément devait exercer une action d'autant plus forte et plus décisive que M. Guizot avait en France et hors de France la réputation d'un homme d'état désintéressé.

« Le roi et le ministre s'étaient unis dans cette conviction, que l'opposition, au sein des chambres et en dehors, ne demandait plus de réformes, qu'elle voulait la révolution, la chute de la dynastie, le renversement de l'ordre social. Sur cette base fondamentale s'établit de plus en plus entre le roi et le ministre une étroite solidarité, autant du moins que le caractère du roi s'y prêtait. Tous deux firent de cette opinion un principe dirigeant, tous deux résolurent de repousser à l'avenir chaque demande sérieuse de l'opposition, puisque ces concessions, suivant eux, seraient faites désormais non plus à un parti constitutionnel adverse, mais à un parti révolutionnaire s'avançant sous ce manteau. Ces projets révolutionnaires, qu'ils apercevaient l'un et l'autre en tout mouvement politique et en toute chose, ils voulurent en avoir raison non par des réformes, mais par la force. En prenant cette résolution, le roi et son ministre avaient abandonné le véritable chemin constitutionnel, et engagé une lutte, dirigée non pas, comme ils le croyaient, contre un parti révolutionnaire, mais contre la liberté régulière de la nation. Le ministre surtout se fit un point d'honneur de mener cette lutte à bien, il y concentra toute son habileté, il ne compta plus que sur l'armée, sur les fortifications de Paris, il cessa de se préoccuper comme auparavant de la possibilité des émeutes et des insurrections. »

La réponse que M. Guizot eût faite à ces accusations, il l'a indiquée dans ses *Mémoires*, lorsqu'il a exprimé le regret que la France ait essayé en 1830 quelque chose d'analogue à ce que l'Angleterre a réalisé en 1688. « Nous nous sommes fait illusion, a-t-il dit; dans

la hiérarchie de la société anglaise, il y avait des bases, des étages, des points d'arrêt qui manquaient à la nôtre. » C'est presque le mot de Napoléon au lendemain du directoire : « La société a été réduite en poussière. » Développant ce point de vue, qui n'est que trop vrai, M. Guizot eût ajouté sans doute que la violence des passions révolutionnaires justifiait suffisamment sa conduite. Avait-il donc eu si tort de se considérer comme en état de guerre? avait-il manqué à ses devoirs en inaugurant une politique de résistance? est-ce que tout ce qui a suivi ne prouve pas qu'il avait vu clair dans la situation générale? D'ailleurs, et c'est la grande réponse au point de vue du droit constitutionnel, il avait toujours agi correctement. Pouvait-on lui reprocher de s'être perpétué au pouvoir, quand la majorité des deux chambres n'avait cessé de le soutenir? Lorsque ses adversaires du parlement, les hommes de ce groupe trop faible qui s'appelait la gauche dynastique, lui exprimaient en particulier leurs craintes à ce sujet, M. Guizot leur disait ironiquement : « Eh bien, renversez-moi. Mettez le ministère en minorité. Tant que la majorité nous donne la victoire, mon devoir est de garder mon poste. A Paris comme à Londres, c'est la règle. » Voilà ce que l'illustre orateur aurait répondu triomphalement au conseiller de la reine Victoria; mais, si grand que fût son art, si altière que fût sa parole, il eût provoqué aussitôt une contradiction accablante. Stockmar eût opposé la vérité du système constitutionnel au pseudo-système des doctrinaires, et M. Guizot eût été convaincu d'avoir appliqué à faux les principes qu'il croyait posséder mieux que personne. Tout ce qui précède, en effet, dans l'argumentation si pressante du conseiller de la reine, n'est que la préparation d'une sentence définitive. N'oublions pas qu'il s'agit du droit constitutionnel et que sur ce terrain Stockmar est un maître. Voici donc comment se terminent ces pages où la politique de M. Guizot est jugée à un point de vue si neuf, non plus au point de vue de la passion, de la passion révolutionnaire ou légitimiste, mais au nom du droit même dont elle relève et de la pratique des grands ministres anglais :

« Lorsque je compare l'état politique réel de la France de ce temps-là et l'agitation orageuse qui avait saisi l'opinion publique, à la candeur, au courage, à l'obstination avec laquelle le ministre poursuivait sa voie, je me heurte à une véritable énigme psychologique. Au lieu d'en chercher la solution, je me borne à citer ici la déclaration que le ministre lui-même faisait à plusieurs de ses amis immédiatement après la catastrophe : « Plus l'horizon politique s'assombrissait en France, plus les difficultés s'amoncelaient en face de lui, plus ses adversaires redoublaient contre sa politique leurs véhémentes attaques, plus aussi il s'était maintenu, il s'était retranché, consciencieusement et loyalement,

dans le cercle des lois constitutionnelles. » En tant que cette déclaration se rapporte à la lettre du système et de la théorie, je la tiens pour entièrement fondée.

« Au point de vue de la pure théorie constitutionnelle et de la lettre de la loi, le désir qu'avait le roi de conserver son ministre aussi longtemps que possible était aussi peu blâmable que la résolution prise par le ministre de ne céder à ses adversaires qu'après avoir épuisé tous les moyens de droit pour le maintien de ses doctrines. Il avait eu constamment la majorité parlementaire et numérique, une majorité considérable. Cette majorité était parfaitement dévouée au ministre, et résolue à prêter au gouvernement tout l'appui dont elle pouvait disposer, dussent même quelques-uns de ses membres les plus importans sacrifier pour cela leurs opinions et convictions. Ainsi, d'après la lettre de la loi, le premier souci du roi devait être de conserver le ministre, et par lui la majorité. Rien de si naturel et de si correct.

« La doctrine des majorités constitutionnelles a été établie en Europe d'après la pratique du seul pays qui ait eu depuis longtemps une existence constitutionnelle, — une existence dans laquelle, comme dans la vie de l'individu, la santé est la règle, tandis que les manifestations morbides passagères forment l'exception. Or pourquoi l'observation de cette règle n'a-t-elle pas produit en France ce qu'elle aurait certainement produit en Angleterre? Si la règle a refusé le service en France, je n'accuse pas de ce refus une infirmité qui soit inhérente à la règle, j'accuse la fausse application, l'application inopportune qui en a été faite à un état irrégulier et morbide.

« En droit, la France avait une constitution et un roi irresponsable; en fait, elle avait un roi qui, depuis le commencement de son règne, avait travaillé à détruire cette fiction de l'irresponsabilité, et qui, par cette conduite, avait assumé en face du peuple une responsabilité dont l'effet demeurait le même, soit qu'il eût réellement atteint son but, soit qu'il eût simplement paru l'atteindre. — En droit, la France avait des ministres responsables; d'après le jugement de l'opinion publique, elle avait des ministres qui avaient constamment abandonné au roi leurs prérogatives constitutionnelles, et ce jugement produisait le même effet, soit que les ministres fussent réellement coupables de cette faute, soit qu'ils ne le fussent qu'en apparence. — En droit, la France avait dans une chambre légalement élue un organe convenable pour la voix de l'opinion, pour ses désirs et ses plaintes; en fait, elle n'avait qu'une assemblée législative, réunie de telle façon par l'influence et l'art du gouvernement que les décisions de sa majorité étaient bien l'écho des désirs du pouvoir, mais ne pouvaient être l'expression des besoins, des vœux, des réclamations du peuple.

« Mon argumentation n'a pas besoin de poursuivre l'exposé de ce registre en partie double; cet exposé serait trop long, si je voulais le

donner complet. J'en ai dit assez pour avoir le droit de poser cette question : En appliquant la loi constitutionnelle la plus saine à un état comme celui qui vient d'être décrit, le ministre pouvait-il en attendre un secours efficace, soit pour l'état général des choses, soit pour tel ou tel cas particulier?

« Je suis obligé de répondre : Non. Aujourd'hui encore, je ne puis croire qu'un homme d'état possédant une véritable expérience de la pratique constitutionnelle, à la place de M. Guizot, eût agi comme lui. Quant à la majorité numérique d'un parlement qui, aux yeux du plus grand nombre, est le parlement du gouvernement, non le parlement de la nation, — si on veut savoir ce qu'elle est en réalité, ce qu'elle peut, comment elle finit d'ordinaire, et par conséquent la valeur qu'un ministre doit lui attribuer dans ses combinaisons, on peut le lire en bien des pages de toutes les histoires parlementaires. On y trouve ceci en caractères qui sautent aux yeux : les seules décisions parlementaires qui exercent une influence de conciliation et d'apaisement dans les temps d'orage, ce sont celles qui, étant de nature à mériter le suffrage des amis de la constitution, arrachent en même temps aux ennemis de l'ordre un aveu secret, — à savoir que cette majorité, dans la crise du danger public, a vraiment renoncé à tout esprit de parti, pour ne suivre que les conseils de la modération et de la justice patriotique.

« Qu'était la politique confiée au ministre et dont il avait promis d'assurer le succès? Dans les affaires extérieures, une politique grosse de périls; à l'intérieur, une politique visant au changement de la constitution. Telle était l'opinion de tous les esprits intelligens du pays. La chose est notoire. C'est pourquoi le ministre ne pouvait placer sa majorité dans la catégorie de celles que je viens de décrire, et en attendre les résolutions que j'ai signalées.

« Donc à la déclaration de M. Guizot j'oppose expressément celle-ci : — Un ministre qui, dans des circonstances semblables, aurait eu réellement comme lui l'intention de demeurer dans les limites de la constitution n'avait pour cela qu'un moyen : résigner ses fonctions, quoiqu'il possédât la majorité. Sa résolution de garder le pouvoir en de telles conditions renfermait un danger inévitable, celui de laisser arriver en dernière instance un conflit qui, commencé sur le terrain légal et dans la forme légale, devait nécessairement finir en dehors de toute légalité. Or l'histoire de tous les conflits que des gouvernemens impopulaires ont osé engager en se fiant à la force invincible des majorités parlementaires offre toujours les mêmes résultats. Grâce à des circonstances favorables et au moyen d'une direction habile, ces gouvernemens peuvent bien défendre quelque temps une politique impopulaire, jamais ils ne peuvent la faire triompher. Même dans le cas où la défense de cette politique a réussi quelque temps, le succès n'a été possible que pour une raison, c'est que la défense s'était restreinte à des questions

spéciales. Une politique eût-elle les apparences de la défensive (le ministre ayant eu l'art d'amener ses adversaires à se donner les torts de l'attaque), si elle est aux yeux de la nation une politique hostile et agressive, elle est perdue. Ce sont précisément ces tendances agressives que beaucoup de personnes attribuaient au ministère Guizot. Sa majorité courut dès lors le même péril auquel avaient succombé des majorités semblables en des circonstances analogues. L'histoire en effet nous montre toujours, dès que la tempête éclate, ces majorités saisies par la conscience de l'impopularité et de l'injustice de la cause qu'elles défendent, les individus ébranlés dans leurs convictions et leurs projets, la cohésion des membres, si ferme jusque-là, subitement détruite, et toute la machine s'écroulant dans le sentiment de son impuissance.

« Ces enseignemens de l'histoire ont trouvé dans le sort du ministère Guizot une confirmation nouvelle.

« Le ministre, d'après ses déclarations, défendait l'ordre et la légalité d'une manière strictement constitutionnelle; d'après les déclarations de ses adversaires, il interprétait cette légalité d'une façon arbitraire, inconstitutionnelle, et il attaquait en réalité ce qu'il se proposait de défendre. Ainsi est arrivé ce qui arrive toujours en pareil cas : une majorité immense dans le pays, qui ne trouvait pas ses idées représentées au parlement, poussée par le sentiment énergique de la volonté générale, forma une coalition, prit fait et cause avec ardeur pour l'opposition parlementaire et s'unit à elle comme un allié redoutable. Dès ce moment, la catastrophe de 1848 était préparée; le ministre et la majorité avaient beau croire qu'ils pouvaient échapper à la condamnation de l'opinion publique, celle-ci avait déjà envoyé ses assignations, dans une forme reconnaissable pour tous, excepté pour les aveugles (1). »

Sous ce langage dogmatique et serré, que nous avons tâché de traduire aussi clairement que possible, on a dû remarquer une pensée qui domine toute l'argumentation du maître : intelligence pratique avant tout, Stockmar ne veut pas qu'en des matières si graves on se laisse aller à prendre des apparences pour des réalités. Il y aurait sans doute bien des choses à contester, bien des points à compléter, dans les pages qu'on vient de lire, en ce qui concerne l'appréciation des faits; il faudrait demander au conseiller de la reine Victoria si le reproche qu'il fait si amèrement à M. Guizot d'avoir faussé le système constitutionnel n'atteint pas au même degré les assaillans; si, de 1830 à 1848, l'opposition des chambres françaises, comparée à l'opposition du parlement anglais de 1830 à 1848, n'offre pas un spectacle plus fâcheux encore que le ministère de M. Gui-

(1) Voyez *Denkwürdigkeiten aus den Papieren des Freiherrn Christian Friedrich von Stockmar*, p. 478-482.

ACADIA UNIVERSITY LIBRARY
WOLFVILLE, N.S. CANADA
B0P 1X0

zot comparé, par exemple, au ministère de sir Robert Peel; enfin, si un système si pondéré, si compliqué, a jamais pu être compris chez une race primesautière aussi bien que dans le pays des whigs et des tories, — ce qui serait ramener la question des tempéramens de peuples et des vocations nationales. Laissons de côté cette discussion des faits, ne regardons qu'aux principes: la leçon qui résulte des paroles de Stockmar, c'est que le gouvernement constitutionnel exige autant de sincérité que de vigilance, qu'il y faut toujours se préoccuper de la vérité vraie, qu'on ne doit pas se fier aux apparences menteuses, qu'on ne doit pas se croire à l'abri du péril parce qu'on aura doctoralement appliqué un régime de santé à un état de crise et de maladie. Stockmar dit plus encore : cet état de crise et de maladie, c'est le gouvernement lui-même qui le fait naître quand il s'attache obstinément à la lettre de la loi au lieu d'en respecter l'esprit. Sur ce point, je crois que l'histoire définitive donnera raison au conseiller de la reine Victoria. M. Guizot, qui savait lire si bien les livres saints, ne s'est pas souvenu des grandes paroles de l'apôtre : « La lettre tue, et l'esprit vivifie. »

Si M. Guizot avait été un grand ministre, comme il a été un grand historien, un grand penseur, un grand théoricien politique, s'il avait possédé le génie de l'action comme il possédait la philosophie du passé, il aurait pu fonder en France la monarchie constitutionnelle. Les premiers ministres d'Angleterre, tories ou whigs, ont toujours su se retirer à temps; M. Guizot ne l'a pas su. Il eût été digne de ce noble esprit de faire chez nous pour les réformes politiques ce que sir Robert Peel a fait au parlement anglais pour les réformes économiques. On ne peut lire les belles études que M. Guizot a consacrées ici même à Robert Peel (1) sans être assailli de pensées douloureuses sur le contraste que présentent ces deux hommes. Robert Peel était le chef des tories comme M. Guizot était le chef des conservateurs; Robert Peel était assuré de sa majorité comme M. Guizot était maître de la sienne; rien n'empêchait Robert Peel d'ajourner indéfiniment les réformes s'il avait voulu se perpétuer au pouvoir, car il pouvait opposer aux attaques du dehors les suffrages incontestables du parlement. Ce grand ministre eut une pensée plus haute. Du sein de la majorité pressée autour de lui, il entendit, selon le conseil de Stockmar, le cri de l'opinion populaire, et, obéissant à l'esprit de la constitution, au lieu de s'attacher à la lettre, il fit alliance avec ses adversaires pour assurer le triomphe de la réforme. Il savait bien que dès le lendemain il serait renversé par ses amis. Qu'importe! il avait désarmé les ennemis de l'ordre, écarté pour longtemps chartistes et radicaux, assuré une force nou-

(1) Voyez la *Revue* des 15 mai, 1er juillet, 1er août et 1er septembre 1856.

velle au gouvernement de son pays. Quelle crise, au contraire, quelle cause de ressentimens et de fureurs, si le gouvernement, satisfait d'avoir la majorité, s'était obstiné à ne pas regarder plus loin! Voilà le vrai ministre constitutionnel. Le jour de sa chute, de cette chute si noblement voulue, si noblement préparée, a été le jour le plus glorieux de sa glorieuse carrière.

La réforme électorale demandée vers le même temps à M. Guizot était bien moins difficile à introduire chez nous que la réforme des lois agricoles dans les comtés d'Angleterre. Ce qu'on réclamait alors était si peu de chose! Ne pas tenir compte seulement de l'impôt dans la concession du droit de suffrage, faire à l'intelligence sa part, chercher des garanties ailleurs que dans les bureaux du fisc, voilà les réformes dont le ministère se faisait un si grand sujet d'épouvante! il ne voyait pas quels argumens et quelles armes il fournissait aux passions subversives. On raconte qu'en 1847 un candidat à la députation alla trouver Victor Cousin pour lui demander sa voix. Cousin l'écouta, puis, très gravement, avec cet art dramatique où il excellait, il lui débita ce petit discours : « Monsieur, je suis professeur à la faculté des lettres, je suis membre de l'Académie des sciences morales et politiques, je suis membre de l'Académie française, je suis membre du conseil royal de l'instruction publique, je suis pair de France, j'ai été ministre, je puis le redevenir,... mais je ne suis pas électeur. » C'est vers le même temps que M. Guizot, dans les débats sur l'extension du droit de suffrage, faisait cette déclaration solennelle : « L'heure du suffrage universel ne sonnera jamais. » Quelques mois plus tard, cette heure avait sonné, la résistance aveugle aux réformes les plus simples avait fait les affaires de la révolution, un insigne déni de justice avait provoqué une injustice en sens contraire, et le bulletin de vote du dernier manœuvre pesait autant que le suffrage d'un Victor Cousin, autant que le suffrage d'un Guizot.

Stockmar pensait à tout cela lorsqu'il portait sur le ministère Guizot le sévère jugement qu'on vient de lire. Ce n'était pas un jugement précipité, comme ceux qui échappent aux meilleurs esprits pendant les violences de la crise, sous le vent des passions déchaînées. Le conseiller de la reine écrivait ces pages en toute sérénité d'intelligence, deux années après le 24 février 1848. L'année suivante il revenait encore sur les mêmes idées. Enfin, au mois de janvier 1852, il résumait tout dans cette déclaration : « Je n'aime pas Guizot, je le hais même d'une haine loyale, parce que je lui attribue une grande part de la faute qui a causé la catastrophe européenne. Je crois, — aussi fermement qu'un homme peut croire, — je crois que sans les ténébreuses pensées de Guizot, sans sa cour-

tisanerie, sans sa légèreté, sans son ignorance du monde et des hommes, Louis-Philippe serait mort sur le trône, et son petit-fils serait roi. »

III.

D'où vient qu'un esprit plus mesuré d'ordinaire se laissait entraîner à de telles paroles évidemment excessives et injustes? Blâmer la politique de M. Guizot, à la bonne heure; mais accuser sa *légèreté*, son *ignorance du monde et des hommes!* Si ce n'était pas là un jugement précipité, on ne saurait dire que ce fût une sentence tout à fait désintéressée. Stockmar ne pensait pas seulement aux affaires de France, il nous le dit lui-même sans détour : la catastrophe du 24 février 1848 était une catastrophe européenne. Tous les pays qu'il aimait, l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique, pouvaient être plus ou moins troublés par l'ébranlement général, tous les foyers royaux dont il était le serviteur intime, de Cobourg à Bruxelles et de Bruxelles à Londres, en recevaient déjà les atteintes. C'est comme victime de 1848 que Stockmar, au nom de l'Europe libérale, maudissant la victoire du parti démagogique, maudissait aussi le personnage illustre auquel en incombait, à son avis, la responsabilité la plus haute.

Victime de 1848, ai-je dit? oui, c'est le mot juste, et non-seulement victime par la sympathie que lui inspirent les inquiétudes de ses maîtres, mais victime directement, personnellement, par l'humiliation de la cause qu'il soutenait en Allemagne de tous ses vœux et de tous ses efforts. Voici, en effet, le conseiller de la reine Victoria engagé pour plusieurs années dans les luttes que soulève la question de l'unité germanique. Au moment où il trace les lignes cruelles que nous citions tout à l'heure (3 janvier 1852), la cause qu'il défend est perdue, elle a été perdue surtout, c'est sa conviction, par suite des désordres dont le 24 février a donné le signal dans une moitié de l'Europe. Quelles étaient les espérances de Stockmar au sujet de la rénovation de l'Allemagne? à quel système s'était-il attaché? Il voulait l'unité germanique par la Prusse, il voulait un empire germanique d'où l'Autriche fût exclue, il croyait fermement que tel était le but indiqué à ses compatriotes, le but nécessaire, le but prochain, et les révolutions de 1848 ayant ramené les peuples vers les abris dont toute société a besoin, l'Autriche avait profité de ce mouvement pour reprendre sa vieille autorité en Allemagne. Dès le mois de décembre 1850, le Bismarck autrichien qui a précédé l'autre, qui l'a provoqué peut-être, et à vingt années de distance lui a servi de modèle, le prince Felix de Schwarzenberg, avait fait reculer le roi Frédéric-Guillaume IV et consommé l'abais-

sement de la Prusse. C'est dans l'irritation de ses espérances trompées que Stockmar traçait les paroles de haine, — de haine loyale, patriotique, de haine pourtant, il l'avoue, — que nous avons été obligé de transcrire.

Il faut reprendre tout cela de plus près. Stockmar ne peut plus rester en repos à Windsor, écoutant les ministres, suivant les travaux du parlement, conseillant la reine, conseillant le prince, s'occupant même de l'éducation des enfans; des intérêts trop graves, des questions trop pressantes le rappellent dans sa patrie. Du nord au sud et de l'est à l'ouest, toute l'Allemagne est en feu. La révolution accomplie à Paris le 24 février a été le signal des révolutions du 13 mars à Vienne et du 18 mars à Berlin. Dans le grand-duché de Bade, dans les duchés de Darmstadt, de Hesse-Cassel, dans le Palatinat, dans les royaumes de Bavière, de Saxe et de Hanovre, des insurrections éclatent. C'est comme une traînée de poudre. Le premier fait qui se dégage de ces agitations confuses, c'est que l'Allemagne démagogique répond à la France révolutionnaire, et les vainqueurs de Paris en poussent des cris de joie. Bientôt cependant d'autres idées apparaissent. Si les vainqueurs étaient mieux informés, ils n'auraient pas lieu de se réjouir. A l'imitation tumultueuse de la France succèdent des sentimens de défiance et de haine. Le principal résultat des révolutions de 1848 en Allemagne est le désir plus ardent que jamais de constituer contre nous l'union des peuples germaniques.

Cette idée de l'unité allemande, née des guerres de l'empire, avait subi bien des phases diverses de 1806 à 1848. Depuis les journées d'Iéna et d'Auerstædt jusqu'à la bataille de Leipzig, c'est surtout le sentiment d'une grande communauté nationale opprimée par Napoléon, sentiment irrité qui prépare les explosions prochaines, sans qu'il s'y mêle d'ailleurs la moindre vue sur la manière dont se réorganisera l'empire. Le vieil empire d'Allemagne, après mille années d'existence, a disparu de la carte politique entre Austerlitz et Iéna. Ce n'est pas cet empire qu'il s'agit de relever; il était mort et bien mort, depuis cent ans au moins, le jour où l'empereur François II déclara simplement que ses destinées étaient finies. Nul ne le regrette, nul n'y pense; on s'habitue seulement à concevoir l'espérance d'une future unité, espérance générale et vague à laquelle ne se rattache encore, soit au sud, soit au nord, aucune combinaison politique. Quand éclata en 1813 l'immense soulèvement national, il n'y eut en jeu que le sentiment de la communauté, le sentiment de la grande patrie embrassant les patries particulières. Quel serait le chef de cette communauté? Le roi de Prusse? l'empereur d'Autriche? L'opinion publique ne s'inquiétait pas de cette question, elle allait au plus pressé et ne songeait qu'à

l'Allemagne. C'était l'inspiration des poètes, des publicistes, des philosophes, hommes du nord ou hommes du sud, qui entraînaient au combat tous les défenseurs de la patrie, les rois comme les peuples. Kœrner et Fichte, Maurice Arndt et Gœrres, jetaient les mêmes appels à tous, sans faire une place à part ni à l'Autriche ni à la Prusse. Edgar Quinet a rendu très fidèlement cette physionomie des choses en son poème de *Napoléon*, lorsque, résumant dans une vive image le long travail de 1813, il fait entendre ce murmure confus d'abord, ces voix qui s'appellent dans l'ombre, ces chœurs dispersés qui s'unissent, puis la clameur immense, formidable, la clameur unanime :

> Saxons, Westphaliens, Souabes, Bavarois,
> Électeurs palatins, grands-ducs, comtes et rois,
> Nous n'avons tous qu'un nom : Allemagne! Allemagne!
> Et notre père à tous s'appelait Charlemagne.

Seulement, comme il n'y avait d'autre Charlemagne alors que le vainqueur d'Austerlitz, on ne se demandait pas encore quel serait le chef commun des Westphaliens et des Saxons, des Bavarois et des Souabes, l'empereur de tous ces comtes et de tous ces rois. Il s'agissait de s'unir et de vaincre; l'organisation de l'unité viendrait après la victoire.

Elle ne vint qu'à demi, ou plutôt on n'en vit que le simulacre. Grâce à la circonspection du congrès de Vienne, toutes les difficultés que présentait cette grosse affaire se trouvèrent écartées pour longtemps. L'organe de l'unité, d'après les décisions du congrès, fut la confédération germanique. On connaît les principales dispositions de ce système : tous les états allemands, grands et petits, représentés par des plénipotentiaires; — ces délégués de l'Autriche, de la Prusse, de la Saxe, de la Bavière, du Hanovre, du Wurtemberg, des duchés, des principautés, des villes libres, chargés de se concerter pour le règlement des affaires communes; — ce congrès installé sous le nom de diète dans la ville où avait lieu autrefois le couronnement des empereurs; — chacun des états ayant une voix ou plusieurs voix, ou des fractions de voix, suivant son importance; — enfin la présidence de la diète attribuée au représentant de l'empereur d'Autriche. Il y avait bien là une apparence d'unité; en fait, c'était la consécration de ce que Saint-Marc Girardin, dans ses *Notices sur l'Allemagne*, a spirituellement appelé le mal de la petitesse et de la dislocation. Stockmar fait remarquer ici, et la remarque est très piquante, que ce système différait assez peu de celui que les conquêtes de Napoléon avaient imposé à l'Allemagne. Napoléon avait coupé l'Allemagne en trois morceaux; en face de l'Autriche et de la Prusse, que tant de rivalités divisaient, il avait

institué la confédération du Rhin. La seule différence, c'est que la confédération du Rhin, placée en 1806 sous le protectorat de la France, se trouvait placée, dans le système de 1815, sous le protectorat de l'Autriche. A l'action dominatrice du vainqueur d'Austerlitz et d'Iéna avait succédé la domination insinuante du prince de Metternich. Même morcellement d'ailleurs sous une vaine image d'unité.

Cette apparence suffit d'abord à contenter les esprits. La politique de la sainte-alliance avait posé d'autres problèmes : la liberté menacée faisait oublier l'unité compromise. Tant que dura la restauration, on ne songeait qu'aux luttes des cours absolutistes (Russie, Prusse, Autriche) contre l'esprit libéral de toute l'Europe. L'Allemagne en souffrait comme la France. Ce n'était pas le moment pour l'opinion allemande de se reprendre à ses passions antifrançaises.

Voilà pourquoi la révolution de 1830 a été accueillie en Allemagne avec un véritable enthousiasme. Nous parlons, bien entendu, de l'opinion publique et non des gouvernemens. La chute des Bourbons de la branche aînée, l'arrivée au pouvoir du parti qui voulait la monarchie constitutionnelle, les espérances libérales que ce parti faisait naître, non-seulement pour la France, mais pour la société européenne, c'étaient là des victoires dont l'Allemagne se réjouissait dans un vrai sentiment de fraternité sociale. Les vieilles rancunes avaient disparu. Nulle défiance ne se mêlait aux sympathies. Ce n'était pas une explosion des mauvais instincts révolutionnaires qui avait amené la ruine de la vieille monarchie, c'était la juste revendication du droit. La royauté elle-même avait déchiré le contrat qui la liait à la nation. Une révolution ainsi faite, ainsi préoccupée de son but, ainsi arrêtée à point, n'éveillait que des idées de justice. Les teutomanes les plus soupçonneux étaient obligés de reconnaître que l'esprit de 1830, tant que la France y serait fidèle, ne menaçait point l'indépendance de l'Allemagne. Le travail intérieur de l'unité n'avait rien à en craindre. Telles étaient du moins les premières impressions qui firent taire quelque temps les vieilles défiances germaniques. Qu'est-ce donc qui a dissipé ces pensées amicales nées si noblement d'un élan d'enthousiasme? Il faut bien le dire, c'est l'année 1840, une des plus tristes années de ce siècle fécond en mauvais jours. Un incident imprévu des affaires d'Orient, perfidement exploité par les haines de lord Palmerston, avait exclu la France du concert des grandes puissances européennes; les émotions du public français, l'attitude du ministère, ses paroles, ses préparatifs, le langage des journaux, des cris de guerre proférés au hasard, réveillèrent d'un bout de l'Allemagne à l'autre les passions de 1813. On se serait cru aux jours qui précédèrent la bataille de Leipzig. Dès ce moment, les haines allemandes, apaisées depuis un

quart de siècle, reprirent leur cours interrompu. Vainement de notre côté tout un groupe d'intelligences d'élite, poètes, penseurs, savans, philosophes, se sont appliqués à effacer tous les mauvais souvenirs; les générosités de l'esprit français ont été impuissantes à détourner ce courant.

Aussi, dès qu'on apprit en Allemagne la révolution du 24 février, deux partis se constituèrent immédiatement : d'abord le parti démagogique, le parti de la révolution cosmopolite, ensuite le parti de l'unité allemande, celui qui se donna plus tard le nom de parti libéral-national. Ces partis étaient distincts à l'origine, bien qu'ils se soient mêlés par la suite en plus d'une circonstance et que la faction révolutionnaire, aux heures de crise, ait essayé de cacher son drapeau sous le drapeau rouge noir et or, symbole de l'unité de l'empire.

Stockmar était de ceux qui n'avaient jamais cessé depuis 1815 de songer à l'unité de l'Allemagne et chez qui cette idée fixe était devenue depuis 1840 une véritable passion. Les tragiques nouvelles de Paris le surprirent à Cobourg où il avait passé une partie de l'hiver. Le 27 février, le prince Albert lui écrivait pour le rappeler à Londres :

« Buckingham-Palace, 27 février 1848.

« L'état des affaires est mauvais. La guerre européenne est à nos portes. La France est en feu de l'un à l'autre bout. Louis-Philippe est en fuite sous un déguisement, la reine aussi. Nemours et Clémentine ont pu arriver à Douvres. Quant à Auguste, Victoire, Alexandre de Wurtemberg et aux autres, tout ce que nous savons, c'est que la duchesse de Montpensier est au Tréport sous un nom d'emprunt. Guizot est prisonnier, la république est proclamée, l'armée est en marche vers la frontière, l'incorporation de la Belgique et des provinces du Rhin est annoncée. Ici, on refuse de payer l'*income-tax* et on attaque le ministère; Victoria va faire ses couches dans quelques jours; notre pauvre grand'-mère vient de quitter ce monde. Je ne suis pas découragé, mais j'ai besoin d'amis et de conseils dans ces temps dont le poids est si lourd. Venez, si vous m'aimez, si vous aimez Victoria, si vous aimez l'oncle Léopold, si vous aimez votre patrie allemande (1). »

Cette lettre renfermait quelques détails inexacts, suivant les *on-dit* du moment, mais le fond n'était que trop vrai. Ces angoisses publiques, auxquelles se joignaient les douleurs ou les inquiétudes du foyer, étaient bien faites pour troubler le prince. L'agitation du

(1) Cette lettre ne se trouve pas dans les *Mémoires* de Stockmar, je l'emprunte à la belle biographie du prince Albert, par M. Théodore Martin. — Voyez *the Life of his royal highness the prince consort*, by Théodore Martin, 5e édition, t. Ier, p. 480. Londres, 1877.

pays, l'émotion des chambres, les embarras du ministère, les nouvelles du continent, les bruits de guerre augmentés par tant d'échos, la révolution menaçant l'Angleterre elle-même par la voix des chartistes, et au milieu de tout cela la mort d'une grand'mère tendrement aimée (1), la crise qui tenait la reine éloignée des affaires, que de soucis et quelle responsabilité pour celui qui, en fait, sinon en droit, remplissait comme un intérim de la puissance royale!

Six semaines après, ce n'était plus seulement des prévisions sinistres qui pouvaient inquiéter les hommes d'état d'Angleterre; un danger très grave menaçait le pays. Les chartistes avaient annoncé l'intention de se réunir dans un des quartiers de Londres au nombre de 150,000, de se rendre de là dans Westminster, et de présenter au parlement une pétition-monstre, comme ils disaient, une pétition formant une masse énorme de signatures, préparée depuis plusieurs semaines sur tous les points du royaume. Il ne fallut pas moins de trois voitures de place (*common cab*) pour transporter par les ponts et les rues la paperasse monstrueuse. Le rendez-vous était fixé au 10 avril. On s'effrayait beaucoup de cette manifestation gigantesque. L'exemple récent des banquets de Paris n'était pas fait pour rassurer Londres. Savait-on quels incidens pouvaient naître de ce rassemblement prodigieux? Anglaise ou française, la foule est toujours la foule. Allait-on se battre dans la Cité comme on s'était battu à Manchester ou à Sheffield sous le roi George IV? « Le danger, dit un écrivain anglais, était de ceux que tout bon citoyen peut apprécier; des gens de cœur résolurent de montrer par l'énergie de leur attitude qu'ils n'étaient pas hommes à se laisser dominer par les agitateurs. C'est pourquoi ils s'enrôlèrent eux-mêmes au nombre de 170,000 comme constables spéciaux (et parmi eux était le prince Louis-Napoléon), afin de soutenir la force civile régulière, ou de combattre à côté des troupes, si les circonstances l'exigeaient.» On lit à ce propos un détail curieux dans les mémoires de M. de Bunsen. Deux ou trois jours avant la date fixée pour la manifestation chartiste, M. de Bunsen, ayant rencontré le duc de Wellington, lui dit : « Votre grâce va donc nous défendre tous lundi prochain, nous et la ville de Londres? — Oui, répondit le duc, nous avons pris nos mesures, mais vous ne verrez ni un soldat ni un canon, à moins que ce ne soit réellement nécessaire. Si la force légale, si la police à pied et à cheval a le dessous ou est mise en péril, alors les troupes marcheront; leur moment sera venu; mais il n'est pas bon, à aucun point de vue, que la troupe soit employée au lieu de la police. La troupe ne doit jamais être confondue avec la police, la troupe ne doit jamais être transformée en police. » Les mesures

(1) La duchesse douairière de Saxe-Gotha était morte à Gotha le 23 février 1848.

prises par le gouvernement, l'énergie morale des bons citoyens, déjouèrent sans effusion de sang tous les projets de l'ennemi. L'armée chartiste fut mise en déroute avant la bataille. Ces manifestans, qui devaient être 150,000, ou même 500,000, au dire de leur chef, M. Feargus O'Connor, se trouvèrent réduits au nombre de 30,000. Quand la police leur interdit de passer les ponts en masse, ils eurent le bon esprit d'obéir, et la pétition colossale, au lieu d'être promenée en triomphe dans les grandes voies de la ville, fut voiturée au parlement comme n'importe quel colis par les rues écartées. Il est à peine nécessaire de dire qu'elle fut présentée à qui de droit selon les formes officielles. La victoire de la loi resta pleine et entière jusqu'à la fin.

Le lendemain, 11 avril 1848, le prince Albert écrivait au baron de Stockmar : « Nous avons eu hier notre révolution, et elle a fini en fumée. Londres a remercié plusieurs centaines de constables spéciaux, les troupes ont été consignées hors de la vue du public afin d'éviter toute possibilité de collision, et la loi est demeurée triomphante. J'espère que cela fera une bonne impression sur le continent. »

Les chartistes, il est vrai, ne se tenaient pas encore pour battus, les affaires d'Irlande leur fournirent bientôt de nouvelles occasions d'agiter les villes populeuses. Dans le procès fait à MM. Mitchell, Meagher et Smith O'Brien, comme fauteurs de trouble et de sédition, le premier ayant été déclaré coupable par le jury et condamné à la transportation pour quatorze ans, dès que la sentence fut connue à Londres, les chartistes poussèrent des cris de rage, il y eut des meetings révolutionnaires, des orateurs proposèrent de marcher sur Buckingham-Palace et d'arracher à la reine la mise en liberté de Mitchell. Les assaillans et la police en vinrent aux mains, on se battait chaque soir, chaque nuit, sans qu'il fût nécessaire toutefois de faire marcher la troupe. Il y avait bien quelques têtes cassées par-ci par-là, mais les policemen, chargés d'arrêter l'émeute, suffisaient à la besogne. C'est ce que le prince Albert écrivait à Stockmar :

« Buckingham-Palace, 6 mai 1848.

« ... Nous avons chaque nuit des émeutes chartistes qui ont pour résultat un certain nombre de têtes cassées. L'organisation de ce parti est incroyable, ils ont des signaux secrets et correspondent de ville en ville au moyen de pigeons voyageurs. A Londres, ils sont forts de 10 à 20,000 hommes ; c'est peu de chose assurément sur 2 millions d'habitans, mais le jour où leur organisation leur permettrait de se porter en corps sur tel ou tel point, ils pourraient tenter avec succès un coup de main. Jusqu'à présent on a eu raison de l'émeute avec le seul secours

de la police, et, s'il est possible de la tenir en échec sans la force militaire, certainement on ne laissera pas la troupe engager la lutte avec elle. Somme toute, la loyauté du pays est vraiment grande, et, en ce qui concerne la personne du souverain, il est impossible qu'elle le soit davantage. »

Ainsi, bien que l'Angleterre ne fût absolument à l'abri des contre-coups du 24 février, ce n'est pourtant pas de ce côté-là que devait se porter avec le plus de hâte l'action vigilante du baron. L'Allemagne était bien autrement agitée, menacée, bouleversée de fond en comble par les révolutions de 1848. Le prince Albert lui avait écrit : « Si vous m'aimez, si vous aimez Victoria, si vous aimez l'oncle Léopold, si vous aimez votre patrie, arrivez au plus vite. » Victoria ne courait aucun péril, l'oncle Léopold pouvait être exposé, il est vrai, à de sérieuses épreuves, mais c'est en Allemagne que se dressaient les questions redoutables, et Stockmar était persuadé qu'il servirait son pays bien moins efficacement à Londres qu'à Berlin ou à Francfort.

Quelles étaient les vues de Stockmar sur la rénovation de l'Allemagne? L'éditeur de ses *Mémoires*, M. le baron Ernest de Stockmar, affirme qu'elles étaient parfaitement arrêtées dès les années 1814, 1815, et qu'elles se résumaient en ces cinq articles : 1° la cause de la décadence politique de l'Allemagne, de sa faiblesse, de son impuissance, de sa honte au dehors et de ses embarras intérieurs, ne doit pas être cherchée ailleurs que dans son morcellement, dans le grand nombre des souverainetés par la grâce de Napoléon, dans le manque d'un pouvoir central unique; 2° le dualisme de la Prusse et de l'Autriche ne peut se maintenir qu'au détriment de la Prusse, de l'Allemagne et de l'Autriche elle-même : c'est une situation contre nature, un état de choses qui n'est point viable; 3° l'Autriche n'a jamais gouverné l'Allemagne, elle n'a fait que l'exploiter au profit d'une politique non allemande ; et il n'en sera jamais autrement, il ne pourra jamais en être autrement, parce que l'Autriche a son centre de gravité trop en dehors de l'Allemagne. Jamais, sous la suprématie de l'Autriche, la vie particulière de l'Allemagne ne pourra parvenir à constituer son droit; 4° c'est la Prusse qui est appelée par la nature des choses à exercer le pouvoir central du monde germanique; 5° les petits états devront se résigner à des limitations sérieuses dans l'intérêt de l'unité nationale.

Stockmar était donc de ceux qui en 1815, avec tous les politiques ardens et tout le parti militaire de la Prusse, avec Blücher et Stein, avec Scharnhorst et Guillaume de Humboldt, n'avaient pu pardonner au congrès de Vienne cette œuvre équivoque de la confédération germanique. A coup sûr, l'établissement de la confédération

fut un grand service rendu à l'équilibre européen, car l'ambition allemande se trouva brusquement ajournée. Gagner du temps en politique, c'est souvent chose capitale, et, si l'on se rappelle que cette création, déclarée non viable dès le premier jour, a duré plus d'un demi-siècle (1815-1866) au milieu de tant de révolutions, on ne peut que rendre hommage à l'habileté de M. de Talleyrand, comme aux sages intentions des plénipotentiaires anglais et russes. Et cependant Stockmar avait vu juste; la confédération germanique sous la suprématie de l'Autriche était une œuvre condamnée à périr. Quand on pense à la manière dont elle a disparu, tuée par la Prusse aux applaudissemens de presque toute l'Allemagne, on se demande si l'ajournement du péril que redoutaient les maîtres de la diplomatie n'a pas rendu ce péril beaucoup plus grand. La rupture du pacte fédéral a entraîné des conséquences dont l'Europe est encore ébranlée. Peut-être, si la confédération eût été placée dès 1815 sous l'hégémonie de la Prusse, aurait-on épargné de grands malheurs à la civilisation. Le monde germanique n'étant plus blessé dans ses sentimens nationaux, on ne l'aurait pas vu travailler ou se prêter à la destruction du lien fédéral. L'institution nouvelle aurait pu être entourée de garanties confiées à la garde des grandes puissances, tandis que rien de pareil n'était possible après Sadowa et la capitulation de Paris. Il est clair d'ailleurs que ces deux guerres funestes et à jamais maudites n'auraient pas attristé l'histoire, l'Allemagne n'aurait pas eu besoin de se jeter sur l'Autriche en 1866, d'envahir la France en 1870. L'unité, sa grande passion, étant depuis longtemps hors de cause, n'aurait donné aucun prétexte de guerre, même à une nation militaire et conquérante. L'Allemagne satisfaite eût contenu la Prusse, tandis que c'est l'Allemagne irritée qui a mis au service de l'ambition prussienne ses revendications et ses colères.

IV.

Il est difficile de se soustraire à ces douloureuses réflexions quand on interroge les notes de Stockmar. Tout ce que les événemens de 1866 et de 1870 ont constitué avec violence, Stockmar aurait voulu le voir établi d'une façon pacifique, sagement et libéralement, dès l'année 1815. Même à cette date il aurait voulu que l'Autriche fût exclue de la communauté allemande. Cette exclusion, accomplie seulement en 1866, au lendemain de Sadowa, il eût désiré qu'elle fût prononcée par le congrès de Vienne. Cette vue de l'avenir ayant échappé aux diplomates de 1815, le baron revint à son idée en 1848. Ce que le congrès n'avait pas osé faire, il espéra que la révolution, habilement dirigée, pourrait le mener à bien. Cette préoccupation

était chez lui si forte et si tenace qu'il l'exprima en toute occasion pendant ces trois années de crise, de 1848 à 1851. Dans une lettre datée du 20 avril 1849, il écrivait cette page, résumé lumineux de l'histoire d'Allemagne avant et après la bataille d'Austerlitz :

« Même avant la mort de l'empire d'Allemagne, la politique particulière de l'Autriche était, à mon avis, la cause de notre décadence. Jamais l'Autriche n'a gouverné l'Allemagne dans l'intérêt de l'Allemagne; elle l'a constamment gouvernée pour des vues autrichiennes, pour les vues d'une dynastie qui cherchait à acquérir et acquit en effet dans l'Europe orientale, par la force de l'Allemagne, la puissance qu'elle ne pouvait acquérir par sa propre force sur le terrain germanique. Mais un si grand peuple ne se laisse pas toujours exploiter de la sorte. De là l'effondrement successif de la puissance autrichienne en Allemagne et, par suite, l'effondrement de l'empire d'Allemagne lui-même. Napoléon, au moyen de l'organisation territoriale sur laquelle il fonda sa confédération du Rhin, opéra plus complétement que jamais le déchirement de l'empire. En faisant de l'Allemagne trois parties séparées, l'Allemagne prussienne, l'Allemagne autrichienne et l'Allemagne de la confédération, il la *polonisa* formellement. Après la chute de Napoléon, sa politique fut remplacée en Allemagne par la politique autrichienne de Metternich. Cette politique, reprenant ses procédés d'autrefois, ne cherchait en Allemagne qu'un moyen de travailler à étendre sa domination; elle finit nécessairement par viser à une suprématie complète. L'adversaire naturel de cette suprématie était la Prusse, qui, après la conclusion de la paix, était plus forte que l'Autriche en élémens germaniques. Plus Metternich réussissait à maintenir les arrangemens territoriaux de l'ancienne confédération du Rhin, et plus elle avait d'alliés contre la Prusse; plus aussi il lui était facile, 1° de prendre à l'égard des princes de la confédération du Rhin la place occupée jadis par Napoléon; 2° de neutraliser l'influence prussienne dans le reste de l'Allemagne. C'est ainsi qu'on vit le protectorat de la confédération du Rhin passer de Napoléon à Metternich. Et Metternich posséda encore plus de puissance en Allemagne que n'en avait possédé Napoléon, grâce à l'habileté qu'il eut de déterminer deux rois de Prusse à se laisser traîner pendant trente-trois ans à la remorque de la politique autrichienne. Sans doute, Metternich n'employa point cette suprématie, comme Napoléon, à des entreprises extérieures, à des guerres de conquêtes, mais il s'en servit pour des guerres morales contre l'influence de la Prusse, contre la révolution et sa propagande, contre le régime constitutionnel et la religion protestante, en faveur du jésuitisme et de l'absolutisme. Cette politique, aussi funeste que la politique de l'ancienne Autriche, devait forcément produire les mêmes résultats : la confusion d'abord, ensuite le bouleversement des affaires allemandes. L'inondation démocratique qui nous submergea au

printemps de 1848 a eu pour cause principale la politique autrichienne de 1814 à 1847. Cette politique, dont le but constant était de faire en sorte que les princes allemands, sous des formes constitutionnelles, pussent toujours gouverner en maîtres absolus, amena, au lieu du résultat désiré, cette décomposition sociale que nous avons vue en Saxe, dans le Wurtemberg, dans le duché de Bade, dans les deux Hesse, et qui aujourd'hui encore oppose le plus sérieux obstacle à tout essai de reconstruction politique de l'Allemagne. »

L'unique pensée de Stockmar, pendant la crise de 1848, a été de faire prévaloir ces idées chez les esprits politiques de l'Allemagne et d'y trouver avec eux la solution du problème. Malheureusement pour lui, la clé de voûte de son édifice, c'était la dynastie des Hohenzollern, et le chef des Hohenzollern, par toute sorte de considérations, se refusait au rôle que lui assignait le patriotisme germanique de ce hardi conseiller. De ces deux rois de Prusse qui depuis trente-trois ans, comme dit Stockmar, se laissaient traîner à la remorque de l'Autriche, le second était précisément celui qui régnait alors, le bon Frédéric-Guillaume IV, âme chrétienne, imagination d'artiste, le plus savant et le plus scrupuleux des souverains. De 1840 à 1848, à l'heure où le désir des libertés constitutionnelles se faisait jour de toutes parts, Frédéric-Guillaume IV rêvait pour la Prusse une sorte de gouvernement féodal avec toute une hiérarchie de castes, seigneurs, bourgeois, paysans, comme aux siècles du moyen âge. Surpris au milieu de ses rêves par les révolutions de 1848, il sentit bien que les appels faits à la Prusse par les fougueux partisans de l'unité allemande lui imposaient des devoirs, de grands devoirs, et en même temps sa conscience lui défendait de se prêter à aucune entremise qui pût porter atteinte aux droits de l'Autriche. Il était religieusement dévoué à la tradition. L'empereur d'Autriche, à ses yeux, était toujours l'empereur d'Allemagne. Se séparer de l'empereur, méconnaître ou diminuer la suprématie de l'empereur, c'eût été pour lui un attentat à l'ordre d'en haut, une impiété révolutionnaire.

Comment concilier ces principes avec les paroles que lui arracha la révolution dans une heure de suprême péril? Le 18 mars 1848, l'émeute victorieuse dans les rues de Berlin envahit la cour du palais et traîna sous les fenêtres du roi les cadavres des victimes. Quelles que fussent ses songeries politiques, le roi était brave autant que généreux; il parut à la fenêtre, descendit dans la cour, se découvrit devant les morts, et, avec cette éloquence cordiale où se révélait une âme candide, il triompha bientôt de la fureur populaire. « Je serai le roi allemand! » dit-il d'une voix forte. Cette promesse avait suffi pour apaiser l'émeute, tant la passion de l'unité

dominait tout depuis 1840, et tant l'opinion était impatiente de voir la Prusse répondre enfin aux sommations de la patrie germanique.

Il y avait là cependant une singulière équivoque. *Le roi allemand*, cela voulait dire pour les vainqueurs du 18 mars : le roi de Prusse n'hésitant plus à mettre la Prusse à la tête de la révolution intérieure qui allait constituer l'unité allemande. Pour Frédéric-Guillaume IV, le sens était tout autre. Le doux mystique voulait une transformation, un développement, un nouvel ordre de choses ayant ses racines dans le passé, par conséquent tout à fait conciliable avec l'ordre divin; l'idée seule de révolution lui faisait horreur. Combinant ses devoirs de roi de Prusse, fils du XIXe siècle, avec ses principes de souverain par la grâce de Dieu, il s'était formé le singulier système que voici : « Je serai le *roi allemand*, je prendrai la direction active de l'Allemagne, je travaillerai de tout cœur à l'unité de l'Allemagne, mais sans rien enlever à la suprématie séculaire de l'Autriche. C'est pour l'Autriche qu'il faut reconstituer l'empire des peuples germaniques; ce ne sera pas un empire moderne et révolutionnaire comme celui que prépare l'assemblée nationale de Francfort, ce sera l'empire des vieux âges, le *saint-empire romain* ayant à sa droite la *royauté allemande*. L'Autriche, avec ses populations diverses, qui s'étendent du Tessin au Danube, de l'Italie à l'Europe orientale, est admirablement placée pour faire revivre l'antique majesté du saint-empire; la Prusse, avec son peuple compacte, son esprit militaire, ses institutions robustes, sa discipline inflexible, est naturellement désignée pour les fonctions de la royauté allemande. Auprès d'un Habsbourg, chef du saint-empire, il y aura un Hohenzollern, roi d'Allemagne. L'Autriche représentera les traditions séculaires de la couronne impériale, et, satisfaite d'une part si glorieuse, elle renoncera sans peine à se mêler des affaires germaniques; la Prusse représentera l'Allemagne nouvelle, et, par ses liens avec l'Autriche, dont elle reconnaîtra le droit d'aînesse, elle sera intimement rattachée à l'Allemagne des anciens jours. »

La conduite de Frédéric-Guillaume IV, dans la crise de 1848, ses hardiesses et ses timidités, ses marches en avant et ses reculades, tout cela est expliqué par le programme qu'on vient de lire. Nous avons déjà raconté ces événemens, soit à l'heure même où ils venaient de se produire, en 1849, après la dissolution du parlement de Francfort, soit vingt-quatre ans plus tard, lorsque la correspondance de Frédéric-Guillaume IV avec le baron de Bunsen, publiée par M. de Ranke avec l'assentiment de l'empereur d'Allemagne, nous permit de pénétrer plus avant dans les pensées du roi de Prusse. Qu'il nous suffise aujourd'hui de résumer les principales

décisions du roi, depuis le mois de mars 1848 jusqu'au mois de décembre 1850; on verra que tous ses actes, malgré les perpétuelles contradictions dont ils paraissent empreints, sont l'application constante et obstinée de son système.

Pendant toute l'année 1848, Frédéric-Guillaume IV ne néglige aucune occasion de commenter à sa manière les mots qu'il a prononcés le 18 mars : « Je serai le roi allemand; » en même temps, il oppose une résistance continuelle à tout ce que l'assemblée nationale de Francfort prépare avec tant d'ardeur pour donner à la Prusse l'empire d'Allemagne. Le 15 août, dans les fêtes où il célèbre magnifiquement, et dans une intention symbolique si manifeste, l'inauguration de la cathédrale de Cologne, il porte un toast « aux architectes du grand édifice de l'unité germanique, » en d'autres termes à l'assemblée nationale, dont les délégués ont été invités au banquet; or, dans ces mêmes fêtes, recevant le président de l'assemblée, M. Henri de Gagern, et les vingt-cinq députés qui l'accompagnent, il leur adresse une allocution d'où se détache cette phrase, prononcée du ton le plus significatif : « N'oubliez pas, messieurs, qu'il y a des princes en Allemagne, et que je suis un de ces princes. » Qu'est-ce à dire? Ici presque un éloge, là presque un blâme; ici, un encouragement, là un avertissement. Cela signifie : vous avez raison de vouloir travailler à l'unité de l'Allemagne, car ce doit être notre pensée à tous; mais, prenez garde, vous êtes engagés dans une voie fausse, et votre travail ne vaut rien.

Au mois de novembre 1848, l'assemblée nationale, votant la constitution du futur empire, décide que l'Autriche ne fera plus partie de l'Allemagne; Frédéric-Guillaume IV, sans tenir, bien entendu, aucun compte de ce vote révolutionnaire, continue à chercher le moyen de réaliser le système qu'il a imaginé : la suprématie du titre réservée à l'Autriche, la direction réelle attribuée à la Prusse. Au moment où l'assemblée nationale vient d'exclure la monarchie autrichienne du sein de la communauté germanique, il redouble de respect filial à son égard, il envoie note sur note au cabinet de Vienne, il lui soumet les combinaisons qui peuvent être le plus agréables aux Habsbourg, il lui propose de refaire l'œuvre du parlement de Francfort au moyen d'un congrès de princes présidé par l'Autriche et la Prusse. Le prince de Schwarzenberg, irrité du rôle que l'opinion publique assigne à la Prusse, a beau rejeter les offres du roi et le traiter en suspect, aucune dureté, aucune offense ne peut ébranler la foi de Frédéric-Guillaume. C'est un illuminé, un visionnaire. Attaqué de droite et de gauche, il poursuit sa route en souriant. Dans la mêlée de plus en plus confuse, il ne voit que son système : l'Autriche avant tout, l'Autriche au-dessus de tout, et la Prusse, respectueuse et fière, debout à la droite de l'Autriche.

Le 28 mars 1849, l'assemblée nationale de Francfort, à l'unanimité des suffrages exprimés, décerne au roi de Prusse le titre d'empereur d'Allemagne. Que fait le roi de Prusse? Le jour où le président de l'assemblée, M. Simson, accompagné de vingt-quatre de ses collègues, va porter à Berlin le vote du 28 mars, le roi, sans refuser ouvertement, ajourne sa décision jusqu'à l'heure où les souverains de l'Allemagne, régulièrement consultés, auront exprimé leur avis. C'était le 2 avril. Dès le lendemain, l'Allemagne est en feu. Tandis que l'assemblée de Francfort s'indigne de la pusillanimité de Frédéric-Guillaume, tandis que le cabinet de Vienne s'irrite au contraire de son audace et l'accuse d'avoir ménagé un parlement révolutionnaire, le parti démagogique se hâte de mettre à profit les fureurs du parti national. Pressé de nouveau entre Francfort et Vienne, Frédéric-Guillaume n'hésite pas; il donne raison à Vienne. Une déclaration signée de sa main fait savoir à tous les gouvernemens de l'Allemagne qu'il ne peut ni reconnaître la constitution de Francfort ni accepter la couronne impériale. S'en tenir là pourtant, ce serait renoncer à son idée, il s'y attache plus que jamais. L'œuvre de l'unité allemande n'est pas abandonnée, elle passe seulement à d'autres architectes. Le roi de Prusse invite tous les princes allemands à se réunir en congrès et à reconstruire de fond en comble l'édifice de Francfort.

Ce qu'il exprime là sous les formes du langage officiel, il le dit à son ami le baron de Bunsen avec une incroyable énergie. « Cette couronne que je refuse, ce n'est pas une couronne... Quoi! ce produit de fabrique révolutionnaire, ce misérable oripeau, ce bric-à-brac pétri de glaise et de fange, on voudrait le faire accepter à un souverain légitime!.. Si la couronne dix fois séculaire de la nation allemande, après un interrègne de quarante-deux ans, doit être une nouvelle fois donnée, c'est moi et mes pareils qui la donnerons. Et malheur à qui usurperait ce qui ne lui appartient pas (1). »

Singulière menace en vérité! A qui donc s'appliquent ces paroles? Y aurait-il quelque part, en dehors de l'Autriche, un rival inconnu qui disputerait l'empire d'Allemagne à Frédéric-Guillaume? Pas le moins du monde. La menace s'adresse au parlement de Francfort, c'est-à-dire à l'assemblée qui, pour faire du roi de Prusse le chef de l'empire, lui a fabriqué elle-même une couronne à sa guise, ce que l'ardent légitimiste appelle un bric-à-brac. Les trois ou quatre mois qui suivent ne laissent aucun doute à ce sujet. La révolution a usurpé en mettant la main sur la couronne impériale

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 août 1873, *Frédéric-Guillaume IV et le baron de Bunsen, — la fondation du nouvel empire d'Allemagne.*

pour l'offrir ou l'imposer à la Prusse; celui à qui vient d'être présentée cette offrande révolutionnaire va écraser la révolution. Tandis que l'Autriche est aux prises avec de grandes insurrections nationales, tandis qu'elle étouffe à Curtatone, à Novare, les aspirations les plus légitimes de la cause italienne, tandis qu'elle lutte contre les Magyars et ne réussit à les vaincre qu'avec l'épée de la Russie, la Prusse, aux mois de mai et de juin 1849, met en pleine déroute les armées démagogiques de l'Allemagne. D'abord leur action est circonscrite dans le duché de Bade et le Palatinat; puis, à Waghæusel, à Durlach, aux bords de la Murg, à Landau, à Rastadt, frappées de coups terribles et poursuivies l'épée dans les reins, elle vont mourir en Suisse. Le Rhin est dégagé, le Wurtemberg est délivré, le parlement de Francfort, dont la partie la plus violente s'est transportée à Stuttgart, expire dans les convulsions. La première assemblée nationale des pays allemands, la grande convention germanique n'est plus qu'un souvenir.

Et pour qui donc a vaincu la Prusse? Pour l'Autriche. Chaque victoire du prince Guillaume de Prusse sur les insurgés de Bade et du Palatinat a rendu à l'Autriche une part de son ancienne autorité. Comme c'est elle qui représente l'ordre, le rétablissement de l'ordre lui profite; la Prusse, qui a tout fait à elle seule (1), semble n'être que le bras droit de l'Autriche. Il est vrai que la Prusse, en organisant le congrès d'Erfurth, essaie de reprendre à sa manière la question de l'unité future, c'est-à-dire de fonder cette *royauté allemande* qui doit avoir la direction effective à côté de l'empire idéal; vains efforts! l'Autriche, dirigée par l'audacieux génie du prince Félix de Schwarzenberg, réclame à la fois la puissance idéale et la puissance réelle, la majesté impériale et la *royauté allemande*. Les notes impérieuses du ministre autrichien troublent si fort la conscience de Frédéric-Guillaume IV que le commissaire supérieur de la Prusse à Erfurth, le général de Radowitz, est obligé chaque jour de renier ses actes de la veille. Bref, le congrès d'Erfurth est dissous comme l'a été le parlement de Francfort, par la volonté de l'Autriche et par la main de la Prusse. Il ne reste plus qu'à

(1) Elle a été aidée pourtant, il faut le dire, par l'exemple que donna si énergiquement le général Changarnier, lorsqu'il défit l'insurrection parisienne ou plutôt cosmopolite du 13 juin 1849. Les mémoires de Bunsen contiennent à ce sujet de curieuses indications : « Le grand événement européen de ces derniers jours, la défaite de la révolution à Paris, à Lyon et en d'autres villes, du 13 au 15 juin, n'a pas tardé à développer ses prodigieuses conséquences. Tout le réseau de la conspiration fut mis à nu et déchiré. » Il est certain que les victoires du prince Guillaume de Prusse (aujourd'hui empereur d'Allemagne) sur l'armée révolutionnaire de Bade, commandée par le Polonais Mieroslawski, ont suivi de près la victoire du général Changarnier; les troupes de Mieroslawski furent battues à Waghæusel le 20 juin, à Durlach le 29, aux bords de la Murg le 30.

restaurer la diète de 1815. C'en est fait des espérances de 1848.

La correspondance du baron de Bunsen nous a déjà révélé le désespoir des hommes qui, sans seconder la révolution, désiraient si ardemment l'unité de l'Allemagne par la Prusse; les notes de Stockmar confirment ces impressions poignantes. Lui aussi, comme Bunsen, il joue un rôle actif dans ces négociations. On le voit tour à tour à la diète de Francfort, à l'assemblée nationale, au congrès d'Erfurth. Au mois de juillet 1848, lorsque l'assemblée nomme l'archiduc Jean vicaire de l'empire, il ne tiendrait qu'à Stockmar d'avoir la direction des affaires étrangères; il aime mieux rester dans l'ombre pour agir plus librement. Un ministère pourrait le gêner. Quand il n'est pas à Francfort, il est à Berlin dans le cabinet du roi Frédéric-Guillaume, ou à Bruxelles auprès du roi Léopold, ou à Windsor chez le prince Albert. A Berlin, il s'efforce, comme Bunsen, de convertir le roi de Prusse à ses idées; à Bruxelles et à Windsor, irrité de tout ce qu'il vient d'entendre en Allemagne, il cherche un appui dans une pensée conforme à la sienne. Et que va-t-il faire au *foreign office?* Il va plaider auprès de lord Palmerston la cause de l'unité allemande.

Ses *Mémoires* contiennent à ce sujet de curieux détails. Les hommes d'état anglais ne manquent pas de bonnes raisons pour se montrer peu favorables à cette entreprise. D'abord ils ne comprennent rien aux premiers actes de l'assemblée nationale, à ses contradictions, à ses indécisions, à ce va-et-vient de théories où un esprit pratique est tout dépaysé. D'honnêtes Allemands s'y perdent, Stockmar l'avoue; comment John Bull s'y retrouverait-il? Il y a d'ailleurs certaines réflexions toutes simples qui poussent à la défiance, et Stockmar en parle avec humour : « John Bull, comme vous savez, est un grand et gros homme qui a de lui-même une haute idée. Or qu'apprend-il tout à coup? Les trente-huit *Michel* allemands, si petits, si minces, qu'il pourrait les fourrer aisément dans sa poche, s'arrangent pour faire tous ensemble un grand et gros Michel. Naturellement cela le choque, et il lui faut quelque temps pour s'accoutumer à l'idée que des petits aient la prétention de grandir. Au reste tous les hommes grands et gros, race volontiers hautaine, ont toujours pensé de la même façon. » Les premières critiques ne l'effraient donc pas, et il est persuadé que le jour où l'unité allemande sera faite, les hommes d'état de l'Angleterre ne seront pas les derniers à en féliciter l'Allemagne. Bunsen complète ici Stockmar; il nous apprend que les objections des politiques anglais s'évanouirent aussitôt que l'assemblée de Francfort eut rejeté l'Autriche hors de l'Allemagne. Ce décret, que les événemens ajournèrent jusqu'en 1866, et dont l'exécution au lendemain de Sadowa

parut chez nous une chose si extraordinaire, si exorbitante, une espèce de violence contre nature, les chefs whigs et tories l'avaient approuvé dès l'année 1848. Lord Aberdeen et sir Robert Peel, aussi bien que lord Palmerston et lord John Russell, s'en exprimaient franchement avec Bunsen. « C'est la première fois, disaient-ils, que le parlement de Francfort a montré un véritable esprit politique. » Ces maîtres experts voyaient bien que la passion de l'unité tenait trop au cœur des nations allemandes pour ne pas vaincre un jour tous les obstacles, et que, ce jour-là venu, la séparation de l'Autriche et de la Prusse serait du moins une garantie d'équilibre européen.

Dans ces notes de Stockmar sur les péripéties des affaires allemandes, ce qui domine, on le pense bien, ce sont les paroles de blâme. La pusillanimité du roi de Prusse, les témérités de l'assemblée nationale, les prétentions dominatrices du cabinet de Vienne, quels sujets de réflexions amères! Il y a des jours où le désespoir le prend. C'est surtout le mysticisme de Frédéric-Guillaume qui l'impatiente et l'irrite. S'il essaie d'abord de lui donner des conseils, il ne tarde guère à y renoncer. Plus d'une fois, mandé par le souverain, qui veut reprendre la discussion, on le voit se dérober tout à coup. Où donc est le baron, l'ami du roi des Belges, le conseiller de la reine Victoria? Frédéric-Guillaume lui avait donné rendez-vous au palais ce matin même. Qu'on cesse de chercher le baron; il est parti de Berlin hier soir, il sera aujourd'hui à Bruxelles. C'est qu'entre Frédéric-Guillaume et Stockmar le débat est stérile; il y a trop loin des combinaisons embrouillées du roi au programme simple et net du baron. Un jour, dans le premier mois de la crise, le 31 mars 1848, il écrit ces mots : « Le pauvre roi de Prusse a totalement déménagé. Il agit toujours quand il est trop tard, il parle quand il faudrait se taire... La confiance est perdue. Personne en Allemagne ne veut plus entendre parler de lui. On dit : Plutôt l'empereur d'Autriche ou le roi de Bavière! » Deux ans après, quand les péripéties que nous venons de rappeler ont amené une confusion inextricable, le 29 juin 1850, il résume la situation en ces termes : « Ce qui s'est écroulé en Allemagne au mois de mars 1848 ne se relèvera pas sur les bases que la diplomatie toute seule a posées en 1814 et en 1815. Maintenir ou rétablir la souveraineté des états isolés d'après le système de 1814, cette souveraineté qui existait bien à l'intérieur, mais qui n'était à l'extérieur qu'une vaine apparence, cette souveraineté qui avait toujours besoin du protectorat d'une grande puissance, soit la France, soit l'Autriche, — je tiens cela pour absolument impossible. Le dualisme austro-prussien est chose tout aussi impraticable; il faudrait anéantir d'abord le système constitutionnel, car ce dualisme aurait nécessairement

pour base une domination despotique exercée en commun sur le reste de l'Allemagne. Quant à une alliance purement extérieure de grands et de petits états qui conserveraient chacun leur pleine indépendance, c'est un non-sens. Quel est donc le moyen qui nous reste pour mettre d'accord les intérêts opposés et former le faisceau national? Il n'en reste qu'un seul : la guerre. »

V.

Telle était au milieu de l'année 1850 la situation du monde germanique. Le gouvernement autrichien, après avoir mis en déroute le parti national sous ses deux formes, celle que l'assemblée de Francfort avait votée et celle que rêvait le roi de Prusse, se disait avec confiance : Tout est fini, je n'ai plus qu'à rétablir la diète de 1815, l'Autriche va rentrer plus forte que jamais dans la confédération germanique telle que l'a constituée le congrès de Vienne. Et à ce moment-là même les représentans les plus perspicaces du parti national, les politiques les plus pénétrans, le baron de Stockmar à leur tête, se disaient avec une foi opiniâtre : Tout est à recommencer. L'œuvre de 1815 est morte. Aucun système n'est possible. La diplomatie est impuissante, et la discussion stérile. Il ne reste plus que la guerre; la guerre seule nous donnera l'unité que la nation réclame.

La guerre! c'est toujours chose grave de s'en remettre au hasard des armes, même dans une cause que l'on croit juste et bonne. Aussi, que d'angoisses pour les partisans de l'unité dans ces sombres mois de 1850! A ces angoisses publiques se mêlèrent chez Stockmar de profondes afflictions personnelles. Une série de grands deuils attrista encore cette année déjà si douloureuse et si lugubre. Le baron était à Cobourg lorsqu'il apprit coup sur coup la mort de personnes illustres qui, d'une façon directe ou indirecte, avaient été étroitement mêlées à sa vie politique. Le 2 juillet 1850, sir Robert Peel mourait à Londres d'une chute de cheval; le 11 octobre la reine des Belges, après une longue maladie, rendait le dernier soupir à Ostende. Dans l'intervalle de ces deux dates, le 26 août, le roi Louis-Philippe était mort à Claremont.

Le roi Louis-Philippe, nous le savons déjà, n'inspirait aucune sympathie personnelle au baron de Stockmar. D'abord le baron n'avait rien de la haute et généreuse nature de son premier maître, le roi Léopold; tout plein des rancunes de 1806 et de 1813, il poursuivait toujours la France d'une haine sournoise. Si l'éclair de 1830 lui fit entrevoir un instant l'image d'une France qu'il pouvait aimer, ses vieilles inimitiés n'étaient qu'endormies, et l'affaire des mariages espagnols les réveilla brusquement. Sous l'influence des

passions anglaises de 1846, il a jugé sans bonne foi la conduite du roi des Français. On ne peut donc s'étonner de la sécheresse et même de l'aigreur de son langage, quand il mentionne en ses *Mémoires* la date funèbre du 26 août 1850; nous ne sommes que trop préparés aux sentimens hostiles dont ses paroles gardent l'empreinte. Mais avec quelle admiration il parle du caractère de sir Robert Peel, de ce génie à la fois si ferme et si ouvert, de cette vie politique si féconde! Avec quel respect, avec quelle piété, pour ainsi dire, il s'incline devant la figure vénérée de la reine Louise! Sir Robert Peel et la reine Louise, après le roi Léopold, après la reine Victoria et le prince Albert, ce sont les physionomies que le rigide baron a retracées avec le plus d'amour. Sur ce fond souvent triste, elles se détachent dans un rayon de lumière.

On connaît tous les détails de la mort de sir Robert Peel; M. Guizot les a racontés en d'admirables pages (1). Même après ce tableau magistral, les souvenirs de Stockmar peuvent encore être interrogés avec profit. Stockmar a été un des témoins intimes de cette grande existence. Le jour où sir Robert expire, la reine, le prince, dans la douleur qui les accable, associent Stockmar à tous leurs sentimens. C'est le 30 juin 1850 que l'illustre homme d'état, jeté à bas de son cheval pendant une promenade à Hyde-Park, avait été relevé sans connaissance. Le 2 juillet, à onze heures et demie du soir, il rendait le dernier soupir. Le lendemain, le prince Albert écrit à son ami de Cobourg :

« Cher Stockmar, vous allez partager notre profonde affliction, car vous pouvez mesurer toute l'étendue de notre perte, ayant toujours apprécié notre ami comme nous le faisions nous-mêmes : Peel est mort cette nuit vers onze heures. Vous devez savoir qu'il était tombé de cheval samedi dernier en face du mur de notre parc, et s'était brisé la clavicule et l'omoplate. Il a beaucoup souffert; la douleur et la fièvre, avec sa constitution goutteuse, ont été les plus fortes. Quelques heures avant l'accident, il siégeait avec nous dans la commission, avisant aux difficultés où nous jette, pour l'exposition universelle, le refus qui nous est fait de l'usage du parc.

« Les débats sur Palmerston avaient duré la nuit précédente jusqu'à cinq heures du matin, et Peel avait prononcé un discours admirable. Maintenant le voilà mort... nous sommes dans un profond chagrin. Ajoutez ceci, que je ne puis vous cacher : nous allons peut-être nous trouver forcés de renoncer complétement à l'exposition. Nous avons annoncé notre intention de prendre ce parti, si, le jour où doit commencer la construction du grand édifice, l'emplacement que nous demandons nous est refusé. Peel avait promis de se charger de l'affaire à la chambre

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre 1856.

des communes. C'est demain que le vote doit avoir lieu, et le public est excité jusqu'au délire par la polémique des journaux.

« Notre ami est cruellement regretté en des momens comme celui-ci. Je vous en prie, si vous pouvez venir, venez. Nous avons besoin de vous. »

Ces difficultés qui tourmentaient si fort le prince Albert comme président de la commission furent heureusement écartées. Le vote dont il parle eut lieu le 4 juillet dans le sens qu'il désirait, et il paraît bien que, si l'opposition fut battue par une majorité considérable, ce fut une victoire suprême de sir Robert Peel. On savait quelle cause devait soutenir le grand homme d'état; c'est à lui qu'une bonne partie des opposans rendit les armes. Quant aux *débats sur Palmerston*, et à ce discours admirable que sir Robert avait prononcé la veille de sa mort, il s'agit de cette grande controverse dans laquelle lord Palmerston eut à défendre sa politique étrangère contre des hommes de tous les partis, contre des tories, des whigs, des radicaux, contre M. Disraeli et M. Gladstone, contre sir Robert Peel et sir William Molesworth. Ce débat, par les merveilles d'éloquence qui s'y produisirent de part et d'autre, surtout par la dignité, par la mesure, par les scrupules patriotiques dont il fut le triomphe, est un de ceux qui ont fait le plus d'honneur à la tribune anglaise. Entrer plus avant dans le récit de cette affaire, ce serait nous éloigner de notre sujet; on nous pardonnera pourtant d'avoir signalé en quelques mots le caractère glorieux d'un tel épisode. Sans cela, comment comprendre les lettres que le prince Albert écrit à Stockmar au lendemain de la mort de Robert Peel? On vient de lire ce qu'il lui mande le 3 juillet 1850 : « Les débats sur Palmerston avaient duré la nuit précédente jusqu'à cinq heures du matin et Peel avait prononcé un discours admirable. Maintenant le voilà mort... » Trois semaines plus tard, répondant à une lettre de Stockmar, qui lui a communiqué ses impressions au sujet de ce grand deuil, il revient en ces termes sur le dernier discours de sir Robert :

« J'ai reçu votre lettre sur Peel et sur (1). Pour le premier, ce que j'ai dit à Victoria immédiatement après la mort était déduit du même

(1) M. Théodore Martin, à qui nous empruntons ces curieux détails, a laissé en blanc le nom du second personnage. Il est permis de penser qu'il s'agit de lord Palmerston, l'acteur le plus en vue dans ce grand débat. Stockmar s'était exprimé probablement sur le chef du *foreign office* avec moins de courtoisie que ne l'avait fait Robert Peel. Je m'imagine que le savant biographe du prince Albert aura trouvé les vivacités de Stockmar un peu compromettantes pour son auguste correspondant. — Voyez *the Life of his royal highness the prince consort*, by Théodore Martin, tome II, p. 296. Londres, 1876.

principe sur lequel s'appuie votre raisonnement. La seule ambition et le principal désir de Peel ayant été de laisser un beau nom dans l'histoire du pays, — l'ambition d'une renommée honorable, comme il l'a dit lui-même un jour, — le moment où il est mort et les derniers actes de sa vie ont véritablement réalisé son vœu. A aucun moment de sa carrière, il n'a été aussi libre de toute entrave, aussi éminemment patriote, aussi haut placé dans l'opinion publique. Son dernier discours a été le résumé du rôle qu'il s'efforçait de tenir, celui d'un médiateur bienveillant envers tous les partis, par cela même les contrôlant tous et dirigeant le gouvernement du pays.

« La soudaineté de sa mort a élargi, et pour nous et au dehors, la brèche qu'une telle perte devait nécessairement produire : et la commisération inspirée par ses souffrances a augmenté encore l'affection et la gratitude dont sa personne était l'objet. Et cependant, qui sait s'il eût été capable de maintenir longtemps la position qu'il aspirait à garder, sans attirer sur lui-même la haine des partis, peut-être même sans leur fournir l'occasion de lui adresser de justes reproches?

« Le débat sur les affaires étrangères lui a montré toute la difficulté de son entreprise. Il ne pouvait approuver la politique dont il s'agissait; cependant il ne voulait pas faire tort au ministère, et cela par la seule raison qu'un ministère protectionniste succédant au ministère actuel lui paraissait dangereux pour le pays, et qu'il était absolument décidé à ne pas reprendre le pouvoir. Mais l'excuse de sa santé qui lui commandait cette réserve aurait-elle suffi, à la longue, pour faire que ses amis se résignassent patiemment à cette exclusion permanente ? J'en doute. »

Cette politique si vivement discutée dans la chambre des communes au mois de juin 1850, c'était la politique de lord Palmerston, la politique téméraire qui avait contribué pour une bonne part aux révolutions de 1848, la politique brouillonne qui, par ses prétentions d'ingérence chez les petits états de l'Europe, avait donné un éclatant démenti au grand principe anglais de non intervention. C'est sur ce point que le chef du *foreign office* dans le ministère John Russell avait été attaqué, d'abord à la chambre haute, puis à la chambre des communes, par des orateurs de toutes les opinions. Le prince Albert vient de nous dire quelle avait été dans ce débat la position particulière, et aussi embarrassante qu'honorable, de sir Robert Peel. Puisqu'un whig déclaré comme M. Gladstone, puisque d'autres amis politiques de lord Palmerston ne craignaient pas de blâmer hautement sa conduite, Robert Peel, l'ancien chef des tories, pouvait-il ne pas la condamner? Il la condamnait certes aussi décidément que personne, mais il était sûr que la chute du ministère whig ramènerait aux affaires un ministère protectionniste. Or, on sait avec quel éclat Robert Peel s'était séparé de ses anciens

amis sur la question des céréales, avec quelle noblesse de sentimens il avait sacrifié sa position politique pour assurer le succès d'une mesure qui devait profiter aux classes pauvres et prévenir des conflits redoutables. Si la politique personnelle de lord Palmerston eût été seule en cause, si M. Gladstone par exemple, en lui portant de si terribles coups, avait eu chance de le renverser pour prendre sa place dans le ministère whig, Robert Peel eût été plus à l'aise; mais lord John Russell, quoique fort opposé en plus d'un cas aux procédés de son collègue (1), avait trop de loyauté pour l'abandonner dans un si grand péril. Le ministère tout entier était solidaire de la politique suivie au *foreign office*. Ainsi s'explique l'admirable discours que sir Robert Peel prononça la veille de sa mort. Il condamna la politique de lord Palmerston au nom des traditions anglaises, au nom de la paix et de la liberté, mais il le fit de manière à ne pas ébranler un cabinet qui ne pouvait être remplacé sans danger par ses anciens amis. M. Gladstone, en ses attaques passionnées, songeait à s'emparer d'un portefeuille dans le ministère whig; M. Disraeli travaillait à la chute de ce ministère pour ramener les tories au pouvoir. Sir Robert Peel, placé désormais comme un arbitre au-dessus des partis, s'appliquait à sauver le ministère tout en blâmant ses fautes et en le rappelant au respect des grandes doctrines conservatrices. Aux whigs, ses alliés d'un jour dans la question des céréales, il empruntait leur noble souci des classes populaires; aux tories, ses anciens amis devenus des adversaires pleins de rancunes, il empruntait leurs principes généraux de prudence politique. On comprend maintenant et l'admiration exprimée par le prince Albert et les mélancoliques réflexions qu'il y a jointes; qui sait combien de temps l'illustre homme d'état aurait pu garder une telle position sans s'exposer à la colère de tous les partis?

Il fut aidé, au reste, en cette circonstance par le rare talent de discussion que déploya lord Palmerston. Le ministre avait parlé cinq heures durant, sans hésiter, sans s'arrêter, avec une précision merveilleuse. « Son discours est un chef-d'œuvre, écrivait le prince Albert à Stockmar (28 juin). » M. Gladstone, de son côté, disait à la chambre des communes : « La défense du noble lord est un gigantesque effort intellectuel et physique. » Et sir Robert Peel, qui lui-même n'avait jamais mieux parlé, résumait ainsi le sentiment général : « Ce discours très habile, très mesuré, nous rend fiers de

(1) Lord John Russell, dans une lettre adressée à la reine le 18 mai 1850, s'exprimait sans ambages sur les périls que les incartades de lord Palmerston pouvaient faire courir à la couronne. « Je sens fortement, disait-il, que la reine ne doit pas être exposée à l'inimitié de l'Autriche, de la France et de la Russie pour le compte de son ministre. » Cette lettre est citée par M. Théodore Martin dans sa *Vie du prince Albert*.

celui qui l'a prononcé dans cette chambre avec un talent digne de son nom et de sa charge. » Il faut ajouter que le résultat de la lutte fut conforme aux vues de sir Robert; 46 voix de majorité vinrent au secours de lord John Russell. Les voix les plus imposantes s'étaient unies pour donner à lord Palmerston un avertissement nécessaire, et cependant le ministère whig n'était pas renversé.

Ce rôle de Robert Peel, si bien soutenu jusqu'à la dernière heure, nous fait mieux comprendre l'émotion profonde que produisit sa mort. Les lettres de la reine et du prince, les notes de Bunsen, les confidences de Stockmar (nous ne citons que les documens de premier ordre), nous laissent comme une image auguste de ce véritable homme d'état. Stockmar l'a dit très justement : si le personnage le plus influent de la chambre des communes est le premier en Angleterre après le roi (et telle est bien la ferme conviction de tout sujet britannique), Robert Peel, pendant les quinze dernières années de sa vie, a été le premier homme d'Angleterre, le premier citoyen du royaume, soit qu'il fût ministre, soit qu'il siégeât sur les bancs de l'opposition.

Il était plus encore que le premier Anglais de son temps; on peut ajouter sans emphase qu'il avait place parmi les héros de la vie morale. Si l'on cherche dans le groupe des politiques de nos jours ceux qui ont montré les qualités les plus originales et rendu les plus grands services à leur pays, on a coutume de citer au premier rang sir Robert Peel, le comte de Cavour et le prince de Bismarck. Ce n'est pas à nous qu'il appartient de juger le prince de Bismarck, nos critiques seraient trop suspectes, et, soit qu'il y ait à louer, soit qu'il y ait à blâmer, la dignité nous impose le silence. Quant au comte de Cavour, notre admiration ne nous empêche pas de dire que, si la finesse italienne chez ce grand esprit a été toujours au service du patriotisme, la cause dont il était le champion exigeait trop d'efforts pour se prêter aux scrupules d'une conscience timorée. Au contraire, dans la carrière de Robert Peel, c'est le droit pur, c'est la pure morale qui a été constamment l'inspiration et la règle. Politique consommé, il s'est toujours montré rigoureux moraliste. Il possédait ces principes souverains sans lesquels les incidens de la vie politique sont de perpétuelles occasions d'erreur, et cette connaissance des détails sans laquelle les principes appliqués à faux égarent souvent la volonté la plus droite. Dans les petites choses comme dans les grandes, il avait horreur de toute atteinte à la vérité. C'est même de là que vient le seul défaut qu'on lui reproche, cette réserve excessive qui tenait les gens à distance, cette froideur apparente qui au premier abord semblait interdire l'amitié. Stockmar l'avait éprouvé très vivement au début de ses relations avec Robert Peel. C'était en 1819; en le voyant si défiant,

il l'avait pris lui-même en défiance. Il sut bientôt que cette réserve était la défense d'une grande âme attentive à ne compromettre aucun des intérêts dont elle était chargée. Robert Peel craignait qu'une parole de lui, répétée d'une façon inexacte, ne donnât lieu à de fausses interprétations. Ce qui pouvait passer pour manque de franchise et calcul d'ambitieux était au contraire la marque du désintéressement le plus vrai, des scrupules les plus délicats et les plus rares. Peu d'hommes ont montré comme lui une préoccupation constante de ce que Royer-Collard appelle les parties divines de l'art de gouverner. Toutes ses pensées, toutes ses études, cette application de tous les jours aux matières d'économie politique et de finances, n'avaient qu'un mobile et un but : le bien-être du plus grand nombre, la prospérité de l'Angleterre, le bonheur de l'humanité.

L'humanité, le sentiment de l'humanité, c'était bien là le trait distinctif de cet esprit, d'ailleurs si profondément anglais. La politique anglaise a trop souvent encouru le reproche d'égoïsme; lui, sans oublier aucun de ses devoirs nationaux, il croyait bien servir son pays en imprimant à ses traditions quelque chose de plus large et de plus humain. Ce qu'il avait fait si glorieusement le jour où il avait rompu avec son parti pour sauver les intérêts du pauvre, il le faisait avec une égale hardiesse en s'attachant à la cause commune de la civilisation. Dans les deux cas, le programme était le même : ici maintenir l'ordre et cependant venir en aide à des millions de malheureux; ici se dévouer aux intérêts de l'Angleterre et travailler en même temps pour le genre humain. Il ne se séparait pas en réalité de la tradition conservatrice, il n'en repoussait que l'égoïsme intraitable; il ne se séparait pas davantage de la tradition patriotique, il n'en repoussait que l'étroitesse hargneuse. C'était les servir l'une et l'autre, puisqu'il les épurait toutes les deux. Son dernier discours est tout rempli de ces sentimens. Il faut lire, en ces grands débats du mois de juin 1850, avec quelle ardeur d'équité vraiment humaine il caractérisait la diplomatie britannique telle que l'avait façonnée lord Palmerston. « Qu'est-ce donc que la diplomatie? disait-il. Un instrument coûteux destiné au maintien de la paix... Si vous employez votre diplomatie à envenimer toutes les blessures, à provoquer les ressentimens au lieu de les dissiper, si vous n'y voyez qu'un moyen de placer dans chacune des cours de l'Europe un ministre chargé non pas de prévenir ou d'arranger les querelles, mais de prolonger des correspondances irritées, de favoriser tout ce qu'on suppose être un intérêt anglais, d'entretenir des conflits avec les représentans des autres puissances, je dis que les dépenses faites pour ce coûteux instrument ne sont pas seulement du gaspillage, je dis qu'elles sont funestes, je dis que ce grand

engin, appliqué par toutes les sociétés civilisées au maintien de la paix, est devenu entre vos mains un engin d'hostilités et de guerres. »

Ainsi, conscience, justice, humanité, respect de tous les droits, voilà le secret des évolutions parlementaires de sir Robert Peel, le noble secret de ces volte-face qui ont soulevé contre lui tant de fureurs intéressées. Le baron de Bunsen, un des admirateurs de Peel, a dit que son malheur était d'avoir débuté dans le parti tory, lui qui avait plutôt les sentimens des anciens whigs. « Les vieux tories, écrit-il, ne lui ont jamais pardonné son origine bourgeoise, et quand ils ont vu le fils du manufacturier introduire les réformes que repoussait son parti, ils l'ont accusé de perfidie, de trahison, ils l'ont traité de radical. Grandi parmi les whigs, il eût opéré ses réformes sans donner un démenti à toute une moitié de sa carrière (1). » Nous ne saurions partager ce regret. La destinée du grand ministre, avec les péripéties dont elle est pleine, contient une leçon bien autrement éloquente. Robert Peel, formé à l'école des tories, s'est élevé loyalement par la seule énergie de la conscience, avec un désintéressement héroïque, au-dessus de son parti — et de tous les partis. Oui, sans doute, quand on le voit, au début de sa carrière, combattre comme député d'Oxford l'émancipation des catholiques, puis contribuer en 1829 au triomphe de cette cause; quand on le voit, si opposé d'abord à la réforme électorale, travailler ensuite à en assurer libéralement les conséquences; enfin, quand on le voit, malgré le parti qui l'a fait arriver au pouvoir, détruire les anciennes lois d'impôts et de finances dont il a reconnu l'iniquité, on est frappé de ces contradictions extraordinaires qui l'ont exposé aux plus violentes insultes. Est-ce légèreté, palinodie, intérêt personnel, recherche de la popularité? Non, certes, l'ensemble de ses actes explique et justifie tout. Le jour où il a préparé lui-même sa chute en s'alliant aux whigs et aux radicaux pour faire abroger la loi des céréales, ce jour-là, le plus beau de sa vie, une clarté subite illumine d'un bout à l'autre la carrière du grand homme d'état. Toutes les ombres se dissipent, une figure sans tache apparaît en pleine lumière.

Aussi, quel concert de lamentations autour de son lit de mort! A la chambre des communes lord John Russell, à la chambre haute lord Stanley, lord Lansdowne, le duc de Wellington, exprimèrent noblement la douleur publique. La voix du vieux *duc de fer* tremblait d'émotion, quand il se leva pour apporter son témoignage à celui qu'une aristocratie intraitable avait tant injurié : « Jamais,

(1) Voyez *Christian Carl Josias Freiherr von Bunsen, aus seinen Briefen und nach eigener Erinnerung geschildert von seiner Wittwe*, t. III, p. 89-90. Leipzig, 1871.

disait-il, je n'ai connu un homme dont la sincérité et la justice m'inspirassent plus de confiance, un homme chez qui j'aie vu un plus invariable désir d'augmenter le bien public. Dans mes communications avec lui, jamais je n'ai rencontré une occasion où il n'ait pas montré le plus rigoureux attachement à la vérité, jamais je n'ai eu la moindre raison de soupçonner qu'il décidait une chose sans être convaincu que c'était la vérité. » Culte du vrai, poursuite du juste, ces mots reviennent sans cesse dans la bouche de ceux qui parlent de Robert Peel, tant la supériorité morale répondait chez ce grand homme à la supériorité de l'intelligence.

Il avait demandé que ses funérailles se fissent de la façon la plus simple, voulant reposer à Drayton Bassett, dans le caveau de famille, à côté de son père et de sa mère. Le parlement, qui ne put décerner à son cercueil les honneurs de Westminster, résolut de lui élever au moins un monument national dans l'illustre abbaye.

Le plus grand de tous les hommages, celui qui l'aurait le plus touché, ce fut la profonde affliction du peuple. Là, point de passions en jeu, point de manifestations intéressées, point de calculs, point de mensonges, comme cela se voit trop souvent en des circonstances analogues; c'était une douleur silencieuse et morne. Depuis le jour où on l'avait rapporté brisé dans sa demeure jusqu'à l'heure où l'âme s'envola, la foule ne cessait d'assiéger l'hôtel de l'illustre malade, et de temps en temps, à mesure qu'elle s'écoulait, un constable lisait d'une voix grave le dernier bulletin des docteurs (1). Le jour des obsèques, la reine Victoria écrivait au roi Léopold : « C'est aujourd'hui qu'a lieu l'enterrement de Peel. L'affliction que cause sa mort est touchante au plus haut degré; le pays pleure sur lui comme sur un père; chacun semble avoir perdu un ami personnel. » Ce qu'il y a de plus touchant ici, la reine ne pouvait le dire, c'était cette union intime de la reine et du peuple. Lorsque Louis XVI, après deux ans de règne, fut obligé par les privilégiés de la cour de congédier Turgot, le pauvre jeune roi lui disait avec émotion : « Il n'y a que vous et moi qui aimions le peuple. » Dans l'Angleterre du XIXe siècle, la royauté constitutionnelle, malgré les clameurs furieuses des hauts tories, avait soutenu le réformateur, et, lorsque sir Robert disparut, la reine dit comme le peuple : Nous avons perdu un père.

(1) Un savant écrivain, en racontant ces détails, se rappelle des traits analogues admirablement consacrés par Tacite à propos de la mort d'Agricola, son beau-père : « Finis vitæ ejus nobis luctuosus, amicis tristis, extraneis etiam ignotisque non sine cura fuit. Vulgus quoque, et hic aliud agens populus, et ventitavere ad domum, et per fora et circulos locuti sunt; nec quisquam, audita morte Agricolæ, aut lætatus est, aut statim oblitus. » *Vita Agricolæ*, XLIII. — Voyez Théodore Martin, *Life of the prince consort*, t. II, p. 292.

Un autre deuil, nous le disions plus haut, avait profondément ému le conseiller de la reine Victoria pendant cette sombre période de 1850. Il y avait plus de deux ans que la reine des Belges, frappée au cœur d'un mal sans remède, s'acheminait lentement vers la tombe. La révolution de février l'avait blessée à mort. Cette catastrophe soudaine, ces nouvelles désolantes, les angoisses de l'incertitude, un père, une mère, des frères, des sœurs, toute une famille royale, de l'aïeul aux petits-enfans, exposée à tant de périls, — que d'angoisses pour la fille du roi Louis-Philippe et de la reine Amélie! Toutes ces émotions la brisèrent; elle ne se relevait par instans que pour tomber plus bas. Ces alternatives de reprises et de rechutes durèrent assez longtemps pour entretenir quelques illusions. Lorsque le roi son père mourut à Claremont le 26 août 1850, ce lui fut une nouvelle et terrible secousse. Cependant, malgré de graves symptômes, l'affection s'obstinait à espérer. La reine Louise avait à peine trente-deux ans; est-ce que la vie à cet âge n'a pas encore bien des ressources? On croyait, on s'efforçait de croire que la malade souffrait seulement d'une faiblesse générale, que l'air vivifiant de la mer lui rendrait la santé. Le 5 septembre 1850, la famille royale de Belgique alla s'installer à Ostende. C'était trop tard, hélas! le mal meurtrier achevait son œuvre, il n'y avait plus qu'un reste de flamme à dissiper. On fut bien obligé de reconnaître que tout espoir était perdu. Les augustes exilés de Claremont et de Twickenham, presqu'au lendemain du coup qui venait de les frapper tous, accoururent auprès de la mourante. La reine Marie-Amélie, la princesse Clémentine, la duchesse d'Orléans, le duc de Nemours, le prince de Joinville, le duc d'Aumale, le duc de Saxe-Cobourg, entourant ce lit de douleur avec le roi Léopold et les enfans, purent donner à la belle âme prête à partir les consolations des derniers jours, la bénédiction de la dernière heure. Le vendredi 11 octobre, à huit heures dix minutes du matin, après une agonie qui avait duré un peu plus de quatre heures, la bonne reine Louise s'éteignit. Elle tenait la main du roi; sa mère était à ses côtés, ses enfans, ses frères, ses sœurs, à genoux autour du lit, pleuraient et priaient.

On a tout dit sur la vie et la mort de la reine Louise. Le deuil spontané du pays a parlé assez haut. Lorsque le cortége funèbre, parti d'Ostende le 14 octobre au matin, s'achemina lentement vers Bruxelles, partout, des villes et des campagnes, la foule respectueuse s'empressait sur son passage. Quelques jours après, dans l'église des Saints-Michel et Gudule, l'orateur sacré chargé de prononcer l'oraison funèbre de la reine pouvait dire en toute exactitude : « Dieu a voulu la voir mourir à l'extrémité du royaume, afin que, portée à travers nos provinces comme sur les bras des populations jusqu'au tombeau qu'elle avait choisi, elle imprimât en pas-

sant dans le cœur de tous l'empreinte de sa sainte vie et de sa sainte mort (1). » Oui, on a tout dit sur la noble reine. En cette humble chapelle de Laeken où elle avait choisi son tombeau, dans l'imposante cérémonie de sainte Gudule, par les messages des grands pouvoirs publics comme par les manifestations populaires, l'affliction nationale a été singulièrement éloquente. Si vous voulez pourtant ajouter quelque chose à ces touchans témoignages, lisez la lettre que le prince Albert adressait au baron de Stockmar au lendemain de la fatale nouvelle :

« Le malheur que je redoutais et dont je vous exprimais l'appréhension dans ma lettre datée de Balmoral est arrivé ; voici notre pauvre oncle, pour la seconde fois de sa vie, seul et désolé dans le monde. Les récits des derniers momens de notre excellente tante sont extrêmement touchans, et prouvent combien cette noble nature, toujours prête à s'oublier, à se sacrifier elle-même, à ne vivre que pour les autres, est restée la même jusqu'au dernier soupir. Il serait bien inutile de vous parler de la grandeur d'une telle perte, car vous êtes mieux en mesure que moi de l'apprécier dans ses conséquences.

« La résignation de la pauvre reine Marie-Amélie est admirable ; l'affection et le respect que la Belgique témoigne à celle qui n'est plus est un spectacle plein d'encouragemens.

« Victoria est profondément affligée. Sa tante était sa seule confidente, sa seule amie. Le sexe, l'âge, l'éducation, les sentimens, le rang, tout les mettait si parfaitement sur le même pied, qu'un lien d'amitié spontanée se forma naturellement entre elles; et c'était une amitié dont Victoria pouvait à bon droit être fière.

« J'espère que ce malheur ne vous aura pas découragé, qu'il vous stimulera au contraire à aider, à soutenir, à défendre les graves intérêts qui sont encore en suspens. Notre oncle aura besoin de vous avoir près de lui; nous avons besoin de votre présence, de vos conseils, de votre amitié, en mille choses qui ont de l'importance, non-seulement pour nous, mais pour toute la famille, pour l'Angleterre, et, par elle, pour le monde entier.

Stockmar était digne de recevoir ces confidences. Malgré son peu de sympathie pour le roi Louis-Philippe, il avait toujours subi le charme de la reine des Belges. Les paroles les plus belles qu'ait inspirées cette figure idéale, c'est Stockmar, que dire de plus? c'est le défiant Stockmar qui les a prononcées. Quelques semaines avant la mort de la reine, informé de la gravité de son état, il écrivait ces mots :

(1) Cet orateur était le R. P. Deschamps, de l'ordre des rédemptoristes, devenu depuis archevêque de Malines. Le père Deschamps était frère de M. Deschamps qui avait occupé avec distinction le ministère des affaires étrangères.

« Depuis que la reine Louise est entrée dans le cercle d'existence où j'ai moi-même une place depuis tant d'années, je vénère en elle, avec une conviction profonde, le modèle de son sexe. Nous disons, nous croyons que la créature humaine peut être noble et bonne; de la reine, nous ne disons pas qu'elle peut l'être, nous savons qu'elle l'est, et nous le savons de science certaine. En elle, nous pouvons voir tous les jours une vérité de sentimens, une fidélité au devoir, qui de la noblesse possible, mais si rare, du cœur humain fait pour nous une certitude. Des personnalités comme celle de la reine des Belges sont à mes yeux la garantie la plus sûre de la perfection de l'Être qui a créé l'humaine nature. »

Quels que fussent les devoirs de patriotisme qui retenaient Stockmar en Allemagne, l'ami qui avait assisté le prince Léopold trente-deux ans plus tôt au lit de mort de la princesse Charlotte d'Angleterre ne pouvait rester éloigné du roi des Belges à l'heure où la reine Louise, l'auxiliaire dévouée de son œuvre, venait de descendre au tombeau. Stockmar se rendit à Bruxelles dans le courant du mois d'octobre. C'est de là que, répondant aux lettres du prince Albert, il lui donnait des nouvelles du roi Léopold, avec des détails particuliers sur les dernières pensées de la reine Louise. Une lettre d'elle, jointe à son testament, était adressée au roi, et ne devait être ouverte qu'après sa mort. « Je l'ai lue, dit Stockmar. C'est vraiment l'expression d'une âme angélique dans toute sa pureté. J'ai prié le roi d'en faire une copie pour notre reine. »

Et ce n'était pas seulement la perfection morale que Stockmar admirait chez la reine Louise, il avait été si frappé en mainte occasion de la sagacité de son intelligence, de la sûreté de son jugement, qu'il avait toute confiance dans le rôle politique qu'elle pouvait remplir. On a déjà vu combien Stockmar était dévoué à la cause de la Belgique. Si les Belges avaient eu le malheur de perdre le roi Léopold avant que l'héritier du trône eût atteint sa majorité, la reine, avec son esprit si droit, si loyal, et soutenue par l'affectueuse vénération qu'inspiraient ses vertus, aurait continué efficacement l'œuvre si bien commencée par son illustre époux. C'est à ces sentimens que le prince Albert faisait allusion, lorsqu'il écrivait à Stockmar : « Il serait inutile de vous parler de la grandeur d'une telle perte, car vous êtes mieux en mesure que moi d'en apprécier les conséquences. »

VI.

Ces grandes douleurs de Stockmar, la mort de sir Robert Peel, la mort de la reine Louise, qui atteignaient en lui l'homme privé au-

tant que l'homme politique, étaient venues le frapper, on l'a vu, au milieu des cruels mécomptes que lui causait la question allemande. Dans une des lettres qu'il recevait de Windsor au sujet de la reine des Belges, on voit le prince Albert, ordinairement si mesuré, écrire ces vives paroles : « Il me répugne autant qu'à vous-même de parler des politiques allemands. La bassesse ou l'incapacité sans limites de ceux qui tiennent les rênes du gouvernement est chose trop irritante... » Ce n'est pas le prince anglais qui s'est exprimé de la sorte, c'est le fils toujours ardent de sa première patrie. Le mari de la reine Victoria était resté fidèle à la grande passion de l'Allemagne. Comme Stockmar, comme Bunsen, comme l'immense majorité des Allemands, il gardait obstinément le souvenir des désastres de 1806 et des fureurs de 1813. Il voulait l'unité des peuples germaniques, et il la voulait par la Prusse. Or, si telle était au mois d'octobre 1850 l'irritation d'un esprit aussi sage que le prince Albert, on peut se représenter aisément quelles étaient les amertumes de Stockmar. Ces mois d'octobre et de novembre 1850 sont précisément l'époque des grandes humiliations de la Prusse.

La lutte de l'Autriche et de la Prusse, ou plutôt l'ardente campagne du ministre autrichien, le prince Félix de Schwarzenberg, contre le mystique rêveur de Berlin appelé Frédéric-Guillaume IV, en était arrivée au point qui précède la crise suprême. Stockmar nous disait tout à l'heure que les difficultés germaniques n'ayant plus de solution possible ne seraient dénouées que par la guerre. Mais où donc la guerre peut-elle éclater? Cette idée seule fait horreur au roi de Prusse; jamais Frédéric-Guillaume IV ne marchera contre le représentant du saint-empire, il se croirait un rebelle et un impie. Aussi rien de plus net : la Prusse cédant toujours, l'Autriche avance toujours.

Une heure vient pourtant où Frédéric-Guillaume IV essaie de se dégager de ses scrupules. Si le jeune souverain de l'Autriche, dans le système de Frédéric-Guillaume, doit représenter la majesté du saint-empire, Frédéric-Guillaume ne doit-il pas représenter la royauté allemande? La *royauté allemande*, qui est tenue au respect envers le *saint-empire*, a aussi des devoirs envers elle-même. Le peuple de Hesse, opprimé par l'odieuse camarilla du prince-électeur, avait imploré la protection de la Prusse; il s'agissait pour le *roi allemand* de défendre non pas des révolutionnaires, mais l'administration, la magistrature, l'armée, la bourgeoisie, la nation tout entière contre le despotisme d'un autre âge. L'Autriche saisit aussitôt l'occasion d'humilier la politique prussienne; provocante, l'épée à la main, elle soutient la cause du prince de Hesse et défend à Frédéric-Guillaume IV toute intervention en sens contraire. Frédéric-Guillaume essaie de résister, il appelle au ministère des

affaires étrangères son mystique ami le général de Radowitz, une belle âme sœur de la sienne, un rêveur comme lui, mais plus résolu, qui ne craint pas de faire appel aux armes et dont l'attitude obligera l'Autriche à plus de réserve. Radowitz tire l'épée de la Prusse, mobilise les troupes, convoque le ban et l'arrière-ban; l'Autriche avance toujours. A ce moment décisif, Frédéric-Guillaume est repris par ses scrupules de conscience, il tremble devant la majesté du saint-empire, il craint d'être jugé comme un violateur des lois d'en haut, et, par une lettre singulièrement touchante, il prie le général de Radowitz de résigner ses fonctions. L'épée de la Prusse rentre au fourreau. C'est M. de Manteuffel qui va négocier avec le prince de Schwarzenberg, ou plutôt qui va le trouver à Olmütz, s'incliner, s'humilier devant lui au nom du roi son maître. Frédéric-Guillaume IV a presque l'air d'un vassal rebelle, rebelle d'un jour, d'une heure, à qui le souverain fait grâce en tenant compte de son repentir (29 novembre 1850).

Ces humiliations de la Prusse étaient d'autant plus douloureuses pour Stockmar qu'il voyait les politiques anglais très disposés à s'en réjouir. Revenu à Londres vers la fin d'octobre, un mois avant la convention d'Olmütz, il eut mainte occasion d'entendre les ministres, les membres du parlement exprimer leur opinion sur la politique prussienne. Tous la blâmaient, et, si les motifs étaient différens, l'énergie était la même. Les uns reprochaient à Frédéric-Guillaume IV d'avoir suivi timidement, hypocritement, une politique révolutionnaire, et signalaient avec joie la déconvenue d'Olmütz comme une punition méritée. Les autres, c'étaient les whigs, lui reprochaient d'avoir abandonné si misérablement la cause du peuple hessois, d'avoir livré ses cliens de la veille à la tyrannie de leur prince et à la domination de l'Autriche. Les uns et les autres s'accordaient sur un point : Frédéric-Guillaume, à les entendre, ne s'était jamais soucié ni de l'unité allemande, ni des droits constitutionnels des états allemands; il n'avait que des vues intéressées, n'était conduit que par des ambitions dynastiques. Ainsi parlaient les tories comme les whigs, et les whigs comme les radicaux; ainsi s'exprimait le *Times*, aussi bien que le *Globe* et le *Daily News*.

Précisément à cette date, le général de Radowitz avait été envoyé de Berlin à Londres sous prétexte d'étudier une question d'artillerie, en réalité pour préparer les voies à une alliance de la Prusse et de l'Angleterre. Il était secondé par l'ambassadeur prussien, M. de Bunsen, dont les Mémoires nous donnent à ce propos de bien curieux détails. Naturellement le roi Frédéric-Guillaume comptait sur l'appui du prince Albert, si attaché aux intérêts de l'Allemagne et si bien disposé pour la Prusse; l'appui du prince Albert, n'était-ce pas bientôt l'agrément de la reine Victoria? La reine entraînerait

les ministres, les ministres entraîneraient le parlement. Frédéric-Guillaume se faisait là de singulières illusions, et le prince Albert fut obligé de les détruire dans une pièce très intéressante que M. de Bunsen a publiée tout au long. Le prince Albert explique à Bunsen qu'il lui est impossible, absolument impossible, de se mêler d'une négociation de ce genre. L'alliance de l'Angleterre et de la Prusse est chose de si grande conséquence que les ministres responsables des deux états ont seuls le droit de s'en occuper. Quant aux ministres anglais, bien que la conclusion d'un pareil traité fasse partie des prérogatives de la couronne, ils ne décideraient rien sans un vote du parlement, car il s'agit ici d'une alliance qui pourrait engager le pays dans une guerre. Bunsen, commentant ces paroles, résume avec précision les sentimens de l'Angleterre au sujet de l'unité germanique. « Entre l'Autriche et la Prusse, l'Angleterre veut rester neutre. Si elle n'aime pas ce système de réaction à outrance que représente le prince de Schwarzenberg, elle n'aime pas davantage la politique de la Prusse. Elle la trouve équivoque, inquiétante, pleine de sous-entendus périlleux. A supposer que la reine accueillît avec faveur l'idée d'une alliance anglo-prussienne, elle ne trouverait pas aujourd'hui de ministre pour soutenir cette cause devant les chambres. Une preuve de ce sentiment général, c'est l'article méchant, haineux, que le *Times* a publié ce matin même. On y reproche à la reine d'avoir invité à Windsor l'homme de la guerre, le général de Radowitz, et on y engage le prince Albert à se souvenir qu'il a cessé d'être un prince allemand (1). »

Au milieu de cette défiance générale de l'Angleterre, Stockmar est heureux de trouver au moins des compatriotes qui partagent ses opinions. Le prince Albert, sans oublier une minute ses devoirs de prince anglais, ne saurait étouffer dans les conversations intimes les sentimens que lui inspire l'Allemagne. Quant à Bunsen, il était alors le confident naturel de tous les Allemands que la convention d'Olmütz avait exaspérés. C'est à lui que M. de Camphausen, M. de Pourtalès et bien d'autres envoient ces lettres passionnées où éclatent des cris de vengeance. Nous avons déjà cité dans une autre étude (2) cette page extraordinaire que M. le comte Albert de Pourtalès, ambassadeur de Frédéric-Guillaume IV auprès de la Porte-Ottomane, adressait de Constantinople à M. de Bunsen, le 18 janvier 1851. C'est un cri d'indignation sur l'abaissement de la Prusse à Olmütz, un appel et un programme de revanche : « ... Nous agirons sans relâche contre nos bons amis Nicolas et François-Joseph, nous

(1) *Christian Carl Josias Freiherr von Bunsen*, t. III, p. 158-161.

(2) Voyez, dans la *Revue* du 15 novembre 1873, l'étude qui porte ce titre : *Frédéric-Guillaume IV et le baron de Bunsen, — les humiliations de la Prusse en 1850.*

encouragerons les Turcs, nous conseillerons aux Italiens de se grouper autour de la maison de Savoie, nous tâcherons de faire comprendre au parti révolutionnaire national dans toute l'Europe que le Piémont et la Prusse sont les deux seuls états européens dont l'existence et l'avenir soient étroitement liés au succès de l'idée de nationalité, en ce qu'elle a de raisonnable. Nous empêcherons à tout prix l'accroissement des états moyens de l'Allemagne, puis nous attendrons le moment où l'Autriche, essayant de régler ses finances et d'organiser son système politique, fera un éclatant *fiasco*. Alors, comme on dit, *chacun son tour!* Alors nous lui rendrons, à ce Schwarzenberg, nous lui rendrons avec usure ce qu'il nous a fait. »

Nous ne pouvons lire aujourd'hui ces paroles sans en ressentir une impression profonde. Quel cri de haine! et quelle sûreté de coup d'œil! Voilà bien le plan de campagne qui a conduit la Prusse d'Olmütz à Sadowa. M. de Pourtalès annonçait en 1851 la victoire de 1866. Quant à Stockmar, s'il a eu communication de ces lettres, et tout nous porte à le croire, il a dû y blâmer des idées excessives. Il partageait certainement l'indignation de M. de Pourtalès et de M. de Bunsen, mais il était trop sage pour approuver ni l'esprit ni l'accent de ce programme. On voit en effet dans ses notes que sa préoccupation principale, au moment où Bunsen entretient avec ses amis ces correspondances irritées, était de défendre le roi de Prusse contre les accusations de politique révolutionnaire que ne lui ménageaient pas les hommes d'état anglais. « Quoi! disait-il, Frédéric-Guillaume IV accusé d'avoir voulu se servir de la révolution pour agrandir la Prusse aux dépens de l'Autriche! Rien de plus contraire à la vérité. Certes le roi de Prusse et tous ses ministères, depuis 1848, ont commis des fautes inconcevables; jamais ils n'ont mérité ce reproche. Bien loin de là, c'est l'horreur de Frédéric-Guillaume à la seule idée d'une politique révolutionnaire qui l'a mis dans la position fausse où il est aujourd'hui. » En un mot, selon Stockmar, le roi de Prusse n'avait nui qu'à la Prusse. Le grand coupable, en toutes ces affaires, c'était le prince de Schwarzenberg avec sa politique *menaçante et brutale*.

Cette politique menaçante et encore plus hardie qu'on ne le pensait alors nourrissait la prétention de faire admettre tous les états de la monarchie autrichienne, c'est-à-dire des pays *slaves*, *magyars*, *italiens*, dans la confédération *germanique*. Pour introduire une mesure qui modifiait d'une façon si grave les conditions de l'Europe centrale, le prince de Schwarzenberg avait demandé d'abord le consentement de la Russie, et, après quelques hésitations du tsar Nicolas, il n'avait pas tardé à l'obtenir. Dès que l'Angleterre et la France soupçonnèrent ces négociations, avant même

de savoir que l'Autriche avait l'assentiment de la Russie, elles demandèrent des explications aux deux gouvernemens. Ceux-ci ne répondirent que d'une manière évasive. C'est alors que M. Mercier, chargé par le prince-président d'une mission confidentielle auprès du tsar (avril 1851), fit entendre à Saint-Pétersbourg un langage très précis : il avait ordre de dire que la France ne verrait point avec plaisir cette entrée de l'Autriche tout entière dans la confédération germanique, et que, si on ne renonçait à ce dessein, la paix de l'Europe serait troublée. Le cabinet de Saint-Pétersbourg, tout en affectant de croire que ce ne pouvait être pour la France un sérieux *casus belli*, s'empressa d'avertir le prince de Schwarzenberg qu'il y avait lieu d'ajourner son projet. Ce sont là des faits à peu près inconnus que nous révèlent les notes de Stockmar.

Cette nouvelle tentative du prince de Schwarzenberg indiquait l'intention de pousser à outrance les avantages remportés à Olmütz. Pour des patriotes allemands tels que Stockmar et Bunsen, quelle douleur de voir l'Allemagne menacée d'un envahissement par l'Autriche et n'échappant à ce péril que par la protection de l'Angleterre et de la France! Il n'en fallait pas tant pour faire éclater les sentimens de colère dont Stockmar s'efforçait de retenir l'expression. Au printemps de 1851, Stockmar repartit pour l'Allemagne; il y resta jusqu'à la fin de l'automne et put constater l'état général de l'opinion, un découragement mêlé de haines profondes, un désespoir momentané sous lequel couvait sourdement un âpre désir de représailles. Ses impressions se résumaient ainsi : « Nous devons renoncer pour longtemps à l'unité de l'Allemagne dans son ensemble; la seule chose possible d'ici à bien des années, c'est l'union de l'Allemagne du Nord sous la direction de la Prusse. Cette union même ne pourra se faire par voie de négociations et de transactions pacifiques, il faudra que la force intervienne : *la force seule mâchera de ses dents de fer ce nœud indissoluble.* Les habitans des petits états se sont dégagés de tout attachement à leurs dynasties, ils ont désormais la pleine conscience de ce qu'il y a de misérable dans leur existence politique. Ce signe de honte et de dérision imprimé à notre peuple par l'étranger comme par ses propres souverains arrêtera chez lui tout essor, toute civilisation, le peuple deviendra sauvage, et par suite la détresse générale sera portée à son comble. On verra se produire alors ce qui est déjà si souvent arrivé : la suprême détresse enfantera l'homme et l'acte libérateur.»

Quel homme? quel acte? Lorsque Stockmar écrivait cette page, au mois de septembre 1851, il ne pouvait prévoir la venue du personnage puissant qui devait quinze ans plus tard expulser l'Autriche de la confédération germanique, et bientôt après donner l'empire d'Allemagne à la Prusse. La colère l'inspirait comme elle avait in-

spiré M. de Pourtalès; l'indignation du patriotisme jointe aux pressentimens de la sagacité politique avait fait de l'observateur un voyant. C'était le moment où le prince de Schwarzenberg concevait l'idée de partager l'Europe en trois grands empires : l'empire latin, l'empire germanique, l'empire slave, — ajoutant que l'empire slave appartiendrait de droit à la Russie, l'empire germanique à l'Autriche et l'empire latin à la France. Qui sait si cette conception du téméraire ministre autrichien ne provoquait pas à ce moment même l'antagoniste qui allait bientôt reprendre toute une partie de ce programme au profit des Hohenzollern? Pour moi, plus j'étudie ces crises de 1848 à 1851, plus je m'assure que les événemens de 1866 et de 1871, ces événemens considérés en France comme des coups de foudre, ont été prévus, prédits, préparés dès ce temps-là. Évidemment, le futur Schwarzenberg prussien, le futur négociateur du traité de Nicholsbourg et du traité de Versailles, a dû s'éveiller aux grandes ambitions et se tenir prêt aux grands rôles politiques vers l'époque où Bunsen protestait contre les hontes d'Olmütz, où M. de Pourtalès traçait le plan des revanches prussiennes, où Stockmar appelait *l'homme* et *l'acte* avec l'accent du désespoir.

On ne saurait négliger, quoi qu'il en coûte, de mettre en lumière ces choses si peu connues. Les rapprochemens que nous venons de faire appartiennent à l'histoire. Il faut rétablir la vérité des situations internationales, dussent les responsabilités s'amasser plus lourdes sur ceux qui, obligés de la connaître, l'ont si complétement ignorée, et sur ceux qui, la connaissant, en ont tenu si peu de compte. Il y a parmi ceux-là des hommes de tous les camps et de tous les partis. Dieu nous garde d'accuser des personnes dont les intentions ne sont point en cause! Les fautes commises par ignorance ou par présomption ont été assez cruellement expiées. Nous voudrions seulement accoutumer les esprits à regarder au-delà de nos frontières, nous voudrions donner un avertissement à ces vanités nationales qui s'imaginent être dispensées de savoir, à cette sottise prétentieuse qui croit faire acte de patriotisme en dédaignant tout ce qui n'est pas la France. Il est bon de rappeler aussi que les événemens les plus graves dépendent souvent de causes lointaines, car cette vérité contient de hautes leçons, et ceux qui en auront gardé le souvenir sauront mieux qu'il faut toujours veiller, toujours, toujours. L'exemple que nous venons de produire est assez éclatant. Comment ne pas reconnaître que la vigie politique ne doit jamais être en défaut, quand on voit les catastrophes des dernières années tenir si étroitement aux révolutions de 1848?

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

LES

CONTES DE POMIGLIANO

I. *XII Conti pomiglianesi*, illustrati da Vittorio Imbriani. Naples 1877. Dettzen et Rocholl. — II. *L Canzonette infantili pomiglianese*, illustrate da V. Imbriani. Bologne 1877.

Pomigliano d'Arco est un grand village qui s'étend au pied du Vésuve, sur la route de Naples à Nole. Ses habitans en sont fort épris et chantent volontiers ce refrain : « Je n'aime pas l'air d'Acerra, je n'aime pas l'air des vergers, j'aime Pomigliano la belle; où je suis né je veux mourir. » Giordano Bruno devait passer par cette bourgade quand il allait de Nole à Naples. Ce dominicain du XVIe siècle, qui, révolté des mœurs de son couvent, jeta le froc aux orties, entra dans le protestantisme et passa outre, imagina une philosophie plus avancée que son temps et mourut sous les coups de l'inquisition en disant à ses juges : « Votre arrêt vous fait peur plus qu'à moi-même, » Giordano Bruno riait volontiers comme Luther. Il écrivit contre l'avarice et la pédanterie une comédie un peu grasse, le *Candelajo*, qui fut regardée autrefois comme un imbroglio de mauvais goût et qu'on admire aujourd'hui comme un chef-d'œuvre. Un des personnages de la pièce, nommé Barra, fait le récit suivant, que nous abrégeons :

« Moi donc, qui ne suis pas si fort en rhétorique, je venais avant-hier de Nola par Pomigliano, seul seulet, sans compagnie; après avoir mangé, n'ayant pas trop envie de payer, je dis au maître de la taverne : — Messire hôte, je voudrais jouer. — A quel jeu, dit-il, voulons-nous jouer? J'ai ici un jeu de tarot. — Je répondis : — A ce maudit jeu, je ne peux gagner, parce que j'ai une mémoire détes-

table. — Il dit : — J'ai des cartes ordinaires. — Je répondis : — Elles sont peut-être préparées, et vous en reconnaîtrez les marques; en avez-vous qui n'aient pas encore servi? — Il répondit que non. — Donc, pensons à un autre jeu. — J'ai un tric-trac (*le tavole*), sais-tu? — Je n'y entends rien. — J'ai des échecs, sais-tu? — Ce jeu me ferait renier le Christ. — Alors la moutarde lui monta au nez : — A quel diable de jeu veux-tu donc jouer, toi? Propose. » (Ici Barra propose différens jeux que nous n'indiquons pas parce qu'ils nécessiteraient des commentaires très longs et très inconvenans. Le tavernier se fâche, et le voyageur goguenard, après la boule, le mail, la toupie, offre enfin une partie de course.) « Or sus, dis-je, jouons à courir. — En voilà d'une bonne, dit-il! — et j'ajoutai : — (Je jure) par le sang de l'Immaculée que tu y joueras. — Veux-tu bien faire? dit-il. Paie-moi, et si tu ne veux pas aller avec Dieu, va avec le prieur des diables. — Je dis : — (Je jure)... que tu joueras. — Et que je n'y jouerai pas, disait-il. — Et que tu joueras, dis-je. — Et que jamais, jamais je n'y jouerai! — Et que tu y joueras à l'instant même? — Et que je ne veux pas! — Et que tu voudras? — A la fin, je me mis à le payer avec mes talons habiles à courir. Et voilà que ce porc, qui tout à l'heure disait qu'il ne voulait pas jouer et jurait qu'il ne jouerait pas, se mit à jouer, et jouèrent aussi deux de ses marmitons, de sorte que, me courant après un bon moment, ils m'atteignirent enfin, (mais seulement) par leurs cris. Sur quoi je vous jure, par la plaie terrible de saint Roch, que ni moi ne les ai plus entendus, ni eux ne m'ont plus vu. »

Nous avons cité ce passage non-seulement parce que les Italiens le vantent pour la vivacité du dialogue, mais encore parce que c'est un des plus anciens contes de Pomigliano. C'est là peut-être que Giordano Bruno l'a trouvé; il eût pu aussi le trouver ailleurs.

Parmi les habitans les plus distingués du village, on compte aujourd'hui M. Vittorio Imbriani, qui appartient à l'une des meilleures familles du pays. Son père, Paolo-Emilio Imbriani, avait épousé la sœur du baron Carlo Poerio : aussi fut-il exilé de Naples après les troubles de 1848; il alla s'établir à Turin, où il fit estimer sa ville natale. Il y put rentrer après la révolution de 1860 et devint sénateur du royaume d'Italie, professeur de droit constitutionnel, recteur de l'université; enfin, en 1870, syndic de Naples. C'est lui qui, en dépit de toutes les oppositions, changea le nom de l'ancienne rue de Tolède, qui est aujourd'hui la *Via Roma*. Le sénateur avait un goût particulier pour le style lapidaire : à Genève, où il passa quelques jours il y a peu d'années, ce qu'il admira le plus, ce ne fut ni le lac, ni le Rhône, ni la cime du Mont-Blanc, ce fut l'inscription qui décore la façade de l'université; il la transcri-

vit sur son calepin et déclara que le peuple de Genève était un grand peuple. Paolo-Emilio Imbriani est mort cette année en laissant une grande réputation de droiture et de fermeté. Il avait eu cinq fils qui représentaient tous les partis napolitains : l'un d'eux était clérical, un autre conservateur, les trois autres républicains de diverses nuances; les plaisans prétendaient qu'à la table de famille, pour éviter des bourrasques, on devait placer des paravents entre chacun des convives; nous savons au contraire que, malgré leurs dissentimens politiques, les cinq Imbriani vénéraient leur père et se chérissaient entre eux. Trois de ces fils sont morts jeunes; le plus intéressant pour nous est Giorgio Imbriani, étudiant, journaliste, ultra républicain, jacobin, terroriste et surtout bon enfant. C'est lui qui en 1869, lors de l'anti-concile réuni à Naples contre celui du Vatican, salua le délégué mexicain de ce cri féroce : « Vive le pays qui a tué un empereur! » Il n'en avait pas moins l'âme douce et candide. En 1871, il vint en France avec Garibaldi et se battit pour nous contre les Prussiens, qui le tuèrent. Son corps, ramené en Italie, a été déposé, avant celui de son père, dans le caveau de la famille à Pomigliano d'Arco.

M. Vittorio Imbriani est un érudit et un polémiste, très conservateur en politique et un peu téméraire en littérature : il ne craint pas de donner des coups ni d'en recevoir. Il a publié cette année même un petit livre, *les Réputations usurpées* (1), dans lequel il attaque vivement trois des poètes contemporains dont l'Italie s'honore; après quoi, pour consoler ses victimes, il s'en prend au *Faust* de Goethe et démontre que c'est un poème manqué. Heureusement pour lui, sa science est plus sage et plus sûre que sa critique; il a professé avec succès, comme *privat docent*, à l'université de Naples, et l'on cite de lui des travaux estimés, notamment une étude sur le *Pentamerone de Basile*. Nous avons eu déjà l'occasion, ici même, de citer cet ancien recueil de contes populaires, qui fut connu peut-être de Perrault, et qui a encore beaucoup de lecteurs en Allemagne.

On le voit, M. Vittorio Imbriani appartient à cette famille de savans dont M. Pitrè, le collecteur des œuvres poétiques et narratives du peuple sicilien, est le membre le plus laborieux et le plus modeste. Ces hommes d'étude parcourent les rues et les champs, écoutent les récits des nourrices et des paysannes, et les écrivent sous leur dictée en notant avec soin la prononciation de ces simples gens; ils arrivent ainsi à faire de curieuses études sur les patois, sur les dialectes, sur les coutumes et les traditions, sur la mémoire

(1) *Fame usurpate*, quattro studii di Vittorio Imbriani, Napoli, 1877. Riccardo Marghieri di Giuseppe. La première édition de ce volume a été épuisée en deux mois; la seconde va paraître.

et l'imagination populaires. Ils publient ensuite ces dictées naïves en y ajoutant des notes et des commentaires qui ont exigé de longues recherches et qui intéressent de plus en plus les studieux et les curieux. Les plus petites choses préoccupent aujourd'hui la critique la plus docte et la plus fine; il ne faut donc pas s'étonner qu'un Imbriani consacre tant de zèle et de temps aux narrations des bonnes femmes. Il y trouve des leçons de philologie, de psychologie, qu'il nous transmet avec beaucoup d'enjouement et de sagacité. Ce qui le frappe avant tout, c'est à quel point les mêmes histoires se retrouvent dans toutes les provinces de l'Italie et dans tous les pays de l'Europe. Il semble que toutes les races indo-européennes aient puisé à la même source et rapporté leurs contes de l'extrême Orient. En creusant ce simple sujet, on arrive à d'étranges profondeurs; on fouille sous la tige d'une fleur des champs et l'on trouve des racines cent fois séculaires. Voilà de quoi intriguer les critiques, ceux-là surtout qui aiment à chercher et à deviner. M. Imbriani a donc recueilli et publié les chansons et les contes de son village, aidé dans ce travail par une institutrice des écoles communales, Mlle Rosina Siciliano, qui s'est donné la peine de noter ponctuellement, avec une orthographe nouvelle, tout ce qu'elle entendait raconter aux vieilles femmes de l'endroit. En même temps, dans d'autres provinces, les Pouilles, la Sicile et surtout la principauté ultérieure, des lettrés écrivaient avec la même exactitude les variantes des mêmes contes, narrées par d'autres villageois qui n'avaient jamais quitté leur clocher. Ainsi s'est formé le recueil que nous annonçons. Nous n'avons plus qu'à choisir et à traduire.

I. — CHANSONS ET CONTES D'ENFANS.

Mlle Rosina Siciliano a pris d'abord au vol les chansons des nourrices et des enfans, celles qu'on murmure auprès des berceaux, celles qui accompagnent les rondes bruyantes et les jeux des fillettes et des garçons déjà grands. Ces jeux sont très divers, et l'on n'a pas dédaigné de nous les signaler, car il n'est rien d'indifférent en ce monde. Les enfans sautent à cloche-pied en avançant l'un vers l'autre ou se rangent en deux files pour se rapprocher ou s'éloigner alternativement, ou s'assoient à terre les jambes étendues et les relevant l'une après l'autre jusqu'à ce qu'ils soient tous sur leurs pieds. Ils se tiennent debout autour de la maman ou de la nourrice et posent leur index sur ses genoux, puis avancent successivement leurs autres doigts quand un refrain le leur ordonne; une petite fille s'accroupit à terre et ses compagnes dansent en rond autour d'elle. D'autres s'amusent à un divertissement plus compliqué où sont mêlés la main chaude, le cache-cache, et le cheval fondu. Cha-

cun de ces jeux est accompagné d'une chanson particulière, ordinairement très folle et qui montre la gaîté du pays. Il en est aussi de très pieuses. Voici une cantilène que les femmes répètent en faisant danser un bambin sur leurs genoux :

« Jésus-Christ voulait du pain : la Madone n'en avait pas. — Va, dit-elle, dans le panier il y a des raisins secs. — Jésus-Christ n'en trouva point : la Madone s'agenouilla. — Agenouillons-nous, mon fils, et dis-moi ton catéchisme : apprenons ce qu'il nous dit, nous irons en paradis : c'est l'endroit des belles choses, qu'on y monte, on s'y repose. Dans l'enfer, le feu ardent; qu'on y tombe, on s'en repent. »

En voici une autre du même ton :

« Jésus-Christ allait au ciel, après lui Barthélemy. Jésus-Christ se retournant : — Que fais-tu, Barthélemy? — Je m'en viens derrière vous. — Ne viens plus derrière moi, redescends, entre à l'église ; tu verras là tous les saints, tu verras aussi Marie toute pleine de couronnes. Prenons des gerbes de fleurs pour en fleurir son mouchoir, prenons des gerbes d'étoiles, nous en fleurirons son voile. »

Traduisons encore un ou deux refrains chantés par les nourrices en berçant leur enfant :

« Viens, sommeil, je veux te payer deux demi-sous par heure : ça fera deux sous pour deux heures. En peu de temps, je te ferai seigneur. Sommeil, qui viens du haut du mont, mets-lui ta boule d'or au front, mets-la sans lui faire du mal. Le petit veut faire dodo, veut dormir sur un lit de menthe; l'enfant dort, la mère est contente. Veut dormir sur un lit de rose; l'enfant dort, la maman repose.

« Viens sommeil, si tu veux venir et ne te fais pas tant prier. La nuit je te prie et t'appelle, et tu ne viens jamais qu'au jour.

« Sommeil, sommeil, qui tardes et ne viens pas, viens à cheval et ne viens pas à pied; viens à cheval sur un beau cheval blanc. L'enfant s'endort, et sa mère lui chante; la mère chante pour le faire dormir. Paix et sommeil à mon petit enfant! »

Telles sont les premières paroles qu'entendent les enfans de Pomigliano. Quand ils sont un peu plus grands, on leur conte des histoires, et l'on commence par de simples *filastrocche*, rengaines ou litanies bouffonnes qui amusent les bambins de tous les pays. Il en est quantité de pareilles dans la littérature enfantine de l'Allemagne. Voici la plus populaire de ces fariboles pomiglianaises; nous tâcherons de l'abréger :

« Une mère avait un fils nommé Micco (diminutif de Dominique). Un jour elle l'envoya ramasser des herbes pendant qu'elle faisait

cuire les macaronis. L'enfant tardant à venir, la mère mangea presque tout : il ne resta plus au fond du chaudron qu'un fil de pâte qu'elle saupoudra de fromage et qu'elle noya dans du bouillon; mais Micco ne voulut pas de cette pitance. La mère dit alors : « Bâton, bats Micco parce qu'il ne veut pas manger les macaronis. » Le bâton n'eut pas l'air d'entendre. La mère dit alors : « Feu, brûle le bâton, parce que le bâton ne veut pas battre Micco et Micco ne veut pas manger les macaronis. » Le feu n'eut pas l'air d'entendre. La mère dit alors : « Eau, éteins le feu, parce que le feu ne veut pas brûler le bâton, le bâton ne veut pas battre Micco et Micco ne veut pas manger les macaronis. » Mais l'eau n'eut pas l'air d'entendre. La mère dit alors : « Bœuf, bois l'eau, parce que l'eau ne veut pas éteindre le feu, le feu ne veut pas brûler le bâton, le bâton ne veut pas battre Micco et Micco ne veut pas manger les macaronis. » Mais le bœuf n'eut pas l'air d'entendre. La mère dit alors : « Corde, attache le bœuf, parce que le bœuf ne veut pas boire l'eau, l'eau ne veut pas éteindre le feu, le feu ne veut pas brûler le bâton, le bâton ne veut pas battre Micco, et Micco ne veut pas manger les macaronis. » Mais la corde n'eut pas l'air d'entendre. La mère dit alors : « Souris, ronge la corde, parce que la corde ne veut pas attacher le bœuf, le bœuf ne veut pas boire l'eau, l'eau ne veut pas éteindre le feu, le feu ne veut pas brûler le bâton, le bâton ne veut pas battre Micco et Micco ne veut pas manger les macaronis. » Mais la souris n'eut pas l'air d'entendre. La mère dit alors : « Chat, croque la souris, parce que la souris ne veut pas ronger la corde, la corde ne veut pas attacher le bœuf, le bœuf ne veut pas boire l'eau, l'eau ne veut pas éteindre le feu, le feu ne veut pas brûler le bâton, le bâton ne veut pas battre Micco, et Micco ne veut pas manger les macaronis. » Et comme ça le chat croqua la souris, la souris rongea la corde, la corde attacha le bœuf, le bœuf but l'eau, l'eau éteignit le feu, le feu brûla le bâton, le bâton battit Micco et Micco mangea les macaronis. »

Un humaniste allemand du XVIe siècle, Bebel ou Bebelius, qui fut professeur à Tubingue et maître de Mélanchthon, ne dédaigna pas d'écrire en latin l'historiette que voici : Deux frères partirent un beau matin pour aller cueillir des poires sur un chêne; l'un monta sur l'arbre et en secouait les branches, l'autre demeura au pied du chêne et devait ramasser les fruits qui tomberaient. Il ne tomba rien, car les chênes ne portent pas de poires. Cependant celui qui était en bas dit à l'autre : « C'est toi qui les manges toutes, et tu ne m'en laisses point. — Nullement, répondit celui qui secouait les branches : c'est moi qui ai toute la peine, et c'est toi qui croques tous les fruits. » De là une discussion qui tourna en dispute, et des coups de langue on en vint aux coups de poing. « Mais je n'ai ja-

mais pu savoir, dit Bebelius, comment les deux frères se sont mis d'accord. » En nous racontant cette facétie, le savant allemand ne nous dit pas où il l'avait prise : elle lui était probablement venue d'un humaniste italien qui la tenait d'un simple paysan. Il est certain que la fable court encore les provinces de Naples et d'Avellino; il y a des additions et des variantes. Au lieu de deux frères, ce sont deux bêtes amies, le coq et la souris, qui vont cueillir des poires dans un verger. Le coq y met de la mauvaise foi : du haut de l'arbre il jette à sa compagne un fruit qui lui fend la tête. Elle court alors chez le médecin, qui, pour la guérir, lui demande des chiffons. Elle va chez le chiffonnier, qui réclame en paiement une queue de chien; le chien, pour donner sa queue, veut du pain; mais le boulanger a envie d'un lion que la souris va demander à la montagne. Et ainsi de suite : on comprend tout ce que la poésie et la volubilité méridionales peuvent broder sur ce canevas. La kyrielle de refrains recommence à chaque nouvelle démarche de la souris : « Montagne, donne-moi le lion, afin que je le porte au boulanger; le boulanger me donnera du pain, que je porterai au chien; le chien me donnera sa queue, que je porterai au chiffonnier; le chiffonnier, des chiffons que je porterai au médecin, et le médecin guérira ma tête que le coq a fendue. » Enfin la souris va chez un *galantuomo* (un monsieur) et lui demande de l'argent : le *galantuomo* ne veut lui en donner que si elle entre à son service; elle y consent, mais sa tête fendue s'enfle à tel point qu'elle en meurt.

Dans ce dernier trait perce la haine du paysan contre le monsieur, *le galantuomo*. Le conte de Bebel devient une satire sociale. Nous ne sommes pas bien sûr que la nourrice de qui nous le tenons n'ait pas un frère ou un amant dans la montagne. La principauté ultérieure, d'où nous vient cette fable, *lo Haddro e lo Sorece*, est le pays d'Italie le plus fertile en brigands.

Les animaux jouent un grand rôle dans ces récits populaires; non-seulement ils pensent et parlent comme des chrétiens (on appelle ainsi les hommes dans les provinces méridionales), mais encore ils vivent en parfaite harmonie avec l'être qui se croit seul doué de raison et qui se dit le roi du monde. Cet accord entre bêtes et gens, que les Allemands pensent avoir inventé ou retrouvé dans leurs traditions les plus anciennes, existait bien avant eux dans l'extrême Orient et s'est perpétué jusqu'à nos jours dans les contes de Pomigliano, d'Avellino et de la terre d'Otrante. Saint François d'Assise trouvait des sœurs et des frères dans toute la création; il pleurait en voyant un agneau mangé par un porc, il attirait à lui des troupeaux de moutons qui aimaient à le suivre; les oiseaux allongeaient le cou, étendaient les ailes pour l'écouter. Un jour qu'il allait prêcher dans Alviano, les hirondelles faisaient grand bruit

sur les toits des maisons voisines. Il les laissa trisser un bon moment, puis il leur dit : « Hirondelles, mes sœurs, vous avez assez parlé, il est temps que moi aussi je parle. » Les hirondelles se turent jusqu'à l'*Amen* final. Une cigale chantait sur un figuier près de sa cellule et venait souvent se poser sur sa main. « Chante, lui disait-il, ma sœur cigale, et loue le Seigneur avec ta joyeuse chanson. » Et la cigale chantait bruyamment sur la main du saint homme jusqu'à ce qu'il lui permît de retourner sur le figuier. Cela dura huit jours, après quoi François dit à ses frères, les moines : « Congédions notre sœur cigale; elle nous a joyeusement exhortés toute une semaine à la louange du Seigneur. »

Il reste quelque chose de cette harmonie paradisiaque dans les fables populaires des Italiens. On raconte à Pomigliano qu'il y avait une fois une petite vieille qui, balayant une petite église, y trouva un petit sou. « Qu'en ferai-je? se dit-elle. Si j'achète des caroubes, il en faudra jeter les gousses; si j'achète des carottes, il en faudra jeter les queues; si j'achète des châtaignes, il en faudra jeter les écorces : achetons de la farine et faisons de la polente. » Ainsi fit-elle, puis elle mit la polente sur la table et retourna à l'église en laissant ouverte la fenêtre de la maison. Passa une chèvre, qui, alléchée par l'odeur, sauta par la fenêtre et entra dans la chambre. Quand petite vieille voulut rentrer, elle ne put ouvrir la porte, parce que la chèvre était derrière. Petite vieille dut rester dehors, et elle pleurait, pleurait;... passa un âne qui lui dit : « Dame petite vieille, pourquoi pleures-tu? — Parce que la chèvre est dans ma maison. — Ne pleure plus, je vais la faire sortir. » L'âne monta : « Toc, toc. — Qui est là? — Je suis l'âne. — Et moi je suis la chèvre; j'ai trois cornes au front, pars vite ou je t'éventre. » L'âne se sauva, petite vieille restait dehors et pleurait, pleurait:... passe ensuite un chien, puis un mouton : même dialogue avec la vieille et avec la chèvre. Arrive enfin la souris. « Dame petite vieille, que fais-tu là? — Il y a la chèvre dans ma maison. — Quoi! c'est tout ça? Sois tranquille, je vais la faire sortir. — Voyez-vous ça? l'âne ne l'a pas fait sortir, ni le chien, ni le mouton, et tu la ferais sortir, toi? » Petite souris monta, heurta à la porte. « Toc, toc. — Qui est là? — Je suis la petite souris. — Et moi, je suis la chèvre, j'ai trois cornes au front, pars vite, ou je t'éventre. — Et moi, je suis commère la souris, le cou tordu, le cœur bilieux, pars vite, ou je te crève les yeux. » La chèvre se sauva tout de suite. Et comme la dame petite vieille entra dans la maison avec commère petite souris, *ils* se marièrent et demeurèrent ensemble *tous* les deux.

Notons qu'en italien et en patois la souris, *sorcio*, *sorece*, est du genre masculin, ce qui rend le mariage plus vraisemblable. Ce conte plaît particulièrement aux bonnes gens de Pomigliano, c'est un des

premiers que les nourrices racontent aux enfans. Il y a beaucoup d'additions et de corrections : voici en quelques mots la variante qui a le plus de succès : La petite vieille trouve un petit sou, mais au lieu de farine elle achète du blanc et du rouge, elle se farde, et se met au balcon. Passent divers animaux (autant qu'on en veut) qui la demandent en mariage, elle leur dit : « Faites-moi entendre la voix que vous avez. » L'âne brait, le mouton bêle, le chien aboie, le chat miaule, le taureau beugle, et ainsi de suite. La petite vieille répond à chacun d'eux : « Vous me feriez peur la nuit. » Vint la souris qui se mit à guiorer bien tendrement. La petite vieille épousa donc ce petit animal, et un jour qu'elle allait à la messe, elle le laissa près du pot-au-feu, en lui recommandant de n'y pas toucher. A son retour, plus de mari. Elle le chercha partout (ici les détails surabondent) et finit par le trouver dans le pot, brûlé vif. La douleur de la vieille est poignante. — Le même conte court dans toutes les provinces italiennes. Dans celle d'Avellino, ce n'est pas une petite vieille, c'est une chatte qui épouse la souris : singulier mariage. Dans la terre d'Otrante, la veuve du conte est une fourmi. Il en existe une version grecque où la fourmi désolée se lamente entourée de ses compagnes. « Et la fourmi resta veuve, dit le texte grec, parce que celui qui est rat doit être goulu; si vous n'en croyez rien, allez dans la maison de la fourmi, et vous la verrez. »

Dans tous ces récits, le conteur imite le cri des animaux qui recherchent la vieille, ou la chatte, ou la fourmi, en mariage : ce sont là des drôleries qui ont toujours diverti les enfans et aussi les vieillards. Les naïfs et les précieux ont souvent les mêmes goûts. M. Imbriani nous le prouve par quantité d'exemples. Il s'est donné la peine de chercher dans toutes les littératures ce genre d'imitation, et il n'a pas oublié les vers autrefois célèbres du seigneur Du Bartas, que Goethe regardait comme un de nos plus grands poètes :

> La gentille alouette avec son tire lire...
> Vire et désire dire adieu, Dieu, adieu, Dieu.

Jusqu'ici nous avons nagé dans la fantaisie; les narrateurs populaires n'aiment pas à cheminer pédestrement dans la vie réelle, ils y passent quelquefois, mais ne s'y arrêtent point. Leurs histoires possibles ne sont jamais que des anecdotes, encore ne sont-elles guère vraisemblables; celle de la *muzzella* par exemple nous montre un mari au désespoir parce que sa femme ne parle pas. Il va se plaindre à son compère, qui lui dit : « Il y a un moyen de la faire parler, achète-lui des souliers trop étroits. » Le mari suit le conseil, mais la *muzzella* reste muette. Le compère dit alors : « Achète-lui une robe trop courte. » Mais la robe trop courte ne réussit pas mieux que les souliers trop étroits. Le compère dit alors : « Cache-

toi derrière la porte et pousse un grand cri pour l'effrayer. » Mais la *muzzella* garde obstinément le silence. « Il n'y a plus qu'un moyen, dit le compère, couche-toi sur ton lit et fais le mort, il faudra bien qu'elle te pleure, et tu l'entendras parler. » Ainsi fit l'homme, et la femme pleura en effet en criant de toute sa force : « O mon mari, mon mari! ô les souliers étroits, étroits! ô la robe courte, courte! ô la peur derrière la porte ! ô mon mari, mon mari, qu'ai-je à faire à présent? » Seulement elle prononça ces mots en bégayant et en balbutiant, ce qui faisait une lamentation grotesque. *Malite mmio, malite! a cappa tetta tetta, a vunnelluccia cotta, cotta, a paula allete a potta! malite mmio, malite mmio, comm' hagge 'a fà?* Le mari sauta aussitôt à bas du lit et dit à sa femme : « Ah! c'est pour ça que tu ne voulais point parler! tu es donc bègue? que je t'y reprenne, et tu auras affaire à moi. » Voilà comment il entendit parler sa femme.

Voici une autre anecdote, *Natale*, dont nous trouvons une variante dans *le Moyen de parvenir*. La chambrière d'une veuve, dit Beroalde, était jolie, mais un peu follette; « sur quoi sa maîtresse lui disait toujours qu'elle n'avait point d'esprit. Or est-il qu'il y avait un jambon à la cheminée; et cette fille, le voyant là si longtemps, s'en ennuyait. Elle demanda à madame si elle le mettrait cuire. *Non*, dit-elle, *c'est pour les Pâques*. Cette fille en fit le conte à quelques autres de ses compagnes, qui s'en gaussaient en son absence. Mais le clerc du notaire Bardé ne fut point si sot, qu'il n'y prît garde pour éprouver le sens de la fillette. Un jour que la bonne femme était allée à sa métairie, et qu'elle avait laissé Mauricette toute seule, il vint heurter et demanda madame. Mauricette dit qu'elle n'y était pas. — *J'en suis bien marri, parce que je suis Pâques qui étais venu quérir le jambon qu'elle m'a promis.* — Il entra, et la chambrière le laissa paisiblement prendre le jambon. » Arrêtons-nous ici, la fin de l'histoire est leste.

A Pomigliano, les choses se passent autrement : c'est un mari et une femme qui sont en scène. Le mari possède un cochon et le garde pour Noël. La femme se met à la fenêtre et interpelle tous les hommes qui passent en leur demandant : « Est-ce vous qui vous appelez Noël? » Un curieux lui répond : « C'est moi, » et elle lui donne le cochon, qu'elle a préalablement décoré d'une longue chaîne d'or et de pendans d'oreilles en perles. Le même conte se fait à Bologne, seulement il y est question de Janvier, non de Pâques, ni de Noël. Dans les Pouilles, on raconte l'histoire d'un père qui a beaucoup d'enfans. Sa fille cadette est le souffre-douleur de la maison, laide et sotte. On lui donne les reliefs des repas et le rebut des habits. Un jour son père a pitié d'elle et lui dit : « Voici dix ducats; quand mai viendra, tu auras une robe neuve. » La pauvre fille ne

se sent pas de joie et se met à chanter tous les matins à sa fenêtre : « J'aurai une robe neuve quand mai sera venu ! » Passe un marchand ambulant qui lui demande ce qu'elle chante. La niaise s'empresse de le dire, et le marchand d'entrer dans la maison : « Mai, c'est moi, s'écrie-t-il, et je t'apporte ta robe. » Il donne alors à la jeune fille une pièce d'étoffe grossière et emporte les dix ducats.

On voit que les contes de Pomigliano courent le monde ; il en est un entre autres qui a fait beaucoup de chemin. On rapporte que Frédéric II se rendait souvent pour les affaires de l'état chez son chancelier Pierre des Vignes. Un beau matin il ne le trouva pas; mais, la chambre étant ouverte, il entra tout droit, et surprit au lit la femme de Pierre, qui était fort belle. Elle était endormie, et l'empereur ne la réveilla pas. Il se contenta de ramener la couverture sur les bras nus de la dame et se retira chastement, mais en laissant son gant sur le lit par malice ou par mégarde. Pierre, étant rentré, trouva le gant de l'empereur et en fut très marri, mais n'en dit rien ; seulement il n'adressa plus la parole à sa femme, qui, fort affligée de ce silence, alla s'en plaindre au souverain. Frédéric se rendit chez Pierre, qui voulut devant sa femme lui donner une petite leçon à mots couverts, et il improvisa un couplet que nous transcrivons parce que ce sont peut-être les plus anciens vers italiens que l'on connaisse et que Fauriel les a cités inexactement :

Una vigna no piantà.
Per travers è intrà
Chi la vigna m'ha goasta.
Han fait gran peccà
Di far ains che tant mal.

La femme de Pierre lui répondit aussitôt :

Vigna sum, vigna sarai,
La mia vigna non fali mai.

Pierre répliqua sur-le-champ (et la paix fut faite) :

Se cossi è como è narrà,
Plu amo la vigna che fis mai (1).

Brantôme trouva ce petit trait de bonne prise : il le glissa dans ses *Dames galantes*, et substitua le marquis de Pescaire à l'empereur Frédéric. Cependant l'anecdote est bien plus ancienne que

(1) C'est presque de l'ancien français. Pierre des Vignes dit, en équivoquant sur son nom : « Une vigne ai plantée, à travers est entré qui la vigne m'a gâtée ; ils ont fait grand péché, de faire ains que tant mal. » La femme répond : « Vigne suis, vigne serai, ma vigne ne faillit jamais. » Pierre consolé s'écrie : « Si est ainsi comme est narré, plus aime la vigne que fis jamais. »

Pierre des Vignes; on la trouve dans plusieurs versions du livre de *Sendabar*, et précisément dans le *Mischlé sendabar*, dans le *Syntipas* grec et dans les *Sept vizirs* turcs, sous ce titre : *la Trace du lion*. C'est peut-être de là qu'elle est venue directement à Pomigliano, en Sicile, à Venise, dans l'Italie entière. Toutefois le dialogue rimé de Pierre des Vignes se retrouve plus ou moins altéré dans les versions populaires du récit. Voici comment on le narre à Venise : Un roi a défendu à son majordome de se marier; le majordome tombe amoureux d'une très belle femme et l'épouse en secret. Le roi l'apprend, et veut voir cette fort belle femme. A cet effet, il charge le mari d'un message, entre au gynécée, et, sans réveiller la belle endormie, la recouvre discrètement et laisse un gant sur le lit. Le majordome, en rentrant, trouve le gant du roi, et depuis ce moment boude sa femme. Le roi offre alors un banquet à tous ses gentilshommes et commande à ceux qui sont mariés de ne pas venir seuls. Le majordome a beau se défendre, il est forcé de s'exécuter. Au banquet, tous les conviés avaient un mot à dire, Vigna seule (la femme du majordome) se taisait. — Que ne parlez-vous? lui demanda le maître. — Elle répondit :

Vigne étais et vigne suis.
Aimée étais et plus ne suis,
Et ne sais par quelle raison
La vigne a perdu sa saison.

A quoi le majordome riposta :

Vigne étais, vigne seras.
Aimée étais, plus ne seras.
Par la griffe du lion
La vigne a perdu sa saison.

Le roi comprit et répliqua aussitôt :

Dans la vigne suis entré,
A ses pampres j'ai touché;
Mais, par le sceptre que j'ai,
De ses fruits n'ai pas mangé.

Là-dessus réconciliation générale.

Nous disions que le peuple n'est pas réaliste: il serait plutôt moraliste : plusieurs de ses contes ont la prétention d'enseigner la vertu. Tel est celui que M. Imbriani a mis en tête de son livre.

« Il y avait un petit garçon nommé Joseph et surnommé *la Vérité*, parce qu'il ne disait jamais de mensonge. Vint à passer le roi, qui, émerveillé du phénomène, voulut prendre l'enfant à son service et lui fit garder les vaches de la cour. Tous les matins, l'enfant se pré-

sentait au roi en lui disant : « Serviteur de sa majesté. — Bonjour, Joseph la Vérité, comment vont les vaches? — Fraîches et grasses. — Comment vont les veaux? — Frais et gros. — Comment va le taureau? — Fort et beau. » Le roi était très content de Joseph et le louait sans cesse; les courtisans jaloux voulurent que le vacher fût pris en flagrant délit de mensonge. A cet effet, ils lui envoyèrent la « femme, » et cette femme devait l'induire, « par ses paroles et ses manières, à tuer le taureau. » Joseph se laissa tenter et sacrifia la belle et forte bête, mais il se trouva après « fort embrouillé » sur ce qu'il aurait à dire au roi. Il fit une répétition pour préparer sa réponse, mit son manteau sur une chaise et supposa que ce fût le souverain. « Serviteur de sa majesté. — Bonjour, Joseph la Vérité, comment vont les vaches? — Fraîches et grasses. — Comment les veaux? — Frais et gros. — Comment le taureau? — Fort et beau;... non, dit-il en se reprenant, cela ne va pas bien. Je ferais un mensonge. Quand le roi me demandera : Comment va le taureau? il faudra que je lui réponde : Le taureau est mort, et c'est moi qui l'ai tué. » Ainsi fit-il, et le roi le loua très fort de sa franchise. Joseph ne quitta pas la cour, où on le tint en haute estime, et les courtisans se rongèrent les doigts. »

Telle est la biographie de Joseph la Vérité, comme on la raconte à Pomigliano. Si l'on veut comparer les récits du peuple avec ceux des écrivains de profession, qu'on cherche dans Straparola la cinquième fable de la Troisième nuit, on y verra comment Yseult, femme de Lucaferro di Albano de Bergame, croyant avec astuce dauber Travaglino, vacher d'Émilien son frère, pour le faire paraître menteur, perdit le patrimoine de son mari et rentra chez elle avec la tête d'un taureau aux cornes d'or, toute honteuse. On y notera ces cornes d'or qui se trouvent également dans d'autres versions populaires du récit, et qui en accusent l'origine âryenne. On notera encore que les contes du peuple se recommandent presque toujours par leur chasteté; le narrateur de Pomigliano n'insiste pas sur les paroles et les manières de l'inconnue qui fit tuer le taureau, elle est désignée par un simple mot qui dit tout : « la femme. » Straparola au contraire s'arrête avec une complaisance pleine d'agacerie sur la séduction d'Yseult. Une Alleman le qui a recueilli avec beaucoup de soin des nouvelles siciliennes, Mme Laure Gonzenbach, nous donne une autre version très circonstanciée où la pointe grivoise ne fait pas défaut. Mais nous n'avons pas les libertés des Allemandes.

La fable de *Joseph la Vérité* prouve qu'il est profitable de ne point mentir; celle de l'*Oiseau griffon* démontre qu'il est dangereux de tuer son semblable. — Un roi souffrait du mal d'yeux (les Napolitains appellent ainsi toute espèce d'ophthalmie et plus parti-

culièrement la cataracte. Les médecins d'alors n'y entendant rien, le roi fit venir un charlatan. « Il n'y a qu'un remède, c'est la plume de l'oiseau griffon qui habite le désert. On dissout dans l'eau cette plume réduite en poudre et l'on obtient ainsi un collyre infaillible. » Le roi manda ses trois fils et promit le trône et la couronne à celui qui lui apporterait la plume de l'oiseau griffon. Les trois fils se mirent en route; le plus jeune rencontra un vieillard qui lui dit : « Va dans le désert et jette sur le sable un grain de maïs; l'oiseau griffon descendra pour le manger; tu n'auras alors qu'à te baisser et tu lui enlèveras une de ses plumes. » Ainsi fit le jeune prince, qui s'en revint avec la plume merveilleuse cachée dans l'un de ses souliers. Mais il trouva sur la route ses deux frères qui s'en retournaient chez eux les mains vides : le Benjamin de la famille fut saisi par ses aînés, qui, l'ayant fouillé et dépouillé, le tuèrent et l'enterrèrent au pied d'un arbre. Puis ils rapportèrent la plume au vieux roi, qui guérit aussitôt et tint sa promesse. Il était inquiet cependant, parce que son fils cadet ne revenait pas; les deux aînés lui dirent qu'ils ne l'avaient point vu depuis leur départ. Un jour un berger qui paissait ses moutons près du poirier sous lequel était enterré le mort vit avec étonnement les chiens du troupeau gratter la terre et en retirer un os. « Le joli sifflet! » dit le berger, qui mit l'os à sa bouche et voulut jouer un air; mais il entendit une voix qui sortait de l'os et qui disait : « Berger qui me tiens à la bouche, tiens-moi bien et point ne me lâche; pour une plume d'oiseau griffon, mon frère m'occit par trahison. » Le berger fut stupéfait, et comme il savait l'histoire de la plume merveilleuse, il s'en alla souffler dans l'os devant le palais royal. Les gens du palais, se doutant de quelque chose, allèrent l'annoncer au vieux souverain, qui fit monter le berger et voulut siffler lui-même, et l'os chanta : « Père qui me tiens à la bouche, tiens-moi bien et point ne me lâche; pour une plume d'oiseau griffon, mes frères m'occirent par trahison. Punis le premier, pardonne au second. » Le vieux roi ne tint pas compte de cette prière clémente : il saisit les deux fratricides, les fit brûler dans un tonneau de poix et jeter à la mer; il garda le berger pour son fils, et lui donna le trône et la couronne. »

Ainsi finit le conte recueilli à Pomigliano. A Bagnoli Irpino, on le clôt par cette sentence : Qui tue aujourd'hui sera tué demain.

II. — LES CORNES. — VIOLA.

Nous rentrons dans les féeries et nous ne voulons plus désormais en sortir. Jusqu'ici nous nous sommes contenté de résumer les récits et d'en donner la substance; mais ce n'est pas la partie la plus

intéressante de notré sujet. Il faut savoir aussi comment le peuple raconte. Nous allons donc traduire, à peu près mot à mot, les trois histoires les plus détaillées du recueil, en tâchant d'être aussi naïf, aussi incorrect que possible. Par malheur, nous ne pouvons reproduire les grâces et les libertés du patois. — Voici d'abord l'histoire des cornes :

« Il y avait une fois un homme, et, parce qu'il n'avait rien à faire sur le pavé, il partit et s'en fut à la campagne. Il jeta un coup d'œil sur un arbre et vit un nid d'oiseau. Il monta sur l'arbre et prit la mère avec deux œufs. Sur ces œufs était une inscription qui disait : « Celui qui mangera le cœur de cet oiseau sera pape, et celui qui en mangera le foie aura une bourse et cinquante ducats tous les matins. » Cet homme ne vit rien de tout ça. Il alla au logis et dit à sa femme : « Cet oiseau qu'en ferons-nous? Nos enfans meurent de faim, je vais le porter au compère, nous ferons un peu de polente pour les petits. » Il alla chez le compère et dit : « Compère, je vous apporte ces deux œufs et cet oiseau pour amuser vos enfans. » Le compère lui dit qu'il n'en voulait pas; mais, comme l'autre insistait pour qu'il les gardât, à la fin (le compère) voulut que l'homme emportât l'oiseau. L'homme en fureur le prit et se sauva, et il oublia les deux œufs sur la table du compère. Il s'en alla chez lui et mangea l'oiseau. Le compère va voir sur la table, trouve les deux œufs et lit l'inscription et dit : « O malheur, qu'ai-je fait! J'ai laissé mon petit compère emporter l'oiseau, et sur ces œufs est écrit tout ça! » Il court chez l'autre et lui dit que ses enfans s'étaient mis à pleurer parce qu'ils voulaient l'oiseau. Alors voilà que l'homme lui répondit qu'il était arrivé trop tard, et qu'il (l'oiseau) était mangé. Le compère alla chez lui et se concerta avec sa femme et dit : « Femme, qu'avons-nous à faire? » La femme répondit qu'il devait prendre les créatures (les enfans du pauvre homme), disant qu'il voulait les élever. Ainsi fit le compère. Il alla chez l'homme et lui dit : « Petit compère, je veux tes deux petits parce que tu ne peux pas les nourrir. Je vais, moi, les élever. » Et il les emmena chez lui et les conduisit à l'école (ceci doit être une addition récente, jamais les paysans n'envoyaient leurs enfans à l'école sous les Bourbons). La femme du compère faisait chaque matin le lit des petits et trouvait une bourse et cinquante ducats, et traitait ces deux garçons avec beaucoup de bonne grâce.

« Après six ou sept ans, le compère avait gagné une quantité d'argent, et ces petits s'étaient faits grands. Un matin, les deux garçons se mirent à jouer dans leurs lits, et en jouant ils firent tomber la bourse avec cinquante ducats. Les garçons s'en aperçurent et dirent : « Nous ne sommes plus bien ici, le compère a mis ici la

bourse pour voir si nous prenons l'argent. » Et dans la journée ils dirent au compère qu'ils voulaient s'en aller. Lui ne voulait pas les lâcher; mais après beaucoup de paroles le compère leur donna à chacun deux cents ducats et les laissa aller. Ils s'en allèrent et, marchant toujours, ils se trouvèrent le soir dans un bois, et comme ils n'avaient rien où se coucher, ils se mirent sur un chêne. Quand ce fut le matin et qu'ils se levèrent tomba la bourse aux cinquante ducats. Les frères dirent : « Ah ! c'est pour ça que le compère voulait nous garder chez lui, c'est cette vertu que nous avons. » Ils se mirent en chemin et ils marchaient. Et quand ils arrivèrent à un carrefour, l'un d'eux resta en arrière un moment et se mit à faire un service (on devine ce que cela veut dire). Les deux frères ne se retrouvèrent plus. Celui qui avait l'avantage de gagner chaque matin une bourse avec cinquante ducats se trouva dans une ville et celui qui devait être pape se trouva dans une autre; mais ce dernier était à la rue, parce qu'il n'avait rien à manger; pour vivre, il se mit à faire le sacristain dans une église. Vint le temps où dans cette ville on eut à faire un pape. On jetait en l'air une colombe pour voir sur la tête de qui elle s'arrêterait. Elle tomba sur la tête du sacristain, et ce fut lui qui fut pape. (Voilà un nouveau genre de conclave qui se retrouve dans plus d'un conte populaire en Italie et ailleurs. Pareillement, quand les rois sont embarrassés pour trouver un gendre, ils laissent tomber du haut d'une tour un mouchoir sur la foule. Celui sur qui tombe le mouchoir épouse la fille du roi.)

Laissons maintenant le pape et prenons l'autre frère qui avait l'avantage de la bourse. Celui-ci alla dans une ville où on faisait le théâtre (où il y avait un théâtre) et où l'on payait cinquante ducats tous les soirs (soit deux cent douze francs cinquante centimes; c'était un peu cher pour un fauteuil d'orchestre, mais l'imagination populaire ne lésine jamais). La femme qui faisait le théâtre (la prima donna) en était fort occupée et se disait à elle-même : « Que doit être ce seigneur-là qui vient chaque soir ici? » Elle avait avec elle une vieille duègne (*ruffiana*) et elle lui dit de demander à ce seigneur qui il était. La vieille alla auprès du jeune homme et lui dit : « Quelle fortune avez-vous pour venir chaque jour au théâtre? » Il répondit et il dit : « J'ai chaque matin une bourse de cinquante ducats. » Alors voilà que la femme de théâtre dit à la duègne de demander au jeune homme s'il veut l'épouser. La duègne le dit et le jeune homme répondit : « C'est aussi mon plaisir. » Et cette femme, le soir d'après, le spectacle étant fini, le voulut chez elle, et puis, petit à petit, avec son papotage, lui tira de la bouche comment il avait cette bourse tous les matins. Lui, comme un ignorant (un naïf), lui fit connaître qu'il avait mangé le foie d'un oiseau. La femme, ayant appris ça, voulut l'avoir à dîner chez elle, et

elle lui fit manger une chose qui lui fit rendre tout ce qu'il avait sur l'estomac et de plus le foie de l'oiseau, et elle le mangea elle-même. Après quoi, elle chassa de sa maison le pauvre diable, et elle eut chaque matin la bourse de cinquante ducats. Le pauvre homme resta au milieu de la rue et n'avait absolument pas de quoi manger. Il s'en alla dans un bois et il mangea de l'herbe comme les animaux. Il se mit à regarder en l'air et il vit un figuier chargé de fruits mûrs hors de saison (*contra tiempo*). Il en mangea une et une corne lui poussa sur la tête. Il en mangea une seconde et une seconde corne lui poussa. Il se retourna et s'aperçut que les cornes cognaient les branches et il dit : « Me voilà bien arrangé pour les fêtes. Il ne me manquait plus que des cornes sur la tête, et elles me sont venues. » Il y avait dans le bois une fontaine. L'homme alla y boire un coup et il redevint chrétien comme avant, et il dit : « Pourtant j'ai trouvé un remède. » Après il lui vint à la tête de manger un peu de salade et il devint un âne. Il but un second coup d'eau et il redevint chrétien comme devant, et il dit : « J'ai maintenant trouvé deux remèdes. » Il acheta un panier, il le remplit de figues, le mit sur sa tête et se promena devant le palais où était la femme de théâtre en criant : « Figues de paradis, hors de saison ! » La duègne se mit à la fenêtre et fit acheter les figues à sa maîtresse. Et cet homme les fit payer une piastre le *rotolo* (le kilogramme; dans leur saison, les figues coûtaient un sou la livre et même un demi-sou). On mit les figues hors de la fenêtre. Et voilà que le domestique en mangea deux en cachette, et deux cornes lui sortirent du front. Il se cacha pour que sa maîtresse ne le vît plus. La servante aussi en mangea, et il lui sortit aussi des cornes, et elle aussi s'alla cacher.

« La dame, à midi, appela ses gens, mais aucun d'eux ne répondit. Elle mangea toutes les figues, et il lui poussa sur la tête une multitude de cornes. Quand elle s'en aperçut, elle se mit à faire du vacarme. Accoururent alors le domestique et la servante, et tous les trois se virent avec des cornes sur la tête. Ils s'enfermèrent dans le palais et ne sortirent plus. Ils firent venir beaucoup de médecins, mais aucun d'eux ne sut les guérir. Cet homme (celui qui avait vendu les figues) remplit une fiole d'eau, et puis il fit dire par le pays qu'il était venu un médecin étranger qui guérissait les cornes. Cette dame, le plus tôt qu'elle put, le fit appeler et lui dit : « Seigneur médecin, vous devez, si vous pouvez, me faire la faveur de m'ôter ces cornes, car je ne peux plus aller au théâtre. — Oui, répondit le médecin, je veux vous guérir, mais je veux d'abord traiter l'affaire de l'argent. — Oui, monsieur, suffit que vous me guérissiez, ce que vous voulez, je vous le donne. — Vous devez me donner cinq mille ducats. » Cette dame les lui donna, et il prit cette grosse

somme. Après cela sort la vieille duègne, et elle lui dit : « Monsieur, par charité, moi aussi j'ai des cornes et je veux être guérie. — Toi, répondit le médecin, tu dois me donner quatre cents ducats. » Ainsi fut fait. Sortit ensuite le domestique, disant que lui aussi voulait être guéri, et, les conditions faites, il eut à donner deux cents ducats, et il s'en trouva bien. Et après le médecin s'en alla.

« Une autre fois il remplit le panier de cette herbe qui l'avait fait devenir baudet. Et il l'alla vendre sous la porte cochère de cette dame. Celle-ci s'empressa d'acheter. Le vendeur voulut qu'elle en mangeât un peu devant lui, et comme ça elle devint bourrique. Il lui mit le licou et, en la tirant, il l'emmena. En ce temps-là on faisait un temple au sommet d'une montagne, et on y montait des prêtres sur des ânes. Cet homme y alla aussi et voulait toujours faire deux ou trois courses de plus que les autres pour maltraiter l'ânesse qu'il menait. Les autres compagnons qui travaillaient là mirent le nez dans cette affaire et allèrent le dénoncer au pape. Le pape fit venir le jeune homme et lui demanda pourquoi il maltraitait la pauvre bête. Lui, dit d'abord qu'il le faisait pour gagner plus d'argent, mais voyant après que le pape ne voulait pas le croire, il lui raconta toute l'histoire et tout ce qui lui était arrivé depuis qu'il était né. Le pape alors lui fit savoir comme quoi il était son frère et lui ordonna de donner à la femme de théâtre cette certaine eau qui l'aurait fait redevenir femme. Ainsi fut fait. Les deux frères restèrent ensemble heureux et contens, et ils laissèrent aller cette dame de théâtre à cause de cette bourse qui lui avait causé tant de tribulations. »

Cette histoire des cornes se reproduit de mille façons dans toutes les provinces et dans tous les dialectes de la péninsule. Nous en possédons une version milanaise qui ne manque pas d'intérêt. Il s'agit ordinairement d'un jeune homme ou d'un fils de roi trompé par une belle princesse qui lui gagne aux cartes ou autrement les talismans qu'il porte sur lui. A la fin, c'est l'homme qui à son tour joue la femme ou se fait aimer d'elle. Dans d'autres contes, il n'y a pas de femme; la plus belle moitié du genre humain est remplacée par un fourbe quelconque, un aubergiste par exemple, car de tout temps et en tous pays l'aubergiste a passé pour un coquin. Voici une petite légende recueillie à Santo-Stefano par M. de Gubernatis. — Un père avait trois fils. L'aîné va chercher fortune et trouve en chemin un vieillard : c'est Jésus en personne qui lui tient compagnie. Mais, voyant qu'il ne lui arrive rien d'heureux, le jeune homme perd courage et veut retourner au logis. Alors Jésus lui fait cadeau d'une table à trois pieds à qui il suffit de dire : « Couvre-toi, » et elle se couvre de toutes les grâces de Dieu. Le jeune homme arrive dans une auberge et il est si heureux qu'il ne peut

garder son secret. Mal lui en advient, car l'hôtelier, qui est un voleur, dérobe la table pendant la nuit et en met une autre à la place. L'aîné des frères se remet en route et, rentrant au logis, annonce un miracle, mais le miracle rate, et l'on se moque du hâbleur. Le second des frères part à son tour, et lui aussi rencontre le vieux Jésus. Ils font route ensemble. Ne trouvant pas cependant à faire fortune avec Jésus, le jeune homme veut s'en retourner, et Jésus lui donne une brebis qui sécrète des louis d'or. Il descend à la même auberge, où il cause trop. On substitue pendant la nuit une brebis à la sienne, et, quand il est rentré au bercail, ses frères lui rient au nez. Vient le tour du troisième, qui rencontre également Jésus, et le quitte un beau jour parce qu'on ne gagne pas assez d'argent avec un pareil compagnon de route. Jésus lui donne un bâton à qui l'on n'a qu'à dire : « Tape! » et la trique assène de grands coups à tort et à travers jusqu'à ce qu'on lui ait dit : « Assez! » En chemin, le cadet des frères veut essayer le gourdin sur trois riches seigneurs, et l'épreuve réussit à merveille. Les seigneurs lui donnent tout ce qu'ils ont sur eux afin qu'il arrête la bastonnade. Il arrive à l'auberge et dit au bâton : « Tape! » Le bâton tombe à coups redoublés sur les gens de l'auberge, et il ne se serait jamais arrêté si l'hôtelier n'eût pas restitué la table et la brebis qu'il avait volées. Le jeune homme retourne au logis chargé de biens et parfaitement heureux.

Les contes de nourrice en Italie sont appelés les contes d'ogres, parce que l'ogre (*orco*, *uorco*, *uerco*, etc.) y joue un rôle important. M. Imbriani nous apprend que cet *orco* vient tout droit de l'*orcus* antique. On sait que ce mot désignait l'enfer, ou le roi des enfers, ou la mort, ou les fils d'Éris qui châtient les injustes et les parjures. Pareillement l'ogre des contes de nourrice est un justicier fantastique enlevant les enfans qui ne sont pas sages pour les croquer à belles dents. On a cru longtemps que ce nom venait de *Hongres* ou Hongrois, à cause des férocités attribuées à ces barbares; mais cette étymologie n'a pas de consistance, et M. Littré ne l'adopte point. L'*orco* remplit les contes de fées; c'est un animal à figure humaine, quelquefois bon, mais toujours laid; on le retrouve dans les poèmes chevaleresques. Il en est un bien féroce qui remplit le chant XI du *Roland furieux* : c'est un monstre marin de la pire espèce. On sait comment Roland parvint à s'en rendre maître par une pêche plus miraculeuse que toutes celles des Évangiles. Seulement les traducteurs n'ont pas osé conserver le nom d'ogre à cet animal carnassier qui déjeunait chaque matin d'une jolie femme; aucun lecteur ne l'eût pris au sérieux sous ce nom-là. Aussi a-t-on traduit *orco* par *orque*. L'orque est un mammifère marin, la *pho-*

cène orque ou vulgairement l'épaulard. Au XVIe siècle, grâce à l'Arioste, alors très connu en France, cet habitant de la mer devint fantastique et terrible, d'où ces deux vers de Du Belley :

> Je vis sortir des abysmes
> Une orque pour m'abysmer.

Mais revenons à nos contes d'ogres; le premier est celui de *Viola*. Nous traduisons littéralement la version recueillie à Pomigliano :

« Il y avait une fois trois filles, et la plus jeune se nommait Viola. Toutes les trois travaillaient, mais la première filait, la seconde tissait et la troisième cousait. Le fils du roi en devint amoureux (de la troisième), et toutes les fois qu'il passait, il disait : « Qu'elle est belle, celle qui file, qu'elle est plus belle, celle qui tisse, mais qu'elle est plus belle encore, celle qui coud. Elle me coud le cœur. Vive Viola! vive Viola! » Les sœurs en avaient de l'envie et, par dépit, elles la mirent à filer. Passa le fils du roi, et il dit : « Qu'elle est belle, celle qui tisse, qu'elle est plus belle, celle qui coud, mais qu'elle est plus belle encore, celle qui file! Elle m'a filé le cœur! Vive Viola! vive Viola! » Les sœurs la mirent à tisser, mais le fils du roi n'en dit pas moins son refrain, et il revenait toujours à Viola. « Qu'elle est belle, celle qui coud, qu'elle est plus belle, celle qui file, mais qu'elle est plus belle encore, celle qui tisse! Elle m'a tissé le cœur! Vive Viola! vive Viola! » Un jour, Viola étant à coudre sur le balcon, son dé tomba dans le jardin de l'ogre. Alors voilà qu'elle va le dire à ses sœurs. Ses sœurs, qui ne pouvaient la voir (la souffrir), lui répondirent de ne pas s'en fâcher parce qu'elles l'attacheraient à une corde et la descendraient dans le jardin, et qu'après elles la feraient remonter. Viola les crut, mais ses sœurs ne firent pas comme ça. Quand elles l'eurent fait descendre, elles cassèrent la corde et s'en allèrent. La pauvre Viola, se trouvant là, ne savait pas elle-même ce qu'elle avait à faire. Elle pensa qu'elle ferait bien en se mettant sous la chaise de l'ogre. Un moment après, l'ogre s'assit, et, pendant qu'il était assis, il fit un bruit. Alors voilà que Viola sort de là-dessous et dit : « Papa, Dieu vous bénisse! » L'ogre se retourna et dit : « Oh! malheur! avec un bruit, j'ai fait une fille! » Il la mena en haut et la garda auprès de lui. Un jour Viola était en train de se laver la figure : parut le perroquet du roi, parce que le roi logeait en face de l'ogre. Le perroquet dit à Viola : « Fi, fi! la fille de l'ogre se lave la figure! » Elle rentra tout en colère. L'ogre lui demanda la raison du pourquoi elle était ainsi. Elle le dit, et l'ogre lui souffla qu'une autre fois que le perroquet dirait ça elle aurait à répondre :

Tais-toi, je veux, beau perroquet,
De tes plumes faire un bouquet,
De tes jambes faire un bâton.
Serai femme de ton patron.

« Le matin après, Viola va se laver la figure; le perroquet lui dit encore comme ça : « Fi, fi! la fille de l'ogre se lave la figure. » Elle répondit alors comme l'ogre lui avait dit : « Tais toi! » etc., et alors voilà que le perroquet eut tant de colère qu'il mourut. Le roi le trouvant mort en acheta un autre, mais cet autre aussi, quand Viola s'alla laver la figure, lui dit : « Fi, fi! la fille de l'ogre se lave la figure. » Cette pauvre fille l'eut à peine entendu qu'elle lui répondit les mêmes paroles qu'elle avait dites au premier. Et du coup mourut aussi le second. Alors le serviteur du roi, quand il vit que son maître avait acheté un troisième perroquet, voulut faire le guet pour voir qui c'était qui le ferait mourir. Et quand ce fut le matin d'après, le serviteur entendit que le perroquet disait : « Fi, fi! la fille de l'ogre se lave la figure, » et que Viola répondait : « Tais-toi! je veux, beau perroquet, » etc., et voyant que le perroquet mourait, dare, dare, il l'alla dire au fils du roi. Le fils du roi lui envoya dire (à Viola) que véritablement il voulait l'épouser et qu'elle devait demander à l'ogre ce qu'elle avait à faire pour se marier. Viola fit la question. L'ogre d'abord ne voulut pas le lui dire; mais, après avoir vu toutes les promesses que lui fit sa fille, il répondit : « Tu veux le savoir? Eh bien! pour te marier, toi, je dois mourir, moi. » Viola le dit au fils du roi, et celui-ci lui répondit qu'elle devait lui demander (à l'ogre) ce qu'il fallait pour le tuer. Elle le lui demanda ric-à-ric, mais l'ogre lui dit d'abord : « Tu veux le savoir pour me tuer, donc ce n'est plus vrai que tu m'aimes; tu veux me faire mourir, et pourquoi ça? » Mais après, voyant que Viola lui promettait qu'elle l'aimerait, qu'elle voulait le savoir *pour une chose*, il dit : « Pour me tuer, il faut aller à tel endroit, il y a là un porc-épic. Quand il a les yeux ouverts, il dort, et, quand il a les yeux fermés, il est éveillé. Pendant qu'il dort, on le tue, on prend les œufs qu'il a dans le corps, on les bat contre mon front et je meurs. » La femme le dit tout de suite au fils du roi, et celui-ci, dare, dare, envoie un serviteur, fait tuer le porc-épic, se fait apporter les œufs, les fait battre sur le front de l'ogre pendant qu'il dormait, et épousa la fille. »

L'histoire de Viola, dont les élémens ont été pris çà et là dans quatre ou cinq contes de fées, nous montre bien comment se font ces compositions collectives où collaborent tant de siècles et tant de pays divers. On y trouve notamment un de ces œufs enchantés aussi nécessaires à ces récits enfantins que les songes aux tragédies clas-

siques. Tous les étrangers ont vu à Naples une roche fortifiée qui s'avance dans la mer pour défendre la ville ou pour l'effrayer; sait-on pourquoi cette roche est appelée le Fort-de-l'Œuf? C'est que le poète Virgile, ayant prédit dans ses *Églogues* la venue du Christ, passa au moyen âge pour un grand prophète et un grand sorcier : ce fut lui qui fit surgir le fort avec sa baguette magique et il y cacha, dans une cellule souterraine, une cage contenant un œuf; de cet œuf dépend le sort de Naples. Tant que la coquille n'en sera pas brisée, la ville peut se passer de torpilles; elle n'aura jamais à craindre d'agression du côté de la mer.

Cependant, il faut l'avouer, l'histoire de Viola n'est pas bien racontée : le narrateur ou la narratrice de Pomigliano manque un peu de talent; son vocabulaire est pauvre, et sa narration est maigre; il répète trop souvent les mêmes mots et raconte les choses crûment, sèchement, sans y mettre du sien et sans ménager ses effets; on peut l'accuser de négligence et de paresse. Aussi ne lui demanderons-nous pas le dernier conte que nous voulons offrir à nos lecteurs, celui de *Petrusenella* ou *Prezzemolina* (Persillette). Les gens de Pomigliano ne la savent pas bien, ils en ont oublié la moitié et ne nous en donnent qu'une réduction assez courte et froide. C'est en Toscane, aux environs de Pistoie, que cette belle histoire s'épanouit dans sa fleur. La Toscane, on le sait, est la seule province d'Italie où le dialecte soit du pur italien, et le peuple, surtout celui des champs, le parle si bien qu'il peut l'enseigner aux gens de lettres. Quand Manzoni, Azeglio, Ranieri, ont voulu se corriger du provincialisme lombard ou napolitain, ils sont allés retremper leur langue à la source vive et demander, non pas aux académiciens de la Crusca, mais aux plébéiens de Florence les termes et les tours que Dante avait appris de leurs aïeux. Le dialecte de Pistoie n'est pas aussi pur que celui du Marché-Vieux; mais la fille du peuple, Luisa Ginanni, qui a dicté pour nous la version toscane de Persillette, laisse bien loin derrière elle toutes ses émules du midi. Qu'on en juge.

III. — PERSILLETTE.

« Il y avait une fois une petite paysanne ayant un peu de terre, et à grand'peine elle y trouvait sa subsistance. Elle avait un garçon qui faisait ses affaires. On le sait, les femmes, quand elles sont seules à côté d'un homme, finissent toutes de la même façon. Cette paysanne plut au garçon, et lui à elle, si bien qu'ils ne purent demeurer longtemps à pâtir : conclusion, les noces. Et aussitôt la femme devint grosse. Mais elle ne se sentait jamais bien parce qu'elle ne trouvait rien de bon à manger, et il n'y avait pas moyen

de lui faire entrer dans la bouche autre chose que du persil. Passe encore, s'il y avait toujours eu du persil dans le jardin, mais il n'y en avait plus depuis bien du temps. Aussi la femme demeura sans rien mettre dans sa bouche pendant trois longs jours. C'était un désespoir dans la maison. Voilà qu'arrive un colporteur, de ceux qui vont çà et là par la campagne, un peu au hasard, pour vendre des bagatelles, des épingles, du coton aux fermières. En voyant ces deux êtres à demi hébétés : « Oh! qu'avez-vous? dit le colporteur, vous avez l'air de fantômes! — Eh non! dit l'homme, ma femme, pauvresse, est grosse et ne peut manger que du persil; mais tout celui du jardin est épuisé, et l'on n'en trouve plus par ici, si bien que depuis trois jours elle reste avec les dents sèches. » Le colporteur dit: « Je vous enseignerai, moi, où de persil, on en trouve à foison. A cinq ou six milles d'ici un seigneur a un jardin, clos de tous côtés, avec tous les biens de Dieu dedans et avec trois plates-bandes de persil épais et dru que c'est vraiment une merveille. Courez là au petit jour, vous aurez à manger à bouche que veux-tu. » Le garçon n'entendit pas en sourd, et le matin, quand le soleil n'était pas même levé, ayant pris avec lui un sac et une faucille, il alla chercher le jardin, et marche! marche! il y arrive. Mais il lui fallut de grands efforts pour grimper sur le mur haut et raide. En somme il réussit à y entrer. Il n'y avait pas âme vivante, et lui, vite, vite, coupa une demi-plate-bande de persil. Il en remplit le sac et, en route! à la course pour le porter à sa femme, qui, toute contente, en eut de quoi se rassasier pour huit jours. Figurez-vous! Maintenant il faut savoir que ce jardin, l'ogre l'avait en propriété, et, quand il sortit du lit et vit le pillage du persil, il lui prit une grande passion (colère), et il se mit à tempêter, criant à sa femme : « Descends, Cathò, descends! Viens voir qu'on m'a volé mon persil. Infâmes voleurs, me l'eussent-ils au moins demandé, s'ils en avaient besoin! Mais me le voler est un trait de coquins. Si je vous y prends! si je vous y prends! Vous reviendrez bien une fois! » Alors, dans l'idée qu'on reviendrait, il dressa là, à l'écart, une hutte couverte de branches vertes, et il se mit à y faire sentinelle devant son persil. Au bout de huit jours, le persil était complétement avalé, si bien que le garçon, avec son sac et sa faucille, revint en cachette au jardin de l'ogre pour en faire une seconde provision. Mais à peine commençait-il à couper, voilà que l'ogre saute dehors et l'empoigne à la gorge. « Je t'y prends, malandrin, cria-t-il avec une grosse voix à faire peur à une troupe de madones, et maintenant tu n'échapperas pas, et tu auras à me le payer avec ta peau! » Cela dit, il le traîne dans sa maison, et il l'abattit contre terre pour le finir. Et il criait : « Allons, arrive, Cathò, il faut le manger sur-le-champ! » Le gars, à ce fracas, se crut mort.

Mais après il reprit un peu d'âme, et il se leva sur ses genoux et il se mit à raconter son histoire à l'ogre, et il sut la raconter si bien et avec tant de larmes que l'ogre se sentit attendrir et dit : « Je te pardonne, allons, mais à une condition! — Dites seulement, répondit le gars rassuré, je vous accorde tout, pourvu que vous me laissiez retourner chez ma pauvre femme. — L'ogre dit : — Voici ma condition : Prends dans mon jardin autant de persil qu'il t'en faut pour entretenir ta femme. Elle mangera ainsi du persil tout frais et accouchera d'une belle créature toute fraîche; mais, quand elle sera accouchée, cette créature j'en veux la moitié pour moi, car elle devra servir pour mon déjeuner. — Tope, que votre plaisir soit fait, » répondit sans y penser le paysan. Et puis, ayant rempli de persil son sac, plus mort que vif, se tenant à peine sur ses jambes, il retourna dans sa maison.

« La femme, en le voyant ainsi tout défait, eut à bon droit des soupçons et voulut savoir ce qui était arrivé à son mari. Il lui raconta toutes les disgrâces qui lui étaient tombées dessus. La femme s'écrie : « Ah! malheureux, qu'as-tu promis? Donc, la créature il faudra l'écarteler en deux morceaux? — J'aurais voulu voir, si tu avais été là et qu'il t'eût voulu jeter dans une chaudière pour te manger après bouillie, ce que tu aurais fait? Quand nous sommes loin du danger, il est aisé de faire les braves. Mais là, sous le fer, même les braves se mettent à l'abri. Allons, ne pensons pas tant au mal, quand on a du temps devant soi, et que la fortune peut changer. » La femme, à ces mots, se calma, et puis il n'y avait pas de remède. Et alors ils prirent la résolution d'aller de l'avant sans se décourager, si bien que tous les jours le gars allait chez l'ogre pour prendre du persil tout frais, et sa femme engraissait ainsi, à vue d'œil, alerte et fortifiée. « Le temps est galant homme, » disaient-ils. Vint le jour des couches, et la femme mit au monde une fille à cheveux blonds qui était vraiment une grande beauté à voir avec ses petits yeux ouverts et pétillans. Voilà qu'on frappe à la porte. « Qui est là? — Ouvrez, je suis l'ogre. Est-ce que vous avez oublié notre pacte? » Figurez-vous l'abattement de ces deux parens désespérés. Mais l'ogre sort une hachette aiguisée, puis il prend la petite par un pied, donne l'autre à sa femme et puis lève le bras avec le fer pour fendre en deux la créature. A cette vue, la mère ne put se tenir : elle saute à bas du lit et se jette à genoux, et se met à hurler et à pleurer comme une âme damnée : « Ne me la partagez pas! ne me la partagez pas! Prenez-la plutôt tout entière : au moins ne la verrai-je pas abîmée ainsi! » L'ogre dit : « Je l'accepte; je la prendrai toute pour moi, mais pas tout de suite. Je vous la laisse à garder, bien plus, je vous paierai tous les frais pour votre peine. Puis, quand la bambine sera grande, je

l'emmènerai avec moi et j'en veux faire une pitance friande. Donc adieu, c'est une affaire entendue, à nous revoir ! » L'ogre et sa femme retournèrent chez eux et tinrent parole, parce que tous les mois ils envoyèrent aux parens de la petite une belle somme d'argent, et des effets d'habillement, et de bonnes choses de choix pour manger. Mais, quand la fillette eut cinq ans, l'ogre vint la prendre, et tout fut inutile; il la voulut avec lui de toute façon. Et quand il l'eut emmenée dans sa maison, il l'enferma pour l'engraisser dans une chambre au haut d'une tour où il n'y avait pas d'escalier pour y monter. Et puis il dit à la Cathò : « Garde-la bien, que rien ne lui manque. Aie bien soin que personne ne la voie et qu'elle ne s'échappe point quand je serai dehors pour mes affaires. » Et pour pouvoir l'appeler, il lui donna le nom de Persillette.

« Donc la Persillette enfermée là-haut dans cette chambre croissait toujours plus belle, et, comme celle qui la gardait était la Cathò, elle l'appelait maman. Et quand la Cathò voulait monter à la tour pour lui tenir compagnie, elle appelait d'en bas : « Persillette ! Persillette ! jette en bas tes tresses et tire en haut ta mère ! » Et Persillette laissait pendre ses tresses de la fenêtre et la tirait dans la chambre. Un jour la Cathò lui dit : « Peigne-moi, Persillette. » Aussitôt Persillette prit un peigne et se mit à peigner la Cathò. La Cathò disait pendant ce temps : « Qu'y trouves-tu, Persillette? — Bah ! que voulez-vous? J'y trouve bien des poux. — Bien ! Persillette, sais-tu ce que tu as à faire? dit la Cathò, prends-les, ces poux, et mets-les dans le creux d'un roseau. Ils pourront te servir quelque jour, parce qu'en soufflant dans le tuyau, on les disperse au dehors, et un grand buisson pousse où ils tombent. » Et la Persillette fit comme voulait sa maman. Une autre fois, la Cathò hurla du rez-de-chaussée de la tour : « Persillette ! Persillette ! jette en bas tes tresses et tire en haut ta mère. — Et quand elle l'eut tirée en haut, la Cathò dit : — Si j'avais besoin de rester quelque temps hors d'ici, est-ce que tu saurais te faire à manger? — Moi, non, répondit Persillette; et puis où sont les choses à manger et le bois pour les cuire? — La Cathò dit : — Il y a remède à tout. Prends ici, je te donne cette baguette enchantée et demande ce qui te fera plaisir, tu seras contentée à l'instant même. » Après, elle lui dit adieu et sortit de la maison pour rester quelque temps dehors à faire ses affaires.

« Un matin, tout à coup, Persillette entendit qu'on l'appelait du bas de la tour : « Persillette ! Persillette ! jette en bas tes tresses et tire en haut ta mère. » Elle pensait que c'était la Cathò, mais quand elle eut tiré en haut avec ses tresses, elle s'aperçut que c'était un beau jeune homme, un fils du roi. Gare l'amorce à côté du feu ! Ils s'énamourèrent au moment même et restèrent ensemble la nuit

aussi. Le lendemain voici la Cathò : « Persillette ! Persillette ! jette en bas tes tresses et tire en haut ta mère. » Figurez-vous quelle confusion pour ces deux pauvres amoureux ! Comment faire ? comment faire ? Parce que, si Cathò les trouvait ensemble, qui sait comment la chose aurait tourné pour eux ? « Pas de crainte, j'ai le remède, dit Persillette. » Et ayant pris dans un coin la baguette, elle changea en fagot le fils du roi. Après elle descendit les tresses et fit monter sa mère. A peine la Cathò fut-elle entrée dans la chambre qu'elle voit tout de suite le fagot. « Oh ! ce qui est là, à quoi cela sert-il ? — Ho ! à quoi cela sert-il ? — A cuire de quoi dîner, répondit Persillette. Est-ce que vous ne vous rappelez pas que vous m'avez donné la baguette pour subvenir à mes besoins quand vous n'y êtes pas ? — La Cathò dit : — Oui, oui, tu as raison. Bravo, ma fillette. Donc fais les choses comme il faut, parce que je m'en retourne. Et je dois rester plusieurs jours dehors. Adieu, adieu. » Et elle s'en va pour rester quelque temps dehors à faire ses affaires. Après trois ou quatre matinées, voilà que revient Cathò. « Persillette ! Persillette ! jette en bas tes tresses et tire en haut ta mère. » Mais Persillette, avant de la tirer en haut, changea le fils du roi en petit cochon. La Cathò dit : « Oh ! le joli petit cochon ! Qui te l'a donné, cet animal ? — Votre baguette, répondit Persillette : est-ce que vous ne vous rappelez pas vos enseignemens ? Je l'ai pour me tenir compagnie, afin de ne pas rester toute seule quand vous n'y êtes pas. » La Cathò dit : « Bravo, ma fillette ! Conduis-toi toujours bien, sais-tu ? Mais il faut que je te quitte, parce que j'ai encore à faire dehors. Adieu, adieu ! » Et elle sort pour ses affaires. Quand la Cathò fut sortie, Persillette fit redevenir homme le petit cochon. Et ils décidèrent entre eux de se sauver ensemble. Mais Persillette avait peur que les meubles de sa chambre ne se missent à l'espionner, parce qu'ils étaient tous enchantés. Elle se mit donc en tête de les rendre bons pour elle. Elle dit aussitôt à la baguette : « Je veux une belle chaudière pleine de macaronis. » Et quand les macaronis apparurent dans la chambre, Persillette en donna une cuillerée à chaque meuble : une au lit, une aux chaises, une au miroir, en somme à tous ; mais elle oublia la caisse aux balayures. Ensuite, ayant pris les objets les meilleurs, Persillette et le jeune homme se laissèrent glisser de la fenêtre, et en route ! à toutes jambes, à travers champs.

« Laissons-les courir de cette façon, et revenons à la Cathò. Elle rentrait avec l'ogre son mari, et quand elle fut à la maison, elle hurle comme d'habitude : « Persillette ! Persillette ! jette en bas tes tresses et tire en haut ta mère. — Le lit répond : — Je ne puis, je suis au lit. — La Cathò dit : — Dépêche-toi, ne me fais pas attendre. — La chaise répond : — Je ne puis, je suis sur la chaise. — La Cathò reprend : — Oh ! qu'as-tu ce matin que tu es si paresseuse !

Dépêche-toi, allons! — Le miroir répond : — Je me regarde au miroir. — En somme, tous les meubles, les uns après les autres, les outils et les serrures de la chambre trouvaient des biais pour ne pas dénoncer Persillette, qui s'était sauvée avec son jeune gars. Seulement la caisse aux balayures se mit à brailler : — Ce n'est pas vrai! ce n'est pas vrai! Persillette n'y est plus, elle est par les champs avec son bon ami qui l'emmène. » A ce discours, la Cathò et l'ogre, figurez-vous dans quel état ils demeurèrent. La Cathò dit : « Cours, mon homme, cours! Avec tes grandes jambes, tu la rejoindras en deux sauts. Oh! coquins! Ils *me l'ont faite* (ils m'ont jouée). » Et pendant que l'ogre poursuivait ces deux malheureux, la caisse aux balayures goguenardait : « Pauvre maîtresse! vous l'avez vu, le fagot? vous l'avez vu, le petit cochon? C'était lui, son bon ami! Et vous ne vous en êtes pas doutée. Tous ont eu des macaronis pour vous dire des mensonges, à moi rien, et les mensonges, je ne vous les dis pas. » Et la Cathò, en entendant raconter comment s'en était allée Persillette, ne pouvait se calmer, ne pouvait pas. Cependant l'ogre, à force de courir, était arrivé à les voir de loin, Persillette et son jeune homme, et s'évertuait à les rejoindre et à les rattraper. Persillette dit : « Giannino, je sens un froid dans le dos. — Mets ton châle, — dit-il. Persillette répond : — C'est pour sûr mon père; s'il nous prend, pauvres nous... Mais attends, je vais l'arranger. » Et en parlant ainsi, elle tire de son giron le roseau avec les poux et souffle dedans contre l'ogre, si bien que pousse un buisson démesurément haut et large qui paraissait une forêt d'épines. Et quand l'ogre y fut arrivé, il ne vit plus rien, et il ne put passer à travers, et il dut rebrousser chemin. La Cathò lui dit : « Eh bien donc? — L'ogre dit : — Quand j'étais sur le point de les attraper tous les deux, ils me sont disparus, parce que j'ai trouvé un buisson d'épines qui fermait toute la route, et il n'y avait point de trou pour passer outre. La Cathò s'écrie : « Oh! moi, malheureuse! C'est moi qui lui ai appris ces maléfices. Ce sont mes poux du roseau. Cours, cours, mon homme! tu es toujours à temps pour les rejoindre. »

« Et l'ogre partit. Et après un bon moment, voilà qu'il revit Persillette avec son bon ami qui marchaient. Persillette dit : « Giannino, je sens un froid dans le dos. — Couvre-toi mieux, dit-il. — C'est que c'est mon père, c'est l'ogre qui est derrière nous. Mais j'ai encore un remède. » Et avec la baguette enchantée elle se changea en église, et son jeune homme était le prêtre qui se préparait dans la sacristie pour dire la messe. Elle fit ensuite apparaître un petit garçon qui gardait les moutons sur le pré, devant l'église. Voici que l'ogre arrive, et il demande aussitôt à ce gardeur de moutons : « Dis donc, valet, as-tu vu deux (jeunes gens) qui étaient ensemble, un jeune homme avec une fille? — Et le gardeur de moutons : —

Galant homme, on va dire la messe, et je n'ai pas de temps à perdre. Si vous voulez l'entendre aussi, vous, venez à l'église. — L'ogre dit : — Je te demande si tu as vu passer par ici deux (jeunes gens) ensemble, un garçon et une fille bras dessus, bras dessous ? — Le gardeur de moutons dit : — Avez-vous entendu ? on a sonné la messe. Voici le prêtre qui monte à l'autel. Si vous voulez aussi venir à l'église, dépêchez-vous. J'y vais, moi, adieu. »

« Pour abréger, l'ogre ne put savoir la moindre chose et pensa qu'il valait mieux s'en retourner chez lui. Allez, il n'avait pas de malice ! Quand la Cathò voit son mari sans personne et qu'il lui raconte l'histoire de l'église, du prêtre et du garçon qui gardait les moutons dans le pré, elle s'écria toute rageuse : « Oh ! mameluc d'homme ! tu ne t'es pas aperçu que l'église était Persillette et que le prêtre était son jeune gars. Elle a fait cette transfiguration avec ma baguette enchantée dont je lui fis cadeau comme une brute que j'étais. Cours, mon homme ! rejoins-les et ne te laisse plus battre par des tromperies. A ces mots de la femme, l'ogre se mit à courir de nouveau après Persillette.

« Ayant fait beaucoup de milles, il la vit marcher sur la route, toujours avec son bon ami. Persillette dit : « Giannino, je me sens froid dans le dos. Pour sûr, c'est l'ogre, comme d'habitude, et pauvres nous, s'il nous prend aux cheveux. Vite, vite, cachons-nous ! » Et au moment même, avec sa baguette enchantée, elle fit apparaître un lac, et tous les deux plongèrent. Si bien que Persillette devint une vandoise (*lasca*) et Giannino, fils du roi, un beau brochet. Et ils nageaient dans l'eau à n'en plus pouvoir. En deux sauts, l'ogre arriva au bord du lac et dit : « Cette fois, vous ne m'échapperez pas, je vous ai reconnus ! » Et pour mieux les attraper avec ses grosses mains, il se jeta tout droit dans le lac. Mais ce fut inutile ; il prenait le brochet, et le brochet lui glissait entre les doigts, il prenait la vandoise, et elle filait de même. On sait, les poissons de leur nature sont tout gluans et ne restent pas dans la main. Si bien que l'ogre sortit de l'eau fort mal en point, et puis il dit à ces poissons : « Je vous maudis ! Et toi, que j'avais élevée comme une fille, je te maudis la première. Sois maudite de moi, et lui, ton damoiseau,

A l'auberge il te laissera
Et plus à toi ne pensera
Quand sa mère l'embrassera.

Il s'en fut ensuite sans se retourner ni à droite ni à gauche.

« Quand Persillette et le fils du roi furent rentrés dans leur premier état et qu'ils étaient à peine à cinq milles de la ville royale, le jeune homme dit : « Écoute, Persillette, je ne peux te conduire

comme nous sommes au palais de mon père. Il faut que je fasse savoir à la cour que j'ai trouvé une épouse, et que je vienne te chercher ensuite avec la voiture et les gardes, comme il sied à une princesse, et que tu sois habillée en dame. Je te laisserai donc ici à l'auberge et dans trois jours au plus je serai de retour, comme je te l'ai dit. — Persillette dit : — Faites votre paix, car moi je m'en tiens à ce que vous commandez ; mais rappelez-vous que votre mère ne vous baise pas, parce que l'ogre, vous le savez, nous a donné ce vilain avertissement et nous a maudits. — Bah ! bah ! n'aie crainte, Persillette, lui répondit Giannino, je ne me laisserai pas baiser par ma mère. » Et après l'avoir recommandée à l'hôtelier, le fils du roi partit pour la cité. A la cour, quand Giannino entra au palais, ce fut un tel vacarme et une telle fête que les gens accoururent pour voir ce qui était arrivé. « Bienvenu ! Bienvenu ! Il y avait tant de mois qu'on ne savait où vous étiez ; si vous étiez mort ou vif. On était en peine, savez-vous ? Même votre papa et votre maman. »

« Ces propos étaient tenus à Giannino pendant qu'il montait l'escalier du palais. Sur le palier vinrent à sa rencontre le roi et la reine, les larmes aux yeux. Mais il n'y eut pas moyen qu'il se laissât baiser par sa mère. Et elle était à demi désespérée et ne pouvait prendre son parti que son fils eût si peu de cœur. Lui cependant lui dit pour l'adoucir qu'il avait une raison et qu'elle lui pardonnât, parce que plus tard, quand il serait temps, il se laisserait embrasser tant qu'elle voudrait. En somme, les complimens finis, ils se mirent à souper, et, pendant qu'ils mangeaient, Giannino raconta sa vie, et qu'il avait trouvé une belle épouse, et qu'il irait la chercher à l'auberge avec toute la cour, et avec la voiture et les chevaux du roi. Et ensuite, quand ce fut tard, car ils restèrent longtemps à table, les serviteurs les accompagnèrent chacun dans sa chambre pour dormir. A peine le soleil fut-il levé, la reine, qui n'avait pu fermer l'œil de toute la nuit par le chagrin qu'elle avait de ce que son fils n'eût pas voulu se laisser embrasser par elle, alla en pantoufles dans la chambre de Giannino, qui dormait encore comme une taupe, et, sans même l'éveiller, elle lui sauta au cou et le baisa autant qu'elle voulut. A cette embrassade, Giannino se réveilla, vit sa mère, lui rendit ses baisers et, en attendant, il oublia bel et bien son épouse Persillette. Et ainsi passèrent trois jours, passèrent trois mois sans qu'il pensât jamais à sa promesse et à cette pauvre abandonnée qui l'attendait toujours à l'auberge. Cependant la reine songea à lui donner une femme, et on trouva pour lui une fille de roi, et l'on avait déjà commencé à faire les préparatifs des fêtes pour les noces. Et les bans furent publiés dans tous les pays du royaume.

« Revenons maintenant à Persillette, restée ainsi toute seule dans une auberge et qui se consumait de chagrin. « Pauvre petite, se disait-elle, pour sûr, Giannino s'est laissé baiser par sa maman; aussi m'a-t-il oubliée. Hélas! qu'ai-je à faire? » Figurez-vous si elle pleura, la malheureuse, quand elle entendit publier le mariage du fils du roi. Cependant il lui vint à l'esprit d'éprouver sa baguette enchantée et elle fit apparaître deux beaux pigeons, un mâle et une femelle, qui tous les deux parlaient comme des chrétiens. Elle les envoya discourir sur la fenêtre de la chambre de son jeune homme pendant qu'il serait au lit. Donc les pigeons s'étaient mis là, sur la saillie de la fenêtre, et le mâle faisait semblant de ne pas faire attention à sa compagne, et celle-ci lui disait : « Ne te souvient-il pas quand tu volais là-haut dans cette tour où j'étais enfermée? Et je te mis dans mon nid. — Et le mâle : — Oui, oui, maintenant il m'en souvient. — Et la femelle de nouveau : — Et ces jours où je te changeai en fagot, ensuite en petit cochon pour que maman ne pût te reconnaître, et quand on fit des macaronis et qu'on les donna à tous les meubles, excepté à la caisse des balayures, et qu'ensuite on se sauva ensemble, ne t'en souvient-il plus? — Et le mâle : — C'est vrai, c'est vrai. Maintenant il m'en souvient. — Et la femelle de continuer : — As-tu donc oublié quand on était nous deux sur la route et que l'ogre nous courut après par trois fois, et moi d'abord je fis apparaître un buisson d'épines et puis on se changea nous deux en une église avec toi dedans, qui disais la messe, et le petit gardien de chèvres dans le pré: et puis on devint deux beaux poissons au milieu d'un lac et que l'ogre nous maudit? — Le mâle dit : — Oui-da, toutes ces choses me reviennent à la mémoire. — Et la femelle : — Et que l'ogre me dit :

A l'auberge il te laissera
Et plus à toi ne pensera
Quand sa mère l'embrassera.

Et que toi effectivement tu m'as laissée à cette auberge, avec la promesse que tu reviendrais me prendre au bout de trois jours au plus. Ne t'en souvient-il plus, mon époux? C'est donc que ta mère t'a baisé? »

« En entendant ces propos des deux pigeons, le pauvre prince devint songeur et se mit à repenser à sa vie passée, et finit par se souvenir de toutes choses et de Persillette, qui l'attendait à l'auberge depuis si longtemps, si bien qu'il saute à bas du lit comme un diable, tire toutes les sonnettes et se met à hurler pour faire venir tous les domestiques avec son papa et sa maman. Au tapage

qu'il faisait, on accourut pour voir ce qui était arrivé, et Giannino se mit à raconter les propos qu'il avait entendus des pigeons sur la fenêtre, et que c'étaient eux qui lui avaient rendu le souvenir de sa femme Persillette, abandonnée à l'auberge à cause des baisers de la reine et des malédictions de l'ogre. « Vite, dit-il, qu'on aille avec les voitures chercher ma Persillette. » Sans retard, on attela les chevaux, et toute la cour alla chercher Persillette. Ils la portèrent en triomphe au palais, où l'on fit les noces avec de grandes fêtes, des carrousels et des dîners. On invita toutes les personnes du royaume. Ainsi finirent les peines de Persillette, et elle resta avec son époux, joyeuse et contente, aussi longtemps qu'elle vécut. »

Il y a une autre version de ce conte écrite par Celio Malespini, auteur assez prolixe, beau diseur et s'attardant aux sentences.

Un roi d'Égypte a si longtemps offensé la Providence qu'il devient lépreux. Il convoque tous les médecins de son royaume et leur ordonne de le guérir. S'ils n'y réussissent pas au bout de trois jours, ils seront tous étranglés. Les malheureux sont mis sous clé et attendent le supplice; mais l'un deux, le plus vieux, le plus obscur, s'avise d'un remède infaillible. Il faut trouver un jeune homme de sang royal et lui couper les veines : le roi se baignera dans le sang du prince et guérira. C'est cruel, mais la raison d'état! Il s'agit de sauver le trône. Des pirates sont envoyés sur la mer. L'un d'eux va droit en Italie et enlève le jeune Terminion, fils du roi de Sicile. Le lépreux ne se sent pas de joie et demande que Terminion soit saigné sur-le-champ. « Non, dit le médecin, ce jeune homme a eu trop d'émotions, son sang échauffé ne vous ferait que du mal. Attendez au printemps, d'ici là traitez-le bien, rendez-le frais et gaillard et promettez lui Pirinie, votre fille. » Le roi y consent, Pirinie et Terminion sont mis en présence et deviennent amoureux l'un de l'autre. La princesse est informée du sort qui est réservé au prince; elle se tait cependant jusqu'à la dernière heure. Alors seulement elle l'instruit du péril et le sauve. A l'aide d'un talisman qui les rend invisibles, les fiancés, à tire d'aile, descendent le Nil. A l'aide d'un autre talisman, Pirinie, qui est magicienne, a endormi la reine sa mère. La reine, également magicienne, se réveille et court à la poursuite des fugitifs. Au moment de les atteindre, elle a ses deux mains coupées par le glaive étincelant de Terminion; elle lance alors contre les fiancés la malédiction de l'ogre : Pirinie sera délaissée et oubliée si Terminion reçoit le baiser d'une autre femme. A partir de ce moment, la nouvelle suit le conte. Le prince arrive en Sicile et laisse sa fiancée dans une auberge pour se rendre à la cour et revenir la chercher avec une pompeuse escorte de dames et de chevaliers. Mais pendant son sommeil il est embrassé par sa mère, et

il oublie aussitôt l'Égyptienne ; il est sur le point d'épouser la première princesse qui est offerte à son choix. Le dénoûment de la nouvelle est plus compliqué que celui du conte ; nous n'y trouvons pas le duo poétique entre les deux pigeons. Pirinie se rend à la cour, où elle traite assez mal trois chevaliers un peu entreprenans. Elle comparaît devant le roi qui doit la juger et, sans nommer personne, elle lui raconte son histoire. Puis elle jette en l'air son anneau en annonçant qu'il retombera au doigt de l'époux qui l'a délaissée. L'anneau retombe naturellement au doigt de Terminion, qui reprend aussitôt la mémoire, et les deux époux, rendus l'un à l'autre, finissent par aller en Égypte, « où ils vécurent de longues années royalement et allègrement. »

Telle est la nouvelle littéraire. Mais comme le conte est plus intéressant, comme le récit court plus vite, avec toute l'aisance et avec toute la liberté de ses mouvemens, quand il ne vise pas au beau style oratoire ! Nous ne pouvons rendre en français avec nos naïvetés cherchées et nos incorrections voulues la saveur et le parfum du dialecte toscan, dont la grâce familière efface toutes les élégances de l'art. Tout au plus avons-nous pu garder la simple et franche allure de l'original. Luisa Ginanni, la plébéienne des environs de Pistoie, qui a dicté ce récit, nous paraît avoir atteint l'idéal du genre : elle dit tout, vite et bien, sans bavardage et sans sécheresse, et que de choses dans ce récit ! que de réminiscences venant de partout et attestant encore une fois les origines communes de tant de nations qui se croient aujourd'hui divisées par des haines de race ! Il y a le jugement de Salomon, la baguette de Circé ! il y a le poétique tableau de la jeune fille laissant tomber du haut de sa fenêtre les longues tresses de ses cheveux pour faire à celui qu'elle aime une échelle de soie et d'or. Les contes du moyen âge et de l'Orient ramènent volontiers cette scène merveilleuse et touchante. On la retrouve dans des chansons grecques et dans les *fiabe* de tous les pays italiens. Pareillement la malédiction de l'ogre, accompagnée d'une cantilène qui donne le frisson, est un ressouvenir des nénies antiques, et ces nénies ont elles-mêmes passé le Gange avec les Aryens.

« Au temps où tous les hommes étaient bons, riches et heureux, vivait un grand roi âgé de neuf mille ans. De sa première femme il avait eu un fils très beau et très brave à qui il devait laisser son royaume. Mais ayant épousé plus tard une seconde femme, en un jour d'amour il lui avait promis de lui accorder un don quel qu'il fût, et elle exigea que le fils aîné fût envoyé en exil, pour donner la couronne à son propre fils à elle. Chassé par la cruelle marâtre, le prince se retira dans la forêt avec la princesse sa femme. Mais un

jour qu'à la poursuite d'un cerf il s'était éloigné de sa cabane, le monstre aux dix têtes enleva la princesse. Le prince, ne la trouvant plus à son retour, se désespéra grandement et se mit à sa recherche. Après bien des pas, il rencontra le roi des singes qui se plaignit à lui, — car en ce temps-là les bêtes parlaient, — d'être poursuivi par un monstre. Pour l'obliger, le prince affronta le monstre et le tua. En ce temps-là aussi les bêtes étaient reconnaissantes : le roi des singes, ayant donc appris que le monstre aux dix têtes avait enlevé la princesse, envoya tous ses sujets chercher ce qu'elle était devenue. Les singes s'égarèrent en chemin et ils eurent faim, mais une bonne fée leur donna à manger et les remit en route. Ils cherchent encore et encore ; à la fin ils rencontrent le vautour qui leur apprend que le monstre aux dix têtes a emporté la princesse de l'autre côté de la mer. Mais comment passer l'Océan? Les singes ont recours au roi des ours ; il est trop vieux et leur conseille de s'adresser au fils du vent. Celui-ci passe la mer au vol, voit la princesse et en rapporte des nouvelles. Alors le prince, au moyen d'un pont merveilleux, passe la mer à son tour ; il rencontre enfin le monstre aux dix têtes, le tue, et ramène sa malheureuse épouse. »

Qu'est-ce que cela? C'est le plan d'un conte de fées. Et qu'est-ce que ce conte de fées? Ce n'est autre chose que le *Râmâyana* transposé *ad usum vulgi*. En arrangeant cette ingénieuse réduction, M. de Gubernatis a voulu fournir une preuve de plus à l'école savante et sagace qui soutient l'identité d'origine entre le mythe et le conte populaire. Selon le savant indianiste, il n'est nullement vrai que les anciens systèmes de mythologie aient cessé d'exister : ils n'ont fait que se répandre et se transformer. Le *nomen* est changé, le *numen* reste. Leur éclat s'est affaibli parce qu'ils ont perdu leur rapport et leur signification célestes, mais leur vitalité est très grande. On peut en quelque sorte dire des dieux ce qu'on a dit des reliques des saints de l'église romaine ; plus ils ont été dispersés, plus ils se sont multipliés. C'est ainsi que la plus ancienne des littératures, celle de l'extrême Orient, n'est qu'une mythologie très savante, un fourmillement d'astres lointains qui brillèrent avant les siècles connus dans la profondeur de la nuit. Les étoiles sont tombées et se sont éparpillées en étincelles, en poussière d'or qui luit encore aujourd'hui dans l'imagination de tous les peuples. Les contes de nourrice viennent de là et se sont maintenus jusqu'à présent chez les naïfs et les illettrés des pays incultes. On fait bien de les recueillir avant qu'ils s'évaporent tout à fait à cette lumière égale et triste qui s'appelle le bon sens ou la raison.

MARC MONNIER.

LE

QUATRIÈME CENTENAIRE

DE L'UNIVERSITÉ D'UPSAL

Ils sont heureux entre tous, les peuples qui savent allier dans une juste mesure quelque respect de la tradition à l'ardeur éclairée du progrès. Pendant que de puissans empires sont livrés aux folies sanglantes de la guerre, qui ont de fatales surprises et accablent même les vainqueurs, pendant que de grandes nations souffrent de la division intérieure, ils déploient en silence une activité féconde; sans agitations vaines, sans brusques changemens, ils se transforment à leur grand profit et au profit des autres. Pour qui n'a pas visité le nord depuis une vingtaine d'années, le progrès accompli par la Suède offre avec la précédente période un de ces contrastes qui surprennent et instruisent. Ce progrès éclate à première vue. Les difficultés du voyage étaient réelles autrefois; rien que pour arriver de Copenhague à Stockholm, il fallait naviguer trois jours et trois nuits, heureux s'il ne s'ajoutait pas à cela, dans une mer comme la Baltique, une tempête de quinze à vingt heures qui forçât à chercher un port. On trouvait dans la capitale de la Suède un seul véritable hôtel, qui, s'appelant « l'Hôtel garni » par excellence, contenait trois ou quatre appartemens; les restaurans de la ville n'ouvraient plus après certaines heures du milieu du jour. On gagnait en pittoresque, il est vrai, ce qui manquait en confortable. Pour le service de la poste aux lettres, un facteur au costume antique, armé d'une cloche, coiffé d'un haut casque, parcourait bruyamment les rues principales, s'arrêtait aux carrefours, et recevait des deux mains les correspondances déposées au hasard sur les comptoirs des boutiques. Le sommeil était troublé la nuit par le bruit exorbitant des trompes que faisaient retentir du haut des clochers les gardiens contre les incendies trop fréquens, ou par le

chant monotone du traditionnel veilleur de nuit : c'était empreint de couleur locale et fort incommode.

Tout cela a disparu ou s'est transformé. Les vastes hôtels de la capitale n'ont plus rien à envier au confortable ni au luxe des plus grandes villes de l'Europe, et le chemin de fer qui, en seize heures, réunit le port de Malmö à Stockholm, a des perfectionnemens qui diminuent beaucoup la fatigue, et que nous ferions bien d'imiter. Le développement des voies ferrées présente en des pays comme la Suède et la Norvége des conditions particulières au prix desquelles le succès est assuré. Si, pour certaines régions des deux royaumes, elles peuvent risquer de n'être pas tout d'abord largement rémunératrices, elles susciteront cependant un grand essor des ressources naturelles, qui sont immenses dans ces contrées. C'est ce qu'on peut dire en particulier de certaines lignes nouvellement ouvertes, non pas de celle qui unit la capitale aux ports du sud, — l'avantage est ici trop immédiat et trop évident, — mais de celle, par exemple, qui est désormais en activité entre Gefle, sur la mer Baltique, et le grand entrepôt de la Suède occidentale, Gothenbourg, sur la Mer du Nord. Les profits que l'industrie et le commerce sont appelés à recueillir de ces grandes voies de communication sont incalculables; les derniers chiffres de production et d'exportation déjà obtenus en sont l'heureux et incontestable augure. Le progrès moral a suivi les changemens matériels. Il n'existe plus rien de l'ancienne intolérance religieuse; de grands efforts ont été accomplis et de sérieux succès ont été acquis pour l'amélioration de la condition des femmes. Le progrès intellectuel n'est pas moindre, surtout dans certaines voies qui semblent propres au génie de la Suède. On sait combien les musées du nord sont remarquables pour leur belle ordonnance, toute scientifique; les incomplètes collections d'autrefois ont été remplacées à Stockholm, dans le Musée national, par de magnifiques galeries d'ethnographie et d'archéologie. Sans cesse des découvertes imprévues, — comme celles toutes récentes de M. Stolpe dans l'antique Biörkö, ou de M. Rygh, qui nous révèle un âge *arctique*, avec des instrumens en schiste, à ajouter aux âges de pierre, de bronze et de fer, — viennent y susciter de nouveaux problèmes. Outre le progrès des sciences ethnographiques et de l'archéologie nationale, la Suède n'a jamais mieux mérité sa vieille réputation, commencée au XVIIIe siècle, dans les sciences naturelles. La principale université du royaume a pris de tout temps au mouvement général des esprits une part considérable, on peut s'en convaincre en lisant son histoire, qui vient d'être écrite avec soin et talent par un jeune professeur, M. Claes Annerstedt. Aujourd'hui encore, nous le montrerons plus amplement tout à l'heure, elle compte

dans ses rangs beaucoup de noms respectés. Le parlement suédois ne lui mesure pas avarement les subsides : la majorité, formée de ce qu'on appelle le parti des paysans, se montre fort parcimonieuse en général, excepté pour ce qui concerne les intérêts de la science; elle a voté cette année 750,000 couronnes, plus d'un million de francs, pour la seule université d'Upsal.

Cela dit, et après avoir constaté que ce pays et sa principale école marchent fermement du même pas dans la voie du progrès, nous ne nous défierons pas à l'avance de fêtes simplement universitaires, où pourront se conserver quelques cérémonies du moyen âge, et où peut-être on parlera latin. Nous ne croirons avoir affaire pour cela ni à de purs antiquaires, ni à des esprits attardés : ce serait dans la circonstance présente une étrange erreur. Nous reconnaîtrons au contraire, et nous envierons peut-être cet esprit de sage tempérament qui, loin de renier d'anciens usages, les associe intimement avec les innovations que réclame l'avenir. Les fêtes du quatrième centenaire d'Upsal, qui viennent de s'achever, nous offrent l'occasion de pénétrer dans la vie quotidienne d'une des universités scandinaves. Faisons volontiers cette étude, qui nous conduira plus loin. Certains aspects dignes de remarque pourront nous apparaître, certaines comparaisons pourront être de nature à nous faire méditer et à nous instruire. Il y a là des peuples qui, sous la protection de la monarchie constitutionnelle, avec un droit de suffrage étendu, jouissent depuis le commencement du siècle d'une tranquillité que n'a pas une seule fois troublée quelque sérieuse agitation intérieure, et qui a été pour eux la condition du plus rapide progrès. Pendant ces journées d'une fête que leur patriotisme rendait vraiment nationale, nous avons vu quinze cents étudians entourer et acclamer le roi, qui leur répondait par le langage le plus généreux et le plus élevé. Nous avons eu le spectacle de la liberté réglée et de ses solides avantages. Aucun peuple n'a été plus loin en institutions et en esprit démocratiques que le peuple norvégien, si jaloux de ses droits; nulle part le suffrage n'a été aussi étendu avec autant de tempéramens qu'en Danemark de nos jours. Si les traditions et l'esprit général sont en Suède plus monarchiques, cela n'a pas empêché ce pays d'accomplir les meilleurs progrès dans la voie libérale.

Où chercherions-nous des sujets d'observations utiles plus volontiers que chez ces peuples qui nous ont emprunté beaucoup d'élémens de civilisation, et qui les ont développés à leur manière, sans cesser de nous être profondément amis et reconnaissans? Ce qu'a été l'accueil fait à la délégation française dans les quatre villes d'universités scandinaves, non-seulement à Upsal, mais à Lund, à Christiania et à Copenhague, ne peut que difficilement s'exprimer. Ce n'étaient pas seulement la population et la jeunesse universitaire

qui nous marquaient leurs sentimens; les hommes les plus éminens s'en faisaient les organes. On avait été là, — c'est l'illustre Madvig de Copenhague, c'est M. Bugge de Christiania, qui nous l'ont dit publiquement, — des derniers à croire à nos malheurs, des premiers à affirmer notre résurrection. Ils savent bien que la faute n'a pas été à la France si naguère, quand l'existence du Danemark et la sécurité de tout le nord étaient menacées, nous ne les avons pas secourus; ils savent bien quels efforts ont été faits ici même, d'accord avec l'opinion publique, pour qu'on les sauvât; et nous savons à notre tour comment au détriment de l'Europe, notre inaction a été punie; amais n'est apparu plus solennellement qu'au milieu du malheur actuel, malheur presque égal pour les vainqueurs et les vaincus, le devoir de solidarité qui unit les grands et les petits peuples. Mais quel pays est donc cette France qui, à travers de si grandes vicissitudes, conserve chez ceux-là mêmes pour qui, en de graves circonstances, elle n'a rien pu faire, de si généreuses, de si précieuses sympathies? Que devra-t-elle attendre, à ce compte, des peuples pour lesquels elle a versé le meilleur de son sang? N'y a-t-il pas dans cette irrésistible expansion le secret d'une grande force? Comment n'aurait-elle pas foi en elle-même quand d'autres croient en elle, affirment et invoquent son avenir?

I.

Chacun des trois jours consacrés aux cérémonies du quatre centième anniversaire d'Upsal, auxquelles avaient été invitées les députations des universités étrangères, avait son sens particulier. Le premier était consacré aux hommages que devait recevoir l'antique université; le second offrait la célébration publique d'une de ses principales et plus hautes fonctions; le troisième nous réservait une fête d'une saveur toute locale, également significative.

La petite ville d'Upsal est célèbre, non-seulement comme siége universitaire depuis le xve siècle, mais aussi pour l'antiquité de ses souvenirs. Un peu au nord, sur l'emplacement de la vieille cité, résidence des anciens rois, se trouvent les fameux tertres dans lesquels la légende reconnaît les tombeaux des trois grands dieux, Odin, Thor et Frey. Il y a une vingtaine d'années, quand la pensée de se prémunir contre les entreprises de l'Allemagne conseillait aux trois nations sœurs une étroite alliance, c'était là que se célébraient les fêtes scandinaves : les étudians des diverses universités du nord venaient, bannières déployées, y boire l'hydromel et redire les chants nationaux. Au sud, la grande plaine du Fyrisvall, sur les deux rives du Fyris, est bien souvent aussi mentionnée

dans les sagas : c'est là, au commencement du IXe siècle, qu'une grande victoire établit la puissance du petit roi d'Upsal; c'est là que le héros Rolf Krake, poursuivi par ses ennemis, les retarda en semant d'or la route sur son passage, et l'or s'appelait à cause de cela chez les scaldes la semence du Fyrisvall. Encore aujourd'hui, à l'ombre des grands arbres, les hautes pierres à inscriptions runiques se dressent au milieu de l'élégante petite ville, en témoignage de son lointain passé. C'est donc ici vraiment le sol classique de l'ancienne histoire et de la mythologie scandinave. De son moyen âge catholique, Upsal a conservé au moins un monument, sa cathédrale gothique, commencée au XIIIe siècle par un architecte français sur le plan de Notre-Dame de Paris, mais aujourd'hui mutilée, à la suite de plusieurs incendies. C'est sous les voûtes de cet édifice majestueux encore que les principales fêtes du quatrième centenaire allaient être célébrées.

Le mardi soir 4 septembre, un train spécial du chemin de fer qui remplace aujourd'hui, de Stockholm à Upsal, l'ancienne et agréable navigation par le Fyris, amenait les délégués des universités étrangères. Par suite d'avis distribués à l'avance, chacun de nous devait aussitôt se diriger vers un porte-drapeau arborant une des lettres de l'alphabet; chacun devait aller vers la lettre par où commençait le nom de l'hôte qui lui avait été préalablement désigné. Cet hôte, — quelqu'un des professeurs ou des notables de la ville, — se trouvait là; un serrement de mains, et la connaissance était faite : il s'emparait dès lors de son invité. L'hospitalité suédoise a dépassé dans ces circonstances sa renommée légendaire : elle s'était annoncée par les dispositions les plus ingénieuses pour éviter, parmi un si grand concours, la moindre hésitation ou le moindre embarras; elle devait s'achever par les soins les plus attentifs et les plus délicats. Cet accueil au foyer, ce méthodique arrangement de toutes choses, où il entre autant de patriotisme et de bonté que de sagesse habituelle, est familier aux peuples du nord, et compte à bon droit au nombre de leurs plus incontestables qualités.

Le lendemain matin, après les salves d'artillerie et les sonneries des cloches, sous un beau soleil qui faisait resplendir de toutes parts les drapeaux et les banderoles, les arcs de triomphe, la verdure et les fleurs, on se rendait processionnellement vers la cathédrale, où devait s'accomplir la cérémonie des hommages. L'aspect était étrange, mais non sans grandeur, de cette antique église convertie en *aula* universitaire. A droite et à gauche dans la nef, les étudians, avec leurs bannières, celle-ci surmontée de l'oiseau de Minerve, celle-là figurant Odin avec ses deux corbeaux, une autre à l'image de saint Éric : le symbole de la sagesse antique, celui

de la mythologie scandinave, celui du moyen âge catholique réunis sous les voûtes du temple chrétien. Dans les tribunes des bas-côtés, les dames; dans les galeries supérieures, les chœurs et les orchestres. Aux places antérieures de la nef, les délégations étrangères, avec leurs costumes et leurs attributs traditionnels, depuis le manteau de velours rouge brodé d'or du recteur de Greifswald jusqu'aux robes rouges et noires d'Angleterre et d'Écosse, et aux palmes vertes de notre Institut. Bologne, la plus ancienne des universités encore existantes, Oxford et Cambridge, Prague, Heidelberg, Leipzig, Tübingue, Leyde, Utrecht, Breslau, Göttingue, Erlangen, puis les universités fondées au XIXe siècle, Charkov en Ukraine, Berlin, Liége, Genève, s'étaient fait représenter. Aux invitations officiellement adressées à l'Institut, au Collége de France, aux facultés héritières de la vieille université de Paris, notre pays avait répondu en désignant M. Gaston Boissier, M. Gaston Paris, M. Lichtenberger, doyen de la faculté protestante de Paris, et l'auteur de ce récit. Nous rencontrions un bon nombre de nos confrères étrangers, correspondans ou membres associés de l'Institut, MM. Struve, Laveleye, Van Beneden, Borchardt, Weierstrass, pour la Russie, la Belgique, la Hollande et l'Allemagne. Un groupe spécial se composait des délégués scandinaves, de Lund, de Christiania, de Copenhague, de Reikiavik. Le Danemark comptait là des hommes éminens, M. Madvig, le premier latiniste de l'Europe, le patriote émérite, chez qui le grand âge ne paraît qu'exciter la verve et l'esprit; M. Krieger, l'ancien plénipotentiaire à la conférence de Londres; M. Steenstrup, l'ingénieux naturaliste; M. Worsaae, le célèbre archéologue. La Norvége était surtout représentée par M. Broch, professeur et ancien ministre, qui a donné il y a quelques mois un très curieux livre d'économie politique et sociale, écrit en français, sur son pays (1), par le recteur M. Aubert et par M. Bugge le philologue. Aux députations purement scandinaves s'étaient jointes celles des universités jadis suédoises, Greifswald, Dorpat, et surtout Helsingfors, qui avait envoyé l'aimable conteur Topelius et M. Cygnæus l'historien : c'étaient comme les membres d'une même famille qui se réunissaient au foyer de l'aïeule pour célébrer d'anciens et communs souvenirs. Au milieu du chœur s'élevait la *cathedra*, en avant de laquelle, sur un coussin de velours, on avait exposé la bulle de la fondation universitaire. Autour de cette chaire, à droite du spectateur, siégeaient les professeurs d'Upsal, en frac noir au collet de velours brodé; à leur tête l'archevêque, primat du royaume, vice-chancelier, et M. le comte Henning Hamilton, chancelier de

(1) *Le royaume de Norvége et le peuple norvégien. ses rapports sociaux. hygiène, moyens d'existence. sauvetage, moyens de communication et économie.* Christiania, 1876.

l'université. A gauche, les membres du parlement, ceux du conseil d'état, les ministres du royaume, et enfin, sous un dais, le roi Oscar II et le jeune prince royal.

Toute grande cérémonie s'ouvre en Suède par le service divin et par l'hymne au roi. L'hymne est chanté, comme en Angleterre, par toute l'assistance debout; le service divin se compose de prières récitées de l'autel ou du haut de la chaire, d'un psaume au son des orgues, et d'un sermon, prononcé cette fois par l'archevêque, M. Sundberg, primat du royaume et président de la seconde chambre. Tout cela n'était que les préliminaires de la principale fonction, qui commença lorsque les maréchaux ou commissaires, — quelques-uns des étudians que désignaient, outre leur casquette de drap blanc, l'écharpe aux couleurs nationales, bleu et jaune, — appelèrent l'une après l'autre les délégations nationales pour venir féliciter le recteur. Comme il y avait jusqu'à soixante-trois députations particulières, comme il eût fallu, à n'accorder même que quelques minutes pour chacune d'elles, plus de cinq heures de harangues, on avait sagement décidé que ces députations se réuniraient en nationalités, et désigneraient chacune un seul interprète, auquel cinq minutes devraient suffire. Chaque groupe, une fois appelé, se rendait au milieu du chœur, en face de la chaire où se tenait le *rector magnificus*, M. Sahlin, et le haranguait par son orateur. La diversité des idiomes compensait l'uniformité des sentimens : on offrait à l'université, ce fut du moins le langage de l'orateur français, des vœux pour sa prospérité future, pour celle de la Suède, d'une famille royale intimement unie à la nation, et de la Scandinavie entière, dont les plus illustres représentans assistaient à cette fête d'un caractère avant tout national; on lui exprimait des félicitations pour son passé glorieux, pour le concours des hommages qui avaient de toutes parts répondu à son appel, et grâce auquel cette journée devenait en même temps une fête internationale de la science; on lui présentait enfin des remercîmens, et nous avions sans doute le droit, nous avions le devoir d'en offrir l'expression d'autant plus précise, au nom des sympathies traditionnelles entre la France et la Suède. Beaucoup d'universités apportaient, suivant l'usage, avec leurs harangues, des adresses sur de beaux parchemins; la France, elle, offrait une collection de volumes représentant une somme de 20,000 francs.

A la série de ces félicitations étrangères devait s'ajouter quelques heures après, en réponse à un toast du recteur pendant le banquet offert par l'université, le témoignage de la patrie elle-même, par une harangue du roi rappelant à grands traits, non sans poesie, quelle part importante cette université avait eue dans la vie même de la nation. — Le nouveau-né, y était-il dit à peu près, cherche au

sein maternel sa première nourriture : ainsi le premier aliment de la vie pour un peuple est l'amour instinctif du sol natal. — L'enfant recueille avec avidité des lèvres de sa mère les merveilles des légendes, et les premières annales se composent aussi des brillantes traditions héroïques. — L'adolescent rencontre dans l'école des connaissances plus exactes, mieux faites que les légendes pour former son esprit, et de même une prompte expérience, écartant peu à peu le voile des fictions, grave bientôt des runes plus précises sur le livre des destinées nationales. — Le jeune homme aborde le monde; s'il est assez heureux pour recevoir la culture supérieure, il achève le développement de son intelligence. Un peuple aussi grandit dans la possession consciente de son activité morale. — La Suède en était là précisément quand elle comprit, éclairée par son progrès même, qu'il lui manquait, pour aller plus avant, le secours d'une forte université. Elle en avait depuis longtemps fini avec les mythes, les mœurs s'étaient adoucies, la terre avait été défrichée, le royaume venait de recevoir pour la première fois une législation commune; la nation commençait à sentir son identité et son unité. — Ce qu'était devenue pour le pays cette université une fois fondée, les noms de ses anciens professeurs, désormais célèbres, le disaient assez haut; le roi se plaisait à son tour à proclamer la reconnaissance publique, et il trouvait dans la grandeur des souvenirs les présages heureux des succès futurs.

Le plus sincère et le plus bel hommage n'est-il pas en effet de dire par quels travaux, par quels services rendus à la science, par quels hommes célèbres la plus importante école du nord a marqué sa trace, et quelle part elle a prise soit au progrès général de la civilisation, soit au développement particulier de la Suède? N'est-ce pas là sa vraie couronne? L'ouvrage de M. Annerstedt, qui ne va encore que jusqu'au milieu du XVIIe siècle, nous instruit en détail de la première partie de ce vaste sujet, dont nous ne voulons d'ailleurs recueillir et signaler que ce qui suffit au témoignage des plus honorables souvenirs.

II.

Les plus anciennes traditions universitaires sont communes entre la France et la Scandinavie. Dès le XIe siècle, on voit les peuples du nord envoyer de courageux étudians à nos écoles parisiennes. Sæmund le Sage, un des plus savans Islandais du moyen âge, celui qui rédigea peut-être le recueil de l'ancienne Edda et la belle saga de Nial, y vint des premiers, et en emporta le renom de magicien, tant la réputation de ces écoles avait frappé les esprits. On racontait au loin qu'il y avait à Paris un grand enseignement

de magie noire, que les leçons s'y donnaient dans des chambres souterraines où ne pénétrait nulle lumière, sur des livres écrits en caractères de feu; l'unique maître, invisible et secret, n'était autre que Satan en personne (1). Les étudians des trois royaumes abondent au commencement du XIIIe siècle dans notre université à peine fondée; plusieurs y obtiennent le grade de *magister* ou y deviennent même professeurs; quatre Suédois y occupent les hautes fonctions de *rector magnificus*. Ils y sont bientôt si nombreux qu'ils s'établissent en divers colléges, dont nous retrouvons la place : celui d'Upsal avait deux maisons sur la montagne Sainte-Geneviève, l'une rue Serpente et la seconde rue des Deux-Portes; un autre collége suédois se trouvait au clos Bruneau, entre les rues actuelles de Condé et des Fossés-de-Monsieur-le-Prince, sur un terrain appartenant à la Sorbonne; un troisième en face du collége des Lombards, rue du Mont-Saint-Hilaire. Celui de *Dace*, fondé par les étudians de Scanie et de Danemark, était situé près de la place Maubert, entre nos deux grandes écoles de Notre-Dame et de Sainte-Geneviève. C'était le temps où les lettrés du nord traduisaient nos poèmes et nos chansons de geste; une fête de cour n'était pas complète en Suède ou en Norvége sans la lecture ou le récit de quelqu'une de ces grandes œuvres épiques dont notre moyen âge a été fécond, que notre ingratitude envers le passé a laissées s'oublier ou se perdre, et que l'érudition intelligente de nos jours retrouve en fragmens dispersés jusqu'aux extrémités de l'Europe.

Le XVe siècle a été pour la Suède aussi bien que pour la France, l'Angleterre et l'Espagne, une époque de guerres civiles, d'asservissement à l'étranger, et finalement de triomphe intérieur, au profit de la centralisation et de l'unité. Les conséquences de la malheureuse Union de Calmar avaient soumis le royaume aux Allemands et aux Danois; les prétentions rivales des familles nobles, les souvenirs ambitieux des dynasties locales avaient augmenté l'anarchie en la prenant pour alliée; mais enfin une grande victoire remportée sur l'armée danoise aux portes mêmes de Stockholm, sur cette colline de Brunkeberg qui fait aujourd'hui partie de la ville (10 octobre 1471) affranchissait la cause nationale, et la Suède, sous le gouvernement de l'un des siens, l'administrateur Sten Sture, allait entrer en pleine possession de son autonomie. Après avoir obtenu en 1442 une législation commune, elle voulut réclamer aussi son indépendance intellectuelle et morale: elle voulut avoir son université sur le modèle de celles du continent : le grand rôle dont Paris et Bologne s'étaient montrés capables avait prouvé à tous de

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 avril 1860, notre étude sur les traditions populaires de l'Islande. Voyez, pour ce qui suit, les documens que nous avons publiés dans la *Revue des sociétés savantes*, t. V, p. 659-669, année 1858.

quelle valeur pouvaient être de tels foyers. En 1475 un clerc est envoyé directement à Rome pour supplier le pape d'accorder la fondation souhaitée. Il réussit : par sa bulle en date du 27 février 1477, Sixte IV autorise l'institution dans Upsal, « la ville au doux climat et aux abondantes ressources, » d'un *studium generale* sur le modèle de Bologne, avec les mêmes libertés et priviléges. Le 2 juillet de la même année paraît la lettre rédigée d'un commun accord par l'archevêque Jacques Ulfsson et les six évêques qui lui sont subordonnés, par l'administrateur Sten Sture et ses vingt-trois conseillers laïques, lettre confirmant la fondation de la nouvelle université, et lui accordant, non pas, comme s'exprimait la bulle pontificale, les priviléges de Bologne, mais « les avantages que les rois de France avaient accordés à l'université de Paris, » vague expression, à vrai dire, et que ne suivit aucune réalité. La consécration eut lieu le 21 septembre; le 7 octobre, jour de la fête de sainte Brigitte, vit s'ouvrir les premières leçons, pour la théologie, le droit canon et la philosophie. On était d'autant plus pressé que le roi Christian Ier, de Danemark, s'étant personnellement rendu, lui aussi, à Rome, venait d'obtenir une pareille fondation pour Copenhague : le danger était grand de voir la jeunesse suédoise obligée de fréquenter l'université danoise au moment où il fallait réagir contre les souvenirs et contre les conséquences de l'Union de Calmar.

L'ardeur déployée par l'archevêque catholique Ulfsson, vrai fondateur de l'université, honoré aujourd'hui comme tel, et par l'administrateur Sten Sture, le bon vouloir de Rome, l'activité des relations établies entre la Suède et le reste de l'Europe, semblaient prédire à l'institution nouvelle un succès assuré. L'imprimerie n'avait pas trop tardé à s'introduire dans le nord, grâce encore à Jacques Ulfsson qui, en revenant d'Italie pendant l'année 1470, avait pu travailler à cette nouvelle œuvre. Le premier livre imprimé à Stockholm est de 1483, le premier imprimé à Upsal est de 1510. Ces commencemens ne s'étaient pourtant pas soutenus. On voit en effet au XVIe siècle les livres s'imprimer pour la Suède, non pas dans le nord, mais à Lübeck, à Nüremberg, à Bâle; les manuscrits devenaient plus chers que jamais, parce qu'on les exécutait en moins grand nombre : M. Annerstedt a donné sur tout cela les plus curieux détails. Du reste, le principal obstacle à la prospérité de l'université d'Upsal était son origine ecclésiastique : elle se trouva enveloppée dans les longues querelles qu'enfanta la réforme, et parut aux différens souverains de la Suède, pendant cette période incertaine, tantôt trop catholique et tantôt trop luthérienne. Gustave Vasa vit en elle la forteresse de l'église qu'il avait renversée, et, au contraire, son fils Jean III, qui parut tenter de rétablir le catholicisme, la trouva opposée à ses changemens liturgiques; il la

transporta à Stockholm, afin de l'avoir sous sa main et de la soumettre : c'était vouloir la détruire. Quelques mois seulement après sa mort, elle était rétablie par le célèbre concile d'Upsal, qui lui donnait en même temps une constitution définitive.

Cette assemblée d'Upsal, composée des représentans de tous les ordres de la nation, nobles, prêtres, bourgeois et paysans, et à laquelle prenait part, assisté du sénat, le futur roi Charles IX, frère de Jean III, occupe une place très importante dans l'histoire de la Suède. C'est elle qui mit fin à la longue résistance catholique. Elle proclama à l'unanimité, dans la journée du 5 mars 1593, que l'Écriture était la seule règle de la foi, que la doctrine contenue dans la Bible était exactement expliquée dans le symbole des Apôtres, dans celui de Nicée et dans celui d'Athanase, ainsi que dans la confession d'Augsbourg. Après que tous les assistans eurent promis de sacrifier au besoin leur vie pour cette foi religieuse, le président Nicolas de Botnie, un professeur d'Upsal, se leva et prononça d'une voix ferme ces paroles, devenues une des maximes chères aux Suédois et sans cesse citées : « Maintenant la Suède est comme un seul homme, et nous avons tous un seul et même Dieu ! » La même assemblée déclara reconstituée avec tous ses priviléges la grande école solidaire des destinées de la nation. Née du sentiment national dans un moment favorable, l'université avait failli périr au milieu des disputes religieuses qui avaient obscurci et comme effacé ce sentiment; sa principale force allait être de vivre de la même vie que la nation et de subir les mêmes vicissitudes. Or le moyen âge, plus obscur ici et plus long qu'ailleurs, était cependant fini pour la Suède de Gustave-Adolphe et de Christine.

Quatre ou cinq noms suffisent à résumer pour le XVIIe siècle les principaux aspects de l'histoire de l'université d'Upsal. Hoffvenius, Jean Messenius, les Rüdbeck, quelques autres avec eux, respirent évidemment la même généreuse ardeur qui avait animé, en Allemagne, en Italie et en France, tout le XVIe siècle. Il semble que, pour avoir été retardé, le mouvement de la renaissance agite ces esprits avec d'autant plus de violence. Leur science est intempérante, ils sont comme ivres d'érudition, ils étudient et enseignent toutes choses, ils ne veulent point de bornes à leur ambition d'esprit. Ils paraissent orgueilleux, peu tolérans, prompts à la dispute et à la polémique; mais leur tumulte n'est pas uniquement agitation vaine, ils sont dévoués à la science; c'est utilement qu'ils remuent les esprits. En Suède, par exemple, aussi bien que dans les autres pays de l'Europe, la scolastique avait, pendant tout le cours du moyen âge, despotiquement régné. Son autorité encore dominante allait désormais être attaquée au nom des nouvelles doctrines philosophiques enfantées par la pensée moderne.

Hoffvenius le cartésien osa soutenir dans sa chaire et dans ses écrits que la médecine et la physique devaient être enseignées sans le secours inutile de formules barbares ou de pédantesques syllogismes. Il prétendit que nul ne pouvait être médecin sans avoir étudié la chimie, la botanique et l'anatomie. Il déclara qu'il n'y avait pas de vide dans la nature. Il raconta qu'il avait observé de ses propres yeux, sur un cerveau d'animal vivant, l'âme embusquée dans la fameuse glande pinéale comme une araignée au milieu de sa toile, et de là se remuant et s'agitant sans cesse. De telles hardiesses ne pouvaient rester impunies; Hoffvenius fut traduit devant le consistoire académique comme dangereux novateur, hérétique en philosophie et en théologie. De longs et violens débats s'ensuivirent, jusqu'à ce que le célèbre Magnus de la Gardie, chancelier de l'université, fut appelé pour y mettre un terme. Il décida sagement qu'il fallait laisser au jugement de l'avenir l'appréciation de la nouvelle philosophie, et il invita les parties à ne porter atteinte ni aux intérêts de l'université, qui étaient ceux de la liberté intellectuelle, ni à la tranquillité de l'église, qui était aussi, disait-il, une chose précieuse à sauvegarder.

Messenius et les Rüdbeck, voilà les vrais représentans des ardens esprits qui, pendant le XVIIe siècle, agitèrent l'université d'Upsal et tout le nord; leur enflure et leur exagération étaient peut-être nécessaires pour leur permettre d'entraîner le grand nombre des esprits vers les voies nouvelles. Comme les savans italiens de la renaissance, qui prétendaient disserter sur tous sujets *et de quibusdam aliis*, comme les artistes du XVIe siècle, qui pratiquaient tous les arts à la fois, ces professeurs voulaient tout enseigner, réaction violente sans doute, mais intelligente dans son principe : après que la science avait péniblement végété, enfermée dans les étroites catégories de la scolastique, ils apercevaient, eux, la solidarité des divers ordres de connaissances humaines, et la synthèse encyclopédique qu'ils rêvaient devait être la naturelle préparation de l'analyse moderne. Il faut entendre Messenius, le premier professeur de la faculté de droit à Upsal, énumérer ses différens travaux. Il se vante de donner par jour, en même temps qu'il écrit ses livres, jusqu'à six leçons de différente nature. En cinq ans il a publié seize volumes, sans pour cela cesser d'enseigner six ou sept heures par jour; il prépare, outre ce qu'il a déjà donné, une chronique ecclésiastique et politique de Suède, un catalogue des principales généalogies suédoises, un recueil des vieux chants nationaux; on a de lui en réalité une vingtaine d'ouvrages, sans compter la *Scondia illustrata*, qui se compose à elle seule de vingt volumes in-folio. Historien, légiste, poète, orateur disert et fécond, il voulait la foule

à ses cours; il instituait de grandes discussions, avec tentures et musique, pour les jours de marché. Les étudians accouraient, et il les retenait, disait-on, par tous les moyens. De là contre lui deux sortes d'adversaires, ceux qui regrettaient les anciennes mœurs, mais ceux aussi qui, inspirés de la même ardeur que Messenius, voulaient régner en maîtres et voyaient en lui un rival.

Jean Rüdbeck, professeur d'hébreu, fut de ce nombre. Ils se ressemblaient trop en jalouse humeur et en naïf orgueil pour ne pas se quereller. Rüdbeck aussi était un bourreau de travail, il s'en vante sans cesse. Il s'acquitte en une année de soixante-treize disputations, de cinquante-huit discours publics, de deux cents publications, outre l'enseignement de chaque jour en latin, grec, hébreu, philosophie, théologie, rhétorique, logique, arithmétique, algèbre, géométrie, géodésie et physique. Puisque chacun des deux professeurs enseignait à peu près toutes choses, comment aurait-il souffert que les étudians allassent écouter son rival? Le pauvre Messenius avait été élève des jésuites, et on le soupçonnait de nourrir secrètement des sympathies pour leurs doctrines. Rüdbeck en prit occasion dès son premier discours, le 11 décembre 1609, et tonna contre l'église romaine de telle sorte que Messenius, qui ne prétendait soutenir publiquement aucun parti, parut aux yeux de tous personnellement atteint, et lui-même se tint pour tel. Le trait le plus intéressant de la lutte ardente qui s'engagea entre les deux professeurs fut la différente direction qu'ils imprimèrent à leur enseignement : elle se voit en particulier dans les exercices dramatiques auxquels chacun d'eux conviait ses élèves. Rüdbeck n'admettait que les œuvres des Grecs et des Romains : après les avoir expliqués dans ses cours, il faisait jouer en public par ces jeunes gens *le Cyclope* d'Euripide, *l'Eunuque*, les *Adelphes*, *l'Andrienne*, *le Phormion* de Térence. Messenius procédait d'autre façon. Il composait lui-même, dans la langue nationale, des tragi-comédies. Sans doute on y perdait au point de vue des études purement classiques; mais un autre enseignement devait résulter de ces exercices, car l'auteur avait choisi les sujets de ses pièces dans l'histoire scandinave. Au lieu de mettre éternellement sur la scène, comme ses prédécesseurs, les épisodes bibliques, il puisait dans la chronique de Saxo Grammaticus et dans celle d'Olaus Magnus, et formait le projet d'exposer dans une série de cinquante drames l'histoire de la Suède tout entière. On peut juger de son dessein et de sa manière par les six pièces qu'il a écrites. Elles ont pour sujets des épisodes célèbres dans les chroniques scandinaves; l'une d'elles n'est que le tableau du règne des rois Folkungs transporté sur la scène : l'impression tragique y naît de l'histoire même, et l'on pense invinciblement à Shakspeare. Non

certes qu'on puisse comparer Messenius au grand poète : il n'y a, quant à l'imagination et quant au talent, rien de commun; mais tous deux ont eu la pensée de mettre en œuvre les souvenirs historiques et les légendes de leur patrie. Messenius n'a pas imité Shakspeare, dont les drames, composés seulement pour la représentation, n'ont été rassemblés et imprimés que vers 1623, et auraient été difficilement connus avant cette date en dehors de l'Angleterre. Il faut lui reconnaître le mérite d'avoir conçu la pensée d'un théâtre national, en se rendant l'organe de la conscience publique, telle que l'avait faite dans les divers pays le progrès de son temps. En Angleterre, cette sorte de drame historique est éclos au moment glorieux du triomphe sur l'invincible *armada;* en Espagne, il est né avec Jean de la Cueva, un peu plus tôt, c'est-à-dire aussi dans un moment de toute-puissance et de grandeur; il a fleuri en Hollande quand le pays est parvenu à s'affranchir de la domination espagnole; quoi d'étonnant qu'il se montre en Suède dans le temps où ce royaume, délivré des guerres qui ont suivi l'Union de Calmar, uni sous le sceptre des Vasa, voit s'ouvrir devant lui toute une brillante carrière?

Du second des Rüdbeck, le grand Olof, on peut dire qu'il a porté jusqu'aux nues, selon ses contemporains émerveillés, la gloire de l'université d'Upsal et de la Suède. C'est lui dont les conquêtes. comme on disait, étaient admirées à l'égal de celles de Gustave Adolphe. Il avait commencé par enseigner la physiologie, et, plus hardi que ses prédécesseurs, il invitait souvent, malgré les préjugés encore contraires, le « macrocosme à venir voir disséquer le microcosme. » Il avait ensuite enseigné la botanique, et, laissant après lui dans chaque voie une trace féconde, il avait doté Upsal d'un musée d'anatomie, d'un jardin pour l'étude des plantes, d'un immense herbier; il préparait en même temps ses *Campi Elysii*, vaste recueil où il faisait connaître beaucoup de plantes et de fleurs jusque-là inconnues dans le nord. Cartésien déclaré, il apportait dans ses enseignemens la même ferveur encyclopédique, la même fougue qui emportait alors quelques-uns des plus vigoureux esprits; mais sa grande œuvre, celle qui, avec une singulière exagération non dépourvue de grandeur, résume toutes les aspirations nationales, toutes les ambitions scientifiques, toutes les ardeurs qui s'agitaient autour de lui, c'est la fameuse *Atlantica*. On en connaît la thèse : cette célèbre terre des Atlantes, de laquelle Platon nous a conservé le souvenir, et dont le législateur Solon entretenait les prêtres égyptiens, cette île au doux climat, aux fruits dorés, au ciel radieux, dont le puissant peuple, heureux et éclairé entre tous, avait envahi l'Afrique et l'Europe, et n'avait été arrêté que par les Athéniens dans le cours de ses conquêtes, ce vaste con-

tinent que l'on croyait englouti au fond des eaux, c'était l'antique Suède, mère des peuples, source première de toute sagesse humaine, de toutes lumières, de toute civilisation. Ces pieux Hyperboréens, ces Cimmériens vertueux, ces Thraces musiciens et poètes, ces Scythes amis des dieux, ces Goths et ces Germains dont les vertus avaient ranimé l'Europe accablée sous la corruption romaine, le dieu Dionysos, Eumolpe instituteur d'Éleusis, Orphée, Linus, Olen, dont les hymnes se récitaient à Delphes et à Délos, Anacharsis, Zamolxis le Gète, qui voyageait dans les airs monté sur une flèche, les courageuses Amazones, Gog et Magog, tous ces héros, tous ces sages, toutes ces fécondes tribus étaient venus du nord, c'est-à-dire de la Suède. De la vieille ville royale d'Upsal était sorti le modèle de toute royauté, du vieux temple d'Upsal le prototype de tout culte et de toute religion, de la vieille langue runique toutes les langues anciennes et modernes. Bien plus le Tartare était le gouffre du Malström, et les champs Élysées se retrouvaient dans le pays de l'ambre baigné par la Baltique. A démontrer cette thèse, qu'un écrivain français du temps trouve d'abord « à la vérité fort surprenante », mais ensuite « tout à fait forte, » Olof Rüdbeck déployait, non pas une critique irréprochable, mais une incroyable érudition. Il est vrai que ses rapprochemens étaient bizarres, ses dérivations philologiques bien imprévues, ses étymologies fort audacieuses, ses conclusions des plus téméraires; mais il disposait d'une immense lecture, d'une prodigieuse mémoire, d'une imagination hardie, d'une certaine divination sur quelques points, d'une science véritable en une large mesure, de sorte qu'au milieu de ses aberrations et de ses rêves il se trouve des vues, des indications fécondes. Il eut en tout cas la presque entière admiration de son siècle. Jamais livre ou pamphlet n'a été lu plus avidement que l'*Atlantica* d'Olof Rüdbeck; pendant que la première partie s'imprimait, de 1675 à 1679, on se disputait chaque feuille à peine sortie des presses; le roi et le chancelier écrivaient à l'auteur pour le presser de hâter la seconde partie; ils lui signalaient des argumens à l'appui de ce que l'on considérait comme la cause patriotique et commune. Christine déclarait que la Suède n'avait pas de récompense assez haute pour un si grand service, et l'ambassadeur de France Feuquière proclamait que c'était le premier livre du monde, après la Bible. Charles XI eût été tout près de voir un crime de haute trahison dans une dénégation ou dans un doute.

Ce qu'il y avait de solide et de réel dans cette effervescence intellectuelle, c'était l'élan d'une nation s'admirant elle-même dans un moment d'expansion et de grandeur subite, de concorde nouvelle, de conquêtes brillantes au dehors. Ému du sentiment général, un homme d'une science vaste, quoique indigeste, d'une imagination

vive, quoique peu réglée, lui offrait de son plus lointain passé une image encore plus éclatante que ne pouvait être celle du présent : elle était intéressée à s'y reconnaître, et, dans un temps qui n'était celui ni de l'instruction largement répandue, ni de la critique, elle commettait cette erreur, aussi bien que l'écrivain lui-même, très-naïvement. L'université d'Upsal était devenue vraiment le cœur de la nation.

C'est là sa période héroïque, qui se termine brusquement par une fatale journée. Le 16 mai 1702, le feu prit à une maison de la ville, s'étendit promptement aux maisons voisines, et, pendant quatorze heures, l'incendie ne cessa d'exercer ses ravages. Trois quarts de la cité étaient en cendres, le château presque détruit, la cathédrale mutilée. Au moment où les flammes envahissaient le bâtiment de la bibliothèque, on vit s'agiter sur les combles, à travers les étincelles et la fumée, une forme humaine : c'était le vieil Olof Rüdbeck, alors âgé de soixante-douze ans; on le reconnaissait à sa haute taille, à ses longs cheveux tombant sur ses épaules; il dirigeait les efforts de ceux qui combattaient l'incendie, et sa voix de stentor, bien connue de toute la ville, retentissait au milieu du tumulte. Stockholm avait perdu récemment sa précieuse bibliothèque par le feu; Rüdbeck sauvait celle d'Upsal, si nécessaire pour l'université. Inutilement on venait l'avertir que sa propre maison était atteinte; il allait perdre le manuscrit de ses *Campi Elysii*, fruit de quarante années de travaux; il allait perdre les premières feuilles imprimées du quatrième volume de l'*Atlantica* et les exemplaires non vendus du troisième. Il succombait quatre mois après ce désastre, auquel venaient s'ajouter, pour achever de ruiner l'université elle-même, les malheurs de la dernière partie du règne de Charles XII, les hivers rigoureux et la peste. Il fallut attendre quelques années pour que le travail se rétablît; mais les efforts un peu aventureux de l'époque précédente avaient porté leurs fruits : l'université allait devenir pendant le XVIIIe siècle, comme elle l'est encore de nos jours, un actif foyer, non-seulement pour l'érudition et les lettres, mais encore et surtout pour les sciences naturelles.

Ihre le philologue y a des premiers, au XVIIIe siècle, étudié la langue gothique; Atterbom y a été le chef d'une école littéraire et poétique qui, rompant avec l'imitation étrangère, a su affranchir le génie national; Geijer y a inauguré l'histoire critique du nord, que MM. Carlsson et Malmström ont étudiée depuis avec succès; Boström y a professé une philosophie timide par certains côtés, mais très élevée et très spiritualiste, et que développent aujourd'hui d'éminens disciples. M. Olivecrona pour l'étude du droit historique, M. Svedelius pour l'économie politique, M. Richert pour les anciennes langues du nord, M. Nordling et M. Almkvist pour les lan-

gues orientales, voilà, sans compter nos omissions, des noms connus et respectés au-delà de leurs frontières. Pour ce qui est des sciences, deux au moins d'entre celles qui se sont le plus développées dans notre siècle ont rencontré à l'université d'Upsal quelques-uns de leurs vrais fondateurs. Si de nos jours cette université nous offre dans cette carrière aussi des noms qui, déjà familiers à tous les hommes spéciaux, grandiront encore en renommée, les deux Fries pour la botanique, MM. Cleve, Almén et Hammarstén pour la chimie, le regretté Angström, que ses travaux d'analyse spectrale avaient désigné aux suffrages de notre Institut, M. Thalén, son collaborateur, M. Holmgrén, bien connu par ses expériences sur le daltonisme, ces savans ont eu pour prédécesseurs et pour premiers maîtres, à Upsal même, un Scheele, un Bergmann, un Berzelius, que nous pouvons bien rattacher à cette école, puisqu'il y a étudié et publié ses premiers ouvrages, ils ont eu Solander, Hasselqvist, c'est-à-dire quelques-uns des fondateurs de la chimie et de la botanique modernes, tous s'inspirant d'un maître commun, celui dont l'image partout reproduite, dont le nom partout inscrit, dont le souvenir vénéré n'ont pas cessé de vivre dans ces jardins qu'il disposa, dans ces salles où il enseigna. Là vécut le grand et religieux Linné, là s'écoula dans la paix du travail sa vie innocente et pure, là il mérita de voir avec saisissement, passant derrière la fleur qu'il étudiait, Dieu éternel, immense, omniscient, tout-puissant, que lui révélait une nouvelle loi de la nature. *Deum sempiternum, immensum, omniscium, omnipotentem expergefactus a tergo transeuntem vidi, et obstupui* (1).

III.

La seconde journée des fêtes devait nous introduire comme témoins, disions-nous, dans la vie intérieure de l'université, en nous faisant assister à une promotion de docteurs. Profitons-en pour pénétrer de là dans ses traditions, dans ses mœurs, dans sa vie de chaque jour. Interrogeons au besoin ses étudians eux-mêmes, et voyons quelles conditions intellectuelles et morales leur sont faites: il y a là un sujet d'observation dont l'intérêt est facile à comprendre. La promotion est l'acte solennel et public par lequel l'université, à certains intervalles, confère le grade du doctorat dans les différentes facultés. Décrivons tout d'abord celle du 6 septembre; ce récit nous instruira mieux, à beaucoup d'égards, que de longs commentaires.

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er mars 1861, notre étude intitulée : *Un écrit inédit de Linné. La Nemesis divina.*

A dix heures du matin, la même procession qui s'était formée la veille parcourait, à peu près dans le même ordre, le chemin qui conduit à la cathédrale. L'assistance était disposée comme le jour précédent, sauf que les promoteurs et les *promovendi* occupaient des places d'honneur. Comme la veille, le roi et le prince royal sont présens, entourés des ministres, du conseil d'état, des membres de la diète; les étudians avec leurs bannières occupent encore la première partie de la nef, les dames sont en amphithéâtre dans les bas-côtés, les orchestres dans les tribunes supérieures. Beaucoup des assistans ont à la boutonnière une petite couronne en feuilles de laurier; le roi la porte lui-même : c'est l'insigne du doctorat pour ceux qui l'ont précédemment acquis. L'intéressante préface de la fête est la première partie d'un bel hymne de M. Victor Rydberg, poète aujourd'hui célèbre dans le nord et membre de l'Académie des Dix-huit. L'auteur, s'inspirant de l'idée du triomphe de la science, compare la marche de l'humanité qui poursuit le progrès à celle des Hébreux traversant le désert pour atteindre le Jourdain : « Avance, humanité, sois joyeuse! ce que tu as pensé de juste, ce que tu as rêvé de beau, ce que tu as voulu dans ton amour, rien de tout cela ne peut périr, c'est une moisson qui est à l'abri du temps : elle appartient à l'éternité. » Après ces strophes, le promoteur de la faculté de théologie monte en chaire : c'est l'archevêque d'Upsal, désigné pour la fonction de ce jour par le roi, car cette faculté est plus particulièrement que les autres sous l'autorité du souverain, auquel, depuis deux siècles, appartient la création des docteurs en théologie. Au moment où il achève sa courte harangue latine, le promoteur se couvre du chapeau doctoral, et le canon commence de retentir. Il appelle tour à tour ensuite les *promovendi :* chacun d'eux s'avance au travers du chœur, monte les degrés de la chaire, reçoit sur sa tête le chapeau de taffetas noir plissé, à haute forme, héritage du XVIe siècle, descend et salue le roi en retournant à sa place. Quand la série des docteurs de cette faculté est épuisée, le promoteur salue en quelques phrases, et descend de la chaire après le sacramentel *Dixi*. Et l'orchestre avec les chœurs chante ces paroles que le poète a prêtées à la théologie : « Doutes-tu que là-bas un pays de promission t'attende? T'affaisses-tu sans espoir? En avant, Israël! Tu as encore entre tes mains la verge qui ouvre la source sacrée partout où elle frappe; et il te suit en tous lieux, le rocher divin. »

La cérémonie est la même pour les trois autres facultés, de droit, de médecine et de philosophie, sauf que les deux premières ajoutent l'anneau d'or; la dernière faculté, celle de philosophie, reçoit au lieu du chapeau la couronne de laurier. Il n'est presque pas un détail de cette cérémonie qui n'ait un sens symbolique. On fait

monter aux élus les degrés de la chaire pour signifier qu'ils ont à partir de ce jour le droit d'enseigner. L'ancien bonnet de docteur faisait allusion à la cérémonie d'affranchissement dans l'ancienne Rome ; il était rouge, pour rappeler l'antique pourpre sénatoriale, ou parce que cette couleur, trahissant par son éclat toutes les taches, ne devait convenir qu'à une vertu immaculée. Le chapeau paraît avoir été le signe de la majorité, peut-être de la supériorité de classe dans les vieilles coutumes germaniques. La couronne de laurier s'explique d'elle-même. L'anneau passé au doigt signifie le chaste mariage avec Sophia, la sagesse; il est d'or, pour rappeler le haut prix de la dignité doctorale; il est rond, pour marquer la perfection de la science. Un usage aboli seulement il y a une vingtaine d'années était de placer sur la chaire quelque vieux livre couvert de poussière : on l'ouvrait, puis on le jetait après l'avoir fermé, pour faire entendre que le docteur en avait fini avec les études premières, qu'il lui fallait maintenant penser par lui-même ou bien ouvrir d'autres livres que ceux du candidat et du disciple.

Après chaque promotion l'hymne reprenait, avec des expressions spéciales pour chacune. La Jurisprudence entend la voix du Seigneur sur le mont Sinaï; la Médecine montre aux générations le serpent d'airain ; la Philosophie suit la colonne de feu, « la nuée tissée d'idéal que l'esprit du Seigneur habite. »

Ce qui rend vraiment solennelle et d'une particulière beauté la fête universitaire des promotions, telle qu'on la célèbre dans le nord, ce n'est pas seulement cette assistance, l'aspect de l'antique cathédrale, le bruit du canon, la musique et les chants, c'est que beaucoup de ces docteurs sont des hommes éminens dont la patrie est fière, soit à cause de leur science, soit pour d'autres services éclatans. Quelques-uns sont des vieillards respectés qui ont occupé les premières charges de l'université, de l'église ou de l'état. Trois sortes de docteurs viennent en effet de passer devant nos yeux : d'abord les docteurs *jubilaires*, c'est-à-dire ceux qui ont été déjà promus il y a cinquante années ou plus; ils sont deux cette fois, deux théologiens renommés, âgés chacun de près de quatre-vingt-dix ans. Sur les cheveux blancs de ces pasteurs au costume et au visage sévères, la couronne de laurier ne manque pas d'un certain aspect sculptural : on se souvient des médailles de la renaissance, de Pétrarque couronné au Capitole. Il y a eu ensuite les docteurs *honoris causa :* chacune des facultés dites profanes, c'est-à-dire autres que la faculté de théologie, peut, avec la permission du roi, décerner la dignité de docteur à des hommes distingués par leurs travaux scientifiques ou par leurs services de tout genre, sans qu'aucune différente condition leur soit demandée à l'avance. C'est ainsi que nous avons vu couronner du laurier académique M. Oscar Dick-

son, négociant de Gothenbourg, qui a voulu, avec une patriotique libéralité, se charger des dépenses nécessaires aux grandes expéditions scientifiques de M. Nordenskiöld vers les mers glaciales. M. Victor Rydberg, le poète, M. Worsaae et M. Krieger, anciens ministres en Danemark, des professeurs et des savans, non-seulement suédois, mais norvégiens et finlandais, ont été honorés du même témoignage et sont venus recevoir la même couronne. Un grand poète, Runeberg, devait être compris dans cette promotion; mais la mort a interrompu récemment sa forte vieillesse, et le promoteur, M. Nyblom, a exprimé le regret universel (1). La troisième série de docteurs comprenait les jeunes gens qui venaient de subir les épreuves fixées par les statuts pour l'obtention du grade. Ainsi la solennité d'Upsal réunissait pour une pareille récompense d'honneur, étendue bien au-delà des limites scolaires, les diverses générations et les divers mérites; ainsi l'université s'identifiait réellement avec le pays, au nom duquel, à vrai dire, sont décernées ses couronnes. Ce qui est resté d'antique appareil à de telles fêtes ne sert qu'à en rehausser la dignité en y ajoutant le prestige d'une tradition sincèrement et simplement respectée.

IV.

C'est surtout en suivant l'histoire de la vie scolaire, telle que l'ont faite les lois et les mœurs parmi les étudians d'Upsal, qu'on verra ce qui a péri des anciennes institutions universitaires et ce qui en subsiste, ce qui en a été régénéré ou transformé; par cette histoire, on jugera quelle union singulièrement intime n'a cessé de régner entre les maîtres et les élèves, entre les coutumes et la loi. Les statuts d'Upsal ont toujours su ménager l'indépendance des étudians, mais de telle sorte que le passage à l'université devînt pour eux la meilleure école de gouvernement de soi-même et d'autonomie, en même temps qu'une garantie de discipline et de dignité. Il suffit de lire les harangues latines du célèbre Freinshemius, qui, appelé d'Allemagne par la reine Christine, fut en 1645 doyen de la faculté de philosophie d'Upsal, il suffit de parcourir les monographies qu'on vient de publier en Suède sur l'histoire particulière de plusieurs *nations* de cette université, pour apercevoir combien longtemps y persista, par exemple, la bizarre coutume de la *depositio* avec l'assentiment d'abord, puis avec la tolérance tacite de la loi universitaire.

On désignait par le nom de *depositio* la cérémonie symbolique

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er septembre 1857, la traduction que nous avons donnée des beaux et nobles *Récits de l'enseigne Stal.*

imposée aux jeunes gens qui, sortant de l'enseignement secondaire, voulaient acquérir le titre et les priviléges d'étudians. Ces novices, ces *béjaunes*, comme on disait à Paris pendant le moyen âge, par comparaison avec les oiselets au bec encore jaune qui viennent de quitter le nid, étaient affublés par l'étudiant *depositor* d'un costume ridicule, *absurdæ vestes*, d'un habit de toutes les couleurs, d'un chapeau avec des oreilles d'âne et des cornes; on leur adaptait à la bouche deux grandes dents : c'étaient leurs attributs d'ignorance et de rudesse primitives, qu'ils devaient *déposer* selon toutes les règles pour devenir d'honnêtes et libres étudians. Habillé lui-même d'une façon bizarre, et un bâton à la main, le *depositor* chassait devant lui ce timide troupeau jusqu'à ce qu'il fût réuni dans la salle où attendait la plus brillante assistance, quelquefois des reines et des rois. On commençait par la *vexatio* : elle consistait à faire étendre le patient à terre, où le *depositor*, avec une hache, un grand rabot, la lime, les ciseaux et les pinces, faisait mine de l'émonder et de le polir, afin disait-il, de transformer cette souche grossière en un beau tronc digne de figurer dans le temple de l'intelligence. On procédait ensuite à la toilette, à grande eau; le *cornutus* était assis sur un tabouret à un seul pied; on le barbouillait de suie, puis on le rasait avec un rasoir de bois, on lui peignait les cheveux, on lui faisait les ongles. On lui posait alors des questions grotesques, *captiosæ quæstiunculæ*, auxquelles il eût difficilement répondu, même si les défenses attachées à sa mâchoire lui eussent permis autre chose que des sons inarticulés. Ou bien on glissait dans ses poches des billets perfides qu'on feignait d'y surprendre ensuite, et qu'on lisait tout haut devant l'assemblée : c'était sa tendre mère qui lui souhaitait toute espèce de soins délicats; c'était sa fiancée qui lui adressait de douces confidences, et, à chaque fois, au milieu des éclats de rire, on le rabotait, c'était l'expression consacrée, pour le punir de ses indiscrétions, de ses témérités, de ses bonnes fortunes imaginaires. Enfin le *depositor* le prenait par le cou entre les longues branches d'un instrument de bois en forme de ciseaux, et le secouait avec force jusqu'à ce que ses longues oreilles, ses dents et ses cornes fussent tombées à terre; il ne restait plus qu'à lui placer quelques grains de sel sur la langue, à lui verser quelques gouttes de vin sur la tête, pour que l'écolier ignorant fît place à l'étudiant transfiguré. C'était le doyen de la faculté qui accomplissait ces derniers rites, empruntés évidemment, sans pensée de scandale, aux cérémonies chrétiennes du baptême; on lui donnait en même temps les explications et les conseils convenables à la circonstance. Nous trouvons dans Freinshemius et ailleurs les formules dont on se servait d'ordinaire : « Recevez le sel de la sagesse, afin que, distinguant le bien du

mal, vous résistiez au démon... Exempts du nom ignominieux de *béjaunes*, je vous salue du beau et glorieux nom d'étudians. *A probroso nomine beanorum absoluti, pulcherrimo honestissimo que vocabulo salvete, Studiosi!*

Les deux harangues de déposition prononcées par Freinshemius à Upsal sont de pompeux éloges de cette étrange fête universitaire, qui occupe, à l'en croire, une place parmi les conditions nécessaires à l'éducation morale de l'humanité. Il se demande gravement si elle a pris naissance dans les écoles des anciens philosophes grecs, à côté de la *catharsis*, ou dans les cérémonies de l'émancipation et de l'affranchissement à Rome. Combien n'est-elle pas supérieure en tout cas, dit-il, aux épreuves qu'imposait le culte de Mithra, à celles de la chevalerie, à celles qu'une foule de corporations exigent de leurs novices! Les jeunes candidats accepteront volontiers de bénignes et innocentes épreuves, portant avec elles un utile enseignement : ils rencontreront dans la vie de plus réelles souffrances; rien ne leur sera acquis sans le travail et sans la peine : celui-là restera vainqueur qui saura le mieux résister et durer.

Il n'y avait peut-être lieu ni à de si beaux raisonnemens, ni à de si savantes recherches d'origines. La déposition était simplement une de ces réjouissances traditionnelles dont l'université de Paris avait donné les premiers exemples, et qui s'étaient propagées pendant le moyen âge dans les universités d'Allemagne, pour passer de là dans les pays du nord. Les principaux réformateurs allemands, Luther et Mélanchthon en particulier, avaient souvent rempli les fonctions de *depositor* et aimaient à composer, pour de telles circonstances, des harangues et des chansons. Voici par exemple des strophes attribuées à Luther : « Nos jeux sont familiers, mais ils servent les bonnes mœurs; nous émondons un tronc noueux, nous rabotons un grossier rustique, nous redressons ce qui était courbe; ce qui s'élevait trop, nous l'abaissons. Voyez ce *béjaune* sordide avec ses grandes cornes; il veut que nous le fassions étudiant : c'est lui qui paiera les frais! »

Lignum fricamus horridum,
Crassum dolamus rusticum,
Curvum quod est, hoc flectimus,
Altum quod est, deponimus.
Beanus iste sordidus
Spectandus altis cornibus,
Ut sit novus scholasticus,
Providerit de sumptibus.

Michelet a célébré jadis ce qu'il appelait « les risibles et touchans mystères de la vieille Allemagne, le symbolisme sacré de ses graves initiations. » Il a cité, d'après Grimm, les poétiques formules

que mettaient en action les corporations germaniques. Tout cela était donc bien dégénéré au temps de la réforme, si jamais la réalité avait répondu aux imaginations littéraires, car précisément au XVIe siècle, et surtout dans les universités protestantes, la *depositio* avait donné lieu à un despotisme et à des brutalités intolérables qu'il avait fallu réprimer. On ne voit paraître cette coutume en Suède que lors du rétablissement de l'université, à la fin du XVIe siècle; il faut bien qu'elle ait produit là aussi quelques abus, puisque les statuts du 27 juillet 1655 s'élèvent déjà contre ce qu'ils appellent *exagitationes scurriles et vexationes*, et que ceux de novembre 1691, sous le roi Charles XI, l'interdisent absolument, ce qui ne l'empêchait pas de reparaître pendant le XVIIIe siècle, sans les excès de l'époque précédente. Le voyageur La Motraye, un des critiques de Voltaire, nous a laissé le récit de celle dont il fut témoin à Upsal en 1716. C'est seulement à titre de curiosités que l'on conserve aujourd'hui dans un des musées d'Upsal les instrumens ayant servi aux dernières dépositions; mais ces fêtes qui ont amusé tant de générations vivent dans les souvenirs traditionnels de l'université.

Les statuts s'étaient modifiés en même temps que la coutume; lorsque, sous l'influence de la raison moderne, l'esprit public rompait avec la naïve gaîté du moyen âge, la loi universitaire renonçait à soutenir de vaines formes dont l'antique sens était perdu. On la voit par contre adopter et protéger toujours davantage une autre institution scolaire qui a grandi avec les mœurs : nous voulons parler de la division des étudians en provinces ou *nations*, devenue de nos jours une garantie d'autonomie et de discipline.

L'université de Paris possédait déjà au XIIe siècle ses fameuses quatre nations, mais celles d'Upsal ne se montrent qu'au milieu du XVIIe siècle; avant cette époque elles se groupent lentement, non sans exciter beaucoup de défiance ou même d'opposition. Formées d'abord dans une vue d'association de secours, ou bien pour resserrer les liens de parenté ou d'amitié dans l'abandon d'une grande ville, ces petites sociétés se donnent bientôt elles-mêmes un gouvernement intérieur, de sorte qu'elles menacent de devenir pour l'université une cause permanente d'anarchie si elles continuent d'échapper à l'administration centrale. On peut suivre par une série de témoignages les progrès du bienfaisant accord qui finit par s'établir. Nulle trace de nation avant 1630; alors seulement on voit commencer celle de Westmanland; celles d'Ostrogothie, de Stockholm et de Norrland paraissent en 1640, et vers le même temps aussi celles qui ont formé, en se réunissant plus tard, la nation d'Upland. En 1654 et 1655, les protocoles du consistoire académique ne montrent qu'hostilité de la part des autorités universitaires à l'égard des *conventicula nationalia*. Les étudians, est-il dit,

y sont à l'entière dévotion des *seniores*, qui les retiennent à leurs leçons privées et les empêchent d'aller aux leçons publiques faites par les professeurs : curieux indice d'une sorte de concurrence qui a bien pu tourner au progrès général. En vain le recteur assure aux étudians, pour les retenir, la protection de leur caisse commune : il gardera sous ses yeux leur *fiscus* dans l'*ærarium* de l'université; bientôt chaque nation s'affranchit de cette tutelle et prétend avoir sa caisse particulière. La nation d'Ostrogothie rédige ses statuts en 1646; elle les termine par cette fière formule, empreinte d'une gravité toute romaine : *Quod ita censuimus, consensimus, conscivimus, ob eam rem nomina manusque nostras singuli adscripsimus, jureque jurando firmavimus.* Ces allures n'étaient pas celles d'un pouvoir disposé à céder; le consistoire jugea qu'il fallait faire des concessions, et, à partir de la fin du XVIIe siècle, le rapprochement s'opéra peu à peu.

Qu'on ouvre les statuts actuels, révisés le 10 janvier 1876, on y verra comment la loi règle et consacre elle-même la constitution des nations universitaires. Tout étudiant, aussitôt qu'il a été régulièrement inscrit sur les registres par-devant le recteur, doit se faire admettre pour tout le temps de ses études dans une de ces nations, selon le lieu de sa naissance, ou bien selon la résidence actuelle de sa famille, ou suivant le choix que jadis avait fait son père. Nul n'est admissible à subir aucun examen, — voici qui est remarquable, — s'il ne présente un bon témoignage de ses nationaux sur sa moralité et son caractère. Toute nation est placée sous la surveillance d'un inspecteur, qui doit être un des professeurs ordinaires, et d'un ou de plusieurs curateurs, qui peuvent être de jeunes agrégés ou des étudians; les uns et les autres sont à l'élection. Elle discute et rédige comme elle le veut ses règlemens intérieurs; il suffit qu'ils soient agréés, ainsi que les élections diverses, par le consistoire mineur, un des deux conseils académiques auxquels est confiée l'administration générale de l'université. La nation se gouverne elle-même; elle exerce comme elle l'entend sa propre discipline et peut expulser un coupable; s'il n'est pas admis par une autre nation, il se trouve par le fait exclu de l'université, ou du moins placé à l'écart, sous la surveillance spéciale du recteur. Les antiques vexations de la *depositio* ont fait place à une fraternité secourable, qui n'empêche pas une réelle hiérarchie; il n'y a pas de confusion en effet entre les *seniores*, les *juniores* et les *recentiores*, catégories fixées par les libres suffrages. Les *recentiores* ne peuvent guère être admis dans la classe supérieure avant le délai d'une année, mais c'est pour eux un simple noviciat, un apprentissage des devoirs qu'ils auront bientôt à remplir : un mérite signalé peut abaisser devant eux les barrières. Chaque nation

possède, soit en pleine propriété, si d'importantes donations l'ont enrichie, soit en simple location, une maison dans la ville. C'est là qu'habitent ses curateurs, son trésorier, son bibliothécaire, ses hommes de service; là sont conservées ses archives, ses collections, les images des hommes qui l'ont illustrée; là elle tient ses réunions, donne ses fêtes et reçoit les visites dont elle s'honore.

Une de ces visites nous restera dans le souvenir. Lors de la première journée des fêtes, un autre hommage encore que ceux des délégations dans la cathédrale et du roi pendant le banquet avait été offert à l'université d'Upsal, un hommage très intéressant par sa forme et par les sentimens qu'il renouvelait ou faisait naître. Pendant la soirée, les étudians réunis dans leurs diverses nations recevaient, comme c'est la coutume après les grandes promotions doctorales, les visites particulières d'un certain nombre de délégués étrangers. Parmi ces visiteurs, on voyait les plus illustres maîtres. Ils étaient accueillis avec un cordial respect, dans chaque maison provinciale, par les étudians debout autour de la table où brûlaient les vastes bols de punch. Les présidens faisaient faire silence et proposaient en termes chaleureux quatre hurrahs pour cet illustre astronome, M. Struve, pour cet intrépide voyageur aux régions de l'extrême nord, M. Nordenskiöld, pour ce groupe de délégués qui représentaient la France. A ce dernier toast M. Œrnmark, de la nation d'Upland, donnait un accent particulier, et M. Gaston Boissier et M. Gaston Paris témoignaient par leurs vives réponses combien ses paroles émues nous allaient au cœur.

La communauté des nobles sentimens et d'une volontaire discipline, voilà ce qui empêche de craindre que le partage de ces étudians en nations les désunisse. Il y a de leur union fraternelle un touchant symbole. Entre les diverses sortes de langages qui sont donnés à l'homme, entre tous les arts, il y en a un singulièrement apte à séduire les imaginations et les cœurs, à les élever vers une sphère suprême, à les y assembler dans une commune et irrésistible préoccupation de l'idéal : c'est la musique. Les philosophes de l'antiquité, à cause de cela sans doute, voulaient qu'on réservât à cet art un grand rôle dans l'éducation. C'est ce qui arrive de soi-même en Suède. On sait ce qu'est dans le nord le trésor des mélodies populaires. Modulées par ces voix, que la nature a généralement bien douées, elles charment et elles étonnent par leurs rhythmes spéciaux. Nous disions en commençant ce récit que la troisième journée du centenaire d'Upsal nous réservait un épisode d'une saveur toute locale, un concert donné par les étudians en présence du roi et de la même assemblée qui avait été conviée aux précédentes fêtes : concert tout vocal, à peine avec quelques accompagnemens d'instrumens à cordes; rien que des chansons et des poésies nationales

sur une musique transmise le plus souvent par une longue tradition et tout anonyme, née pour ainsi dire du sol même, de ces forêts et de ces montagnes, ou bien œuvre d'artistes qui se sont évidemment inspirés de cette tradition, comme M. Wennerberg, l'auteur des *Gluntarne*. Donner à qui ne les a pas entendues une idée de l'effet produit par ces masses chorales serait impossible : la surprise est grande de ceux qu'elles émeuvent pour la première fois. La poésie étrange des petits poèmes que revêtent ces chants n'est pas pour rien dans l'impression produite : ce sont des fragmens de sagas, des légendes tantôt gracieuses, tantôt sombres ou sinistres, des ballades dont presque tout le charme est dans l'expression ou dans l'étroit accord entre une imagination presque insaisissable et le vague de la musique. On peut se demander s'il y a là de quoi subvenir à une ample et féconde production musicale; en tout cas, la Suède, qui a produit déjà de si heureux talens, se montre ainsi en possession d'un art très délicat et très original. Chaque génération universitaire recueille et transmet cet héritage. Toute nation a son école de chant, et ils se groupent en nombreux chœurs. Naviguent-ils par le beau temps sur les eaux du Mélar, célèbrent-ils quelque fête intérieure, reçoivent-ils dans leur ville quelque hôte respecté ou le roi, aussitôt, sans préparation et sur un signal, ils entonnent de leurs voix jeunes et fières quelqu'un de ces chants. On peut calculer ce que cela suppose entre eux de concorde amicale, de discipline volontaire, d'influences intimes et généreuses; il y a là toute une école de patriotisme, de poésie et de liberté.

Les étudians d'Upsal accordent donc une certaine place à la tradition. Ils ont leurs annalistes : précisément à l'occasion du quatrième centenaire, outre le grand ouvrage de M. Claes Annerstedt, M. Lewenhaupt a publié une histoire de la nation d'Upland, MM. Eneström et Swederus celle de la nation de Vestmanland, MM. Palmberg, Warburg et Aberg celles des nations de Småland, de Gothenbourg et de Stockholm. Ils ont leurs fêtes anniversaires consacrées aux principaux souvenirs de la patrie : leur deuil public en l'honneur des morts de l'année précédente, ils l'ont placé, par un touchant contraste, au commencement de la saison nouvelle; on redit alors quels maîtres on a perdus, quelles destinées ont été tranchées avant l'âge et par quelles atteintes l'année a perdu son printemps. Ils ont des fêtes pour les plus grandes dates de leur histoire, pour l'union de la Suède avec la Norvége, pour la mort de Charles XII, pour celle de Gustave-Adolphe, pour l'avénement de Gustave Vasa. Ce respect du passé ne les empêche pas soit d'effacer, nous l'avons dit, ce que ce passé comportait d'excessif ou de suranné, soit de prendre une vive part quelquefois, non sans une

réelle influence, dans les complications du présent ou dans celles qui touchent l'avenir de leur pays : on l'a vu lors des agitations du scandinavisme. Ceux qui ont suivi ces mouvemens, d'où pouvait dépendre la formation d'une ligue qui eût sauvé un des états du nord et prévenu pour l'Europe bien des malheurs, peuvent se rappeler la réunion des étudians scandinaves à Upsal, leur réception ensuite dans le palais de Drottningholm par Oscar Ier, et les graves paroles qui, dans la harangue royale, répondaient à l'émotion de ces jeunes représentans des trois nations sœurs. En des journées comme celles-là, les étudians d'Upsal conciliaient fort bien avec les classiques souvenirs les aspirations nationales et les vœux patriotiques.

Avons-nous quelque chose à envier soit pour notre pays, soit pour notre enseignement supérieur à ce que nous a montré l'université d'Upsal? Oui certes. Nous n'avons pas vu d'un cœur indifférent et sans retour sur nous-mêmes une conciliation intelligente des anciennes mœurs avec la liberté. Cette grande école du nord, où d'innombrables dotations, religieusement sauvegardées depuis deux ou trois siècles, assurent l'enseignement gratuit pour quiconque a droit d'y prétendre et au besoin l'indépendance envers l'état, où les jeunes gens apprennent d'abord à respecter, à chérir les souvenirs, les lois, les coutumes de leur pays, et à se gouverner eux-mêmes, cette institution vouée à l'étude la plus active et au progrès, honorée depuis plus d'un siècle et de notre temps par quelques-unes des principales découvertes dans le champ des sciences naturelles, cette tranquillité d'une petite ville d'université, avec ses maisons de bois brillantes d'une exquise netteté, avec sa verdure abondante, ses eaux vives et ses fleurs, ses chauds foyers l'hiver, sa vie de famille, qui donc verrait sans s'y intéresser ce spectacle? Est-ce à dire que nous devions rêver de transporter chez nous quelques parties de cet édifice ou d'emprunter les principaux traits de ce modèle? Probablement non, tant les circonstances historiques et les milieux sont différens. On peut regretter, quand on l'a rompue, la chaîne avec le passé, on ne peut pas la rétablir. Si vous coupez vivant le grand arbre, vous sacrifiez en un moment les avantages acquis par un long passé pour un long avenir, et cette double perte est irréparable. Il reste toutefois la lumière et l'air, qui se répandent et circulent plus librement; il reste un sol fécondé par les débris eux-mêmes. Ce qu'il faut souhaiter, c'est que le progrès chez nous accompli de l'aveu de tous n'exclue pas notre sincère hommage au progrès accompli sous des formes et avec des conditions différentes chez les autres peuples.

A. Geffroy.

LA

PHYSIOLOGIE CÉRÉBRALE

ET

LA PSYCHOLOGIE

Le Cerveau et ses fonctions, par M. J. Luys, [illegible]. Paris, 1876.

« La psychologie vraiment scientifique, c'est la physiologie du cerveau. » Voilà une proposition aujourd'hui banale et qui passe à l'état de lieu commun dans les préfaces des traités sur le système nerveux publiés par le médecins les plus en renom. On répété sous toutes les formes que la vieille méthode psychologique, l'observation intérieure, est usée, vaine, convaincue d'impuissance. On apprend désormais à connaître l'âme, non par la réflexion, mais par l'autopsie des cerveaux avariés : le trépan et le scalpel ont détrôné la conscience; les figures schématiques remplacent les listes de facultés, chères à l'ancienne école. L'âme n'est que « l'ensemble des fonctions du cerveau, » et la psychologie qu'un chapitre de la physiologie. Pour l'élever au rang de science digne de ce nom, il faut procéder comme pour les fonctions du cœur et de l'estomac; le problème est du même ordre, la méthode identique.

Les esprits les plus éminens et les plus indépendans de l'École de médecine de Paris se sont faits les champions de cette idée. Aucun n'a reconnu les obstacles insurmontables que la logique oppose

aux prétentions envahissantes de la physiologie. Aucun n'a songé à démentir ces paroles de Stuart Mill : « Les physiologistes ont plus que personne le travers commun à tous les genres de spécialistes ; ils se butent à chercher dans leur propre spécialité la théorie entière des phénomènes qu'ils étudient, et ne ferment que trop souvent l'oreille aux explications venues d'ailleurs (1). »

L'apparition récente du livre de M. Luys sur *le Cerveau et ses fonctions* a mis dans son plein jour la tendance de l'école dont il est, sinon une des lumières incontestées, du moins un représentant fidèle. M. Luys est un soldat d'avant-garde; il ignore les ménagemens et les hésitations : esprit systématique, il a poussé jusqu'à leurs plus extrêmes limites les idées généralement admises autour de lui. Là où ses confrères ajournent leurs espérances, il affirme sans crainte et sans réserves. Il a hasardé le premier une psychologie physiologique ou une psycho-physiologie complète ; il veut, il croit tout expliquer, il ne laisse aucun problème sans une solution apparente, qu'il expose avec une conviction absolue.

Malheureusement, quand on opère avec une méthode vicieuse, plus on lui demande, moins elle donne; plus on croit obtenir d'elle, plus on est trompé. Aussi les résultats proclamés par M. Luys ont-ils été loin d'obtenir l'assentiment des esprits sages de son école: sans méconnaître la haute valeur des travaux anatomiques qui assurent à son nom une durable et légitime notoriété (2), ils se sont élevés contre les conclusions prématurées, les hypothèses aventureuses de sa physiologie cérébrale : l'auteur du nouveau traité sur *le Cerveau et ses fonctions* compromettait la méthode en voulant obtenir de force des résultats qu'elle donnera un jour, mais qu'il faut savoir attendre en les préparant patiemment.

Pour nous, nous nous applaudirions volontiers de la publication de l'ouvrage de M. Luys comme d'un service rendu à la cause de la vérité, si les réflexions qu'il a provoquées et celles qu'il provoquera encore pouvaient être le signal d'une réaction contre la méthode même dont il s'est inspiré après tant d'autres, et dont les défauts peuvent désormais, grâce à lui, apparaître aux yeux les plus indulgens. On peut juger de l'arbre par les fruits : suivre pas à pas M. Luys dans les parties successives de sa doctrine, scruter ses affirmations à la lumière d'une critique impartiale, fondée sur la logique et le sens commun, ce serait un moyen, et même un moyen facile, bien qu'indirect et compliqué, de faire le procès de la mé-

(1) Stuart Mill, *Etude sur Berkeley*.

(2) *Recherches sur le système nerveux cérébro-spinal*, avec un atlas de 40 planches, 1865. — *Iconographie photographique des centres nerveux*, 1873. — Ces deux ouvrages ont été couronnés par l'Académie des sciences; le livre que nous étudions en contient un résumé dans sa première partie.

thode physiologique appliquée à la psychologie; ce serait la réfuter par ses conséquences, ou, comme disent les logiciens, par l'absurde. D'autres l'essaieront peut-être. Quant à nous, c'est l'esprit même du livre, c'est la méthode psycho-physiologique que nous voulons prendre à partie : nous essaierons de juger ses titres au gouvernement de la science de l'âme; nous l'aborderons directement, et nous l'étudierons en elle-même, sans nous préoccuper des applications que M. Luys ou d'autres auteurs en ont faites, sinon pour appuyer de quelques exemples les réflexions qui vont suivre.

I.

Toute doctrine de psychologie physiologique ou de physiologie cérébrale à prétentions psychologiques, ce qui revient au même, porte sur deux ordres de faits : d'une part des faits étendus ou matériels, d'autre part des faits inétendus ou psychologiques, vulgairement nommés *spirituels*. Les faits étendus sont, en premier lieu, les cellules, les fibres, etc., en un mot les organismes anatomiques; ce sont ensuite les mouvemens de ces organismes ou de leurs élémens, ou bien les mouvemens d'entités matérielles, comme l'électricité, le magnétisme, etc., mouvemens qui ont ces organismes pour théâtre. Les faits inétendus sont les pensées, les sentimens, les volontés ou volitions. Ces deux ordres de faits sont différens jusqu'à l'irréductibilité. Les uns sont essentiellement étendus, les autres essentiellement inétendus. Rien ne peut, ni dans la réalité, ni dans notre imagination, ôter aux premiers, ni donner aux seconds le caractère de l'étendue; voilà en quoi et pourquoi ils sont irréductibles. Cette irréductibilité est actuellement reconnue comme la donnée fondamentale de toute science anthropologique par les savans anglais, psychologues ou physiologistes, et c'est un physicien, Tyndall, qui en a donné la formule la plus heureuse (1). Sans cet axiome indiscutable, pas de science de l'homme digne de ce nom, c'est-à-dire précise et rigoureuse; rien que des demi-vérités, obscures, équivoques, provisoires, attendant l'analyse et la vérification; aux idées confuses correspond un langage contradictoire et incohérent, qui ne porte dans les esprits qu'une lumière douteuse et troublée.

Il serait temps que la physiologie française daignât se laisser convaincre par l'exemple des physiologistes anglais, au lieu de continuer à accuser les psychologues de rester dans une ignorance funeste à l'égard de ses découvertes. La prétention à un isolement

(1) Conférence sur les *Forces physiques et la pensée*. — M. Claude Bernard a proclamé la même vérité, mais on se place à un point de vue différent, dans une page remarquable de son discours de réception à l'Académie française.

légitime est moins grande, aujourd'hui du moins, en France, chez les psychologues que chez les physiologistes; nous ignorons moins ceux-ci qu'ils ne nous ignorent. Ajoutons qu'à rester dans leur isolement ils perdent plus que nous ne ferions en les imitant : la psychologie peut se constituer indépendamment de la physiologie; mais la réciproque n'est pas vraie : la physiologie cérébrale doit au contraire s'appuyer sur une psychologie ou latente ou formelle. C'est ce que nous allons expliquer.

Les faits inétendus se suffisent à eux-mêmes. Qui dit *pensée* ou *sentiment* ou *volonté* entend suffisamment ce dont il parle. Si l'on veut étudier ces questions : Quelles sont les différentes sortes de pensées? quelles sont les différentes sortes de sentimens? quelle influence la pensée exerce-t-elle sur la naissance et le développement des sentimens? ou d'autres questions du même genre, le problème est posé en termes parfaitement clairs, la clarté des énoncés est complète, suffisante; la connaissance anatomique du cerveau ne saurait apporter aucune lumière nouvelle; on pourrait même ignorer l'existence du cerveau et traiter tous ces problèmes sans la moindre incompétence. Au contraire, une fois que l'on est sorti de l'anatomie du cerveau et que l'on aborde la physiologie de cet organe, on est dans l'obscurité la plus complète. Le cerveau anatomique est visible et tangible, tandis que ses fonctions physiologiques échappent à toute observation. Là, rien n'est visible, rien n'est tangible; il n'y a rien; la fonction du cerveau est une inconnue dont l'équation n'est même pas posée.

Il semble pourtant qu'il y ait quelque chose; voici comment. Partout ailleurs dans les phénomènes vitaux, entre l'organe et sa fonction le rapport est clair; la fonction se voit ou s'imagine sous la forme de l'organe lui-même en mouvement: le fait anatomique et le fait physiologique sont étendus l'un et l'autre; le second est la suite du premier et le complète : c'est le premier, plus quelque chose; un fait physiologique est un fait *anatomo-physiologique*. Quand on parle des fonctions du cerveau, on imagine, par analogie, des mouvemens, et la chose en mouvement est, dans cette imagination, la chose anatomique, la substance cérébrale. Mais cette vue de l'esprit reste une simple *imagination par analogie*, une comparaison sous forme d'image; rien ne la précise, rien ne l'éclaircit, rien ne la confirme; le fait supposé est, selon l'analogie, le fait anatomique, plus quelque chose; mais ce *quelque chose* est une *x* irréductible. D'autre part, les faits inétendus, purement successifs, sont là pour combler ce vide. On sait vaguement qu'entre cet ordre de faits et le cerveau existe d'une manière générale le même rapport qu'entre un organe et sa fonction, c'est-à-dire que la richesse et la coordination des faits inétendus sont en rapport direct avec le volume et la santé du

cerveau; en effet, l'intelligence croît, chez les enfans, avec le cerveau, comme les forces croissent avec les muscles; une commotion à la tête entraîne des troubles de l'intelligence et du sentiment; la science a noté depuis longtemps un certain nombre de faits du même genre, tous très généraux. Donc, dit-on, la fonction du cerveau, c'est la pensée, plus les autres faits inétendus qui se produisent avec la pensée.

Fort bien; mais, entre ce rapport de fonction à organe et le rapport ordinaire, il y a une grande différence, et c'est ce qui rendra si difficile toute localisation particulière et précise d'un acte de l'âme déterminé dans une région spéciale du cerveau. Ailleurs, la fonction, c'est la fonction *de* l'organe, c'est l'organe en fonction, l'organe en mouvement; c'est l'organe, plus quelque chose. Ici, la fonction est *sui generis*, à part, sans rapport avec l'organe, hétérogène à l'organe et à tout l'organe et à tout mouvement; c'est un monde à part, le monde inétendu.

Ainsi, d'un côté nous avons l'organe tout seul, nous n'avons pas ce quelque chose de l'organe qui s'ajoute à l'organe et constitue sa fonction; de l'autre côté, nous avons quelque chose qui est aussi tout seul, *sui generis*, à part. Ici, un organe sans fonction; là, une fonction en quelque sorte inorganique, ou plutôt une prétendue fonction dépourvue des caractères essentiels de la fonction, incapable de jouer le rôle qu'on lui attribue.

On suppose avec raison que ce monde inétendu équivaut à la fonction inconnue. Soit, il en est l'équivalent; mais il ne la remplace pas pour la science, car aucune découverte ne pourra établir entre une pensée et un élément cérébral ce lien qui existe entre un muscle et une contraction, entre une glande et une sécrétion.

Voilà donc deux sciences, l'anatomie cérébrale et la psychologie, qui sont incapables de se prêter le moindre secours : elles peuvent et elles doivent se constituer dans l'indépendance la plus parfaite; elles ne se supposent pas mutuellement; un infranchissable abîme sépare leurs objets. L'anatomiste ne perd rien à ignorer l'âme; de même le psychologue ne perd rien à ignorer la constitution du cerveau : chacun d'eux doit donc faire son œuvre dans l'isolement, sans se préoccuper du travail et des découvertes de l'autre. Les deux sciences sont également simples et claires quant à leurs données et à leurs méthodes. L'une et l'autre ont pour fins des descriptions aussi complètes et détaillées que possible, ici d'un ordre de faits étendus, juxtaposés, solides et colorés, là d'un ordre de faits tout différens, faits inétendus, simplement successifs ou contemporains.

De plus, la psychologie peut dépasser la description, s'élever au rang des sciences inductives, déterminer les lois de la succession ou de la coexistence des faits inétendus, et cela sans sortir de son

domaine propre. Elle peut, sans en sortir davantage, reconnaître au sein de l'activité psychologique des éléments supérieurs à l'expérience, les affirmer, déterminer leur relation avec les faits de l'âme, passer des faits et de leurs lois au principe métaphysique des faits, démontrer l'existence des formes et catégories de l'entendement, l'innéité de certaines inclinations, la causalité libre du moi : elle ne cesse pas pour cela d'être la science de l'inétendu; elle ne sort pas de ses limites nécessaires, ou du moins ce n'est pas au nom de sciences dont l'objet n'est pas le sien et n'est pas supérieur au sien qu'on peut lui refuser le droit de passer des spéculations dites *positives* aux spéculations métaphysiques.

Il n'en est pas de même de l'anatomie du cerveau : l'essor lui est défendu; elle ne s'élèvera aux lois qu'en perdant son nom, sa méthode, la sûreté de ses recherches; il faut qu'elle devienne une physiologie, qu'elle passe de l'observation palpable, évidente, à l'hypothèse aventureuse, qu'elle scrute, non plus le cadavre, instrument inerte et docile, mais le malade, être vivant qui réagit, chaos de phénomènes complexes et obscurs, mystère plein de contradictions. Pour se reconnaître dans ce labyrinthe, il faut à la science du cerveau, comme fil conducteur, un programme de recherches bien formulé, aussi précis et rigoureux que possible. Ce programme, la psychologie le lui fournit, ou, pour mieux dire, c'est la psychologie elle-même. L'inconnue, c'est la fonction cérébrale en tant que cérébrale, en tant que représentable sous la forme du cerveau en fonction, sous forme étendue et visible. Or cette fonction, la psychologie l'a étudiée sous une autre forme, forme donnée à notre conscience et que nous connaissons immédiatement, sous la forme d'une succession de faits inétendus. Le problème physiologique est donc de trouver la *formule cérébrale* de tout fait de conscience et de toute loi établissant entre des faits de conscience une connexion naturelle dans la durée. Pour poser un problème de ce genre, pour en avoir même l'idée, la psychologie est nécessaire.

La physiologie du cerveau demande donc une double base, l'anatomie d'une part, comme toute étude physiologique, puis la psychologie. Sans une connaissance préalable de la psychologie, la physiologie du cerveau est impossible; elle n'a ni méthode, ni données.

II.

A ceux qui lui ont déjà fait ces objections, nous imaginons que M. Luys a dû répondre, comme Galilée : « *E pur si muove.* J'ignore la psychologie et les psychologues; je fais plus, je les dédaigne, et pourtant j'ai fait une physiologie du cerveau; mon œuvre

est là, elle est complète : puis-je douter de son existence? Elle était possible, puisqu'elle est. Comme Diogène, j'ai prouvé le mouvement par une preuve irréfutable, en marchant. La sophistique des psychologues ne vaut pas la peine d'une réfutation en règle (1). »

Notre sophistique serait fort en peine d'elle-même, s'il ne lui était facile d'expliquer comment M. Luys a marché. Il ne pouvait le faire sans psychologie, et nous reconnaissons volontiers qu'il y a de la psychologie dans son livre; aussi bien, sans une certaine dose de psychologie, ce livre n'aurait pu voir le jour.

C'est qu'il y a deux psychologies, celle du sens commun et celle des psychologues, exactement comme il y a deux physiques, celle du paysan et celle du physicien, deux sciences du corps humain, celle de tout le monde et celle des docteurs en médecine. L'ignorant sait qu'il marche avec ses jambes, voit avec ses yeux, entend par les oreilles; il dira à l'occasion qu'il souffre de l'estomac, que son cœur bat, etc. Il distingue de même les trois états des corps sous les noms de terre, eau, air ou vapeur; il sait que le tonnerre et l'éclair sont frères, que le vent amène les nuages, que les nuages contiennent la pluie et que la pluie fait pousser les moissons. Il sait aussi ce que veulent dire les mots *savoir*, *croire*, *hésiter*, *désirer*, *vouloir*, *aimer*, *craindre*; il sait que toutes ces choses constituent ce qu'il appelle *je*, *moi*, lui-même, son caractère, son *âme*, si ce mot ne lui est pas étranger, sa *personne*, en tant qu'elle ne se voit pas, et qu'il peut, s'il a quelque empire sur sa physionomie, la cacher à tous les yeux. Sa science, en ce domaine comme dans les autres, va aussi loin et ne va pas plus loin que le langage qu'il parle et qu'il entend. Le langage le plus vulgaire, le plus pauvre, contient une esquisse de la psychologie, comme il contient une esquisse de la physique et de la science du corps humain, esquisse superficielle, vague, confuse, qui est à la psychologie des psychologues ce que la théorie des quatre élémens est à la physique d'aujourd'hui, ce que l'anatomie et la physiologie d'Homère sont à l'anatomie et à la physiologie de l'école de Paris en 1877. Le sens commun, c'est la science commune; elle s'exprime par le langage courant; science précieuse, seul moyen d'entente entre le maître et l'écolier au début d'un enseignement quelconque, mais simple point de départ, indigne du nom de *science*, si l'on prend ce mot dans son acception

(1) Nous n'oserions prêter de pareilles expressions à un auteur qui mérite le respect de ses adversaires par son absolue sincérité et son entier dévoûment à la science, si nous ne trouvions dans sa préface des phrases comme celle-ci : « Il va de soi que cet ordre d'études doit appartenir en propre au médecin physiologiste et au médecin physiologiste seul. C'est à lui qu'il est donné désormais de revendiquer comme son patrimoine propre *ce domaine de la science de l'homme où, pendant tant de siècles, la philosophie spéculative a si longuement et si stérilement pérore.* »

véritable, car il n'y a là ni précision, ni divisions rigoureuses, ni aucune des qualités qu'on demande à un ensemble de notions, même très simples et très évidentes, pour les élever au rang de science.

Voilà la psychologie de l'auteur du *Cerveau et ses fonctions*; il s'en est contenté; à peine y a-t-il ajouté quelques-unes des distinctions et des lois établies depuis longtemps et vulgarisées par un enseignement de plusieurs siècles, comme la division trinaire de l'intelligence dans les anciennes logiques : concevoir, juger, raisonner. Ainsi renforcée, cette psychologie de tout le monde lui a suffi. Mais son tort le plus grave, c'est qu'il paraît n'avoir pas même remarqué l'originalité des notions de ce genre dont il s'est servi. S'il les avait formulées à part, on pourrait du moins excuser leur pauvreté; mais il n'en est rien : sans avertissement, sans préparation aucune, des données psychologiques sont introduites par lui dans son exposé de l'anatomie du cerveau; elles font leur apparition conjointement à des formules physiologiques auxquelles elles sont intimement mêlées, sans qu'aucune règle paraisse avoir présidé à l'accouplement de ces expressions discordantes.

Quand, dès sa préface, M. Luys nous annonce et pose en quelque sorte comme aphorisme que « *le cerveau sent*, se souvient et réagit, » nous déclarons déjà ne pas comprendre, et l'incohérence des théories qui nous sont promises nous apparaît comme en germe dans cette proposition, si simple qu'elle soit, si évidente qu'elle paraisse à beaucoup d'esprits. En effet, *sentir* est un fait psychologique; c'est *moi* qui sens, *je* sens, ce n'est pas le cerveau; ce fait, *je sens*, correspond sans doute à un état du cerveau, mais cet état ne peut être désigné par le mot *sentir*, qui est un terme psychologique; l'état cérébral qui correspond à la sensation demande à être nommé selon sa nature, qui est physiologique, cérébrale, étendue, c'est-à-dire physique, dans la plus large acception de ce mot; c'est un fait physiologique, à base anatomique, un fait *anatomo-physiologique*; si on le définit, on doit trouver le cerveau dans la définition; mais dire que *le cerveau sent*, que c'est le cerveau qui sent, c'est dénaturer le fait de sentir et dénaturer l'acte du cerveau.

Nous n'avons garde de nous étonner que, ayant ainsi envisagé la sensation, l'auteur du *Cerveau et ses fonctions* ait accordé une large place à la *sensibilité inconsciente*. Il n'est responsable ni de cette tendance, aujourd'hui à la mode, ni de cette expression, qui, vulgarisée avec la théorie des actions réflexes, est aujourd'hui presque consacrée. En dépit de l'usage, elle constitue, à parler rigoureusement, un non-sens formel : *sentir* est un terme psychologique; l'adjectif *inconscient* signifie que ce *sentir*-là est hors de la conscience, c'est-à-dire hors du domaine de la psychologie. L'ac-

couplement de ces deux mots signifie seulement que, par analogie, on croit pouvoir supposer, dans certains cas où l'observation intérieure ne donne pas de sensation, l'x anatomo-physiologique que l'on suppose toujours quand l'observation intérieure donne des sensations.

Revenons à la sensation consciente. M. Luys donne quelque part cette explication de la vision : « Quand la lumière atteint la rétine, l'élément nerveux est frappé dans sa sensibilité intime, il s'érige, il entre en arrêt, il est attentif. » Il n'est pas besoin que le lecteur soit profondément versé dans la psychologie pour que son esprit se refuse à comprendre un pareil langage. Qu'est-ce que la *sensibilité intime* d'un élément nerveux? Un mot vide de sens ou une entité; si c'est une entité, les vitalistes seuls, puisqu'il n'y a plus de scolastiques, pourront l'admettre; alors que devient la méthode expérimentale et positive dont M. Luys et toute l'école de Paris se disent les partisans exclusifs? qu'est-ce ensuite pour un organe qu'*être frappé dans sa sensibilité?* quelle lumière enfin apportent à la question les trois métaphores, la première physiologique, la seconde cynégétique, la troisième psychologique, par lesquelles la phrase se termine?

Ces sortes de phrases sont malheureusement familières à M. Luys; il y en a en ce genre de plus longues et de plus extraordinaires, qui, paraissant à première vue enveloppées d'une ombre mystérieuse, perdent toute signification réelle, toute valeur scientifique, pour peu qu'on essaie de les traduire en un langage plus simple et plus rigoureux. D'autres, et de plus autorisés (1), ont fait cette critique avant nous et l'ont appuyée d'exemples significatifs; aussi est-il superflu d'y insister. Notons cependant un fait étrange : dans le chapitre si important, si central en un pareil livre, du jugement, M. Luys a négligé de distinguer et les élémens constitutifs du jugement et ses différentes espèces, malgré quoi il n'éprouve aucun embarras à décrire le *processus* physiologique du jugement!

Notre intention, nous l'avons dit, n'est pas de poursuivre dans les théories particulières la critique des procédés de pensée et de style qui sont habituels à M. Luys, et qui semblent être devenus pour lui, tant sa sincérité est profonde, sa conviction absolue, comme une seconde nature dont il ne peut secouer l'impérieuse domination. Nous allons concentrer notre examen sur un point capital, sur la distinction, fondamentale en psychologie, des trois opérations de l'âme, et sur la nature de la loi qui relie ces trois opérations. Cette loi, nous l'énoncerions ainsi, dans notre langage : 1° le corps agissant sur l'âme, elle sent; ou mieux, certain phéno-

(1) M. P. Janet, M. Delbœuf.

même du corps, appelé *impression*, est l'occasion qui suscite un phénomène psychologique, la *sensation*; 2° l'activité propre de l'âme est suscitée par la sensation : il se produit une série plus ou moins longue et complexe de faits psychologiques dont les faits du corps ne paraissent à aucun degré causes ou effets; cette succession est variable et dans sa durée et dans la nature particulière de ses élémens; mais elle consiste toujours en *pensées* et en *sentimens*, et elle se termine souvent par une *volonté*; 3° à la suite de ces faits, et spécialement à la suite d'une émotion ou d'une volonté, a lieu le mouvement, instinctif ou volontaire selon les cas, des organes moteurs du corps. En résumé, d'abord l'âme est *effet*, ensuite elle est *indépendante*, en dernier lieu elle est *cause*.

La formule ordinaire des physiologistes sur ce sujet est : *la sensation — se transforme — en mouvement*, formule creuse où l'on voit un *phénomène intérieur — devenir — un phénomène extérieur*, mais qui peut recevoir une interprétation moins défavorable si l'on se contente d'y voir l'expression de la relation toute physiologique qui existe, par l'intermédiaire mystérieux des faits psychologiques, entre l'impression des organes des sens et le mouvement musculaire; elle signifierait alors : le phénomène intérieur causé par un phénomène extérieur — cause à son tour — un phénomène extérieur. Cette traduction de la formule consacrée a l'avantage d'en supprimer l'hypothèse inintelligible de la transformation d'un phénomène d'un genre particulier en un phénomène tout différent. Mais, sous une forme ou sous une autre, cette formule laisse intact le problème qu'elle croit résoudre : résumant toute l'activité intérieure, entre son premier fait, la sensation, et son dernier, la cause immédiate du mouvement, par un mot vide de tout sens positif, *transformer* ou *causer*, elle dissimule toute la série des faits intérieurs, tout l'objet de la science psychologique, sans expliquer le mystère de la succession des faits hétérogènes.

Le nouvel ouvrage sur *le Cerveau et ses fonctions* témoigne d'un effort louable pour préciser ce que la formule traditionnelle laissait dans le vague. On jugera si, en fin de compte, l'auteur est arrivé à un résultat plus satisfaisant. Il dit d'abord (nous avons déjà cité cette proposition) que « le cerveau *sent*, — *se souvient*, — *et réagit*. » Cette fois, les trois faits sont du même ordre, ce sont des faits psychologiques; *sentir* est le premier fait de la série psychologique; par *réagir*, il faut entendre évidemment le dernier fait de la même série : le mouvement, phénomène extérieur, est ici remplacé par son antécédent immédiat, la cause du mouvement. Mais cette expression, *réagir*, est bien vague, et la précédente, *se souvenir*, si elle est plus déterminée, plus positive, plus scientifique que *se transformer* ou *causer*, nous paraît bien insuffisante : vrai-

ment, n'y a-t-il que des souvenirs entre la sensation et la détermination du mouvement? l'âme n'est-elle qu'une mémoire? est-ce que le mathématicien se souvient quand il trouve de nouveaux théorèmes? le peintre quand il imagine un tableau? la mère quand elle craint pour son enfant des périls imaginaires? Si l'âme est une mémoire, c'est une mémoire qui invente, et quand l'âme invente, elle n'est plus une simple mémoire. La mémoire est la base d'un édifice; gardons-nous de la méconnaître, mais ne nous refusons pas à voir ce qui, porté sur ces précieuses assises, s'élance vers le ciel. De cette proposition : l'âme n'est qu'une mémoire, sans doute un sensualiste admettrait le fond; mais, en psychologue consciencieux, il rejetterait la forme : des souvenirs élaborés, dissociés, dont les élémens épars ont été réunis par un lien nouveau, ne sont plus des souvenirs après qu'ils ont subi ce double travail de décomposition et de recomposition; ayant reçu une forme nouvelle, ils ne méritent pas de garder leur nom primitif.

A quelques lignes de distance, M. Luys nous propose une nouvelle formule; il a changé de langage : cette fois, il parle optique. Il distingue dans l'activité du cerveau trois phases : « phase d'incidence, — phase intermédiaire, — phase de réflexion. » Le premier et le troisième de ces termes sont des métaphores sans valeur. Le second échappe à la critique par son insignifiance, nous dirions volontiers sa modestie; mais, un peu plus loin, M. Luys, momentanément fidèle à l'ordre de comparaisons qu'il vient d'adopter, le traduit par une nouvelle métaphore tirée de la physique : « phosphorescence nerveuse. » Ainsi : 1° un rayon tombe sur le cerveau; — 2° le cerveau le garde quelque temps, le cerveau est phosphorescent; — puis 3° le cerveau renvoie le rayon. Et voilà le dernier mot de l'auteur sur la loi la plus importante de l'activité de l'âme! En lisant ces théories, ou plutôt ces formules, comment ne pas songer malgré soi à notre grand comique et à ses plaisanteries devenues proverbiales sur la vertu dormitive de l'opium et sur les causes du mutisme chez les jeunes filles?

Le langage favori de M. Luys est celui de la mécanique; le mot *énergie* revient souvent sous sa plume. Ces sortes de termes, transportés hors de leur emploi spécial, perdent toute signification précise, et, ce qui n'est pas moins grave, M. Luys, en les employant, s'expose de la part des positivistes vrais au reproche mérité d'avoir eu recours, dans un livre de science pure, aux idées métaphysiques si formellement condamnées par son école et si durement reprochées par elle aux vitalistes de Montpellier (1).

Parler plusieurs langues est assurément légitime; mais les parler

(1) M. Luys a été loué dans un recueil médical pour son style *vitaliste*, signe, disait-on, d'une tendance qui s'ignore.

toutes ensemble, dans la même page ou dans la même phrase, ne saurait l'être autant; on ne peut vêtir d'un manteau aussi multicolore une science homogène et sérieuse. Quand notre auteur parle la langue de son sujet, la langue psychologique, il en combine les termes, comme au hasard de l'inspiration, avec des termes de mécanique, de physique, d'anatomie ou de physiologie vulgaire; la réunion de ces élémens inconciliables engendre des expressions complexes et confuses dont l'étrangeté résiste à l'étude la plus impartiale et la plus consciencieuse et ne s'explique enfin que par les imperfections de la pensée qu'elles recouvrent. « Une science est une langue bien faite, » a dit Condillac. La maxime, sous cette forme absolue, est contestable; mais il est certain qu'une langue mal faite est le signe d'une science mal conçue, d'une science dont la méthode est mauvaise et les bases mal assurées. Tel est malheureusement le cas ordinaire des psychologies physiologiques publiées en France, et M. Luys n'a fait qu'en exagérer les défauts habituels. Croirait-on qu'elle est d'un maître, du doyen actuel de la Faculté de médecine de Paris, la phrase suivante : « C'est par la mise en activité de la substance grise corticale du cerveau que *se manifestent* les divers phénomènes intellectuels (1)? » Il faudrait dire tout au contraire : « L'activité de la substance grise corticale se manifeste à nous par les faits dits intellectuels. » Nous avons suffisamment démontré que, des deux phénomènes supposés correspondans, le phénomène apparent, connu, manifeste, est le phénomène psychologique; le phénomène caché, inconnu, à découvrir, est le phénomène physiologique. Le connu ne se manifeste pas par l'inconnu, mais bien l'inconnu par le connu; c'est même pour cela que la logique nous dit qu'il faut, en toute recherche, aller du connu à l'inconnu.

Mais ce n'est pas aller du connu à l'inconnu, ce n'est pas expliquer la psychologie par la physiologie, que mêler sans critique les deux sortes de phénomènes et les deux vocabulaires par lesquels on les désigne. Accolez une épithète anatomique au nom d'un phénomène intérieur ou une épithète psychologique au nom qui exprime soit un fait anatomique, soit une hypothèse physiologique, le résultat est le même : l'idée représentée par l'épithète n'ayant aucun rapport possible avec la chose à laquelle vous l'unissez ne pourra représenter une qualité de cette chose; le substantif et l'adjectif étant contradictoires, leur alliance ne peut constituer qu'un non-sens. Ainsi *raisonnement cortical*, *désir des couches grises*, *irradiation gaie*, *irradiation triste* (2), sont des expressions condamnées éternellement à ne

(1) Vulpian, *Physiologie du système nerveux*, p. 700.

(2) Nous ne citons pas; ces exemples sont théoriques.

rien signifier. Parler ainsi, c'est confondre des phénomènes qui peuvent être conditions les uns des autres, antécédens, conséquens, contemporains nécessaires, avoir des rapports de temps ou de causalité, mais qui ne peuvent avoir aucun rapport d'analogie, même lointaine, qui sont *deux* pour toujours, qui ne feront jamais *un* groupe unique de phénomènes.

L'usage d'une langue bien faite habitue l'esprit à penser correctement. Il ne faut donc pas s'étonner si l'habitude d'une langue *babélique* a entraîné M. Luys à d'étranges solécismes sur le fond même des choses. Quand il a distingué les trois opérations du cerveau (nous dirions *de l'âme*) : 1° sentir, 2° garder la trace de la sensation, ou se souvenir, 3° réagir, ou susciter des mouvemens, il réunit dans la première opération trois ordres de faits très distincts, que toute bonne psychologie, même élémentaire, doit distinguer : d'abord les sensations que l'on peut appeler *objectives*, puisqu'elles nous font connaître des objets : voir, entendre, palper, etc., ensuite les sensations *subjectives*, appelées encore *sentimens passifs;* on les comprendra toutes dans cette formule : éprouver du plaisir ou de la douleur; enfin les *sentimens actifs*, comme désirer, aimer, haïr, etc. Ces différences lui échappent; il confond tous ces faits sous le nom commun de *sensibilité*. Or les sentimens passifs et actifs sont des faits où la causalité directe du corps, évidente dans la sensation, disparaît, des faits non pas semblables, mais parallèles aux souvenirs et aux faits de connaissance qui en dérivent, par conséquent des faits qui doivent être rattachés à la seconde opération et non à la première. Bien plus, dans les sentimens actifs, M. Luys aurait pu voir quelque chose d'analogue à ce qu'il appelle la *réaction* (troisième opération); le désir est une tendance active au mouvement : c'est à tort, mais non sans motif, que le langage des anciens le confondait avec la volonté. Ainsi les faits compris par M. Luys dans la première opération débordent ce cadre trop étroit, envahissent la seconde, et touchent à la troisième.

Voilà un exemple de classification malheureuse. En voici un de définition évidemment peu réfléchie. M. Luys définit la douleur par l'hyperesthésie. Dès lors, pour être conséquent, ne faudrait-il pas soutenir que le plaisir est une anesthésie, que la moindre sensation est la plus agréable, et que l'absence de toute sensation est le parfait bonheur? La félicité se réaliserait donc par la mort? Suivons cette idée en logiciens rigoureux : le rose plaît à l'œil, mais le rouge blesse la vue! le rouge peut être appelé un rose douloureux, et le rose un rouge aimable! Que l'hyperesthésie n'aille point sans la douleur, c'est une autre affaire. Épicure avait fondé sur cette vérité son art du bonheur; son principe était que les plaisirs

vifs sont toujours mélangés de douleur, que la pureté du plaisir est au prix de son peu d'intensité; mais c'est là une loi qui relie l'hyperesthésie et la douleur, ce n'est pas l'identification de ces deux choses parfaitement distinctes, l'intensité de la sensation et sa qualité d'agréable ou douloureuse; ces deux qualités ne se confondent pas, parce qu'elles se conditionnent en quelque mesure.

Inutile de multiplier les exemples; ceux qui précèdent suffisent pour montrer tous les défauts de la méthode psycho-physiologique, et avec quelle legèreté ses partisans donnent pour des explications définitives soit de simples rapprochemens de mots, soit des analogies vagues entre des phénomènes d'ordres divers.

III.

Loin de nous la pensée d'affirmer la vanité absolue de la physiologie du système nerveux. Malgré les préjugés antipsychologiques des savans adonnés à ce genre d'études, malgré les lacunes et les équivoques d'une méthode purement physiologique dans l'intention, inconsciemment et imparfaitement psychologique, la recherche des fonctions nerveuses, faite avec prudence par des esprits sagaces et rigoureux, a conduit les Claude Bernard, les Vulpian, les Charcot, d'autres encore, à des résultats que le psychologue serait mal venu à nier en présence de l'adhésion unanime des spécialistes. Nous voudrions seulement montrer que, réduite à ses seules forces, ou avec le sens commun pour unique auxiliaire, la physiologie du système nerveux rencontre assez vite des limites qu'elle ne peut dépasser.

Son point de départ, sa base d'opération, ne l'oublions pas, c'est la physiologie des organes non nerveux, physiologie relativement facile, car, dans ce domaine, les fonctions sont ou observables ou imaginables. Partant de là et procédant par analogie, la physiologie veut envahir le domaine obscur des fonctions nerveuses et arriver à le conquérir tout entier, jusqu'au cerveau inclusivement. Ce domaine, elle le circonscrit d'abord, elle en occupe les frontières, en déterminant les fonctions des parties non nerveuses des organes des sens et les fonctions des muscles. De là, elle prétend s'avancer par une double voie, par les nerfs centrifuges et centripètes, jusqu'aux centres nerveux, la moelle d'abord, puis le cerveau, siège des fonctions les plus élevées.

L'étroite relation qui existe entre les nerfs et les organes non nerveux de la sensation ou du mouvement permet d'établir certaines lois, de déterminer à quelles conditions nerveuses correspondent la présence, l'absence, les degrés, les variations, des di-

verses sensations et des divers mouvemens. Le conditionnement de ces faits peut être suivi des nerfs jusque dans les centres, avec quelles difficultés, ceux-là le savent qui l'ont essayé sans idées préconçues, sans parti-pris aveugle. Mais déjà il faut distinguer ici entre la sensation et le mouvement; les centres moteurs peuvent être déterminés moins malaisément que les centres sensitifs : le mouvement se laisse observer du dehors, et cette observation fournit au physiologiste un fondement solide, savoir la nature exacte des phénomènes dont il cherche la cause, tandis que la sensation, fait psychologique, subjectif, ne peut être constatée que par celui qui l'éprouve. Or, la plupart du temps, le malade, ou trop ignorant ou trop affaibli, est incapable d'analyser avec quelque précision ce qu'il ressent; le médecin, de son côté, est trop peu psychologue pour savoir diriger par des questions bien conduites la réflexion du malade et obtenir par ses réponses l'équivalent de l'observation directe à laquelle il ne peut se livrer. Le caractère psychologique de la sensation explique comment la physiologie a obtenu jusqu'à présent de moindres résultats sur ce chapitre que sur celui du mouvement, et ce retard ne porte pas seulement sur les centres sensitifs, mais aussi sur les nerfs eux-mêmes, témoin le nerf du goût, encore problématique, malgré tant d'ingénieuses recherches (1). Et dans l'étude même du mouvement, quand le physiologiste a déterminé un centre moteur, s'il peut affirmer avec précision sa découverte, c'est à la condition de rester dans les généralités et de dire qu'il y a là, à tel endroit, *une* condition, *une* cause de tel mouvement. Mais les conditions d'un mouvement peuvent et doivent être variées, et la physiologie n'a aucun moyen de les distinguer; le psychologue, par exemple, distingue le motif, qui est une idée, le mobile, qui est un désir, et la volonté; si le physiologiste reconnaît que trois centres président à un mouvement, pourra-t-il dire que dans l'un s'élabore le motif, dans un autre le mobile, et que dans le troisième se produit la volonté (2)? Non; il ne pourra les distinguer que par leurs positions respectives et par leurs caractères anatomiques. Il pourra dire : « Ici il y a une cause de mouvement, du mouvement de tel muscle, » et rien de plus; si on lui demande : « Quelle cause? » il ne pourra rien répondre.

Ainsi, faute de données psychologiques, la physiologie du système nerveux sensitif est incertaine, celle du système nerveux moteur est incomplète. Ce n'est pas tout. Une autre lacune de ces

(1) Voyez la *Physiologie* de Küss et Mathias-Duval, p. 466 à 474.

(2) Nous ne prétendons pas que ces trois faits psychologiques doivent être localisés dans trois points différens du cerveau. Ce rapprochement, comme les exemples cités plus haut, est purement théorique ou dialectique.

sortes de recherches, c'est la définition physiologique du phénomène nerveux. L'organe est connu, il a une fonction; mais quelle est-elle? — C'est un mouvement, dit-on. — Volontiers; on suppose cela par analogie, et le fait est qu'il est difficile de comprendre une fonction qui ne serait pas un mouvement. Mais quelle sorte de mouvement? — Un mouvement moléculaire. — Évidemment, puisqu'il est invisible. Et après?.. Mystère. Pour dissimuler ce mystère, on peut faire appel à l'arsenal varié de comparaisons que fournissent les différens chapitres de la physique, l'électricité, le magnétisme, la thermodynamique, l'optique. Mais, nous ne nous lasserons pas de le répéter, on ne fait pas une science avec des métaphores. Faute de mieux, il est donc sage de s'en tenir aux mots comme *innervation* et autres analogues, tautologies honnêtes, aveux sans fard d'une ignorance actuellement invincible, qu'il vaut mieux reconnaître avec franchise en attendant qu'on puisse aller plus avant et dépasser le point de vue provisoire où la science est actuellement confinée.

La vérité est qu'à moins de se borner à désigner les phénomènes nerveux par leurs substratums anatomiques, ce qui est illusoire, on est réduit à les définir par leurs résultats musculaires et visibles, ou bien, comme il arrive pour la sensation, par leurs correspondans psychologiques. Quand la physiologie emploie le premier moyen, elle reste du moins sur son terrain et elle peut atteindre le degré de sûreté que comporte l'emploi de sa méthode propre en ces matières; quand elle emploie le second, sa marche est moins assurée : elle veut être indépendante, elle croit l'être; elle ne l'est pas et ne peut l'être; faute de le reconnaître franchement et d'aller à l'école des psychologues pour marcher d'un pas plus sûr (1), elle balbutie des hypothèses chancelantes en un langage plein d'équivoques.

Si tel est déjà l'embarras de la physiologie nerveuse quand elle se borne à scruter ce que nous appelons les *rapports de l'âme et du corps*, les faits complexes où des organes visibles aux fonctions évidentes coopèrent à titre de causes ou d'effets à des actes dont une partie seulement reste dans l'ombre, quelle doit être son impuissance quand elle s'aventure dans cet ordre de faits où, pour parler notre langage, l'âme est indépendante, dans les régions purement et proprement psychologiques où s'élabore la pensée, où naissent et meurent les sentimens, dans la région de la science, de l'amour,

(1) On rapporte que Gall disait : « Je demande des faits à mes amis, et je me charge ensuite de les localiser. » Il n'y a qu'un mot à reprendre à cette déclaration : Gall avait tort de s'adresser à ses amis; au sujet des faits psychologiques, il eut été mieux renseigné par ses ennemis.

de la passion, de l'imagination! Voilà la caverne de l'âme! Arrivé là, que fera le physiologiste? Son voyage à travers les nerfs, les centres moteurs et sensitifs, ne lui a pas appris la nature du phénomène nerveux : pourra-t-il faire de la physiologie, chercher les variations que présente ce phénomène dans les centres qu'il a jugés n'être ni sensitifs ni moteurs et auxquels il a attribué l'*idéation?* Il ignore la psychologie : pourra-t-il chercher le lieu d'exercice ou le correspondant anatomo-physiologique de la mémoire, de l'imagination, du raisonnement déductif, de la crainte, de la haine? Tout fil conducteur lui fait défaut; il est enfermé dans un labyrinthe ténébreux, et il n'y apporte lui-même aucune lumière.

Mais supposons-le muni de tous les secours qui lui manquent, en possession d'une vraie science psychologique et d'une bonne définition du phénomène nerveux. Pourra-t-il, en bonne logique, tenir les promesses de ses préfaces, faire rentrer l'activité de l'âme dans la classe des fonctions physiologiques, ramener la nature humaine à l'unité, confirmer son affirmation présomptueuse que la psychologie *positive* ou *vraiment scientifique* n'est qu'un chapitre de la physiologie? Le cerveau n'a plus de mystères; toutes les fonctions de ses moindres parties sont découvertes; la fonction cérébrale, en sa nature anatomo-physiologique, est aussi bien connue dans tous ses détails que la fonction du cœur, de ses cavités et de ses tissus. D'autre part, les faits de l'âme sont classés et définis; les lois de leur enchaînement sont établies. Eh bien! on a trouvé, je suppose, que telle cellule a pour fonction : un gonflement du nucléole, des mouvemens amœboïdes de l'enveloppe, ensuite des mouvemens péristaltiques des fibres qui y aboutissent; voilà de la physiologie. Essayez maintenant de rattacher à ces phénomènes un quelconque de ceux-ci : doute, conviction, désir, joie, crainte, etc. C'est comme si l'on vous proposait, étant donnée une couleur, de trouver *le son de cette couleur.*

Je ne prétends pas qu'il serait impossible de démontrer que tel son correspond à telle couleur, si un même phénomène physique pouvait se manifester à nous sous cette double forme; mais, une fois la loi de correspondance établie, le son et la couleur resteraient deux faits distincts et irréductibles. De même le désir et les mouvemens nerveux : démontrer qu'ils se correspondent, ce ne sera pas diminuer d'un millimètre l'abîme infranchissable qui les sépare; la science des mouvemens organiques ne deviendra pas la science des faits inétendus; elle n'absorbera pas la psychologie. On aura seulement créé une science supérieure qui reliera par des lois synthétiques et les phénomènes distincts et leurs lois particulières, comme la thermodynamique relie les phénomènes et les lois de la chaleur

et de la mécanique. Cette science, on pourra l'appeler la *psycho-physiologie*, et, si nous la supposons faite, — mais nous sommes encore bien loin de pouvoir aborder avec sécurité de tels problèmes, — on conçoit que M. Herbert Spencer, édifiant sur elle une nouvelle forme du panthéisme, soutienne qu'une même réalité se manifeste à nous sous deux aspects différens. C'est là un moyen détourné de ramener la nature humaine à l'unité par la métaphysique, tout en reconnaissant l'irréductibilité des phénomènes. Mais cette métaphysique elle-même se heurte, soit à l'objection de M. Taine, qui fait remarquer que, de ces deux aspects, un seul, étant immédiat, doit être considéré comme vrai, savoir l'aspect inétendu, décrit par la psychologie; — soit à celle des logiciens, qui soutiennent que l'irréductibilité des phénomènes ne permet pas d'opérer sur les substances une réduction dont le fondement légitime fait défaut.

Revenons aux conditions actuelles de la science, et, pour nous résumer et conclure, essayons de déterminer avec précision quelle est aujourd'hui la tâche de la physiologie cérébrale et quelle doit être sa méthode.

Avant tout, il faut se convaincre que cette partie de la physiologie presente des difficultés toutes spéciales. La physiologie vulgaire part d'un fait et en cherche un second qui a rapport avec le premier. La physiologie cérébrale part aussi d'un fait anatomique, l'organe; mais le second fait est inconnu, presque inconnaissable, et remplace dans les données par un troisième, qui lui correspond, mais ne lui ressemble en rien, et qui ne ressemble en rien au premier. Il faut partir du premier et du troisième pour deviner le second. Le problème ressemble donc à celui-ci : étant données les pièces d'un piano démonté, plus les sons d'un piano monté dont on joue, trouver les mouvemens qui se passent dans l'intérieur d'un piano quelconque. Suivons cette image : le piano est l'organe; le phénomène physiologique est-il la note entendue ou le coup de marteau que l'on ne voit pas? c'est évidemment le coup de marteau. Or la note et le coup de marteau sont, de leur nature, hétérogènes. Si vous les confondez, si vous n'avez qu'un seul mot pour désigner une note et un coup de marteau, votre langage est absurde, votre pensée confuse; nous ne savons quelle science vous voulez faire.

Quiconque a souci en pareille matière de parler un langage correct, de penser clairement et distinctement, de faire de la science rigoureuse et précise, devra tout d'abord nettement distinguer ces trois ordres de phénomènes : 1° les phénomènes anatomiques, 2° les phénomènes physiologiques, que leur liaison nécessaire avec les

précédens permet d'appeler *anatomo-physiologiques*, 3° les phénomènes psychologiques. Convenons ici, pour donner nous-même à notre langage plus de clarté et de précision, de désigner chacun de ces ordres de faits par un mot unique; nous appellerons le premier *l'organe*, le second *la fonction*, le troisième *l'esprit*. A l'aide de ces termes simples, la méthode que nous voulons définir se formulera sans peine :

L'organe et l'esprit, voilà les bases; quiconque aborde l'étude dont nous parlons devra être préalablement anatomiste et psychologue. La première chose cherchée, la première inconnue, c'est la fonction. Pour la découvrir, la connaissance de l'organe suffit; mais, pour aller plus loin, il faut de plus connaître l'esprit. Aller plus loin, c'est chercher la corrélation que l'on suppose exister entre l'organe, la fonction et l'esprit, ou, plus exactement, entre l'organe et la fonction d'une part, la fonction et l'esprit d'autre part. Entre l'organe et la fonction, cette corrélation résulte de la nature même de la fonction, qui est un phénomène *anatomo-physiologique*; la fonction, c'est l'organe, plus quelque chose; si on a la fonction, on a le rapport entre l'organe et la fonction, puisque la fonction, par définition, contient et suppose l'organe.

Mais le rapport entre la fonction et l'esprit est une seconde inconnue. Ce rapport ne sera jamais un rapport d'analogie; ce sera un rapport de correspondance, de simultanéité; l'esprit et la fonction sont, si l'on veut, les deux faces d'un même fait, ses deux traductions en deux langues différentes, la langue intérieure, inétendue, la langue extérieure, étendue; quel mot d'un des deux langages correspond à tel mot de l'autre? Voilà le second problème.

Nous avons donc deux bases d'études et deux problèmes : deux bases, l'organe et l'esprit, le cerveau et l'âme, l'anatomie et la psychologie; deux problèmes : la fonction, l'acte du cerveau, voilà le premier; le second est le rapport entre la fonction cérébrale et l'esprit, entre l'activité physiologique du cerveau et l'activité psychologique. La solution du premier problème sera la *physiologie du cerveau*, la solution du second sera la *psycho-physiologie*. Sans ces distinctions, sans cette méthode, la recherche marche au hasard, les bases en sont mal assurées, les conclusions rappellent les élucubrations de l'alchimie du moyen âge. La physiologie cérébrale ne méritera et n'obtiendra le respect des psychologues que lorsqu'elle se sera soumise à cette discipline, lorsqu'elle aura courbé le front sous l'autorité de la logique, cette puissance impersonnelle qui a sur la science entière le même droit absolu que la loi morale sur les actions humaines.

VICTOR EGGER.

LA

GUERRE RUSSO-TURQUE

EN 1828 ET EN 1877

Depuis le commencement du siècle dernier, la Russie et la Turquie ont été neuf fois en guerre l'une contre l'autre; les sanglantes collisions de ces deux empires ressemblent aux accès presque réguliers d'une maladie périodique, dont les plus habiles médecins sont impuissans à conjurer les funestes retours. Un écrivain anglais remarquait dernièrement que, dans toutes ces guerres, la Russie a été l'agresseur, qu'à plusieurs reprises l'Europe a vu la Turquie en danger de périr, et qu'il y a comme une teinte de merveilleux dans les circonstances qui lui ont permis d'échapper à la destruction dont elle semblait menacée (1). En 1711 et en 1739, elle s'est sauvée par la force de ses propres armes; en 1774 et en 1829, la peste lui est venue en aide; en 1807, elle a dû son salut à d'heureux accidens; en 1791, en 1812 et en 1853, elle a été tirée d'affaire par l'intervention diplomatique ou militaire d'autres puissances. Les mêmes causes produiront toujours les mêmes effets. Aussi longtemps que la Turquie demeurera ce qu'elle est, à savoir un empire en décadence, refusant d'employer les loisirs de la paix à se réformer, donnant prise aux dénonciations de ses ennemis par les abus déplorables de son gouvernement, et encourageant leurs complots par sa faiblesse, plus apparente que réelle, les convoitises toujours éveillées de son puissant voisin du nord ne lui laisseront aucun repos; elle est pour lui une perpétuelle tentation, une proie infiniment désirable, et il se persuade sans peine qu'il lui suffirait d'étendre le bras pour s'en saisir. Comme le disait Joseph de Maistre : « Le désir russe n'a pas de bornes. » Mais les désirs infinis sont sujets à des mécomptes. En vain le bras de la Russie s'est-il allongé, il n'a jamais pu atteindre jusqu'à Constantinople. Sans doute la peste, les ombrages que donne à l'Europe l'ambition moscovite

(1) *Russian Wars with Turkey*, by major Frank S. Russell, London, 1877.

et des hasards imprévus ont secouru la Turquie dans ses détresses; mais, si elle vit encore, elle en est redevable avant tout à elle-même et aux soudaines énergies que réveille dans les cœurs ottomans l'approche des périls suprêmes. Les hommes d'état de Saint-Pétersbourg ne voient que le gouvernement turc, et ils jugent avec raison que ses vices le condamnent à périr; ils ne voient pas les vertus de la nation, et c'est la nation qui plaide devant le tribunal de la destinée la cause de son gouvernement, et qui obtient toujours pour lui de nouveaux sursis.

De toutes les guerres que la Russie a déclarées depuis 1709 à l'empire ottoman, aucune n'offre plus de ressemblances avec celle qui fait couler aujourd'hui tant de sang que la guerre de 1828-1829. Elle avait été précédée d'interminables négociations; elle était le produit d'une longue et pénible gestation diplomatique, troublée par beaucoup d'incidens et de péripéties; plus d'une fois des prophètes téméraires, qui n'étaient pas dans le secret du destin, avaient annoncé que l'enfant ne viendrait pas à terme. Alors comme aujourd'hui, la Turquie avait encouru la disgrâce des libéraux et des philanthropes, qui prêchaient partout la croisade contre le croissant; les Grecs insurgés s'étaient acquis dans toute l'Europe de vives sympathies, et les gouvernemens devaient compter avec le philhellénisme, dont la Russie exploitait habilement à son profit l'active propagande. Que voulait la Russie? Quelles étaient ses véritables intentions? Soit indécision, soit calcul, sa politique paraissait louche. Elle croisait et brouillait tous les fils; elle préparait la guerre et protestait de ses dispositions pacifiques; traitant avec tout le monde, elle cherchait à se faire conférer par l'Europe un mandat, et s'appliquait à couvrir l'intérêt russe des intérêts de l'humanité. Au mois de juillet 1825, le prince de Metternich écrivait au chevalier de Gentz: « Si une petite puissance se plaçait dans une attitude pareille à celle de la Russie dans la question du Levant, on se moquerait d'elle et on lui donnerait des leçons; mais, lorsqu'un empire colossal tel que la Russie s'agite sans savoir ce qu'il veut, le diplomate le plus habile doit se trouver souvent dérouté. » Un mois plus tard, M. de Metternich écrivait au comte Lebzeltern : « Il y a dans toute cette affaire, depuis le lendemain de la première déclaration de Laybach jusqu'à l'heure qui court, de la part du cabinet de Russie, un décousu, des contradictions si manifestes, qu'un particulier qui, sous de pareils auspices, engagerait ses amis dans une affaire, n'échapperait pas au reproche de mauvaise foi; mais je suis juste, je connais trop le cabinet de Russie dans sa composition actuelle pour lui imputer ce qu'il ne mérite pas. Il n'est pas de mauvaise foi, mais il ne sait pas bien lui-même ni ce qu'il veut, ni ce qu'il cherche dans une complication qu'il déclare tantôt russe, tantôt européenne, et qui, en dernier résultat, n'est ni l'une ni l'autre, mais une question de pure fantaisie. » Au reste, en ce temps comme de nos jours, les puissances les plus hostiles aux projets du cabinet de Saint-

Pétersbourg affectaient d'y prêter ostensiblement les mains, se réservant de les combattre en dessous et de susciter des incidens. Gentz déclarait que « l'Autriche avait bien fait de seconder le cabinet russe dans une marche qui répugnait à ses principes et qu'elle jugeait injuste, fausse et par-dessus tout inutile. C'était pour l'arrêter dans le développement d'un système pernicieux, sans contrarier directement les idées fausses et les velléités dangereuses qu'on avait glissées dans l'esprit du tsar. » Cette politique peut sembler étrange, mais elle a de nombreux sectateurs, qui en tiennent école. Il y a quelques mois, dans une affaire dont la Belgique s'est émue, le président de la cour d'assises du Brabant reprochait à l'un des administrateurs d'une importante compagnie financière d'avoir toujours fait cause commune avec ceux de ses collègues qui travaillaient secrètement à dévaliser la banque. Il répondit : — Ne fallait-il pas se mettre du côté du mal pour l'empêcher ?

Cependant la Russie ne se laissa point arrêter. Le prince de Metternich s'était flatté que, ne pouvant faire la guerre en compagnie, elle ne se résoudrait pas à la faire seule. Le cabinet de Saint-Pétersbourg prit son parti de se dégager « de l'amalgame européen, » et le 7 mai 1828 l'armée russe passait le Pruth, le 8 juin elle franchissait le Danube sous les yeux de l'empereur Nicolas, qui traînait à sa suite une nombreuse et encombrante escorte. Sa présence, son cortége, ses conseils, apportèrent quelque trouble dans la conduite des opérations. En 1828 pas plus qu'en 1877, les Russes n'avaient fait la réflexion qu'un général doit avoir l'esprit et les mains libres, et que les responsabilités partagées sont un danger. Au surplus, en 1828 comme en 1877, les Russes méprisaient leur ennemi; ils étaient convaincus et toute l'Europe croyait avec eux qu'une seule campagne rapidement menée finirait tout, qu'après une bataille heureuse l'envahisseur traverserait le Balkan et fondrait sur Andrinople, où la Porte, épouvantée et suppliante, lui enverrait des ambassadeurs pour implorer sa clémence et solliciter la paix. Par un contraste singulier, les Russes joignent à la diplomatie la plus circonspecte, la plus patiente, l'esprit d'aventure dans la guerre. Soit orgueil, soit goût du jeu et des hasards, soit par l'effet d'une paresse ou d'une impatience d'esprit à qui répugne le travail des longues combinaisons, ils ne raisonnent et ne prévoient qu'après avoir tenté de faire violence à la fortune, et la fortune n'est pas toujours d'humeur à se laisser prendre de force, elle rebute souvent les brutaux qui se dispensent de lui faire leur cour. « Il est dans notre caractère, disait un Russe, de ne pas aimer à réfléchir; aussi avons-nous l'habitude de ne réfléchir qu'après. »

Il faut avouer que la situation où la Sublime-Porte était réduite semblait justifier toutes les espérances de son ennemi. Par le massacre des janissaires, elle avait détruit son armée et n'avait pas eu le temps de s'en refaire une autre; sa flotte avait été anéantie à Navarin et ses

finances étaient embarrassées. On la croyait généralement hors d'état de résister. « Cette guerre, écrivait Gentz au comte Stanhope, sera ou la dernière ou l'avant-dernière de celles que la Russie a à faire contre la Porte, l'avant-dernière dans le cas où le sultan cédera pendant le premier ou le second acte de la tragédie, et la dernière, s'il attend jusqu'au dernier acte. » Il se trouva pourtant que la Porte résista, grâce aux ressources presque miraculeuses que lui procure le malheur. Il se trouva aussi que le feld-maréchal comte Wittgenstein, général en chef de l'armée russe, se flattait d'avoir sous ses ordres 120,000 hommes, et que par suite de négligences, d'abus, de retards de toute espèce, il n'en put mettre en ligne que 60,000 (1). On dut pour le renforcer appeler une partie de la garde, qui n'arriva qu'au mois d'août sur le théâtre de la guerre, et un autre corps d'armée, lequel n'atteignit le Danube que vers la fin de la campagne. Dans toutes les opérations que tentèrent les Russes, leur effectif se trouva insuffisant. Le printemps dernier, M. de Moltke disait à quelqu'un qui l'interrogeait sur les chances probables de la guerre d'Orient : « Les Russes ont un problème bien difficile à résoudre; s'ils ne sont pas nombreux, ils ne feront rien, et s'ils sont très nombreux, ils mourront de faim. » Si en 1828 l'armée russe avait été plus considérable, elle aurait souffert de la famine, car le feld-maréchal Wittgenstein nourrissait mal son monde, quoiqu'il eût pour s'approvisionner des facilités que n'a pas le grand-duc Nicolas. La Mer-Noire, où les Russes possédaient dès l'ouverture de la campagne 16 vaisseaux de ligne, 6 frégates et 7 corvettes, était à leur commandement, et la Turquie ne pouvait songer à leur en disputer la possession; les débris de sa flotte étaient emprisonnés dans le Bosphore.

La fortune parut d'abord sourire à la témérité russe. Le passage du Danube près de Satounovo s'opéra sans difficulté; le corps qui s'avança dans la Dobrutscha ne rencontra pas de résistance sérieuse: en six semaines, il s'empara de six places fortes et de 800 pièces de canon, et il atteignit Kustenlji, où il tendit la main à la flotte de transports venue d'Odessa. La mer leur appartenant, l'objectif des Russes était Varna, dont la possession était pour eux de la première importance. A peine en avaient-ils commencé le siége, ils firent la faute de vouloir aussi investir Choumla, bien qu'ils ne fussent pas de force à mener de front cette double entreprise. Le soldat turc défendit ces deux places avec la vaillance opiniâtre qui ne lui fait jamais défaut, quand ses chefs ne perdent pas la tête; il prouva une fois de plus qu'il est le premier soldat du monde pour se battre derrière des retranchemens et qu'il possède le terrible courage du sanglier acculé, décousant le chasseur assez osé pour venir le chercher dans sa bauge. Toutefois les exploits des Turcs en 1828 ne leur ont pas mérité la même gloire que l'admirable défense

(1) *Insurrection et régénération de la Grèce*, par Gervinus; V, 2.

de Plevna. Ils n'avaient pas d'Osman-Pacha; ils étaient commandés par des généraux dont la mollesse égalait la gaucherie, incapables de profiter des occasions et de pousser leurs avantages. Peu s'en fallut que les Russes n'essuyassent un désastre devant Choumla; l'imprudence moscovite dut son salut à l'inertie ottomane. Vers ce temps, Michaud disait à un Turc : « D'où vient que votre nation, autrefois si active, maintenant si indolente, marchait jadis avec tant de rapidité et se meut aujourd'hui avec tant de lenteur? — C'est qu'alors nous venions, répondit le Turc, et que maintenant nous nous en allons. » Et pourtant, si mal conduits que fussent les Turcs, la campagne de 1828 eût mal fini pour les Russes, s'il ne s'était produit un incident dont il n'y a pas eu d'exemple dans l'histoire de cette année; la trahison travailla pour eux, et ce fut une clé d'or qui, le 10 octobre, leur ouvrit les portes de Varna, qu'ils commençaient à désespérer de prendre. Ils pouvaient être plus fiers des succès qu'ils avaient remportés en Arménie et qui étaient dus à la bravoure, à la discipline des soldats et au génie de leur général. Commandée par un homme supérieur, que la présence du maître ne gênait pas dans ses mouvemens, l'armée russe d'Asie avait conquis les plus glorieux trophées. Le comte Paskevitch avait pris 5 forteresses, 313 pièces de canon, 195 drapeaux et fait 8,000 prisonniers; dès le 23 juin, il s'était emparé de Kars, défendue par une garnison de près de 17,000 hommes, qu'un assaut audacieux obligea de capituler.

Malgré la prise de Kars et la reddition de Varna, les Russes n'étaient point satisfaits de leur campagne, mêlée de vicissitudes diverses et demeurée indécise. Ils étaient loin de compte, l'événement n'avait pas rempli leur attente; au mois d'octobre 1828, comme au mois d'octobre 1877, ils se sentaient atteints dans leur prestige, qu'ils auraient voulu sauver au prix des plus grands sacrifices. Le prestige est un dieu sans entrailles, dont les autels sont arrosés de sang humain. Qui pourrait compter toutes les victimes que lui ont immolées les grands empires? Dans l'intérêt de leur gloire, les généraux russes se proposaient de ne point repasser le Danube et de poursuivre pendant l'hiver le siége de Silistrie; mais les rigueurs de la saison et l'état sanitaire de l'armée les forcèrent à revenir sur leur résolution. Le terrible climat bulgare avait cruellement éprouvé l'envahisseur, dont les pertes étaient énormes. Manquant d'alimens frais et d'eau potable, le soldat russe était en proie aux maladies gastriques, aux fièvres putrides, au scorbut, au typhus, et la peste venait d'éclater à Hirsova. Les ambulances étaient encombrées, et dans le courant d'octobre 20,000 nouveaux malades étaient entrés dans les hôpitaux. On en compta 210,000 dans l'espace de dix mois, de telle sorte que chaque homme appartenant à l'armée et au train fut deux fois en moyenne entre les mains du médecin. Au commencement de novembre, les 100,000 Russes qui avaient passé le Pruth étaient réduits à 60,000. On se résolut à la retraite; on se replia de devant

Choumla, on leva le siége de Silistrie, la Bulgarie fut évacuée, à l'exception de Varna, où demeura le général Roth. « Quand on considère les terribles sacrifices que coûta aux Russes la guerre de 1828, a remarqué M. de Moltke dans son histoire de cette campagne, il est impossible de décider si les Turcs avaient perdu ou gagné la partie. »

Les ennemis de la Russie se félicitaient du tour qu'avaient pris les événemens. Ils avaient eu des inquiétudes, ils étaient rassurés. Quand l'aigle à deux têtes avait pris tout à coup son essor, ils avaient cru le voir s'abattant de plein vol sur Constantinople; il venait de repasser le Danube et il avait du plomb dans l'aile; leur malignité triomphait. Ils dépréciaient injustement l'armée russe, attribuant aux vices de son organisation des échecs dus à l'insuffisance des préparatifs et des généraux. Le cabinet de Saint-Pétersbourg dissimulait de son mieux la mortification qu'il venait d'éprouver; il affectait la confiance et la résolution. Il était décidé, disait-il, à aller jusqu'au bout, et il n'admettait pas qu'on lui parlât de négocier; le tsar allait faire appel à toutes les ressources, à toutes les forces de son empire, dont l'honneur était en jeu, et la seconde campagne qu'on préparait démentirait les prédictions omineuses des ennemis de la Russie; on était certain de terminer la guerre par des succès qui frapperaient le monde de stupeur. Néanmoins, malgré la fierté de son langage, le gouvernement russe, étonné lui-même des difficultés qu'il avait rencontrées, souhaitait en secret qu'un heureux incident le dispensât de continuer la guerre; il se devait à lui-même de ne pas prendre l'initiative d'une négociation, mais il désirait ardemment que d'obligeans entremetteurs déterminassent la Porte à lui faire des avances. Il y eut un commencement de pourparlers; le divan s'y prêta de mauvaise grâce, et la Russie coupa court a la conversation.

La principale raison qui portait le cabinet de Saint-Pétersbourg à souhaiter un arrangement était l'inquiétude que lui causait la politique de la puissance la plus intéressée dans tout règlement de la question d'Orient, la plus contraire aux ambitions russes et la mieux placée pour les entraver dans leurs entreprises. L'Autriche, qui n'avait dans le principe appuyé la Russie que pour l'arrêter, ne cachait plus son mécontentement. Elle s'occupait à compléter ses cadres, elle avait mis un corps d'observation en Transylvanie, et M. de Metternich négociait activement avec les grandes cours, dans le dessein de former une quadruple alliance qui aurait imposé ses volontés à l'empereur Nicolas. La Russie avait de sérieux sujets de crainte, et dès le 26 octobre 1828 M. de Nesselrode disait dans une dépêche confidentielle adressée à l'ambassadeur de Russie à Berlin : « Au mois de février de cette année, j'ai pu *garantir* à l'empereur que dans cette campagne il n'aurait à combattre que la Porte seule, tandis que, pour la campagne de 1829, je ne pourrais lui exprimer à ce sujet que de simples *espérances*. Jusqu'alors l'attention de la Russie s'était surtout dirigée vers l'Autriche et ses armemens ;

mais dès lors, elle aura à se partager entre ces armemens et les explosions de la haine nationale des Anglais. » Le chancelier ajoutait qu'on pouvait espérer de rétablir par des concessions les bons rapports avec l'Angleterre, que l'Autriche au contraire mettait tout en œuvre pour envenimer la discussion, que la conduite de cette puissance dévoilait ses pensées, et que, si ses armemens prenaient un caractère hostile, ils pourraient forcer la Russie à les prévenir.

Bien que l'histoire n'aime point à se répéter, la situation des Russes en novembre 1877 est à plusieurs égards la même où ils se trouvaient vers la fin de 1828. Quand ils ont franchi le Pruth il y a quelques mois, peut-être se flattaient-ils de prendre leurs quartiers d'hiver à Constantinople; ils ont rencontré des résistances auxquelles ils ne s'attendaient pas, et ils ont pu constater que Dieu est grand, que les Turcs ont de bons fusils et qu'il y a loin de la coupe aux lèvres. Le prestige de leurs armes a diminué, leur honneur est sauf: ils n'ont pris ni Varna, ni Kars, mais ils ont remporté en Arménie une brillante victoire qui peut avoir d'importantes conséquences, et si Plevna n'est pas encore à eux, leur ennemi s'est montré impuissant à les déloger de Biela et à les refouler sur le Danube. Ils s'obstinent à ne pas évacuer la Bulgarie; cependant ils ont perdu en morts et en blessés près de 50,000 hommes, et, comme en 1828, la maladie fait des vides sensibles dans leurs rangs; l'automne bulgare leur inflige de cruelles souffrances dont le détail fait frémir. Il est permis de croire que, comme son père, l'empereur Alexandre souhaite le prompt rétablissement de la paix, qu'il saurait bon gré à la Porte de lui faire des avances; mais il ne fait part à personne de son désir, et l'Europe ne peut douter qu'il ne soit fermement résolu à ne pas remettre l'épée au fourreau avant d'avoir obtenu satisfaction. A cet égard, il y a une grande différence entre sa situation et celle de l'empereur Nicolas, et les Russes de 1877 ont un avantage marqué sur les Russes de 1828. Le prince Gortchakof n'a point à redouter, comme le comte de Nesselrode, la formation d'une quadruple alliance. L'amitié des trois empereurs lui est un gage précieux, elle lui répond qu'il ne se tramera rien contre lui, et que la Russie peut prolonger la guerre autant qu'il lui plaira, sans qu'aucune puissance y mette son veto.

Le prince de Metternich et le duc de Wellington ne sont plus, l'état de l'Europe a bien changé, l'axe du monde s'est déplacé, le méridien politique passe aujourd'hui à Berlin, et le gouvernement russe n'a plus à s'inquiéter ni des menées du cabinet de Vienne, ni des explosions de haine nationale à Londres. L'école de Manchester a transformé l'humeur et le tempérament britanniques; les plus fiers tories savent par cœur le catéchisme de Richard Cobden, et ils sont obligés de s'en inspirer en toute occasion. Le croissant a conservé leurs sympathies, mais ils s'en tiennent à l'amour platonique; la seule marque de bienveillance qu'ils puissent donner à la Porte est de lui prodiguer les bons avis et

les bons conseils; on assure que le sultan Abdul-Hamid serait heureux d'être un peu moins conseillé et un peu plus secouru. — Aujourd'hui, disait brutalement un Anglais, l'Angleterre a tellement peur de faire la guerre pour une idée qu'avant de se fâcher elle attend qu'on lui ait donné un coup de poing, parce que décidément un coup de poing n'est pas une idée. — Quant à l'Autriche, ses malheurs et les infortunes de la France l'ont mise dans la nécessité de rechercher l'amitié de l'Allemagne, et l'Allemagne n'a pas seulement encouragé les projets russes, elle a veillé à ce que personne ne les décourageât; c'est une consigne que le comte Andrassy a fidèlement observée depuis que la question d'Orient a été remise sur le tapis. A la vérité, plusieurs indices semblent prouver qu'il ne s'est pas prêté à tout ce que le cabinet de Berlin désirait de lui. Le cabinet de Berlin n'eût pas été fâché de voir l'Autriche lier partie avec la Russie, il eût servi volontiers à ces deux empires de médiateur, de confident, d'entremetteur, il aurait vu sans déplaisir que tout le monde s'engageât dans cette grosse affaire qui s'appelle la question d'Orient, que tout le monde y trouvât ou crût y trouver son profit, ce qui lui aurait permis de chercher le sien où il aurait voulu. Certains publicistes du nord ont adressé à ce sujet au comte Andrassy de pressantes et pathétiques exhortations; ils l'ont convié à se faire sa part dans les dépouilles d'un empire vermoulu dont les jours sont comptés; ils lui ont représenté qu'il se trouvait placé, comme Hercule, au milieu du carrefour où se rencontrent les chemins de la destinée, qu'il ne tenait qu'à lui de choisir sa route, que, selon le choix qu'il allait faire, la postérité le traiterait de dilettante honnête, mais maladroit, ou le mettrait au rang des grands hommes, et, au dire des publicistes du nord, on reconnaît un grand homme d'abord à ce qu'il se fait une loi de prendre tout ce qui lui paraît prenable, ensuite à ce que, professant pour les parlemens un superbe mépris, il les mène à la baguette et leur interdit de s'immiscer dans aucune question de politique étrangère.

Le comte Andrassy, quoi qu'on ait pu lui dire, ne s'est pas soucié de passer au rang des grands hommes. Il s'est appliqué à sauvegarder tant bien que mal les intérêts de son pays, sans se brouiller avec personne et sans rien risquer. Il avait promis que les Russes n'auraient pas à se plaindre de lui, et il a tenu sa parole; mais il a refusé de s'associer à leur entreprise. Sa politique a consisté à ne rien faire, il a pratiqué ce qu'on appelle en Angleterre *a masterly inactivity*, une inaction magistrale. Jusqu'aujourd'hui cette inaction a été favorisée par les événemens, l'Autriche a mérité une fois de plus d'être baptisée du nom d'*Austria felix*. Les Turcs ont vaillamment travaillé pour elle; il est dans la destinée des Turcs de verser leur sang pour le plus grand avantage de deux empires qui n'ont rien à leur donner que de bons conseils. La nouvelle de leurs succès n'a pas été reçue à Berlin avec la même allégresse qu'à Pesth et à Vienne. Les plus heureux joueurs ont quelque-

fois des déceptions, les plus habiles se trompent dans leurs calculs, et les complaisances de la fortune pour ses protégés ne sont pas inépuisables. Quelqu'un disait naguère à un grand homme d'état : — La politique est votre maîtresse. — Il répondit : — Elle me cause assez de désagrémens pour que je la considère comme une femme légitime. — M. de Bismarck a pu craindre que les échecs des Russes ne rendissent à l'Autriche la liberté de ses mouvemens, que délivrée des soucis que lui causait la puissance présumée de son voisin de l'est, elle ne s'arrogeât le droit de choisir désormais à sa convenance ses amis et de se dégager de cette alliance des trois empereurs dans laquelle, comme l'a dit ici même un spirituel et clairvoyant publiciste, elle ne joue pas le rôle du plus heureux des trois (1).

— Une des branches de la pince qui nous tenait vient de se briser, s'est écrié tel patriote autrichien, en apprenant la sanglante déconvenue des Russes devant Plevna. — Quand M. de Bismarck s'est procuré récemment une entrevue avec le comte Andrassy, il voulait sans doute savoir s'il avait raison de s'inquiéter, si l'Autriche entendait exploiter résolûment le bénéfice de sa nouvelle situation. On assure qu'il est revenu de Salzbourg édifié et satisfait; il en a rapporté la conviction qu'il ne se tramait rien à Vienne, que l'empire austro-hongrois ne songeait point à s'émanciper ni à lier partie avec l'Angleterre. Puisse la politique d'inaction réussir toujours au comte Andrassy! Puisse-t-il échapper aux embarras où le plongerait l'inconstante fortune, si elle infligeait quelque désastre aux héroïques défenseurs de Plevna! Que si jusqu'au bout il se dérobe impunément à la nécessité de prendre un parti et de faire quelque chose, la postérité ne le traitera pas de grand homme, mais elle le traitera sûrement d'homme heureux. Les ennemis de Sylla pensaient le mortifier en attribuant ses succès à son bonheur, et l'heureux Sylla les laissait dire.

En 1828, les intrigues du prince de Metternich n'aboutirent pas. Il fut tenu en échec par le mauvais vouloir de la Prusse, qui accueillit froidement ses ouvertures, et surtout par les illusions du gouvernement français, infatué de l'alliance russe et des profits imaginaires qu'il en attendait. Le roi Charles X répondit sèchement à ceux qui lui parlaient d'une médiation pour rétablir la paix qu'il resterait l'allié de la Russie, et qu'au besoin il la défendrait contre les menaces de l'Autriche. M. de Metternich dut se retirer sous sa tente, la quadruple alliance ne fut point conclue, et la Russie put s'occuper à loisir des apprêts de sa seconde campagne. On sait quelle en fut l'issue. Le feld-maréchal Wittgenstein fut remplacé dans son commandement par le chef de son état-major, le général Diebitch, ce petit homme gras et rougeaud, à la large tête, aux longs cheveux noirs, à qui les troupes avaient donné le sur-

(1) *Deux Chanceliers*, par M. Julian Klaczko.

nom de *samovar* ou de bouilloire à thé. Grâce à ses talens, à sa vigueur, à l'heureuse application qu'il fit des principes stratégiques de Paskevitch, et grâce surtout aux fautes énormes de Reschid-Pacha, Diebitch conquit un autre surnom plus glorieux, celui de *Zabalkanski* ou de traverseur des Balkans, et le 19 août 1829 il campait devant Andrinople; mais à quoi son armée était-elle réduite? Les combats et la peste l'avaient décimée. « Les efforts de deux campagnes, a dit M. de Moltke, la dépense de 100 millions de roubles et le sacrifice de plus de 50,000 hommes, avaient amené 20,000 Russes aux portes d'Andrinople. »

Alors se produisit un des événemens les plus singuliers de l'histoire; une panique s'empara des Turcs, et la panique a des visions. Un officier ottoman, envoyé en reconnaissance, rapporta « qu'il était plus aisé de compter les feuilles d'une forêt que les têtes de l'ennemi, » et Andrinople capitula. Quelques semaines plus tard, le sixième corps, commandé par le général Roth, s'avançant sur la grande route de Constantinople, avait poussé ses avant-gardes jusqu'à Tchorlou; mais cette armée d'invasion et de siége ne comptait que 4,500 hommes, et ses deux ailes, s'appuyant sur la Mer-Noire et sur le golfe d'Enos, se trouvaient à une distance de 75 lieues l'une de l'autre. « C'était là un coup d'aventurier, lisons-nous dans l'*Histoire de l'insurrection grecque* par Gervinus, qui dépassait les plus grandes témérités que Paskevitch eût jamais risquées et qui mit Diebitch dans la situation la plus pénible; en effet, comme l'a remarqué M. de Moltke, si elle se fût prolongée de quelques jours seulement, il se serait vu précipité des hauteurs de son triomphe dans une détresse sans remède... On ne conçoit pas comment on avait pu réussir à maintenir la simplicité turque dans la croyance qu'une grande armée d'invasion frappait aux portes de la capitale, quand le chiffre des soldats dont le général pouvait disposer était tombé à 13,000. » Un acte de résistance énergique eût contraint Diebitch à la retraite; le sultan Mahmoud II fut pris d'une défaillance, il s'abandonna. Une conspiration récemment découverte, sa sûreté personnelle menacée, les troubles fomentés dans Constantinople par les partisans des janissaires, le déterminèrent à traiter; il rendit son épée à un fantôme. S'il ne s'était pas manqué à lui-même, la Russie aurait dû faire peut-être une troisième campagne en 1830; mais en 1830 la France fit une révolution, et la Pologne fut en feu; que serait devenu le grand empire du nord? Heureusement la paix d'Andrinople avait été signée le 14 septembre 1829, et cette paix donnait au tsar, avec Achalzik, les deux ports d'Anapa et de Poti. Il est écrit au ciel que le résultat le plus certain des guerres entreprises par les Russes pour la délivrance des chrétiens d'Orient est toujours d'accroître leur territoire en Asie et de mettre dans leurs mains quelques ports de plus sur la Mer-Noire.

Aujourd'hui les Russes ne sont plus aux prises avec les horreurs de la peste, il leur est permis d'espérer que grâce à leurs immenses res-

sources et à leurs réserves, ils finiront par enchaîner la victoire à leurs drapeaux. Admettons que tout se passe à leur gré, que la puissance aveugle ou clairvoyante qui gouverne les affaires humaines prenne parti pour eux et facilite leur succès par un de ces incidens qui rendirent possible la paix d'Andrinople. Il se peut qu'une défaillance de la Porte ou quelque intrigue de harem leur vienne en aide; dans une guerre russo-turque, il faut toujours compter avec les accidens, avec les hauts et les bas de l'imagination orientale et avec ce qui se passe dans les harems. Une chose est certaine : en 1877 comme en 1828, la Russie s'est trompée, elle a cru que quelques avantages facilement remportés lui suffiraient pour avoir l'empire ottoman à sa merci, et contre son attente l'aventure où elle s'était lancée s'est changée, selon l'expression de l'empereur Alexandre, « en une guerre sérieuse et difficile. » Il n'est pas moins certain que si propice que lui devienne la fortune des armes, la Russie n'arrivera pas au bout de sa seconde campagne sans se sentir profondément atteinte dans ses ressources financières et militaires. L'imagination orientale fait des siennes à Saint-Pétersbourg aussi bien qu'à Constantinople. Les Russes partant en guerre contre le Turc ressemblent à un chasseur qui sort de chez lui pour courir après un lièvre et qui se trouve en présence d'un sanglier; c'est une chasse d'un tout autre genre. Dès aujourd'hui la Russie doit se demander si les résultats qu'elle peut espérer d'une guerre à outrance répondront aux sacrifices énormes qu'elle s'impose. Assurément, si elle avait paru aux portes d'Andrinople avec une armée et un trésor intacts, elle aurait demandé tout ce qu'elle aurait voulu, et force eût été à l'Europe de se plier à son bon plaisir; mais quand après deux campagnes on n'a plus en main d'autre gage qu'une armée affaiblie et des finances épuisées, on est obligé de borner ses désirs et de se contenter de peu.

Passons sous silence les considérations d'humanité; n'est-il pas dans l'intérêt politique de la Russie de saisir l'occasion de traiter, aussitôt qu'elle pourra le faire sans manquer à ce qu'elle se doit et à la mission qu'elle s'attribue en Orient? La guerre à outrance ne serait-elle pas plus profitable à ses ennemis ou à ses faux amis qu'à elle-même? Le dernier mot de la politique est de laisser faire aux autres les besognes désagréables, en s'arrangeant de manière à y trouver son profit. N'est-il personne en Europe qui voie avec plaisir la Russie faire une besogne laborieuse et sanglante, et qui se promette d'y trouver son avantage? N'est-il personne qui soit intéressé à laisser longtemps ouverte la question d'Orient, et les Russes sont-ils sûrs de travailler à leur propre bien plus qu'au bonheur d'autrui? Les empereurs, les chefs d'état, devraient méditer cette parole si juste de Voltaire : « Pour faire la guerre, il faut qu'il y ait prodigieusement à gagner, sans quoi on la fait en dupe, ce qui est arrivé quelquefois à plus d'une puissance de ce monde. »

G. Valbert.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 octobre 1877.

Nous voici arrivés à la dure échéance, à l'heure sérieuse et indéclinable des règlemens de comptes, et on ne peut pas se flatter cette fois d'avoir une liquidation facile. Certes, s'il y a jamais eu pour notre généreux et malheureux pays une situation extraordinaire, compliquée et obscure, c'est celle qui a été créée par ce triste conflit de six mois sur lequel le suffrage universel vient de dire son mot souverain, dont le dénoûment va dépendre des pouvoirs publics remis en présence. Rien n'y manque, ni les défis, ni les contradictions criantes, ni les difficultés trop réelles, ni les impossibilités apparentes. Cinq mois durant, les incohérences se sont accumulées. Aujourd'hui le scrutin du 14 octobre a décidé autant qu'il pouvait décider, et les ballottages viennent de compléter le vote. La lutte des urnes est achevée; quelques jours encore, le parlement se retrouvera à Versailles. Quelle aura été l'influence des élections sur l'état des esprits? Quelles seront les dispositions respectives de la chambre nouvelle et du sénat? A quelles résolutions avant tout se sera arrêté le gouvernement, qui a la première responsabilité de cette longue crise et qui n'en est pas sans doute à chercher les moyens de la dénouer? Tout est là, tout tient à la manière dont va s'engager une session, certes des plus décisives, que des passions pourraient vouloir irriter d'avance, que la considération des intérêts publics doit dominer et tempérer.

Et d'abord il y a le fait principal, essentiel, qui reste le point de départ de cette phase nouvelle où nous entrons et avec lequel il faut compter : c'est le résultat même, le résultat matériel de ces élections qui viennent de s'accomplir. Ce résultat a été déjà naturellement l'objet de toute sorte de supputations ingénieuses et de commentaires intéressés. Il a été décomposé, analysé, interprété de toute façon, dans tous les sens, depuis quinze jours. Les bulletins des campagnes électorales ressemblent aux bulletins militaires, ils ne sont pas de l'histoire :

on dissimule ses pertes, on grossit ses succès, et, tout bien compté, il n'en est ni plus ni moins. La vérité est que ces élections nouvelles ont trompé les plus habiles calculateurs, M. le ministre de l'intérieur, qui se flattait d'enlever plus de trois cents nominations pour le gouvernement, aussi bien que M. Gambetta, qui annonçait avec ostentation que plus de quatre cents républicains reviendraient à Versailles. Les alliés du gouvernement ont gagné sans doute un certain nombre de siéges législatifs, ils n'en ont pas gagné assez pour cesser d'être une minorité. Tous les appelés de M. de Fourtou n'ont pas été des élus! L'ancienne majorité qu'on avait cru briser par le décret de dissolution, cette majorité à son tour reste maîtresse du terrain, — elle n'atteint en réalité ni le chiffre de 400 promis par M. Gambetta ni même ce chiffre fatidique de 363. Elle a laissé sur le champ de bataille plus de 50 de ces 363, elle a retrouvé en compensation quelques soldats nouveaux : au demeurant, il y a toujours un déplacement de quelque quarante voix qui ont passé au camp officiel. La majorité des républicains de toutes nuances, même diminuée, reste encore de plus de 100 voix; 363 contre 158, c'était la chambre ancienne dans les grands jours, — 320 contre 210, c'est à peu près la chambre nouvelle lorsqu'elle sera au complet. Dans le pays, dans cette masse de plus de 7 millions de votans sur près de 10 millions d'inscrits, la différence entre les deux armées est de 700,000 voix, et, si l'on veut un détail de plus, dans les pénibles conquêtes dont se flatte le ministère, les bonapartistes sont après tout ceux qui ont gagné le moins. Les autres groupes monarchistes ont eu quelques avantages relativement plus sensibles, quoique encore assez modestes; ils balancent le noyau impérialiste dans la minorité que M. de Fourtou a conduite au combat, de telle façon que ces élections du 14 octobre, vues dans leur ensemble et dans leurs principaux caractères, pourraient bien contenir une moralité pour tout le monde.

Elles sont de nature à rabattre un peu la jactance des séides de l'empire, qui se flattaient déjà d'être les guides ou les maîtres d'une majorité dont ils se promettaient de se servir pour leur cause. Elles sont aussi à la vérité, sous plus d'un rapport, un avertissement pour les républicains, qui, même en restant victorieux, ne le sont pas assez pour être dispensés de sagesse. Elles sont surtout pour le gouvernement et pour tous ceux qui après lui voudraient l'imiter la démonstration éclatante de l'irrémédiable impuissance de certains moyens. Certes, le ministère n'a rien négligé. Il a déployé pendant cinq mois un luxe imprévu de répression, de prévention, de perquisition. Il a concentré toute la puissance des ressorts administratifs sur un point unique, sans reculer devant les plus étonnans raffinemens ou les plus imperturbables excès de la candidature officielle. Il a eu le malheur de confondre l'influence légitime qu'un gouvernement sérieux peut exercer dans un grand mou-

vement électoral avec la résurrection d'un des abus de prépotence les plus crians de l'empire, et il n'a pas compromis seulement l'administration dans son personnel, dans ses moyens d'action : il s'est efforcé d'entraîner la magistrature; il a engagé le nom, l'autorité, le prestige de M. le président de la république dans une campagne sans issue. S'il n'a pas dépassé les lois, il est allé jusqu'au bout, jusqu'à la dernière limite. En un mot, il a tout fait, il a risqué d'épuiser d'un seul coup le crédit et la force d'un gouvernement; il a remué la France jusque dans ses profondeurs, — et pour quel résultat? Pour conquérir quelques siéges dans la chambre, pour finir par un déplacement de quarante voix qui ne change pas la minorité en majorité! Six mois sont presque passés, il n'a réussi qu'à nous ramener à la veille du 16 mai dernier, mais avec les cruels embarras de tout ce qui s'est accompli depuis, dans des conditions malheureusement aggravées et surchargées de ressentimens, de passions de combat, d'ardeurs de représailles, d'antagonismes envenimés, de problèmes insolubles, de tout ce que suscite une lutte à outrance. Il n'est arrivé qu'à préparer cette situation trouble où, pour des pouvoirs divisés, la première et la plus sérieuse difficulté est de se retrouver en présence sur le même terrain, de rentrer en relations, de reprendre en commun, tout au moins sans trop se heurter, le travail interrompu.

Remettre un peu d'ordre dans cette confusion, dégager la vérité des choses et les élémens d'une politique possible de toutes les excitations factices, de toutes les combinaisons chimériques ou extrêmes, reconstituer une situation régulière, préparer la paix par l'armistice de la prévoyance et du patriotisme, c'est là aujourd'hui une œuvre aussi difficile que nécessaire. Assurément, si dans tous les camps on prétend rester sous les armes, redoubler de violens défis entre vainqueurs et vaincus des élections, si on veut s'abandonner à toutes les animations de la lutte, même après que la lutte est finie ou du moins sensiblement modifiée, ce ne serait pas seulement une œuvre difficile, la question deviendrait à peu près insoluble. Au premier moment, il peut en être ainsi. Ceux qui se croient intéressés à pousser la guerre à fond ne manquent pas de tous les côtés, c'est possible. Si le gouvernement est resté assez silencieux depuis le 14 octobre, s'il a gardé une certaine réserve après tout assez naturelle, autour de lui les singuliers alliés dont il a cru pouvoir se servir un moment ne se font faute de parler, au risque et peut-être avec l'intention de le compromettre un peu plus. Ils ont leur thème tout trouvé! A leurs yeux, l'œuvre du 16 mai n'est qu'à demi accomplie, elle ne peut être interrompue. Le scrutin du 14 octobre n'est qu'un incident, et même il est un encouragement, puisqu'on a gagné quarante siéges. Si on n'a pas été plus heureux, c'est que le ministère a été maladroit : il n'a pas su manier ce merveilleux instrument

de la candidature officielle, il a dédaigné l'état de siége, les suppressions sommaires de journaux, il a mené mollement la campagne, il a eu des scrupules! Encore une dissolution et des élections mieux conduites, la victoire est complète. M. le maréchal de Mac-Mahon l'a dit, il ne reculera ni ne se retirera devant la démagogie; il est lié d'honneur, il s'est engagé pour les amis qui l'ont soutenu, pour les fonctionnaires qui l'ont servi et qui se sont compromis. Il ne peut plus céder, même devant la manifestation légale de l'opinion. Il a pour lui l'armée, l'administration, le sacerdoce, la magistrature : qu'il aille jusqu'au bout, — sans doute jusqu'aux coups d'état et à la dictature! Qui sait même si autour du maréchal il n'y a pas d'habiles politiques s'efforçant de lui représenter les plus simples conseils de transaction comme l'œuvre de quelque intrigue mystérieuse destinée à le livrer et à le supplanter? — D'un autre côté, on n'y met pas plus de mesure ou de façons. Que parle-t-on de transaction possible et de ministère de conciliation? Il est trop tard. Les rétractations du 16 mai et les retours à des conseils plus modérés ne seraient plus que de vains palliatifs. Ce n'est plus une question ministérielle, c'est une question gouvernementale. M. le président de la république s'est jeté dans la mêlée, il a livré son irresponsabilité constitutionnelle en mettant son autorité aux voix, il a été battu, le pays s'est prononcé. Partie jouée, partie perdue, le joueur n'a plus qu'à se retirer. Toutes les garanties seraient désormais illusoires. Ainsi ne cessent de parler ceux qui se croient autorisés à jouer le sort de la France dans un duel d'ambitions et de ressentiments implacables.

Non assurément, à travers toutes ces excitations contraires et ces brutales alternatives de capitulation ou de dictature, de soumission ou de démission, l'issue n'est pas facile à trouver. Et cependant il le faut! il faut de toute nécessité que d'ici à quelques jours il y ait non-seulement une solution quelconque, mais une solution pacifique, constitutionnelle, suffisamment amiable, tirée des circonstances et de la situation. Il le faut parce que, quelles que soient les ardeurs d'une lutte électorale et quel que soit le vote résumé dans un chiffre, il y a un sentiment public devant lequel les hommes de toutes les opinions, gouvernement et partis, ont aujourd'hui une lourde et décisive responsabilité. Ils sont tous ministres, candidats au ministère, sénateurs, députés; ils pouvaient rester des hommes privés, ils ont brigué un rôle et l'influence : nous avons bien le droit d'attendre d'eux qu'ils ne se laissent ni arrêter par une difficulté, ni surprendre par l'imprévu. S'ils ont des concessions, des sacrifices à faire, ils nous les doivent, ils les doivent à l'intérêt public, et qu'ils sachent bien que, si les uns ou les autres donnaient un signal de violence, de mauvaise volonté ou d'insuffisance, ils auraient mérité toutes les sévérités de l'opinion : ils seraient tenus pour des coupables ou des incapables. Le pays, quant à lui, a voté librement, il n'a pas

donné un mandat d'irréconciliabilité. Le pays laborieux et sensé demande simplement qu'on mette fin par des moyens réguliers à une situation qui a trop duré, qui pèse sur ses intérêts. Voilà qui est clair et qui domine tout! Il faut enfin plus que jamais une solution par une autre raison qui pour être de circonstance n'en est pas moins impérieuse aujourd'hui. On a décrété une exposition universelle. L'idée a été heureuse ou prématurée, peu importe, ce n'est même plus à discuter. Un grand rendez-vous a été donné pour le printemps prochain à l'industrie du monde entier, et ce rendez-vous, presque toutes les nations l'ont accepté. Tout est déjà fait, les palais s'élèvent rapidement et vont être prêts. De toutes les parties de l'univers, on se dispose à revenir dans ce Paris qui sera toujours Paris malgré ses fautes, dans cette France qui sera toujours l'hospitalière et brillante France malgré ses malheurs. Nous le demandons : est-il admissible que pour des conflits intérieurs, par des crises obstinées qui nécessairement s'aggraveraient en se prolongeant, on expose la France à échouer dans une telle entreprise, à décourager ceux qui voudront venir vers elle par le spectacle de ses troubles et de ses dissensions, par l'incertitude d'une hospitalité livrée aux chances de l'imprévu? Ce n'est qu'une exposition de l'industrie, soit. Ici cette exposition universelle s'élève à la hauteur d'une question de gouvernement. C'est l'intérêt de la bonne renommée extérieure de la France sollicitant très humblement la paix des pouvoirs qui après tout sembleraient les premiers chargés de ne pas le compromettre par des rivalités inutiles ou intempestives.

Où donc serait d'ailleurs l'impossibilité de cette transaction devenue impérieusement nécessaire, d'une solution qui, ne fût-elle pas l'idéal des solutions, suffirait à tout sauvegarder? Où est l'incompatibilité absolue entre les pouvoirs qu'on s'efforce de mettre en guerre plus qu'il ne le faudrait? Raisonnons un peu, en écartant les exagérations de parti, les déclamations et les dilemmes retentissans qui ont la prétention d'être de la politique. Cherchons, s'il se peut, ce qui rapproche et non ce qui divise. Qu'a voulu réellement le pays dans son dernier vote, dans ce vote qui reste le premier élément de la situation où nous avons été jetés? Le pays s'est prononcé avec éclat pour le maintien de la république, pour l'intégrité de la constitution, et, cela est évident, les hommes qui ont eu ses préférences ont été nommés parce qu'ils constituaient une force parlementaire sauvegardant ces deux choses. C'est là le caractère supérieur du scrutin du 14 octobre, tout le reste est secondaire; mais, qu'on le remarque bien, M. le maréchal de Mac-Mahon, qui représente l'autre pouvoir appelé à entrer en transaction, n'a point absolument à se désavouer pour se remettre d'accord avec cette pensée des élections dernières. Il n'a cessé de répéter que la république n'était point en cause, qu'il se considérait comme le gardien de la constitution.

Il a renouvelé cette assurance au milieu des plus ardentes vivacités de la lutte. Il l'avait déclaré dès l'origine d'une manière expresse : « La France veut comme moi maintenir intactes les institutions qui nous régissent. »

M. le président de la république s'est mépris sans doute dans la marche qu'il a suivie depuis cinq mois; il s'est laissé entraîner à couvrir de son nom bien des paroles imprudentes et compromettantes; il a cru trop aisément à la nécessité et à l'efficacité d'une intervention personnelle qui risquait de déplacer les responsabilités, et il a eu, si l'on veut, l'illusion de sa politique. Il ne faut cependant rien exagérer. Lorsque M. le maréchal de Mac-Mahon déclarait qu'il ne saurait « obéir aux sommations de la démagogie, » qu'il ne se ferait pas « l'instrument du radicalisme, » il ne se plaçait pas en dehors de la constitution, et il ne laissait pas entrevoir la pensée de méconnaître de propos délibéré la puissance des manifestations régulières, légales, du suffrage universel. Il n'a pas dit, comme on le lui a souvent attribué, qu'un moment pourrait venir où il gouvernerait seul, avec le sénat, contre la chambre : il a dit, ce qui est bien différent, qu'il resterait pour « défendre avec le sénat les intérêts conservateurs. » C'est la fatalité des alliances que le gouvernement a cru devoir contracter ou subir, avec lesquelles il est allé au combat : ces alliances ont rendu suspect tout ce qui venait du 16 mai, même les discours. M. le président de la république en a été la première victime, lorsque dans sa conduite générale depuis que la France a une constitution nouvelle, surtout dans son caractère, rien ne laisse supposer des préméditations menaçantes contre les lois, contre les institutions. Même encore aujourd'hui on parle de coups d'état, comme pour se donner des émotions, et on n'y croit pas. C'est là précisément ce qui rend plus facile ou, si l'on veut, moins impossible, une transaction devenue nécessaire, utile à tout le monde, au pays, au parlement, à M. le président de la république lui-même, ne fût-ce que pour sortir d'une situation inextricable.

Ce qui est assurément compromis de toute manière, ce qui ne saurait survivre à la crise que nous traversons, c'est le ministère. La politique du 16 mai, dont il reste le représentant officiel et responsable, est épuisée; elle arrive au bout de son étape; elle met son dernier feu dans les élections des conseils généraux qui vont se faire le 4 novembre, qui peuvent avoir quelque influence sur le renouvellement sénatorial de l'année prochaine. Le ministère a-t-il eu un seul instant la pensée d'aller au-delà du 4 novembre, de se présenter devant les chambres qui se réunissent trois jours après? Il a pu par point d'honneur, par une sorte d'obligation morale, offrir d'aller défendre devant le parlement ses œuvres, ses élections, sa politique. Au fond la réserve qu'il a gardée jusqu'ici, dont il s'enveloppe, ne paraît pas cacher l'idée de rester au pou-

voir. Il a tout simplement tenu à faire bonne contenance jusqu'au bout, et probablement aussi il a voulu laisser à M. le président de la république le temps de réfléchir, de s'accoutumer aux circonstances nouvelles, de s'entourer de conseils. Des consultations, des échanges d'impressions, des entrevues avec M. le président du sénat, avec d'autres hommes politiques, il y en a eu à l'Élysée, c'est évident; quant à une combinaison sérieuse destinée à dégager la situation, elle semble encore à découvrir, et, à vrai dire, c'est là, c'est dans la réalisation pratique d'une idée nécessaire, qu'est maintenant la difficulté. Quel est le ministère possible dans les conditions tourmentées et compliquées qui nous ont été faites, au lendemain de tant de défis échangés, au milieu de tant d'irritations mal apaisées et de prétentions extrêmes qui ne désarment pas encore? Voilà la question!

Évidemment, c'est avancer fort peu les choses, c'est plutôt les aggraver que de parler sans cesse du régime parlementaire sans rien préciser, d'invoquer la majorité qui vient de rentrer dans la chambre des députés, sans s'occuper du sénat, d'élever des exigences qu'on saurait inacceptables ou destinées à n'être point acceptées, et d'ajouter à tout cela des récriminations, des défiances propres à achever la confusion. Il faut en prendre son parti : nous ne vivons pas dans l'indéfini ou dans la région des fantaisies, nous sommes dans une situation prodigieusement difficile, et dans un cadre constitutionnel où trois pouvoirs, qui ont eu quelques mauvaises querelles, ont à renouer une certaine alliance au nom de l'intérêt public. Il ne s'agit pas de faire de la victoire des uns l'humiliation des autres, ni même de réaliser tout ce qu'on voudrait; il s'agit d'apaiser et d'arriver à un résultat pratique. Le problème consiste à s'établir sans subterfuge, sans arrière-pensée sur le terrain constitutionnel et à former un cabinet qui, accepté par M. le maréchal de Mac-Mahon et appuyé par le sénat, ait au moins la chance d'obtenir un crédit suffisant dans la chambre des députés, ne fût-ce qu'en considération des circonstances. Si un cabinet de ce genre est possible, la formation en est naturellement indiquée : il doit se composer de sénateurs constitutionnels et de membres du centre gauche des deux assemblées, dont quelques-uns sont désignés par les positions qu'ils ont déjà occupées au pouvoir. Un tel ministère aurait l'avantage de ne pas même laisser un doute sur l'inviolabilité de la république, d'offrir à la chambre des députés une garantie contre toute dissolution nouvelle, et de rallier de plus en plus le sénat à une politique modérée, libérale, en rassurant le chef de l'état lui-même sur les intérêts conservateurs dont il se préoccupe, sans être, à la vérité, le seul à s'en préoccuper. Cette tentative vaut au moins d'être faite, et si les hommes qui accepteraient cette mission se présentaient résolûment, franchement devant les chambres, s'adressant à la raison et au patriotisme des assemblées, faisant sentir

à tous les nécessités d'un ordre supérieur dont ils seraient les mandataires, il ne faudrait pas désespérer de les voir réussir. Et qu'on remarque bien que, ce premier pas fait, un ministère reconstitué dans ces conditions, la situation à demi détendue, le reste se simplifierait, le gouvernement de combat aurait cessé en haut, il devrait cesser partout, à tous les degrés.

En dehors de ceci, il est clair qu'aucune combinaison parlementaire n'est possible. Celle qui aurait la faveur décidée d'une chambre n'aurait pas l'appui de l'autre chambre. Il n'y aurait plus d'autre ressource, — et au point où en sont les choses, avec toutes les difficultés ou les impossibilités qui se sont accumulées, elle serait à considérer, — il n'y aurait plus d'autre moyen que de recourir à une combinaison d'un ordre spécial, à un ministère neutre, indépendant des partis. Ministère d'affaires, c'est un mot de circonstance dont on se sert assez souvent pour désigner un cabinet subalterne, effacé, composé de modestes comparses sans responsabilité, et ce ne serait aujourd'hui qu'un expédient sans valeur, sans efficacité. Il faut autre chose. Pourquoi M. le maréchal de Mac-Mahon ne s'adresserait-il pas tout simplement à quelques-uns des chefs des grands corps publics, à M. le président du conseil d'état, à M. le premier président de la cour de cassation ou de la cour d'appel de Paris, à quelque ingénieur éminent pour les travaux publics, à un administrateur d'élite, comme il y en a, pour les finances, à un des chefs supérieurs de l'enseignement public? Ces hommes seraient probablement assez peu disposés à accepter du premier coup, tant que d'autres combinaisons seraient possibles; ils ne reculeraient pas sans doute devant une nécessité pressante le jour où on leur demanderait leur concours comme un acte de dévoûment. L'essentiel serait que ce ministère, au lieu de paraître accepter un rôle diminué, eût au contraire un sentiment élevé de sa mission et qu'il ne craignît pas d'exposer sans détour aux chambres la raison de son existence. La chambre des députés elle-même comprendrait des hommes qui, avec la responsabilité de leur caractère et de leur position, pourraient lui dire : « Nous ne venons pas devant vous pour représenter un échec à votre dignité et à vos droits, qui restent entiers; nous ne venons pas non plus vous porter la capitulation du pouvoir exécutif et d'une autre assemblée. Étrangers à tout ce qui a créé cette situation difficile que vous connaissez, que nous n'avons pas à examiner, nous vous portons la paix entre les pouvoirs par la garantie inviolable de la république et de la constitution, par l'assurance d'une impartiale expédition des affaires. Quand vous ferez des lois, nous les exécuterons, notre concours vous est acquis. Notre politique est d'administrer le pays par la légalité et dans la légalité. Nous sommes les gérans sérieux et dévoués d'une trêve nécessaire pendant cette année, où la France a besoin de paix pour le

succès de cette exposition universelle que tout le monde attend. » Qu'en sera-t-il de cette idée, de ces tentatives diverses, un ministère libéral modéré pris dans le parlement, un ministère de trêve et de conciliation indépendante pris hors du parlement? Ce qui est certain, c'est qu'à défaut de ces combinaisons, qui sont des formes de transaction et d'apaisement, il ne resterait plus pour le pouvoir exécutif qu'une persistance décousue dans ce qui est ou quelques pas de plus dans cette voie; mais alors ce n'est plus une solution, c'est le commencement des aventures.

A la vérité, tout peut dépendre aussi de ce que fera le parti républicain, de l'attitude qu'il va prendre, de la ligne de conduite qu'il suivra, et de la part de toutes les fractions, de tous les groupes républicains ce serait une méprise singulière de ne pas tenir compte de la gravité de la situation, de ne pas comprendre qu'ils sont comme tout le monde à un moment décisif. Rien n'est plus facile sans doute que de se retrancher dans le sentiment de la victoire, de revendiquer le pouvoir comme un droit, de représenter sans cesse la majorité républicaine sortie des élections comme l'unique et souveraine régulatrice de toute chose. Et après? C'est là un thème de polémiques et de discours, ce n'est pas une politique, et lorsqu'on s'est justement élevé contre le système qui tendrait à gouverner avec le sénat seul malgré la chambre, ce serait une prétention étrange de vouloir gouverner avec la chambre seule contre le sénat, — de sorte que la question est pour le parti républicain exactement ce qu'elle est pour tout le monde. Il s'agit de savoir s'il y a dans la majorité républicaine, dans les fractions modérées de cette majorité, assez de prudence résolue pour se prêter aux transactions possibles, aux tempéraments nécessaires, ou si les violens l'emporteront, dédaignant les concessions, poussant à fond la guerre non plus seulement contre le système du 16 mai, contre le ministère, mais contre le maréchal lui-même. En un mot, il faut choisir entre la violence et la politique.

Si les républicains sont décidés à ne plus s'arrêter, à aller jusqu'au bout de leurs prétentions, on peut dire d'eux ce qu'on dit des fauteurs de gouvernement de combat à outrance : ils entrent dans les hasards, c'est le commencement des aventures, et avec les aventures il n'y a point à raisonner. La force décide, c'est à chacun de savoir ce qu'il fait, ce qu'il peut, surtout ce qui l'attend le lendemain. Vous accusez les autres de mauvais desseins contre la constitution, et vous ne parlez vous-mêmes que de la détruire et de lui infliger un premier échec; vous avouez naïvement la pensée de rendre la position tellement intolérable au maréchal qu'il soit obligé de se démettre, — ce qui n'est qu'une violence déguisée, ou une forfanterie irritante peu digne d'hommes sérieux. Vous ne voyez pas que, selon le mot vulgaire, vous faites le jeu de vos adversaires et vous leur donnez des armes. A quoi

donc a servi jusqu'ici la violence sous toutes les formes? Elle n'a jamais été qu'une manière de tout compromettre et de tout perdre. Si la république a tant de difficultés et de préjugés à vaincre, si elle reste encore si décriée et si suspecte auprès de tant d'esprits, c'est surtout parce qu'elle porte la peine des procédés de violence et d'agitation, parce qu'on ne la voit pas encore complétement dégagée des fureurs qui usurpent son nom. Si depuis quelques années elle a gagné en crédit, si elle a pu s'établir régulièrement, légalement, c'est parce qu'on a substitué la politique à la violence, parce qu'on a su être modéré, faire des concessions, des sacrifices à l'esprit conservateur du pays. La république telle qu'elle a été réglée par la constitution de 1875, c'est le prix de la modération et de la politique. Et qu'on se le rappelle bien : si la dernière chambre a pu offrir un prétexte plus ou moins plausible, plus ou moins spécieux à un retour offensif de réaction, c'est parce qu'elle a paru se livrer aux agitations stériles, abuser de son pouvoir et rendre tout impossible ou tout possible. Voilà la vérité.

Le moment est-il venu de renoncer par impatience à ce qui a fait de la république un régime régulier, de renouer les traditions révolutionnaires? Dès l'ouverture de la session, d'ici à huit jours, les républicains vont avoir l'occasion de montrer s'ils sont un parti mené par les influences agitatrices, ou s'ils restent un parti réellement politique, sachant se contenir, résister même à des ressentimens légitimes, et se défendre non-seulement des violences de la rue, ce qui est aujourd'hui bien facile, mais des violences de parlement. Ils vont avoir surtout, dès leur réunion, deux occasions décisives : la vérification des pouvoirs, qui est le préliminaire de tout, et le budget, dont la discussion est nécessairement prochaine, puisque l'on touchera à la fin de l'année, puisqu'il faut voter sans retard les contributions directes que les conseils-généraux ont encore à répartir. Là est la première épreuve de l'esprit politique de la nouvelle chambre.

Eh! sans doute, la majorité qui va se retrouver à Versailles revient du combat avec des blessures et des griefs. Les députés qui ont triomphé ont eu à lutter contre l'administration tout entière, qui n'a épargné aucun moyen pour les faire échouer. Les conquêtes laborieuses du gouvernement ont été achetées au prix d'un déploiement immodéré d'influences officielles. On a usé et abusé, c'est convenu. Va-t-on cependant recommencer, dans des proportions plus vastes encore, cette campagne d'éliminations et d'invalidations qui n'a pas peu contribué à compromettre, dès le début, la dernière chambre? Au premier moment, on ne parlait de rien moins que de casser tout ce qui portait le sceau de la candidature officielle. Naturellement, l'excès de ce procédé est bientôt apparu aux esprits plus calmes, et il reste toujours à savoir quelle sera la mesure des rigueurs appliquées à la vérification des élections.

Qu'on saisisse les abus les plus crians, qu'on frappe surtout là où il y a eu quelque illégalité flagrante, là où l'élection a pu être notoirement viciée, rien de mieux; au-delà, ce ne serait plus qu'un entraînement dangereux. D'abord on a l'air d'exercer une vengeance de parti, et le plus souvent les invalidés renvoyés devant les électeurs reviennent avec un mandat nouveau qui ressemble à une protestation contre la partialité du vote d'invalidation. Et puis, dans l'intérêt même de la dignité publique, est-il bien utile de regarder de trop près tous les détails dans ce vaste laboratoire du suffrage universel? Ne risque-t-on pas de jeter quelque déconsidération sur l'origine du pouvoir parlementaire en étalant ou en prolongeant trop le spectacle de ces pressions qui se disputent de pauvres gens, de ces manéges de bulletins gommés ou non gommés qui ont un côté assez triste? Qu'on fasse quelques exemples, le reste n'est plus qu'une guerre de broussailles, qui n'est souvent que puérile, et qui deviendrait dangereuse dès qu'elle dépasserait une certaine limite, qui ne serait qu'un élément de plus dans un conflit que tous les esprits prévoyans doivent s'efforcer d'apaiser.

Quelques élections disputées, validées ou invalidées, ce n'est encore rien. Le point grave, c'est le budget. Ici tout devient pressant. Il y a une résolution à prendre sans perdre de temps. Le budget doit être voté avant le 1er janvier, et ce qui est en question, c'est ni plus ni moins la marche régulière des services publics. Qu'il y ait des chocs politiques, des difficultés parlementaires, des rivalités de pouvoirs, soit, tout cela est possible; mais l'idée de laisser en souffrance, sous une forme quelconque, le budget de l'état, cette idée n'a pu assurément venir un seul instant à des esprits sérieux, quelque passionnés qu'ils puissent être. Les complications profondes, sérieuses, qui en résulteraient aussitôt et qui se succéderaient rapidement seraient d'une telle nature que les conséquences ne tarderaient pas à retomber sur ceux qui n'auraient pas craint de se prêter à cet immense désordre. Imagine-t-on ce qui arriverait, si pour le 1er janvier le budget n'était pas voté, si tous les services publics n'étaient point assurés, sous prétexte que la chambre ne serait pas absolument satisfaite d'un ministère que M. le président de la république aurait constitué? Non, ce n'est pas cela, dira-t-on, l'esprit de parti n'ira pas jusqu'à ces extrémités dont le pays tout entier souffrirait bien vite. On ne se donnera pas le ridicule de refuser le budget, on votera l'essentiel, puis on tirera les cordons de la bourse pour certaines dépenses, on disputera certains crédits, et on n'accordera que des douzièmes provisoires. Ceux qui font ces beaux projets ne soupçonnent pas apparemment les confusions qu'ils créeraient, les interruptions de services qu'ils provoqueraient, les coups qu'ils porteraient à la marche des affaires par ce vote marchandé, fractionné et toujours incertain du budget, sans parler des dangers

d'un autre genre qui pourraient naître chemin faisant. Tout cela aurait trop l'air d'une taquinerie ridicule, ou ce ne serait que le déguisement d'une guerre systématique, préméditée, poursuivie à travers tout pour arriver à la disparition plus ou moins volontaire, plus ou moins forcée de M. le maréchal de Mac-Mahon, — et si c'était là en effet une partie du système, la question reviendrait toujours à savoir si dans l'intérêt de la république il y a de la prévoyance à pousser cette guerre jusqu'au bout.

Oui, sérieusement, c'est une question grave de savoir si les républicains eux-mêmes sont intéressés à renverser M. le maréchal de Mac-Mahon, ou même à lui créer des conditions tellement difficiles qu'il doive être amené à se démettre volontairement. Qu'on y réfléchisse bien, il s'agit aujourd'hui de résolutions décisives, d'un plan de conduite auquel tout ce qui n'est qu'incident doit rester nécessairement subordonné. La difficulté immense a été jusqu'ici d'arriver à la constitution régulière de la république, la difficulté qui reste encore à résoudre est de la faire vivre, de l'acclimater. Jusqu'ici la république en France n'a eu qu'une existence artificielle, agitée et éphémère. Toutes les fois qu'elle a reparu, elle est invariablement morte de mort violente; elle a disparu dans les convulsions et sous les coups de la force, faute d'être constituée de façon à offrir des garanties d'ordre et de durée pacifique. Aujourd'hui elle a une organisation conservatrice, elle est à peu près sûre, si on y met de la bonne volonté, de franchir son étape, d'arriver au terme légal fixé par la constitution, et à ce moment, dans l'état des partis monarchiques, elle a encore tout droit d'espérer pouvoir renouveler son bail, si on nous passe cette expression. Eh bien! c'est sur ce point que nous appelons l'attention de tous les républicains sérieux. Est-on intéressé à montrer que la république ne peut décidément pas aller jusqu'au bout de son bail, qu'elle ne peut franchir son étape sans laisser en chemin un morceau de la première constitution conservatrice qu'elle ait eue? A-t-on réellement intérêt à renouveler le spectacle de cette instabilité invariable, des agitations qui en résulteraient inévitablement? Voilà la question, et si pour éviter le danger il y a des sacrifices nécessaires, des concessions indispensables, pénibles si l'on veut, on doit les accepter résolûment, ne fût-ce que pour s'épargner les périls et les crises du lendemain. La vérité du moment est là, et c'est ainsi que du fond des choses naît la nécessité d'une transaction utile au parlement, à la majorité républicaine, comme à M. le maréchal de Mac-Mahon, et avant tout utile au pays qui l'attend.

CH. DE MAZADE.

ESSAIS ET NOTICES.

I. *Les Harangues de Démosthène*, texte grec avec commentaire, introduction et notices, par M. Henr. Weil, correspondant de l'Institut, doyen de la faculté des lettres de Besançon. Paris, 1873. — II. *Les Plaidoyers politiques de Démosthène*, première série : *Leptine, Midias, Ambassade, Couronne*, par le même. Paris, 1877. Hachette.

Comprendre Démosthène, c'est-à-dire comprendre la plus belle éloquence qui ait existé, il n'y a guère dans l'étude des lettres de meilleur ni de plus difficile emploi de l'intelligence. Les deux volumes de M. Weil nous y aideront beaucoup. La *Revue* a déjà offert à ses lecteurs la première partie d'un travail historique et littéraire où le grand orateur, suivi dans tout le cours de sa carrière, nous est surtout montré dans la société civile et politique où il a vécu. C'est le premier ouvrage français qui, par la sûreté de la science et la valeur des appréciations, s'annonce comme digne d'un tel sujet. M. George Perrot a entrepris sous une forme plus accessible à la majorité du public, et poussé déjà beaucoup plus loin une grande étude sur les orateurs attiques, analogue à celle qui occupe en même temps M. Blass, professeur à l'université de Kiel, et que ce savant a très heureusement conduite jusqu'à Isée. Mais jamais aucun travail de critique littéraire, quelle qu'en soit la valeur, ne dispensera de secours d'un autre genre celui qui voudra se rendre compte par lui-même de l'éloquence de Démosthène. C'est par le détail, en pareil cas, qu'on doit procéder. Dans chacune des œuvres oratoires que nous a laissées ce maître de la parole antique, qu'a-t-il voulu et qu'a-t-il pu faire? voilà ce qu'il faudrait bien savoir avant de porter soi-même un jugement. Étudier attentivement le texte, reconnaître à travers les obscurités de l'histoire le point juste de chaque situation, se démêler au milieu des variations journalières de la politique dans une période pleine de troubles et de brusques changemens, voir nettement l'état des partis et la position personnelle de l'orateur, les influences ou les susceptibilités qu'il lui faut ménager, ce qu'il peut dire et ce qu'il doit taire, deviner les argumens d'un adversaire ou d'un contradicteur absent : voilà quels seraient les élémens d'une appréciation judicieuse qui ne voudrait ni admirer, ni critiquer au hasard. Si M. Weil nous donnait tout cela, il nous rendrait un inappréciable service : il ne nous donne pas tout, ce qui est absolument impossible; mais il nous donne beaucoup, et tous les amis des lettres anciennes lui en doivent une vraie reconnaissance.

D'abord il leur offre un texte. Son travail ajoute deux volumes à la grande et utile collection des Classiques grecs et latins publiés par la maison Hachette. Ces deux volumes compteront sans contredit parmi les

meilleurs. La critique du texte, sauf peut-être quelque excès de hardiesse, y est excellente. Il semblerait de prime abord qu'elle ne constituait pas la tâche la plus considérable ni la plus difficile. De bons manuscrits, un surtout que possède notre Bibliothèque nationale, et l'usage qu'en avaient fait Immanuel Bekker, Baiter et Sauppe, W. Dindorf, Vœmel, mettaient à la disposition du nouvel éditeur des ressources qu'on est loin de trouver pour tous les auteurs de l'antiquité. Il ne faudrait pas croire cependant que tout fût fait et que M. Weil n'ait pas eu à faire preuve de vigilante attention, de sagacité, de science et de goût. Il y a encore à choisir parmi les diverses leçons qui se partagent quelquefois la faveur des savans; il y a des interpolations à retrancher, quelques omissions à réparer, et surtout, c'est là le plus délicat et le plus intéressant, il y a à se prononcer sur l'authenticité, soit de morceaux considérables, soit même de discours entiers.

En général on ne se doute guère des vicissitudes par lesquelles a dû passer un texte que l'on admire par sentiment personnel ou sur la foi de la tradition. On lit, par exemple, la IVe *Philippique*, et on la lit avec plaisir. Sur ce fonds d'idées commun aux *Philippiques* : l'inertie des Athéniens, l'activité perfide de Philippe, les flatteries pernicieuses des traîtres, la nécessité de combattre le péril par tous les moyens, même par l'alliance avec la Perse, et surtout par le réveil des vertus patriotiques, se développe un discours suivi, où les grandes qualités de l'orateur, sa netteté, sa force, son âpreté mordante, captivent souvent l'intérêt. Mais voici que la critique, en y regardant de plus près, remarque à la suite des commentateurs anciens qu'un bon tiers est emprunté à la harangue sur *la Chersonèse*, prononcée quelques mois auparavant. Comment s'expliquer une pareille répétition, et comment croire que l'assemblée des Athéniens l'ait soufferte? Ce n'est pas tout. Voici une contradiction flagrante avec ce qui paraît être une des plus constantes préoccupations de la politique intérieure de Démosthène. Un usage démocratique qui remontait à Périclès absorbait, sous le nom de fonds *théorique*, pour le plaisir et le bien-être du peuple, les anciens fonds de la guerre et même une partie considérable des revenus de l'état. De là des conséquences désastreuses : le retard et l'insuffisance des armemens, la mollesse du peuple, des dangers graves pour la sécurité et pour la moralité publiques. Démosthène brava l'impopularité et peut-être même le péril attaché aux attaques contre ce funeste abus. Dès les *Olynthiennes*, il demandait que le théorique restituât à la guerre ce qu'il lui avait enlevé; il revenait à la charge dans le discours sur *la Chersonèse*; enfin, deux ans après la date assignée à la IVe *Philippique*, il réussit à faire accepter au peuple le sacrifice temporaire de ces distributions, pendant la période la plus énergique et la plus heureuse de la lutte contre Philippe. Or plusieurs pages du discours en question contiennent une apo-

logie de ces distributions et réfutent les déclarations auxquelles le théorique sert de thème contre le véritable intérêt des pauvres comme des riches. Qu'est-ce donc que cette harangue où Démosthène se répète et se contredit avec une telle invraisemblance? Est-ce bien lui qui en est l'auteur, ou ne faudrait-il pas plutôt l'attribuer à quelque faussaire inconnu qui aurait fait, avec des matériaux pris en grande partie au vrai Démosthène, un composé assez habile, sauf sur un point où il se trahit lui-même? C'est à cette supposition que se sont arrêtés des critiques d'une grande autorité, Valckenaer, F.-A. Wolf, Bœckh, et, à leur suite, Grote et A. Schaefer. D'autres ne l'admettent qu'en partie; d'autres enfin, comme lord Brougham, la rejettent complétement.

C'est que les discours qui nous sont venus sous le nom de Démosthène ou des autres orateurs de l'antiquité ne peuvent être la reproduction fidèle de ce qu'ils avaient dit à l'assemblée ou dans les tribunaux. Il n'existait aucune garantie d'exactitude dans le mode de publication. D'abord l'auteur lui-même retravaillait son œuvre et pouvait en altérer notablement la forme primitive; et puis, comme il ne faisait guère lui-même d'édition complète et officiellement authentique de ses discours, son nom était livré à la spéculation des faussaires ou aux erreurs des collectionneurs de manuscrits. C'est ce qui explique les doutes de la critique ancienne sur la légitimité d'un grand nombre d'attributions et les hardiesses sceptiques de l'érudition moderne. M. A. Schaefer, le consciencieux et très utile auteur du livre sur *Démosthène et son temps,* ne craint pas de supprimer plus de la moitié des discours du grand orateur qui figurent dans nos recueils, 31 sur 60. Et, dans ceux qui ne sont pas suspects, que de questions de détail n'a-t-on pas soulevées! Quelques critiques anciennes au sujet de la composition du discours *sur l'Ambassade* étaient venues jusqu'à nous, ou, pour parler avec plus de précision, des commentateurs inconnus avaient relevé dans une œuvre d'ailleurs très hautement prisée quelques négligences de rédaction, d'où ils concluaient que Démosthène n'y avait pas mis la dernière main. Cette conclusion est singulièrement dépassée par la plupart des derniers appréciateurs : ils découvrent à l'envi des transpositions et des lacunes, et bouleversent si bien le malheureux discours, qu'on en serait réduit à supposer les accidens les plus invraisemblables pour expliquer ce désordre des manuscrits. Un autre y signale des interpolations. « Gardons-nous, dit sagement M. Weil, d'ôter à Démosthène des morceaux très anciens au nom d'une science qui pourrait bien n'être que l'ignorance. »

Voici qui est plus surprenant. Si l'antiquité nous a légué un modèle oratoire, c'est assurément le plaidoyer *sur la Couronne.* Eh bien, M. Kirchhoff vient de découvrir que nous admirons avec une confiance aveugle un composé de deux rédactions maladroitement juxtaposées,

l'une antérieure, l'autre postérieure aux débats. Qu'aurait pensé Cicéron de cette découverte? Cependant le point de départ de M. Kirchhoff est juste. Sans doute Démosthène avait d'avance arrêté le plan et même écrit les parties essentielles de sa défense; sans doute aussi, devant le tribunal, répondant à des attaques imprévues de son adversaire, il s'était livré à l'inspiration du moment; et enfin, après cette grande lutte oratoire, il avait réuni dans une rédaction définitive sa première rédaction avec les additions et les modifications faites devant les juges. Peut-on retrouver les traces de ce double travail de rédaction? La question est intéressante, et il faut louer tout au moins la vigilance attentive du savant critique qui la soulève; mais je crains que l'éloge ne puisse aller plus loin. Le discours *sur la Couronne* me paraît former un corps si merveilleusement agencé, qu'à mes yeux toute modification en trouble l'économie. Sous son apparence de désordre, c'est le chef-d'œuvre de la composition oratoire; la passion, la volonté, l'art, l'ont façonné de telle sorte qu'ils n'y ont pas laissé de partie neutre, si on me passe l'expression : toute suppression y tranche dans le vif. Je suis donc plus respectueux ou plus timide, non-seulement que M. Kirchhoff, mais aussi que M. Weil : et, pour conclure, je pense que la rédaction primitive, antérieure aux débats, dont l'existence à un certain moment est très vraisemblable, a disparu pour nous, parce qu'elle s'est complétement fondue dans la rédaction définitive, digne monument du triomphe de Démosthène, où il a mis après coup toute sa science. Cette rédaction définitive, œuvre méditée de l'auteur lui-même, c'est ce qu'Eschine a lu dans son école de Rhodes à ses disciples émerveillés et ce que nous possédons aujourd'hui. Il est des cas où la sagacité de la critique moderne est moins contestable. Ainsi presqu'au début de la *Midiane* une lacune considérable a été signalée avec une grande vraisemblance par Buttmann, et cette lacune, Bœckh l'explique très naturellement, en même temps que certaines imperfections, par cette remarque que l'orateur, étant entré en arrangement avec Midias et n'ayant par suite ni prononcé ni publié son discours, ne l'avait pas complétement achevé dans le détail.

Voilà un aperçu des difficultés que rencontre un éditeur de Démosthène. On voit que, pour les résoudre, il ne lui suffit pas de savoir interroger les manuscrits; il lui faut encore une grande pénétration historique et un sentiment de l'art très délicat. M. Weil comprend que ces différentes qualités sont également nécessaires; il fait plus, il les possède. C'est un helléniste et un historien consommé. Je ne sais si dans ces obscures matières il amènera tous ses lecteurs à partager ses opinions : aucun ne lui refusera le mérite d'une critique bien informée, honnête et personnelle. C'est un guide qu'on est d'autant plus tenté de suivre qu'on voit clairement par où il passe, et que, s'il est le premier

à montrer les difficultés de la route, il montre aussi, au bout des incertitudes et des détours, un but dernier qu'il prétend atteindre. Sa critique, circonspecte et pénétrante, n'est point, en somme, négative; il reconnaît les limites du doute, et, après avoir analysé, il vise et réussit à reconstruire.

La suite des consciencieuses notices qui précèdent chacun des discours, comme l'excellente biographie qui ouvre le premier volume, nous donne une vue générale de la politique de Démosthène, avec sa prudence et son audace, avec ses habiletés et sa souplesse, selon les circonstances, mais aussi avec son intelligente ténacité et sa grandeur. Peu à peu nous comprenons et nous apprécions sa carrière : ses commencemens pénibles, ses luttes contre les ennemis du dedans et du dehors, ses progrès dans l'opinion publique, quoiqu'un effet immédiat ne suive pas toujours chacun de ses efforts oratoires, ses jours de triomphe et ses défaites quand la fortune l'abat avec son pays; en somme, malgré certaines ombres, l'incomparable éclat de cette gloire d'orateur et de patriote. Il y a en effet des ombres dans cette gloire et des faiblesses dans ce grand caractère. Reconnaissons-le quand il le faut, et blâmons ce qui mérite d'être blâmé; ayons soin seulement de subordonner notre jugement à notre connaissance des faits et, jusqu'à plus ample informé, défions-nous de notre première impression. Ainsi la lecture de la *Midienne* nous est singulièrement gâtée quand nous savons ce qu'il est advenu de ce déploiement d'éloquence, et que l'offensé, après avoir accepté l'argent de l'offenseur, a tout simplement renoncé à débiter son discours. Que signifient donc ces peintures enflammées de l'ouvrage, et ces accens de haine, et ces protestations répétées qu'il n'abandonnera pas la poursuite, qu'il ne trahira pas les intérêts du peuple engagés dans la répression, qu'enfin il ne se suicidera pas lui-même par un marché indigne? N'est-ce pas justifier d'avance le sarcasme méprisant d'Eschine sur « cet homme qui se fait de sa tête un revenu? » Sans doute; mais il faut savoir aussi qu'en réalité Démosthène n'aurait obtenu qu'une condamnation insignifiante; mais son redoutable ennemi, depuis l'affront des Dionysies, avait su lui susciter de nouveaux périls, et pouvait entraver à chaque instant sa carrière; mais précisément alors, un an déjà après le commencement de la querelle, les puissans amis de Midias, Eubule en tête, étaient prêts à aider le jeune orateur, que des considérations politiques faisaient incliner vers leur parti. Devait-il donc refuser tout accommodement, et, pour une satisfaction dérisoire, se fermer le présent et peut-être l'avenir? Nous sommes loin de tout savoir sur les rapports de Démosthène et de Midias; mais ce que nous savons suffit pour nous faire atténuer la rigueur de notre première sentence. Pour la prononcer en toute sécurité de conscience, il faudrait bien connaître les circonstances et les événemens; il faudrait analyser

et mesurer tous ces maux dont l'atteinte inévitable se faisait alors sentir à quiconque entrait résolûment dans le mouvement de la vie politique; il faudrait en particulier savoir quel était le degré de moralité que les mœurs du temps exigeaient d'un avocat. « Le fils de l'armurier, dit Plutarque à propos du procès de Phormion et d'Apollodore, vendit aux deux parties des armes sorties du même atelier. » L'allégation peut être contestée; mais il est certain que, même dans les discours politiques, l'avocat se fait jour bien souvent chez cet élève d'Isée, initié par son maître à tous les secrets du métier. Rien ne le fait mieux voir que le discours sur la loi de Leptine, composé quelques années avant la *Midienne*. Et cependant comment ne pas s'associer à l'admiration du stoïcien Panétius pour le caractère d'élévation qui domine dans ce même discours?

Admirer en connaissance de cause, mais admirer, c'est là le principal dans ces beaux sujets où se voient en pleine activité les puissantes facultés d'un grand homme combattant pour lui-même et pour tous, dans une société malade, d'une délicatesse intellectuelle exquise et d'une profonde corruption. Combien ne faudrait-il pas regretter les études historiques de détail, si elles réussissaient à voiler la suite de ses desseins politiques, et la persistance des grandes qualités qui firent du simple conseiller d'une démocratie capricieuse le digne et redoutable adversaire d'un prince absolu, maître de mener à son gré l'exécution de ses profondes et habiles conceptions. Ces études sont indispensables; mais elles n'ont de valeur qu'autant qu'elles se subordonnent à une intelligence générale des questions, et que, dans l'appréciation des œuvres, elles acceptent la direction supérieure du goût. La science et le goût, voilà les vrais instrumens de la critique appliquée à l'antiquité. Le goût n'a de consistance et de sûreté qu'en s'appuyant sur des connaissances exactes et précises; mais sans lui la science ne peut rien. On est assez porté à l'oublier aujourd'hui; après lui avoir tout donné, nous avons changé à ce point que nous ne serions pas éloignés de lui tout refuser. Supprimer le goût dans l'étude des œuvres antiques, ce serait un vrai non-sens. Peut-être est-il naturel de rappeler, à l'occasion d'un travail digne de servir d'exemple et fait dans un esprit vraiment français, que le but de la critique érudite, quand elle s'occupe d'hommes comme Démosthène, est d'éclairer et non de détruire l'admiration.

JULES GIRARD.

Le directeur-gérant, C. BULOZ.

LA

MALADIE DU PESSIMISME

AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

I.

UN PRÉCURSEUR DE SCHOPENHAUER, LEOPARDI.

Est-il vrai que le monde soit mauvais, qu'il y ait un mal radical, absolu, invincible, dans la nature et dans l'humanité, que la vie soit le don funeste d'un pouvoir malfaisant ou la manifestation d'une volonté déraisonnable, est-il vrai, en un mot, que l'existence soit un malheur, et que le néant vaille mieux que l'être? Ces propositions sonnent étrangement aux oreilles des hommes de notre temps, étourdis par le bruit de leur propre activité, justement fiers des progrès de l'industrie et de la science, et dont le tempérament, médiocrement élégiaque, s'accommode à merveille d'un séjour prolongé sur cette terre, des conditions laborieuses qui leur sont faites, de la somme des biens et des maux qui leur sont départis. Elle existe cependant, cette philosophie qui maudit la vie, et non-seulement elle se manifeste dans quelques livres brillans et aventureux, comme un défi jeté à l'optimisme scientifique et industriel du siècle, elle se développe par la discussion même, elle se propage par une contagion subtile dans un certain nombre d'esprits qu'elle trouble. C'est une sorte de maladie intellectuelle, mais une maladie privilégiée, concentrée jusqu'à ce jour dans les sphères de la haute

culture, dont elle paraît être une sorte de raffinement malsain et d'élégante corruption.

On a parlé ici, à diverses reprises, de cette théorie du pessimisme, à propos des systèmes de Schopenhauer et de Hartmann, dont elle constitue la partie morale (1). Nous ne recommencerons pas ce qui a été si bien fait. C'est à un autre point de vue que nous voudrions nous placer. La question mérite d'être approfondie en elle-même et généralisée, en dehors des formes doctrinales que lui impose la nouvelle philosophie allemande ou de l'explication métaphysique qu'elle en propose. Il y a là quelque chose comme une crise cérébrale et littéraire à la fois, qui dépasse l'enceinte d'un système. Nous essaierons de l'analyser dans quelques grands sujets d'étude, d'en noter les analogies à travers les milieux les plus différens, et, par l'examen des formes comparées et des symptômes, de remonter jusqu'à la source de ce mal essentiellement moderne. Une pareille étude est plus de curiosité psychologique que d'utilité pratique. Il n'est guère à craindre que cette philosophie soit jamais autre chose en Europe qu'une philosophie d'exception, et que l'humanité civilisée s'abandonne un jour à la mortelle séduction de ces conseillers du désespoir et du néant. Mais cette exception mérite d'être analysée avec soin en raison même des auteurs qui lui ont donné une place dans la cité des idées, cité fort mêlée et discordante, d'un inépuisable intérêt pour l'observateur.

I.

Nous avons dit que c'était là un mal essentiellement moderne : il faut s'entendre. Il y a eu de tout temps des pessimistes, il y a un pessimisme contemporain de l'humanité. Dans toutes les races, dans toutes les civilisations, des imaginations puissantes ont été frappées de ce qu'il y a d'incomplet, de tragique dans la destinée humaine ; elles ont donné à ce sentiment l'expression la plus touchante et la plus pathétique. De grands cris de tristesse et de désespoir ont traversé les siècles, accusant la déception de la vie et la suprême ironie des choses. Ce désaccord de l'homme avec sa destinée, la mise en opposition de ses instincts et de ses facultés avec son milieu, la nature hostile ou malfaisante, les piéges et les surprises du sort, l'homme lui-même plein de doute et d'ignorance, souffrant par sa pensée et par ses passions, l'humanité livrée à des luttes sans trêve, l'histoire pleine des scandales de la force, la maladie

(1) MM. Challemel-Lacour, Albert Réville, Paul Janet, dans la *Revue* du 15 mars 1870, du 1er octobre 1874, du 15 mai et du 1er juin 1877.

enfin, la mort, la séparation violente par l'inconnu des êtres qui se sont le plus aimés, toutes ces souffrances et ces misères forment comme une clameur immense qui retentit du fond des consciences dans la philosophie, dans la religion, dans la poésie des peuples. Mais ces plaintes ou ces cris de révolte, quel qu'en soit l'accent profond et passionné, sont presque toujours, dans les races et les civilisations anciennes, des accidens individuels : ils expriment la mélancolie d'un tempérament, la gravité attristée d'un penseur, le bouleversement d'une âme sous le coup du désespoir; ils n'expriment pas, à proprement parler, une conception systématique de la vie, la doctrine du renoncement à l'être. Job maudit le jour où il est né : « L'homme né de la femme vit peu de jours tout pleins de misères; » mais Jehovah parle, foudroie de ses évidences le doute ingrat, la plainte injuste, la vaine révolte de son serviteur, il le relève en l'éclairant et le sauve de lui-même. Salomon déclare « qu'il est ennuyé de la vie, voyant tous les maux qui sont sous le soleil, et que toutes choses sont vanité et affliction d'esprit (1); » mais ce serait une interprétation bien superficielle que celle qui ne voudrait voir dans cette sombre poésie de l'*Ecclésiaste* que le côté du désespoir sans y voir en même temps le contraste des vanités de la terre, épuisées jusqu'au dégoût par une grande âme, avec des fins plus hautes qui l'attirent, et comme l'antithèse éternelle qui résume toutes les luttes du cœur de l'homme, sentant sa misère dans l'ivresse de ses joies et cherchant au-dessus de lui-même ce qui doit combler le vide de son ennui.

Des sentimens analogues se rencontrent dans l'antiquité grecque et romaine. On a noté des traits de profonde mélancolie soit chez Hésiode et Simonide d'Amorgos, soit dans les chœurs de Sophocle et d'Euripide, soit chez Lucrèce et Virgile. C'est de la Grèce qu'est partie cette plainte touchante : « Le mieux pour l'homme est de ne pas naître, et, quand il est né, de mourir jeune. » M. de Hartmann n'a pas manqué de relever un passage de l'*Apologie*, où Platon lui fournit une image expressive pour faire ressortir la proposition fondamentale du pessimisme, que le non-être est préférable en moyenne à l'être : « Si la mort est la privation de tout sentiment, un sommeil sans aucun songe, quel merveilleux avantage n'est-ce pas que de mourir! Car, que quelqu'un choisisse une nuit ainsi passée dans un sommeil profond, que n'aurait troublé aucun songe, et qu'il compare cette nuit avec toutes les nuits et tous les jours qui ont rempli le cours entier de sa vie; qu'il réfléchisse et qu'il dise en conscience combien dans sa vie il y a eu de jours et de nuits plus heureux et plus doux que celle-là; je suis persuadé que

(1) L'*Ecclésiaste*, II, 17.

non-seulement un simple particulier, mais que le grand roi de Perse lui-même en trouverait un bien petit nombre, et qu'il serait aisé de les compter. » Aristote (1) a remarqué, avec une justesse pénétrante, qu'il y a une sorte de tristesse qui semble être le partage du génie. Il traite la question en physiologiste; mais ne peut-on pas dire, à un autre point de vue, en complétant sa pensée, que la hauteur où s'élève le génie humain ne sert qu'à lui montrer avec plus de clarté et sur de plus larges surfaces la frivolité des hommes et la misère de la vie? Nous rappellerons enfin qu'il y eut en Grèce comme une école de pessimisme ouverte par le fameux Hégésias, si éloquent dans ses sombres peintures de la condition humaine qu'il reçut le nom de *Peisithanatos*, et qu'on fut obligé de fermer son école pour soustraire ses auditeurs à la contagion du suicide. Le fond de cette amère philosophie, que nous ne connaissons que par quelques phrases de Diogène Laerce et de Cicéron, reste fort obscur; il est assez difficile de savoir si ce conseiller trop persuasif de la mort prêchait à ses disciples le mépris de la vie considérée en soi ou seulement en comparaison de la vie future, et la mort comme une délivrance ou comme un progrès.

Quoi qu'il en soit de cette singularité philosophique, il n'en reste pas moins bien établi que ce genre de sentimens est rare chez les anciens, et c'est un grave tort au poète du pessimisme, à Leopardi, d'avoir imaginé, pour les besoins de sa cause, une antiquité de fantaisie, d'avoir voulu nous persuader que le pessimisme était dans le génie des grands écrivains d'Athènes et de Rome : système ou erreur, ce point de vue gâte parfois en lui le sens si pénétrant et si fin qu'il a de l'antiquité. Rien de plus chimérique que cette Sapho méditant sur les grands problèmes :

> ... Arcano è tutto
> Fuor che il nostro dolor...

Ce n'est plus l'inspirée, la possédée de Vénus qui parle ici, c'est quelque blonde Allemande rêvant d'un Werther inconnu et s'écriant « que tout est mystère, hormis notre douleur. » C'est dans le même sens et sous l'empire de la même idée que Leopardi force l'interprétation des deux paroles célèbres de Brutus et de Théophraste au moment de mourir (2), l'un reniant la vertu pour laquelle il meurt, l'autre reniant la gloire pour laquelle il a oublié de vivre. Ces paroles, à supposer qu'elles soient authentiques et qu'elles n'aient pas été recueillies dans quelque vague légende par Diogène Laerce et Dion Cassius, ne pouvaient évidemment avoir dans la

(1) *Problèmes*, XXX.

(2) *Comparazione delle sentenze di Bruto e Teofrasto*. — M. Aulard, *Essai sur les idées philosophiques de Leopardi*, p. 114.

bouche qui les a prononcées la signification toute moderne que leur attribue un trop subtil et trop ingénieux commentaire. D'ailleurs Leopardi se corrige lui-même, il rentre dans la vérité de l'histoire morale des races et des temps quand il dit, en passant, dans le même ouvrage, « que la source de ces pensées douloureuses, peu répandues parmi les anciens, se trouve toujours dans l'infortune particulière ou accidentelle de l'écrivain ou du personnage mis en scène, imaginaire ou réel. » Mais il donne de fréquens démentis à cette réflexion si juste. — Le fond de la croyance antique est que l'homme est né pour être heureux, et que, quand il ne réussit pas à l'être, c'est par la faute de quelque divinité jalouse ou d'une vengeance des dieux. Ce qui domine chez les anciens, c'est le goût de la vie et la foi au bonheur terrestre qu'ils poursuivent avec opiniâtreté : il semble, quand ils souffrent, qu'ils soient dépossédés d'un droit.

M. de Hartmann marque en traits précis cette idée de l'optimisme terrestre qui régit le monde antique (juif, grec, romain). Le Juif attache un sens temporel aux bénédictions du Seigneur : le bonheur pour lui, c'est que ses greniers soient remplis de gerbes et que ses pressoirs regorgent de vin (1). Ses conceptions sur la vie n'ont rien de transcendant, et, pour le rappeler à cet ordre supérieur de pensées et d'espérances, il faut que Jehovah lui parle par ses prophètes ou l'avertisse en le châtiant. La conscience grecque, après qu'elle a épuisé les nobles ivresses de l'héroïsme, cherche la satisfaction de ce besoin de bonheur dans les jouissances de l'art et de la science, elle se complaît dans une théorie esthétique de la vie (2). L'existence est le premier des biens; on se rappelle le mot d'Achille aux enfers dans *l'Odyssée :* « Ne cherche pas à me consoler de la mort, noble Ulysse; j'aimerais mieux cultiver comme mercenaire le champ d'un pauvre homme que de règner sur la foule entière des ombres. » C'est le mot de l'*Ecclésiaste :* « Mieux vaut un chien vivant qu'un lion mort (IX, 4). » — La république romaine introduit ou développe un élément nouveau; elle transforme l'égoïsme de l'individu en égoïsme de race; elle ennoblit le désir du bonheur en le transposant, en marquant à l'homme ce but humain encore, mais supérieur, auquel l'individu doit s'immoler : le bonheur de la cité, la puissance de la patrie. Voilà, sauf quelques exceptions, les grands mobiles de la vie antique : les bénédictions temporelles dans la race d'Israël, les jouissances de la science et de l'art chez les Grecs; chez les Romains, le désir de la domination universelle, le rêve de la grandeur et de l'éternité de Rome.

(1) *Proverbes*. III, 10.

(2) *Philosophie de l'Inconscient*. traduction de M. Nolen.

Dans ces diverses civilisations, il n'y a place que par accident pour les inspirations du pessimisme. L'ardeur virile au combat de la vie dans ces races énergiques et neuves, la passion des grandes choses, la puissance et la candeur vierge des grands espoirs que l'expérience n'a pas flétris, le sentiment d'une force qui ne connaît pas encore ses limites, la conscience toute fraîche que l'humanité vient de prendre d'elle-même dans l'histoire récente du monde, tout cela explique la foi profonde des anciens dans la possibilité de réaliser ici-bas la plus grande somme de bonheur. Tout cela est juste à l'opposé de cette théorie moderne qui semble être le triste apanage d'une humanité vieillie, la théorie de l'universelle et irrémédiable douleur.

En revanche et par contraste avec le monde antique, on ne saurait nier qu'il y ait des influences et des courans de pessimisme au sein de la doctrine chrétienne ou du moins dans certaines sectes qui l'ont interprétée. Peut-on douter, par exemple, que telle pensée de Pascal ou telle page des *Soirées de Saint-Pétersbourg* ne trouvent leur place, comme des illustrations d'idée ou de style, à côté des analyses les plus amères de la *Philosophie de l'Inconscient*, ou parmi les *canzoni* les plus désespérées de Leopardi? Ce rapprochement ne semblera forcé à aucun de ceux qui savent que le pessimisme du poète italien a revêtu d'abord la forme religieuse. Il y a dans le christianisme un côté sombre, des dogmes redoutables, un esprit d'austérité, de dépouillement, d'ascétisme même, qui n'est pas toute la religion sans doute, mais qui en est une partie essentielle, un élément radical et primitif, avant les atténuations et les amendemens qu'y apportent sans cesse les complaisances du moi naturel ou les affaiblissemens de la foi. D'ailleurs chacun fait un peu la religion à son image et y met le pli particulier de son esprit. Le christianisme vu exclusivement de ce côté et sous cet aspect comme une doctrine d'expiation, comme une théologie des larmes et de l'épouvante, a de quoi frapper des imaginations malades et les incliner à une sorte de pessimisme. Il n'y a pas loin en effet de cette manière de comprendre le christianisme au jansénisme outré. La nature humaine étalée et raillée, la perversité radicale mise à nu, l'incapacité absolue pour le vrai et le bien de nos misérables facultés, le besoin de divertissement de ce pauvre cœur qui veut échapper à lui-même et à l'idée de la mort en s'agitant dans le vide, et sur tout cela, la perpétuelle pensée du péché originel qui plane sur cette âme en détresse avec ses conséquences les plus extrêmes et les plus dures, la vision continue et presque sensible de l'enfer, le petit nombre des élus, l'impossibilité du salut sans la grâce, — et quelle grâce! « non pas seulement la grâce suffisante, qui ne suffit pas, » — enfin cet esprit de mortification sans pitié, ce mépris de

la chair, cette terreur du monde, le renoncement à tout ce qui fait le prix de la vie, un pareil tableau, extrait des *Provinciales* et des *Pensées*, était pour plaire au futur auteur du *Bruto minore* et de la *Ginestra*, dans ses sombres méditations de Recanati. Mais cette analogie de sentimens ne dure pas. Qui ne sent la différence entre les deux inspirations, dès que l'on entre dans une conversation familière avec la grande âme de Pascal, si douloureuse et si tendre? Le pessimisme de Pascal a pour fond une ardente et active charité; il veut contraindre l'homme, il le consterne, il le terrasse. Mais quelle pitié profonde dans cette logique violente! Il ferme toutes les issues à la raison, mais c'est pour la porter d'un élan droit au calvaire et transformer cette tristesse en éternelle joie. Il tourmente son génie à découvrir des démonstrations nouvelles de sa foi; on dirait qu'il succombe sous la responsabilité des âmes qu'il n'aura pas convaincues, des esprits qu'il n'aura pas éclairés.

Il en est de même, à certains égards, bien que pour d'autres raisons, de ce qu'on pourrait appeler le terrorisme religieux de Joseph de Maistre. Certes, au premier aspect, il semble que ce soit un genre de pessimisme que cette apologie lugubre de l'Inquisition, ce dogme de l'expiation appliqué à la pénalité sociale, cette théorie mystique et farouche du sacrifice sanglant, de la guerre considérée comme une institution providentielle, de l'échafaud placé à la base de l'état. Le cœur se serre au spectacle de la vie humaine en proie à des puissances formidables et de la société soumise à un joug de fer, sous un maître qui est un dieu terrible servi par des ministres sans pitié. Mais cet appareil de terreur ne tient pas devant un instant de réflexion. On sent bien vite que ce sont là des paradoxes de combat, des apologies et des affirmations violentes opposées à des attaques et à des négations sans mesure. Joseph de Maistre est un polémiste plutôt qu'un apologiste du christianisme; la bataille a ses emportemens; l'éloquence, la rhétorique, même ont leur ivresse au milieu de la mêlée; celles de M. de Maistre l'entraînent, il ne les gouverne pas, il en est possédé. Les argumens ne lui suffisent plus, il les pousse à l'hyperbole. C'est un grand écrivain à qui manque un peu de raison, un grand peintre qui abuse de l'effet; son pessimisme est de la couleur à outrance.

On chercherait en vain dans l'histoire du christianisme, sauf peut-être dans quelques sectes gnostiques, rien qui ressemble à cette philosophie nouvelle. C'est dans l'Inde que le pessimisme a trouvé ses vrais aïeux; lui-même le reconnaît et s'en glorifie. La parenté des idées de Schopenhauer avec le bouddhisme a été souvent mise en lumière. Nous n'y insisterons pas; nous rappellerons seulement que le pessimisme a été fondé dans la nuit solennelle où, assis sous le figuier de Gaja et méditant sur la misère de l'homme, cherchant

les moyens de se délivrer de ces existences successives qui n'étaient qu'un changement sans fin de misères, le jeune prince Çakya s'écriait : « Rien n'est stable sur la terre. La vie est comme l'étincelle produite par le frottement du bois. Elle s'allume et elle s'éteint, nous ne savons ni d'où elle est venue, ni où elle va... Il doit y avoir quelque science suprême où nous pourrions trouver le repos. Si je l'atteignais, je pourrais apporter aux hommes la lumière. Si j'étais libre moi-même, je pourrais délivrer le monde... Ah! malheur à la jeunesse que la vieillesse doit détruire; ah! malheur à la santé que détruisent tant de maladies; ah! malheur à la vie où l'homme reste si peu de jours!.. S'il n'y avait ni vieillesse, ni maladie, ni mort! Si la vieillesse, la maladie, la mort, étaient pour toujours enchaînées! » Et la méditation continue, étrange, sublime, désolée. « Tout phénomène est vide; toute substance est vide; en dehors il n'y a que le vide. » Ou bien encore : « Le mal, c'est l'existence; ce qui produit l'existence, c'est le désir; le désir naît de la perception des formes illusoires de l'être. Tout cela, autant d'effets de l'ignorance. Donc, c'est l'ignorance qui est en réalité la cause première de tout ce qui semble exister. Connaître cette ignorance, c'est en même temps en détruire les effets (1). » La suprême science est l'ignorance cessant d'être dupe d'elle-même. Elle est en même temps la libération suprême, laquelle a quatre degrés, successivement parcourus par le Bouddha mourant : connaître la nature et la vanité de toutes choses, abolir en soi le jugement et le raisonnement, atteindre à l'indifférence, parvenir enfin à l'évanouissement de tout plaisir, de toute conscience, de toute mémoire. C'est ici que le nirvâna commence : toute lumière est éteinte, c'est la nuit, c'est le néant; mais le néant n'est consommé que dans la plus haute sphère du nirvâna où n'existe même plus l'idée du néant : ni idées, ni absence d'idées, rien.

« Le mal, c'est l'existence, » voilà le premier et le dernier mot du pessimisme. Voilà l'étrange pensée dans laquelle s'absorbe en ce moment quelque pieux Hindou, recherchant la trace des pas de Çakya-Mouni sur le marbre d'un temple de Bénarès. Voilà le problème sur lequel méditent vaguement à cette heure des milliers de moines bouddhistes, dans la Chine, dans l'île de Ceylan, dans l'Indo-Chine, dans le Népal, au fond de leurs couvens et de leurs pagodes, enivrés de rêveries et de contemplations sans fin. Voilà le texte sacré qui sert d'aliment intellectuel à tous ces bonzes, à tous ces prêtres, à tous ces théologiens du *Triptaka* et du *Lotus de la bonne loi*, à ces multitudes qui pensent et qui prient d'après eux et qui se comptent par centaines de millions. Tel est aussi le lien mystérieux

(1) Max Muller, *Essai sur les religions*, traduction de M. Harris.

qui unit ces pessimistes de l'extrême Orient, du fond des siècles et à travers l'espace, à ces philosophes raffinés de l'Allemagne contemporaine, qui, après avoir traversé toutes les grandes espérances de la spéculation, après avoir épuisé tous les rêves et toutes les épopées de la métaphysique, en viennent, saturés d'idées et de science, à proclamer le néant de toutes choses et répètent avec un désespoir savant le mot d'un jeune prince indien, prononcé il y a plus de vingt-quatre siècles sur les bords du Gange : « Le mal, c'est l'existence. »

On comprend maintenant en quel sens et dans quelle mesure il est vrai de dire que la maladie du pessimisme est une maladie essentiellement moderne. Elle est moderne par la forme scientifique qu'elle a prise de nos jours, elle est nouvelle dans les civilisations de l'Occident. Quelle étrange chose que cette renaissance à laquelle nous assistons du pessimisme bouddhiste, avec tout l'appareil des plus savans systèmes, au cœur de la Prusse, à Berlin! Que 300 millions d'Asiatiques boivent à longs traits l'opium de ces fatales doctrines qui énervent et endorment la volonté, cela est déjà fort extraordinaire; mais qu'une race énergique, disciplinée, si fortement constituée pour la science et pour l'action, si pratique en même temps, âpre calculatrice, belliqueuse et dure, le contraire à coup sûr d'une race sentimentale, qu'une nation formée de ces robustes et vivaces élémens fasse un triomphal accueil à ces théories du désespoir relevées par Schopenhauer, que son optimisme militaire accepte avec une sorte d'enthousiasme l'apologie de la mort et du néant, voilà ce qui au premier abord semble inexplicable. Et ce succès de la doctrine née sur les bords du Gange ne s'arrête pas aux bords de la Sprée. L'Allemagne tout entière est devenue attentive à ce mouvement d'idées. L'Italie, avec un grand poète, avait devancé le courant; la France, comme nous le verrons, l'a suivi dans une certaine mesure; elle aussi, elle a ses pessimistes. La race slave n'a pas échappé à cette étrange et sinistre influence. Voyez cette propagande effrénée du nihilisme dont s'effraie, non sans raison, l'autorité spirituelle et temporelle du tsar et qui répand à travers la Russie un esprit de négation effrontée et de froide immoralité. Voyez surtout cette monstrueuse secte des *skopsy*, des mutilés, dont on nous a décrit ici même les ravages (1), et qui, « faisant un système moral et religieux d'une dégradante pratique des harems d'Orient, matérialisant l'ascétisme et le réduisant à une opération de chirurgie, » proclament par ce honteux et sanglant sa-

(1) *L'Empire des tsars et les Russes*, par M. Anatole Leroy-Beaulieu, *Revue* du 1er juin 1875.

crifice que la vie est mauvaise et qu'il est bon d'en tarir la source. C'est la forme la plus dégradée du pessimisme, soit; mais c'en est aussi l'expression la plus logique. C'est du pessimisme à l'usage de natures grossières et forcenées qui vont tout de suite au bout du système, sans s'arrêter aux inutiles élégies, aux élégantes bagatelles des beaux esprits qui se plaignent toujours et ne concluent jamais.

II.

Regardons de plus près dans la philosophie moderne du pessimisme et tâchons d'en saisir les premiers symptômes au XIXe siècle. L'occasion nous en est donnée par la publication d'études approfondies que de jeunes écrivains, tels que M. Bouché-Leclercq et M. Aulard, ont consacrées dans ces dernières années à Leopardi, et qui, renouvelant sur certains points le sujet (1), nous permettent de mieux comprendre le caractère intime de son œuvre. Je sais gré à M. Aulard de s'être appliqué à mettre en relief la pensée du philosophe, trop souvent effacée par l'éclat sombre du poète et le lyrisme du patriote, et d'en avoir fait comme le point central de nos étude. J'aurais souhaité encore plus de hardiesse et de décision dans l'exécution de cette idée. Qu'importe que Leopardi soit moins dogmatique que les philosophes allemands, qu'il n'ait pas de système, et que son pessimisme dérive d'une négation universelle au lieu d'être la déduction d'une théorie métaphysique? Est-ce que l'absence de tout système n'est pas elle-même un système et qui a fait quelque figure dans le monde, puisqu'il est celui des sceptiques? On nous dit que Schopenhauer veut faire école, et en effet qu'il a fait école, tandis que Leopardi, tout en parlant plusieurs fois de « sa philosophie, » n'écrit pas pour propager sa doctrine. Qu'en sait-on? Est-ce qu'un homme, poète ou philosophe, écrit pour autre chose que pour répandre ses idées, et n'est-ce pas les propager que les exprimer avec tant d'éclat et de force? Ce sont là de médiocres raisons. Je regrette que le jeune auteur, ayant été mis sur la voie d'un si intéressant problème, ne l'ait pas résolu; mais il nous a mis à même de le résoudre par la riche variété des documens qu'il nous offre,

(1) *Giacomo Leopardi, sa vie et ses œuvres*, par M. Bouché-Leclercq. — Un chapitre des *Essais sur l'Italie*, par M. Gebhart. — *Essai sur les idées philosophiques et l'inspiration poétique de G. Leopardi, suivi d'œuvres inédites*, etc., par M. Aulard. — N'oublions pas que dans ce sujet, comme en tant d'autres, M. Sainte-Beuve avait ouvert la voie par un travail magistral publié dans la *Revue* le 15 septembre 1861, et rappelons que notre collaborateur et ami, M. de Mazade, a consacré une étude d'une pénétrante sympathie aux *Souffrances d'un penseur italien* dans la *Revue* du 1er avril 1861.

des traductions qu'il nous donne, des commentaires qu'il y a joints et dont nous ferons notre profit

C'était une bonne fortune, s'il en fut, que l'en-tête de ce chapitre : *Leopardi et Schopenhauer*. Pourquoi n'est-ce qu'un chapitre épisodique, un des plus maigres du livre, au lieu d'en être le couronnement? Relevons dans ces pages trop brèves ce fait curieux qu'il y a eu éclosion à peu près simultanée des mêmes idées dans le poète italien et dans le philosophe allemand, sans qu'on puisse saisir aucune influence réciproque de l'un sur l'autre. C'est précisément dans l'année 1818, tandis qu'au sein de sa solitude amère et ennuyée de Recanati s'accomplissait dans l'âme de Leopardi cette phase si grave qui le faisait passer, presque sans transition, du christianisme à la philosophie du désespoir, c'est dans cette même année que Schopenhauer partait pour l'Italie, après avoir remis à un éditeur son manuscrit *du Monde considéré comme volonté et comme représentation*. L'un confiné dans la petite ville qui servait de prison à son imagination ardente, l'autre impatient de la célébrité qui devait tarder plus de vingt années, également obscurs alors, les deux écrivains ne se rencontrèrent assurément pas; il est de même à peu près certain que Leopardi ne lut jamais le livre de Schopenhauer, qui ne devait se répandre que beaucoup plus tard même en Allemagne, et que Schopenhauer ne connut que fort tard, si même il le connut, le pessimisme d'un écrivain que Niebuhr avait révélé à ses compatriotes comme un hellénisie, et qui en France n'était guère apprécié alors que comme un poète patriote.

Quant à la question de savoir si Leopardi a droit à être placé parmi les philosophes, il suffit de rapprocher la théorie de l'*infelicità* de ce qu'on a appelé « le mal du siècle, » la maladie de Werther et de Jacopo Ortis, celle de Lara et de René, celle de Rolla (1). C'est à tort qu'on a parlé du pessimisme de lord Byron ou de celui de Chateaubriand; ce n'est, à bien prendre les choses, qu'une forme du romantisme, l'analyse idolâtre et maladive du *moi*, du poète, concentré respectueusement en lui-même, se contemplant jusqu'à ce qu'il se produise en lui une sorte d'extase douloureuse ou d'ivresse, remerciant Dieu « de l'avoir fait puissant et solitaire (2), » opposant sa souffrance et son isolement aux jouissances de la vile multitude, payant de ce prix sa grandeur et s'efforçant de faire de la poésie un autel digne de la victime.

L'antiquité, qui sur ce point était de l'avis de Pascal, haïssait le moi et le proscrivait : les mœurs, d'accord avec le goût public, souf-

(1) M. Bouché-Leclercq a touché avec justesse ce point délicat dans plusieurs parties de son ouvrage, surtout p. 75-76.

(2) Alfred de Vigny, *Moïse*.

fraient difficilement ces épanchemens d'une personnalité pleine d'elle-même, naturellement portée à donner trop d'importance à ses tristesses et à ses joies. Les dieux, les héros, la patrie, l'amour aussi sans doute, mais dans l'expression de ses sentimens généraux, non dans l'analyse des incidens biographiques, voilà le fond de la poésie antique; la poésie personnelle y est rare. Cette source d'inspiration, si longtemps comprimée, a jailli de notre temps, à quelle hauteur et avec quelle abondance, on le sait. — De ce culte parfois extravagant du moi est sorti le lyrisme contemporain avec ses grandeurs et ses petitesses, ses inspirations sublimes et ses infatuations; de là toutes ces douleurs littéraires qui ont agité si profondément, ému toute une génération, et que les générations nouvelles, avec leur éducation scientifique et positive, ont quelque peine à prendre au sérieux. Mais ces hautaines ou élégantes tristesses ne sont rien moins que philosophiques, elles ne procèdent pas d'une conception sur le monde et sur la vie; parties du moi, elles y reviennent, elles s'y enferment, elles s'y complaisent avec un délicat orgueil: elles se garderaient, comme d'une profanation, de tout partage avec la foule. Ce n'est pas l'humanité qui souffre, c'est le poète, c'est-à-dire une nature d'exception. Pour que de pareilles souffrances puissent se ramener à une théorie philosophique, ce n'est pas tant la sincérité ou la profondeur qui leur manquent que la généralité du sentiment où elles s'inspirent. Le pessimisme au contraire ne fait pas de la douleur un privilége, mais une loi; il ne crée pas une aristocratie de désolés. La seule supériorité qu'il revendique pour le génie, c'est de voir distinctement ce que la foule humaine sent confusément. C'est l'existence tout entière et en soi qu'il assimile au malheur, et cette loi de souffrir, il l'étend de l'homme à la nature, de la nature à son principe, s'il y en a un et si ce principe arrive à se connaître. Le mal subjectif pourrait n'être qu'un accident insignifiant dans le monde : c'est le mal objectif qu'il faut voir, le mal impersonnel, absolu, qui règne à tous les degrés et dans toutes les régions de l'être. Cela seul est une philosophie : le reste est de la littérature, de la biographie ou du roman.

Or, incontestablement, c'est bien là le caractère de la théorie de l'*infelicità* dans Leopardi. Il a sans doute beaucoup souffert, de toutes manières, et des disgrâces physiques qui pesèrent d'un poids si lourd sur sa jeunesse, et d'une santé ruinée qu'il traîna à travers sa vie comme une menace perpétuelle de mort, de cet ennui exaspéré qui le consuma dans la petite ville de Recanati, de la pauvreté dont il connut les plus humilians soucis, et surtout de cette sensibilité nerveuse qui transformait en supplice intolérable les moindres contrariétés, à plus forte raison les amertumes de l'ambition déçue, les déceptions plus amères encore d'un cœur

amoureux de l'amour et qui n'en put saisir que le fantôme. — Oui, il a bien souffert. Malgré tout, sa théorie n'est pas uniquement et il ne consent pas lui-même qu'on y voie l'expression de ses souffrances : si elle procède d'une expérience, c'est d'une expérience généralisée, elle se transforme en un ensemble de conceptions raisonnées et liées sur la vie humaine.

Il faut voir comme le philosophe, que Leopardi sent en lui, se défend de n'avoir jeté dans le monde que le cri de sa douleur intime, comme il redoute d'exposer son cœur en pâture à la curiosité publique, avec quelle fierté il rejette l'aumône des sympathies qu'il n'a pas sollicitées et qui le font rougir : « Ce n'est, écrit-il à un ami, que par un effet de la lâcheté des hommes, qui ont besoin d'être persuadés du mérite de l'existence, que l'on a voulu considérer mes opinions philosophiques comme le résultat de mes souffrances particulières, et que l'on s'obstine à attribuer à *mes circonstances matérielles* ce qu'on ne doit qu'à mon entendement. Avant de mourir, je vais protester contre cette invention de la faiblesse et de la vulgarité, et prier mes lecteurs de s'attacher à détruire mes observations et mes raisonnemens plutôt que d'accuser mes maladies (1). » Qu'il y ait un lien entre les malheurs de cette vie et la dure philosophie dans laquelle se réfugia le poète comme dans un dernier asile, cela n'est pas douteux ; il n'est pas possible de détacher la figure souffrante de Leopardi du fond monotone de ses peintures et de ses doctrines (2); mais il faut reconnaître que, par un effort méritoire de liberté intellectuelle, il efface, autant qu'il est possible, ses souvenirs personnels dans la solution qu'il donne au problème de la vie. Il élève cette solution à un degré de généralité où commence la philosophie; son pessimisme est bien un pessimisme systématique, non une apothéose de sa misère. Par ce trait, que nous voulions mettre en lumière, il se distingue nettement de l'école des lyriques et des désespérés, où l'on a prétendu le confondre; il n'a qu'une parenté lointaine avec les Rolla qui l'ont réclamé pour leur frère : il les dépasse par la hauteur du point de vue cosmique auquel il s'élève ; il a voulu être philosophe, il a mérité de l'être, il l'est.

Jugeons-le donc, comme il souhaite d'être jugé, et voyons avec quelle exactitude la théorie de l'*infelicità*, répandue à travers toutes les poésies et concentrée dans les *Œuvres morales*, rappelle ou plutôt annonce les inspirations de la philosophie allemande contemporaine.

(1) Lettre à M. de Sinner, 24 mai 1832 (écrite en français).

(2) M. Aulard dépasse la mesure quand il prend au pied de la lettre la protestation de Leopardi, et que, de ce point de vue, il examine pour la réfuter ce qu'il appelle la légende douloureuse formée par ses biographes.

III.

Il n'y a que trois formes de bonheur possible pour l'humanité, trois manières de le comprendre et de le réaliser. On aura beau exciter et torturer son imagination pour inventer quelque félicité inédite, on peut être assuré que cette félicité espérée rentrera dans les cadres tracés d'avance, et c'est là déjà une preuve manifeste de la pauvreté de notre faculté de sentir et de la stérilité de la vie. — Ou bien on croit pouvoir atteindre le bonheur dans le monde tel qu'il est, dans la vie actuelle et individuelle, soit par le libre exercice des sens, la richesse et la variété des sensations, soit par le développement des hautes facultés de l'esprit, la pensée, la science, l'art, et les nobles émotions qui en résultent, soit par l'activité héroïque, le goût de l'action, la passion du pouvoir et de la gloire. — Ou bien on transpose l'idée du bonheur, on le conçoit comme réalisable pour l'individu dans une vie transcendante après la mort : c'est l'espoir dans lequel se précipite la foule des souffrans, des pauvres, des méprisés du monde, des déshérités de la vie : c'est l'asile ouvert par les religions et particulièrement par le christianisme aux misères sans remède et aux douleurs sans consolation. — Ou bien enfin, se détournant de l'*au-delà* transcendant, on conçoit un *au-delà* terrestre, un monde meilleur que le monde actuel, que chaque génération prépare sur cette terre par ses travaux et ses épreuves. On fait le sacrifice du bonheur individuel pour assurer l'avènement de cet idéal nouveau, on s'élève à l'oubli de soi-même, à la conscience et à la volonté collective, on jouit d'avance en idée de ce bonheur auquel on travaille et dont d'autres jouiront, on le *veut* pour ses descendans, on s'enivre de cette idée et des sacrifices qu'elle réclame : ce noble rêve du bonheur de l'humanité future sur la terre, par les découvertes de la science, par les applications de l'industrie, par les réformes politiques et sociales, c'est la philosophie du progrès, qui, dans certaines âmes enthousiastes, devient une religion. — Voilà les trois théories du bonheur dans lesquelles s'est épuisée l'imagination de l'humanité : ce sont « les trois stades de l'illusion humaine » de Hartmann, successivement et inutilement parcourus par les générations qui se remplacent sur la scène du monde, et qui, changeant de croyance sans changer de déception, ne font que s'agiter dans le cercle d'une infranchissable erreur, l'incorrigible croyance au bonheur.

M. de Hartmann a tort de penser que ces trois stades d'illusion se succèdent. Ils sont simultanés, ils coexistent dans la vie de l'humanité, il n'y a jamais eu un temps où ils n'aient été représentés ; ce sont trois races éternelles d'esprits plutôt que trois

âges historiques. A l'heure où j'écris, n'y a-t-il pas, dans l'ample variété de la société contemporaine, des optimistes du temps présent, des optimistes de la vie future, des optimistes de l'âge d'or que le progrès fera éclore sur la terre? — De plus, ces divers stades, bien des hommes les parcourent dans une seule vie : tel d'entre nous a poursuivi successivement l'image du bonheur dans le rêve de la vie actuelle, dans la vie future, dans l'avenir de l'humanité. — Enfin, l'ordre de succession et de développement que marque M. de Hartmann n'est nullement un ordre rigoureux; chaque homme peut parcourir ces diverses étapes dans un ordre tout différent, même dans un ordre inverse; il n'est pas rare de voir une âme, après avoir traversé les illusions du bonheur terrestre et celles du progrès indéfini, s'arrêter et se reposer dans la foi à l'invisible et au divin. Et de même il n'est pas impossible que cette évolution s'accomplisse dans l'ordre contraire, commence par les plus nobles aspirations religieuses et s'achève dans l'indolence épicurienne.

Leopardi a traversé ces trois stades, il ne s'est arrêté dans aucun, il a décrit chacun d'eux, il nous a montré par des traits singulièrement énergiques pourquoi il ne s'y est pas reposé et la déraison des hommes qui pensent y trouver un abri. Jusqu'à l'âge de dix-huit ans, son adolescence rêveuse ne franchit que par échappées les limites de la foi religieuse. Il emploie même les ressources déjà variées de son érudition à composer une sorte d'apologie de la religion chrétienne, l'*Essai sur les erreurs populaires des anciens* (1815). Mais déjà sous cette nomenclature des superstitions de l'antiquité, dieux et deesses, oracles, apparitions, magie, à côté d'apostrophes à « la religion tout aimable » qui le ravit et le console dans ses jeunes douleurs, il y a comme des percées du scepticisme futur. C'est à la même période de sa vie que se rapportent ses *Projets d'hymnes chrétiens*, qu'anime déjà si tristement le sentiment de l'universelle douleur. C'est déjà un pessimiste qui s'adresse en ces termes au Rédempteur : « Tu savais tout depuis l'éternité, mais permets à l'imagination humaine que nous te considérions comme le plus intime témoignage de nos misères. Tu as éprouvé cette vie qui est la nôtre, tu en as connu le néant, tu as senti l'angoisse et l'infélicité de notre être... » Ou bien encore dans cette prière au Créateur : « Maintenant je vais d'espérance en espérance, errant tout le jour et t'oubliant, bien que toujours trompé... Un jour viendra où, n'ayant plus d'autre état auquel recourir, je mettrai tout mon espoir dans la mort, et alors je recourrai à toi... » Cette heure du recours suprême n'arriva pas; ce fut au moment même où il jetait d'une main fiévreuse sur son papier mouillé de pleurs ces fragmens d'hymne et de prière qu'il s'aperçut que l'abri de sa foi

s'était écroulé autour de lui, qu'il n'en restait rien; il demeurait seul, debout dans sa caducité précoce, au milieu des ruines de son corps et de son âme, devant un monde vide et sous un ciel d'airain.

Son parti fut pris sans hésitation et sans retour : il passa d'une foi ardente à une sorte de scepticisme farouche et définitif, qui n'admit jamais ni incertitudes, ni combats, ni aucune de ces aspirations vers l'*au-delà* où se réfugie avec une sorte de volupté inquiète le lyrisme des grands poètes, nos contemporains. Rien de pareil, chez Leopardi, à ces troubles d'âme, à ces regrets ou à ces repentirs psychologiques dont l'expression est si touchante. Il reste inébranlable dans la solitude qu'il s'est faite. A peine quelques allusions dédaigneuses, en passant, « à la crainte des choses d'un autre monde. » Nulle part il n'est plus question de Dieu, même pour le nier. Le nom même est évité : quand il est contraint, comme poète, de faire intervenir un être qui en joue le personnage, c'est Jupiter. La nature, principe mystérieux de l'être, proche parente de l'Inconscient de Hartmann, paraît seule en face de l'homme dans la méditation perpétuelle de l'inconnu qui accable le poète : c'est elle seule que l'homme interroge sur le secret des choses, aussi indéchiffrable pour elle que pour lui. « Je suis soumise au destin, dit-elle, au destin qui en ordonne autrement, quelle qu'en soit la cause, cause que ni toi ni moi ne pourrons comprendre. » La nature et le destin, c'est-à-dire les lois aveugles et inexorables dont les effets seuls paraissent à la lumière, dont les racines plongent dans la nuit. Quand le poète met en scène la curiosité de l'homme sur les grands problèmes, il a une manière toute particulière de brusquer le dénoûment. — Les momies de Ruysch ressuscitent pour un quart d'heure: elles racontent comment elles moururent. « Et ce qui suit la mort? » demande Ruysch: mais le quart d'heure est écoulé, les momies se taisent. — Ailleurs, dans un étrange dialogue, un Islandais errant, qui après avoir fui la société a fui la nature, la rencontre face à face au fond du Sahara; il la presse de ses questions dont chacune est une plainte : « Pourquoi m'a-t-elle envoyé sans me consulter dans ce bas-monde? Pourquoi, puisqu'elle m'a fait naître, ne s'est-elle pas occupée de moi? Quel est donc son but? Que poursuit-elle? Que veut-elle? Est-elle méchante ou impuissante? » La nature répond qu'elle n'a qu'un souci et qu'un devoir : tourner la roue de l'univers dans lequel la mort entretient la vie, et la vie la mort. « Mais alors, répond l'Islandais, puisque tout ce qui est détruit souffre, puisque ce qui détruit ne jouit pas et est bientôt détruit à son tour, dis-moi ce qu'aucun philosophe ne sait me dire : à qui plaît donc, à qui est utile cette vie malheureuse de l'univers qui ne subsiste que par la perte et par la mort de tous les éléments qui la composent? » La nature n'a pas la peine de répondre à son

embarrassant interlocuteur : deux lions affamés se jettent sur lui et le dévorent, en attendant qu'ils tombent eux-mêmes épuisés sur le sable du désert.

Le silence, voilà la seule réponse à ces grandes curiosités, qui vont se heurter à un mur infranchissable ou se perdre dans le vide. Donc, plus de bonheur à espérer sous une forme transcendante. Voilà le premier stade d'illusion traversé par Leopardi, ou plutôt par l'humanité, qu'il porte en lui. Il a démontré à l'homme la déraison de ses espérances fondées sur l'invisible. Mais au moins l'homme n'aura-t-il pas raison de jouir du présent, puisqu'il n'y a pas d'avenir, de chercher à agrandir son être par les grandes pensées et les grandes passions, de le confondre par une immolation sublime soit avec la patrie, que l'on fera héroïque, puissante et libre, soit avec un autre être auquel on fera le don de soi et que l'on enrichira de son propre bonheur? Le patriotisme, l'amour, la gloire, que de raisons de vivre encore, même si le ciel est vide, combien de manières d'être heureux! Et puisqu'il faut renoncer aux chimères de l'idéal, tout cela n'est-il pas bien solide et substantiel, tout cela n'est-il pas la réalité même, sous sa forme la plus noble et la plus belle, et ne vaut-elle pas qu'on vive?

Certes, personne plus que Leopardi n'a senti en lui l'âme de la patrie. En lisant l'*Ode à l'Italie*, on croirait entendre tantôt un frère de Pétrarque, tantôt un rival d'Alfieri. Celui qui écrivait ces vers que toutes les mémoires italiennes ont retenus, que toutes les bouches répètent et qui ont valu sans doute bien des bataillons de volontaires au vaincu de Novare et au vainqueur de San Martino, celui-là sans doute est un grand patriote, mais c'est un patriote désespéré. Il aime sa patrie, mais il l'aime dans le passé : il ne croit pas à son avenir. Quand il a célébré en vers brûlans sa gloire évanouie, quand il a évoqué, pour la réveiller de son sommeil, le souvenir des guerres médiques et repris en l'achevant l'hymne interrompu de Simonide, le découragement le saisit devant l'Italie captive et résignée. Et déjà dans les poésies de cette époque, quelle amertume : « O glorieux ancêtres, conservez-vous encore quelque espérance de nous? N'avons-nous pas péri tout entiers? Peut-être le pouvoir de connaître l'avenir ne vous est-il pas ravi. Moi je suis abattu, et je n'ai aucune défense contre la douleur; obscur est pour moi l'avenir, et tout ce que j'en distingue est tel que cela me fait paraître l'espérance comme un songe et comme une folie (1). » Les grands Italiens, Dante, Tasse, Alfieri, pour qui ont-ils travaillé? A quoi en définitive ont abouti leurs efforts? Les uns ont fini par

(1) *Ode à Angelo Mai*, traduction de M. Aulard, p. 80 et suiv.

ne plus croire à la patrie; les autres se sont brisés dans une lutte insensée. Dante lui-même, qu'a-t-il fait? Il a préféré l'enfer à la terre, tant la terre lui était odieuse. « L'enfer! Et quelle région en effet ne vaut pas mieux que la nôtre?.. Et cependant moins pesant, moins mordant est le mal dont on souffre que l'ennui dont on étouffe. O heureux, toi dont pleurer fut la vie! » Lui-même à son tour il descendit, vers la fin de sa vie, aux enfers dans le poème burlesque et tragique à la fois, le poème le plus long qu'il ait écrit (huit chants et près de trois mille vers), les *Paralipomènes de la Batrachomyomachie*; mais ce fut pour railler durement et tristement l'illusion patriotique qui avait fait battre un instant son cœur. — Ici encore, comme sur bien d'autres points, nous pouvons prendre le pessimisme en défaut, voir combien il a tort contre l'espérance obstinée d'une nation, quel crime contre la vie et contre la patrie on peut commettre en décourageant ces grandes idées, en abattant les énergies viriles d'un homme et d'un peuple. L'Italien eût été mieux inspiré que le poète s'il avait pu ne pas céder à un découragement prématuré, s'il avait lutté jusqu'au bout contre les défaillances des hommes et les trahisons de la fortune : trente ans plus tard, c'est le patriote qui aurait eu raison contre le désespéré.

Mais ce n'est pas seulement l'Italien qu'il faut voir dans Leopardi, c'est l'interprète de l'humanité. Ces grandes ombres antiques qu'il a consacrées par de si beaux chants, il les évoque pour leur faire proclamer à elles-mêmes la folie de leur héroïsme et le néant de leur œuvre : c'est Brutus le jeune qui, dès 1824, dans une ode fameuse, jette l'anathème à ces immolations sublimes qui étaient la foi de l'antiquité, et abdique son patriotisme stérile : « Non, je n'invoque en mourant ni les rois de l'Olympe et du Cocyte, ni la terre indigne, ni la nuit, ni toi, dernier rayon de la mort noire, ô mémoire de la postérité! Quand est-ce qu'une tombe dédaigneuse fut apaisée par les sanglots et ornée par les paroles ou les dons d'une vile multitude? Les temps se précipitent vers le pire, et l'on aurait tort de confier à nos neveux pourris l'honneur des âmes illustres et la suprême vengeance des malheureux. Qu'autour de moi l'avide oiseau noir agite ses ailes! Que cette bête m'étouffe, que l'orage entraîne ma dépouille ignorée, et que l'air emporte mon nom et ma mémoire! »

La gloire littéraire, cette gloire pour laquelle Leopardi lui-même avoue qu'il a une passion immodérée, vaut-elle la peine qu'on se donne pour l'acquérir? *Il Parini* nous fait voir clairement à quoi se réduit ce fantôme. On croirait lire une page de Hartmann, tant se ressemblent les argumens des deux pessimistes. — Personne, nous dit Hartmann, ne niera qu'il en coûte beaucoup pour produire une

œuvre. Le génie ne tombe pas du ciel tout formé : l'étude qui doit le développer, avant qu'il soit mûr pour porter des fruits, est une tâche pénible, fatigante, où les plaisirs sont rares d'ordinaire, sauf peut-être ceux qui naissent de la difficulté vaincue et de l'espérance. Si, au prix d'une longue préparation, on s'est mis en état de produire quelque chose, les seuls momens heureux sont ceux de la conception; mais bientôt leur succèdent les longues heures de l'exécution mécanique, technique, de l'œuvre. Si l'on n'était pas pressé par le désir d'en finir, si l'ambition ou l'amour de la réputation n'aiguillonnait pas l'auteur, si des considérations extérieures ne lui commandaient pas de se hâter, si enfin le spectre bâillant ne se dressait pas derrière la paresse, le plaisir qu'on se promet de la production ne suffirait pas à en faire oublier les fatigues. Et la critique envieuse et indifférente! et le public si restreint et si peu compétent! Qu'on se demande combien d'hommes en moyenne sont accessibles d'une maniere sérieuse aux jouissances de l'art et de la science (1). — Cette page de M. de Hartmann est l'analyse la plus fidèle des argumens d'*Il Parini*, qui se termine ainsi : « Qu'est-ce qu'un grand homme? Un nom qui bientôt ne représente plus rien. L'idée du beau change avec le temps. Quant aux œuvres scientifiques, elles sont bientôt dépassées et oubliées. Le plus médiocre mathématicien de nos jours en sait plus que Galilée et Newton. Donc la gloire est une ombre, et le génie dont elle est l'unique récompense, le génie est un présent funeste à qui le reçoit. »

Reste l'amour, derniere consolation possible de la vie présente, ou plutôt dernière illusion, mais la plus tenace, qu'il faut dissiper pour se bien convaincre que la vie est mauvaise et que la plus heureuse ne vaut pas le néant. C'est une erreur comme les autres, mais qui persiste plus longtemps que les autres, parce que les hommes y croient saisir une dernière ombre de bonheur, après qu'ils ont été trompés par tout le reste. *Error beato*, dit souvent le poète. — Erreur, soit; qu'importe, si cette erreur nous rend heureux? — Non, elle ne nous rend pas heureux, même en nous trompant et nous attirant sans cesse; c'est une fascination toujours renaissante qui nous laisse chaque fois plus désolés et qui chaque fois ressaisit notre cœur, épris de son erreur même. La lutte de l'homme avec ce fantôme qui revient hanter son imagination, qui ne se laisse conjurer ni par la colere, ni par le dépit, ni par le dédain, ni par l'oubli, avec quelle éloquence elle est décrite dans les *Ricordanze*, dans le *Risorgimento*, dans *Aspasie* surtout! On sait l'histoire des infortunes amoureuses du poète, pour qui aimer ne fut qu'une occasion de souffrir. Deux fois surtout son cœur fut pris et

(1) *Philosophie de l'Inconscient*, IIIe partie, XIIIe chapitre, traduction de M. Nolen.

deux fois brisé; aux deux extrémités de sa courte vie, le fantôme passa près de lui, fit briller la joie à ses yeux, un éclair de joie bien fugitif, et après que le fantôme eut passé, le poète, qui avait cru le saisir et l'étreindre, resta plus seul et plus désolé. — Que voulez-vous! le poète était gauche et contrefait, il n'avait que du génie. Schopenhauer lui aurait expliqué son cas en deux mots : « La bêtise, dit ce terrible humoriste, ne nuit pas près des femmes. Ce serait plutôt le génie qui pourrait leur déplaire comme une monstruosité. Il n'est pas rare de voir un homme pesant et grossier supplanter près d'elles un homme plein d'esprit et en tout digne d'amour. » D'ailleurs qu'attendre des femmes? ajoutait-il, se souvenant d'une épigramme grecque : elles ont les cheveux longs et les idées courtes!

Leopardi ne se vengea pas d'Aspasie avec la même brutalité, il resta poète dans sa vengeance; mais son ironie n'en est pas moins cruelle pour être plus fine. Relisons l'élégie qui porte ce nom et dans laquelle son cœur s'est épanché. Au fond, il se rend compte de son erreur; c'est celle de presque tous les hommes, de ceux du moins qui ont de l'imagination : ce n'est pas la femme qu'il a aimée, c'est la beauté, dont il a cru saisir en elle un rayon. C'est la fille de son imagination que l'amoureux caresse du regard, c'est *une idée*, toute pareille à la femme que l'amant ravi, dans son extase confuse, croit aimer. Ce n'est pas celle-ci, mais bien l'*autre* que, même dans ses étreintes, il poursuit et adore. A la fin, reconnaissant son erreur, et voyant qu'il s'est trompé d'objet, il s'irrite et souvent accuse la femme, mais à tort. Rarement l'esprit féminin atteint à la hauteur de cette conception, et ce qu'inspire à des amans bien nés sa propre beauté, la femme n'y songe pas et ne pourrait le comprendre. « Il n'y a pas de place dans ces fronts étroits pour une pensée aussi grande. » Ce sont de fausses espérances que l'homme trompé se forge sous l'éclair vivant de ces regards; c'est en vain qu'il demande des sentimens profonds, inconnus et plus que virils, à cet être fragile et faible. Non, ce n'est pas toi que j'aimais, s'écrie le poète, mais cette déesse qui a vécu dans mon cœur et qui y est ensevelie. — La beauté, l'*angelica beltade*, dont le mirage trompeur fait tout le charme de la femme sur laquelle il se pose, Leopardi l'a chantée encore dans le *Pensiero dominante*. Mais qu'est-ce donc que cette beauté qu'il célèbre ainsi? Qu'est-elle en soi, cette chose qui n'est qu'une idée, ce *dolce pensiero?* Il nous le dit : elle-même est une chimère, l'ombre d'un rien, mais qui, toute vaine qu'elle est, s'attache à nous opiniâtrément et nous suit jusqu'à la tombe.

Si la beauté n'est qu'une chimère, si l'amour qui en poursuit le reflet n'est lui-même qu'une autre chimère, l'ombre d'une ombre,

nous pouvons comprendre par là un des plus étonnans phénomènes de la psychologie de l'amour, l'association inévitable de cette idée et de celle de la mort. « L'amour est fort comme la mort, » « la femme est amère comme la mort, » ces mélancoliques paroles reviennent souvent dans le *Cantique des cantiques*, dans l'*Ecclésiaste*, dans les *Proverbes*. Ce rapprochement, si fréquent dans les inspirations de Salomon, abonde aussi chez les lyriques. Mais nulle part il n'a été l'occasion d'un effort aussi grand que celui de Leopardi pour nous bien convaincre de ce fait étrange. « C'est un couple fraternel que l'Amour et la Mort : le destin les engendra en même temps. De choses aussi belles, il n'y en a point dans le monde d'ici-bas, il n'y en a point dans les étoiles. De l'un naît le plaisir le plus grand qui se trouve dans la mer de l'être ; l'autre assoupit les grandes douleurs... Lorsque commence à naître au fond du cœur la passion de l'amour, en même temps qu'elle s'éveille dans le cœur un désir de mourir, plein de langueur et d'accablement. Comment? je ne sais ; mais tel est le premier effet d'un amour vrai et puissant. » La jeune fille elle-même, timide et réservée, qui d'ordinaire au nom de la mort sent se dresser ses cheveux, ose la regarder en face, et dans son âme ignorante elle comprend la douceur de mourir, *la gentilezza del morir*. — Essayons de nous rendre compte de ce singulier phénomène. Peut-être, quand on aime, ce désert du monde épouvante-t-il le regard : on voit désormais la terre inhabitable sans cette nouvelle, unique, infinie félicité que conçoit la pensée. Peut-être aussi l'amant pressent-il la terrible tourmente qu'elle doit soulever dans son cœur, la lutte des hommes, la fortune et la société conjurées contre son bonheur ; peut-être enfin est-ce le secret effroi de ce qu'il y a d'éphémère dans tout ce qui est humain, la défiance douloureuse de soi-même et des autres, la crainte de ne plus aimer ou de ne plus être aimé un jour et qui semble plus insupportable à ceux qui aiment que le néant même. C'est un fait que les grandes passions sentent instinctivement que la terre ne peut les contenir et qu'elles feront éclater le vase fragile du cœur qui les a reçues : elles se réfugient d'avance dans la pensée de la mort comme dans un asile. Voilà ce que nous suggère le poète dont la pensée, malgré un grand effort, reste parfois indécise, et à la page suivante, sous ce titre expressif : *A se stesso*, nous trouvons, comme en post-scriptum, un commentaire tout personnel de ses dernières désillusions sur l'amour et les biens de la terre : « Et maintenant tu te reposeras pour toujours, mon cœur fatigué. Elle a péri, l'erreur suprême que j'ai crue éternelle pour moi. Elle a péri. En moi, je le sens, non-seulement l'espoir, mais le désir même des chères erreurs est éteint. Repose-toi pour toujours. Tu as assez palpité. Aucune chose ne mérite tes

battemens, et la terre n'est pas digne de tes soupirs. » Pauvre poète! Quel homme n'a écrit cette épitaphe sur la tombe où il a cru ensevelir son cœur, et quel homme ne l'a plus d'une fois et douloureusement démentie?

Ainsi chassé de refuge en refuge, du patriotisme stérile et méconnu à la gloire, de la gloire à l'amour, l'homme ne trouvera-t-il pas au moins une consolation, un bonheur même, dans le sacrifice de son bonheur à celui des générations futures, dans cette grande pensée du progrès qui mérite qu'on y travaille sans relâche, qui fait que rien ne se perd dans le labeur humain, et qui relève la misère du monde actuel comme étant le prix et la rançon de la félicité inconnue dont jouiront nos descendans? — C'est le *troisième stade d'illusion*; Leopardi le mesure, comme les deux autres, d'un regard intrépide qui, plutôt que de s'égarer sur des chimères, aime mieux voir clairement ce qui est et ce qui sera toujours, « le mal de tous et l'infinie vanité de tout. »

Non, l'avenir ne sera pas plus heureux que le présent, il sera même, il doit être plus misérable. — Le progrès! mais d'où l'homme pourra-t-il en tirer le principe et l'instrument? De la pensée, sans doute, mais la pensée est un don fatal; elle ne sert qu'à augmenter notre malheur en l'éclairant. Mieux vaut mille fois être aveugle, comme la brute ou comme la plante. Que nous voilà loin du roseau pensant! — Le berger, errant sur les monts de l'Himalaya, s'adresse à la lune, condamnée comme lui à un éternel labeur; il la prend à témoin que les bêtes qu'il garde sont plus heureuses que lui : elles au moins ignorent leur misère, elles oublient vite tout accident, toute crainte qui traverse leur existence, elles n'éprouvent pas l'ennui (1). — Voyez le genêt; il croît, heureux et calme, sur les flancs du Vésuve, tandis qu'à ses pieds dorment tant de villes ensevelies, tant de populations prises par la mort dans le plein triomphe et l'orgueil de la vie. Lui aussi, cet humble genêt, il succombera un jour à la cruelle puissance du feu souterrain, mais du moins il périra sans avoir dressé son orgueil vers les étoiles, d'autant plus sage et plus fort que l'homme, qu'il ne se sera pas cru immortel comme lui (2). Leopardi retourne cruellement le mot de Pascal : « Quand l'univers l'écraserait, l'homme serait encore plus noble que lui, parce qu'il sait qu'il meurt et l'avantage que l'univers a sur lui. L'univers n'en sait rien. » C'est là précisément notre infériorité, selon Leopardi : savoir sans rien pouvoir. La plante et l'animal ne savent rien de leur misère; nous mesurons la nôtre. Et cette souffrance ne tend pas à décroître dans le monde, au contraire. Les

(1) *Canto d'un pastor errante.*
(2) *La Ginestra.*

âmes les plus éclairées, les plus délicates, acquièrent seulement plus d'aptitude à souffrir; les peuples les plus civilisés sont les plus malheureux. C'est là aussi, on le sait, le thème perpétuel du pessimisme allemand. La conscience du malheur rend le malheur plus profond et plus incurable : la misère des hommes et celle des nations se développe en proportion de leur cerveau, à mesure que leur système nerveux se perfectionne et s'affine, et qu'ils acquièrent ainsi des instrumens plus délicats, des organes plus subtils pour sentir la douleur, pour en accroître l'intensité, pour l'éterniser par la prévision et par le souvenir. Tout ce que l'homme ajoute à sa sensibilité et à son intelligence, il l'ajoute à sa souffrance.

Tel est le sens, devenu clair à l'aide de cette interprétation, de plusieurs dialogues étranges et obscurs, *le Gnome et le Follet*, *Éléandre et Timandre*, *Tristan et son ami*, et de cette *Histoire du genre humain* où l'on voit se renouveler, après chaque grande période, ce dégoût des choses dont les hommes avaient souffert à la période précédente, et grandir cet amer désir d'une félicité inconnue qui fait leur tourment, parce qu'elle est étrangère à la nature de l'univers. Jupiter se lasse de combler cette race ingrate de ses dons, qui tournent si mal et reçoivent un si mauvais accueil. Il est vrai que le premier de ces bienfaits avait été de mêler à la vie de véritables maux pour distraire l'homme de son mal illusoire et pour accroître par le contraste le prix des biens réels. Jupiter n'avait d'abord imaginé rien de mieux pour cela que d'envoyer à l'homme une multitude de maladies variées et la peste. Puis, observant que le remède n'agit pas à son gré et que l'homme s'ennuie toujours, il crée les tempêtes, il invente la foudre, il lance des comètes et règle des éclipses, pour jeter l'épouvante parmi les mortels et les réconcilier avec la vie par la crainte de la perdre. Enfin il les gratifie d'un incomparable présent, il envoie parmi eux quelques fantômes de figures excellentes et surhumaines qui furent appelés Justice, Vertu, Gloire, Amour de la patrie, et les hommes furent plus tristes encore, plus tristes que jamais et plus pervers.

Le dernier et le plus funeste présent accordé aux hommes fut la Vérité. On se trompe quand on dit et qu'on prêche que la perfection de l'homme consiste dans la connaissance du vrai, que tous ses maux proviennent des idées fausses et de l'ignorance. C'est tout le contraire, car la vérité est triste. La vérité, qui est la substance de toute philosophie, doit être soigneusement cachée à la plus grande partie des hommes, sans quoi ils se croiseraient les bras et se coucheraient par terre en attendant la mort. Entretenons avec soin parmi eux les opinions que nous savons fausses, et nous serons leurs vrais bienfaiteurs. Exaltons les idées chimériques qui font

naître les actes et les pensées nobles, les dévoûmens et les vertus utiles au bien général, ces imaginations belles et heureuses qui seules donnent du prix à la vie. — Mais la vérité, une fois entrée dans le monde, fait son œuvre, et toutes ces illusions qui rendaient l'existence tolérable tombent une à une; voilà le progrès, le seul.

La science au moins, à défaut de la philosophie, n'est elle pas faite pour nous consoler par ses magnifiques découvertes et ses progrès? On croirait que le savant qui a participé aux grands travaux de la philologie de son temps, qui a connu les érudits illustres, depuis Angelo Mai jusqu'à Niebuhr, émule lui-même de ces savans, et destiné, s'il l'eût voulu, à un grand renom d'helléniste, on croirait qu'il va pardonner à la science. Point. Nous apprenons avec quelque étonnement que la science du XIXe siècle est en baisse, et par la qualité et par la quantité des savans. Le savoir ou, comme on dit, les lumières s'accroissent en étendue sans doute, mais plus s'accroît la volonté d'apprendre, plus s'affaiblit la faculté d'étudier : les savans sont moins nombreux qu'il y a cent cinquante ans. Et qu'on ne dise pas que le capital intellectuel, au lieu d'être accumulé dans certaines têtes, se divise entre beaucoup et gagne à cette division. Les connaissances ne sont pas comme les richesses qui, divisées ou agglomérées, font toujours la même somme. Là où tout le monde sait un peu, on sait fort peu; l'instruction superficielle peut être, non pas précisément divisée entre beaucoup d'hommes, mais commune à beaucoup d'ignorans. Le reste du savoir n'appartient qu'aux savans, et où sont-ils, les vrais savans, sauf peut-être en Allemagne? En Italie et en France, ce qui croît sans cesse, c'est la science des résumés, des compilations, de tous ces livres de facture qui s'écrivent en moins de temps qu'il n'en faut pour les lire, qui coûtent ce qu'ils valent et qui durent en proportion de ce qu'ils coûtent.

Ce siècle est un siècle d'enfans, qui, comme de vrais enfans, veulent tout faire tout d'un coup sans travail approfondi, sans fatigue préparatoire. — Mais quoi! ne voulez-vous pas tenir compte de l'avis des journaux, qui disent tout le contraire? — Je le sais, répond Tristan, qui n'est autre que Leopardi, ils assurent tous les jours que le XIXe siècle est le siècle des lumières, et qu'ils sont, eux, la lumière du siècle : ils nous assurent aussi que la démocratie est une grande chose, que les individus ont disparu devant les masses, que les masses font toute l'œuvre que faisaient autrefois les individus, par une sorte d'impulsion inconsciente ou de contrainte divine. Laissez faire les masses, nous dit-on; mais, étant composées d'individus, que feront-elles sans les individus? Or, les individus, on les décourage en ne leur laissant plus rien à espérer, pas même cette misérable récompense de la gloire. On les discute,

on les injurie, on les force à se mettre au pas de tout le monde. C'est en cela seulement, quoi qu'en disent les journaux, que Leopardi poursuit de ses épigrammes et de sa colère, c'est en cela que ce siècle diffère des autres. Dans tous les autres, comme dans celui-ci, la grandeur a été très rare; seulement, dans tous les autres, c'est la médiocrité qui a dominé : dans celui-ci, c'est la nullité. — Mais c'est un siècle de transition. — La belle excuse! Est-ce que tous les siècles n'ont pas été et ne seront pas des siècles de transition? La société humaine ne s'arrête jamais, et son jeu perpétuel est de passer d'un état à un autre.

« Les livres et les études, que souvent je m'étonne d'avoir tant aimés, les grands desseins, les espérances de gloire et d'immortalité sont choses dont le temps est passé de rire; aussi je me garde bien de rire des desseins et des espoirs des hommes de mon temps; je leur désire, de toute mon âme, le meilleur succès possible;... mais je ne les envie ni eux, ni nos descendans, ni ceux qui ont à vivre longuement. En d'autres temps, j'ai envié les fous et les sots, et ceux qui ont une grande opinion d'eux-mêmes, et j'aurais volontiers changé avec n'importe qui d'entre eux. Aujourd'hui, je n'envie plus ni les fous ni les sages, ni les grands ni les petits, ni les faibles ni les puissans : *j'envie les morts*, et ce n'est qu'avec les morts que je changerais. » Tel est le dernier mot de Tristan sur la vie et sur l'histoire, sur le XIXe siècle et le progrès. C'est toujours ce refrain lugubre et monotone : *il commun danno e l'infinita vanità del tutto.*

IV.

Voilà les trois formes de l'illusion humaine épuisées; il ne reste plus rien à espérer ni dans le présent, ni dans l'avenir du monde, ni dans un au-delà que personne ne connaît. Nous ne devons plus nous étonner de ces tristes aphorismes qui ne sont que la conclusion de l'expérience résumée des choses, et qui reviennent à chaque instant dans l'œuvre de Leopardi, à chaque strophe, à chaque page : la vie est un mal; même sans la douleur, elle est un mal encore. — Il n'y a pas de situation si malheureuse qu'elle ne puisse empirer; la fortune sera toujours la plus forte, elle finira par rompre la fermeté même du désespoir. — Quand finira l'*infélicité?* Quand tout finira. — Les pires momens sont encore ceux du plaisir. — Pas une existence ne vaut mieux, n'a valu et ne vaudra mieux que le néant, et la preuve en est que personne ne voudrait la recommencer. Écoutez le dialogue d'*un marchand d'almanachs* et d'*un passant* :

« Almanachs! almanachs nouveaux! Calendriers nouveaux! — Des almanachs pour l'année nouvelle? — Oui, monsieur. — Croyez-vous qu'elle sera heureuse, cette année nouvelle? — Oh! oui, illustrissime, bien sûr. — Comme l'année passée? — Beaucoup, beaucoup plus. — Comme l'autre? — Bien plus, illustrissime. — Comme celle d'avant? Ne vous plairait-il pas que l'année nouvelle fût comme n'importe laquelle de ces dernières années? — Non, monsieur, il ne me plairait pas. — Combien d'années nouvelles se sont écoulées depuis que vous vendez des almanachs? — Il va y avoir vingt ans, illustrissime. — A laquelle de ces vingt années voudriez-vous que ressemblât l'année qui vient? — Moi? je ne sais pas. — Ne vous souvenez-vous d'aucune année en particulier qui vous ait paru heureuse? — Non, en vérité, illustrissime. — Et cependant la vie est une belle chose, n'est-il pas vrai? — On sait cela. — Ne consentiriez-vous pas à revivre ces vingt ans, et même tout le temps qui s'est écoulé depuis votre naissance? — Eh! mon cher monsieur, plût à Dieu que cela se pût! — Mais si vous aviez à revivre la vie que vous avez vécue, avec tous ses plaisirs et toutes ses peines, ni plus ni moins? — Je ne voudrais pas. — Et quelle autre vie voudriez-vous revivre? La mienne, celle d'un prince ou celle d'un autre? Ne croyez-vous pas que moi, le prince ou un autre, nous répondrions comme vous, et qu'ayant à recommencer la même vie, personne n'y consentirait? — Je le crois. — Ainsi, à cette condition vous ne recommenceriez pas? — Non, monsieur, non vraiment, je ne recommencerais pas. — Quelle vie voudriez-vous donc? — Je voudrais une vie faite comme Dieu me la ferait sans autre condition. — Une vie au hasard dont on ne saurait rien d'avance, comme on ne sait rien de l'année nouvelle? — Précisément. — Oui, c'est ce que je voudrais, si j'avais à revivre, c'est ce que voudrait tout le monde. Cela signifie qu'il n'est jusqu'à ce jour personne que le hasard n'ait traité mal. Chacun est d'avis que la somme du mal a été pour lui plus grande que celle du bien : personne ne voudrait renaître à condition de recommencer la même vie avec tous ses biens et tous ses maux. *Cette vie qui est une belle chose n'est pas celle qu'on connaît, mais celle qu'on ne connaît pas, non la vie passée, mais la vie à venir.* L'année prochaine, le sort commencera à bien nous traiter tous deux et tous les autres avec nous; ce sera le commencement de la vie heureuse. N'est-il pas vrai? — Espérons-le. — Montrez-moi donc le plus beau de vos almanachs. — Voici, illustrissime, il vaut trente sous. — Voilà trente sous. — Merci, illustrissime. Au revoir. Almanachs! almanachs nouveaux! Calendriers nouveaux! »

Quelle amertume dans cette scène de comédie, si habilement menée par l'humour du passant, une sorte de Socrate desabusé! —

Parfois l'ironie est poussée tout à fait au noir. Le Follet raconte au Gnome que les hommes sont morts: « Vous les attendez en vain, ils sont tous morts, » comme il est dit au dénoûment d'une tragédie où mouraient tous les personnages. — Et comment ont disparu ces coquins-là? — Les uns en se faisant la guerre, les autres en naviguant; ceux-ci en se mangeant entre eux, ceux-là en s'égorgeant de leurs propres mains; d'autres en croupissant dans l'oisiveté, d'autres en répandant leurs cervelles sur les livres, ou en faisant ripaille ou par mille excès; enfin, en s'étudiant de toutes façons à aller contre la nature et à se faire du tort. »

Il n'y a pas de plus cruel ennemi de l'homme que l'homme. C'est ce que Prométhée a pu apprendre à ses dépens, dans sa gageure avec Momus, qui hochait la tête toutes les fois que le fabricateur du genre humain se vantait devant lui de son invention. Un pari s'engage et les deux parieurs partent pour la planète. Descendus en Amérique, ils se trouvent nez à nez avec un sauvage en train de manger son fils; dans l'Inde ils voient une jeune veuve brûlée sur le bûcher de son mari, un horrible ivrogne. « Ce sont des barbares, » dit Prométhée, et ils partent pour Londres. Là, devant la porte d'un hôtel, ils voient une foule qui s'amasse : c'est un grand seigneur anglais qui vient de se brûler la cervelle après avoir tué ses deux enfans et recommandé son chien à un de ses amis. — N'est-ce pas là, trait pour trait, le sombre tableau tracé par Schopenhauer : « La vie est une chasse incessante, où, tantôt chasseurs et tantôt chassés, les êtres se disputent les lambeaux d'une horrible curée; une guerre de tous contre tous; une sorte d'histoire naturelle de la douleur qui se résume ainsi : vouloir sans motif, toujours lutter, puis mourir, et ainsi de suite, dans les siècles des siècles jusqu'à ce que la croûte de notre planète s'écaille en petits morceaux. » Avions-nous tort de dire que le pessimisme est moins encore une doctrine qu'une maladie du cerveau? A ce degré, le système ne relève plus de la critique, il revient de droit à la clinique; il faut l'y laisser.

Sur deux points seulement, le pessimisme de Leopardi diffère de celui de Schopenhauer, et je n'hésite pas à dire que le poète est le plus philosophe des deux, parce qu'il reste dans une mesure relative de raison. Ces deux points sont le principe du mal et le remède. Du principe métaphysique, Leopardi ne sait rien et ne veut rien savoir. Le mal se sent et s'apprécie : c'est une somme de sensations très réelles, pur objet d'expérience, non de raisonnement. Tous ceux qui ont prétendu déduire la nécessité du mal d'un principe, soit *la volonté*, comme Schopenhauer, soit *l'inconscient*, comme Hartmann, ont abouti à des théories absolu-

ment arbitraires quand elles ne sont pas inintelligibles. Leopardi se contente d'établir par l'observation la loi universelle de la souffrance sans prétendre en faire la dialectique transcendante : il sent ce qui est sans essayer de démontrer que cela doit être ainsi. Et de plus, ignorant le principe du mal, il se garde bien d'y opposer des remèdes imaginaires, comme les pessimistes allemands qui aspirent à combattre le mal de l'existence en essayant d'éclairer sur ce mal la volonté suprême qui produit l'existence, en lui persuadant de renoncer à elle-même et de se retourner contre l'être vers le néant. Le seul remède que l'âme stoïque de Leopardi oppose à l'éternelle et universelle souffrance, c'est la résignation, c'est le silence, c'est le mépris. Triste remède sans doute, mais qui est au moins à notre portée :

Nostra vita a che val? solo a spregiarla.

« Notre vie, à quoi est-elle bonne? seulement à la mépriser (1). »

On voit que nous n'avons rien exagéré en disant que Leopardi est le précurseur du pessimisme allemand. Il annonce cette crise singulière qui se préparait secrètement dans quelques esprits sous certaines influences que nous aurons à déterminer. Si l'on se souvient que le nom de Schopenhauer resta presque inconnu en Allemagne jusqu'en 1839 et que la fortune de ses idées ne date que des vingt dernières années, on ne sera pas médiocrement surpris de saisir dans le poète italien, dès 1818, tant d'affinités de tempérament et d'esprit avec la philosophie qui devait séduire l'Allemagne. D'instinct et sans rien approfondir, il a tout deviné dans cette philosophie du désespoir; sans aucun appareil scientifique, il est bien peu d'argumens qui échappent à sa douloureuse clairvoyance. Il est à la fois le prophète et le poète de cette philosophie, il en est le *vates*, dans le sens antique et mystérieux du mot; il l'est avec une sincérité et une profondeur d'accent que n'égalent pas les plus célèbres représentans du pessimisme. Enfin, ce qui est bien quelque chose, il a vécu, il a souffert, il est mort en conformité parfaite avec sa triste doctrine, en contraste évident avec le désespoir tout théorique de ces philosophes qui ont su toujours fort bien gouverner leur vie et administrer à la fois le temporel et le spirituel du bonheur humain, leurs rentes et leur gloire.

E. Caro.

(1) A un vincitore nel pallone.

LE

FILLEUL D'UN MARQUIS

DERNIÈRE PARTIE (1).

XIV.

Quand il eut traversé le jardin de l'Espailleraie et tourné autour des massifs, Laurent, arrivé devant la façade principale où s'ouvrait le perron d'entrée, s'arrêta un moment pour reprendre haleine. La maison, éclairée à demi par un faible rayon de lune, se dressait devant lui avec sa toiture à l'italienne, ses fenêtres sombres aux jalousies discrètement baissées, sa muraille treillissée où grimpaient des jasmins et des chèvrefeuilles. La physionomie même du logis avait quelque chose de mystérieux et d'amoureux. Laurent gravit légèrement les marches du perron, voulut ouvrir la porte, et fut étonné de la trouver fermée à l'intérieur. Il supposa que Mme de Brieulles, pour se débarrasser de sa femme de chambre, l'avait envoyée dans le bourg; il revint sur ses pas, tout bouillant d'impatience, et, se rappelant que la cuisine communiquait de plain-pied avec le jardin, il n'hésita pas à prendre sans façon le même chemin que Berthe lui avait fait suivre quelques jours auparavant, lors de la brusque arrivée du marquis. Il pénétra donc dans le vestibule par le sous-sol et l'escalier de service, qu'une lampe de cuisine éclairait imparfaitement de sa lumière clignotante. Toute cette partie du logis était déserte et silencieuse, l'antichambre elle-même était complétement obscure; toutefois une raie lumineuse se dessinait sur le ta-

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre, du 15 octobre et du 1er novembre.

pis le long de la porte du boudoir, et Laurent ne douta pas que Berthe ne se fût installée là pour le recevoir. Il heurta lestement à cette porte, l'ouvrit sans attendre une réponse, et tout à coup s'arrêta stupéfait sur le seuil.

Sous son globe dépoli, la lampe baignait d'une clarté ambrée la petite pièce, dont la fenêtre était close et les rideaux baissés; sur la chaise longue, Berthe, enveloppée d'une robe de chambre de cachemire blanc, était assise, et à côté d'elle, encore tout poudreux dans ses habits de voyage, se tenait Sainte-Marie de Brieulles. — Ce n'était pas une hallucination, c'était bien le mari en chair et en os, avec ses gros brodequins de campagne, sa redingote noire aux plis disgracieux, ses cheveux mal taillés et sa figure souffreteuse où luisaient ses yeux renfoncés. — Laurent restait dans l'embrasure, immobile et quasi pétrifié. A la vue de ce visiteur inattendu, Sainte-Marie s'était redressé en tournant vers sa femme un regard ébahi et intrigué. Berthe se leva. Pas un trait de sa figure n'avait bougé; Laurent seul devina l'embarras où elle était, au coup d'œil dur et acéré qu'elle lui darda et qu'amortirent presque aussitôt ses paupières prudemment baissées. — Entrez donc, docteur, dit-elle d'une voix très calme, M. de Brieulles sera enchanté de vous revoir... — Puis, s'adressant à Sainte-Marie : — Mon ami, ajouta-elle, vous voici en pays de connaissance, M. Laurent Husson est médecin-inspecteur des eaux de Sermaize. — Elle indiqua du geste un fauteuil au jeune homme, et continua en souriant : — Je vous remercie, docteur, d'être passé chez moi comme je vous en avais prié... Mon bain de ce matin m'avait énervée, mais la surprise que m'a faite ce soir M. de Brieulles m'a remis les nerfs en meilleur état. — En même temps, elle envoya dans la direction de Sainte-Marie un regard plein de câlinerie.

Celui-ci s'était levé à son tour et avait tendu gauchement la main au docteur.

— Asseyez-vous, monsieur Husson, murmura-t-il, il y a longtemps que nous ne nous étions vus!.. J'ai eu cependant de vos nouvelles et j'ai applaudi à vos succès... Vous voilà devenu un médecin en vogue; c'est beaucoup à une époque où on ne croit plus guère qu'à la science.

Laurent répondait d'une façon monosyllabique, et les paroles péniblement arrachées de son gosier avaient l'air de lui brûler la bouche au passage. Il endurait un supplice intolérable. — Être violemment amoureux, après quatre mortelles journées de désirs rentrés accourir vers la femme qu'on aime, tout enfiévré et les lèvres affriandées de baisers, rêver comme compensation des trésors de tendresse et tomber au milieu d'un tête-à-tête conjugal, il y avait

là de quoi démonter un homme autrement stoïque et patient que Laurent Husson. — Pour combler la mesure, il se voyait forcé d'accepter la poignée de main et les complimens du mari qu'il était venu supplanter. C'en était trop, cet ironique et brutal coup du sort l'avait paralysé, et il se sentait devenir stupide.

Les deux hommes s'étaient assis, Mme de Brieulles avait repris sa place sur la chaise longue à côté de son mari; un pénible silence de quelques minutes plana dans le boudoir où l'on n'entendait plus que le bourdonnement d'une mouche emprisonnée entre la vitre et la mousseline du rideau. De ces trois personnages, Sainte-Marie, malgré son peu d'usage du monde et sa gaucherie, était de beaucoup le plus à l'aise et le moins nerveux. Il semblait tout à fait *at home;* douillettement accoté contre les coussins, il vidait paisiblement, à petites gorgées, un verre de sirop de framboises que sa femme venait de lui préparer. Berthe appelait à elle tout son sang-froid pour feindre une sérénité qu'elle était loin de posséder. Sainte-Marie, entrant tout à coup à l'Espailleraie comme une miraculeuse apparition, l'avait profondément troublée. Elle flairait dans cette démarche insolite je ne sais quel mystère inquiétant. Au milieu du désarroi causé par cette visite, elle n'avait eu que le temps de faire un signe à sa femme de chambre, afin que celle-ci courût chez le docteur et lui donnât contre-ordre; malheureusement la soubrette était arrivée trop tard, et Laurent était venu tout compliquer par sa présence inopportune. Berthe devinait qu'elle avait été jouée par M. de Rosières et qu'elle n'avait pas trop maintenant de toute son adresse pour détourner les soupçons de Sainte-Marie. Elle se faisait avec lui prévenante, empressée, presque tendre, et Laurent, qui voyait ce manége, en était intérieurement humilié et irrité. Quant à M. de Brieulles, persuadé que l'heureuse intervention du marquis avait déterminé cette brusque métamorphose et amené Berthe à résipiscence, il acceptait toutes ces chatteries avec une grave et reconnaissante bienveillance.

— Mon ami, lui dit la jeune femme en le débarrassant du verre qu'il venait de vider, je suis sûre que vous mourez de faim.

Sainte-Marie avoua que les cahots de la voiture lui avaient notablement creusé l'estomac.

— Annette ne peut tarder, reprit Mme de Brieulles, je l'ai envoyée à l'hôtel, et j'espère qu'elle y trouvera de quoi vous improviser un souper... Ce voyage a dû vous fatiguer, allongez-vous sans façon sur ce tabouret, le docteur vous le permet...

Elle approcha un tabouret, et ses belles mains délicates daignèrent aider Sainte-Marie à y installer ses pieds. En même temps elle coulait vers Laurent un regard oblique, comme pour lui dire : — Résignez-vous et faites comme moi bonne mine à mauvais jeu !

— Vous êtes vraiment parfaite, ma chère Berthe! s'écria Sainte-Marie, touché de cette attention. — Et pour lui témoigner sa reconnaissance, il lui saisit la main, la porta à ses lèvres et l'y tint pressée très tendrement.

La jeune femme restait debout près de lui, et la lueur dorée de la lampe éclairait de bas en haut sa beauté blanche et hautaine, ses paupières baissées et ses lèvres rouges, où errait son perfide sourire. Elle ne bougeait pas et ne semblait nullement pressée de se dérober à cette caresse conjugale.

Assis dans son fauteuil comme sur un fagot d'épines, Laurent sentait au dedans de lui un frisson de dégoût et de colère. Cette comédie lui semblait d'autant plus odieuse qu'il avait pénétré plus avant dans les confidences de Mme de Brieulles; vingt fois elle lui avait parlé de ses répugnances et de ses dédains pour le mari auquel on l'avait liée, et, en la voyant duper Sainte-Marie avec cette aisance enjouée, cette apparente placidité, le jeune homme était blessé dans ses plus intimes sentimens de délicatesse. Cette fausseté révoltait sa nature loyale, ces caresses menteuses lui faisaient monter le rouge au visage. Les gens blasés sur ces sortes d'aventures trouveront sans doute qu'il avait la conscience bien chatouilleuse et des scrupules par trop naïfs; mais Laurent était tout neuf en pareille matière et n'entendait rien aux duplicités de l'amour défendu. Bien qu'il eût vingt-huit ans, c'était la première fois qu'il faisait la cour à une femme mariée; les petites lâchetés, les compromissions humiliantes qu'entraîne une liaison de ce genre, étaient pour lui autant de fruits nouveaux de l'arbre du péché, et il ne pouvait s'empêcher de leur trouver une saveur singulièrement amère et nauséabonde. Cette main blanche qu'il avait couverte de baisers, Berthe l'appuyait aux lèvres d'un homme qu'elle méprisait, — et cela en présence de celui qu'elle prétendait aimer, — elle ne s'évanouissait pas de honte, rien qu'au contact de cette caresse: elle restait là, impassible, retrouvant, pour tromper son mari, la même grâce féline, les mêmes regards veloutés, les mêmes provocans sourires qu'elle avait prodigués pour griser son amant!.. Laurent jusqu'alors n'avait vu l'adultère que par ses aspects poétiques. Seul avec Berthe, sur un terrain neutre, loin de la maison conjugale, il s'était efforcé d'oublier ce mari qui apparaissait dans une brume lointaine comme une sorte d'abstraction; mais ce soir il n'y avait plus d'illusion possible, le mari était là, à deux pas: l'adultère ridicule et vulgaire se révélait avec ses mensonges, son impudeur, ses situations louches, ses nécessités brutales, et tout cela soulevait le cœur.

Sainte-Marie s'était décidé à quitter la main de sa femme, il l'avait reposée doucement sur le bord d'un coussin. — Je crois que

j'entends Annette! murmura Mme de Brieulles, je vous laisse un moment en tête-à-tête. — Elle sortit précipitamment, tandis que Sainte-Marie questionnait sur les propriétés des eaux de Sermaize le jeune docteur, qui répondait brièvement et d'une façon distraite.

Au bout d'un quart d'heure, Berthe rentra, accompagnée de la femme de chambre qui apportait sur un plateau une volaille froide, des fruits et une bouteille de bordeaux. — Voici, dit-elle, tout ce qu'Annette a pu trouver... Demain, nous vous traiterons mieux.

— C'est parfait, répondit Sainte-Marie en s'installant devant le guéridon où le plateau avait été posé, au Neufour je ne suis pas habitué à un pareil ordinaire, et vous me gâtez...

Il commença de manger avec cette hâte gloutonne qu'il n'est pas rare de rencontrer chez les gens qui font profession de mépriser les délicatesses et les raffinemens de la vie matérielle. — Voyez, monsieur Husson, poursuivit-il la bouche pleine, voyez comme on choie les maris! Un célibataire rentrant chez lui aurait été réduit à se coucher sans souper... Le mariage a de ces menues douceurs qui ne sont pas à dédaigner... Vous en tâterez prochainement, car, si j'en crois ce qu'on m'a dit aux Islettes, vous êtes sur le point de vous marier.

— Ah ! fit Berthe en lançant vers Laurent un regard aigu et coupant comme une lame de stylet, vous ne m'aviez point parlé de cela, docteur?

— Je ne vous en ai point parlé, madame, parce que ce mariage ne se fera pas... malheureusement! répliqua le jeune homme avec un accent singulièrement amer.

Il s'était levé et avait pris son chapeau, tandis que Sainte-Marie le regardait d'un air effarouché.

— Pardon! balbutia M. de Brieulles, c'est fâcheux... Je le regrette...

— Pas autant que moi, je vous le jure! s'écria Laurent avec une sorte d'emportement à peine contenu. — Puis il salua et sortit.

Berthe l'avait accompagné jusqu'au seuil de l'antichambre; sans proférer un mot, elle lui glissa dans les doigts un billet qu'elle avait trouvé le temps de griffonner pendant sa courte disparition, puis elle retourna précipitamment dans le boudoir où Sainte-Marie continuait son souper.

Une fois dehors, Laurent froissa avec dégoût le billet qui lui brûlait les doigts, et, sans même y jeter les yeux, il le déchira en petits morceaux qu'il éparpilla à travers champs. C'était fini de sa passion pour Berthe, le mépris l'avait brusquement étouffée. Si violent qu'il soit, l'amour qui n'a d'autres racines que le désir de la possession et qui se développe dans une atmosphère artificielle

ne résiste pas au premier courant d'air pur qui le touche: un souffle ardent l'avait fait naître, un souffle glacé le tue. Il ressemble à ces magnifiques fleurs de serre qu'une chaleur factice épanouit, et qui tombent fanées dès qu'on les expose en plein air. Laurent suivait sa route d'un pas lourd, traînant avec lui le cadavre de cet amour si vivace une heure auparavant. Il se faisait l'effet d'une femme qui chemine avec son nourrisson dans les bras, et qui tout à coup s'aperçoit qu'elle ne porte plus qu'un enfant mort. Il entrevit derrière les arbres la noire silhouette de sa maison, et se détourna soudain. L'idée de rentrer dans son logis muet et d'y passer une nuit sans sommeil lui causait une vague terreur. Si encore Sophie eût été là, s'il eût pu l'embrasser et lui ouvrir son cœur!.. mais s'enfermer entre quatre murs, quand on n'a d'autre compagnie que sa conscience, et qu'elle n'a rien de bon à vous dire, c'est un tête-à-tête peu désirable. Laurent tourna le dos à sa demeure, et, coupant à travers les rues du bourg endormi, il gagna la forêt.

Il avait besoin de marcher pour s'étourdir. Il entra dans la longue avenue verdoyante qui s'enfonce dans la direction de Trois-Fontaines. Le ciel s'était couvert, les arbres de lisière serrés l'un contre l'autre dressaient de chaque côté de ténébreuses murailles; sur cette ombre épaisse tranchaient à peine la vague blancheur de la route et la bande étroite de ciel gris, qui fuyaient parallèlement. Pas un bruit; parfois seulement le sifflet prolongé d'une locomotive et la rumeur d'un train en marche montaient du fond de la plaine et jetaient une note vivante dans ce silence solennel des bois. Laurent allait droit devant lui. Jamais il ne s'était trouvé si misérable. Il avait au cœur un vide profond, et ce vide était à la fois lourd et douloureux. Après le naufrage de son amour pour Valentine, il s'était tourné désespérément vers cette passion que Berthe avait eu le don de rallumer, et cette passion venait elle-même de se dissiper comme une fumée, ne lui laissant qu'un remords de plus et un amer dégoût. Il se retrouvait seul comme avant, mais avec un sentiment de déchéance, une sensation d'écœurement, qui lui rendaient la vie insupportable. Jusque-là, s'il avait souffert, c'était par la faute des autres, et du moins dans son for intérieur il conservait, comme une fraîche source consolatrice, l'estime de soi-même. Maintenant cette source était tarie : il avait honte de sa conduite; il s'était avili, diminué à plaisir; il n'y avait plus rien en lui qui ne fût desséché et désolé comme un désert.

Tandis qu'il cheminait machinalement, ayant déjà dépassé le carrefour où la nef ruinée de l'abbaye se profilait sur le ciel gris, pareille à la carcasse démâtée d'un navire échoué, le vent avait fraîchi, les

feuillées frissonnaient et des gouttes d'eau commençaient à rouler sur l'herbe. Il n'y prit pas garde et continua de marcher ainsi pendant une heure. La pluie, d'abord blutée par le vent en gouttelettes menues, était devenue une véritable averse, et un murmure sourd, monotone, continu, emplissait la forêt. Peu à peu, à droite et à gauche les arbres s'éclaircirent, la tranchée devint une route nue, au tournant de laquelle Laurent aperçut dans une buée obscure les linéamens d'une vallée étroite d'où montait le bouillonnement d'une écluse. Il reconnut la vallée de la Saulx et Robert-Espagne. Il n'était pas venu sur ce chemin depuis le soir de la Saint-Jean, et il sentit son cœur se serrer douloureusement, lorsqu'il distingua à travers les hachures de l'averse les masses confuses des maisons et des vergers bordant la rivière. — Valentine était là. — Peut-être l'une de ces lumières éparses qu'on voyait clignoter dans la brume éclairait-elle sa fenêtre? C'était l'heure où d'habitude elle remontait dans sa chambre et s'apprêtait à s'endormir. Tandis qu'il errait à l'orée du bois, le cœur vide, la tête vide, ne sachant plus que faire de sa vie désenchantée, Valentine veillait peut-être en songeant au soir de la dernière Fête-Dieu... Laurent se trouvait si indigne d'elle qu'il en était venu à souhaiter qu'elle l'eût oublié. Cela ne valait-il pas mieux? En supposant que, par un miracle, le percepteur lui eût dit ce soir : « Je consens à vous donner Valentine; » est-ce qu'en conscience il eût pu accepter un pareil bonheur? Comment eût-il osé soutenir le regard pur et ferme de cette honnête fille qu'il avait trahie et reniée aux pieds de Mme de Brieulles?..

Et tout d'un coup il se reporta en pensée au premier jour où il avait vu Valentine à travers les fleurs des reposoirs, tandis que chantaient les joyeux carillons des cloches de Juvigny. Il songea à ces claires journées de sa vie d'écolier, alors qu'il s'enthousiasmait à la lecture des idylles de Théocrite, alors que le monde s'ouvrait devant lui comme un jardin enchanté. Le monde n'avait pas changé; il y avait toujours sur la terre des fleurs, des oiseaux, des livres pleins de poésie, des matinées toutes bourdonnantes de sonneries argentines; mais lui, Laurent, avait changé. Les pays où il avait rêvé et aimé s'étaient évanouis, et il n'apercevait plus que des espaces mornes et décolorés. Il contempla encore un moment cette petite vallée de la Saulx, qu'il avait connue si ensoleillée, verdoyante et fleurie, et qui cette nuit était troublée et sombre comme son propre cœur. Il lui sembla que la nature elle-même, le prenant en pitié, fondait en larmes à le voir si misérable, et, tournant le dos à ce paradis perdu, il se renfonça dans la forêt ruisselante.

Il glissait lourdement sur la terre rouge et détrempée; la pluie

avait imbibé ses habits, qui collaient sur son corps et gênaient ses mouvemens, et il se sentait horriblement las. Comme il longeait une coupe récemment exploitée, il vit sur la lisière une hutte de bûcherons abandonnée et s'y réfugia. Le toit de mousse avait garanti de l'humidité le sol de la hutte, et des fougères sèches étaient entassées dans un coin. Il s'y laissa choir épuisé, et, n'ayant même plus la force de penser, il se mit à écouter machinalement le tumulte de l'averse. Ses tempes étaient serrées, et des coups de marteau lui battaient dans la tête. De temps en temps il s'assoupissait, mais des rêves fiévreux le réveillaient en sursaut, et, les yeux à demi ouverts, il prêtait l'oreille au clapotement de l'eau dans les feuillées. Vers la fin de la nuit, il s'endormit et perdit complétement la notion des choses. Quand il revint à lui, l'aube blanchissait, la pluie avait cessé, les oiseaux gazouillaient en secouant leurs plumes. Il s'éveilla tout engourdi et grelottant, ses dents claquaient, sa tête était lourde et ses membres étaient comme perclus. Il fit un effort, se mit sur ses pieds en chancelant et sortit afin de dissiper ce malaise au grand air; mais à peine eut-il essayé quelques pas dans la direction de la route qu'il eut un éblouissement, ses jambes fléchirent, il se traîna jusqu'au talus du fossé et s'y laissa tomber...

Ce même jour, Eustache Lapasque, ayant une longue tournée à faire, s'était levé avant l'aube, tandis que toute sa maisonnée dormait. Il était descendu sur la pointe des pieds à la cuisine encore demi-obscure et avait allumé un petit feu pour y réchauffer son viatique de chaque matin, c'est-à-dire une tasse de café noir. Puis il avait chaussé ses lourds brodequins bien graissés, boutonné ses houseaux de toile bleue autour de ses maigres jambes d'échassier, serré méthodiquement dans son carnier les copies d'exploits, l'étui où il y avait un encrier et des plumes, un fort croûton de pain et sa gourde d'eau-de-vie de marc. Réconforté à l'intérieur par le café chaud, minutieusement harnaché et guêtré, il avait empoigné sa canne de buis, et, soulevant discrètement le loquet de la porte du jardin afin de respecter le sommeil de Lucrèce, il avait gagné les champs. Maintenant, l'âme sereine et la conscience paisible, Eustache cheminait à grandes enjambées; ses deux jambes s'ouvraient comme les branches d'un immense compas, et il arpentait les chaumes sans souci de la rosée abondante. En un quart d'heure, il eut atteint la colline, et, ralentissant le pas à la montée, il s'engagea dans la forêt, tout en ruminant ses pensées, — d'honnêtes pensées, courtes et méthodiques, bien terre à terre et point trop absorbantes, comme il en peut loger sous le crâne d'un huissier d'humeur douce et moutonnière. — Tous ses exploits avaient-ils été inscrits dans l'ordre sur son répertoire? Lucrèce

avait-elle envoyé les protêts de la veille à l'enregistrement? Sa flûte était-elle serrée de façon à échapper aux recherches d'Amaury, qui avait la rage de flûter ni plus ni moins que son père?.. Ses courses seraient-elles achevées à temps pour le dîner de midi?..

Comme il se posait cette dernière interrogation, il releva le nez et aperçut le long du talus deux jambes pendantes et un corps d'homme couché dans l'herbe. — Bonté divine! un homme assassiné! s'écria le brave Eustache, dont l'imagination nourrie de jugemens correctionnels ne voyait partout que coups et blessures. — Il s'approcha avec précaution, écarta d'une main tremblante les millepertuis et les folles avoines qui masquaient la tête de la victime et poussa un cri en reconnaissant le pâle visage de Laurent Husson. L'exclamation d'Eustache s'échappa de son long gosier avec un son de petite flûte, si aigu et si perçant qu'elle imprima une secousse aux nerfs auditifs du docteur et le tira de son évanouissement. Il ouvrit les yeux, desserra les lèvres, et se soulevant sur son coude : — Ah! soupira-t-il, où suis-je donc?

— Dans la tranchée de Robert-Espagne, monsieur Husson, répondit l'huissier, et me voici, moi, Eustache Lapasque, pour vous servir... Que vous est-il arrivé? Avez-vous été attaqué par des malfaiteurs?

Laurent ouvrit les yeux tout à fait, reconnut son interlocuteur, et revint peu à peu à lui. — Non, murmura-t-il, cette nuit j'ai été pris d'une faiblesse, je n'ai pas eu la force de bouger d'ici et j'y suis resté.

— Quoi! par cette pluie battante?.. Mon pauvre monsieur, vos habits sont traversés, et il y avait de quoi attraper le coup de la mort... Attendez!

Eustache fouilla dans son carnier, déboucha sa gourde, et l'approchant des lèvres de Laurent : — C'est de l'eau-de-vie, dit-il, avalez-en une gorgée, cela vous réchauffera.

Laurent obéit et essaya de se lever. — Je suis rompu, fit-il, et il me semble que ma tête se fend.

— Vous ne pouvez pas rester ici, continua Eustache, et il n'y a pas à songer à regagner Sermaize... Prenez mon bras et essayez de marcher jusqu'à Robert-Espagne; je vous mènerai chez nous et vous vous sécherez.

Laurent fit un signe affirmatif, et avec le secours d'Eustache parvint à se mettre sur ses jambes. L'eau-de-vie qu'il avait avalée lui avait redonné du ton, et, appuyé sur le bras de l'huissier, il put se traîner. — Ils descendirent lentement et gagnèrent les prés étincelans de rosée et de lumière. Le trajet, bien qu'assez court, se fit péniblement et leur prit presqu'une heure. Laurent grelottait toujours,

et le violent mal de tête qu'il éprouvait le rendait quasi aveugle. Afin d'éviter la curiosité des gens du village, Lapasque le conduisit chez lui par les jardins. Quand ils arrivèrent clopin-clopant dans la cuisine, la maison était déserte, et la paysanne qui faisait le ménage de l'huissier lui apprit que Lucrèce et les enfans étaient partis pour le jardin du percepteur. Lapasque installa son malade dans un grand fauteuil, alluma une claire flambée, et, le confiant à la garde de la femme de ménage, courut à la recherche de Lucrèce.

Il la trouva en effet au fond du jardin de M. Maurin, où elle aidait Valentine et ses sœurs à la récolte des prunes destinées aux confitures. Mme Lapasque et les jeunes sœurs, armées de grandes gaules, secouaient violemment les branches des pruniers: les mirabelles dorées, les perdrigons rouges et violets tombaient dru comme grêle et s'éparpillaient sur la terre noire, à la grande joie des enfans Lapasque, qui poussaient des piaulemens de jeunes poussins, en se bousculant pour ramasser les fruits et les porter dans les paniers où Valentine faisait le triage. Depuis le soir de la Saint-Jean, la jolie « fleur de vigne » avait pâli, ses clairs yeux bruns toujours limpides étaient cernés, et sa physionomie, ordinairement si vive, avait une expression pensive et alanguie.

— Madame Lapasque! héla Eustache, dès qu'il fut sous les pruniers.

— Sainte-Vierge, Lapasque! s'exclama Lucrèce, tu m'as fait peur... Te voilà blanc comme un linge,... qu'y a-t-il? Pourquoi es-tu revenu?

— Il y a, répondit-il essoufflé, que j'ai trouvé le docteur Husson évanoui dans la tranchée de Robert-Espagne, et que je l'ai ramené chez nous.

— Ah! mon Dieu!

Au nom de Laurent, Valentine s'était levée. Elle avait tour à tour rougi et pâli, et maintenant, avec ses beaux yeux agrandis par l'anxiété, elle se tenait près de Lucrèce et d'Eustache. Celui-ci raconta brièvement comment les choses s'étaient passées. — Je le crois très malade, continua-t-il, pensez donc! coucher dehors par le temps de cette nuit... On a beau être médecin, ça ne vous empêche pas d'attraper une maladie. Il a la tête et les mains brûlantes et il grelotte comme en plein cœur d'hiver... Maintenant qu'allons-nous faire? Dois-je le reconduire à Sermaize ou le garder chez nous?

Les yeux de Valentine se tournèrent vers ceux de Lucrèce avec une expression si suppliante et si éloquente, que celle-ci comprit immédiatement, et, comme elle avait bon cœur, elle répondit d'un ton décidé : — Il faut le garder.

— Mais, objecta le prudent Eustache, si c'était d'aventure quelque mauvaise fièvre... Songe aux enfans!

— Il faut le garder, répéta péremptoirement Lucrèce; les enfans coucheront en bas, et nous mettrons M. Laurent dans la chambre haute... Il y aurait conscience de lui faire faire la route dans l'état où il est, et nous lui devons bien cela pour les soins qu'il a donnés à notre Gaëtan. Allons vite chez nous!.. Je vous laisse les enfans, Valentine; vous me les ramènerez tantôt.

Les yeux de Mlle Maurin, devenus humides, envoyèrent un ardent remercîment à Lucrèce, et le couple Lapasque s'éloigna.

Ils retrouvèrent Laurent assoupi et enfiévré dans son fauteuil : la pauvre Lucrèce poussa un gémissement à la vue des traits tirés et des vêtemens trempés du docteur; sans perdre de temps, elle courut à la chambre haute et disposa tout pour y installer le malade, tandis que, sur son ordre, Eustache étendait du linge devant le feu de la cuisine et emplissait de braises chaudes la vieille bassinoire de cuivre jaune. Une fois le lit prêt et bien bassiné, Lucrèce et Eustache tirèrent Laurent de sa torpeur, avec de bonnes paroles affectueuses, et lui aidèrent à monter l'escalier. Sans parler, la tête flottante, les yeux mi-clos, Laurent se contentait de répondre par signes, et ses lèvres essayaient un faible sourire. Eustache le déshabilla, lui passa une chemise bien chaude et le mit au lit.

— A présent, dit Lucrèce lorsque l'huissier fut redescendu, tu vas prendre une voiture à l'auberge et tu iras à Sermaize prévenir sa tante.

— Et mes exploits? s'écria Eustache inquiet.

— Tu feras ta tournée l'après-midi... Moi, pendant ce temps, j'enverrai quérir le vieux médecin de Jeand'heurs.

Eustache était un modèle d'obéissance. Il endossa de nouveau son carnier, embrassa Lucrèce, reprit sa canne de buis, et partit, non sans soupirer un peu à la pensée de son dîner de midi, qui devenait de plus en plus problématique.

Mme Lapasque demeura au chevet de Laurent. Celui-ci, encore tout frissonnant, mais heureux de la douce chaleur du lit, semblait respirer plus à l'aise. Sa figure exprimait une sorte de lassitude béate. Il aspirait longuement l'odeur des draps qui fleuraient l'iris; ses yeux considéraient avec une curiosité enfantine les rideaux jaunes à bordure rouge, le papier gris semé de bouquets roses, la couronne de fleurs d'oranger de Lucrèce, posée sous un globe au milieu de la cheminée, les petits ronds en mosaïque de drap multicolore placés devant chaque chaise; puis ses paupières se refermaient sous la lourdeur du mal de tête. Sa pensée était comme son corps, à la fois enfiévrée et engourdie. Il songeait par mo-

mens : « Je suis très malade; » mais sa lassitude d'esprit était telle qu'il ne s'en inquiétait pas. Il fermait les yeux sans se demander s'il les rouvrirait jamais; il ne pensait qu'à une chose, c'est qu'après le cauchemar de la nuit précédente il faisait bon se reposer dans ce grand lit tiède et y oublier tout...

— Êtes-vous bien? murmura Lucrèce en posant amicalement sa main fraîche sur le front brûlant du jeune homme.

Il remua les paupières, répondit faiblement : — Oui... Merci! — Puis sa tête se renversa sur l'oreiller, et il glissa de nouveau dans un assoupissement profond.

XV.

Nous avons laissé M. de Rosières en sentinelle sur la route par laquelle Sainte-Marie devait arriver à Sermaize. Il y fit le pied de grue pendant une bonne heure, tantôt marchant pour se tenir en haleine, tantôt adossé contre un arbre, écarquillant les yeux, prêtant l'oreille au moindre roulement de voiture et ne voyant rien venir. Neuf heures sonnèrent. Les derniers promeneurs, craignant la pluie qui menaçait, étaient rentrés; la route était devenue tout à fait déserte, et dans le bourg les rumeurs s'éteignaient peu à peu. On n'entendait plus par intervalles que les notes lointaines d'un piano dans une chambre d'hôtel et quelques bêlemens de moutons au fond d'une étable. Le marquis croqua le marmot pendant une demi-heure encore, puis, perdant patience, se rabattit sur le chemin de l'Espailleraie. — Sacrebleu! grommelait-il, est-ce que ce songe-creux de Sainte-Marie aurait eu l'esprit de me faire faux bond? — Il poussa jusqu'à la grille de l'Espailleraie. La maison était sombre, silencieuse, et comme ensevelie dans le sommeil. — Laurent s'y trouvait-il encore, ou Berthe, connaissant le retour de l'oncle trouble-fête, avait-elle au moins eu la prudence de renvoyer de bonne heure son amoureux? — M. de Rosières voulut en avoir le cœur net, et, rebroussant chemin jusqu'à la première auberge, il se fit indiquer le logis du docteur Husson. Il était incapable de supporter longtemps l'incertitude, et, au risque de rencontrer Sophie, il était bien résolu à attendre Laurent dans sa propre demeure.

Il y avait de la lumière aux fenêtres du rez-de-chaussée. Le marquis sonna et questionna la servante. — Non, le docteur Husson n'était pas encore de retour, mais il ne pouvait tarder, et si monsieur voulait se donner la peine d'entrer, il trouverait dans le salon une dame qui attendait déjà. — Le marquis était las de ses promenades sur la route; d'ailleurs il commençait à bruiner, et il se ré-

signa à suivre la servante; mais il ne fut pas plus tôt sur le seuil du salon qu'il poussa un cri de surprise à la vue de la visiteuse près de laquelle on l'introduisait.

Droite dans un fauteuil et nu-tête, Mlle Bastienne de Fierbois tricotait près de la lampe, aussi paisiblement et aussi à l'aise que si elle eût été dans son cabinet des Petites-Islettes.

— Corbleu! s'exclama M. de Rosières, vous aussi, marraine! Il paraît que c'est la soirée aux rencontres... Et que diantre faites-vous à Sermaize?

— Bonsoir! répondit Mlle Bastienne de sa grosse voix; tu le vois bien, j'attends Laurent... Pendant deux mois, il m'a corné aux oreilles qu'il allait se marier, et puis plus rien. Alors je me suis rappelé tes rêveries de l'autre soir; cela m'a mis la puce à l'oreille, et comme je m'intéresse à ce garçon, comme ma cuisson est terminée et que la verrerie chôme pour quinze jours, je suis tombée ce soir, sans crier gare, chez mon neveu Noirel, et me voici... Ah çà, voyons, où est Laurent? Que se passe-t-il?

— Ce qui se passe? répliqua le marquis en se laissant choir dans un fauteuil, préparez vos vertueuses oreilles, ma pauvre marraine, vous allez en apprendre de belles!.. Ce garnement de Laurent ne songe pas plus à se marier que moi à devenir capucin; j'avais deviné juste, et il fait l'amour avec ma nièce de Brieulles.

— En as-tu la preuve? demanda Mlle de Fierbois en haussant les épaules et en piquant son aiguille dans ses cheveux ébouriffés.

— La preuve!.. marraine, vous êtes aussi incrédule que saint Thomas... La preuve, c'est que je viens de voir le camarade entrer nuitamment chez ma nièce par la porte du jardin, — un vrai chemin d'amoureux. — J'ai essayé de l'arrêter au passage avec un sermon... Ah! ouiche, le gaillard était enragé!.. Il a le sang chaud, je vous le promets!.. Mon sermon et moi, nous sommes restés à la porte, tandis que votre Benjamin courait à son rendez-vous.

Il conta rapidement à Mlle Bastienne ce qui s'était passé depuis son arrivée à Sermaize. La vieille fille fronçait les sourcils, roulait de gros yeux et poussait de sourds grognemens à mesure que s'accentuait le scandaleux récit de M. de Rosières. Quant à lui, l'aventure lui paraissait si amusante que, tout en la narrant, il avait repris sa bonne humeur et ses façons étourdies. — Eh bien! marraine, demanda-t-il à la fin, en croisant les bras et en étendant les jambes d'un air triomphant, qu'en dites-vous?

— Je dis que les hommes sont tous de fieffés polissons, grommela Mlle de Fierbois, et que ton Laurent ne vaut pas mieux que toi... Ah! il a de quoi tenir, le mauvais sujet, et tu ne peux pas le renier, celui-là!

— C'est lui qui me renie au contraire; il m'a même jeté au nez des vérités assez dures, là-bas, entre la haie de sureaux et cette damnée petite porte.

— Cette Berthe Fontenille! poursuivait Mlle Bastienne, furieuse, fiez-vous donc à ces mijaurées avec leurs airs d'hermines confites dans de la neige!.. Mais qu'ont-elles donc dans le corps, ces créatures, pour ensorceler les honnêtes gens? Cela devrait être fouetté et brûlé en place publique!

— Mazette, comme vous y allez! interrompit le marquis, et que deviendrait le pauvre monde?.. Voyez-vous, marraine, vous n'y entendez rien... Cette mignarde Berthe est séduisante et chatte jusqu'au fin bout de ses petits doigts. C'est une embobelineuse, je vous en réponds, et je m'y connais... Les femmes aux prunelles bleues, à la peau blanche et aux cheveux noirs, continua-t-il en clignant de l'œil et en faisant claquer sa langue, il n'y a rien de plus... Suffit, je m'entends... Ah! Laurent est un heureux coquin, et, entre nous, marraine, tandis que je le rabrouais, je vous assure qu'il m'intéressait, ce gamin-là!.. Je me tenais à quatre pour ne pas l'embrasser, et je regrettais d'avoir prévenu ce benêt de Sainte-Marie... — Onze heures! fit-il en s'arrêtant pour écouter l'horloge de Sermaize, et pas de Laurent!.. Savez-vous que cela devient inquiétant? Si seulement j'étais sûr que mon neveu fût resté en route...

En ce moment, la servante entre-bâilla la porte du salon. Elle commençait, elle aussi, à se préoccuper de l'absence de son maître et de la persistance de ces deux étrangers à l'attendre à cette heure indue. — Monsieur Husson ne revient pas, dit-elle, et voilà qu'il est tard... monsieur et madame devraient s'en retourner à leur hôtel, ou sinon ils trouveront les portes fermées.

— Ma fille, répondit Mlle Bastienne en reprenant son tricot, nous sommes des amis de votre maître et nous l'attendrons jusqu'à demain matin... Prévenez mon neveu, M. de Noirel, que je passerai la nuit ici.

Cette réponse, articulée d'une voix virile, intimida la servante; elle ouvrait tout grands les yeux et la bouche en considérant cette maîtresse femme qui agissait comme si elle eût été chez elle.

— Oui, mon enfant, reprit le marquis, faites ce qu'on vous dit et couchez-vous ensuite. Nous attendrons le docteur, étendus chacun dans un fauteuil... Une mauvaise nuit est bientôt passée.

Une heure après, la maison était devenue silencieuse. M. de Rosières, qui ne supportait pas les lumières trop vives, avait baissé la mèche de la lampe, et Mlle Bastienne, la tête enveloppée d'un fichu, essayait de s'endormir. De temps à autre ils s'éveillaient tous

deux, écoutaient la pluie fouetter les vitres et le vent geindre dans les arbres, puis retombaient dans une vague somnolence. Le marquis, qui ne goûtait guère cette façon de dormir, était le plus agité; il avait des fourmis dans les pieds et remuait sur son fauteuil comme une carpe sur l'herbe. Vers le petit matin, un coq chanta dans la basse-cour, et M. de Rosières tressauta en poussant un juron. La lampe s'était éteinte en répandant une odeur nauséabonde qui fit éternuer Mlle Bastienne. — Quelle heure est-il? demanda-t-elle en s'étirant et en bâillant. — Le marquis fit sonner sa montre. — Trois heures!.. Allons, le drôle y aura pris goût... A son âge on fait durer longtemps l'heure du berger...

— C'est dégoûtant! grogna Mlle Bastienne; oh! les hommes, quelle triste denrée!

— Ce n'est pas l'avis de Mme Berthe...

— Tu m'agaces, laisse-moi en paix!

Tous deux se replongèrent dans leur fauteuil, et cette fois, vaincus par la fatigue, s'endormirent pour tout de bon.

Il était grand jour quand l'arrivée de la servante les éveilla en sursaut. — Votre maître est-il rentré? demanda Mlle de Fierbois en se débarrassant de son fichu. — Hélas! non, madame, je n'y comprends rien, répondit la pauvre fille ahurie.

Quand elle fut sortie : — C'est étrange! murmura le marquis; ma foi! je me risque et je vais pousser une reconnaissance jusqu'à l'Espailleraie.

Il se secoua, s'ébroua, défripa ses habits et courut chez Mme de Brieulles. Il revint au bout d'une demi-heure, la mine moitié penaude et moitié contente. Sa physionomie compliquée présentait un aspect insolite; tandis que l'œil narquois pétillait et souriait, la lèvre inférieure, allongée et boudeuse, annonçait quelque déconvenue.

— Eh bien! s'écria Mlle Bastienne.

— Je n'en reviens pas, et ce serait à mourir de rire s'il n'y avait là-dessous quelque mystère. Figurez-vous, marraine, que Sainte-Marie était déjà à l'Espailleraie quand Laurent y est entré. Mon beau neveu est arrivé par la grille, tandis que je sermonnais notre amoureux à la petite porte. La femme de chambre, qui est une rusée, m'a tout conté... Le pauvre Laurent, qui se pourléchait en songeant à l'heure du berger, n'a entendu sonner que l'heure du mari. Il n'a pas fait long feu à l'Espailleraie, comme vous pensez... A neuf heures, il avait tiré sa révérence aux deux époux. Et savez-vous, marraine, comment s'est terminée la comédie?..

La figure du marquis prit un air égrillard, ses lèvres s'approchèrent de l'oreille de Mlle Bastienne et il lui chuchota tout bas le reste de l'aventure de Mme Berthe.

— Elle n'a fait que son devoir! dit Mlle de Fierbois d'un ton sec.

— Peste! marraine, si vous n'étiez pas novice en certaines matières, vous sauriez qu'il y a des circonstances où faire son devoir est un acte héroïque... N'importe, quand je songe que c'est moi qui ai opéré ce raccommodement, je me sens tout fier... Si au ciel on a tenu note de mes péchés, j'espère qu'on me portera en compte cette belle action et que cela balancera le reste.

— Mais Laurent, Laurent! qu'est-il devenu? s'écria la vieille fille impatientée.

— Ah! dame, voilà où commence le mystère... Voulez-vous que je vous dise?.. Je crois que le gaillard avait plusieurs cordes à son arc et qu'il sera allé se consoler ailleurs, avec quelque jolie cliente moins bien gardée... Faute de grives on mange des merles; c'est ce que j'aurais fait, moi, à son âge!

— Toi! s'exclama Mlle Bastienne indignée, tu as toujours été un dévergondé, sans foi ni loi, mais Laurent n'a pas ta légèreté, Dieu merci! et j'ai grand'peur qu'il n'ait pris la chose plus à cœur que tu ne penses.

— Bah! répliqua le marquis dont la figure mobile redevint inquiète, vous voyez toujours tout en noir...

Ils en étaient là de leurs conjectures, quand une voiture s'arrêta devant la porte; un coup de sonnette retentit, et tous deux tressaillirent en même temps, agités par un pressentiment identique, tandis que la servante introduisait Eustache Lapasque et annonçait qu'il apportait des nouvelles du docteur.

— Vous l'avez vu? où est-il? s'écria impétueusement Mlle de Fierbois.

— Chez nous, à Robert-Espagne... Nous l'avons mis au lit, ma femme et moi, répondit Eustache fort intimidé. — Et il conta dans quel état piteux il avait trouvé Laurent.

— Qu'est-ce que je te disais? fit sévèrement Mlle Bastienne en se tournant vers le marquis, dont la figure s'était allongée pendant le récit de l'huissier; vous avez une voiture, n'est-ce pas? Nous allons partir avec vous... Mon neveu Noirel enverra une dépêche à Mlle Sophie... Pauvre fille, elle ne se doute guère de ce qui l'attend!.. Allons, leste, *fillou*, secoue-toi!.. Dans dix minutes, je serai harnachée, et nous décamperons.

Avec sa vivacité habituelle, elle eut vite gagné la verrerie. M. de Noirel se chargea de courir à la station et d'envoyer un télégramme à Sophie pour la rappeler à Sermaize, sans mentionner la maladie de Laurent; puis Mlle de Fierbois, affublée de son grand chapeau de paille et d'un parapluie énorme qui lui servait d'ombrelle, se jucha sur la voiture à côté de M. de Rosières. Eustache Lapasque,

dont les longues jambes dépassaient le marchepied du siége et frôlaient la croupe du cheval, fouetta vigoureusement sa bête, et le char à bancs roula dans la direction de la forêt.

Djig! djig! Le char à bancs ne brillait pas par l'élasticité de ses ressorts; étant quasi suspendu sur l'essieu, il tressautait avec un bruit de ferraille, et à chaque tour de roue le marquis et Mlle Bastienne se trémoussaient sur la banquette comme des billes sur un tambour. Le mouvement de trépidation était tel qu'il rendait toute conversation impossible. Chacun des voyageurs était absorbé par ses propres pensées. La vieille fille contemplait d'un air rêveur le scintillement des avoines au soleil; le marquis regardait le nez et le menton barbu de Mlle Bastienne tressaillir au moindre cahot de la voiture, puis il poussait un soupir et s'accrochait à la ridelle pour ne pas perdre lui-même son centre de gravité... Djig! le char à bancs enfila la grande tranchée de Trois-Fontaines. Il faisait beau temps, un temps à souhait pour les gens qui n'étaient pas malades. Le ciel était d'un bleu pur, à peine marbré au loin de quelques nuages chiffonnés. La pluie avait rafraîchi les bois, et les verdures lavées étincelaient plus vigoureuses au soleil. Toute la nature avait un air de santé exubérante. Les hêtres élançaient glorieusement leurs opulentes ramures, les talus étaient rouges de digitales richement fleuries, et dans l'éloignement les grelots des bannes à charbon tintaient avec un son d'argent clair. — Un beau temps pour ceux qui se portent bien! se répétait machinalement le marquis, — et sa pensée anxieuse faisait un retour vers ce garçon de vingt-huit ans qu'il avait vu la veille plein de vie et de passion fougueuse, et qui aujourd'hui, par ce beau soleil, gisait malade chez des étrangers. En dépit de sa légèreté et de sa forte dose d'égoïsme, la nouvelle de la maladie de Laurent lui avait porté un coup. Il était rentré en lui-même et avait senti remuer sa fibre paternelle. Laurent était son fils, après tout, et méritait d'être mieux traité. M. de Rosières se rappelait le soir où il avait reçu au Bois-des-Penses ce bel adolescent tout pétulant d'intelligence et de jeunesse, et il s'accusait de ne s'être pas comporté avec lui comme il aurait dû. Si au lieu de l'accueillir comme un enfant qu'on héberge par charité, il l'avait courageusement avoué pour son fils, les choses auraient certes tourné autrement. Il se sentait responsable de cet enchaînement d'épreuves, de déboires et de guignons qui avaient abouti pour Laurent à cette dernière nuit, passée à errer ainsi qu'une âme en peine à travers la forêt pluvieuse. Le marquis ne comprenait pas trop cette grande douleur à la suite d'une fantaisie amoureuse contrariée, mais enfin le fait était là; Laurent avait dû cruellement souffrir pour s'abandonner à un pareil désespoir, il était gravement malade, et si, par un malheur, cette maladie devenait mortelle,

M. de Rosières se disait que ce serait par sa faute, à lui, par sa très grande faute... Alors sa lèvre inférieure s'allongeait démesurément, ses sourcils se rejoignaient, et il regardait Mlle Bastienne d'un air humble et contrit. — Celle-ci, abritée sous son vaste parapluie de cotonnade bleue, s'agitait, trouvait le chemin long et à chaque instant frappait sur l'épaule d'Eustache en criant : — Cette route n'en finit pas... Sommes-nous bientôt arrivés?..

— Oui, madame, répondit enfin Lapasque, nous attrapons le bout de la forêt... Tenez, voici Robert-Espagne!

Il indiqua du bout de son fouet le fond de la vallée et les peupliers entre lesquels blanchissaient les maisons. Tout au milieu du village, on distinguait les deux gros noyers du percepteur, puis le jardin avec sa double rangée de tilleuls et son pavillon surplombant au-dessus de la Saulx. L'écluse bouillonnait, une vivante rumeur composée des ronflemens des batteuses, du frais tapage des lavoirs, du chant des coqs et du mugissement des vaches, montait du creux de la vallée. — Djig! djig! le char à bancs se mit à descendre la côte avec son bruit de ferraille. Il y avait comme une joie répandue dans l'air; les bûcherons qui s'en allaient au bois, la cognée sur l'épaule, les enfans qui abattaient des noix à coups de pierres, les ménagères qui étendaient des toiles blanches dans la prairie, avaient la mine heureuse et allègre. Les pruniers pliant sous les fruits, les haies pleines de senelles rouges, d'où partaient bruyamment des volées d'étourneaux, tout : choses, bêtes et gens, formait comme un concert pour célébrer le clair soleil, la bonne humeur et la santé...

Un mauvais temps pour ceux qui sont malades!.. Le soleil flambe au dehors et, malgré les volets clos, la chaleur de la chambre paraît accablante aux gens que la fièvre retient dans leur lit. La joie et le tumulte de la rue les irritent et les fatiguent. Tout leur devient un objet de trouble et de malaise : depuis le filet de lumière qui passe à travers les volets et où dansent des poussières dorées, jusqu'au bourdonnement des mouches dans les plis des rideaux. Pendant cette période envahissante de la fièvre, où les sens restent éveillés, où le cerveau n'est qu'à demi pris et où l'esprit a encore conscience des choses extérieures, l'attention se porte sur les phénomènes les plus insignifians avec une ténacité enfantine. Les moindres détails, les dessins du papier de tenture, le tic-tac de l'horloge, le grincement d'une scie dans la rue prennent une importance anormale à mesure qu'ils sont perçus par le malade. Il se passe alors dans le cerveau d'étranges phénomènes de grossissement et d'hallucination. Les sons, les couleurs, les odeurs semblent se matérialiser et peser d'un poids insupportable sur les sens affaiblis.

Laurent, étendu dans son lit, la peau sèche, le gosier brûlant, la tête en désordre, était en proie à cette troublante oppression. Les sensations s'appesantissaient sur son cerveau comme de lourds rouleaux compresseurs; les idées qu'elles y éveillaient semblaient passer au laminoir et se dérouler successivement avec une lenteur et une persistance irritantes. Elles lui faisaient l'effet d'interminables rubans de plomb se prolongeant à l'infini. Aux impressions du moment se mêlaient les souvenirs de la veille : la lutte avec le marquis dans le jardin de l'Espailleraie, l'apparition de Sainte-Marie dans le boudoir de Mme de Brieulles, l'averse ruisselante au milieu de la forêt. Son attention impuissante s'acharnait à suivre ces lents et uniformes déroulemens d'idées fixes; elle s'y fatiguait, elle s'y perdait, et tout à coup il lui semblait que ces longs fils parallèles s'emmêlaient lourdement et se brouillaient comme un écheveau désordonné où son esprit se trouvait prisonnier... En effet, c'était le délire qui prenait possession de son cerveau.

Le vieux médecin de Jeand'heurs était venu. Il avait examiné la langue du malade, palpé le ventre en approchant l'oreille comme pour y saisir de mystérieux bruits intérieurs, puis, faisant une moue énigmatique, il avait murmuré avec un hochement de tête que ce serait long et qu'on ne pouvait rien dire encore. Il s'était retiré, après avoir ordonné quelques remèdes expectans, que Lucrèce était allée quérir chez le pharmacien du bourg.

Valentine avait gardé les enfans Lapasque, et les avait fait dîner. Après midi, elle prit le prétexte de les ramener pour se rendre chez Lucrèce. Depuis le matin, l'inquiétude la rongeait. Elle voulait savoir comment se trouvait Laurent et ce qu'avait dit le médecin. Mme Lucrèce, qui était une bonne âme, savait compatir aux inquiétudes des autres et deviner leurs pensées sans qu'on eût besoin de lui mettre les points sur les *i*. — Puisque vous voici, dit-elle à Valentine, je vais en profiter pour courir chez le pharmacien; nous conduirons les enfans sous la tonnelle afin que leur tintamarre ne fatigue pas notre malade, et vous me rendrez le service de rester près de lui jusqu'à mon retour... Cela ne vous effraiera point, n'est-ce pas? ajouta-t-elle en lançant à la jeune fille un regard presque malicieux. — Puis, ayant honte de sa petite méchanceté, la bonne Lucrèce sauta au cou de son amie et l'embrassa avec effusion.

Dès que Valentine fut seule, elle n'eut pas un moment d'hésitation ni de fausse pruderie; elle alla droit à la chambre de Laurent. — Elle n'avait rien oublié, elle, et son amour était vivace et profond comme au premier jour. Elle était de cette forte race de l'Est qui prend dans l'air forestier natal une trempe pareille à celle que

l'eau des rivières donne aux fers qu'on y forge. Curieuses natures que ces filles de la Meuse ! Difficiles à entamer, mais gardant jusqu'à la mort l'empreinte une fois reçue ; peu sentimentales, peu nerveuses, ayant plus de volonté que d'imagination, mais saines, vaillantes, sensées, et, une fois touchées par l'amour, capables de grands efforts, d'héroïques dévoûmens. — Quand M. Maurin lui avait signifié qu'elle ne pouvait épouser Laurent, Valentine s'était inclinée silencieusement parce qu'elle rangeait parmi ses devoirs l'obéissance à l'autorité paternelle, mais intérieurement elle s'était juré de rester fidèle à celui auquel son cœur s'était donné. Elle avait enfermé son amour au fond de sa poitrine, mais elle ne l'y avait pas étouffé. Il était toujours bien vivant, il brûlait comme une lampe souterraine. Dès qu'elle avait su Laurent malade et peut-être en danger, elle s'était dit qu'aucune puissance au monde ne l'empêcherait d'aller à lui et de lui donner des soins. Aucun faux respect humain, aucune crainte du qu'en dira-t-on villageois ne faisait hésiter sa volonté. De même qu'elle avait considéré comme une obligation de ne pas discuter les ordres de son père, de même maintenant elle s'acehminait vers le lit du malade avec le sentiment qu'elle accomplissait un devoir.

La chambre où se trouvait Laurent était précédée d'une grande salle dont Eustache avait fait son étude. Une sorte de cabinet noir séparait les deux pièces dont Lucrèce avait laissé les portes ouvertes afin que l'air pût se renouveler plus facilement. Valentine s'avança sur la pointe des pieds jusqu'au seuil de la chambre à coucher, et, dans la pénombre où les volets clos plongeaient l'appartement, chercha à distinguer la figure de celui qu'elle aimait. — La tête de Laurent était renversée sur l'oreiller, ses yeux étaient entr'ouverts, et son visage empourpré par la fièvre, encadré par sa barbe et ses cheveux noirs, se détachait fortement sur la blancheur du lit. Le délire commençait à l'agiter, et ses lèvres articulaient des paroles incohérentes. En s'avançant avec précaution dans la pièce obscure et silencieuse, la jeune fille distingua ces mots que le malade chuchotait lentement avec un accent inexprimable d'angoisse : — Abandonné !.. abandonné !.. — Valentine sentit son cœur se serrer, ses yeux se mouillèrent, elle se glissa au chevet du lit et s'y agenouilla.

Une des mains de Laurent pendait sur les couvertures, elle la prit doucement dans les siennes, puis, rendue plus hardie par l'obscurité de la chambre, elle inclina la tête, pressa contre sa joue fraîche cette main brûlante et resta ainsi courbée dans une pose pleine de chaste câlinerie et de tendre abandon. On sait quelle magnétique influence exercent sur l'organisme d'un malade l'approche

et la cordiale caresse d'une personne aimée; il s'en exhale un mystérieux fluide qui enveloppe et apaise. Dès que la main du jeune docteur fut en contact avec les mains et la joue de Valentine, son agitation diminua, les images obsédantes qui opprimaient son cerveau s'évanouirent. Un calme relatif remplaça le cauchemar; ce fut comme une musique lente et mélodieuse succédant à un tumulte de sons discordans. A la fin le malade ouvrit les yeux et aperçut la figure agenouillée à son chevet. Était-il encore le jouet d'un rêve ou était-ce bien réellement la jolie « fleur de vigne » qui se tenait à ses côtés et répandait autour de lui son virginal et suave parfum?

— Valentine! murmura-t-il faiblement.

Elle souleva sa mignonne tête couronnée par les légers frisons de ses cheveux châtains, et mit un doigt sur ses lèvres.

— Chut! fit-elle, ne vous agitez pas... Comment vous trouvez-vous?

— Mieux, bien mieux!

Il la contempla avec l'expression égarée de quelqu'un qui s'éveille d'un songe pénible et ne comprend pas bien où il est, puis ses yeux se refermèrent et ses lèvres remuèrent imperceptiblement. Il murmurait des syllabes confuses où, seuls comme de mélancoliques sons de cloche se détachant du bourdonnement d'une sonnerie lointaine, certains mots étaient articulés avec un accent de tristesse navrante :

— Pardon!.. Faute!.. Oubli!..

Tout à coup sa tête se souleva, ses yeux regardèrent Valentine avec leurs pupilles fixes et dilatées, et il dit avec plus de force : — Combien je suis indigne de vous!.. vous ne savez pas!..

— Calmez-vous! répliqua-t-elle, alarmée de cette soudaine exaltation. — Elle crut comprendre que Laurent, faisant allusion à sa naissance, voulait parler du secret qu'il avait confié à M. Maurin, le soir de la Saint-Jean, et d'une voix tendre elle reprit : — Si, je sais tout, mon père m'a tout appris ; mais ne vous tourmentez pas, ce qu'il m'a dit ne m'empêche pas de vous bien aimer. Je n'ai qu'une parole comme je n'ai qu'un cœur, Laurent; je vous les ai donnés et je ne les reprendrai plus...

Tandis qu'elle s'efforçait de le rassurer, le marquis et Mlle Bastienne, qui venaient de descendre de voiture, montaient l'escalier avec les délicates précautions qu'on prend pour marcher dans l'appartement d'un malade. Quand ils furent au milieu de la première pièce, ils distinguèrent un bruit de voix au chevet de Laurent. Mlle Bastienne, qui était en avant, entendit les dernières paroles de Valentine, et, saisissant brusquement le bras du marquis, elle s'arrêta net et le força de s'arrêter avec elle... Dans la chambre à coucher, les voix continuaient leur murmure tantôt distinct, tantôt

confus. Le marquis et Mlle de Fierbois, immobiles au milieu de l'étude d'Eustache Lapasque, tendaient l'oreille d'un air stupéfait pour saisir les exclamations du malade et les paroles plus nettes de la jeune fille.

— Pardon! pardon! s'obstinait à répéter Laurent, toujours poursuivi par son idée fixe.

— Vous n'avez pas besoin d'être pardonné, reprenait Valentine, parlant avec de câlines inflexions de voix comme lorsqu'on veut faire entendre raison à un enfant; vous n'avez rien à vous reprocher... Vous n'êtes pas plus responsable des fautes des autres que je ne le suis des idées de mon père... Je vous aime tel que vous êtes, avec le nom que vous portez, et je resterai fille toute ma vie plutôt que d'être la femme d'un autre.

Avec un délicieux élan de tendresse, elle prit la main de Laurent et la serra contre sa poitrine : — Sachez-le bien, fit-elle, je ne puis aimer que vous... Avant ce qui vient d'arriver, je ne me serais jamais permis de vous dire toutes ces choses; mais vous souffrez, et, si elles peuvent vous faire du bien, je sens que je dois vous les dire. Je vous ai aimé tout de suite, dès le premier soir où je vous ai vu, à Trois-Fontaines... Vous vous souvenez, n'est-ce pas?.. Le soir des *devinettes?..*

Il parut comprendre et sourit faiblement. — Oui, soupira-t-il, les devinettes!.. je me souviens! « *Je suis tout habillé de blanc, ma mère m'a fait en chantant...* » Dans ce temps-là, il y avait du soleil dans les bois de Trois-Fontaines, et j'étais heureux... — Ah! s'écria-t-il en se soulevant d'un air inquiet, — si je pouvais!.. mais on ne peut pas!..

— Que voudriez-vous? murmura Valentine avec la voix pleine de larmes, dites, dites, bien-aimé!

— Si je pouvais... changer ma vie!..

Il s'agita plus violemment dans ses couvertures, et posant sa tête sur son coude, il jeta autour de lui un regard chercheur. Son exaltation croissait, il ne paraissait plus s'apercevoir de la présence de Valentine ni des efforts qu'elle faisait pour le calmer. — Écoutez, poursuivit-il en s'adressant à je ne sais quels personnages imaginaires, il faut qu'on me change ma vie! Je veux devenir un enfant comme les autres, et alors j'épouserai Valentine...Vous dites qu'autrefois j'étais fier d'être le filleul d'un marquis? — Il se mit à rire nerveusement : — Le filleul, non, vous vous trompez!.. Le bâtard d'un marquis... Sophie n'est pas là, n'est-ce pas? et nous pouvons parler tout haut... Eh bien! je suis un bâtard... C'est une honte qui a gâté ma vie et la sienne, pauvre tante Sophie!..

Il s'arrêta épuisé. Ses paroles devinrent moins distinctes; peu à

peu, ce ne fut plus qu'un murmure inintelligible, un vague bredouillement enfantin, et sa tête retomba sur l'oreiller. Mlle Bastienne, dans la pièce voisine, serrait toujours énergiquement le bras du marquis, mais celui-ci ne bougeait plus. Son nez et son menton seuls tremblaient, ses yeux étaient humides, et on devinait à certaines contractions de ses lèvres qu'un combat intérieur se livrait en lui.

Mlle de Fierbois le regarda dans le blanc des yeux en secouant la tête.

— Marraine, murmura-t-il, ce pauvre garçon me navre... Je m'en vais.

— Où vas-tu? chuchota Mlle Bastienne.

— Eh! répliqua-t-il avec un brusque mouvement d'épaules et d'un air à la fois furieux et attendri, je vais chercher Sophie, parbleu!

XVI.

Étendu dans un fauteuil au fond du cabinet de Laurent, le marquis de Rosières attendait Mlle Husson. Il avait calculé qu'elle arriverait par le train de huit heures. Encore qu'il fût d'une nature peu impressionnable, il se sentait tout remué à l'idée de revoir Sophie après un intervalle de dix-huit années, et à la pensée de ce qu'il avait à lui dire. Il avait envoyé la servante au-devant de sa maîtresse, avec ordre de ne pas lui toucher mot de la maladie de Laurent. Maintenant, seul dans la petite maison silencieuse, il attendait, le cœur ému, le moment où un long sifflement venu du fond de la vallée annoncerait l'approche du train. — Le crépuscule tombait; dans les branches des marronniers du jardin, des moineaux pépiaient bruyamment, et le marquis, fermant les yeux, songeait au temps lointain où, jeune et tout bouillant d'amour et d'impatience, il épiait dans une chambrette pareille à celle-ci la venue de Sophie au rendez-vous du soir.

Tous ses souvenirs de jeunesse, évoqués mélancoliquement, défilaient dans sa mémoire. — Il revoyait la fête de Saint-Hould et le bal campagnard où il avait pour la première fois rencontré Mlle Husson. Elle avait vingt ans alors. On dansait dans une grange, et la grand'porte charretière laissait apercevoir la prairie verdoyante et les coteaux tout blancs de pruniers en fleurs, car on était au lundi de Pâques. Sophie avait une robe de mousseline de laine, une écharpe blanche et un bonnet couvert de rubans roses. Toute la journée ils avaient dansé ensemble, et le soir ils étaient revenus à pied par les bois où les feuilles ne poussaient pas encore et où les rossignols chantaient déjà. A la nuit close, à l'entrée de la

ville, quand on s'était séparé, la jeune fille avait laissé le marquis lui baiser les mains... Ce baiser-là avait eu des successeurs, et des successeurs hardis, insatiables, qui ne se contentaient plus d'une main effleurée, mais qui s'égaraient sur les yeux, sur les cheveux et jusque sur les lèvres de la tremblante Sophie. Puis le marquis avait loué une petite chambre dans une rue peu fréquentée, donnant sur des jardins; après bien des résistances, Sophie s'y était laissé conduire, et elle y était revenue... Quelle joie c'était alors de guetter son arrivée, à la brune, de distinguer de loin son pas rapide faisant crier le gravier de la rue, de l'entendre dans l'escalier tousser d'une petite toux nerveuse de femme timide, et de la voir tout d'un coup entrer, essoufflée, frissonnante, et se figurant toujours qu'on l'avait suivie!..

Le marquis était si profondément absorbé par cette évocation du passé qu'il n'avait entendu ni le sifflet de la locomotive ni la cloche de la station signalant l'arrivée du train. Il ne fut tiré de sa rêverie que par le bruit d'un pas léger sur le sable du jardin et par le son bien connu de cette même petite toux nerveuse qui annonçait jadis l'approche de Sophie. Il tressauta dans son fauteuil et se leva. La douce voix inquiète de Mlle Husson résonnait déjà dans le vestibule. — Et vous dites que ce monsieur attend dans le cabinet de Laurent?.. Allumez vite la lampe, Catherine, et donnez-la-moi!

Encore une minute, qui parut durer une heure, et la porte du cabinet s'ouvrit.

Sophie entra, portant la lampe dont la blanche lueur éclaira de bas en haut le marquis. A la vue de M. de Rosières, qu'elle reconnut immédiatement, la pauvre tante Sophie reçut un coup en plein cœur. Ses genoux et ses mains tremblaient; elle n'eut que le temps de poser la lampe sur le bureau et de s'appuyer au dossier d'un fauteuil. — M. de Rosières! murmura-t-elle... Ah! mon Dieu, que se passe-t-il? Où est Laurent?

— Rassurez-vous, Sophie, répondit le marquis d'un ton qui voulait être amical, mais qu'un mélange d'appréhension et d'embarras rendait saccadé et presque bourru : — Remettez-vous! Laurent est à Robert-Espagne avec ma vieille amie, Mlle de Fierbois... Si je vous ai fait revenir un peu brusquement ce soir, c'est que je désirais causer seul avec vous.

— Avec moi,... vous, monsieur de Rosières?

Elle s'était assise. La lumière tombait en plein sur elle, et ses mains appuyées aux bras du fauteuil continuaient à trembler. Le marquis, tout en marchant à travers la chambre, contemplait curieusement le visage de son ancienne maîtresse : l'ovale pur et allongé dans l'encadrement des bandeaux gris, les lèvres pâlies et les yeux brillans sous les franges des cils. Ce n'était plus la Sophie d'autre-

fois, mais tout autour de sa personne quelque chose de la beauté passée flottait encore. Sous les bandeaux gris, le marquis revoyait les brunes torsades de cette chevelure abondante où le peigne mordait jadis à grand'peine; à travers les cils baissés, il surprenait le rayonnement de ces yeux si tendres, qui l'avaient si puissamment charmé. — Les visages de nos contemporains sont de mélancoliques et fidèles miroirs où nous pouvons deviner les changemens qu'ont subis nos propres traits. — Tout en constatant ce que trente années de plus avaient fait de la beauté de Sophie Husson, M. de Rosières réfléchissait que lui aussi avait changé, et il était forcé de reconnaître que la comparaison ne tournait pas à son avantage. Son pas s'était alourdi, ses traits avaient grossi, sa taille s'était épaissie, tandis qu'avec l'âge Sophie semblait s'être assouplie et affinée. De tout temps elle avait eu les manières et les goûts d'une fille supérieure à sa condition; mais depuis son séjour à Sermaize auprès de Laurent, le milieu plus cultivé dans lequel elle vivait lui avait donné un accent de dignité et de distinction qui émerveillait le marquis. Il admirait avec quelle facilité l'ouvrière de Juvigny était devenue presque une dame; il se disait qu'après tout elle n'eût pas déjà été si déplacée dans sa maison du Bois-des-Penses, et qu'il eût peut-être mieux valu la prendre pour femme que de se condamner à un perpétuel tête-à-tête avec sa gouvernante Ambroisine. Fort embarrassé du discours qu'il allait tenir, il continuait à arpenter la chambre, quand un mouvement de Sophie le rappela à la question; elle avait relevé la tête et l'interrogeait du regard.

— Vous vous demandez, n'est-ce pas, commença-t-il, pourquoi je suis venu?.. Eh bien! en deux mots, voici : je suis inquiet de l'avenir de Laurent, et ennuyé de la situation fausse où nous sommes... J'ai eu des torts envers vous, Sophie, et je veux les réparer.

En entendant ce préambule, Sophie était devenue rouge. — Ne parlons pas de cela, monsieur le marquis, répliqua-t-elle; si vous avez eu des torts, je les ai oubliés... Je crois vous l'avoir déjà dit et écrit, je n'ai aucune réparation à exiger.

— Je sais, je sais... Vous avez toujours été avec moi d'une réserve et d'une délicatesse exagérées;... mais il s'agit de Laurent. Je l'aime, ce garçon, et je ne suis pas aussi égoïste que j'en ai l'air. Je lui ai créé une situation pénible et je suis prêt à tous les sacrifices pour...

Sophie s'était levée, et ses yeux enhardis, illuminés par un éclair de fierté, s'étaient fixés sévèrement sur son interlocuteur. — Pardon, interrompit-elle, permettez-moi de répondre pour Laurent et pour moi... Nous vous remercions, monsieur le marquis, mais nous n'acceptons pas vos sacrifices.

— Vous êtes une orgueilleuse, Sophie! s'écria-t-il en rougissant

à son tour, et moi je suis un maladroit... Je vous ai blessée en m'expliquant mal et je vais me faire mieux comprendre... Savez-vous que Laurent est amoureux fou d'une jeune fille qu'on lui a refusée sous prétexte qu'il était enfant naturel? Savez-vous que ce refus l'a cruellement peiné?

Des larmes montèrent aux yeux de Sophie. — Oui, murmura-t-elle. et ce chagrin de mon fils est la plus lourde croix que le ciel pouvait m'imposer en punition de ma faute.

— Cette faute est autant la mienne que la vôtre, et nous devons la réparer tous deux... On lui objecte qu'il n'a pas de nom, eh bien! je lui en donnerai un, moi!..Voilà pourquoi je suis venu vous trouver.

Sophie avait pâli, et l'émotion l'avait forcée à se rasseoir. —Quoi! balbutia-t-elle, tandis qu'une joyeuse lueur éclairait tout à coup sa figure, vous voudriez!.. Vous m'offririez?.. — Elle ne put achever tant elle était saisie.

— Oui, fit-il brusquement, je veux vous donner mon nom, à vous et à lui, si vous y consentez.

Elle tourna vers lui ses yeux humides et répondit avec une simplicité digne qui charma son interlocuteur : — Puisqu'il s'agit de l'avenir de mon fils, je ferai ce que vous voudrez, monsieur de Rosières. — Elle réfléchit un moment, les yeux baissés, puis ajouta d'une voix grave : — Mais Laurent est-il informé de vos intentions? êtes-vous sûr qu'il consente aujourd'hui à prendre un autre nom que celui sous lequel il est connu?

— Pourquoi hésiterait-il? d'ailleurs la chose ne regarde que nous deux, et il n'a pas voix au chapitre.

Elle secoua la tête. — Vous ne connaissez pas Laurent, répliqua-t-elle; il est plus fier et plus obstiné que moi, et, s'il refuse votre proposition, je me conformerai à sa volonté... Voyez-le des ce soir, il ne peut tarder à rentrer.

— Il est possible qu'il ne rentre pas, murmura le marquis d'un air embarrassé.

— Pourquoi? reprit-elle en fixant sur M. de Rosières un regard étonné et inquiet, il n'a pas l'habitude de découcher... D'ailleurs ce soir ou demain, il faut que vous lui parliez et je ne déciderai rien sans lui.

— Vit-on jamais famille plus entêtée que celle-là! s'exclama le marquis avec humeur, croyez-vous donc que, si j'avais eu le loisir de causer avec lui, je ne l'aurais pas fait?.. Mais je n'ai pas pu, parce que...

Il s'arrêta, ne sachant trop comment annoncer la fâcheuse nouvelle. Sophie ne le quittait pas des yeux, et à mesure qu'elle l'examinait, sa mine perplexe, son attitude gênée la frappaient davantage. Un douloureux soupçon lui vint tout à coup à l'esprit. Elle

s'élança vers M. de Rosières, et lui saisissant le bras : — Pourquoi n'avez-vous pas pu? s'écria-t-elle, pourquoi ne rentre-t-il pas?.. Tout cela n'est pas naturel, et vous me cachez quelque chose... Il est arrivé un malheur... Mais parlez donc, vous me faites mourir!

— Voyons, balbutia-t-il, ne vous alarmez pas, ce ne sera rien... Il est resté à Robert-Espagne parce qu'il s'est trouvé un peu malade.

— Malade!.. Sophie lança au marquis deux regards courroucés. — Laurent est malade, et vous ne me le dites pas avant tout!.. Nous perdons du temps ici, tandis qu'il est là-bas, chez des étrangers, et qu'il peut mourir, faute des soins de sa mère... Je veux partir sur-le-champ.

Elle était superbe et touchante dans son indignation. Cet emportement de tendresse maternelle lui donnait une grandeur sauvage et une beauté éloquente qui frappèrent M. de Rosières d'admiration et de surprise. Ce n'était plus la douce Sophie aux façons discrètes et réservées, aux yeux baissés, à la voix timide; ses traits étaient devenus énergiques, il y avait de la véhémence dans son regard, du commandement dans son geste et dans son accent. La pensée du danger de son fils avait réveillé en elle toute la passion et toutes les hardiesses qu'elle avait eues jadis lorsqu'elle adorait le marquis. — Celui-ci lui avait pris les mains et il essayait de l'apaiser.

— Pardonnez-moi, lui disait-il, et calmez-vous! Laurent a une grosse fièvre, c'est vrai, mais il est chez des gens qui lui sont dévoués; il a auprès de lui pour le soigner Mlle de Fierbois, et cette jeune fille, cette demoiselle Valentine qu'il devait épouser...

— Il ne m'a pas, moi qui aurais dû être là la première, s'écria Sophie avec désespoir. — Partons!

— La voiture qui m'a amené est à l'auberge voisine, reprit humblement le marquis, je vais faire atteler et dans une heure nous serons près de lui... Mais chère Sophie, ne m'en veuillez pas! Je croyais agir pour le mieux... La maladie de Laurent vient précisément des obstacles opposés à son mariage; une fois le percepteur mis à la raison, la fièvre s'en ira vite... Voilà pourquoi j'ai voulu assurer le remède avant de vous parler de la maladie... Pardonnez-moi et dites-moi que vous consentez à tout pour l'amour de notre fils.

Il lui baisait les mains. Encore un peu il se serait jeté à ses genoux. Tout à coup les larmes de Sophie roulèrent sur les doigts du marquis.

— Partons! répétait-elle d'une voix suppliante, guérissons-le d'abord, après je ferai ce que vous voudrez.

La voiture fut vite attelée, et vingt minutes plus tard elle roulait

de nouveau dans la direction de Robert-Espagne. En chemin, M. de Rosières raconta tout ce qu'il savait de la maladie de Laurent. Quand ils arrivèrent au village, la maison Lapasque était encore sur pied. Lucrèce conduisit Mlle Husson dans la chambre du malade, dont Mlle Bastienne n'avait pas quitté le chevet. Droite sur sa chaise, elle tricotait silencieusement et n'abandonnait ses aiguilles que pour renouveler les compresses d'eau fraîche sur le front de Laurent ou pour lui faire avaler quelques gorgées de limonade. A l'approche de la nuit, la fièvre avait redoublé et le délire s'était reproduit plus violemment. A l'aspect de son fils dont la tête allait et venait sur l'oreiller, dont les lèvres murmuraient des paroles confuses et dont les pupilles dilatées semblaient poursuivre une étrange vision à travers la chambre, la pauvre Sophie ne put retenir un sanglot et se jeta à genoux au pied du lit. Mlle Bastienne laissa son tricot, s'agenouilla près de la mère de Laurent, et la baisa gravement au front. — Du courage, ma chère, murmura-t-elle, il y a ici trop de gens qui l'aiment pour que le bon Dieu n'ait pas pitié de lui.

Il fut convenu que Sophie et Mlle de Fierbois veilleraient ensemble près du malade. Après avoir tourné autour du lit avec ce zèle maladroit et bruyant qui distingue les hommes en général et les célibataires en particulier, le marquis, se sentant plus embarrassant qu'utile, avait pris le parti d'aller coucher à l'auberge. Il y dormit mal, et le lendemain matin, dès l'aube, il était levé et retournait au logis Lapasque. Laurent avait passé une nuit mauvaise et agitée. Vers huit heures, le médecin arriva, examina le patient, plissa les lèvres avec un hochement de tête, et prescrivit des sinapismes pour vaincre l'assoupissement comateux qui avait succédé au délire. Après avoir écrit son ordonnance, il se retirait, quand le marquis le suivit dans l'escalier et lui barra le chemin.

— Voyons, docteur, demanda-t-il avec un frémissement dans la voix, est-ce que c'est grave?

Les lèvres du vieux médecin s'allongèrent de nouveau et ébauchèrent une moue mystérieuse. — Ces affections-là sont toujours graves, répondit-il. Dans le cas du docteur Husson, qui est vigoureux et sanguin, la fièvre a pris un caractère cérébral assez alarmant... Je ne puis me prononcer avant le huitième jour, d'ici là rien n'est désespéré... Un incident imprévu, un hasard, une influence extérieure peuvent déterminer une crise salutaire ou funeste... Je reviendrai ce soir.

— Ouf! grommela le marquis, ces esculapes parlent tous le même langage d'oracle... — Il n'avait retenu qu'une chose du discours du médecin, c'est qu'une crise salutaire pouvait survenir, et il se demandait s'il n'était pas en son pouvoir de faire naître l'inci-

dent heureux qui devait la provoquer. M. de Rosières n'avait pas beaucoup d'idées, mais, quand il en tenait une, il s'y accrochait et ne la lâchait plus. Le sujet de son entretien de la veille lui trottait toujours dans l'esprit. Il descendit dans la rue, prit le vent comme un sanglier qui va au *gagnage*, et, après avoir interrogé un paysan qui baguenaudait sur sa porte, il se dirigea vers la maison du percepteur. Au tapage qu'il fit en agitant la sonnette de la grille, les rideaux d'une fenêtre se soulevèrent et deux jeunes têtes blondes se montrèrent un moment à la vitre, épiant curieusement ce visiteur matineux et inconnu. La servante vint ouvrir, et le marquis fut reçu dans le vestibule par Valentine elle-même.

— Mademoiselle, dit M. de Rosières, je suis un ami du docteur Husson, et je désirerais parler à M. Maurin. Voudriez-vous avoir la bonté de lui faire passer ma carte?

Au nom de Laurent Husson, Valentine, qui était très pâle, rougit visiblement; elle tourna vers le marquis ses limpides yeux bruns pleins d'inquiétude, puis, rassurée par l'air avenant et ouvert du visiteur, elle osa demander d'une voix tremblante comment se trouvait M. Laurent.

— Toujours dans le même état... Le médecin ne peut rien dire encore.

Les yeux de Valentine devinrent humides, ses lèvres furent agitées par un imperceptible frémissement, et une larme perla à la pointe de ses cils.

— Vous êtes une bonne fille! reprit M. de Rosières en s'emparant de l'une des mains de Mlle Maurin; rassurez-vous, les choses tourneront bien, et j'espère que mon entretien avec monsieur votre père aura pour résultat de hâter la guérison.

Valentine jeta de nouveau un regard craintif sur cet étranger qui semblait la connaître et connaître son secret, puis elle rougit plus fort et s'enfuit vers le bureau de son père.

Le percepteur était carrément assis dans son fauteuil de cuir. Devant lui, méthodiquement rangés dans d'étroits casiers, s'étalaient ses registres à souche, ses fiches et ses dossiers; derrière, sur la tablette de la cheminée et se faisant vis-à-vis, il y avait un groupe d'écureuils empaillés, — offrande propitiatoire de quelque contribuable menacé des garnisaires, — et un grand cactus, dont les opulentes fleurs aux étamines frissonnantes égayaient de leurs tons écarlates l'ensemble grisâtre du bureau. Le percepteur, rasé de frais, procédait avec la lenteur et la majesté d'un homme d'état au dépouillement de son courrier. Quand sa fille aînée entra dans son sanctuaire, il se détourna à peine et fronça le sourcil comme un pontife qu'on viendrait déranger au beau milieu d'un sacrifice. Dès que Valentine lui eut annoncé une visite, il s'écria qu'il était

accablé d'affaires et ne pouvait recevoir personne. Il prit néanmoins la carte qu'elle lui présentait, l'approcha de ses yeux de myope, et soudain les muscles de sa figure se détendirent en lisant sur le vélin : « Le Marquis de Rosières. »

Tout en ayant pour principe que chacun doit rester dans sa sphère, M. Maurin ne trouvait pas mauvais que les habitans des sphères supérieures sortissent de leur habitacle pour visiter le sien. Son amour-propre bourgeois se gonfla doucement à l'idée de recevoir un marquis: il fit un geste de condescendance, posa cette carte aristocratique au plus bel endroit de son pupitre, et dit à Valentine d'introduire M. le marquis de Rosières. Puis il se mit à enlever lentement les bandes de ses paquets, afin qu'en entrant le noble visiteur pût avoir le spectacle d'un agent de l'état dans l'exercice de ses fonctions.

La porte se rouvrit, et M. de Rosières se présenta. Il jeta un coup d'œil indifférent sur toutes ces paperasses, flaira avec une grimace cette atmosphère spéciale aux bureaux encombrés de dossiers, et dévisagea sans émotion le cérémonieux percepteur qui s'était levé pour lui offrir une chaise.

— Veuillez prendre la peine de vous asseoir, monsieur le marquis, s'exclama M. Maurin; pardonnez-moi de vous avoir fait attendre, mais c'est l'heure où arrive mon courrier, — il s'essuya le front avec son mouchoir, — et ce matin il est plus volumineux que d'ordinaire.

M. de Rosières murmura quelques mots d'excuse, s'assit, et il y eut entre les deux personnages un silence que le percepteur rompit le premier en s'informant du motif qui lui valait l'honneur...

— Monsieur Maurin, répondit le marquis, je viens vous parler d'un jeune homme auquel je m'intéresse tout particulièrement et qui désire épouser Mlle Valentine, votre fille.

Le percepteur prit un air digne, et d'un bras majestueusement arrondi fit signe qu'il était tout oreilles.

— Ce jeune homme, continua M. de Rosières, vous le connaissez du reste, c'est M. Laurent Husson.

Le sourire indulgent qui commençait à voltiger sur les lèvres de M. Maurin s'envola comme un papillon effrayé; la bouche se pinça, le nez s'allongea avec une majesté sévère, et le percepteur, étendant la main, l'agita d'une façon théâtrale, comme pour indiquer qu'il n'en pouvait entendre davantage. — Monsieur le marquis, dit-il de sa voix la plus solennelle, excusez-moi, mais M. Husson, dont j'estime d'ailleurs le caractère, n'épousera jamais ma fille.

— Et pourquoi, monsieur? demanda M. de Rosières, sans sourciller, de l'air d'un homme qui avait prévu cette première résistance.

— Parce que cette union n'est pas convenable. Le docteur Husson, — peut-être ne devrais-je pas vous livrer un secret qui m'a été confié, mais votre insistance me fait un devoir de vous expliquer mon refus, — le docteur Husson, dis-je, a le malheur d'être un enfant naturel.

— Je le sais, monsieur.

— Vous le saviez! s'écria le percepteur qu'un bouillonnement de pudeur effarouchée rendit cramoisi. — Il croisa ses mains sur sa poitrine et répéta : — Vous le saviez, monsieur le marquis, et vous n'hésitiez pas à me proposer à moi, fonctionnaire public, de donner un pareil exemple de dérogation aux convenances les plus respectables!

M. de Rosières, qui détestait les longues harangues, interrompit brusquement ce jet d'éloquence verbeuse. — Vous n'ignorez pas probablement, dit-il, qu'à la suite de votre refus Laurent est tombé dangereusement malade... Une bonne parole venant de vous pourrait contribuer à le guérir.

M. Maurin ferma les yeux et arrondit les épaules comme pour mieux résister aux argumens du marquis : — Je ne suis pas médecin, monsieur, soupira-t-il; je déplore ce qui est arrivé, mais ma résolution est inébranlable... Je ne veux pour gendre qu'un homme d'une honorabilité éprouvée.

— Halte-là! monsieur Maurin, s'écria le marquis, Laurent est aussi honorable que qui que ce soit... Les enfans ne sont pas responsables des fautes de leurs parens.

— Oui, je sais que cela se dit, répliqua d'une voix austère le percepteur, mais cette morale n'est pas la mienne. Je ne veux pas avoir à rougir de la famille de mon gendre.

— Hé! où prenez-vous que vous auriez à en rougir? riposta M. de Rosières dont les oreilles commençaient à s'échauffer; la mère de Laurent est la plus honnête des femmes, et quant au père...

— Vous allez me dire aussi que c'est le plus respectable des hommes, interrompit M. Maurin en retroussant ses lèvres pleines de sarcasmes: je ne connais pas le personnage, mais, à le juger par sa conduite, j'ai la plus triste opinion de lui, et je ne me soucie pas d'être exposé à me trouver en relations avec un pareil dévergondé.

Le marquis fit la grimace. Encore qu'il se fût préparé à avaler bien des choses désagréables, le langage du percepteur mettait sa patience à une rude épreuve... Être le beau-frère du boulanger Husson, soit, mais s'entendre en outre morigéner par cet obscur collecteur de village, c'était dur.

— Vous êtes sévère, monsieur le percepteur! grommela-t-il en mordant sa moustache; le père de Laurent a pu commettre des

fautes, mais que celui qui est sans péché lui jette la première pierre... Je le connais, moi, et je réponds que c'est un galant homme, parfaitement posé dans le monde, ayant une fortune solide et un nom honorable.

Le percepteur hocha la tête. — Ce galant homme n'en a pas moins fait un bâtard auquel il refuse de donner son nom.

— Le mal est réparable, et il peut légitimer son fils.

— Allons donc! S'il avait eu l'intention de réparer ses torts, il n'aurait pas attendu jusqu'à ce jour... Ce père est sans doute un de ces viveurs riches et sans moralité qui se croient quittes de tout en faisant une pension à la fille qu'ils ont mise à mal... Nous voyons cela malheureusement tous les jours dans nos campagnes. — La belle apparence qu'il aille maintenant sortir de sa sphère pour épouser une créature compromise par lui il y a quelque trente ans? Voyons, est-ce croyable?

— Je le crois, moi!

— C'est plus facile à dire qu'à faire, murmura le percepteur avec un sourire sceptique.

— Je le dis parce que je le ferai! s'écria impétueusement le marquis en se levant; je le ferai, morbleu! moi qui suis le père de Laurent.

— Vous, monsieur le marquis?.. Ah! pardon... croyez bien que... — Le percepteur, abasourdi, avait abandonné ses poses solennelles, et ses bras ballans pendaient le long de son corps; en même temps il regardait avec un air effaré M. de Rosières, qui lui paraissait grandi de deux coudées.

— Oui, monsieur, reprit ce dernier, je vous donne ma parole de gentilhomme que d'ici à quinze jours on publiera les bans de mon mariage avec Mlle Sophie Husson, et que par l'acte de célébration je reconnaîtrai pour mon fils légitime le docteur Laurent. Et maintenant persisterez-vous à refuser votre fille à cet enfant qui l'aime et qu'elle aime?.. J'attends votre réponse.

Le percepteur, se remettant peu à peu de son ahurissement, avait pris un air méditatif. Le front penché, il avait ramené l'une de ses mains sur ses yeux, et il essayait de rassembler ses idées un peu troublées par la brusque conclusion de cette aventure étrange. — Assurément il était toujours intimement convaincu qu'on ne devait se marier que *dans sa sphère*... Pourtant, si M. de Rosières, le riche propriétaire des Islettes, reconnaissait son fils naturel et le légitimait par un mariage, Laurent, devenant l'héritier de la fortune et du titre, Valentine serait marquise... Pour être percepteur, on n'en est pas moins homme, et il y a des circonstances où les principes peuvent fléchir... D'ailleurs, il ferait beau voir que quelqu'un de la commune se permît de gloser là-dessus?..

Pendant ce temps, M. de Rosières étudiait avec inquiétude les moindres mouvemens de M. Maurin, et, songeant que le sort de Laurent dépendait d'un oui ou d'un non de cet obstiné sermonneur, il sentait un frisson lui passer dans le dos à mesure que se prolongeait la méditation du percepteur. Enfin ce dernier daigna démasquer ses paupières et desserrer les lèvres. — Monsieur le marquis, dit-il en se frappant solennellement la poitrine, je ne suis pas de pierre, et puisque ces enfans s'adorent, puisque vous me promettez de régulariser ce que la situation a d'incorrect, je consens à tout.

— C'est bien heureux! grommela le marquis *in petto*. — Le percepteur avait ouvert la porte de son bureau : — Valentine! s'écria-t-il, — et il se trouva que, — par hasard, — Valentine passait précisément dans le vestibule.

Elle entra, très pâle, très intimidée, regardant alternativement son père qui redressait majestueusement la tête, et le marquis qui souriait.

— Mon enfant, commença M. Maurin, M. le marquis de Rosières me fait l'honneur de solliciter ta main pour le docteur Laurent, *son fils*, — il accentua ces derniers mots en arrondissant pompeusement les lèvres, — et je la lui ai accordée... Demande à ton futur beau-père la permission de l'embrasser.

Elle était déjà dans les bras du marquis, et M. de Rosières, redevenu lui-même, se rattrapait des ennuyeux discours de M. Maurin en appliquant deux bons baisers sur les joues fraîches de cette mignonne fille qui allait être sa bru. — Maintenant, dit-il en passant le bras de Valentine sous le sien, je vais porter la bonne nouvelle à notre pauvre malade, et j'emmène mademoiselle avec moi.

C'était encore un accroc aux convenances, mais le percepteur venait de sauter à pieds joints par-dessus tant de beaux principes qu'il ne savait plus rien refuser, et Valentine fut autorisée à accompagner le marquis.

Dans la chambre du malade, les fenêtres et les volets, entrebâillés pour renouveler l'air, laissaient entrer, avec la gaie lumière du matin, les joyeuses rumeurs du village. Par momens même, on entendait par-dessus les toits le chant d'une alouette à l'essor; les notes allègres tantôt éclataient en fusée et tantôt s'atténuaient comme si le chanteur aérien se fût perdu dans l'azur. La violence des sinapismes avait tiré Laurent de la torpeur dans laquelle il était plongé au départ du marquis. Il semblait que le clair sourire du soleil, la fraîcheur matinale et ce lointain chant d'alouette eussent ramené un peu de lucidité dans son esprit. Sa physionomie moins accablée et son regard plus limpide indiquaient qu'il avait repris momentanément possession de lui-même; mais en même temps une

navrante expression de la bouche et une amère tristesse du regard révélaient à Sophie et à Mlle Bastienne qu'à mesure que l'intelligence du malade devenait plus nette, il commençait à se rendre compte de la gravité de sa situation. Il épiait avec une vague inquiétude les gestes des deux excellentes femmes, assises de chaque côté du lit. On eût dit qu'il cherchait à lire sur leurs lèvres et dans leurs yeux ce qu'elles pensaient de son état et quel avait été l'arrêt du médecin... Lui qui avait tant aimé la vie, allait-il être forcé de la quitter si vite? Il attachait des regards chargés de regrets sur la cime verte d'un peuplier qu'on apercevait dans le soleil du dehors, et sur les figures aimées de Bastienne et de Sophie. Il tendit sa main brûlante à sa mère, qui la couvrit de baisers, un sourire fatigué glissa sur ses lèvres, et il se replongea dans sa somnolence.

Le marquis et Valentine entrèrent peu de temps après. La jeune fille était allée s'agenouiller près de Mlle Bastienne. — Eh bien? demanda M. de Rosières d'une voix craintive.

— Il a moins de fièvre, mais il est plus accablé, répondit Mlle de Fierbois.

Le marquis se pencha vers son fils, lui prit la main et adoucissant sa voix : — Laurent! murmura-t-il, Laurent, me reconnais-tu?

Le malade rouvrit les yeux, regarda vaguement celui qu'il appelait jadis son parrain et fit un signe des paupières.

— Voyons, continua M. de Rosières, qui se sentait empoigné par l'émotion, réveille-toi, mon camarade, voici Mlle Valentine qui vient t'apprendre une bonne nouvelle... une nouvelle qui va te remettre sur pied mieux que toutes les drogues de tes confrères... Tu m'entends bien, n'est-ce pas?.. Dans quinze jours, Valentine sera ta femme, et j'épouserai Sophie!

Laurent tressaillit, il jeta un regard désespéré sur Valentine, sa mère et le marquis, puis ses paupières lourdes retombèrent sur ses yeux...

Était-il donc trop tard?.. Non. Les médecins, heureusement, sont mauvais juges dans leur propre cause, et la nature, cette grande et éternelle faiseuse de miracles, a des mystères et des imprévus sur lesquels la Faculté elle-même compte beaucoup, sans l'avouer trop haut. — Pendant quinze jours, la vie du malade fut semblable à la lueur d'une lampe exposée à un grand vent; elle menaçait à chaque instant de s'évanouir, et cependant elle conservait un soupçon de flamme bleuâtre, toujours tremblotante et persistant toujours. Vers la fin de la quinzième nuit, la lumière devint moins vacillante; la stupeur se dissipa, l'assoupissement comateux fit place à un sommeil paisible, le pouls battit avec un rhythme plus régulier, et les traits du patient reprirent leur expression naturelle. Laurent était sauvé, et Mlle Bastienne avait eu raison de dire que trop de

gens l'aimaient pour que ce faisceau de volontés aimantes ne fît pas contre-poids à la violence brutale de la fièvre. Avec la convalescence, Laurent goûta de nouveau à la savoureuse coupe de la vie; il salua le soleil, les fleurs et les arbres avec la joyeuse surprise d'un enfant qui les admire pour la première fois. Quand, tout chancelant encore et soutenu par Sophie et Valentine, il s'approcha de la fenêtre du jardin, quand il revit au loin la forêt empourprée, la rivière scintillante et les prés semés de *veilleuses*, ses yeux se mouillèrent et il embrassa en pleurant de tendresse les deux femmes qu'il aimait le plus au monde.

On avait publié les bans de Sophie et du marquis. Dès que le jeune docteur fut sur pied, le mariage eut lieu à Sermaize, et huit jours après, à Robert-Espagne, ce fut le tour de Laurent et de Valentine. La noce fut pompeuse et bruyante. Les cinq enfans Lapasque y assistèrent, et le soir, dans le salon de M. Maurin, Eustache, ajustant sa flûte, fit danser toute la compagnie, y compris Mlle Bastienne et le solennel percepteur...

Le marquis et Sophie vivent paisiblement au Bois-des-Penses, mais, malgré les instances de son père, Laurent n'a pas consenti à s'y fixer. Pour le ramener aux Islettes, M. de Rosières a eu beau lui dire qu'il n'y retrouverait plus les Brieulles, Mme Berthe ayant fini par décider Sainte-Marie à habiter Paris, — la résolution du jeune docteur a été inébranlable. Il regarde comme une profanation de transplanter sa chère « fleur de vigne » dans un pays hanté par le souvenir importun de Berthe Fontenille. Les nouveaux époux se sont établis à Sermaize, où Laurent continue à exercer la médecine. Cette détermination a été un véritable crève-cœur pour le marquis. Hélas! en ce monde, comme dit le vieux don Diègue,

Jamais nous ne goûtons de parfaite allégresse...

Le percepteur de Robert-Espagne en sait quelque chose. Il s'était flatté de l'espoir que sa fille serait marquise, mais il a en vain lâché la bonde à son éloquence des grands jours, il n'a pu convaincre son gendre. Le jeune médecin regarde son titre comme un de ces vieux habits de parade, incommodes et démodés, qu'on enferme par curiosité derrière une vitrine, mais qu'on ne porte plus; — et ce qui met le comble au désespoir de M. Maurin, c'est que les clients de Laurent, c'est-à-dire tous les gens du pays, s'entêtent encore aujourd'hui à ne l'appeler que « le docteur Husson. »

André Theuriet.

PROMENADES ARCHÉOLOGIQUES

III[1].

LA VILLA D'HADRIEN.

Aucun de ceux qui séjournent quelque temps à Rome ne manque d'aller voir Tivoli : les cascatelles et le temple de la Sibylle sont presque aussi connus que le Colisée ou le Panthéon; mais il y a bien peu de curieux qui consentent à s'écarter un moment de la route accoutumée pour visiter en passant ce qui reste de la villa tiburtine bâtie par l'empereur Hadrien. C'est pourtant une excursion à faire, et qui peut beaucoup apprendre aux amis de l'antiquité. Les monumens de Rome nous font voir les césars dans l'exercice de leurs fonctions souveraines et conservent les souvenirs de leur vie officielle; la villa d'Hadrien nous les montre pendant ces momens de distraction et de repos qu'il faut bien prendre de temps en temps quand on a le monde à gouverner. Elle peut aussi nous donner quelques indications précieuses sur la façon dont ils entendaient les plaisirs des champs et nous faire connaître comment cette société comprenait et goûtait la nature, ce qui mérite bien la peine d'être étudié un moment.

Quand on va de Rome à Tivoli, on parcourt d'abord dans toute sa longueur cette campagne désolée qui de tous les côtés entoure la ville éternelle. Après qu'on a traversé pendant cinq ou six lieues un véritable désert où l'on ne rencontre que quelques *osterie* misérables et des troupeaux de bœufs ou de chevaux qui paissent un

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril et du 15 juillet.

maigre gazon, le sol commence à se relever. Quelques bouquets d'arbres annoncent l'approche de l'Anio, qu'on passe sur le *ponte Lucano*. A cet endroit s'élève une ruine antique d'un grand intérêt, le tombeau de la famille Plautia. C'est là que fut enseveli le consul M. Plautius Silvanus, un de ces braves officiers et de ces administrateurs intelligens qui maintinrent l'honneur de l'empire sous les plus mauvais princes et qui ont fait la gloire de Rome. L'inscription placée sur le mausolée contient le récit de ses services et l'énumération des dignités qu'il a obtenues. Sous Tibère, il commandait une légion de l'armée de Germanie; il accompagna Claude dans l'expédition de Bretagne; sous Néron, il gouverna la Mésie, une des provinces les plus menacées par les barbares. L'inscription raconte comment il arrêta une insurrection de Sarmates et força les rois ennemis à passer le Danube pour venir dans son camp adorer les aigles romaines. Ces services furent assez mal récompensés jusqu'au jour où Vespasien, vieux soldat lui-même, s'occupa de réparer envers ses camarades les injustices des règnes précédens; il rappela Silvanus de la province, lui fit accorder les ornemens du triomphe et le nomma préfet de Rome (1). — A partir du tombeau de Silvanus, le chemin se bifurque. A gauche, la route s'engage dans ces admirables bois d'oliviers qui conduisent à Tivoli; à droite, elle traverse la plaine et mène en vingt minutes à la villa d'Hadrien.

Cette villa n'est plus guère aujourd'hui qu'un amas de ruines. Sur une étendue de plusieurs kilomètres, on ne rencontre que d'immenses substructions, des fûts de colonnes, de grands blocs épars, et çà et là quelques pans de murs encore debout. Ces débris sont si considérables qu'on les a pris longtemps pour les restes d'une ville; on s'imaginait qu'avant de monter sur la colline Tibur avait été construit dans la plaine, et qu'on avait sous les yeux les derniers vestiges de la vieille cité; aussi leur avait-on donné dans le pays le nom de *Tivoli vecchio*. Il fut aisé de montrer qu'on se trompait; le témoignage des anciens auteurs, les inscriptions des tuiles, prouvèrent que c'était la villa d'Hadrien. Cette maison de campagne, que les contemporains trouvaient une merveille, et qui était l'œuvre favorite d'un empereur ami des arts, ne paraît pas avoir été beaucoup habitée par ses successeurs. L'histoire au moins n'en dit rien, et presque rien non plus n'a été trouvé dans ces ruines

(1) A cette occasion, Vespasien prononça dans le sénat quelques paroles que l'inscription funèbre a grand soin de rapporter. « Silvanus, dit-il, s'est conduit si honorablement en Mésie qu'on n'aurait pas dû attendre jusqu'à moi pour lui accorder l'honneur des ornemens triomphaux. *Mysus ita profuit ut non debuerit in me differri honor triumphalium ejus ornamentorum.* » On voit que ce soldat parvenu avait pris du premier coup la dignité et l'élégance du langage des césars.

qu'on puisse attribuer à une autre époque. Elle a donc eu la bonne fortune assez rare de n'être pas trop modifiée et de traverser les siècles en portant la marque particulière du prince qui la fit bâtir et de l'époque où elle fut construite. Les richesses de toute sorte qu'on a trouvées dans les décombres ont fait supposer qu'elle n'avait pas été dépouillée tant que dura l'empire. Elle dut sans doute beaucoup souffrir quand Totila ravagea les environs de Tibur, prit la ville d'assaut et en massacra tous les habitans. A partir de ce moment, la ruine commença pour elle; les grandes salles s'effondrèrent, la charrue passa sur les allées, et les jardins devinrent des champs de blé. Il en restait pourtant encore d'importans débris au xve siècle. L'illustre pape Pie II, qui la visita, parle avec admiration des voûtes des temples, des colonnes des péristyles, des portiques, des piscines, qu'on y pouvait distinguer encore. « La vieillesse déforme tout, ajoutait-il tristement. Le lierre grimpe aujourd'hui le long de ces murailles, autrefois couvertes de peintures et d'étoffes d'or; les ronces et les épines croissent où s'asseyaient les tribuns vêtus de pourpre, et les serpens habitent les chambres des princesses. Telle est la fortune des choses mortelles! » Ces ruines même étaient destinées à disparaître. Pour la villa d'Hadrien, comme pour les autres monumens antiques, la renaissance fut plus fatale que la barbarie : pendant le moyen âge, on l'avait laissée périr; on la détruisit systématiquement à partir du xvie siècle. Selon l'usage, on y fit des fouilles pour y chercher les statues, les mosaïques, les peintures, qu'elle pouvait contenir encore, et dans ces recherches les murailles qui étaient restées debout achevèrent de s'écrouler. La villa d'Hadrien s'est trouvée, pour son malheur, beaucoup plus riche en ce genre que toutes les autres ruines qu'on a fouillées; elle est devenue, pendant trois siècles, une sorte de mine inépuisable qui a fourni de chefs-d'œuvre tous les musées du monde. C'est de là, par exemple, que sont sortis le Faune en rouge antique, les Centaures en marbre gris et l'Harpocrate du Capitole, les Muses et la Flore du Vatican, le bas-relief d'Antinoüs de la villa Albani et l'admirable mosaïque des colombes que l'art moderne a tant de fois reproduite. On comprend qu'un édifice d'où l'on tirait tant de merveilles ait été plus consciencieusement dévasté que tous les autres. Le pillage a duré jusqu'à nos jours. Il y a quelques années encore la famille Braschi, qui possédait le terrain, avait aliéné à une compagnie le droit d'exploiter ces ruines, et l'on juge de quelle manière opérait la compagnie, qui voulait rentrer dans ses fonds le plus vite possible. Heureusement le gouvernement italien a fait cesser ce scandale en achetant la villa.

En l'état où toutes ces dévastations l'ont mise, la villa d'Hadrien

est une énigme pour la plupart des visiteurs, et il nous serait très difficile de nous reconnaître parmi ces ruines amoncelées, si les archéologues et les architectes ne venaient à notre secours. Depuis longtemps l'archéologie travaille à retrouver la destination de ces blocs de pierre ou de ces amas de briques et à nous donner un plan plus ou moins exact de la demeure impériale. Le premier qui s'en occupa avec quelque succès fut un architecte napolitain du XVIe siècle, le célèbre Pirro Ligorio, le même qui s'est fait un si mauvais renom parmi les épigraphistes en inventant des volumes entiers d'inscriptions fausses. Ce grand faussaire était assurément un fort habile homme : dans ses travaux sur la villa d'Hadrien, il fit preuve de beaucoup de sagacité, et la plus grande partie de ses conjectures a été adoptée par les savans qui le suivirent : Piranesi et Canina n'ont guère fait que développer ses vues et exagérer ses erreurs. Nibby, qui vint ensuite, se contenta de choisir les opinions les plus plausibles qu'on avait émises avant lui, et de les appuyer de sa connaissance des textes et de sa grande pratique des antiquités. Le livre intéressant qu'il publia en 1827, sous le titre de *Descrizione della villa Adriana*, pouvait passer pour le dernier mot de la science, lorsque des études nouvelles furent entreprises, d'une façon plus régulière et plus exacte, par un des architectes les plus distingués de notre école de Rome, M. Daumet. Pour être plus sûr que son travail fût définitif, M. Daumet commença par le circonscrire ; il ne s'occupa que d'une partie de la villa, celle qui présente le plus de difficultés à résoudre, mais qui conserve aussi les restes les plus curieux. On l'appelait autrefois « le palais impérial, » et elle contenait, comme nous le verrons, non pas les appartemens particuliers du prince, mais ses salles de réception. M. Daumet en étudia avec soin les moindres débris, il fit des fouilles, quand on lui permit d'en faire, chercha à se rendre compte des plus petites assises de pierre, et remit à leur place tous les fragmens d'ornemens de marbre ou de mosaïque qu'il put trouver. Le résultat de tous ces travaux fut un essai de restauration de la villa d'Hadrien, qui est considéré comme un des meilleurs ouvrages et des plus complets de notre école de Rome. M. Daumet ne s'est pas contenté de mettre libéralement ses plans et ses croquis à ma disposition ; il y a joint ses explications personnelles, ses souvenirs, ses conjectures, et je tiens à dire avant tout que, si les lecteurs de la *Revue* trouvent quelque intérêt à lire cette étude, c'est en grande partie à M. Daumet qu'ils le devront.

I.

La villa d'Hadrien a ce caractère particulier d'être l'œuvre et la conception personnelle d'un homme qui fut l'un des personnages les plus curieux de son temps; elle est née de certaines circonstances de sa vie et porte partout l'empreinte de son esprit. On ne peut espérer de la comprendre que si l'on connaît d'abord celui qui la fit bâtir. Il faut donc étudier l'artiste avant l'ouvrage, essayer de savoir ce qu'il était et d'où lui vint la pensée de construire cette maison de campagne qui émerveilla ses contemporains.

L'empereur Hadrien descendait d'une famille italienne établie depuis longtemps en Espagne. Sa naissance ne semblait pas le destiner à l'empire : il était petit-cousin de Trajan, qui, après beaucoup d'hésitations, finit par l'adopter à son lit de mort. L'empire romain a eu cette fortune singulière que Nerva et les trois princes qui sont venus après lui n'ont pas eu d'héritier mâle, et qu'ils ont été forcés de s'en donner un par l'adoption. Cette absence d'hérédité directe est regardée d'ordinaire dans les monarchies comme le plus grand des malheurs, et c'est un principe aujourd'hui accepté de tout le monde que, pour assurer la sécurité des états, il est bon que le fils succède à son père. Les Romains avaient des idées bien différentes : ils conservaient jusque sous l'empire un reste de préjugés républicains qui les rendait peu favorables à la royauté héréditaire. L'expérience qu'ils en avaient faite sous les césars et les Flaviens ne les avait pas réconciliés avec elle. Après la chute de Domitien, beaucoup d'entre eux déclaraient qu'ils ne voulaient pas être « l'héritage d'une famille. » Il leur semblait qu'il valait mieux que le prince élût son successeur que de le recevoir des mains de la nature. « Naître d'un sang royal, disait Tacite, est une chance de hasard devant laquelle tout examen s'arrête. Au contraire, celui qui adopte est juge de ce qu'il fait; s'il veut choisir le plus digne, il n'a qu'à écouter la voix publique. » Ce qui est sûr, c'est que l'adoption a donné au monde une succession de quatre grands princes, et que Rome fut tout à fait heureuse, jusqu'au jour où Marc-Aurèle eut la mauvaise fortune d'avoir un fils et de lui laisser l'empire.

Je viens de mettre sans hésiter Hadrien parmi les grands empereurs, à côté de Trajan et de Marc-Aurèle; ce n'est pourtant pas l'opinion de tous les historiens. Sa réputation n'est pas de celles sur lesquelles on s'est mis tout à fait d'accord, et il y a de grandes diversités dans la façon dont on le juge. Ces diversités remontent très haut, jusqu'à l'époque même où vivait Hadrien, et il est pro-

bable que ses contemporains ne s'entendaient pas mieux que nous sur son compte. Les chroniqueurs qui ont raconté sa vie, Dion et Spartien, parlent de lui d'une manière fort bizarre; ils en disent à la fois beaucoup de bien et beaucoup de mal, en sorte qu'on peut facilement tirer de leurs ouvrages de quoi l'attaquer et le défendre. C'est qu'il était en réalité un être très compliqué, *varius, multiplex, multiformis*, dit son historien, doux et sévère selon les occasions, tour à tour économe et prodigue, plaisant ou grave, ami débonnaire et railleur cruel. Sa vie renfermait des contrastes qu'on ne s'expliquait pas. Quoiqu'il fût un excellent général, il détestait la guerre et l'a toujours évitée; il a passé son temps à exercer ses légions pour ne les mener jamais devant l'ennemi. Ce savant, cet artiste, ce délicat, n'hésitait pas à entrer, quand il le fallait, dans les plus petits détails des affaires communes; cet efféminé, qui faisait de petits vers sur la poudre dentifrice, était capable des résolutions les plus énergiques. Il s'était fait bâtir des palais somptueux, où l'on avait réuni toutes les élégances du luxe, toutes les recherches du bien-être, et il vivait volontiers sous la tente, se contentant de lard et de fromage comme les simples soldats, ne buvant que du vinaigre avec de l'eau, et marchant devant ses troupes tête nue, au milieu des neiges de la Bretagne et sous le soleil de l'Égypte. On comprend que ces contrastes aient troublé des chroniqueurs qui n'avaient pas l'esprit très perspicace, qu'en présence d'un prince en qui les contraires semblaient s'unir, ils aient flotté sans se décider entre des opinions opposées, et qu'ils n'aient pas su prendre eux-mêmes et nous donner de lui une idée précise.

Ce qui ressort le plus nettement de leurs récits, c'est qu'il y avait chez Hadrien deux personnages qui ne s'accordaient pas toujours bien ensemble, l'homme et l'empereur. L'empereur ne mérite que des éloges et peut être mis parmi les plus grands et les meilleurs; l'homme au contraire était souvent désagréable et mesquin. Les contemporains, qui étaient placés trop près et ne savaient pas toujours bien distinguer, ont fait quelquefois payer au prince, par des jugemens injustes, les caprices et les faiblesses de l'homme.

Ils avaient tort assurément, et tous leurs commérages ne doivent pas nous empêcher de croire qu'Hadrien ait été un grand prince. S'il restait encore quelque doute à ce sujet, je renverrais au brillant tableau que M. Duruy a tracé récemment de son règne (1). Il a

(1) Dans le quatrième volume de son *Histoire des Romains*. Je suis heureux de renvoyer à cet ouvrage, où M. Duruy, revenant aux travaux de sa jeunesse après un long intervalle et des services importans rendus au pays, retrace, d'une façon si savante et si vivante à la fois, l'histoire de l'empire. Même quand il ne parvient pas à convertir tout à fait le lecteur à ses idées, il sait toujours l'intéresser et l'instruire.

pris la peine de réunir, dans les recueils de lois romaines, ce qui est l'œuvre personnelle d'Hadrien; il a contrôlé et complété les récits des historiens par le témoignage des inscriptions et des médailles, et de cette manière il a mis au grand jour les services de tout genre qu'Hadrien a rendus à l'empire. Ces services sont éclatans et incontestables. Il a donné d'abord à ses états la sécurité extérieure; pour maintenir la discipline des armées, il a fait des règlemens si sages qu'on n'éprouva plus le besoin d'y rien changer et qu'ils durèrent autant que la domination romaine. Il a fortifié les frontières en les garnissant de troupes, en les munissant de retranchemens formidables, et de cette façon il a fermé la porte aux barbares, qui devenaient tous les jours plus menaçans. Sous cette ceinture de murailles, de places fortes, de fossés profonds et de camps retranchés, habilement disposés le long de ces frontières immenses, l'empire put respirer en paix. A l'intérieur, la tranquillité fut maintenue d'une main ferme, les abus réformés, la législation adoucie, un grand élan donné partout aux travaux publics. Sous cette impulsion vigoureuse et grâce à la paix dont jouissait l'univers, les villes purent s'embellir de monumens magnifiques qui excitent encore aujourd'hui notre admiration. Voilà ce qu'il n'est pas possible de nier. Hadrien fut certainement un des administrateurs les plus habiles qui aient gouverné le monde depuis Auguste, et il contribua peut-être plus que personne à ce développement incroyable de la prospérité publique qui fit du siècle des Antonins l'une des époques les plus heureuses de l'humanité. « Quand la gloire des princes, dit M. Duruy, se mesurera au bonheur qu'ils ont donné à leurs peuples, Hadrien sera le premier des empereurs romains. »

Comment se fait-il donc qu'ayant si bien servi l'empire il ait été souvent si mal jugé? On explique d'ordinaire ces sévérités de l'opinion en rappelant la mauvaise humeur persistante des grandes familles et du sénat contre le régime impérial; mais c'est vraiment un moyen trop commode de justifier toutes les rigueurs des césars, et, si ces raisons peuvent servir encore pour l'époque de Tibère ou de Néron, je crois qu'il n'est plus possible de les employer quand on est arrivé aux Antonins. L'empire était alors accepté de tout le monde. Le temps avait affaibli les vieilles rancunes républicaines, et, dans tous les cas, on ne comprendrait guère pour quel motif, après avoir respecté Trajan, elles se seraient ranimées contre Hadrien. Si Hadrien, avec toutes ses grandes qualités, ne sut pas se faire mieux aimer, il faut penser que c'était sa faute, et qu'il y avait dans sa personne et dans son caractère quelque chose qui éloignait de lui les cœurs. C'est ce que Fronton, qui était un assez méchant écrivain, mais un fort honnête homme et le plus soumis des sujets, laissait entendre plus tard à Marc-Aurèle, avec toute sorte

de ménagemens. « Pour aimer quelqu'un, lui disait-il, il faut pouvoir l'aborder avec confiance et se trouver à l'aise avec lui. C'est ce qui ne m'arrivait pas avec Hadrien. La confiance me manquait, et le respect même qu'il m'inspirait nuisait à l'affection. » On voit tout ce qui se cache sous ces paroles polies. Trajan non plus, quoiqu'il fût son parent, ne paraît pas avoir éprouvé pour lui beaucoup d'attrait. Nous savons pourtant qu'Hadrien, qui attendait tout de lui, ne négligeait rien pour lui plaire. Il cherchait par tous les moyens à flatter ses goûts, même les moins honorables, et il racontait lui-même que, le sachant buveur intrépide, il s'était mis à boire, afin d'entrer ainsi dans ses bonnes grâces. Il avait d'ailleurs d'autres qualités auxquelles Trajan attachait le plus grand prix. Soldat dévoué, lieutenant exact, organisateur habile, administrateur scrupuleux, il accomplit avec soin et avec succès toutes les missions dont il fut chargé. Son avancement ne fut pourtant pas très rapide. Une inscription trouvée au théâtre d'Athènes montre qu'il parcourut pas à pas toute la hiérarchie des dignités publiques sans qu'on lui ait fait grâce d'un seul degré. Malgré ses mérites reconnus et les services qu'il rendait, Trajan attendit jusqu'à son dernier jour pour l'adopter. On prétendit même que la mort l'avait prévenu avant qu'il se fût décidé, que son adoption n'était qu'une scène de comédie imaginée pour tromper le monde, et qu'un homme, caché derrière des tentures, avait murmuré quelques paroles d'une voix mourante à la place de l'empereur défunt. Ce qui pouvait donner quelque vraisemblance à ce mensonge, c'est le peu d'empressement que Trajan paraissait éprouver à l'accepter pour son héritier. Non-seulement il ne l'associa pas de son vivant à l'empire, comme avait fait Nerva pour lui, mais il ne voulut lui conferer aucun de ces honneurs exceptionnels qui l'auraient désigné d'avance comme son successeur. N'en peut-on pas conclure que, tout en appréciant en lui l'administrateur et le soldat, il éprouvait pour l'homme une sorte de répugnance qu'il avait peine à vaincre?

Devenu empereur, Hadrien eut beaucoup d'amis : il n'est pas difficile d'en avoir quand on est le maître du monde. Il était très libéral pour eux. « Jamais, dit Spartien, il ne refusait ce qu'ils demandaient et prévenait même souvent leurs désirs; » mais en même temps il les irritait par ses railleries et les blessait par ses soupçons. Inégal et fantasque comme un artiste, facile à prévenir contre ceux qui lui étaient le plus attachés, il écoutait ce qu'on lui disait d'eux, et au besoin les faisait épier. Il avait sa police secrète qui pénétrait dans les familles et lui rapportait ce qu'elle entendait dire. Il n'y a pas d'amitié qui résiste à ces défiances. Spartien fait remarquer que ceux qu'il avait le mieux aimés et le plus comblés d'honneurs finirent par lui devenir tous odieux. Plusieurs furent éloignés

de Rome; quelques-uns perdirent leur fortune et même leur vie. Je ne crois pas que de sa nature Hadrien fût cruel; il a même donné quelques beaux exemples de clémence. Mais il était dit que ce pouvoir souverain, sans caractère précis, sans limite fixe, troublerait les meilleures têtes. Peu de princes ont su tout à fait échapper à ces enivremens d'autorité, à ce vertige produit à la fois par l'orgueil et la peur, qui enflammaient les mauvais instincts et pervertissaient les âmes. L'honnête Marc-Aurèle se disait un jour à lui-même avec un accent d'effroi : « Ne deviens pas trop césar! » Il faut croire qu'Hadrien l'est devenu quelquefois malgré lui. Au commencement de son règne, quand il ne se sentait pas encore bien affermi, il fit ou laissa couler le sang de quelques grands personnages qu'on accusait de trahison. Il le versa de nouveau à la fin de sa vie, et cette fois il y eut parmi les victimes son beau-frère, un vieillard de quatre-vingt-dix ans, et son neveu qui n'avait pas vingt ans encore. Je veux croire qu'ils étaient tous deux coupables et que l'empereur crut ces rigueurs nécessaires. Cependant l'opinion publique en fut révoltée. On se souvint que Trajan, auquel le sénat avait solennellement décerné le surnom d'excellent prince, *optimus princeps*, n'avait jamais eu à subir ces nécessités fâcheuses, et l'on trouva qu'Hadrien s'y résignait trop vite. Ces supplices, ordonnés par un prince mourant, comme une dernière rancune qu'il voulait satisfaire, indignèrent les honnêtes gens. « Il mourut, dit Spartien, détesté de tout le monde. »

Les ennemis de la politique sentimentale soutiendront, je le sais, qu'on avait tort de le détester. On dira qu'après tout ces démêlés de famille n'intéressent guère le monde et qu'il ne faut pas leur donner trop d'importance. Qu'importe aux citoyens obscurs, qui forment la grande majorité d'un pays, que le prince soit d'humeur désagréable et qu'il ait fait souffrir ceux qui l'entourent? S'il gouverne bien son état, s'il le préserve des ennemis du dehors, s'il lui donne la paix intérieure, ne doit-on pas fermer les yeux sur ses caprices, et lui permettre de se délivrer comme il le veut de ses amis qui l'ennuient ou de ses parens qui le gênent? Quel mal en revient-il à son peuple? Assurément, si les sujets étaient raisonnables, ils jugeraient leur souverain par le bien qu'il fait à tout le monde et non par ces rigueurs qui n'atteignent que quelques personnes, et celui-là leur paraîtrait le plus digne d'être aimé qui fait le bonheur du plus grand nombre. Mais ce n'est pas par raison qu'on aime, et il entre dans l'affection d'autres élémens que l'intérêt. Aussi n'est-il pas rare de voir des souverains sous la domination desquels il est avantageux de vivre et qui ne parviennent pas à gagner les cœurs. Hadrien était de ce nombre. A la distance même où nous sommes de lui, nous ne pouvons tout à fait nous défendre des sentimens qu'il in-

spirait aux gens de son temps, et il nous faut faire une sorte d'effort sur nous-mêmes pour l'estimer autant qu'il le mérite. M. Duruy aura beau nous démontrer qu'il a rendu plus de services au monde que Trajan ou Marc-Aurèle, il nous sera difficile de blâmer ses contemporains qui ont mieux aimé Marc-Aurèle et Trajan que lui.

A ces raisons générales que les Romains pouvaient avoir de ne pas l'aimer, il s'en joignait d'autres qui leur étaient plus particulières. Peut-être entrait-il dans leur sévérité un peu de ressentiment contre un prince qui se faisait un plaisir de braver leurs préjugés, et qui les sacrifiait ouvertement à leurs éternels ennemis. L'influence de la Grèce était alors plus forte que jamais à Rome. Elle saisissait à la fois cette société par les deux points extrêmes : aux riches, aux grands seigneurs, aux gens du monde, elle s'imposait par l'éducation, par le charme souverain des arts et des lettres. Dans ces palais somptueux de l'Esquilin, dans ces villas magnifiques de Tusculum ou de Tibur, où l'on avait sous les yeux les reproductions des chefs-d'œuvre de Praxitèle et de Lysippe, où on lisait avec tant de plaisir Ménandre et Anacréon, on était devenu plus qu'à demi Grec. On l'était tout à fait dans les quartiers populaires; là une émigration continuelle amenait de toutes les contrées orientales les gens qui avaient peine à vivre chez eux et qui cherchaient fortune : c'était un flot qui, depuis plusieurs siècles, ne s'arrêtait pas. Qu'aurait dit le vieux Caton s'il avait vu la Grèce et l'Orient ainsi établies sur l'Aventin, et cette race qu'il méprisait à peu près maîtresse de Rome? C'était une honte et un danger qui préoccupaient les vieux Romains, et ils trouvaient naturellement qu'un empereur avait le devoir de les combattre.

Hadrien, au contraire, se mit du côté des Grecs. Dès ses premières années, il dévora leurs grands écrivains; il se plut tellement à se servir de leur langue qu'il lui devint difficile d'en parler une autre. Un jour qu'en sa qualité de questeur il avait à lire un message de Trajan, le sénat se moqua de lui, tant il prononçait mal le latin. Il ne lui suffisait pas d'admirer l'art grec, il voulut être artiste lui-même, et dans tous les genres : il devint à la fois musicien, sculpteur, peintre, architecte; il se piquait de bien chanter, il dansait avec grâce, il connaissait la géométrie, l'astrologie, et assez de médecine pour inventer un collyre et un antidote. Les Grecs n'avaient pas de louanges assez hyperboliques pour un prince qui excellait en tant de métiers divers; les Romains au contraire étaient disposés à se moquer de lui. Les plus sensés avouaient que ce n'est pas un crime assurément de savoir sculpter et peindre: mais ils ajoutaient que ce n'est pas une qualité non plus quand on a le monde à gouverner. Il leur semblait que cette grande affaire

ne souffre pas de partage et qu'elle réclame toute l'activité d'un prince. Ils se souvenaient d'ailleurs que les empereurs qui avaient trop aimé les Grecs, qui mettaient leur gloire à imiter leurs mœurs et à obtenir leurs éloges, Néron et Domitien par exemple, avaient été d'abominables tyrans, et ces souvenirs n'étaient pas faits pour les rendre favorables aux manies d'Hadrien.

Ce qui les irritait encore plus, c'était de voir l'importance que prenait la Grèce dans les affaires politiques de Rome. Elle s'était longtemps contentée de gouverner les choses de l'esprit; elle fournissait surtout Rome de grammairiens et d'artistes. A partir d'Hadrien, elle envahit ouvertement ce qui lui avait semblé interdit jusque-là, ce que la race victorieuse s'était réservé pour elle-même ; elle se glisse dans les armées, elle prend place au sénat, elle administre les provinces. Parmi les généraux de cette époque, nous en voyons qui s'appellent Arrien et Xénophon. Il est naturel que les Grecs en aient été très flattés. Leur reconnaissance ne connut pas de bornes, et, selon leur usage, elle s'exprima d'une manière basse et servile. Dans leurs cités les plus importantes, des temples magnifiques s'élevèrent en l'honneur « du nouveau Jupiter, du dieu Olympien, » et son indigne favori, le bel Antinoüs, qui était un Grec aussi, reçut partout, après sa mort, les honneurs les plus extravagans: mais il n'est pas moins naturel que ce qui restait de vieux Romains en ait été indigné. On dira peut-être qu'ils avaient tort, que la conduite d'Hadrien n'avait rien qui dût surprendre, rien qui fût contraire aux institutions et au principe de l'empire. L'empire ayant appelé les provinces à prendre part à l'autorité souveraine, le tour de la Grèce et de l'Orient devait un jour arriver, et il n'était pas très étonnant de voir des généraux ou des proconsuls grecs sous des empereurs espagnols. Il y a cependant une distinction à faire : tandis que les provinciaux d'Occident admis par Rome dans ses armées et destinés aux dignités publiques adoptaient la langue et les usages de leur nouvelle patrie, en prenaient l'esprit et les vieilles maximes, devenaient enfin franchement Romains, les Grecs restaient Grecs. Rien ne put jamais entamer cette race souple et résistante, qui traversa, sans en être altérée, la domination romaine et lui survécut. Jusque dans sa servilité, elle conservait son orgueil; elle flattait les barbares et les méprisait. Aussi n'eut-elle pas de peine à se défendre d'imiter leurs usages et de se confondre avec eux. Je ne crois pas qu'aucun Grec soit jamais devenu tout à fait Romain; beaucoup de Romains au contraire se sont faits entièrement Grecs. Nous voyons du temps même d'Hadrien le Gaulois Favorinus, qui était né à Arles, et l'Italien Élien, qui était de Préneste, abandonner la langue de leur pays pour celle de la Grèce.

Que cet envahissement d'un esprit étranger ait blessé les Romains sérieux, c'est ce qui ne peut pas surprendre. Ils avaient bien raison de penser que Rome avait tout à y perdre. Les divers peuples qui entraient dans l'unité romaine y apportaient leurs qualités nationales et rajeunissaient l'empire; les Grecs ne lui communiquaient que leurs défauts. En favorisant l'invasion de cet esprit nouveau, Hadrien était donc coupable au moins d'imprudence; il travaillait, sans le savoir, à avancer l'heure du bas-empire.

Tel était, avec son mélange singulier de qualités et de défauts, cet empereur à demi romain et à demi grec, qui fut l'auteur et peut-être même l'architecte de la villa de Tibur. Il nous reste à connaître ce qui lui donna l'occasion de la bâtir. Les historiens nous disent que c'est à la suite de ses voyages et pour en conserver le souvenir qu'il en construisit au moins la plus grande partie. On sait qu'Hadrien habita fort peu sa capitale, et qu'il passa presque tout son règne à parcourir son vaste empire. Rien dans sa vie n'avait plus frappé le monde que cette indomptable activité. Les populations, qui le voyaient si souvent passer, gardèrent de lui le souvenir d'un voyageur infatigable, qui allait sans cesse d'un bout de l'univers à l'autre. « Il n'y a jamais eu de prince, dit son biographe, qui ait visité si rapidement tant de contrées diverses. »

Ce n'est pas que les voyages fussent alors aussi rares qu'on le suppose ordinairement. On n'aimait guère plus à rester en place dans l'antiquité que de nos jours; Sénèque était même tellement frappé de ce besoin de se mouvoir et de s'agiter qui tourmente les hommes qu'il essaya d'en donner une explication philosophique. Il en rapporte l'origine à cette partie divine qui est en nous, et qui nous vient des astres et du ciel : « C'est la nature des choses célestes, dit-il, d'être toujours en mouvement. » Depuis que l'empire avait donné la paix au monde, les voyages, étant plus sûrs, étaient devenus aussi plus fréquens. Ces chaussées étroites, solidement pavées de larges dalles, qui allaient de Rome jusqu'aux extrémités du monde, étaient sans cesse parcourues par des chars, des cavaliers et des piétons. On y voyait passer des gens de toute fortune, depuis celui qui, comme Horace, n'avait pour monture qu'un pauvre mulet court de queue et lourd d'allure, jusqu'à ces grands seigneurs étalés dans leurs litières commodes où l'on pouvait lire, écrire, dormir ou jouer aux dés, qui se faisaient précéder de courriers libyques et suivre de tout un cortége d'esclaves et de cliens. Tout ce monde trouvait plus de facilités pour faire la route que nous ne sommes disposés à le croire. La poste impériale venait d'être instituée : elle fournissait à ceux qui étaient munis d'une autorisation de l'empereur des chevaux et des voitures qui faisaient près de 8 kilomètres

à l'heure (1). A la vérité, ces permissions étaient réservées pour les fonctionnaires ou les courriers de l'état. On est assez surpris que l'idée ne soit pas venue, chez ce peuple pratique, qui saisissait si vite l'utilité des choses, d'autoriser les particuliers à profiter, moyennant une rétribution, de la poste officielle, ce qui aurait rendu les communications plus rapides et relié plus intimement entre elles les diverses parties de l'empire; mais il est probable que l'autorité tenait à son privilége, et qu'on fut arrêté par la crainte de diminuer ses prérogatives. Au défaut de la poste, les particuliers fournissaient à ceux qui le souhaitaient des moyens assez commodes de voyager. A la porte des villes, près des hôtelleries qui portaient pour enseignes, comme aujourd'hui, un coq, un aigle ou une grue, et qui essayaient d'attirer les passans par toute sorte de promesses engageantes, il était aisé de trouver des voitures de louage de toute espèce, de se pourvoir d'un cheval ou d'un mulet, en s'adressant à ces riches associations (*collegia jumentariorum*) qui en avaient toujours à la disposition du public. Avec ces chevaux et ces voitures on pouvait aller vite, si l'on y tenait. Suétone nous apprend que César parcourut ainsi jusqu'à 100 milles (150 kilomètres) par jour. Mais d'ordinaire on n'était pas si pressé : on allait à petites journées, en s'arrêtant aux bons endroits; on se reposait quand on était fatigué, et l'on admirait la nature à son aise. C'était encore la façon dont les touristes parcouraient l'Italie il y a quelques années; beaucoup pensent qu'il n'y en a pas de plus agréable et regrettent qu'on y ait renoncé.

Les raisons de voyager ne manquaient pas au premier siècle de l'empire. Beaucoup de ces gens qu'on rencontrait sur les grandes routes étaient des fonctionnaires qui allaient administrer des provinces lointaines. Rome avait conquis le monde, il lui fallait bien le gouverner. Elle envoyait partout ses proconsuls et ses propréteurs, qui emmenaient avec eux leurs lieutenans, leurs questeurs, leurs secrétaires, leurs appariteurs, leurs affranchis et leurs esclaves, tout un monde, qui souvent s'en allait vivre aux dépens des provinciaux. A la suite du gouverneur romain, quelquefois avant lui, partaient les fermiers de l'impôt public, avec leurs scribes et leurs suppôts, et ces négocians qui s'entendaient si bien à exploiter les

(1) Le voyage d'Antioche à Constantinople, séparées l'une de l'autre par une distance de 740 milles, c'est-à-dire de plus de 1,100 kilomètres, pouvait se faire par la poste impériale en moins de six jours. Je renvoie, pour tous ces détails, à l'*Histoire des mœurs romaines d'Auguste aux Antonins*, par M. Friedlænder, que M. Vogel a traduite en français. Cet excellent ouvrage, plein de faits curieux habilement présentés, contient tout un long chapitre sur les voyages chez les Romains. On y trouvera tous les détails que je ne puis donner ici.

pays vaincus. Il y avait aussi, et en grand nombre, les étudians qui se rendaient auprès des professeurs connus, dans les villes où florissaient les études, les malades qu'attiraient les médecins célèbres, les eaux sulfureuses et les climats sains, les dévots, qui visitaient l'un après l'autre tous les sanctuaires importans et qui avaient toujours quelque question à faire aux oracles en renom; puis les gens qui n'avaient pas trouvé la fortune chez eux et qui la cherchaient ailleurs. « Tous ceux, disait Sénèque, qui espèrent tirer un bon parti de leur beauté ou de leurs talens affluent dans ces grandes villes où l'on paie plus cher qu'ailleurs les vertus et les vices. » Il est probable qu'ils étaient bien assez nombreux pour encombrer les chemins publics. Après ceux qui voyageaient par devoir ou par nécessité venaient ceux qui voyageaient par plaisir. On prit de bonne heure le goût de connaître les pays qui avaient conservé de beaux monumens ou qui rappelaient de grands souvenirs. La Grèce d'abord attirait tous les lettrés, et de là ils passaient en Orient. César ne manqua pas, après Pharsale, de voir « les champs où fut Troie. » Germanicus parcourut l'Asie et l'Égypte, dont il se fit expliquer les curiosités et lire les hiéroglyphes par les prêtres. On peut supposer que parmi ces admirateurs sincères du passé qui en visitaient pieusement les restes, il se trouvait bien quelques personnes qui voyageaient par mode et par air, pour faire comme tout le monde. Il y en avait aussi, nous le savons, qui n'entreprenaient ces longues courses que pour ne pas rester chez eux. Les grandes civilisations raffinées qui créent tant de besoins à l'homme en lui donnant l'habitude de satisfaire tous ses désirs, qui surexcitent sans cesse l'âme sans la contenter, amènent souvent avec elles un compagnon fâcheux, l'ennui, « qui coule, dit Lucrèce, de la source même des plaisirs, » et suffit pour rendre la vie insupportable. On s'imagine toujours que le meilleur moyen de lui échapper c'est de changer de place, et l'on s'empresse de quitter sa maison et son pays. En vain les philosophes anciens répétaient que l'on ne se délivre pas ainsi de ses soucis, qu'ils nous suivent fidèlement dans toutes nos excursions et « montent en croupe derrière nous. » Les philosophes ne corrigeaient personne, et les ennuyés du second siècle, comme ceux de nos jours, continuaient à chercher partout des spectacles inconnus qui pouvaient un moment les distraire.

Hadrien avait pour courir le monde toutes ces raisons à la fois. La plus importante, la meilleure de toutes, c'est qu'il voulait s'assurer par lui-même de l'état de l'empire. Un administrateur comme lui n'ignorait pas qu'il est bon que le maître voie tout de ses yeux. Il avait coutume de s'arrêter dans les grandes villes qui étaient sur sa route; il se faisait rendre compte de la façon dont elles étaient administrées, il étudiait minutieusement leurs ressources et leurs

besoins, et il était rare que son passage ne fût pas marqué par la construction de ponts, de routes, d'aqueducs qu'il avait reconnus nécessaires. Comme il aimait aussi beaucoup la magnificence, il ne négligeait pas les monumens qui ne servent qu'à la décoration d'un grand pays. Il réparait les théâtres, les basiliques, il faisait rebâtir les anciens temples et en construisait de nouveaux. Aussi laissait-il toujours les provinces pleines d'admiration et de reconnaissance pour lui. Nous avons conservé les médailles qu'elles frappèrent à l'occasion de ces visites impériales : elles appellent Hadrien le restaurateur, le bienfaiteur, le bon génie des cités qu'il avait traversées, et lui décernent d'avance l'apothéose à laquelle après sa mort il ne pouvait pas échapper. Quand il arrivait aux frontières de l'empire, naturellement il redoublait de soin et de vigilance. Rien n'était oublié; il voyait si les châteaux-forts, les fossés, les retranchemens, étaient en bon état, il écoutait les officiers, consultait les ingénieurs, inspectait les légions, les faisait manœuvrer devant lui, et, s'il était satisfait des manœuvres, il leur adressait un de ces ordres du jour oratoires dont il nous reste un si curieux exemple dans les inscriptions de la troisième légion, à Lambæse. Mais Hadrien ne voyageait pas seulement pour être utile à l'empire; il songeait aussi à lui-même. Cet administrateur zélé était en même temps un curieux, un savant, un lettré. Lorsque la ville où il arrivait était une de celles qui conservent de beaux monumens du passé, il y restait plus volontiers, il lui témoignait plus de bienveillance, il cherchait les occasions d'y revenir. Le séjour d'Athènes le ravissait; nulle part il ne s'est trouvé si heureux; il n'y a pas de ville qu'il ait plus comblée de bienfaits et où il ait bâti plus de monumens. Sa curiosité n'oubliait aucun des lieux qui rappelaient de grands souvenirs. Il fit lui aussi son pèlerinage à Troie, et y rétablit le mausolée d'Ajax, auquel il rendit de grands honneurs. Il alla voir, à Mantinée, la tombe où reposait Épaminondas, et composa pour le héros thébain une inscription pleine d'enthousiasme. En Égypte, il présida l'assemblée des savans dans le Musée et se plut à les embarrasser de ses questions captieuses; il alla voir les Pyramides, le colosse de Memnon, et probablement aussi toutes les autres merveilles du temps des Pharaons. Il ne se croyait pas obligé, dans ces visites, de garder cet air froid et gourmé que les vieux Romains avaient soin de prendre, quand ils étaient hors de chez eux, pour paraître plus graves et plus dignes. Il parlait la langue des nations dont il était l'hôte, revêtait leur costume et ne dédaignait pas leurs usages. Il tenait sans doute que, pour goûter pleinement un pays et comprendre un peuple, il faut entrer dans ses mœurs et se faire au besoin un de ses concitoyens. Il voulut être initié à Éleusis; à Athènes, il présida les fêtes de Bacchus en costume d'ar-

chonte. Cette conduite devait choquer les gens qui tenaient aux anciens usages. Un de ces mécontens, le poète Julius Florus, fit contre le prince voyageur de petits vers malins qui durent être lus avec grand plaisir par tous ceux qui ne pouvaient se résoudre à perdre de vue les sept collines. « Je ne voudrais pas être César, disait-il, aller courir chez les Bretons, supporter les neiges de la Scythie, etc. » A quoi Hadrien répondit, sur le même ton et dans le même mètre : « Je ne voudrais pas être Florus, me promener dans les boutiques, pourrir dans les cabarets, m'y faire manger des cousins; » et, sans se plus soucier de l'opinion, il continua ses courses. Il lui arriva même de faire quelquefois de véritables innovations et de rechercher des spectacles qu'on négligeait avant lui. Un poète du premier siècle, qui nous a laissé une description intéressante de l'Etna, s'étonne beaucoup de l'indifférence de ses contemporains pour les spectacles de la nature. On traverse les terres, dit-il, on passe les mers pour visiter les grandes cités et les beaux monumens; on va voir les tableaux et les statues célèbres, « une Vénus, dont la chevelure semble ondoyer comme un fleuve, ou les enfans de Médée jouant sur les genoux de leur mère cruelle, ou les Grecs qui entourent tristement Iphigénie et la traînent à l'autel, pendant qu'un voile recouvre le visage de son père; » on admire les statues qui ont fait la gloire de Miron et des autres, tandis qu'on ne daigne pas regarder les ouvrages de la nature « qui est bien plus grande artiste qu'eux. » Hadrien ne mérite pas ce reproche. Le goût passionné qu'il avait pour les chefs-d'œuvre de l'art antique ne l'empêchait pas d'être sensible aux grandes scènes de la nature, et il est à peu près le seul alors dont on nous dise qu'il entreprit des voyages pour les contempler. Il gravit l'Etna et l'on y montre encore les ruines d'une vieille maison qu'on avait faite, dit-on, pour le recevoir. Il monta pendant la nuit sur le mont Casius pour y voir se lever le soleil, et y fut témoin d'une tempête terrible. — Ces soucis de l'art, ces préoccupations de la nature vont se retrouver dans la villa de Tibur.

II.

L'âge mit fin à toutes ces courses. Quand Hadrien approcha de soixante ans, il éprouva le besoin de se reposer. Comme il n'avait pas d'enfans, il commença par se choisir un successeur. Il adopta d'abord Lucius Verus, qui mourut avant lui, puis l'honnête Antonin. « Alors, dit un historien, voyant que tout était tranquille et qu'il pouvait sans danger se relâcher de ses soins, il laissa l'administration de Rome à son fils adoptif et se retira dans sa villa de Tibur. Là, comme c'est l'usage des riches et des heureux, il ne s'occupa plus

que de bâtisses et de festins, de statues et de tableaux, en un mot il n'eut plus d'autre souci que de passer sa vie dans la joie et le plaisir. » Il faut conclure de ce passage qu'en 136, quand Hadrien prit la résolution de s'éloigner des affaires, la villa de Tibur existait déjà. On ignore à quelle époque il avait commencé à la bâtir, mais il est sûr qu'il passa les trois dernières années de sa vie à l'embellir, à l'achever, et à la mettre en cet état de perfection qui la fit regarder comme un de ses plus beaux ouvrages.

Le site de la villa de Tibur n'est pas seulement fort agréable, il est aussi très sain : c'était alors le premier mérite d'une maison de campagne. Sans doute la plaine de Rome, couverte d'arbres et de moissons, remplie d'habitations charmantes, de villas et de jardins, ne ressemblait pas à ce qu'elle est devenue après plusieurs siècles d'abandon : ce n'était pas encore un désert et un cimetière; mais même au temps où elle était le plus riche et le plus peuplée, on y craignait le mauvais air. Cicéron félicite beaucoup Romulus d'avoir trouvé moyen de fonder une ville salubre dans un pays empesté, *in pestilenti loco salubrem*. On sait que cette prétendue salubrité de Rome n'empêchait pas que tous les ans, selon le mot d'Horace, la chaleur n'y amenât les fièvres et n'y fît ouvrir les testamens: ce devait être bien pis dans les campagnes qui l'entouraient. Aussi était-il avant tout nécessaire, quand on y voulait bâtir une villa, d'en bien choisir l'emplacement. Celle d'Hadrien est située près des derniers contre-forts des Apennins, au pied de la montagne sur laquelle s'élève Tivoli. Tandis qu'elle est largement ouverte à l'influence bienfaisante du vent d'ouest, les collines qui l'environnent la protégent contre le *scirocco* et les souffles pestilentiels du midi. Deux petites vallées parallèles courent dans la direction du nord au sud; elles enferment une plaine qui s'élève en étages et forme une sorte d'éminence de trois milles d'étendue : c'est dans cette plaine qu'était construite la villa. Ce terrain contenait beaucoup de ces inégalités naturelles que nous conservons avec soin et qui nous semblent un des plus grands agrémens de nos jardins. Les Romains au contraire ne les aimaient pas, et ils se donnaient beaucoup de peine pour aplanir par de vastes substructions le sol sur lequel s'élevaient leurs maisons de la ville ou de la campagne. Ces substructions se retrouvent aussi dans la villa de Tibur. Il semble pourtant qu'Hadrien ne se soit pas tout à fait autant préoccupé que les autres d'établir dans toutes ses constructions un niveau uniforme; il a conservé quelques-uns des accidens qu'offrait le terrain, et l'on y trouve un assez grand nombre de salles et de cours qui sont sur des plans différens. Deux petits ruisseaux qui descendent des montagnes de la Sabine traversent les deux vallées et se réunissent près de l'entrée de la villa pour se jeter ensemble dans l'Anio. Comme presque tous

ceux de l'Italie méridionale, ils sont à peu près vides pendant l'été, c'est-à-dire dans la saison où l'on a le plus besoin qu'ils soient pleins. On y suppléait par des aqueducs dont on a retrouvé les restes au nord de la villa et qui apportaient en abondance, soit dans le lit desséché des ruisseaux, soit dans les appartemens du palais, les eaux fraîches et saines de la montagne.

Jusqu'ici nous ne trouvons rien dans la villa d'Hadrien qui ne se rencontre aussi dans les autres; il n'y en avait pas, au moins quand elles appartenaient à de grands personnages, qui ne fût placée dans une situation salubre, pourvue, s'il en était besoin, de grands travaux souterrains, et richement dotée d'eaux vives : voici où commence l'originalité de celle qui nous occupe. Comme rien n'avait plus intéressé Hadrien que ses voyages, il voulut, même après qu'il y eut renoncé, en conserver des souvenirs vivans autour de lui. Son biographe raconte qu'il attacha à certaines parties de sa villa de Tibur les noms des plus beaux endroits qu'il avait visités. On y trouvait le Lycée, l'Académie, le Prytanée, Canope, le Pœcile, la vallée de Tempé, « et même, ajoute Spartien, pour que rien n'y manquât, il avait imaginé d'y faire aussi une reproduction des enfers. » Ce texte peut donner lieu à beaucoup de discussions. Il y a des auteurs qui supposent qu'il faut le prendre à la lettre et qui veulent qu'Hadrien se soit astreint à faire des copies exactes de tout ce qu'il avait admiré dans ses voyages. Canina surtout s'acharne à ces ressemblances. Si on le croyait, il n'y aurait pas, dans tous ces débris, un pan de muraille qui ne fût l'imitation de quelque monument important. Il ne voit pas que c'est le moyen de rendre Hadrien fort ridicule. Est-il possible d'imaginer un plus sot projet que celui de faire tenir toutes les curiosités du monde dans un espace aussi étroit? Quel effet pouvaient produire au visiteur ces réductions de montagnes, ces vallées en miniature, ces monumens amoncelés? Hadrien, on le sait, était un artiste habile, un ami et un admirateur éclairé de l'art grec; quel plaisir aurait-il pu trouver à tourmenter la nature pour lui faire produire des ressemblances qui ne pouvaient jamais être qu'incomplètes? On nous dit qu'il voulait que sa villa lui rappelât sans cesse les merveilles qu'il avait vues; mais ces contrefaçons mesquines étaient plus propres à gâter ses souvenirs qu'à les conserver. Heureusement le texte de Spartien ne nous force pas à admettre toutes ces exagérations. Il dit simplement que l'empereur construisit sa maison de campagne de manière à y pouvoir inscrire les noms les plus célèbres des lieux qu'il avait visités (*ita ut in ea et provinciarum et locorum celeberrima nomina inscriberet*), ce qui permet de supposer qu'il ne tenait pas à pousser les imitations trop loin et se contentait le plus souvent d'un à peu près. C'é-

tait surtout pour les sites qu'il fallait mettre beaucoup de complaisance dans les rapprochemens. Comment espérer, par exemple, de pouvoir reproduire la vallée de Tempé dans la petite plaine qui s'étend au pied de Tibur? On ne trouvait rien là qui ressemblât à ces hautes montagnes couvertes de bois séculaires, qui s'élèvent, dit Pline, au-delà du regard des hommes, et donnent à la véritable Tempé un mélange de grandeur et de grâce qu'admirent tous les voyageurs. Il y avait pourtant au nord de la villa un petit ruisseau qui courait dans une plaine agréable; on y multiplia les ombrages, on en fit un lieu de promenades charmantes, et, comme les allées y étaient fraîches et touffues, qu'on avait grand plaisir à s'y reposer près de l'eau, sous les grands arbres, et qu'on se rappelait alors les momens heureux qu'on avait passés à parcourir la belle vallée de Thessalie, on lui en donna le nom (1). Avec les monumens, on était plus à l'aise, et il y en avait, comme le Pœcile, qui pouvaient être exactement reproduits. Il est pourtant probable que cette exactitude devait être assez rare. M. Daumet fait remarquer que dans les ruines de ces Lycées, de ces Gymnases, de ces Prytanées, c'est-à-dire de ces monumens grecs que l'architecte prétendait imiter, on retrouve partout la voûte romaine : n'est-ce pas la preuve, ajoute-t-il, qu'il ne se piquait pas d'une fidélité scrupuleuse, et qu'en conservant à ces édifices leur nom étranger il les avait appropriés au goût de son temps et aux usages de son pays?

Dans tous les cas, il y avait une partie de la villa où ces imitations devaient être plus rares : c'était celle qui contenait l'habitation de l'empereur. Un prince âgé, qui aimait le bien-être et tenait à ses habitudes, avait dû bâtir sa demeure pour lui et se serait trouvé mal à son aise dans un monument grec du siècle de Périclès. Il est donc probable que dans cette réunion d'édifices de divers pays et de divers temps il y en avait un tout à fait de l'époque d'Hadrien, accommodé à ses goûts personnels et aux nécessités de sa position, et destiné à lui servir de demeure. Mais où faut-il le placer? Depuis le temps de Ligorio, on désigne sous le nom de *palazzo imperiale* un grand amas de ruines qui s'étend au nord de la villa, le long de ce qu'on est convenu d'appeler la vallée de Tempé. M. Daumet ne partage pas tout à fait l'opinion commune. En étudiant de près ces ruines, il a remarqué qu'elles contiennent des portiques, des exèdres, des salles magnifiques, mais il n'y a point trouvé de traces de ces appartemens intimes et retirés qui pouvaient servir à l'habitation d'un grand personnage. Il s'est souvenu d'ailleurs d'une

(1) N'oublions pas d'ailleurs que ce nom était devenu général chez les Romains, et que, dans les villas, toutes les vallées agréables et fraîches s'appelaient Tempé.

observation qu'il avait entendu faire à M. Rosa, et qui trouve ici son application naturelle. En explorant les environs de Rome, M. Rosa a retrouvé, sur les montagnes de la Sabine et du Latium, les restes d'un grand nombre de villas où les riches Romains se réfugiaient pendant les chaleurs de l'été. Dans ces villas, comme dans celles qui subsistent encore de la renaissance italienne, la maison d'habitation est toujours située au-dessus des bâtimens accessoires. à l'endroit le plus élevé du terrain. Il était naturel en effet que le maître souhaitât dominer la plaine et jouir de la vue la plus étendue et la plus variée. S'il en était ainsi dans la villa d'Hadrien, et rien n'empêche de le croire, c'est un peu plus loin vers le midi, sur le plateau où Ligorio place l'Académie et Canina le Gymnase, qu'il faudrait chercher l'habitation privée du prince. Là se trouvent des ruines considérables, qu'on a jusqu'ici assez mal explorées, mais qui contiennent évidemment les restes de salles et de chambres somptueuses (1). C'est la partie la plus élevée de la villa, celle aussi où l'on a le plus bâti de constructions souterraines pour maintenir le sol à la même hauteur. De là partent des cryptoportiques creusés dans le tuf qui conduisaient l'empereur dans ses jardins quand il voulait s'y rendre sans traverser les autres bâtimens. Une observation importante à faire, c'est que les briques qu'on a trouvées en cet endroit sont celles qui portent la date la plus ancienne. Elles sont de l'année 123, c'est-à-dire antérieures aux autres de près de douze ans. N'est-on pas en droit d'en conclure, dit M. Daumet, que cette partie de la villa fut l'origine de tout le reste, qu'Hadrien commença par se construire une maison pour lui, qu'il prit goût à l'habiter, qu'il y revenait volontiers après ses voyages, et qu'autour d'elle vinrent successivement se grouper tous les autres édifices?

Mais alors quelle pouvait être la destination des ruines magnifiques qui bordent la vallée de Tempé? M. Daumet suppose que c'était la partie de la villa où l'empereur donnait ses audiences et recevait ses hôtes. Quand on a étudié la topographie du Palatin, on sait que les césars ont souvent tenu à séparer leur résidence officielle de leur demeure privée, et que précisément à l'époque des Antonins ils avaient, sur la colline impériale, deux maisons distinctes, celle où ils remplissaient leurs fonctions souveraines et celle où ils étaient heureux de vivre comme des citoyens ordinaires. Il n'est pas étonnant que la même disposition se retrouve dans la villa de Tibur. L'habitation particulière du prince était sur le plateau dont on vient de parler; nous avons ici ses appartemens officiels. Cette dernière partie de la villa est celle que M. Daumet a le plus spécialement

(1) C'est dans une de ces chambres qu'a été trouvée la mosaïque des colombes, ce qui prouve qu'Hadrien, tout en s'occupant d'orner et d'embellir les appartemens destinés aux pompes officielles, ne négligeait pas son habitation privée.

étudiée, et qu'il a essayé de nous rendre à peu près comme elle devait être à la mort d'Hadrien.

Il est difficile de jeter les yeux sur la restauration qu'il en a faite sans être un peu ébloui de tant de magnificence. On imagine difficilement une réunion d'édifices plus riches et plus variés. C'est une suite incroyable de portiques, de péristyles, de bâtimens de toute forme et de toute dimension. Les dômes des grandes salles, les voûtes rondes des exèdres s'y mêlent aux frontons triangulaires des temples, tandis que les tours élévées et les terrasses ombragées de treilles se dressent au-dessus des toits. A notre admiration se joint pourtant quelque surprise : l'ensemble de ces vastes constructions nous échappe; nous en admirons la variété, nous y trouvons une fécondité remarquable d'inventions et de ressources, mais nous sommes étonnés de n'y pas voir plus de symétrie. C'est l'impression que produit aussi le Forum, si rempli de temples, de trophées, de basiliques, et le Palatin avec les cinq ou six palais qui l'encombrent. Nous en avons conclu, on s'en souvient, que les Romains étaient moins sensibles que nous à certaines beautés qui nous charment, et que probablement nos grandes rues droites et nos places régulières les auraient laissés froids. La villa d'Hadrien confirme cette opinion. L'architecte semble y avoir ajouté les édifices les uns aux autres à mesure que le besoin s'en faisait sentir sans se préoccuper de l'effet que l'ensemble pouvait produire. Il faut prendre notre parti de ce peu de goût des Romains pour la symétrie. Songeons qu'après tout il ne s'agit pas ici d'un palais situé dans une capitale, qui doit avoir un grand air et donner une idée avantageuse de celui qui l'habite, mais d'une maison de campagne où l'architecte est tenu de se soucier de la commodité bien plus que de l'apparence.

J'éprouve quelque peine à conduire le lecteur, qui n'a pas, comme moi, le plan de M. Daumet sous les yeux, à travers cette succession de salles et de portiques. Comme la destination de la plupart de ces pièces est inconnue, on trouverait peu d'intérêt à les étudier l'une après l'autre : il faut se borner aux plus importantes. Les appartemens de réception, ceux au moins que leur magnificence semblait réserver à cet usage, étaient situés du côté de l'est. On n'y arrivait qu'après avoir traversé une longue suite d'édifices divers qui devaient faire une grande impression sur le visiteur. Un vestibule octogone, de forme élégante, conduisait dans une de ces cours que les Romains nommaient des péristyles. Il y en avait beaucoup dans la villa, mais celui-là devait être plus vaste et plus beau que les autres. On y a trouvé tant de riches débris que les architectes qui le déblayèrent lui donnèrent le nom de *Piazza d'oro*. Il était entouré d'un portique avec des colonnes de cipollin et de granit oriental; un pavé de marbres roses en couvrait le sol, et des

statues, dont on croit avoir retrouvé les bases, complétaient cette magnifique décoration. Au fond du péristyle, en face du vestibule octogone, s'élevait une vaste salle surmontée d'une coupole et terminée par une abside semi-circulaire. Aux quatre angles de la salle se trouvent des niches qui recevaient la lumière par le haut. M. Daumet pense qu'elles étaient faites pour contenir des statues, et le soin qu'on avait pris de les bien éclairer laisse croire que ce devaient être les œuvres d'artistes renommés. On sait que cette disposition favorable, qui permet de mieux jouir des chefs-d'œuvre de l'art, a été reproduite dans la cour du Belvédère, au Vatican. Tant de magnificence semble bien indiquer que cette belle salle et le péristyle qui la précède étaient réservés aux audiences impériales. C'est là sans doute que le prince admettait auprès de lui les envoyés des villes et des provinces et les grands personnages qui venaient le voir. Quant à ceux qu'il traitait avec moins de cérémonie, et qui étaient ses amis et ses familiers, il pouvait les conduire avec lui dans ces promenades charmantes qui longent la vallée de Tempé. De ce côté s'étendaient de grandes terrasses avec des portiques et des bassins de marbre; un vaste exèdre soutenu par des colonnes et adossé à la *Piazza d'oro* dominait toute la vallée; on descendait de là jusqu'aux parterres par des rampes en pentes douces. A des plans inférieurs, mais toujours au-dessus des jardins, on a trouvé des salles qui portent encore des restes de pavés de mosaïque et d'incrustations de marbre. M. Daumet suppose que c'étaient des appartemens destinés aux invités de l'empereur et y voit ce que Spartien appelle *le Prytanée*. Ces invités étaient souvent des gens d'importance et chargés d'affaires graves. Trajan avait coutume de réunir dans sa villa des Cent-Chambres (*Centumcellæ*) une sorte de conseil privé, composé de sénateurs et de magistrats, pour juger avec lui les causes dont il s'était réservé la décision. C'étaient en général des affaires délicates, qui concernaient les officiers de son armée ou les personnes de sa maison. Le jour on entendait les avocats et on rendait les sentences; le soir l'empereur admettait les juges à sa table, et, le repas fini, on se délassait dans d'agréables conversations où l'on écoutait les mimes et les comédiens. Si Hadrien a suivi l'exemple de Trajan, ce qui est assez vraisemblable, s'il a réuni dans sa villa de ces sortes de cours de justice, c'est ici sans doute qu'il traitait ses hôtes. Après des journées bien occupées, on pouvait venir s'asseoir dans cet exèdre ou se promener sur ces terrasses d'où l'on embrassait toute la vallée avec son petit ruisseau et ses ombrages; on devait y jouir d'une vue charmante et d'une température agréable, le soir, quand le soleil se couchait du côté de Rome. — Dans le même groupe de ruines dont nous nous occupons en ce moment, à l'extrémité opposée aux grands salons de réception, on trouve encore

deux bâtimens, placés l'un près de l'autre, et qui contiennent chacun plusieurs pièces. On a voulu y voir deux bibliothèques, une grecque et une latine, comme il y en avait dans les maisons des gens riches, surtout dans les palais impériaux. La seule raison qu'on ait eu de leur donner ce nom, c'est qu'ils sont orientés d'après les règles de Vitruve qui veut que les livres reçoivent la lumière du matin. Au-dessus de l'un de ces bâtimens s'élevait une tour à trois étages, qui peut avoir servi d'observatoire à un prince qui se piquait d'être astrologue. M. Daumet suppose que tous les édifices qui avoisinent les bibliothèques doivent avoir servi à l'étude, et il est tenté de croire que cette partie de la villa est celle que Spartien appelle *le Lycée*.

De la plus grande des bibliothèques, on passe par un couloir dans une salle qui est peut-être la plus curieuse de toutes celles qui restent de la villa d'Hadrien. Les fondations en sont assez bien conservées pour qu'on en puisse rétablir le plan sans trop de peine. Autour d'un portique circulaire, soutenu par des colonnes de jaune antique, coule un de ces petits ruisseaux que les anciens nommaient des *euripes*. Le canal, revêtu partout de marbre blanc, a près de 5 mètres de large et un peu plus de 1 mètre de profondeur. L'espace qu'il entoure forme une espèce d'île reliée au portique extérieur par quatre petits ponts de marbre qui se coupent à angle droit. Par un caprice qui n'est pas sans grâce, au centre de l'île ronde s'élevait une salle carrée, couverte par une de ces voûtes que les architectes d'aujourd'hui nomment arc de cloître. De petites chambres arrondies, des niches ouvertes sur l'euripe et qui devaient contenir des fontaines, occupent les segmens qui s'étendent entre la forme rectangulaire de la salle et la forme circulaire du canal. Rien n'est plus original ni plus agréable à l'œil que toutes ces combinaisons ingénieuses. La salle elle-même devait être d'une grande richesse. On y a trouvé des fragmens des marbres les plus précieux, de nombreux débris de colonnes, des bas-reliefs qui représentent des monstres marins, des Tritons, des Néréides, de petits Amours montés sur des hippocampes. Quelle pouvait être la destination de ce bel édifice qu'on avait construit avec tant de soin et de recherche? Jusqu'ici l'opinion la plus vraisemblable a paru celle de Nibby, qui l'appelle *natatorio* et en fait une sorte de piscine. Cette opinion soulève pourtant beaucoup d'objections. Il semble qu'une piscine véritable devrait avoir plus d'étendue et une autre forme, et qu'il ne serait guère commode de nager dans un canal si peu profond. J'aime mieux croire que l'important était la salle carrée, et que l'euripe ne servait ici que de décoration et d'agrément. On sait que les Romains aimaient à placer dans leurs appartemens des fontaines jaillissantes, et que leurs maisons de campagne surtout en

étaient largement pourvues. La salle que nous venons de décrire, avec ses eaux abondantes, devait être un refuge charmant aux heures chaudes du jour. Tandis que le soleil d'août faisait rage au dehors, on était sûr de trouver toujours la fraîcheur au milieu de ces fontaines, entre ces murs de marbre et sous ces voûtes elevées. Il fallait, pour y arriver, traverser d'abord le petit euripe; la vue seule de l'eau suffisait pour réjouir les yeux et donner une sensation de bien-être au corps épuisé par la chaleur. On était tout heureux d'entrer dans une atmosphère différente, et il semblait sans doute qu'on allait laisser de l'autre côté du pont de marbre la température accablante dont on avait souffert. Mais qu'allait-on faire dans cette belle salle? Il est difficile de le savoir précisément. Peut-être était-ce simplement un lieu de repos où l'on venait causer à l'aise et au frais. Peut-être le voisinage du Lycée, des bibliothèques, du Pœcile, de tous ces lieux réservés à l'étude et aux loisirs savans, doit-il nous faire penser qu'on s'y occupait de sciences et de lettres. N'est-ce pas en cet endroit charmant, où l'art semble avoir épuisé toutes ses ressources, que l'empereur communiquait aux beaux esprits de sa cour les vers qu'il composait avec tant d'effort sur des sujets futiles? Ce lieu paraît fait à merveille pour la littérature délicate et maniérée de ce temps. Rappelons-nous la petite pièce intitulée *la Veillée de Vénus* (*Pervigilium Veneris*), qui est le chef-d'œuvre de cette poésie précieuse; il me semble que nulle part on ne serait mieux pour goûter ces jolis vers, nulle part on ne trouverait plus de plaisir à les entendre que dans cette élégante salle, au milieu de toutes les richesses d'un art raffiné, à côté de cet euripe qui circule sans bruit dans son lit de marbre, et au murmure de l'eau qui tombe discrètement des fontaines.

Nous avons fini d'étudier ce groupe de ruines où M. Daumet a cru retrouver le Lycée et le Prytanée, et qui certainement contenait les appartemens officiels de l'empereur. C'était, avec son habitation privée, la partie essentielle et indispensable de la villa. Le reste se composait surtout des bâtimens que la fantaisie du maître fit ajouter à sa maison de campagne, quand il voulut y retrouver les souvenirs de ses voyages. Quelques-uns sont assez bien conservés pour qu'on puisse en reconnaître la destination, et, quoiqu'ils ne doivent leur naissance qu'à un caprice douteux d'artiste et de grand seigneur, ils n'offrent pas au visiteur moins d'intérêt que les autres.

Lorsqu'on a quitté la salle que nous venons de décrire et qu'après avoir repassé l'euripe on se dirige vers le sud, on arrive bientôt à une vaste esplanade où l'on a corrigé les inégalités du sol par des substructions considérables. Afin que rien ne fût perdu, l'architecte a bâti, selon l'usage, dans les substructions mêmes plusieurs étages de logemens, de grandeur et de forme différentes, qu'on

appelle vulgairement les Cent-Chambres, *Cento Camerelle*. Ligorio, qui se représentait les césars comme les princes de son temps et qui s'imaginait qu'ils n'allaient nulle part sans être suivis de leurs soldats, supposa que ces logemens étaient destinés à la garde impériale, et les autres archéologues ont accepté cette opinion. En réalité, les empereurs romains, surtout ceux qui étaient solidement établis et n'avaient guère à craindre de révolution imprévue, ne traînaient pas des armées à leur suite, et comme il y avait d'ordinaire dans leurs maisons de campagne plus d'esclaves que de soldats, il est naturel de penser que les Cent-Chambres, dont on a voulu faire une caserne de prétoriens, étaient simplement le domicile des gens de service. L'esplanade qui s'étendait au-dessus des substructions était enfermée par un immense portique rectangulaire, au milieu duquel se trouvait un grand bassin dont on voit encore quelques vestiges. Un des côtés du portique s'est conservé. C'est une muraille en briques de 10 mètres de haut et de 230 mètres de long. Au milieu de tant de ruines amoncelées, elle est restée debout. Lorsqu'après s'être frayé péniblement un chemin à travers ces blocs renversés, ces fragmens de colonnes épars, on arrive tout d'un coup en face de ce mur si merveilleusement intact, la surprise égale l'admiration. On se demande par quelle fortune étrange il n'a pas eu le sort du reste et ce qui l'a préservé de la ruine commune à laquelle il semblait plus exposé par son étendue et sa hauteur mêmes. Il n'est guère douteux que ce portique ne soit celui que Spartien mentionne sous le nom de Pœcile et qui était l'imitation d'un monument athénien. Le Pœcile d'Athènes, que la description de Pausanias nous fait connaître, était surtout célèbre par les peintures de Polygnote. Il y avait représenté des souvenirs glorieux, notamment la victoire de Thésée sur les Amazones et la bataille de Marathon. Il n'en reste plus aujourd'hui aucune trace. Comme nous ne savons pas si Hadrien avait été un imitateur fidèle, il est difficile de dire jusqu'à quel point la copie peut donner une idée exacte du modèle. Ce qui est sûr, c'est qu'on se figure facilement ce que devait être le Pœcile de Tibur. Des deux côtés du mur, qui s'est si bien conservé, s'élevaient des colonnes dont il ne reste plus que quelques soubassemens. Elles soutenaient un toit élégant et formaient deux portiques qui communiquaient ensemble par une porte qui existe encore. Ce double portique était orienté de telle manière qu'une des faces était toujours à l'ombre quand l'autre était au soleil, en sorte qu'on pouvait s'y promener dans toutes les saisons de l'année et à tous les momens du jour : il suffisait de changer de côté, selon les heures, pour y trouver toujours la chaleur en hiver et le frais en été. La muraille était probablement couverte de peintures, et ces peintures devaient reproduire celles de

Polygnote. Le temps les a toutes détruites; mais il n'a pu ôter à ce simple mur de briques son air de grandeur et de majesté. C'est assurément une des plus belles ruines romaines qui nous restent, et l'admiration qu'on éprouve en le regardant augmente encore quand on songe au chef-d'œuvre grec qu'il rappelle et dont il est le dernier souvenir.

Un peu plus bas que le Pœcile, vers la gauche, on rencontre des ruines importantes sur lesquelles il n'est pas possible de se tromper: la forme du terrain indique qu'il y avait là un stade. Tous les empereurs qui aimaient la Grèce, comme Hadrien, affectaient d'être passionnés pour les jeux des athlètes, à peu près comme au siècle dernier nos grands seigneurs, qui voulaient se mettre à la mode de l'aristocratie anglaise, ne parlaient jamais que de chevaux et de jockeys. Le stade était entouré de grands bâtimens qui n'ont pas été encore bien explorés. Ce sont des bains, des exèdres, des corridors souterrains et un portique qui a plus de 100 mètres de long. M. Daumet pense, avec assez de raison, que tous ces édifices voisins du stade devaient être réservés aux exercices des lutteurs, et il y reconnaît la Palestre et le Xyste. Hadrien, on le voit, ne négligeait pas ses plaisirs. Il est vraiment remarquable qu'on ait trouvé dans sa villa tant de monumens qui se rapportent aux jeux scéniques et athlétiques. Indépendamment du stade et de ce qui l'entoure, d'un gymnase, d'un Odéon, situé du côté de l'habitation privée, il reste encore deux théâtres dont les ruines sont assez reconnaissables. L'un d'eux, le mieux conservé, se trouve au nord de la villa, à l'endroit par lequel on y pénètre aujourd'hui. Il est précédé d'une grande place carrée qui devait servir de promenade aux spectateurs. Certains détails de construction ont fait penser que c'était un théâtre grec. Le théâtre latin est un peu plus haut, du côté de la vallée de Tempé. Il est fort détérioré aujourd'hui, mais on dit qu'au dernier siècle on y voyait encore les revêtemens de marbre de l'orchestre et les bases des statues qui ornaient le *podium*. Il faut convenir que cette abondance de théâtres est assez surprenante dans un siècle où l'art dramatique était si peu cultivé. Encore comprendrait-on l'existence du théâtre grec. Un prince lettré comme Hadrien et qui avait le goût des choses délicates pouvait aimer à y entendre les pièces de Ménandre; ce grand poète, qui connaissait si bien la vie et l'avait si finement dépeinte, gardait tout son empire sur une société élégante et distinguée. On l'étudiait dans les écoles, on le lisait dans le monde, et nous savons qu'on le jouait à Naples au premier siècle; mais que pouvait-on bien représenter sur le théâtre latin de la villa de Tibur? Est-il probable qu'on remontât jusqu'à Plaute, à Cæcilius, à Térence? Ces retours d'admiration étaient alors assez à la mode. Hadrien se piquait de

préférer Ennius à Virgile, et Fronton, dans sa correspondance, parle à tout propos des vieilles atellanes; mais ce n'est pas la même chose d'admirer d'anciens écrivains dans son cabinet et d'en citer des fragmens dans ses écrits, ou de les produire sur la scène devant des gens qui ont peine à les comprendre. Peut-être l'empereur, pour avoir l'air de protéger les lettres, donnait-il l'hospitalité, sur son théâtre de campagne, aux rares ouvrages que composaient encore quelques beaux esprits pour les lire dans les salons du grand monde. C'étaient en général d'assez pauvres imitations du théâtre grec, et qui ne pouvaient guère avoir de succès devant un public véritable. Peut-être aussi Hadrien, qui, vers la fin de sa vie, était morose et cherchait à se distraire, faisait-il venir à sa villa les acteurs de pièces populaires, et jouer devant lui les deux mimes qui étaient alors en possession d'amuser la populace de Rome, l'un qui représentait les aventures d'un chef de voleurs aux prises avec la justice, et se moquant des gens qui essaient de le prendre, l'autre où l'on voyait un amant surpris par le retour imprévu du mari et forcé de se cacher dans un coffre : — deux sujets qui n'ont pas cessé, depuis cette époque, d'égayer le peuple, et quelquefois aussi les gens d'esprit.

Quand on quitte le stade, on traverse d'abord des thermes qui paraissent se diviser en deux parties distinctes : on a voulu y voir les bains des hommes et ceux des femmes. De là on arrive à une vallée d'une assez médiocre étendue et plus longue que large, que les archéologues, sur le témoignage de Spartien, s'accordent à appeler *Canope*. Ce nom n'a pas été donné sans motif, comme tant d'autres. Sur une brique qu'on a trouvée dans la vallée, on lit ces mots qui ne permettent aucun doute : *Deliciæ Canopi*. Nous étions tout à l'heure à Athènes et nous parcourions le Lycée, l'Académie et le Pœcile; un caprice du fantasque empereur nous transporte tout d'un coup en Égypte.

Il faut croire que l'Égypte était un des pays qui avaient le plus frappé Hadrien dans ses voyages. On ne visitait pas sans la plus vive surprise cette terre étrange que ses traditions, ses coutumes, sa langue et ses dieux séparaient du reste du monde. Depuis que les Romains étaient devenus les maîtres de l'univers, la plupart des peuples avaient renoncé à leurs lois et à leurs usages pour prendre ceux des vainqueurs; l'Égypte, sous tous les régimes, resta fidèle à son passé. Les conquérans grecs, qui étaient venus régner sur elle, les préfets que Rome envoyait pour la gouverner, ne changèrent rien à ses habitudes. Soumise pendant plus de six siècles à des dominations étrangères, elle continuait à vivre à sa façon, bâtissant des temples comme au temps de Sésostris, et les ornant d'hiéroglyphes auxquels ses conquérans n'entendaient rien. Ce

pays, qui ne ressemble pas aux autres, et que déjà la nature a fait étrange, l'était devenu bien davantage en s'immobilisant dans sa vieille civilisation. C'était un grand attrait pour les voyageurs curieux de contempler ce débris du passé si fidèlement conservé. Aussi tous ces riches ennuyés qui cherchaient des spectacles nouveaux, et voulaient échapper un moment à l'uniformité générale, étaient-ils heureux de parcourir ce coin du monde qui ne ressemblait à rien. Ils ne manquaient pas d'aller voir les monumens des Pharaons, de contempler les Pyramides, d'entendre Memnon saluer l'aurore et d'écrire leurs noms avec des remercîmens sur le piédestal ou la jambe du colosse. De retour chez eux, ils demandaient aux sculpteurs ou aux peintres de reproduire ce qu'ils venaient d'admirer. C'est ainsi qu'il se répandit dans l'art de cette époque un faux goût égyptien qui a produit quelques bons ouvrages et beaucoup d'imitations ridicules. Des grands seigneurs, ce goût descendit aux autres classes : sur les murs des maisons bourgeoises de Pompéi, on aimait à peindre des paysages invraisemblables, avec des palmiers, des ibis et des crocodiles, qui pouvaient donner quelque idée de ce pays singulier aux gens qui ne l'avaient jamais vu.

Hadrien visita l'Égypte comme les autres, et il n'est pas surprenant que cet esprit curieux et sagace en ait été plus frappé que personne. Nous avons conservé une lettre qu'il écrivit d'Alexandrie à son beau-frère Servien; l'aspect de cette grande ville de commerce où se réunissaient tous les peuples de l'Orient y est très finement saisi. Il y décrit surtout, en termes malins, l'activité de ce peuple affairé à la recherche de la fortune. « Personne n'y vit oisif, dit-il. Les uns y travaillent le verre, d'autres fabriquent le papier, d'autres tissent le lin. Chacun y a sa besogne et exerce une profession. Les aveugles même, les goutteux et les boiteux trouvent quelque chose à faire. Ils n'ont tous qu'un dieu, l'argent (*unus illis deus nummus est*); c'est lui seul qu'adorent les chrétiens, les juifs et tous les autres. » Comme il arrive dans toutes les villes industrielles où la fortune est si mobile, on cherchait à jouir vite de ces biens qui pouvaient être si vite perdus, et l'on se livrait au plaisir avec autant d'ardeur qu'aux affaires. Le lieu de divertissement des Alexandrins, où ils allaient se distraire de leurs occupations et s'alléger de leurs écus, était la ville de Canope, située à cinq ou six lieues d'Alexandrie. Canope possédait un temple célèbre de Sérapis, où l'on se rendait de toute l'Égypte. Tous les soirs le sanctuaire était plein de gens qui venaient demander au dieu la guérison de leurs maladies ou de celles de leurs amis. Ils se couchaient dans le temple après avoir fait des prières ferventes, et pendant leur sommeil ils recevaient en songe le remède qui devait les délivrer de leurs maux; mais le plus souvent la santé n'était qu'un prétexte;

on allait à Canope comme on va de nos jours aux stations thermales, moins pour se guérir que pour s'amuser. Le voyage se faisait sur un canal de cinq lieues de long, sans cesse parcouru par des barques légères, recourbées à la proue et à la poupe, et qui portaient au milieu une sorte de boîte assez semblable à celle des gondoles de Venise (1). Le mouvement ne s'arrêtait pas; le jour et la nuit, on entendait retentir sur l'eau ces chansons d'amour de l'Égypte, renommées dans le monde entier. Des deux côtés du canal s'élevaient des hôtelleries abondamment pourvues de tout ce qui pouvait exciter à la joie et satisfaire les désirs. On s'y arrêtait pour boire le vin léger de Maréotis, qui donnait une ivresse gaie et courte, et, le repas fini, sous des treilles ou à l'ombre des arbres, on dansait au son des flûtes. C'est ainsi qu'on arrivait sans se presser à Canope, où l'on trouvait encore plus de divertissemens que sur la route. Tout y était fait pour le plaisir, et il était impossible d'imaginer un séjour plus enchanteur. « C'était comme un rêve, dit un écrivain contemporain, et l'on s'y croyait transporté dans un monde nouveau. »

Hadrien, qui voulait que sa villa de Tibur lui rappelât ce qu'il avait vu de plus frappant dans ses voyages, se garda bien d'oublier Canope. Suivant son usage, il ne prit pas la peine de reproduire exactement la ville égyptienne : on n'aurait pas pu le faire dans un si petit espace : il se contenta probablement d'une ressemblance fort lointaine. Au fond de la vallée, une sorte de vaste niche ou d'abside profonde, qui était ornée avec une grande magnificence, servait à la fois de temple et de château-d'eau. Au centre de l'abside, dans un enfoncement, devait être placée la statue de Sérapis, la grande divinité de Canope. Sur les murailles latérales, des niches plus petites contenaient d'autres dieux égyptiens. Ces statues sont peut-être celles qu'on a retrouvées dans les décombres de la vallée et qu'on a réunies au musée du Vatican. De tous les coins de l'édifice l'eau coulait avec abondance. Elle descendait par des marches de marbre ou rebondissait sur des vasques superposées, et tombait de là dans un grand bassin semi-circulaire. Une sorte de pont ou de passage placé sur le bassin et orné de colonnes qui soutenaient la voûte permettait d'aller d'une rive à l'autre et de regarder de près les cascades. L'eau passait par-dessous et se jetait dans un ca-

(1) On en voit qui ont cette forme dans la célèbre mosaïque de Palestrina. On y trouve aussi représentée une de ces fêtes égyptiennes qui devaient être si fréquentes le long du canal de Canope. Sous un berceau couvert d'une vigne chargée de fruits, des hommes et des femmes sont mollement étendus et tiennent des vases à boire. Une des femmes élève le rhyton jusqu'à ses lèvres, une autre montre les grappes qui pendent, d'autres jouent de la flûte ou pincent des instrumens à cordes, tandis qu'autour d'eux coule le fleuve couvert de fleurs de lotus.

nal qui occupait tout le milieu de la vallée. Ce canal, creusé dans le tuf, avait 220 mètres de long sur 80 de large. Des barques élégantes, faites sans doute sur le modèle des gondoles d'Alexandrie, étaient réservées à l'empereur et à ses amis, et l'on voit encore sur le quai les restes de l'escalier où les embarcations venaient les prendre quand ils voulaient se promener sur le canal. D'un côté de la berge, on a retrouvé les ruines d'une vingtaine de salles à deux étages, abritées par un beau portique. C'était sans doute une imitation de ces hôtelleries voluptueuses où le voyageur qui allait à Canope était si heureux de s'arrêter. Il est probable que celles de la villa de Tibur faisaient de leur mieux pour mériter le renom que les autres avaient acquis. On devine ce qui devait s'y passer quand on se rappelle qu'Hadrien aimait le plaisir avec passion, et qu'il n'a jamais pris la peine de le cacher. Peut-être Marc-Aurèle faisait-il plus tard quelque allusion à ces spectacles corrupteurs quand il rappelait les dangers qui avaient menacé sa vertu pendant sa jeunesse, et qu'à cette occasion il remerciait les dieux « de l'avoir guéri des passions d'amour auxquelles il avait un moment cédé. »

Il ne nous reste plus, pour être complet, qu'à nous occuper des Enfers, car il y avait aussi une reproduction des enfers dans la villa de Tibur : Hadrien, nous dit son biographe, avait voulu les y mettre afin que rien n'y manquât. Les archéologues, qui ne doutent de rien, ont essayé d'en retrouver la place, mais il sera bien difficile d'y parvenir tant qu'on ne saura pas sur quel modèle l'empereur les avait bâtis. Était-ce une œuvre de fantaisie individuelle ou s'était-il conformé aux descriptions du sixième livre de *l'Énéide?* Nous ne le savons pas. Ce qui est curieux et significatif, c'est que l'idée lui soit venue de placer le Tartare et l'Élysée dans sa maison de campagne. N'est-ce pas la preuve que ses contemporains commençaient à se préoccuper étrangement de l'autre vie (1)? Quant à lui, je ne crois pas qu'il s'en soit beaucoup tourmenté. Ce politique avisé, ce bel esprit sceptique n'était pas de ceux sur lesquels les religions mystiques de l'Orient pouvaient avoir beaucoup de prise. On nous dit qu'il fut assez maître de lui, quand il sentit la mort venir, pour composer de petits vers mignards dans lesquels, s'adressant « à sa petite âme tremblotante et charmante, » il lui disait, avec une accumulation de diminutifs étranges qu'on ne peut traduire : « Tu vas aller dans des lieux pâles, sévères et nus, où tu ne pourras plus te livrer à tes jeux accoutumés. » De quelle manière avait-il représenté ces lieux pâles et nus dans sa villa? Il faut se résoudre à l'ignorer.

(1) Le jour où Caligula fut tué, il donnait des jeux au peuple dans lesquels des Égyptiens et des Éthiopiens représentaient les scènes des enfers. Le spectacle devait avoir lieu le soir et se prolonger dans la nuit.

III.

La description qu'on vient de lire de la villa d'Hadrien explique qu'elle ait été quelquefois sévèrement jugée. Il est sûr que rien ne ressemble moins à une maison de campagne comme nous les entendons aujourd'hui. Ce luxe de bâtimens, cet entassement d'édifices, ce stade, ces théâtres, ce Lycée, cette Académie, déroutent nos habitudes. Il n'y a rien là de rustique, rien qui sente les champs : tout paraît fardé, mondain, apprêté. Peut-être faudrait-il en conclure simplement que les Romains comprenaient les plaisirs de la campagne autrement que nous; mais on va plus loin, on affirme d'un ton résolu qu'ils ne l'aimaient pas du tout, et la villa de Tibur sert d'exemple à ceux qui veulent établir qu'ils n'ont jamais eu ni l'intelligence ni le goût de la nature.

C'est un reproche qu'on fait assez généralement aux Romains, et pour nous, c'est un reproche grave. Nous avons tous la prétention d'aimer la nature avec fureur; il est plus que jamais de bon ton d'aller visiter les sites célèbres, et nous serions fort blessés qu'on nous accusât de ne pas les admirer comme il convient. On ne trouverait personne chez nous qui eût le courage de dire, comme Socrate : « Non-seulement je ne sors pas de mon pays, mais je ne mets jamais les pieds hors d'Athènes; car j'aime à m'instruire : or les arbres et les champs ne veulent rien m'apprendre. » C'est un aveu dont on rougirait. Aujourd'hui les champs et les arbres sont devenus plus complaisans, et il n'est personne, même parmi les esprits les plus simples et les plus bourgeois, qui ne prétende gagner beaucoup à s'entretenir avec eux. Les curieux ont noté depuis quelle époque ce goût pour les beautés naturelles est devenu si vif : c'est au milieu du XVIIIe siècle qu'il est né; Rousseau fut le premier qui mit les montagnes à la mode, et c'est à sa suite qu'on a découvert les glaciers. Depuis lors la Suisse, qu'on tenait pour un pays sauvage, est devenue le pèlerinage obligé de tous les gens qui se respectent. Voilà ce qu'on répète tous les jours, ce qu'on lit partout, ce qui nous rend très fiers de nous-mêmes. Je ne veux pas dire qu'on ait tout à fait tort : assurément depuis un siècle le sentiment de la nature est devenu plus large et plus général; mais il ne faut rien exagérer non plus et prétendre qu'il était étranger aux Romains. Ils la comprenaient et l'aimaient à leur façon, et je ne crois pas inutile, puisque l'occasion s'en présente, de chercher quelle était leur façon particulière de l'aimer et de la comprendre.

Les Romains étaient sortis des champs, et la campagne fut longtemps leur séjour préféré; mais plus tard la ville les attira, et bien peu résistèrent à l'attrait qu'ils éprouvaient pour elle. Les grands

personnages, qui aspiraient aux fonctions publiques, étaient bien forcés de s'y établir pour être toujours sous les yeux de leurs électeurs. Ils y furent suivis par les petits propriétaires de la campagne romaine, quand la misère les eut obligés de vendre leur champ à leurs envahissans voisins. Puis arrivèrent, après les autres, les travailleurs libres qu'on ne voulait plus employer qu'aux travaux pénibles et dangereux, où le riche craignait de compromettre son esclave. Ces pauvres gens finirent par être las de la rude existence à laquelle on les condamnait, et, comme ils savaient que dans la ville ils seraient amusés et nourris aux frais du trésor, ils s'empressèrent d'y émigrer. Une fois qu'ils avaient reçu leur tessère de blé ou d'huile dans les distributions publiques ou leur sportule à la porte des riches, quand ils avaient pris l'habitude d'assister à ces spectacles de toute sorte qui remplissaient le tiers de l'année, il n'y avait plus aucun moyen de les renvoyer aux champs. Les gens sensés s'indignaient de voir grossir sans cesse cette population de fainéans dont on ne pouvait pas tirer un soldat au moment des dangers publics. Varron se plaint avec éloquence que les campagnes soient dépeuplées depuis que les laboureurs se sont glissés dans la ville l'un après l'autre et que « ces fortes mains qui travaillaient la terre ne sont plus occupées qu'à applaudir au théâtre ou au cirque. » Mais ces plaintes honnêtes n'étaient pas écoutées; l'élan une fois donné ne s'arrêta plus. Dès l'époque d'Auguste, la grande ville avait fait le vide autour d'elle. La campagne n'était plus remplie que de vastes pâturages ou de maisons de plaisance, et les vieilles cités du Latium ou du pays sabin, qui avaient si longtemps arrêté la fortune de Rome, tombaient en ruines.

Le séjour de Rome devait être assurément fort agréable; on y trouvait en abondance des distractions et des plaisirs de tout genre accommodés à tous les goûts et à toutes les fortunes. Cependant elle ne put pas échapper à la condition ordinaire des grandes villes. La vie ardente qu'on y mène entraîne à la longue une insupportable fatigue. La tension perpétuelle à laquelle l'esprit est condamné l'épuise; le bruit étourdit; le tourbillon d'affaires où on est jeté donne le vertige; on a peine à supporter cette agitation générale dont le spectacle avait d'abord réjoui les yeux; autant on était heureux d'être arraché à soi-même par le mouvement extérieur, autant on désire avec passion rentrer en possession de soi et s'appartenir un moment. Les plus futiles, les plus mondains, éprouvent des besoins étranges de solitude et de repos et cherchent à les satisfaire. Milton a décrit en beaux vers la joie d'un de ces prisonniers qui secoue un jour sa chaîne et s'enfuit aux champs un matin d'été. Jamais les prairies ne lui semblèrent si vertes ni le ciel si pur. Il

écoute tous les bruits champêtres; il respire avec bonheur l'odeur de l'herbe fauchée. Il jouit de cet horizon large et pur qui repose les yeux, de cet air tiède et doux qui dilate le cœur. Tout le frappe et le charme; les spectacles qu'il a vus cent fois lui semblent nouveaux; le voilà sensible à des beautés qu'il n'avait jamais aperçues, quoiqu'elles fussent toujours sous ses yeux : il a découvert la campagne. — Je me figure que ces impressions étaient celles de beaucoup de Romains qui avaient le courage de rompre un jour leurs attaches pour aller demander un peu de repos au calme des champs, et que c'est ainsi que la fatigue des plaisirs mondains produisit chez eux le goût des plaisirs champêtres.

Le poète Horace était, je crois, de ce nombre. Personne n'a plus célébré la campagne que lui; il semble, à la façon dont il en parle, qu'il était fait uniquement pour s'y plaire et qu'il n'a jamais aimé qu'elle. On sent pourtant que ce goût ne lui était pas aussi naturel qu'à son grand devancier, Lucrèce, et à son ami Virgile (1). Rome lui convenait beaucoup dans les premières années: il y trouvait des spectacles qui égayaient son esprit curieux et animaient sa verve satirique. Le séjour lui en parut fort agréable tant qu'il put se promener seul du Forum au Champ de Mars et y regarder en liberté les faiseurs de tours de force et les diseurs de bonne aventure; mais, quand l'amitié de Mécène en eut fait un personnage et qu'il ne lui fut plus possible de sortir de chez lui sans être assailli d'inconnus qui le félicitaient de sa bonne fortune, de fâcheux qui l'interrogeaient sur les affaires publiques, de solliciteurs qui lui demandaient son appui, il prit la ville en horreur. Ces importunités lui devinrent si odieuses qu'il faillit en perdre sa modération ordinaire : il désira la retraite avec une passion qui a lieu de surprendre chez un sage qui professait qu'il ne faut rien souhaiter avec trop d'ardeur. Aussi vécut-il très heureux dans sa petite maison des champs; mais je suis tenté de croire que ce qui rendait son bonheur plus vif, c'était le souvenir des importunités de la ville auxquelles il venait d'échapper. Peut-être n'aurait-il pas trouvé qu'il y faisait des « repas de dieux, » s'il ne s'était rappelé, pendant qu'il était à table sans façon en compagnie de quelques voisins, l'ennui des grands dîners de Rome avec leurs lois tyranniques, qui forçaient à boire autant de coups que le voulait le roi du festin, et leurs conversations insup-

(1) C'est ce qui s'aperçoit, à ce qu'il semble, dans les paysages qu'il aime à dessiner. Quel qu'en soit le mérite, ils ont toujours quelque chose de moins profond et de plus mondain que ceux des deux autres poètes. La mythologie y tient beaucoup de place, et elle n'est pas toujours, comme chez eux, la traduction naïve et l'expression sincère des grands phénomènes de la nature; ce n'est souvent qu'un de ces procédés dont se sert un homme d'esprit pour jeter quelque agrément dans ses descriptions.

portables dont les scandales de la veille et les acteurs en renom faisaient tous les frais. Les malins ont fait remarquer qu'il ne paraît jamais si épris de la campagne que lorsqu'il est retenu à la ville. C'est de Rome, un jour qu'il a subi toute sorte de sollicitations et d'ennuis, qu'il laisse échapper cette exclamation, où il a mis toute son âme : *O rus, quando ego te aspiciam!* Il paraît se refroidir pour sa maisonnette quand il y arrive, et souvent il désire la quitter dès qu'il y est resté quelques semaines. C'est une inconstance dont il s'accuse humblement, mais dont il a grand'peine à se corriger. « Plus léger que le vent, dit-il, je désire être à Tibur quand je suis à Rome, et je regrette Rome quand je suis à Tibur. » Voilà bien le mondain impénitent, qui s'est cru guéri parce qu'il a éprouvé un moment de dépit contre ces plaisirs qui l'enchantent, et qui ne tarde pas à reprendre son ancien joug quand sa mauvaise humeur est passée. Ce n'est que vers la fin de sa vie que sa conversion fut complète. Il en vint alors à aimer beaucoup plus la campagne que ses meilleurs amis ne l'auraient voulu. Pour elle, il manquait de parole même à Mécène, et, après lui avoir promis de n'être absent que quelques jours, il se faisait attendre des mois entiers.

L'histoire d'Horace devait être celle de beaucoup de Romains de son temps; il n'en manquait pas qui, comme lui, devenaient de grands amis de la campagne pour avoir été trop amis de la ville : ces contrastes et ces retours ne sont pas rares chez les gens qui prennent tout avec passion. Quand la fatigue et l'ennui les chassaient de Rome, ils erraient d'abord autour de la grande ville, qu'ils osaient à peine perdre de vue. Ils voulaient s'éloigner d'elle le moins possible, ils se bâtissaient des maisons de plaisance tout près des portes, le long des grands chemins, sur les deux rives du Tibre. Mais ils s'apercevaient bientôt que ces villas et ces jardins qui coûtaient si cher ne les préservaient pas des importuns. La ville, qu'ils voulaient fuir, venait les y retrouver. Les pauvres gens suivent toujours à leur façon l'exemple des riches; Rome aussi leur était pesante, et ils n'y voulaient pas rester toujours. Les jours de fête, toute une population misérable se précipitait dans les auberges des faubourgs, le long du fleuve, dans les bois sacrés, autour des temples. Ils dansaient « chacun avec sa chacune, » dit Ovide; ils dînaient en plein air ou sous des tentes de feuillage. C'était un voisinage bruyant, incommode, et il n'était guère plus aisé d'être tranquille aux environs de Rome qu'à Rome même. On était donc forcé d'aller plus loin, à Tusculum, à Préneste, à Tibur, et, quand ces lieux, voisins de la ville et devenus trop à la mode, furent à leur tour trop fréquentés, et qu'on n'y trouva plus le calme et le recueillement

qu'on cherchait, il fallut aller plus loin encore. C'est ainsi que toute l'Italie, depuis le golfe de Baïes jusqu'au pied des Alpes, se peupla de villas élégantes. « Quand cesserez-vous, disait Sénèque aux riches de son temps, de vouloir qu'il n'y ait pas un lac qui ne soit dominé par vos maisons de campagne, pas un fleuve qui ne soit bordé de vos édifices somptueux? Partout où jaillissent des sources d'eau chaude, vous vous empressez d'élever de nouveaux asiles pour vos plaisirs; partout où le rivage forme une courbe, vous voulez fonder quelque palais, et, ne vous contentant pas de la terre ferme, vous jetez des digues dans les flots pour faire entrer la mer dans vos constructions. Il n'est pas de pays où l'on ne voie resplendir vos demeures, tantôt bâties au sommet des collines d'où l'œil se promène sur de vastes étendues de terre et de mer, tantôt élevées au milieu de la plaine, mais à de telles hauteurs que la maison semble une montagne. »

Ce n'étaient pas les riches seuls qui éprouvaient le besoin de s'enfuir de la ville et de respirer l'air des champs. Les affranchis aisés, les petits bourgeois, les gens de lettres surtout, plus amoureux encore que les autres de silence et de liberté, étaient heureux de posséder quelque part, loin de la foule et du bruit, ce que Juvénal appelle « un trou de lézard. » Suétone, que ses ouvrages d'érudition n'avaient pas enrichi, se mit en tête un jour d'acheter un petit domaine et de ne pas le payer trop cher; à sa demande, Pline, qui le protégeait, chargea un personnage important de s'entremettre dans l'affaire. « Ce qui tente notre ami, lui disait-il, c'est le voisinage de Rome, la facilité des communications, la simplicité des bâtimens, le peu d'étendue du domaine, assez grand pour le distraire et trop petit pour l'occuper. A des gens d'étude comme lui il suffit d'avoir assez de terre devant soi pour reposer l'esprit et réjouir les yeux; il ne leur faut guère qu'un petit chemin de bordure, une allée pour se promener en paresseux, une vigne dont ils connaissent tous les ceps et quelques arbres dont ils sachent le nombre. » N'est-ce pas encore aujourd'hui un vrai jardin d'homme de lettres?

Parmi ces amis de la campagne de tout rang et de toute condition qui se hâtaient de fuir la ville au premier loisir, il y en avait bien quelques-uns, comme Horace, qui se repentaient bientôt de l'avoir quittée. La solitude les ennuyait plus rapidement encore que le bruit les avait fatigués. Ils ne résistaient pas au regret des plaisirs du monde. Pouvait-on rester longtemps éloigné des jeux du cirque ou de l'amphithéâtre? « Il fallait bien, dit Sénèque, voir un peu couler le sang humain. » Et ils s'empressaient de rentrer à Rome plus vite qu'ils n'en étaient sortis. Mais c'était l'exception : d'ordinaire les riches Romains restaient dans leurs villas le plus longtemps

qu'ils le pouvaient. Ils en avaient sur le haut des montagnes ou au bord des fleuves pour la saison d'été, d'autres, abritées des vents rigoureux, qu'ils habitaient l'hiver. Quelques-unes étaient fort éloignées de Rome, et l'on s'y rendait au temps des longues vacances, par exemple à l'automne pendant les féries des vendanges; on allait à celles qui étaient tout près de la ville quand on n'avait qu'un ou deux jours de loisir. De cette façon on ne séjournait dans Rome que lorsqu'on y était tout à fait retenu par les affaires, et à Rome même on prétendait trouver la campagne. Les gens du peuple, nous dit Pline, se contentaient de placer des fleurs à leurs fenêtres : pauvres fleurs qui devaient avoir grand'peine à vivre, sans air et sans soleil, dans les rues étroites de la vieille cité! Ceux qui pouvaient se faire bâtir une maison pour eux avaient soin d'y garder derrière l'atrium la place d'un petit jardin, avec quelques arbres qu'ils appelaient un bosquet, un petit filet d'eau dans un ruisseau de marbre auquel ils donnaient le nom d'euripe, et au fond une grotte de rocailles à côté d'une perspective fuyante d'arbres peints sur le mur, tant ils tenaient à se faire illusion et à oublier qu'ils étaient au milieu d'une grande ville!

Voilà une société qui paraît fort éprise de la nature; mais n'oublions pas que le goût des champs lui était surtout venu du dégoût de la ville : cela se voit à certains indices. Il est aisé de reconnaître, à ce qu'il me semble, que ceux qui habitaient ces belles villas étaient plutôt des gens du monde qui voulaient se refaire que des amis désintéressés de la nature. Ils n'y venaient pas uniquement pour y vivre dans une sorte de contemplation muette des beautés champêtres, et on les aurait trouvés coupables s'ils s'y étaient enfermés pour n'en plus sortir. Du temps de Tibère, un personnage important de Rome, Servilius Vatia, effrayé sans doute et dégoûté de tout ce qu'il avait vu dans le sénat, se fit construire une villa magnifique près de Cumes, et y passa sa vie. Il ne nous vient pas à l'idée de le blâmer de s'être soustrait à tant de périls et de honte, et personne ne songera à le plaindre d'avoir vécu dans un si admirable pays; mais les Romains avaient grand'peine à comprendre, même sous l'empire, qu'on s'exilât ainsi volontairement de la société et des affaires publiques; Servilius Vatia leur faisait l'effet de s'être enterré vivant, et Sénèque nous dit que toutes les fois qu'il passait près de la belle villa de Cumes, il ne pouvait s'empêcher de dire : « Ici repose Vatia. » Les maîtres de ces maisons de campagne étaient donc ordinairement des gens engagés dans l'activité des affaires et le mouvement de la vie, des financiers, des hommes politiques qui venaient s'y reposer des fatigues anciennes et se préparer à des fatigues nouvelles, des écrivains qui cherchaient à re-

tremper leur esprit et à rafraîchir leur imagination dans la solitude. « Ici, disait Pline, tout heureux d'arriver à sa maison de Laurente, ici, je n'entends plus de bruits importuns; ici, je ne m'entretiens qu'avec moi-même ou avec mes livres. O mer, ô rivages, mes vrais cabinets d'étude, que d'idées ne faites-vous pas naître en moi, que d'ouvrages vous me dictez! » Et, comme il aime beaucoup à nous parler de lui, il nous fait heure par heure le tableau de la vie qu'il y mène : « Je m'éveille quand je peux, ordinairement vers la première heure (six heures du matin). Mes fenêtres restent d'abord fermées, car j'ai remarqué que le silence et les ténèbres animent l'esprit. Si j'ai quelque ouvrage commencé, je m'en occupe; je dispose tout, les idées et même le style, comme si j'écrivais et je corrigeais. Je travaille ainsi tantôt plus, tantôt moins, selon que je trouve plus ou moins de facilité à composer et à retenir; puis j'appelle un secrétaire, je fais ouvrir les fenêtres et je dicte ce que j'ai composé. A la quatrième heure ou à la cinquième (dix ou onze heures), selon le temps qu'il fait, je vais me promener dans une allée ou sous un portique, et je ne cesse pas, en me promenant, de composer et de dicter. Ensuite je monte en voiture; là encore je poursuis l'ouvrage dont je me suis occupé pendant mon repos du matin et ma promenade. » Et il continue à nous faire le récit de ces journées sérieuses où le travail se mêle à tout, jusqu'au repas du soir, car on a l'habitude d'y faire une lecture instructive. Même quand il se donne quelque plaisir extraordinaire, lorsqu'il va par exemple à la chasse, il a grand soin d'apporter ses tablettes; elles sont à côté de lui pendant qu'il est assis près des filets, et, quand les sangliers tardent à se prendre, il tire son poinçon et se met à écrire; s'il revient les mains vides, il rapportera au moins ses pages pleines. Ce n'est pas tout à fait ainsi que nous entendons la vie à la campagne. Sans doute tout le monde alors n'était pas aussi laborieux que Pline; il devait y avoir des gens qui ne traînaient pas toujours leur secrétaire après eux et qui, lorsqu'ils allaient chasser, laissaient leurs tablettes à la maison; mais presque tous étaient, comme lui, des politiques, des orateurs, des lettrés, des gens du monde, que la fatigue avait un moment chassés de la ville, qui se préparaient à y revenir bientôt, et qui voulaient profiter de leur séjour aux champs pour rapporter à leurs fonctions ordinaires un corps plus robuste et un esprit plus vif.

Quand on sait pour qui les villas romaines étaient faites et ce qu'on venait y chercher, on trouve qu'elles répondaient parfaitement à leur destination. C'est leur premier mérite, qui se retrouve dans l'ensemble et les moindres détails, d'être tout à fait appropriées à ce qu'on demandait d'elles. Pline le Jeune nous a rendu le

service de nous décrire les siennes, et cette description suffit à nous donner une idée des autres. On sera frappé d'abord en la lisant de voir combien ces maisons de Laurente et de l'Étrurie ressemblaient pour l'essentiel à la villa d'Hadrien que nous venons d'étudier. Il n'y a vraiment entre elles qu'une différence, celle que la fortune et le rang mettaient entre leurs propriétaires. Un simple particulier ne pouvait pas se permettre ce qu'osait faire un empereur; mais le système général des constructions et de la décoration est le même, et les lettres de Pline confirment tout à fait la restauration de M. Daumet.

Je suppose que notre première impression, si nous pouvions voir les villas de Pline, surtout celle de l'Étrurie, qui était la plus belle, serait d'être fort étonnés de la multiplicité des bâtimens qui les composent. Tous ces édifices, de hauteurs et de formes différentes, plutôt juxtaposés qu'unis, nous feraient l'effet d'un village bien plus que d'une maison de campagne (1). Mais il faut se souvenir qu'il s'agit d'y loger un Romain, et qu'un Romain, même lorsqu'il se pique de vivre simplement, ne peut se passer d'une foule d'esclaves. Quand on ne se contente pas de les entasser dans les caves, et qu'on veut, comme Pline, leur donner des chambres convenables qu'on pourrait au besoin offrir à des amis, il faut avoir beaucoup de place et des corps de logis nombreux. Ce qui surprend encore plus que le nombre de ces corps de logis, c'est qu'on n'ait pas pris la peine de les disposer d'une façon plus régulière. Mais nous avons déjà vu que les Romains, surtout dans leurs maisons de campagne, ne paraissaient pas tenir beaucoup à l'apparence extérieure. C'est ainsi qu'au lieu de placer tous les salons et toutes les chambres du même côté pour des raisons de symétrie, leurs architectes les distribuaient un peu partout, afin de leur donner des expositions différentes; ils multipliaient les pavillons séparés, pour qu'on y fût plus isolé et qu'on y eût de tous les côtés une plus belle vue. L'ordonnance générale pouvait sembler moins heureuse, mais les appartemens étaient plus commodes, ce qui leur suffisait. Nous sommes des vaniteux, qui songeons d'abord à la façade; pourvu qu'elle ait meilleure mine, nous acceptons volontiers d'être mal logés. Les Romains s'inquiétaient moins des passans, et ils ne faisaient la maison que pour ceux qui devaient l'habiter. Tout ce qui pouvait la leur rendre plus agréable était prodigué sans mesure; on n'épargnait rien quand il s'agissait de leur procurer ce repos fortifiant et cette variété de plaisirs calmes qu'ils y venaient chercher. Certes Pline

(1) Je ne sais si Pline ne veut pas exprimer une idée semblable quand il dit qu'on aperçoit de sa maison de Laurente une foule de villas « qui, vues de la mer ou même de la côte, présentent l'image d'une multitude de villes. »

était loin d'être un voluptueux; il passait au contraire pour un homme de mœurs antiques, et Martial le comparait à Caton. On ne peut s'empêcher pourtant d'être effrayé quand on voit jusqu'à quel point il avait poussé la recherche du bien-être dans ses maisons de plaisance. On se perd dans l'énumération qu'il nous fait de ses appartemens; il a des salles à manger de grandeur différente pour toutes les occasions; il dîne dans celle-ci quand il est seul, l'autre lui sert à recevoir ses amis intimes, la troisième est plus vaste et peut contenir la foule de ses invités. L'une s'avance dans la mer : on y voit, tout en prenant son repas, les flots se briser contre les murailles; l'autre s'enfonce dans les terres : on y jouit de tous les côtés de la vue des champs et des spectacles de la vie rustique. D'ordinaire une chambre à coucher suffit aujourd'hui aux plus exigeans; il serait difficile de dire combien en contiennent les villas de Pline. Il y en a non-seulement pour tous les besoins, mais pour tous les caprices. Ici, on peut voir la mer de toutes les fenêtres; là, on l'entend sans la voir; ailleurs, on la voit sans l'entendre. Cette pièce est disposée en forme d'abside, et par de larges ouvertures elle reçoit le soleil à toutes les heures du jour; une autre est obscure et fraîche, et ne laisse entrer que tout juste assez de lumière pour qu'on ne soit pas dans les ténèbres. Si le maître désire s'égayer, il se tient dans cette salle ouverte d'où il voit tout ce qui se passe au dehors; s'il éprouve le besoin de se recueillir, il a précisément une chambre où il peut s'enfermer et qui est disposée de telle sorte qu'aucun bruit n'arrive jamais à ses oreilles. Pline l'appelle « ses délices; » il est heureux, dans sa villa, d'être loin de Rome; dans cette chambre, il lui semble qu'il est loin même de sa villa. Ajoutons que ces pièces sont parées de belles mosaïques, souvent couvertes de peintures gracieuses, et qu'elles contiennent presque toutes des fontaines de marbre, car l'eau y coule de tous les côtés, claire, fraîche, abondante; elle égaie tout par son murmure, elle est un des élémens essentiels de la décoration des villas. Elle entre pour une grande part dans les inventions capricieuses des architectes, quand ils veulent trouver des dispositions nouvelles dont l'originalité puisse plaire à ces grands seigneurs difficiles et désœuvrés. On se rappelle la belle salle carrée rafraîchie par l'euripe dans la villa d'Hadrien; Pline ne pouvait pas se faire bâtir un édifice aussi coûteux, mais il avait, à l'extrémité de son jardin, une treille touffue, soutenue par quatre colonnes de marbre de Caryste. Sous cette treille, qui formait un abri agréable, on avait placé des fontaines jaillissantes, un bassin rempli d'eau sans cesse renouvelée et qui ne débordait jamais, enfin un lit de repos en marbre blanc, où l'on venait s'étendre à la chaleur du jour. « De

ce lit, dit Pline, l'eau s'échappe de tous les côtés par de petits tuyaux, comme si c'était le poids de celui qui s'y couche qui la faisait jaillir (1). » Pour compléter cet ensemble, il faut imaginer des bains, des piscines, des jeux de paume, des portiques qui s'étendent dans tous les sens pour jouir de toutes les expositions, des allées sablées pour les promenades à pied, d'autres dont le sol est plus ferme, et qui conviennent mieux aux courses en litière, enfin, pour ceux qui veulent aller à cheval, un vaste hippodrome, formé d'une longue allée, droite et sombre, qu'ombragent des platanes et des lauriers, tandis que de tous côtés serpentent des allées circulaires, qui se croisent et se coupent de manière à rendre l'espace plus grand et la promenade plus variée. Voilà ce qu'on devait trouver dans la villa d'un homme riche, mais rangé, qui, sans faire de folies, tenait à être commodément logé à la campagne pour s'y reposer à l'aise.

Nous n'avons rien dit des parcs et des jardins, ce qui peut sembler étrange quand il est question d'une maison de campagne ; mais il est assez difficile d'en parler. Comme on le pense bien, c'est ce qui dans les villas antiques s'est le moins conservé. Nous n'avons plus, pour juger ce qu'ils devaient être, que quelques peintures où ils sont tant bien que mal représentés, et ce que les écrivains nous en disent par hasard. Ces témoignages sont assez incomplets et ne satisfont qu'à moitié notre curiosité, mais ils ont au moins cet avantage d'être tout à fait d'accord ensemble. Parmi les paysages qui décoraient les maisons anciennes, on a retrouvé, soit à Pompéi, soit à Rome, quelques peintures de jardins : ce sont toujours des allées régulières, enfermées entre deux murs de charmilles, et qui se coupent à angle droit. Au centre se trouve d'ordinaire une sorte de place ronde avec un bassin sur lequel nagent des cygnes. De distance en distance, on a ménagé de petits cabinets de verdure, formés de cannes entrelacées et couverts de vignes, au fond desquels on aperçoit une colonne de marbre ou une statue et des siéges placés tout autour pour permettre aux promeneurs de se reposer un moment. Ces peintures font souvenir de ce mot de Quintilien qui exprime d'une façon naïve le goût de son temps : « Est-il rien de plus beau qu'un quinconce disposé de telle manière que, de quelque côté qu'on regarde, on n'aperçoit que des allées droites ? » Les écrivains

(1) C'est une fantaisie de ce genre qui avait donné naissance à la fameuse volière de Varron, si vaste, si belle, si pleine de complications ingénieuses, si peuplée d'oiseaux rares. Le milieu de la volière formait une salle à manger où la table et les lits des convives étaient entourés d'une eau courante, en sorte qu'en mangeant les mets les plus délicats on pouvait voir nager les poissons à ses pieds et entendre chanter autour de soi les merles et les rossignols.

ajoutent à ces renseignemens quelques détails curieux. On voit par les descriptions de Pline le Jeune que dans ses jardins, comme dans les paysages dont on vient de parler, les allées sont bordées par de véritables murailles de verdure. C'est ainsi qu'il a grand plaisir à nous dépeindre une belle allée de platanes dont il est fier. « Mes platanes, dit-il, sont couverts de lierre qui court autour du tronc et des branches et, s'étendant d'un arbre à l'autre, les lie tous ensemble. » Entre eux, pour que le mur soit plus épais, on a planté des buis et, derrière les buis, des lauriers, afin d'achever de remplir l'intervalle. Le buis surtout joue un rôle important dans les jardins romains. Non-seulement il forme la bordure des parterres et encadre complaisamment les dessins capricieux qu'on y a tracés, mais on le taille de la manière la plus bizarre. Ce n'est pas assez d'en faire des pyramides ou de lui donner l'apparence d'un vase, comme à Versailles; tantôt on veut qu'il représente des animaux qui se regardent; d'autres fois on en forme des lettres qui expriment le nom du propriétaire ou de l'ouvrier (1). Ces fantaisies sont à la mode depuis Auguste : on dirait que les Romains, dans une sorte d'enivrement de leur fortune, sont devenus alors plus sensibles à ce que Saint-Simon appelle « le plaisir superbe de forcer la nature. » Ils essaient d'introduire la campagne à la ville, ils amènent la ville aux champs. Pour niveler le terrain sur lequel s'élèveront leurs villas, ils rasent les montagnes, ils comblent les vallées. Dans leurs jardins, ils n'aiment que les arbres dont on a arrêté la croissance ou dénaturé la forme. Il y a bien quelques gens d'esprit, les poètes surtout, Horace, Properce, Juvénal, qui protestent contre ces caprices. Sénèque déclare hautement qu'il préfère « les ruisseaux dont on n'a pas contraint le cours et qui coulent comme il plaît à la nature, et les prairies qui sont charmantes sans art; » mais Sénèque n'en habitait pas moins des villas au goût du jour; il avait chez lui des haies tondues, des buis taillés, des arbres contrefaits et tous les autres tours de force qu'il trouvait ridicules : tant il est vrai qu'il est bien plus facile de se moquer de la mode que de s'y soustraire.

Il est du reste évident que les jardins et les parcs étaient loin d'avoir alors l'importance qu'ils ont prise chez nous. On le voit bien au peu de place qu'ils tiennent dans les descriptions de Pline. Les anciens ne possédaient pas tous les moyens de les varier et de les embellir que nous connaissons aujourd'hui. Plusieurs des arbres qui

(1) Ne nous hâtons pas trop de rire de cette manie : ne la voyons-nous pas renaître sous nos yeux? La mode ne s'est-elle pas établie récemment de tracer dans nos jardins des dessins bizarres avec des fleurs? On a déjà formé le chiffre du propriétaire, on en viendra bientôt à écrire le nom tout entier.

font l'ornement de nos parcs leur manquaient. Leur flore surtout n'était pas aussi riche (1). Leurs jardins étaient donc moins susceptibles d'ornemens naturels que les nôtres ; aussi y tenaient-ils beaucoup moins que nous. Ce qui remplace tout pour eux, ce qu'ils souhaitent avec le plus de passion dans les villas qu'ils construisent, c'est la vue. Pour se procurer une vue large ou riante, qui embrasse un vaste horizon ou s'arrête sur un endroit charmant, rien ne leur coûte. Elle est le premier agrément de leurs maisons de plaisance. Ils consentent à se promener, à pied ou en litière, dans des allées monotones, entre deux haies de charmilles, mais lorsqu'ils sont chez eux, dans leurs salles à manger, dans leurs chambres, dans leurs cabinets d'étude, ils veulent, de leur fauteuil ou de leur lit, avoir devant les yeux les plus beaux sites : c'est pour ainsi dire de leurs fenêtres qu'ils aiment la nature et qu'ils jouissent de la campagne.

Il faut pourtant faire ici encore une distinction : les vues que recherchaient les Romains n'étaient pas toujours celles que nous préférons, et, parmi les sites que nous aimons le plus, il y en a qui n'auraient pas été de leur goût. Leur amour pour la nature avait ses préférences et ses limites. Les grandes plaines, les belles prairies, les terres fertiles, les ravissaient. Lucrèce n'imagine pas de plus grand plaisir, les jours où l'on n'a rien à faire, que « d'être couché près d'un ruisseau d'eau vive, sous le feuillage d'un arbre élevé, » et Virgile se souhaite à lui-même, comme le suprême bonheur, « d'aimer toujours les champs cultivés et les fleuves qui coulent le long des vallées. » Voilà le premier plan des paysages qu'ils aiment, des prés ou des moissons, quelques beaux arbres et de l'eau; ajoutons-y, comme fond du tableau, quelques collines à l'horizon, surtout si elles sont cultivées sur leurs flancs et boisées jusqu'à leur sommet. Le cadre ainsi est complet: il ne contient que ces beautés simples et proportionnées qui plaisent par-dessus tout à ces artistes délicats. Mais il faut avouer que, si la nature riche et civilisée les charme, ils comprennent moins la grandeur de la nature sauvage. Cicéron dit en propres termes qu'il n'y a que la force de l'habitude qui puisse nous faire trouver quelque agrément aux sites de montagne. Pendant plusieurs siècles, des officiers romains, des chefs de légion, des gouverneurs de province, des in-

(1) M. Friedländer fait remarquer que l'Europe est redevable au goût si prononcé des Turcs pour les fleurs d'une partie de la magnifique flore de nos jardins. C'est de Constantinople que la tulipe, le lilas, la renoncule, ainsi que le laurier-cerise et la *mimosa*, ont passé, par Vienne et Venise, dans les jardins de l'Occident. Plus tard la découverte de l'Amérique amena en Europe une importation nouvelle et bien plus abondante de fleurs et de plantes d'ornemens.

tendans de l'empereur, gens d'un esprit ouvert, d'un goût éveillé, ont franchi les Alpes, sans éprouver d'autres sensations que l'ennui ou l'effroi. Ils auraient été fort surpris d'apprendre que des milliers de voyageurs iraient un jour admirer ce spectacle qui leur semblait si rebutant. On n'allait guère voir alors les hautes montagnes par curiosité. Avant de passer le Saint-Gothard, si on ne pouvait pas s'en dispenser, on faisait un vœu à Jupiter, *pro itu et reditu*, et le poète Claudien dit que lorsqu'on apercevait les glaciers il semblait qu'on avait vu la Gorgone, tant on était épouvanté! C'est une conquête assurément d'être devenu sensible à ces grands spectacles, et nous devons nous en féliciter, mais peut-être avons-nous perdu d'un côté ce que nous gagnons de l'autre. Nous comprenons mieux que les anciens la poésie d'un site sauvage, je le veux bien: mais sentons-nous aussi vivement qu'eux ce que Sainte-Beuve appelle « le charme d'un paysage reposé? » Quand nous parcourons la Haute-Italie et que nous sommes arrivés aux environs de Mantoue et aux bords du Pô, la vue de ce pays, autrefois renommé des voyageurs, nous laisse presque indifférens. Comme nous avons l'esprit occupé des beaux aspects des Alpes que nous venons de traverser, nous regardons à peine, et non sans quelque dédain, ces campagnes riantes et le grand fleuve calme qui les arrose. C'est pourtant la patrie de Virgile; c'est le paysage qu'il avait sous les yeux dans son enfance, et qui n'est jamais sorti de son cœur. Ces plaines, qui nous semblent sans caractère, ont fait naître en lui l'amour de la nature. Il n'a pas eu besoin, pour la comprendre, de s'enfoncer dans la montagne, de s'élever jusqu'à la région des neiges éternelles, et de voir les grands fleuves sortir des glaciers. Il lui a suffi de regarder ces vertes prairies, de se promener le long de ces ruisseaux, sous le pâle feuillage des saules, de prendre « l'ombre et le frais au bord des fontaines sacrées, » d'écouter le soir « le gémissement des ramiers et le chant lointain du paysan qui coupe ses arbres. » C'est ainsi que s'est éveillé dans son âme ce profond sentiment de la vie universelle et cette sympathie généreuse pour la nature qui nous ravit dans ses vers. — Avons-nous donc autant gagné qu'on le prétend, si, à force de progrès, nous sommes devenus incapables de comprendre les sites et d'aimer le pays qui ont inspiré de si beaux ouvrages?

Pour revenir, en finissant, à la villa de Tibur et au prince qui l'a construite, il me semble qu'Hadrien et sa maison de campagne nous donnent en somme une idée assez juste de la façon dont les Romains comprenaient la nature et en jouissaient, et que cette façon n'est ni aussi déraisonnable ni aussi éloignée de la nôtre qu'on le suppose. Comme les curieux de nos jours, Hadrien courut beau-

coup le monde; il visita de préférence les pays dont les beautés naturelles sont relevées par de grands souvenirs historiques : c'est un goût qui ne semblera étrange à personne. La nature l'attira aussi pour elle-même, et nous voyons qu'il fit ce qu'on ne faisait pas de son temps, il gravit l'Etna et le mont Casius. Mais quand il voulut se construire une maison de campagne pour ses dernières années, il ne la bâtit pas sur les flancs du Casius ou de l'Etna, et il fit bien. Ce sont des spectacles qu'il est bon de voir une fois, en passant, mais qu'il ne convient guère d'avoir toujours sous les yeux. Il choisit un de ces sites plus limités, moins grandioses, qui n'écrasent pas l'homme par leur sublimité, qui ne surexcitent pas toujours son admiration, ce qui fatigue à la longue, mais qui au contraire calment et reposent. Pour savoir si son choix fut heureux, nous n'avons qu'à retourner un moment à la villa de Tibur et à contempler l'admirable vue dont on jouit du Pœcile. Plaçons-nous sur le rond-point circulaire qui le termine et qui a été disposé pour que rien de ce beau spectacle ne fût perdu. Soyons sûrs qu'il s'y trouvait des bancs de marbre, et qu'Hadrien et ses amis sont venus souvent s'y asseoir au déclin du jour. Devant soi, on a Rome; c'est elle qui attire d'abord le regard. On l'aperçoit tout entière à l'horizon, avec ses tours et ses dômes qui se dessinent dans le ciel. — Qui sait si, en plaçant sa villa en face de sa capitale, Hadrien n'a pas voulu se donner le plaisir d'un piquant contraste? Le poète a dit qu'il n'y a rien de plus agréable que d'entendre les vents hurler quand on est tranquille dans sa maison : peut-être semblait-il à ce prince, fatigué du pouvoir et de la vie, que ce spectacle de l'activité lointaine lui rendrait le repos plus doux. — Mais si Rome attire d'abord l'attention, les sites environnans s'en emparent bientôt et la gardent. Près de soi, de tous les côtés, les collines s'élèvent et montent peu à peu, devenant plus vertes et plus riantes à mesure qu'elles s'éloignent davantage de la plaine. A gauche, on aperçoit les sommets des monts latins; à droite, les montagnes pittoresques de la Sabine, Mentana, Monticelli, et plus loin Palombara, au pied du mont Gennaro. Il est impossible d'imaginer un horizon plus simple et plus large à la fois, plus de grandeur et de calme, plus de variété et de proportion : « Ce n'est pas seulement un paysage, dirait Pline le Jeune, c'est un tableau. » On s'arrache difficilement à ce spectacle, et l'on se dit, en le quittant, qu'il est impossible de soutenir que des gens qui savaient si bien choisir la situation d'une maison de plaisance n'aimaient pas la campagne et ne comprenaient pas la nature.

GASTON BOISSIER.

LE DUEL

DE MARIE DE MÉDICIS

ET DE RICHELIEU

Marie de Médicis dans les Pays-Bas (1631-1638), par M. Paul Henrard, major d'artillerie. Liége, 1877.

Marie de Médicis était fille de François Ier de Toscane, et de Jeanne, la fille de l'empereur Ferdinand Ier. Michelet l'appelle une « lourde bête allemande, » ailleurs une « Italienne au sang allemand et aux mœurs espagnoles. »

Sa mère Jeanne était morte de chagrin par suite de la passion que son mari éprouvait pour la belle Vénitienne Bianca Capello. La petite princesse eut pour belle-mère l'ennemie mortelle de sa mère; son père même la prit en haine. On lui donna pour l'élever une dame romaine, instruite et cultivée, Francesca Orsini. Son père mort, son oncle Ferdinand devint duc de Toscane. Marie fut un peu plus heureuse, mais continua à vivre solitaire et occupée de ses études. Elle devint naturellement timide, réservée, hypocrite, silencieuse, gauche : la dévotion lui fut de bonne heure une distraction nécessaire.

Elle ressentit, dit-on, les mouvemens d'une froide passion pour son cousin, le beau Virginio Orsini, comte de Bracciano; celui-ci n'y répondit point et se maria ailleurs. Marie avait déjà vingt-sept ans qu'elle était encore fille : la fleur de la beauté tombe vite aux pays chauds; elle avait pris de l'embonpoint, ses traits, sans être flétris, n'avaient plus rien de virginal. C'est à ce moment qu'elle

fut tirée de la solitude pour épouser le plus grand roi de la terre. Ce roi, il est vrai, était un barbon, il ne promettait pas d'être un mari fidèle, le bruit de ses amours remplissait le monde presque autant que le bruit de ses victoires. Qui serait la véritable reine? Marie de Médicis ou la marquise de Verneuil? Marie put se le demander pendant son long et fatigant voyage en France, et pendant les cérémonies du mariage. Un mois après la noce, Henri IV retourna à Mme de Verneuil; il avait déjà assez de sa Florentine.

L'Italienne sans esprit se voyait le centre d'une cour où l'esprit dévorait tout, où ses chagrins étaient un objet de risée, où sa tristesse était insultée par l'universelle gaîté. Elle se défiait de tout le monde et ne se sentait à l'aise qu'avec sa femme de chambre, Leonora Galigai, et avec le cavalier de la Galigai, Concino Concini. Ce couple devint tout son univers : elle se fit de ces amitiés basses, cupides et intéressées, comme un asile et un oratoire. Elle s'ensevelit dans les cabinets, se donna, comme il arrive souvent, à ceux qui lui appartenaient, et qui sans elle n'étaient rien.

Nous ne raconterons pas ici les tristes épisodes d'une union malheureuse : les *Mémoires* de Sully, les dépêches des ambassadeurs espagnols, des envoyés belges, de l'Anglais Winwood, ont fait assez connaître ce ménage royal, où les brouilles étaient continuelles. Henriette d'Entragues, infidèle, alliée à l'Espagne, avait encore plus d'empire sur le roi que l'épouse légitime. Celle-ci dut subir, l'une après l'autre, Jacqueline de Beuil, comtesse de Moret, — Charlotte des Essarts, faite comtesse de Romorantin, — la sœur de la marquise de Verneuil, la belle Marie d'Entragues, — enfin elle vit le roi s'enflammer pour la princesse de Condé. Nous ne nous appesantirons pas davantage sur les années qui suivirent la mort d'Henri IV; il était, pour ainsi dire, naturel que la régente répudiât toute la politique d'Henri IV, qu'elle la contrecarrât, autant du moins qu'elle avait pu la comprendre. Étrangère, nourrie d'humiliations en France, elle ne pouvait guère avoir une politique française. Henri IV avait opposé la France à la maison d'Autriche; elle se laissa tomber dans les filets de la politique espagnole. Elle fit dévier pendant quelques années notre histoire, jusqu'au moment où un grand ministre reprit les desseins d'Henri IV et remit la politique française dans son assiette naturelle.

Nous arriverons du coup à ce duel d'une femme et d'un prêtre, qui représentaient, la première humblement et en quelque sorte à son insu, le second avec la vision claire du génie, les deux grandes forces rivales qui se disputaient la prépondérance en Europe. Marie de Médicis mettait ses instincts de femme au service des héritiers de Charles-Quint; Richelieu mit son intelligence profonde et sa volonté de fer au service d'une politique noble, libérale, libératrice

de l'Europe. Il fit lever la moisson dont Henri IV avait semé la graine. Il empêcha l'empire d'étouffer le monde; il fut le sauveur non-seulement de son pays, de tous les petits états, de tout ce que la tyrannie de l'empire menaçait de ruine et de léthargie.

Par un caprice étrange du sort, les deux adversaires étaient condamnés tous deux à lutter l'un contre l'autre par des moyens lâches et féminins : le sort du monde fut décidé dans des alcôves; la ruse, l'hypocrisie, la délation, eurent autant de part à l'issue des grandes crises que les armées et les batailles. Le roi de France, âme débile et timorée, oscilla sans cesse entre l'aimant du respect filial et la terreur du ministre. L'histoire devint comme un drame, découpé en tableaux; la pâle figure du roi y revient comme l'image de cette fatalité qui conduit les nations à leur destinée, à travers les larmes, le sang et les murmures des peuples.

Nous nous arrêterons seulement à ces années critiques de la brouille de Marie de Médicis et de Richelieu, qui furent des années décisives de notre histoire. M. Paul Henrard, mettant à profit les archives de Bruxelles, a publié sur l'exil de Marie de Médicis un ouvrage riche en documens et en renseignemens curieux. Il a parfaitement compris que la fuite de la reine mère et de Gaston d'Orléans dans les Pays-Bas, les conspirations qui y furent ourdies avec l'aide de l'Espagne, furent parmi les causes déterminantes qui amenèrent plus tard en Belgique et en Hollande les armées françaises : « Si ces deux puissances continentales, rivales depuis plus d'un siècle, et qui, pendant tant d'années, avaient en quelque sorte choisi l'Italie pour y vider en champ-clos leurs différends, finirent par prendre pour théâtre de leurs luttes la terre hospitalière, asile de l'ennemie irréconciliable du cardinal de Richelieu, c'est que cette terre était devenue le foyer où se concentraient toutes les haines soulevées par cet illustre homme d'état, et d'où partaient toutes les entreprises hostiles à son autorité et tous les attentats contre sa personne. »

I.

Les haines sont plus vives pour succéder aux longues amitiés. On sait qu'avant d'être l'ennemi de Marie de Médicis, Richelieu avait été son protégé, nous dirions presque sa créature, si ce mot injurieux pouvait s'appliquer aux hommes de sa sorte. Contraint de quitter le ministère après l'assassinat du maréchal d'Ancre, Richelieu continua à entretenir des rapports avec la reine mère, dont les disgrâces avaient commencé. Il fut exilé à Avignon, mais dans son exil il n'était pas uniquement occupé d'écrire son *Instruction du chrétien*. La reine mère, prisonnière au château de Blois, s'évada

dans la nuit du 21 au 22 février 1619, par les soins du duc d'Épernon. La cour employa l'évêque de Luçon pour la ramener; Richelieu profita des circonstances pour relever l'édifice de sa fortune, il s'efforça de rendre à la reine mère la première place pour la partager avec elle. D'Épernon, qui avait traité avec son roi de puissance à puissance, n'obtint ni l'héritage du connétable de Luynes ni même la reconnaissance de la reine mère. Elle ne donna qu'un diamant à celui qui l'avait fait sortir de prison. « Elle a ouï dire, dit le Gascon, que les princes sont ingrats et veut faire croire que ses ancestres ne sont point des mercadans. » La reine justifia bientôt ce nom de « balourde » qu'on lui donnait volontiers; elle ne se défia point de Richelieu, elle le fit cardinal et lui ouvrit l'entrée du conseil. Richelieu en fit sortir le surintendant des finances, La Vieuville, qui l'y avait appelé; le 12 août 1624, il était premier ministre. Tant que le connétable de Luynes avait été vivant, Richelieu avait défendu la reine mère pour s'en faire un appui contre le favori : Luynes disparu, il n'eut plus besoin de la reine, et il le lui fit vite comprendre.

La reine ne fut pas longtemps à se plaindre à son fils que Richelieu avait voulu faire d'elle *une marote*; Richelieu, se défendant contre elle, lui écrivait : « Quand vous considérerez l'estat auquel est une personne à qui on donne le timon d'un vaisseau à tenir dans une mer orageuse et pleine d'escueils, sans qu'il puisse en aucune façon le tourner, qu'il ne déplaise à ceux mesmes par le commandement et pour le salut desquels il veille perpétuellement, vous jugerez que je ne suis pas sans peine, l'expérience vous faisant cognoistre que, comme je suis maintenant mal avec vous, je suis quelquefois brouillé avec le roy et toujours avec Monsieur, et ce pour nul autre subjet que pour vous servir tous avec sincérité, courage et franchise. » (30 avril 1628.)

Richelieu avait une politique, Marie de Médicis n'avait que des passions; elle tenait pour l'alliance espagnole, parce que Henri IV était l'ennemi de l'Espagne. Le mariage de Louis XIII avait été pour elle une sorte de vengeance; dès qu'elle devina dans Richelieu un continuateur d'Henri IV, ses haines eurent comme un rajeunissement et se portèrent sur celui dont elle avait si longtemps espéré faire un instrument docile. On voit dans la correspondance de Richelieu que celui-ci fit de grands efforts pour conserver les bonnes grâces de la reine mère; il lui écrit sans cesse, il la prend pour confidente et s'efforce de l'intéresser à tous ses desseins, mais il ne la réduit pas moins par degrés du rôle de régente au simple rôle de mère : il ne lui enlevait pas seulement le gouvernement, il lui enlevait son fils; plus dissimulée que rusée, elle cacha longtemps les sentimens nouveaux avec lesquels elle regardait celui qui s'empa-

rait de la confiance de Louis XIII; les rapports s'aigrirent par degrés, la mésintelligence n'éclata que pendant l'année 1630, durant la campagne de Savoie. En vain Richelieu l'invite à venir voir le roi; elle boude, elle médite sa ruine, pendant qu'il termine, à la gloire de la France, la guerre de la succession de Mantoue. Le moment devait venir où le roi serait obligé de choisir entre sa mère et le ministre; cette crise inévitable est connue dans l'histoire sous le nom de *la journée des dupes*, bien qu'elle ait duré en réalité plusieurs jours. Nous ne raconterons point la scène fameuse du Luxembourg, quand la reine mère éclata enfin contre Richelieu, le voyage de Richelieu à Versailles, son explication avec Louis XIII, l'espèce de pacte qui fut conclu entre le cardinal et le roi. Ce moment est solennel dans l'histoire de France, car le cardinal avait des desseins qui ne pouvaient réussir si on ne l'armait d'une autorité incontestée; pour obliger ses sujets à la fidélité, le roi dut promettre fidélité au plus grand de ses sujets. Il fut en somme esclave de sa parole; il eut des murmures et des révoltes, souvent il se cabra, se déroba; il tendit l'oreille aux calomnies, aux injures, aux moqueries des courtisans; il eut des favoris comme pour se venger d'avoir un maître, mais je ne sais quel instinct droit et véritablement royal l'arrêta toujours à temps et lui rendit la vision claire de ses devoirs. Il voulait bien faire souffrir Richelieu, l'alarmer, l'inquiéter, il ne put jamais se résoudre à le perdre.

Jamais amant ne dépensa plus de temps et de ferveur auprès d'une maîtresse que Richelieu ne fut contraint de faire pour arracher son jeune roi à ceux qui le lui disputaient sans cesse. Après la journée des dupes, il lui écrit : « Je suis la plus fidèle créature, le plus passionné sujet et le plus zélé serviteur que jamais roy et maistre ait eu au monde. » Il ne mentait pas; il aimait son roi d'une amour violente, il détestait tout ce qui pouvait le lui ravir. Après le coup d'état de la journée des dupes, il chercha pourtant d'abord à adoucir la reine mère; il y employa le père Suffren, son confesseur, Bullion, ancien serviteur d'Henri IV, Rancé, longtemps secrétaire des commandemens de la reine; il acheta bien cher et bien inutilement Le Coigneux et Puylaurens, les favoris de Gaston d'Orléans, dans l'espoir de tenir Monsieur tranquille. « Mon dict Monsieur aymera et affectionnera sincèrement ledict sieur cardinal, et ne consentira ny adhérera jamais en rien qui luy soit préjudiciable, mais l'assistera en toutes occasions, mesme auprès de la reine sa mère. » (Accord de Monsieur avec le roy, après la boutade de la reyne.) Monsieur, qui au lendemain de la journée des dupes avait promis « d'aimer, assister et protéger, selon les intentions du roy, M. le cardinal de Richelieu en tous temps, » alla, vers la fin de janvier 1631, trouver le cardinal et lui dit qu'il venait retirer la parole

qu'il avait donnée d'être de ses amis, qu'il avait résolu de monter à cheval et de se rendre à Orléans, ce qu'il fit en effet.

Richelieu était inquiet dans son triomphe; il croyait ou affectait de croire qu'il n'y avait pas de sûreté pour sa personne à hanter dans la maison de la reine mère; « on me fera périr quand on voudra, sans que je puisse l'éviter, » disait-il à Vautier, le médecin de la reine, qui cherchait à s'entremettre entre sa maîtresse et le cardinal. Il savait qu'après la journée des dupes Marie de Médicis s'était enfermée secrètement au Val-de-Grâce avec le marquis de Mirabel, ambassadeur d'Espagne, que ce dernier avait offert de l'argent à Monsieur pour lever des troupes. Le roi, sur le conseil de son ministre, alla à Compiègne, où sa mère le suivit; puis il partit précipitamment, en donnant ordre au maréchal d'Estrées de garder toutes les issues du château et de la ville, et de convier Marie de Médicis à prendre la route de Moulins. Le roi, en quittant Compiègne, s'arrêta à Senlis, et de cette ville écrivit à sa mère pour lui faire connaître ses volontés. Voici dans quels termes Richelieu annonçait cet événement au cardinal de Lyon : « C'est avec un sanglant et indicible regret que je vous donne avis du conseil que le roy s'est trouvé obligé de prendre à Compiègne, de supplier la reyne sa mère d'aller pour quelque temps demeurer à Moulins. Je voudrais avoir peu racheter de mon sang la nécessité de ce conseil... » Richelieu explique longuement que la reine mère n'a pas voulu s'associer aux résolutions qu'on voulait prendre contre Monsieur, et que sa présence, n'étant plus utile à la cour, ne pouvait qu'être préjudiciable. Dans une note écrite de la main même du cardinal, on lit : « On soubçonne non sans grand raison que la reyne est grosse. Si ce bonheur arrive à la France, elle le devra recueillir comme un fruict de la bénédiction de Dieu, et de la bonne intelligence entre le roy et la reyne sa femme depuis certain temps que personne n'y met plus d'obstacles et que les Espagnols n'ont plus tant de fréquentation en sa maison qu'ils avoyent auparavant, » insinuation qui est visiblement dirigée contre Marie de Médicis. Celle-ci avait refusé de quitter Compiègne; elle y était en réalité captive, bien qu'on lui permît de sortir et de se promener. Monsieur, retiré à la cour de Lorraine, écrivait à son frère des lettres où il l'accablait de reproches. Louis XIII ne pouvait vaincre l'entêtement de Marie de Médicis; celle-ci tenait à paraître prisonnière, elle ne voulait pas être trop loin de Paris; on lui envoyait ambassadeur sur ambassadeur : elle refusa le séjour de Nevers comme celui de Moulins, elle refusa le gouvernement d'Anjou et le château d'Angers. Pour la calmer, on fit retirer les troupes qui étaient dans Compiègne; elle pleurait, elle se plaignait à son fils qu'on ne fît rien que « pour sur-

prendre une pauvre femme destituée de tout conseil, excepté de celui de Dieu. » Les libelles, répandus à profusion, représentaient le roi tantôt comme un fils dénaturé, tantôt comme la victime et la dupe d'un nouveau Concini. La reine mère écrivait au roi en parlant du cardinal : « Il sçait bien que j'ay trop de courage pour souffrir cette honte publique en cent ou six vingt lieues de chemin qu'il me veult faire faire contre ma volonté, sans y trouver la fin de ma vie qu'il veult sacrifier à la sûreté de la sienne et de ses ambitieux desseins que vous connaîtrez un jour, mais trop tard. » Elle déclara enfin que, si son fils voulait la voir, il ne la verrait qu'à Compiègne, d'où elle ne sortirait que par la violence.

Monsieur, pendant qu'il était en Bourgogne, avait écrit à l'infante Isabelle, gouvernante des Pays-Bas : elle lui avait envoyé un ambassadeur et l'avait invité à passer en Lorraine à la cour de Charles IV; elle avait en même temps demandé ses ordres à son neveu Philippe IV; celui-ci avait fait savoir à sa tante qu'il négociait une ligue entre les gendres de Marie de Médicis pour réclamer sa délivrance, mais que pour le moment il ne voulait pas s'engager plus avant. Le duc de Lorraine, qui se voyait déjà le beau-frère de Monsieur (celui-ci venait de lui demander la main de Marguerite de Vaudemont), qui levait des troupes et était prêt à entrer en campagne, fut peu satisfait de la prudente réserve de Philippe IV. Il chercha un moyen de compromettre et d'engager l'Espagne et n'en trouva pas de meilleur que de faire passer Marie de Médicis dans les Pays-Bas. Il n'y avait à cela qu'une difficulté, il fallait obtenir le consentement de l'infante Isabelle. Celle-ci demanda des instructions à Madrid; mais la réponse devant être lente à venir, elle fit dire, après avoir pris l'avis de ses conseillers espagnols, qu'elle ferait à la reine mère dans les Pays-Bas l'accueil qui lui était dû.

Marie de Médicis hésitait : elle sentait bien qu'elle se perdrait en se jetant dans les bras de l'Espagne; mais on parvint à lui persuader de chercher un asile dans une place forte du royaume. On détermina le chevalier de Vardes à lui ouvrir les portes de la Capelle. La reine mère, à minuit, couverte d'un voile, quitta ses appartemens, avec deux gentilshommes, une dame d'honneur et un aumônier. On raconta au concierge que la dame voilée était une fille d'honneur qui allait se marier secrètement dans un ermitage voisin. On trouva un carrosse, et l'on prit la route de la Capelle. A deux lieues de la ville, on rencontra le chevalier de Vardes tout en émoi, qui expliqua que son père le marquis de Vardes était arrivé à la Capelle le jour précédent, qu'il avait su que la place devait être livrée, qu'il s'était fait reconnaître de la garnison et avait fermé les portes.

La reine mère n'avait plus que le choix entre le retour à Compiègne et le passage de la frontière. Elle continua sa route, et entra le 20 juillet à quatre heures à Avesnes. Elle envoya sur-le-champ un gentilhomme à l'infante pour lui annoncer son arrivée, un autre en Lorraine pour avertir le duc Charles et Monsieur. Le troisième alla porter à Louis XIII une lettre embarrassée où elle accusait Richelieu de lui avoir fait fermer les portes de la Capelle et de l'avoir contrainte à sortir du royaume, « tout ce qu'il désirait de moy et ce que je craignais le plus » (*Mercure français*). Richelieu dicta la réponse de Louis XIII : « Les appréhensions que vous témoignez avoir eues à Compiègne de vostre vie n'ont pas plus de fondement que la poursuite que vous mettez en avant vous avoir esté faite dans vostre retraite et l'intelligence que vous escrivez que l'on a eue avec le fils aîné du sieur de Vardes. » Le cardinal fit en même temps écrire par Balzac, qui était à sa dévotion, un « discours d'un vieil courtisan désintéressé sur la lettre que la reine mère du roy a escrite à sa majesté après estre sortie du royaume. » M. Cousin a cité, dans sa biographie de Mme de Hautefort, une deuxième lettre que la reine mère écrivit au roi ; elle y repète que sa vie était en danger, qu'elle a voulu se couvrir de la persécution du cardinal : « Je ne lui puis relâcher l'intérêt de mon honneur ; il faut auparavant, s'il vous plaît, qu'il soit juridiquement condamné ; et lors, si vous lui donnez la vie, je lui rendrai aussi volontiers tous mes ressentimens. » Loin de faire juger le cardinal, comme le lui proposait sa mère, le roi avait pris hautement son parti, il avait même convoqué le parlement au Louvre pour lui donner une marque publique de confiance. « Quiconque l'aymera, m'aimera et je le sauray bien maintenir. »

La petite cour de la reine s'était grossie à Avesnes ; elle y attendit ses carrosses, ses litières et ses mulets, « et bientôt, dit M. Henrard, on la vit, comme au Luxembourg, manger en public, entourée de ses gardes le pistolet au poing. » Elle y reçut le marquis d'Aytona, venu pour la complimenter. Marie de Médicis ne voulut pas tout de suite elle-même parler politique, elle dit finement à d'Aytona qu'elle était au pouvoir du roi d'Espagne, qui pourrait faire d'elle ce qu'il voudrait ; elle attendait encore un retour de son fils : elle désigna cependant M. de La Vieuville, le surintendant des finances disgracié par Richelieu, qui était venu la rejoindre pour entrer en pourparlers avec le gouvernement espagnol. L'infante de son côté désigna Rubens, que Marie de Médicis avait connu familièrement quand il décorait les salles de son palais du Luxembourg. Rubens s'enflamma pour la reine malheureuse, et bâtit de grands projets où il mettait, outre les Pays-Bas, les ducs de Guise et d'Epernon, le duc de Bouillon, maître de Sedan, le duc de Candale, les huguenots français ; il

demanda à Olivarès la permission pour les émigrés français de lever des troupes dans les Flandres. « A cette époque, dit avec raison M. Henrard, ces pratiques n'étaient pas considérées comme aussi contraires au droit des gens qu'elles le seraient de nos jours, et depuis de longues années déjà, la France, en paix avec l'Espagne, entretenait cependant de ses subsides et même de ses propres soldats, enrôlés sous les drapeaux des Provinces-Unies, la guerre que celles-ci faisaient aux Pays-Bas espagnols. » Et l'Espagne pouvait, sans déclarer la guerre à la France, encourager et aider les émigrés français. « Jamais, écrivait d'Aytona à Philippe IV, il ne s'est présenté une occasion comme celle-ci d'humilier vos plus grands ennemis : votre majesté, ni aucun de ses royaux prédécesseurs, n'a jamais eu comme maintenant entre les mains une reine qui, après avoir longtemps gouverné la France, a obligé tant de gens, et un frère du roi, le seul héritier de la couronne. » Philippe IV, qui avait disputé à Henri IV la primauté politique en Europe, put savourer le plaisir de tenir engagés dans ses liens la veuve et un fils de son grand rival : il comprit toutefois que, pour trop triompher, on perd quelquefois le prix du triomphe; le scandale qui réjouissait les ennemis de la France assurait la toute-puissance de Richelieu; de plus petits ennemis du cardinal eussent été plus commodes à l'Espagne. Embrasser ouvertement la cause de la reine mère, c'était déclarer la guerre à la France. « Dès qu'elle sera chez nous, écrivait Olivarès en apprenant que le duc de Lorraine voulait la faire passer dans les Pays-Bas, nous ne pourrons traiter que sur les bases d'une restitution intégrale de tous les honneurs dont elle jouissait... Il pourra même arriver que nous nous trouvions engagés si loin que nous soyons obligés de recourir aux armes. (5 août 1631.) Quand Philippe IV apprend l'arrivée de la reine mère, il écrit lui-même à l'infante : « Personne ne manquera de croire et ils se persuaderont en France et partout que cette fuite a été exécutée avec mon consentement et mon concours : donner la reine mère comme Espagnole sera un excellent moyen de la discréditer... La France, qui cherche un prétexte pour nous attaquer, pourra s'emparer de celui-là, et ceux qui sont autant que moi intéressés à soutenir la cause de la reine s'en retireront en la voyant dans mes états et donneront à entendre qu'en l'y recevant j'ai assumé l'obligation de la secourir. » (13 août 1631. Archives espagnoles.) Le roi n'a plus qu'une idée : faire sortir Marie de Médicis de ses états; mais sa fierté ne lui permet pas de donner ouvertement ce conseil, il cherche à le faire venir d'ailleurs, d'Angleterre, de la Lorraine, de Florence, de la Savoie; tout au moins ne veut-il rien entreprendre sans ses alliés, et sans que l'on trouve un corps aux projets de la reine mère et de Monsieur. On ne se fait pas beaucoup d'illusions à

Madrid sur les projets des émigrés. Philippe IV, fidèle, en dépit de tout, à son titre de roi catholique, ne voulut pas entendre parler de livrer Calais à l'Angleterre, comme le méditaient quelques-uns des ennemis de Richelieu. « Le roi d'Angleterre étant hérétique et cette place catholique, je pense qu'il ne convient pas de la lui livrer. » Ses conseillers rappelèrent les embarras autrefois causés dans les Pays-Bas par le duc d'Alençon, par la reine Marguerite de Navarre; l'armée du roi de France, ses vieux régimens, sa garde avaient-ils beaucoup à craindre d'une petite armée de mécontens, sans forteresses, qui fondrait comme la neige et serait perdue après une défaite? Il leur parut qu'on ne pouvait s'embarquer dans l'affaire de la reine mère sans avoir avec soi l'empereur, le roi d'Angleterre, les ducs de Savoie et de Lorraine; si cette ligue n'était formée, la plupart des conseillers exprimèrent le désir que la reine mère fût internée dans quelque ville et, si c'était possible, envoyée à Aix-la-Chapelle.

Ces résolutions furent communiquées à la gouvernante des Pays-Bas au moment même où elle épuisait pour Marie de Médicis tout le faste et toutes les délicatesses de la plus généreuse hospitalité. La reine mère s'était rendue d'Avesnes à Mons, où elle avait été reçue avec le cérémonial en usage pour les souverains; elle y passa quinze jours, visitant les églises, et assistant à des bals. De La Serre, historiographe de France, a laissé une *Histoire curieuse de tout ce qui s'est passé à l'entrée de la reine mère du roi très chrestien dans les villes des Pays-Bas.* Il raconte comment Marie de Médicis alla au-devant de l'infante, qui venait de Mariemont pour la saluer, comment les deux princesses se rencontrèrent à mi-chemin de Mariemont et de Mons. Le frontispice du livre les montre s'embrassant au milieu de la route, l'infante, vieille, amaigrie, vêtue de la robe des Pauvres-Claires, comme on la voit dans le beau portrait de Van-Dyck conservé au musée de Berlin, avec son œil noir, ses grands traits qui rappelaient les Valois plutôt que Charles-Quint. L'infante rentra à Mons avec la reine mère, puis la conduisit par Mariemont à Bruxelles. Elle la mena ensuite à Anvers, lui donnant partout des « entrées » royales. Les deux princesses assistèrent dans cette ville à la procession de la kermesse, elles se rendirent à la maison de Rubens, à l'atelier de Van-Dyck, et visitèrent l'imprimerie de Balthasar Moretus, le petit-fils de l'illustre Plantin. Les princesses allèrent ensuite passer en revue la flottille de Jean de Nassau.

Ces stériles honneurs servaient de couvert à la froideur de l'Espagne. Philippe IV ne songeait qu'à faire la paix avec la Hollande, loin de chercher à commencer des luttes nouvelles contre la France. L'infante, bien qu'elle eût déjà soixante-cinq ans, était plus ardente, plus désireuse de soutenir la reine mère; elle ne voulait

pas prendre sur elle de la renvoyer à Aix-la-Chapelle : « Il ne me paraît pas convenable, écrivait-elle à son neveu, que la reine y aille résider, ni dans aucune autre cité impériale : ce n'est ni sûr, ni décent... Et quelle honte ne serait-ce pas pour nous! Les Français ne manqueraient pas de publier partout que nous avons eu peur, et la reine, au lieu de reconnaissance, n'éprouverait que du ressentiment contre ceux qui, après l'avoir reçue, l'obligeraient à se retirer dans une ville étrangère où elle ne trouverait ni commodité, ni protection. Cette semaine, en parlant à la marquise de Mirabel, elle lui disait que, si la chrétienté lui refusait du secours, elle irait en demander au Turc. » (30 septembre 1631.)

L'infatuation de Marie de Médicis nous semble, à la distance de plus de deux siècles, quelque chose d'inexplicable; elle croyait sincèrement à son bon droit, elle prétendait soustraire le roi de France, son fils, à la tyrannie d'un ministre exécrable. Monsieur, de même, dans les patentes distribuées à ceux qui faisaient des levées en son nom dans le comté de Montbéliard, dans le pays de Liége, ne parle que de « l'ambition prodigieuse et l'audace effroyable du cardinal de Richelieu » et de « l'estat auquel il a réduit la personne du roy. » Nous ne parlerons ici des entreprises de Monsieur que dans ce qui touche Marie de Médicis et le gouvernement des Pays-Bas. Le maréchal de La Force dut livrer un combat contre un régiment liégeois sur le territoire des Pays-Bas; l'agent français à Bruxelles apporta à l'infante les excuses de son gouvernement, et les conseillers de la princesse la décidèrent à s'en contenter. De tels incidens pouvaient faire éclater la guerre, que Philippe IV redoutait. L'infante avait trop encouragé les levées de Monsieur, et ces maigres levées étaient devenues une gêne pour tout le monde. Personne ne bougeait en France : l'empereur n'était occupé que des progrès du roi de Suède; Charles Ier se débattait contre son parlement, le duc de Savoie ne faisait rien pour Marie de Médicis, sa belle-mère. Celle-ci en était réduite à faire imprimer les lettres que son fils ne voulait plus recevoir (1). Au moment où sa présence dans les Pays-Bas pouvait à tout moment faire éclater la guerre avec l'Espagne, elle accusait Richelieu de chercher à rompre la paix avec la maison d'Autriche. Elle écrit au parlement : « Vous estes les seuls qui avez donné en ces occasions des preuves de courage et d'amour de vostre patrie; vous avez la gloire d'avoir porté pour le public des souffrances mémorables à la postérité... Dieu vous fera la grâce de sauver le roy et l'estat. » Étrange langage! cette patrie qu'elle invoquait dans son exil, savait-elle seulement ce que c'était?

(1) Lettre escrite au roy par la reyne mère de sa majesté. Bruxelles, 20 décembre 1631.

Ce parlement qu'elle implorait aurait-il, en d'autres temps, eu autre chose d'elle que des mépris? Quand elle parlait pour l'état, parlait-elle pour autre chose que pour soi? Quand plus tard son petit-fils osa dire : « L'état, c'est moi ! » ce n'est pas seulement l'orgueil qui lui soufflait cette parole : il avait compris qu'il n'appartenait à personne, hormis au roi, de se donner comme le représentant de la France. Après que Louis XIII eut forcé le duc de Lorraine à signer le traité de Vic, le duc d'Orléans fut contraint d'entrer dans les Pays-Bas. Il fut reçu à Bruxelles avec les mêmes honneurs que l'avait été sa mère. L'Espagne était tirée par degrés de sa neutralité, Richelieu avait avoué hautement son alliance avec le roi de Suède, et il n'était plus besoin de le ménager. Le marquis de Mirabel était allé de sa personne au-devant de Monsieur : Olivarès s'était enfin décidé à sortir de l'inaction. Richelieu tenta de faire un accord avec la reine, mais l'arrivée de Monsieur avait rendu celle-ci plus intraitable. Les intrigues de Marie commençaient à porter des fruits en France : Félicie des Ursins, sa parente, ébranlait le duc de Montmorency, son mari ; elle était secondée par les d'Elbène, et surtout par l'évêque d'Alby, originaires de Florence. Richelieu, pour terrifier ses ennemis, fit trancher la tête du maréchal de Marillac, qu'il tenait emprisonné depuis un an, malgré les protestations de la reine mère, qui écrivait aux juges de Marillac « qu'ils en répondraient de leurs biens et de leurs personnes, et qu'elle les prendrait à partie en leurs propres et privés noms, comme complices du cardinal de Richelieu et adhérens au parti qu'il avait formé contre le roi et contre l'état. » On sait comment Monsieur, avec 3,000 chevaux, quitta Bruxelles, comment il passa en Bourgogne, et rejoignit Montmorency dans le Languedoc, enfin comment la bataille de Castelnaudary mit fin à une lutte inégale. Richelieu avait répondu aux encouragemens donnés par le gouvernement des Pays-Bas aux mécontens français en cherchant à soulever les nobles belges ; mais le comte Henri de Bergh ne réussit point à soulever les peuples contre l'infante Isabelle, et ses menées restèrent sans résultat. Les Belges désiraient la paix, ils étaient las des guerres inutiles que l'Espagne soutenait depuis un demi-siècle pour remettre la Hollande sous le joug; mais le doux gouvernement de l'infante leur donnait une sorte d'indépendance qui leur était chère.

Richelieu cherchait toutes les occasions qui pouvaient lui permettre de brouiller l'infante avec les états ; il demanda l'extradition de deux prêtres attachés à la reine mère, de l'abbé de Morgues de Saint-Germain et du père Chanteloube, prêtre de l'Oratoire, qu'il accusait d'avoir écrit un libelle intitulé *Question d'état*, où l'on conseillait l'assassinat du cardinal. L'infante répondit qu'elle ne pouvait disposer de personnes qui étaient à la reine mère : là-des-

sus, l'envoyé français demanda une audience aux états, et l'infante fit signifier aux états qu'ils eussent à refuser de le recevoir. Les députés belges tinrent pour l'infante et ne voulurent pas même recevoir une lettre de l'envoyé français. « C'était bien moins, dit M. Henrard, le caractère des Belges que celui de leurs institutions qui les rendait réfractaires aux dangereuses insinuations de ceux qui voulaient les soulever contre le gouvernement établi; malgré tout ce qu'on a dit de l'intolérance et du despotisme de l'Espagne, les vieilles libertés communales et provinciales qui manquaient à la France étaient encore presque toutes debout dans les Pays-Bas, et, sauf quelques ambitieux dont les visées étaient plus hautes, chacun trouvait, malgré l'absorption du gouvernement central par l'élément étranger, dans la sphère plus étroite de la province ou de la cité, de quoi satisfaire son activité et ses goûts de domination. Une autre cause d'insuccès pour les fauteurs de rébellion était la persistance des vieilles rivalités qui jadis avaient soulevé l'un contre l'autre l'habitant des Flandres et du Brabant, l'habitant du Hainaut et de l'Artois, bien que depuis deux siècles ils vécussent sous le même sceptre. »

La reine mère avait fait tout ce qui dépendait d'elle pour aider aux projets de son second fils, elle avait essayé d'intéresser en sa faveur Ferdinand II, l'empereur d'Allemagne, elle avait appris avec une vive douleur que son nom n'avait pas même été prononcé, non plus que celui d'aucune des personnes qui lui étaient restées fidèles, dans le traité de Beziers qui avait suivi la défaite de Castelnaudary. Un de ceux qui l'avaient rejointe aux Pays-Bas, le baron de Guesprez, capitaine de ses gardes, fatigué d'un exil dont il ne voyait plus la fin, fut soupçonné d'être entré secrètement en rapports avec le cardinal. La reine le fit arrêter dans son logis et enfermer au château de Vilvorde. Guesprez adressa une requête aux états-généraux. On fit des remontrances à Marie de Médicis, et on la supplia de faire élargir le prisonnier. La reine repoussa avec hauteur les observations qui lui furent faites : Guesprez était à elle, et il lui était loisible de le châtier, « vu qu'elle n'avait pas moins de juridiction sur ses domestiques que les ambassadeurs des souverains. » Le conseil d'état fit interroger Guesprez : l'enquête démontra qu'il n'avait point trahi sa maîtresse, et l'infante le fit relâcher.

A Bruxelles et à Madrid, on désirait que la reine mère fît sa paix avec le roi de France : elle était devenue une gêne; seule l'infante continuait à la combler de ses égards; la reine commençait aussi à songer au retour en France, quand Monsieur reparut subitement à Bruxelles. Il n'avait signé le traité de Béziers que le couteau sur la gorge. Peu d'heures avant de mourir, Montmorency avait révélé le secret du mariage de Gaston et de Marguerite de Lorraine. Louis XIII

n'avait jamais aimé son frère, il avait à grand regret consenti au premier mariage du duc d'Orléans avec Mlle de Montpensier. Gaston n'était-il pas son héritier? ne pouvait-il pas avoir des enfans? sa jeune femme était morte après dix mois de mariage, donnant le jour à celle qui fut depuis nommée la grande Mademoiselle. Marie de Médicis songea tout de suite à le remarier; elle eut de la peine à décider Louis XIII à lui permettre de négocier un mariage avec la cour de Florence. Louis ne vit pas sans plaisir emprisonner Marie de Mantoue, dont son frère s'était un moment épris; quand il apprit le mariage lorrain, il en conçut un vif ressentiment. Ce n'est pas que la maison de Lorraine fût indigne de s'allier à la maison de France, mais le duc d'Orléans, héritier de la couronne, ne pouvait se marier sans la permission du souverain. Dès que Monsieur apprit que son secret était connu, il quitta furtivement Tours avec Puylaurens, qui redoutait particulièrement et à bon droit la colère du roi, et parvint à passer dans les Pays-Bas. Il arriva à Bruxelles le 21 novembre 1632. Sa mère avait quitté cette ville pour se rendre à Malines; elle reçut son fils avec froideur et ne consentit pas à retourner avec lui à Bruxelles. Avant la fin de l'année, elle fixa sa résidence à Gand.

La reine y tomba malade d'une fièvre tierce qui résista à toutes les saignées, et l'infante avertit le roi de France de l'état de sa mère. Louis XIII lui envoya un gentilhomme porteur d'une lettre affectueuse que Richelieu avait dictée : la reine remercia ce gentilhomme, nommé Des Roches; mais sitôt que celui-ci tenta de lui offrir les complimens du cardinal, elle l'arrêta court, ne voulant point, dit-elle, recevoir de ses nouvelles ni de ses complimens. Elle envoya elle-même un gentilhomme au roi, avec ordre de ne point visiter le cardinal. Monsieur, pendant ce temps, tout en cherchant à se rendre dangereux, permettait à ses affidés, à Puylaurens, au marquis du Fargis, de négocier avec le cardinal. L'infante le savait, comme le marquis d'Aytona, comme Marie de Médicis elle-même, qui sentait s'élargir la blessure que lui avait faite le traité de Béziers. Le cardinal touchait à ses fins, et sa vengeance était complète : après avoir séparé la reine de Louis XIII, il allait la séparer de son second fils, de celui qui avait été jusque-là le favori de son amour maternel, l'objet de ses ambitions et de ses espérances. Les amis de Gaston commençaient à regarder du côté de Richelieu bien plus que du côté de la reine mère; ils vivaient à Bruxelles dans les plaisirs, étonnant plutôt que charmant la noblesse belge par leur impertinence, leur belle humeur et leur légèreté.

Richelieu voyait ses ennemis divisés ou bien près de l'être; il tira du duc de Lorraine une vengeance éclatante et sommaire. Il fit entrer

une armée française en Lorraine sans déclaration de guerre. Nancy fut étroitement investie: le roi de France demanda que la jeune femme de Monsieur lui fût livrée. La princesse réussit à s'évader sous un costume d'homme, en compagnie du cardinal Nicolas François, frère de Charles IV, qui conduisait des négociations avec le roi. Elle suivit à cheval la route de Thionville, où elle arriva si fatiguée, que, roulée dans son manteau, elle s'endormit sur le glacis pendant qu'on parlementait pour lui faire ouvrir les portes. Elle écrivit de Thionville à l'infante et à Puylaurens. Marie de Médicis éprouva, en apprenant son arrivée, « la plus grande satisfaction qu'elle eût reçue en sa vie. » Monsieur permit à sa femme de venir le rejoindre, il ne savait plus ce qu'il avait à espérer de Richelieu: Louis XIII était entré en maître dans Nancy, et le cardinal ne semblait pas plus enclin que de coutume à la générosité. Il redoutait sur toute chose de voir les Provinces-Unies faire la paix avec l'Espagne; il leur faisait les offres les plus séduisantes, pour les engager à continuer la guerre, il harcelait partout l'Espagne et ne négligeait aucun moyen de l'affaiblir.

L'infante Isabelle mourut le 1er décembre 1633; ses dernières paroles furent adressées à Monsieur : elle lui tint « de bons et saints propos sur l'amour qu'il est obligé de porter à sa mère, lui recommandant assez fort la pitié; enfin elle luy dit que, si en ce monde elle ne luy a peu faire tout ce qu'elle voulait et eût désiré, qu'allant maintenant vers Dieu, elle le supplierait particulièrement de l'ayder et consoler madame sa mère. (1) » Philippe IV avait nommé d'avance un conseil de régence, mais la mort de l'infante fut véritablement un jour de deuil pour les réfugiés français. Marie de Médicis perdait l'amie la plus constante, la plus délicate et la plus généreuse, la petite-fille de Charles-Quint avait toujours eu la main ouverte; pour payer ses dettes, ses pensions et ses loges, il fallut vendre les joyaux du trésor qu'elle avait mis en gage pour le paiement de l'armée.

Dès qu'il faut prêcher l'union, on peut dire qu'il n'y a plus d'union : rien ne séparait plus au fond la reine mère de Richelieu que la haine; l'âge, le froid de l'exil, avaient glacé son ambition, elle n'aspirait plus à régner, son fils aîné n'était plus un enfant, il avait montré de vraies capacités militaires; Monsieur avait des visées trop personnelles, la reine se sentait plus abandonnée chaque jour. On a souvent vu d'ailleurs l'exil creuser des abîmes entre ceux qu'il a d'abord rapprochés; les riens y grossissent et prennent des proportions monstrueuses. L'ennui, la vie fermée, l'espèce d'autophagie de ceux qui sont jetés loin de leur pays, entretiennent des sen-

(1) Le secrétaire Della Valle à M. Bouvis, Bruxelles.

timens dont les natures les plus hautes et les plus généreuses peuvent seules se défendre.

Richelieu, qui excellait à diviser les hommes, avait offert au duc de Lorraine de lui rendre Nancy si Gaston lui livrait la princesse Marguerite. Monsieur repoussa cette proposition avec indignation; mais le cardinal ne demandait souvent le plus que pour avoir le moins. Monsieur eut l'offre de la Champagne, de la Bourgogne, avec ses apanages, ses pensions : le cardinal allait très loin pour le détacher de sa mère et le ramener seul en France.

Dans ces conjonctures, Marie de Médicis prit une grande résolution : son orgueil plia enfin, elle se décida à négocier pour son propre compte; elle espérait qu'il y avait au fond du cœur de Louis XIII quelque remords à son endroit; elle envoya au roi un gentilhomme, M. de Villiers Saint-Genest. On ne sait au juste ce qui se passa dans les deux audiences données à Saint-Genest. Richelieu s'était promis de ne pas laisser rentrer la reine mère; il la représentait sans cesse au roi comme complice de toutes les tentatives de meurtre, vraies ou supposées, qu'on faisait contre sa personne; s'il faut en croire les *Mémoires* de Richelieu, le roi se serait rendu l'écho de ces accusations; il était notamment convaincu de la culpabilité du père Chanteloube, qui avait été condamné par le parlement de Metz comme complice d'un certain Alfeston, accusé de complot contre la vie de Richelieu; il aurait même remarqué qu'Alfeston, quand on l'avait arrêté, était monté sur un cheval nommé « le grand hongre, » qui sortait de l'écurie de la reine mère; il aurait enfin déclaré « qu'il ne pouvait s'accommoder avec sa mère, tant qu'elle aurait auprès d'elle des gens comme le père Chanteloube et Mme du Fargis. » Saint-Genest, revenu à Bruxelles, fit un récit qui corrobore à peu près le récit de Richelieu; le roi, troublé par ces entretiens, où il avait laissé percer plus de tendresse, de curiosité, de tristesse que n'eût voulu Richelieu, demanda au conseil si, oui ou non, il devait laisser rentrer sa mère. Richelieu fit contre Marie de Médicis un réquisitoire en règle, et le conseil décida que, si la reine voulait livrer les complices des tentatives d'assassinat dirigées contre le cardinal, elle devait être reçue dans le royaume, et vivre dans une de ses maisons, loin de la cour. Cette première tentative de la reine mère avait échoué, parce qu'elle avait voulu tout obtenir du roi et rien du cardinal.

Il ne faut pas s'étonner si les dissentimens entre la reine mère et le duc d'Orléans s'accentuèrent après que tous deux eurent médité de faire une paix séparée. Ceux que Saint-Simon devait plus tard appeler dans sa langue énergique les « valets intérieurs » faisaient tout ce qui dépendait d'eux pour les aggraver : le marquis du Fargis s'était rendu odieux à la reine mère; Monsieur nomma la

marquise du Fargis dame d'honneur de la duchesse d'Orléans, malgré les protestations de celle-ci. Marie de Médicis, dégoûtée et enfin vaincue, comprenant qu'elle n'obtiendrait rien du roi si elle ne s'adressait au cardinal, se décida enfin à une démarche que son orgueil avait jusque-là obstinément repoussée. Résolue à traiter, elle ne fit pas les choses à demi, elle avertit loyalement le roi d'Espagne, elle avertit aussi ses deux gendres, le roi d'Angleterre et le duc de Savoie; elle envoya à Paris un gentilhomme, M. de La Leu, avec des lettres pour le cardinal. Le père Suffren, qui avait l'estime de Richelieu, lui écrivit de son côté; Chanteloube, haï du cardinal, consentait à être exclu du traité. La reine ne faisait aucune condition, elle capitulait, tirant encore quelque grandeur de l'excès même de son humiliation.

Richelieu ne se laissa point fléchir : eut-il tort? eut-il raison? L'exil semblait peut-être un châtiment trop doux à celui qui avait fait tomber tant de têtes illustres; il était de ceux qui expriment de la victoire tout ce qu'elle contient et qui ne fournissent jamais d'armes contre eux-mêmes. « Il connaissait trop bien la reine, dit M. Henrard, pour supposer qu'elle renonçait à jamais à la lutte et à l'espoir de regagner un jour l'influence qu'elle avait un moment possédée. Il se souvenait d'avoir assisté, après la mort du connétable de Luynes, à ses patiens et persévérans efforts pour ressaisir le pouvoir et pour se rendre maître de l'esprit du roi; il avait été alors son complice, il avait lu jusqu'au fond de cette âme italienne, il savait ce dont elle était capable. Il prévoyait que, rentrée en France, désarmée et vaincue, elle était bien plus à craindre qu'elle ne l'avait jamais été à Paris, révoltée et violente; si éloignée de la cour qu'elle fût, qu'un rapprochement était toujours possible entre elle et le roi, et que, dans toute entrevue entre le fils et la mère, l'émotion d'une telle rencontre, le souvenir d'une mutuelle et ancienne affection, ouvraient la porte à l'inconnu. » Richelieu ne voulut rien modifier au programme qu'il avait eu l'habileté de faire tracer par le conseil; Louis XIII déclara à M. de La Leu que sa mère recevrait tous les contentemens qu'elle pouvait désirer, sitôt qu'elle aurait livré à la justice royale Chanteloube, Saint-Germain, il nomma aussi le Florentin Fabroni, astrologue, qui, « par de vaines prédictions, avait mis sa vie en compromis dans l'opinion publique. » Richelieu osa même écrire à la reine et au père Suffren des lettres où il faisait clairement comprendre qu'il ne croyait pas à la sincérité de son ancienne protectrice. Son esprit, froid comme un poignard, son cœur, fermé à la pitié, ne servaient point sans doute une haine vulgaire; il ne fut point touché du plaisir qu'un autre aurait pu éprouver en faisant grâce à la mère de son roi; il ne voyait en elle qu'un péril pour sa toute-puissance, qu'il avait

mise, comme sa force, sa santé, sa vie, au service de la France. Peut-être cependant exagérait-il ce péril : la reine mère n'était plus ce qu'elle avait été; elle était pareille à un ressort brisé. Nous la voyons désormais plus isolée, vivant avec quelques intimes et presque résignée à un sort qu'elle n'a plus la force de changer. Elle assiste sans émotion aux plus grands événemens. Pour les émigrés français, bien qu'engagés avec l'Espagne, ils ne sont pas insensibles aux grands coups de la fortune qui peuvent tomber sur leur pays; ils comprennent que la politique de Richelieu, liée à la ligue protestante, a subi une sensible défaite à Nordlingen, et ils se sentent battus avec les Suédois.

Le courrier qui apporta la nouvelle de Nordlingen à Monsieur le trouva sur l'Escaut, jouant aux cartes sur une galère avec ses gentilshommes. Dans son saisissement, il jeta à la rivière les cartes et l'argent qui étaient devant lui : mouvement de colère dont il faut savoir gré à ce jeune prince, que de méchans courtisans avaient promené dans un dédale de fautes. Il jura devant sa mère et devant le père Suffren qu'il ne tirerait pas un coup de pistolet contre son pays avec les gens qu'on levait pour lui. (Lettre du marquis d'Aytona à Philippe IV; Bruxelles, le 11 octobre 1634.) Les Espagnols pensèrent un moment à l'arrêter : les Français tenaient des propos imprudens, et le peuple de Bruxelles commençait à les regarder de très mauvais œil. Monsieur était plus désireux qu'il ne l'avait jamais été de rentrer en France. Richelieu, de son côté, comprit après Nordlingen qu'il ne fallait pas laisser un fils de France aux mains de l'Espagne. Autant il avait été implacable contre la reine mère, qui n'était rien hors de France, étrangère comme elle était, sans droits à la couronne, autant il se montra conciliant avec Monsieur. Il lui envoya le traité d'Écouen, que Monsieur pouvait très bien accepter et qu'il accepta en effet. Gaston, pour échapper aux Espagnols, dut garder le secret à tout le monde, même à sa mère et à sa femme; il partit avec quelques gentilshommes pour la chasse au renard; la petite bande sema sa route de chevaux fourbus et réussit à entrer à la Capelle.

La fuite de Monsieur faisait à la reine mère une situation plus difficile; on l'en crut complice, la mauvaise humeur des Espagnols et des Belges dut naturellement se tourner sur sa petite cour : elle ne fit rien paraître de ses sentimens; au fond de son cœur, elle approuva peut-être son fils. Ce n'était plus sa propre volonté qui la tenait hors de France, c'était l'inexorable volonté de Richelieu.

Elle vit arriver dans les Pays-Bas l'un des vainqueurs de Nordlingen, le jeune cardinal-infant don Fernando, qui fit son entrée à Bruxelles à cheval et vêtu en soldat, avec l'épée que Charles-Quint avait portée à la bataille de l'Elbe. L'infant traversa la ville avec

ses gardes tudesques, entouré des *gildes*; après avoir été à Sainte-Gudule, il se rendit au palais de la reine mère, qui vint le recevoir jusque dans l'antichambre. Elle le complimenta sur « sa singulière et si grande victoire, » et se félicita de ce qu'il venait lui rendre tout ce qu'elle avait perdu par la mort de l'infante Isabelle. Le cardinal-infant n'était pas homme à se préoccuper outre mesure des querelles du parti français et du parti lorrain, car la sœur de la duchesse d'Orléans, la charmante princesse de Phalsbourg, était à la tête d'un parti d'émigrés hostile à la reine mère : il se préparait à la guerre contre la France, qui devenait imminente. Richelieu se décida enfin à jeter le gant à l'Espagne: un héraut d'armes, vêtu d'une cotte violette semée de fleurs de lis, et portant les armes de France et de Navarre, vint à cheval à Bruxelles avec un trompette, et apporta la déclaration de guerre : peu de jours après, tous les Français reçurent ordre de quitter Bruxelles, excepté la reine, la duchesse d'Orléans et leurs suites. On pria bientôt Marie de Médicis de retourner à Anvers, à l'abbaye Saint-Michel, sous prétexte que ses gens n'étaient plus en sûreté dans la capitale. Pendant la guerre, la reine resta tranquillement à Anvers, protégée par les fortifications de cette place: elle y fut reprise des accès de la fièvre intermittente qui l'avait tourmentée à Gand, mais cette fois le roi de France ne dépêcha pas auprès d'elle, bien qu'après la malheureuse campagne de Flandre elle eût écrit à Louis XIII pour s'offrir comme médiatrice. Ayant appris que le pape avait offert sa médiation et envoyé dans cette intention Jules Mazarin comme nonce à Paris, elle écrivit au saint-père la lettre suivante : « Le principal dessein que le cardinal de Richelieu a eu dans la révolte, qu'il tenoit infaillible, des Pays-Bas a esté de nous perdre; ce qui fust arrivé, si Dieu ne nous eust preservé de ce péril en favorisant les armes du roy d'Espagne, notre beau-fils, sous le commandement de notre neveu, l'infant-cardinal, qui, s'estant porté avec tout le courage et la résolution que l'on se pouvait promettre d'un prince si généreux, a forcé ceste armée victorieuse de cinquante mille hommes à se retirer des portes de Bruxelles, et dans sa retraite ayant assiégé Louvain, l'a aussi contraincte de lever le siège, tellement qu'elle est maintenant réduite à un si petit nombre qu'il est impossible qu'elle puisse seurement sortir de ce pays que par mer. Ce succès, si éloigné des attentes du cardinal de Richelieu, nous donne lieu de respirer. Et nous pouvons assurer votre sainteté que, nonobstant toutes ces précautions que nous avons soudertes, jusques à cette heure, nous n'avons point diminué l'affection que nous avons pour le roy, notre honoré seigneur et fils. Car la connaissance que nous avons du fond de son âme nous fait croyre que, si l'on ne luy déguisait point l'estat des affaires, il eust plus tôt consenti à sa mort qu'à une guerre si

injuste et qui est au détriment de la religion (1). » Cette lettre fut portée à Rome par l'abbé Fabroni. Ne recevant point de réponse de la cour de Rome, la reine chargea Mazarin de faire parvenir une autre lettre qu'elle écrivait à Louis XIII. On possède cette étrange missive où Marie de Médicis évoque sans cesse Henri IV et supplie son fils de conclure la paix. Mazarin eut soin de montrer cette lettre au cardinal avant de l'expédier au roi, qui était alors en Champagne. Le roi, peu après, vit Mazarin à Saint-Germain et lui dit que la lettre de sa mère ressemblait beaucoup à un manifeste contre la France, qu'il ne pouvait s'en étonner, parce que la reine mère était encore occupée à chercher des ennemis contre la France et venait précisément, sans y réussir, de tenter de détourner de son devoir le duc de Rohan, occupé dans la Valteline.

L'accusation n'était pas sans fondement; chaque fois que la reine tentait de se rapprocher de son fils, elle fournissait maladroitement à Richelieu quelque moyen de détruire tout l'effet de ses discours. Au reste elle n'avait pas eu plus de succès dans sa tentative de médiation auprès de l'Espagne et de l'empereur qu'auprès du pape et du roi de France.

La campagne de 1636 commença de la manière la plus fâcheuse pour la France. La puissante armée du cardinal-infant envahit tout le nord et fit tomber nombre de places; le comte de Soissons, appelé à la hâte, prit le commandement, mais il dut quitter la Somme et se replier sur Compiègne pour couvrir Paris. Nos affaires furent rétablies à la fin de l'année, et le cardinal-infant se vit arracher Corbie par une armée commandée par le duc d'Orléans, ayant sous ses ordres le comte de Soissons, les maréchaux de Châtillon et La Force. C'est pendant le siége de Corbie qu'une nouvelle conspiration fut ourdie contre le cardinal. Le complot ayant avorté, Monsieur et le comte de Soissons prirent la fuite. Cette fois Monsieur resta en France et prit le chemin de la Guyenne; le comte de Soissons fit sa retraite à Bruxelles. Monsieur ne tarda pas à faire son accommodement: la reine mère s'accrocha au comte de Soissons, elle lui envoya Fabroni à Sedan, où il s'était enfermé; elle fit pour lui un traité avec l'Espagne, que ce prince refusa de ratifier, car il lui arriva au moment où il venait de se réconcilier avec le roi de France. La méfiance contre les Français était devenue si profonde dans les Pays-Bas, que Marie de Médicis ne sortait plus de ses appartemens à Bruxelles: elle ne fréquentait même plus l'église voisine de son hotel, et faisait dire la messe dans son oratoire. Elle prit enfin le parti de

(1) Marie de Médicis au pape Urbain VIII, Anvers, 23 juillet 1635. — De la collection de M. Ragemans, publiée dans les *Annales de l'Académie d'archéologie de Belgique*.

demander l'hospitalité à son gendre Charles Ier; le cardinal-infant, qu'elle avertit de cette résolution, dissimula la joie qu'il en ressentit; les Belges soupçonnaient toujours la reine de vouloir se réconcilier avec son fils, et l'imagination populaire la voyait parcourir la forêt de Soignies pour rencontrer des émissaires du cardinal. Le cardinal-infant se défiait à bon droit des serviteurs de Marie de Médicis, presque tous vendus au cardinal.

Sans attendre la réponse de Charles Ier, Marie de Médicis se décida subitement à quitter les Pays-Bas. Elle fit mine d'aller à Spa; partant de Bruxelles le 10 août, elle prit, par Louvain et Tirlemont, la route de Liége; elle rencontra les magistrats de Liége qui venaient la saluer, puis, changeant tout à coup de direction, elle alla coucher à Hasselt, et se dirigea ensuite sur Bois-le-Duc, où était le prince d'Orange. Le prince monta à cheval et, accompagné de sa femme et d'un nombreux état-major, il alla la recevoir à une lieue de la ville. Frédéric-Henri lui rendit tous les honneurs dus à une souveraine; tout le monde remarqua l'air altier avec lequel Marie de Médicis aborda la princesse d'Orange. Que voulait-elle, en sortant d'une province espagnole et en entrant chez les ennemis de l'Espagne? Est-il vrai, du moins quelques-uns l'ont cru, qu'à l'approche de la naissance d'un dauphin, elle ne voulût plus rester chez les ennemis de la France et se préparât par cette sortie à une nouvelle régence, sachant le roi de France de très chétive santé? Était-elle seulement fatiguée de sa solitude de Bruxelles et irritée des traitemens dont elle commençait à souffrir? Avait-elle des raisons de se séparer de la duchesse d'Orléans? le séjour de Spa offrait-il quelque péril? Le choix des Pays-Bas n'était pas si malhabile, car dans ces provinces, le peuple ne vit dans Marie de Médicis que la veuve d'Henri IV et elle fut reçue avec un enthousiasme naïf et reconnaissant. Ces effusions furent telles que Richelieu en fut irrité, et quand les états s'avisèrent de faire une démarche auprès de lui pour demander le retour en grâce de la reine mère, il les trouva fort impertinens : « Ces bonnes gens parlent de ce qu'ils ne savent pas. »

La reine partit pour l'Angleterre; elle y fut reçue par Charles Ier et s'installa au château de Saint-James. M. de Bellièvre, l'ambassadeur de France, eut défense d'aller la voir plus d'une fois et de recevoir aucun de ses serviteurs. Charles Ier envoya solennellement lord Jermyn à Paris pour demander au roi de France « qu'il lui plût de permettre le retour de la reine sa mère dans le royaume et de lui laisser la libre jouissance de tout le bien dont elle jouissait avant sa sortie, ou au moins lui envoyer à Londres de quoi vivre et s'entretenir en sa qualité. » Lord Jermyn portait deux lettres au cardinal, l'une de la reine Henriette, l'autre de Marie de Médicis, très

humble, trop humble; elle promettait d'oublier le passé : « Je veux vous aimer dorénavant et je serai même bien aise de vous devoir un service aussi grand que celui de mon retour auprès du roi. »

Le conseil fut réuni, et, sur son avis, Louis XIII écrivit à Charles Ier une lettre assez sèche; il refusait de prendre aucune résolution jusqu'au rétablissement d'une bonne paix. Il ne faisait pas même allusion à la demande d'argent faite par lord Jermyn. Charles Ier était embarrassé dans ses finances; la reine mère tomba dans un tel dénûment qu'elle dut prier le cardinal de faire payer ses dettes. Il lui envoya cent mille francs et lui promit que le triple de cette somme lui serait payé annuellement à Florence, si elle s'y rendait; il lui traçait en même temps un itinéraire pour aller en Italie.

Le vicomte Fabroni travaillait à faire partir la reine mère pour son pays natal; cet aigrefin garda pour lui presque tout l'argent envoyé par le cardinal, et, voulant tirer de France de plus fortes sommes, il s'avisa de réclamer les arrérages des biens que possédait Marie de Médicis en France. Le cardinal reçut fort mal ces ouvertures, et répondit qu'on avait dépensé les revenus de la reine à mettre en état de défense les places frontières pour les protéger contre les entreprises des ennemis du roi. Charles Ier fut bientôt contraint de renvoyer sa belle-mère : la populace de Londres menaçait le palais de Saint-James, qui était ouvert aux catholiques; la chambre des communes, le 11 mai 1641, demanda au roi l'éloignement de Marie de Médicis, et vota 9,000 livres sterling pour ses frais de voyage. La reine mère vit mourir en arrivant à Flessingue le vertueux père Suffren, âgé de soixante-seize ans, son confesseur depuis vingt-six ans; elle s'embarqua à Rotterdam pour Cologne, où elle s'arrêta dans l'espoir sans doute d'obtenir quelque chose des plénipotentiaires qui s'y trouvaient réunis pour répondre à l'appel du pape Urbain. Elle y tomba gravement malade, et mourut le 3 juillet, âgée de soixante-neuf ans. La veuve d'Henri IV fut assistée à ses derniers momens par l'archevêque électeur et par les deux nonces, qui représentaient le pape au congrès : pendant sa maladie, elle ne vit d'autres figures que celles de l'avide Fabroni, de son neveu Jules de Médicis, qui depuis peu l'avait rejointe, de l'abbé de Saint-Germain, de Le Coigneux et de Monsigot, anciens serviteurs de Monsieur, qu'elle avait pris à son service. Ainsi finit, entre quelques familiers infimes, loin du Louvre, loin de son Luxembourg, pauvre et délaissée, celle qui avait épousé le plus grand roi de son temps. Ses enfans ne recueillirent pas ses derniers soupirs. Richelieu lui avait tout pris, le prêtre avait vaincu la femme.

AUGUSTE LAUGEL.

VANGHÉLI

UNE VIE ORIENTALE.

J'ai souvenir de journées bien pleines levées sur les routes d'Asie ; nulle ne m'a laissé peut-être une impression plus intense que mon entrée à Nicée, par une nuit du mois de juin 1872. La route est longue, qui mène de la vallée du Sangarios, par le col du Meurtre, dans le bassin du lac d'Isnik : c'est le nom donné par les Turcs à la vieille cité byzantine et à son lac. — Nous nous étions attardés à l'étape : la nuit nous prit tout en haut des pentes qui vont s'évasant jusqu'à la plage, une nuit de printemps mélodieuse et tiède, tressaillant d'énergies sourdes qu'ignorent celles de nos pays, — une nuit où l'on sentait vivre les choses et les êtres d'une vie si ardente, si enivrée, que la mort et la peine semblaient bannies d'un monde plus heureux. Le petit chemin douteux se perdait dans les méandres des marécages qui continuent le lac ; des myriades de lucioles promenaient des essaims de flammes dans les roseaux d'où montaient les chansons nocturnes des rainettes et des rossignols. Nous chevauchions au travers des bouquets de platanes, de lauriers et de chênes verts, guidés dans l'ombre par la voix des muletiers ; ces gens simples, gagnés insensiblement par cette majesté, reprenaient en chœur un lent refrain romaïque : nous les suivions, assoupis sur la selle dans un demi-rêve par la fatigue d'une rude journée et vaincus par cette grâce souveraine ; nul cependant n'eut la pensée de se plaindre des heures allongées et de mesurer la descente des étoiles, ralenties peut-être dans un ciel si doux. Il était minuit quand un quartier de lune apparut dans un sourire de lumière sur les hautes crêtes de l'Olympe de Bithynie, nous montrant la nappe reposée du lac et la ligne dentelée des remparts, qui moirait d'ombre le bleu des eaux.

Un double cordon de murailles flanquées de tours, presque in-

tactes sous leur manteau de pariétaires, enceint le vaste champ de ruines où est perdue la bourgade turque d'aujourd'hui. Quatre portes triomphales y donnent accès. Nous nous dirigeâmes vers la porte de Stamboul, et notre petite troupe s'enfonça dans l'ombre des deux voûtes romaines, hautes et magnifiques, reliées par un pont couvert. Des figuiers, des graminées en fleurs se balançaient sur les architraves de marbre, riant au temps morose qui habite les vieilles pierres; par les déchirures béantes des plafonds ruisselaient des ondées de clarté bleuâtre qui faisaient des mares de lumière sur le sol et effrayaient nos chevaux; tandis que leur sabot réveillait l'écho des voûtes, nous pensions aux prélats byzantins qui ont tant de fois passé cette même porte en majestueux appareil, portant aux conciles leurs passions ardentes et leurs subtiles controverses.

Le dernier porche franchi, ce ne fut pas une ville qui nous apparut, mais une avenue déserte et silencieuse, fuyant à perte de vue entre des jardins, des mosquées ruinées et des tombeaux. Ce sont les monumens des sultans Seldjoukides, qui ont régné à Nicée. Des grilles en fer ouvragé couraient des deux côtés de la chaussée, cédant par places sous la poussée des cyprès et des arbres de Judée; elles séparaient des tombes nombreuses dont les colonnes, coiffées de turbans, prenaient de vagues formes humaines : des lampes pendues aux barreaux veillaient pieusement sur ces enclos, et ce lieu semblait si abandonné de tout être vivant que ces lampes, allumées par des mains inconnues, y mettaient un mystère de plus. Ce mystère, les profils grandioses et les aspects menteurs qu'ont les ruines à cette heure, les illusions et les inquiétudes de la nuit, la surexcitation de la fatigue, de l'inattendu, tout nous troublait à ce point que nous nous demandions sérieusement si ce décor magique n'allait pas s'évanouir dans le réveil d'un rêve. La masse noire d'une grande mosquée barrait l'avenue; soudain, au détour de son mur, un flot de lumière nous aveugla, une clameur bruyante nous assourdit : lumière et bruit jaillissaient du fond d'un long corridor où roulait une foule compacte. La transition était si brusque et cette apparition nouvelle si imprévue que nous pesâmes d'un même mouvement sur les brides des chevaux, mon compagnon et moi, échangeant la même interrogation : — Qu'est-ce encore que ceci? Sommes-nous décidément le jouet d'un songe ou de la fièvre des marais? — Il nous fallut quelques minutes pour ramener cette vision fantastique à la réalité; la galerie, ruisselante de lumière et de peuple, n'était rien autre que le *tcharchi* ou marché couvert, comme tous les bazars d'Anatolie, de planches et de vignes treillagées : notre guide nous rappela la grande fête de la Panagia qui expliquait la liesse de la population

chrétienne à cette heure indue. — Nos pauvres bêtes, aussi nerveuses que nous, fendirent du poitrail la foule d'enfans et de femmes qui assiégeaient les échoppes de sucreries, et se précipitèrent en trébuchant dans la cour du khân, une large cour carrée enceinte de hautes murailles, qui sert en province de caravansérail aux voyageurs et de lieu de réunion aux fêtes de nuit. La presse était grande au fond du khân, et motivée sans doute par quelque spectacle de haut goût. Tandis qu'on déchargeait nos mules, nous nous glissâmes au premier rang; c'était en effet un spectacle, et des plus sérieux : une troupe foraine donnait la comédie en turc au peuple de Nicée.

I.

La scène est une natte tendue dans l'angle du mur : pour tout lustre, le classique *mach'ala*, le pieu fiché en terre et couronné d'une spirale de fer où brûlent des copeaux résineux. La flamme fuligineuse rase le sol ou monte au gré du vent, promenant tour à tour ses reflets rougeâtres et ses effets rembranesques sur les murs, les spectateurs, les acteurs. Des lueurs d'incendie transfigurent les loques de ceux-là et les oripeaux de ceux-ci, ou les replongent traîtreusement dans l'ombre au moment le plus pathétique du jeu. Les acteurs sont des Arméniens de Constantinople; les plus jeunes tiennent les rôles de femme, affublés du *féredjé* et du *yachmaq* des dames turques. Quant à la pièce, c'est ce drame de la révolte, vieux comme le monde, dont le fabuliste a donné la moralité en cinq mots :

Notre ennemi, c'est notre maître.

C'est l'éternelle et populaire comédie de toutes les sociétés enfantines et malmenées, la revanche du misérable contre le puissant, de la nuit de folie contre les années de peine; seule littérature sortie toute vive des entrailles du peuple, satire faite d'ordure et de génie, que se passent en haut maître Renart, Panurge, Tartufe et Figaro, en bas Tabarin, Polichinelle, Robert-Macaire ou Karagheuz. C'est à ce nom que répond en Orient le héros des marionnettes : il le garde souvent dans la vraie comédie, à moins qu'il ne s'appelle Hadji-Baba. — Hadji-Baba est un gueux provocant et subtil; sûr de toutes les indulgences d'un public dont il personnifie l'âme secrète, il exerce d'abord ses talens sur les divers corps de métiers et donne son opinion dans un style peu châtié sur la vertu des dames du harem : quand il a mis le comble à ses méfaits, l'autorité intervient sous la double forme temporelle et spirituelle du juge et du prêtre : Hadji-Baba rosse le cadi et rosse l'imâm : pour peu qu'on le laissât faire, il rosserait mieux et

plus haut; à défaut de son bâton, sa raillerie grossière remonte la hiérarchie officielle du pacha au mufti, du mufti au vizir. S'il veut toucher la fibre patriotique, il daube sur le Persan, le patito séculaire du théâtre turc. Autrefois même, à Damas, Karagheuz battait en effigie le consul de France, hommage inconscient rendu à la crainte qu'inspirait notre nom. — J'ai revu mainte fois avec bien des variantes la comédie orientale : au travers des incidens laissés à l'improvisation de l'artiste, la trame m'est toujours apparue la même; sous des noms étrangers, c'est la sotie qui réjouissait nos pères, le Polichinelle qui amuse nos enfans. En Orient comme en Occident, le public suspendu boit avec délices les tours malicieux ou violens du héros populaire, les humiliations du maître; la scène finie, il s'en retourne plus allègre à sa chaîne, heureux d'avoir vu flattées et formulées ces rancunes profondes qu'il sent au dedans de lui sans pouvoir les analyser ou sans espérer les satisfaire.

Les comédiens de Nicée développèrent à leur guise le thème traditionnel. Quand l'auditoire, enthousiasmé par les traits d'audace d'Hadji-Baba, eut fait pleuvoir un nombre de piastres respectable dans la sébile, ils s'arrêtèrent en pleine action sans souci des règles dramatiques, et le régisseur renversa d'un coup de pied la torche de résine. La foule s'engouffra sous la haute porte en ogive du khân, se passant au loin dans un dernier éclat de rire le dernier lazzi. Le portier verrouilla les ais aux lourdes barres de fer, les acteurs s'empilèrent dans le chariot de Thespis qui les avait amenés et qui gisait dans un angle de la cour; les portes des petites cellules béant sur le pourtour se refermèrent sur des marchands de Brousse qui partageaient avec nous l'hospitalité du caravansérail.

Si fatigué que l'on soit, il faut une robuste accoutumance pour trouver le sommeil sur la terre battue d'une loge de khân. De trop nombreux et trop féroces locataires la disputent à l'intrus. Après quelques minutes de lutte inégale, j'abandonnai mon manteau à l'armée qui l'avait conquis et sortis philosophiquement en roulant une cigarette. L'obscurité et le silence avaient remplacé les lueurs et les cris de tout à l'heure; les dernières étincelles du *mach'ala* se mouraient à terre, et seule la clarté de la lune apaisait l'ombre. Un homme veillait pourtant, assis sur la margelle de la fontaine, au milieu de la cour; il fumait un narghilé dont le ronflement rhythmé répondait discrètement au murmure de l'eau dégorgeant dans la vasque. Sous le rayon qui caressait d'aplomb sa figure, je le reconnus pour un des acteurs; il m'avait d'autant plus frappé que je m'étais étonné de trouver dans une troupe arménienne un type qui rappelait celui des Grecs de Syrie. C'était un vieillard, blanchi d'âge et de fatigue, sec et vigoureux pourtant, comme le demeurent fort tard ces Orientaux. Les yeux baissés sur un chapelet

qu'il égrenait distraitement, il semblait réfléchir, dans la mesure où cette opération est possible aux hommes de sa race. L'ombre d'une pensée errait sur les rides de son front et lui donnait une expression grave, qui eût été triste, si elle n'avait été surtout résignée. Comme je m'approchai pour lui demander du feu, le comédien me salua en romaïque, et la conversation s'engagea.

— Il me paraît que tu n'es guère fatigué pour ne pas reposer à cette heure?

— Oh! j'ai bien le temps de me reposer; j'ai joué ce soir pour la dernière fois.

— Est-ce que tu as eu des difficultés avec tes camarades? Je suis étonné de te voir, toi orthodoxe, avec des Arméniens.

— C'est le hasard qui a fait cela. Je suis entré dans la troupe à Bagdad, pour gagner de quoi faire la route. Je la quitte demain pour m'embarquer à Gueumlek; je vais chez les saints vieillards de Roumélie me faire moine.

Cela dit, l'homme se tut et fuma en silence; je surpris dans ses yeux la défiance innée chez l'Asiatique vis-à-vis d'un inconnu. Il reprit après un moment :

— Tu viens de Stamboul, effendi?

— Oui.

— Qu'est-ce que tu viens chercher? Les cotons, les soies ou le tabac?

— Rien de tout cela, je suis voyageur, je regarde les hommes et les choses, je cherche la sagesse.

— Voilà une marchandise qui ne t'enrichira pas. Je n'ai pas encore rencontré ceux qui l'ont trouvée, et pourtant j'ai vu bien des pays et fait bien des métiers avant celui de comédien.

— Veux-tu me les raconter, puisque nous ne dormons ni l'un ni l'autre?

L'homme hésita un instant, étonné de ma demande, mais rassuré évidemment par l'idée qu'il n'avait pas affaire à un négociant et que je n'avais rien à gagner de lui. L'Oriental, toujours préoccupé des intérêts matériels, suppose le même souci à tous ceux qui l'abordent et ne désarme qu'en constatant l'absence de ce souci chez son interlocuteur. Après une nouvelle pause, l'acteur reprit :

— Je n'ai rien de curieux à te conter; j'ai vécu comme tous les autres, ainsi que Dieu l'a voulu. Je dirai ce dont je me souviens, si cela te fait plaisir; aussi bien tu pourras sans doute après, puisque tu es de ces hommes d'Europe qui savent les choses, répondre à une question que je me faisais tout à l'heure.

Le vieillard se remit à fumer, et son regard se retourna en dedans, comme il arrive quand on descend dans le passé. Je m'assis

à côté de lui sur la margelle de la fontaine et vidai entre nous mon sac à tabac pour achever de le gagner. Tout dormait autour de nous dans un de ces profonds silences de nuit où l'on cherche involontairement à entendre le rhythme des étoiles en marche. Alors le comédien commença le récit qui va suivre, d'un ton indifférent et fatigué, comme s'il eût parlé d'un autre. C'est ce ton impersonnel qu'il faudrait pouvoir rendre pour donner quelque valeur à ce récit auprès de ceux qui aiment à étudier l'âme des races. Celle de l'Asiatique, — mon homme en était un, car ces Arabes de Syrie, du culte orthodoxe, n'ont de grec que la religion, et le nom qu'on leur donne improprement, — est simple, instinctive, rarement susceptible d'actions réflexes sur elle-même, partant difficile à comprendre pour l'Européen, qui a deux âmes, l'une agissante, l'autre critique et analytique, sans cesse occupée à scruter, à glorifier, à plaindre la première. L'un de nous, en racontant ces aventures, en eût tiré mille conclusions personnelles, mille sujets de plainte contre la destinée, d'orgueil ou d'étonnement. L'Oriental me les dit simplement, comme une chose toute naturelle, et vingt autres m'ont fait depuis mêmes récits avec même simplicité. Il ne faut chercher d'ailleurs dans cette histoire d'autre intérêt dramatique que celui d'une vie humaine promenée par l'instinct nomade sur de larges horizons : elle donnera une idée de ces existences mobiles et fatalistes, dispersées au vent comme des fétus de paille sous le fléau, et accomplissant leur évolution sur l'aire, sans s'étonner jamais de la hauteur du vol ni de la chute.

II.

— Je suis né à Lattaquieh, le jour de la fête des saints Évangiles; d'où le nom de Vanghéli que j'ai reçu au baptême. Je ne te dirais pas en quelles années c'était, effendi : à cette époque, le papas n'inscrivait pas encore sur les registres,— vers le temps où l'empereur franc faisait le siége d'Acre. Il y avait bien du trouble, de la misère et du sang sur les côtes de Syrie, d'Iskendéroun à El Arisch. Mon père, Antoun Yussuf, tenait boutique sur la marine ; il vendait des voiles et des cordages aux mahonnes, des rames et de vieilles ancres aux caïques de pêche. Mon père était pauvre et honnête homme, comme tous ceux qui demandent leur pain à la mer. J'ai grandi là, regardant partir les barques des îles qui apportaient le vin et les olives, désirant toujours m'en aller avec elles par delà les dernières lignes d'eau qui touchent le ciel, quelque part, plus loin. Quand je fus en âge d'apprendre mes lettres, on me confia au pédagogue, durant la mauvaise saison ; comme je les appris vite, il dit à ma mère que j'étais destiné à être prêtre, et il fut décidé qu'on

m'enverrait à la grande école du patriarcat, à Antioche. On me donna un vêtement neuf, et je partis avec une caravane de marchands de Beyrouth. Je me rappelle la figure de chacun d'eux et les moindres hasards de la route : ce serait peu de chose à te conter, mais moi, je revois souvent tout cela en idée les soirs; tu dois savoir que les petits souvenirs du matin de la vie nous reviennent toujours grossis et brillans, comme les grandes lettres d'or qui sont à la première page des vieux livres.

J'abandonnai les marchands au bazar d'Antioche; un peu tremblant, serrant dans ma main la lettre du protosyncelle de Lattaquieh, je me rendis au divan de Sa Béatitude. En ce temps-là, Mgr Anthimos était patriarche des orthodoxes d'Asie. Je trouvai un grand vieillard, tout pesant d'années, avec une face de cire et une longue barbe blanche, comme dans les icones que tu vois aux murs des églises de Dieu. Il me donna sa main à baiser et me recommanda au diacre Théodoulos: un grand beau garçon des îles, avec une tête de saint Jean et des cheveux qui lui tombaient jusqu'à la ceinture durant les offices, mais un peu bourru et querelleur. Théodoulos m'assigna pour tâche de balayer la grande galerie de bois du konaq et d'apprêter le café aux prélats; plus tard, il m'enseigna à psalmodier les litanies dans le chœur. Le soir, j'apprenais les Écritures, la liturgie, les Pères, et je tenais les comptes des Métochies. Je vécus ainsi, cinq années peut-être, dans la paix des hommes pieux, et je leur dois d'être un peu moins ignorant que le pauvre monde. Cependant la barbe m'était poussée au menton, et je pouvais ramener mes cheveux en longues tresses sous mon bonnet, comme Théodoulos; il fut question de m'ordonner diacre à la Pâque prochaine. La vie n'était pas dure dans l'église, et j'eusse été sage de m'en contenter; mais la jeunesse est dédaigneuse de ce qu'elle tient et amoureuse de ce qu'elle ignore. Un Père a dit : « L'homme marche avec l'espérance au matin de la vie, comme avec son ombre à l'aurore : légère, insaisissable et morte au premier nuage qui voile le ciel. » J'avais toujours dans les yeux la mer, vue en naissant, dans l'esprit ceux qui chantent sur elle en courant sous le vent: il me peinait de vivre entre des murailles. C'était précisément l'année où ceux de Morée se levèrent contre les Turcs pour la liberté. Cela ne nous touchait guère, nous autres gens d'Asie, mais on ne saura jamais, effendi, quelles idées passèrent alors par toutes les têtes. Il semblait que l'air fût plein de choses nouvelles pour ceux qui avaient vingt ans. Sans cesse arrivaient chez nous des marchands de Smyrne, de Tchesmé, de la côte, qui faisaient de grands récits de la terre en feu, des massacres et des batailles, des flottes du capitan pacha brûlées à Porto Sigri et à Chio. Deux diacres, Grecs des îles, nous quittèrent pour rejoindre l'escadre de Tombazis. Moi, je

ne pouvais plus lire dans les livres de l'école, et je courais les places pour écouter les voyageurs. Cet hiver-là, après la récolte des olives, le patriarche, qui m'avait pris en gré, m'envoya recueillir les dîmes de l'église dans les districts de la mer. Je partis pour Iskendéroun; un matin que j'étais assis sur le quai de radoub à regarder les goëlands, je vis venir à moi un patron de brick qui m'avait connu enfant dans la boutique de mon père. Il m'emmena au café sur la marine et, tout en buvant le raki, il me raconta qu'il chargeait des grains pour Monemvasia, un bourg de Morée, et voulait tenter de ravitailler la place assiégée par les Turcs. Puis il me fit cent histoires de la vie des klephtes dans la montagne; je l'écoutais, et l'odeur de l'eau salée qui battait l'estacade me grisait. Le lendemain, le vent de terre s'étant levé, Yorgaki vint à l'aube demander la bénédiction de l'évêque avec qui je faisais mes comptes et annonça qu'il allait prendre la mer, en se plaignant d'avoir perdu un de ses matelots. Je le suivis sur le port : quand je vis les voiles s'enfler en battant les vergues, je me sentis comme possédé, je sautai à bord, je m'assis à la barre et m'offris pour remplacer le matelot, sachant le métier de mon enfance. Quand la terre disparut et qu'on ne vit plus que le ciel et l'eau, il me sembla que mes années passées descendaient dans la mer, et que des années toutes neuves, toutes fières, montaient dans le ciel devant moi.

Nous fûmes trois semaines sous voiles, louvoyant et rusant entre les lourdes frégates turques, qui dormaient comme des chiens enchaînés à l'ombre des baies de Candie. La Vierge nous garda des Égyptiens, mais non pas des mauvais vents; ils nous prirent par le travers du cap Malia et nous jetèrent à la côte bien au-dessous de Monemvasia. Tandis que Yorgaki se lamentait sur son brick avarié et ses grains perdus, j'allumai des broussailles pour sécher ma robe de diacre, toute trempée d'eau de mer. Des bergers qui paissaient les chèvres dans la montagne accoururent attirés par la flamme, et me contèrent que Kolokotroni et ses armatoles n'étaient qu'à deux journées de nous, dans le Magne. Au matin, un garçon qui portait du lait et des olives au camp des klephtes s'offrit à m'y conduire : je grimpai avec lui les sentiers du Mavrovouni : le soir du second jour, nous descendîmes vers un grand feu dont la clarté couvait sous les lauriers et les lentisques, dans le ravin du Xéropotamo. Une centaine d'hommes se chauffaient autour, faisant rôtir le mouton à l'albanaise. Un peu à l'écart, un grand vieillard maigre, sec et blanc comme un vieil aigle de montagne, était accroupi entre de gros chiens d'Épire qui faisaient la garde autour de lui et redressait à coups de marteau la lame d'un yatagan. C'était Kolokotroni. On me mena à lui; il me demanda qui j'étais, d'où je venais, puis, me mettant dans les mains un pain de maïs et un fusil

albanais, il dit : « Je t'ai donné de quoi manger et tuer; que Dieu te donne du cœur et du bonheur, » et il se remit à frapper son sabre sur la pierre.

Voilà, effendi, comme j'entrai dans l'armée du Christ : j'avais peut-être vingt ans, et il y a peut-être la moitié d'un siècle de cela : mais tu sais que sous les têtes blanches le souvenir de ces anciennes histoires est plus vivant que celui de la journée d'hier. — Plusieurs semaines se passèrent, sans autre occupation pour nous que de faire rentrer l'impôt de guerre dans les villages de la plaine; et les pauvres gens disaient parfois que leurs frères étaient plus durs pour eux que le Turc. Enfin, un matin, les bergers vinrent annoncer au camp que les janissaires de Kurchid-Pacha, sortis en force de Tripolitza, s'étaient établis au village de Vrachori, à deux journées de nous. Kolokotroni venait de recevoir les renforts de Soutzo et d'autres chefs du Magne; nous étions bien un millier d'hommes, et il résolut de chasser l'ennemi de Vrachori. Nous marchâmes toute la nuit de ce jour et celle du lendemain à la clarté de la lune; vers le moment de l'aube où la terre devient grise, comme nous étions couchés dans le lit du torrent au pied du monticule que domine le village, nous entendîmes la voix du muezzin qui criait la prière d'Allah dans le clocher profané. Quelques pieux chrétiens de la troupe, exaspérés du sacrilège, rampèrent dans un champ d'oliviers jusqu'aux premières maisons : trois ou quatre coups de feu partirent en même temps, et je vis la silhouette noire du muezzin, qui se détachait du ciel déjà blanc, tourner les bras étendus sur la plate-forme du clocher et tomber comme un plomb. Aussitôt une tempête de voix éclata dans le silence de l'aube, des turbans apparurent à toutes les fenêtres, et les balles commencèrent à siffler comme des abeilles dans les oliviers. Yani, un petit pâtre qui nous avait joints la veille et qui dormait de fatigue à mes côtés, se leva debout devant moi : j'entendis un léger frisson, comme d'un fer rouge entrant dans la terre mouillée : l'enfant ouvrit deux fois la bouche toute grande en balançant la tête et respirant avec force; puis il s'étendit devant lui sur la face, les bras en croix, sans autre geste ni cri. C'est comme cela, effendi, quand on est frappé au cœur. Depuis j'en ai vu bien d'autres, mais le premier, cela reste. Je puis te dire aujourd'hui qu'à cette première minute je sentis tous mes os claquer dans le froid du matin : je m'agenouillai sous un arbre, pensant à la tranquille église d'Antioche, et je priai désespérément la Vierge et les saints; l'oreille collée à terre, j'écoutais tous les bruits d'ouragan que celle-ci m'apportait, la grande voix de Kolokotroni commandant l'assaut à ses palikares, les clameurs des Turcs répondant aux nôtres, la fusillade, le canon que les toparadjis achevaient de pointer. Au bout de quelques secondes, je

sentis que tout ce bruit me grisait et m'enlevait le cœur loin de mes jambes qui tremblaient; un vieil armatole qui passait près de moi m'ayant dit durement : « Frère diacre, réciteras-tu tout l'office ce matin? » je me levai d'un bond, tout pâle, et je courus plus vite que les autres en déchargeant mon fusil. Cinq minutes après, il me semblait que je n'avais jamais fait autre chose que tuer et égorger. Arrivés aux maisons, il nous fallut lutter corps à corps avec les janissaires, et il en est tombé plus d'un ce jour-là, je t'assure, sous mon couteau tout sanglant. Après quelques heures de combat acharné, les Turcs se retirèrent par le plateau opposé au ravin, et nous restâmes maîtres de Vrachori, pour peu de jours néanmoins.

Avant que la semaine fût écoulée, une nuit que nous dormions paisiblement chacun chez nos hôtes, je fus éveillé en sursaut par des cris de damnés; je montai précipitamment sur la terrasse de la maison et j'aperçus des choses lamentables. Tu as vu à la Saint-Jean, quand les paysans brûlent les tas d'herbes sèches, les feux rapprochés courir sur les montagnes comme un troupeau débandé. Eh bien! cette nuit-là, la plaine était incendiée de feux semblables, mais c'étaient les villages qui brûlaient. Un immense rideau de flammes fermait l'horizon et entourait la masse noire du Taygète : sa tête de neige brillait là-haut dans la fumée rougeâtre. Ce feu de l'enfer vomissait des milliers de démons, les spahis de Kurchid; il y en avait tant que le galop de leurs chevaux ébranlait la plaine, avec le roulement sourd qui précède les grands tremblemens de terre dans la campagne d'Antioche. Les janissaires et les canons suivaient la cavalerie, et je crois que toute l'armée du pacha se jetait sur Vrachori cette nuit. Kolokotroni était parti la veille pour une expédition dans le Magne, nous étions bien restés deux cents à garder le village; avant que nous fussions réunis, les spahis débouchaient à bride abattue sur la place. Alors nous courûmes à l'église, la seule maison assez forte pour nous y défendre. Elle était déjà pleine de femmes et d'enfans : le *papas* et l'archimandrite de Tripolitza, réfugié à Vrachori, bénissaient tout le pauvre monde qui allait mourir. On barricada solidement la porte avec les autels, on fit retirer les femmes derrière l'iconostase, et nous attendîmes les Turcs, qui trouvèrent là à qui parler. Quand ils virent que nos balles rendaient trop meurtrière l'approche des fenêtres, ils allèrent chercher leurs canons, attardés au pied de la colline. Durant cette trêve, l'archimandrite monta en chaire avec le livre des Macchabées et lut au peuple le martyre des sept enfans. Comme il commençait, se tournant vers nous, le discours de Juda exhortant ses soldats à mourir, la porte de fer gémit, éventrée par un boulet. Les pièces turques, arrivées sur la place, se mirent à gronder toutes ensemble et à battre notre barricade. Quand elle fut démolie pièce

à pièce, les janissaires se précipitèrent dans l'église, où nous les reçûmes sur nos couteaux : mais il en entrait toujours là où les nôtres en tombant laissaient une place vide; quand nous ne fûmes plus qu'une vingtaine, nous nous retirâmes derrière l'iconostase, notre dernier abri. — Le soleil levant descendait là par les grandes fenêtres sur les femmes agenouillées. Au milieu d'elles, le vieil archimandrite, revêtu de ses beaux ornemens de Pâques, promenait le corps du Seigneur sur la foule et disait le cantique de l'élévation. Les derniers palikares avaient succombé qu'il chantait encore, comme si sa chasuble eût été une cuirasse miraculeuse. Alors le pacha apparut à cheval dans le lambrapili, ajusta le prêtre de son pistolet et fit feu, — le vieillard s'abattit sur l'autel en serrant le calice, et le sang du Sauveur se mêla au sien dans sa longue barbe blanche. — A ce moment, resté presque seul, blessé et épuisé, je me jetai dans la porte d'une petite chapelle et m'évadai par le derrière de l'église.

Je m'enfuis au hasard entre les maisons en feu, qui projetaient leurs poutres calcinées dans la rue, enjambant à chaque pas des cadavres d'hommes, de femmes et d'enfans; les Turcs m'apercevant commencèrent à tirer sur moi, et je leur échappai à grand miracle jusqu'au bout du village, d'où je me laissai glisser dans les broussailles du ravin. Je gagnai la montagne la nuit suivante, et je courus pendant quelques jours tout le Magne à la recherche de nos bandes dispersées, racontant leur désastre dans tous les villages où l'on me donnait du pain. — Des gens d'Hylissa me dirent que Kolokotroni était à Coron, et je descendis à la mer; là j'appris au contraire qu'il avait rejoint Mavromichali du côté de Patras. Saint-Georges lui-même n'eût pas tenté de traverser la Morée à ce moment; je résolus de gagner Patras par mer, et ayant trouvé à Coron une barque de Corfou qui levait l'ancre, j'obtins du patron qu'il me jetterait à terre à l'entrée du golfe.

J'avais compté sans le vent de l'Adriatique, qui ne permit pas d'atterrir et nous poussa droit sur Corfou. Je passai quelques jours dans l'île, cherchant un bâtiment à bord duquel je pus me louer pour regagner la côte; mais les bâtimens ne prenaient guère la mer, en ce temps de dangers et de misères. Comme je ne savais trop que faire de moi, je rencontrai sur le port d'autres échappés des bandes du Magne qui me proposèrent de me rendre avec eux chez le pacha de Janina; il faisait alors comme nous la guerre au grand-seigneur, et on racontait qu'il recevait volontiers les soldats de l'armée de la croix que le hasard lui amenait. Nous passâmes à Prévésa, où on nous dit que les Turcs d'Ismaïl cernaient Janina et tenaient toute la montagne; mais il y avait parmi nous un Souliote qui connaissait chaque sentier du Scombi et se chargea de nous

mener en trois jours aux portes de la ville, ce qu'il fit. Là les Albanais s'emparèrent de nous et nous conduisirent au konaq, une grande maison de bois autour de laquelle on sentait le silence et la crainte. C'est que, vois-tu, les vieillards qui ont été de ce temps savent seuls quel maître terrible fut Ali de Tépélen. Son nom courait sur tout le pays de Roumélie comme l'effroi du boulet. On racontait qu'il cherchait le sang comme nous cherchons l'eau du puits après une marche dans le sable. Musulmans et chrétiens tremblaient également devant ses caprices, car on ne savait jamais contre lesquels se tournerait sa fureur de demain; et l'on disait communément alors que la colère du sultan était moins redoutable que l'amitié d'Ali Tépéléni. — Aussi tu peux penser quelle fut notre frayeur en apprenant par les conversations des Albanais que le pacha était en ce moment dans une irritation violente contre les chefs grecs, qui ne lui envoyaient pas le secours promis; il avait fait jeter dans les souterrains de la citadelle des gens de Morée, venus comme nous chercher fortune à Janina l'autre semaine, les soupçonnant d'être des espions aux gages d'Ismaïl. A la nuit tombante, je fus introduit au sélamlik, ouvrant sur une galerie de bois extérieure. Au fond de cette galerie, sous la mauvaise lumière d'une lampe à trois becs, un grand vieillard était ramassé sur le divan. Il était très gros, comme sont en Turquie les buveurs d'eau, mais sa tête était royale, tout enoblie d'une grande barbe blanche, éclairée par un regard doux comme un regard d'enfant. Ce jour-là il était pâle, avec un air de souffrance sur les traits, et écoutait distraitement les bruits du bazar qui montaient de la place. Derrière lui deux hommes, de visage et de costume européens, se consultaient tout bas. — Un tchaouch s'avança, en touchant du front le pied du divan, et expliqua comment on m'avait trouvé aux portes de la ville, venant de Morée. Ali de Tépélen m'enveloppa de côté de son regard très doux, qui faisait froid jusqu'au cœur, et me fit signe d'approcher. — Qui es-tu? me dit le pacha dans notre langue. — Un esclave de votre altesse, répondis-je, désireux d'entrer à son service. — Oui, reprit-il avec un sourd grondement dans la voix et en plongeant dans mes yeux son œil calme comme une pointe d'acier froid, oui, tu es encore un de ces traîtres de Morée, un de ces aveugles qui attendent la perte du vieil Ali, sans réfléchir qu'après lui le sultan de Stamboul les écrasera comme de mauvaises pastèques. Que font tes chefs? Que font Botzaris, et Mavrocordato, et les autres? Où sont les six mille armatoles qu'ils m'avaient promis pour le jour où l'armée d'Ismaïl entrerait en Épire? Voici qu'Ismaïl est aux portes de Janina et pas un Grec ne paraît. Fils de chiens, vous vous trompez. Le vieux lion laissé seul peut encore nettoyer la montagne en secouant la tête et punir les chacals chrétiens après avoir dispersé les loups

turcs. Ah! je suis las des fourberies humaines! Où est l'enfant qui chante, qu'il me fasse oublier les hommes? — Il appela un petit Albanais qui accordait une guzla à l'autre bout de la galerie, et le fit asseoir à ses genoux. Moi, cependant, je m'y précipitai aussi, voulant tenter un effort pour conjurer l'orage qui me menaçait. — Altesse, ne me jugez pas durement, je ne suis qu'un pauvre clerc, ignorant de ce que font les chefs, et sans mauvaises pensées. — Le pacha se retourna brusquement : — Tu es clerc, donc médecin; serais-tu plus habile que ces deux sots, — et il me montra les deux médecins francs qui se parlaient derrière lui, — pourrais-tu me guérir d'un mal qui me tourmente depuis ce matin et me remplit la poitrine de feu? Dans ce cas, tu seras le bienvenu à Janina. — Il n'y avait plus qu'à payer d'audace, c'était ma seule chance de salut. J'interrogeai longuement le pacha sur son mal et, demandant à me retirer, je revins avec quelques pilules de mie de pain que je lui administrai gravement. Après quoi je passai la nuit à prier Dieu qu'il guérît le terrible malade pour sauver ma tête. Le lendemain matin, Ali me fit appeler, il était soulagé par la grâce du ciel, gai et plaisant; il me déclara que j'avais désormais sa confiance et que je ne le quitterais plus un jour. Je ne savais si je devais me réjouir ou m'attrister de cette effrayante promesse, je craignais à chaque instant que ma fraude ne fût découverte, surtout quand les deux médecins européens vinrent à moi avec une hostilité évidente et me pressèrent de questions. Je pris le parti de leur avouer ma détresse, les suppliant de ne pas me perdre, leur promettant de suivre en tout leurs conseils et de les servir jusqu'au moment où je trouverais l'occasion de m'échapper.

Cette occasion ne devait pas se présenter. Quelques jours après mon arrivée à Janina, les coureurs d'Ismail se montrèrent aux portes de la ville, et Ali de Tépelen résolut de se retirer dans son château du lac pour y soutenir le siège. C'était une forte citadelle, formée de trois tours qui baignaient dans l'eau à l'extrémité de la presqu'île avancée dans le lac. Une nuit, les Arnautes transportèrent là de grosses caisses de fer qui contenaient les trésors du pacha; son harem, ses quatre cents femmes et ses fils suivirent; lui-même enfin, entouré de ses fidèles Albanais, se retira de la ville, qu'il livra aux flammes, et s'enferma dans la forteresse où je dus le suivre. — Tu n'attends pas, effendi, que je te raconte l'histoire de ce long siège, que chacun sait : je veux pourtant te dire comment est mort Ali de Tepélen, car depuis on a fait sur cette mort de faux récits, pris je ne sais où; moi, qui étais là à ses derniers moments, je sais bien comment les choses se sont passées. Pendant longtemps le vieux vizir ne perdit pas courage; chaque jour, quelques-uns des siens le quittaient; les bombes turques ravageaient la forte-

resse, incendiaient le harem, et les femmes avaient dû se réfugier dans les souterrains. Lui pointait ses canons, sortait à la tête de ses Albanais, et, le soir, il fumait tranquillement son tchibouq dans une casemate en regardant brûler les villages du lac sous le feu de l'artillerie. Cela dura une année jusqu'au jour où Kurchid, qui avait remplacé Ismaïl, vint débarquer ses soldats au pied du château. Alors les deux fils d'Ali entrèrent chez lui, disant : — Père, les Turcs sont les maîtres, par la volonté d'Allah! Il faut se rendre et demander l'aman. — Le vieillard haussa les épaules et ne répondit pas. — Pere, continuèrent-ils, nous te quittons, car tu ne peux plus résister. — Et ils partirent pour aller traiter avec les Turcs, suivis de beaucoup d'autres.

Alors Ali versa silencieusement des larmes sur sa barbe blanche; il appela par leurs noms les meilleurs de ses Arnautes et se retira dans la dernière tour; mais à partir de cet instant il sembla que ce fût un autre homme, sa volonté de fer était brisée, il restait immobile, et ne discutait plus avec les propositions qu'on lui faisait, comme résigné à la fatalité. Sa seule idée persistante était de garder son trésor : quand Kurchid promit de le laisser libre avec son or, il se prit comme un enfant à la promesse du Turc et sortit de la tour pour aller loger dans une petite maison de bois, sur l'île de Satiras. Nous n'étions plus qu'une douzaine autour de lui : se sentant malade et croyant que je pouvais le guérir, il ne me laissait pas m'éloigner; cet homme que j'avais vu si brave avait peur de mourir de son mal comme une femme. Nous étions là depuis quelques jours, quand on vint l'avertir que, malgré leurs promesses, les Turcs se préparaient à se saisir de lui. Aussitôt le vieux lion sembla renaître et redevenir lui-même : son œil éteint se ralluma, il demanda ses armes, fit ranger les Albanais autour de lui et attendit fermement les janissaires. Quand ceux-ci arrivèrent, Méhémed-Pacha reclama Ali de Tépélen : « Viens le prendre, » lui cria Ali, et il reçut la troupe à coups de fusil : devant l'effort des assaillants, on dut bientôt quitter la chambre basse où les soldats entraient de toutes parts et monter à l'étage supérieur par un étroit petit escalier de bois; là cinq ou six hommes qui restaient au pacha purent tenir près d'une heure en défendant l'escalier. Les balles trouaient le mince plancher, et tu peux voir aujourd'hui encore à Janina leurs traces sur le mur de cette maison. J'étais réfugié dans un angle de la pièce d'où je vis, quand l'escalier fut pris, le vieux maître de l'Épire, blessé et sanglant, se défendant toujours, venir tomber derrière le divan où on l'acheva à coups de yatagan. Tandis que le tchaouch détachait la tête du rebelle pour la montrer à l'armée, je m'évadai sans qu'on prît garde à moi, et tu croiras sans peine que je ne dormis pas cette nuit-là à Janina. Je m'enfuis dans le Mizi-

kéli et descendis par Metzovo sur la plaine de Thessalie. Je gagnai Volo sans me reposer. J'étais guéri du désir des aventures et des batailles; quand un brick autrichien, qui passait en Syrie, m'eut pris à son bord, je trouvai qu'il n'y avait si douce musique que celle du vent sifflant dans les voiles pour me ramener à notre maison.

III.

Tu as vu, effendi, le vent de l'Archipel jouer au printemps avec les plumes noires des grèbes, perdues à la vague. J'ai idée qu'il jouait de même avec mon sort. Il me porta à Rhodes. L'Autrichien, s'étant défait dans l'île de son chargement, dévi la d'y attendre la moisson avant d'aller en Syrie. J'étais sans ressources, je ne savais aucun état, il fallait trouver du pain; je me louai à un patron de Cymî, tu sais, la petite île entre Rhodes et la côte où l'on pêche les éponges, et il m'employa au dur métier de plongeur. J'appris à descendre au fond de la mer, à vivre plusieurs minutes sans respirer et à choisir dans la clarté trouble des profondeurs les belles éponges qui percent le sable. Je travaillai ainsi plusieurs mois pour amasser de quoi retourner dans mon pays. Quand j'eus mis dans ma ceinture une centaine de piastres, je dis adieu au patron et pris place un matin dans le caïque qui portait notre récolte de la semaine aux marchands de Rhodes. Celui-là encore ne devait pas me mener au port, et ce fut un vent plus rapide et plus puissant que le vent de mer, qui cette fois changea ma route. Comme nous doublions la pointe et le village de Stavro où sont les meilleures pêcheries de Cymî, les bateliers atterrirent pour puiser de l'eau à la source sous les figuiers. Je montai jusqu'à un champ de pastèques pour en acheter une couple; n'ayant trouvé personne, je m'endormis de lassitude au pied d'un platane. C'était un lourd midi de juillet, la vague chaude comme une lame de plomb nous renvoyait le soleil depuis l'aube.

Je n'avais guère dormi quand je fus éveillé par une voix d'enfant qui chantait la chanson que tu as dû entendre, la nuit, quand passent à la côte les pêcheurs des îles.

— Dans le courant de ma vie, — Pourquoi t'ai-je rencontrée, — Puisque tu n'étais pas pour moi, — Pourquoi t'ai-je regardée?..

En me voyant l'écouter, la chanteuse qui puisait de l'eau se leva et vint à moi, un quartier de pastèque à la main, un grand sourire au front. — C'était une fille de la mer, éclatante et dorée comme les roches de Cymî au feu de l'été, souple et gracieuse comme la voile au mât, semblant de même portée dans sa marche par le vent. Ses grands yeux brillaient d'une lumière verte comme celle qui

éclaire les eaux profondes où je travaillais. Sur ses épaules roulaient des cheveux si fins et si ensoleillés qu'ils me rappelaient les longs écheveaux de soie vierge avec lesquels je jouais au rouet de ma mère quand elle descendait du Liban après la récolte des cocons. Tout cela faisait une beauté étrange et fière que je n'avais jamais vue aux pauvres filles de nos marins. A mon air étonné, l'enfant se prit à rire bien fort, d'un rire singulier qui sortait des yeux, de la bouche, de la gorge, de partout, comme le frisson de toutes les plumes d'un oiseau qui prend son vol. Elle me tendit sa moitié de pastèque et mordit à l'autre morceau avec de si fraîches lèvres rouges que je ne savais plus où finissait le fruit, où commençait la chair. — Je te parle de tout cela, effendi, comme de choses d'hier; c'est qu'après tant d'années descendues sur ce souvenir, il m'est plus présent encore que celui du jour où j'entendis pour la première fois les balles turques, où je vis flamber Vrachori. — Prends donc, frère, dit la belle fille; qui es-tu? Je ne t'ai jamais vu à l'église ni au marché. — Je racontai que j'étais de Syrie, nouveau dans l'île, et que je passais, allant à Rhodes. — Tu vas à Rhodes! fit-elle vivement : dis à mon père, qui vend les éponges sur la marine, qu'il m'achète une petite, toute petite croix d'or. Tant que je n'aurai pas de croix d'or, les épouseurs ne viendront pas. Et si tu repasses, en retournant lundi à la pêcherie, rapporte-la-moi. — Je ne repasserai plus par Stavro, je pars pour mon pays. — Alors donne-moi ta main, que je lise; ma mère était de Smyrne, et les tziganes, qui dorment sous les tentes noires dans les plaines, lui ont appris à lire ce qui est écrit là du lendemain. — Elle prit gravement ma main, regarda et repartit de son grand rire enfantin : — Il y a écrit là que tu ne partiras pas! — Là-dessus elle disparut dans les figuiers en reprenant sa chanson et se retourna deux fois pour me crier : — N'oublie pas la croix d'or!

Les bateliers m'appelaient du caïque. Je demandai à l'un d'eux, un homme de Stavro, quelle était cette rieuse jeunesse. — C'est la fille de Michali, le pêcheur d'éponges, répondit-il, la belle Lôli; on la nomme ainsi dans le pays parce qu'elle est un peu bizarre (c'est le mot qui veut dire folle dans le dialecte de la côte de Smyrne), et comme avec cela elle est pauvre, les garçons ne se pressent pas de la demander. — Je ne dis plus rien, mais jusqu'à Rhodes je regardais l'eau où couraient pour moi des images nouvelles, et j'entendais frissonner le rire singulier de Lôli dans la brise. Le sang me battait au cœur et aux tempes comme lorsque j'étais au travail sous la mer, retenant mon haleine. Jusqu'alors ma vie agitée et soucieuse ne m'avait pas laissé le temps de sentir l'âge d'amour, je compris que le jour était venu pour moi comme pour les autres.

Que te dirais-je, ellendi? Tu sais ce qu'il advient aux jeunes, quand la tête manque ainsi qu'un gouvernail mal arrimé et ne peut plus rien contre le courant. En débarquant sur le port, au lieu d'aller m'enquérir des bateaux en partance, je montai au bazar et laissai machinalement tomber mes piastres sur le comptoir du joaillier, où je pris une croix d'or; le lendemain le caïque me ramenait à Cymi, et je m'arrêtais à Stavro. Quand Lôli vint à la source, je lui présentai tout tremblant le bijou.

L'enfant battit des mains, le passa à son cou et courut, légère comme une perdrix, jusqu'à la grève, où elle se pencha longuement sur l'eau, les pieds dans la vague, pour voir briller la croix à son corsage. Puis, remontant à moi, avec son grand rire : — Tu ne pars donc pas? La main a raison? — Non, fis-je tout honteux, j'ai changé d'idée, je vais redemander du travail au patron. — Frère, prends garde, dit-elle en redevenant sérieuse, prends garde au fond bleu de la mer; il y a des démons méchans qui attirent les pauvres plongeurs et les attachent avec des chaînes de corail, comme ceci, — elle montrait des brins de ce faux corail que nous trouvons parfois en cherchant l'éponge, tressés dans ses cheveux, et qui brillaient là comme les cerises de juin dans les vergers de Damas, — les démons les emprisonnent dans leurs palais de verre et les font lentement mourir; plusieurs de nos garçons y sont restés qu'on n'a jamais revus : frère, prends garde au fond bleu de la mer! — Je n'ai pas peur des démons et je leur arracherai leurs trésors, Lôli, si tu veux être ma fiancée. — Viens voir le père demain, il rentre à l'île, — dit-elle en riant à nouveau et en s'échappant toute rouge, et je l'entendis encore me crier du haut de la colline : — Prends garde au fond bleu de la mer! — Le lendemain, Michali accueillit ma demande, mais en ajoutant que, n'ayant rien ni l'un ni l'autre, il me fallait au moins deux années de travail pour gagner de quoi m'établir. Et je m'en fus, le cœur plein de courage et de douces chansons, me louer de nouveau à la pêcherie.

Les deux années passèrent, du temps béni où c'était joie de vivre. Mais que serait-ce à te raconter? Chacun a les siennes, n'est-ce pas, indifférentes pour les autres et dont le souvenir lui est tout. Le jour, je travaillais dans ma claire prison sous les masses d'eau et je m'attachais au dur métier, car le fond de la mer est fait pour ceux qui rêvent, le plongeur vit dans un miroir peuplé de formes vagues, qui lui semblent toutes la figure qu'il a au cœur; quand je me sentais pris dans toutes ces algues pâles et baigné par tous ces rayons verts des grands fonds, je croyais à de molles caresses des cheveux et du regard de ma Lôli. Le soir, la tâche finie, je partais pour Stavro, chargé de beaux coquillages et des coraux dont elle aimait

à se couronner le front. Je trouvais la fiancée assise devant la porte du père, sur le tas d'éponges fraîches qu'elle triait : à la voir toujours ainsi, perdue dans des lits de varechs et de plantes marines, parée de coquillages, les bras et les mains ruisselans de gouttes d'eau, il me prenait parfois des peurs bizarres qu'elle ne s'évanouît comme mes visions du fond de la mer. — C'est que je m'affolais chaque jour davantage, et je sentais que tout le bien de mon âme passait à elle. Je m'aperçus vite que les pauvres pêcheurs l'appelaient folle parce qu'ils ne pouvaient pas la comprendre; elle devinait les choses au-dessus de leur esprit, et moi, qui ai étudié dans l'église, j'avais peine à la suivre. Elle savait surtout mille secrets de la mer, les histoires diverses que se disent les vents de tempête et les petites brises de l'aube, les musiques changeantes de la vague sur le galet suivant les saisons et les heures, les querelles du flux et du reflux, les colères et les tristesses des lames. Elle savait aussi beaucoup du ciel et des étoiles, qu'elle regardait volontiers quand il faisait nuit sur l'eau, pourquoi les unes marchent autour des autres immobiles, où vont celles qui disparaissent et ce que cherchent les plus voyageuses en descendant dans les recoins sombres du firmament. Enfin elle m'apprenait, et cela me plaisait plus encore, à écouter au dedans de nous une musique plus divine que celle des flots et des étoiles; le grand rire fou de Lôli se taisait, le soir, quand nous nous promenions ensemble sur la grève; elle m'enseignait les larmes qui montent aux yeux du cœur plein, sans savoir pourquoi elles montent, parce qu'on sent la terre féconde, le ciel bon, la vie chaude autour de deux âmes perdues d'une aise triste. Elle me faisait raconter aussi mes matinées de travail et aimait avec une curiosité passionnée m'entendre parler des royaumes marins où je vivais, du monde étrange qui se meut au fond des eaux, des bêtes et des plantes cachées, des palais de verre que bâtit la lumière oblique. Ses yeux brillaient alors d'un désir fou, et elle disait : « Il faudrait aller plus profond encore, pour voir. »

Ainsi, te dis-je, passèrent les deux années, et je les revois toutes blondes d'amour comme ensevelies dans un suaire tissé avec les cheveux dorés de Lôli. — Vers la fin de la seconde, j'avais amassé de quoi acheter une petite maison à Stavro. Je vins au village le dimanche avant la Pâque, il fut convenu qu'on nous marierait après la fête et que je m'associerais avec Michali. Pendant cette dernière semaine, je devais aller travailler au grand banc de Leuka, tout au nord de l'île, là où sont les meilleures pêcheries, pour gagner la robe de noces de Lôli. J'embrassai ma fiancée et partis en chantant, sans me douter que le malheur allait prendre ma place à sa porte.

Or voici comme Dieu nous frappa. La veille du grand jeudi, Michali alla de son côté à la pêche dans les fonds dangereux, à une

brasse de la côte. Tu sais peut-être, effendi, que le plongeur descend jusqu'à quarante pieds impunément; mais c'est tout le poids d'eau qu'un homme peut supporter. Quand il dépasse cette limite, ne fut-ce que d'un pied ou deux, il travaille comme si de rien n'était et remonte à la surface sans aucun mal apparent: mais, aussitôt revenu à l'air, il tombe foudroyé. Depuis lors, un médecin d'Europe, que les marchands francs ont amené avec eux quand ils ont installé à Cymî les machines à plonger, m'a raconté qu'il avait visité des pêcheurs morts de cette manière : ils avaient les os du cou brisés et pleins de petites bulles d'air rentrées. Ce jour-là donc, le vieux Michali, attiré par quelque riche trouvaille, tira imprudemment sur la corde de descente et dépassa la limite; quand on le remonta, il s'abattit sur la plage comme un pin touché de la foudre et rendit le souffle. On le rapporta mort à la maison, et ce n'était là que le premier coup du mauvais ange, qui frappe toujours deux fois à la même porte. A ce moment revenait à Stavro un certain Costaki, qui avait travaillé avec moi cette semaine à Leuka. Costaki était un garnement mal famé, qui avait demandé deux fois ma fiancée en mariage et qu'elle avait refusé avec son grand rire dédaigneux. Plus d'une fois dans nos promenades, le soir, nous l'avions rencontré nous jetant des sorts. Une idée d'enfer vint à l'esprit du misérable. Il entra au milieu de la nuit dans la maison où Lôli et sa mère, la vieille Sophia, veillaient tout en larmes le corps du défunt. La mine harassée et contristée, il prit à part la mère et lui dit, de façon à être entendu de Lôli : — Pauvre Sophia! qu'avez-vous fait au Christ? J'arrive de Leuka, où nous avons retiré de l'eau ce matin le corps de Vangheli. Il a voulu trop gagner pour votre fille et s'est fait descendre au banc de la Mort, où ont péri l'autre année les deux fils d'Hadji Vassili; cette fois encore le banc ne nous a rendu qu'un cadavre. Que la Vierge ait pitié de Lôli! — Celle-ci, ayant tout entendu, se jeta sur le scélérat et lui dit de parler; il recommença son histoire les larmes aux yeux. Alors la malheureuse, l'esprit déjà troublé par la mort de son père, jeta un grand cri, puis son rire habituel éclata dans la chambre; cette fois elle était là bien nommée, la pauvre Lôli, elle était folle!

Ne sachant rien de tout cela, j'avais touché ma pièce d'or le samedi, et je m'en revins, marchant toute la nuit; les cloches joyeuses, qui sonnaient la résurrection aux églises, me donnaient courage. J'arrivai au village dès l'aube, et voyant la vieille Sophia sur sa porte, je criai de loin en chantant : — Éveille-toi, Lôli, Christ est ressuscité, éveille-toi, Lôli! — La mère courut à moi en arrachant ses cheveux blancs : — Appelle-la Lôli, vraiment Lôli désormais. — Et elle me raconta l'affreuse histoire. Au même instant, un rire que je connaissais bien, et la chère chanson de la bien-aimée, se firent

entendre au bout de la rue. Ma fiancée se précipita vers moi; mais le mauvais esprit avait si étrangement travaillé son cerveau, qu'elle s'imagina revoir son père. — Père, père, me dit-elle, les démons ont étouffé le pauvre Vanghéli dans le fond bleu de la mer! — Et elle me redit tous les détails de la mort de Michali, auxquels elle avait assisté, croyant parler de la mienne. En vain, je la serrai dans mes bras, je l'appelai, je la couvris de larmes et de caresses: elle recommençait de nouveau le récit de l'agonie de son père, qu'elle m'appliquait à moi-même. Durant plusieurs semaines, j'essayai tout pour rappeler sa raison; je n'obtins d'elle que son histoire désolée, son rire et sa chanson. Douce d'ailleurs et inoffensive, elle allait comme autrefois aux figuiers et sur la grève écouter la mer. Je résolus de la mener aux médecins d'Athènes. La veille du jour où nous devions partir, elle ne se trouva pas au souper. Inquiet, je descendis au rivage. Il faisait cette nuit une grande lune dans un ciel de nuages, qui éclairait par instant la terre mieux qu'un matin d'hiver. Quand je fus au platane où j'avais, pour la première fois, rencontré ma fiancée, je l'aperçus de loin, dans sa blanche robe de noces qu'elle portait toujours, sur la crête de la falaise qui monte à cet endroit à pic au-dessus de l'eau. — Père, cria-t-elle en m'entendant venir, père, regarde Vanghéli qui passe! — Et du doigt elle montrait sur l'horizon de mer une petite voile qui cinglait dans un rayon de lumière avec une vague apparence de forme humaine. — Vanghéli! Vanghéli! — Elle répéta mon nom en battant des mains, et avant que j'eusse pu courir ou crier à la Vierge, je vis la robe blanche disparaître comme un goëland qui s'envole; le grand rire éclatant s'éteignit dans le bruit sourd d'un corps qui tombe à l'eau. Je plongeai sur sa trace, et vingt fois je parcourus le fond de roches au pied de la falaise; mais la lune s'était voilée, et malgré l'expérience de mon métier, cette mer que je connaissais si bien resta ténébreuse et vide pour moi. Quand je revins épuisé à la surface, la clarté renaissait sur les flots, et je vis à ma gauche une écume blanche sur une lame comme des plumes de cygne. Je nageai en hâte de ce côté; comme j'approchais, le rayon frappa des tresses dorées et des rameaux de corail sur cette blancheur, un nuage fit de nouveau la nuit sur la mer, et cette dernière vision s'évanouit comme une vapeur. Depuis, personne n'a rien revu ni retrouvé de Lôli.

Voilà cette triste histoire. Il me reste à te dire, ce que tu attends sans doute, comment je me vengeai. Dès le lendemain, je retournai à Leuka reprendre ma place. Aussitôt à la mer, je me fis descendre à l'endroit où venait de plonger Costaki. A peine eus-je entrevu l'assassin courbé sur sa besogne, que je me jetai sur lui et le terrassai dans le sable en le frappant de mon couteau à éponges. Ce

fut pendant quelques secondes une lutte terrible dans la demi-nuit des profondeurs, sous le poids de la montagne d'eau. Le sang qui s'échappait des blessures troublait le fond où je poursuivais ma victime, et je frappais encore aveuglément, tandis qu'étouffée par le râle elle avait déjà ouvert la bouche et bu la mer. Je coupai la corde de secours enroulée à son corps, que j'amarrai solidement à une roche; puis je donnai le signal de montée. Mes camarades avaient déjà ramené la corde de Costaki, effrayés de ne plus sentir son poids. — J'ai vu passer le requin, leur dis-je, il aura entraîné le pêcheur. On en a signalé deux l'autre semaine à Cymî, où la pêche est arrêtée. Pour moi, je ne plonge plus. — Ils me regardèrent d'un air de doute, mais aucun ne souffla mot, sachant mon malheur, et que j'avais droit de faire justice. Sans réclamer mon dû, payé par ma vengeance, je quittai sur l'heure la pêcherie pour atteindre à Cymî le caïque de Rhodes, d'où je passai sur le premier voilier en partance. Le Seigneur miséricordieux a fait la terre si grande afin que ceux qui souffrent puissent marcher devant eux jusqu'à ce qu'ils aient lassé le souvenir qui les poursuit.

IV.

En achevant cette partie de son récit, Vangheli se tut un moment: sa parole s'attardait avec son âme à des pensées encore lourdes, malgré l'usure de tant d'années; puis, secouant la tête comme pour chasser un essaim importun, il fit le geste de qui rejette un fardeau derrière soi, et reprit :

— J'étais monté sur une felouque de Thasos, mauvaise marcheuse et mal gréée; une forte brise nous obligea de faire route au plus près des côtes de Candie, et je n'eus pas, comme la première fois, la chance d'échapper aux Égyptiens. Une bordée malheureuse nous porta sous le vent d'une frégate qui nous reconnut, nous donna la chasse et s'empara de nous. On me jeta avec les hommes de l'équipage dans l'entrepont, et, quelques semaines après, j'étais amené à Alexandrie et vendu comme esclave au bazar. Tu peux croire, effendi, si je maudissais mon sort et ma sottise à courir les hasards du monde, tandis qu'assis sur ma natte dans la cour du grand khân, j'écoutais les acheteurs débattre ma valeur. On demandait cher de moi, parce que je parlais la langue arabe, étant de Syrie, et qu'on me croyait habile aux travaux de la mer. Il vint enfin un gros marchand de Mansourah qui donna le prix demandé et me plaça comme reïs sur une de ses dahabiehs. Durant une année, ma vie se passa à remonter ou à descendre le Nil avec les chargemens de cotons et de dattes, penché jour et nuit sur la barre de mon gouvernail. J'aurais pu trouver plus dur maître et plus dur métier, c'est vrai;

mais, vois-tu, le grand mal de l'esclave, c'est qu'avec son corps le maître a acheté son espérance; et il faut avoir été esclave pour savoir quelle misère c'est de manquer de ce pain-là. Pourtant, comme il est sage de se résigner aux choses qui arrivent, je m'étais habitué peu à peu à l'idée de voir finir mes jours tous semblables, comme les palmiers de la berge qui disparaissaient derrière moi. C'est alors qu'un hasard heureux vint rouvrir ma vie fermée.

Un soir que nous étions mouillés à Louqsor, nous vîmes accourir des cavass qui éveillèrent brusquement le maître et réquisitionnèrent sa dahabieh pour Ibrahim, le fils du pacha d'Égypte; comme le prince remontait le Nil, se rendant à Assouan, sa barque s'était ensablée au-dessous de nous, et il envoyait chercher pour la remplacer la première qu'on trouverait au village. — C'est ainsi que je devins pour un temps le réïs du propre fils du grand Méhémet-Ali. En montant à bord, Ibrahim parla avec bonté à chacun de nous : ayant appris que j'étais Syrien, il s'approcha de moi et me demanda, avec un intérêt que je ne m'expliquais pas, des détails sur le pays. Je fus amené ainsi à lui conter mon histoire. Quand j'arrivai à mon séjour chez Ali de Tépélen, le prince s'assit brusquement, son œil brilla, et il me retint deux heures de nuit à lui répéter tout ce que je savais du pacha de Janina. Cela continua ainsi presque chaque soir; à l'heure où l'on amarrait la dahabieh à un tronc de palmier pour attendre l'aube, Ibrahim faisait apporter son tapis et sa pipe à l'arrière du pont, m'appelait auprès de lui, et me commandait gracieusement, comme il savait le faire, de lui conter des histoires de la guerre de Morée ou de lui parler des villes de la côte de Syrie. Quand nous fûmes de retour à Louqsor, j'entendis avec joie le pacha dire à mon maître : — Combien ton réïs? — Cent talaris. — Les voilà, je le prends. — Et jetant une bourse, Ibrahim m'emmena avec lui.

Nous débarquâmes au Grand-Caire, un matin, comme le brouillard se replitait sur le fleuve; la ville bâtie par les génies en sortait toute dorée, remplissant le ciel de dômes et de minarets. Moi qui n'avais encore vu que les pauvres villes de Syrie et de Morée, il me semblait entrer dans un conte. Je suivis Ibrahim, qui allait saluer son père au Seraï; quand je vis Méhémet-Ali, je compris qu'Ali de Tepélen n'avait été qu'un brigand heureux, mais que celui-ci était vraiment un prince de la terre. On sentait la force et la raison dans tout ce qu'il disait, l'attachement et le respect chez tous ceux qui l'entouraient. Le pays était riche, vivant, fertile en choses nouvelles comme le limon du Nil en moissons : les Européens y arrivaient de toutes parts, apportant leur science et leur or. Tu as dû entendre dire que Méhémet-Ali fut un maître cruel et sanguinaire; mais tous ceux qui ont connu l'Égypte d'alors savent bien qu'il

fallait une main de fer pour le travail entrepris par le grand pacha; si l'on partage en deux poids le mal qu'il fit à ses ennemis et le bien qu'il fit au pays, c'est ce dernier qui emportera la balance. Ainsi l'a jugé la reconnaissance de tous les hommes sages qui l'ont vu à l'œuvre. Mais ce n'est pas l'affaire d'une pauvre créature comme moi de prononcer sur les princes, et je m'en tiens à mon humble histoire.

Ibrahim, moins énergique que son père, était doux et juste; chacun s'attachait à lui. J'entrai toujours plus avant dans sa confiance. Mon emploi était de lui apporter les pipes et le café; tu sais que chez nous le pauvre esclave qui sert ainsi le maître est souvent plus près de son esprit que les beys qui s'assoient à côté de lui. Après trois années passées de la sorte, j'étais devenu une sorte d'intendant dans sa maison. Ce moment de ma vie fut bon; seulement, l'été, à Alexandrie, il ne fallait pas trop regarder le fond de la mer, quand je m'asseyais sur la plage; je me sentais alors glisser dans les tristesses passées en y revoyant ce que tu sais.

Un hiver, comme nous revînmes au Caire, il se fit de grands assemblemens de troupes; je m'aperçus qu'il se préparait de graves choses, j'entendis les conversations du prince au divan, et je m'expliquai pourquoi il m'interrogeait si vivement depuis les premiers jours sur les villes de Syrie. Je fus alors témoin d'une scène qui m'est restée toute fraîche dans la mémoire et que je puis te raconter. Il y avait en ce temps à la grande mosquée d'El-Ahsa un uléma célèbre par sa science et sa sainteté, qu'on appelait cheikh Yakoub Quodjah. Il venait souvent au Séraï et conversait longuement avec Ibrahim, que je trouvais toujours plus pensif après ces entretiens. Un soir que cheikh Yakoub était venu suivant son habitude, le prince m'appela, me dit de rouler son tapis de prière sur mon âne et de le suivre. Nous sortîmes tous les trois; le cheikh, qui nous précédait sur son ânesse blanche, prit le chemin des Tombeaux des khalifes. Tu connais sans doute, effendi, ce désert sombre et superbe où les anciens khalifes d'Égypte reposent dans le sable, sous les chapelles merveilleuses des architectes d'autrefois; si tu ne le connais pas, aucune parole ne peut te donner idée de ce qu'il y a d'effrayant et de grand, la nuit, dans cette ville morte de mosquées qui dort dans un repli du mont Mokattam, sans hommes, sans bruit, sans couleur, toute grise dans le noir. Nous nous arrêtâmes au centre, au pied du minaret de Kaït-Bey, qui se dresse comme le cierge entouré de fines dentelles qu'un riche porte à l'église la nuit de Pâques. J'étendis le tapis d'Ibrahim sur un turbé où est enseveli un saint vénéré; tandis que le prince se mettait en prière, cheikh Yakoub disparut; un moment après nous le vîmes poindre dans le ciel sur la plus haute galerie du minaret. Il portait le bonnet et

l'ample robe des derviches; un peu de lune éclaira là-haut ce grand fantôme, qui tournait lentement, comme un oiseau du Nil. D'une voix forte comme sera l'éclat de trompette du jugement, il entonna l'appel habituel du muezzin au nom d'Allah, et continua par cette litanie, qu'il jetait à la ronde aux tombeaux des quatre points : « Levez-vous, khalifes et émirs d'Égypte, levez-vous, fils d'Omar! lève-toi, Hakem le Terrible, lève-toi, Salah-ed-Din le Conquérant, lève-toi, sultan Barkouk, lève-toi, sultan Gouhri!.. » Le prince se dressa tout surpris et regarda : voici que de toutes parts, des deux grands portails de Barkouk, des cours de Kaït-Bey, de tous les monumens qui faisaient de l'ombre au loin sur le sable, sortaient et glissaient des formes vagues; j'ai pensé depuis que c'était peut-être les chameliers que la nuit surprend parfois endormis dans ce lieu, peut-être les chacals qui y viennent rôder, et dont les yeux de braise nous regardaient fixement; mais à cette heure, terrifiés comme nous l'étions, nous crûmes que les morts répondaient à l'appel du quodjah. Lui continuait là-haut de sa voix tonnante : « Levez-vous tous, dites à Ibrahim, héritier des khalifes, que l'heure est venue de marcher. A lui l'étendard des saints, à lui le khalifat des croyans, à lui le trône affaissé de Stamboul : par lui le sang doit couler et l'empire d'El-Mohawi refleurir dans le sang; dites-lui que Dieu l'a marqué, qu'il marche ou qu'il sera maudit! » Et je ne sais si ce fut encore le glapissement des chacals, mais il nous sembla entendre des échos lointains qui se redisaient de tombe en tombe : « Amin, amin! » Le prince se prosterna de nouveau sur les turbés et pria longuement, puis, sans dire une parole, il reprit sa monture et repartit.

Le lendemain matin, quand je descendis dans les rues pleines de peuple, les muezzins appelaient de toutes les mosquées les Arabes à la guerre, les soldats sortaient des camps; le jour même Ibrahim m'ordonna de faire ses préparatifs de départ; une semaine après la belle armée du pacha d'Égypte, comme un nuage de sauterelles, couvrait le désert de Suez de chameaux, de chevaux, d'hommes et de canons. Mon maître marchait en tête, et je le suivais, plantant sa tente chaque soir au camp, mêlé insouciamment, moi pauvre esclave, à cette foule qui marchait à la conquête du monde.

Tu as lu dans les livres l'histoire de cette longue guerre, et je ne t'en dirai rien que tu ne saches mieux que moi. Tu n'ignores pas comment nous traversâmes la Syrie conquise, et le Liban et le Taurus. Les soirs de bataille, j'attendais le pacha devant sa tente; quand il revenait fatigué, sanglant et victorieux, je préparais les coussins sur les tapis de Perse; mais Ibrahim ne connaissait guère le sommeil : sa tête travaillait sans cesse, tandis que son armée reposait, le sommeil le fuyait, et quand il ne pouvait plus retenir près

de lui ses officiers harassés, il m'appelait pour lui conter des histoires, auxquelles il prenait un plaisir d'enfant. Quelquefois il m'interrompait brusquement, son idée le ressaisissant, et il parlait tout haut, comme pour lui seul, de ses projets, de ses plans pour la réforme de l'empire qu'il allait conquérir. Il disait des choses sages et justes; j'ai toujours pensé que les peuples auraient été heureux avec lui. Le soir de Konieh, quand il remonta en fièvre de la plaine couverte de cadavres, je me souviens qu'il ne ferma pas les yeux un instant; il parla de Stamboul, où il croyait arriver dans quelques semaines, il nomma les palais du Bosphore où son père et lui s'établiraient, les beys arabes auxquels il confierait l'administration des provinces.

L'armée s'avança encore jusqu'à Kutahieh, et s'arrêta là. A partir de ce jour, je ne reconnus plus Ibrahim. Lui, si bon et si juste pour nous tous, il devint chagrin, violent et tyrannique. Je comprenais qu'il était aigri par la rencontre d'obstacles imprévus que j'ignorais; je sais seulement que toutes ses paroles étaient pour se plaindre amèrement des rois d'Europe qui l'arrêtaient dans sa marche, et qu'il accusait sans cesse l'injustice des étrangers. Peu de temps après, il me donna l'ordre de tout apprêter pour retourner en Égypte, et il avait des larmes dans les yeux en me le donnant. Il partit avec une petite escorte, laissant ses troupes en Asie, pour aller consulter son père. Je passais toujours les nuits près de lui; il dormait encore moins que par le passé, mais alors il restait silencieux, le regard perdu comme celui qu'on vient d'éveiller d'un rêve. Quand on le tirait de sa contemplation, il redevenait emporté et brutal : pour la première fois je me souvins que j'étais esclave, et le désir me prit de quitter un maître si dur.

Un nuit que nous campions à Sabjun, dans la montagne de Syrie, comme je me levai à la première aube, je vis au-dessous de nous, tout au fond des gorges qui descendaient à la côte, au bout de l'horizon, une ligne bleue et de petites taches blanches au bord qui brillaient dans la lumière du matin; c'était la mer, et l'une de ces taches était Lattaquieh. Je fus tout saisi par cette vue, et les idées qui me montèrent à la tête en ce moment achevèrent de me décider : j'entrai doucement dans la tente où le pacha s'était assoupi un instant, je baisai sa main qui pendait sur les coussins, car il avait été bon pour moi dans le temps passé, et je m'enfuis par le bois de cèdres dans le col de la montagne; j'y restai caché trois jours; quand j'appris qu'Ibrahim s'était éloigné avec tout son monde, je repris ma course et descendis à la mer. En entrant dans les jardins de Lattaquieh, je reconnus notre petite maison sur le port, telle que je l'avais laissée vingt années auparavant; mon vieux père était assis devant la porte; mais à la suite d'une mala-

die d'yeux, prise dans un voyage au désert de Gaza, il était devenu aveugle. — Père, criai-je, tu ne me reconnais pas? — C'est la voix de Vanghéli, dit le vieux à la mère; tu fais bien de revenir, garçon, car je m'en vais, et tu continueras les affaires. — Quelques jours plus tard en effet, le père rendait son âme en me disant : — Tu as vu qu'on ne trouve pas le repos en courant le monde; reste où j'ai vécu, et que Dieu te fasse prospérer plus qu'il n'a fait pour moi. — Il ne me laissait que sa boutique et son bon renom pour m'achalander auprès des pêcheurs avec qui de nouveau j'allais vivre.

V.

Je suivis les conseils du père; pour un long temps, je n'ai plus rien à te dire de ma vie; ce fut celle de tous les pauvres gens qui m'entouraient. Après les années si troublées que je t'ai contées, elle dormit durant bien des saisons comme l'eau tranquille de la petite anse où je renflouais les barques avariées en haute mer. Quand je regarde, du point où je suis arrivé, tout ce grand espace calme pris entre les orages du matin et ceux du soir, il m'apparaît comme un moment, et pourtant je vécus ainsi près d'un quart de siècle; j'approchais de la vieillesse et je me figurais qu'elle continuerait mon repos jusqu'à la fin de tout homme. Le Seigneur en décida autrement : mes derniers jours furent aussi errans que les premiers; mais aux aventures des vieilles gens, il manque l'insouciance et l'espérance, qui font supportables toutes celles de la jeunesse.

Je ne fus pas recherché durant tout le temps que les Égyptiens occuperent le pays jusqu'à Nésib. De longues années de paix suivirent pour les chrétiens de Syrie, pendant lesquelles ils oublièrent les idées qui avaient fait travailler les têtes autrefois : tu sais comment ils furent cruellement réveillés par les massacres de Damas. Pour moi comme pour tant d'autres, c'est de cette heure lamentable que datèrent les mauvais jours. Peu de temps auparavant, j'avais hérité d'un parent un petit bien au village de Hasbeya, dans la vallée du mont Hermon; comme le commerce de la soie rapportait alors de gros bénéfices, j'avais vendu ma boutique de Lattaquieh et je m'étais établi à Hasbeya, où je faisais des affaires de cocons. Ce fut là que j'appris par des fuyards les premiers massacres de l'année soixante à Damas. Nous pensions être en sûreté dans nos montagnes, et quelques familles prudentes descendirent seules à Beyrouth. Une nuit que tout dormait comme d'habitude dans le village, on fut éveillé en sursaut par un tumulte de cavaliers, de flammes et de cris : c'étaient les Druses qui s'abattaient comme un ouragan sur nos maisons. Avant qu'on eût pu se reconnaître, les filatures et

les magasins flambaient, le sang coulait par les rues, la moitié de la population râlait sous les pieds des chevaux qui portaient les assassins. Je n'oublierai jamais l'aube de ce jour où je vis, sur la terrasse avancée de l'église qui domine le village, ce qui restait des habitans de Hasbeya, hommes, femmes et enfans, parqués comme des moutons, rendus fous par cette terreur subite, riant bruyamment aux flammes qui les entouraient; c'était l'horreur de l'enfer vue par les vivans. Affolé comme tout le monde, je gardai pourtant assez de raison pour gagner les bois, au lieu d'aller me jeter, comme tant d'autres le firent, sous le yatagan des bourreaux: j'échappai ainsi sans blessures; mais, dans cette nuit de malheur, tout ce que je possédais fut consumé comme vient de l'être cette feuille de tabac dans mon calioun; les chemins se rouvraient devant moi vides, sans but et sans pain. Je pris par le nord et quittai rapidement la montagne, où les scènes de Hasbeya se renouvelaient dans chaque village : je ne m'arrêtai qu'à Hamah, le pays étant resté paisible de ce côté.

Comme j'étais assis à la porte de la ville, entre les moulins qui travaillent à grand bruit sur le Nahr-el-Asy, je vis arriver un cavalier qui descendit près de moi pour se laver à la rivière et revêtir de beaux habits, ainsi que font les voyageurs qui viennent de loin avant d'entrer dans les villes. Je le reconnus pour un Franc sous le costume d'Anatolie qu'il portait; il me salua honnêtement, et nous allâmes prendre le café ensemble sous le sycomore. — C'était un de ces *graineurs*, comme on les appelle, qui parcourent sans cesse nos contrées du Liban au Caucase pour chercher de bonnes graines de vers à soie et les envoyer en Europe. Tu sais qu'ils voyagent ordinairement avec un homme du pays, leur associé ou leur domestique, qui porte les sacs sur son mulet, et qu'ils vont ainsi par les forêts et les montagnes, couchant sous le ciel, vivant comme de vrais Bédouins du Haurân. L'étranger me confia qu'il était fort embarrassé de remplacer son aide, un Maronite d'Édhen, qui avait péri dans la boucherie de Damas. Apprenant ma détresse et voyant que j'étais entendu dans le commerce qu'il faisait, il me proposa de m'associer à lui. J'acceptai ce que le ciel m'envoyait pour sortir de peine : trois jours après, nous quittions Hamah pour traverser toute l'Anatolie et nous rendre au Caucase. Le graineur, pensant qu'il n'y avait rien à faire dans la malheureuse Syrie cette année, avait résolu d'aller travailler en Arménie et dans le pays de Tiflis.

Mon nouveau maître était un homme actif, bon, un peu triste. Il me parut, à ce qu'il disait, qu'il avait dû quitter sa patrie depuis quelques années à la suite de certains événemens politiques. Le soir, quand nous descendions de cheval à l'étape, il tirait de sa sa-

coche de petits livres dans la langue de son pays et lisait fort tard. Parfois il m'expliquait en turc, ne sachant pas le romaïque, ce qu'ils contenaient : j'ai appris bien des choses avec lui, plus même qu'autrefois en écoutant le sage Ibrahim; il savait comment vivent les plantes et la raison de beaucoup d'actions humaines; il connaissait des secrets pour guérir les malades; aussi étions-nous bien reçus et nourris dans les villages. Le plus souvent nous couchions dans les bois où nous avions marché tout le jour; il aimait demeurer ainsi seul parmi les chênes : il avait coutume de dire que la forêt est une foule, pleine d'âmes diverses, qu'il y a autant de vie cachée et de vie meilleure dans la multitude des arbres que dans les réunions d'hommes. — L'hiver, nous rentrions dans les villes, à Trébizonde, à Tébriz; le maître allait au khân attendre les voyageurs; tout en préparant les marchés de graines pour le printemps, il apprenait d'eux comment les gens des pays lointains se gouvernent, comme ils adorent Dieu chacun à leur manière. Je m'étonnais parfois de le voir tomber d'accord avec les mollahs, même avec les païens de Perse, qui adorent le feu; il expliquait que les différentes lois sont faites pour des âmes différentes, et que toutes sont bonnes quand on les suit avec vérité et simplicité. Je crois vraiment que, si j'étais resté plus longtemps près de cet homme sage, j'aurais appris à penser comme vous autres gens d'Europe; mais il en était ordonné autrement.

Le second été que nous passâmes ensemble, mon maître résolut d'aller travailler dans la province de Brousse, où l'on disait que les graines étaient belles cette année-là. Nous descendîmes dans l'intérieur par Siwas et Angorah. A Yéni-Chéir, nos hôtes grecs voulurent nous retenir en nous prévenant que les passages du mont Olympe étaient occupés par des bandes de Zéibeks. Nous partîmes sans tenir compte de l'avis, et nous nous engageâmes dans les défilés au nord de la montagne; le dernier soir, comme nous voulions forcer l'étape pour arriver à la ville, la nuit nous prit dans les châtaigniers; tandis que nous cherchions la route perdue, un coup de fusil partit dans le taillis, une voix nous cria d'arrêter, et cinq ou six de ces grands bandits comme tu en as vu hier à Géiveh, se pavanant sous leurs hauts bonnets et leurs belles armes, nous barrèrent le chemin. Le maître était brave, il voulut passer outre; les Zéibeks se précipitèrent sur lui, le tuèrent sous mes yeux et emmenèrent son cheval chargé de ses effets; pour moi, ils se contentèrent de me laisser meurtri de coups sous mon mulet.

Je fus recueilli par des bûcherons de l'Olympe, qui me soignèrent quelques jours. Quand je fus remis, je m'acheminai vers Brousse, me demandant une fois de plus ce qu'il allait advenir de moi; fort inquiet, en outre, de ce qui était arrivé, car chez nous il

ne faut jamais être mêlé à un crime; c'est souvent dangereux pour les criminels et toujours pour les témoins. Aussi étais-je bien résolu de n'en parler à personne : ordinairement ces accidens s'oublient; mais comme celui-ci avait eu lieu près de la ville, le consul du graineur l'ayant appris, avait été trouver le pacha en réclamant prompte satisfaction. Tu sais qu'en pareille occasion, le pacha parvient rarement à mettre la main sur les assassins; mais il trouve toujours quelqu'un à livrer au consul, qu'il faut contenter tout d'abord. On s'avisa que j'avais été le domestique et sûrement le meurtrier de la victime; les zapties me découvrirent dans le khân où je venais d'arriver, me chargèrent de fers et me conduisirent au konaq. Mes protestations ne servirent de rien, mieux eût valu avoir quelques piastres pour faire reconnaître mon innocence et trouver un autre coupable; je n'avais pas un para : on me jeta en prison, et la justice fut satisfaite.

Puisque tu vas à Brousse, tu verras dans la cour du konaq, sous les fenêtres du gouverneur, un grand bâtiment carré fermé de grilles, et derrière ces grilles une centaine de têtes qui regardent d'un air ennuyé les passans ou causent avec eux à travers les barreaux. C'est là prison où je fus enfermé. Il y avait là nombreuse compagnie pêle-mêle, quelques criminels, de pauvres diables qui avaient dévalisé une boutique, des Grecs qui avaient battu un musulman, des juifs qui avaient battu un Grec, et des malheureux comme moi, qui n'avaient pas eu de chance. Tout ce monde demeurait là depuis un temps variable suivant le hasard des circonstances; quand il n'y avait plus de place pour de nouveaux condamnés, on relâchait les plus anciens ou ceux dont la famille pouvait payer. N'étant dans aucun de ces deux cas, je savais qu'il me faudrait une longue patience. J'ai appris plus tard que, deux mois après mon arrestation, les Zeibeks assassins de mon maître avaient été pris par les nizams et pendus; malheureusement le consul n'avait plus rien demandé et le pacha m'avait oublié : personne ne se souvint à cette occasion que j'avais été arrêté pour le même fait, et on ne pensa ni à me juger ni à me libérer. — D'ailleurs le temps passait assez bien en prison, il y avait là foule de gens de tous les états et de tous les pays qui racontaient des histoires instructives, et quelques Hellènes qui causaient fort agréablement : un écrivain public, enfermé pour avoir contrefait des signatures, m'apprit à tracer des sentences en belles lettres persanes ou en vieux caractères arabes. Je m'essayais à les reproduire avec du charbon sur le mur blanchi à la chaux; comme j'avais encore dans la mémoire les belles inscriptions vues au Caire et à Damas, je devins en peu de temps plus habile que mon maître.

Un jour, le pacha qui visitait la prison entra subitement dans la

grand'salle, comme j'écrivais au-dessus de la fenêtre, pour la consolation des prisonniers, ce verset du Koran : « Et ceci aussi passera. » Le gouverneur admira la beauté de mes lettres et me félicita chaudement. Tu sais, effendi, que nul art n'est en si grande estime chez les Turcs. — Le lendemain il me fit appeler au konaq et me demanda de décorer en caractères koufiques comme ceux de la Mosquée-Verte le tour de son sélamlik. Je revins les jours suivans, et quand je me fus acquitté de ce travail à sa grande satisfaction, il m'employa dans les bureaux du divan à écrire les papiers d'importance où les lignes rouge et or doivent alterner en se redressant à la fin de la feuille. Chaque jour je rentrai un peu plus tard à la prison; un soir on me laissa coucher à la porte du divan, le lendemain de même; c'est ainsi que je fus insensiblement libéré et que de prisonnier je me trouvai passer scribe du gouvernement. Je songeais pourtant que ma précédente demeure était un peu trop près du konaq, et ce fut avec joie que j'appris, à quelque temps de là, que le pacha de Brousse était transféré à Damas. Ayant résolu d'accompagner mon protecteur, j'entrai à la mode turque dans sa suite, et m'habituai à vivre de son bien comme si je le servais depuis trente ans, ce à quoi personne ne s'opposa. Nous partîmes de Brousse à petites journées; quand, après un mois de route, nous arrivâmes à Damas, le pacha apprit qu'entre temps on l'avait nommé à Bagdad; il avait été précédemment vizir à Stamboul, et son successeur ne le trouvait jamais assez loin. — On repartit pour Bagdad; durant ce nouvel et long voyage, j'eus occasion de rendre plusieurs services au gouverneur : aussi, en prenant possession du konaq de Bagdad, il m'installa officiellement en qualité de *kiatib* du *medjliss* (greffier du conseil de la province).

J'ai passé là sept ou huit années de ma vie, les dernières et les plus aisées, celles où je touchai presqu'à la fortune : si tu connais le pays, tu ne t'étonneras pas de me voir finir en servant les maîtres que j'ai commencé par combattre. C'était le moment où, dans tout l'empire, on appelait les chrétiens dans l'administration. Je fis rapidement mon chemin, grâce à la bienveillance du pacha, et je devins premier kiatib, puis defterdar du vilayet (chancelier du gouvernement). En ce temps-là je portais l'habit des fonctionnaires et je traversais le bazar de Bagdad sur un bel âne blanc, avec l'air respectable d'une autorité. On me saluait jusqu'à terre, on m'appelait Vanghéli-effendi, et je voyais venir le moment où je serais Vanghéli-bey. Je rêvais déjà de finir mes jours à Stamboul, dans quelque haut bureau de la Porte; qui sait jusqu'où je pourrais monter? Tant d'autres partis de plus bas que moi gouvernaient le monde! Rien n'est impossible à la volonté du padichah, si Dieu le veut aussi. Le principal pour réaliser de si grands projets était d'amasser

beaucoup d'argent : je m'y employais de mon mieux. D'abord j'avais eu grand'peine à subsister avec mon traitement : une centaine de piastres par mois, rarement payées. Mais, à mesure que mon influence grandissait, les piastres et les livres d'or arrivaient de toutes parts comme d'elles-mêmes. Ceux qui avaient des procès devaient compter avec moi, ceux qui avaient des réclamations à faire au gouvernement encore plus. A l'époque de l'adjudication des dîmes, les fermiers désireux de l'obtenir n'auraient eu garde de ne pas m'intéresser à leur demande; de même les concessionnaires des travaux du fleuve. Les zarafs qui avançaient de l'argent pour les dépenses du vilayet n'ignoraient pas qu'on me consulterait sur le taux du prêt; enfin j'ai dû tenir les comptes pour les levées des nizams. Le Seigneur sait que je n'ai jamais fait de tort à personne et que je me suis contenté des bénéfices habituels de mon emploi, recevant les cadeaux comme il est naturel. J'ai vu quelquefois des négocians d'Europe me les refuser, disant qu'on n'avait pas cet usage chez eux : il est pourtant juste de payer ceux dont on a besoin, et il t'est bien connu que tout le monde fait de même ici : pour nous autres chrétiens surtout, les positions sont si précaires, qu'il faut travailler vite quand on y est, afin de se garer du malheur à venir. La fin de mon histoire prouve bien qu'il vient toujours plus promptement qu'on ne s'y attend; et, s'il est venu sur moi, c'est peut-être parce que j'ai été trop honnête et trop humain.

Il y avait en ville un mollah fort considéré, membre du medjliss, dont le père se ruina et vendit sa maison à un Arménien. Pour rentrer en possession de la maison, le mollah prétendit que c'était un vakouf, bien de mosquée, et amena au konaq deux faux témoins que je connaissais bien, qui, pour une livre par tête, s'étaient engagés à appuyer son affirmation. Je fus sollicité de l'aider dans cette affaire; mais le mollah, qui était avare, ne me donna que de bonnes paroles : rien ne s'opposa donc à ce que je découvrisse l'injustice de sa cause, qui fut perdue devant le tribunal. J'eus à partir de ce jour un puissant ennemi, qui ne négligea rien pour me perdre. Sur ces entrefaites, le pacha qui m'avait témoigné tant de bonté fut nommé au Yémen : je me crus assez fort pour rester seul à Bagdad et ne tardai pas à m'en repentir. Quelques semaines après son départ, au temps de la Pâque, je fus attiré par le bruit d'une rixe en traversant le bazar : c'étaient des Grecs qui assommaient un juif, accusé d'avoir volé et tué un enfant chrétien pour préparer l'agneau avec son sang. Je reconnus le vieux Zacharias-ibn-Jehoudah, avec lequel j'avais quelques petites affaires; pris de pitié, j'appelai les zaptiés et je fis lâcher prise à mes coreligionnaires. J'avais eu tort de me mêler de ce qui n'était pas mon affaire; d'ailleurs peut-être bien que le juif avait pris le sang de

l'enfant, on ne sait jamais. Le soir même, les Grecs firent une sédition; on m'accusa d'être l'auteur du trouble; le mollah, mon ennemi, assembla le medjliss et disposa tous les esprits contre moi. J'avais eu l'imprudence de ne pas faire encore mon présent de bienvenue au nouveau pacha, arrivé de la veille; il fut facilement persuadé par mes adversaires et me destitua immédiatement de ma place. Comprenant que l'orage ne s'arrêterait pas là, je pris en hâte mon petit avoir, que j'avais converti au fur et à mesure en diamans, comme nous faisons tous pour nos fortunes sans cesse menacées : je cachai les pierres précieuses dans mon fez, et je courus, la nuit venue, à la maison du juif. Zacharias me reçut en tremblant dans l'arrière-chambre où il célébrait la fête avec sa famille sous les sept chandeliers : je lui rappelai qu'il me devait la vie et l'adjurai de garder fidèlement mon dépôt durant une absence que j'allais faire. Il enterra les pierres en jurant par le Dieu d'Abraham que tout ce qu'il possédait m'appartenait, puis il me pria de quitter sa maison, pour ne pas attirer le malheur sur son toit. Un ami vint m'apprendre au même instant que le pacha me faisait chercher pour comparaître en justice, sous l'accusation d'avoir détourné les deniers de l'état; ordre était donné aux zaptiés, qui me connaissaient bien, de veiller à toutes les portes de la ville et de ne pas me laisser échapper.

Il n'y avait pas de temps à perdre. Je me rendis au khân des Persans, d'où je savais qu'une caravane de morts devait partir le lendemain pour Kerbéla. Tu n'ignores pas que les Persans de tout le royaume et des provinces de Turquie portent leurs parens défunts à la ville sainte de Kerbéla, et qu'il arrive là chaque jour de fort loin des convois de cadavres. Je comptais qu'un Persan ne refuserait jamais l'occasion de gagner quelques tomans en jouant un bon tour aux Turcs. Je proposai à l'un d'eux, qui conduisait un oncle à Kerbéla, de me cacher dans un cercueil et de me charger sur son chameau pour faire contre-poids à son oncle, jusqu'à la sortie de la ville. Il accepta, et je pus ainsi franchir les portes sans être inquiété. Je suivis la caravane jusqu'à Kerbéla, et je vécus misérablement durant une année, sur la frontière de Perse, d'un petit commerce d'épices et d'aromates pour embaumer les morts. Cette année écoulée, je pensai que mon affaire devait être oubliée, et, ayant appris par un voyageur le changement du pacha qui m'avait poursuivi, je retournai à Bagdad. J'entrai le soir dans la ville et je vins frapper à la maison du juif. Après une longue attente, un jeune homme, que je reconnus pour son fils, entr'ouvrit la porte, me demandant ce qui m'amenait. Je me nommai et réclamai le dépôt confié à son père. « Hélas! s'écria le juif en éclatant en sanglots,

que le Dieu d'Abraham recueille le père dans son sein ! Il est parti pour les Indes, croyant amasser une grande fortune; et voilà que l'autre semaine des marins de Bassorah sont venus m'apprendre que le bâtiment où il était a péri dans le golfe avec tout son bien. Nous sommes ruinés, que le Dieu d'Abraham ait pitié de nous ! » — Je répliquai vainement que Zacharias avait dû laisser mes pierres : le traître continua ses lamentations, m'offrant de fouiller la maison pour m'assurer de sa misère; comme je le menaçai de la justice, il me répondit hypocritement qu'il me suivrait sur l'heure au tribunal, sachant bien que j'avais plus à craindre que lui de toute démarche bruyante. Il referma la porte en gémissant, tandis que je maudissais dans mon impuissance le toit et la race d'Ibn-Jéhoudah; je me retrouvai dans la rue, seul, dépouillé, aussi pauvre que le jour où ma mère me jeta au monde, mais avec des cheveux blancs sur la tête et la tombe devant moi.

VI.

En quittant la maison du juif, tout accablé de la chute de mes espérances, j'entrai machinalement dans un de ces cafés où le peuple de Bagdad se divertit le soir à écouter les conteurs en renom. Hadji-Mohammed-Hafiz, conteur célèbre dans tout le pays arabe, occupait à ce moment la banquette et disait aux auditeurs accroupis sur les nattes à ses pieds une histoire qui finissait ainsi :

« Un jour d'été, au temps des glorieux khalifes, — car vous verrez, croyans, que tout ceci ne serait plus possible aujourd'hui, — le Bien et le Mal se rencontrèrent dans un jardin de Damas; ne sachant que faire pour se distraire durant la chaleur du jour, ils résolurent de jouer le monde aux dés. Le Mal, ayant préparé les dés, gagna par fraude et se prétendit maître du monde. Une discussion s'ensuivit, les deux joueurs vinrent devant le cadi. Le Bien expliqua la tromperie de son adversaire; mais le Mal avait acheté le cadi, qui le confirma dans la possession du monde. Le Bien appela du jugement devant l'émir de Damas; le Mal avait acheté l'émir, qui attesta par un nouveau firman les droits du gagnant. Le Bien partit alors pour aller à Bagdad se jeter aux pieds du khalife, représentant de la justice divine sur terre, et faire casser les jugemens iniques; mais le Mal s'était mis en route de plus grand matin; il est difficile de croire qu'il ait acheté le khalife, dont le nom soit loué; pourtant le monde fut irrévocablement constitué sa propriété par la plus haute autorité qu'il y ait sur terre. Désespéré, le Bien en appela à Dieu, qu'on n'achète pas. Le Seigneur déclara qu'il ne pouvait revenir sur ce qu'avait décidé son représentant en ce monde, mais il promit au Bien sa revanche dans l'autre, qui lui ap-

partiendrait tout entier et où le Mal n'entrerait jamais. C'est dans celui-là, croyans, que vous serez sûrement dédommagés des injustices du nôtre. »

Tu sais, effendi, comme les petites choses décident parfois de nous : voilà que ce récit, qui résumait la longue expérience de toute ma vie, me rappela que je n'avais plus que peu jours devant moi, plus rien à attendre de nouvelles entreprises, plus de jeunesse d'âme pour les tenter, et qu'il fallait penser à ce monde où les pauvres gens se reposeront sans crainte de revirement. Je réfléchis alors qu'il serait peut-être sage de mourir à l'ombre de l'église où j'avais commencé de vivre; je me souvins des pieux monastères de Roumélie, à l'Athos ou en Thessalie, où j'avais trouvé abri plus d'une fois dans ma jeunesse, au temps de la guerre et d'Ali de Tépélen. Le détachement des biens de la terre m'était facile, puisque je n'avais plus un para. Mon seul embarras était de savoir comment je traverserais encore une fois toute l'Asie, pour gagner les saintes maisons orthodoxes : je n'avais plus le courage ni la force de me faire matelot ou chamelier. Le hasard me vint une dernière fois en aide : j'entendis en ce moment à côté de moi ces comédiens, qui s'étaient réunis pour compter leur recette et discuter en commun leurs projets de voyage jusqu'à Stamboul. Je m'approchai d'eux et leur demandai s'ils pourraient me transporter et me faire vivre sur la route en me donnant un emploi dans leur troupe; il fut convenu que je jouerais à l'occasion les vieilles femmes gardiennes de harem ou les cadis battus par Hadji-Baba. Nous partîmes quelques jours après, nous acheminant lentement par les villes d'Anatolie, dressant notre mach'ala chaque soir au hasard de l'étape, dans les villages ou dans les capitales; nous avons tardé à Alep, où les gens sont curieux et oisifs et où la recette était bonne tous les jours : nous avons perdu nos peines à Konieh, à Césarée, où la misère est grande, le blé ayant manqué depuis deux ans. Les neiges d'hiver nous ont retenus à Angorah, le printemps nous a rouvert la route, et voici qu'après cette année errante nous touchons à la mer et à la fin des choses pour moi. J'ai mis de côté quelques piastres pour louer demain à Gueumlek mon passage jusqu'à Volo, et de là gagner les couvens. Après cette dernière traversée, le vieux Vanghéli n'aura plus rien à ajouter, s'il plaît à Dieu, à l'histoire qu'il t'a contée.

Ici le vieillard fit une pause; je voyais qu'il avait encore à me dire quelque chose qui se formulait péniblement dans son cerveau. Il fixa sur moi ce regard triste et interrogateur, habituel à l'Oriental qui cause avec un Européen : le regard de ce jeune homme noir de Francia, au Louvre, qui, penché hors du xve siècle, regarde venir des temps nouveaux, tourmentés et durs aux âmes simples. Après un instant, Vanghéli reprit :

— Maintenant, effendi, que j'ai fait ce que tu désirais, j'attends que tu répondes à la question que je me posais quand tu m'as abordé. Jusqu'ici, j'ai fait la tâche du jour qui se levait, sans avoir le temps de songer à celle accomplie la veille; mais, ce soir, au moment de jeter ma vie passée derrière moi comme on largue une vieille ancre à la mer, elle m'est tout apparue en détail: telle on revoit la vie des bienheureux dans les images, toute rassemblée en une suite de petits tableaux sur la même feuille. Vue ainsi, elle ne me paraissait guère autre chose que la comédie que nous venons de jouer, où j'ai revêtu en une heure les costumes de dix hommes différens et essayé vingt métiers divers sous le bâton d'Hadji-Baba qui me poursuivait. Alors il m'est venu à l'esprit de me demander pourquoi le pauvre monde peine et s'agite en tous sens depuis le berceau, pour quelle raison et dans quel but nous travaillons ainsi, ce qui reste de tout ce qui arrive... Je n'ai pas trouvé, mais vous autres hommes d'Europe vous avez tout appris dans les livres, et tu sais sans doute le pourquoi des choses arrivées?

— Cela, nous ne le savons pas.

— Tout le reste de ce que vous savez ne vous sert donc de rien, et je vais demander ce que tu ignores aux hommes qui vivent dans les maisons de Dieu, qui le savent peut-être et me le diront. — Voici là-haut le minaret d'Yéchil-Djami qui se fait blanc; il est temps de reposer un peu et de commencer ma dernière étape. — Que le Seigneur te garde, effendi.

— Écoute, Vanghéli, dis-je comme nous nous levions, je te remercie de ton histoire et veux te prier d'accepter ces quelques piastres pour assurer sans inquiétude ta route jusqu'à Volo. En paiement de ce service, je te demande une seule chose : j'ai idée de visiter quelque jour les monastères de Roumélie; souviens-toi de moi, et, quand tu entendras dire que je suis dans le pays, viens me chercher pour me dire si tu as trouvé l'explication que je n'ai pu te donner; j'ai grande curiosité de savoir si tu la trouveras, et plus grand désir encore que tu m'en fasses part quand tu la tiendras. Promets-moi de te souvenir de ma demande.

— Je te le promets, dit l'homme, — et il disparut sous la tente du chariot. Là se mouvait un vague éveil de hardes dans la première transparence de l'aube, dont la grâce sereine emplissait le ciel noir et faisait sourire la tête des vieux murs du khân.

Quand on nous appela pour nous mettre en marche, le soleil était déjà haut sur l'horizon et la bande tragique partie depuis plusieurs heures. Notre caravane, plus alerte, la rejoignit pourtant au gué de la rivière qui s'échappe du lac, à la séparation des routes de Brousse et de Gueumlek. On passait le chariot de Thespis sur le bac; la lourde machine glissait au fil de l'eau, toute sonore de rires d'enfans et

de chansons, tout éclaboussée de lumière par les reflets miroitans du courant et les rayons de midi accrochés aux loques éclatantes des oripeaux qui pendaient à l'aventure; sur la rive, assis dans l'ombre épaisse d'un noyer, les mains croisées sur son bâton, Vanghéli regardait s'éloigner les compagnons qu'il avait dû quitter là, avec ce regard vague, songeur et fatigué commun aux vieilles gens de toute condition en Asie. C'était presque la scène de la poétique toile de Gleyre, — *les Illusions perdues*, — où le vieillard gagné sur la grève par l'ombre du soir regarde fuir dans le rayon doré la voile qui emporte les jeunesses, les lyres, les fleurs et les espoirs. — Je rappelai de nouveau à Vanghéli sa promesse; le bac revint nous prendre; comme je me retournais de l'autre bord, le vieux Syrien me fit de la main le grave salut oriental et se perdit dans un petit chemin, sous un nuage d'aubépines en fleurs, qui chantaient les fêtes de mai, là-bas, le long de l'eau.

VII.

J'avais été d'abord vivement frappé par cette longue suite d'aventures, roulant cette âme d'imprévus en imprévus sans troubler sa placidité ni lasser sa résignation, et j'avais fidèlement noté le récit qui précède. Depuis, les soirs de voyage m'habituèrent à des rencontres pareilles, et comme la vie marche, grosse d'oubli, j'oubliai Vanghéli. L'été dernier, je me trouvais en Thessalie. Au sortir de la riante vallée de Tempé, une des seules promesses de la poésie antique que tienne encore la Grèce d'aujourd'hui, j'avais traversé la triste plaine de Larisse et j'étais arrivé à Trikala, au pied des montagnes d'Épire. L'évêque grec, qui me donnait l'hospitalité, me proposa de me mener aux célèbres couvens des Météores. Nous remontâmes le cours du Léthé, en suivant la dernière branche que jette vers le nord la plaine de Thessalie, entre les contre-forts de l'Olympe et la haute barrière du Pinde. Devant nous, à l'extrémité de cette vallée, des aiguilles d'aspect singulier, inexplicable, fermaient l'horizon comme un jeu de quilles de Titans. Nous arrivâmes après quatre heures de marche au village de Kalabaka, adossé à la première de ces éminences, et nous nous engageâmes par un sentier de chèvres dans un paysage étrange, produit de quelque cataclysme inconnu. Tout autour de nous se dressaient des aiguilles, des colonnes, des tables de pierre, squelettes de montagnes grêles et sveltes, hauts de plusieurs centaines de pieds, sans lien entre eux; enracinés aux âpres rochers de cette gorge bouleversée, ces fûts naturels montaient tout d'une venue dans la ligne d'aplomb comme des peupliers de granit; aucun accès apparent sur les parois à pic, et pourtant, sur le faîte étroit de plusieurs d'entre eux, des

maisons blanches se détachaient en plein ciel, ainsi que les nids des cigognes sur les minarets des villes d'Asie. Ce sont les couvens des Météores (*meteora*, suspendu en l'air), vraies maisons de prière, qui peuvent bien être en communication avec le ciel, mais que rien ne rattache à la terre. La légende qui attribue leur construction à des puissances célestes a dû s'établir sans peine, car on ne conçoit pas comment des architectes humains ont pu élever des matériaux sur ces cimes. Là-haut vivent de petites communautés de stylites, des moines qui ont fait vœu de ne plus quitter ces prisons aériennes, où leur vie s'écoule sur un plateau de quelques mètres carrés : j'y ai vu des vieillards qui depuis cinquante ans n'étaient pas redescendus dans le bas monde. Quelques-uns des couvens sont à la rigueur accessibles par un système d'échelles et de boyaux dans le roc, devant lequel hésiterait le plus intrépide gymnaste; mais le moyen de communication habituel pour se hisser jusqu'à eux, le seul possible pour ceux qui s'élèvent le plus haut, sur des aiguilles perpendiculaires et sans arêtes, est autrement original. Quand le visiteur ou le frère chargé d'apporter les provisions hèle les solitaires du fond de la gorge, il voit apparaître sur le rebord de la crête deux ou trois ombres noires, toutes petites à cette distance; les ombres déroulent sur un tour une longue corde qui descend, apportant à son extrémité un filet de sparterie; dès qu'elle a touché terre, on emmaillotte dans le filet le voyageur pour les régions aériennes, on donne le signal, la corde remonte lentement et apporte, après plusieurs minutes, son fardeau aux moines, qui le reçoivent sur la plate-forme.

Il faut avouer que la première expérience de ce mode d'ascension est absolument déplaisante. Replié sur lui-même dans le filet, dont les larges mailles laissent apercevoir en dessous l'abîme béant, balancé dans le vide ou heurté aux aspérités du roc par le mouvement de pendule de la corde, le voyageur regarde mélancoliquement décroître ses compagnons restés à terre, sans que les têtes qui l'attendent là-haut grossissent beaucoup; ses souvenirs littéraires lui rappellent avec une netteté surprenante les détails dramatiques de la chute de Claude Frollo sur le parvis Notre-Dame. Les aigres craquements de la poulie vermoulue lui apportent d'en haut une musique en harmonie avec ses pensées; pour peu qu'il soit familier aux habitudes conservatrices et insoucieuses de l'esprit oriental, il ne manque pas de se dire que corde et poulie doivent servir depuis un temps immémorial, et que tout a une fin. Pour être fixé à ce sujet, je demandai au caloyer qui reçut le filet et me délivra sur le balcon de son aire quand on changeait la corde : « Mais, répondit-il avec étonnement, quand elle casse! » Cette assurance n'embellit pas les émotions de la descente, qui offre un

moment particulièrement délicat, celui où les moines, après vous avoir ficelé, vous lancent brusquement de la plate-forme du tour dans le vide.

Je dois ajouter qu'on est payé de ces peines légères, en visitant les Météores, par la découverte de peintures murales de la plus haute importance pour l'histoire de l'art, égales, sinon supérieures, aux meilleures reliques du mont Athos. Le couvent de Saint-Varlaam, où nous allâmes coucher, est le plus riche en ce genre; et du haut de cet observatoire naturel, le regard embrasse toute la plaine de Thessalie et le cours sinueux du Léthé. En contemplant au jour tombant cette gorge convulsée, d'un aspect bizarre, triste et solitaire, je compris comment les anciens avaient placé au point où je me trouvais la source des fleuves infernaux, et dédié cette vallée aux divinités funèbres, aux rites magiques et aux incantations des sorcières. Quand la lune vint jeter une large lueur glauque sur les eaux de la rivière, qui rayait de sinueuses lignes d'acier l'ombre de la plaine, je me préparai à entendre les cris et le rhombe des classiques magiciennes de Thessalie. Je ne fus pourtant troublé que par l'igoumène de Varlaam, un vieil ascète tout blanc qui vint me rejoindre avec l'évêque et un de ses caloyers. Nous causâmes, et comme je lui demandais si son troupeau était nombreux, il me répondit avec tristesse : — Nous ne sommes plus que six; la foi s'en va, il ne vient plus de jeunes aux Météores pour remplacer les vieux que le Seigneur appelle. Depuis dix ans, aucun caloyer ne s'est présenté, excepté Vanghéli.

A ce nom, l'image du comédien de Nicée se réveilla subitement en moi; il est ainsi des syllabes qui tombent comme une pierre dans les trous obscurs de la mémoire et en font jaillir une pluie de souvenirs. — Vous avez un frère qui se nomme Vanghéli? m'écriai-je avec intérêt.

— Il en est venu un il y a quelques années, un vieillard qui est mort justement il y a trois semaines. Je me rappelle même à ce propos, ajouta l'igoumène, que le bruit étant parvenu ici de votre arrivée à Larisse, le mourant témoigna l'espoir de vous voir aux Météores avant sa fin; il disait que le voyageur annoncé devait être un Franc de Stamboul qu'il avait connu.

A ce moment, le petit caloyer, qui se tenait en arrière avec une discrétion ecclésiastique et semblait brûler de se mêler à la conversation de ses supérieurs, s'avança timidement : — Voilà la chose, dit-il. C'est moi qui ai soigné Vanghéli, comme il s'en allait à Dieu; mais sa tête, étant bien vieille, divaguait; il racontait, sans que j'aie bien compris, qu'il avait une dette envers le voyageur Franc, et qu'il regrettait de mourir sans pouvoir la payer. Il recommandait

de dire à Votre Honneur qu'il ne pouvait rien lui donner en ce monde et n'avait rien de plus à lui apprendre, mais que Votre Honneur aille voir sa tombe, qui en saurait davantage.

Intimement frappé par le retour fortuit de cette vie lointaine dans la mienne, je me levai et demandai à voir la sépulture de Vanghéli. Nous nous rendîmes à quelques pas de là, au chevet de l'église où les moines continuent le long sommeil qu'ils sont venus commencer dans cette retraite. Dieu sait comment, les lentes actions des siècles ont apporté sur ces plateaux de la terre végétale où poussent courageusement des plantes et des arbustes. Un fouillis de vignes folles et d'églantines couvrait la bande de terrain entre le bord du précipice et le mur de l'abside, grimpant à celle-ci, plongeant dans celui-là. Les brindilles et les pousses de mai, les orties et les ciguës s'étaient rejointes sur la tombe nouvelle et la masquaient déjà. Les moines firent signe à deux petits chevriers de la plaine qui avaient accompagné l'évêque; les enfans découvrirent la pierre en tirant chacun à soi une brassée de feuillages et de fleurs. En les regardant faire, je me souvenais d'avoir rêvé un jour quelque part, aux Uffizi, je crois, devant une vieille gravure de Marco-Antonio qui représente, avec une composition semblable, une allégorie mythologique, « les Amours découvrant la Mort. »

La croix apparut, et je vis l'endroit où ce pauvre errant, battu par tant de fortunes, s'était enfin acquitté de vivre et avait trouvé un sommeil bien gagné; le sort, étrange jusqu'au bout, semblait ne lui avoir accordé qu'un repos menacé dans cette poussière mal assurée au sommet d'un rocher entre ciel et terre. — Il y a quelque chose d'écrit là-dessus, remarqua l'évêque en montrant sur la pierre grise, en lumière sous le rayon de lune, des caractères grossièrement tracés au couteau, dont les entailles fraîches se découpaient en blanc.

— Ah! c'est vrai, j'oubliais, continua le petit caloyer; il m'a chargé de graver ce seul mot sur la pierre, toujours pour Votre Honneur, disait-il. — Le vieil igoumène se pencha sur la tombe dont les ans le rapprochaient et lut, en épelant d'un doigt tremblant les caractères inégaux, ce mot que les Grecs actuels ont conservé de la langue des ancêtres : *evrika*, j'ai trouvé.

— Tiens, c'est le mot d'Archimède! fit l'évêque, qui se piquait de littérature.

— Non, reprit en se relevant l'igoumène, c'est le mot de la Mort.

EUGÈNE-MELCHIOR DE VOGÜÉ.

LES

GRANDS PORTS DE COMMERCE

DE LA FRANCE

NANTES ET LE BASSIN DE LA LOIRE

Quand César conquit la Gaule, une tribu d'Armoricains, les Nannètes, occupait les bords de la Loire, à quinze lieues environ de l'embouchure. Établis sur la rive droite du fleuve et sur les îles qui en divisent le lit, au point où deux rivières navigables, l'Erdre, qui vient du nord, la Sèvre, qui descend du sud, portent à la Loire le tribut de leurs eaux, les Nannètes, à la fois marchands et marins, ne pouvaient choisir un meilleur emplacement pour y fonder un comptoir stable et prospère. Ils devaient joindre à leur trafic le commerce des métaux, car l'étain et la poudre d'or s'exploitaient en Gaule, dès la plus haute antiquité, dans diverses localités de l'Armorique, voisines de la Loire. La population des Vénètes se livrait surtout à ce travail. Au sud du fleuve, les Pictons et les Lémovices fouillaient aussi des gîtes qui semblent n'être que le prolongement des premiers. On a repris de nos jours ces mines, au moins pour l'étain, et en maints endroits l'on a retrouvé à la surface les débris de nombreuses excavations datant de ces temps si reculés.

La poudre d'or servait à tous ces peuples de monnaie, d'instrument d'échange, et c'est l'usage qu'en font encore les nègres de la Guinée et de l'Afrique centrale, qui exploitent aussi leurs placers. L'étain, est-il besoin de le dire, on le vendait aux commerçans de

Tyr ou de Carthage, et ceux-ci, en alliant l'étain avec le cuivre, confectionnaient le bronze, d'un emploi si répandu pendant toute la primitive antiquité, où il remplaçait à la fois la fonte, le fer et l'acier, que les hommes n'avaient pas encore découverts. Phéniciens et Carthaginois, Étrusques, Grecs et Massaliètes, venaient hardiment, par les portes d'Hercule, aborder jusqu'en ces parages éloignés. Peut-être même que les Cassitérides, les îles de l'étain, dont les anciens géographes, Strabon entre autres, ont si souvent parlé, et dont les modernes ont tant de peine à marquer le véritable emplacement, étaient les îles qui gisent sur l'Océan de part et d'autre de l'embouchure de la Loire, surtout Belle-Ile, toujours rattachée à Nantes. Dans tous les cas, ce n'étaient point certainement les îles Scilly des Anglais, celles que nous nommons les Sorlingues. Situées à la pointe de la Cornouaille britannique sans cesse battue par les vagues, les marins et les pêcheurs, même aujourd'hui, ne les abordent qu'avec les plus grands dangers, tandis que Belle-Ile présente un des atterrissages les plus sûrs. Les navires ont la coutume, avant d'entrer en Loire, d'y jeter l'ancre pour attendre les ordres de l'armateur. Devant Belle-Ile est Penestin, en breton la pointe ou le cap de l'étain; c'est là vraisemblablement que les Nannètes et les Vénètes, montés sur leurs barques de cuir, venaient entreposer l'étain, livré ensuite aux marins de la Méditerranée. Celui de la Cornouaille anglaise, on n'avait pas besoin de le porter aux Scilly, car la Cornouaille offre assez de ports et de mouillages sûrs, ceux qu'on nomme aujourd'hui Penzance, Saint-Yves, dans le voisinage même des mines d'étain.

Le commerce de l'étain et de l'or, qui faisait dans l'antiquité autant de petites Amériques de toutes les contrées où se retrouvaient ces deux métaux, ne cessa point pour les Nannètes avec l'occupation romaine, et le port qu'ils avaient assis sur la Loire continua d'être fréquenté. Cependant ce fut de préférence par l'intérieur de la Gaule, au moyen des routes et des fleuves que les Romains entretenaient avec soin, que l'exportation de l'or et de l'étain se fit désormais. Les deux métaux venaient s'embarquer à Marseille, et de là gagnaient Rome et l'Italie. Ce commerce de transit fut arrêté par l'invasion germanique, et la place de Nantes cessa un moment de prospérer. Elle fut pillée, occupée même par les Normands, mais ne tarda pas à se relever, et devint, comme la plupart des cités commerciales du moyen âge, une sorte de commune indépendante, dont les ducs de Bretagne respectèrent les franchises. Quand la Bretagne fut réunie à la France, Nantes ne perdit rien non plus de ses priviléges, et se trouva, on peut le dire, au premier rang pour l'exploitation des richesses de l'Inde et du Nouveau-Monde.

Au siècle dernier, Nantes était peut-être le port de commerce français qui avait le plus de relations avec la mer des Antilles et l'Océan-Indien. Nous possédions alors Saint-Domingue, l'Ile-de-France, les Seychelles; nous contre-balancions dans l'Inde l'influence anglaise. De tout cela que nous reste-t-il? Nantes principalement alimentait toutes nos colonies de noirs. Ses négocians se livraient « au commerce de l'ébène, » comme on disait alors par euphémisme, et gagnaient de grosses sommes à ce trafic peu honorable. On allait acheter les malheureux esclaves sur la côte de Guinée, ou plutôt on les échangeait contre des liqueurs frelatées, de vieux fusils, des munitions, des toiles de couleur grossières; on les empilait par centaines dans des navires mal aménagés, mal ventilés, on les introduisait aux Antilles ou dans les établissemens de la mer des Indes. Il en mourait beaucoup en route, mais les survivans suffisaient pour assurer à ce commerce, qui se faisait partout librement, sous l'égide du pouvoir royal, des bénéfices considérables. Puis les navires rentraient en Loire, apportant à Nantes la cassonade, la mélasse, le rhum, la cannelle, le girofle, le café, que l'armateur entreposait dans ses magasins et déversait de là sur toute la France. C'était une époque de prospérité générale, dont les vieux Nantais ont transmis à leurs fils la tradition devenue légendaire. C'est alors que le commerce de la place a réalisé ses plus beaux profits. Comme les pierres elles-mêmes parlent, il reste de cette époque fortunée, sur les quais de Nantes, des maisons somptueuses, ornées de balcons de fer délicatement ouvragés et d'élégantes cariatides. Ces riches demeures témoigneraient encore de l'éclat du passé, si les hommes en avaient perdu le souvenir.

I. — LE PORT DE NANTES.

C'est le long du quai de la Fosse, qui a été longtemps un lieu de promenade préféré, ou bien sur le bord des îles Feydeau et Gloriette, que se profilent les magnifiques résidences des anciens armateurs nantais. La plupart sont d'une heureuse architecture, et les constructeurs du siècle passé, qui les ont dessinées et édifiées, ont prouvé qu'ils savaient aussi bien tenir la règle et le pinceau que le niveau et le fil à plomb. Aujourd'hui ces demeures ont, pour la plupart, perdu leurs habitans accoutumés, et ont été affectées à d'autres usages. La cour intérieure est déserte, veuve de marchandises, et les magasins profonds, aux voûtes en pierres de taille, où s'entassaient les denrées coloniales de l'un et l'autre hémisphère, sont pour jamais fermés à ces produits. Le commerce a changé d'allures, se fait autrement. La ville s'est étendue, ouverte aux larges percées; la maladie des maisons neuves a régné

ici comme ailleurs. C'est le cours naturel des choses, et il n'y a pas à s'y opposer ni trop à s'en plaindre.

Les quais de Nantes profilent surtout leur longue ligne de maisons monumentales sur la rive droite du bras principal de la Loire, où ils s'étendent sur une longueur de 2 kilomètres 1/2. Ils sont moins larges et moins longs que les quais de Bordeaux, auxquels on les a volontiers comparés; ils sont surtout moins animés. Le fleuve y est aussi moins étendu, moins profond, moins rempli de navires, mais peut-être que les maisons ont en quelques points plus de tournure qu'à Bordeaux.

Un vieux château-fort, au pied duquel commencent véritablement les quais, non loin de la gare du chemin de fer d'Orléans, donne à cette partie de la ville un cachet spécial. C'est une imposante construction féodale dont les fondations datent du IXe siècle et ont dû remplacer quelque *oppidum* de l'occupation romaine. Ce château a été plusieurs fois restauré. Ses nombreuses tours, ses épaisses courtines, son pont-levis, son grand logis ou donjon, son puits intérieur, en font un type des plus curieux de la vieille architecture militaire. « Les ducs de Bretagne n'étaient pas de petits compagnons, » dit Henri IV, avec son juron favori, en entrant dans cette forteresse. C'est là que le pacte d'union de la Bretagne à la France a été préparé par le mariage de la duchesse Anne avec Louis XII. Ç'a été aussi une prison d'état. L'ignoble Gilles de Retz, maréchal de France sous Charles VII et chargé d'abominables crimes, y a été enfermé. Entre autres prisonniers célèbres, on cite encore Fouquet et la duchesse de Berry.

La cathédrale, de style gothique fleuri, où l'on remarque un beau tombeau de François II, dernier duc de Bretagne, et de sa femme, un chef-d'œuvre de sculpture dû au ciseau de Michel Colomb, la cathédrale de Nantes forme, avec le château et quelques maisons vermoulues, aux façades revêtues d'écailles d'ardoises et dont les cloisons ont défié le temps, à peu près tout ce qu'il reste à Nantes du moyen âge et de la renaissance. Nous avons dit comment le XVIIIe siècle s'était plu à orner cette ville : de nos jours elle s'est encore agrandie, embellie; elle a un des plus jolis jardins publics qu'on puisse voir, tout ombreux, baigné d'eau, coupé de pelouses toutes vertes; elle a de belles places, avec des fontaines, des colonnes, des statues, un magnifique hôpital, plusieurs halles ou marchés de grandes dimensions, et elle étale avec orgueil sur les six bras de la Loire, à travers son archipel d'îles, la chaîne pittoresque de ses ponts. Ceux-ci remontent presque tous à plusieurs siècles, et ont été successivement restaurés, élargis. Le pont de la Poissonnerie ou d'Aiguillon forme le premier chaînon au nord. Un peu en aval se jette l'Erdre, que l'on a canalisée. C'est de là que

part le canal de Nantes à Brest, ouvrage du premier empire, qui permet de relier par terre, à l'abri des feux d'une croisière ennemie, le grand port de commerce de la Loire avec notre principal port militaire sur l'Océan. Le pont de Pirmil vient le dernier, au sud; à côté débouche la Sèvre, que l'on appelle nantaise, et qui est navigable comme l'Erdre. Au moyen de ces deux rivières et de la Loire, Nantes communique facilement par eau avec tout l'intérieur du pays.

Ethnographiquement, Nantes appartient à la Bretagne, dont elle marque une des limites au sud. On n'y parle pas le breton, mais les femmes du peuple et de la petite bourgeoisie y ont conservé leur coiffure caractéristique, qui n'est pas sans élégance, une sorte de long bonnet en tulle, orné de dentelles, de forme conique, soigneusement blanchi, tuyauté, repassé. Elles portent aussi une espèce de pèlerine qui donne à leur accoutrement quelque chose d'original. Cela excepté, le costume n'offre rien de particulier, et les hommes qu'on rencontre avec le chapeau de feutre noir à larges bords, la petite veste et les culottes courtes, sont des Bas-Bretons venus du Morbihan, de Quimper ou de Vannes. Marseille et même Bordeaux ont sur ce point beaucoup plus de cachet que Nantes. Ici tout le monde, sauf de très rares exceptions, parle français, et aucun costume étranger, grec, turc, espagnol, africain, asiatique, ne tranche sur le costume national. Parmi les négocians de la place, très peu aussi sont venus du dehors. Il n'y a presque pas d'Anglais ou de Scandinaves, point d'Allemands ni d'Américains. Le nègre, si répandu à Bordeaux, à Marseille, où il arrive des colonies avec ses maîtres ou comme matelot, est aussi absent de ce port, qui se livra jadis si ardemment à la traite.

Le négociant nantais n'aime pas l'étranger, ne l'accueille pas volontiers, et tandis que certains de nos ports ont été de tout temps ouverts généreusement à tous, ici l'on semble n'aimer que les indigènes, ceux qui ont poussé à l'ombre du clocher natal, sur les rives mêmes du fleuve. Ces allures sont doublement fâcheuses, car elles tiennent la place de Nantes dans une sorte d'isolement où il n'est plus permis désormais de se cantonner, si on ne veut pas s'étioler et mourir. En dehors de l'Europe, Nantes n'étend aujourd'hui ses relations que sur les points avec lesquels elle trafiquait autrefois, les Antilles, les colonies de la mer des Indes; elle connaît peu les États-Unis, l'Amérique du Sud, les établissemens hollandais des détroits; elle semble ignorer l'Australie, la Chine, le Japon.

Plus peut-être qu'aucun de nos ports, Nantes a souffert des transformations récentes qu'a subies la marine marchande. La Loire n'y a pas une profondeur d'eau de plus de 3 à 4 mètres, et des navires de plus de 300 tonneaux ne peuvent sûrement y aborder,

surtout aux basses eaux. Autrefois c'était à Paimbœuf, sur la rive gauche du fleuve, non loin de l'embouchure, que les navires entrant en Loire s'allégeaient d'une partie de leur chargement; aujourd'hui c'est à Saint-Nazaire, à l'embouchure même, sur la rive droite. Ce port, qui n'avait été jusque-là qu'une sorte de refuge fréquenté uniquement par des pêcheurs, des caboteurs et des pilotes, est devenu en très peu d'années le rival heureux de Nantes. Les grands paquebots à vapeur de la compagnie transatlantique française, ceux qui touchent à toutes les stations de la mer des Antilles, du golfe du Mexique et de la côte septentrionale de l'Amérique du sud, ont à Saint-Nazaire leur point d'arrivée et de départ. Les clippers, les grands trois-mâts, y déposent également leur chargement, ou le remettent à des gabares qui montent jusqu'à Nantes. Seuls, les bricks, les goëlettes, quelques trois-mâts barques, peuvent aborder directement à ce dernier port, à cause de l'insuffisante profondeur d'eau de la Loire. En somme, la majeure partie des navires au long cours qui font le commerce entre Nantes et les pays hors d'Europe sont obligés de partir de Saint-Nazaire et de s'y arrêter au retour. Nantes ne conserve la supériorité que pour la navigation avec la plupart des havres européens. On n'en doit pas moins considérer Saint-Nazaire uniquement comme le port d'attache de Nantes, car, cette ville disparaissant, Saint-Nazaire n'aurait plus de raison d'être.

C'est à Nantes et non à Saint-Nazaire que résident les armateurs, les courtiers, les négocians, les constructeurs, les manufacturiers; à Saint-Nazaire, ils n'ont que des représentans ou des commis. Une ville ne se déplace pas tout entière en un jour; les habitudes prises et consacrées par les siècles sont difficiles à déraciner. Nantes est demeurée malgré tout le centre principal du commerce de toute cette partie de la Loire et de l'Océan-Atlantique. Elle a même vu le chiffre de sa population augmenter sensiblement : il s'élève aujourd'hui à 120,000 habitans, tandis que Saint-Nazaire, si confiant et si fier à ses débuts, n'en a pas encore 20,000. Nous ne sommes pas en Amérique; ici les villes ne se bâtissent point comme par enchantement. Une foule de raisons s'opposent à ces épanouissemens vraiment miraculeux, et chez nous la routine fait souvent loi. Dans tous les cas, Nantes ne pardonne pas à Saint-Nazaire son élévation, qu'elle qualifie de subite et d'imméritée. Une jalousie profonde divise les deux cités voisines et sœurs, et a fait même oublier à Nantes sa primitive et séculaire rivalité avec Rennes.

Le principal article d'importation du port de Nantes est le sucre. Cette place vient après Paris pour le raffinage de cette précieuse denrée, et va de pair dans cette importante industrie avec Marseille, qui un moment y fut prépondérante. La quantité de sucre

reçue à Nantes en 1875 a été de 60,000 tonnes de 1,000 kilogrammes, dont les cinq sixièmes en sucre de canne et le reste en sucre de betterave. La quantité importée a décru en 1876 et n'a été que de 55,000 tonnes, tant par suite de la disparition dans un incendie d'une des plus grandes raffineries nantaises, qu'à cause des incertitudes où se trouvent les raffineurs au sujet de la nouvelle taxe proposée, mais non encore adoptée sur les sucres. Tous ces remaniemens, trop souvent répétés, troublent l'industrie sucrière, en limitent l'essor. Cette malheureuse question des sucres, sans cesse remise à l'étude, n'est jamais résolue. On cherche à satisfaire à la fois l'industrie indigène du sucre de betterave, l'industrie coloniale du sucre de canne, qui sont des industries productrices, et celle de la raffinerie, qui n'est qu'une industrie de transformation, et l'on ne voit point que le sucre retiré du tubercule comme celui qui provient du roseau est un seul et même produit, où la chimie elle-même ne voit aucune différence quand il est raffiné. Le sucre n'est point, dans l'un et l'autre cas, une matière première destinée à être modifiée, dénaturée, mais un produit immédiatement commerçable et utilisable. Il pourrait arriver à la consommation sans passer par la raffinerie. Que d'erreurs entassées sur cette question, que de fautes commises, sous le prétexte fallacieux de protéger à la fois l'agriculture, l'industrie de la betterave et la marine marchande! Maintenant que l'antique pacte imaginé par Colbert est déchiré et que nos colonies, reconnues majeures, indépendantes de la métropole, ont encore plus à lutter qu'autrefois, il serait temps de revenir à des erremens plus raisonnables. Imposer les sucres d'après les couleurs et les types, à la manière hollandaise, autorise des fraudes formidables. On proposait récemment, dans la dernière enquête tenue en France à ce sujet, de les imposer d'après la richesse saccharine, comme on impose les spiritueux d'après leur richesse en alcool. Il serait peut-être plus simple de frapper le sucre d'un impôt unique, comme le tabac, le poivre, le café. Il serait bon aussi de diminuer enfin le chiffre de cette taxe, car plus on élève l'impôt, plus la consommation du produit taxé diminue, moins nos champs et nos usines en produisent, et moins nos places de commerce en importent. L'Angleterre, où l'impôt sur le sucre est nul, consomme quatre fois plus de sucre que la France, 28 kilogrammes par tête d'habitant et par an, et nous seulement 7 kilogrammes! Pour une population totale qui dépasse 33 millions d'habitans, la consommation annuelle du Royaume-Uni atteint ainsi 1 milliard de kilogrammes, de quoi charger 1,000 navires de 1,000 tonneaux chacun! C'est là ce qu'on ne voit pas chez nous, et ce qu'il serait temps enfin que vissent les commissions nommées si souvent à cet effet pour régler en France la question des sucres, et

qui si rarement ont fait besogne qui vaille et qui dure. Le sucre n'est ni une matière première ni une denrée de luxe, c'est bel et bien un aliment nécessaire à tous, et qu'en Angleterre et dans les colonies on donne même au bétail, pour le rendre plus alerte, plus dispos (1).

Après le sucre, dont Nantes en 1875 a reçu par mer 50,000 tonnes et en 1876 seulement 44,000 des diverses colonies françaises, anglaises, espagnoles, hollandaises ou du Brésil, les principaux objets d'importation entrés dans ce port en 1876 ont été la houille anglaise, 397,000 tonnes; les bois du nord, 53,000, provenant de la Prusse, de la Russie, de la Norvége, et ensuite, par ordre d'importance eu égard à la quantité :

Guano du Pérou	26,000 tonnes.
Engrais et noirs de raffinerie	18,000
Fonte et fer d'Angleterre ou de Suède	12,200
Goudrons et bitumes	11,000
Riz de l'Inde	9,000
Plombs d'œuvre et minerais de plomb argentifère d'Italie et d'Espagne	4,800
Graines oléagineuses de la cote d'Afrique	4,000
Cacao	2,500
Minerai de fer	2,000
Chanvre	2,000
Huile d'olive	1,500
Café	1,500
Métaux (cuivre, étain, zinc)	1,300
Fruits secs	1,000

Viennent enfin les huiles de palme et de coco, les phosphates naturels, les bois de teinture et d'ébénisterie, le coton, les morues, les fromages, les peaux, le lin, le jute, les oranges, les citrons, le rhum, les vins et liqueurs, l'huile de pétrole, les épices, le suif et quelques autres denrées (2).

Le commerce d'exportation repose essentiellement sur les sucres raffinés, dont plus de 11,000 tonnes en 1875, et 8,000 seulement en 1876 ont été expédiées. Les principaux débouchés de ce produit sont la Grande-Bretagne pour plus de la moitié, les pays scandinaves pour le cinquième, puis l'Espagne, la Suisse, l'Algérie, la Belgique. Avec les sucres raffinés viennent les blés et les farines, provenant des riches départemens agricoles baignés par la Loire ou ses affluens (la Sarthe, le Maine-et-Loire), et dont le chiffre d'expédition a presque atteint 82,000 tonnes en 1875 et 56,000 en

(1) Voyez le livre si sagement écrit : *Le Questionnaire de la question des sucres*, par M. Le Peletier de Saint-Remy. Paris, 1877.

(2) Voyez l'*Exposé des travaux de la chambre de commerce de Nantes pendant l'année 1876*. Nantes, 1877.

1876, dirigées principalement vers l'Angleterre, la Suède et la Norvége. Les autres marchandises exportées sont :

La houille	37,000	tonnes.
Les bois communs	29,400	
Les ardoises d'Angers	4,800	
Les pommes de terre	4,300	
Les conserves alimentaires	3,400	
Les mélasses	2,900	
Les vins	2,400	
Le riz	2,000	
Les ouvrages en métaux	2,000	
Les tissus de laine, de coton et de toile	2,000	
Les noirs d'os pour raffinerie	1,300	
Les huiles et les tourteaux de graines oléagineuses	1,200	
Les beurres salés	1,000	

Enfin les bois de construction, les vinaigres, les eaux-de-vie et liqueurs, les légumes verts ou secs, la chaux, les suifs, la paille, le foin et le son, les fers, les cuirs, les peaux ouvrées, les matériaux à bâtir, les papiers, les machines et appareils mécaniques, les articles de mercerie et de mode, les bougies, le savon, les livres, les meubles, les feuillards pour cercles de barriques, etc.

La fabrication des meubles est récente et en grand progrès : elle apporte au commerce nantais un élément de fret assez considérable; elle occupe 600 ouvriers, et l'importance de cette industrie représente une somme d'au moins 1,200,000 francs, dont les deux tiers en salaires. Les exportations de meubles ont principalement lieu vers les îles de la Réunion et Maurice, le Mexique, les Antilles, la Guyane et la Cochinchine françaises. Les départemens de l'ouest viennent s'approvisionner aussi à Nantes pour tous leurs meubles usuels. C'est là une branche de travail qui semblait jusqu'ici réservée à Paris, et dont certains ports, comme Bordeaux, Marseille, Le Havre, pourraient aussi bien s'emparer. Un des grands établissemens d'ébénisterie de Nantes entretient à lui seul 300 ouvriers, auxquels il verse annuellement un salaire total de 400,000 francs.

Autrefois on exportait de Nantes, vers les colonies de la mer des Indes, beaucoup de mules et chevaux du Poitou qui servaient aux planteurs pour le transport des cannes au moulin. Aujourd'hui ce commerce d'exportation a presque cessé. On n'a plus exporté que 553 mules en 1874, 395 en 1875 et 302 en 1876. La raison en est qu'on a commencé là-bas à construire des chemins de fer, par exemple à l'île Maurice, et qu'en outre la plupart de ces localités ont trouvé avantage à aller s'approvisionner de bêtes de trait à La Plata.

Le mouvement commercial des ports de la Loire maritime, Nantes, Paimbœuf et Saint-Nazaire, a été en 1876 d'un peu moins

de 1,200,000 tonneaux dans l'ensemble, à l'entrée et à la sortie, représentés par 8,012 navires de toute provenance et de tout pavillon, chargés ou sur lest. Le fret de sortie fait défaut; le tonnage qui arrive chargé sort sur lest dans une proportion qui n'est pas inférieure à 50 pour 100.

Sur le chiffre total du tonnage, Saint-Nazaire intervient pour un peu plus de la moitié. D'année en année, le tonnage augmente quelque peu; mais la progression est loin d'être sensible comme à Marseille, à Bordeaux ou au Havre, qui eux-mêmes ne progressent point dans la même proportion que d'autres ports étrangers, Anvers notamment. En 1867, le nombre total des navires entrés dans les ports maritimes de la Loire était de 8,007, jaugeant 937,000 tonneaux. Pour une décade d'années, l'augmentation, on le voit, est à peine indiquée. Ajoutons qu'à Nantes, comme dans la plupart de nos autres ports, le lot des pavillons étrangers est de plus en plus prépondérant, surtout pour les pavillons anglais et norvégien, car il existe un cabotage très suivi entre Nantes et les places britanniques et scandinaves. A Nantes, le pavillon étranger entre pour environ un tiers dans le tonnage général, et pour la moitié dans le tonnage afférent à la grande navigation.

En 1875, la valeur totale des marchandises entrées et sorties s'est élevée à 250 millions de francs, et les recettes de la douane ont été de 28 millions, pour les trois ports réunis de Nantes, Paimbœuf et Saint-Nazaire (1). Pour la même année, les recettes de la douane s'étaient élevées à Marseille à 40 millions 1/2, au Havre à 26, à Bordeaux à 22. Au 1er janvier 1876, le nombre des navires inscrits aux ports de Nantes et Saint-Nazaire était de 770, jaugeant 152,000 tonneaux. Le dixième des navires avec 22,000 tonneaux appartenait à Saint-Nazaire. A la même époque, le nombre des navires attachés au port de Marseille était de 732, avec une jauge de 198,000 tonneaux; au Havre, de 349, avec 133,000 tonneaux; à Bordeaux, de 367, avec 126,000 tonneaux. Le tonnage total de la flotte commerciale française était alors d'un peu plus d'un million de tonneaux, et avait perdu 40,000 tonneaux en deux ans.

Il résulte des chiffres cités précédemment que, si, pour le nombre des navires immatriculés comme pour les recettes de douane, le port de Nantes a tenu en 1875 le second rang parmi les quatre grands ports de commerce de la France, il n'est venu qu'au dernier rang pour le nombre et le tonnage des navires entrés et sortis et la valeur des marchandises importées ou exportées. Il s'est même, sur tous ces derniers points, laissé devancer par d'autres ports de

(1) En 1876, la valeur totale des marchandises entrées et sorties est descendue à 226 millions. (*Tableau général du commerce de la France*. Paris, 1877.)

création ou de reconstitution récente, tels que Cette ou Dunkerque. En 1876, il est d'ailleurs descendu au troisième rang au point de vue des recettes des douanes, qui ont été les suivantes : Marseille, 43,600,000 francs; Le Havre, 27,500,000; Nantes, 24,800,000; Bordeaux, 21,600,000. En 1873, Nantes donnait autant que Marseille, 36 millions.

Nantes, dont le commerce proprement dit ne progresse point comme on serait en droit de l'espérer, tend, comme la plupart de nos ports, à devenir une cité industrielle. La construction des navires y a été longtemps, grâce à l'excellent bois de chêne que fournit la Bretagne, une des premières industries de la place. Aujourd'hui cette industrie est chancelante. Les chantiers sont situés au bord du fleuve, en face de la ville, le long de la rive gauche du bras principal de la Loire, sur l'île qui porte le nom de Prairie-au-Duc. Dans le courant de 1876, il a été construit à Nantes, au Croisic et à Paimbœuf 56 navires, jaugeant ensemble 5.400 tonneaux, ce qui met la moyenne par navire au-dessous de 100 tonneaux. Les chiffres de 1875 étaient beaucoup plus élevés pour le tonnage : 52 navires et 8,600 tonneaux, et c'était déjà une année de décadence. En 1875, les chantiers de construction français ont fourni en navires 37,500 tonneaux et les importations des constructeurs étrangers ont été de 28,000 tonneaux. Par suite des conditions où se trouve notre industrie des constructions navales, les chantiers étrangers fournissent ainsi à nos armateurs 43 pour 100 de leurs instrumens de transport. Aussi quelques constructeurs nantais se plaignent-ils de ne plus recevoir aucune commande et de voir leurs chantiers déserts. Cette crise s'aggrave en se prolongeant; les ouvriers abandonnent une occupation qui ne leur procure plus qu'un travail intermittent, en éloignent leurs enfans, et l'importante industrie des constructions navales est menacée de disparaître de Nantes. Ce mal n'est pas particulier à ce port, il est général. Marseille, autrefois renommée dans cet art, n'a plus de chantiers; Bordeaux a vu diminuer les siens. A Gênes, on se plaint également; en Angleterre, aux États-Unis, dans le monde entier, éclatent les mêmes lamentations de la part de tous les anciens constructeurs La transformation radicale de la marine marchande a amené cet état de choses. Depuis quelques années, la vapeur tend de plus en plus à se substituer à la voile, avec grand profit. Les navires en bois sont remplacés par des navires en fer, et les bâtimens de grande portée, de plusieurs milliers de tonneaux, les clippers, les paquebots, ont détrôné les modestes trois-mâts que nos pères appréciaient tant. La cause du mal est là et non ailleurs. Toutes les primes, tous les droits protecteurs, toutes les surtaxes de pavillon, que réclament avec si grand fracas les constructeurs et les armateurs, n'y pour-

ront rien. En revanche, ils ont le droit de demander qu'on les mette enfin sur un pied d'égalité complète avec les marines des autres places, et qu'aucun des articles du code maritime français, aucun des règlemens de nos ports, ne leur soient contraires.

Puisque l'industrie des constructions navales en bois est sujette à une irrémédiable décroissance, il faut que la place de Nantes prenne exemple sur l'évolution hardie qu'ont exécutée les Américains et les Anglais en entreprenant la construction des grands navires en fer à vapeur. Le salut est là. Le port de Marseille l'a depuis longtemps lui-même compris, en transportant, pour ainsi dire, aux faubourgs de la Capelette et de Menpenti, dans les ateliers de La Ciotat, dans ceux de la Seyne, près de Toulon, les antiques chantiers du Pharo. Et ce ne sont plus alors seulement des machines de marine que l'on construit, ce sont toutes sortes d'appareils, de générateurs à vapeur, de mécanismes de tout ordre. Il faut entrer résolûment dans cette voie, et Nantes y semble préparée, car elle y a déjà fait un pas marquant, non-seulement en ce qui regarde les engins maritimes, mais encore les constructions mécaniques en général. Nantes est une des villes industrielles de France où se construisent le mieux les machines agricoles.

L'industrie du raffinage du sucre, celles de la fabrication des meubles, de la préparation des conserves alimentaires, surtout les deux dernières, sont en progrès à Nantes. On connaît la réputation que cette place s'est faite dans la confection des conserves de tout genre, bœuf, sardines, anchois, thon, légumes; elle la maintiendra en apportant dans cette délicate manipulation la plus scrupuleuse loyauté. Tout cela assure à ses navires et à son commerce avec l'intérieur de la France un fret de sortie avantageux. En 1875, Nantes n'a pas produit moins de 1 million de kilogrammes en conserves de petits pois seulement. Nantes possède aussi des huileries de graines, des savonneries; mais celles-ci travaillent encore presque uniquement en vue de la consommation indigène, et non point, comme celles de Marseille, pour subvenir aussi aux nombreuses demandes de l'étranger. On peut en dire autant de quelques filatures de laine, de coton, de chanvre, et de quelques fabriques de cordages, enfin de quelques mégoteries, tanneries, corroieries. Ce sont là des industries à développer, surtout en vue de l'exportation des produits manufacturés. Si le fret manque à la sortie, et aucun port plus que Nantes ne souffre de ce manque de fret, il faut le trouver, le créer, et c'est par la production industrielle qu'on y arrive. Bien mieux, on augmente ainsi le fret d'arrivée par la matière brute qu'on reçoit dans les usines locales, et l'on assure en même temps le fret de sortie par la matière ouvrée qu'on expédie au dehors, à l'étranger. Tout cela met en œuvre des quantités de matières considérables,

qui assurent le pain à toute une nombreuse population. Nantes le sait. Le long de la Basse-Loire, quelques établissemens métallurgiques, quelques ateliers de grande chaudronnerie et de constructions mécaniques, principalement de machines agricoles (on a fabriqué et vendu plus de 200 de celles-ci en 1875), toutes ces usines donnent du travail à des milliers d'ouvriers, et remuent une masse de 30,000 tonnes de métaux, fer, plomb, cuivre ou zinc. Que ce ne soit là qu'un commencement, et que la place de Nantes s'ingénie à développer ce germe si fécond du travail industriel!

II. — LA BASSE-LOIRE, SAINT-NAZAIRE, LE LITTORAL.

Pour se rendre de Nantes à Saint-Nazaire, on peut prendre la voie ferrée ou le bateau à vapeur. La voie ferrée, qui longe les quais mêmes du port et dessert la rive droite du fleuve, est la plus rapide. La voie fluviale est plus animée, plus pittoresque, et l'on y touche à l'une et à l'autre rive. On monte sur un petit bateau à hélice ou à roues. On salue au départ le port marchand, le quai de la Fosse, que parcourent les wagons, et le long duquel sont amarrés les gabares, les bricks, les goëlettes, les trois-mâts. Là sont les grues à vapeur pour le chargement et le déchargement. On rase la pointe de l'île Gloriette; ensuite apparaissent les chantiers de construction maritime de la Prairie-au-Duc, et l'île Lemaire, où seront bientôt construits les magasins généraux. Quelques hautes cheminées, qui envoient vers le ciel leur panache de fumée épaisse, marquent, sur les îles de la Loire qui s'éloignent, l'emplacement de quelques usines à vapeur, entre autres de la plus grande raffinerie de sucre de la place. Voici maintenant, sur la rive droite du fleuve, dans un faubourg de la ville, la vaste carrière de granit de Mizery, où travaillent des centaines d'ouvriers. Le pavé cubique de Nantes, les pierres de couronnement des quais, le moellon irrégulier pour la bâtisse, sortent de là. La roche est regardée comme une des meilleures pierres de construction qu'il y ait, et c'est là que vient mourir, sur le bord même de la Loire, le grand mur de granit qui forme comme l'assise inébranlable de l'Armorique. C'est l'arête autour de laquelle se sont déposés peu à peu les terrains de sédiment qui ont donné à cette presqu'île son relief définitif; elle commence au-delà de Brest, court parallèlement au rivage de l'Atlantique jusqu'à Nantes, et les gens du pays l'appellent le *sillon de Bretagne*, heureuse dénomination que le géologue fera bien de retenir.

Après Mizery vient Chantenay. La Loire a là plus de 400 mètres de large. En se retournant vers la ville, on a une très belle vue, celle du port avec ses navires, et celle des îles sur le fleuve. Chantenay, une commune qui compte déjà 10,000 habitans, semble

n'être qu'une continuation de Nantes; c'est, à vrai dire, le faubourg industriel de la grande cité. Là sont des distilleries, des huileries, des minoteries, des fabriques de vinaigre, des raffineries de sucre, une grande usine à décortiquer le riz. Chantenay est comme Nantes sur la rive droite de la Loire, dont tous les bras, hormis un seul, sont maintenant réunis. Vis-à-vis est Trentemoult, un endroit fameux où, selon la légende, « trente moult braves chevaliers bretons donnèrent du fil à retordre aux Anglais; » c'est pourquoi l'île où est Trentemoult porte aussi le nom d'Ile des Chevaliers. C'est à partir de ce point que commencent les digues submersibles de la Loire, digues qui n'ont jamais répondu à ce qu'on attendait d'elles, toujours essayées, toujours critiquées, et qui n'ont fait, au dire des marins, sinon des ingénieurs, que bouleverser le lit de la Loire et en augmenter les dépôts sableux.

Pendant que le bateau avance, et que le patron nous explique ses théories à propos de l'amélioration de la Loire, qu'il voudrait voir confiée au dragage, nous saluons de nouvelles îles toutes vertes, couronnées de pâturages, entre autres celle de Cheviré; puis, sur la rive droite, Basse-Indre, peuplée de 4,000 habitans, et où se trouvent des forges renommées. On y produit, avec les fontes de Bretagne obtenues au charbon de bois, des fers de qualité supérieure, que recherchent la marine, l'artillerie et le commerce. La production en 1876 a été de 7,000 tonnes de fer laminé et martelé, en barres ou en essieux, et le nombre d'ouvriers employés de 400. Cette usine a été fondée par des Anglais en 1825; depuis 1836, elle appartient à une compagnie française et a toujours été florissante.

En face de Basse-Indre est Indret, sur une île, Indret cité jadis pour son château seigneurial encore debout, aujourd'hui plus connu par un établissement considérable appartenant à la marine de l'état et datant du premier empire. On y lançait naguère des navires comme dans nos arsenaux; on y fait maintenant des machines motrices pour nos vaisseaux de guerre, des hélices, des torpilles, des arbres de couche que l'on forge au marteau-pilon. C'est un atelier de premier ordre, habilement dirigé par les ingénieurs de la marine, et qui occupe 1,100 ouvriers. En général, il n'est guère conforme aux principes de la saine économie que l'état se fasse lui-même constructeur, puisque les maîtres de la sidérurgie contemporaine, les Schneider, les Krupp, produisent mieux et à meilleur compte. Cependant, en pareil lieu et en pareil cas, on peut pardonner au gouvernement d'avoir lui-même ses usines. Outre qu'il y a certains secrets de fabrication qu'il faut garder le plus possible, par exemple celui de la construction et du mode de fonctionnement des torpilles, il est juste de reconnaître qu'Indret, par sa position même, est à l'abri d'un coup de main que pourrait tenter une croi-

sière ennemie; ajoutons qu'en 1870 il a fondu sa part de canons et d'obus pour seconder un dernier élan de résistance; qu'enfin la possession d'une usine par l'état limite les prétentions que l'industrie privée pourrait avoir vis-à-vis de lui, et règle en quelque sorte le maximum des prix qu'elle pourrait lui imposer pour telle ou telle fourniture. A Brest, notre marine militaire a aussi des ateliers de construction très importans, et ceux-ci, il n'est pas besoin de le dire, sont en complète rivalité avec ceux d'Indret.

Couëron vient après Basse-Indre, sur la même rive de la Loire. On y remarque une grande usine à plomb argentifère, appartenant à des Anglais, les mêmes qui possèdent aussi les mines et les usines de Pontgibaud, dans le Puy-de-Dôme. A Couëron, on reçoit par bateau à vapeur les minerais d'Espagne et de Sardaigne, la houille d'Angleterre. Les minerais sont principalement des galènes ou sulfures très riches en plomb, pauvres en argent. On les calcine et on les fond dans des fours à réverbère ou à cuve, et l'on obtient ainsi le plomb d'œuvre ou argentifère. On enrichit celui-ci en argent par la fusion et le brassage dans des chaudières hémisphériques ouvertes, dites à la Pattinson, du nom de l'inventeur anglais qui découvrit ce procédé il y a cinquante ans. Enfin on sépare le plomb de l'argent par la méthode anglaise, dans un four à coupelle mobile. En 1876, on a produit ainsi à Couëron 3,800 tonnes de plomb doux en saumon, et 1,538 kilogrammes d'argent en lingot, le tout provenant de 4,650 tonnes de minerai. La production mensuelle, actuellement, peut se calculer à 400 tonnes de plomb, ce qui donnera 4,800 tonnes pour la production totale de 1877. L'usine occupe une centaine d'ouvriers; elle sera bientôt complétée par un atelier de fabrication du blanc de plomb ou céruse, dont on connaît l'emploi dans la peinture, et par un atelier de laminage et d'étirage du plomb pour en faire des feuilles et des tuyaux. Les mines de plomb et de zinc argentifères de Ponpéan (Ille-et-Vilaine) ont donné naissance à l'usine de Couëron. Aujourd'hui ces mines sont arrêtées, comme aussi celles d'Huelgoët et de Poullaouen, dans le Finistère; l'usine de Couëron est passée aux mains d'une compagnie anglaise, et c'est à l'Espagne et à la Sardaigne que celle-ci va demander ses approvisionnemens. Il y a plus d'une leçon à tirer de ces faits.

Presqu'en face de Couëron, dont il faudrait visiter aussi l'importante verrerie, est Le Pèlerin, qui fut jadis un des ports d'attache de Nantes, un des points où les navires s'allégeaient pour remonter plus facilement la Loire. Sur la même rive, beaucoup plus en aval, vient Paimbœuf, en breton Pen-Bo, la tête de bœuf, dont le port s'ensable et n'a plus d'ailleurs la même importance qu'autrefois. On y voit une grande fabrique de cordages pour la marine, qui oc-

cupe une soixantaine d'ouvriers, y compris les femmes et les enfans. A l'embouchure même du fleuve est Saint-Brevin, localité sans intérêt, et sur la rive opposée Saint-Nazaire, qui a détrôné tous les autres ports de la Loire maritime, sauf Nantes. Ici commence l'Océan, et le fleuve à son embouchure a 3 kilomètres 1/2 de large, entre Saint-Brevin et Saint-Nazaire. Les sables charriés se déposent sous les eaux à l'endroit où la Loire, se mariant avec l'Océan, perd sa vitesse, et ainsi se forme cette espèce de bas-fond bien connu des marins, et qu'on nomme la barre des Charpentiers.

Saint-Nazaire est à proprement parler une ville toute moderne. Sur une pointe de granit est le vieux village, la vieille chapelle, le vieux phare. Là vivent encore, entassés dans de pauvres demeures, les pêcheurs, les caboteurs, les pilotes, les marins de la Loire. La ville neuve s'étend plus loin avec ses hautes maisons, ses hôtels, ses cafés, ses bureaux, ses larges rues, ses grands magasins; malheureusement elle manque d'eau potable : elle n'a pas non plus poussé aussi vite que les détenteurs de terrains et les entrepreneurs de bâtisse l'eussent voulu. Nantes, fidèle à ses habitudes profondément enracinées, n'a pas entendu émigrer en masse vers cette terre stérile, que les eaux seules font vivre, les eaux de la mer et du fleuve s'entend. Ce n'est certes pas une terre promise. Les environs sont fort peu plaisans. Partout surgit la roche granitique et schisteuse, partout s'étend la lande couverte d'un sable siliceux, une vraie lande bretonne, où ne poussent que le genêt épineux, les graminées sauvages, et çà et là quelques arbres rabougris. C'est un coin des plus désolés du pays qu'a chanté Brizeux :

La terre de granit, recouverte de chênes.

De tout temps néanmoins cette localité a été foulée par les hommes, et les Bretons de l'Armorique y ont dressé un gigantesque dolmen qui peut faire presque concurrence à ceux de Carnac et d'Auray. Autour on a planté un square. La table a 3^{m},25 de long sur 1^{m},65 de large, et une épaisseur de 40 centimètres. Ces dimensions donnent un volume de 2 mètres cubes et un poids de 5,500 kilogrammes. Les supports, profondément enfoncés en terre, ont 2 mètres de hauteur au-dessus du sol. Qui dira par quels appareils les hommes préhistoriques de ces parages ont extrait, charrié et mis en place pour l'éternité ces trois masses puissantes de granit?

La grande curiosité de Saint-Nazaire n'est pas aujourd'hui son dolmen, c'est son bassin à flot : c'est là ce qu'il faut aller voir; les navires s'y pressent, tous de grandes dimensions; tous ceux qui ne peuvent pas aller directement à Nantes s'arrêtent là. C'est une forêt de mâts, de cheminées de bateaux à vapeur. Les quais sont ani-

més; on y décharge principalement les planches et les madriers de sapins du nord, les houilles et les fontes anglaises, le minerai de fer, et, sur des gabares, tout ce qui doit remonter jusqu'à Nantes. On y embarque les colis de tout genre qu'emporte vers la mer des Antilles et le golfe du Mexique la flotte à vapeur de la compagnie française transatlantique, qui a là ses bureaux, ses docks, ses ateliers, ses magasins; elle y a eu aussi ses chantiers de construction, et une partie de ses grands *steamers* ont été lancés à Saint-Nazaire. Ses établissemens occupent une superficie de 4 hectares. Sur les quais, on remarque deux belles machines à mâter, dont une a été construite par le Creuzot, des grues à vapeur très puissantes, tout cela pour l'embarquement et le débarquement des plus grosses pièces, des plus lourds fardeaux. A la bonne heure! voilà un vrai port de mer; à Nantes, nous n'étions encore que dans une espèce de port de rivière.

Le bassin à flot de Saint-Nazaire, commencé en 1842, a été livré à la navigation en 1857; il s'ouvre sur l'anse de Penhouët; c'est un véritable port artificiel, creusé dans les terres. Le bassin n'a pas moins de 10 hectares de superficie, peut abriter 60 navires de 600 tonneaux, et le développement des quais est de 1,600 mètres. La profondeur d'eau varie suivant les points de 6 mètres à $7^{m},50$, à la basse-mer. Deux écluses font communiquer le bassin à flot avec l'Océan, l'une de 13 mètres, l'autre de 25 mètres de large, celle-ci pour les plus grands navires. Deux môles d'abri en charpente s'avancent à 200 mètres sur l'eau, et marquent le chenal d'entrée. La rade est si sûre et si calme qu'elle remplit les fonctions d'avant-port. Une cale sèche pour la réparation des navires est annexée au bassin à flot. A côté du bassin actuel, on en construit un second qu'on mettra en communication avec le premier, et qui aura 20 hectares de superficie et trois cales sèches. La cale actuelle servira alors à passer du premier au second bassin. Celui-ci coûtera au total 20 millions et sera l'un des plus grands bassins à flot qui existent. On estime qu'il pourra être livré au commerce en 1880. On y a fait usage, comme dans l'établissement du premier bassin de Saint-Nazaire, pour l'assiette définitive des fondations des murs de quai sur un sol solide à travers le sol vaseux, de méthodes de descente de puits en maçonnerie hardies, audacieuses, et plus tard imitées à Bordeaux, au Havre, à Rochefort, à Lorient, dans des conditions moins délicates qu'à Saint-Nazaire.

C'est en creusant les fondations de ce nouveau bassin dit de Penhouët (le premier s'appelle plus spécialement le bassin de Saint-Nazaire) que M. R. Kerviler a reconnu, dans les terrains d'alluvion jadis formés par les apports de la Loire, la trace très nette laissée par les inondations annuelles du fleuve. Des armes et des outils de

silex, de bronze, des pierres perforées, des poteries grossières, des ossemens de bœuf et de cerf, portant la trace du travail de l'homme, puis des médailles, des crânes à forme allongée ou dolichocephale ont été successivement découverts dans ces assises superposées. Il y a eu là, dès l'origine des temps, un habitat humain, une station de marins et de pêcheurs, et l'on a pu marquer par le nombre des couches sableuses le nombre des années écoulées entre notre époque et les premiers dépôts de la Loire, qui semblent ne pas remonter au-delà de 9,000 ans. C'est ainsi que les fouilles du sol, conduites par un esprit attentif, observateur, peuvent venir en aide à l'archéologie préhistorique et l'éclairer de données certaines et pour ainsi dire mathématiques, en lui fournissant ce qu'on a si bien appelé un chronomètre naturel. Mais comment M. Kerviler a-t-il constaté que les couches annuelles pouvaient se compter d'une manière certaine, à peu près comme les années d'un arbre se mesurent par les couches concentriques du tronc? Le voici. Les dépôts annuels de la Loire se sont effectués avec une constante régularité. Ils sont d'une épaisseur moyenne de 3 millimètres, et chaque dépôt se compose d'un lit de détritus végétaux, d'un lit de glaise et d'un lit de sable. Les végétaux arrivent à l'automne après la chute des feuilles, le sable pendant l'hiver, la glaise pendant l'été. Il résulte de ce qui vient d'être dit que 30 centimètres d'épaisseur de ces dépôts correspondent à la durée d'un siècle. Dans une tranchée, à l'air, le sable s'effrite, et il est facile dès lors de compter les assises, sans faire d'erreur, en marquant le nombre de cordons sableux. Reste à trouver un point de départ. Or une monnaie de Tétricus, usurpateur gaulois, rival de l'empereur Aurélien, qui le défit, a été rencontrée dans une des couches sableuses. La défaite de Tétricus ayant eu lieu en l'an 274 de notre ère, la couche de sable où cette médaille a été rencontrée correspond au IIIe siècle. Des épées et un poignard en bronze ayant été trouvés dans une couche qui est à 2m,40 au-dessous de la précédente et qui est par conséquent plus vieille de huit siècles que celle-ci, cela signifie qu'au Ve siècle avant l'ère chrétienne la Gaule n'était pas encore sortie de l'âge de bronze, ou du moins la partie de la Gaule arrosée par la Loire. A la même époque, l'âge de la pierre polie n'avait pas non plus disparu tout à fait, puisqu'on a rencontré, dans les mêmes assises que les armes de bronze, une hache en silex poli emmanchée sur une corne de cerf, des bois de cerf aiguisés, effilés, et même d'énormes pierres percées ou entaillées. Ces pierres servaient sans doute d'ancres aux embarcations primitives qui fréquentaient ces parages de l'Océan et de la Loire. Les marins de Saint-Nazaire, on le voit, peuvent se réclamer d'ancêtres qui remontent à une très haute antiquité.

Les observations de M. R. Kerviler ont été faites jusqu'à pré-

sent sur une hauteur de 8 mètres, correspondant à vingt-quatre siècles. On se propose de les continuer jusqu'à 30 mètres, dernière limite des assises alluviales de la Loire sur le granit. Ce travail de recherche intéressant est conduit au moyen d'un puits à large section. M. Waddington, quand il était ministre de l'instruction publique, a ouvert pour cela un crédit spécial à l'ingénieur de Saint-Nazaire. Il serait bien à désirer que de tels travaux fussent partout encouragés, car ils sont de nature à éclairer d'un jour précis nos ténébreuses origines. C'est de la sorte qu'il paraît maintenant assuré que la formation de la vallée actuelle de la Loire remonte à peu près à neuf mille ans, comme il a déjà été dit.

Nantes et Saint-Nazaire commandent le bassin de la Loire, comme Bordeaux le bassin de la Gironde et Marseille le bassin du Rhône et tout le golfe de Lyon. Il y a mieux, de l'île d'Oléron à l'île d'Ouessant, il n'y a d'autre grand port de commerce que Nantes et Saint-Nazaire, comme de l'île d'Oléron au fond du golfe de Gascogne il n'y a d'autre grand port que Bordeaux. Qu'est-ce que Rochefort, même avec son port militaire, La Rochelle, les Sables-d'Olonne, en comparaison de Nantes? et Vannes, le vieux port des Vénètes, ces Vénitiens de l'Armorique, et Lorient, et Quimper, et Brest lui-même? Ce sont des pépinières de marins pour notre flotte marchande et militaire, des nids de hardis pêcheurs, de bons caboteurs, de braves pilotes, mais ce ne sont pas de grands ports de commerce. Quelques-uns l'ont été un jour, comme Lorient, que l'on appela au début L'Orient, quand nous colonisions l'Inde et Madagascar ; L'Orient, nom d'heureux augure et qui fut imaginé par la grande compagnie de marchands formée sous l'inspiration de Richelieu pour exploiter les colonies françaises des Indes orientales. Mazarin, Colbert, prêtèrent successivement leur appui à cette compagnie et à d'autres qui se substituèrent à elle, mais survinrent les mauvais jours. Lorient, qui avait cru un moment supplanter Nantes, dut céder le pas à sa rivale, qui elle-même succomba quand la France perdit Saint-Domingue. Depuis, Nantes s'est à peu près relevée, mais non Lorient.

Quelques autres ports de cette partie du littoral, comme Brest, on a tenté récemment de les galvaniser, de les faire surgir. Il y a là une magnifique rade. On voulait, à côté du port militaire, édifier un port marchand; d'autres, à qui le singulier ne suffisait pas, disaient : des ports. Qui ne se rappelle la trop fameuse compagnie des ports de Brest? On avait aligné sur le terrain ou plutôt sur le papier, devant les quais en construction, des rues, des pâtés de maisons, toute une ville neuve. Soutenus, encouragés au début par le ministre du commerce et des travaux publics d'alors, qui vint exprès de Paris à Brest assister à un grand banquet et faire un discours,

les pauvres actionnaires des ports de Brest ne tardèrent pas à voir leurs titres réduits à rien. Le nouveau port lui-même, le bassin édifié pour abriter les paquebots de la compagnie transatlantique, qui véritablement restaient en rade et qu'on rejoignait avec un petit bateau à vapeur spirituellement nommé le *Satellite*, le port marchand de Brest a bientôt été réduit à ses pêcheurs, à ses caboteurs naturels. C'est que les havres de commerce ne s'improvisent pas sans motifs, et sur le simple décret d'un ministre. Sans doute Brest est la pointe la plus avancée de la France sur l'Océan ; Brest a l'une des premières rades du monde ; mais qu'y aurait-on porté, que pouvait-on y débarquer avec profit? Le lieu était trop éloigné, la campagne environnante trop dépeuplée, trop stérile ; aucun cours d'eau navigable dans le voisinage, à peine un pauvre canal communiquant avec Nantes, et créé surtout dans une vue de défense militaire. C'est là ce qu'il aurait fallu voir tout d'abord. La compagnie transatlantique a fini par abandonner ce port de relâche : elle y perdait son temps et son argent, et les passagers eux-mêmes préféraient Le Havre, qui n'est distant de Paris que de cinq heures, à Brest, où la voie ferrée en met dix-huit. Depuis quelques années, on ne part plus que du Havre pour les voyages de New-York, et l'on touche à Plymouth au lieu de toucher à Brest.

Ce qu'il fallait faire en réalité pour donner à tout ce rivage de l'Océan la vie, le bien-être, la fortune, les particuliers l'ont tenté sans que l'état ait eu beaucoup à y intervenir. La terre se refusant en maints endroits à fournir un fret aux navires, on a exploité la mer comme fabrique d'alimens. La pêche s'est développée à souhait. A Nantes, à Concarneau, on s'est mis à saler la sardine, l'anchois, le thon, et à expédier ces produits conservés dans l'huile par millions de boîtes à travers le monde entier. C'est une industrie fructueuse, où les Français sont passés maîtres, et que les Américains essaient en ce moment de leur ravir. Sur tout le littoral, on a établi des viviers dans lesquels on a conservé le poisson, soit pour la consommation indigène, soit pour l'expédition au dehors. Enfin on a entrepris la culture des huîtres sur une échelle immense. C'est sur ces rivages, à Bélon près Quimper, à Lorient, à Auray, à Vannes, que sont les parcs les plus considérables, les aménagemens les plus grandioses, parmi lesquels on peut citer ceux de M. le baron de Wolbock. On sait quelle consommation fait Paris et toute la France de ce mollusque cher aux gourmets, dont le prix malheureusement augmente toujours, sans que la qualité s'améliore beaucoup. Malgré tous les soins donnés à l'élevage et toutes les découvertes nouvelles faites en ostréiculture, il est certain aussi que le nombre d'huîtres pêchées est aujourd'hui bien moins considérable qu'il y a vingt-cinq ans, ce qui explique la hausse conti-

nue des prix. En 1852, on a consommé à Paris 78 millions d'huîtres, dont le prix à la halle était de 2 fr. 27 cent. le cent; en 1872, la consommation était descendue à 13 millions, et le prix était monté à 11 fr. 21 cent. A partir de 1873, la production s'est un peu relevée; mais les prix n'ont pas fléchi, à cause de la demande toujours plus forte. Ils sont encore de 11 à 12 francs le cent à la halle, et de 15 à 18 francs au détail. Depuis quelques années, les huîtres qui viennent des côtes du Morbihan sont particulièrement appréciées à Paris. Elles y sont connues sous le nom d'huîtres armoricaines ou de Sainte-Anne (d'Auray). Si nos parcs arrivent jamais à produire ce que donnent ceux des Américains, on pourra aussi mariner et conserver l'huître, et l'envoyer au loin en boîtes soigneusement confectionnées; les leurs arrivent ainsi jusqu'en France. Développons nos pêcheries, développons notre production huîtrière : c'est le moyen de fournir une occupation avantageuse à tous les habitans de nos côtes, et d'apporter en même temps à nos navires de commerce un nouvel élément de fret qui n'est point à dédaigner.

III. — LA NAVIGATION DE LA LOIRE.

De tous les fleuves de la France, la Loire est celui qui, pour le marin, a la meilleure embouchure, celui où les navires, par tous les temps, peuvent entrer et sortir avec le plus de facilité et le moins de dangers : *favet Neptunus eunti*, comme le dit la devise que Nantes porte sur ses armes. Malheureusement la Loire est aussi celui de nos fleuves qui, à l'intérieur des terres, est le plus indisciplinable, celui sur lequel on peut le moins aisément naviguer. En-deçà de Nantes, pendant une grande partie de l'année, la Loire n'est pas accessible aux bateaux. La Seine, à l'entrée dans Paris, débite à l'étiage, c'est-à-dire aux plus basses eaux, 75 mètres cubes d'eau par seconde, dans un lit de 150 mètres de large; à Orléans, la Loire débite trois fois moins d'eau dans un lit deux fois plus large, et c'est ainsi tout le long du parcours. A Tours, elle occupe une largeur qui est trois fois celle de la Seine, et ne roule qu'un volume d'eau de 65 mètres cubes. Elle coule en minces filets, à travers un labyrinthe d'îles de sable. Partout elle jette, à droite, à gauche, des dépôts sablonneux, qu'à chaque instant elle déplace et qu'elle finit par charrier à la mer. Entre Orléans et Tours, pendant six mois de l'année, ce n'est qu'une plage de sable, où le fleuve disparaît presque entièrement, coulant en nappes souterraines.

La Loire est celui de tous nos grands cours d'eau qui a le plus long parcours; elle mesure 1,000 kilomètres de sa source à son embouchure, du flanc des montagnes du Vivarais, où elle sourd au Gerbier-des-Joncs, au port de Saint-Nazaire, où elle vient mourir;

c'est aussi celui de nos fleuves qui a le bassin le plus étendu. La vallée de la Loire occupe un cinquième de la superficie totale du territoire; c'est la plus riche en productions agricoles de tout genre : elle traverse la Touraine, elle nourrit 8 millions d'habitans; mais la Loire est en même temps celui de nos fleuves dont les inondations sont les plus fréquentes, les plus redoutables, les plus difficiles à prévenir. La Loire descend du grand plateau granitique et schisteux qui forme le centre et comme le noyau de la France. Le terrain y est à peu près imperméable, et les inondations de la Loire sont à craindre pour peu que la fonte des neiges au printemps arrive subitement, ou que les pluies torrentielles d'automne tombent avec trop de fréquence.

Les malheureuses conditions hydrologiques que l'on vient de rappeler ont frappé de tout temps les ingénieurs. A toutes les époques, on a essayé d'y remédier, même sous les Romains. Sous les Francs, les nautes de la Loire forment une corporation comme ceux de la Seine. Sous la dynastie carlovingienne, des édits royaux, notamment sous Louis le Débonnaire, prescrivent des travaux riverains, des espèces de digues ou levées pour discipliner le régime de la Loire. Sous les rois capétiens, Louis XI entre autres, le pouvoir s'occupe avec sollicitude des endiguemens du fleuve. Au XVIIe siècle, Louis XIV appelle des ingénieurs hollandais, qui imaginent des digues submersibles. En 1730, on essaie d'améliorer le mouillage du port d'Orléans. A la même époque et jusqu'en 1770, une commission d'ingénieurs visite à plusieurs reprises la Loire, et propose de la rétrécir entre Nantes et Paimbœuf, au grand mécontentement des marins. Les hydrauliciens sont sans cesse à l'œuvre; rien ne les rebute, ils essaient de tout pour améliorer, pour assurer la navigation du fleuve, et en même temps empêcher les inondations : digues submersibles dans la campagne, digues insubmersibles au passage des grandes villes, réservoirs fermés ou barrages ouverts dans les vallées. De 1820 à 1860, on tente de nouveau d'endiguer, de resserrer la Loire, et finalement on s'aperçoit qu'on n'a fait que créer ainsi des obstacles à la navigation et rendre les inondations plus fréquentes. On a même dérangé, paraît-il, le régime des marées, car le flot qui se faisait sentir jusqu'à Ancenis, à 30 kilomètres de Nantes, ne monte plus, dit-on, jusque-là. Peut-être aurait-il mieux valu ne recourir qu'à des draguages prolongés, comme le demandaient tous les mariniers.

On ne s'est pas tenu pour satisfait en tentant, par des efforts séculaires, d'améliorer les allures de la Loire, on a voulu aussi faire communiquer le bassin de ce fleuve avec les autres régions du pays. On a ouvert pour cela des canaux. Le canal de Briare, le premier canal à écluses superposées et à point de partage construit en France

(1638), fait communiquer la vallée de la Loire avec celle de la Seine. On marie également la Loire avec le Rhône par le canal du Centre, complété plus tard par le canal latéral à la Loire. Le canal du Centre, projeté dès le règne de François Ier, successivement étudié par Sully, Richelieu, Vauban, les états de Bourgogne, est enfin commencé par ceux-ci en 1783 sous le nom de canal du Charolais, et terminé dix ans après. Gauthey, ingénieur des états, s'illustre dans ce grand travail.

Les voies d'eau, fleuves, rivières ou canaux, sont les meilleures voies d'approvisionnement de nos ports, celles qui leur amènent, aux meilleures conditions possibles, un fret de sortie abondant, comme aussi ce sont les voies qui répartissent le plus loin, avec le plus d'économie, les matières premières apportées par les navires caboteurs ou de long cours. Un bon aménagement des canaux, des rivières et des fleuves navigables d'un pays, est par conséquent le moyen le plus sûr d'augmenter, de doubler la prospérité de ses ports de mer. Et que l'on ne dise pas qu'aux chemins de fer tout seuls incombe aujourd'hui cette importante besogne. Le canal est le moyen de transport prédestiné pour les matières les plus lourdes et de moindre valeur; c'est en même temps le modérateur, le régulateur naturel des tarifs des voies ferrées, et dans une foule de circonstances, il peut entrer utilement en concurrence avec elles. On ne saurait mieux le prouver que par un exemple frappant, qui se présente précisément dans le bassin de la Loire, sur le canal du Berry, et que M. Krantz met heureusement en lumière dans le remarquable rapport qu'il a présenté à l'assemblée nationale, entre les années 1872 et 1874, sur les voies navigables de la France.

Le canal du Berry, dont le projet fut préparé dès 1484, à la suite de la réunion des états-généraux à Tours, puis étudié par Sully, par Colbert, repris en 1765, exécuté enfin en 1807, le canal du Berry fait communiquer le Cher avec la Loire. Sur le parcours entier on transporte une moyenne annuelle de 300,000 tonnes de marchandises. Bien que la ligne soit défectueuse, mal construite, sujette aux manques d'eau, aux chômages prolongés, ait des écluses trop étroites et de différentes dimensions, elle arrive à lutter victorieusement contre les voies ferrées qui lui sont opposées. Et par quels moyens? M. Krantz va nous le dire. L'engin de traction est un âne; le véhicule, un bateau très économiquement construit, et qui, avec ses agrès, ne coûte jamais plus de 1,500 francs. Le marinier s'y installe avec sa famille. L'âne fournit la force motrice, mais chacun l'aide à son tour. Il prélève sa nourriture sur les francs bords du canal ou dans les prés voisins, qu'il tond de contrebande. Le modeste équipage, presque toujours à pleine charge, fait à peu près 16 kilomètres par jour. Le soir venu, on s'arrête. L'âne est

dételé, rentre dans le bateau. Par ces moyens rudimentaires, le prix du fret descend à 1 centime 1/2 par tonne et par kilomètre, en y comprenant toutes les dépenses, quelles qu'elles soient. Sur le chemin de fer, ce serait au moins le triple, sinon le quadruple. Et cependant qu'avons-nous d'un côté? Des engins primitifs, un outillage incomplet, élémentaire, une pauvre famille et le plus humble des serviteurs de l'homme. Et de l'autre? De puissantes machines, savamment construites et entretenues, mises en œuvre par un personnel habile, instruit, en un mot la grande industrie avec toute sa force, sa science, sa hiérarchie, sa discipline. Malgré tout, au point de vue économique, c'est le marinier qui triomphe; le chaland transporte à bien plus bas prix que la locomotive. C'est qu'aussi le véhicule du marinier, à charge égale, pèse quatre fois et coûte trente fois moins que celui du chemin de fer, et que le travail de traction est bien moindre sur l'eau que sur le rail.

Nous avons tenu à citer cet exemple pour montrer tout ce qu'une canalisation intelligente du bassin de la Loire pourrait apporter d'avantages, non-seulement aux populations et aux campagnes riveraines, mais encore au port de Nantes lui-même, auquel cette canalisation créerait tant de débouchés et dont elle augmenterait singulièrement le fret à l'entrée comme à la sortie. A Nantes, à Saint-Nazaire, nous avons rencontré des houilles françaises qui faisaient concurrence aux houilles importées d'Angleterre. Celles-là avaient été amenées précisément par le canal du Centre, le canal latéral à la Loire et celui du Berry, des riches mines de Blanzy dans le département de Saône-et-Loire. Avec les charbons menus, les poussiers sans aucune valeur, que l'on mêle au brai, au goudron minéral et que l'on comprime mécaniquement, on fait des briquettes. Elles sont d'un arrimage facile et d'un emploi très avantageux dans la navigation à vapeur. La compagnie de Blanzy a fondé une usine à Nantes pour la confection de ces *agglomérés*, et ses chalands, traînés par des remorqueurs à vapeur, venaient dans le principe du port de Monceau, sur le canal du Centre, à Nantes et à Saint-Nazaire. C'est une distance totale de 750 kilomètres, qui n'est guère inférieure que d'un huitième à la distance de Paris à Marseille par le chemin de fer de Lyon-Méditerranée. La navigation par les canaux demande beaucoup plus de temps, mais elle est plus économique que le transport par le rail, et c'est suffisant. On n'attend pas ce charbon à jour et à heure fixes, l'approvisionnement est fait d'avance. Quand il s'agit de consommations annuelles qui peuvent s'élever à plusieurs milliers de tonnes, il suffit d'une économie de quelques francs par tonne pour permettre ou non l'érection d'une usine. Si l'économie n'a pas lieu, souvent l'usine ne peut s'édifier. Qui ne devine dès lors que le bas prix des transports règle

la plupart du temps toute l'allure industrielle d'un pays? Malheureusement les canaux ont pour concurrens les chemins de fer, qui luttent à mort contre eux. Au moyen des tarifs différentiels, qui permettent un si notable abaissement du fret kilométrique sur une distance plus grande, on a forcé la compagnie de Blanzy à prendre la voie ferrée au lieu de la voie d'eau. Des cinq remorqueurs à vapeur qu'elle avait sur la Loire, il ne lui en reste plus qu'un seul, qui fait les voyages entre Nantes et Saint-Nazaire et Nantes et Angers; elle est même arrivée à mêler aux siens des menus anglais de Cardiff. Elle n'en produit pas moins chaque année 20,000 tonnes d'agglomérés dans son usine de Nantes, et cet exemple est bon à enregistrer.

Nous savons que la Loire n'est pas navigable toute l'année. Les crues, les basses eaux, les glaces, les brouillards, y arrêtent entièrement la navigation au moins six mois sur douze. C'est là une condition des plus fâcheuses. Nous savons aussi que tous les endiguemens, tous les genres d'améliorations tentées sur la Loire, même sur la Loire maritime, entre Nantes et Saint-Nazaire, n'ont pas réussi jusqu'à présent. Il faut chercher ailleurs, soit dans des approfondissemens, des draguages, qui paraissent presque impossibles à réaliser d'une manière certaine et durable, soit plutôt dans la création d'une canalisation latérale, le moyen de tirer parti des eaux du fleuve jusqu'à Nantes. Si cette canalisation s'exécute, il faudra donner au canal le même tirant d'eau partout, et à toutes les écluses les mêmes dimensions, en largeur et en longueur, de manière à ce que tout ce travail présente une uniformité, une homogénéité qui permette d'aller sans transbordement, sans rompre charge, jusqu'aux plus lointaines distances; or, l'on sait que cela ne peut encore se faire en France sur aucune de nos voies navigables artificielles.

Sur la rive droite ou la rive gauche de la Loire, ces canaux seconderont l'agriculture, lui amèneront à bas prix les amendemens, les engrais dont elle a besoin et transporteront vers les usines et vers les ports, notamment celui de Nantes, les produits du sol et du sous-sol : céréales, bois, fourrages, chanvres, vins, ardoises, houilles, minerais, et les produits des usines métallurgiques, de céramique ou de verrerie. Montluçon, à l'une des extrémités du canal du Cher, Montluçon, déjà si réputé par ses houillères, ses forges, ses verreries, ses cristalleries, pourrait ainsi devenir un jour une espèce de Birmingham, dont Nantes serait comme le Liverpool.

Si l'amélioration complète et durable de la Loire fluviale n'est pas possible directement, et s'il faut, pour tirer parti du fleuve, recourir forcément à la canalisation latérale dont il vient d'être parlé,

on peut se demander s'il doit en être de même pour la Loire maritime ou Basse-Loire. Jusqu'ici, il faut bien le reconnaître, on n'a pas été plus heureux sur le bas que sur le haut du fleuve, et tous les efforts des ingénieurs, nous l'avons vu, sont venus échouer contre les résistances aveugles de la nature, les forces fatales des élémens. La Loire, à partir de Nantes, n'a qu'une profondeur de 3 mètres sur les 60 kilomètres qui la séparent de la mer. On voudrait porter cette profondeur à 7 mètres, pour donner la faculté à tous les navires d'aborder sûrement à Nantes en pleine charge. La chambre de commerce de Nantes est revenue plusieurs fois sur cette idée, l'a fait en partie accepter par le gouvernement, qui a détaché à deux reprises quelques-uns de ses ingénieurs pour préparer les projets et les devis de ce grand travail (1). Quand on a soumis les pièces de cette sorte d'enquête au conseil supérieur des ponts et chaussées, il a toujours donné un avis défavorable. Les projets n'étaient pas cependant mal conçus, et le coût des travaux à faire, dragages, endiguemens ou autres, avec un bassin à flot à Nantes, ne s'élevait point au-delà de quelques dizaines de millions; on n'en aurait pas certainement dépensé plus de 50 dans l'ensemble, en donnant à ce projet toute l'ampleur nécessaire.

Quelques Nantais n'ont pas plus de confiance que l'état dans les travaux d'approfondissement de la Basse-Loire. Atteints de ce qu'un ingénieur du gouvernement appelait avec irrévérence la « maladie du canal latéral, » pensant qu'il vaut mieux amener la mer à Nantes que d'aller la chercher à Saint-Nazaire, ils demanderaient volontiers qu'on ouvrît un canal à grande dimension de Nantes à la mer. Nous n'avons pas à prendre parti dans ce débat, qu'il serait toutefois urgent de voir clore. Quant à la situation réciproque de Nantes et de Saint-Nazaire, remarquons qu'elle n'offre rien qui doive exciter la jalousie, les méfiances, les craintes de l'un ou de l'autre de ces ports. Comment! Nantes a demandé qu'on lui donnât Saint-Nazaire, et le jour où le bassin à flot de Saint-Nazaire est creusé, Nantes le voit fonctionner d'un mauvais œil? Pourquoi cela? Quand les Anglais ont approfondi et dragué la Clyde, Glascow est devenu le grand port que l'on sait; il a vu sa population passer de 100,000 à 500,000 habitans; Greenock n'est toujours que le port de l'embouchure. Nantes restera pour la France le grand port de l'ouest, quelque sort que l'avenir réserve à Saint-Nazaire, mais il ne faut pas que les Nantais boudent.

Ce n'est pas d'ailleurs d'assoupir la rivalité de Nantes et de Saint-

(1) Voyez *Nantes et la Loire*, par M. Lechalas, Nantes, 1870, et *De la nécessité d'améliorer la Loire*, par M. Goulin; Nantes, 1876.

Nazaire que l'on doit se préoccuper; ce dont il s'agit surtout, c'est d'amener à Nantes le plus de fret possible pour venir en aide à un grand port dont la situation sera bientôt chancelante, si l'on n'y prend garde. Déjà des ports comme Dunkerque, sur la mer du Nord, Cette, sur le golfe de Lyon, font beaucoup plus d'affaires que Nantes, même augmentée de Saint-Nazaire. C'est que Dunkerque et Cette sont des têtes de canaux. Nantes doit s'étudier à jouir enfin du même avantage, et ce qu'elle doit demander sans relâche, ce que sa chambre de commerce, ce que tous les Nantais doivent au besoin exiger, c'est une canalisation complète et définitive de tout le bassin de la Loire, et une communication assurée de ce bassin avec ceux du Rhône, de la Seine et du Rhin. Il faut également que le réseau de toutes les voies ferrées qui aboutissent ou doivent aboutir à Nantes soit enfin achevé, complété, et que les compagnies, pour le bien du commerce, pour le bien général, réduisent au minimum et leurs tarifs et leurs exigences. La est principalement le salut pour Nantes, pour tous nos ports; il est aussi dans un peu plus d'activité, un peu plus d'initiative individuelle de la part des Nantais. Sans doute il y a à Nantes plus d'un bon exemple à citer, plus d'un grand armateur, plus d'un grand industriel; mais, dans l'ensemble, la place nous a paru un peu endormie, un peu paresseuse, d'humeur sédentaire, même rétrograde, et nous voudrions qu'il fût possible, dans son intérêt et dans celui du pays, de la tirer enfin de cet état de torpeur. Pourquoi, depuis quelques années, les affaires semblent-elles y rester stationnaires et sur quelques points y décroître?

Tous nos ports se plaignent, et une partie de leurs plaintes sont fondées; mais aussi ils doivent bien reconnaître qu'une part de responsabilité leur incombe dans les difficultés de la situation actuelle. Il faut faire une évolution vers les créations industrielles; il faut s'habituer de plus en plus à transformer, à manufacturer la matière première que l'on reçoit, et non plus seulement à la distribuer aux usines lointaines, comme on faisait jadis. Le travail industriel moderne a pris d'autres allures que celui du passé. Que Nantes profite en cela de l'exemple que lui donne Marseille. Ce qui a sauvé ce port, ce sont les usines de tout genre qu'il a su établir. Il en a dans la ville elle-même, dans sa banlieue, dans le département, dans les départemens voisins, et tout cela fonctionne pour ainsi dire sous les yeux et dans tous les cas avec les capitaux de l'armateur et du négociant marseillais. N'avons-nous pas vu près de Nantes, à Basse-Indre, une forge très florissante qui date de 1825, à Couëron, une verrerie, une fonderie de plomb? Ces exemples ne doivent pas être isolés. Il ne faut pas surtout, comme à la fonderie

de plomb de Couëron, laisser uniquement les Anglais se livrer à ces opérations fructueuses; il faut les suivre dans cette voie. Comment aussi laisse-t-on aux grands caboteurs anglais tout seuls le soin de porter à Saint-Nazaire les 400,000 tonnes de charbon dont Nantes a besoin chaque année?

Des huileries de graines, des savonneries, commencent à fonctionner à Nantes. Qu'on étende la consistance et le nombre de ces usines. Qu'on augmente, qu'on agrandisse les minoteries, les distilleries; qu'on crée des fabriques de produits chimiques. La Touraine fournit de grandes quantités de vins. Qu'on les concentre, qu'on les travaille et les prépare pour l'exportation comme on fait à Bordeaux pour les vins dits de Cahors, à Cette pour ceux du Languedoc. La confection des meubles fournit déjà un fret assez important aux navires qui partent du port de Nantes. Ne gagnerait-on point à établir de nouveaux ateliers de ce genre? Ce n'est pas le goût qui manque en France. Les bois indigènes, le noyer, le chêne, le poirier, l'érable, y sont de bonne qualité, n'y sont pas chers, et nos ports nous amènent à bon compte tous les bois d'ébénisterie exotiques, le thuya, le palissandre, l'acajou, l'ébène. Nous pourrions fournir de mobiliers de choix une partie des habitans du globe.

Nantes doit être à la fois un grand marché et un grand atelier, un grand marché pour tout l'ouest et le centre de la France, un grand atelier exportant au dehors la majeure partie de ses produits manufacturés. Le voisinage et les progrès de Saint-Nazaire ne doivent pas effaroucher Nantes. Il y a place sur la Loire pour les deux ports. Le Havre n'a pas fait disparaître Rouen, seulement Rouen a su se transformer, et s'est contenté de devenir une des premières villes manufacturières de France, quand Le Havre a pris dans les transports maritimes la place que Rouen y occupa jadis. C'est là ce que doit faire Nantes. Saint-Nazaire amènera des pays lointains les matières à élaborer, Nantes les transformera dans ses usines. Cependant nos ingénieurs rendront vers l'un et l'autre port les mouvemens de plus en plus faciles, et s'étudieront à améliorer et à compléter de toute façon les voies d'eau et les voies de fer, sans lesquelles il n'est pas de marine, de commerce, d'agriculture, ni d'industrie. A propos de l'amélioration de la Loire, on a présenté bien des projets, on a prodigué les promesses, et l'on n'a jamais rien fait. Il y va de l'avenir du port de Nantes; que le gouvernement sorte enfin de cette inaction absolue où il ne semble que trop se complaire.

L. Simonin.

LA

QUESTION DES IMPOTS

I.

L'IMPOT PROGRESSIF.

Nous écrivions ici même, il y a quelques années : « Il n'y a pas de question plus délicate que celle de l'impôt. Savoir ce qu'on doit légitimement à l'état pour les services qu'on en reçoit, sous quelle forme il convient mieux de s'acquitter pour éprouver le moins de gêne et ménager le plus la richesse publique, tel est le problème. On discute sur ce sujet depuis longtemps, et dans aucun pays on n'est encore parvenu à une solution qui satisfasse tous les esprits. Ce qui le prouve, ce sont les remaniemens de taxes qui ont lieu constamment et à peu près partout. Ces remaniemens tiennent sans doute à ce que, les besoins des états venant à s'accroître, il faut y pourvoir par de nouveaux impôts; ils tiennent aussi à ce que, les sources de la richesse variant sans cesse, les unes se développant plus que les autres et de nouvelles surgissant, il convient d'équilibrer le fardeau en raison des forces qui doivent le supporter. Tout cela est vrai. Cependant, si l'impôt est si souvent mis en discussion, c'est encore parce que les idées ne sont pas parfaitement nettes à cet égard (1). » Depuis que ces lignes ont été écrites, les choses, il faut en convenir, ne se sont pas beaucoup éclaircies, elles sont peut-être même plus embrouillées que jamais. Jamais en effet on n'avait vu surgir autant de propositions, tantôt pour sup-

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier 1873.

primer ou modifier sensiblement les impôts indirects, en leur en substituant d'autres, bien entendu, tantôt pour établir une taxe générale sur le revenu ou sur le capital, tantôt enfin pour essayer, sous une forme d'abord modérée, la taxe progressive. On parle et on agit absolument comme s'il n'y avait pas de principe sur la matière, et qu'on fût livré sans règle aux caprices du législateur. Nous voudrions aujourd'hui encore revenir sur le sujet, le serrer d'un peu plus près, et examiner à quoi tiennent toutes ces erreurs qu'on entretient dans le public, soit sur les taxes indirectes, soit sur la taxe progressive. Commençons par celle-ci.

I.

Adam Smith a établi, en fait d'impôt, des règles qui sont, pour ainsi dire, devenues classiques, et dont la première, la plus importante, est celle-ci : « Les sujets de l'état doivent contribuer au soutien du gouvernement, chacun le plus possible en proportion de ses facultés, c'est-à-dire en proportion du revenu dont il jouit sous la protection de l'état. » Voilà qui paraît bien clair : tout citoyen doit contribuer en raison de ses facultés, et, pour qu'il n'y ait pas d'équivoque possible sur le mot *facultés*, l'auteur l'explique en disant que c'est *en raison du revenu dont on jouit sous la protection de l'état*. Cette théorie pourtant n'a pas été admise sans restriction par ceux qui ont eu à la commenter. Adam Smith lui-même, dans un autre passage de son livre, semble s'être corrigé en déclarant « qu'il ne serait pas très déraisonnable que les riches contribuassent aux dépenses de l'état, non-seulement en proportion de leur revenu, mais encore de quelque chose au-delà de cette proportion. » *Pas très déraisonnable*, on remarquera l'expression : elle prouve qu'Adam Smith, en faisant cette concession, ne se sentait plus solidement sur le terrain des principes, il transigeait avec eux, on ne sait pour quelle considération. J.-B. Say a été beaucoup plus explicite en faveur de l'impôt progressif (1). « Une contribution simplement proportionnelle, a-t-il dit, n'est-elle pas plus lourde pour le pauvre que pour le riche? L'homme qui ne produit que la quantité de pain nécessaire pour nourrir sa famille doit-il contribuer exactement dans la même proportion que celui qui, grâce à ses talens distingués, à ses immenses biens-fonds, à ses capitaux considérables, non-seulement jouit et procure aux siens toutes les jouissances du luxe le plus somptueux, mais de plus accroît chaque année son trésor? Cependant, à l'époque de la révolution française, plusieurs

(1) Voyez le *Cours d'économie politique*, par J.-B. Say, p. 398 et suiv., t. II. *Collection des économistes*, par Guillaumin.

écrivains, et notamment ceux qui exerçaient une grande influence sur les décisions des assemblées législatives, conçurent une véritable horreur pour l'impôt progressif. On le regarda comme un motif de découragement pour tout accroissement de fortune, et par conséquent pour tous les genres de perfectionnement; on le représenta comme une prime accordée à l'insouciance et à la paresse, ajoutant qu'un tel impôt punissait, pour ainsi dire, le succès... Il y a plusieurs sortes de progression, continue-t-il; il y en a telles qui n'enleveraient jamais que la moindre partie du revenu, la progression, par exemple, qui se réglerait non sur le revenu total, mais sur l'accroissement du revenu. En second lieu, l'impôt progressif ne peut avoir lieu que relativement à l'impôt direct; il est impossible de l'appliquer à l'impôt indirect, comme celui des douanes, et à celui qu'on fait payer sur les consommations. »

Rossi lui-même sacrifie un peu à l'impôt progressif, il l'admet resserré dans des limites très restreintes, tout en en combattant le principe dans des termes qu'il est bon de rappeler. « Il est facile de voir, dit-il, que l'impôt progressif mis en pratique d'une manière illimitée mènerait bientôt à demander plus que le revenu ou au moins tout le revenu; que l'on prenne une règle quelconque de progression, et l'on ne tardera pas à arriver à une fortune dont tout le revenu serait absorbé par l'impôt. Alors la conséquence serait qu'au-delà d'une certaine limite nul n'aurait souci d'augmenter son avoir. On paralyserait la marche de la fortune publique, et de plus on commettrait une grande injustice. » Quant à Montesquieu, il proclame l'impôt progressif le seul équitable. On pourrait citer beaucoup d'autres auteurs encore en faveur de cet impôt. Mais en voilà assez pour montrer qu'il a été soutenu par les noms les plus éminens; pour prouver maintenant qu'il a encore des adhérens dans le temps présent, nous mentionnerons une déclaration, faite tout récemment en 1875 à un congrès d'économistes réunis à Munich, à savoir « qu'une faible progression dans le taux de l'impôt peut parfaitement se justifier. » Enfin, au moment où nous écrivons, en Autriche, la chambre basse vient de décider que les revenus au-dessus de 400 florins seraient soumis à une taxe légèrement progressive; cette taxe existe aussi déjà en Prusse et en Suisse.

A côté de cela, il y a pourtant de très grandes autorités également qui ont repoussé l'impôt progressif sous toutes les formes, et, sans remonter jusqu'aux auteurs anciens, nous indiquerons parmi les modernes MM. de Puynode, de Molinari, Baudrillart, de Parieu, Batbie, et surtout M. Hippolyte Passy. Dans un remarquable article sur l'impôt inséré dans le *Dictionnaire de l'économie politique*, et qui est un véritable traité sur la matière, M. Passy,

après avoir indiqué les règles de l'impôt établies par Adam Smith, s'exprime ainsi au sujet de la proportionnalité : « Cette règle est de beaucoup la plus importante, ce qu'elle prescrit c'est l'obéissance aux principes les plus élémentaires de l'égalité. L'impôt réclame au profit de l'état une portion donnée de richesses réparties entre tous; il ne doit prendre à chacun que dans la mesure du lot qu'il a en partage, et toutes les fois qu'il n'opère pas ainsi, il ménage les uns aux dépens des autres, et compense des immunités par des spoliations. » M. Passy ne manque pas non plus, comme Rossi, d'invoquer les intérêts économiques, les principes qui président au développement de la richesse. « Et ce n'est pas seulement, continue-t-il, au point de vue de la justice purement distributive que la proportionnalité est nécessaire, c'est dans un intérêt économique de l'ordre le plus élevé. C'est une des conditions de l'ordre social que l'absence de tout obstacle au cours naturel des richesses. L'impôt, chaque fois qu'il pèse inégalement sur les diverses parties de la population, qu'il prend aux unes plus et aux autres moins qu'elles ne doivent à raison de la part qui leur revient dans le revenu général, dérange l'équilibre qui devrait exister entre leurs forces et leurs situations relatives, et par là met obstacle à des développemens qui ne peuvent pas s'accomplir avec l'ensemble et la régularité désirables. » Ces paroles sont graves et de nature à faire réfléchir sérieusement ceux qui auraient une tendance à se rallier à l'impôt progressif.

Cependant la question est toujours à l'ordre du jour, sans cesse discutée, comme si l'on n'avait jamais fourni de bonnes raisons pour la combattre. Sans doute, il y a des agitateurs politiques qui s'en servent comme d'un piédestal pour arriver à la popularité : ils déclarent aux masses qu'elles sont, au point de vue fiscal, l'objet d'une exploitation injuste et odieuse, qu'on leur fait payer plus d'impôts qu'elles n'en devraient supporter, — et dans un pays de suffrage universel, où il y a peu de gens compétens pour juger les choses, cette thèse, qui ne manque pas d'ailleurs d'argumens spécieux pour se défendre, trouve naturellement beaucoup d'adhérens. Il est agréable, quand on est malheureux, ou qu'on croit l'être, de s'entendre dire qu'on peut imputer son malheur, en totalité ou en partie, à la mauvaise organisation de la société, et qu'avec un système différent on serait peut-être plus heureux. Tout cela donne à la question une certaine vivacité, néanmoins elle n'aurait pas l'importance qu'elle a prise, si elle n'était point soutenue aussi par des hommes intelligens et désintéressés, qui eux n'attendent rien des masses, ne leur demandent rien et ne se préoccupent que de la vérité et de la justice. Pourquoi en est-il ainsi? Parce qu'au fond, je le répète, cette question n'est pas parfaitement comprise, et

qu'on ne se rend pas bien compte de ce qu'est l'impôt, et comment il doit être payé. Est-il, comme on l'a dit, la rémunération d'un service rendu et en proportion de l'avantage que chacun en retire? Dans ce cas, — c'est une remarque qui a déjà été faite et qui est fort juste, — les infirmes de corps et d'esprit devraient payer le plus, ils sauraient le moins se défendre si on vivait à l'état de nature : ce sont eux par conséquent qui profitent le plus du premier des services que rend l'existence en société, la garantie de la sécurité individuelle, et c'est le service qui coûte aussi le plus cher, car c'est pour l'assurer que nous avons une armée, une magistrature et une police. Pourtant on n'impose pas les infirmes de corps et d'esprit plus que d'autres et en raison des avantages dont ils jouissent. A-t-on même songé, sans faire de distinction entre la part qui revient à chacun dans ces avantages et qu'il est difficile d'apprécier, à établir au moins un impôt égal par tête? Nous avons bien, il est vrai, la cote personnelle qui s'applique à tout individu majeur, non indigent; mais cette taxe, dont le taux moyen est d'environ 3 francs, et qui produit en tout moins de 60 millions par an, est loin d'être la compensation des dépenses que l'état est obligé de faire dans l'intérêt de tous, et qui absorbent certainement près des trois quarts du budget, plus de 1,500 millions. Et encore trouve-t-on beaucoup de gens qui s'élèvent contre cette taxe, qui la déclarent injuste et en demandent la suppression.

On voit que l'impôt n'est pas considéré comme la rémunération des services de l'état, et en proportion des avantages que chacun en retire. Est-il, pour se placer à un autre point de vue tout différent, la dette particulière des gens riches, et une espèce de rançon de la fortune? Quelques-uns l'ont dit, et ont prétendu que, la propriété n'étant garantie que par les lois civiles, le législateur était libre de mettre à cette garantie les conditions qu'il voulait, et qu'il pouvait notamment demander aux gens riches de payer à eux seuls la presque totalité de l'impôt. Nous n'avons pas besoin de discuter une pareille thèse, renouvelée du *Contrat social* et qui a fait son temps. S'il était vrai que la propriété n'eût d'autres bases que la loi civile, que la sanction législative, cette base serait bien précaire; elle ne résisterait pas aux attaques incessantes dont elle est l'objet, surtout en pays de suffrage universel. Nous ne tarderions pas à être, non plus dans une société économique, où chacun doit retirer de son travail tout le fruit possible, mais dans je ne sais quel phalanstère ou communisme qu'on n'a pu faire adopter encore comme l'idéal du progrès. Non, la propriété ne résulte pas du droit civil, elle est de droit naturel, et la loi n'a à intervenir en pareil cas que pour faire respecter ce qui lui est antérieur et supérieur, c'est-à-dire pour empêcher que, sous forme d'impôt ou au-

trement, on ne porte atteinte à un principe essentiel. Si l'impôt n'est pas la rémunération proportionnelle des services rendus à chacun de nous, s'il n'est pas non plus la dette exclusive des gens riches, qu'est-il donc? Sans chercher dans la science une définition plus ou moins subtile et contestable, nous nous en référons tout simplement à la fameuse déclaration des droits faite en 1789 par l'assemblée constituante. « L'impôt, a-t-elle dit, est la dette commune des citoyens et le prix des avantages que la société leur procure. Il ne s'agit plus ici d'une dette proportionnelle, on ne distingue pas entre les avantages qui reviennent à chacun, on les considère en bloc et on déclare que c'est la dette commune des citoyens. » Maintenant, comment doit-on la payer? Là est la question.

« Dans le cas d'une souscription volontaire à laquelle tout le monde est intéressé, dit J. Stuart Mill, chacun est considéré comme ayant fait son devoir lorsqu'il a souscrit selon ses moyens, c'est-à-dire qu'il a fait un sacrifice égal pour le bien commun. Le même principe doit être appliqué aux contributions forcées, et il est inutile de leur chercher plus loin une base plus ingénieuse. » La base est ingénieuse en effet, mais elle n'est ni juste ni praticable. Vous dites qu'on devra faire un sacrifice égal pour le bien commun. Quelle règle suivrez-vous pour arriver à ce résultat? Voilà deux individus qui ont 10,000 francs de rente chacun, l'un a cinq enfans, l'autre n'en a pas; il est évident qu'en payant la même somme pour la contribution forcée, l'un fera un sacrifice plus considérable que l'autre. De ces deux individus, l'un habite une petite ville de province, où la vie est facile et à bon marché, l'autre réside dans une grande ville, où la vie est beaucoup plus chère; pour cette raison encore, la même somme à payer par les deux ne constituera pas le même sacrifice. Enfin l'un est économe, a peu de besoins et réalise chaque année une épargne plus ou moins forte; l'autre, avec ses 10,000 livres de rente, fait des dettes. Si vous demandez toujours la même somme à chacun, vous imposez un sacrifice très différent. D'autre part, comment ferez-vous pour tenir compte à l'un de l'étendue de sa famille, des exigences sociales de la ville qu'il habite, de ses habitudes d'économie ou de dépense? Vous tenteriez l'impossible. Et pourtant, si vous ne faites pas cette distinction entre la situation de l'un et celle de l'autre, vous manquez à votre principe, qui est d'imposer un sacrifice égal à tout le monde. Quand il s'agit de prendre part à une souscription pour un objet d'utilité commune, on est porté à se montrer plus ou moins généreux par des mobiles bien divers, parmi lesquels l'idée de faire un sacrifice en rapport avec sa fortune est souvent le moindre; d'ailleurs c'est une chose qui a lieu une fois et qu'on ne renouvelle pas tous les ans. Encore a-t-on pu voir il y a quelques années par un grand exemple combien

la souscription volontaire, dans un noble dessein d'utilité commune, est peu praticable. On avait eu la pensée de libérer le territoire français, après la guerre de 1870, par voie de souscription; on a dû y renoncer, parce que cette souscription produisait peu et que chacun était loin de faire son devoir, suivant l'expression de Stuart Mill. Or, si ce sacrifice égal n'a pu se rencontrer une fois volontairement et pour le plus noble des buts, comment en ferait-on la base de la perception de l'impôt, c'est-à-dire d'un sacrifice durable et renouvelable tous les ans? Poser ainsi la question, c'est la résoudre. La théorie de Stuart Mill, examinée à fond et dans ses conséquences rigoureuses, est tout simplement celle de l'impôt progressif; elle dit la même chose, sous une autre forme, que ceux qui prétendent que l'impôt doit être proportionnel, non à la fortune, mais à la faculté qu'on a de payer. On se demande alors qui sera juge de cette proportion, et comment on arrivera à la déterminer. L'homme qui, avec 1.000 francs de revenu, paiera au taux de 3 pour 100 30 francs d'impôt subira toujours un sacrifice plus grand que celui qui, avec 100,000 francs de rente, paierait au taux de 25 pour 100 20,000 francs, à celui de 50 pour 100, 50,000 francs, et dont on prendrait même les trois quarts du revenu; il lui en resterait toujours plus qu'à l'autre pour vivre. Faire payer en proportion des facultés d'après la règle du sacrifice égal est une chimère; on ne rencontre cela que dans les communautés religieuses, lorsqu'on est à peu près détaché des choses de ce monde et qu'on poursuit un autre idéal que celui du progrès de la richesse publique. Mais dans les sociétés économiques, qui ont pour but au contraire de favoriser ce progrès, de rendre le travail le plus fécond et le plus utile possible, un pareil système serait le renversement de toutes les lois qui président à ces sociétés. Nous n'avons pas besoin d'insister davantage.

D'après la déclaration de l'assemblée constituante, l'impôt étant la dette commune de tous les citoyens considérés en bloc pour les services que rend l'état et sans distinction de la part qui revient à chacun, il ne peut être acquitté qu'avec ce qui sert à solder tous les services, de quelque nature qu'ils soient, c'est-à-dire avec l'actif disponible, avec la richesse acquise; seulement il y a une différence essentielle à établir entre les services de l'état et ceux que les particuliers se rendent entre eux. Si vous entrez dans un magasin pour acheter une étoffe, le marchand qui vous la vend la fait payer à tout le monde le même prix, celui qu'elle vaut réellement, quelle que soit la situation sociale de l'acheteur; s'il la donnait à quelqu'un au-dessous du cours, il ferait une largesse à laquelle il ne peut être tenu et qui serait contraire à toutes les lois

du commerce. Il serait obligé de vendre d'autant plus cher à d'autres, sous peine de se ruiner et de perdre le bénéfice légitime de son travail. Il en est autrement pour les services de l'être collectif qu'on appelle état : ces services, ceux qui coûtent le plus cher, ne sont pas rendus à un individu en particulier, ils le sont à tout le monde à la fois, et la part qui en revient aux uns n'en prive pas les autres. Parce que la sécurité de ma personne sera garantie, celle de mon voisin ne sera pas compromise, et tout le monde profitera également des dépenses qui seront faites pour assainir les villes et les campagnes : améliorer l'hygiène, perfectionner les voies de communication, répandre l'instruction, etc. Toutes ces dépenses ont un but général qui est le progrès de la civilisation. C'est la mission spéciale de l'état, et c'est pour cela que nous sommes réunis en société.

Sans doute, en équité stricte, tout le monde devrait participer également à ces dépenses, puisque chacun en profite également ou à peu près, et c'est là-dessus qu'on peut fonder d'une façon irréfutable la légitimité des impôts indirects; mais il n'y a pas que des impôts indirects à demander, il faut à l'état des ressources fixes et assurées qui ne lui manqueront pas à un moment donné, lorsqu'il en aura le plus besoin; et ces ressources, il ne peut les trouver que dans une imposition directe sur la richesse acquise. Il s'adresse donc naturellement à ceux qui possèdent cette richesse. Doit-il s'y adresser sous la forme progressive? Alors la dette commune contractée dans l'intérêt de tous, et qui doit grever comme d'une hypothèque générale tous les biens de la société, n'en grèvera plus que quelques-uns. Sous quel prétexte? On comprend parfaitement qu'on ne fasse pas payer ceux qui ne possèdent rien. « Là où il n'y a rien, dit le proverbe, le roi perd ses droits, » et d'ailleurs c'est une maxime de l'économie politique moderne que les impôts pèsent sur les choses et non sur les personnes. Vous n'avez rien, on ne peut rien vous demander. Mais quoi! vous possédez un peu de cette propriété générale qui doit faire face à toutes les dépenses, et, sous le prétexte que votre part est trop minime, vous serez exempt de toute contribution! Qui sera juge de cette infériorité de votre avoir? Nous n'obéissons plus à une règle simple, facile à établir. Nous sommes en plein arbitraire et à la discrétion du législateur modéré aujourd'hui, violent demain, selon les circonstances. On admettrait encore que, s'il y avait dans la société une classe d'individus jouissant de priviléges spéciaux comme ceux de gouverner le pays, d'avoir seuls le droit de suffrage ou d'occuper certaines fonctions politiques, on admettrait, dis-je, qu'on vînt demander à ceux-ci de payer plus que les autres; ce

serait là la compensation des avantages dont ils jouissent, et ils pourraient trouver qu'ils ne les achètent pas trop cher; mais, dans une societé démocratique comme la nôtre, où il n'y a de priviléges pour personne, où chacun a des droits politiques et peut être appelé à gouverner l'état, l'exemption de l'impôt, en tout ou en partie, quand on peut le payer, ne se comprend plus. Il y aurait donc des gens qui auraient des droits sans avoir des charges, et, comme ces gens seraient en même temps les plus nombreux, ce sont eux qui fixeraient le poids de ces charges à répartir sur d'autres. Vit-on jamais aberration plus grande? Rœderer, dans son *Journal d'économie politique* (1), dit « qu'il n'est plus permis de mettre en doute l'incompatibilité absolue de l'impôt progressif avec aucun régime social. » Nous ajouterons que cette incompatibilité est encore plus grande dans un pays de suffrage universel que dans aucun autre; l'impôt progressif y est contraire à la justice et à la dignité du citoyen.

On invoque les idées de philanthropie et de solidarité sociale. Si on veut dire que, lorsque chacun de nous a payé sa part proportionnelle des taxes, il doit encore, suivant la fortune qu'il possède, participer à toutes les œuvres de bienfaisance, de charité qui résultent de cette solidarité, c'est à merveille; mais il s'agit là d'une obligation morale qui a sa sanction dans la conscience et n'a rien à démêler avec l'impôt, qui est la rémunération d'un service. C'est pour avoir méconnu ce principe qu'on s'est tant égaré et qu'on en est encore à discuter ce qui devrait être considéré comme un axiome fondamental, à savoir que l'impôt doit être proportionnel, rigoureusement proportionnel. On ajoute (2) que, « si on atteint le fonds indispensable, celui qui sert à la satisfaction de nos premiers besoins, on commet un crime pareil à celui qu'on commettrait en diminuant la somme d'air qu'il faut aux poumons, la somme de liberté qu'il faut à la conscience. » C'est abuser de la métaphore; l'air que nous respirons fait partie des richesses naturelles que l'on acquiert en naissant, elles ne doivent rien à l'etat. Il en est de même de la liberté de conscience, c'est le fonds inaliénable de la nature humaine, qui ne dépend pas de l'organisation sociale. On peut penser ce que l'on veut sans que le gouvernement ait rien à y voir; mais il en est autrement des choses materielles, même les plus indispensables; on ne les possède que sous la protection de l'état, par conséquent on lui doit un tribut pour cela. Mais, dira-t-on, il ne s'agit pas d'appliquer l'impôt progressif dans toute sa ri-

(1) Tome Ier, p. 217.

(2) Voyez le *Commentaire sur Ricardo*, par Alcide Fonteyraud, p. 151 et suivantes. *Collection des economistes*, par Guillaumin.

gueur, ni même de le poser en principe, on en reconnaît les inconvéniens; réalement, comme les impôts pèsent plus sur les uns que sur les autres, il s'agit tout simplement d'alléger la part qui incombe aux pauvres en augmentant celle qui frappe les riches. C'est ainsi que l'ont entendu les maîtres de l'économie politique lorsqu'ils ont demandé une légère progression; ils ont voulu rétablir un peu l'équilibre entre les sacrifices que chacun doit faire pour les dépenses de l'état. Cette prétention est complétement chimérique. On aura beau imposer les uns plus que les autres, on n'établira jamais d'équilibre. Quand vous aurez obligé celui qui a 10,000 livres de rente à payer sur le pied de 3 pour 100, tandis que celui qui en aura 1,000 ne paiera que sur le pied de 2 pour 100, sera-ce l'équilibre? Les 20 francs que donnera le second lui coûteront plus que les 300 francs payés par le premier; il restera encore à celui-ci, après avoir acquitté l'impôt, 9,700 francs pour vivre, tandis que l'autre n'aura plus que 980 francs.

Nous comprenons mieux, au point de vue des principes, la théorie franche de l'impôt progressif avec une échelle ascendante très sérieuse. On paiera 1 pour 100 jusqu'à telle somme de revenu, 2 pour 100 jusqu'à telle autre, puis 4 et 6 jusqu'à telle autre encore, enfin 10, 20, 40 et 50 pour 100, et même au-dessus d'un certain chiffre on prendra tout l'excédant ou à peu près. Voilà une théorie nette qui ne réalise pas encore l'égalité absolue dans le sacrifice, parce qu'elle est irréalisable, mais qui a le mérite au moins de s'en rapprocher le plus possible, de décharger beaucoup les uns en grevant considérablement les autres, et de faire peser l'impôt sur le superflu comme le demandent particulièrement les défenseurs de l'impôt progressif. Elle se justifie mieux que cette théorie bâtarde qui veut que les riches paient un peu plus que les pauvres proportionnellement et selon une progression indéterminée qui dépendra du caprice du législateur; voilà qui est absolument irrationnel et qui conduirait dans la pratique aux conséquences les plus fâcheuses. Vous dites aujourd'hui que celui qui a 10,000 fr. de rente paiera 3 pour 100 tandis que celui qui n'a que 1,000 fr. ne sera imposé qu'à 2 pour 100 : sur quoi appuyez-vous cette progression? Elle n'établit pas l'égalité et ne donne qu'une satisfaction incomplète à ceux qui en profitent. C'est comme une espèce de transaction entre deux principes, celui de la proportionnalité et celui de la progression, mais c'est une transaction qui, n'ayant pas de bases fondamentales, sera sans cesse sujette à révision. Aujourd'hui la différence est entre 2 et 3 pour 100, demain elle sera entre 2 et 4, puis entre 2 et 6, etc., selon les besoins de l'état et la modération plus ou moins grande des législateurs. Peut-on in-

troduire un pareil arbitraire dans les lois fiscales? Il faut répéter ce qu'a dit M. Thiers dans son excellent livre de *la Propriété* : « Nous aimons mieux une règle, quelque dure qu'elle puisse être, mais une règle qui soit stable, fixe, et qui ne nous rende pas dépendans de la vertu et de la modération des personnes. » On peut ajouter aussi l'opinion d'un des hommes distingués qui ont travaillé à la confection de la constitution des États-Unis et de l'état de New-York. M. Alexandre Hamilton, ayant à s'expliquer sur la nécessité de soumettre les taxes à une règle uniforme et fixe, disait : « Le génie de la liberté réprouve tout ce qui est arbitraire ou même discrétionnaire dans les taxes. Il convient que chaque homme connaisse par une règle générale et définitive la part de propriété que l'état lui demande. Quelle que soit la liberté dont nous puissions nous vanter en théorie, elle n'existera pas en fait lorsque l'arbitraire présidera à l'établissement des taxes. »

On déclarera qu'après tout on ne fait aucune innovation, que le principe de l'impôt progressif existe déjà dans nos lois, qu'on l'applique tous les jours, et on citera l'exemple de la taxe mobilière qui, dans certaines grandes villes, est perçue d'après une échelle progressive. Il y a là une grave erreur; si nous consultons la cote mobilière d'un habitant de Paris, pour prendre l'exemple le plus saillant, nous voyons en effet que les loyers qui servent de base à cette cote sont affranchis de toute contribution au-dessous de 400 francs, puis imposés à 7 pour 100 de 400 à 600 francs, à 8 de 600 à 700 francs, à 9 de 700 à 800 francs, à 10 de 800 à 900 fr., à 11 de 900 à 1,000 fr., et enfin à 12 pour 100 à 1,000 francs et au-dessus; mais sur quoi repose cette progression? Une loi de 1832 et une autre de 1846 ont accordé aux municipalités, dans les grandes villes, la faculté de racheter, au moyen d'un prélèvement sur les octrois, une part de l'impôt mobilier auquel les habitans sont soumis, et de faire profiter de ce rachat les petits loyers, soit en les exonérant de toute contribution, soit en atténuant celle qu'ils auraient à supporter suivant une répartition régulière. C'est ainsi qu'à Paris les loyers au-dessous de 400 francs ne paient rien du tout, et ceux qui viennent après paient moins que ceux qui sont beaucoup plus élevés. Mais le principe de la proportionnalité n'est ici violé qu'en apparence, la loi veut en même temps que la faculté accordée aux conseils municipaux d'exonérer certains loyers en tout ou en partie soit subordonnée à la condition que le montant de ces exonérations, totales ou partielles, ne dépassera pas le prélèvement opéré sur l'octroi, de telle sorte qu'aucune catégorie de loyers ne sera imposée à une contribution supérieure à celle qui lui aurait été attribuée si le contingent mobilier restant à répartir après déduction des

cotes purement personnelles avait été réparti proportionnellement aux valeurs locatives d'habitation entre tous les contribuables. Cela résulte du rapport très net de M. Magne sur loi de 1846, et a toujours été entendu ainsi par l'administration des finances; une instruction du directeur général des contributions directes, en date du 5 septembre 1860, porte en effet que l'administration met pour condition à l'approbation des délibérations des conseils municipaux que les sommes prélevées sur les caisses municipales soient suffisantes pour couvrir toutes les exemptions et modérations de taxes accordées par ces conseils, de telle sorte que les contribuables imposés, et ceux surtout dont les loyers sont plus élevés, n'aient pas à payer plus que si la répartition avait été faite d'après la matrice dressée par les répartiteurs. Enfin cela a été jugé par le conseil d'état, en 1876, sur la demande d'un sieur Bayard, qui se trouvait trop imposé sur un loyer de 1,700 francs, à 10,75 pour 100. Le conseil d'état lui a donné raison et l'a dégrevé pour partie. Il est vrai que cette décision n'est pas très respectée par le conseil municipal de Paris, et qu'aujourd'hui encore beaucoup de gens sont imposés, d'après l'échelle progressive que nous avons indiquée, au-delà de ce qu'ils devraient payer; c'est leur faute, ils n'ont qu'à réclamer, la loi et la jurisprudence sont pour eux; ils ne sont tenus de payer, suivant la doctrine du conseil d'état, que ce qui leur incomberait, si la répartition de l'impôt mobilier était faite proportionnellement à tous les loyers. Les lois de 1832 et de 1846, qui ont permis que les municipalités accordassent des immunités dans certains cas, n'ont pas voulu que ce fût en aggravant la situation de ceux qui n'en profitent pas. Voilà ce qu'il est essentiel de rappeler à propos de cette prétendue brèche qui aurait déjà été faite dans notre législation au principe de la proportionnalité par la répartition de la contribution mobilière.

Sans doute il y a dans l'application générale de l'impôt de grandes inégalités, et on pourrait citer beaucoup d'exemples où en fait la règle de la proportion n'est pas observée, ou il existe plutôt ce qu'on appelle un impôt progressif à rebours. Ainsi la valeur locative, qui sert de base à l'impôt mobilier et qui est censée représenter le revenu, est loin de fournir un moyen exact d'évaluation. Pour les uns, le loyer représente le quart du revenu; pour les autres, il n'en est que la sixième partie et souvent même la dixième; par conséquent cet impôt n'est pas proportionnel à la fortune dans l'application. De même pour l'impôt des patentes. Cet impôt est divisé par classes, suivant l'industrie qu'on exerce, la ville qu'on habite et le loyer de la maison ou de l'appartement qu'on occupe. Il est bien évident que deux industriels qui figurent dans la

même classe, qui habitent la même ville, qui ont le même loyer d'habitation, ne font pas les mêmes bénéfices; il y en a un à qui la patente ne demandera que le vingtième des profits, et elle prendra le cinquième et peut-être même le quart de ceux de l'autre. De même enfin, pour la taxe foncière, on sait qu'il y a les plus grandes inégalités dans la répartition de cette taxe; le montant varie entre 2 et 9 pour 100 : les uns paient 2 pour 100 de leur revenu seulement, tandis que d'autres contribuent pour 8 et 9. Ces inégalités sont certaines, et on en pourrait citer beaucoup d'autres; elles résultent de l'impuissance où l'on est de réaliser la perfection dans l'application des lois fiscales, aussi bien que des lois politiques; mais enfin le principe de l'inégalité n'est pas admis dans la loi, et tous les gouvernemens ont le devoir de chercher à se rapprocher le plus possible de la proportionnalité exacte. C'est pour cela qu'on parle tant aujourd'hui de la péréquation de l'impôt foncier, de la révision de la taxe mobilière et de celle des patentes. Nous n'avons pas à traiter ces questions en ce moment et à dire les difficultés qu'elles soulèvent. Il résulte au moins de la préoccupation qu'elles donnent à nos législateurs que le principe inscrit dans nos lois financières et qu'on veut appliquer le mieux possible est bien celui de la proportionnalité; c'est le même but qu'on poursuit encore en demandant pour les impôts indirects, probablement à tort, de remplacer les droits spécifiques par des droits *ad valorem*. Par conséquent il ne faudrait pas arguer des inégalités qui existent en fait pour chercher à les établir en droit. Le fait n'a jamais une grande importance, il est toujours permis de le corriger, tandis que le principe une fois admis entraîne des conséquences et peut mener beaucoup plus loin qu'on ne veut aller. Ce sont ces conséquences surtout qu'il faut craindre : *principiis obsta*, dit le proverbe; cela n'a jamais été plus vrai qu'en matière d'impôts.

II.

Maintenant, si l'impôt progressif ne soutient pas la discussion au point de vue de l'équité et de la juste répartition des charges, est-il meilleur au point de vue économique? C'est une nouvelle question à examiner. Nous avons tous intérêt à ce que la richesse augmente, quelle que soit la part qui en revient à chacun. Il serait mieux peut-être, plus agréable au moins aux yeux du philanthrope, qu'elle fût répartie plus également entre tous les citoyens, qu'il y eût moins de grandes fortunes et moins aussi de gens aussi dénués de tout; reste à savoir si c'est possible. L'inégalité de la fortune est comme toutes les autres inégalités de ce monde, elle résulte de la force

des choses, elle est la conséquence naturelle de la différence des aptitudes, de l'ardeur plus ou moins vive au travail, des habitudes d'ordre ou de désordre, de l'épargne des uns et de la prodigalité des autres, et tant qu'on n'aura pas rendu tout le monde également capable, également actif, économe et prévoyant, il n'y aura pas d'égalité possible dans la répartition de la richesse. Il faut en prendre son parti et se dire qu'après tout, puisque la fortune ne peut s'amasser de même dans toutes les mains, il est encore profitable à tous qu'elle s'amasse dans quelques-unes. Elle sert à seconder le travail, qui est la source du bien-être général. Or l'impôt progressif est un obstacle sérieux au développement de cette richesse, il diminue l'envie qu'on a d'accroître sa fortune au-delà d'un certain chiffre. L'homme est né pour travailler, c'est sa destinée; mais il a besoin, pour le faire avec toute l'activité dont il est capable, d'un grand stimulant, et ce stimulant il ne le trouve que dans la pensée d'acquérir la richesse. S'il a la perspective qu'après s'être donné beaucoup de peine et avoir travaillé avec ardeur une partie notable de ses économies devra passer au fisc, il se reposera avant le moment voulu pour le repos, et la fortune publique y perdra ce qu'il y aurait ajouté encore en travaillant plus longtemps.

Dira-t-on qu'après tout il a encore assez de stimulant si on lui laisse les trois quarts ou même la moitié seulement de son revenu, au-delà d'un certain chiffre? Cela pourrait être si tous les pays avaient la même règle, étaient taxés de la même manière. Mais, comme il y en aura toujours qui seront plus sages et mieux avisés que les autres et qui n'établiront pas l'impôt progressif, l'homme intelligent, laborieux, qui voudra arriver à la fortune et en faire profiter ses héritiers, s'en ira dans ces autres pays, et l'état qui aura l'impôt progressif se verra privé du concours de ses meilleurs citoyens et des ressources dont ils disposent. Cela est déjà arrivé plus d'une fois. La république de Florence a été ruinée pour avoir voulu, sous l'influence des masses démocratiques, établir une contribution sur les riches. Il en a été de même en Hollande, et depuis on a conçu dans ce pays une telle répugnance pour l'impôt progressif qu'on ne veut même plus de taxe sur le revenu, comme pouvant conduire au premier. Pitt en 1786 avait cherché aussi à établir une taxe graduée sur les boutiques; il fut obligé d'y renoncer, tant la réprobation qu'elle soulevait était grande. On peut donc dire que la question est jugée en fait aussi bien qu'en théorie. L'impôt progressif est la ruine de la société. Il y aura peut-être à la suite des fortunes plus égales, mais, la somme totale de la richesse publique ayant diminué, l'égalité se fera dans la misère. Est-ce là ce qu'on veut? C'est peut-être en effet l'objectif de quelques envieux, et il y en a

malheureusement toujours beaucoup dans les démocraties ; ce ne peut être celui de tout homme réfléchi, qui sait bien que plus il y a de richesse dans un pays, meilleure est la situation de chacun. Par conséquent, l'impôt progressif, en même temps qu'il est violent, injuste et arbitraire, est aussi antiéconomique ; il paralyserait, comme l'a très bien dit l'illustre Rossi, la marche de la fortune publique.

Déjà, quand on applique l'impôt proportionnel dans toute sa rigueur, on fait quelque chose d'excessif au point de vue économique. Pour en revenir à ma comparaison de tout à l'heure : si j'entre dans un magasin et que j'achète 1,000 mètres d'étoffe, non-seulement le marchand ne me les vendra pas plus cher qu'à celui qui n'en achètera que 1 ou 2 mètres, mais il me fera une concession sur le prix, qu'il ne fera pas à l'autre acheteur; la raison en est toute simple, je ne lui occasionne pas un supplément de frais en rapport avec l'importance de mon acquisition. En me faisant cette concession, il gagnera encore plus avec moi qu'avec celui qui n'achète que 1 ou 2 mètres. De même pour les transports. On avait voulu à un moment proscrire les tarifs différentiels que les compagnies de chemins de fer appliquent aux transports à grande distance, ou par fortes quantités; on les considérait comme une violation de ce principe de l'égalité qui veut que les petits soient traités comme les gros, et l'on proposait l'unité kilométrique et l'unité de tonnage comme base de la perception. On a été bien vite obligé d'y renoncer : c'était le renversement de toutes les lois commerciales. Si on eût admis l'unité par kilomètre et par tonne comme base des tarifs, il serait arrivé que les petits auraient payé plus cher qu'ils ne paient aujourd'hui. Ce sont les tarifs différentiels qui amènent les gros transports, et les gros transports qui permettent aux compagnies de chemins de fer de consentir des réductions aux profit de tout le monde. Sans les tarifs différentiels et les gros transports, les compagnies gagneraient moins et seraient moins en état de faire des concessions. Un abaissement de prix correspondant à la diminution des frais qu'on occasionne, telle est la loi générale du commerce; elle est équitable et favorise le progrès économique. Pourquoi ne l'applique-t-on pas en ce qui concerne l'état? Il est bien évident pourtant que celui-ci ne dépense pas cent fois plus pour assurer la sécurité et la protection de celui qui a 100,000 livres de rente que pour procurer les mêmes avantages à celui qui n'a que 1,000 francs. On ne l'applique pas parce que, je le répète, les services rendus par l'état sont d'une nature toute particulière, et qu'il est difficile d'apprécier la part qui en revient à chacun. Mais si le gouvernement ne crée pas une échelle d'impôt décroissante en raison de l'étendue des services qu'il rend, qu'on n'aille pas au moins lui demander d'en

établir une progressive, ce serait le renversement de toutes les lois. On ferait croire que la société n'a rien à faire avec la justice et l'économie politique.

Il ne faut pas s'y tromper, l'impôt progressif est la dernière formule du socialisme. « Le premier pas à faire pour arriver à la transformation de la société, dit le programme de l'Internationale qui envahit aujourd'hui tous les états, est d'obtenir une loi qui limite l'extension de la propriété immobilière, et, qui, par l'application de l'impôt progressif, arrête l'accumulation des capitaux et de la richesse mobilière entre les mêmes mains, en les rendant improductifs pour les détenteurs. » C'est certainement aussi la formule la plus dangereuse, car on pourrait l'admettre d'une façon inconsciente, sans se rendre compte des résultats qu'elle produirait. On ne croit plus guère en France au communisme, aux avantages de la propriété collective, ni aux bienfaits de l'état se faisant grand entrepreneur de toutes choses; ce sont des panacées qui ont perdu de leur prestige. La foi dans les sociétés coopératives a également beaucoup diminué; mais on croit toujours, et aujourd'hui plus que jamais, à l'efficacité de l'impôt progressif, d'abord, pour établir une prétendue égalité dans les charges qui pèsent sur les citoyens; ensuite, pour réaliser je ne sais quel idéal dans la vie à bon marché. Il faut y faire d'autant plus d'attention, que les mauvais effets de la mesure, si elle était essayée, ne se feraient pas sentir tout de suite, ils se produiraient petit à petit, et on ne s'en apercevrait que lorsque les capitaux auraient fui, que la richesse aurait diminué, en un mot, lorsque le désastre serait irréparable. Ah! si l'expérience ne devait pas coûter si cher, nous conseillerions fort de la tenter, car il n'y a qu'elle qui serait capable de désabuser les gens de bonne foi se ralliant à l'impôt progressif comme à une idée de progrès. Qui pourrait dire où on en serait encore en fait d'illusions au sujet des sociétés coopératives, sans l'organisation de quelques-unes d'elles, et l'assistance même qu'elles ont reçue de l'état? On les a vues à l'œuvre, on a examiné les résultats qu'elles avaient donnés, et comme ces résultats ont été médiocres, que beaucoup de ces sociétés ont même fait faillite, le nombre des adhérens diminue de jour en jour; mais ici le danger était limité, l'état pouvait bien, sans grand inconvénient, sacrifier quelques millions à l'expérience. L'économie sociale, les lois de la production n'étaient pas profondément troublées parce qu'un certain nombre d'ouvriers se réunissait en association et poursuivait une chimère; il en serait autrement avec l'impôt progressif : une fois établi, on voudrait que l'expérience fût complète, et, pour qu'elle le devînt, il faudrait que les maux que nous avons indiqués se fus-

sent produits, c'est-à-dire fussent irréparables. Ce n'est pas impunément, a-t-on dit, que les sociétés se donnent un mauvais gouvernement; il a toujours des conséquences funestes. Cela est encore plus vrai des mauvais impôts, — les intérêts matériels sont plus prompts à s'alarmer que les intérêts politiques, et, aussitôt qu'ils s'alarment, ils ont un moyen bien simple d'échapper aux mesures qui les froissent, c'est de s'en aller au dehors, emportant avec eux les capitaux et l'intelligence du pays. Les économistes célèbres qui ont admis l'impôt progressif modéré étaient dans un milieu social tout différent du nôtre; ils n'avaient point devant eux une démocratie triomphante et appelée de plus en plus à gouverner l'état; ils ne connaissaient point le suffrage universel, et ils pouvaient supposer que la modération qu'ils recommandaient serait facilement appliquée, et qu'on éviterait les excès d'un principe qu'ils condamnaient eux-mêmes. Aujourd'hui, avec les principes nouveaux qui existent en politique, la perspective de cette modération ne serait qu'un leurre.

Il y a bien en ce moment en Prusse une certaine application de l'impôt progressif sur une échelle assez modérée, c'est celle qui résulte de la taxe dite des classes. Cette taxe, qui atteint presque tout le monde, depuis ceux qui possèdent 525 francs de revenu jusqu'à ceux qui ont 3,750 francs, varie entre 3 fr. 75 cent. et 90 francs; c'est-à-dire qu'elle commence à moins de 1 pour 100 pour les revenus de 525 francs, et arrive à 2 3/4 pour ceux de 3,750 francs: c'est sa limite extrême. Au-delà, elle prend le nom de taxe sur le revenu et ne cesse plus d'être proportionnelle. Nous ne nous chargeons pas d'expliquer cette anomalie assez bizarre qui consiste à établir une progression pour les revenus inférieurs et à la supprimer pour les revenus élevés; mais ce n'est certainement pas ainsi qu'on l'entendrait chez nous, on ferait tout le contraire. Une fois l'impôt progressif admis, on en mettrait d'abord le poids le plus lourd sur les grandes fortunes, et on l'augmenterait ensuite à plaisir, à mesure que les besoins de l'état deviendraient plus grands, jusqu'à ce qu'on lui ait fait produire ses conséquences extrêmes, qui sont la ruine du pays. On est ici comme en présence de l'engrenage d'un mécanisme, il ne faut pas lui livrer le bout du doigt, si l'on ne veut pas que tout le corps y passe.

VICTOR BONNET.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 novembre 1877.

Au jour fixé, le parlement de la France s'est retrouvé à Versailles. Le sénat, qui a dû à son caractère d'assemblée permanente et inamovible de n'être que prorogé, a repris simplement ses séances interrompues, et il a commencé par se donner un congé, sans doute pour ne point être exposé à des démonstrations ou des interventions prématurées; c'est aujourd'hui seulement qu'il reprend la parole. La chambre des députés, récemment sortie de la fournaise électorale, est entrée en possession de ses droits; elle s'est mise aussitôt, non sans préoccupations, mais avec une fixité singulière, à expédier des vérifications de pouvoirs, à régulariser son existence, à se constituer : elle a formé son bureau à la tête duquel elle a justement replacé M. Jules Grévy, qui a inauguré sa présidence nouvelle par quelques paroles d'une fermeté sérieuse et sobre. Le gouvernement, à son tour, après avoir hésité, après avoir paru se demander pendant quelques jours sous quelle figure il devait reparaître, le gouvernement a fini par céder à l'inspiration malheureuse de se présenter aux chambres sous la forme du ministère de la dissolution, des élections, de la défaite du 14 octobre. En apparence, ces premières opérations, ces premières rencontres se sont passées assez paisiblement, au moins sans choc immédiat; mais on sentait bien que dans cette paix plus affectée que réelle, dans ce qu'on pouvait appeler la trêve provisoire de l'organisation de la chambre, il y avait quelque chose de menaçant, et que, si les défis ne se traduisaient pas encore en actes précis, décisifs, ils étaient dans l'air. L'orage s'annonçait d'heure en heure à des signes infaillibles, à l'irritation mal contenue des esprits, aux dispositions des partis, à la manifestation croissante d'incompatibilités, peut être irréparables; il a fini par éclater avec violence dans une proposition ayant pour premier objet la nomination d'une commission d'enquête parlementaire sur les élections, sur la candidature offi-

cielle, — constituant en réalité une sorte de mise en accusation du gouvernement, sinon sans phrases, du moins sans ménagemens. La lutte est maintenant engagée dans les termes les plus extrêmes; elle devait inévitablement éclater avec ce caractère dès la première rencontre de la chambre nouvelle et du gouvernement, puisqu'après l'avoir préparée depuis six mois, on semble s'être proposé jusqu'à la dernière heure de l'attendre, de la braver, au lieu de la détourner ou de l'adoucir.

Oui, en vérité, rien n'a été négligé pour aggraver et envenimer un conflit qu'il fallait s'efforcer d'atténuer, et aujourd'hui voilà le résultat : c'est une situation où tout conspire pour les guerres à outrance, pour les solutions extrêmes, où les chances de conciliation s'épuisent, et où jusqu'au dernier moment cependant, même en présence des hostilités ouvertes, il reste la grande et éternelle victime, l'intérêt public, pour réclamer la paix. Évidemment il y a quelque fatal malentendu, quelque méprise désastreuse, et ce qui a tout compliqué, c'est que depuis trois semaines on n'ait pas même réussi à se reconnaître, à remettre un certain équilibre dans nos affaires troublées, c'est que le ministère, qui a la responsabilité de cette malheureuse crise, soit resté jusqu'au bout comme l'expression vivante d'une pensée de résistance et de conflit. Que dans un moment un peu effaré, il y a six mois, on ait pu croire à la nécessité d'une grande mesure telle que la dissolution de la chambre des députés, que même pendant la lutte on ait pu se faire des illusions et se laisser entraîner aux plus étranges abus dans l'espoir d'une victoire électorale qui absoudrait tout, soit, on peut le comprendre encore; mais après le vote significatif du pays, à qui on avait fait appel, lorsqu'il n'y avait plus d'illusions possibles, la première condition était tout au moins de montrer que cet appel, dont on avait pris l'initiative, avait un caractère sérieux. C'était un acte de prévoyance de détendre pour ainsi dire la situation, ne fût-ce que par un témoignage mesuré de déférence pour une grande manifestation d'opinion. La présence obstinée au pouvoir d'un ministère qui ne représentait plus que la guerre et la défaite ne pouvait plus avoir d'autre effet que d'entretenir et d'accroître les irritations, de préparer des difficultés nouvelles, d'engager un peu plus M. le président de la république dans une inévitable collision. Le ministère lui-même l'avait senti, puisqu'il avait donné sa démission ; M. le président de la république, lui aussi, l'avait senti, puisqu'il avait accepté cette démission, en se réservant seulement le temps de s'arrêter à des combinaisons nouvelles. Ces combinaisons qu'on a dû chercher, où sont-elles? qu'a-t-on fait sérieusement pour dénouer une crise que chaque instant aggravait? Ce n'était pas apparemment M. Pouyer-Quertier qui devait avoir la vertu de tout pacifier. En dehors de ce ministère mort-né de M. Pouyer-Quertier, tout ce qui a été plus ou moins essayé reste inconnu, et c'est ainsi qu'en perdant les heures et les jours on s'est

laissé traîner à l'ouverture de la session avec un ministère dont la seule présence ressemblait à un défi, à une préméditation de résistance.

On a tergiversé, on s'est perdu en toute sorte de consultations et de colloques plus ou moins compromettans, lorsqu'il fallait se décider simplement et franchement sans avoir l'air de marchander avec les nécessités de la situation. M. le président de la république, dira-t-on, ne peut cependant se livrer sans réserve à la mobilité des influences parlementaires; il ne peut choisir ou accepter qu'un ministère conservateur. C'est son honneur et son devoir de résister, de rester la personnification vivante de toutes les garanties conservatrices! — Que signifie cette résistance dont on parle sans cesse, dont on semble faire le mot d'ordre d'une politique? La situation, telle qu'elle a été faite, est en vérité assez claire. Le gouvernement, à ses risques et périls, a cru, il y a six mois de cela, que la chambre des députés ne représentait pas l'opinion de la France, que dans les élections de 1876 il y avait eu des confusions et des équivoques. Il a demandé au sénat son concours, au moins son aveu, pour la dissolution, il a obtenu ce qu'il demandait. Il exerçait un droit qu'il tient de la constitution, et ce droit, on peut le dire, il l'a exercé sans scrupules, sans mesure, à la faveur de cet interrègne parlementaire pendant lequel il a déployé toutes les ressources d'un pouvoir presque sans contrôle. Le pays, malgré l'excès des pressions administratives, s'est prononcé librement, comme il l'a voulu, en renvoyant à la chambre la plus grande partie de la majorité républicaine qui avait été frappée. Voilà le fait! Si on avait le droit d'interroger le suffrage universel, le suffrage universel a eu certainement à plus forte raison le droit de répondre, et lorsqu'aujourd'hui on parle sans cesse de protester, on ne voit pas qu'en réalité c'est contre une décision du pays qu'on proteste, en se plaçant aventureusement, dangereusement, dans l'arbitraire des interprétations personnelles. De quelle autorité s'armerait-on pour une résistance aussi extraordinaire? D'où tire-t-on ce droit de résister que des esprits échauffés de réaction ne cessent d'invoquer? On n'a pas réfléchi sans doute que ce serait là engager sans mandat, sans raison sérieuse, une terrible partie contre la souveraineté nationale elle-même manifestée par un vote tout récent.

Que cette manifestation régulièrement provoquée, régulièrement accomplie, doive être maintenue jusqu'au bout dans les limites constitutionnelles et ne point usurper sur les autres droits également consacrés par la constitution, rien de mieux : c'est la loi et c'est aussi le conseil d'une politique prévoyante. Que M. le président de la république, en tenant compte des votes du pays, garde ses préoccupations conservatrices, que dans ses combinaisons il veuille faire la part du sénat comme de la chambre des députés, rien de mieux encore; mais pour une œuvre de ce genre, œuvre d'équité, de modération, destinée à concilier le res-

pect des traditions parlementaires et les garanties conservatrices dont il a le juste souci, il trouvera, s'il le veut, bien des complices qui sont aussi conservateurs que lui : il en trouvera dans la chambre des députés comme dans le sénat. Il ne s'agit pas pour M. le maréchal de Mac-Mahon de trahir les intérêts de la société dont il se considère comme le gardien, de se laisser traîner aux aventures par des influences radicales; tout ce qu'on lui demande, c'est de rester sur le terrain constitutionnel où son irresponsabilité comme chef de l'état le fait inattaquable, de ne croire ni sa dignité, ni sa susceptibilité, ni même ses opinions engagées dans une lutte sans issue, sans honneur pour lui, sans profit pour le pays.

Certes, lorsque M. Thiers disait que la république serait conservatrice ou qu'elle ne serait pas, il ne prétendait pas apparemment la livrer au radicalisme. Il lui désirait, lui aussi et avec plus de prévoyance que tout autre, un gouvernement conservateur. Toute la question est de savoir si c'est là le vrai caractère du ministère qui dispute aujourd'hui les dernières heures de son existence, ou des ministères sans couleur et sans nom qui n'en seraient que les équivalens effacés, qui ne feraient que perpétuer cette équivoque d'une république gouvernée avec l'appui et dans l'intérêt de deux ou trois partis ennemis. L'expérience est faite, on peut l'affirmer. Ce qu'on a plus d'une fois reproché, ce qu'on a toujours le droit de reprocher au ministère qui dirige les affaires de la France depuis six mois, c'est d'avoir été non-seulement le moins parlementaire, le moins constitutionnel des gouvernemens, mais encore le moins conservateur des pouvoirs. Il n'est arrivé, par ses procédés étranges, qu'à créer cette situation extrême où ce sont les intérêts conservateurs qui sont le plus immédiatement en péril, où, selon le mot récent de M. Léon Renault, celui qu'on a nommé le « soldat légal, » M. le président de la république voit le terrain de la légalité se dérober sous ses pieds. Voilà où on en est arrivé, de sorte que cette prétendue politique de conservation et de résistance est en réalité la plus perturbatrice des politiques. Qu'elle disparaisse aujourd'hui, c'est véritablement une nécessité de paix publique; mais en même temps qu'on a le droit de demander à M. le maréchal de Mac-Mahon le retour à une pratique plus régulière du régime dont il a accepté d'être le président, c'est pour la majorité de la chambre des députés une obligation pressante de rester de son côté sur le terrain strictement légal et constitutionnel. Nous ne voulons pas dire absolument que la commission d'enquête parlementaire qui a été proposée et sur laquelle on discute encore aujourd'hui excède cette limite; elle risque tout au moins d'avoir dépassé la mesure par les considérans et la phraséologie dont elle a été accompagnée. M. Léon Renault a eu besoin hier de toute son habileté éloquente pour la dépouiller de son caractère d'acte exceptionnel et presque révo-

lutionnaire. Ramenée à des proportions toutes légales, l'enquête n'aurait rien d'imprévu; elle n'aurait été qu'un incident de plus qui n'empêcherait pas le sénat de reprendre un rôle de médiateur pour lequel il est fait. C'est là toute la question qui s'agite aujourd'hui.

La France a le privilége d'occuper le monde de ses dissensions au moment où cette autre lutte singulière et terrible engagée en Orient se déroule, elle aussi, sur son double théâtre, avec des péripéties toujours nouvelles, et reste plus que jamais la grande affaire européenne. L'empereur Alexandre II, qui tient à partager les bons et les mauvais jours de son armée, et qui vient de voir tomber frappé à mort un des princes de sa famille, le jeune prince Serge de Leuchtenberg, l'empereur Alexandre aurait dit récemment, assure-t-on, que, si les Turcs avaient été servis par l'été, les Russes allaient trouver dans l'hiver un allié! A voir la marche nouvelle des affaires militaires en Orient, ce n'est point impossible. L'hiver pourrait bien sans doute n'être pas un allié toujours sûr, et ne point laisser jusqu'au bout aux Russes une liberté complète d'opérations, surtout d'approvisionnement. Jusqu'ici il n'a suspendu les hostilités ni en Europe ni en Asie, et après les surprises de l'été viennent les surprises de l'hiver. La guerre en effet a ses retours; la fortune des armes est changeante, et le fait est que, si les Russes ont commencé cette dangereuse campagne par des mécomptes auxquels ils ne s'attendaient pas, ils reprennent depuis quelques semaines un ascendant sensible partout où ils sont engagés. Ils le doivent, cela n'est point douteux, aux forces considérables qu'ils ont appelées de toutes parts, qu'ils auraient dû avoir dès le premier moment, et plus encore peut être à la prudente résolution qu'ils ont prise de revenir à un système de guerre plus méthodique.

Là est surtout le secret des derniers événemens qui depuis un mois ont changé si complétement la face de la campagne en Arménie. Les Russes, à vrai dire, avaient commencé leurs opérations d'Asie, de même que leurs opérations d'Europe, avec une témérité qui dénotait chez eux un étrange excès d'illusion et de confiance. Ils avaient divisé ce qu'ils avaient de forces, employant une partie de leur armée à mettre le siége devant Kars, le poste avancé, la citadelle de l'Arménie turque, se portant en même temps sur Batoum, sur Ardahan au nord, sur Erzeroum par le sud, par la route de Bayazid. Le résultat de cette stratégie aventureuse a été pour eux une série de sanglans revers, à la suite desquels ils ont été obligés de se rejeter sur leur territoire, vaincus, décimés, suivis par les Turcs eux-mêmes. Ils ont payé cher les erreurs d'une campagne mal engagée, et, chose curieuse, singulière vicissitude de la guerre, ce sont maintenant les Turcs qui semblent avoir commis les mêmes fautes, qui viennent à leur tour de les expier cruellement. Le malheureux Moukhtar-Pacha n'a pas joui longtemps de son titre de

ghazi, de « victorieux ! » Il s'est perdu par trop de confiance, pour n'avoir pas assez mesuré ce que lui permettaient ses forces et ce que pouvait lui créer de dangers un retour offensif des Russes.

Moukhtar-Pacha, après ses succès de l'été, s'est figuré trop aisément en avoir fini et s'est cru tout permis. Il a commencé par s'affaiblir en laissant un de ses lieutenans, Ismaïl-Pacha, s'engager à grande distance par le sud sur le territoire russe dans la direction d'Igdir, et il est allé lui-même, avec ce qui lui restait de son armée, camper au-delà de Kars, menaçant Alexandropol. Les positions où il s'est établi sont formées, sur une assez vaste étendue, par un massif montueux, entrecoupé et volcanique, dont les points principaux s'appellent les monts Yagny, le Kizil-Tépé, l'Awliar, l'Aladjadagh, — plus en arrière, Vizinkoï. Au-delà du massif coule l'Arpatschaï, servant à peu près de frontière. Ces positions sont assurément puissantes, elles sont autant de retranchemens naturels merveilleusement appropriés à l'opiniâtreté défensive des Turcs. Seulement le chef turc risquait d'être trop avancé, de s'être trop éloigné de Kars et d'avoir laissé derrière lui un intervalle dangereux. De plus, entre la route d'Alexandropol, où il avait son aile gauche, et l'Aladjadagh, où il avait son aile droite, ses lignes étaient démesurées pour des forces déjà diminuées par le détachement d'Ismaïl-Pacha, appauvries par la rude campagne de l'été. Enfin il restait à découvert sur sa droite au-delà de l'Aladjadagh, dans la partie inférieure du cours de l'Arpatschaï, dont les Russes étaient maîtres et par où ils pouvaient tourner toutes ces positions. Il avait l'apparence d'une situation inexpugnable, il était en réalité très vulnérable, et on allait le lui montrer d'une manière foudroyante.

Ce que Moukhtar-Pacha ne soupçonnait pas en effet, c'est que, pendant qu'il s'établissait ainsi, les Russes, se remettant rapidement de leurs défaites, recevant chaque jour des renforts considérables, se disposaient à rentrer en action, et cette fois avec plus de méthode, avec des combinaisons mieux entendues, avec de nouveaux chefs, quoique toujours sous le grand-duc Michel. En réalité, la nouvelle armée russe que Moukhtar Pacha avait devant lui, sans connaître ni son importance ni ses puissans moyens d'artillerie comme il en a fait naïvement l'aveu, cette armée recommençait à se mettre en mouvement dès les premiers jours d'octobre. Elle enlevait quelques-unes des positions les plus avancées au Kizil-Tépé, elle menaçait les Turcs aux monts Yagny. Moukhtar, qui aurait dû être éclairé, ne faisait rien pour se mettre en garde : il attendait en bataillant sans résultat, sans modifier ses dispositions; mais ce n'était qu'un prélude. Ce n'est que quelques jours après, le 15 octobre, que se dévoilait le plan russe et que la véritable action s'engageait sur toute la ligne par un ouragan de fer et de feu. L'opération avait été habilement conçue, et elle était vigoureusement exécutée. Tan-

dis qu'une colonne russe, sous le général Heyman, allait droit à l'assaut de l'Awliar, clé des positions de Moukhtar, et réussissait à percer le centre des lignes, une autre colonne, sous le général Lazaref, passait par le sud au-delà de l'Aladjadagh, remontait à un point désigné sous le nom d'Orlok et tournait le massif, si bien qu'à un moment de la bataille les soldats de Lazaref et d'Heyman arrivaient à la fois à Vizinkoï sur les derrières des Turcs. L'armée ottomane se trouvait complétement bouleversée, menacée dans ses dernières communications avec Kars; elle avait son centre rompu, décomposé, et sa droite, laissée à l'Aladjadagh, cernée de toutes parts, n'avait plus bientôt qu'à mettre bas les armes. Quelques bataillons seulement ou quelques noyaux d'hommes déterminés ont pu échapper au désastre en se frayant un chemin. Le généralissime turc ne connaissait pas même le sort de cette partie de son armée au moment où, obligé de quitter en vaincu, en fugitif, le champ de bataille, il n'avait plus que le temps de se sauver lui-même, de chercher sa sûreté à l'abri des murs de Kars.

La déroute était complète avant le soir. Moukhtar-Pacha, s'arrêtant à peine quelques heures à Kars pour rassembler les débris de son armée, s'est rejeté aussitôt sur la route d'Erzeroum; il n'avait qu'une pensée, celle de devancer aux défilés de Soghanly les Russes courant à sa poursuite. Que devenait pendant ce temps Ismaïl-Pacha, assez témérairement engagé du côté du gouvernement d'Érivan? Promptement averti du désastre, il s'est hâté de rétrograder, harcelé à son tour par le général Tergoukasof, qu'il avait suivi jusque sur le territoire russe. Ismaïl a réussi non sans peine à échapper aux étreintes de son adversaire, et à rejoindre Moukhtar-Pacha dans la direction d'Erzeroum, vers Zewin, sur ces champs de bataille où naguère les Turcs infligeaient de si cruels revers aux Russes. Même avec les contingens, d'ailleurs irréguliers et fort équivoques, d'Ismaïl-Pacha, l'armée turque ne pouvait plus espérer tenir sérieusement; elle ne comptait plus 20,000 hommes, elle avait perdu la plus grande partie de son artillerie, et elle avait à tenir tête aux poursuites combinées d'Heyman et de Tergoukasof. Elle a voulu néanmoins faire front, ou plutôt elle a été obligée de se battre pour couvrir sa retraite, et encore une fois elle a eu la mauvaise chance de voir son arrière-garde coupée à Hassan-Kalé. Après cela, Moukhtar et Ismaïl n'avaient plus qu'à se jeter sous Erzeroum, où ils ont été suivis par les Russes, et où une défense paraît avoir été organisée. Les dernières affaires engagées autour d'Erzeroum, sur les hauteurs de Deveboyoum, auraient été favorables aux Turcs, et elles sembleraient prouver dans tous les cas que les Russes n'ont peut-être pas les moyens de vaincre une certaine résistance, si elle leur est opposée. En réalité, la situation militaire, telle qu'elle apparaît aujourd'hui, est celle-ci : la place de Kars, qui est le poste avancé et la clé de l'Arménie turque,

est de nouveau et plus que jamais sous le coup d'un blocus rigoureux. Erzeroum, qui est la capitale arménienne et le réduit suprême de la défense, voit les Russes autour de ses murs. La question est de savoir si Kars a assez de forces, assez d'approvisionnemens pour soutenir un long siége, et si Erzeroum peut se défendre. De toute façon, l'Arménie est en péril; les Turcs ont perdu d'un seul coup tous les fruits d'une campagne qu'ils avaient commencée avec avantage. Leur dernière ressource est dans le temps, si le temps leur est accordé pour se réorganiser, et dans l'hiver, si l'hiver vient à propos pour créer aux Russes des difficultés nouvelles.

La lutte n'a point été signalée par de tels désastres pour les Turcs en Bulgarie. Là aussi cependant la situation militaire prend de jour en jour un certain caractère de gravité. Du sort de Plevna dépend peut-être l'issue de la guerre, et la position de Plevna n'est rien moins qu'assurée. Le nouveau système de guerre adopté sous la direction du général Totleben et appuyé par les puissans renforts arrivés successivement du centre de l'empire, ce système est plus menaçant et peut-être plus efficace que les assauts de vive force vainement tentés jusqu'ici. Tous les efforts des Russes tendent maintenant à enfermer Plevna dans un cercle de fer, et ils ont été poursuivis depuis quelques semaines avec assez de vigueur pour que l'investissement semble à peu près complet. Les dernières opérations que le général Gourko a été chargé de conduire à Dubnik, à Telish, et auxquelles Chevket-Pacha n'a pas pu s'opposer, coupent la ligne directe d'Orkhanie, par où Osman-Pacha recevait jusqu'ici ses ravitaillemens. D'un autre côté, la pointe que le général Skobelef vient de faire sur Wratza, au sud-ouest de Plevna, indique le dessein de fermer les communications de toutes parts et même de se ménager un moyen de tourner les Balkans. Les Russes manœuvrent et agissent maintenant avec une prudence habile qui n'exclut pas sans doute, à un moment donné, quelque résolution plus hardie. Osman-Pacha, de plus en plus serré dans les positions où il a su se rendre inexpugnable, tentera-t-il de se dégager par son propre effort? A-t-il assez de vivres, de munitions pour prolonger sa défense et attendre qu'on le dégage? Osman-Pacha est jusqu'ici l'homme le plus silencieux, le plus mystérieux de cette guerre. Il ne dit rien, on ne sait à peu près rien de lui, si ce n'est qu'il est toujours debout. Après les preuves d'aptitude militaire et d'énergie qu'il a données jusqu'ici, il semble assez douteux qu'il se résigne à attendre dans l'inaction, dans sa muette impassibilité l'heure d'une capitulation inévitable. Le gouvernement de Constantinople, malgré les intrigues où il se perd, ne peut, lui non plus, se dispenser de songer à cette situation. Méhémet-Ali, l'ancien généralissime de Choumla, vient d'être envoyé à Sofia pour rassembler une armée nouvelle. Si Chevket-Pacha, avec les forces qu'il a autour d'Orkhanie, est

hors d'état d'agir efficacement par lui-même, il peut concourir à un effort commun. Suleyman-Pacha a son armée intacte vers Rasgrad. Les forces sont en présence, et rien n'est compromis, rien n'est décidé, si tout semble incertain.

Jusqu'à quel point cependant laissera-t-on se prolonger cette guerre en Europe et en Asie? Combien de torrens de sang devront encore couler? C'est peut-être le secret de prochains événemens militaires qui pourront donner le signal de quelque tentative pacificatrice en réveillant les pensées de médiation. La diplomatie, dans tous les cas, reste jusqu'ici pleine de mystère et de réserve; elle ne se compromet pas, et ce n'est pas l'Angleterre qui semble décidée à se risquer la première, si on en juge par le langage que lord Beaconsfield a tenu ces jours derniers au banquet du lord-maire. Lord Beaconsfield a eu des paroles aimables pour tout le monde, il a mis son art le plus raffiné à dorer la neutralité absolue de l'Angleterre. Cette neutralité a certainement rendu service à la Turquie en lui offrant l'occasion de montrer qu'elle n'est point « un mythe, » que son gouvernement n'est point un « fantôme, » que « son peuple n'est point épuisé, » qu'elle a en un mot toutes les ressources de vigueur et d'habileté nécessaires pour figurer parmi les grandes puissances! Assurément la Russie a pu montrer, elle aussi, qu'elle a du courage, et on a rendu à son armée le service de lui laisser cette occasion de prodiguer son sang! Comment maintenant réconcilier les deux puissances? Lord Beaconsfield ne peut oublier que « le tsar, avec la magnanimité qui caractérise son esprit élevé, a déclaré à la veille de la guerre que son seul but était d'assurer le bonheur des sujets chrétiens de la Porte... » Il se souvient en même temps que le sultan s'est déclaré prêt à accorder toutes les réformes désirables. Lord Beaconsfield, invoquant Walpole, recommande aussi « d'essayer un peu de patience. » Si ce n'est pas un commencement de médiation, c'est au moins le trait d'un homme d'esprit qui se tire d'embarras pour le moment, au risque de se réveiller en face de quelque plan de pacification orientale que l'Angleterre pourrait bien ne pas trouver aussi ingénieux ni même satisfaisant.

Bienheureux sont les peuples dont l'histoire n'est troublée ni par des guerres extérieures ni par de graves conflits intérieurs, et qui, pour toute émotion publique, n'ont qu'une modeste crise ministérielle née paisiblement, dénouée correctement. La Hollande est un de ces heureux pays. Elle a son rôle, ses agitations d'opinion, ses intérêts diplomatiques dans le mouvement qui emporte l'Europe et dont elle peut ressentir les contre-coups; mais c'est une nation prudente et calme qui sait conduire ses affaires sans trouble, qui aime son indépendance, ses lois, ses libertés, et qui trouve sans effort la paix dans le jeu naturel de ses institutions. Un cabinet a cessé de vivre récemment à La Haye, un

cabinet nouveau s'est constitué, la crise a pu être laborieuse, elle a pu même, en se prolongeant pendant quelques jours, impatienter un peu l'opinion, elle n'a pas été au fond une complication bien grave, quoiqu'elle ait peut-être sa signification.

Lorsque les états-généraux de Hollande se réunissaient au mois de septembre à La Haye, il y avait déjà quelques nuages lentement formés entre le ministère et le parlement. Le ministère présidé par M. Heemskerk existait depuis 1874. Il avait été porté au pouvoir par un mouvement conservateur, comme le représentant modéré d'un parti qui a eu une influence considérable par ses opinions comme par le talent et l'expérience de ses chefs. M. Heemskerk est lui-même un homme d'une supériorité reconnue, et le ministère qu'il a dirigé depuis trois ans n'a point eu une existence inutile. Il a montré le plus sérieux dévoûment à la cause nationale en dévoilant avec une loyale franchise les défectuosités du système de défense du pays et en proposant d'y remédier. Le ministre de la justice, M. van Lynden, a entrepris des réformes d'une certaine importance. Le ministre de la marine, M. Taalman Kip, a déployé de l'activité. Malgré tout cependant, le ministère ne pouvait avoir raison d'un malaise assez sensible dans le parlement. La plupart des propositions qu'il faisait restaient en suspens ou elles étaient tellement transformées qu'il ne pouvait plus les reconnaître comme son œuvre. En un mot, il n'avait pas une action politique suffisante sur la chambre, il n'avait plus de majorité. Il s'était affaibli par des raisons diverses, d'abord parce que le parti conservateur a perdu quelques-uns des hommes distingués qui étaient sa force, et ensuite parce que depuis quelque temps les opinions sont devenues plus vives, plus exigeantes autour de lui. La lutte s'est animée sur certaines questions, et en Hollande aussi, comme dans bien d'autres pays, ce conflit a éclaté au sujet de l'enseignement primaire, à propos de la direction de cet enseignement. Il s'agissait de la réforme d'une loi, vieille de plus de vingt-cinq ans, qui règle les conditions des écoles publiques et des écoles privées. Les protestans orthodoxes ou « antirévolutionnaires, » ayant pour alliés les catholiques, n'aspirent qu'à étendre les libertés de l'enseignement privé; les libéraux veulent étendre et fortifier l'enseignement public. M. Heemskerk, arrivant au dernier moment avec un projet de conciliation entre les partis, a eu le sort qu'ont trop souvent les médiateurs les mieux intentionnés. Il n'a satisfait ni les uns ni les autres : pour ceux-ci il accordait trop peu, pour ceux-là il accordait trop.

C'est là justement la situation qui s'est dessinée dès l'ouverture de la session des états-généraux de La Haye. Le projet du gouvernement était tout prêt à être livré à la discussion. Vainement le ministère a insisté pour en maintenir au moins les principes essentiels, pour pousser jusqu'au bout sa tentative de conciliation; la majorité libérale, fortifiée

par les élections du mois de juillet dernier, grossie de quelques autres fractions hostiles au projet ministériel, a répondu en refusant le débat dans ces termes, en constatant dans l'adresse au roi le désaccord entre la chambre et le cabinet. Et le chef de l'opposition hollandaise, M. Kappeyne van de Coppello, lui aussi, s'est donné la satisfaction de placer M. Heemskerk dans l'alternative de se conformer aux vœux de la chambre ou de laisser la tâche à d'autres, — enfin « de se soumettre ou de se démettre! » Heureusement pour la Hollande, le dilemme est moins grave à La Haye qu'ailleurs. S'il y a eu au premier instant dans le gouvernement quelque velléité d'aller jusqu'à une dissolution de la chambre, cette pensée, qui n'était d'ailleurs nullement celle de tous les ministres, n'a pas tenu devant la majorité assez forte qui s'est prononcée, — 44 contre 28, — et le ministère s'est démis de bonne grâce. L'enfantement d'un nouveau cabinet n'a pas été aussi facile qu'on le croyait; il a duré près de trois semaines. Ce n'est qu'aux premiers jours de ce mois qu'est apparu un ministère dont le chef naturel est le *leader* reconnu des libéraux dans la dernière campagne. M. Kappeyne van de Coppello est du reste, lui aussi, un homme supérieur dans son parti, jurisconsulte éminent, orateur d'une vigoureuse intelligence et d'une merveilleuse lucidité de parole. Le nouveau ministre des affaires étrangères est M. de Heekeren von Kell, depuis longtemps directeur du cabinet du roi. Les finances passent à M. Gleichman, qui a été secrétaire de la banque et qui a la réputation d'un habile praticien. Le portefeuille de la guerre est confié à M. de Roo, officier d'infanterie et député, qui s'est signalé par ses travaux militaires, par ses idées sur l'organisation de la défense nationale. Le ministre des colonies, M. van Bosse, est un homme déjà éprouvé au pouvoir, vieillard plein de verdeur et d'activité. C'est M. van Bosse qui, comme ministre des finances, a inauguré il y a bien des années le libre échange en Hollande.

Evidemment le nouveau cabinet de La Haye a en lui-même assez de ressources d'expérience et de talent pour faire le bien dans un pays si calme, si fermement attaché au régime constitutionnel. Il a cependant encore à se présenter devant les chambres, dont les travaux ont été suspendus pendant la crise ministérielle; alors seulement on aura la mesure de la politique qu'il se propose de suivre, de l'autorité qu'il peut prendre et du concours que le parlement pourra lui prêter.

CH. DE MAZADE.

CORRESPONDANCE.

LE DRUIDISME. — L'ARMÉE GAULOISE A LA BATAILLE D'ALESIA.

A M. ALBERT RÉVILLE.

Monsieur,

L'intéressant travail que vous avez publié dans la *Revue des Deux Mondes* (1), sous le titre de *Vercingétorix et la Gaule au temps de la conquête romaine,* est une de ces œuvres de vulgarisation qu'on ne saurait trop encourager. L'histoire, présentée sous une forme concise, élégante, dégagée de l'appareil de citations qui encombre les œuvres d'érudition, et rendue ainsi plus accessible aux gens du monde, contribue puissamment à l'éducation nationale en faisant pénétrer partout la connaissance, malheureusement encore bien incomplète, des origines et de la vie des peuples, et en particulier des Gaulois nos aïeux. Mais il est à peine besoin d'ajouter que les productions de ce genre ne seraient pas sans inconvéniens si leurs auteurs s'écartaient trop des véritables données de la science. C'est pourquoi je pense remplir un devoir en vous signalant ici trois points de votre travail, qui me semblent exiger des rectifications; ce sont les suivans:

1° Le mode et la date d'établissement du druidisme en Gaule; 2° la liste des peuplades gauloises qui eurent à fournir des contingens de guerriers pour l'armée de secours destinée à dégager Vercingétorix enfermé dans *Alesia,* et le chiffre de chacun de ces contingens; 3° la comparaison de ces contingens entre eux, et la signification des différences qui les séparent, au point de vue de la politique des partis qui divisaient la nation gauloise.

Après avoir rappelé que, d'après certains auteurs, les druides seraient entrés en Gaule six ou sept siècles avant l'ère chrétienne avec la puissante immigration qui vint alors d'Asie à travers l'Europe centrale, vous regardez comme beaucoup plus probable que le druidisme est un produit autochthone, antérieur aux invasions mentionnées par les historiens; qu'il est en quelque sorte le fruit du génie gaulois, du *genius loci;* il se serait formé au sein des populations les plus anciennement fixées sur notre sol, probablement au sein de ces forêts du pays chartrain où se tenaient les assises annuelles de la Gaule (2).

(1) Nos des 15 août et 1er septembre 1877.
(2) *Revue* du 15 août 1877, p. 845-847.

Sans entrer autrement dans la discussion de votre théorie, je puis bien faire remarquer, monsieur, qu'en l'exposant, vous n'avez tenu aucun compte (en tout cas vous n'en parlez point) d'un texte formel des *Commentaires* de Jules César qui la contredit; on y lit en effet (je traduis littéralement) que, « d'après la croyance générale, le druidisme fut trouvé dans l'île de Bretagne (Angleterre) et transporté de là en Gaule, et que, de son temps, ceux qui voulaient acquérir une connaissance approfondie de cette doctrine allaient la chercher dans cette grande île (1). »

Voilà un témoignage positif, précis, émané de l'historien conquérant, de celui qui a recueilli en Gaule et dans l'île de Bretagne les élémens de ce précieux inventaire des traditions et de l'état moral et économique de la confédération autonome : témoignage que ne contredit aucun texte, aucun document de quelque autorité, aucun fait probant. Il en résulte que, suivant l'opinion commune parmi les Gaulois, la doctrine druidique leur était venue de la Grande-Bretagne, où elle avait été trouvée; il ne paraît donc pas exact de prétendre qu'elle ait été produite spontanément par la Gaule, comme le fruit du *genius loci*. En tout cas, puisque vous aviez des raisons de penser qu'il en était autrement, il eût été peut-être utile de faire connaître à vos lecteurs l'objection assurément très grave que rencontre votre opinion.

A quelle date le druidisme a-t-il été importé de Bretagne en Gaule, ou bien, en me plaçant au point de vue que vous avez développé, à quelle époque aurait-il pris naissance sur notre territoire?

Ce ne pourrait être avant les invasions des Gaulois dans l'Italie du nord, puisqu'on n'en retrouve aucune trace dans la Cisalpine, que les peuplades gauloises ont si longtemps habitée. Or, la date de ces invasions se place, d'après Tite-Live, en l'an 600 avant Jésus-Christ; selon M. Th. Mommsen et plusieurs autres savans, au commencement du IVe siècle; et, suivant une opinion que nous avons récemment exposée devant l'Académie des inscriptions et belles-lettres (2), dans la deuxième moitié du VIe siècle avant notre ère. Je n'ai pas à débattre ici cette question. Il suffit de montrer qu'aucune des trois solutions proposées ne se concilierait avec l'existence du druidisme en Gaule, antérieurement au VIe siècle (3), et surtout avec l'idée de la génération spontanée de cette doctrine religieuse et de cette organisation sacerdotale sur notre sol. Vous aviez incontestablement le droit d'émettre, comme vous

(1) *Bell. Gall.*, VI, 13.

(2) Mémoire inédit sur *les Invasions gauloises en Italie*.

(3) Des érudits fort autorisés ont professé dans ces derniers temps l'opinion que le druidisme avait été importé des Gaules, dans la deuxième moitié du IIe siècle avant l'ère chrétienne, par des Belges qui, chassés par les Germains de la rive droite du Rhin, passèrent dans l'île de Bretagne et de là en Gaule. Cette opinion ne me semble pas encore suffisamment justifiée.

l'avez fait, cette dernière idée ; mais vous reconnaîtrez qu'il était utile, sinon nécessaire, de prévenir les lecteurs des sérieux obstacles auxquels elle venait se heurter.

Je passe sans transition à la deuxième partie de mes observations. Il ne s'agit plus ici, monsieur, d'un système historique sur lequel des opinions divergentes peuvent être librement conçues et discutées ; il ne s'agit même pas seulement d'une question d'interprétation de textes, mais bien de textes à rétablir, et de rectifications à opérer dans les termes qui vous ont servi à reproduire un des chapitres les plus curieux et les plus importans des *Commentaires*.

A l'appel de Vercingétorix, enfermé avec ses troupes dans *Alesia* (Alise-Sainte-Reine), et assiégé par César, les chefs de la plupart des nations gauloises se réunirent en assemblée générale, et fixèrent le nombre de guerriers que chacune d'elles devrait fournir pour une armée de secours. La liste de ces peuplades et de leurs contingens remplit le chapitre LXXV du livre VII des *Commentaires;* vous avez cru, avec M. Mounier (1), qu'elles y étaient taxées d'une manière très inégale et hors de proportion avec leurs forces respectives, dans un dessein de prédominance du parti oligarchique, secrètement porté vers l'alliance romaine, et représenté par les Éduens (Bourgogne), sur le parti démocratique et unitaire, représenté par les Arvernes (Auvergne), et résolu à combattre sans relâche l'intrusion et l'invasion romaines. « Les deux peuples sont, dites-vous, taxés chacun à 35,000 hommes ; mais l'égalité est bientôt rompue au profit du premier. Le *groupe* des Séquanes, des Sénons et autres fournira *seulement* 12,000 hommes ; les Bellovakes 10,000, les Lémovikes, les Pictons et d'autres, *ensemble* 8,000 ; les Suessions, les Ambiani et d'autres, *ensemble seulement* 5,000... Tandis que les Rauraques et les Boïens doivent en donner 30,000, la grande confédération armoricaine, y compris les Calètes (Caux), n'en enverra pas plus de 6,000... C'est surtout cette disproportion frappante entre le contingent de l'Armorique, grande et belliqueuse confédération, et celui des Boïens joints aux Rauraques, alliés ou cliens des Éduens, cantons de médiocre importance, qui permet de découvrir le mobile d'une telle répartition. On mêle ensemble des combattans originaires de pays éloignés les uns des autres, qui ne se connaissent pas, les Séquanes par exemple avec les gens de Saintonge, les Tourangeaux avec ceux du Vivarais, les Messins avec les Périgourdins, gens sans prétention, mais qui, joints à leurs voisins, auraient pu former des groupes de taille à balancer la prépondérance éduenne (2). »

J'ai dû citer presqu'en son entier, monsieur, ce passage de votre tra-

(1) *Vercingétorix et l'indépendance gauloise*. Paris, 1875.
(2) *Revue* du 1er septembre, p. 62-63.

vail, à cause des inexactitudes que je suis forcé d'y relever et que vous avez empruntées au livre de M. Mounier (1) : elles proviennent, les unes de l'emploi d'une édition défectueuse et sans doute déjà ancienne de César, les autres d'une interprétation fautive et contraire à celle des traducteurs des *Commentaires*. Je vais mettre sous les yeux du lecteur une traduction littérale des parties de ce texte qui nous intéressent, d'après une édition que M. Œhler a publiée, en 1862, à la célèbre librairie de Teubner de Leipzig et qui ne diffère sensiblement ni de la très savante édition de Car. Nipperdey (1847), ni de celle que M. Bernard Dinter a fait paraître, en 1876, dans la collection des classiques grecs et romains de Teubner (2). Il me sera facile ensuite de mettre en évidence les rectifications que comporte votre version :

« Les chefs réunis en assemblée générale imposent aux Éduens (Bourgogne) et à leurs cliens les Ségusiaves (Forez-Lyonnais), etc., 35,000 hommes; un pareil nombre aux Arvernes (Auvergne), y compris les Éleuthères Cadurques (Quercy), les Gabales (Gévaudan), les Vellaves (Velai), qui ont coutume d'être sous le commandement des Arvernes; aux Séquanes (Franche-Comté), aux Sénons (Sens), aux Bituriges (Berry), aux Santons (Saintonge), aux Rutènes (Rouergue), aux Carnutes (pays chartrain), 12,000; aux Bellovakes (Beauvoisis), 10,000; autant aux Lémovikes (Limousin); 8,000 aux Pictons (Poitou), et aux Turons (Touraine), et aux Parisiens (pays Parisis), et aux Helvètes (Genève, Valais, etc.); 5,000 aux Sénons (encore le pays de Sens), aux Ambiani (Amiénois), aux Médiomatrikes (Messin), aux Pétrocoriens (Périgord), aux Nerviens (Liége et Namur), aux Morini (Boulonnais), aux Nitiobriges (Agenais); autant aux Aulerkes Cénomans (pays du Maine); 4,000 aux Atrébates (Artois), 3,000 aux Velliocasses (Vexin-Rouennais), aux Lexoviens (Lisieux), et aux Aulerkes Éburovices (Évreux); 3,000 aux Rauraques (Bâle-Argovie), et aux Boïens (entre Loire et Allier); 30,000 à toutes les cités qui atteignent l'Océan, et au nombre desquelles sont les Curiosolites, Redones, etc. »

La première observation que suggère la lecture de ce chapitre, c'est que les peuples gaulois y sont dénombrés par séries correspondant aux chiffres des contingens de chacun, et dans un ordre décroissant depuis 35,000 jusqu'à 3,000. Ainsi les nations éduenne et arverne, avec leurs cliens, sont taxées à 35,000 *chacune;* vient ensuite la série des cités, taxées à 12,000 *chacune* et non ensemble, comme vous l'avez cru : puis

(1) Pages 158-159.

(2) J'ai donné la préférence à l'édition Œhler, parce que les changemens et additions au texte de Nipperdey sont motivés dans la préface, tandis qu'ils ne le sont point dans l'édition de M. Dinter, qui me semble en outre moins prudent et moins judicieux dans le choix des leçons : celle-ci a seulement l'avantage d'une table très détaillée.

les contingens de 10,000, puis de 8,000, de 5,000, de 4,000 et de 3,000; enfin pour toutes les tribus armoricaines, dont quelques-unes seulement sont nommées, un chiffre collectif de 30,000. C'est donc simplement une nomenclature où les nations figurent successivement dans un rang exclusivement déterminé par le nombre des effectifs armés que chacune doit envoyer. J'ai dit *chacune*, parce que les chiffres fixés sont obligatoires pour chaque tribu taxée. Jusqu'ici, tous les traducteurs, depuis le vieux Perrot d'Ablancourt (1650) jusqu'aux plus récens, tels que M. Artaud et M. Louandre (1873), tous, disons-nous, ont entendu ainsi le texte qui nous occupe.

Et il ne peut en être autrement. Comment en effet expliquerait-on que telle ou telle série composée de sept peuplades importantes ne fournît qu'un contingent de 5,000 hommes, quand celle des Cénomans (Maine), inférieure à chacune d'elles prise isolément quant à l'étendue du territoire et à l'importance de la population, fournissait à elle seule le même nombre? En outre, si les gens de cette même série, qui comprenait à la fois des nations de l'est, du nord et du nord-ouest (Amiens, Boulonnais, Namur, Metz, Sens), et des peuplades du sud et du sud-ouest (Périgord-Agenais), avaient eu à donner *ensemble* un effectif de 5,000 hommes, comment ces nations auraient-elles pu former, à si grande distance les unes des autres, ce petit contingent? Dans quelle proportion chacune aurait-elle dû y contribuer? Il eût été, dans l'hypothèse où vous vous êtes placé, indispensable de la déterminer en même temps que le chiffre du contingent, car, à défaut de ce règlement, la décision aurait été absolument inexécutable : or, il n'y a dans les *Commentaires* nulle trace de cette sous-répartition nécessaire du contingent.

Ces disparates et ces impossibilités prouvent manifestement que l'interprétation par vous donnée du texte de César est contraire à la pensée de l'auteur, en même temps qu'elle est en opposition avec celle qu'ont adoptée les historiens et les commentateurs à toute époque et en tout pays. En réalité, monsieur, vous avez pris pour le contingent *collectif* d'un groupe de tribus ce qui était le taux des contingens d'une série de tribus, intégralement dû par *chaque membre* de cette série.

Ce n'est pas tout; vous avez basé votre travail sur la liste publiée par M. Mounier (1), ou sur une liste qui lui est identique, sauf l'erreur concernant les Lémovikes, que vous avez rangés à tort dans la série des tribus taxées à 8,000. En tout cas, le point de départ de cette version est une édition vicieuse, probablement ancienne, et contenant des leçons qui ont été depuis un assez long temps rejetées par les savans. Je ne relèverai pas ici toutes ces leçons (2) : je me bornerai à celle qui a

(1) *Vercingétorix et l'indépendance gauloise*; pages 233-235.

(2) Ainsi les *Helen* (Ardèche), que vous mentionnez, ne se trouvent que dans les édi-

une importance particulière, puisque c'est principalement sur elle que vos aperçus historiques sont fondés : je veux parler des Rauraques et des Boïens, dont vous opposez le gros chiffre de 30,000 au faible effectif de 6,000, imposé à la grande confédération armoricaine. Eh bien! dans les éditions de Nipperley, d'Œhler et de Dinter, ces chiffres sont changés ou déplacés : le premier a rationnellement attribué aux cités de la confédération armoricaine le nombre XXX (30,000) qui est placé entre elles et les Rauraques et Boïens, et que jusque-là on avait regardé comme s'appliquant à ces derniers. Ceux-ci se sont trouvés par suite privés de tout chiffre de contingent, et Nipperley a laissé la place en blanc. MM. Œhler et Dinter ont adopté la leçon de Nipperley, mais ils sont allés plus loin et se sont efforcés de déterminer le chiffre du contingent des Rauraques et des Boïens, M. Dinter en ajoutant arbitrairement le mot *bina* (2,000), et M. Œhler en ajoutant *terna* (3,000), qu'il suppose, avec une certaine vraisemblance, avoir pu être omis par les copistes, qui y auront vu une répétition inutile de ce mot écrit à la suite des Éburovices. Quoi qu'il en soit à l'égard de ces additions, il reste un point unanimement fixé par les trois savans éditeurs, c'est que le nombre XXX (30,000) désigne l'effectif imposé à l'Armorique, et non ceux des Rauraques et des Boïens.

Dès lors, vous le voyez, monsieur, le fait qui vous a si vivement frappé, la disproportion des contingens avec l'importance respective des peuples taxés, n'existe pas plus que le groupement systématique de ces peuples, que vous pensiez avoir été imaginé en vue d'une prépondérance politique et militaire à établir au profit du parti des Éduens.

Vous avez, à la vérité, invoqué à l'appui de cette thèse, qui est également celle de M. Mounier, le rendez-vous général des contingens fixés sur le territoire des Éduens, et l'attribution de grands commandemens à deux de leurs chefs, Viridomar et Éporédorix. Mais ces argumens me paraissent n'avoir pas une portée bien sérieuse. L'oppide d'*Alesia*, où Vercingétorix était enfermé et qu'il s'agissait de dégager, était sur le mont Auxois, à Alise-Sainte-Reine, en pleine Bourgogne, au pays des Éduens; cette identification a été contestée, mais vous-même, monsieur, vous l'avez adoptée, et avec raison je crois. Or, n'était-il pas naturel et même nécessaire d'assigner aux troupes destinées à composer l'armée de secours un point de rassemblement sur le territoire éduen, aussi près que possible du théâtre de l'action afin d'éviter des contre-mar-

tions antérieures à Nipperdey (1847); ils occupent la place des *Helveti*. — M. Mounier mentionne les Aulerkes-Eburons : il n'y a pas eu en Gaule de peuple de ce nom : les Aulerkes-Éburons, qui leur avaient été substitués, ont cessé eux-mêmes de figurer dans les nouvelles éditions depuis Nipperdey; ils sont remplacés par les *Aulerci-Eburovices*, gens d'Evreux, voisins des *Lexovii*, gens de Lisieux.

ches, des pertes de temps, et surtout l'énorme difficulté de faire mouvoir à la fois et longtemps une aussi grande masse d'hommes?

Quant au choix des chefs, il ne faut pas perdre de vue que le généralissime des Gaulois était l'Arverne Vercingétorix : un des quatre commandemens de l'armée de secours fut confié à Vercassivellaunus, qui était également Arverne et cousin de Vercingétorix; il fut probablement chargé de diriger les contingens du centre, du sud-ouest et du sud. Commius l'Atrébate (de l'Artois) reçut un autre commandement et eut sans doute sous ses ordres les guerriers de l'ouest, du nord-ouest et du nord. N'était-il pas rationnel et juste de réserver la conduite des effectifs armés du sud-est, de l'est et du nord-est à deux chefs de la puissante cité éduenne, qui fournissait, avec ses cliens, un effectif égal à celui des Arvernes, dont dépendait la citadelle assiégée, sur le territoire de laquelle la lutte était si violemment engagée, et sur laquelle plus que sur toute autre peuplade s'appesantissait le poids de la guerre? Je ne vois là aucun indice sérieux de manœuvres jalouses et de dispositions à la défection.

Ce qui est plus grave et qu'avec M. Mounier vous avez fait judicieusement ressortir, c'est la différence de conduite des généraux éduens et de leurs hommes (dont César ne signale nulle part l'action, ni même la présence sur le champ de bataille) et du général arverne Vercassivellaunus : « C'est surtout, dit-il, aux fortifications supérieures (l'en haut), où ce chef a porté ses efforts, que l'action est chaude, *maximè laboratur* (1). » Et quand, après une lutte acharnée, après des alternatives de revers et de succès, les Gaulois sont définitivement vaincus, nous voyons ce même guerrier tomber vivant aux mains des ennemis, et Sédulius, prince des Lémovikes (limitrophes des Arvernes), périr dans la mêlée. Ces deux noms sont les seuls que le vainqueur ait mentionnés parmi les victimes de cette néfaste journée, noms glorieux et chers aux fils des Gaulois, dignes d'être inscrits sur le livre d'or de la patrie, à côté du grand nom de Vercingétorix.

Il est donc vraisemblable, et cet aveu est douloureux à faire, que les Arvernes et leurs amis et alliés ne furent pas aidés, comme ils auraient dû l'être, par les troupes des Éduens et de leurs cliens, et que ceux-ci virent peut-être avec une secrète joie la défaite et la ruine de leurs rivaux.

Je ne saurais assez vous louer, monsieur, d'avoir mis en un relief saisissant l'idée dominante du jeune chef arverne quand il entreprit contre Rome cette lutte gigantesque dont l'issue devait être si fatale à lui et à son pays : c'était l'idée de « la commune indépendance à recouvrer » et de l'unité gauloise à fonder. Nous en trouvons l'énergique expression

(1) *Bell. Gall.*, VII, 85.

dans un admirable discours qu'il prononça au milieu des représentans de toutes les nations gauloises réunies pour délibérer sur la question de continuation ou de cessation de la guerre (1). Il répondait ainsi aux plus hautes aspirations de la confédération, telles que nous les révèlent ces assises annuelles, *concilia publica*, où se débattaient ses intérêts généraux, cette ardeur généreuse, cet esprit de sacrifice pour la résistance à l'étranger, et ces luttes mêmes d'influence entre les tribus les plus puissantes, qui se disputaient la suprématie. Et, à ce sujet, vous me pardonnerez, monsieur, de rappeler que, dans une publication qui remonte à dix-sept ans, j'avais réuni en un faisceau, pour les montrer à nos concitoyens, les diverses manifestations, dans la vieille Gaule, de cette nationalité déjà vivante et passionnée pour son indépendance, et dont les efforts instinctifs tendaient à constituer une direction politique (2).

Vous pouvez juger par là, monsieur, du vif intérêt et de la profonde sympathie avec lesquels j'ai lu votre étude sur Vercingétorix et le livre qui en a été l'occasion : ma pensée serait exprimée d'une manière imparfaite si je n'ajoutais que toute âme française vous saura gré des termes si élevés et si touchans que vous avez consacrés à exalter la mémoire du vaillant champion de la liberté et de l'unité gauloises; de cet adolescent de génie, dont le patriotisme ardent, l'activité, l'audace, les talens militaires et la fin héroïque font songer à la vierge guerrière de Domrémy, à la glorieuse libératrice du sol français au XVe siècle, à la noble, j'allais dire à la sainte martyre de Rouen! M. DELOCHE.

A M. MAXIMIN DELOCHE, DE L'INSTITUT DE FRANCE.

Monsieur,

Veuillez agréer l'hommage de ma gratitude pour la critique aussi judicieuse que bienveillante dont mes deux articles des 15 août et 1er septembre derniers ont été l'objet de votre part. Votre compétence en pareille matière en double le prix à mes yeux, et si je ne peux, après un nouvel examen, me rendre à toutes vos observations, ce n'est pas sans une certaine timidité que je vous soumets à mon tour les raisons qui me paraissent plaider en faveur des thèses que j'ai avancées.

(1) Cæs., *Bell. Gall.*, VII, 28.

(2) *Du Principe des nationalités*. Paris, 1861, in-8°, pages 120-122.

Vous exprimez d'abord le regret que je n'aie pas appuyé de preuves suffisantes mon assertion, contraire, je le reconnais, à l'opinion du plus grand nombre des historiens qui ont traité le même sujet, concernant les origines du druidisme. D'après moi, ce sacerdoce serait autochthone, un fils du *genius loci*, et non pas une importation d'outre-Rhin ou d'outre-Manche, et vous vous étonnez de ce que je n'aie pas cité le passage des *Commentaires (Bell. Gall.*, VI, 13) où César dit textuellement que *l'on croit (existimatur)* la doctrine druidique originaire de l'île de Bretagne et transportée de là en Gaule.

Il me semblait pourtant avoir suffisamment montré qu'on ne pouvait ajouter qu'une foi très médiocre aux renseignemens superficiels et transmis avec quelque dédain par le conquérant de la Gaule sur tout ce qui a rapport au druidisme. Ses *Commentaires* eux-mêmes fournissent en abondance les élémens de cette démonstration. Cela reconnu, était-il bien nécessaire de discuter cette allégation que César lui-même ne garantit nullement (*existimatur*), et dont son propre récit autorise si fortement à douter? Quelle trace d'une puissante institution sacerdotale établie en Bretagne trouvons-nous dans son narré de la double expédition qu'il dirigea contre l'île britannique, c'est-à-dire, dans l'hypothèse, contre la « terre-sainte » de la religion druidique? Comment se fait-il que, voulant y porter la guerre, il ne trouve personne qui puisse le renseigner sur ce pays, ses institutions, ses ressources guerrières, vu, dit-il, que, seuls, quelques marchands vont trafiquer sur les côtes et ne pénètrent jamais à l'intérieur (*Bell. Gall.*, IV, 20)? C'est pourtant là (VI, 13) que ceux qui veulent étudier de près la doctrine druidique, et il y en a beaucoup, se rendraient pour la plupart. Et Tacite ne mérite-t-il pas plus de confiance (*Agric.*, 11), quand il nous dit que la religion gauloise fut portée dans l'île de Bretagne par les Gaulois qui en vinrent occuper la partie méridionale? D'ailleurs est-il vraisemblable que ces Gaulois d'outre-mer, bien inférieurs en civilisation relative à ceux du continent, aient fait la conquête sacerdotale de la Transalpine entière au point de la transformer, pour quelque temps au moins, et comme cela résulterait des données des *Commentaires*, en une véritable théocratie?

C'est une raison du même genre qui me porte à rejeter les hypothèses avancées par les historiens qui feraient plus volontiers venir le druidisme en Gaule avec une des immigrations sorties de la Germanie. Tout porte à croire que les nouveau-venus furent chaque fois très inférieurs aux anciens occupans du sol (je parle, bien entendu, des époques où commencent à luire quelques rayons d'histoire), et qu'ils adoptèrent la religion du lieu bien plutôt qu'ils ne la fondèrent. Le fait reconnu par tous les historiens, sauf par quelques Allemands jaloux, je ne sais trop pourquoi, de nos druides, que l'on ne découvre aucun ves-

tige du druidisme proprement dit hors de la Transalpine, pas même au sein des populations congénères d'Italie, du Danube et d'Asie-Mineure, me paraît confirmer très fortement cette appréciation.

Si donc il est invraisemblable que le druidisme soit venu d'outre-Manche ou d'outre-Rhin, que reste-t-il à supposer quant à ses origines, si ce n'est qu'ayant pourtant bien dû naître quelque part, il est né tout bonnement sur le sol où il a vécu et fleuri? César nous rapporte (VI, 18) que les Gaulois disent avoir reçu des druides une tradition selon laquelle ils seraient tous descendus de Dis, c'est-à-dire, dans le symbolisme du narrateur, du dieu souterrain, du sol lui-même. Il serait bon de compléter cette notice par celle plus précise de Timagène, reproduite par Ammien Marcellin, et d'après laquelle les druides n'assignaient cette origine autochthone qu'à une partie de la population gauloise, ce qui est bien plus vraisemblable. Seulement on peut conclure de l'assertion de César que les druides eux-mêmes se considéraient comme faisant partie des Gaulois fils de Dis, et par conséquent de la population indigène proprement dite. Cela me paraît, je vous l'avouerai, beaucoup plus probable et plus probant que la relégation des origines druidiques dans la brumeuse et lointaine Albion. Vous aurez pu remarquer les fortes préventions que je nourris contre cet intrigant de Divitiac, bien connu pour avoir brigué les faveurs de l'ennemi juré de la Gaule, contre ce druide ambitieux et retors, que je soupçonne véhémentement d'être l'auteur principal des hâbleries débitées à César sur la constitution, la puissance énorme, les prétentions exorbitantes de la corporation dont il était membre. Qui sait s'il n'entra pas dans ses plans de désigner ce pays inconnu, que l'on pouvait croire inaccessible à une armée romaine, comme le foyer mystérieux, inabordable, des secrets, des influences et des traditions théocratiques? C'était bien loin pour y aller voir. Et, puisque nous sommes en train de faire des suppositions, qui pourrait dire jusqu'à quel point la peur de voir s'évanouir cette légende aux yeux du hardi capitaine prêt à s'embarquer ne fut pas pour quelque chose dans les résistances désespérées de Dumnorix, frère de ce Divitiac, non moins ambitieux que lui et qui ne voulut absolument pas (*relinquitur expeditus*, disait-il) suivre César dans cette expédition, ce qui fut cause de sa mort ou de son assassinat (*Bell. Gall.*, V, 7)?

Mais laissons ce détail, et, pour revenir à la thèse principale, disons que la grande extension du druidisme en Gaule doit avoir été postérieure à ces invasions de l'Italie du nord que, vous rapprochant des données de Tite-Live, vous fixez avec une grande sagacité à la deuxième moitié du vi^e siècle avant notre ère. Mais cela n'empêche nullement que le druidisme existât déjà dans quelques cantons à l'état d'humble compagnie de sorciers-médecins, sans pouvoir encore passer pour une

institution gauloise au sens complet du mot, et dans une phase encore trop embryonnaire pour qu'il y ait quelque chose d'étonnant dans le fait que les bandes émigrantes ne le transportèrent pas avec elles dans leur nouvelle patrie.

Telles sont, monsieur, les réflexions que me suggère votre première critique. J'ajouterai seulement que c'est surtout l'étude des religions comparées qui m'a fait pencher vers l'admission de l'origine indigène du druidisme. Je ne suis pas du reste tout à fait isolé. M. Henri Martin, qui, dans la troisième édition de son *Histoire de France,* considérait encore le druidisme comme importé en Gaule, incline dans la quatrième (I, p. 65) à ne plus voir en lui qu'une réforme ou un développement de l'ancienne religion gauloise. Le fait est que tout ce qu'on rapporte des croyances et des superstitions qu'il propageait paraît tenir à notre sol, à notre flore, à nos forêts. Là où l'arbre pousse, quand on ne peut montrer qu'on l'y a transplanté tout poussé, il est plus simple de penser qu'il y a été semé par la nature, et je crois qu'on peut en dire autant de tous les sacerdoces qui ont marqué dans l'histoire. Ce fut toujours une illusion, souvent favorisée par eux-mêmes, de s'imaginer qu'ils venaient de très loin.

Je me suis bien longuement étendu sur ce point, qui, je vous l'avouerai, pique fortement ma curiosité. Je tâcherai d'être plus bref en traitant les deux derniers.

Il est possible de les réunir en un seul. Vous relevez des inexactitudes, contraires au texte scientifiquement révisé, dans la liste que j'ai dressée des cantons gaulois invités à former l'armée de secours qui devait délivrer l'armée bloquée dans Alise, et des contingens auxquels chacun d'eux fut taxé; puis, vous en concluez que j'ai eu tort de ranger avec M. Mounier cette répartition parmi les indices tendant à prouver que la faction éduenne la régla conformément à ses ambitions secrètes et à son ardent désir de prépondérance.

L'édition sur laquelle j'ai travaillé est celle de Tauchnitz, 1867. Elle a rétabli quelques-unes des leçons rejetées par les savans recenseurs dont vous citez les éditions, entre autres la mention des *Helves,* non des *Helvètes,* et le chiffre de 6,000 comme celui du contingent de l'Armorique entière. J'aurais dû, je le reconnais franchement, soumettre à une critique plus soigneuse ce texte, qui s'est prêté plus facilement que d'autres aux erreurs des copistes, et par conséquent aux variantes. J'ai rangé à tort les Lémovikes parmi les cantons à 8,000 hommes. Je ne fais non plus aucune difficulté de reconnaître que les 30,000 hommes exigés des Rauraques et des Boïens doivent être reportés plus vraisemblablement sur les confédérés armoricains, quand même on pourrait se demander pourquoi le chiffre de ce contingent se trouve cette fois pré-

céder les cantons auxquels il est imposé, tandis qu'auparavant le chiffre correspondant les suit.

Mais je ne saurais me ranger à l'opinion qui veut qu'en groupant les cantons gaulois pour indiquer le chiffre du contingent qu'on leur demande, César fait retomber ce chiffre sur chacun des cantons pris isolément. Je persiste à croire que c'est l'ensemble de chaque groupe que visait chaque chiffre indiqué, quitte à se répartir à l'intérieur du groupe sur des bases que l'historien a jugé inutile de nous faire connaître. Et voici mes raisons : 1° César commence par indiquer le chiffre du contingent *collectif* des Éduens et de leurs cliens, celui du contingent également *collectif* des Arvernes et de leurs cliens ; puis il continue en énumérant des groupes de cantons, en énonçant les chiffres d'hommes requis, sans un seul mot qui dénonce qu'à partir de là ces chiffres ne seront plus collectifs, mais devront être multipliés par le nombre des cantons composant chaque groupe. 2° Si l'opinion que je combats était fondée, pourquoi César dirait-il : *Bellovacis X (millia), totidem Lemovicibus; Suessionibus, Ambianis, Mediomatricis, etc, quinta millia, Aulercis Cenomanibus totidem?* N'aurait-il pas là aussi réuni en un seul et même groupe les cantons qui auraient dû fournir *chacun* 10,000 ou 5,000 hommes? 3° Selon le calcul basé sur la manière de compter que je préfère, on arrive au chiffre très considérable pour l'époque de 163,000 hommes. Or, dans le chapitre suivant, César, voulant montrer avec quelle passion unanime la Gaule entière courut aux armes pour venger ses récentes injures et reconquérir sa liberté, nous apprend que 248,000 hommes répondirent à l'appel désespéré de la patrie. Admettons que ce chiffre soit gonflé, comme cela est fort probable. Toujours est-il que l'intention du narrateur est de nous faire voir que, non-seulement les contingens fixés par les chefs de la résistance furent accordés, mais encore que, l'enthousiasme aidant, ils arrivèrent bien plus nombreux qu'on ne les avait requis. Mais veuillez remarquer, monsieur, que si l'on adopte votre supputation, les contingens répartis sur toute la Gaule atteindraient le chiffre de 280,000 hommes, ou, si l'on tient compte du refus partiel des Bellovakes, à celui de 272,000 combattans. Où serait donc la preuve de la passion patriotique dont la Gaule fut alors saisie? Un pays taxé à 280,000 hommes et qui n'en fournit que 248,000 ne reste-t-il pas au-dessous des attentes plutôt qu'il ne les dépasse? Et ne sommes-nous pas bien plutôt en droit de supposer que, dans ce chiffre de combattans, si supérieur à celui qui avait été officiellement fixé, il y a l'indice que les cavaliers de Vercingétorix disséminés dans les cantons transmirent son appel à la levée en masse indépendamment des ordres lancés par le gouvernement provisoire de la fédération gauloise?

Vous comprendrez par conséquent pourquoi je persiste à soupçonner

dans le groupement et la répartition des cantons coalisés des arrière-pensées du genre de celles que j'ai cru pouvoir mettre à la charge de l'oligarchie éduenne. Sans doute, si je n'avais que cet argument à faire valoir, il y aurait de la témérité à en tirer une pareille conclusion. Mais ne concorde-t-il pas avec bien d'autres détails qui convergent dans la même direction ? César lui-même ne nous apprend-il pas (VII, 63) que les chefs éduens, Éporédirix et Virdumar, n'obéissaient qu'à regret à Vercingétorix, et que l'oligarchie éduenne se plaignait amèrement à lui, implorait son indulgence, sans oser encore se séparer de la coalition ? Et vous-même, monsieur, avec votre impartialité de vrai savant, ne vous déclarez-vous pas frappé du rôle plus qu'étrange des chefs éduens et des hommes sous leurs ordres dans les sanglantes mêlées dont la délivrance ou la chute d'Alise était l'enjeu ?

Tout en passant condamnation sur quelques erreurs de détail que vous avez eu raison de relever, je crois pourtant que mes conclusions restent entières. Mon plus vif regret est de n'avoir pas eu connaissance, avant de rédiger mes études sur la Gaule, du travail que vous avez publié il y a dix-sept ans sur le *Principe des nationalités*, et où vous abordiez déjà cette question de la nationalité gauloise, bien trop négligée jusqu'à nos jours, puisqu'elle renferme celle de nos véritables origines nationales. Vous l'avez bien dit, monsieur : il y a incontestablement un air de famille qui rapproche à travers les siècles nos grands libérateurs, ceux en qui s'est incarnée la grande idée de la patrie. Vercingétorix, Du Guesclin, la sainte martyre de Rouen, nos héros les plus purs de la révolution, Adolphe Thiers, malgré toutes les différences de civilisation, de croyances, de caractères, de destinée, sont de même sang, de même race, de même foi nationale. Vercingétorix, dans ses montagnes d'Auvergne, à la veille de voir mourir la vieille Gaule, eut la vision prophétique de la France, comme Jeanne Darc au fond de ses forêts natales eut celle de la France délivrée du joug étranger. C'est leur esprit qui doit nous inspirer dans nos résolutions aux jours critiques, nous calmer dans nos dissensions, nous relever dans nos revers. Pénétrons-nous toujours plus de cette idée que, s'il nous arrive d'avoir à souffrir dans nos convictions, dans nos espérances, dans nos affections politiques, il est un malheur bien plus affreux que tous les autres, celui qui consiste à n'avoir plus de patrie.

ALBERT RÉVILLE.

ESSAIS ET NOTICES.

—

Mémoires sur l'ambassade de France en Turquie, par M. le comte de Saint-Priest. Publication de l'École des langues orientales vivantes. Paris, 1877. E. Leroux.

L'École des langues orientales vivantes a entrepris, avec le concours des ministères de l'instruction publique, des affaires étrangères et du commerce, une série de publications qui nous fournissent des documens jusqu'à présent inédits ou non traduits, et qui formeront bientôt toute une collection intéressante à plus d'un point de vue. Plusieurs volumes ont déjà paru, par les soins et sous la surveillance des professeurs de l'école; aujourd'hui le directeur, M. Ch. Schefer, vient d'éditer une histoire de l'ambassade et des ambassadeurs de France près la Porte-Ottomane depuis François Ier jusqu'à Louis XVI, écrite par le comte de Saint-Priest, ambassadeur du roi à Constantinople (1768-1784).

On pourrait répéter aujourd'hui encore ces mots que notre ambassadeur écrivait il y a environ un siècle en commençant l'introduction de son travail : « La nation turque est, sans contredit, celle de toute l'Europe dont l'histoire a été écrite avec le plus d'ignorance et d'inattention. » Cette réflexion a peu perdu de son actualité, et elle nous indique ainsi tout d'abord quel sera l'intérêt de l'ouvrage que nous avons sous les yeux; le titre en limite en même temps la portée précise et nous promet, non pas une histoire de la nation turque, mais un mémoire, des documens qui serviront un jour à l'édification de cette histoire.

Jusqu'à la révolution de 89, nos représentans en Turquie devaient, au retour de leur mission, remettre au roi un mémoire sur les négociations qu'ils avaient dirigées et sur la situation commerciale des Français établis dans les ports du Levant. Cet usage, dont l'utilité ne se ferait plus sentir aujourd'hui, avait alors son importance : on sait quel était le rôle d'un ambassadeur du roi à Constantinople, à quels devoirs multiples il était astreint, aussi bien en ce qui touchait aux affaires soulevées par la situation exceptionnelle de la France vis-à-vis de la Porte que relativement à la protection de nos nationaux, missionnaires, navigateurs et commerçans. De si nombreux intérêts à défendre et, en outre, la difficulté des communications obligeaient nos représentans à un séjour qui souvent dépassait quinze années, et leur imposaient avant tout une responsabilité des plus lourdes dont ils devaient avoir à cœur de se dégager à leur retour en France. Le dépôt d'un mémoire relatif à leur mission avait ce double avantage d'éclairer la cour en justifiant ses mandataires. Le comte de Saint-Priest le comprit à merveille, mais il

jugea qu'un séjour de seize ans lui permettait d'étendre son travail : un ouvrage d'un de ses prédécesseurs, le marquis de Bonac (1716-1724), lui fournit les premiers documens nécessaires pour écrire une « histoire de l'ambassade et des ambassadeurs de France auprès des Grands-Seigneurs. » Plus tard, pendant un voyage qu'il fit à Paris en 1777, il fut à même d'étendre ses recherches et de composer un résumé assez développé des négociations entamées, rompues ou conclues entre la France et la Sublime-Porte depuis François Ier jusqu'aux dernières années du règne de Louis XV. Une introduction rapide donne au lecteur quelque connaissance des événemens qui précédèrent cette époque en Turquie et lui permet de suivre sans difficulté les tentatives, les échecs et les succès de notre diplomatie jusqu'à l'arrivée à Constantinople du comte de Saint-Priest. Son précis politique s'arrête en effet en 1768, date du départ de M. de Vergennes, son prédécesseur. La période de 1768 à 1784 occupe tout entière le compte rendu présenté au roi, qui ne fait pas partie de ce volume.

Le travail de notre ambassadeur ne s'arrêta pourtant pas là : après un mémoire sur le commerce et la navigation de la France dans le Levant, mémoire d'une lecture facile, et qui n'a pas le caractère fatigant et monotone qu'affectent le plus souvent ces sortes d'ouvrages, nous trouvons un recueil historique d'un autre genre qui ne manque pas d'appeler l'attention et qui cependant trompe en certains points la curiosité. Le comte de Saint-Priest eut l'idée de joindre à son résumé politique une histoire de tous nos ambassadeurs auprès de la Porte, depuis Jean de La Forest jusqu'au comte de Vergennes (1534-1768). Cette série de notices fait espérer de nombreux portraits, promet de curieuses anecdotes ; mais c'est l'ouvrage d'un diplomate, d'un diplomate toujours prudent, poli, maître de lui, discret : à longue date, ces belles qualités ne servent guère à l'écrivain, et chaque page conserve trop ce caractère absolument réservé qui sied si bien à la correspondance d'un ambassadeur, mais qui ne suffit pas toujours à nous éclairer. Cependant, pour qui sait lire, sous ce langage si mesuré, des critiques aiguës percent çà et là ; quelques mots toujours délicats, mais gros de pensées sous leur finesse, trahissent un esprit délié, sans grandes illusions, connaissant les hommes et les affaires, peu sujet aux étonnemens. Voyez comme, sans penser à mal, il rappelle d'anciennes plaintes en parlant de l'un de ses prédécesseurs illustres, Jean-Louis d'Usson, marquis de Bonac : ce dernier sollicitait de la cour de France l'envoi d'instructions urgentes relativement à certaine mission fort onéreuse et qu'il importait de retenir à Constantinople. Les réponses n'arrivèrent qu'après le départ de la mission pour Toulon, et « une autre fois, il demeura dix-huit mois sans nouvelles de la cour ; » alors le

comte de Saint-Priest ajoute avec philosophie : « On sait que le cardinal Dubois, qui gouvernait sous la régence, se mettait quelquefois au courant de sa correspondance en jetant au feu les lettres qu'il avait sur son bureau. »

Il est rare que dans ses portraits il omette le chapitre des indemnités. Ne nous plaignons pas; nous y gagnons de curieux détails : François de Noailles, évêque d'Acqs, sous Charles IX, vit son traitement réduit de 30.000 à 25.000 livres; mais aussitôt nous apprenons qu'il recevait du Grand-Seigneur un taïn de 4 écus par jour; on lui fournissait en outre, chaque année, 300 charges de bois, 230 kilès d'orge et 114 charretées de foin. Il faisait part de ces provisions à ses drogmans dont le premier, Domenico Olivieri, avait 300 écus de 50 aspres d'appointemens annuels, 20 écus pour les frais de bateaux, deux robes d'écarlate et deux de soie. « On a cru, reprend M. de Saint-Priest, devoir rapporter ces détails que leur ancienneté rend curieux en les comparant au temps présent, » et il poursuit sa notice sur l'évêque d'Acqs, ambassadeur d'un tempérament bien différent et dont les plaintes plus vives rappellent celles de Machiavel. Le comte de Saint-Priest cite seulement de l'illustre prélat ce passage mélancolique : « La coutume de la cour est de ne rien faire que pour ceux qui sont présens, pressans et importuns. Le roi d'Espagne en use autrement, et j'espère que le nôtre en fera de même un jour; mais mon temps sera passé. » Ce même Noailles, dont l'esprit charmant et ferme offre un contraste frappant avec le caractère sage et discret de Saint-Priest, ne s'embarrassait pas autant que lui du choix des mots, et quand il parle de son prédécesseur Claude Du Bourg, seigneur de Guérines, c'est pour le taxer en propres termes de « fripon. »

Cet ouvrage, on le voit, présente un intérêt varié; M. Schefer a eu l'heureuse inspiration de le compléter en le faisant suivre du texte des traductions originales des capitulations et des traités conclus avec la Porte, depuis la période la plus ancienne jusqu'au traité de 1838. Les mémoires du comte de Saint-Priest ne perdent ainsi rien de leur valeur; nous les trouvons au contraire appuyés par des textes qu'il n'est pas toujours facile de se procurer. P. D'E.

Le directeur-gérant, C. BULOZ.

LA

MALADIE DU PESSIMISME

AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

II [1].

L'ÉCOLE PESSIMISTE EN ALLEMAGNE, SON INFLUENCE, SON AVENIR.

I.

Il semble que le monde des idées soit soumis, dans tous les ordres de problèmes, au jeu alternatif de deux doctrines extrêmes et contraires. Dans tout le cours du siècle dernier et dans la première moitié du nôtre, c'est incontestablement l'optimisme qui avait prévalu en Allemagne, sous des formes et à travers des écoles variées. Aujourd'hui il n'est guère douteux que ce ne soit le pessimisme qui tende à triompher, au moins momentanément (2). Le pauvre esprit humain ressemblera toujours au paysan ivre de Luther, qui tombe tantôt à droite, tantôt à gauche, incapable qu'il est de se maintenir en équilibre sur sa monture.

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre.

(2) Nous devons signaler un livre de M. James Sully, qui vient de paraître sous ce titre : *Pessimism, a history and a criticism*, London, 1877. — C'est une histoire et une étude très complète; nous ne nous trompions pas en disant que cette question est décidément à l'ordre du jour de la philosophie. L'auteur savant et distingué de *Sensation and Intuition* nous apporte dans ce nouveau livre un contingent d'observations et d'informations exactes dont nous ne manquerons pas de faire notre profit, bien que le point de vue auquel nous nous sommes placé soit sensiblement différent du sien.

L'Allemagne du XVIIIe siècle, dans la grande majorité des intelligences qui représentent sa vie morale, reste fidèlement attachée à la doctrine que lui avait enseignée Leibniz, que Wolf avait maintenue, et qui du reste se trouvait facilement d'accord soit avec les dogmes de la théologie officielle, soit avec le deisme sentimental de Pope, de Rousseau, de Paley, fort en faveur dans cette population de pasteurs et de philosophes d'université, pendant le long interrègne philosophique qui va de Leibniz à Kant. A peine si dans cette quiétude d'esprit et de doctrine pénètrent quelques échos des sarcasmes de Voltaire, répétés par son royal disciple, le grand Frédéric, et les libres esprits qui vivent dans le rayon de la petite cour de Potsdam. La triste gaîté de *Candide* s'est noyée en traversant le Rhin; ce peuple religieux et lettré continue à répéter que tout ici-bas est disposé, par une Providence bienveillante, pour le bonheur final de l'homme, et que ce monde lui-même est le meilleur des mondes possibles.

Plus tard, lorsque change la scène des idées, lorsque paraissent Kant et tous ces illustres conquérans du monde philosophique sortis de la *Critique de la raison pure*, Fichte, Schelling, Hegel, l'optimisme particulier de Leibniz disparaît; mais l'optimisme lui-même, bien que modifié, subsiste. Il y a cependant dès lors quelque vague tendance à décrier la vie et à l'estimer au-dessous de son prix. On a relevé avec soin quelques passages marqués d'une teinte pessimiste dans Kant; on nous rappelle que Fichte a dit « que le monde réel est le pire des mondes possibles. » On met sous nos yeux ces propositions de Schelling : « La douleur est quelque chose de nécessaire dans toute vie... Toute douleur a sa source exclusive dans le seul fait d'exister. L'inquiétude de la volonté et du désir, qui fatigue chaque créature de ses sollicitations incessantes, est en soi-même le malheur (1). » On sent déjà là le voisinage de Schopenhauer. La philosophie hégélienne elle-même n'est pas hostile au pessimisme; elle le conçoit comme l'une des phases de l'évolution universelle. Selon Hegel, on le sait, toute existence finie est condamnée à la loi douloureuse de se détruire elle-même par ses contradictions. Cette loi de la souffrance, résultant de la division et de la limitation de l'idée, contient un principe de pessimisme que Volkelt a mis parfaitement en lumière (2).

On comprend l'intérêt que Schopenhauer et Hartmann peuvent avoir à chercher des précédens, et pour ainsi dire une parenté honorable pour leur théorie. Mais, si l'on y regarde de près, on ne voit là que des analogies superficielles et des alliances plus que dou-

(1) *Philosophie de l'Inconscient*, 2e vol., p. 356, trad. de M. Nolen. Comparer Schopenhauer sur ce sujet, *le Monde comme volonté et représentation*, IIe part., chap. XLVI.

(2) *L'Inconscient* et *le Pessimisme*.

teuses d'idées. Il y a un pessimisme empirique qui se concilie très bien avec l'optimisme métaphysique : c'est le point de vue où il faut se placer pour juger la question dans les principaux représentans de la philosophie allemande depuis Kant. Ils sont unanimes dans l'appréciation sévère de la vie considérée par ses côtés inférieurs et dans la réalité sensible, et néanmoins, dans l'ensemble de ces doctrines, ce qui domine, c'est la solution optimiste du problème de l'existence. Kant nous montre sans doute combien la nature est peu favorable à la félicité humaine; mais la vraie explication de la vie, la dernière raison des choses doit être cherchée en dehors de l'ordre sensible, dans l'ordre moral, qui est après tout le seul intérêt du souverain législateur et la seule explication de la nature elle-même. Il en est de même de Fichte, pour qui les phénomènes sensibles, l'apparence de la matière ne sont qu'une scène transitoire préparée pour une fin unique, l'accomplissement du devoir, l'action libre du moi qui poursuit, dans sa réaction contre le monde extérieur et dans son conflit avec la sensation, le plus haut caractère qu'il puisse atteindre. Quant à Schelling, dans sa seconde manière, marquée par son célèbre ouvrage *Philosophie et religion*, c'est à la doctrine chrétienne de la chute et de la rédemption qu'il emprunte le symbole de sa métaphysique. Il y retrouve l'histoire transcendante du déchirement de l'unité primitive, la certitude du retour final à l'unité, il y associe la nature elle-même, rachetée et spiritualisée avec l'homme, après être tombée avec lui dans le péché et dans la matière. Ainsi, après avoir mis sous nos yeux les plus tristes peintures de la nature assombrie et de la vie désolée par le mal, Schelling nous amène à une solution finale, qui est incontestablement une sorte d'optimisme théologique. C'est aussi là, sous d'autres formes, la dernière conclusion de Hegel sur la valeur du monde et de la vie. L'idée, d'abord divisée, errante hors de soi, tend à revenir à soi par la conscience du monde. Ce *devenir* de l'esprit, ce processus du monde qui se continue sans cesse à travers le drame changeant des faits, voilà la vraie théodicée, la justification de Dieu dans l'histoire.

Assurément c'était encore là de l'optimisme, celui de l'évolution universelle et du progrès nécessaire; dans toutes ces doctrines, il y a un but certain assigné au mouvement de l'univers; une raison divine enveloppe comme dans un tissu merveilleux tous les phénomènes, même les plus insignifians ou les plus étranges de la nature et de l'histoire, et, les attirant dans des séries déterminées, les empêche d'extravaguer au hasard ou de se perdre dans l'inutile; c'est un ordre, providentiel à sa manière, qui s'accomplit à chaque moment et dont le penseur, parvenu au vrai point de vue, devient l'intelligent témoin. Ces idées ont dominé l'esprit allemand dans

la première partie de ce siècle; Leibniz, Kant, Hegel, avaient été successivement ses maîtres, mais tous le conduisaient et le maintenaient dans des voies parallèles au bout desquelles la raison aperçoit un but digne d'elle, digne qu'on franchisse pour y atteindre les obstacles et les périls de la route, digne que l'homme porte sans se plaindre le poids des longs jours, des lourds fardeaux, des misères et des afflictions sans nombre. — C'est maintenant dans une direction toute contraire qu'une grande partie de l'Allemagne philosophique semble entraînée. N'est-ce là qu'une mode passagère, un caprice d'imagination, une révolte contre les abus de la dialectique transcendante, une réaction violente contre la tyrannie spéculative de l'*idée*, contre le despotisme de l'évolution universelle au prix de laquelle « les misères individuelles » ne sont rien? Ce qu'il y a de sûr, c'est que les misères individuelles se sont un jour relevées, comme lasses de servir à des fins qu'elles ne connaissaient pas; c'est que « les destinées humaines » ont fini par renverser « le char qui les écrasait sous ses roues d'airain. » Ne pouvant s'affranchir de la souffrance, elles ont protesté contre les raisons dialectiques qui voulaient la leur imposer comme une nécessité salutaire, et le pessimisme est né. A l'heure qu'il est, il y a toute une littérature pessimiste, florissante en Allemagne, et qui a même tenté à plusieurs reprises, non sans succès, des excursions et des conquêtes sur les pays voisins. Et ce n'est pas seulement dans les deux noms de Schopenhauer et de Hartmann, l'un déjà célèbre, l'autre investi d'une notoriété croissante, que se résume cette littérature ou, si l'on aime mieux, cette philosophie. Schopenhauer reste le chef incontesté du chœur, et après lui, sur le second degré, se tient debout, sans aucune affectation de modestie, le jeune successeur déjà désigné, tout prêt, quand l'âge sera venu, à remplir le premier rôle et à prendre en main le bâton du commandement, le sceptre du chœur. Mais le chœur lui-même est nombreux et composé de voix qui ne chantent pas toujours à l'unisson, qui se prétendent indépendantes dans une certaine mesure, tout en restant liées ensemble dans l'accord fondamental.

Parmi les disciples de Schopenhauer, à côté ou au-dessous de M. de Hartmann, il faut citer particulièrement Frauenstädt, Taubert et Julius Bahnsen. Dévoué à la mémoire du maître, dont il a publié la correspondance et les conversations, Frauenstädt essaie cependant d'adoucir quelques traits trop durs de la théorie, niant même que ce terme de pessimisme convienne, dans la rigueur du mot, à un système qui admet la possibilité de détruire la Volonté et de soustraire ainsi l'être aux tourmens qu'elle lui impose. — Cette tendance à admettre le fait de la misère du monde comme inséparable de l'être, et cependant à chercher dans les limites du pessimisme

des sources de consolation inattendue, se montre plus distinctement encore chez Taubert (1). Dans son livre *le Pessimisme et ses adversaires*, il reconnaît bien avec Schopenhauer que le progrès amène une conscience de plus en plus profonde de la souffrance attachée à l'être et de l'illusion du bonheur, mais il exprime l'espoir que l'on pourra triompher en partie de cette misère par les efforts combinés du genre humain, qui, en soumettant de plus en plus les désirs égoïstes, donneront à l'homme le bienfait d'une paix absolue et réduiront ainsi dans une grande mesure le malheur du *vouloir-vivre*. « La mélancolie même du pessimisme, dit Taubert, se transforme, si on l'examine de plus près, en une des plus grandes consolations qui puissent nous être offertes : non-seulement en effet elle transporte notre imagination bien au-delà des souffrances réelles auxquelles chacun de nous est destiné, et par là nous nous trouvons déçus à notre avantage, mais d'une certaine manière elle augmente les plaisirs qui nous sont accordés par la vie et double notre jouissance. » Comment cela? La raison que l'on nous donne ne manque pas d'originalité : « Le pessimisme nous montre bien que toute joie est illusoire, mais il ne touche pas au plaisir lui-même, il le laisse subsister malgré sa vanité démontrée, seulement il l'enferme dans un cadre noir qui fait mieux ressortir le tableau. » Enfin Taubert insiste sur la haute valeur des plaisirs intellectuels que le pessimisme, selon lui, peut parfaitement reconnaître, et qu'il place dans une sphère supérieure « comme les images des dieux, libres de tout souci et répandant leurs clartés sur les arrière-fonds ténébreux de la vie, remplis soit par des souffrances, soit par des joies qui finissent en peines. » — M. James Sully remarque finement que Taubert lui fait l'effet d'un optimiste tombé par mégarde ou par quelque faux pas dans le pessimisme et qui fait d'inutiles efforts pour se dégager de cette fondrière.

Tandis que Taubert représente la droite du pessimisme, Julius Bahnsen représente l'extrême gauche de la doctrine. Tel il se montrait dans son ouvrage intitulé la *Philosophie de l'histoire*, tel il se produit, avec plus d'exagération encore, dans son livre tout récent, armé de ce titre terrible : *le Tragique comme loi du monde!* En tout ce qui touche au pessimisme et au principe irrationnel d'où il dérive, il dépasse la pensée de Schopenhauer : pour lui, comme pour son maître, le monde est un tourment sans trêve que l'absolu s'impose à lui-même. Mais il va plus loin que son maître en niant qu'il y ait aucune finalité, même immanente, dans la nature, et que l'ordre des phénomènes manifeste aucun lien lo-

(1) Voyez le chapitre V du *Pessimisme*, de M. James Sully, où ces différences sont finement saisies.

gique. Non-seulement il soutient le principe de l'école, à savoir que toute existence est nécessairement illogique en tant que manifestation de la volonté; pour lui l'existence est illogique « dans son contenu aussi bien que dans sa forme. » En dehors même de la déraison de l'existence prise en soi, il y a une déraison fondamentale dans l'ordre des choses existantes. On comprend que Bahnsen, niant toute coopération de la raison dans le monde, rejette la seule forme de plaisir pur conservé par Schopenhauer, le plaisir de la contemplation intellectuelle et de la création par l'art, la jouissance esthétique et scientifique. Où pourrait se prendre une pareille jouissance dans un monde où il n'y a plus ni ordre logique, ni harmonie d'aucune sorte, un pur chaos de phénomènes et de formes? Dès lors l'observation de l'univers et la représentation de ses formes dans l'art, loin d'être une source de joie calme, ne peuvent apporter que des tourmens nouveaux à un esprit philosophique. L'espoir même d'un anéantissement final qui est le remède souverain proposé par Schopenhauer au monde malheureux est pour Bahnsen une pure illusion. « Sa disposition pessimiste est telle, dit Hartmann, elle le rend tellement passionné pour ce qu'il y a de désespéré dans son point de vue, qu'il se sent dérangé dans sa tristesse absolue quand on lui présente une perspective quelconque de consolation. » Nous pouvons être assurés cette fois que nous touchons au dernier terme, à la dernière évolution du pessimisme allemand. Cette fois la gageure, si c'en est une, a été tenue jusqu'au bout, ou si ce n'est pas une gageure, disons que la folie du système est complète. Bahnsen peut dire avec orgueil au pessimisme : « Tu n'iras pas plus loin. »

Et en effet le pessimisme a reculé, même dans Hartmann, devant les conséquences du principe poussé à cette outrance. La philosophie de l'*Inconscient* fait une figure fort raisonnable, d'une modération exemplaire, à côté d'une pareille excentricité de doctrine. L'Allemagne, qui ne manque pas d'intrépidité spéculative ni de goût pour les aventures d'idée, semble n'avoir pas suivi Julius Bahnsen jusque-là; il me paraît que ce fougueux dialecticien de l'*illogique absolu* s'enfonce de plus en plus dans la solitude et dans le vide. Assurément ce n'est pas sous cette forme que le pessimisme est destiné à conquérir le monde; mais, avec plus d'habileté et sous des formes plus modérées, il est en train de s'emparer de l'esprit germanique qu'il attire comme par une sorte de fascination magique et qu'il trouble profondément. Sans doute il lui manque encore un puissant véhicule, l'enseignement des universités, et M. de Hartmann s'en plaint amèrement, mais cela viendra un jour; pourquoi non? En attendant, le pessimisme fait son œuvre en dehors des universités : les éditions de Schopenhauer et de Hartmann se multiplient;

ce dernier avoue lui-même que, si la philosophie à laquelle il a consacré sa vie trouve plus difficilement des disciples, dans le sens strict du mot, elle obtient plus qu'aucune autre doctrine, à l'heure qu'il est, l'attention, l'intérêt, l'enthousiasme même de cet immense auditoire, vague et flottant, qui, pour n'être pas concentré dans une salle d'université, n'en est pas moins tout-puissant pour faire les réputations des auteurs, les succès des livres et la fortune des systèmes. Les contradictions ne manquent pas non plus, elles abondent, vives et passionnées : il suffit de rappeler le nom du bruyant et ardent Duhring, tout récemment encore *docent* à l'université de Berlin. Ces discussions, qui ont réveillé la vie philosophique un peu éteinte en Allemagne et comme étouffée sous le bruit des armes, montrent la vitalité croissante de la philosophie qu'elles essaient de combattre dans ses principes et d'arrêter dans ses progrès : curiosité très vive autour du pessimisme, critique acharnée prouvant le succès, c'est cela même qui est un fait à constater et un symptôme à étudier.

Assurément rien au premier abord ne paraît plus antipathique à l'esprit français que cette philosophie obscure dans son principe, trop claire dans ses conséquences, qui ôte à la vie tout son prix et à l'action humaine toute sa valeur. La passion de la lumière, le goût de la logique, l'ardeur au travail, l'habitude de l'activité utile, voilà de quoi nous défendre suffisamment, à ce qu'il semble, de ce côté du Rhin, contre ces influences subtiles et dissolvantes. Et pourtant il y a eu, même en France, des atteintes irrécusables de ce mal qui tend à devenir cosmopolite, dans certains esprits que le culte de l'idéal et la croyance au devoir semblaient devoir préserver de toute contagion semblable. Nous n'apprendrons rien à nos lecteurs en leur rappelant que plus d'une page des *Dialogues philosophiques*, récemment publiés, a une couleur prononcée de pessimisme. Sans doute il ne s'agit plus ici d'une de ces théories violentes, sans nuance, qui prétendent résoudre l'énigme totale d'un seul coup et se contentent de retourner contre lui-même le dogmatisme des optimistes en opposant un but négatif ou l'absence de but aux fins raisonnables et divines, et le mépris absolu de la vie à l'estime qu'en doivent faire raisonnablement les hommes. Il y a bien des atténuations, des restrictions de toute sorte, des apparences même de contradiction à l'idée pessimiste qui paraît avoir été la grande tentation de l'auteur pendant qu'il méditait ou qu'il écrivait; ces conflits d'inspiration et de pensée contraires, exprimés avec une sincérité parfois dramatique, ne sont pas un des moindres attraits de cette œuvre troublante et troublée. Mais enfin il n'est guère contestable qu'aux influences jusqu'alors dominantes de Kant et de Schelling ne soit venue se mêler, dans l'inspiration de ce livre, l'influence de

Schopenhauer. La lutte de ces deux esprits est visible d'une page à l'autre, souvent dans la même page.

C'est Kant qui inspire encore quelques belles pensées sur la vie humaine et le monde lui-même, inexplicables sans la finalité morale, ou bien ce touchant aveu que ce qu'il y a de meilleur au monde, c'est la bonté, et que « la meilleure base de la bonté, c'est l'admission d'un ordre providentiel où tout a sa place et son rang, son utilité, sa nécessité même (1). » C'est Schelling qui règne à certaines heures et qui reprend son empire à travers les inquiétudes et les découragemens quand on nous dit : « L'univers a un but idéal et sert à une fin divine; il n'est pas seulement une vaine agitation, dont la balance finale est zéro. Le but du monde est que la raison règne (2) ; » ou bien encore : « La philosophie des causes finales n'est erronée que dans la forme. Il ne s'agit que de placer dans la catégorie du *fieri*, de la lente évolution, ce qu'elle plaçait dans la catégorie de l'être et de la création. » Mais ces clartés sereines ne durent pas et s'éteignent graduellement dans les ombres du pessimisme. Même dans la partie du livre consacrée aux *Certitudes*, ce qui domine, c'est l'idée lugubre d'une ruse gigantesque qui plane sur la nature humaine, l'enlace dans ses inévitables lacets et la pousse par la persuasion ou par la force à des fins inconnues à travers l'obstacle et la souffrance. « Il y a quelque part un grand égoïste qui nous trompe, » que ce soit la nature ou Dieu : c'est l'idée fixe qui revient sans cesse, qui obsède l'esprit de l'auteur et remplit son livre de la plus sombre poésie. Le machiavélisme instinctif de la nature, les fourberies qu'elle emploie pour arriver à ses fins par nous, malgré nous, contre nous, voilà le grand drame qui se joue dans le monde et dont nous sommes les acteurs et les victimes. Partout c'est la nature qui dupe les individus pour un intérêt qui leur est étranger, dans tout ce qui touche aux instincts, à la génération, à l'amour même : « Tout désir est une illusion, mais les choses sont ainsi disposées qu'on ne voit l'inanité du désir qu'après qu'il est assouvi... Pas d'objet désiré dont nous n'ayons reconnu, après l'embrassement, la suprême vanité. Cela n'a pas manqué une seule fois depuis le commencement du monde. N'importe, ceux qui le savent parfaitement d'avance désirent tout de même, et l'*Ecclésiaste* aura beau prêcher éternellement sa philosophie de célibataire désabusé, tout le monde conviendra qu'il a raison, et néanmoins désirera. » — « Nous sommes exploités, » voilà le dernier mot du livre. « Quelque chose s'organise à nos dépens; nous sommes le jouet d'un égoïsme supérieur... L'hameçon

(1) *Dialogues philosophiques*, par M. Ernest Renan, Introduction, p. xvi.
(2) *Ibid.*, p. xiv.

est évident, et néanmoins on y a mordu, on y mordra toujours. » C'est tantôt le plaisir, dont il faut payer ensuite l'exact équivalent en douleur, tantôt c'est la vision de chimériques paradis « auxquels, à tête reposée, nous ne trouvons plus une ombre de vraisemblance; tantôt cette déception suprême de la vertu qui nous amène à sacrifier à une fin hors de nous nos intérêts les plus chers. »

La vertu, une déception! qui s'y serait attendu de la part d'un philosophe qui, dans le naufrage universel des idées métaphysiques, au-dessus des flots et de l'abîme, avait jusqu'ici maintenu d'une main si ferme, comme dans une arche sainte, l'idée du devoir! L'impératif catégorique suivrait donc le sort des principes de la raison pure, et le privilége de commander à la volonté au lieu de commander à la raison, qui, aux yeux de Kant et de ses disciples, devait le sauver de toute attaque de la critique et constituait en sa faveur une certitude à part, ce privilége serait une dernière illusion à détruire! Une critique plus pénétrante et plus subtile démasque ici comme ailleurs le piége secret que la nature tend à notre candeur : « Elle a évidemment intérêt à ce que l'individu soit vertueux... Au point de vue de l'intérêt personnel, c'est là une duperie, puisque l'individu ne retirera aucun profit temporel de sa vertu : mais la nature a besoin de la vertu des individus... Nous sommes dupés savamment en vue d'un but transcendant que se propose l'univers et qui nous dépasse infiniment. » Ainsi le devoir lui-même n'est que la dernière rouerie du tyran qui nous fait servir à ses fins, lesquelles nous sont complétement étrangères et inconnues; mais, par une conséquence bizarre et tout à fait inattendue, voici que le scepticisme spéculatif, en s'étendant à la sphère morale, y crée un type nouveau de vertu, une vertu plus belle encore que celle qui suffisait à Kant, plus désintéressée, s'il est possible, bien que le grand moraliste refuse de reconnaître la vertu et d'y mettre son sceau, là où quelque élément étranger se mêle au devoir. Ici c'est une vertu absolument héroïque, puisqu'elle est le sacrifice de soi à une fin inconnue qui n'est même pas, comme dans Kant, la moralité de l'homme, mais quelque chose dont nous n'avons aucune idée; une vertu chevaleresque, puisqu'elle se donne sans compter, par un pur sentiment d'honneur, « à une chose absurde en soi. » Il est bien plus beau, paraît-il, d'être vertueux en se sachant dupe. C'est par ce trait caractéristique que l'auteur des *Dialogues* se distingue de Kant; il reconnaît clairement que ce qui était tout aux yeux de Kant, la moralité, ce tout n'est rien pour l'homme, ce tout n'est qu'un moyen pour la nature en vue d'un but que nous ignorons et qui ne nous regarde pas. C'est par là encore qu'il pense se distinguer de Schopenhauer, qui, lui aussi, a percé à jour le machiavélisme de la nature, mais qui, à

cause de cela même, refuse de s'y soumettre. « A la différence de Schopenhauer, dit Philalethe, je me résigne. La morale se réduit ainsi à la soumission. L'immoralité, c'est la révolte contre un état de choses dont on voit la duperie. Il faut à la fois la voir et s'y soumettre. »

S'y soumettre, et pourquoi? Je ne m'explique pas comment on peut continuer à obéir à des ordres qu'on sait être des piéges, s'il suffit d'un acte de volonté pour s'y soustraire. Un pareil héroïsme de soumission dépasse non-seulement mes forces, mais mon intelligence. A mon sens, Schopenhauer a mille fois raison contre cette chevalerie, qu'on admire légitimement quand elle est celle de l'idéal, qu'on cesse d'admirer quand elle s'offre en immolation à ce je ne sais quoi, l'ordre « d'un tyran fourbe. » La pensée qui nous a affranchis de l'illusion nous a du même coup affranchis de l'obligation. Oui, Schopenhauer a raison de nous prêcher la révolte, si nous nous sentons dupes. Pas de loi intellectuelle ou morale qui puisse nous imposer le sacrifice à un but qui n'a aucun rapport, même idéal, à nous. Il n'y a de devoir qu'autant qu'on croit au devoir; si l'on n'y croit plus, si l'on voit clairement que le devoir est une duperie, par là même l'obligation cesse. S'il est vrai, comme on nous le dit, que l'homme, par le progrès de la réflexion, reconnaisse de plus en plus toutes ces roueries qui s'appellent religion, amour, bien, vrai, le jour où la critique a tué les ruses de la nature, ce jour-là elle a été vraiment bienfaisante et libératrice : la religion, l'amour, le bien, le vrai, toutes ces chaînes invisibles dont nous étions liés sont tombées; nous n'allons pas les reprendre volontairement pour faire plaisir « au grand égoïste qui nous trompait. » Nous étions dupes, nous ne le serons plus, voilà tout : l'homme est libre, et s'il veut employer, comme Schopenhauer, sa liberté reconquise à détruire ce malicieux enchanteur qui nous tenait enchaînés, qu'il soit béni pour une pareille tentative! Et s'il veut prononcer les paroles magiques que Schopenhauer lui apprend et qui doivent amener la fin de cette triste fantasmagorie, contraindre la volonté qui a déployé sa puissance sous la forme de l'univers à se replier en soi, à se retourner de l'être vers le néant, gloire à l'homme qui, par la critique d'abord, aura détruit les illusions, et qui, par son courage, aura tari la source de ces illusions! Gloire à lui pour n'avoir pas joué volontairement le rôle de l'éternel dupé de l'univers! Tout cela est parfaitement logique, si une fois nous lâchons la dernière ancre qui nous retenait encore à un point fixe « sur cette mer infinie d'illusions, » et cette dernière ancre, c'est l'idée de devoir, attachée elle-même à l'absolu.

Espérons que ce ne sera là qu'une crise momentanée dans l'histoire de l'esprit français et aussi dans l'histoire du brillant esprit

qui a semblé en être atteint. Ce qui nous ferait croire que notre espoir n'est pas vain, c'est que l'auteur marque une date précise à ses rêves, et que cette date, associée aux souvenirs les plus tristes, est une révélation sur l'état moral dans lequel furent écrits ces dialogues. C'est dans les premiers jours du mois de mai 1871 qu'Eutyphron, Eudoxe et Philalèthe se promenaient, en devisant entre eux, accablés des malheurs de leur patrie, dans une des parties les plus reculées du parc de Versailles. C'était après la guerre étrangère et pendant la guerre civile. Cela explique bien des choses. Paris était en proie à des folies qui justifiaient presque les plus sombres appréhensions du pessimisme. Versailles était calme, mais il gardait l'amer et récent souvenir du long séjour qu'y avaient fait nos vainqueurs, les pessimistes à casque de M. de Bismarck. Une contagion flottait encore dans l'air: Philalèthe la ressentit et en fut troublé. Mais déjà, quand il publia ce livre, il semblait se remettre de la disposition maladive dans laquelle il l'avait écrit. Il nous promet dans une note qu'il publiera bientôt un *Essai*, composé à une autre époque et sous d'autres influences, et bien plus consolant que celui-ci. Et quant aux lecteurs qui se laisseraient trop émouvoir à ces perspectives désolées, l'auteur leur conte dans sa préface une singulière anecdote, qu'il nous offre comme un antidote infaillible : si quelqu'un devait être attristé à la lecture de ce livre, il faudrait lui dire comme ce bon curé qui fit trop pleurer ses paroissiens en leur prêchant la Passion : « Mes enfans, ne pleurez pas tant que cela, il y a bien longtemps que cela est arrivé, et puis ce n'est peut-être pas vrai. » Je soupçonne que, si ce sermon a été jamais prononcé, ce dut être à Meudon, du temps que Rabelais y officiait, à moins que ce ne soit à Ferney, dans ce fameux jour où « le bon curé » Voltaire s'avisa de prêcher en pleine église.

Quoi qu'il en soit, il suffit que la figure de Voltaire apparaisse dans la préface des *Dialogues* pour que la sombre vision du livre devienne inoffensive et n'inquiète plus le lecteur que comme une fantaisie d'artiste. Le sourire de l'auteur a tué le monstre; le pessimisme n'est plus qu'un « mauvais rêve. » C'est ainsi que les choses se passent d'ordinaire en France, où la philosophie et la littérature des cauchemars n'ont jamais réussi. Les *Contes fantastiques* d'Hoffmann n'ont pu s'acclimater sous notre ciel et dans notre langue. Schopenhauer et Hartmann n'y seront jamais que des objets de curiosité.

II.

Revenons au pessimisme allemand et considérons-le dans sa vraie patrie d'adoption, là où il a refleuri de nos jours, comme s'il y rencontrait un climat propice et une culture appropriée.

Nous avons vu que Leopardi résume avec une sagacité étonnante presque tous les argumens d'expérience proprement dits, dont sa théorie de l'*infelicità* est le programme anticipé. Ce poète malade portait en lui et dérivait sur lui-même cette maladie étrange qui devait s'emparer d'une partie du XIXe siècle à son déclin. Le pessimisme est à l'état d'expérience douloureuse dans Leopardi. Il est à l'état de système raisonné chez Schopenhauer et Hartmann. Quelles sont les raisons d'analyse ou de théorie apportées par l'un et par l'autre dans la démonstration de l'universelle et irrémédiable douleur? Nous les réduirons autant que possible aux thèses qui méritent d'être examinées avec quelque attention, négligeant à dessein la métaphysique dont on veut qu'elles dépendent, parce qu'elle n'est qu'un ensemble de constructions tout arbitraires et toutes personnelles de l'esprit, une mythologie. J'ajoute qu'il n'y a réellement aucun lien logique et nécessaire entre ces théories spéculatives et la doctrine morale qui s'y trouve annexée. On pourrait ôter toute la morale du pessimisme de ces deux ouvrages, *le Monde comme volonté et représentation* ou la *Philosophie de l'Inconscient*, sans diminuer d'un atome leur valeur de construction. Ce sont des conceptions *a priori*, plus ou moins bien liées, sur le principe du monde, sur l'*un-tout* et sur l'ordre des évolutions selon lequel il se manifeste; mais il est assez difficile de voir pourquoi la conséquence de ces évolutions est nécessairement le mal absolu de l'existence, pourquoi le *vouloir-vivre* est à la fois l'attrait irrésistible du premier principe et la plus insigne déraison. C'est ce qui n'a jamais été expliqué : c'est l'éternel postulat du pessimisme.

Allons droit aux argumens par lesquels Schopenhauer et Hartmann prétendent démontrer ce principe qui leur est commun avec Çakya-Mouni : « le mal, c'est l'existence. » Écartant avec soin ce qui touche au monde lui-même, la question toute théologique ou transcendante de savoir si l'univers est en soi bon ou mauvais et s'il eût mieux valu qu'il n'existât pas, nous nous bornerons à la vie humaine. J'estime que les argumens du pessimisme, débarrassés de l'appareil formidable qui les recouvre et de la masse d'accessoires qu'ils traînent à leur suite, peuvent se réduire à trois : une théorie psychologique de la volonté, la conception d'une puissance rusée qui enveloppe tout être vivant et spécialement l'homme, enfin le bilan de la vie qui se liquide par un déficit énorme de plaisir et par une véritable banqueroute de la nature. Les deux premiers argumens appartiennent en propre à Schopenhauer, le troisième a été développé avec une grande abondance par M. de Hartmann; mais, comme cette dernière thèse rappelle sur bien des points la théorie de l'*infelicità* que nous avons tout récemment exposée d'après Leopardi, nous y insisterons moins.

Tout est volonté dans la nature et dans l'homme; donc tout souffre : voilà l'axiome fondamental. La volonté-principe est un désir aveugle et inconscient de vivre, qui, du fond de l'éternité, s'éveille par je ne sais quel caprice, s'agite, détermine le possible à l'être, et l'être à tous les degrés de l'existence jusqu'à l'homme. Après s'être développée dans la nature inorganique, dans le règne végétal et le règne animal, la volonté arrive dans l'homme à la conscience. C'est à ce moment que s'achève l'incurable malheur, déjà commencé dans l'animal avec la sensibilité. La souffrance existait déjà, mais sentie plutôt que connue : à ce degré supérieur, la souffrance se sent et se connaît; l'homme comprend que l'essence de la volonté est l'effort et que tout effort est douleur. Voilà la découverte qui ravira à l'homme son repos, et dès lors l'être ayant perdu son ignorance est voué à un supplice qui n'aura de terme que la mort arrivée à son heure ou provoquée par la lassitude et par l'ennui. Vivre, c'est vouloir, et vouloir c'est souffrir. Toute vie est donc par essence douleur (1). L'effort naît d'un besoin; tant que ce besoin n'est pas satisfait, il en résulte de la douleur, l'effort lui-même devient fatigue, et, quand le besoin est satisfait, cette satisfaction est illusoire, tant elle est passagère; il en résulte un nouveau besoin et une nouvelle douleur. « La vie de l'homme n'est qu'une lutte pour l'existence, avec la certitude d'être vaincu. » — De cette théorie de la volonté sortent deux conséquences : la première, c'est que tout plaisir est négatif, la douleur seule est positive. La seconde, c'est que plus l'intelligence s'accroît, plus l'être est sensible à la douleur; ce que l'homme appelle par la plus insigne des folies le progrès n'est que la conscience plus intime et plus pénétrante de sa misère.

Que devons-nous penser de cette théorie? Tout repose sur l'identité ou l'équivalence de ces divers termes qui forment ensemble comme une équation continue : volonté, effort, besoin, douleur. Est-ce l'observation qui établit dans leur dépendance réciproque les différens termes de cette équation? Assurément non; c'est un raisonnement tout abstrait et systématique auquel l'expérience n'est nullement favorable. Que dans ces formules elliptiques, très contestables en elles-mêmes parce qu'elles dévorent les difficultés avec les problèmes, que la vie soit toute volonté, nous y consentons, en élargissant démesurément le sens ordinaire de ce mot pour lui permettre de contenir le système; mais que toute volonté soit douleur, voilà ce qu'avec la meilleure grâce du monde nous ne pouvons ni admettre ni comprendre. La vie, c'est l'effort, soit; mais pourquoi

(1) Voyez l'excellent résumé de la *Philosophie de Schopenhauer*, par M. Ribot, p. 119, 139 et *passim*.

l'effort serait-il nécessairement douleur? Nous voilà arrêtés dès le premier pas de la théorie. Est-il vrai d'ailleurs que tout effort naisse d'un besoin? Enfin, si nous sommes essentiellement une activité, l'effort qui est la manifestation de cette activité, l'effort qui est la force en action, est en conformité parfaite avec notre nature; pourquoi se résoudrait-il en peine?

Loin de naître d'un besoin, c'est l'effort qui est le premier besoin de notre être, et il se satisfait en se développant, ce qui est incontestablement un plaisir. Sans doute il rencontrera des obstacles, il aura à lutter contre eux, souvent il s'y brisera. Ni la nature ni la société ne sont en harmonie préétablie avec nos tendances, et dans l'histoire des rencontres de notre activité avec le double milieu qui l'enveloppe, les phénomènes physiques et les phénomènes sociaux, il faut avouer que c'est le conflit qui prédomine. De là bien des peines, bien des douleurs; mais ce sont des conséquences ultérieures, non des faits primitifs. L'effort en lui-même, dans un organisme sain, est une joie; il constitue le plaisir primitif le plus pur et le plus simple, celui de se sentir vivre; c'est lui qui nous donne ce sentiment, et sans lui nous n'arriverions ni à nous distinguer des dehors qui nous entourent ni à percevoir notre être propre perdu dans la molle et vague harmonie des objets coexistans. Qu'il y ait fatigue par l'abus de l'activité qui nous constitue, qu'il y ait douleur par l'effet naturel de cette activité contrariée, cela est trop évident. Mais où prend-on le droit de nous dire que par essence l'activité est un tourment? C'est pourtant en cela que se résume la psychologie du pessimisme.

Un instinct irrésistible porte l'homme à l'action et par l'action soit à un plaisir entrevu, soit à un bonheur espéré, soit à un devoir qu'il s'impose. Cet instinct irrésistible est l'instinct même de la vie, il l'explique et la résume. En même temps qu'il développe en nous le sentiment de l'être, il mesure la vraie valeur de l'existence. L'école pessimiste méconnaît ces vérités élémentaires; elle répète sur tous les tons que la volonté, dès qu'elle arrive à se connaître, se maudit elle-même en se reconnaissant identique à la douleur et que le travail, auquel l'homme est condamné, est une des plus dures fatalités qui pèsent sur son existence. — Sans exagérer les choses d'un autre côté, sans méconnaître la rigueur des lois sous lesquelles se développe la condition humaine et l'âpreté des milieux dans lesquels elle est comme encadrée, ne pourrait-on pas opposer à cette psychologie trop fantaisiste un tableau qui en serait la contre-partie, celui où l'on représenterait les joies pures d'un grand effort longtemps soutenu à travers les obstacles et à la fin victorieux, d'une énergie d'abord maîtresse d'elle-même et devenue maîtresse de la vie, soit en domptant la mauvaise volonté des hommes, soit en

triomphant des difficultés de la science ou des résistances de l'art, du travail enfin, le véritable ami, le vrai consolateur, celui qui relève l'homme de toutes ses défaillances, qui le purifie et l'ennoblit dans sa vie intérieure, qui le sauve des tentations vulgaires, qui l'aide le plus efficacement à porter son fardeau à travers les longues heures et les jours tristes, celui à qui cèdent pour quelques momens les plus inconsolables douleurs? En réalité le travail, quand il a vaincu les premiers ennuis et les premiers dégoûts, est par lui-même, et sans estimer les résultats, un plaisir et un des plus vifs. C'est en méconnaître le charme et les douceurs, c'est calomnier étrangement ce maître de la vie humaine qui n'est dur qu'en apparence, que de le traiter comme le traitent les pessimistes, en ennemi. Voir sous sa main ou dans sa pensée croître son œuvre, s'identifier avec elle, comme disait Aristote (1), que ce soit la moisson du laboureur, ou la maison de l'architecte, ou la statue du sculpteur, ou un poème ou un livre, qu'importe? Créer en dehors de soi une œuvre que l'on dirige, dans laquelle on a mis son effort avec son empreinte et qui le représente d'une manière sensible, cette joie ne rachète-t-elle pas toutes les peines qu'elle a coûté, les sueurs versées sur le sillon, les angoisses de l'artiste, soucieux de la perfection, les découragemens du poète, les méditations parfois si pénibles du penseur? Le travail a été le plus fort, l'œuvre a vécu, elle vit, elle a tout racheté d'un seul coup, et de même que l'effort contre l'obstacle extérieur a été la première joie de la vie qui s'éveille, qui se sent elle-même en réagissant contre ses limites, ainsi le travail, qui est l'effort concentré et dirigé, parvenu à la pleine possession de lui-même, est le plus intense de nos plaisirs, parce qu'il développe en nous le sentiment de notre personnalité en lutte avec l'obstacle et qu'il consacre notre triomphe au moins partiel et momentané sur la nature. Voilà l'effort, voilà le travail dans sa réalité.

Nous sommes au cœur même du pessimisme en discutant cette question. S'il est prouvé que la volonté n'est pas nécessairement et par essence identique à la douleur, s'il est acquis à la vie et à la science que l'effort est la source des plus grandes joies, le pessimisme n'a plus de raison d'être. Poursuivons cependant l'examen des thèses secondaires qui viennent se grouper autour de cet argument fondamental.

Tout plaisir est négatif, nous dit Schopenhauer, la douleur seule est positive. Le plaisir n'est que la suspension de la douleur, puisque par définition il est la satisfaction d'un besoin et que tout besoin se traduit par une souffrance. Mais cette satisfaction, toute né-

(1) Ἐνεργεῖα δ' ποίησις· τὸ ἔργον ἔστι πως (Eth. Nic., IX, 7).

gative, ne dure même pas, et le besoin recommence avec la douleur. C'est le cercle éternel des choses : un besoin, un effort qui suspend momentanément le besoin, mais qui crée une autre souffrance, la fatigue, puis la renaissance du besoin et encore la souffrance, — et l'homme s'épuise, et l'existence se passe à vouloir toujours vivre sans motif raisonnable, contre le vœu de la nature qui lui fait la guerre, contre le vœu de la société qui ne l'épargne guère : toujours souffrir, toujours lutter, puis mourir, c'est la vie; à peine a-t-elle commencé qu'elle est finie, elle n'a duré que par la douleur. Cette thèse du caractère purement négatif du plaisir est un degré de paradoxe où M. de Hartmann lui-même n'a pas suivi Schopenhauer. Il est d'un bon exemple de voir les chefs du pessimisme aux prises les uns avec les autres : cela rassure la conscience du critique. M. de Hartmann fait très justement remarquer que son maître tombe dans la même exagération où Leibniz était tombé (1). Le caractère exclusivement négatif que Leibniz attribuait à la douleur, Schopenhauer l'attribue au plaisir. Tous les deux se trompent également, bien que dans un sens inverse. On ne conteste pas le moins du monde que le plaisir ne puisse résulter de la cessation ou de la diminution de la souffrance; mais on prétend que le plaisir est autre chose, qu'il est cela d'abord, plus quelque chose. On peut même ajouter qu'il y a plusieurs ordres de plaisir qui n'ont à aucun degré leur origine dans la suspension d'une douleur et qui succèdent immédiatement à l'état de parfaite indifférence. « Les plaisirs du goût, le plaisir sexuel au sens purement physique et indépendamment de sa signification métaphysique, les jouissances de l'art et de la science, sont des sentimens de plaisir qui n'ont pas besoin d'être précédés d'une douleur, ni d'être descendus d'abord au-dessous de l'état d'indifférence ou de parfaite insensibilité pour s'élever ensuite positivement au-dessus de lui. » Et d'une savante discussion, Hartmann conclut ainsi : « Schopenhauer se trompe sur la caractéristique fondamentale du plaisir et de la douleur, — ces deux phénomènes ne se distinguent que comme le positif et le négatif en mathématiques : on peut indifféremment choisir pour l'un ou l'autre des termes comparés le nom de positif ou celui de négatif. » Peut-être serait-il plus exact encore de dire que l'un et l'autre sont des états positifs de la nature sensible, qu'ils ont en eux quelque chose de réel et d'absolu, qu'ils sont des actes (ἐνέργειαι, comme disait Aristote), qu'ils sont à titre égal des réalités, expressions également légitimes de l'activité qui nous constitue. Mais un pareil examen nous entraînerait trop loin, en dehors des limites de la psychologie purement empirique où nous voulons enfermer cette étude.

(1) Voyez cette curieuse discussion dans le XIIIe chapitre de la IIIe partie, *Philosophie de l'Inconscient*.

Y a-t-il plus de vérité dans cette autre proposition, dont Schopenhauer fait la contre-épreuve de son axiome fondamental, à savoir que plus l'être est élevé, plus il souffre, ce qui résulte tout naturellement de ce principe que toute vie est par essence douleur? Là où il y a plus de vie accumulée dans un système nerveux perfectionné, plus de vie sentie par une conscience, la douleur doit croître en proportion. La logique du système l'exige et Schopenhauer prétend que les faits sont exactement d'accord avec la logique. Dans la plante, la volonté n'arrive pas à se sentir elle-même, ce qui fait que la plante ne souffre pas. L'histoire naturelle de la douleur commence avec la vie qui se sent; les infusoires et les rayonnés souffrent déjà; les insectes souffrent plus encore, et la sensibilité douloureuse ne fait plus que croître jusqu'à l'homme; chez l'homme même cette sensibilité est très variable, elle atteint son plus haut degré dans les races les plus civilisées et, dans ces races, chez l'homme de génie. Comme c'est lui qui concentre dans son système nerveux le plus de sensation et de pensée, il a acquis pour ainsi dire plus d'organes pour la douleur. D'où l'on voit quelle chimère c'est que le progrès, puisque sous un nom mystérieux ce n'est que l'accumulation dans le cerveau agrandi de l'humanité d'une plus grande somme de vie, de pensée et de souffrance.

Nous devons reconnaître que certains faits d'observation psychologique et physiologique sembleraient donner raison à cette thèse du pessimisme. Il n'est pas douteux que l'homme souffre plus que l'animal, l'animal à système nerveux plus que celui qui en est privé. Il n'est pas douteux que la pensée en s'ajoutant à la sensation n'ajoute à la souffrance. Non-seulement l'homme perçoit, comme l'animal, la sensation douloureuse, mais il l'éternise par le souvenir, il l'anticipe par la prévision, il la multiplie dans une proportion incalculable par l'imagination; il ne souffre pas seulement, comme l'animal, du présent, il se tourmente du passé et de l'avenir : ajoutez à cela l'immense contingent des peines morales, qui sont l'apanage de l'homme et dont l'animal reçoit à peine quelque atteinte passagère, bientôt effacée sous le flot des sensations nouvelles. Voici une étude de physiologie comparée sur *la Douleur*, dont l'auteur est bien connu de nos lecteurs, et qui conclut formellement dans le même sens. « Il est probable qu'il y a, suivant les individus, les races et les espèces, des différences considérables dans la sensibilité. Et c'est ainsi qu'on peut en général expliquer les différences que ces individus, ces races et ces espèces présentent dans leur manière de réagir contre la douleur. » Il convient de faire des réserves sur ce qu'on appelle vulgairement le courage à souffrir. La différence dans la manière de réagir contre la souffrance physique paraît ne pas

tenir autant à un degré différent de volonté qu'à un degré différent de sensibilité, la douleur étant très vive dans un cas, et très affaiblie dans l'autre. Un médecin de marine affirme avoir vu des nègres marcher sur des ulcères sans paraître souffrir, et subir sans crier de cruelles opérations. Ce n'est pourtant pas par défaut de courage qu'un Européen criera pendant une opération qu'un nègre supporterait sans sourciller, mais bien parce qu'il souffrira dix fois plus que le nègre. Tout cela tend à établir qu'il y a entre l'intelligence et la douleur un rapport tellement étroit, que les animaux les plus intelligens sont ceux qui sont capables de souffrir le plus. Dans les différentes races, la même proportion s'observe exactement. La loi semble donc bien être celle-ci : « La douleur est une fonction intellectuelle d'autant plus parfaite que l'intelligence est plus développée (1). »

Il semble que la thèse de Schopenhauer trouve ici une sorte de confirmation. Hartmann reprendra plusieurs fois cet argument et le développera sous toutes ses faces. La conclusion est toujours la même : c'est que l'homme médiocre est plus heureux que l'homme de génie, l'animal plus heureux que l'homme, et dans la vie l'instant le plus heureux, le seul, c'est le sommeil, le sommeil profond et sans rêve, quand il ne se sent pas lui-même. Voilà l'idéal renversé : « Qu'on pense au bien-être dans lequel nous voyons vivre un bœuf ou un pourceau! Qu'on pense au bonheur du proverbial poisson dans l'eau! Plus enviable encore que la vie du poisson doit être celle de l'huître et celle de la plante est bien supérieure à la vie de l'huître. Nous descendons enfin au-dessous de la conscience et la souffrance individuelle disparaît avec elle. » Nous avons cité cette conclusion très logique de Hartmann parce qu'elle contient ce que l'on peut appeler la réfutation par l'absurde de la thèse pessimiste. Conduite à ses dernières conséquences elle nous révolte et en nous révoltant nous suggère une réponse très simple. Qui ne voit que la loi de la vie ainsi formulée n'est pas complète? Il y manque une contre-partie essentielle. La capacité de souffrir croît, je le veux bien, avec l'intelligence. Mais peut-on douter que la capacité pour un nouvel ordre de jouissances, absolument fermé aux natures inférieures, ne se révèle en même temps et qu'ainsi les deux termes opposés ne croissent exactement dans les mêmes proportions? Si la physiologie du plaisir était aussi avancée que celle de la douleur, je me tiens pour assuré que la science, même positive, nous donnerait raison, comme l'observation morale le fait déjà.

(1) *La Douleur, étude de psychologie physiologique*, par M. le docteur Richet, *Revue philosophique*, novembre 1877.

L'intelligence élargit la vie dans tous les sens, voilà le vrai. L'homme de génie souffre plus que l'homme médiocre, soit; mais il a des joies au niveau de sa pensée. Je suppose que Newton, quand il trouva la formule exacte de la loi d'attraction, condensa dans un seul moment plus de joie que tous les bourgeois de Londres réunis ne pouvaient en goûter durant une année entière, dans leurs tavernes, devant leur pâté de venaison et leur pot d'ale. — Pascal souffrit pendant les trente-neuf années que dura sa pauvre vie. Pense-t-on que la vision claire et distincte des deux infinis que personne n'avait saisis jusqu'alors d'un si ferme regard dans leur analogie mystérieuse et dans leur contraste, pense-t-on qu'une vue pareille n'ait pas rempli ce grand esprit d'un bonheur proportionné à sa grandeur, d'une joie dont l'ivresse surpassait toutes les joies vulgaires et qui emportait pour un moment toutes les peines? Qui n'aimerait mieux être Shakspeare que Falstaff, Molière que le bourgeois gentilhomme, comblé de richesse et de sottise? Et dans ces choix n'allez pas supposer que l'instinct nous trompe. Il n'est que l'expression de la raison; elle nous dit qu'il vaut mieux vivre « en homme qu'en pourceau, » quoi que Hartmann puisse prétendre, parce que l'homme pense, et que la pensée, qui est la source de tant de tortures, est aussi la source de joies idéales et de contemplations divines. Le comble du malheur, ce n'est pas d'être homme, c'est, étant homme, de se mépriser assez pour regretter de n'être pas un animal. Je ne prétends pas que ce regret n'ait jamais existé, il peut être l'expression grossière d'une vie vulgaire qui voudrait abdiquer la peine de vivre, tout en conservant la faculté de jouir, et c'est alors le dernier degré de l'avilissement humain; ou bien c'est un cri de désespoir sous le poids d'une douleur trop forte, un trouble et une surprise momentanée de la raison; en tout cas, on ne peut voir là l'expression philosophique d'un système. Un pareil paradoxe, froidement soutenu par les pessimistes, soulève la nature humaine, qui après tout, en pareille matière, est la seule autorité et le seul juge; comment veut-on s'élever au-dessus d'une pareille juridiction?

On l'a essayé pourtant. Schopenhauer a bien senti que c'était là le point faible du système, et c'est pour cela qu'il s'est avisé de cette merveilleuse invention qui a fait fortune dans l'école et dont nous avons retrouvé la trace dans l'auteur des *Dialogues philosophiques* : nous ne pouvons, dit-il, nous fier, dans cet ordre d'idées, au témoignage de la nature humaine, qui est le jouet d'une immense illusion organisée contre elle par des puissances supérieures. L'instinct est l'instrument par lequel cette triste pièce se joue à nos dépens : c'est le fil par lequel, pitoyables marionnettes que nous sommes, on nous fait dire ce que nous ne devrions pas dire, vouloir ce que nous de-

vrions haïr, agir au rebours de notre intérêt le plus évident. Schopenhauer est bien réellement l'inventeur de cette explication, qui répond à tout. Vous invoquez contre les théories pessimistes la voix de la conscience, l'énergique impulsion de nos penchans. C'est précisément cette impérieuse et décevante clarté de la conscience, témoignant contre l'évidence de nos intérêts, qui prouve qu'elle est l'organe de quelque pouvoir extérieur, lequel emprunte sa voix et sa figure pour nous mieux convaincre. Vous en appelez aux penchans : mais ne voyez-vous pas que chaque penchant est comme une pente secrète, préparée au dedans de nous par un maître artificieux pour nous attirer vers son but à lui, un but entièrement différent du nôtre, opposé même aux fins que nous devrions poursuivre, contraire à notre vrai bonheur ?

Ce sont là les ruses de l'Inconscient de Hartmann, les duperies de la Volonté de Schopenhauer. C'est le « dieu malin » de Descartes qui a remplacé le dieu de Leibniz. Ce qui n'avait été qu'un jeu de logique tout provisoire, une hypothèse d'un moment pour Descartes, aussitôt rejetée par cette haute raison, devient toute une théodicée, toute une métaphysique, toute une psychologie. — Je n'y ferai qu'une simple objection. Nous pouvons nous étonner que « cette fraude, qui est à la base de l'univers, » soit si aisée à saisir et à convaincre. On nous dit que, quoi que nous fassions, la nature ou l'Un-Tout, Inconscient ou Volonté, triomphera toujours, qu'elle a trop bien arrangé les choses, trop bien pipé les dés, pour ne pas atteindre son but, qui est de nous tromper. On nous dit cela, mais on prouve le contraire. Eh quoi! ce jeu a réussi pendant six ou sept mille ans, et le voici tout d'un coup démasqué, dénoncé comme un jeu où la nature triche avec nous! Je ne puis admirer de confiance un jeu si maladroit où un homme d'esprit lit couramment, saisit la fraude et la signale. Cette grande puissance, occulte et ténébreuse, qui dispose de tant de moyens, qui a tant d'artifices, de masques et de déguisemens à sa disposition, se laisse surprendre si aisément par quelques-uns de ces pauvres êtres qu'elle cherche à tromper! Il faut croire alors que ce ne sont pas de simples mortels ceux qui échappent à des pièges si savamment tendus, qui les décrivent et les dénoncent aux autres. S'ils étaient hommes, ils devraient comme les autres subir ce machiavélisme qui les enveloppe, qui les pénètre jusque dans le fond de leur être, dans leur conscience, dans leurs instincts. S'y soustraire, ce serait agir en dehors de cette nature dont ils font partie. Pour y réussir, il faut être autre chose et plus qu'un homme, un dieu, quelqu'un enfin qui soit en état de lutter contre ce tyran anonyme et masqué qui nous exploite à son profit.

Tout cela est une série de contradictions manifestes, simples jeux d'esprit, encore de la mythologie pure. Mais, la contradiction

admise à la base de la théorie, comme tout s'explique et se déduit! Si nous sommes trompés, rien de plus clair que la démonstration du pessimisme : elle s'appuie précisément sur cette contrariété fondamentale de nos instincts et de nos intérêts, de nos instincts qui nous portent irrésistiblement à des sentimens ou à des actes funestes, tels que ceux par lesquels nous cherchons à conserver une vie si malheureuse ou à la perpétuer en la transmettant à d'autres qui seront plus malheureux encore. — L'intérêt suprême de l'Inconscient est l'opposé du nôtre : le nôtre serait de ne pas vivre, le sien est que nous vivions, nous, et que d'autres vivent par nous. L'Inconscient veut la vie, dit Hartmann, qui développe l'argument favori de son maître, il ne doit donc pas manquer d'entretenir chez les êtres vivans toutes les illusions capables de faire qu'ils trouvent la vie supportable, et même qu'ils y prennent assez de goût pour garder le ressort nécessaire à l'accomplissement de leurs tâches, en d'autres termes, pour se faire illusion sur le malheur de l'existence. Il faut en revenir au mot de Jean-Paul Richter : « Nous aimons la vie, non parce qu'elle est belle, mais parce que nous devons l'aimer; aussi faisons-nous souvent ce faux raisonnement : puisque nous aimons la vie, c'est qu'elle est belle. » Les instincts ne sont en nous que des formes diverses, sous lesquelles se déploie cette déraisonnable et funeste envie de vivre, inspirée à l'être vivant par celui qui l'emploie à son profit. De là l'énergie que nous dépensons follement pour protéger cette existence, qui n'est que le droit à souffrir; de là aussi ces faux jugemens que nous portons sur la valeur moyenne des joies et des peines qui dérivent de cet amour insensé de la vie : les impressions que laissent en nous les souvenirs du passé sont toujours modifiées par les illusions de nos espérances nouvelles. C'est ce qui arrive dans toutes les excitations violentes de la sensibilité qui sont dues à la faim, à l'amour, à l'ambition, à la cupidité et à toutes les autres passions de ce genre (1). A chacune de ces excitations sont liées des illusions correspondantes qui nous promettent un excédant de plaisir sur la peine.

C'est à la passion de l'amour que le pessimisme fait la guerre la plus acharnée. On dirait que c'est un duel à mort entre Schopenhauer et les femmes qui sont les intermédiaires de l'insigne duperie dont l'homme est le jouet, les *instrumenta regni aut doli* entre les mains du grand trompeur. C'est en effet dans l'amour que se trahissent surtout le mensonge de l'instinct et « la déraison du vouloir. » — « Qu'on s'imagine un instant, dit Schopenhauer, que l'acte générateur ne résulte ni des excitations sensuelles, ni de l'attrait de la volupté, et ne soit qu'une affaire de pure réflexion; la

(1) *Philosophie de l'Inconscient*, chapitre XIII, IIIe partie.

race humaine pourrait-elle subsister? Chacun ne prendrait-il pas en pitié l'avenir de cette génération nouvelle, et ne voudrait-il pas lui épargner le fardeau de l'existence, ou du moins ne refuserait-il pas de prendre sur soi la responsabilité de l'en charger de sang-froid? » C'est pour vaincre ces hésitations, qui seraient mortelles au « vouloir-vivre, » que la nature a jeté sur les phénomènes de cet ordre toute la richesse et la variété des illusions dont elle dispose. Le grand intérêt du principe des choses, de cette volonté rusée, c'est l'espèce, vraie gardienne de la vie. L'individu n'est chargé que de transmettre la vie d'une génération à l'autre; mais il faut que cette fonction s'accomplisse, dût-il en coûter à l'individu son repos, son bonheur, l'existence même : à tout prix, le principe inconscient veut vivre, et ce n'est que par ce misérable moyen qu'il arrive à ses fins : il prend l'individu, il le trompe, il le brise à son gré, après l'avoir choisi dans des conditions spéciales. De là est né l'amour, une passion *spécifique*, qui, pour se faire accepter, se déguise en passion individuelle et persuade à l'homme qu'il sera heureux pour son compte, quand au fond il n'est que l'esclave de l'espèce, quand il s'agite et souffre pour elle, quand il meurt pour elle.

Tel est le principe de la *métaphysique de l'amour*, une des parties les plus originales du *Monde comme volonté et comme représentation*, et dont Schopenhauer dit modestement (1) qu'il le considère « comme une perle. » Il revient sans cesse à cette théorie, qui lui était particulièrement chère, dans ses autres écrits, dans les *Parerga*, dans les conversations, d'une verve intarissable, qui nous ont été rapportées. — A vrai dire, il n'est pas aisé de mettre « cette perle » en lumière. C'est en physiologiste plutôt qu'en philosophe que Schopenhauer traite cette délicate question, avec un raffinement de détails, un humour, une sorte de jovialité lugubre qui se plaît à ôter tous les voiles, à déconcerter toutes les pudeurs, à épouvanter tous les *cants* britanniques et autres, comme pour mieux convaincre l'homme de la folie d'aimer. A travers les excentricités et les énormités d'une science à la fois technique et rabelaisienne, que n'arrête aucun scrupule, il arrive à peindre avec une étonnante vigueur, de son point de vue exclusif, cette lutte dramatique du génie de l'espèce contre le bonheur de l'individu, cet antagonisme couvert de sourires et de fleurs, caché sous l'image perfide d'une félicité infinie, d'où résultent toutes les tragédies et aussi les comédies de l'amour. — Qu'y a-t-il dans l'amour le plus éthéré? Un pur instinct sexuel, le travail de la génération future qui veut vivre aux dépens de la génération présente, et la con-

(1) Dans les *Mémorabilia*. Voyez Ribot, *Philosophie de Schopenhauer*, p. 126 et 127.

traint de s'immoler à son aveugle et irrésistible désir. C'est ce qu'un poète contemporain, pessimiste à ses heures, traduisait naguère avec cette sauvage énergie :

« Ces délires sacrés, ces désirs sans mesure
Déchaînés dans vos flancs comme d'ardens essaims,
Ces transports, c'est déjà l'humanité future
Qui s'agite en vos seins. »

Ceux qui s'aiment savent-ils bien ce qu'ils font? Entraînés, aveuglés par l'instinct qui les éblouit de ses prestiges, non-seulement ils travaillent à leur propre infortune (car il n'est pas d'amour qui n'aboutisse à des catastrophes et à des crimes, et pour le moins à des ennuis sans remède et à un long martyre); mais de plus, les imprudens, les criminels! en semant la vie, ils jettent dans l'avenir la semence impérissable de la douleur : « Voyez-vous ces amans qui se cherchent si ardemment du regard? Pourquoi sont-ils si mystérieux, si craintifs, si semblables à des voleurs? — C'est que ces amans sont des traîtres, qui, là, dans l'ombre, complotent et cherchent à perpétuer dans le monde la douleur; sans eux, elle s'arrêterait; mais ils l'empêchent de s'arrêter, comme leurs semblables, leurs pères, l'ont déjà fait avant eux. L'amour est un grand coupable, puisqu'en transmettant la vie, il immortalise la souffrance. » Son histoire se résume en deux illusions qui se rencontrent, deux malheurs qui s'échangent, et un troisième malheur qu'ils préparent. — Roméo et Juliette, c'est ainsi que le philosophe de Francfort explique en plein XIXe siècle, aux applaudissemens de l'Allemagne, savante et lettrée, votre poétique légende; il n'y veut voir, sous les mensonges de l'instinct qui vous trompait vous-mêmes, que la fatalité physiologique. Quand vous avez échangé le premier regard qui vous perdit, au fond, le phénomène qui se passait en vous n'était que le résultat « de la méditation du génie de l'espèce, » qui cherchait à rétablir avec votre aide le type primitif « par la neutralisation des contraires, » et qui, satisfait sans doute de son examen, déchaîna dans vos deux cœurs cette folie et ce délire! Ce fut un simple calcul de chimie. « Le génie de l'espèce » jugea que les deux amoureux « se neutraliseraient l'un et l'autre, comme l'acide et l'alcali se neutralisent en un sel; » dès lors le sort de Roméo et celui de Juliette furent décidés. Plus de trêve : la formule chimique les condamnait à s'aimer; ils s'aimèrent à travers tous les obstacles et tous les périls, ils s'unirent à travers la haine et la mort. Ils moururent de cet amour. Ne les plaignez pas trop; s'ils avaient vécu, auraient-ils été plus heureux? Pour l'espèce, cela eût mieux valu; pour eux, non. Un long ennui aurait succédé à l'ivresse et vengé le pessimisme. Roméo vieilli et bourru, Juliette

enlaidie et maussade, grand Dieu, quel tableau! Laissons les deux amans de Vérone à la tombe qui garde leur jeunesse, leur amour et leur gloire.

Dans toute cette chimie et cette physiologie de l'amour, Schopenhauer ne tient nul compte de la fin véritable qui élève et légitime l'amour, en le payant au centuple de ses sacrifices et de ses peines, la formation de la famille et la création du foyer. On peut mesurer ce bonheur à la douleur qui remplit l'âme quand la mort vient éteindre la flamme de ce foyer et en briser à jamais les pierres vivantes. Schopenhauer oublie aussi la forme la plus pure que l'amour puisse revêtir dans une âme humaine grâce à la faculté d'idéaliser, sans laquelle on n'expliquera jamais ni la science, ni l'art, ni l'amour. De même qu'il suffit d'une sensation pour exciter toutes les énergies de la pensée et lui faire produire, en certaines circonstances, les œuvres les plus admirables du génie, dans lesquelles toute trace de la sensation primitive aura disparu, ainsi c'est le propre de l'homme de transfigurer ce qui n'est qu'un instinct animal, d'en faire un sentiment désintéressé, héroïque, capable de préférer la personne aimée à lui-même, et le bonheur de cette personne à la poursuite passionnée du plaisir. Cette faculté d'idéaliser tout ce qui le touche, l'homme l'exerce aussi loin que va son empire; c'est grâce à elle que l'amour se transforme, change d'essence, perd dans sa métamorphose presque tout souvenir de son humble point de départ. La science retrouve l'universel dans une sensation limitée, l'art crée des types que les formes réelles suggèrent et ne contiennent pas, l'amour s'affranchit de l'instinct qui l'a fait naître et s'élève jusqu'au don de soi, jusqu'au sacrifice. Voilà par où l'homme se reconnaît, par où il échappe à la nature ou plutôt se crée une nature nouvelle où sa personnalité se consacre et s'achève.

Telle est dans toutes les questions qui touchent à la vie humaine l'infirmité radicale du pessimisme; c'est là un exemple caractéristique par lequel on peut juger l'étroitesse et l'infériorité du point de vue où se place l'école pessimiste pour estimer le prix de la vie, et déclarer après examen qu'elle ne vaut rien et que la meilleure ne vaut pas le néant. Nous aurions les mêmes réflexions à faire à propos de la méthode qu'emploie M. de Hartmann et des conclusions qu'il en tire. Il s'est appliqué, on le sait, à résoudre ce problème posé par Schopenhauer : « Étant donné le total des biens et des maux qui existent dans le monde, établir la balance (1). » De là une analyse très étendue des conditions et des états de la vie, sous le rapport du plaisir et de la douleur. On nous démontre que la plupart de ce qu'on appelle des biens ne sont que des états né-

(1) *Philosophie de l'Inconscient, premier stade de l'illusion.*

gatifs, des conditions d'un état d'indifférence absolue (santé, jeunesse, bien-être, liberté, travail), que ce sont là de simples capacités de jouir, non des jouissances réelles, qu'elles sont égales au non-être, qu'elles représentent zéro au thermomètre de la sensibilité. Quant aux autres formes du plaisir, elles sont réelles, mais elles coûtent plus cher qu'elles ne valent; elles sont achetées au prix d'un plus grand nombre de maux, elles reposent donc sur une pure illusion : ce sont, pêle-mêle et sur le même rang, les appétits, la faim, l'amour, les joies de la famille, l'amitié, le sentiment de l'honneur, l'ambition, la passion de la gloire, les émotions religieuses, la moralité. Tout cela constitue une somme de plaisir *subjectivement réels*, mais fondés sur une illusion, sur un excédant de félicité espérée et par conséquent illusoire. Enfin viennent les plaisirs *objectivement réels*, ce sont les jouissances de la science et de l'art, mais ces jouissances-là sont très rares et ne sont à la portée que d'une élite. Et cette élite même, par sa supériorité de nature, paie la rançon de ses avantages; elle est condamnée à souffrir plus que le reste de l'humanité.

Nous ne reviendrons pas sur l'examen que l'on a fait ici de cette balance de la vie (1). Ce que nous voudrions, c'est bien marquer la distinction de ces deux questions fort différentes, que les pessimistes confondent toujours : celle du prix de l'existence pour chacun de nous et celle du prix de l'existence considérée en soi, la valeur relative et la valeur absolue de la vie humaine. La première question n'est pas susceptible d'une réponse péremptoire, et toutes les considérations subtiles, destinées à nous convaincre que nous devons être malheureux, sont de la peine et du temps perdus. Il n'y a pas de commune mesure ni entre les biens comparés les uns aux autres, ni entre les maux comparés entre eux, ni entre les biens et les maux : il n'est possible de les comparer ni dans le sujet, ni dans l'objet, ni dans l'acte qui les constitue. Ici tout essai d'analyse quantitative est chimérique; la qualité des biens et des maux est le seul point de vue d'une comparaison plausible; or la qualité n'est pas réductible en nombres. Donc pas de méthode de détermination précise, pas de tarif possible, pas de signe mathématique ou de formule qui expriment la valeur du plaisir et de la peine, et par conséquent l'idée de dresser le bilan de la vie humaine est une chimère. Il y a des bonheurs si vifs qu'un éclair de ces joies dévore une vie de misère; il y a des douleurs si intenses qu'elles dévorent en un instant et pour toujours une vie heureuse. D'ailleurs le plaisir et la peine contiennent un élément subjectif d'appréciation, une part toute personnelle de sensation ou

(1) M. Albert Réville, *Revue* du 1er octobre 1874.

de sentiment qui déjoue tous les calculs, qui échappe à toute loi d'évaluation, à toute appréciation du dehors. Comme le disait spirituellement un critique anglais (1) : Vous aimez mieux qu'on vous arrache une dent malade, moi j'aime mieux supporter le mal de dents; qui jugera entre nous? — L'un préfère épouser une femme belle et sotte, l'autre une femme laide et spirituelle; qui a raison? — La solitude est une peine insupportable pour vous, c'est un plaisir pour moi. Lequel de nous deux a tort? Ni l'un ni l'autre. — Un matelot de Londres aime mieux son *gin* que le plus noble *claret*; démontrez-lui qu'il se trompe! — Tel de vos amis adore les chansons comiques et bâille aux symphonies de Beethoven. Vous avez le droit de dire qu'il manque de goût; que lui importe? L'empêcherez-vous de s'amuser? — Un homme est né avec un organisme solide, un cerveau bien constitué, des facultés bien équilibrées; il se plaît à la lutte, à l'exercice de sa volonté contre les obstacles, hommes ou choses. Un autre est maladif, timide à l'excès; son imagination et ses nerfs sont ouverts aux impressions exagérées; la lutte l'effraie. C'est pour celui-ci, non pour l'autre, que Hartmann aura raison de dire que l'effort est une peine et la volonté une fatigue. Qui décidera si cet état est en soi une peine ou un plaisir? — Le sentiment du plaisir ou de la peine est le plaisir ou la peine même, le sentiment du bonheur se confond avec le bonheur. Vous me dites que ma vie est mauvaise; que m'importe, si je la trouve bonne? J'ai tort d'être heureux? soit; mais je le suis, si je crois l'être. Il n'en est pas du bonheur comme de la vérité, il est tout subjectif : si l'on rêvait toujours et que l'on rêvât qu'on est heureux, on aurait été toujours heureux. — Tout bilan de la vie humaine dressé sur l'examen comparatif des peines et des plaisirs est faux par son point de départ, qui est l'appréciation individuelle de celui qui l'établit. Encore faut-il suivre dans ces évaluations, avec la part de l'individu, celle du système et tenir compte de la nécessité que l'on s'est imposée d'avoir raison, même contre les faits.

Reste l'autre question, celle de la valeur de l'existence considérée en soi, de la valeur absolue qu'elle comporte. Cette question, la seule qui compte, est la seule qui soit complètement négligée par les pessimistes; elle mérite d'être étudiée pourtant, mais elle ne peut être traitée que si l'on s'établit dans un tout autre ordre de considérations. Il règne dans toute l'analyse de M. de Hartmann une erreur fondamentale sur la signification et le sens de la vie. Si l'objet de l'existence est la plus grande somme de jouissances, il est possible que l'existence soit un malheur. Mais si c'est Kant qui

(1) *Revue of Westminster*, january 1876.

a raison, si le monde tout entier n'a qu'une explication et qu'un but, faire de la moralité, si la vie est une école d'expérience et de travail où l'homme a sa tâche à remplir en dehors des plaisirs qu'il peut prendre, si cette tâche est la création de la personnalité par l'effort, ce qui est la plus haute conception qu'on puisse se former de l'existence, le point de vue change entièrement, puisque le malheur même est un moyen et qu'il a son utilité, ses conséquences ordonnées et prévues dans l'ordre universel. Dès lors le système de la vie humaine, tel que le développe Hartmann, est radicalement faux. S'il y a réellement, comme cela est possible, probable même, un excédant de souffrance dans la moyenne de la vie humaine, il ne faut pas s'empresser d'en conclure que le pessimisme a raison, que le mal de la vie est absolu, qu'il est incurable, qu'il faut convaincre l'humanité de la déraison de vivre et la précipiter le plus tôt possible dans l'abîme du nirvâna, au moyen d'expédiens plus ou moins ingénieux ou pratiques, soit par l'ascétisme systématique qui tarira les sources de la vie, comme le veut Schopenhauer, soit par un *suicide cosmique*, grandiose et absurde, tel que le propose M. de Hartmann. — Cet excédant de souffrances, s'il existe, est un titre pour l'homme et lui crée un droit. La vie, même malheureuse, vaut la peine d'être vécue, et la souffrance vaut mieux que le néant.

III.

Quel est l'avenir réservé au pessimisme? Pour répondre à cette question, il ne suffit pas de faire ressortir l'exagération violente des thèses qu'il soutient, la stupeur du simple bon sens devant une doctrine qui veut persuader à l'humanité d'en finir le plus tôt possible avec la vie, et au monde lui-même de cesser cette lugubre plaisanterie qu'il se permet en continuant à exister. Il ne suffit pas de répéter ce que Pascal disait du pyrrhonisme outré : « La nature soutient la raison impuissante et l'empêche d'extravaguer jusqu'à ce point. » — A quel concours de circonstances cette philosophie étrange doit-elle son succès et l'ardent prosélytisme dont elle est l'objet? Ces circonstances dureront-elles? Y a-t-il des motifs de croire que cette fortune d'un système si contraire à la nature humaine s'arrête et que cette propagande déraisonnable s'épuise par l'indifférence des uns ou la résistance des autres?

M. James Sully, dans le dernier chapitre de son livre, a voulu définir et classer toutes les sources de cette philosophie. Il expose ce qu'il appelle d'un nom fort à la mode « la genèse du pessimisme;» il en énumère, avec un grand luxe de divisions et de subdivisions, « les élémens et les facteurs externes ou internes. » Selon lui, il

faut considérer la conception optimiste et la conception pessimiste de la vie comme des effets d'une foule de causes plus ou moins cachées dans la constitution intime de chacun de nous. Le pessimisme est à la fois un phénomène pathologique et un phénomène mental. Quand il est poussé à outrance, il révèle une altération grave dans le système nerveux : il devient une véritable maladie. L'optimisme et le pessimisme sont donc, avant tout, une affaire de tempérament, d'hérédité morbide, d'humeur et de nerfs. Il faut aussi faire la part du caractère proprement dit, bien que le tempérament y entre déjà comme un élément essentiel, de l'exercice et du développement de la volonté, plus ou moins disposée à entrer en lutte avec le dehors, à endurer la peine, à l'envisager en face et sans effroi. Il se trouve ainsi qu'il y a des tempéramens optimistes et des tempéramens pessimistes, des caractères heureux et des caractères malheureux, des sensibilités plus ou moins craintives et douloureuses, des natures d'esprit enfin disposées à des appréciations tout à fait contraires, à propos des mêmes faits. Les événemens et les situations de la vie revêtent deux aspects très différens, prennent deux teintes opposées, selon qu'ils se présentent aux uns ou aux autres, aux uns tout prêts d'avance à des interprétations favorables, aux autres enclins à trouver toujours tout en défaut, les hommes et la vie (*fault-finding*).

Il y a là une quantité d'observations justes et fines. J'en rapprocherai volontiers celle d'un illustre chimiste, devant lequel nous nous entretenions de cette question du pessimisme et qui la résumait ainsi en la ramenant à des termes fort simples : selon lui cette philosophie, avec ses tristes visions, était la philosophie naturelle des peuples qui ne boivent que de la bière. « Il n'y a pas de danger, ajoutait-il, qu'elle s'acclimate jamais dans les pays de la vigne ni surtout en France ; le vin de Bordeaux éclaircit les idées et le vin de Bourgogne chasse les cauchemars. » — C'est la solution chimique de la question à côté de la solution physiologique de M. James Sully.

Ce sont là des explications qui ont leur prix ; mais il reste bien des obscurités encore dans la question. Il y a eu de tout temps des tempéramens tristes, des caractères malheureux, il y a eu aussi toujours des buveurs de bière ; ce qui n'a pas existé de tout temps, ce sont des systèmes pessimistes, c'est cette vogue inouïe d'une philosophie absolument désespérée. Je doute d'ailleurs que ce genre d'explication réussisse pour les populations innombrables de l'extrême Orient, qui pensent ou qui rêvent d'après le Bouddha ; il faudrait modifier beaucoup les formules pour les rendre applicables ici. Mais restons dans l'Occident, et tâchons de ne pas embrouiller une question déjà très complexe. J'accorde l'attention que je dois aux

observations de l'anatomiste Henle dans ses *Leçons d'anthropologie* tout récemment publiées, quand il recherche les causes du tempérament mélancolique. Ce tempérament résulterait, selon lui, d'une disproportion entre la force des émotions et celle des mouvemens volontaires, les impressions étant très vives, très nombreuses et s'amassant, se capitalisant pour ainsi dire dans le système nerveux, faute de pouvoir se traduire au dehors et se dépenser dans une mesure convenable. — J'écoute aussi avec curiosité M. Sully, quand il nous dit que là où se rencontre un sentiment raffiné du mal de la vie avec une imagination ardente pour les biens idéaux, et en même temps une faiblesse relative des impulsions actives et du sens pratique, il y a de grandes probabilités pour que le défaut d'équilibre se traduise par une conception pessimiste de la vie. — Je m'intéresse également à la curieuse étude de Seidlitz sur *Schopenhauer au point de vue médical*, et j'y vois fort bien comment Schopenhauer est devenu l'humoriste terrible que nous avons vu, misanthrope et misogyne. Je fais mon profit de cette masse d'observations de détail jetées dans le courant de la science.

Je remarque seulement qu'on explique bien ainsi le pessimisme subjectif et individuel, mais non le pessimisme objectif et impersonnel, celui qui s'exprime par un système de philosophie et se traduit par la popularité du système. Voilà le fait qu'il s'agit de comprendre dans son contraste avec les instincts les plus énergiques de la nature humaine qui veut vivre, qui s'attache à la vie, qui s'y acharne au point de s'écrier, si elle n'écoutait qu'elle-même : « Prenez tout, mais laissez-moi la vie! » — On se rapproche plus d'une explication plausible quand on aborde le côté ethnologique et social du problème, les affinités et les tempéramens des races, les milieux dans lesquels elles se développent, les grands courans qui modifient la vie intellectuelle et morale des peuples. M. James Sully aurait pu, à notre avis, s'étendre beaucoup plus qu'il ne l'a fait sur cet aspect de la question. Il a indiqué trop rapidement des points de vue très intéressans dont chacun aurait mérité une étude approfondie. Les causes morales et sociologiques, comme on dit aujourd'hui, de cette fortune du pessimisme sont multiples : c'est d'abord l'effet naturel d'une réaction « contre l'optimisme vide du dernier siècle, » puis la dépression qui se produit par l'effet d'une loi aussi vraie en histoire qu'en physiologie, après une période de tension extraordinaire dans les sentimens et de confiance exaltée dans les fins idéales dont plusieurs nous ont trompés. Il y a eu en Allemagne, dans ces vingt dernières années, comme un état d'affaissement dans les esprits, résultant de la banqueroute des grandes espérances, de la faillite d'un idéal social et politique, de l'écroulement des ambitions extravagantes de certaines écoles esthétiques et philosophi-

ques. L'idéal militaire qui a brillé aux yeux de l'Allemagne n'est pas à beaucoup près celui qu'elle avait rêvé : ce que lui promettait la philosophie de l'histoire, construite pour sa gloire et à son usage, c'était la conquête du monde par les idées plutôt que par les armes. Joignez à cela la destruction graduelle par la critique des traditions et des croyances religieuses qui, en se retirant, semblent emmener avec elles tout ce qui faisait la beauté et la valeur de la vie. La science, il est vrai, est en pleine floraison, et ses progrès devraient consoler l'homme; mais elle n'a pas encore fourni à la masse du genre humain une source nouvelle d'inspiration, de nouvelles formes qui puissent traduire ses émotions. L'absence de tout élan et de toute rénovation dans l'art, une sorte d'épuisement qui est probablement plus qu'un phénomène passager, laisse sans satisfaction aucune le besoin d'enthousiasme qui est en nous. Le seul art qui semble conserver une vitalité suffisante et quelque fécondité interne, c'est la musique qui, dans les voies particulières où elle s'engage, tend à devenir elle-même l'expression du tempérament pessimiste, comme le prouvent les engagemens secrets, presque mystiques, qui relient Wagner et la musique de l'avenir à l'école de Schopenhauer.

Il faut tenir compte aussi d'un élément littéraire qui a son importance, l'éclat des qualités qui ont si vivement attiré l'attention de l'Allemagne sur le nom de Schopenhauer, dès qu'un rayon de lumière est tombé sur lui, cette verve d'écrivain humoristique, cette critique sanglante des philosophes d'universités, ces brillantes diatribes contre Hegel et son école, cette vive satire des mœurs pédantesques et de la sentimentalité, cette justice vengeresse, plus amusante que terrible, exercée contre les femmes, instrumens de l'amour qu'il maudit, agens secrets du génie de l'espèce qu'il condamne. Et puis, le vieux fond de romantisme germanique s'est réveillé à la voix des pessimistes. Il y a quelque orgueil secret à prendre la pose héroïque d'un martyr de l'absolu, à se sentir enchaîné sans espoir par la nature même des choses et à se charmer soi-même du bruit de ses chaînes. « En réalité, dit spirituellement M. Sully, le pessimisme flatte l'homme en lui présentant un portrait de lui-même où il apparaît comme un autre Prométhée, un Prométhée vaincu, torturé par la main implacable d'un nouveau Jupiter, l'univers qui nous a engendrés et qui nous contient, l'univers qui nous accable et qui ne peut venir à bout ni de notre résistance ni de notre fier défi. Le pessimisme place son fidèle sur le piédestal d'une divinité outragée et souffrante et l'expose à sa propre admiration, à défaut de l'admiration des spectateurs qui l'entourent. »

Une des causes les plus agissantes du succès de cette philosophie, c'est aussi qu'elle donne une impression, une voix aux mé-

contentemens sourds, aux rancunes ou aux revendications de toute espèce qui agitent la société allemande, sous ses surfaces disciplinées, officielles et militaires. La masse du peuple et même quelques parties des classes dirigeantes apprennent, à l'école et sous le prétexte de pessimisme, à demander tout haut si les inégalités monstrueuses dans les conditions du bien-être entrent comme un élément éternel et nécessaire de la nature. On maudit la vie telle qu'elle est ordonnée; c'est toujours cela, en attendant qu'on la change, quand on sera le plus fort. Il paraît que les symptômes d'une désaffection presque universelle se sont multipliés dans une proportion considérable depuis six ans. M. Karl Hillebrand, dans un article récent de la *National-Zeitung*, constatait le fait en écrivant ces lignes caractéristiques : « Nos soldats, et nos soldats sont la nation, se sont trouvés en contact, pendant leur séjour en France, avec une civilisation plus ancienne et plus riche, ils sont retournés chez eux avec des besoins et des aspirations qui rappellent étonnamment les besoins et les aspirations que les légions romaines rapportaient de l'Orient. » Quoi qu'il en soit, la bourgeoisie allemande semble se soucier un peu moins de la gloire depuis qu'elle s'aperçoit qu'elle l'a payée si cher, au prix des impôts toujours croissans et du rude système de milice nationale auquel elle est astreinte; et quant aux classes ouvrières, — on a pu s'en apercevoir aux dernières élections de Berlin, — elles sont largement teintées de socialisme (1).

Il nous est arrivé plus d'une fois de nous étonner que la philosophie du nirvâna, rajeunie par la science moderne, ait eu une renaissance inattendue en plein XIXe siècle dans le peuple allemand, au moment même où ce peuple descendait du haut de ses rêves pour reprendre pied sur terre et quand il étend sur la réalité terrestre une main besoigneuse et dure. Au fond, nous voyons maintenant comment ce phénomène s'explique : c'est une sorte de réaction de certains instincts de cette race, opprimés et contrariés par le militarisme à outrance qui a créé sa gloire, et par la vie de caserne que cette gloire même lui impose. L'ancien idéalisme allemand, rudement mené sous une discipline de fer à une bataille sans trêve qui a remplacé les idylles d'autrefois et les épopées métaphysiques, se réfugie dans une philosophie amère qui proteste contre la dure loi de la lutte pour l'existence, qui condamne l'effort, qui maudit la vie, qui mesure la vanité de la gloire à la fatigue qu'elle coûte, au sang qu'elle fait verser, à l'inanité des résultats qui sont toujours ou à conquérir ou à maintenir par la force. Le

(1) James Sully, *Pessimism*, p. 450.

pessimisme est l'envers du triomphe dans un peuple qui n'est pas belliqueux par nature, qui l'est devenu par nécessité et par politique, que l'on contraint à mener le rôle d'un conquérant malgré lui, et qui à travers son triomphe a des visions de sa vie tranquille d'autrefois et comme la nostalgie du repos. S'il ne peut se reposer ailleurs, il aspire au néant. Ce ne sont là, dira-t-on, que des accès et des crises, soit; mais il en faut tenir compte.

Parmi toutes ces influences plus ou moins actives, la plus importante de toutes, la plus décisive, celle que l'on oublie toujours, celle dont M. James Sully a tort de ne pas s'occuper assez, c'est l'évolution qui s'est accomplie pendant ces trente ou quarante dernières années, le progrès constant de la philosophie critique qui a détruit les idoles *métaphysiques* de la même main habile et sûre qui avait miné « les idoles religieuses. » La métaphysique gouverne le monde, sans qu'il s'en doute, par une action de présence ou d'absence. Elle ne peut disparaître momentanément ou subir une éclipse sans qu'un trouble profond se produise dans l'esprit humain. Indiquons d'un trait les négations et les suppressions qui se sont faites dans la philosophie, ou si l'on aime mieux les simplifications radicales qui l'ont réduite à sa plus simple expression, et nous verrons, à mesure que ces suppressions s'opèrent, diminuer le prix de la vie jusqu'à ce qu'il tombe à zéro, puis au-dessous de zéro, et qu'on ne puisse plus l'apprécier que par des quantités négatives, comme le fait le pessimisme.

Le chrétien, le déiste, le disciple de Kant trouvent des raisons de vivre, même si la vie est malheureuse. Elle a en elle-même son prix absolu, que déterminent l'idée de l'épreuve, l'éducation de la personne humaine par l'obstacle et la souffrance, la certitude d'un ordre transcendant. Appauvrissons la vie en supprimant ces idées. Reste le devoir, qui suffira encore au stoïcien pour qu'il trouve que ce soit la peine de vivre : il travaille à cette fin idéale de l'univers qu'il conçoit même en dehors de toute idée de sanction. Il croit à l'absolu sous la forme du bien : c'est encore assez pour qu'il vive, c'est assez pour qu'il meure satisfait d'une existence qui n'aura pas été inutile, le regard et la pensée fixés sur ce bien abstrait qu'il honore sans pouvoir le définir. — Mais la critique continue à faire son œuvre, elle juge que le devoir lui-même n'a qu'une valeur toute relative, un prix *d'aleu :* ou bien, comme on nous dit, « c'est la simple forme des rapports des phénomènes, » ou bien c'est une ruse pour nous faire obéir à nos dépens aux inspirations de l'espèce qui a besoin de notre dévoûment. Encore une illusion détruite : quand la ruse est dévoilée, nous devenons des indifférens ou des révoltés. — Le progrès demeure au moins comme une raison suffisante de vivre.

Mais non; la science démontre qu'il ne fait que développer notre misère et que l'infortune humaine s'accroît de tout ce que l'homme conquiert sur le temps, sur l'espace, sur les forces de la nature. — Il ne reste plus comme but que l'on puisse assigner à cette pauvre existence, dépouillée successivement de tous ses mobiles et de toutes ses fins, que la science elle-même; mais elle est, elle sera toujours à la portée d'une élite bien peu nombreuse, et cette élite même y trouvera-t-elle une valeur absolue? La science est *un moyen* soit pour développer la conscience, soit pour améliorer le sort des hommes sur la terre; mais si ces fins sont déclarées chimériques, le moyen tombe avec elles et n'a plus de valeur. — Les affections? Mais elles ne sont dans la vie telle qu'on la dépeint que des occasions de souffrir ou par la trahison qui nous les enlève ou par la mort qui nous en sépare. Le plaisir? Mais qui pourrait croire que ce ne serait pas payer trop cher, au prix de tant d'angoisses et de peines de tout genre, quelques sensations recueillies en passant et presque aussitôt évanouies? A quoi donc s'attacher à travers cette fuite douloureuse de la vie, cette multiplicité de travaux qui l'accablent et de chagrins qui en empoisonnent le cours? A nous-mêmes, au moi humain? Mais on nous montre, avec le dernier progrès de la philosophie, que l'idée du moi « n'est qu'une apparence produite dans le cerveau, et n'a pas plus de vérité que l'idée de l'honneur et du droit, par exemple. La seule réalité qui répond à l'idée que je me fais de la cause intérieure de mon activité est celle de l'être qui n'est pas un individu, l'Un-Tout inconscient. Cette réalité se retrouve aussi bien au fond de l'idée que Pierre se fait de son moi que de celle que Paul se fait du sien (1). » Donc rien, plus rien que ce principe unique, absolu, anonyme, cet Inconscient lugubre, que nous rencontrons à la fin et au fond de tout, un principe aveugle qui est poussé à vivre, mais qui souffre de ce mouvement qu'il s'imprime, de cette activité qu'il s'impose, et qui a comme honte et peur de lui-même; quand il se retrouve en tête-à-tête avec lui-même dans la conscience, il a horreur de ce qu'il voit et se rejette en arrière dans le néant, d'où il est sorti on ne sait comment, d'où il aurait bien dû ne jamais sortir pour se donner ce triste spectacle et pour infliger au monde cette torture sans raison, sans but et sans fin. A ce point, le pessimisme nous paraît comme le dernier terme d'un mouvement philosophique qui a tout détruit : la réalité de Dieu, la réalité du devoir, la réalité du moi, la moralité de la science, le progrès, et par là l'effort, le travail, dont les sources sont taries par une philosophie qui en proclame l'inutilité.

(1) *Philosophie de l'Inconscient*, 2e vol., p. 458.

Mais l'excès même de ces négations et de ces destructions nous rassure pleinement sur l'influence artificielle et momentanée de cette philosophie. Elle pourra se produire de temps en temps dans l'histoire du monde comme un symptôme de la fatigue d'un peuple surmené par l'effort industriel ou militaire, d'une misère qui souffre et s'agite sans avoir encore trouvé ni sa formule économique ni le remède, comme un aveu de découragement individuel ou propre à une classe dans les civilisations vieillies, une maladie de la décadence. Mais tout cela ne dure pas : c'est l'activité utile et nécessaire, c'est le devoir de chaque jour, c'est le travail qui sauve et sauvera toujours l'humanité de ces tentations passagères et dissipera ces mauvais rêves. Si par impossible il y avait jamais un peuple atteint de la contagion, la nécessité de vivre, que ne suppriment pas ces vaines théories, le relèverait bientôt de cet affaissement et l'acheminerait de nouveau vers le but invisible, mais certain. Ces états-là sont un dilettantisme d'oisifs ou une crise trop violente pour être longue. Ce caractère du pessimisme nous révèle son avenir : c'est une philosophie d'exception et de transition. Dans l'ordre politique, elle est, comme en Allemagne, l'expression soit d'une fatigue excessive, soit de graves souffrances qui s'agitent obscurément, elle traduit une sorte de socialisme vague et indéfini qui n'attend qu'une heure favorable pour éclater et qui, en attendant, applaudit de toutes ses forces à ces anathèmes romantiques contre le monde et contre la vie. — Dans l'ordre philosophique, elle représente l'état de l'esprit comme suspendu au-dessus du vide infini entre ses anciennes croyances que l'on a détruites une à une et le positivisme qui se résigne à la vie et au monde tels qu'ils sont. Ici encore, c'est une crise, et voilà tout. L'esprit humain ne se maintiendra pas longtemps dans cette attitude tragique. Ou bien il renoncera à cette pose violente de lutteur désespéré; las d'insulter les dieux absens ou le destin sourd à ses cris de théâtre, il abaissera son front foudroyé vers la terre et retournera tout simplement à la sagesse de Candide désabusé, qui lui conseille de « cultiver son jardin. » Ou bien, faisant effort pour se retourner vers la lumière, il reviendra de lui-même à l'ancien idéal trahi et délaissé pour d'illusoires promesses, à celui que le positivisme a détruit sans pouvoir le remplacer et qui renaîtra de ses ruines d'un jour, plus fort, plus vivant, plus libre que jamais, dans la conscience de l'homme.

E. Caro.

LES MUSÉES

ET

LE MOUVEMENT DES ARTS

A MUNICH

I.

L'EXPOSITION DU PALAIS DE CRISTAL. — LE MUSÉE NATIONAL BAVAROIS. — LA GLYPTOTHÈQUE. — LA PINACOTHÈQUE.

Il est des chemins qu'on ne prend plus volontiers, et il faut quelque courage pour traverser aujourd'hui nos nouvelles frontières. Si déplaisante que puisse paraître désormais une excursion chez nos voisins, il y a cependant, et plus que jamais, profit à nous éclairer sur ce qu'ils font, pourvu qu'on s'applique à conserver dans une telle étude toute l'impartialité qu'il y faut. C'est avec une entière liberté d'esprit que nous voudrions, pour notre part, résumer ici les informations qu'un récent séjour à Munich nous a permis d'y prendre non-seulement sur les musées, mais sur l'ensemble du mouvement de l'art contemporain.

Il y a plus de quatorze ans déjà, un penseur éminent disait aux lecteurs de la *Revue* (1) ce que la situation, les hasards de la politique et aussi le dilettantisme d'un roi avaient fait de la capitale de

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er novembre 1853, l'étude de M. Charles de Rémusat intitulée : *Munich, l'Art par la critique.*

la Bavière. Avec la netteté d'un esprit vraiment philosophique, M. de Rémusat appréciait brièvement alors le caractère de l'activité intellectuelle dont cette ville était le foyer. La plus simple prudence nous aurait averti que, même après un si long intervalle, on ne recommence pas une pareille étude, si d'ailleurs nous avions été tenté le moins du monde de la reprendre au point où il l'avait laissée, et de dire les sentimens que nous inspirent les événemens qui depuis se sont si brusquement succédé. Nous entendons nous tenir strictement sur le terrain de l'art. Outre les nombreuses collections que renferme Munich, outre la Pinacothèque, qui en était pour nous le principal attrait, nous y avons trouvé, comme à point nommé, une exposition à laquelle toute l'Allemagne, et l'Allemagne seule, avait été convoquée. Il nous a donc paru que l'occasion était bonne pour étudier, à côté des œuvres du passé, la situation de l'art contemporain, et pour jeter un coup d'œil sur les arts industriels, puisque ces divers élémens d'information étaient réunis pour nous dans cette exposition du Palais de Cristal.

En même temps, l'attention du monde musical était appelée sur les fêtes de Baireuth: cette paisible petite ville était tout à coup transformée en un champ-clos où adeptes et détracteurs de Wagner se livraient aux appréciations les plus divergentes et les plus passionnées. A Munich même, tous les soirs, les plus grandes productions d'un répertoire lyrique très richement pourvu sollicitaient notre admiration autant par leur variété que par le consciencieux mérite de l'interprétation. Les arts, on le voit, pouvaient suffire, et au-delà, à défrayer tous les momens d'un voyageur, et fournissaient ample matière à ses observations. Sans qu'il fût besoin de recourir à des relations qu'en d'autres temps nous eussions peut-être recherchées, notre vie silencieuse et solitaire était assez occupée. Quoi qu'on en dise en Allemagne, les arts peuvent se passer de commentaires; c'est leur bénéfice de n'exiger de ceux qui les aiment que la sincérité et le recueillement. Nous osons affirmer que ni l'un ni l'autre ne nous ont fait défaut à Munich. Sans partage, l'art remplissait nos journées, et la nature elle-même nous y laissait à nos pensées. Ni les grands espaces abandonnés du Jardin anglais, ni ces terrains vagues dans lesquels la ville semble se perdre peu à peu, ni les tristes prairies où l'Isar roule à grand fracas ses eaux grises, ni même, quand parfois le ciel est pur, la pâle silhouette des Alpes de Bavière qui dessinent à l'horizon leur fine dentelure, rien, dans ce pays désolé, sur cet âpre plateau balayé par la bise, ne sollicite bien vivement l'attention du promeneur. On peut à loisir songer à ce qu'on a vu, repasser les impressions qu'on a goûtées, et alors, comme par une pente naturelle de l'esprit, dans cet isolement qui tient plus aux conditions d'un tel

séjour qu'à la distance même, on pense à son pays. On est heureux si, par des rapprochemens qui naissent en quelque sorte d'eux-mêmes, on se croit en droit de lui attribuer certaines supériorités; on serait plus heureux encore si l'on savait, avec quelque autorité, lui proposer des exemples qu'il pût suivre, et des imitations qui convinssent à son génie.

I.

C'est du roi Louis 1er que date le mouvement des arts dont la ville de Munich a été le théâtre. On a beaucoup vanté la générosité et les goûts libéraux du monarque; on n'a pas assez songé aux inconvéniens de ce patronage officiel. L'art implanté par lui sur le sol de la Bavière ne pouvait y jeter des racines bien profondes. A travers ses prétentions hautaines et ses affectations d'indépendance, on sent qu'il n'a rien de spontané, et il a gardé je ne sais quel air de commande et de précipitation. Ses productions hâtives reflètent les impatiences et les engouemens multiples d'un roi dont les caprices en tout genre sont restés célèbres. Les monumens, pastiches de tous les styles et de toutes les époques, sont comme les illustrations de ses voyages, et dans les œuvres de ses peintres nous retrouvons la trace de ses prédilections philosophiques ou littéraires. Son principal confident, l'architecte Klenze, était un homme d'un véritable talent, et toutes les fois qu'il eut à rempli un programme bien défini, comme pour le musée de peinture et la Glyptothèque, il a fait preuve d'un goût et d'un sens heureux d'appropriation qui suffiraient à l'honneur de son nom; mais d'autres édifices élevés par lui ne répondaient à aucun besoin local : c'étaient de pures curiosités destinées à satisfaire le dilettantisme d'un amateur couronné. Historiquement sans doute de pareils essais ont eu leur importance en appelant l'attention sur des époques et des styles alors peu connus; ils ne présentent plus guère aujourd'hui qu'un intérêt rétrospectif. Dans leurs lignes principales, ces constructions accusent, il est vrai, les grands traits de styles bien distincts dont elles devaient offrir comme la représentation typique; toutefois leur mérite à cet égard est trop sommaire pour assurer leur réputation. On est mieux renseigné aujourd'hui sur les phases diverses de l'art du passé. Si les productions originales sont rares dans l'architecture contemporaine, la science du moins a marché. Par des explorations et des comparaisons nombreuses, par des restaurations intelligentes et consciencieusement menées, on a appris à bien connaître non-seulement la forme extérieure des monumens des styles les plus différens, mais encore les moindres détails de leur structure intime.

A part même cette question de science, qui ne pouvait être prématurément résolue, était-il raisonnable de réunir sous le ciel ingrat de Munich des édifices empruntés à d'autres âges et d'autres climats, sans autre but que la satisfaction d'un éclectisme un peu puéril? Les inconséquences d'une pareille tentative ne devaient pas tarder à s'accuser. Tandis que les monumens grecs, romains, byzantins et même gothiques, là où les hommes les ont respectés, semblent défier le temps, quelques années ont suffi pour condamner leurs pâles contrefaçons non-seulement à l'indifférence des gens de goût, mais à de rapides détériorations. Sous les terrasses copiées de la Grèce et de l'Italie, des gouttières inévitables ravagent et déshonorent promptement les édifices de Munich; un jour insuffisant pénètre derrière leurs portiques, et la symétrie voulue des lignes et des masses n'a été trop souvent poursuivie qu'au prix de la commodité des aménagemens. L'architecture, qui est à la fois une science et un art, ne saurait en effet s'affranchir des conditions géographiques ou sociales qui la régissent impérieusement. Elle reste subordonnée à des nécessités fort complexes, et si, en se proposant des programmes abstraits, elle ne tient pas un compte assez exact de l'état moral d'un pays et des matériaux que la nature ou l'industrie y mettent à sa disposition, elle expie cruellement ses imprévoyances.

Comment d'ailleurs, dans un très court espace de temps, si bien secondé qu'on le suppose, un seul homme eût-il été capable de mener à bien des entreprises si diverses? Malgré des sacrifices considérables pour un état comme la Bavière, l'insuffisance des ressources et aussi le manque d'études préparatoires ou de surveillance dans l'exécution expliquent assez le délabrement où sont aujourd'hui tombés la plupart de ces édifices, vantés autrefois avec un enthousiasme si complaisant.

A ne considérer que l'activité qu'il leur procurait, les sculpteurs n'avaient pas non plus à se plaindre de leur royal patron. Outre les statues qui leur étaient demandées pour les monumens et les places publiques de la capitale, ils devaient encore approvisionner les temples élevés dans les environs à la gloire de la nation. Jamais un si petit état ne fit en si peu de temps une telle consommation de célébrités. Après les souverains, qui naturellement eurent la première et la plus large part dans ces représentations, toutes les illustrations locales avaient eu leur tour. Cette liste épuisée, le roi Louis avait généreusement accordé l'hospitalité aux effigies des personnages marquans de toute l'Allemagne, comme s'il eût voulu préluder, dans l'ordre intellectuel, à cette unité germanique dont, bon gré, mal gré, un de ses successeurs devait provoquer l'avénement. Le recueillement et l'étude firent donc un peu trop défaut à

cette production sans relâche. Schwanthaler, presque seul, ou du moins avec des aides anonymes, avait à suffire à cette lourde tâche, et savans, poètes et guerriers sortaient coup sur coup de son atelier. La fabrication hâtive de ces œuvres forcément banales faisait dire aux mauvais plaisans que pour tous ces grands hommes c'était un même moule qui servait : les attributs seuls différaient et établissaient leur personnalité.

Aussi, quand le vieux roi disparut, il semble que la veine fût tarie ou du moins que l'ardeur de ses successeurs fût singulièrement refroidie. Sous la Halle des Maréchaux, piteuse imitation de la Loggia dei Lanzi, destinée à abriter les généraux illustres, les statues de Tilly et de Wrède attendent en vain des compagnes et montent depuis plus de trente ans leur faction solitaire. L'activité de la sculpture, aujourd'hui concentrée à Berlin, semble à peu près éteinte à Munich. Malgré ses grandes dimensions, le monument élevé au bout du pont de l'Isar en l'honneur de Maximilien ne fait qu'attester la pauvreté de l'école actuelle. C'est une œuvre sans caractère, très peu recommandable au point de vue du style, et de l'aspect le plus malencontreux. Le bronze, d'un rose jaunâtre, ressemble à du zinc verni et se détache à peine sur un marbre d'un jaune fade ; à la base sont rangées symétriquement des figures allégoriques, rondes et molles, personnifiant, avec une insignifiance convenable, des symboles abstraits, tels que la constitution bavaroise ou l'union des confessions religieuses, sujets peu faits, il faut le reconnaître, pour inspirer un artiste.

Même aux plus beaux temps de leur incessante production, les architectes et les sculpteurs munichois n'avaient pas affiché de trop hautes prétentions, ni visé à une grande originalité. Ils se bornaient à copier ou à suivre de leur mieux les traditions du passé. Le programme des peintres était plus ambitieux. Ils n'aspiraient à rien moins qu'à renouveler leur art: s'ils ne le disaient eux-mêmes, du moins ils le laissaient dire par des critiques accrédités. Suivant ceux-ci, les voies de la peinture moderne avaient été faussées: ils s'agissait de remonter le courant et de revenir aux vraies sources du grand art. C'est surtout par la pratique de la fresque que la nouvelle école voulait affirmer ses principes. On sait ce que Raphaël et Michel-Ange ont fait de ce genre de travail, on connaît la noble simplicité de leur langage, la belle ordonnance de leurs compositions, la forte unité par laquelle ils en rattachent tous les éléments qui semblent ainsi dériver naturellement du sujet lui-même. Les incomparables dessins de Raphaël nous montrent comment ce facile et puissant génie se retrempait dans l'étude de la nature et y trouvait, avec la richesse de la vie et la variété des créations, une souplesse admirable de moyens pour interpréter la réalité. C'est dans

les œuvres définitives, dans les chambres du Vatican, par exemple, qu'il faut apprendre comment, par une intime assimilation, il savait se servir de ces études, en simplifier les données sans les amoindrir et les subordonner à ses conceptions, mettant ainsi une harmonie complète entre sa pensée et ses modes d'expression.

A Munich, on ne s'embarrassait guère d'un tel accord. L'effort de la pensée sur elle-même devait, paraît-il, suffire à régénérer l'art moderne. L'idée étant tout, l'exécution importait peu, et les maîtres de la Germanie n'avaient que faire de consulter la nature. Grands abstracteurs de quintessence, ils réprouvaient l'enseignement par excellence, l'étude du nu, et ces nouveaux apôtres, munis du plus mince bagage, se mettaient en marche, prétendant puiser dans leur propre fonds sans avoir jamais besoin de le renouveler. Avoir de grandes pensées, telle était la tâche du maître; dédaigneux des moyens, il ne s'abaissait pas lui-même aux vulgarités et aux lenteurs de la pratique. Respectueux admirateurs de son génie, ses élèves se chargeaient de traduire docilement ses inspirations sur les murailles. A son exemple, ils professaient une entière indifférence pour la forme et se contentaient d'enfermer dans un contour banal un coloriage terne ou acide. C'était le règne du pur esprit; l'art, affranchi de ses entraves, pouvait désormais aborder tous les sujets. Religion, philosophie, littérature, histoire, il lui était donné de toucher à tout, et à mesure que les procédés d'expression lui faisaient plus complétement défaut, ses aspirations devenaient plus vastes et plus grandioses. Les exagérations du symbolisme, ou les vagues hallucinations d'un fantastique cher à la rêveuse Allemagne, autorisaient toutes les invraisemblances et les incorrections du dessin. L'obscurité était réputée profondeur, et la subtilité la plus raffinée passait pour richesse d'imagination. Sans commentaires, il eût été parfois bien difficile de comprendre les compositions qui se développaient le long des murs des palais, des églises ou des musées, et le lien qu'elles pouvaient avoir entre elles; mais, grâce aux explications de quelques initiés, le public arrivait à débrouiller les ténébreuses intentions de ses peintres favoris, et, à l'aide d'une clé, il déchiffrait même les énigmes les plus compliquées. Le souverain cependant ne cessait de talonner ses artistes, pressé qu'il était d'orner au plus vite la nouvelle Athènes. A sa demande, les cartons se succédaient avec rapidité, bien qu'ils fussent de dimensions formidables. Les œuvres isolées ne suffisaient plus; il fallait des ensembles pour dérouler l'histoire de l'humanité, pour célébrer les origines et les gloires de la patrie allemande ou échafauder l'appareil laborieux d'une théologie souvent très peu orthodoxe. Chaque œuvre en elle-même n'offrait peut-être pas, séparément, un grand intérêt, mais on aimait à penser que la réunion de

beaucoup d'œuvres leur prêterait quelque valeur, et l'improvisation devenait ainsi le régime habituel des maîtres de Munich.

Trop longtemps encouragés par les complaisantes complicités du public et de la critique et par la faveur des souverains, ces excès devaient pourtant avoir un terme. Bien qu'on eût élevé bon nombre de monumens sans destination, les murailles elles-mêmes commençaient à manquer. Sur les fresques exposées à l'air, le temps, lui aussi, accomplissait peu à peu son œuvre de détérioration, au milieu d'une indifférence croissante; il y avait comme une convention tacite de ne pas lui disputer sa proie. Aujourd'hui la pluie et les frimas ont eu également raison des caricatures colossales et des inspirations austères. La destruction est à peu près complète, et personne ne songe à élever la voix pour réclamer. Quant aux œuvres qui, placées à l'intérieur des édifices, semblent préservées de pareilles injures, le sort de la plupart d'entre elles est peut-être plus lamentable encore : elles attirent à peine le regard. La lourde ordonnance de ces vastes machines, l'enchevêtrement et l'accumulation des épisodes disparates qu'elles renferment, en font encore mieux ressortir maintenant toute la pauvreté : elles ne subsistent plus que comme les témoignages d'un art dont les hautes visées accusent cruellement l'impuissance.

La fresque avait absorbé toute l'activité des maîtres de Munich. Sans doute ils jugeaient indigne de leur génie de s'abaisser jusqu'à la peinture de chevalet, et peut-être aussi un peu imprudent pour leur renommée de s'exposer à des comparaisons indiscrètes. Une visite faite à la nouvelle Pinacothèque ne justifie que trop le sentiment d'une pareille défiance. Jamais assurément nous n'avons, pour notre part, éprouvé semblable déception, et il nous paraît difficile qu'en aucun autre lieu du monde on puisse rencontrer un tel amas d'œuvres sans nom. Il y a là des kilomètres de mauvaise peinture, et l'on peut errer longtemps dans ces vastes salles sans trouver où y reposer le regard. A peine quatre ou cinq tableaux mériteraient-ils d'être distingués dans cette foule; encore ne sont-ils pas tous l'œuvre d'artistes allemands. Une salle entière est consacrée à Rottmann, dessinateur exact et habile qui, dans ses nombreuses vues de Grèce, a cru devoir recourir à des effets violens et aux fantasmagories de lumière les plus étranges afin de mettre quelque variété dans cette réunion de paysages de dimensions pareilles, juxtaposés sous un jour factice qui en exagère encore les contrastes. Les plus simples de ces ouvrages sont les plus remarquables, et nous leur préférons même les aquarelles et les dessins faits d'après nature qui permettent de mieux apprécier les qualités très réelles de ce peintre. Un autre artiste, Piloty, tient ici avec honneur la place que Delaroche et Gallait ont prise en France et en Belgique. Le *Triomphe*

de Germanicus, malgré son exagération théâtrale et le luxe des détails archéologiques qui s'y étalent un peu trop complaisamment, dénote une entente de l'effet et une adresse d'exécution peu communes. De pareils ouvrages, sans être des chefs-d'œuvre, tranchent sur la médiocrité ou la nullité complète de la plupart des peintures admises dans cette triste collection.

Les expositions publiques ou privées qui abondent à Munich ne font que confirmer la fâcheuse opinion qu'il faut garder de l'état actuel de la peinture allemande. Voici à l'Odéon, au milieu de toiles assez vulgaires, un tableau que la signature seule pouvait signaler à notre attention. Il s'agit d'une altercation entre Marie Stuart et Élisabeth, par W. de Kaulbach. On imaginerait difficilement une mise en scène aussi misérable. Qu'on se figure deux princesses de rencontre, vêtues d'oripeaux de louage, s'abordant avec une vivacité de pantomime qui conviendrait à peine à deux mégères de la halle. Les gestes, le dessin, la couleur, le fond de paysage, le rosier artificiel placé dans un coin et le faucon grossièrement empaillé du premier plan, tout est de même force dans cette œuvre signée pourtant d'un nom que naguère encore l'Allemagne ne prononçait qu'avec orgueil.

On a quelque scrupule de rester sur de semblables impressions. Cherchons donc encore. Aussi bien les occasions de nous éclairer ne manquent pas ici : en face même du musée de sculpture s'élève un grand bâtiment consacré à une exhibition permanente d'œuvres modernes. Ces œuvres marquent un certain progrès dans l'exécution, mais on ne se ferait guère idée de la vulgarité, de la puérilité parfaite des sujets qui défraient aujourd'hui les artistes allemands. Après les grands airs qu'affectait la génération précédente, la chute paraît soudaine, et les aspirations sont maintenant devenues par trop modestes. On est confondu de retrouver intacte la collection de ces antiques plaisanteries qui ont depuis longtemps perdu toute fraîcheur : *la Confession embarrassante*, *les Touristes surpris par une averse*, *l'Escalade ou les dangers de la vertu*, *les Bons Petits Enfans*, *le Berceau sous la garde du chien fidèle*, *l'Arrivée de la Tante* et *la Visite du Curé à contre-temps*; il en faut passer et non des meilleures. Aucune de ces vénérables facéties ne manque à l'appel, et notez que les grosses intentions y sont soulignées et commentées avec une abondance de précautions humiliante pour l'intelligence des spectateurs. Le tout est entremêlé de modèles d'atelier travestis en Romaines, en Égyptiennes ou en Madeleines, et de panoramas géographiques, d'orages qui n'ont rien de terrible, de paysages où le rose, le violet et l'indigo dominent avec une audacieuse naïveté.

C'est au Palais de Cristal que, cherchant à compléter ces rapides

indications sur l'art contemporain en Allemagne, nous avons pu enfin découvrir quelques œuvres d'une véritable valeur. Nous y retrouvions plusieurs des artistes connus en France pour la part qu'ils ont prise à nos salons parisiens : Schreyer, Hoguet, les deux Meyerheim, André Achenbach et le Suisse Vautier, maintenant fixé à Dusseldorf. Le directeur de l'Académie de Berlin, A. de Werner, avait exposé le fragment important d'une frise destinée à être reproduite en mosaïque pour perpétuer le double souvenir de la guerre de France et de la fondation de l'empire d'Allemagne. Le rôle peu flatteur qu'il y avait assigné à notre pays ne saurait nous empêcher de rendre pleine justice à l'habileté du peintre au point de vue de l'exécution ; mais, quelle que soit notre impartialité, il nous serait plus difficile de louer cette composition, dans laquelle les figures symboliques se mêlent de la façon la plus imprévue à des personnages très réels qui, revêtus de leurs uniformes, présentent des types bien connus et dont la ressemblance n'a rien d'idéal.

Les victoires allemandes, Wœrth, Sedan, Champigny, l'entrée nocturne à Orléans, bien d'autres épisodes encore, occupaient naturellement une grosse place à cette exposition, mais sans que le talent s'y montrât toujours à la hauteur des intentions patriotiques. En parcourant ces salles, nous songions involontairement que, si les œuvres inspirées à nos sculpteurs et à nos peintres par nos revers étaient rapprochées des œuvres germaniques, nous ne ferions pas, dans cette lutte pacifique, trop mauvaise figure en face de nos vainqueurs. Quant aux héros mêmes de la guerre de 1870, on en avait mutiplié les effigies. Vis-à-vis de l'entrée le buste « colossal » du roi de Bavière, l'air inspiré, les yeux levés au ciel, frappait le visiteur. Tout contre, un Prince de Bismarck en zinc, d'une grosseur effrayante, était coté 10,500 marcs ; çà et là, des rois, des princes, des généraux, dans les attitudes les plus variées, formaient comme un congrès des illustrations militaires ou politiques de l'Allemagne. Malgré l'attrait que pouvait présenter une telle réunion, la foule, apparemment un peu rassasiée de pareils spectacles, se portait de préférence vers les peintures du Viennois H. Makart, un coloriste que les lauriers de Regnault empêchent sans doute de dormir. Sa *Navigation sur le Nil* était une œuvre d'un réel mérite, mais où la hardiesse du parti-pris et l'éclat à outrance des colorations masquaient mal l'incorrection des formes et le décousu de la composition.

Fort au-dessus de ces toiles tapageuses, il convenait de mettre de simples aquarelles d'A. Menzel, un peintre berlinois, connu par une série de tableaux et de dessins consacrés à Frédéric II. Dans un genre plus modeste, l'exposition de Munich nous offrait de lui une dizaine d'œuvres charmantes, représentant les sujets les plus

divers et dénotant une souplesse de talent et une réunion de qualités tout à fait exceptionnelles. La *Rentrée des troupes à Berlin* après la guerre de 1866 était la plus étudiée de ces compositions. Au milieu, dans la rue, les vainqueurs défilent sous une pluie de bouquets; mais dans les maisons qui s'élèvent de part et d'autre, l'artiste a groupé les contrastes que comportait un pareil jour. A gauche, on est tout entier à la joie, à l'ivresse du triomphe; tandis qu'à droite on recueille avec précaution des blessés, on les entoure de soins attentifs, et à l'écart de pauvres parens, vêtus de deuil, se dérobent à l'allégresse générale pour pleurer leurs chers absens. Citons encore, comme deux merveilles, les intérieurs d'église, à Inspruck et à Salzbourg, du même peintre. En haut, vivement éclairés, de blanches murailles, des tableaux, des autels tout resplendissans de dorures; puis, par des dégradations insensibles, une lumière qui décroît, des cierges allumés qui brillent dans une ombre mystérieuse et tiède, et au premier plan, des fidèles, des femmes absorbées dans leur prière avec une impression de silence et d'intime recueillement. Au lieu des lourdeurs et des prétentions que, trop souvent jusqu'ici nous avons eu à signaler dans les œuvres des peintres allemands, voici enfin un véritable artiste, plein de tact et de goût, d'élégance et de grâce facile, et qui soutiendrait dignement toute comparaison avec les plus fins de nos maîtres français.

II.

A côté des œuvres des artistes contemporains, le Palais de Cristal contenait une exposition des industries de luxe de l'Allemagne et une exposition rétrospective. Cette manifestation, due à l'initiative privée, était exclusivement germanique. Le but qu'on avait en vue devait lui attirer la sympathie qu'elle avait rencontrée : on voulait, en rapprochant ainsi l'art et l'industrie, amener entre l'une et l'autre cette alliance étroite dont le passé avait offert la complète expression et l'exemple. Mais, au lieu d'assigner, dans le vaste local dont on disposait, des emplacemens différens aux productions des artistes et à celles des industriels, on les avait indistinctement mêlées. Côte à côte, par une innovation tout à fait malencontreuse, tableaux, trophées d'armes, glaces et tapisseries s'étalaient sur les mêmes murailles, et les sculptures originales n'étaient point séparées des reproductions de statues, en fonte ou en terre cuite. Ce n'était plus un rapprochement, c'était une confusion aussi fâcheuse pour les artistes que pour les industriels, ni les uns ni les autres n'ayant à gagner à cette promiscuité. Bien qu'on eût eu l'intention de n'admettre que des produits qui, par

leur mérite, confinassent à l'art, fort peu, au point de vue du goût, nous semblaient dignes d'être cités, et nos investigations pour découvrir au milieu de ces nombreuses salles quelque trace d'originalité ont été, nous l'avouons, presque vaines. En dehors de la section autrichienne, qui, bien que très incomplète, montrait cependant une supériorité marquée et des progrès très réels, à peine est-il permis de signaler, dans la partie consacrée à l'empire germanique, des papiers de tenture d'une ornementation sobre et riche, des poêles de faïence ornée de peintures, des services en porcelaine de Meissen à décors rouges ou bleus, très simples, mais d'un agréable effet sur une table, avec les nappages à broderies assorties qui les accompagnaient, enfin un paravent à panneaux peints à l'huile par un artiste fort habile du nom de Schachinger. On n'imagine rien de plus coquet et de plus gai que ces fleurs, ces oiseaux, ces poissons, ces herbages semés comme au hasard sur un fond d'or, dont la facture élégante et le spirituel caprice dénotent une entente parfaite de l'art décoratif. L'originalité de ces charmans ouvrages avait été, croyons-nous, déjà remarquée à l'exposition universelle de Vienne; mais, à proprement parler, ce n'est plus là de l'industrie, c'est déjà de l'art pur.

A part ces trop rares exceptions, les produits exposés ne présentaient guère que des imitations assez maladroites du passé, et surtout des contrefaçons peu déguisées de l'industrie parisienne. Les essais de créations nouvelles ne brillaient ni par le goût, ni par la grâce. Le manque d'harmonie dans les formes et encore plus dans les couleurs, le défaut d'appropriation du travail par rapport à la matière employée et à la destination même des objets, l'accumulation des détails, la complication des saillies sans aucun respect de l'ensemble, la bizarrerie des inventions et, par-dessus tout, la lourdeur de l'ornementation, tels sont quelques-uns des défauts qui le plus souvent déparent les produits allemands. Il y avait là des marqueteries de bois des nuances les plus disparates; des châles d'une fabrication très soignée, mais horribles à voir avec leurs bariolages d'un jaune faux mêlés à des arabesques lie de vin ou rouge fade; des éventails dont les peintures sèches et criardes semblaient découpées à l'emporte-pièce; des porcelaines de Berlin d'une dureté impitoyable; des fleurs artificielles tristement violacées; des bijoux massifs, garantis en or pur, grossiers pastiches de l'art étrusque, assyrien ou égyptien; enfin des albums, semblables à de grands coffres, dont des architectes en renom avaient fourni les plans, et à la décoration desquels avaient concouru des légions de ciseleurs, de relieurs, de statuaires, de peintres et de mosaïstes, chacun s'évertuant à sa façon sans se préoccuper de ses autres collaborateurs et

aboutissant, par cette association d'efforts mal concertés, à des prodiges de mauvais goût.

Ce n'était pas encore là assurément une revanche de Philadelphie, et les chefs-d'œuvre du passé, exposés dans les salles voisines, en facilitant les comparaisons, ne faisaient que mieux ressortir l'infériorité actuelle de l'industrie allemande. Le vaste ensemble de cette exhibition rétrospective, qui ne comprenait pas moins de 2,905 numéros, se composait exclusivement d'œuvres germaniques. Tous les souverains et la plupart des princes allemands, les musées des états et ceux des grandes villes, les chapitres des cathédrales et les simples collectionneurs avaient tenu à honneur de collaborer à cette patriotique entreprise. Le South-Kensington de Londres y avait lui-même contribué pour un envoi considérable qui remplissait quatre grandes vitrines. Comme le disait le catalogue, « des Vosges aux confins de la vieille Saxe, des Alpes aux rives de la Mer du Nord, l'appel avait été entendu. » On avait même quelque peu empiété sur les voisins, et, sous prétexte de suivre les influences de l'art germanique, avec cette élasticité géographique dont l'Allemagne a le secret toutes les fois qu'il s'agit d'élargir ses frontières, la Hollande, la Suisse et la Bourgogne avaient été portées à son actif.

Nous ne saurions entrer dans le détail de tant de merveilles exposées, et la plus sèche nomenclature des ouvrages les plus intéressans dans chaque catégorie nous entraînerait encore beaucoup trop loin. L'orfèvrerie, avec ses châsses, ses ostensoirs ou ses hanaps d'une contenance pantagruélique, les étoffes, les manuscrits, et surtout la collection des incunables, étaient particulièrement riches et offraient pour les archéologues et les historiens, aussi bien que pour les artistes, ample matière à l'étude. Tous les objets avaient été classés dans un ordre logique avec un goût parfait. En trouvant rapprochés entre eux les travaux de même nature d'après leur groupement chronologique, le visiteur assistait en quelque sorte à la naissance, au développement et aux transformations successives des diverses industries, et les enseignemens se présentaient d'eux-mêmes à son esprit.

Si, pour la sévérité des choix et pour l'arrangement méthodique, l'exposition rétrospective du Palais de Cristal méritait d'être proposée comme modèle, nous voudrions pouvoir accorder les mêmes éloges à l'installation du Musée national bavarois. Commencée en 1855, cette collection, destinée à élever le niveau de la production industrielle, s'est rapidement accrue et remplit presque entièrement aujourd'hui l'immense palais construit de 1855 à 1866 pour la recevoir. C'est un édifice d'assez laide d'apparence, bâti dans ce style bâtard connu sous le nom de néo-munichois, composé étrange d'é-

lémens empruntés à la fois au moyen âge et à la renaissance, et mélangés sans grand souci des proportions ni des convenances. La statue en zinc de la Bavière, accompagnée de son lion symbolique, couronne la façade plate et monotone. Rien à l'extérieur n'indique la destination de l'édifice, pas même cette inscription d'une emphase énigmatique : *A mon peuple, honneur et exemple!* Les dispositions intérieures ne témoignent pas non plus d'une appropriation bien intelligente, et à chaque étage se développe une longue file de salles toutes pareilles dans leur structure et leur aménagement. Nous ne parlerons pas des cent quarante-quatre fresques qui décorent (est-ce bien le mot?) le premier étage. Ces peintures, inspirées par l'histoire de la Bavière et de ses différens cercles, montrent trop crûment les hâtes imprudentes de l'improvisation, et leur coloriage intempérant ne sert que médiocrement à faire ressortir les objets exposés. Ces objets eux-mêmes sont entassés comme au hasard. On a pris de toutes mains, sans grand choix, et, à côté d'œuvres d'une beauté incontestable, on a admis des œuvres tout à fait insignifiantes ou des répétitions multipliées qui fatiguent l'attention.

Malgré bien des lacunes, la portion du musée consacrée au moyen âge est la plus intéressante, la seule qui ait un caractère vraiment national. En parcourant ces salles, on y peut suivre les manifestations diverses d'un art local qui, à défaut d'un goût très pur, eut cependant pour lui quelque force et quelque variété dans ses inventions. On n'a pas cru devoir écarter absolument les objets qui n'offrent qu'un intérêt purement archéologique, mais on les a relégués à part, et un cabinet contigu renferme les instrumens de torture, les chevalets, les roues et les siéges garnis de pointes acérées qui, en se rapprochant, étreignaient les malheureux patiens. D'autres objets y figurent également qui servaient à des châtimens moins cruels, mais en rapport avec les vices qu'il s'agissait de réprimer, comme les couronnes et les longues tresses de paille, coiffures destinées aux femmes de mauvaise vie, et les tonneaux décorés de peintures dans lesquels on promenait les ivrognes. On a même étalé sous le porche, nous ne chercherons pas à quel titre, plusieurs canons français, trophées de la dernière guerre, autour desquels se pressent les curieux, et parmi ces canons une pièce de rempart prise à Strasbourg et portant la marque glorieuse des vingt-huit projectiles qui l'ont atteinte et mutilée.

Au premier étage, il n'y a plus trace d'ordre chronologique ni même de préoccupations nationales. Les objets recueillis sont de toute origine, et ils sont disposés, sans aucun choix, par genre d'industrie : la céramique avec des spécimens assez remarquables des fabriques de Berlin, de Meissen, de Hœchst et de Frankenthal,

des grès du Rhin, des plaques de faïence de Nuremberg ayant servi à la décoration de ces grands poêles qui sont encore usités en Allemagne, mais tout cela mêlé avec des majoliques modernes de Minton, des verres de Venise, des échantillons clair-semés et peu heureux de Sèvres, de la Chine et du Japon, — des étoffes et des tentures anciennes, des tapis de Perse et des tissus de Lyon, des ouvrages de ferronnerie, des armes, quelques-unes d'un travail très fin, d'autres, et en grand nombre, assez grossières. Çà et là des souvenirs qui n'ont d'autre intérêt que leur provenance : une souquenille de Frédéric II, usée jusqu'à la corde, et qui atteste les habitudes peu raffinées de l'ami de Voltaire; des défroques d'électeurs et les habits de gala des derniers souverains, ou bien de vraies puérilités comme les petits ménages et les jouets d'enfans, ou encore, parmi les instrumens de musique, cette guitare tout à fait primitive, façonnée pendant le siége de Pavie par deux soldats bavarois avec des boîtes à cigares et des crins de cheval.

Au second étage, rempli en grande partie d'œuvres allemandes, le classement s'est fait non plus par catégories d'objets, mais par ordre chronologique, à partir de la renaissance. C'est une vraie profusion de coffrets, de bahuts, d'ivoires sculptés, d'horloges et d'ouvrages d'orfévrerie tout hérissés de ciselures, mais dans lesquels le mérite du travail ne répond que rarement à l'abondance et à la richesse de la matière. A mesure qu'on s'avance vers les temps modernes, les progrès du mauvais goût s'accusent de plus en plus, et si par hasard, au milieu de cet encombrement, on découvre quelque objet digne d'être remarqué, il y a gros à parier qu'il n'est pas de provenance germanique. Après Albert Dürer et ses élèves, toute trace d'originalité a disparu dans l'art aussi bien que dans l'industrie en Allemagne; l'une et l'autre, après avoir vainement cherché leurs inspirations en Italie, se tournent vers la France, qui seule désormais va pourvoir le monde de modèles industriels.

C'est au Musée de Munich qu'il faut voir ce que devient la fabrication des objets d'art dans un pays lorsqu'elle ne vit plus que d'imitation. On se ferait difficilement l'idée d'un appauvrissement aussi complet. Les témoignages n'en ont pas été épargnés, et les spécimens du rococo allemand s'étalent ici avec une inconcevable complaisance. Comment notre style Louis XV, si fin, si souple, d'une élégance si aisée dans ses allures, a-t-il pu inspirer ces formes raides et prétentieuses? Ce ne sont partout que meubles ventrus, aux cuivres gauchement contournés, trumeaux remplis de bergers rougeauds ou de nymphes rebondies, lourdes volées d'amours au milieu de guirlandes massives et d'ornemens bizarres entassés de la façon la plus grotesque. Tout ce qui remplit les dernières salles est de ce goût faux et pesant auquel l'Allemagne s'est obstinée au siècle der-

nier, et nous ne voyons pas en quoi ces tristes reliques d'un passé qui n'a rien de glorieux peuvent servir « à l'honneur et à l'exemple d'un peuple! » Aussi chez le visiteur l'écœurement succède-t-il bientôt à la curiosité; il presse le pas, renonçant à faire un triage dont les organisateurs du musée auraient dû se charger, et il se demande comment des industriels ou des travailleurs, sans guide au milieu d'un tel entassement, peuvent y faire les distinctions nécessaires. Nous avons vu nous-même dans les salles du musée des dessinateurs qui copiaient avec le plus grand soin des objets du goût le plus détestable, destinés apparemment par eux à servir de modèle à l'industrie contemporaine.

L'exposition industrielle de Munich permettait d'apprécier les conséquences de pareils enseignemens; mais, sans sortir du Palais de Cristal, on pouvait voir aussi les efforts faits pour élever le niveau du goût dans la production. Déjà, à la suite de l'exposition de 1867, nos voisins, justement préoccupés de leur infériorité sous ce rapport, avaient jeté le cri d'alarme. Dans les capitales et jusque dans les moindres centres, ils s'étaient appliqués à la création ou au développement de musées industriels et à la réforme de l'enseignement du dessin. Cet enseignement, d'après les décisions d'un congrès récent, doit être désormais organisé dans toutes les villes qui comptent plus de 10,000 âmes, et les relevés statistiques montrent que, pour certains pays, le Wurtemberg, par exemple, les résultats obtenus à cet égard sont déjà considérables. Des centres modestes tels que Cannstatt, Essling, Heilbronn, qui n'ont pas plus de 15,000 à 20,000 habitans, comptent déjà chacun plus de 150 élèves suivant les cours de dessin; Stuttgart, avec 107,000 habitans, a 663 élèves; 15 professeurs sont attachés à l'école d'art industriel de Munich, et à Berlin, à Vienne, à Dresde, le programme des écoles de dessin fréquentées par les garçons ou par les filles est des plus complets. Comme nous avons pu le constater d'après la nombreuse et intéressante exposition des travaux de ces écoles, installée également au Palais de Cristal, on a particulièrement insisté sur l'enseignement spécial que peuvent réclamer dans les diverses localités les fabrications propres à chacune d'elles. On a mis également la plus louable émulation à procurer aux jeunes filles l'accès de certaines professions avantageuses pour elles, parce que, sans exiger aucun déploiement de force, elles mettent en œuvre des qualités qui leur sont naturelles et peuvent, le plus souvent, être exercées au foyer même de la famille. Une large part leur était donc faite dans cette exposition, où l'on pouvait voir, non-seulement leurs dessins, mais les applications qu'elles font de leurs travaux scolaires à la confection de broderies, de tapisserie, d'ouvrages au

crochet et de tricots, à la peinture sur éventails ou sur porcelaine, et surtout à la gravure sur bois.

Le gouvernement, les municipalités, les particuliers eux-mêmes ont fait de grands sacrifices pour la création ou l'extension de ces cours publics, très largement dotés. On s'applique à stimuler le zèle des professeurs et celui des élèves; dans les établissemens importans, des subventions sont accordées aux écoliers les plus capables pour accomplir les voyages qu'on juge utiles à leur instruction. Enfin le fonds des modèles en usage s'améliore peu à peu, et nous avons éprouvé une satisfaction bien légitime en constatant que ce fonds est le plus souvent emprunté à la France. Cependant, malgré tous ces efforts et ces encouragemens, les résultats obtenus n'ont été jusqu'ici ni bien décisifs, ni bien prompts. On n'improvise pas une révolution dans le goût d'un peuple, et les progrès en pareille matière ne sauraient se décréter. Or l'infériorité relative de nos voisins tient à des causes anciennes et multiples qui ont été plus d'une fois signalées par les critiques allemands eux-mêmes. Parmi elles, il nous sera permis de noter à notre tour cette disposition fâcheuse qui tend chez eux à spécialiser prématurément l'enseignement dans les arts du dessin. En poussant dans cette voie les jeunes gens déjà assez enclins par eux-mêmes à abréger le temps qu'ils consacrent aux études désintéressées, on néglige de leur procurer le bénéfice d'une instruction générale qui seule pourrait assurer le développement ultérieur de leur talent. Au lieu d'acquérir ces principes féconds d'où dérivent naturellement toutes les applications, ils se noient dans les détails sans soupçonner les liens qu'il faudrait établir entre eux. Et notez que ce n'est pas seulement dans les choses de l'art que ces tendances se produisent au-delà du Rhin : un des chimistes les plus distingués de l'Allemagne, H. Kolbe, déplorant, lui aussi, il y a peu de temps, l'abaissement qu'il avait été à même de constater dans les études scientifiques, croyait devoir l'attribuer à cette manie de spécialisations hâtives qui pousse les jeunes gens à se cantonner dans un sujet d'études restreint, non pour le mieux approfondir, mais pour s'y faire à bon marché une notoriété rapide et fructueuse.

Quoi d'étonnant si, dans de telles conditions, l'industrie souffre et languit, elle qui ne vaut qu'à proportion de ce que valent la science et l'art purs, ses deux pôles naturels! Il faut qu'une nation, sans prétendre escompter à trop courte échéance les résultats de son travail, mérite, par la constance et l'élévation des vues, les progrès qu'elle aspire à réaliser dans l'ordre pratique. C'est à restaurer dans l'art et à maintenir dans la science le culte de l'étude désintéressée que nos voisins doivent s'appliquer s'ils veulent sortir de la crise redoutable que traverse en ce moment leur industrie.

III.

Ainsi que son nom l'indique de façon un peu pédante, la Glyptothèque est le musée de sculpture de Munich. C'est un vaste bâtiment construit par M. de Klenze et d'une parfaite appropriation. Une suite de salles, prenant jour sur une cour intérieure, renferment les sculptures disposées autant que possible suivant l'ordre chronologique. Ces salles sont peu remplies; quelques-unes même sont encore entièrement vides. Malgré sa fondation récente, la Glyptothèque renferme cependant quelques antiques remarquables. Nous nous contenterons de citer en passant des bas-reliefs de bronze, fragmens d'un char étrusque trouvé près de Pérouse, travail d'un art encore grossier et d'une très haute antiquité; un Apollon découvert au pied de l'Acrocorinthe, œuvre d'un style primitif et d'une raideur tout à fait hiératique avec sa tête étrange et ses bras collés au corps, mais dont certains morceaux, les jambes par exemple, sont déjà d'un modelé très habile: enfin le *Satyre endormi*, connu sous le nom de *Faune Barberini*, admirable de largeur et de délicatesse, bien qu'un peu compromis par des restaurations maladroites. La souplesse du torse, la grâce nonchalante de la tête, doucement penchée sur un bras, l'abandon de la pose, tout dans cette belle figure respire le calme et la poésie du sommeil. Mais, quel que soit le mérite de ces ouvrages, il est permis de dire que les marbres d'Égine constituent la véritable richesse du musée, et en font un foyer d'études exceptionnel pour l'histoire de la sculpture grecque.

Tout ce qui se rattache à leur découverte a été exposé ici même avec détail (1). Quant à la question archéologique soulevée à cet égard, bien que les savans de l'Allemagne aient dépensé pour la résoudre des flots d'encre et qu'ils aient échangé entre eux mainte aménité, il faut convenir que les solutions présentées par eux ne s'imposent pas avec un caractère suffisant de certitude. Aujourd'hui que le débat semble un peu calmé, nous n'avons ni le goût ni la prétention de le renouveler. En nous abstenant de toute appellation formelle pour la lutte à laquelle ces guerriers prennent part, nous nous bornerons à y voir ce que tous s'accordent à y reconnaître, c'est-à-dire un de ces combats homériques dont la représentation fut primitivement fort usitée en Grèce. Le point de vue esthétique d'ailleurs domine singulièrement ici la question archéologique et nous paraît avoir un bien autre intérêt. Les œuvres que nous considérons ont sous ce rapport un caractère très nettement défini :

(1) H. Taraud, *de l'Art grec*. — *Revue* du 15 septembre 1859.

elles appartiennent à la période qui a précédé immédiatement l'avénement de Phidias et par conséquent l'apogée de l'art grec.

Ces précieuses statues sont au nombre de dix-sept. Toutes, sauf une figure de Minerve, représentent des guerriers qui combattent, qui lancent des flèches, qui frappent ou qui succombent, les armes à la main. Leurs mouvemens violens, leurs attitudes animées, nous montrent que nous sommes déjà loin de la raideur et de l'inertie traditionnelles imposées à la sculpture primitive. La réaction est évidente, et l'étude directe de la nature se manifeste profondément ici par la puissance de l'imitation et du réalisme. C'est la vie elle-même qui circule dans ces corps souples et trapus auxquels l'ardeur de la lutte communique une énergie singulière. Le choix des formes et la clairvoyance avec laquelle sont saisis les traits qui accusent le caractère annoncent de plus un art déjà dégagé des entraves d'une imitation littérale. Avec l'adresse de la main, on sent le travail d'un esprit qui réfléchit, qui compare et résume. Quelque trace des conventions de la période hiératique a cependant persisté; chez tous ces combattans, la fixité et l'impersonnalité des têtes contrastent étrangement avec l'extrême variété des actions. Un sourire presque pareil plisse leurs lèvres minces et légèrement relevées; les yeux vagues regardent avec placidité, et, malgré la chaleur de la lutte, les barbes correctement frisées et les chevelures aux boucles symétriques encadrent des visages à peu près impassibles et d'une coupe presque uniforme. Si flagrant que soit ce contraste, il nous semble cependant que M. Vitet en a exagéré les termes dans son étude, si remarquable d'ailleurs, consacrée aux marbres d'Éleusis (1), quand, en leur comparant les Éginètes, il nous parle « de leurs têtes hideuses,... de ces visages sans vie, sans intelligence, immobiles, grimaçans, hébétés; de ces physionomies presque bestiales qui semblent l'œuvre d'un art moitié puéril, moitié barbare. » Ni l'impassibilité, ni la similitude, ni surtout la laideur, ne sont aussi absolues dans ces figures. En les étudiant de près, on peut y constater de légères différences dans l'âge et le caractère des combattans, et noter même l'expression d'une vive douleur chez celui qui arrache de sa blessure le trait qui y était resté fixé. Un seul personnage a pleinement conservé l'attitude imposée par la tradition, c'est la Minerve qui séparait les deux groupes de guerriers, et la persistance du style archaïque s'explique ici d'elle-même. Placée au centre du fronton, cette figure est de taille plus haute, ainsi qu'il convient à une déesse. Sa tournure raide, son corps vu de face, tandis que les pieds sont de profil, comme dans les statues égyptiennes, ses draperies retombant en plis droits, étagés symé-

(1) Voyez la *Revue* du 1er mars 1850.

triquement, tout en elle porte le cachet de la tradition sacerdotale et d'une rudesse encore extrême.

Mais, si les types des combattans sont presque identiques, s'il est permis d'y voir moins des hommes différens qu'un même homme différencié par ses attitudes, comme, en revanche, ce seul type de force et de jeunesse est pleinement exprimé! Quelle vérité, quelle justesse, quelle science déjà dans ces mouvemens, dans cette façon de traiter le corps humain! Quelle entente du rôle qu'y joue chacun des membres en vue d'une action déterminée! Voyez par exemple cet archer à genoux qui s'apprête à lancer sa flèche. Comme il est ramassé pour l'effort, comme l'équilibre de son corps est rigoureux malgré la complication des lignes qui pouvaient en compromettre la solidité! L'une des jambes violemment repliée sous lui le supporte; l'autre est franchement étendue. La main gauche, avec une rigidité pour ainsi dire métallique, maintient l'arc dans une immobilité parfaite, tandis que la main droite pèse sur la corde et semble calculer sa tension. La fixité des appuis est si clairement accusée et la répartition des masses si habile que la divergence des lignes n'altère en rien l'unité de la figure. On sent l'archer exercé dans cette pose si savamment naturelle et dont la silhouette, quoique très accidentée, reste cependant tout à fait sculpturale.

C'est bien à Égine que les manifestations d'un art déjà si accompli devaient se produire et se développer. On sait en effet le rôle que la situation de cette île, aussi bien que les qualités propres de ses habitans, lui avaient de bonne heure assigné. Quels exemples et quels enseignemens ce petit peuple avait-il tirés de ses relations avec l'Égypte et l'Asie? quelle fut sa part d'originalité inventive? Il n'est point aisé de le dire. C'est là un de ces problèmes délicats qui se présentent à l'origine de toutes les apparitions de l'art. Tandis que son épanouissement est marqué chez les diverses nations par des différences profondes, ses premiers essais offrent le plus souvent des caractères nombreux de ressemblance. Est-ce l'unité même de l'esprit humain qui s'affirme ainsi dans des tâtonnemens pareils? Est-ce au contraire une filiation directe qui, par des importations et des imitations successives, donne lieu à ces analogies? N'est-ce pas plutôt enfin de ces deux sources réunies qu'elles dérivent naturellement? Quoi qu'il en soit, et si grandes qu'on veuille les faire, les influences du dehors durent être bientôt modifiées chez les Éginètes par leur génie natif. Courageux dans les combats, navigateurs habiles et hardis, leur civilisation précoce nous est attestée par le renom de sagesse et de justice de leurs rois, par la gloire légitime de leurs architectes et de leurs sculpteurs. Grâce à sa souplesse et à sa vigueur, cette race d'élite remportait de nombreux

triomphes dans les jeux publics de la Grèce, et l'importance qu'on attachait à ces victoires est assez prouvée par les chants des poètes, par les entretiens des philosophes, par les œuvres des artistes qui s'appliquaient à l'envi, les uns et les autres, à en consacrer le souvenir. Aussi les enfans, les coureurs, les athlètes, tous ceux qui aspiraient à obtenir des couronnes dans les jeux olympiques, étaient-ils soumis à des conditions spéciales d'entraînement, raisonnées en vue des buts différens qu'on pouvait se proposer, et si les artistes anciens ne pratiquaient pas les recherches anatomiques inaugurées par la renaissance, ils avaient en revanche toutes les facilités désirables pour se renseigner sur la beauté extérieure des formes et sur les modifications qu'amènent pour chacune d'elles toutes les libres expansions de la vie. Ainsi que l'a si bien fait observer M. Guillaume, « c'était surtout dans les gymnases que pouvait se faire l'éducation des sculpteurs. Là, entre les entretiens des sages, les hommes et les jeunes gens se livraient aux exercices athlétiques. Chacun d'eux, dans sa nudité sacramentelle et sous les yeux de tous, développait sa force, soit en vue d'obtenir dans son corps un équilibre général, soit pour briller dans des exercices de légèreté, de force ou d'adresse. »

C'est à une telle école que s'était formé l'art dont la Glyptothèque nous montre les précieux et presque les seuls monumens, art d'une grande puissance et d'une logique indéfinie. Sans doute, la géométrie en est parfois trop apparente, la statique trop accusée et la rigidité excessive; mais, tel qu'il est, il marque un progrès immense sur les âges précédens. Il fait plus que précéder la grande époque, on peut dire qu'il l'amène. Quand, dans une petite île si voisine d'Athènes, on rencontre déjà cette parfaite connaissance du corps humain, cette vérité des mouvemens, cette entente des proportions, ce travail simple et nerveux, cet air de force et de santé, cet équilibre dans la construction des figures, cette énergie dans leur action, on comprend que Phidias pouvait venir. S'appropriant toute cette science, il allait en masquer la rigueur, lui imprimer un cachet d'aisance et de liberté, réduire à de justes limites l'accentuation de ces formes et de ces poses anguleuses, assouplir l'exécution, y mettre, avec le tact exquis des convenances, la richesse des combinaisons, unir la hauteur du style au sentiment de la vie, atteindre en tout cette mesure, cette puissance d'expression, cette beauté enfin, qui marquent la perfection de l'art. Si sa part reste assez large pour commander l'admiration, du moins il ne se présente plus à nous comme un génie isolé, naissant subitement et tout d'une pièce. Pas plus que la nature, l'art ne fait de pareils sauts. Les marbres d'Égine expliquent et font pressentir les marbres du Parthénon; c'est assez d'un tel honneur pour dire leur importance.

Singulière destinée de ces chefs-d'œuvre de l'art grec qu'il faut aller maintenant étudier au milieu des brumes de la Tamise ou sous le climat rude et changeant de l'Athènes germanique, tandis que le sol auquel ils ont été arrachés n'a plus à nous en montrer que des fragmens épars! Malgré le prestige qu'ils exercent sur nous dans leur triste exil, on sent que pour les goûter pleinement il faut les replacer par la pensée dans leur vrai milieu, les associer à une architecture dont les saillies et l'orientation même en faisaient ressortir toutes les beautés. C'est là-bas, sur ces rivages heureux que découpe harmonieusement l'azur de la mer, sous ce ciel dont l'azur est plus doux et plus limpide encore, avec le gracieux encadrement des montagnes au profil élégant et pur, au cœur de cette nature à la fois simple et grande, qu'évoquant le souvenir des poètes et des sages, les yeux enivrés de ces radieux spectacles, l'esprit rempli des plus nobles visions, on peut seulement comprendre la perfection souveraine d'un art qui ne devait jamais être dépassé.

IV.

A côté de ses expositions permanentes ou périodiques des œuvres de l'art contemporain, Munich, avec le Musée national bavarois et la Glyptothèque, renferme un grand nombre de collections consacrées à l'art du passé. La bibliothèque, une des plus importantes de l'Europe, possède des manuscrits remarquables par leur haute antiquité, ou par les miniatures et les dessins qui les décorent. Le fonds des médailles, à l'Académie, est surtout riche en types de la Grèce, et la Pinacothèque, outre la galerie de tableaux, contient un cabinet de dessins et d'estampes très libéralement accessible, et une collection de vases antiques dont le catalogue a été dressé par Otto Jahn, un savant que ses travaux archéologiques et ses œuvres de critique musicale ont rendu également célèbre. Une école des arts industriels, fondée en 1868, et d'autres établissemens spéciaux complètent cet ensemble imposant de ressources que la capitale de la Bavière offre à l'étude, et montrent l'intérêt qu'on y attache à la culture des arts et à l'éducation du goût. Il nous reste à parler de la plus importante de ces collections, de celle qui par conséquent réclame de nous un plus long examen. On ne cherchera cependant pas dans ces pages une énumération complète des richesses de la Pinacothèque; qu'on n'y cherche pas non plus une esthétique nouvelle. Nous avouons humblement n'en avoir pas rapporté d'Allemagne, bien qu'il s'en fasse là-bas une assez grosse consommation; mais, essayant d'accomplir sur place, pour le musée de Munich, ce travail de triage et de résumé que le temps et l'éloignement se chargent d'opérer dans l'esprit de chacun de nous, nous nous

sommes efforcé de ne présenter au lecteur que des objets dignes de fixer son attention et d'insister seulement sur ce qui, étant capital, mérite d'être noté. Sans prétendre porter sur tel maître ou sur telle période de l'art des jugemens définitifs, nous croirons avoir assez fait si, en discutant des attributions, en rapprochant des faits et des dates, en rattachant une œuvre à un ensemble, un artiste à une époque, nous pouvons apporter notre modeste contingent d'observations exactes et d'appréciations motivées.

La Pinacothèque est un grand monument assez massif et de style mal défini, construit, comme la Glyptothèque, par l'architecte Klenze, et comme elle aussi dans d'excellentes conditions d'aménagement. Le premier étage, consacré à la galerie de peinture, comprend une suite de vastes salles où sont placées les grandes toiles, et une série de cabinets s'étendant parallèlement à ces salles et dans lesquels les œuvres de moindres dimensions sont exposées à portée du regard. Les tableaux, au nombre de 1,400, proviennent des galeries de Manheim, de Deux-Ponts et de Dusseldorf, ainsi que d'acquisitions successives comme celle de la collection des frères Boisserée et d'autres encore faites par les souverains bavarois, surtout par le roi Louis Ier. On est frappé tout d'abord de l'éclat de ces tableaux, notamment de ceux des écoles flamande et hollandaise, qui constituent la vraie richesse de ce musée. Acquises directement des peintres eux-mêmes par les électeurs qui ont amassé les collections primitives et immobilisées depuis lors, ces œuvres ont été ainsi préservées des injures du temps et des injures, souvent bien plus dangereuses, de restaurations maladroites. Elles se montrent à nous dans leur état natif, et par leur air de santé contrastent avec l'aspect maladif de certains musées qui semblent des hôpitaux de peinture où les tableaux ne parviennent qu'après avoir subi dans leurs douloureuses étapes les traitemens les plus cruels.

On voudrait pouvoir ajouter que le catalogue est en rapport avec des richesses si abondantes et si bien administrées. Quoiqu'il soit en réel progrès sur les éditions antérieures, il est encore trop peu soigné, trop peu au courant, et ne supporte pas la comparaison avec la plupart des livrets de Belgique, de Hollande, d'Angleterre, de France et de l'Allemagne elle-même. Il enregistre complaisamment les attributions les plus douteuses, et si parfois il les contredit dans le supplément, c'est pour les remplacer par des rectifications non moins équivoques. La traduction française de ce catalogue, bien qu'elle émane d'un docteur en philosophie, ancien professeur à l'Académie des beaux-arts, est un chef-d'œuvre de ce français germanique dont les barbaries, nous l'avons appris, ne relèvent pas toujours de la grammaire seule. Du moins les bévues de cette traduction hasardeuse, faite à coups de dictionnaire, ne sont pas de

nature attristante : elles ne mériteraient même pas d'être relevées si leur persistance à travers des tirages déjà nombreux ne semblait révéler comme un parti-pris d'ignorance chez une nation assez prompte cependant à s'égayer de la légèreté française.

Les œuvres des maîtres primitifs de l'Allemagne et des Flandres, réunies en grand nombre à la Pinacothèque, lui donnent une physionomie particulière et permettent de suivre, dès son début, le mouvement des échanges entre le nord et le midi et d'étudier la réciprocité de ces réactions successives. Toutefois, si importantes que soient ces œuvres, elles ne sont ni assez marquantes, ni surtout assez incontestables pour fournir sur les maîtres eux-mêmes des indications bien neuves. Elles suffisent seulement pour confirmer une opinion généralement admise aujourd'hui au sujet de l'influence exercée à l'origine par les écoles rhénanes sur l'école flamande. A cette influence, combinée avec celle des habiles enluminieurs de la cour de Bourgogne, se joignit bientôt le génie propre de maîtres tels que les Van Eyck, Memling et Rogier Van der Weyden. Ceux-ci, on l'a dit avec raison, furent des inventeurs autant dans le domaine de la pensée que dans la pratique même de la peinture. S'ils avaient en quelque manière profité du voisinage et des enseignemens de l'école allemande, ils lui rendirent bien plus qu'ils n'en avaient reçu. Après avoir, par l'originalité de leur talent et l'inconsciente audace de leurs tentatives, provoqué l'admiration des Italiens eux-mêmes, ils allaient aussi renouveler l'art germanique, qui s'était bien vite épuisé. Les écoles locales qui, pendant cette seconde période, avaient essayé de se développer à Ulm, à Augsbourg, à Cologne, n'avaient pas trouvé en effet dans ces différens centres des élémens de vitalité suffisans. Aucun lien ne les rattachait entre elles, et on pouvait croire qu'elles allaient disparaître sans avoir produit aucun artiste supérieur. Les noms de Zeitblom, de Schüdlein, de Martin Schaffner et de Hans Melem ne mériteraient pas de les tirer de l'oubli où elles sont tombées aujourd'hui; mais de ce mouvement un peu confus deux hommes devaient sortir qui seraient les plus hautes et, disons-le aussi, les seules illustrations de l'art allemand : Albert Dürer et Holbein.

Des villes presque voisines les virent naître, et un court intervalle de temps sépare leurs deux naissances; mais avec le bénéfice d'une plus grande proximité de l'Italie, Holbein trouva, en venant au monde près de vingt-cinq ans après Dürer, le mouvement de la renaissance tout à fait accusé. En 1471, au contraire, à Nuremberg on pressentait à peine ce mouvement, et quand le père d'Albert Dürer, un pauvre orfèvre chargé de famille, cédant à la vocation décidée de son fils, le conduisait, âgé de quinze ans, dans l'atelier de Michel Wohlgemuth, c'étaient encore les enseignemens de l'art go-

thique que le jeune homme allait y trouver. Ne soyons pas injustes pourtant ; si, dans les productions du maître de Dürer que possède le musée de Munich : *le Christ au jardin des Oliviers*, *la Descente de croix* et *la Résurrection*, nous remarquons le réalisme outré, les attitudes heurtées, les gestes anguleux, la maigreur des corps, le manque de goût et la vulgarité des types qui déparent la plupart des ouvrages de ses prédécesseurs, il y faudrait reconnaître aussi, sans même que l'attention fût appelée sur lui par la gloire de son élève, des compositions moins chargées, plus d'unité et plus d'équilibre. On sent, avec son génie particulier, l'influence manifeste de l'art flamand, auquel les œuvres et surtout les gravures de Martin Schœngauer, élève de Van der Weyden, l'avaient initié.

Cependant, malgré ces enseignemens, malgré ses relations avec l'Italie, malgré la curiosité naturelle de son esprit et son étonnante habileté de dessinateur, Dürer ne parvint jamais à se dégager complétement de l'art du moyen âge, tel qu'il était alors compris et pratiqué à Nuremberg. Il en a conservé le goût, l'agencement des étoffes avec leurs plis multipliés et leurs brusques cassures, les affectations d'un naturalisme un peu puéril, la complication et l'étrangeté des inventions. On sent dans son talent comme des courans divers auxquels il cède tour à tour, et les influences combinées du moyen âge et de la renaissance, de l'Italie et de la Flandre, pèsent sur son génie sans qu'il puisse dominer leurs contradictions et les concilier dans un art vraiment national et personnel. Dans ses nombreux dessins, dans ses gravures, dans ses portraits ou ses compositions inspirées directement par la nature, nous reconnaissons l'artiste vraiment supérieur, nous comprenons l'influence qu'il eut sur son époque et jusqu'à un certain point celle dont il jouit encore en Allemagne. Les tableaux du musée de Munich ne suffiraient pas à la lui mériter. *Le Christ déposé de la croix* semble peu authentique; *Lucrèce se donnant la mort* est une grande académie qui ne brille pas précisément par le goût ni par le style, et *la Nativité* porte la trace évidente des collaborations auxquelles les charges de son ménage l'obligèrent trop souvent à recourir. Les compositions les plus importantes de Dürer sont à Vienne ; la Pinacothèque nous révèle surtout chez lui le portraitiste. Ainsi les deux volets de *la Nativité*, représentant deux membres de la famille Baumgartner, sont certainement supérieurs au sujet principal. Quant aux panneaux qui nous montrent *saint Jean et saint Pierre*, *saint Paul et saint Marc*, groupés deux à deux (1), ce sont des œuvres de premier ordre. Dürer y attachait lui-même une certaine importance, puisqu'il les avait offertes

(1) Dürer a gravé, mais séparément, ces quatre figures.

aussitôt après l'achèvement, le 7 octobre 1526, au conseil de sa ville natale, comme un souvenir « de son modeste talent. » On y sent la pleine maturité du maître et une énergie d'expression qui fait penser à Fra Bartolomeo. La tête du saint Marc, entre autres, avec ses yeux étincelans, sa bouche entr'ouverte et son air inspiré, est un type étrange dont l'aspect puissant, presque sauvage, force le souvenir. Le portrait du père de Dürer à l'âge de soixante-dix ans, daté 1497, celui d'Oswolt Krell, naïf et un peu gauche, daté 1499, et enfin celui de Wohlgemuth, âgé de quatre-vingt-deux ans, avec ses traits déformés par la vieillesse, n'accusent pas dans le talent du peintre la progression que les dates feraient supposer. Le meilleur ouvrage que Dürer ait à Munich, c'est son propre portrait que la gravure a rendu populaire et qui porte la date de 1500. On connaît cette belle tête vue de face; les cheveux d'un châtain clair, séparés au milieu, retombent en mèches minces et ondulées sur les épaules. Le front est large et haut; les joues, le nez et la main aux doigts effilés et adroits, sont du modelé le plus délicat. Le fini est extrême; les cheveux, les poils de la fourrure, le reflet d'une fenêtre qui, détail assez puéril, est peinte sur la pupille, la structure apparente de l'intérieur de cette pupille, tout est reproduit ici avec le soin le plus scrupuleux. Telle est cependant la science du peintre qu'avec ces prodiges de minutieuse exécution l'aspect général est resté simple. L'œuvre a conservé un grand air; elle met en relief les traits caractéristiques de ce calme visage; elle unit à une réalité extrême une intensité de vie intérieure telle que cette fois on songe à Léonard. C'est là d'ailleurs une rareté pour un artiste qui le plus souvent manque d'ampleur dans sa manière de peindre, et chez lequel on sent les habitudes d'un autre procédé de travail. Même quand il a le pinceau à la main, Dürer est un graveur; Holbein, lui, est un peintre.

Le musée de Munich nous fournit des indications utiles sur la famille d'Holbein et sur son éducation. Outre une *Nativité* et une *Adoration des Mages* de Sigismond Holbein, son oncle, Jean Holbein, son père et son maître, y est représenté par une série de seize tableaux inspirés par la vie du Christ, compositions que son fils devait remanier plus tard en s'appropriant tous les traits heureux qu'elles renferment. Plus favorisé que Dürer, ce jeune homme trouvait donc à son berceau non-seulement l'exemple et les conseils d'un père, mais l'agitation féconde des idées et ces relations nombreuses avec l'Italie qui, à la date de 1495, faisaient de la ville d'Augsbourg, sa patrie, un milieu privilégié entre tous. Aussi se dégage-t-il bien vite de ce que les enseignemens paternels pouvaient avoir encore d'étroit et de sec. Voyez ce *Martyre de saint*

Sébastien et les deux volets qui l'accompagnent, travail de sa jeunesse, exécuté probablement d'après les esquisses de son père, sa dernière œuvre avant son départ pour Bâle et dont il convient par conséquent de fixer la date vers 1515. Comme le sentiment personnel s'y fait déjà jour et se manifeste dans l'exécution aussi bien que dans la pensée! Certes il est permis d'y noter encore bien des traits d'un réalisme excessif, ces mendians, par exemple, dont les plaies sont reproduites avec une telle fidélité que, suivant Woltmann (1), M. Virchow a pu relever scientifiquement, d'après cette peinture, les caractères que la lèpre présentait à cette époque. Mais à côté de détails réprouvés par le goût, quelle inspiration originale et haute dans la *Sainte Élisabeth* et surtout dans le *Saint Sébastien*, figures expressives, pleines de style et de noblesse! On y découvre un art nouveau que Dürer n'a fait que pressentir, mais qu'attestent chez Holbein des œuvres telles que la *Passion* de Bâle, la *Vierge* de Soleure, la *Madone* de Darmstadt, les vastes compositions de l'hôtel de ville de Bâle, ainsi qu'une foule d'admirables dessins destinés à la gravure. On pense trop peu à ces grandes œuvres quand on apprécie Holbein, et ses portraits, en absorbant autrefois toute l'attention et les louanges de la critique, ont trop longtemps empêché que pleine justice fût rendue à ce côté de son génie.

Il est vrai que, comme portraitiste, Holbein est inimitable et mérite le premier rang; mais la Pinacothèque ne nous fournit pas de témoignages bien frappans de cette supériorité. C'est en Angleterre, c'est au Louvre, c'est, sur la route même de Munich, à Bâle surtout, qu'il faut le voir et l'étudier pour savoir tout ce qu'il vaut. Dans ce dernier musée, tout rempli de son souvenir et de ses œuvres, à côté des créations les plus élevées, d'innombrables esquisses, des croquis, des feuillets d'un album de poche, permettent de pénétrer dans l'intimité de son talent, dans ses procédés d'étude, alors qu'il cherche à retenir de l'art du passé tout ce qu'il en juge utile, ou que, d'un simple trait, il saisit sur le vif la physionomie des modèles qu'il va prendre dans tous les âges et dans toutes les classes de la société.

Nous comprenons que le catalogue de Munich hésite à attribuer à Holbein les portraits de Conrad Rehlingen et de ses enfans groupés avec une gaucherie dont la naïveté semble excessive à la date de 1517. Malgré les affirmations de M. Woltmann, nous ferons également nos réserves pour les portraits de sir Bryan Tuke et du jeune Derich Bort; mais n'est-ce pas à Holbein qu'il convient de restituer le capital portrait dit *l'Homme à la belle main?* La pein-

(1) Woltmann, *Holbein et son temps*, Leipzig, 1866-68.

ture, il est vrai, semble plus large que celle d'Holbein ne l'est d'ordinaire, la couleur est plus abondante et le faire plus libre; mais quel autre que lui serait capable de ce dessin serré, pénétrant, si mâle et si savant, si fin et si honnête? On ne peut se détacher de ce visage ouvert, à forte charpente; le regard net et droit porte bien en face et affirme la clarté de la pensée, la plénitude de la conviction. Ces lèvres minces semblent s'entr'ouvrir, il va parler, et le geste éloquent de « cette belle main » appuie déjà quelque solide raison qui sera dite en plein et sans ménagement. C'est un docteur, son simple vêtement, son bonnet noir le montrent assez, et il ne fait pas bon être l'adversaire d'un pareil homme alors qu'il vous tient cloué sous l'autorité de son regard et qu'il apporte dans la controverse des argumens aussi péremptoires. Il n'y a plus rien de gothique dans cette figure, ni dans la représentation que nous en a donnée le peintre; on sent que la réforme a passé par là. Mais quel est ce personnage? Peut-être un bout d'armoiries indiquées sur le fond servirait-il à le faire reconnaître. Et le peintre, si ce n'est pas Holbein, quel est-il? Il y a là un de ces mystères tels qu'on en rencontre assez souvent dans les musées et sur lesquels, à ses risques et périls, on peut bien dire son sentiment, mais en laissant toujours posée une interrogation.

Après Dürer et Holbein, ces deux efflorescences de l'art allemand, on dirait que la séve est épuisée et que cet art a vécu. Holbein n'avait guère laissé de traces dans sa patrie. A l'âge où par son talent, tout personnel d'ailleurs, il aurait pu y exercer quelque influence, il vient se fixer à Bâle; puis il abandonne deux fois la Suisse pour faire de longs séjours en Angleterre, et termine à Londres sa vie nomade. Dürer, au contraire, avait derrière lui toute une école. Mais ses élèves, tels que Beham, Pencz, H. Culmbach, M. Grunewald, Aldgrever, tous représentés au musée de Munich par des œuvres nombreuses, exagèrent encore la sécheresse du maître et ne méritent guère d'être signalés que comme graveurs. Quand leurs successeurs vont, à l'exemple de Dürer, chercher en Italie des inspirations nouvelles, ils n'en rapportent que de maladroites contrefaçons. L'imitation toujours croissante des maîtres d'au-delà des Alpes n'arrive qu'à éteindre peu à peu ce que l'art en Allemagne avait encore de vitalité. Ce n'est pas une décadence, c'est une ruine complète. Ni Rottenhammer avec ses froids pastiches, ni surtout B. Denner et le pénible labeur de ses portraits ne sauraient donc nous arrêter. Cherchons les Italiens eux-mêmes et chez eux, sans nous attarder davantage à leurs malencontreux imitateurs.

V.

La galerie de Munich est, sous le rapport des maîtres italiens, fort inférieure à celle de Dresde : ils n'y sont ni très nombreux, ni représentés par des productions bien importantes. On sent trop, dans la hâte mise à les réunir, qu'on s'est préoccupé d'amasser plutôt que de choisir, et nous aurons bientôt fini de signaler les œuvres qui par leur mérite ou leur authenticité réclament ici notre attention. Il nous sera donc permis d'omettre les madones primitives, assez rares d'ailleurs et assez suspectes, qui avec leurs gros yeux ronds, leurs visages émaciés ou boursouflés, semblent placées là pour attester que les Vierges du nord n'ont pas eu seules le privilége de la laideur. Mais en Italie du moins, grâce aux instincts naturels de la race, grâce aussi aux traditions et aux monumens de l'antiquité, le goût s'épura plus tôt, et de bonne heure l'art s'attacha à la recherche de la beauté. N'est-ce pas au début même de cet art qu'on peut rencontrer des œuvres comme celles d'Angélique de Fiesole, suaves et gracieuses, charmantes comme ces fleurs précoces qui naissent au milieu même des rigueurs de l'hiver? Quelles figures expressives, quelle chasteté dans le dessin, quelle clarté dans la composition de ces quatre petits tableaux qui proviennent de la pharmacie du couvent de Saint-Marc, et qui nous retracent les principales scènes des martyres de saint Côme et de saint Damien! Peu d'ombres, des couleurs tendres, des bleus vifs et des roses pâles, un air d'innocent abandon et je ne sais quel parfum délicat et pur qui, à travers les âges, n'a rien perdu de sa fraîcheur. On sourit à ces naïves inventions, à ces procédés encore enfantins d'un art qui, ne pouvant se résigner à l'immobilité, s'ingénie à peindre la succession des faits, et à dérouler à la fois dans une même œuvre les principaux épisodes de toute une vie. On sourit... et cependant il faut admirer aussi, tant la foi du croyant est entière, tant est candide et transparente en quelque sorte cette âme qui se dévoile à nous si clairement.

Mais déjà l'éclosion est proche, et peu à peu dans toutes les écoles italiennes apparaissent les précurseurs. C'est Ghirlandajo, représenté par deux tableaux importans qui décoraient autrefois le maître-autel de Santa-Novella de Florence; c'est Mantegna et son austérité puissante; c'est Francia, l'orfèvre de Bologne; c'est Perugin surtout, qui, avec son nom deux fois illustre, se recommande ici à notre admiration par une œuvre de premier ordre, et qui marque non-seulement chez le maître, mais dans l'histoire même de l'art, un pas décisif. La belle disposition des lignes dans *la Vierge appa-*

raissant à saint Bernard, l'heureuse ordonnance des groupes sous un portique qui laisse voir la campagne, le charmant visage de la Vierge, la noble simplicité de son maintien, les gracieuses figures des anges qui l'accompagnent, l'étonnement du saint, le silence respectueux de ses compagnons, leur recueillement, les nuances délicatement rendues de tant de sentimens si rapprochés, tout concourt à renforcer l'impression de la scène (1). Si, comme l'avance le catalogue, la date de l'œuvre peut être fixée entre 1495 et 1497, c'est-à-dire au moment même où Raphaël venait d'entrer dans l'atelier de Pérugin, il faut bien reconnaître une fois de plus, grâce à un si éloquent témoignage, l'excellence des enseignemens qu'il y trouva et l'influence décisive qu'un pareil maître a pu exercer sur un tel élève.

Il faut même penser ici aux grandes œuvres de Raphaël, aux décorations du Vatican, à la Madone de Dresde, aux cartons de Hamptoncourt, pour lui rendre toute justice et comprendre ce qu'il y eut de nouveau et de personnel dans ce prodigieux génie. Le musée de Munich ne suffirait pas à nous donner de lui une idée assez haute. Des deux portraits qui lui sont attribués et qui pendant longtemps ont passé pour le représenter lui-même, celui de Binto Altovini nous paraît seul mériter cette glorieuse attribution. Comme M. Vardot, nous lui trouvons quelque ressemblance avec l'admirable *Joueur de violon* de la galerie Sciarra, mais là s'arrête malheureusement la similitude, et, s'il convient d'y louer la noble franchise du regard et la force d'un dessin irréprochable, il faut ajouter que les ombres noires qui cernent les lumières accusent trop durement les contours. Des trois madones mises également ici sous le nom de Raphaël, la *Madone della Tenda* seule nous semble digne de lui. La largeur du faire, la grâce facile de la composition, la sûreté des intonations, l'ampleur des formes et le choix même des types nous paraissent légitimer la date de 1516, et rappellent le souvenir de la *Vierge à la chaise* et même celui de la Madone de Dresde, une des meilleures inspirations du maître. Quel goût exquis dans cet arrangement! quelle tendresse maternelle dans le geste! qu'elle est admirable, la main qui repose sur l'enfant! En le

(1) Une ancienne édition de Vasari (Firenze, 1771) signale une copie de ce tableau due au peintre F. Riposi, et tellement fidèle qu'on ne pouvait la distinguer de l'original, auquel elle fut d'ailleurs substituée dans la chapelle des Nasi, à San-Spirito de Florence, par les Capponi, héritiers des Nasi. Le tableau de Munich, acquis directement de la famille Capponi en 1834, est donc bien l'œuvre de Perugin. L'excellente et récente édition de Vasari de Lemonnier ne donnant aucune indication à cet égard, il nous a paru utile de constater l'authenticité de cette peinture, une des plus intéressantes de la Pinacothèque.

serrant contre son sein, la mère ici n'a pas l'expression de bonheur qui éclate dans tous les traits de la Vierge du palais Pitti; elle éprouve comme le pressentiment des suprêmes douleurs qui lui sont réservées, et c'est avec un visage pensif qu'elle goûte des joies qui vont lui échapper.

Nous n'avons à la Pinacothèque rien à citer du Corrége, rien non plus de Léonard, et malgré le nombre des œuvres portées au compte de l'école de Venise dans le catalogue, celle-ci ne nous paraît pas mériter non plus un long examen. Nous ne saurions par exemple accepter pour Giorgione cette pâle et molle figure de la Vanité, qui rappelle les toiles les plus fades de l'école de Bologne. En revanche, le portrait d'un membre de la famille Fugger, bien qu'un peu maltraité par le temps, est à bon droit attribué à ce grand coloriste. Il a fait partie de la collection de tableaux et d'objets d'art rassemblée autrefois par Vasari lui-même, et celui-ci en parle dans sa biographie de Giorgione (1) comme d'un « ouvrage admirable. » C'est en effet une mâle peinture, d'un modelé large et délicat, que ce visage intelligent et beau, à demi incliné, tout parlant, tout plein de vie, qui s'empare de votre attention et, comme toutes les œuvres vraiment fortes, une fois vu, ne se laisse plus oublier.

Noble image aussi ce portrait de Titien, et comparable assurément aux meilleurs du maître, à ceux du Louvre et du palais Pitti. Sa fière prestance dénote le praticien, bien que le costume soit des plus simples : un vêtement noir qui laisse le cou largement découvert, avec un bout de chemisette blanche sur la poitrine. Mais cette barbe noire, ces cheveux noirs séparés au milieu du front et qui se détachent à peine sur le fond, encadrent un visage ardent qui semble sortir de la toile, et de ses yeux perçans, illuminés d'un feu sombre, vous suit et vous interroge avec une persistance étrange. Quel contraste avec le Charles-Quint, peint à Augsbourg, signé et daté de 1548! Titien avait alors soixante et onze ans, et, bien qu'il lui restât encore vingt-huit ans à vivre et que son impérial modèle n'eût pas atteint la cinquantaine, l'œuvre porte l'empreinte d'une indicible lassitude. On dirait que le talent du peintre n'a pu réagir contre le découragement du souverain et que, dans cette représentation fidèle, il a tenu à nous montrer un homme désabusé, souffrant, blasé sur toutes les grandeurs humaines et qui songe déjà à s'ensevelir dans la retraite du monastère de Yuste. Arrêtons-nous aussi un instant devant ce portrait de femme, dont plus d'une

(1) « E nel nostro libro una testa colorita à olio, ritratta da un Tedesco di Casa Fucheri, che allora era de' maggiori nel fondaco de' Tedeschi, la quale è cosa mirabile, insieme con altri schizzi o disegni di penna, fatti da lui. » (Vasari, Firenze, 1771, t. III, p. 54.)

autre, personnifiait le centre gauche. Dès le premier instant, dans la pensée des deux ministres qui conduisaient la négociation, qui d'heure en heure échangeaient leurs impressions, Royer-Collard avait été un des hommes nécessaires, un de ceux qui devaient maintenir la signification libérale du cabinet en lui donnant la force de sa parole. « Tout est dans Royer maintenant! écrivait M. Decazes à De Serre; il faut que vous le décidiez. Il ne peut reculer devant la batterie et la brèche. Qu'il ne pense ni à la majorité ni à la minorité, mais à la loyauté de ses amis. J'ose dire qu'il ne devrait pas craindre... » Malheureusement Royer-Collard n'était pas si facile à fixer, et en se sentant lié d'idées, d'instincts, de préoccupations, de fortune politique avec ses amis, il se défendait; il mettait à se rendre impossible autant de soins que d'autres en mettent à se glisser dans toutes les combinaisons. Homme aux facultés éminentes, plus amoureux d'influence que de pouvoir, plus porté à la critique superbe qu'à l'action, il avait de la peine à prendre un parti. Il approuvait et il n'approuvait pas, il élevait des difficultés sur tout, déployant une prépotence inquiète, embarrassante et inutile. Tantôt il paraissait céder, et De Serre, le prenant au mot, se hâtait d'écrire à M. Decazes : « Royer me quitte. Je lui ai développé les mesures; sans adopter, il ne rejette pas. Les personnes, *ça* l'arrangerait, et il prendrait l'*instruction publique décorée de la partie scientifique et littéraire* dont vous seriez *heureusement* dégagé!.. » Tantôt Royer-Collard se laissait ressaisir par ses doutes, par ses répugnances, à l'égard de certains hommes, notamment M. Pasquier, par la crainte de paraître se désavouer en abandonnant la loi des élections, — et il ne voulait plus! Il se dérobait, il se barricadait derrière les objections, et quand on lui montrait le danger que son esprit supérieur ne méconnaissait pas, il s'écriait : « Eh bien! nous périrons, c'est aussi une solution! »

Un moment, au milieu des incertitudes de ces jours agités, M. Decazes, croyant être un obstacle ou un sujet d'ombrage pour Royer-Collard, offrait de s'effacer, et il allait jusqu'à écrire à De Serre : « Si Royer ne peut s'entendre avec moi, j'espère que vous n'hésiterez pas à accepter mon dévoûment qui sera aussi utile à la chose en dehors qu'en dedans et qui ne sera que plus actif et plus zélé... Ayez le courage de vous unir complétement à ce qui vous donnerait le centre gauche, et reposez-vous sur moi du centre droit, que je vous donnerai autant qu'il sera en moi, en combattant pour vous comme volontaire et de toute mon âme... Il faut que Royer fasse avec vous, puisqu'il croit avoir vos maximes, ou qu'il laisse faire... » De Serre répondait aussitôt avec vivacité que le dévoûment plus que jamais consistait à rester. Il entendait mar-

cher avec son collègue, tout en s'épuisant en efforts pour amener Royer-Collard à entrer dans l'alliance. Jusqu'au dernier moment il refusait de désespérer, et au plus vif de la crise, sous le coup des déceptions et des difficultés qui se multipliaient, il écrivait encore : « Je vais voir Royer ce soir. Il nous faut demain nous mettre tous trois en conclave et n'en pas sortir que nous n'ayons fait un pape. Nous aurons bien du mal, mais cachons à tous les yeux les douleurs de notre enfantement... » L'enfantement était douloureux en effet : on avait beau se mettre en conclave, on n'avait pas fait le pape qu'on voulait! Il fallait cependant arriver à un résultat, et, puisqu'on ne pouvait avoir ni le nom du duc de Richelieu, ni le jeune talent du duc de Broglie, puisque Royer-Collard ne pouvait pas se décider, tout finissait le 19 novembre par un ministère où M. Decazes avait la présidence du conseil, où De Serre restait garde des sceaux, où enfin, à la place du général Dessoles, du baron Louis, du maréchal Saint-Cyr, entraient M. Pasquier, M. Roy, le général de Latour-Maubourg.

On avait tout essayé, on n'avait pas réussi. Quand le lendemain paraissait l'ordonnance nommant le nouveau ministère, Royer-Collard se récriait et se plaignait amèrement à De Serre : « Je reçois le *Moniteur*, mon cher ami; comment vous exprimer ma surprise et ma douleur? Je n'étais pas préparé, quoique je le fusse à d'étranges choses, à vous voir *présidé*. Vous seul me désespérez, le reste, après tout, est réparable. Pardon si je vous afflige; je vous aimerai toujours et *je serai assurément fidèle à l'homme, mais l'adhésion à ce ministère est impossible...* » Pour le coup De Serre ressentait une certaine impatience, et aussitôt il répliquait avec la vivacité d'une amitié toujours confiante, mais sévère : « En refusant d'entrer, vous avez fait, nécessairement fait le ministère ce qu'il est. Ne vous en prenez donc qu'à vous-même. J'ai pu présider, je l'ai refusé. Je pense que mon instinct et ma raison ne m'ont point trompé! — *je n'ai guère vu encore adhérer à des hommes.* Il s'agit aujourd'hui vraiment de bien autre chose. Pour moi, je suis dévoué et ne m'en plains pas, puisque j'obéis à ma conscience et à ma conviction; je n'ai le droit d'attendre l'assentiment que de ceux qui la partageront. Si Dieu a résolu que le pays fût sauvé par de faibles mains, nous le sauverons; sinon il en suscitera de plus fortes. Dans tous les cas, je vaincrai ou périrai votre ami. » Pour la première fois éclatait entre les deux amis une incompatibilité qui, sans avoir encore rien d'irréparable, risquait de s'aggraver, et dans les paroles du garde des sceaux on sentait l'amertume de l'homme qui croyait avoir été abandonné au moment du péril.

Ce qu'il y avait de clair, c'est qu'on restait avec un ministère qui

ne ressemblait pas à celui qu'on avait rêvé, avec un grand projet de réforme nécessairement moins assuré du succès, en face d'une session qui, après avoir été ajournée par la crise, allait s'engager dans des conditions difficiles. Cette session même, le roi l'ouvrait par un discours habilement calculé où il parlait de « l'inquiétude vague, mais réelle, qui préoccupait les esprits, » où il laissait entrevoir, au moins dans ses traits généraux, la réforme qu'il représentait comme le complément de son ouvrage, — la charte! Le discours du roi posait la question sans la préciser, sans la décider; il la livrait à la discussion publique, à l'ardeur des partis mis en présence dans le parlement. Qu'allait-il arriver? Une certaine confusion régnait visiblement dans la chambre à peine ouverte. Les royalistes se montraient peu satisfaits de l'issue de la dernière crise et assez réservés à l'égard des propositions du gouvernement; les libéraux redoutaient les projets qu'ils ne connaissaient pas, et ils engageaient les hostilités. Le ministère ne se hâtait pas. Il laissait passer une discussion pénible sur l'élection de l'abbé Grégoire, qu'un vote d'invalidation faisait disparaître; il laissait aussi passer l'adresse, qui finissait par être insignifiante. Il attendait; au moment de se jeter dans la mêlée, il semblait hésiter, et quelques-uns des ministres auraient peut-être consenti à des transactions, à des expédiens. De Serre, lui, maintenait ses idées, déclarant tout changement de plan ruineux. « Pensez, écrivait-il vivement à M. Decazes, que la moindre hésitation nous décrédite et nous perd. Quel défaut de conviction, quelle légèreté, quelle inconstance n'annoncerions-nous pas si, pour la première idée venue, on nous voyait prêts à abandonner un plan pour lequel un ministère s'est dissous, un ministère s'est formé, pour lequel nous n'avons pas craint d'émouvoir la France entière!.. » On s'observait en perdant les jours, on arrivait aux premières semaines de 1820, — lorsque coup sur coup deux incidens venaient encore une fois bouleverser la situation.

Au milieu de ces préliminaires d'une lutte décisive, en plein travail, De Serre se trouvait frappé soudainement dans sa santé. Les premières atteintes qu'il avait éprouvées à la poitrine s'aggravaient à l'improviste et le condamnaient à quitter, au moins momentanément, le champ de bataille où il brûlait de paraître. Vainement il se raidissait contre le mal croissant et montrait à tous « une résolution à toute épreuve; » vainement il disait d'un accent émouvant : « Je me rendrai à la chambre et y lutterai jusqu'à perte d'haleine... » les médecins lui interdisaient la tribune et déclaraient qu'il ne pouvait rester à Paris, qu'il devait se hâter de partir pour Nice, où quelques semaines de repos sous un ciel plus

clément pourraient lui rendre la force. Chaque heure de retard empirait son état. C'était de toute façon le contre-temps le plus cruel qui pût frapper le gouvernement. Sans doute il laissait son nom, je dirai presque son image, au ministère, dont il ne cessait pas d'être le garde des sceaux; le nom et l'image ne suffisaient pas pour combattre. « La maladie de M. de Serre, écrivait M. Decazes à M. de Metternich, nous fait un mal extrême. Il y a dans le projet de loi des dispositions que lui seul peut défendre convenablement, parce qu'il les a conçues et méditées... » D'un autre côté, les malveillans, les ennemis, se hâtaient déjà d'exploiter contre le ministère le départ du garde des sceaux, qu'ils affectaient de représenter comme désertant la partie. C'est M. Pasquier qui le disait; mais il n'y avait point à disputer avec un mal redoutable, et le roi lui-même, en se rendant à la nécessité, adressait à son plus cher confident, au président du conseil, ces quelques mots attendris dignes de l'homme qu'ils concernaient : « Vous jugerez facilement de la peine avec laquelle j'ai appris la décision des médecins au sujet de M. de Serre. Je sens vivement le mal de son absence; mais une raison sans réplique me porte à appuyer l'avis de la Faculté : le temps se répare, il est des hommes qu'on ne retrouve point. »

Ce que le roi Louis XVIII disait de son ministre, tout le monde le sentait. On ne pouvait voir sans émotion et sans une secrète inquiétude disparaître ce lutteur de la parole et de l'action au moment où il semblait le plus nécessaire. De Serre partait le 26 janvier 1820; il s'éloignait la mort dans l'âme, les yeux incessamment tournés vers Paris, accompagné des sympathies de ses adversaires comme de ses amis. A peine cependant avait-il touché Nice que derrière lui, dans ce Paris qu'il venait de quitter, éclatait un événement bien autrement grave et imprévu que la maladie d'un ministre. Le soir du 13 février, le poignard d'un séide de faction frappait en plein Opéra le duc de Berry, et cette œuvre du fanatisme révolutionnaire avait une bien autre portée que l'élection de Grégoire; elle avait le funeste effet de tout remettre en question; elle imprimait une commotion furieuse aux passions royalistes, et dans le sang d'un prince assassiné se renouait la plus grave des crises pour cette politique modérée qu'on défendait si péniblement, pour les institutions, pour le ministère, pour celui-là même qui était allé chercher un moment de repos en attendant des luttes nouvelles.

CHARLES DE MAZADE.

ANDRÉ MAUBERT

I.

J'avais neuf ans lorsque mon père mourut. L'avocat Louchet, notre voisin, me recueillit; il me fit habiller de noir, et suivit avec moi, me tenant par la main, le corbillard qui nous mena au cimetière où depuis le lendemain de ma naissance dormait ma pauvre mère. Une trentaine de personnes dont les visages m'étaient inconnus nous accompagnaient. Au bord de la fosse béante, quand tout fut terminé, je vis tomber sur moi quelques regards attendris, j'entendis quelques paroles de consolation banales, j'aperçus à travers le voile de mes larmes le mouvement des assistans qui se séparaient en se donnant des poignées de main, et qui partaient par petits groupes. Je me trouvai seul avec mon nouveau protecteur. Je sentis pour la première fois mon isolement, et mes sanglots redoublèrent. Il essuya une larme qui descendait le long de ses favoris blancs, m'enleva brusquement, malgré ma résistance, et me porta jusqu'à la voiture qui nous attendait. Je fus malade chez lui pendant deux longues semaines. Une après-midi, on me fit, sur l'ordre du médecin, descendre dans le jardin, qu'illuminait le premier soleil du printemps: je courus regarder par la grille notre maison, dont les volets étaient restés fermés : des ouvriers entraient et sortaient, transportant les meubles dans la grande charrette de la salle des ventes: quand tout fut enlevé, un d'eux colla sur la porte une affiche jaune. L'avocat me surprit pleurant à chaudes larmes; il gronda vertement la servante, qui n'avait pas songé à me cacher ce spectacle, puis il me montra une lettre : — Grande nouvelle, André! Demain nous partons pour Paris.

Paris! ce nom sécha subitement mes pleurs; je l'avais souvent entendu dans les longs récits que me faisait mon père, chaque soir, près du feu ou sous la charmille, il me donnait l'idée d'une sorte de paradis terrestre promis aux enfans sages et studieux. L'avocat ne put s'empêcher de sourire en voyant ma surprise, où perçait sans

doute, à mon insu, une joie sans bornes. — Nous partons pour Paris, répéta-t-il. Je vais te conduire aux seuls parens qui te restent; tu vivras dorénavant près d'eux.

— A Paris?

— A Paris. Cette lettre est de M. Florimond Michot, l'oncle de ta mère. Je lui ai annoncé le malheur qui te frappe; il m'écrit qu'il t'attend et qu'il se charge de ton éducation.

Mon père ne m'avait jamais parlé de l'oncle Florimond et de sa sœur Clarisse qu'avec des moqueries; je ne les connaissais pas, et, sans savoir bien exactement pourquoi, je me remis à pleurer. L'avocat fronça les sourcils, et, le voyant mécontent, je lui dis timidement : — J'aimerais mieux rester ici, près de vous.

Il fit un geste d'impatience : — Ce n'est pas possible; il n'y faut pas penser. — Il n'était pas riche, et il avait six enfans à nourrir; mais je n'étais pas encore à l'âge où l'on calcule, et je n'entendis rien à son refus. J'écoutai la lecture qu'il me fit de la lettre de mon oncle Florimond. Je l'ai souvent relue depuis, car il me la donna; elle était écrite à main posée, d'un style un peu solennel. Mon oncle Florimond commençait par s'excuser de n'avoir pas assisté à l'enterrement de mon père, la nouvelle de la mort lui étant arrivée tardivement; il prenait, tant en son nom qu'au nom de sa sœur Clarisse, l'engagement de veiller sur l'orphelin et de le traiter comme un fils, il demandait qu'on m'envoyât à Paris sans tarder. — Ainsi que je viens de te le dire, ajouta l'avocat, nous partirons demain par le train de midi.

Je compris qu'il serait inutile d'insister, et je retournai silencieusement à la grille du jardin regarder une dernière fois la maison que je ne devais plus revoir.

Je n'ai gardé du voyage qu'un souvenir confus. Le mouvement et la nouveauté eurent raison, au bout de quelques heures, du gros chagrin que j'avais eu en quittant notre petite ville. Je me rappelle que je poussai un cri d'admiration quand nous débarquâmes, vers le soir, dans la gare du Nord et que de la cour j'aperçus les carrefours environnans, éclairés par les illuminations des magasins et des cafés, sillonnés par les voitures dont les lanternes multicolores s'entre croisaient follement; je me crus transporté dans les pays féeriques dont parlaient mes livres de contes. Nous montâmes dans un fiacre qui me sembla cent fois plus beau que le carrosse de Cendrillon, et je pus me figurer que j'étais le prince Charmant. Nous traversâmes des rues étincelantes, des boulevards encombrés par une foule joyeuse; puis, après avoir longtemps cheminé, nous gagnâmes des quartiers tranquilles : plus de passans, plus de bruit, plus de lumières, le rêve s'évanouissait peu à peu. — Nous sommes au Marais, me dit l'avocat; nous approchons.

Enfin la voiture s'arrêta. Il examina le numéro de la maison devant laquelle nous nous trouvions, et me fit descendre.

Nous gravîmes lentement un escalier sans fin, noir, étroit; nous sonnâmes à une porte qu'ouvrit une vieille servante. J'avais peur et je n'osais avancer; l'avocat me poussa devant, j'entendis un cri de surprise : — C'est André Maubert! — et je vis accourir une petite femme, coiffée d'un immense bonnet à rubans jaunes, qui m'embrassa tendrement : c'était ma tante Clarisse. Mon oncle Florimond ne fit son apparition qu'au bout de quelques minutes : il arriva d'un pas lent, drapé dans une robe de chambre; son visage me parut bien sévère, mais je n'eus pas ce soir-là le loisir de faire de longues réflexions ni d'étudier ma nouvelle famille; la fatigue eut raison de ma curiosité, et je ne tardai pas à m'endormir dans un grand lit, sous un triple édredon.

Le lendemain, je vis partir l'avocat, ce qui fut pour moi un grand sujet de douleur; le dernier lien qui me rattachait au passé se trouvait rompu, j'allais commencer une vie entièrement nouvelle. Mon oncle Florimond me fit un discours sur la résignation, et ma tante Clarisse, pour me consoler, me bourra de confitures.

Les premiers temps furent cruels. Habitué au mouvement, à l'air, à la liberté, j'étouffais dans cet appartement sombre et silencieux, où tout était vieux, où tout était en sa place, où l'on vivait une vie méthodique, compassée, réglée, où le soleil ne pénétrait que par surprise, en forçant une triple barricade de volets et de rideaux. Que d'heures je passai, pelotonné dans une bergère de l'autre siècle, à écouter le tic-tac monotone de la pendule ou à regarder le mouvement régulier du balancier emprisonné entre deux colonnettes de marbre blanc que couronnait un Apollon doré conduisant le char du soleil! Je rêvais à mes jeux, aux longues promenades que j'avais faites avec mon père, aux arbres fleuris de notre petit jardin, et je pleurais. Mon oncle Florimond et ma tante Clarisse ne s'expliquaient pas mes mélancolies; ils me trouvaient le plus heureux des enfans. J'étais idolâtré, c'est vrai. J'ai compris plus tard la distraction immense que j'avais apportée tout à coup dans la vie monotone et découragée de ces deux vieillards; ma venue avait donné un avenir à la triste existence qu'ils achevaient côte à côte, dans l'isolement et l'indifférence, sans affections, sans utilités, sans espoirs, réunis uniquement par le lien étroit de leurs habitudes, de leurs souvenirs et de leur rancune contre le monde qui les avait laissés dans leur tête-à-tête. Les enfans aiment qui les aime; j'en vins à oublier dans une sorte d'assoupissement mes joies passées et même ce Paris merveilleux qui s'agitait à quelques pas de moi, et qu'on ne songeait pas à me montrer.

J'atteignis ainsi ma treizième année. On déclara que l'heure

était venue de penser aux études sérieuses. Le fait est que je n'avais rien d'un savant; mon père n'avait pas eu le temps de m'apprendre grand'chose. Il fut décidé que je suivrais les leçons de M. Ouvrard, un digne homme qui tenait un externat à deux pas de chez nous. On me donna, pour mon début dans le monde, une redingote énorme, taillée sur le modèle de celles que portait mon oncle Florimond, resté obstinément fidèle à des formes que la mode avait oubliées depuis trente ou quarante ans. Aussi, quand je fis mon entrée dans la classe de M. Ouvrard, je fus salué par un rire homérique qui me remplit de confusion.

— Tiens, un petit vieux! cria un de mes nouveaux condisciples.

— Gabriel, vous déclinerez cent fois « le petit vieux, » s'écria immédiatement M. Ouvrard.

Cet acte d'autorité rétablit le silence; il me rassura : je me sentais protégé. Mais, à la récréation, je payai chèrement ma courte joie; Gabriel, pour se venger, entraîna tous les élèves qui, se tenant par la main, vinrent danser une ronde autour de moi, riant et chantant sur un refrain plaisant : « Le petit vieux! le petit vieux! »

Le surnom me fut conservé, et je le portai pendant deux ans. Bien que j'eusse fait des progrès rapides, on me fit quitter l'école à l'heure même où j'allais me dégourdir. Ma tante Clarisse, qui voyait sa vie livrée de nouveau au silence et à l'ennui, ne laissa à son frère ni trêve ni repos qu'elle ne m'eût reconquis: elle lui fit peur des excès de travail, des mauvaises liaisons, elle l'effraya si bien qu'il prit la résolution de me garder à la maison et de diriger lui-même mon éducation; il sentait l'isolement comme elle, il ne demandait pas mieux que de se donner une occupation. M. Ouvrard, qui m'aimait et qui devinait en homme d'expérience les tristes suites que devait avoir pour moi cette décision, M. Ouvrard tenta de la combattre; mais mon oncle Florimond s'entêta, et il se fâcha quand son contradicteur en vint à parler des exigences de la pédagogie nouvelle. — Mon neveu saura ce que je sais moi-même, et il l'apprendra comme je l'ai appris.

— L'éducation que l'on donnait de votre temps n'est plus suffisante aujourd'hui.

— Qu'est-ce à dire? Les hommes de ma génération étaient-ils donc des imbéciles ou des ignorans? — La dispute fut vive, et mon oncle Florimond en eut pour huit jours à maugréer contre la sottise des gens qui prétendent tout mieux faire que leurs devanciers.

Nous consacrâmes plusieurs semaines à rassembler des dictionnaires poudreux, égarés dans les coins des bibliothèques, et des grammaires vénérables qui exhalaient une odeur de parchemins. A vrai dire, je regrettais fort l'école. J'aimais mes condisciples; en

dépit de leurs taquineries, j'avais trouvé près d'eux le bruit, le mouvement, le contact de la jeunesse, tout ce dont j'allais être privé de nouveau. Je m'étais lié surtout avec celui qu'on nommait Gabriel et qui m'avait donné le premier mon surnom ridicule; il était étourdi, tapageur, mais il avait le meilleur cœur qui fût au monde; je m'étais mis à l'aimer d'une amitié réelle, parce qu'en plusieurs circonstances il avait pris ma défense et s'était retourné contre les railleurs.

Je passai mon adolescence plongé dans de vieux livres et de vieux cahiers, ne voyant guère le monde extérieur, ne sortant que le dimanche, pour faire de graves promenades à pas lents, entre mes deux mentors, à l'abri du froid et du chaud, loin des foules, des amusemens et des agitations. J'aimais fort la musique; on rouvrit l'épinette du salon, on descendit du grenier de gros volumes reliés qui contenaient la collection entière de toutes les romances antiques et de tous les opéras oubliés : ce fut un plaisir auquel je m'attachai, faute de mieux. Nous vivions en solitaires, ne recevant que les très rares visites de quelques vieux amis, qui venaient de temps en temps faire une partie de cartes : ces réunions, où l'on vantait sans cesse le passé au détriment du présent, que l'on ridiculisait avec aigreur, m'attristaient fort; je préférais la solitude. Je m'étais fait une distraction quotidienne de regarder, dans la maison qui faisait face à la nôtre, une jeune fille que je voyais du matin au soir, allant, venant, vive et gaie; je la suivais des yeux attentivement, curieusement, heureux de constater qu'il n'y avait pas seulement des vieillards sur la terre, et que je n'avais pas seul au monde le tort d'être jeune.

Elle était étonnamment jolie : elle avait de grands yeux bleus, pleins de feu et de hardiesse, d'admirables cheveux blonds qui retombaient en boucles ondoyantes; mais je ne me suis aperçu de cela que plus tard. Je n'y pensais pas alors, j'éprouvais, à la voir, un bonheur que je ne cherchais pas à approfondir et dont j'ignorais le sens. Elle me regardait aussi, et quand elle apercevait ma longue face collée contre les vitres, son visage s'éclairait d'un sourire radieux qui me mettait de la gaîté au cœur pour la journée entière.

II.

Un dimanche, à l'heure où nous rentrions de la promenade hebdomadaire, je vis venir à nous, au coin de la rue, sur le même trottoir, un groupe bruyant d'où s'échappaient des cris joyeux. — Tiens, le petit vieux ! fit une voix qui m'était bien connue.

J'aperçus Gabriel, marchant à côté de ma voisine. Il s'éloigna, non sans m'envoyer force gestes d'amitié; elle se retourna deux ou

trois fois, elle écoutait une histoire qu'il lui racontait et qui paraissait l'amuser beaucoup, — la mienne sans doute.

Le lendemain, au saut du lit, je courus à ma fenêtre : elle était à la sienne, nos regards se rencontrèrent; je me retirai vivement. Je me sentais de la colère contre Gabriel, qui lui avait fait connaître mon surnom ridicule, et d'un autre côté je trouvais un certain plaisir à penser qu'elle avait entendu parler de moi. Ma timidité augmenta encore les jours suivans; je ne me montrai plus, je me tenais caché sous les rideaux, de telle façon qu'elle ne pût m'apercevoir, et je sortais de ma cachette, heureux comme un roi, quand ses yeux m'avaient vainement cherché. Je me torturais l'esprit sans parvenir à deviner la nature du lien qui pouvait l'unir à Gabriel; ce lien paraissait fort intime, et je crois bien qu'à mon insu j'en éprouvais un peu de jalousie.

J'attendis le dimanche suivant avec une impatience fébrile, certain qu'il amènerait quelque événement. Mes prévisions ne me trompèrent pas. Vers midi, un coup de sonnette formidable fit pousser à ma tante Clarisse un cri d'effroi; Gabriel entra : — Eh! petit vieux, tu n'es donc pas mort?

Nous causâmes librement : il m'apprit qu'il était le cousin germain de ma voisine; elle portait le nom de Marguerite, elle était l'aînée des sept enfans de M. Parisot, chef de division au ministère de l'agriculture et du commerce, parrain et tuteur de Gabriel. Il me demanda de passer la journée entière avec lui; mon oncle Florimond n'osa pas refuser son consentement. Nous partîmes ensemble pour arpenter les promenades de Paris. Ah! quel bon jour de jeunesse! Le sang circulait plus rapidement dans mes veines; l'air était plus vif, le soleil était plus ardent et plus brillant. Nous allâmes au plus fort de la cohue; il me montra tous les amusemens qu'on avait oublié de me faire voir; il riait de mes surprises, de mes joies et de mes terreurs. — Petit vieux, répétait-il, petit vieux!

J'étais ébloui, étourdi, ivre de liberté; je sentais s'opérer en moi une transformation qui m'inquiétait et me bouleversait. Vers le soir, nous reprîmes le chemin du Marais; Gabriel m'avait dit en partant que nous dînerions chez ses parens. Je sortais d'un rêve, la vue de la vieille maison que j'habitais me rappela à la réalité; ma timidité revint au galop, je voulus me soustraire à l'invitation; mais il se fâcha et me força de le suivre. Bien que j'eusse fait provision d'assurance en gravissant l'escalier, je fus tenté de prendre la fuite quand la porte s'ouvrit et que je me trouvai en face de Marguerite, qui m'examinait de ses grands yeux curieux. — Le petit vieux! dit Gabriel en me présentant avec une gravité plaisante. — Je me sentis rougir jusqu'aux oreilles. Lorsque je levai les yeux, que j'avais tenus d'abord obstinément baissés, je m'aperçus

que les joues de Marguerite s'étaient empourprées en même temps, et cela me causa une impression délicieuse que je ne pus définir.

L'accueil cordial de M. Parisot et de sa femme me rendit un peu d'aisance. On dîna; j'osais à peine parler, habitué aux repas silencieux que je faisais chaque jour entre le journal de mon oncle Florimond et l'écran derrière lequel s'abritait ma tante Clarisse : j'écoutais les plaisanteries bruyantes, les rires éclatans des enfans. Que cette animation était donc amusante, et qu'elle faisait de bien! Je mourais d'envie d'en prendre ma part, mais j'étais retenu par mes habitudes de tranquillité. Quand le dîner fut terminé, on chanta, et je fus tant pressé que je dus, quelque terreur que j'en eusse, faire ma partie dans ce concert improvisé. Je dis d'une voix tremblante des romances que ma tante Clarisse m'avait apprises; elle les avait soupirées elle-même dans sa jeunesse, elle les regardait comme le *nec plus ultra* de l'art musical, et je fus péniblement surpris par l'accueil qu'elles reçurent; les enfans riaient à gorge déployée, et Gabriel s'écria : — Beaux airs de serinette! Écoute plutôt ceci.

Il se mit au piano; il me joua des danses et des chansons en vogue. Quel entrain! Je me sentais des fourmis dans les mollets. On proposa de danser. Hélas! je ne savais ni polker ni valser. — Eh! quoi? pas même le menuet ou la gavotte?

On entreprit de faire mon éducation, j'étais bien gauche; mais quand Gabriel se moquait de ma maladresse, Marguerite ne manquait jamais de prendre ma défense : j'eusse voulu tomber cent fois de suite, pour entendre sa voix, qui me donnait le frisson, me plaindre et excuser mon inexpérience. Je n'eusse point songé à partir, si mon oncle Florimond n'eût fait tout à coup son entrée; il s'était inquiété, ne me voyant pas rentré à l'heure où d'habitude il se couchait; il venait me chercher. On lui fit toute espèce de politesses, et il m'emmena. Je le suivis, la tête basse, honteux d'être à mon âge traité en petit garçon, désolé de voir finir ce beau jour qui m'avait montré une vie nouvelle.

Les journées qui suivirent se passèrent bien tristement; la maison me parut plus noire, les heures me parurent plus longues. J'aurais succombé à la mélancolie qui s'était emparée de moi, si plusieurs fois par jour je n'avais aperçu Marguerite à sa fenêtre; je la guettais avec une véritable fièvre; chacune de ces apparitions apportait un rayon de soleil dans le tombeau dont la pierre, un instant soulevée, était lourdement retombée sur moi. Il me prenait de folles envies de chanter, de danser, de rire à gorge déployée; je comparais mon existence à celle de mes nouveaux amis, je me disais que j'aurais aimé aussi le plaisir bruyant, que j'aurais pu avoir, comme tous les autres, de la gaîté et de l'entrain...

Les visites de Gabriel se renouvelèrent, et notre intimité devint grande. Il avait de son côté, ses études finies, quitté l'école de M. Ouvrard. Sa nature expansive lui rendait l'isolement insupportable; il s'amusait des singularités de mon éducation et de la supériorité qu'elles lui donnaient sur moi; il me racontait ses plaisirs, ses ambitions naissantes et ses jeunes amours, il me récitait les vers des poètes qui l'enflammaient; je ne connaissais, moi, que les auteurs classiques dont les œuvres ornaient la bibliothèque de mon oncle Florimond; il me prêta la moitié de la sienne, et je passai tout mon temps à dévorer ces livres qui parlaient un langage si différent de celui auquel on m'avait habitué, qui remuaient en moi des fibres endormies et éveillaient des émotions inconnues. Quel monde nouveau s'ouvrait à mes yeux! L'existence, qui ne m'était encore apparue que sous un jour gris et morne, dans une sorte de crépuscule, se colorait de lueurs éclatantes qui m'éblouissaient : j'avais des visions enivrantes, j'entrevoyais l'amour, je devinais toutes les grandes et saintes folies; une sorte d'aurore illuminait tout à coup la nuit où l'on m'avait tenu. On s'aperçut vite de la transformation qui s'opérait en moi. Les vieillards avec qui je vivais ne voyaient plus dans la vie que la prose lourde, écœurante : je défendis courageusement d'abord mes enthousiasmes contre leurs découragemens savans; mais mon oncle Florimond renversa mes idoles sans aucune pitié, me déclarant net que les poètes sont des idéologues qui jugent tout de travers, ou des charlatans qui exploitent la bêtise humaine. Il m'enseigna du haut de sa sagesse que le dévoûment, toujours méconnu, est une duperie, que c'est folie de poursuivre la grandeur et la justice à travers les petitesses et les hontes accumulées dans chacun des chemins de ce monde, que l'amour n'est qu'un agréable sujet de chansons ou de bouts-rimés, et qu'il faut s'en garder comme du fléau qui porte en ses flancs toutes les douleurs et toutes les déceptions. Quand je racontai à Gabriel la guerre qui n'était faite, il n'eut que de blessantes moqueries; je fus froissé d'entendre traiter avec si peu de respect les parens pour qui j'avais de la vénération; cela fit grand tort aux poètes dans mon esprit troublé. Peu à peu, mon esprit se calma; l'horizon se retrécit de nouveau à mes yeux et reprit la teinte de grisaille que je lui avais toujours connu.

J'atteignis mes vingt ans, j'étais un homme par l'âge et par la taille; mais j'avais encore à peine usé de la vie. Les leçons qui m'avaient été faites depuis mon enfance ne m'en avaient pas donné le désir, et je vivais tranquillement, sans me plaindre, comptant sur l'avenir, quoique je n'eusse aucun espoir bien précis. Il m'eût peut-être apporté ce que j'attendais, si Gabriel était resté près de moi; mais Gabriel s'en alla, le sac au dos, faire la campagne d'Ita-

lie. Quand les premiers bruits de guerre retentirent, il arriva, l'œil en feu, la joue animée par la fièvre : — Viens avec moi, petit vieux ! Nous partirons ensemble dans le même bataillon, côte à côte...

Ma tante Clarisse fit un cri terrible quand je lui dis notre projet; et pendant vingt-quatre heures elle ne cessa de sangloter, me suppliant d'épargner cette douleur à ses derniers jours. Mon oncle Florimond me parla avec la plus grande sévérité; je plaidai de mon mieux; mais mon éloquence juvénile le trouva plus inébranlable qu'un roc : les grandes idées de gloire et de liberté ne faisaient plus battre son cœur engourdi, et après avoir été le témoin de toutes les épopées guerrières du siècle, il s'obstinait à n'y voir que de sanglantes duperies. Ses exhortations ébranlèrent mon ardeur; les larmes de ma tante Clarisse firent le reste. Je dois être franc; elles m'effrayèrent, en me donnant à croire que je faisais le sacrifice certain de ma vie. Quand, après deux jours d'angoisses, je me trouvai en présence de Gabriel; je lui dis : — Je ne t'accompagnerai décidément pas...

Il ne répondit pas; mais je sentis son regard peser sur moi, et j'eus honte. Il partit seul. Je pris l'habitude de faire de fréquentes visites chez nos voisins; on y lisait à haute voix les lettres qu'il envoyait d'Italie, où il racontait ses débuts au régiment, l'émotion du premier coup de feu, l'enivrement de la bataille, la joie du triomphe : je ne voyais pas sans un secret dépit Marguerite écouter, attentive, anxieuse, ces lectures qui la passionnaient. Quelquefois son œil bleu semblait me demander le motif qui m'avait retenu loin de ces aventures glorieuses, et il me prenait alors de belles colères contre la pusillanimité de ceux dont les conseils m'avaient empêché de partir, contre ma propre faiblesse. Mon sommeil se peuplait de rêves où, bardé de fer comme un héros des temps anciens, je conquérais Marguerite, l'épée au poing, renversant des bataillons autrichiens qui la défendaient et défiaient ma lâcheté.

La guerre finit; Gabriel, à qui la bataille de Solferino avait donné la croix d'honneur, fut envoyé en garnison dans une ville de l'ouest; ses lettres devinrent plus rares, et elles retombèrent des hauteurs de la poésie héroïque dans les bas-fonds de la prose. On cessa d'en donner lecture. Marguerite fut de nouveau avec moi telle qu'elle avait toujours été, et nos amours reprirent leur marche lente, calme, régulière. Je n'en étais plus à ignorer mes sentimens, ni à pouvoir douter des siens, bien qu'aucune explication ne fût encore venue éclairer le sous-entendu qui nous unissait; ma timidité s'accommodait de cette quiétude, qui se prolongea pendant plusieurs années; j'étais heureux d'aimer, et je ne désirais pas d'autre bonheur.

III.

Un matin que, debout près de la fenêtre, j'attendais vainement Marguerite, qui ne se montrait pas, un bruit tel que notre paisible habitation n'en avait jamais entendu vint réveiller ma tante Clarisse, qui sommeillait dans son grand fauteuil : Gabriel fit son entrée en laissant traîner derrière lui sur le parquet un grand sabre : il portait l'épaulette d'or des sous-lieutenans. Il s'arrêta vis-à-vis de ma tante Clarisse, terrifiée par cette bruyante apparition et toute tremblante, la salua militairement, les pieds joints, la main droite à la visière du képi, se tourna vers moi par le flanc gauche, me montra d'un geste triomphant la croix attachée sur sa poitrine, et me dit, dans un éclat de rire qui sonna comme une fanfare : — Eh bien! André Maubert? tu vois qu'on n'en meurt pas?

Il avait vraiment une allure superbe, la taille élancée, les épaules larges, et, sur la joue droite, un peu au-dessus de la moustache noire qui lui couvrait la lèvre, une mince et longue balafre d'un aspect tout à fait martial. Je me regardai furtivement dans la glace; je me trouvai, à côté de lui, l'aspect d'un vieillard : nous avions pourtant le même âge. Il nous raconta ses batailles; ma tante Clarisse, fort incommodée par la présence d'un visiteur aussi remuant, tressaillit d'aise quand il me proposa de m'emmener et de recommencer une des journées de flânerie de notre enfance.

Nous sortîmes, il me fit remarquer pendant la promenade, avec une fierté naïve, les honneurs rendus à son uniforme; il me raconta longuement ses aventures de guerre et d'amour, et je me disais que, si l'on ne se fût pas opposé à mon désir, j'aurais eu comme lui sans doute l'épaulette, la croix, la moustache et la balafre, que j'aurais été respecté par tous les hommes et aimé par toutes les femmes...

Le nom de Marguerite ne fut prononcé qu'une seule fois; Gabriel me racontait que ses parens étaient allés le chercher à la gare; je m'écriai imprudemment : — Voilà donc pourquoi je n'ai pas vu Marguerite!

— Vu? Où?

Il me posa cette question brusquement, durement; ses sourcils s'étaient contractés. Je balbutiai :

— A sa fenêtre...

Il y avait dans sa question une colère et un soupçon qui me firent détourner les yeux; nous gardâmes un long silence plein d'embarras. Ce fut lui qui reprit la parole : il ne parla plus que de choses indifférentes, mais à partir de ce moment il fut préoccupé, et il n'eut plus la même cordialité.

Nous dînâmes le soir en famille; cela avait été convenu, car nous voulions recommencer en tous points nos anciennes parties. Il prit à table la place qui m'était destinée, à côté de Marguerite; pendant toute la durée du repas, il me poursuivit de railleries, ne cessant de m'appeler « petit vieux. » Il finit par insinuer que je ne m'étais pas senti assez de courage pour me faire soldat; je l'arrêtai : — Ce que tu dis là n'est pas vrai, tu le sais bien.

— Tu as raison; j'ai été trop loin...

Vit-il en ce moment que Marguerite m'envoya un sourire approbateur, et fut-il jaloux? Il ajouta immédiatement, reprenant son ton de sarcasme : — J'oubliais que tu n'as d'autres opinions que celles de ton oncle et de ta tante. Ce sont eux qui ont eu peur pour toi.

Marguerite ne put s'empêcher de rire comme les autres. Je souffrais horriblement; je ne pouvais me dissimuler toutes les supériorités que devait avoir sur ma chétive personne, même aux yeux de Marguerite, ce grand et beau garçon, qui portait galamment l'uniforme, qui venait de conquérir sa croix et son épaulette à la pointe de l'épée, qui possédait la gaîté, le courage, tout ce qui plaît aux femmes. Après le dessert, on dansa : c'était une vieille habitude, et, comme malgré les leçons j'étais resté le plus piètre valseur qui fût, j'allai cacher ma tristesse dans une chambre isolée qui servait de bibliothèque. Combien de temps dura ma rêverie? je l'ignore. Je sentis tout à coup un léger frôlement; je levai la tête : Marguerite était près de moi, le teint encore animé par la danse, le doigt sur les lèvres pour me commander le silence. — Je me suis échappée; je voulais vous parler. Gabriel vous a fait de la peine; il ne faut pas lui en garder rancune, son triomphe d'aujourd'hui l'enivre.

— Oh! ce ne sont point ses moqueries qui m'ont attristé.

— Ah!..

Son regard m'interrogea curieusement. Je ne sais trop ce que lui répondit le mien; peut-être parla-t-il trop vivement, car elle s'éloigna, fit le tour de la table et revint se placer derrière le fauteuil où j'étais assis, de telle façon que je ne pouvais la voir. — J'ai dit souvent à Gabriel, reprit-elle, qu'il n'est pas juste à votre égard, qu'il a tort de se moquer, et que vous êtes plus à plaindre qu'à critiquer.

Elle parlait avec tant de bonté et de douceur que j'en ressentis une délicieuse émotion. Je n'avais pas entendu la voix d'une mère, et ma tante Clarisse, dans ses plus vifs élans, n'avait jamais trouvé des accens d'une tendresse aussi pénétrante. — Gabriel vous est attaché, poursuivit-elle. Vous voyez bien qu'il n'a rien eu de plus pressé, en revenant à Paris, que de vous aller chercher. Mais vous connaissez son caractère; il ne réfléchit guère.

J'écoutais, silencieux, surpris de voir tout à coup sérieuse et attendrie cette jeune fille sur les lèvres de qui je n'avais encore trouvé que les rires et les chansons. Elle continua comme si elle n'eût pas attendu de réponse. — Oh! je vous connais bien, moi! Vous avez un grand défaut, vous êtes faible et vous n'osez pas secouer le joug qu'on fait peser sur vous. Vous vous condamnez par votre bonté à la plus triste des existences, seul, à votre âge, entre des vieillards qui n'entendent plus rien à la jeunesse.

— Oh! oui, bien seul!

— Tenez, il vous faudrait un intérieur comme le nôtre, plein d'enfans, où l'on rit et chante du matin au soir. Vous cesseriez bien vite d'être un « petit vieux » comme dit Gabriel; vous verriez qu'il est bon d'être jeune...

J'avais bien en tête une idée qui depuis longtemps me préoccupait et que je caressais avec bonheur; mais pour rien au monde je n'eusse osé la lui confier. Je m'étais levé; je murmurai : — Je suis orphelin...

— Vous n'avez pas d'autres parens que votre oncle et votre tante?

— Non.

— Des amis?

— Un vieil ami de mon père, l'avocat Louchet; mais il habite le fond de la province, et...

— Et?

— Je ne veux pas quitter Paris.

— Pourquoi?

La timidité me ferma de nouveau la bouche, et je ne lui dis pas que c'était pour ne pas m'éloigner d'elle; mais je crus bien voir, à son embarras, qu'elle avait deviné. Comme c'était elle qui gardait maintenant le silence, je pris mon courage à deux mains.

— Je n'ai qu'un moyen de me créer une famille, c'est de me marier.

— Oui, dit-elle lentement, il faut vous marier...

Elle resta pensive d'abord, puis s'animant peu à peu et parlant à demi-voix : — Une femme qui vous aimerait réellement, qui aurait pour vous de l'énergie et de l'entrain, qui ferait de vous un homme dont personne n'aurait plus le droit de rire et qui serait supérieur à tous les autres...

Ma mémoire n'a gardé de ce qui se passa alors en moi qu'un souvenir très confus, et à cette heure je ne me rappelle plus qu'une chose, c'est que je l'interrompis — Vous! vous seule! — et que, quand nous entendîmes la grosse voix de Gabriel criant du salon : — Marguerite, où donc te caches-tu? — nous étions, la main dans la main, les yeux dans les yeux.

— Mon Dieu! fit-elle, depuis combien de temps suis-je ici? Que vais-je dire?

— La vérité!

— Non, c'est impossible. Vous ne savez donc pas que Gabriel n'a quitté sa garnison et n'est venu à Paris que pour demander ma main? C'est la réalisation d'un vieux projet de famille auquel mon père et ma mère tiennent beaucoup; il faudra que le refus vienne de lui.

— Se prêtera-t-il?..

— Il ne m'aime pas.

— En êtes-vous sûre?

— Parfaitement sûre. Gabriel est un libertin qui croit aimer toutes les femmes et qui n'en aime aucune...

La porte s'ouvrit; Gabriel passa la tête : — Que faites-vous ensemble?

— Nous causions de choses graves, répondit résolûment Marguerite.

— Ah! et peut-on savoir de quoi?

— Je te dirai cela plus tard.

Gabriel eut un rire forcé; il s'éloigna avec Marguerite, en faisant sonner ses éperons.

Le lendemain, je le vis arriver; il avait le visage fort sérieux. Il aborda sur-le-champ le sujet qui l'amenait. — J'ai eu, cette après-midi, une explication avec Marguerite; elle m'a tout dit. Je n'entends pas l'épouser contre son gré, ni m'armer contre elle d'un engagement pris par nos parens. Elle te préfère à moi; je me retire...

Je voulais lui exprimer ma reconnaissance, mais il m'arrêta d'un geste. — Tu l'aimes, n'est-ce pas?

— En peux-tu douter?

— Oui, j'en doute, parce que ton cœur ne me paraît pas fait pour brûler d'un feu bien ardent. Tu l'aimes sérieusement, résolûment, comme un véritable homme, et tu es prêt à tout entreprendre, à tout supporter pour son bonheur?

— Je suis prêt...

Il me regarda fixement comme s'il voulait s'assurer de la sincérité de ma promesse. — C'est bien; mais il y a autre chose encore. Tu as de la fortune, les parens de Marguerite n'en ont pas. Tu les connais, ils sont fiers; ils ne consentiront jamais à faire vis-à-vis des tiens les premières démarches.

— Pourquoi les feraient-ils? Ce sont les miens qui prendront l'avance.

Gabriel haussa les épaules. — Tu n'y penses pas; ces momies s'opposeront à ton mariage.

— Tu crois?

— Oui, je le crois, car ils ne peuvent vouloir te marier qu'à quelque sœur de Mathusalem. Écoute bien ceci : comme je désire avant tout le bonheur de Marguerite, j'ai décidé son père et sa mère, sans leur dire ce qui se passe, à faire à ton oncle et à ta tante une visite banale à laquelle notre intimité et le voisinage donnent une sorte de justification. Les relations seront ainsi officiellement engagées; ce sera à toi de les diriger et de montrer du caractère...

Il retroussa sa moustache deux ou trois fois de suite pour ne pas laisser voir l'attendrissement qui le gagnait. — Adieu! me dit-il brusquement.

Il tourna les talons et sortit sans que j'eusse le courage de le retenir.

IV.

Je savais que mon oncle Florimond et ma tante Clarisse n'aimaient pas les nouveaux visages; aussi n'étais-je pas sans appréhensions au sujet du résultat de l'entrevue. Quand, le jour de la visite, Marguerite entra derrière sa mère, je ne pus m'empêcher de jeter de leur côté un regard inquiet; leurs visages, qu'éclairait un froid sourire de politesse, étaient plus indéchiffrables que ceux des sphinx. Quant à moi, j'étais ébloui : il me semblait qu'avec elle étaient entrés dans notre sombre appartement l'air, le soleil, la jeunesse; je croyais voir les vieux portraits sourire dans leurs cadres dorés; le balancier de la pendule me parut précipiter son allure, comme s'il voulait compter les tic-tac de mon cœur, les fauteuils antiques me faisaient l'effet de lui tendre gracieusement leurs bras. Elle était habillée avec une coquetterie exquise; elle n'avait jamais été plus jolie. Un peu déconcertée d'abord, elle reprit vite sa gaîté et son sourire; elle profita habilement de toutes les occasions que lui offrit la conversation de montrer que rien ne lui était inconnu de ce qu'une fille bien élevée doit savoir, ni des arts d'agrément, ni des sciences du ménage. En partant, dans l'ombre de l'antichambre, elle me demanda à voix basse : — Êtes-vous content? — Bataille gagnée, lui répondis-je.

Ce fut seulement au dîner qu'on parla de l'événement qui avait signalé la journée; dans notre vie monotone, une visite nouvelle faisait date. — Les jeunes filles d'aujourd'hui sont bien évaporées et bien futiles, dit sentencieusement ma tante Clarisse.

— Bien évaporées et bien futiles, répéta mon oncle Florimond en manière d'écho.

— Elles ne songent qu'au plaisir et à la toilette, reprit ma tante Clarisse, continuant ce duo dont chaque phrase m'entrait dans le vif du cœur.

— Et quelle toilette! Elles n'ont aucune espèce de goût ni d'élégance.

— Te rappelles-tu, Florimond, mon spencer de soie bleue?

— Je le vois encore. C'était simple et joli. J'y songeais tout à l'heure en regardant cette poupée, affublée d'un costume demi-masculin.

— Ne m'en parle pas! C'est révoltant. As-tu vu qu'elle avait une fleur à la boutonnière de son paletot?

Mon oncle Florimond, dont le tour de parler était revenu, se contenta de lever les bras au ciel, comme s'il n'eût pas trouvé de mots pour exprimer son horreur. Je crus pouvoir intervenir. — Mais, mon oncle, lui dis-je, toutes les jeunes filles s'habillent maintenant de cette façon, et il n'y a à cela aucune extravagance.

Il m'interrompit avec une vivacité qui ne lui était pas ordinaire.

— Vous voilà bien, jeunes gens! Parce qu'il plaît à la mode de décréter des fantaisies absurdes, il faut que vous vous empressiez de les adopter sans discussion et que tout le monde les trouve adorables!

— Pardon, mon oncle, ce n'est pas...

— Est-ce que je porte des paletots d'homme? fit ma tante Clarisse. Est-ce que je mets des fleurs à mes boutonnières?

— Dans votre jeunesse, vous avez suivi les modes du temps.

— Elles étaient raisonnables.

— Vous ne pouvez pas exiger qu'une jeune fille porte aujourd'hui vos mantilles et vos douillettes.

— Mon cher André, si vous le prenez sur ce ton, nous ne continuerons pas, s'il vous plaît, cette discussion. Vous trouvez à Mlle Marguerite Parisot toutes les perfections : c'est votre droit, vous êtes encore à l'âge où l'on ne connaît rien et où l'on ne peut rien apprécier; mais les avis des vieillards ne sont pas tant à dédaigner que vous semblez le croire, et tout votre enthousiasme ne m'empêchera pas de conserver mon opinion.

— Votre tante a raison, reprit immédiatement mon oncle. Dieu merci, les jeunes filles de notre temps avaient un maintien modeste; elles ne se jetaient pas à tort et à travers dans la conversation, elles ne faisaient pas parade d'esprit et de science. On a changé tout cela, je le sais; mais c'est un grand mal, et vous ne me ferez jamais approuver ces choses-là.

Je me tus : en répliquant, j'eusse prolongé inutilement une discussion qui devenait fort pénible et qui anéantissait d'un coup mes plus chères espérances. J'étais habitué à entendre parler avec aigreur de tout ce qui était jeune et riant, mais jamais je n'en avais été aussi cruellement blessé. Je revis Marguerite au bout de quelques jours. — Eh bien? me demanda-t-elle.

J'eus une contenance si maladroite qu'elle comprit à l'instant la vérité. — J'ai déplu?

— Non.

— Ne mentez pas.

— Mon oncle et ma tante sont deux vieillards chagrins; ils ont sur beaucoup de choses des idées qui ne sont pas celles de tout le monde.

— Je ne vous déplais pas pour cela?

— Marguerite, pouvez-vous croire?

— Alors tout est bien...

Elle sourit; mais je vis bien qu'elle était triste. J'étais moi-même troublé, indécis; j'avais à subir des assauts continuels, et il ne se passait plus de soirée que je n'entendisse tomber dans la conversation quelque mot piquant à son adresse.

Mon oncle et ma tante m'apprirent enfin, — c'était un jeudi, je m'en souviens, — qu'ils comptaient rendre dans l'après-midi la visite qui leur avait été faite. Prenant le premier prétexte que me suggéra mon imagination, je sortis et je courus en toute hâte chez nos voisins, où je fus fort embarrassé d'expliquer ma démarche, n'osant avouer franchement que j'arrivais dans l'espoir de préparer le champ de bataille. Marguerite venait de mettre une robe neuve qu'avaient faite ses doigts de fée et qui lui allait merveilleusement; dans l'ouverture du corsage, sans doute plus échancré que le légendaire spencer bleu, elle était en train de placer un petit bouquet de roses qui me fit frémir. — Je vous en prie, Marguerite, ne gardez pas ce bouquet.

— Pourquoi donc?

— Pour que ma tante Clarisse ne fronce pas les sourcils en l'apercevant.

— Vous savez que j'adore les fleurs. J'en ai toujours au corsage. C'est une coquetterie bien innocente. Quel mal votre tante voit-elle à cela?

— Eh! le sais-je? Cela ne se faisait pas quand elle était jeune.

Marguerite arracha le bouquet avec un geste de colère : j'étendis la main pour le lui prendre et m'en faire une relique; mais elle le jeta par la fenêtre avant que j'eusse pu m'en emparer. — Ces exigences sont ridicules à la fin! Ne faut-il pas aussi que j'aille mettre une robe à ramages et un bonnet à rubans jaunes, comme votre tante?

Voyant une larme dans mes yeux, elle me tendit la main. — J'ai tort de me fâcher; je ne veux pas vous faire de la peine. Mais vous êtes aussi trop faible!

Malgré ce raccommodement, j'emportai une grande tristesse : c'était notre première querelle, et j'étais assiégé par toute sorte

de fâcheux pressentimens. Mon oncle Florimond et ma tante Clarisse allèrent faire leur visite, à l'heure annoncée; ils ne me demandèrent pas de les accompagner. Dieu sait avec quelle impatience j'attendais leur retour! Ils ne dirent rien d'abord, et c'est peu à peu qu'ils me livrèrent leurs impressions. Tout leur avait déplu et les avait irrités dans cet intérieur qui ressemblait si peu au leur. Le sujet qui me tenait le plus à cœur fut d'abord écarté; mais ma tante Clarisse ne tarda pas à y arriver. — Cette Marguerite, coquettement parée, qui vaque aux soins du ménage, la chanson sur les lèvres, comme un oiseau sautant de branche en branche, est bien le produit des idées du jour...

J'aurais voulu lui crier : — Eh! ma tante, je suis du jour aussi, comme elle, et non pas, comme vous, de la veille. Que le passé admire le passé! Laissez donc la jeunesse aimer la jeunesse!

Mais le courage me manqua; et puis, à la vérité, je me sentais peu à peu envahi par des doutes poignans. J'examinais, en me promenant, les jeunes filles que je rencontrais, pour voir si elles ressemblaient à Marguerite, si elles avaient la même toilette, la même allure, craignant sans cesse de devoir donner raison à ma tante Clarisse. Malheureusement, ces études faites dans la rue, d'un simple coup d'œil, ne m'apprenaient pas grand'chose. Où en aurais-je fait d'autres? Je n'avais autour de moi que des vieillards, qui tous se ressemblaient et dont certainement aucun ne ressemblait à Marguerite.

Je la rencontrais fréquemment; elle sortait, chaque matin, pour faire les courses du ménage, accompagnée par un de ses jeunes frères ou par sa vieille servante. Nous nous trouvâmes un jour, par hasard, sur le même trottoir; elle m'arrêta, nous échangeâmes quelques mots, la rougeur au front; il en suivit une habitude quotidienne de rendez-vous innocens où l'on se disait quelques paroles sous les yeux des passans. La liberté qui lui était laissée par ses parens indignait fort ma tante Clarisse et mon oncle Florimond. — Voilà bien les nouveaux usages! On donne aux jeunes filles la clé des champs, au lieu de les tenir à la maison! Et on s'étonne quand elles se perdent!

Si j'insinuais timidement que le danger n'était peut-être pas bien grand, ils me faisaient taire : — Vous parlez de choses que vous ignorez. Nous avons quatre fois votre âge, et nous connaissons le monde mieux que vous. Croyez-en les gens d'expérience.

J'avais le plus profond respect pour cette expérience qu'on m'avait appris, enfant, à vénérer comme une loi sainte. Je me demandai sérieusement si Marguerite ne commettait pas en réalité des imprudences, et, n'osant lui parler franchement, de crainte qu'elle ne se moquât, je pris le parti de lui faire entendre la vérité

à demi-mot, je mis en nos rencontres une inexactitude affectée. Elle se fâcha, et m'interrogea : — Qu'y a-t-il? Pourquoi me fuyez-vous?

— Vous ne me garderez pas rancune?

— Non...

— Eh bien, je crois qu'il faut ménager les convenances.

— Si je viens ici, c'est pour vous, vous en qui je vois déjà un mari et à qui seul je dois compte de mes actes... Tenez, si vous m'aimiez véritablement, vous ne vous inquiéteriez pas de l'opinion des autres...

— Vous êtes injuste, Marguerite...

— Puisqu'il en est ainsi, je cesserai de sortir; ce sera beaucoup plus convenable. Je mettais mon amour au-dessus de l'étiquette; c'était une folie, vous avez bien fait de me rappeler au respect du cérémonial.

Je ne la rencontrai plus que chez ses parens. Bien qu'il n'y eût pas eu d'explication entre eux et moi, ils étaient évidemment au courant de ce qui se passait, Gabriel les avait sans doute avertis: ils paraissaient décidés à me laisser le soin de rompre le silence, et je sentais bien que je ne pourrais retarder indéfiniment cette échéance, que ma faiblesse reculait de jour en jour.

V.

Je ne voyais pas sans une vive terreur arriver le moment où je devrais faire connaître mes projets à mon oncle Florimond et à ma tante Clarisse; j'avais cent raisons de craindre qu'ils ne leur fissent le plus fâcheux accueil. Je pouvais à la rigueur me passer de leur consentement, j'étais majeur; mais les idées de soumission dans lesquelles j'avais été élevé m'empêchaient d'y songer : j'avais du reste pour seul bien la petite fortune qu'ils devaient me laisser, et, en supposant que la reconnaissance ne me fît pas un devoir de conquérir leur agrément, les nécessités de la vie matérielle m'y forçaient.

Il y avait encore autre chose; j'avais honte vis-à-vis de Marguerite, et surtout vis-à-vis de ses parens, de mon oisiveté et de mon inutilité; je redoutais la comparaison qui ne manquerait pas d'être faite entre ma situation et celle de Gabriel. L'héritage que je devais avoir tôt ou tard m'assurait, il est vrai, une aisance qui pouvait me dispenser de travailler; mais l'amour m'avait rendu ambitieux, je faisais des rêves de célébrité, la bataille me tentait et m'appelait. Je parlai de mes désirs à mon oncle Florimond; au premier mot, il bondit sur son fauteuil. — Malheureux enfant, tu ignores quels combats il faut affronter. Nous te laisserons de quoi vivre tranquillement, modestement, loin de la lutte; crois-moi, André, rien ne vaut un pareil bonheur.

J'avais l'air si résolu que mon oncle Florimond en éprouva une chaude alarme; l'heure était grave : je ne l'avais jamais vu plus solennel, il me tint pendant trois longues heures dans son cabinet, vrai musée historique où il avait réuni autour de lui les souvenirs de tout un monde passé, il me raconta qu'il avait, lui aussi, senti dans sa jeunesse la fièvre dont j'étais possédé, — qu'il avait voulu faire sa trouée; qu'il avait vu partout l'intrigue triomphant avec la médiocrité, la faveur distribuant les places et les honneurs, le vrai mérite méconnu et sacrifié, le talent livré aux mains des exploiteurs, qu'il avait déserté la lice, attristé, écœuré, ayant laissé à toutes les ronces du chemin les lambeaux de sa foi dans le travail et de ce qu'il appelait naïvement « son génie. » Ah! la navrante histoire, et qu'elle était pleine de découragemens! Je passai deux nuits sans dormir, me répétant mot à mot ce triste récit. Il y avait en moi je ne sais quel instinct qui se révoltait contre les théories désolées qui m'étaient prêchées, qui me révélait vaguement les ardeurs de la lutte, qui me disait que l'homme est né pour combattre, et que la défaite même a un amer plaisir, la satisfaction du devoir accompli.

Aussi, quand, au bout d'une semaine, mon oncle Florimond me demanda si j'avais réfléchi, je répondis en feignant une résolution que je n'avais pas : — Tous les hommes travaillent et combattent.

— Pour beaucoup, c'est une nécessité, et tous n'ont pas le bonheur rare qui t'a été réservé de trouver une fortune suffisante pour assurer l'existence.

— Ce qui suffit pour un ne suffit pas pour deux. Je puis me marier, avoir des enfans...

Dussé-je vivre des siècles, jamais je n'oublierai l'effroi qui se peignit sur la physionomie de mon oncle Florimond. — Te marier! répéta-t-il à plusieurs reprises, en me regardant comme si j'eusse dit la plus grande extravagance du monde; puis il secoua la tête tristement, et sortit de la chambre. — Le ciel te préserve, André, d'une semblable folie!

Je ne m'étais pas encore décidé à remettre sur le tapis la question du mariage, quand un matin j'aperçus Marguerite qui sortait avec sa servante et qui m'ordonnait par un signe de la rejoindre; je courus, joyeux, croyant qu'elle oubliait sa rancune, qu'elle consentait à m'accorder de nouveau les rendez-vous où j'avais trouvé d'abord tant de force et dont je sentais si cruellement la privation; je la rejoignis, elle avait les yeux rougis par les larmes. — Voici une mauvaise nouvelle, me dit-elle, j'ai voulu vous l'apprendre moi-même pour qu'elle vous parût moins dure. Mon père est chargé de faire une inspection agricole en Algérie; nous quittons Paris pour cinq ou six mois.

J'eusse été tout à coup enseveli sous le ciel effondré que je n'eusse pas, je crois, éprouvé une aussi terrible sensation de douleur et d'abandon. Elle me consola de son mieux, me disant que ce n'était là en somme qu'une séparation assez peu longue, que nos projets n'en subiraient qu'un léger retard; mais je vis bien qu'elle était plus abattue qu'elle ne voulait me le montrer. Au bout de quelques jours, M. et Mme Parisot vinrent annoncer officiellement leur départ. Mon oncle Florimond et ma tante Clarisse les reçurent assez froidement; ils ne rendirent pas la visite; je la rendis en leur nom le dernier jour, presqu'à la dernière heure. Marguerite paraissait fort triste; ses parens et ses frères étaient, eux, tout à la joie du voyage. Elle profita de cette animation, qui me désolait, pour me parler à voix basse. — Nous n'allons, me dit-elle en tenant les yeux fixés sur les miens, nous n'allons plus nous voir pendant six mois; je vous jure que vous me retrouverez absolument telle que je suis aujourd'hui, et qu'il n'y aura rien de changé ni dans mes résolutions ni dans mes sentimens.

— Et je vous jure, moi...

Elle fit de la main et de la tête un geste de dénégation qui me coupa la parole. — Ne jurez pas.

— Pourquoi? Ne croyez-vous pas que je puisse faire et tenir le même serment que vous?

— Non, je ne le crois pas. J'ai bien vu le changement qui s'est fait en vous.

— Quel changement? Je vous aime toujours.

Elle sourit d'un air d'incrédulité : — Oui, vous m'aimez, André, je le sais; mais non pas comme il le faudrait.

Je me taisais, sentant la juste sévérité de ce reproche; elle reprit : — Il n'y a pas de votre faute... Ah! si je pouvais ne pas vous quitter! Mais je m'en vais, et Dieu sait quelles idées ridicules on va vous mettre en tête pendant mon absence. Je ne serai pas là pour vous défendre; vous succomberez... Que n'avez-vous parlé à mon père plus tôt?

— Je n'ai pas pu; ce n'est pas en un jour que je convertirai...

— Ah! vous en faites vous-même l'aveu enfin? Votre oncle et votre tante ne veulent pas que vous vous mariiez?

— Je n'ai point dit cela. Ils voudront toujours mon bonheur.

— Oui, mais ils vous veulent heureux à leur guise. Ils ont confisqué votre jeunesse à leur profit; ils vous ont fait aussi vieux, aussi chagrin qu'eux-mêmes.

— Marguerite, ayez pour eux un peu de pitié et n'oubliez pas que je ne puis les laisser accuser. S'ils ont des torts, je dois les ignorer.

Elle me prit les deux mains : — Que vous êtes bon! me dit-elle.

— Je ne suis...

— Ne vous défendez pas. Si je vous ai aimé, si je vous ai préféré à Gabriel, c'est parce que vous êtes bon, bon jusqu'à la faiblesse...

Son père vint troubler notre tête-à-tête. Elle me quitta en me laissant dans la main un ruban bleu qu'elle avait prestement enlevé de sa coiffure et que j'embrassai avec ardeur à la dérobée. Ce fut notre adieu. Le lendemain, pour la première fois depuis dix ans, je m'endormis sans l'avoir aperçue.

VI.

J'étais maintenant livré à moi-même, et l'heure du grand combat allait sonner. Je savais d'avance que je trouverais en ma tante Clarisse un adversaire acharné; elle nourrissait à l'endroit du mariage une haine féroce. Elle avait pourtant en sa jeunesse tenté à plus d'une reprise de conquérir un mari; mais le sort des armes lui avait toujours été défavorable, et, après une demi-douzaine de batailles perdues, elle était restée demoiselle. Le désir qu'elle avait senti pendant tant d'années s'était transformé alors en une profonde antipathie. Elle avait une collection d'histoires navrantes sur les amertumes et les dégoûts qui attendent les unions les mieux assorties et les plus fêtées. Y mit-elle de la malice? Deux ou trois fois par jour, il me fallut entendre à partir de ce moment de mordantes philippiques; jamais son sujet favori ne lui avait donné autant de verve. Je voulais ne pas écouter; je m'absorbais dans la recherche de problèmes insolubles, j'invoquais le nom de Marguerite; rien ne me préservait : la voix aigre de ma tante Clarisse me poursuivait matin et soir, forçant mon attention et la contraignant de retenir ses leçons décourageantes; la nuit, elle me réveillait en sursaut en mêlant à mes rêves je ne sais quels sombres tableaux. Je courais chaque matin à mon réveil regarder la fenêtre où pendant tant d'années j'avais vu Marguerite, espérant y apercevoir encore le sourire qui pouvait seul chasser mes visions; mais, hélas! la fenêtre ne s'ouvrait plus, et j'étais seul.

Je reçus, au bout de quatre mois, une lettre de Marguerite, qui me fut remise par sa vieille servante. Elle m'écrivait secrètement, me disait-elle, fort courroucée de mon silence, désireuse de savoir si je ne l'avais pas déjà oubliée et si je poursuivais mes projets: elle se moquait doucement de ma vieillesse, de ma froideur, il y avait dans ses railleries une note triste qui m'émut. Je respirai longuement le parfum de son papier; il me semblait aspirer de la jeunesse, et je me sentais un nouveau courage. Quand, au dîner, ma tante Clarisse commença son homélie quotidienne contre le mariage, j'osai prendre un air ennuyé qui excita la colère de mon

oncle Florimond. — Les jeunes gens d'aujourd'hui se moquent volontiers des idées des vieillards, jusqu'au jour où, vieillards à leur tour, ils se voient forcés d'en reconnaître la justesse.

— Je ne puis croire, mon oncle, que le mariage n'ait point ses joies.

— Qu'en savez-vous? L'amour s'émousse et disparaît; il ne reste que les affligeantes réalités de la vie matérielle.

— N'existent-elles pas pour tout le monde, pour les célibataires comme pour les gens mariés?

— Elles sont moins pesantes pour les célibataires, qui ne portent pas de responsabilité; ils ont le repos et l'indépendance.

— Vous voulez dire qu'ils ont l'isolement et tous ses découragemens. N'est-ce donc rien pour un homme d'avoir une compagne qui partage avec lui les épreuves de la vie, qui le soutienne, qui le console, qui ranime ses forces? N'est-ce donc rien que de revivre en ses enfans, que d'avoir une famille à élever, que de se sentir un but dans l'existence?

Je parlais avec une émotion sincère. Mon oncle Florimond et ma tante Clarisse échangèrent un regard inquiet.

— Voilà bien, dit mon oncle Florimond, des idées de poète! C'est avec ces sottises-là qu'on mène au désespoir tant de jeunes gens qui pourraient être heureux. La femme est pour le mari un fardeau pesant; les enfans ne sont qu'une source de misères et de chagrins. Demandez à ceux qui ont l'expérience!

Toujours cette maudite expérience qui me fermait la bouche et me condamnait, bien que depuis longtemps mon âge m'eût donné le droit de discuter, au rôle piteux de l'élève placé en face de son professeur! Je comptais bien répondre sur-le-champ à la lettre de Marguerite, mais je cherchai en vain à retrouver l'ardeur dont elle m'avait d'abord animé. L'hésitation et le doute se trahissaient malgré moi dans les phrases embarrassées que ma plume alignait péniblement. Je déchirai les uns après les autres tous les brouillons que je fis, et j'attendis attristé, irrité. Je ne pouvais pourtant espérer des jours à venir de meilleurs conseils ou des résolutions plus viriles: mais j'avais ce vague espoir de tous les faibles et de tous les indécis, qui passent leur vie à demander la résolution à un lendemain qui ne vient jamais. Au bout de quelques mois d'isolement, le mariage, où j'avais vu la délivrance et le bonheur, ne m'apparaissait plus que comme une lourde chaîne. Si j'eusse senti le même amour qu'auparavant, je n'aurais pas hésité à serrer, en fermant les yeux, le nœud qui devait, à en croire les prophéties dont on me poursuivait, me river à une vie de regrets et d'ennuis: mais la critique acerbe et incessante dont Marguerite était l'objet, et dont je n'avais malheureusement pu reconnaître l'injustice au contact d'un monde

plus jeune et plus vivant, avait lentement fait son œuvre, et j'avais peu à peu perdu la confiance qui m'avait d'abord soutenu.

Dans mon découragement, je m'étais pris d'une vive affection pour quelques romances d'un autre âge que j'avais trouvées dans nos vieux cahiers et qui célébraient la puissance de l'amour. Ces refrains langoureux, que je fredonnais chaque soir au piano, me semblaient parler de Marguerite, et réconfortaient mon cœur; mais ils n'étouffaient pas les ricanemens de ma tante Clarisse et les commentaires ironiques de mon oncle Florimond. Quelque effort que je fisse pour ne pas entendre, je perdis patience un jour, et, comme il venait de traiter d'impertinente chanson une de mes romances favorites, je lui répondis : — Elle a plus d'un siècle, et elle doit par conséquent être fort bonne.

Il fit semblant de ne pas remarquer l'audacieuse moquerie de ma réponse, qui en un autre moment l'eût fort courroucé, et il se contenta de riposter avec la plus grande tranquillité : — Mon neveu, il y a eu de tout temps des imbéciles qui ont cru à l'amour et qui ont été les dupes de leur crédulité.

Je ne soufflai mot; mon oncle Florimond avait une façon doctorale de dire ces choses-là qui ne permettait pas la réplique et qui leur donnait un air de vérité tout à fait respectable. Mais, loin de me savoir gré de ma soumission, il revint à la charge les jours suivans; je dus renoncer à mes chers refrains, pour ne pas entendre chaque fois le même discours moqueur. Il avait pourtant beaucoup aimé en sa jeunesse : ses récits le montraient bien; mais, oublieux des bonheurs qu'il avait eus, il ne se souvenait plus, à l'heure où le diable se fait ermite, que des trahisons et des déceptions. Quand je cessai de chanter, il crut m'avoir converti, et ce premier succès ne fit que l'encourager; il s'imaginait remplir un devoir en m'initiant à sa sagesse, et il se fâchait quand je lui montrais un visage impatient. — Pensez-vous donc que j'aie toujours été vieux, et que j'ignore l'amour? Qu'en savez-vous, à votre âge?

Il semblait, à l'entendre, qu'on restât un enfant jusqu'à l'heure où les cheveux blanchissent, et, si j'eusse osé prononcer devant lui le nom de Marguerite, il m'eût fermé la bouche en me disant : — Caprice, enfantillage, coquetterie, que sais-je?

Ce que ne savait pas mon oncle Florimond, je craignais, hélas! de le deviner. J'avais, dans mes insomnies, relu page par page mon propre roman, et j'avais en vain cherché à découvrir ce qui, dans ma triste personne, pouvait justifier la préférence qui m'avait été accordée sur le brillant et bel officier; j'avais la conscience de mon infériorité, et mon extrême timidité me gardait de la fatuité. Ce que nous avions pris pour de l'amour n'était-il pas simplement l'intérêt compatissant qu'avaient pu éveiller dans une âme aimante, ouverte

à toutes les émotions, les petites souffrances de ma précoce vieillesse? Et que n'avais-je à redouter alors des déceptions que l'avenir devait apporter à cette affection? J'aurais dû résister, secouer le suaire dont on m'enveloppait, terrasser cette injuste méfiance qui, à côté de l'image de la femme aimée, me montrait sans cesse, comme une menace, l'image du rival sacrifié, prêt à prendre sa revanche triomphante; c'est vrai. Mais on m'avait appris à désespérer de tout, à douter de l'amour, à apercevoir dans le mariage un combat où le mari le mieux aimé finit toujours par être trahi et vaincu. Ah! si en ce moment j'eusse pu voir, ne fût-ce que pendant une minute, l'œil si franc de Marguerite fixé sur le mien, si j'eusse pu entendre le son de sa voix, si j'eusse pu sentir un de ces serremens de main qui me mettaient du feu dans les veines, tous mes diables bleus se fussent envolés.

Deux mois s'écoulèrent encore; au plus fort de mes agitations et de mes indécisions, on me remit une nouvelle lettre. J'eus d'abord une grande joie; mais mon bonheur ne fut pas de longue durée. Marguerite me demandait en quelques mots secs et solennels une explication catégorique; je ne trouvai dans sa courte épître aucune des bonnes paroles sur lesquelles je comptais; elle me répétait que, longtemps déjà avant son départ, elle s'était aperçue du changement qui s'était produit en moi, et elle me mettait en demeure de prendre instantanément une décision. « Je vous ai laissé un ruban, m'écrivait-elle, comme gage de la promesse qui nous liait. Si vous persistez, et qu'il vous soit trop dur d'écrire, renvoyez-le-moi; je saurai ce que veut dire ce rappel de notre lien, je dirai tout à mon père, je viendrai vous arracher à cet intérieur où l'on vous dessèche le cœur. S'il en est autrement, brûlez ce ruban qui n'a plus aucun sens : j'attendrai pendant trois semaines; ne recevant rien, je connaîtrai votre résolution. » Puis après, comme si cette contrainte lui eût pesé trop durement, elle avait ajouté un *post-scriptum* où elle me donnait, sur le ton enjoué qu'elle avait autrefois avec moi, quelques détails sur le voyage de ses parens; un seul me frappa, — l'arrivée de Gabriel, dont le régiment venait d'être envoyé en Afrique, et qui les avait rejoints. Les histoires de mon oncle Florimond m'avaient ouvert l'esprit au soupçon; je ne rêvais plus que de trahisons. Ce retour inattendu de Gabriel me sembla la confirmation de toutes les prophéties qu'on m'avait prodiguées. Je passai des journées entières à rouler entre les doigts le ruban bleu dont le sort allait décider de ma vie. Dans mon cœur, vieilli avant l'âge, il n'y avait plus qu'un vide affreux.

Une après-midi, une fanfare militaire éclata sous nos fenêtres; un régiment traversait notre rue, mes yeux tombèrent sur un officier dont la tournure et l'uniforme me présentèrent tout à coup

l'image de Gabriel; je vis une jeune femme, placée sous la porte de la maison qu'avait habitée Marguerite, lui sourire; entraîné par je ne sais quelle terreur ou quelle colère, je courus prendre le ruban bleu qui attendait sa destinée sur un coin de la cheminée, et je le jetai au feu. Il s'éleva une haute flamme claire, qui s'agita gracieusement pendant quelques instans, éclaira ma chambre d'une vive lueur, diminua peu à peu, devint imperceptible et s'éteignit.

VII.

L'année n'était pas finie qu'une lettre lithographiée nous arriva d'Alger, annonçant le mariage de Marguerite et de Gabriel. La douleur que je ressentis fut terrible, et j'en fus gravement malade. Quand je revins à la santé, je repris le cours de l'existence que j'avais menée pendant mon enfance. Mon oncle Florimond et ma tante Clarisse m'entouraient de la plus tendre des affections; tous leurs efforts tendaient à rendre plus complet autour de moi le repos où leur vieillesse trouvait ses plaisirs et où ils s'imaginaient que je dusse trouver les miens. Insensiblement je m'habituai de nouveau à cette tranquillité; mais j'avais failli être jeune, et de temps en temps je sentais des révoltes. Mes tristesses n'échappaient pas à leurs yeux attentifs, et ils s'efforçaient de me consoler. Mon oncle Florimond avait pris l'habitude de lire à haute voix les récits des drames conjugaux que le journal apportait quotidiennement, et chaque fois ma tante Clarisse, soulevant ses lunettes, me jetait un regard attendri qui me disait clairement : — Vois de quels malheurs notre expérience t'a préservé! Remercie-nous!

Ma reconnaissance n'était pas aussi vive qu'ils l'auraient voulu; quelquefois ils s'alarmaient de ma mélancolie, et ils me demandaient avec un ton de reproche amer : — Que te manque-t-il donc pour être heureux?

Je me taisais; ils n'auraient pas compris ma souffrance. Pouvais-je dire et expliquer le sentiment d'envie qui me faisait suivre de l'œil dans la rue les couples que je rencontrais, s'en allant bras dessus bras dessous, conduisant des enfans par la main? Je me disais : — Ces gens-là sont heureux; malgré les tracas et les chagrins, ils ont un lien étroit qui les attache, ils vivent. — Je prenais des résolutions subites de vivre à mon tour; puis, songeant que Marguerite était la femme d'un autre, cherchant vainement autour de moi une branche de salut, je retombais dans mon apathie.

Les années passèrent après les années sans que je m'en aperçusse. Mon oncle Florimond, qui avait atteint un âge fort avancé, ne quittait plus son fauteuil; ma tante Clarisse achevait tristement

sa vie, accablée sous le poids des infirmités : la mort avait emporté un à un les anciens amis, la solitude s'était faite de plus en plus autour de nous. Triste aveu ! Il m'arrivait de songer à la séparation que la marche du temps préparait, comme à une délivrance. De chaudes bouffées de jeunesse me montaient quelquefois à la tête, et plus j'avançais en âge, plus les sensations qu'elles me procuraient devenaient violentes. Je passais, le soir, de longues heures aux environs des bals d'étudians, à écouter avec délices les quadrilles et les polkas; ces airs endiablés me secouaient de la tête aux pieds. Le dimanche j'allais, près des gares, regarder passer les bandes joyeuses des commis et des grisettes qui prenaient gaîment leur vol vers la campagne; j'entendais leurs rires, leurs chansons, leurs lazzis; je murmurais : — Plus tard — quand je ne me sentais pas pris d'une belle fureur et que je ne serrais les poings : — Eh bien! non, il faut que cela finisse!

Mais, au moment de faire un coup de tête, je m'arrêtais, — intimidé par la peur que m'avaient faite du plaisir et de l'amour tant de médisances séniles, — retenu aussi par la crainte d'être enlevé aux devoirs et aux soins que la reconnaissance m'imposait envers les deux vieillards qui m'avaient donné une famille. J'échappais en courant aux séduisantes visions qui m'appelaient en me murmurant à l'oreille : — Viens avec nous; demain il sera trop tard. — Je m'enfermais, comme en une citadelle, dans notre triste appartement, dont les maladies avaient fait un hôpital; je cherchais dans la lecture des romans les plus passionnans l'apaisement des désirs qui me tourmentaient. J'avais sans cesse sous les yeux l'image de Marguerite; elle me poursuivait partout. J'appris que Gabriel avait quitté le service avec l'épaulette de capitaine, qu'il s'était mis à Paris à la tête d'un établissement industriel, et qu'il était en train de gagner une grande fortune, déjouant la prophétie de mon oncle Florimond, qui avait toujours prédit à ses instincts tapageurs la fin de l'échafaud ou du bagne. J'allai rôder un jour autour de la maison qu'il habitait; mais j'eus peur d'être aperçu, et je m'enfuis.

La mort, qui la guettait depuis longtemps, enleva ma tante Clarisse; mon oncle Florimond ne la suivit pas immédiatement dans la tombe, il s'éteignit de jour en jour pendant de longues années que je passai à côté de lui, sans le quitter. Il mourut presque centenaire, et je me trouvai seul au monde pour la seconde fois, comme je l'avais été à neuf ans : l'avocat Louchet, qui avait été alors mon protecteur, reposait depuis longtemps dans le petit cimetière, près de mon père et de ma mère; je n'avais autour de moi ni un bien, ni une affection, je n'avais pas de tâche à remplir, être inutile à

tous et fatalement voué à l'égoïsme. J'éprouvai, au premier moment, une violente douleur; puis, au plus fort de ma désolation, une lueur se fit tout à coup en mon esprit. — Je vais donc pouvoir être jeune!

Je ne veux pas cacher mes torts; je n'eus, en cet instant, aucune pensée de regret pour ceux que la mort venait d'enlever; le sentiment de la délivrance remplit subitement mon cœur au point de n'y laisser place qu'à une joie sans bornes. Un nom me vint tout de suite sur les lèvres : — Marguerite!

Je savais bien que Marguerite n'était plus libre, que, le fût-elle, je ne la retrouverais plus telle que je l'avais aimée; mais j'étais fou, j'agissais sans réfléchir, sous l'empire de la surexcitation la plus vive que j'eusse jamais sentie. Je courus chez elle d'un trait, ne sachant ni ce que j'allais lui dire, ni comment j'allais être reçu. Les domestiques, effrayés sans doute par mon visage effaré, ne m'introduisirent qu'après quelques difficultés, et me firent attendre dans un salon : je cherchai à rassembler mes idées; mais des pensées incohérentes me traversaient la tête. Peut-être m'aimait-elle encore? Peut-être était-elle malheureuse? Peut-être pourrais-je la reprendre à son mari? Des voix d'enfans frappèrent mon oreille; la porte s'ouvrit, et Marguerite parut. J'avais refusé de donner mon nom; aussi ne put-elle, en me voyant, retenir un cri de surprise : — Vous, André Maubert!.. Vous ici!

Elle m'avait facilement reconnu. Mais qu'elle était changée! La frêle jeune fille, dont mon cœur avait gardé l'image, était maintenant une femme aux formes opulentes; le sourire avait quitté ses lèvres, laissant à son visage, autrefois si animé, une expression calme et presque sévère. Voyant mon embarras et mon trouble, comprenant sans doute l'entraînement irréfléchi qui me ramenait, elle poussa vers moi deux petites filles qui se tenaient timidement cachées derrière elle. — Voyez mes cadettes...

Et comme je les regardais, stupéfait, sans parler, sans bouger, elle ajouta avec un ton de fierté mal contenu : — J'ai une autre fille encore, plus grande, et un fils qui aura bientôt douze ans.

Je baissai la tête et, pour me donner une contenance, je caressai les enfans. Il y eut entre nous un long silence auquel mit fin une grosse voix enjouée : — Eh! le petit vieux!

Je tressaillis. Quel souvenir! Gabriel venait d'entrer; Marguerite s'empressa de prendre son bras, et elle appuya la tête sur son épaule, répondant ainsi d'un geste à la question muette que ma présence semblait lui adresser. Il comprit probablement, car il sourit. La gêne était mutuelle : ma visite ne fut pas longue; on ne parla pas du passé, et je n'eus pas à subir de questions indiscrètes.

Je pris congé le plus tôt qu'il me fut possible. Quand j'eus la main de Marguerite dans la mienne, je crus, — peut-être ai-je été le jouet d'une illusion, — je crus sentir une légère pression; elle avait eu pitié de moi et elle avait voulu me donner une dernière consolation. Je sortis, plus ahuri encore qu'attristé. J'avais oublié, dans ma solitude, de compter les années, et voilà que je retrouvais mère de famille, presque vieille femme, cette Marguerite à qui mes souvenirs avaient conservé la jeunesse! Mais alors j'étais vieux aussi? Le temps n'avait pas marché pour elle sans marcher pour moi. Cette fois, une véritable rage me mordit le cœur. — Vieux avant d'avoir été jeune! Non, ce n'est pas possible!.. L'amour m'échappe; mais, Dieu merci, il me reste encore le plaisir!

Paris terminait joyeusement une journée d'été radieuse : les bals et les concerts allumaient leurs lampions, dont le soleil couchant faisait pâlir l'éclat, les orchestres éclataient sous les arbres verts des Champs-Élysées, parés de feuillages nouveaux; tout était bruit, mouvement et gaîté. C'était une de ces chaudes soirées où le cœur bondit, où les sens s'allument; les amoureux passaient deux par deux, et, au milieu de cette cohue enfiévrée, possesseur de cette liberté après laquelle j'avais tant soupiré, je restais froid, insensible, sans parvenir à réchauffer en moi la jeunesse que je tenais enfin. J'errai longtemps; je finis par entrer dans un restaurant à la mode, espérant trouver dans le fond de quelque bouteille de grand cru l'étincelle qui devait me ranimer et me rendre à la vie; les tables voisines de la mienne étaient toutes occupées par des jeunes gens et des jeunes femmes, et j'éprouvai une sorte de soulagement à voir en face de moi une tête grisonnante... Je la regardai attentivement. C'était mon propre visage, reflété par la grande glace qui me faisait face. Cette barbe semée de fils d'argent, ces cheveux poudrés de neige, je ne les avais jamais remarqués dans le triste appartement que j'habitais, où tout était vieux, où ils semblaient en harmonie avec les meubles, les idées, les habitans! Je fis à la hâte sur les doigts un calcul auquel je n'avais pas songé jusque-là. J'avais quarante ans; j'en paraissais cinquante... Je me levai sans toucher au dîner que l'on m'apportait, et je repris le chemin du Marais, comprenant enfin qu'il était trop tard.

Mon histoire s'arrête là. Je suis resté vieux comme auparavant. Je mourrai, — Dieu veuille que ce soit prochainement, car la vie que l'on m'a faite est bien triste et bien vide, — je mourrai sans avoir été jeune, vieux depuis l'enfance.

GEORGE VAUTIER.

fois et dans maint musée nous avons rencontré le visage. Cette vieille connaissance, c'est l'épouse même de Véronèse, celle que dans les pèlerins d'Emmaüs du Louvre il nous montre entourée de trois beaux enfans, jeune encore, mais déjà un peu massive. Nous la retrouvons ici avec quelques années de plus et très peu flattée par son mari : son air est décidé, son expression un peu vulgaire, l'embonpoint déborde; aucun goût dans la mise, en tout la tournure d'une simple ménagère. Bonne peinture d'ailleurs, quoique peu idéalisée, mais qui témoigne en faveur de l'honnêteté conjugale de l'artiste, un homme au courant de toutes les élégances et qui pourtant s'estimait heureux avec cette commère, puisqu'il en a si souvent reproduit l'image. Parmi les autres toiles du maître de Vérone, *l'Adoration des Mages* est un vrai bijou qui rappelle comme disposition et qui vaut comme peinture la *Vierge avec sainte Catherine et saint George* de notre Musée. Même éclat et même richesse dans les combinaisons de la couleur, même élégance dans le dessin. Le personnage agenouillé, avec sa barbe blanche et sa tête vénérable, est de l'invention la plus heureuse. C'est une fête pour le regard que ces harmonies vibrantes et cependant discrètes, si naturelles et si savamment équilibrées.

Il convient de rester sur de pareilles impressions, et, bien que l'école de Bologne figure à la Pinacothèque avec des œuvres importantes, il nous en coûterait de parler d'elle avec quelque détail. Dans ces vastes toiles où s'abandonnait un peu trop complaisamment l'habileté de ses peintres, on cherche vainement quelque chose du souffle des âges précédens, la puissance d'un talent supérieur mise au service de la pensée; on y rencontre des réminiscences, des formules apprises et convenues, une moyenne cherchée de qualités et pas de qualité dominante, plus de rhétorique en somme que de véritable éloquence. Après avoir usurpé les admirations excessives que, jusqu'en ces derniers temps, ils partageaient avec les plus grands, les maîtres de Bologne subissent aujourd'hui la peine d'une réaction sans doute exagérée. Mais les compromis qui, dans les relations sociales ou les expédiens de la politique, peuvent parfois être de saison, ne suffisent pas pour créer des écoles d'art, et à distance, dans ce combat pour la gloire qu'ont soutenu les artistes et qui se renouvelle incessamment pour eux dans le champ-clos des musées, ceux-là vivent, ceux-là seuls triomphent qui ont eu quelque originalité et quelque perfection.

Nous aurons suffisamment parlé de l'école napolitaine telle qu'elle est représentée à Munich en signalant au passage quelques-uns de ces paysages de Salvator Rosa où la bizarrerie veut passer pour richesse d'imagination. Nous serions trop généreux pour cette école

en portant Ribeira à son actif, puisque, à raison de sa naissance et des premières leçons qu'il a reçues, il peut être avec justice revendiqué par l'Espagne. La Pinacothèque a de lui plusieurs peintures vigoureuses, pleines de ces contrastes un peu violens qu'il affectionnait. Soit qu'il pensât que la simple représentation de la nature offrait un intérêt suffisant, comme dans cette vieille paysanne qui porte une poule et un panier d'œufs, soit qu'il voulût prêter à ses études de torses ou d'académies une signification imaginée après coup, en les baptisant des noms de saint Barthélemy, d'Archimède, de Manassé ou de saint Pierre, c'est toujours le modèle et la pose d'atelier que nous retrouvons dans ces toiles. La peinture est abondante et énergique; elle accuse trop brutalement sans doute les saillies et l'écart entre les ombres et les lumières, mais elle frappe par son entrain, par la justesse et la décision de ses accens. Il y a même quelque chose de plus dans le *Saint André déposé de la croix*, et aussi dans ce *Sénèque mourant* qui dicte avec sérénité ses derniers enseignemens à ses disciples abîmés dans leur douleur.

Nous sommes en pleine Espagne avec Zurbaran. Sans le secours du livret, peut-être éprouverions-nous quelque embarras à mettre un nom et un titre sous deux grandes figures austères et désolées qui nous représentent saint Jean et la Vierge revenant du Calvaire; mais nous n'avons besoin d'aucune explication en face d'un *Saint François*, la main posée sur une tête de mort qui provoque ses méditations. Ce visage amaigri par le jeûne et ces yeux pleins de flamme et levés vers le ciel nous racontent, en termes assez clairs, l'exaltation des âmes, les longues et sévères contemplations de l'ascétisme espagnol. Chez Alonzo Cano, la piété est moins âpre, les grâces du dessin et le doux éclat de la couleur nous parlent d'un mysticisme plus tendre et d'un amour plus familier, et cette Vierge, qui dépose le petit Jésus entre les bras de saint Antoine, nous fait souvenir que nous sommes dans la patrie de sainte Thérèse.

Le portrait du cardinal Rospigliosi est bien digne de Velasquez, et ne s'accorde guère cependant avec ce que nous savons de la largeur habituelle de sa facture. Les rouges du costume et du fond rappellent l'harmonie hardie d'un des chefs-d'œuvre du maître, cette joviale et vivante figure d'*Innocent X*, la perle de la galerie Doria; mais les deux peintures diffèrent autant que les personnages. Le visage du cardinal est pâle, allongé, avec de grands yeux tristes et profonds; quelques fils d'argent se mêlent à ses cheveux d'un noir d'ébène : la barbiche est grise, la moustache fine et relevée. La peinture, très travaillée, très mesurée, est en accord étonnant

avec l'homme qu'elle nous représente, un de ces diplomates comme l'Italie en a souvent produits, de nature réfléchie et avisée, qui savent où ils vont, aussi obstinés vers leur but que souples dans les moyens qu'ils emploient pour l'atteindre.

Mendians accroupis au coin d'une borne, jouant aux dés avec quelques drôles de leur espèce, vaquant aux soins les plus intimes de leur toilette ou dévorant à belles dents quelques-uns de ces fruits savoureux que la tiédeur du climat fournit à la pauvreté insouciante, tels sont les simples épisodes qui s'offrent à nous dans cinq tableaux de Murillo, fidèles images de la nature et des mœurs familières de l'Espagne, sincères études dans lesquelles le peintre trouvait à la fois un délassement pour son esprit et une gymnastique utile pour son talent. Mais le *Saint François guérissant un paralytique à la porte d'une église* nous donne une idée plus haute du maître de Séville, et nous montre à côté de ces réalités vulgaires la distinction la plus exquise, association justifiée ici avec une convenance parfaite par le sujet lui-même. La bonté compatissante du saint, sa dignité et l'attitude recueillie des deux religieux qui, placés à l'écart sous le porche de l'église, assistent au miracle, forment un contraste saisissant avec la tournure grossière et les haillons du pauvre infirme; mais la foi naïve, peinte sur le visage du mendiant, le rapproche naturellement du pieux personnage auquel il est venu demander sa guérison. Le *Saint François* est, à Munich, la meilleure toile de l'école espagnole, et certainement l'une des plus remarquables du musée.

Les Français partagent avec les Espagnols un des salons de la Pinacothèque; c'est dire qu'ils n'y sont pas très nombreux. Il est même permis d'ajouter qu'ils n'y font pas trop brillante figure. Après avoir noté, sans trop insister, *le Roi Midas*, de Poussin, composition un peu encombrée, mais d'une couleur claire et souple, qui n'est pas habituelle au peintre, — *Jésus avec Marthe et Marie*, de Lesueur, tableau touchant quand on l'a pénétré, qui cependant n'attire guère, placé ainsi au milieu des œuvres des coloristes espagnols, — enfin neuf marines de Vernet, peintes dans un genre décoratif un peu banal, mais d'un pinceau facile et alerte, nous aurions terminé cette rapide revue des maîtres français, si notre grand paysagiste Claude ne méritait pas de nous arrêter. Il tient ici noblement sa place avec quatre tableaux peints à Rome, signés et datés de 1656, 1668 et 1674. Malgré les scènes inspirées par la Bible, que renferment deux d'entre eux, il est permis de dire que la lumière en fait le principal sujet. Comme toujours, les lignes et les masses variées avec art lui font un merveilleux encadrement. La succession des plans qui, par d'insensibles passages, vous con-

duisent jusqu'à l'horizon lointain, le flot qui vient expirer sur le rivage, la brise d'un air pur qui balance mollement les barques, enfle à peine leurs voiles, ou bruit dans les grands arbres dont elle incline amoureusement le mobile feuillage, tout est caresse pour le regard dans ces toiles exquises. Le doux éclat dont elles sont comme imprégnées, les belles proportions, la plénitude et le choix des formes, la limpidité de la couleur et ses harmonieux accords vous gagnent et vous captivent peu à peu.

Si dangereuses, si défectueuses que soient généralement les comparaisons de ce genre, on ne peut s'empêcher de songer ici à Haydn et d'unir les deux maîtres dans une même admiration. Comme lui, Claude a aimé son art et rien que son art: il l'a exercé avec sérénité, avec bonhomie. Même ingénuité de part et d'autre, même disposition à vider une idée, à tirer d'un motif tout ce qu'il contient, même palette peu chargée, et avec cela une constante franchise, une grande richesse d'inspirations, un art accompli pour trouver, avec les moyens les plus simples, des effets toujours nouveaux. Des modulations d'une tenuité charmante, et aussi, quand il le faut, des sonorités pleines et vigoureuses. La force avec la grâce, la clarté toujours : une âme ouverte, expansive et qui ne s'embarrasse pas d'aspirations irréalisables. Comme Haydn encore, notre paysagiste a bien parfois des répétitions peu dissimulées, des procédés d'effet assez élémentaires et des cadences presque surannées; leur candeur même les sauve tous deux, et aux gens qui, sans oser trop le dire, seraient tentés de les trouver un peu vieillots, ils peuvent opposer l'un et l'autre des audaces imprévues, des inventions vraiment grandes et des mouvemens d'éloquence tout à fait entraînans. Cet art, si modeste et si naturel dans ses allures, n'a pas besoin d'enfler la voix pour se faire écouter; son élévation n'a rien de factice. Il va droit devant lui, tout uniment, assuré de cette jeunesse éternelle que prêtent aux œuvres de l'homme la sincérité entière, le continuel souci du beau et de sa parfaite expression. On peut s'abandonner sans réserve à de pareils maîtres, et il convient de ne pas marchander à leur génie des admirations qu'ils ont si loyalement conquises.

La brève énumération que nous venons de faire suffirait à prouver que, même pour les écoles que nous avons déjà passées en revue, la Pinacothèque n'est point déshéritée. Il nous reste à étudier maintenant les chefs-d'œuvre des peintres de la Flandre et de la Hollande qui constituent la vraie richesse et l'intérêt propre de ce beau musée.

ÉMILE MICHEL.

LA

POLITIQUE MODÉRÉE

SOUS LA RESTAURATION

LE COMTE DE SERRE.

II[1].

DE SERRE ET LA POLITIQUE MODÉRÉE.

—

I. *Correspondance du comte de Serre* (1796-1825), annotée et publiée par son fils; 6 vol. in-8°, 1877. — II. *Discours prononcés dans les chambres* par le comte de Serre, 1815-1822; 2 vol. in-8°.

Un jour de l'été de 1818, M. Pasquier, qui était ministre, écrivait à De Serre, qui allait bientôt l'être à son tour : « En vérité, après nous être tirés des années qui viennent de s'écouler, il y aurait plus que du malheur à ne pas pouvoir marcher avec celles qui s'avancent. » A ne considérer que l'intérêt public, la raison, la nature des choses, cette confiance d'un esprit sensé et pratique n'était pas un vain optimisme. La restauration, sauvée des écueils de 1816, sortie, pour ainsi dire, des passes les plus dangereuses, semblait en mesure de tenir tête aux orages. Les partis cependant restaient en présence avec leurs haines, leurs ressentimens, leurs défiances, et entre ces partis inégalement puissans, également passionnés, la

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre 1877.

loi des élections apparaissait comme l'objet des plus prochains, des plus inévitables conflits.

Cette loi du 5 février 1817, présentée ou acceptée par M. Lainé, conçue en réalité par les doctrinaires dans la pensée de consacrer la prépondérance des classes moyennes, cette loi se résumait en trois points essentiels : le suffrage direct attaché au cens fixé par la charte, le scrutin de liste par département, et le renouvellement annuel par cinquième de la chambre. Telle qu'elle était, la loi du 5 février avait probablement dépassé les calculs de ceux qui l'avaient proposée ou votée; elle avait surtout l'inconvénient d'entretenir par le renouvellement annuel la fièvre dans le pays, l'instabilité et la mobilité des partis dans le parlement. La première expérience électorale de 1817, sans modifier sensiblement les conditions parlementaires, avait commencé à inspirer des doutes. Le second renouvellement du mois d'octobre 1818, en envoyant à la chambre quelques-uns des libéraux les plus accentués, excitait une sorte de panique dans le monde royaliste. Aussitôt on en venait à se demander si, par une série de renouvellements annuels, il n'y aurait pas une heure où une majorité ennemie serait maîtresse de la chambre des députés. C'était le mot de M. de Wendel à De Serre, et le duc de Richelieu, qui, pendant ce temps, négociait à Aix-la-Chapelle la libération du territoire, qui mettait un zèle patriotique à rassurer l'Europe, à pallier les incohérences intérieures de la France, le duc de Richelieu n'était pas le moins troublé. Fier sans doute du succès de sa grande négociation nationale, mais ému, presque irrité des élections qui lui gâtaient son œuvre, il ne rentrait à Paris aux derniers jours de novembre 1818 que pour retrouver ses collègues agités eux-mêmes et partagés; il ajoutait par ses propres inquiétudes aux agitations du ministère. Sans le vouloir, par son arrivée, il donnait le signal d'une véritable crise de gouvernement, et c'est ainsi qu'en 1818, comme on l'a vu depuis dans des circonstances plus douloureuses encore, au moment où la plus grave question extérieure cessait de peser sur la France délivrée des occupations ennemies, la question intérieure éclatait ou renaissait dans toute sa vivacité!

I.

La situation à ce moment était aussi confuse que pénible. Seul peut-être, Louis XVIII gardait une sorte de sérénité supérieure. Il venait de recevoir en roi, aux Tuileries, les deux souverains de la Russie et de la Prusse, qui avaient quitté Aix-la-Chapelle pour lui faire une courte visite; il se flattait de les avoir conquis. Il considérait, — il l'a écrit lui-même, — « comme l'instant le plus heureux

de sa vie » cette heure où, par les habiles négociations de son premier ministre, il pouvait enfin « voir le drapeau français flotter sur toutes les villes françaises. » Louis XVIII, tout entier à la joie patriotique de ce succès, ne s'affectait pas sérieusement de quelques élections qui avaient pu le contrarier, mais qui après tout laissaient intacte une immense majorité royaliste, et il ne voyait aucune raison de changer son ministère ou sa politique.

Autour du roi, au contraire, régnaient le trouble et l'incertitude. La loi du 5 février 1817 devait-elle être maintenue? serait-elle remaniée complétement ou partiellement, et si elle devait être modifiée, quelles réformes proposerait-on? après les élections récentes, le moment n'était-il pas venu de redresser la direction des affaires et de revenir dans une certaine mesure vers la droite? Ces questions compliquées, redevenues ardentes, passionnaient et divisaient les esprits. Au fond, c'était toujours la lutte de deux politiques. Plus que jamais sans doute, par le service qu'il venait de rendre, que le roi reconnaissait et dont ses collègues se plaisaient à lui faire honneur, le duc de Richelieu semblait rester l'homme de la situation. Tout le monde s'inclinait devant la prééminence du patriotisme utile et heureux. Quand on en venait aux choses pratiques, à un système de conduite devant les chambres, on ne s'entendait plus. Le président du conseil, dans ses velléités d'évolution royaliste, avait l'appui de M. Lainé, même de M. Molé. Le maréchal Gouvion Saint-Cyr, M. Decazes, M. Pasquier, sans se refuser à tout changement dans la loi des élections, voyaient du danger à soulever prématurément une question délicate, et ils admettaient beaucoup moins la nécessité d'un retour vers la droite qui ressemblerait à un désaveu de la politique du 5 septembre. Le ministère se trouvait partagé en deux camps. De là une crise laborieuse et obscure qui se déroulait un mois durant au milieu de toute sorte de péripéties intimes.

Évidemment le duc de Richelieu avait cédé à des impressions trop vives. Il avait cru trop aisément trouver des collègues disposés à le suivre dans une politique dont il ne se faisait pas lui-même une idée très exacte, et, une fois engagé dans cette voie, il se laissait entraîner à deux actes ou deux démarches qui aggravaient tout et compromettaient tout. Dès le début de la session, une intrigue que le président du conseil ne connaissait pas, mais qui avait été nouée précisément pour répondre à ses vœux secrets, portait au premier rang des candidats à la présidence de la chambre M. Ravez, à la place de De Serre, qui ne venait plus qu'au second rang. Le duc de Richelieu, flatté dans ses sentimens intimes, voyant dans la majorité donnée au premier candidat le signe d'une alliance possible avec la droite, se hâtait de soumettre au roi la nomination de M. Ravez sans prendre même l'avis du conseil. Une explosion de surprise ré-

pondait à cet acte, qui ressemblait à une rupture avec une fraction libérale de la chambre et qui atteignait quelques-uns des ministres eux-mêmes. De Serre, quant à lui, avait prévu cette tentative d'exclusion. Il se défendait de toute amertume, surtout à l'égard de M. de Richelieu, qu'il savait au-dessus de l'intrigue. Il ressentait cependant le coup, qui du reste ne le frappait pas seul, et au courant de ces journées d'agitation parlementaire, ministérielle, il écrivait à sa femme demeurée à la campagne, à Aulnay : « J'ai beaucoup à me louer de M. Decazes, quoique je ne l'aie pas vu. La cabale contraire était si violente que sans lui je ne serais pas sorti candidat au premier tour de scrutin. C'est jusqu'ici sa défaite comme la mienne. Patience, petite, la victoire est journalière et elle aime le courage. Que l'ordre actuel se maintienne, je n'en demande pas davantage. S'il devait périr, heureux alors ceux dont la responsabilité aura été la moindre... — Le maréchal Saint-Cyr et la maréchale sont parfaits pour nous; le baron Louis et nos amis de même. Sois convaincue que c'est honorablement que nous tombons. Tout est ici dans un grand ferment!.. » Trois jours après, il ajoutait : « J'ai beaucoup réfléchi sur ma conduite dans ces circonstances et me suis convaincu que le plus grand calme, l'absence de toute irritation, le seul souci de l'intérêt du pays étaient dans les convenances, dans mes devoirs et mon caractère... » L'exclusion de De Serre avait pour conséquence immédiate la formation d'un groupe nouveau dans la chambre, la « réunion Ternaux, » où se rencontraient tous les anciens modérés.

A mesure que la crise se déroulait, le duc de Richelieu commettait une méprise bien plus grave encore. Il allait jusqu'à demander et même imposer au roi, non-seulement l'exclusion de M. Decazes du ministère, mais son exil dans une ambassade lointaine, à Saint-Pétersbourg. C'était ce que M. Lainé appelait une mesure « impériale, » ce qu'il aurait appelé un « oukase » s'il l'avait osé. M. Decazes recevait sans discuter cette communication, que Louis XVIII lui faisait avec des larmes, et il offrait de partir au premier ordre. Le duc de Richelieu avait dépassé visiblement la mesure. Il n'obéissait assurément ni à un goût immodéré et jaloux de domination ni à des animosités personnelles. Il ne restait au pouvoir et il n'acceptait de reconstituer le ministère que par dévoûment; il aimait et estimait M. Decazes, et même en se croyant obligé de l'exiler il lui témoignait les sympathies les plus sincères. Sans le savoir, il cédait à des suggestions de coterie; il subissait la tyrannie des défiances et des antipathies de la droite, dont il recherchait l'alliance. Peut-être aussi croyait-il que, ne pouvant plus avoir M. Decazes pour collègue, il ne réussirait pas à former un ministère tant que le favori du roi serait à Paris. Ce galant homme aux in-

tentions si droites, si bien fait pour en imposer à la diplomatie, avait peu d'expérience des choses intérieures. Il ne voyait pas qu'en quelques jours il s'était rendu tout impossible. Malgré ses condescendances pour la droite, il ne voulait pas lui sacrifier entièrement la politique de modération à laquelle il avait attaché son nom, et pour cette alliance décevante autant qu'onéreuse il s'était aliéné les libéraux. En livrant De Serre, il avait laissé atteindre dans son importance un homme qui s'était illustré à la tête de la chambre, qui avait été jusque-là, par l'éclat du talent et par son libéralisme monarchique, une des forces de la restauration. En frappant M. Decazes, il avait risqué de blesser le roi dans ses sentimens, un peu dans sa dignité, et il avait fait d'un ministre menacé de disgrâce un ministre populaire. Que lui restait-il? Vainement il assemblait des noms disparates, M. de Villèle et M. Mollien, M. Siméon et M. de Lauriston : il ne tardait pas à se sentir impuissant, découragé. Il ne demandait plus qu'à s'effacer, renonçant à la mission qu'il avait acceptée, suppliant lui-même M. Decazes de rester, d'aider le roi à former un cabinet.

C'est ce qui arrivait en effet, de sorte que cette crise, au lieu de finir par un succès de réaction, par une déviation de la politique modérée, se dénouait au profit de cette politique et des hommes qui l'avaient soutenue, qui avaient failli disparaître. M. Decazes ne cessait d'avoir l'exil de Pétersbourg en perspective que pour prendre le ministère de l'intérieur à la place du ministère de la police désormais supprimé. De Serre, le vaincu du scrutin de la présidence de la chambre, se relevait garde des sceaux. Le maréchal Gouvion Saint-Cyr, le vigoureux réorganisateur de l'armée détesté des « ultras, » restait plus que jamais au ministère de la guerre; le baron Louis entrait aux finances, et tous consentaient à se placer sous la présidence d'un militaire, homme d'esprit et de ressources, à qui on n'avait songé qu'à la dernière extrémité, presque par hasard, en feuilletant un *almanach royal*, — l'ancien chef d'état-major de Moreau, le combattant de Hohenlinden, le général marquis Dessoles.

La crise avait commencé comme un imbroglio de parlement et de cour; elle finissait par un coup de théâtre qui laissait M. de Richelieu hors du ministère. Comédie éternelle de la petitesse et de l'ingratitude des partis! La veille encore, le duc de Richelieu était considéré comme le premier personnage public, sans lequel rien ne semblait possible; lorsque peu de jours après, sous l'inspiration et avec l'énergique appui des nouveaux ministres, un homme de bien, M. Benjamin Delessert, proposait d'assurer une dotation d'une rente annuelle de 50,000 francs à celui qui venait de délivrer la France des occupations étrangères, cette proposition ne rencontrait

que mauvaise grâce dans la chambre. Les « ultras » ne pardonnaient pas à l'ancien président du conseil l'ordonnance du 5 septembre et sa modération; quelques-uns des libéraux ne lui pardonnaient pas ses tentatives récentes de retour vers la droite. Les uns et les autres, oubliant la libération du territoire, se liguaient tristement pour diminuer la majorité dans le vote de la modeste rémunération nationale due à celui qui, après avoir rendu un éclatant service, sortait pauvre du pouvoir. Le duc de Richelieu avait le droit de se sentir offensé; de Bordeaux, où il se trouvait, il écrivait aussitôt à M. Decazes, avec qui il avait gardé malgré tout les meilleurs rapports : « Vous me connaissez assez pour croire sans peine que j'eusse préféré un petit bout de remercîment, voté à l'unanimité, à tout l'argent du monde arraché par une faible majorité... » et il faisait don aux pauvres de Bordeaux d'une dotation marchandée! L'ombre de M. de Richelieu absent et blessé pesait sur la situation nouvelle, sur le gouvernement, qui n'avait pu rien empêcher. C'était la faiblesse du ministère du 29 décembre 1818. La force du cabinet nouveau ou, si l'on veut, son caractère avait été de sortir de la crise la plus confuse comme l'affirmation vivante de la pensée du 5 septembre. C'était plus que jamais le ministère de la politique modérée par le maintien de la loi des élections, par un système nécessaire de conciliation et d'extension libérale. Dans cette administration naissante, M. Decazes, sans avoir la présidence, restait visiblement, sous le général Dessoles, le chef réel, garant de la faveur du roi, fort de son habile dextérité dans le maniement des affaires, dans les négociations avec les hommes et les partis. Il étendait son action dans le centre droit et même vers les régions les plus tempérées de la droite. De Serre, lui, formait le lien avec le centre gauche, avec les libéraux. C'était le courage impétueux dans le parlement, la voix éloquente du ministère, la force vive et entraînante du conseil.

Il arrivait au pouvoir sans brigue et sans vaine diplomatie, passionné pour le bien, mûri par la réflexion comme par les luttes de tribune, impatient de servir sa cause et ayant à prouver qu'il pouvait être le premier au gouvernement comme dans la chambre. Il avait déjà des relations de confiance avec quelques-uns de ses collègues, le maréchal Gouvion Saint-Cyr, le baron Louis, qui étaient, comme lui, des Lorrains. Il connaissait aussi le général Dessoles. Lorsque, dans l'été de 1818, il avait laissé sa femme à la campagne à Aulnay, il lui écrivait : « Autant que je m'oriente, tu ne serais pas très loin du général Dessoles. Lui, sa femme et sa fille sont simples et très bien. Il est considéré de tous les bords, homme sage et d'un excellent esprit, et je lui crois quelque attachement pour moi... » S'il n'avait pas eu jusque-là des habitudes d'intimité avec

M. Decazes, il ne tardait pas à s'engager dans une vive liaison avec le ministre de l'intérieur; ces deux hommes s'attachaient promptement l'un à l'autre, et, par la différence même de leur esprit, de leur caractère, ils se complétaient dans l'action.

De Serre, à la vérité, avait un peu étonné et peut-être un peu froissé au premier moment Royer-Collard en se décidant à entrer au ministère sans trop consulter ses amis; mais de ce côté il restait toujours le grand espoir, il pouvait passer pour le plus brillant représentant des doctrinaires au gouvernement, et par le fait le cabinet était la victoire de cette fraction des libéraux royalistes plus encore que de tout autre parti. Avec les nouveaux ministres, M. Guizot, M. Villemain, M. de Barante, avaient de grandes directions au ministère de l'intérieur, aux beaux-arts, aux finances. Camille Jordan était au conseil d'état. Dans son désir de rallier les hommes jeunes du monde libéral, De Serre avait eu même un instant l'idée de faire un sous-secrétaire d'état d'un avocat déjà renommé alors, illustré depuis par ses versatilités autant que par ses talens, Dupin, le défenseur du maréchal Ney. Dupin hésitait, puis finissait par refuser, et il s'exposait à recevoir du garde des sceaux ces paroles, dont une longue carrière a fait une haute et prophétique ironie : « Je comprends qu'après tant de naufrages il faut une vocation toute particulière pour s'engager dans la voie des périls et des sacrifices. » M. Dupin n'eut jamais en effet la vocation des sacrifices et des naufrages! En définitive, avec les doctrinaires qui lui restaient, De Serre avait autour de lui un bataillon d'élite, un peu raisonneur, un peu exigeant peut-être, mais brillant d'intelligence, disposé à le servir par le conseil, par la presse, et M. Guizot, en lieutenant impatient d'importance, avec le ton d'un censeur familier, ne craignait pas d'aiguillonner dès les premiers temps le cabinet et le garde des sceaux. « Il faut absolument que vous parliez demain, écrivait-il un jour à De Serre :... tout le monde s'étonne et tout le monde a raison. On se demande si le ministère est donc paralysé, muet, mort, et en effet il en a l'air. C'est à vous de ne pas souffrir qu'il ait un seul instant cette fausse apparence... Vous seul pouvez et vous devez. Je vous proteste que cela est grave... Pour Dieu, ne dormez pas sur le banc des ministres. Soyez sûr que ce n'est pas seulement pour faire des tragédies qu'il faut avoir le diable au corps... » M. Guizot en parlait un peu à l'aise; l'auxiliaire, si M. Guizot a été jamais un auxiliaire, dictait son rôle au chef de file. Le ministère n'était en réalité ni paralysé ni mort: il avait seulement à chercher sa voie, à mesurer sa marche sous le feu des oppositions extrêmes qui l'épiaient dès la première heure et à montrer qu'il pouvait être, comme il le voulait, même sans M. de Richelieu, le gouvernement de modération libérale dont la restaura-

tion avait besoin pour vivre. Le garde des sceaux particulièrement était homme à ne point s'engager à demi, à ne décliner ni les obligations du pouvoir ni les nécessités de la lutte dans la carrière nouvelle où il entrait.

II.

Ce ministère du 29 décembre 1818, qui a duré une année, — une année de combats et d'épreuves, — a été une des expériences les plus brillantes, une des tentatives les plus originales pour fixer la monarchie constitutionnelle dans des conditions modérées. La destinée du ministère était naturellement d'avoir affaire à toutes les oppositions extrêmes, et d'abord aux « ultras » d'autant plus exaspérés qu'ils avaient cru toucher au succès dans cette crise où le duc de Richelieu venait de disparaître. Les royalistes furieux ne pardonnaient un instant aux nouveaux ministres que parce qu'aucun d'eux ne portait, selon le langage des partis, « la tache des cent jours. » Les colères ne restaient pas longtemps suspendues. La guerre éclatait presque aussitôt à propos de deux incidens qui forçaient le cabinet à prendre position, en montrant du premier coup la place et le rôle actif que De Serre allait avoir dans le gouvernement, dans les affaires de la restauration.

Le premier de ces incidens naissait d'une simple discussion de finances. Le baron Louis, homme de probité et de régularité, avait tenu dès son avénement à en finir avec une question qui troublait son esprit correct. Depuis la restauration, on n'avait vécu que de douzièmes provisoires, le budget n'avait pu jamais être voté que sommairement et par fractions, au détriment des intérêts les plus sérieux. Le temps avait toujours manqué pour une discussion utile avec l'année financière commençant au 1er janvier. Le baron Louis, dans la pensée d'assurer le présent et de régulariser l'avenir, avait proposé une combinaison nouvelle de l'année financière qui nécessitait, pour une seule fois, le vote d'un budget de dix-huit mois. Ici, à la vérité, on se heurtait à la charte, qui n'avait prévu qu'un budget annuel. D'un autre côté, ce qui se passait depuis le commencement du règne n'était pas moins irrégulier et devenait à peu près inévitable. Il s'agissait donc de concilier deux impossibilités apparentes par une mesure temporaire qui ne compromettait rien, qui préparait au contraire la régularité définitive et permanente.

Au fond c'était une simple question de bonne foi; mais les finances disparaissaient, la politique seule restait avec ses excitations, et la droite, passionnée tout à coup pour les garanties constitutionnelles, s'armait de la charte contre un gouvernement à qui elle feignait d'attribuer des préméditations d'attentat. M. de La Bourdon-

naye, l'âpre et violent tribun des réactions de 1815, toujours le premier dans la mêlée, ne voyait partout que ruine, oppression et arbitraire. Il accusait les ministres de « semer l'inquiétude dans la garde et la division dans l'armée, » — ce qui allait droit au maréchal Saint-Cyr, — de « désorganiser l'administration, » — ce qui était pour M. Decazes, — de jeter « le désordre dans les finances pour favoriser les agioteurs et les capitalistes étrangers, » — ce qui avait trait aux derniers emprunts negociés pour la libération du territoire. M. de La Bourdonnaye donnait le signal, tout le parti suivait, et M. de Villèle lui-même, tout avisé qu'il fût, ne se défendait pas de ces excès. Il voyait dans une première violation de la charte le prélude de toutes les violations, il évoquait les souvenirs de brumaire, il se laissait aller à dire : « Lorsque Bonaparte, à la tête de quelques soldats, vint disperser les membres du conseil des cinq-cents, ceux-ci invoquaient les droits qu'ils tenaient de la constitution ; il leur répondit : — Vous l'avez violée! — Craignez pour vous-mêmes cette foudroyante réponse. » Ces exagérations peu sincères sur un point de légalité constitutionnelle ne laissaient pas d'éveiller chez bien des esprits droits des scrupules qui font honneur au temps : depuis nous en avons vu bien d'autres!

C'est précisément à cette occasion que M. Guizot stimulait l'ardeur du ministère naissant et du garde des sceaux. Le baron Louis, plus habile financier qu'orateur, n'était pas homme à se défendre; seul De Serre « pouvait, » selon le mot de M. Guizot, et il n'avait guère besoin d'être stimulé. Une fois la lutte engagée avec ce caractère politique, De Serre se jetait à son tour dans la mêlée avec ce don d'improvisation nerveuse qui faisait sa force. Il reprenait cette question de finances, qu'il dégageait de toute obscurité en vrai homme d'affaires supérieur, et, s'animant par degrés, saisissant corps à corps ses adversaires, M. de La Bourdonnaye, M. de Villèle, dévoilant leur tactique, relevant tous ces défis de l'esprit de parti, il répliquait d'un ton d'autorité véhémente :

« Croyez-le, messieurs, c'est à des signes certains que l'on reconnaît les vrais amis de la charte, les hommes vraiment constitutionnels. On ne les voit point, pharisiens nouveaux, se contenter d'un culte purement extérieur, et, la charte sur les lèvres, élever des scrupules et de subtiles querelles sur des syllabes, des points et des virgules, tandis qu'au gré de leurs passions ou de leurs intérêts ils violent sans pudeur les préceptes les plus essentiels de la loi. Aimer et pratiquer la charte, c'est protéger, c'est défendre les droits, les intérêts, les libertés publiques que la charte a reconnus et garantis; c'est combattre tous ceux qui voudraient les inquiéter, les menacer ou les flétrir. Aimer la charte, c'est chercher, non dans de vains simulacres, mais dans la franchise et la réa-

lité de ses institutions, la pleine sécurité de nos droits, de nos intérêts et de nos libertés. Aimons ainsi la charte, fondons sur elle le trône dont elle est descendue; que la France entière, à notre exemple, se pénètre de son esprit, et nous ne craindrons ni les soldats impies, ni les insolentes paroles dont on nous a menacés... Non, et vous le savez bien, le gouvernement ne sème la division nulle part, ni dans la garde ni dans l'armée; mais il maintient, il maintiendra dans l'une comme dans l'autre le respect des lois, la sévérité de la discipline... Non, et vous le savez bien encore, le ministère ne favorise pas l'agiotage; mais il oserait peut-être penser que, lorsqu'on a vu, après bien des craintes, dans quelles mains venait se reposer le pouvoir, la confiance publique s'est ranimée... Vous le savez bien aussi, le ministère ne cherche point à troubler la nation. Vous ne pouvez lui imputer tous les actes arbitraires, les atteintes à la liberté individuelle ou à d'autres libertés, dont vous réveillez avec tant d'imprudence le souvenir. Sa première sollicitude, c'est de réparer promptement les maux causés par une trop funeste influence, maux trop souvent irréparables! Voilà les difficultés contre lesquelles il lui faut lutter. Je ne crains pas de le dire, personne ne redoute plus que lui les attentats à la liberté publique... »

Tout portait coup dans ce langage si nouveau. Ces allusions vengeresses à 1815, cette loyauté de libéralisme, trouvaient un écho dans les tribunes, qui éclataient en applaudissemens. De Serre avait enlevé la victoire et pris position pour le ministère dès le premier pas.

L'autre incident, qui pour un début n'était pas une épreuve moins sérieuse, venait de la chambre des pairs et d'une motion faite par un homme grave, respecté, M. Barthélemy, l'ancien membre du directoire, l'ancien proscrit du 18 fructidor. M. Barthélemy avait proposé une « adresse au roi » pour provoquer « dans l'organisation des colléges électoraux les modifications dont la nécessité pourrait paraître indispensable. » Le drapeau qu'on avait cru un moment abattu se relevait. La pensée d'une réforme de la loi des élections avait survécu à M. de Richelieu, et allait se retrancher au Luxembourg comme dans une forteresse. La proposition de M. Barthélemy avait pour elle la majorité des pairs, la droite de l'autre assemblée, la faveur et les excitations de la petite cour agitée et agitatrice du comte d'Artois; elle avait contre elle l'opinion, le roi lui-même, le cabinet, les modérés du parlement. La chambre des pairs voulait que la loi des élections fût modifiée, la chambre des députés voulait que la loi restât intacte, — et le ministère était né pour la maintenir. Le drame s'engageait vivement. « Les partis sont en présence, écrivait un matin De Serre à M. Decazes, et dans cette position tout mouvement qui sort du plan de campagne général est

dangereux. » Le garde des sceaux, quant à lui, n'hésitait pas à revenir au combat, accentuant de plus en plus la politique ministérielle. « De quelques prétextes frivoles que se soit enveloppée l'attaque dirigée contre la loi des élections, disait-il pour détourner une intervention prématurée de la chambre des députés, — le gouvernement a reconnu dans sa marche, dans ses appuis, un acte d'hostilité violent contre lui, contre les intérêts nationaux, et c'est un honneur au ministère du roi que, pour arriver à lui, ses adversaires n'aient pas trouvé de route plus sûre que d'attaquer de front les intérêts les plus chers au pays. Nous en serons les premiers et les plus constans défenseurs, et sur ce point ni le roi ni ses ministres n'ont besoin d'être provoqués. » Peu de jours après, dans un comité secret, il se retrouvait en face de M. de Villèle, de M. Corbière, de M. Lainé, lui-même embarrassé de se trouver parmi les agresseurs ou les censeurs de sa propre loi, et De Serre relevait toutes ces attaques dans un de ses plus éclatans discours, qu'il couronnait par cet énergique appel : « Je pose dans son expression la plus simple la question que vous allez décider. La France sera-t-elle livrée ou non à la domination des partis? La France repousse cette domination, elle n'en attend qu'oppression, honte et calamités. Prêt à les combattre tous, le gouvernement du roi réclame votre secours pour les vaincre, et il ne l'aura pas réclamé en vain... » De Serre avait eu Royer-Collard pour auxiliaire dans cette lutte nouvelle.

La difficulté n'était pas dans la chambre des députés, dont le garde des sceaux réclamait le secours; elle restait toujours dans la chambre des pairs où l'hostilité se déclarait et s'aggravait non-seulement par le vote de la proposition de M. Barthélemy, mais par le refus de la loi financière. Il fallait trancher le nœud. Alors le ministère, soutenu par le roi, se décidait à un acte hardi, à une promotion extraordinaire de soixante pairs. L'enfantement ne laissait pas d'être laborieux. — « Vingt-quatre pairs ont été adoptés hier soir, plusieurs un peu bien pâles, écrivait De Serre à Royer-Collard; demain nous tâcherons d'en obtenir quelques-uns plus significatifs. Quelle misère, quelle contradiction, mon cher ami, d'être si près du pouvoir, d'en sentir le besoin extrême, le devoir, et d'être contenu dans l'inaction! » L'acte pouvait avoir été dur à conquérir et ressembler à un expédient de circonstance pour déplacer la majorité d'une assemblée; il était certainement hardi en lui-même, et il l'était surtout par le choix des nouveaux pairs. A côté de ceux qui avaient été éliminés après les cent jours pour s'être ralliés à Napoléon et que le roi rappelait à la pairie, — Suchet, Mortier, Moncey, Lacépède, — figuraient des hommes comme Davout, Jourdan, M. Daru, M. Mollien, M. Portalis, M. Chaptal, M. de Laforest,

M. Mounier, M. de Barante. Ces soixante pairs, dont le nom révoltait les vieux ducs et la cour du comte d'Artois, représentaient une élite des classes nouvelles créées par la révolution, et lorsque dès le lendemain les « ultras, » exaspérés, cherchaient dans cette promotion une arme de plus contre le gouvernement, De Serre pouvait dire avec la hauteur de sa raison : « Accroître l'importance, le lustre de la chambre héréditaire, *la mettre dans une heureuse et plus intime harmonie avec la France actuelle*; reconnaître de grands et honorables services, assurer au trône, comme à toutes les autres institutions, de nouveaux défenseurs; enfin *répondre par des effets à ces paroles d'union et d'oubli* que, sous l'inspiration du monarque, un noble fils de France (le duc d'Angoulême) a répandues dans les provinces, voilà les motifs d'une mesure qui a raffermi la confiance et fait croire à la stabilité... » C'était au moins une manière de relever la signification de la mesure.

On avait raison des pairs comme des « ultras » de la chambre des députés, de sorte qu'en fin de compte ces incidens, suscités par l'esprit d'hostilité pour être l'embarras du ministère, n'avaient d'autre effet que d'accentuer plus vivement sa position entre les partis, le caractère et la direction de sa politique. Et à cette époque aussi, comme dans des temps plus récens, il y avait au milieu des plus sérieux conflits d'opinions et de systèmes ce qu'on appelait la question des fonctionnaires. Rien n'est nouveau, ni l'esprit de parti ni l'ardeur des animosités ou des compétitions personnelles. En 1819, c'étaient les royalistes, Chateaubriand en tête, qui s'étonnaient et s'indignaient en comptant chaque jour les destitutions ou les déplacemens des préfets, des conseillers d'état, des magistrats, des officiers, punis, assuraient-ils, pour leur dévoûment à la cause royale. Ils accusaient le ministère de confier la garde de la monarchie à ceux qui l'avaient trahie et qui la trahiraient encore, à des fonctionnaires des cent jours et de la révolution, — comme si un gouvernement pouvait être servi par d'autres que par ses amis de naissance, par ses seides passionnés et jaloux! Il est vrai que, d'un autre côté, les libéraux accusaient à leur tour le cabinet de ne pas destituer assez, de ne pas donner assez d'emplois à ses alliés de la gauche, de laisser en fonction trop d'ultras ennemis des institutions. Un journal aux tendances républicaines, *le Censeur*, avait seul le courage d'avouer qu'il y avait des questions plus sérieuses, et seul il osait ajouter : « Depuis le changement du ministère, les libéraux de circonstance obstruent toutes les avenues du gouvernement. La réforme qui leur paraît la plus utile, c'est que les ultra-royalistes soient exclus des places, et que l'argent de la patrie soit distribué de préférence aux patriotes! » Le ministère se servait sans doute de ce levier toujours puissant des fonctions publiques; il s'en

servait après tout en pouvoir modéré, poursuivant dans ses choix comme dans ses actes une œuvre de fusion et d'éclectisme libéral, s'efforçant de rallier à la monarchie constitutionnelle les intérêts nouveaux, les hommes qui ne passaient pas pour irréconciliables. C'était toute sa politique.

Nul plus que le garde des sceaux ne mettait de sincérité et de feu à la réalisation de cette pensée ministérielle. De Serre la défendait dans le parlement, dans les conseils; il s'en inspirait dans son administration. Il avait avec M. Bellart, le fougueux procureur général de Paris, des altercations intimes dont ses lettres révèlent aujourd'hui la vivacité, et il avait quelque peine à réprimer les excès de zèle de ce chef de parquet qui prétendait exercer un droit direct de poursuite politique malgré ses ordres, qui ne s'inclinait qu'en lui écrivant : « Je désire ne pas laisser votre grandeur se méprendre sur la nature de mon silence; il est de respect, non de conviction. » De Serre ne destituait pas M. Bellart, il ne craignait pas de lui parler avec sévérité et de le contenir. Par une circulaire d'un vrai chef de la justice, il s'efforçait de faire pénétrer dans la magistrature un esprit aussi élevé que nouveau d'équité et d'impartialité. Il entrait vivement, passionnément, par la parole comme par l'action, sous toutes les formes, dans l'œuvre commune du gouvernement; mais ce qui est resté surtout l'expression originale et ineffaçable de son initiative au pouvoir, ce qui était le mieux fait pour donner au ministère sa couleur libérale, c'est la législation sur la presse qu'il proposait peu après son entrée à la chancellerie, dont il obtenait bientôt le vote et la sanction. Cette législation avait été préparée dans une commission où entraient M. Royer-Collard, le duc de Broglie, M. Cuvier, M. de Barante, M. Guizot; elle avait été mûrie et coordonnée par le garde des sceaux lui-même, qui avait surtout le courage d'en accepter le fardeau. Le jour où la discussion commençait, au mois d'avril, Royer-Collard lui écrivait le soir : « Je suis venu de chez moi pour vous voir et vous embrasser. Vous m'avez ravi ! vous devriez bien venir dîner demain, nous causerions de la suite de la loi. » Et De Serre répondait aussitôt : « Il en est de votre suffrage comme de votre amitié; je n'en connais point auxquels j'attache plus de prix. » Rien ne pouvait mieux mettre d'accord ces esprits libéraux.

L'œuvre, en effet, était le fruit d'une pensée réfléchie et sérieusement politique. Jusque-là, depuis la restauration, je ne parle pas de l'empire, la manifestation des opinions n'avait cessé d'avoir pour mesure l'intérêt, la raison d'état du moment ou une tolérance intermittente. La presse avait vécu sous un régime d'exception, sous l'arbitraire administratif, et Chateaubriand lui-même, pour un pas-

sage de son livre de *la Monarchie selon la charte*, n'avait pu échapper à la censure. L'idée, les conditions essentielles d'une légalité protectrice n'apparaissaient que confusément et obscurément. Tous les projets présentés pour réaliser les promesses de 1814 avaient été arrêtés en chemin. Le problème restait tout entier. De Serre se proposait hardiment de le résoudre par trois lois qui formaient une sorte de charte de la presse, complément du droit constitutionnel de la France.

Tout se coordonnait dans cette législation fondée sur le principe qu'il n'y avait point, à proprement parler, de délits d'opinion et de presse, qu'il n'y avait que des crimes et des délits de l'ordre commun provoqués ou commis par les discours publics, les écrits, les imprimés, les gravures, les dessins vendus ou distribués. « La presse, disait De Serre, rentre dans le droit commun comme tout autre instrument d'action, et en y rentrant elle ne rencontre aucune faveur qui lui soit propre, aucune hostilité qui lui soit particulière. » Des trois lois conçues et proposées par le garde des sceaux, la première avait pour objet de définir la mesure de participation aux délits et aux crimes, les offenses au roi, l'outrage à la morale publique, la diffamation, et de fixer les pénalités; la seconde précisait les formes de procédure et le caractère de la juridiction appelée à prononcer; la troisième avait trait aux conditions particulières dans lesquelles pouvait s'exercer le droit de publier les journaux. La nouveauté de cet ensemble législatif était de substituer pour les journaux un système de garanties matérielles, de responsabilités personnelles aux procédés préventifs, de créer pour les écrits un régime régulier et d'introduire le jury dans les affaires de la presse. Qui croirait cependant que libéraux extrêmes et ultra-royalistes se liguaient aussitôt pour représenter cette législation « comme le dernier effort du despotisme aux abois, comme une insulte au bon sens public et à la dignité des chambres? » De Serre avait certes le droit de répondre avec une vivacité confiante : « On veut vous faire regarder ces lois comme très restrictives si ce n'est comme destructives de la liberté de la presse; j'ose dire au contraire qu'elles la fonderont. » Il avait raison de croire qu'il accomplissait une œuvre libérale, et la discussion même, — une des discussions les plus sérieuses, les plus brillantes qui se soient déroulées dans nos parlemens, — ne faisait que rehausser le libéralisme de la législation et de l'auteur des lois.

La plupart des questions qui depuis se sont reproduites si souvent étaient déjà agitées par ces généreux esprits qui les tranchaient en toute indépendance, sans se laisser arrêter par ceux qui s'effrayaient de cette émancipation de la presse ou par ceux qui ré-

clamaient la liberté illimitée. Sur trois ou quatre points éternellement contestés, les plus belles lumières jaillissaient de ce débat.

Lorsque des hommes scrupuleux, craintifs, essayaient d'introduire parmi les délits, à côté de « l'outrage à la morale publique, » l'outrage « à la religion, » De Serre se livrait à l'analyse la plus profonde, la plus animée des conditions nouvelles créées par la liberté de conscience, des droits respectifs de la société civile et de la société religieuse. Il déclarait résolûment que « la liberté n'était pas moins nécessaire au perfectionnement moral et religieux des peuples qu'à leur perfectionnement politique. » Il montrait le danger d'une religion « armée du glaive des lois, » de cette prétendue protection qui n'a jamais été qu'impuissante ou oppressive. — « Et qui est l'homme, s'écriait-il dans un mouvement d'éloquence, qui est l'homme, cet être faible et passionné, pour offrir au Tout-Puissant le secours de son bras? Veut-il donc s'emparer de sa force ou lui prêter ses faiblesses? Cette vaine présomption ne s'est déjà que trop montrée dans les siècles passés, et l'histoire nous enseigne, dans des pages sanglantes, quels en ont été les funestes résultats. Est-ce dans ces voies que nous voulons suivre nos devanciers? ou croit-on qu'il n'y ait plus parmi nous d'esprit de parti capable de venger sa querelle en affectant de prendre en main celle de la religion? Et qui nous répondra de l'avenir? et qui même du présent?.. » — Lorsqu'on s'efforçait de mettre en doute l'autorité, l'intelligence, l'impartialité du jury, De Serre le défendait en trouvant le moyen d'être nouveau, et il ajoutait : « Quant à l'esprit de parti, malheureusement personne n'est à l'abri de son action, et si vous ne pouvez y soustraire absolument les jurés, le privilége qui leur est refusé ne sera pas accordé davantage aux magistrats; mais du moins, si l'on n'évite pas toujours un jury partial, il n'en résulte que le malheur d'un mauvais jugement. Au contraire, si l'esprit de parti s'est introduit dans une compagnie, dans un tribunal, on ne peut l'en bannir. Les juges inamovibles sont des juges nécessaires. La règle du jugement se trouve alors faussée, elle est faussée pour toujours et pour toutes les affaires. Considération décisive en faveur du jury! » — Lorsqu'à propos de la diffamation on prétendait assurer aux fonctionnaires, en même temps que l'inviolabilité de la vie privée, l'inviolabilité des actes publics, le garde des sceaux repoussait ce privilége en disant : « Eh quoi! demanderait-on qu'en France, dans cette vieille terre de la franchise et de la sincérité, il fût interdit aux Français, à vous-mêmes, de dire la vérité sur les actes publics des hommes publics? J'avoue que j'ai plus que de l'embarras, j'éprouve une sorte de pudeur en agitant cette question. » Chacun de ces discours enlevait un vote.

C'est au courant de cette discussion qu'éclatait un jour en pleine

séance un dramatique incident d'improvisation. Le garde des sceaux, amené à parler du danger des agitations factices d'opinions, des pressions extérieures sur les chambres, se laissait aller à dire que dans les assemblées délibérantes de la France, « sous quelques funestes auspices qu'elles eussent été réunies, » il y avait eu une « majorité presque toujours saine. » — Quoi! même la convention! s'écriait d'une voix vibrante M. de La Bourdonnaye. — Oui, monsieur, ripostait De Serre, oui, même la convention. Si la convention n'eût pas voté sous les poignards, la France n'aurait pas eu à gémir du plus épouvantable des crimes... — Aussitôt une émotion violente s'emparait de la chambre. Aux applaudissemens de la gauche et des tribunes répondaient les murmures et les protestations de la droite. On ne comprenait pas au premier instant ce qu'il y avait de profondément conservateur dans une parole qui rejetait sur une minorité de factions déchaînées et tyranniques le meurtre de Louis XVI. De Serre avait de ces éclairs comme il avait ses hardiesses de législateur, et, sans se laisser détourner de son but par une diversion émouvante, il restait sur la brèche, tenant tête à toutes les oppositions. Il arrivait à conquérir ses lois dans la chambre des députés, puis dans la chambre des pairs, où il recommençait le combat avec d'inépuisables ressources de talent.

Au feu de ces débats et de ces luttes, De Serre avait singulièrement et rapidement grandi, d'autant plus qu'il avait été peu secouru par ses collègues. Il avait livré la bataille à peu près sans eux, avec l'aide de son émule en éloquence, Royer-Collard. Seul il avait représenté le ministère, et il avait assez réussi pour inspirer à ses amis, pleins d'orgueil, cette idée que par lui le problème du régime parlementaire, du gouvernement avec les chambres et par les chambres, était résolu; mais qu'on ne s'y trompe pas, en déployant l'art d'un parlementaire éprouvé, le libéralisme le plus sérieux, le plus réfléchi, il n'entendait pas subir des influences de révolution, et il le prouvait peu après. Le jour où s'élevait dans la chambre une discussion peu opportune sur des pétitions réclamant impérieusement le rappel des régicides, il se raidissait sous l'aiguillon, repoussant avec une impétueuse énergie cette sommation. De Serre, par le fait, avait été opposé, comme Louis XVIII lui-même, à la loi qui avait frappé de bannissement les régicides en 1816. Maintenant la loi existait : cette agitation de pétitions lui apparaissait comme une revanche révolutionnaire de l'esprit de parti. Des mesures de clémence, des atténuations, des grâces que le roi ne ménageait pas, soit; une amnistie légale imposée au roi, un « acte solennel » rappelant et réhabilitant en quelque sorte les régicides, il le déclarait, — « *jamais!* » Ce mot, retentissant du haut de la tribune, renouvelait les émotions de la chambre, en remettant

toutes les passions aux prises. Il pouvait être imprudent, de même que dans un autre sens le mot prononcé par le garde des sceaux un mois auparavant sur la convention avait été appelé malheureux. Est-ce à dire que ce *jamais* fût le cri de la colère, d'une politique sans pitié? Il n'avait nullement cette signification, pas plus que le mot sur la convention n'avait été une apologie de la terrible assemblée, et la preuve c'est qu'au même instant le gouvernement autorisait quelques-uns de ces régicides à résider en France, en même temps qu'il rappelait d'autres exilés parmi lesquels se trouvaient le maréchal Soult, le général Piré, M. Real. Le cri de De Serre n'avait été qu'une revendication de la dignité royale répondant à une injonction d'amnistie.

Rien n'était changé, — on pouvait du moins le croire, — et le lendemain comme la veille, le garde des sceaux restait le ministre à l'esprit résolu qui traçait comme un programme de libéralisme à la restauration en disant à ceux qui lui reprochaient de trop innover, d'aller trop vite : « On crie à l'innovation! Quelle innovation plus grande parmi nous que l'introduction d'un gouvernement libre et constitutionnel! Où sont les hommes qui auraient assez peu réfléchi pour croire qu'une nouveauté pareille ne dût en amener une autre, pour penser que le système impérial avec toutes ses lois pût se conserver dans son intégrité et devenir l'appui de la liberté, le support naturel de cette monarchie protectrice de la liberté?.. Lorsque votre gouvernement, après de longues méditations, cherche à établir par degrés l'harmonie entre les anciennes et les nouvelles institutions, ce gouvernement serait accusé d'être novateur!.. Non, c'est graduellement, c'est avec maturité qu'il vous propose des changemens aux institutions existantes. Et songez que de tous les dangers dont on voudrait vous inspirer la crainte, un des plus grands, sans contredit, serait de vouloir s'arrêter au milieu de la route, de vouloir conserver des institutions incohérentes, de sorte que l'esprit constitutionnel animât les unes et que l'esprit du pouvoir absolu respirât dans les autres... » Si on avait le temps d'y songer, ces paroles n'auraient-elles pas leur application encore aujourd'hui après la chute d'un second empire, après une autre période de désuétude pour les idées et les institutions libres?

III.

Assurément cette politique modérée de 1819 qui avait perdu son chef en M. de Richelieu, qui avait retrouvé en De Serre ministre un généreux athlète, cette politique n'avait pas été stérile. Elle avait assez fait en trois ans de règne pour être jugée à ses fruits et

à ses œuvres. Déjà, à cette époque, la France offrait le spectacle de cette facilité avec laquelle sa souple et vigoureuse nature pouvait échapper aux plus effroyables désastres nationaux. Non-seulement elle avait pu arriver à payer ses rançons, à dégager son territoire des occupations étrangères, elle s'était de plus rapidement relevée dans sa vie intérieure, dans ses intérêts, dans son crédit. Pour la première fois depuis la restauration, le budget de 1819 touchait à l'équilibre : il n'était encore que de 890 millions, — il n'avait pas doublé ce cap du milliard qu'on devait saluer un jour, selon un mot célèbre, pour ne plus le revoir!

La politique modérée avait eu le temps de se manifester par des actes caractéristiques, durables, qui sont restés, pour ainsi dire, dans l'organisation française, qui ont inauguré une tradition. La loi militaire de 1818, cette grande réforme conçue par Gouvion Saint-Cyr, a été le commencement, le fondement de l'armée nouvelle; elle était rappelée hier encore. Et, qu'on le remarque bien, ce n'était pas seulement la pensée d'un ministre de la guerre, c'était la pensée de De Serre lui-même, écrivant au général Desprez, son ami de jeunesse, qui avait été le chef d'état-major du maréchal Soult : « Le problème à résoudre me paraît être un état militaire propre à maintenir notre indépendance sans ruiner nos finances, sans alarmer nos voisins, sans menacer notre liberté et nos mœurs. Le moyen me paraît être de faire l'armée aussi nationale et la nation aussi militaire que possible... » Le problème n'est-il pas encore aujourd'hui tel qu'on l'entrevoyait alors? — Ces lois de la presse qui venaient d'être votées, qui donnaient aussitôt naissance à un essaim de journaux, ces lois de 1819 sont restées par elles-mêmes, par les belles discussions d'où elles sortaient, comme une lumière de libéralisme dans ce temps ancien. Depuis elles ont été dix fois modifiées; elles ont subi à chaque régime, à chaque crise, une série de restrictions ou d'aggravations par toutes ces lois successives de 1822, de 1828, de 1831, de 1835, de 1849, de 1852, de 1868, de 1871, de 1875, et dans ce chaos, où se perdaient naguère des réformateurs inexpérimentés, l'œuvre première de 1819 est encore ce qu'on a fait de mieux. Et De Serre ne se contentait pas de relever la condition de la presse; il proposait une loi sur la responsabilité des ministres, il préparait une réforme du code pénal, des procédés d'instruction criminelle. M. Decazes de son côté, pour l'amélioration du régime pénitentiaire, formait une commission où il plaçait M. de Lafayette auprès de M. Mathieu de Montmorency; il créait les conseils-généraux de l'agriculture, du commerce, des institutions qui ont duré; il fondait les expositions de l'industrie. La politique modérée et ceux qui en étaient les ministres, sans être à l'abri des oscillations et des faiblesses, représentaient du moins, par tout un ensemble

d'actions et d'inspirations, une bonne volonté libérale persistante à travers les contradictions des partis.

Que cette politique rencontrât une vive hostilité parmi les irréconciliables de la droite, c'était naturel. Elle avait été depuis le 5 septembre 1816, elle restait une victoire sur les opinions et les passions des royalistes extrêmes. Les « ultras, » exaspérés, lui rendaient guerre pour guerre. L'opposition, poursuivie avec violence par M. de La Bourdonnaye, avec plus de mesure, mais avec une habileté plus perfide et plus dangereuse par M. de Villèle, par M. Corbière dans la chambre des députés, Chateaubriand la continuait dans la presse avec la redoutable puissance de son génie et l'amertume de ses ressentimens. Chateaubriand n'avait pas assez de sarcasmes pour le « système ministériel » qu'il accusait de n'être qu'un équilibre trompeur au profit de la révolution. « Toutes les concessions sont faites à la révolution, disait-il; toutes les lois, du moins les lois principales, sont conçues dans le sens de l'opinion démocratique... Quand la loi des élections aura produit une chambre tout à fait démocratique, quand la loi du recrutement aura corrompu l'esprit de l'armée, quand le système ministériel aura chassé tous les officiers royalistes, tous les magistrats royalistes, tous les administrateurs royalistes, une révolution pourrait être l'affaire d'une proclamation... » M. Decazes, De Serre et leurs amis du centre n'étaient que des démagogues déguisés, — on ne disait pas encore des radicaux latens, — et « un troupeau servile! » Tout plutôt que le système ministériel, plutôt que des élections ministérielles, tout, même des élections jacobines, et on ne se refusait pas à une alliance avec les jacobins contre le ministère! Ces étranges royalistes combattaient avec la passion d'un parti évincé et impatient de reconquérir le pouvoir : ils étaient dans leur rôle d'ultras! Ils ne voyaient pas que par leur haine de toute modération, par leurs polémiques gonflées de défis et de menaces de réaction ils n'ébranlaient pas seulement un cabinet : ils rendaient la restauration elle-même suspecte, ils donnaient des armes à ses adversaires en alarmant les opinions, les instincts, les intérêts issus de la révolution.

Ce qui attirait à ce gouvernement modéré l'acharnement des « ultras » semblait fait, il est vrai, pour lui attirer d'un autre côté l'appui intelligent et prévoyant des libéraux réconciliés. C'était de la part de ceux-ci une politique naturelle et sensée de ménager un roi à la raison libre, un ministère bien intentionné qui ne reculait pas même devant l'idée de leur faire une place au pouvoir. Au souvenir des luttes de ce temps, un des plus éminens esprits, le vieux duc de Broglie, l'a écrit bien des années après : « Un tel roi, un tel ministère, il les fallait conserver comme la prunelle de l'œil. Il fal-

lait non-seulement les maintenir, mais les maintenir dans leurs bonnes dispositions. Et pour cela il ne fallait ni les presser outre mesure, ni les effrayer mal à propos; il fallait même leur passer beaucoup de fautes : on n'est un parti politique qu'à ce prix, on ne garde qu'à ce prix le terrain gagné. » Malheureusement les libéraux avaient, eux aussi, leurs emportemens ou leurs illusions. A mesure qu'ils regagnaient de l'influence par le cours de l'opinion, par les élections successives, ils s'enhardissaient. Ils formaient une gauche, une extrême gauche où la haine des Bourbons devenait un mot d'ordre. Parmi eux, la conspiration était flagrante, organisée. M. de Lafayette, le partisan de toutes les insurrections, le gentilhomme au cœur généreux et à l'esprit vain, conspirait avec une inépuisable candeur. Manuel (1), le plus éloquent tribun et le plus habile tacticien, avait commencé par conspirer, puis il avait paru se calmer, et il finissait par rester irréconciliable. L'alliance des vieux révolutionnaires et du bonapartisme se nouait sous l'apparence des revendications nationales et parlementaires. Le centre gauche ne conspirait pas; mais, en restant fidèle à la monarchie, en suivant à peu près le gouvernement, il ne se défendait pas lui-même de certains mouvemens d'indépendance et d'humeur frondeuse, impérieuse. Les doctrinaires, noyau principal du centre gauche, étaient, selon le mot de M. Guizot, des alliés incommodes. Ils soutenaient le gouvernement en évitant de trop s'engager; sans se confondre avec la gauche, ils se sentaient parfois attirés vers elle. Et tous ces libéraux, à leur tour, ne voyaient pas que par leurs exigences, leurs motions ou leurs dissidences, ils affaiblissaient un ministère qui était leur garantie, qu'en affaiblissant le ministère ils faisaient nécessairement les affaires des « ultras. » Ils s'exposaient à effrayer le roi, à compromettre cette loi même des élections par laquelle ils s'étaient relevés, dont le cabinet restait le dernier garant. Ils créaient la situation la plus fausse à un gouvernement qui avait vécu jusque-là par l'appui des hommes modérés de toutes les opinions et qui pouvait se trouver d'un jour à l'autre avec ses forces du centre diminuées entre deux camps tranchés. Jeu éternel des

(1) La vie de Manuel a été récemment racontée d'une manière complète et avec intérêt dans un livre que M. Ed. Bérard a publié sous ce titre : *Manuel et son temps, étude sur l'opposition parlementaire sous la restauration*. C'est l'exposé authentique de la carrière si courte et si dramatique de l'homme qui allait être bientôt banni de la chambre par un acte violent d'autorité parlementaire, et qui devait être vengé par la mort avant la fin de la restauration. M. Duvergier de Hauranne a dit de lui : « Si M. Manuel, toujours distingué et parfois sublime, n'eut pas été venté et jugé sans indulgence (contre les Bourbons) et travaillée désintéressément à cette alliance du prêtre et de la illusion, dont il profita si souvent et si bien, les voies du ministère se seraient peut-être moins ouvertes pour le renverser... » *Histoire du gouvernement parlementaire en France*, t. V.

partis, aveuglement des violens, hésitations des modérés impuissans à se rallier et à se défendre sur leur propre terrain : Oh ! la vieille histoire qui est toujours nouvelle.

Obligé de poursuivre sa marche entre des partis extrêmes sous les feux croisés de toutes les hostilités, exposé aux coups de la droite et de la gauche, sans savoir s'il garderait jusqu'au bout son armée, le ministère ne désespérait pas encore. Il se flattait ou il s'efforçait de faire bonne contenance, et à la veille des élections de 1819, au mois d'août, De Serre écrivait au premier président de Lyon, M. de Bastard : « Nous sommes associés à une même tâche, difficile, mais glorieuse, celle de fonder les institutions de notre pays... Si je suis bien informé, les dispositions pour la prochaine élection seraient généralement assez bonnes. Il est dans nos calculs et dans nos espérances que de session en session l'esprit des colléges s'améliorera... » Tout tenait en effet à cela; mais c'était justement le point obscur, le péril, parce que tout dépendait des passions engagées dans une lutte toujours incertaine, d'un incident imprévu, — un de ces incidens qui ne manquent jamais ! Peu de jours après, à la mi-septembre, l'imprévu avait éclaté par le renouvellement annuel de 1819, par des élections qui assuraient une victoire signalée aux libéraux, en infligeant une déroute complète aux ultra-royalistes, une défaite partielle, mais sensible, aux ministériels purs.

Par elles-mêmes, après tout, ces élections n'avaient point un caractère général bien menaçant. Beaucoup de ces libéraux sortis du scrutin n'étaient des ennemis ni pour le roi, ni pour le ministère, et le plus renommé, le plus brillant des nouveaux élus, le général Foy, envoyé à la chambre par le département de l'Aisne, se hâtait d'écrire à De Serre, qu'il connaissait : « La dernière fois que j'ai eu l'honneur de vous voir à Paris, vous m'avez dit : Revenez député et vous serez le premier militaire libéral que j'aurai rencontré !.. J'espère réaliser l'espoir que vous avez conçu à mon égard. Ma doctrine politique repose sur deux bases également inébranlables : 1° le maintien de l'ordre social que les siècles ont amené, que la révolution a déclaré, que la charte a si heureusement consolidé; 2° les hauts principes de respect pour la liberté et pour la dignité morale de l'homme, qu'une bouche éloquente a développés avec tant de succès dans la dernière discussion sur la liberté de la presse... » Malheureusement, dans ce fatal scrutin, dont De Serre ne se serait pas ému s'il n'y avait eu que des hommes tels que Foy, tout s'effaçait devant un seul fait, l'élection d'un régicide, l'abbé Grégoire, qu'on était allé chercher dans son obscure retraite d'Auteuil pour en faire un député de l'Isère. Chose plus extraordinaire et qui peint la violence des passions du moment, l'abbé Grégoire

n'avait dû son élection qu'à un supplément de voix royalistes (1). C'était la réalisation brutale de ce mot que Chateaubriand avait dit chez la duchesse de Duras : « Il est indispensable de faire avaler au roi quelques jacobins pour lui faire rendre les ministériels qu'il a dans le ventre. » Chateaubriand, après cela, pouvait accuser M. Decazes. Ce qu'il y avait de plus clair, c'est que les « ultras » avaient cru habile, pour frapper un grand coup, de se servir du nom de Grégoire. Ce qu'il y avait d'également vrai et de plus triste encore, c'est que les libéraux, qui pour la plupart blâmaient cette candidature, n'avaient osé ni la combattre ni la désavouer, et qu'ils s'étaient laissé entraîner dans le piége d'une désastreuse victoire au risque de bouleverser toute une situation politique.

L'élection d'un ancien conventionnel qui passait pour un régicide quoiqu'il ne l'eût point été réellement, cette élection, en dépit de l'insignifiance de l'homme choisi pour un tel rôle, avait la portée d'un événement (2). Elle avait le malheur de ressembler à une offense calculée pour la royauté, à un défi de l'esprit révolutionnaire qui retentissait partout, non-seulement en France, mais en Europe où la réaction, savamment conduite par M. de Metternich, organisait

(1) Le fait ne pouvait pas être contesté. La plus simple analyse du scrutin dévoilait cette étrange combinaison. Au premier tour, — car il y avait eu un ballottage, — le candidat de l'extrême droite, M. Pinelli de La Valette, avait obtenu 210 voix, le candidat ministériel, M. Bogeat, 150, l'abbé Grégoire, candidat de la gauche, 100. Au second tour, le nombre des suffrages émis restant le même, M. de La Valette avait 110 voix, M. Bogeat 102, — 12 de plus qu'au premier tour, — et M. Grégoire triomphant 148. C'était clair : 88 voix du candidat de la droite s'étaient déplacées au profit de M. Grégoire. Du reste, tout cela avait été arrangé par les meneurs des deux partis dans l'intervalle des deux scrutins, et il n'y avait point d'équivoque possible. Depuis, en fait d'alliances étrangeses à immoralité entre partis extrêmes, on a pu voir aussi bien, mais pas mieux !

(2) Par le fait, l'abbé Grégoire se trouvait en mission loin de Paris au moment du jugement de Louis XVI. Dans la lettre qu'il avait adressée à la convention, de concert avec ses collègues en mission comme lui, il avait approuvé la déchéance, une condamnation, — non la « condamnation à mort, » ainsi qu'on l'en accusait ou ajoutait ce dérailer mot à sa lettre. Voilà strictement la vérité. Du reste, on ne peut plus guère avoir l'idée de l'effet que pouvait produire en 1819 la réapparition dans la politique d'un conventionnel. M. Quinet a dit : « J'ai vu en 1840 le retour des conventionnels exilés depuis 1815, se souvenir des mêmes choses au moment où j'écris. Personne ne leur tendit la main; ils rôdèrent étrangers dans leur propre maison; leur ombre toute seule eût fait plus de bruit... Ils voulurent entrevoir leurs provinces natales, où ils avaient été autrefois honorés, applaudis; pas un seul ne s'ouvrit à eux. Le séjour leur devint bientôt insupportable. Après s'être convaincus qu'ils étaient incommodes aux vivants, ils se retirèrent à l'écart, dans quelque abri obscur... » — Je me souviens d'avoir vu moi-même dans mon enfance un de ces conventionnels régicides, fort honnête homme d'ailleurs, habitant sa ville natale du midi. Il avait peu de relations hors de sa famille, et se promenait habituellement seul. Les vieilles femmes se signaient presque en le voyant passer, et on se servait de son nom pour effrayer les enfants. — C'est un phénomène curieux dans notre histoire.

en ce moment même les répressions du congrès de Carlsbad. L'effet avait été instantané et profond. « Le roi, écrivait De Serre le lendemain, le roi nous a parlé ce matin avec autant de dignité que de courage sur le déplorable choix de l'Isère. » Louis XVIII savait, il est vrai, à qui il devait cette élection dont il sentait l'intention blessante; il ne se laissait point ébranler dans son amitié confiante pour M. Decazes, et il voyait presque dans la défaite des « ultras » une compensation du succès des libéraux : sous ce rapport, le coup dirigé contre le ministère avait manqué le but. Le résultat n'était pas moins de mettre les royalistes de toutes les nuances en « grande vibration, » selon le mot du garde des sceaux, d'obliger en quelque sorte le cabinet à faire quelque chose et de raviver toutes les questions de direction politique, de gouvernement, à commencer par celle de la loi des élections, qui après cette épreuve nouvelle semblait jugée.

Les excitations ne manquaient pas au ministère; elles se résumaient dans les objurgations effarées et amères que M. de Wendel, qui se faisait l'écho d'une partie de la droite, prodiguait au garde des sceaux. « Ce qu'il y a de plus affreux dans tout cela, disait le terrible censeur, c'est que vous voilà arrivé à vous asseoir très près de Grégoire et à voter presque avec lui en dépit de tous vos bons sentimens et de tout ce que j'avais reconnu de si excellent en vous. Oh! s'il en est temps encore, adoptez une marche saine; ne vous livrez plus à des théories, belles sans doute, mais qui coûteront tant à votre pays. Vous ne gouvernerez pas avec votre loi sur la presse, vous ne marcherez pas avec votre loi d'élections. Vous trébucherez et pis encore, en vous appuyant sur les hommes qui massacrèrent les vôtres... » Et De Serre, à son tour, répondait, non sans émotion, mais sans faiblesse : » Pendant la durée de la tourmente, la confiance en ceux qui sont au timon est une loi du salut. Eux seuls peuvent juger avec calme et de sang-froid le moment opportun à la manœuvre que toute impatience de l'équipage confondrait infailliblement. Que si l'on trouve d'autres timoniers, j'y souscris pour mon compte et je travaille sous eux... » Les esprits se montaient dans l'intimité comme dans les discussions publiques.

IV.

La question était de savoir ce qu'il y avait vraiment à faire. Elle saisissait, pour ainsi dire, le conseil dès le premier jour, et par une fatalité de la situation, la crise qui avait signalé la fin de 1818 se trouvait rouverte, à un an d'intervalle, dans des conditions aggravées, sous la pression d'un incident de scrutin qui enflammait toutes les passions. Si chez tous les ministres il y avait les mêmes préoc-

cupations inquiètes, le même sentiment d'un gros embarras imprévu et mal venu, les opinions restaient assez divisées sur le point essentiel, — cette loi des élections, dont le maintien avait été une année auparavant un des articles du programme du cabinet. Le général Dessoles, le maréchal Gouvion Saint-Cyr, le baron Louis, hésitaient devant une réforme où ils voyaient une sorte d'inconséquence; ils cherchaient d'autres moyens sans avoir une initiative réelle et même sans savoir toujours parfaitement le secret des choses. Au fond, tout reposait sur les deux hommes qui représentaient l'action, la direction dans le gouvernement, M. Decazes et De Serre. L'un et l'autre sentaient la nécessité d'un effort décisif pour rassurer les inquiétudes sincères sans livrer la politique modérée à laquelle ils demeuraient attachés, dont le roi lui-même ne voulait pas s'écarter. Dès le début de la crise, ils s'étaient mis à l'œuvre, et, en fin de compte, celui qui pouvait passer entre tous pour l'arbitre de la situation était encore le garde des sceaux, dont l'esprit ardent et réfléchi embrassait dans son intégrité le problème du moment.

Je voudrais préciser cette situation et ce que j'appellerai l'état psychologique de celui qui, par l'autorité du talent et de la résolution, prenait le premier rôle en plein orage. A la vérité, De Serre, comme tous ses collègues du ministère, avait accepté le maintien de la loi des élections, et, en proposant maintenant une réforme, il semblait se contredire. Il se mettait au-dessus de cet inconvénient d'autant plus aisément que cette loi du 5 février 1817 ne lui avait jamais paru à lui-même un idéal. Il avait d'autres opinions, à la fois originales et fortes, qui n'avaient pas prévalu. A la veille de la discussion, il avait écrit à M. Lainé, alors ministre de l'intérieur, ces mots significatifs : « Que demandera toujours le despotisme, sous quelque forme qu'il se présente? Un sol tellement nivelé que rien n'échappe à ses regards, une masse de peuples tellement pulvérisés en individus qu'aucun ciment d'intérêt commun ne les réunisse pour limiter son action... » Il aurait voulu un système électoral prenant pour « base » un certain groupement d'intérêts libéralement coordonnés, et il ajoutait : « De nos jours, en France, l'esprit de système et d'une fausse égalité a repoussé cette base. Il a paru plus commode de dénombrer les habitans, de supputer leurs cotes d'imposition et de les ordonner uniformément sur toutes les cases du territoire, sans égard à la diversité de leurs intérêts, de leurs sentimens. On sait ce qu'a produit depuis vingt-cinq ans cet ordre apparent, ce pêle-mêle, ce chaos réel... » C'est lui aussi qui un jour, dans une fière inspiration, lançait cette image, dont notre histoire a fait plus d'une fois une réalité : « N'avons-nous pas vu combien le despotisme pouvait mener son char à l'aise, les rênes tendues et le fouet levé, sur l'aire aplanie et nivelée? »

En un mot, De Serre était un libéral redoutant pour la liberté même les excès du nivellement démocratique, et il avait toujours craint que la loi des élections, telle qu'elle avait été faite, ne fût un premier pas dans cette voie. Sans doute, il avait accepté cette loi devenue une des expressions de la politique régnante, il l'avait même énergiquement défendue contre les « ultras; » il ne se sentait nullement obligé, ni par ses devoirs ni par ses opinions, de la maintenir à outrance au profit des révolutionnaires, le jour où les révolutionnaires la compromettaient par une manifestation pleine de menaces. Il se croyait dégagé; seulement, — et voici où l'homme se caractérisait, — De Serre, en acceptant l'idée d'une réforme, ne voulait point en faire un moyen de réaction, un expédient de circonstances. Il élargissait, il transformait le problème de façon à concilier les garanties conservatrices qu'on croyait nécessaires avec un développement nouveau du régime constitutionnel. Il croyait atteindre son but par deux choses : un plan général de réorganisation parlementaire dont le système d'élections n'était plus qu'une partie, et une grande combinaison ministérielle ralliant autour de la politique du 5 septembre, raffermie et reconstituée, toutes les forces libérales et monarchiques des deux centres, même de la droite et de la gauche modérées. C'était la tentative généreuse d'un esprit hardi procédant hautement, franchement, sans arrière-pensée de réaction.

Le plan de réforme constitutionnelle méritait certes le succès. De Serre avait trouvé un complice d'élite dans un homme jeune encore, qui avait déjà brillé à la chambre des pairs, qui avait paru d'abord un peu engagé dans le libéralisme avancé, mais qui n'avait pas tardé à se rapprocher des modérés, le duc Victor de Broglie. Le garde des sceaux avait mis toute sa cordialité à attirer le duc de Broglie dans les commissions où il préparait ses projets libéraux; le duc de Broglie de son côté avait été promptement séduit par la supériorité du ministre, et la jeune duchesse, fille de Mme de Staël, partageant les sympathies comme les idées de son mari, se plaisait, elle aussi, à rechercher l'intimité des De Serre. Elle servait quelquefois de secrétaire pour les grâces à obtenir en faveur des condamnés politiques, dont l'un en ce moment même était Arnold Scheffer, le frère des deux peintres Ary et Henry Scheffer, — et pour cette dernière grâce, elle se chargeait de transmettre à la chancellerie la « vive reconnaissance » de M. de Lafayette. — « J'aurais pu, ajoutait-elle gracieusement, charger mon mari de cette commission ; mais vous me pardonnerez si j'ai été bien aise de saisir cette occasion pour joindre les sentimens que j'éprouve à ceux que j'exprime au nom d'un autre... »

De Serre et le duc de Broglie, liés d'une sérieuse amitié, avaient

travaillé ensemble, et de cette coopération, tenue secrète pendant quelques jours, sortait un projet « sur l'organisation de la législature, » qui ressemblait moins à une loi qu'à un complément de la charte. Le projet embrassait diverses parties de l'organisation publique. Il donnait à la législature le nom de « parlement de France. » Il se proposait de dégager les délibérations des assemblées des formes méticuleuses léguées par l'empire pour les rapprocher de ce qui existait dans le parlement anglais. La pairie devait être fortifiée de façon à avoir plus d'indépendance et d'autorité. Le point grave restait toujours nécessairement dans la formation de la chambre des députés, dont les membres devaient être désormais élus pour sept ans et qui serait soumise au renouvellement intégral. La nouveauté surtout était dans le fractionnement des circonscriptions électorales, dans la combinaison des colléges électoraux d'arrondissement et d'un collége supérieur de département. C'était là le point délicat, parce qu'on touchait forcément à la charte, parce qu'on remuait une fibre toujours délicate, celle de l'égalité, par l'altération de l'unité de vote; mais en même temps la compensation était dans l'accroissement de la représentation nationale élevée au chiffre de 450 députés, dans l'abaissement de l'âge de l'éligibilité, dans l'organisation plus ample et plus efficace des délibérations publiques. En un mot, s'il y avait la part faite aux intérêts conservateurs, aux préoccupations conservatrices, même aux ombrages des royalistes sensés qu'on désirait rallier, rien dans ce projet ne laissait voir un dessein de réaction; tout semblait conçu de manière à favoriser l'affermissement pratique, le progrès régulier des institutions libres. Ce n'était pas tout cependant d'avoir préparé avec art un plan qui pouvait passer pour une expression savante du libéralisme conservateur : il fallait le faire réussir, et c'est là qu'intervenait la grande combinaison ministérielle, devenue d'autant plus nécessaire que la dissidence persistante du général Dessolles, du baron Louis, du maréchal Gouvion Saint-Cyr, ne laissait plus au cabinet d'autre alternative que de tomber tout à fait ou de se relever plus fort. C'est là aussi que commençait tout un drame intime, entrecoupé, plein de péripéties, qui mettait en jeu les hommes avec leur caractère, avec leurs mobiles, et qui, à travers ces lettres publiées aujourd'hui, à soixante ans de distance, semble encore vivant.

L'idée d'un grand cabinet était le complément nécessaire et juste de l'œuvre qui se préparait. On voulait, par le dédoublement de quelques-uns des ministères, arriver à réunir avec M. Decazes et De Serre, — d'une part M. Royer-Collard, le duc de Broglie, d'un autre côté M. Pasquier, M. Roy, même M. Mollien, M. Daru, — le tout sous les auspices et la direction du duc de Richelieu. On pen-

sait ainsi créer une représentation parlementaire du gouvernement assez large et assez puissante pour dominer toutes les difficultés. C'était la reconstitution au pouvoir de l'alliance des forces modérées. M. Decazes et De Serre, de plus en plus unis dans l'action, y mettaient tout leur feu, négociant avec les uns et avec les autres, renouant des fils toujours prêts à se rompre, appuyés par le roi, qui les secondait dans leur projet comme dans leurs efforts.

La première condition, tout le monde en convenait, Royer-Collard plus que tout autre, était d'avoir M. de Richelieu, qui par malheur voyageait pour le moment en Hollande. Le roi se chargeait de faire appel au patriotisme du duc de Richelieu, et par le même courrier M. Decazes exposait à l'ancien président du conseil la situation tout entière, la crise ministérielle, le dessein qu'on avait formé, les combinaisons, les alliances sur lesquelles on comptait. M. Decazes allait au-devant de tout, et il ajoutait en termes pressans : « Nous avons demandé au roi de nous faire connaître ses volontés; il nous a ordonné de rester fidèles à nos idées qu'il partage... Nous avons dû alors lui demander un chef et des collègues. Ce chef ne peut être que vous. Vous seul pouvez rallier à ce *plan* tous les ultras de bonne foi, nous donner au dedans et au dehors la considération dont nous avons besoin. Nous avons fait ensemble le 5 septembre et la loi des élections; nous avons le devoir de faire ensemble ce qui doit être le complément de l'un et de l'autre... » Le duc de Richelieu, sans laisser d'être un peu surpris de certaines parties du programme, sans rien désapprouver néanmoins, se montrait peu disposé à rentrer au ministère et témoignait plus de défiance de lui-même que d'ambition du pouvoir. Il répondait de La Haye dans des termes tels que De Serre se plaisait à dire « qu'il n'existait pas au monde un être plus loyal; » mais il laissait peu d'espoir. De Serre ne voulait pas désespérer encore : il essayait de se persuader à lui-même qu'un appel nouveau et plus pressant du roi serait plus heureux, et, à la lecture des lettres du duc de Richelieu, il écrivait à M. Decazes avec l'animation d'un homme plein de sa pensée : « Vous savez, mon cher ami, que je me sens le courage de tout entreprendre avec vous pour le service du roi et le salut du pays; mais, à la veille d'accomplir des desseins dont la nécessité seule acquitte à mes yeux l'immense responsabilité, nous aurions trop de reproches à nous faire si, rebutés d'une première tentative, nous ne revenions pas à la charge pour obtenir un renfort que je crois décisif. Le plus difficile est fait, c'est qu'il approuve nos projets; on ne peut les approuver sans faire *tout* sans exception, tout ce qui pourra les faire réussir... » Le duc de Richelieu se serait peut-être laissé gagner par ce feu, si, au lieu d'être à La Haye, il eût été à Paris.

Ce n'était là naturellement qu'une partie de ces négociations fiévreuses qui remplissaient quelques journées de novembre 1819. En même temps qu'on recherchait si vainement sur les routes de La Haye le patronage du duc de Richelieu, le travail continuait sous toutes les formes à Paris. On ne pouvait éprouver d'embarras avec M. Pasquier, M. Roy, qui étaient acquis d'avance à la combinaison et qui avaient été déjà ministres. La question devenait plus épineuse avec le duc de Broglie, qu'on désirait vivement s'attacher comme un des défenseurs naturels du projet de réforme constitutionnelle qu'il avait contribué à préparer, mais dont l'entrée aux affaires offrait des difficultés qu'il se hâtait lui-même de signaler. Le duc de Broglie, après avoir été le collaborateur intime du garde des sceaux, ne reculait pas devant la responsabilité de ce qu'il avait fait. S'il y avait des dangers, il était prêt à les courir; si on persistait à le juger utile, il acceptait le poste qu'on lui destinait, l'administration de la guerre, qui devait être séparée du ministère de la guerre proprement dit. Avant tout seulement il se faisait un devoir d'écrire à De Serre une longue lettre pleine de droiture, de modestie, de clairvoyance politique où il exposait ses doutes. Il parlait surtout du peu de secours qu'il porterait au ministère, faute d'une expérience suffisante, d'un nom assez autorisé et d'un talent assez éprouvé. Il y avait une autre raison intime qui pesait sur son esprit et qu'il ne disait pas, qu'il n'a avouée que depuis : c'est que le second mari de sa mère, M. Voyer d'Argenson, homme aimé et respecté de sa famille pour ses qualités de cœur, rêveur socialiste comme son aïeul du XVIIIe siècle, était bien avec M. de Lafayette le plus infatigable conspirateur du temps. Le duc de Broglie ne l'ignorait pas. S'il entrait au gouvernement, il pouvait se trouver tout à coup entre son devoir et son affection pour celui en qui il voyait un second père : que ferait-il? C'est là ce qu'il taisait en exposant les motifs politiques de ses hésitations. La lettre qu'il avait écrite avait ému De Serre, elle avait aussi frappé le roi, qui déclarait l'avoir lue « avec une satisfaction peu commune, » et qui, en reconnaissant la puissance de quelques-unes des considérations invoquées par le duc de Broglie, avait le bon goût de n'être pas de son avis sur ses talens. « Malgré mes soixante-sept ans, disait le roi, j'espère vivre assez pour employer au service de l'état des talens que lui-même ne se contestera plus... » De sorte que par des raisons, les unes avouées, les autres déguisées, un des futurs ministres sur qui l'on comptait se trouvait encore impossible; mais là où la question se compliquait, c'est dans les négociations avec Royer-Collard, à qui on destinait un nouveau ministère formé avec la direction de l'instruction publique, qui serait détachée de l'intérieur.

Rien n'était aisé avec le puissant doctrinaire qui, plus que tout

LES SOUVENIRS

DU

CONSEILLER DE LA REINE VICTORIA

X [1].

LA QUESTION DU PRINCE ALBERT.

Au mois de novembre 1850, le baron de Stockmar, qui était récemment revenu de Cobourg à Windsor, écrivait dans son journal : « Il y a déjà longtemps que je tiens lord Palmerston pour à moitié fou. » Et le 22 décembre de la même année, reprenant ce sujet dans une lettre, il s'exprimait en ces termes : « Depuis que je suis de retour ici, c'est-à-dire depuis environ deux mois, il a fait des extravagances qui confirment de jour en jour mes soupçons d'ancienne date : c'est un homme qui n'a plus sa tête. La tentation était grande pour le prince de l'assaillir et de le renverser. Je l'en dissuadai énergiquement et je réussis à le contenir. Je lui conseillai de se borner au rôle de simple spectateur, bien persuadé que, si Palmerston avait besoin d'un dernier choc pour être mis à bas, ses collègues eux-mêmes le lui donneraient. »

A quels événemens se rapportent ces étranges paroles? Quels motifs pouvaient pousser le mari de la reine à un tel assaut contre le ministre des affaires étrangères? Qu'y avait-il entre le prince Albert et lord Palmerston?

Cette affaire est celle que Stockmar appelle *la question du prince*

(1) Voyez la *Revue* du 1er janvier, du 1er février, du 1er mars, du 1er mai, du 15 août, du 1er novembre, du 1er décembre 1876, du 15 mars et du 1er novembre 1877.

Albert et qu'on pourrait appeler aussi dans les commencemens *la question de lord Palmerston et de la reine Victoria, la question de lord Palmerston et de lord John Russell.* Avec plusieurs intermittences, la crise dont il s'agit a duré de cinq à six ans. C'est d'abord entre la reine et le ministre que s'élève le débat; le prince n'y prend part que comme l'époux, comme le premier sujet et le premier soutien de sa majesté. Ensuite la querelle est surtout entre le ministre et le plus haut placé de ses collègues, entre lord Palmerston, secrétaire d'état des affaires étrangères, et lord John Russell, premier lord de la trésorerie. Enfin, c'est le prince qui est directement en cause, et la reine à son tour soutiendra la lutte avec ardeur, sans quitter pour cela aux yeux du public les hautes sphères où la retient son rang.

Voilà trois périodes à la fois unies et distinctes. Stockmar, qui nous fournit beaucoup de détails sur la dernière, a besoin d'être complété pour les deux autres par les documens que M. Evelyn Ashley vient de publier sur Palmerston et ceux que nous devons à M. Théodore Martin, le sage et consciencieux historien du prince Albert. Le prince en effet se retrouve dans toutes les phases de la lutte, alors même qu'il n'y figure pas en première ligne, et ainsi s'expliquent dès 1850 les paroles de son confident : « La tentation était grande pour le prince d'assaillir Palmerston et de le renverser. » Il est donc très vif, très émouvant et plein de péripéties imprévues, ce petit drame en trois actes. Heureusement, après bien des incidens que l'histoire ne doit pas dédaigner, les conflits s'apaiseront à la satisfaction de tous, et l'on se souviendra en souriant de la comédie de Shakspeare : *Tout est bien qui finit bien.*

I.

Il est de règle en Angleterre que le premier ministre est particulièrement responsable de la politique du cabinet, c'est-à-dire que les actes des ministres, avant d'être soumis à la signature du souverain, doivent passer par les mains du vrai chef du ministère, de celui qu'on appelle *le premier*. Il arrive souvent, dans la pratique journalière, que cette règle est un peu oubliée. Quand il s'agit d'affaires courantes ou qui ne soulèvent aucun doute, on comprend que le désir de procéder rapidement fasse supprimer ces lenteurs. Dans les questions graves, la règle reprend son droit. Or y a-t-il une question plus grave que celle des rapports internationaux? C'est donc tout à fait un devoir constitutionnel pour le ministre des affaires étrangères de ne présenter aucune dépêche à la signature du chef de l'état sans que *le premier* en ait pris connaissance.

Dans le cabinet whig formé après la chute de sir Robert Peel (29 juin 1846), lord John Russell était premier ministre et lord Palmerston ministre des affaires étrangères. Dès le début de la nouvelle administration, les circonstances les plus délicates et les événemens les plus graves exigeaient que la règle dont nous parlions tout à l'heure fût scrupuleusement observée. En 1846, la question des mariages espagnols touchait à la crise finale; en 1847 éclatait l'affaire du Sonderbund et du radicalisme suisse; en 1848, la révolution du 24 février ébranlait une partie de l'Europe; en 1849, la dissolution du parlement de Francfort et le refus de la couronne impériale par le roi de Prusse mettait en feu l'Allemagne du sud-ouest, tandis que l'Autriche luttait péniblement contre les revendications hongroises et italiennes; en 1850, la lutte diplomatique de l'Autriche et de la Prusse, après avoir fait sortir les épées des fourreaux, amenait brusquement la convention d'Olmütz, cette convention qui, loin de pacifier les esprits, entraînait des irritations implacables et préparait des catastrophes. Dans la plupart de ces événemens, dans les premiers surtout, la part de lord Palmerston avait été considérable. Ni l'affaire des mariages espagnols ni l'affaire du Sonderbund n'auraient amené les mêmes incidens et excité les mêmes passions, si lord Aberdeen n'avait dû céder à lord Palmerston la direction du *foreign office*. Il ne faut donc pas s'étonner que la reine Victoria, au milieu de pareilles conjonctures, ait cru devoir rappeler lord Palmerston au respect des règles hiérarchiques; on s'étonnerait plutôt qu'elle eût attendu si longtemps. Ce n'est que vers la fin de l'année 1849 qu'elle résolut de faire observer les règles et de maintenir son droit.

Qu'on le sache bien en effet, ce n'était pas seulement l'autorité du premier ministre qu'elle défendait au nom de la hiérarchie, c'était aussi et surtout la sienne propre. Les Anglais ne disent pas dans le même sens que nous : le roi règne et ne gouverne pas. Ces maximes à outrance répugnent à leur génie pratique. Tout cela est affaire d'appréciation. Il y a des cas où le roi règne sans gouverner, il y a des cas où il doit régner et gouverner tout ensemble. Se figure-t-on un roi, un chef d'état, un président de république, un homme enfin chargé de représenter une nation, qui se désintéresserait de la politique étrangère et se bornerait, soit pour la paix, soit pour la guerre, à exécuter un mandat impératif? Ces billevesées radicales n'ont pas cours chez nos voisins. Assurément, dans toutes les affaires qui peuvent engager la nation, ce n'est pas au souverain seul qu'appartient la décision suprême, le concours des trois pouvoirs est nécessaire; mais la raison veut que la part du pouvoir exécutif soit au moins égale à celle des chambres, et cette part ne serait pas égale si le pouvoir exécutif, réduit à une obéis-

sance passive, n'avait pas le droit d'intervenir dans la délibération avec l'autorité qui lui est propre. Il intervient par le choix de ses ministres, il peut intervenir aussi par la direction qu'il leur imprime. C'est sur ce terrain, *salva ministrorum libertate*, que doit s'exercer l'action de la couronne. Les maîtres du droit constitutionnel en Angleterre n'ont jamais contesté ces principes. Tout récemment encore, et à propos du sujet qui nous occupe, un écrivain anglais d'un rare mérite, M. Théodore Martin, résumait en ces termes la doctrine consacrée par l'usage : « Nos relations extérieures comprenant les questions vitales de paix et de guerre ont toujours été considérées comme exigeant d'une manière spéciale l'attention du souverain. Si quelqu'un doit tenir plus sérieusement que personne à rehausser la dignité, la puissance et le prestige de ce pays, on peut le présumer à bon droit, c'est le souverain qui préside à ses destinées et en qui sa majesté se personnifie. Si quelqu'un doit plus que personne aimer la paix et tous les biens qu'elle dispense, c'est le souverain. Aucun ministre, quel que soit son patriotisme, quelle que soit sa conscience, n'est homme à surveiller ce qui se passe sur le continent, à s'inquiéter de la constante prospérité du pays avec plus de vigilance et plus de pénétration que le souverain, puisque de toutes les personnes du royaume il est le plus étroitement identifié avec ses intérêts et son honneur. Sympathies ou antipathies à l'égard de telle ou telle famille régnante, poursuite ardente de victoires diplomatiques, ressentiment des échecs subis sur ce terrain, désir de propager des théories politiques préférées, aucune de ces choses ne peut trouver place dans l'esprit du souverain d'un royaume constitutionnel comme le nôtre, puisque, sa première pensée étant de garder son empire sauf, honoré, respecté, il a l'obligation d'observer une courtoisie sincère et digne à l'égard des autres souverains et de leurs gouvernemens. C'est pour ce motif que la couronne a toujours eu l'éminente fonction de veiller exactement, continuellement, sur l'état de nos relations extérieures, par conséquent de se tenir pleinement informée de la politique du gouvernement, et de tout détail essentiel de cette politique pouvant influer sur les relations du dehors (1). »

Lord Palmerston, sans contester ces principes de droit constitutionnel, ne manquait pas une occasion de s'y soustraire. Collègue très aimable, assure-t-on, dans tout ce qui regardait les affaires générales du ministère, il devenait intraitable dès qu'il s'agissait des choses de son département. Les décisions étaient prises en commun, cela va sans dire; quant à l'exécution, aux dépêches, aux ordres de service, à toute la conduite des campagnes diplomatiques,

(1) Théodore Martin, *the Life of the prince consort*, t. II, p. 300-301.

son humeur jalouse prétendait à une liberté absolue. S'entendre pour la rédaction avec lord John Russell, soumettre du moins les pièces au premier ministre et les faire présenter par lui à la reine, c'eût été à ses yeux une sorte d'humiliation. Il les présentait donc lui-même, aux heures du conseil sans doute et lord John étant là, mais sans que lord John en eût pris connaissance et sans que la reine elle-même eût le loisir de les examiner sérieusement. Le temps pressait, disait le ministre, il fallait que cette dépêche fût expédiée sans retard; la reine lisait à la hâte, écoutait quelques explications et laissait faire. Il est probable que les choses se passaient ainsi du temps de sir Robert Peel et de lord Aberdeen, de 1841 à 1846; lord Aberdeen était si mesuré, si droit, si parfaitement sûr de sa pensée et de sa plume! Qui donc aurait pu se défier de ses rédactions, vouloir y ajouter ou en retrancher quelque chose? Ni la reine ni Robert Peel n'en avaient la pensée. Lord Palmerston méritait-il pareille confiance? Certainement non. Le fougueux homme d'état dont la parole, quand il le voulait bien, avait tant de charme et de séduction, réservait toute son âpreté pour sa correspondance. Un publiciste qui paraît l'avoir bien connu a écrit à ce propos le curieux signalement que voici : « Son écueil, c'était son bureau; sa plume prenait le mors aux dents. Jamais ses discours ne lui ont fait un ennemi; ses écrits ont fait et envenimé bien des blessures. Ce charme des manières, cette urbanité de langage qui l'ont tant servi au parlement et dans le monde, lui manquaient sur le papier; même quand il donnait de bons conseils, il les donnait avec rudesse (1). » Ainsi celui qu'on a si justement appelé le bouledogue de l'Angleterre méritait surtout ce nom dans ses dépêches du *foreign office*. Les raisons ne manquaient donc pas pour que la reine chargeât lord John Russell de rappeler à son collègue les règles de la hiérarchie ministérielle.

C'est ce que fit la reine au printemps de l'année 1849 par une lettre adressée au premier ministre. Lord John Russell répondit : « Il est évident pour moi que toutes nos dépêches doivent être l'objet d'une attention sérieuse de la part de la reine, mais il me paraît aussi que la reine doit donner toute facilité pour l'expédition des affaires en renvoyant ces dépêches aussi promptement que possible après qu'elles lui seront parvenues. » — « Aussi promptement que possible, » c'étaient là des termes trop vagues et qui pouvaient se prêter encore à des abus; la reine demanda d'une façon expresse que le ministre ne la pressât point de faire connaître sa

(1) M. Fonblanque, dans un article de l'*Examiner* (décembre 1851), cité par M. Th. Martin, t. II, p. 302.

réponse *en quelques minutes* comme cela se pratiquait souvent (1). Lord Palmerston devait s'arranger de manière à réserver douze ou vingt-quatre heures pour que les dépêches fussent soumises au premier ministre et portées ensuite à la connaissance de la reine. Il y avait certainement bien peu de cas dans lesquels un délai si court pourrait nuire aux affaires. Lord John approuva ces idées et les transmit à lord Palmerston dans une lettre (21 juin 1849) où se trouvent ces paroles : « J'entre complétement dans les vues de sa majesté; je pense que les instructions adressées à nos représentans auprès des diverses puissances doivent être mûrement pesées, car c'est par ce moyen, et non par un autre, que la reine et le gouvernement parlent aux nations étrangères. »

Voilà les principes clairement rappelés avec les raisons qui les justifient : ce n'est pas le chef du *foreign office* tout seul, si éminent qu'il soit et quelque confiance qu'il inspire à la majorité du parlement, ce n'est pas lord Palmerston tout seul qui s'adresse aux puissances par la voix des ambassadeurs et des chargés d'affaires, c'est la reine et le gouvernement; il faut donc que la reine et le gouvernement aient le temps d'apprécier la rédaction des dépêches.

Lord Palmerston n'était pas homme à contester des vérités si évidentes, il accueillit comme il le devait les instructions du premier ministre et promit de s'y conformer. Malheureusement l'habitude prise était bien forte; peu à peu, sans idée de résistance peut-être et par le seul élan de son ardente nature, lord Palmerston revint de temps en temps à ses pratiques accoutumées. Pendant la seconde moitié de l'année 1849, pendant les premiers mois de 1850, la reine eut plus d'une occasion de s'en plaindre. Attentif aux parties engagées sur l'échiquier du continent, lord Palmerston, comme un joueur que la passion enfièvre, oubliait les recommandations de Windsor. Tantôt une rédaction approuvée par la reine était modifiée sans plus de façon au *foreign office*, tantôt on ne tenait nul compte des modifications convenues, et, sous prétexte d'urgence, les dépêches étaient expédiées sans délai. Ces dérogations à la règle se renouvelèrent si souvent qu'au mois de mars 1850 la reine se vit obligée d'écrire un mémorandum adressé à lord Palmerston pour le rappeler d'une manière expresse à l'observation des convenances.

La reine pensa toutefois qu'avant d'envoyer ce mémorandum, il y avait lieu de tenter encore un procédé moins vif et de faire avertir une dernière fois par lord John Russell le ministre oublieux ou

(1) Her majesty would only require « that she should not be pressed for an answer within a *few minutes* as is now done sometimes. » — Théodore Martin, *The Life of the prince consort*, t. II, p. 302-303.

récalcitrant. Le prince Albert s'en expliqua nettement avec lord John. Une lettre de lui, écrite le 2 avril 1850, exprime avec la précision la plus correcte les justes griefs de la reine. Assurément, c'est une remarque du publiciste anglais qui nous sert de guide sur ce point, la reine n'avait pas à condamner de sa seule autorité une politique étrangère qui avait l'assentiment des chambres, et elle avait rempli son devoir quand elle avait indiqué dans le conseil ce que cette politique avait d'irritant et de stérile. Elle avait le droit, il est vrai, de dissoudre la chambre des communes et de faire appel à l'opinion du pays; mais on n'use de ce droit que dans les cas extrêmes, quand il y a désaccord absolu entre les pouvoirs publics, quand il s'agit de vie ou de mort pour la société. Autant il est noble alors d'exercer courageusement ce droit constitutionnel, autant il est sage de n'y recourir qu'en face d'une nécessité impérieuse. Ces nécessités sont rares dans un pays de traditions libérales comme l'Angleterre, dans un pays où le respect de la loi fondamentale domine toutes les dissensions intestines. Il était donc tout simple que la reine se soumît en bien des cas à une politique extérieure qui n'était pas la sienne, mais si la reine cédait sur le fond, comme c'était son devoir, elle n'était pas tenue de céder quant à la forme; elle ne devait pas permettre que telle ou telle démarche politique, déjà grave par elle-même, fût aggravée par le langage du *foreign office*, et qu'on s'autorisât de son nom pour envenimer les conflits. C'est pourquoi le prince Albert, écrivant à lord John Russell par ordre de la reine, lui disait sans hésiter : « La reine ne peut voir sans peine les résultats amenés, surtout depuis 1847, par la direction de notre politique extérieure. En des circonstances où l'Angleterre aurait besoin d'être placée très haut dans l'opinion du monde et de posséder l'estime de toutes les puissances, elle est généralement détestée, tenue en défiance et traitée sans égards, même par les plus petits états. »

A quoi tient cette situation? A la manière dont lord Palmerston dirige les affaires extérieures, à ses allures, à ses procédés, à la raideur de son langage. Il faut discuter pour s'entendre, non pour se brouiller. C'est surtout quand on n'est pas d'accord qu'on doit redoubler de courtoisie. Si lord Palmerston oublie ces principes-là, la reine, sans sortir de son rôle, a le devoir de s'en souvenir. Il est donc indispensable que rien ne se fasse en dehors d'elle, qu'on ne lui cache aucune démarche, aucune dépêche, aucune formule, qu'elle puisse tout voir et contrôler tout. Son consentement une fois donné, les pièces ne peuvent plus subir la moindre altération. *Ne varietur*, c'est une condition absolue. « Lord Palmerston, écrit hardiment le prince Albert, n'a pas tenu compte de ces justes demandes, lord Palmerston a manqué à la reine, et cela non par négligence, mais

par principe, et avec une étonnante obstination de résistance à tous les efforts de sa majesté. En outre, et sans le moindre scrupule, lord Palmerston s'arrange pour faire croire au public que le peu d'empressement de la reine à examiner les papiers qu'elle reçoit a souvent causé des retards et des complications (1). »

Lord John Russell, se conformant aux ordres de la reine et très frappé du langage du prince, s'empressa d'avertir son collègue, plus vivement sans doute que par le passé. Il le trouva très calme, très peu disposé à s'émouvoir, et recueillit de sa bouche l'assurance formelle que l'intention d'oublier le respect dû à la reine n'avait jamais pu entrer dans son esprit. Quelques jours après, lord Palmerston reprenait sans rien dire son sceptre et sa couronne. Décidement, la direction du *foreign office* était devenue entre ses mains un gouvernement personnel. Il montrait les pièces ou les dissimulait, au gré de ses convenances. Il modifiait les rédactions sans en avoir le droit, ou s'abstenait de les modifier quand il en avait reçu l'ordre. Il est évident que le succès obtenu par lui à la chambre des communes dans le grand débat du mois de juin 1850 avait redoublé son audace.

Pendant quatre nuits, du 24 au 28, toute la politique étrangère de lord Palmerston avait été attaquée avec passion par les voix les plus diverses, par les whigs comme par les tories, et dans un péril si pressant l'audacieux vicomte avait grandi de vingt coudées. Le discours qu'il prononça dans la nuit du 25 excita l'admiration même de ses plus ardens adversaires. Les ombres de la nuit enveloppaient Westminster quand l'impétueux orateur prit la parole : les premières lueurs du jour éclairaient les vitres du palais lorsqu'il acheva son discours au milieu d'applaudissemens enthousiastes. Pendant plus de cinq heures, sans avoir besoin d'une seule note, sans montrer la moindre hésitation, sans éprouver aucune fatigue, toujours aussi fort, aussi pressant, aussi assuré d'une incomparable aisance, il avait tenu l'assemblée attentive et sous le charme. Il s'agissait d'abord d'une affaire toute spéciale, des réclamations d'un sujet anglais, le juif Pacifico, contre le gouvernement hellénique, et des mesures violentes prises à ce sujet par le chef du *foreign office* : mais bientôt cette affaire, si grave qu'elle fût, puisqu'elle avait failli brouiller l'Angleterre avec la Russie et la France, avait fait place à une discussion plus grave encore, car le débat agrandi embrassait toute la politique étrangère de lord Palmerston et mettait le ministère whig en péril. La chambre haute, sur une motion de lord Stanley, avait condamné cette politique, et ce vote avait suffi pour

(1) Voyez Théodore Martin, *The Life of his royal highness the prince consort*, t. II, p. 304.

prévenir un conflit européen; si la chambre des communes condamnait aussi Palmerston, les whigs étaient renversés du pouvoir. On a déjà vu dans notre précédente étude avec quelle hauteur d'idées sir Robert Peel, tout en infligeant le blâme le plus sévère aux procédés diplomatiques de lord Palmerston, contribua au maintien du ministère; ce fut le dernier discours du grand homme d'état. Ce qu'il faut ajouter ici pour le sujet qui nous occupe, c'est que Palmerston, attaqué avec véhémence par M. Gladstone, criblé de sarcasmes par M. Disraeli, condamné et ménagé par sir Robert Peel, déploya dans sa défense une supériorité de talent qui força tous les hommages. Comment donc le fougueux ministre, au lendemain d'une telle victoire, n'aurait-il pas négligé les recommandations de la reine? Il avait repoussé des attaques bien autrement redoutables que celles du prince Albert; absous par la chambre des communes, il se croyait tout à fait maître en son domaine, et désormais ne se gênait plus.

C'est alors que la reine, poussée à bout, reprit ce mémorandum dressé par son ordre au mois de mars. Elle l'avait ajourné dans l'espoir qu'elle pourrait le supprimer tout à fait; la situation devenant intolérable, lord John Russell fut chargé de le mettre sous les yeux de lord Palmerston. Le ministre y lut ces mots :

Osborne, 12 août 1850.

« La conversation que la reine a eue l'autre jour avec lord John Russell au sujet de lord Palmerston et la déclaration de lord Palmerston que jamais il n'avait eu l'intention de manquer de respect à la reine par les négligences diverses dont elle a eu si souvent à se plaindre ont décidé la reine, pour éviter toute méprise à l'avenir, à exposer ce qu'elle attend du ministre des affaires étrangères.

« Elle demande :

« 1° Que le ministre établisse clairement ce qu'il propose dans un cas donné, afin que la reine sache clairement aussi à quelles mesures elle accorde sa sanction royale.

« 2° Que, sa sanction une fois donnée à une mesure, cette mesure ne soit pas arbitrairement altérée ou modifiée par le ministre. Elle serait obligée de considérer un pareil acte comme un manque de sincérité envers la couronne, et son devoir serait d'exercer son droit constitutionnel en destituant le ministre.

« 3° Elle attend que le ministre la tienne au courant de ce qui se passe entre lui et les ministres étrangers, avant qu'il soit pris d'importantes décisions par suite de cette correspondance. Elle demande que les dépêches étrangères lui soient communiquées en temps utile et que les pièces soumises à son approbation lui soient envoyées de telle façon qu'elle

ait le loisir d'en prendre connaissance avant le jour où elles devront être expédiées.

« La reine pense qu'il serait très bon que lord John Russell montrât cette lettre à lord Palmerston. »

Lord John ayant dès le 13 août montré le mémorandum à son collègue, Palmerston le lut et dit sans hésiter qu'il obéirait ponctuellement aux ordres de la reine. Bien mieux; ce n'était qu'une assurance verbale, il tint à la renouveler par écrit. Le même jour, il adressait au premier ministre une lettre commençant par ces mots : « Mon cher lord John Russell, j'ai pris copie du mémorandum de la reine, et je ne négligerai pas de me conformer aux instructions qu'il renferme. » Il s'excusait ensuite d'avoir fait ce qui lui était reproché : c'était la faute des circonstances, il n'y avait pas une heure à perdre, on n'avait pas eu le temps de faire une double expédition des actes; bref, tout cela n'était qu'une affaire de bureaux; un ou deux employés de plus, et tout irait à merveille. Il espérait bien que la libéralité du premier ministre ne les lui refuserait point. En même temps que ce terrible homme, devenu subitement si accommodant et si souple, donnait ces explications à lord John, il demandait une entrevue au prince Albert afin de s'excuser plus complètement encore. L'entrevue, immédiatement accordée, eut lieu le 14 août. Le prince lui-même l'a racontée très en détail quelques jours après, dans un récit daté d'Osborne que nous a conservé son historien :

Osborne, 17 août 1850.

« Le 14, après la séance du conseil pour le discours de la couronne relatif à la prorogation du parlement, j'ai vu lord Palmerston, ainsi qu'il l'avait désiré. Il était tout agité, tout tremblant, avait des larmes dans les yeux, au point que j'en ressentis moi-même une grande émotion, ne l'ayant jamais vu jusque-là que la figure sereine et souriante. Il me dit qu'après la communication à lui faite par lord John Russell, il avait jugé nécessaire d'avoir une explication avec moi. Être en désaccord avec sa politique, la condamner même, c'était simplement condamner son jugement. En matière d'opinions, les dissidences sont naturelles et il faut bien s'y attendre. Mais l'accusation d'avoir manqué de respect à la reine, qu'il avait toute raison de respecter comme souveraine, dont il admirait les vertus comme femme, à laquelle il était attaché par tous les liens du devoir et de la reconnaissance, une telle accusation était une atteinte à son honneur de gentleman, et, s'il s'était reputé coupable de ce manque de respect, il se serait exclu lui-même de la société.

« Je m'étais promis de ne pas l'interrompre. Quand il eut fini, je lui rappelai les plaintes, les remontrances sans nombre que la reine avait été obligée de lui adresser pendant ces dernières années. La reine était

prête à faire toutes les concessions, eu égard à l'urgence des affaires et au manque de temps, et elle était bien assurée que lord Palmerston désavouait toute intention de manquer à ce qu'il lui doit, mais elle sentait que les choses ne pouvaient continuer plus longtemps sur ce pied. Très souvent, j'étais fâché de le dire, et presque toujours dans les derniers temps, la reine avait désapprouvé la ligne politique suivie par lord Palmerston. Elle avait toujours fait franchement ses objections, mais, quand l'opinion contraire à la sienne avait prévalu dans le cabinet, ou bien quand elle s'était convaincue qu'il serait plus sage, plus politique de ne pas insister sur ces objections, elle connaissait trop bien son devoir constitutionnel pour ne pas donner son entier appui à tous les actes du gouvernement. Elle savait qu'ils allaient ensemble à la bataille, qu'elle recevrait les coups destinés au gouvernement, et dans ces dernières années elle en avait reçu plusieurs comme jamais souverain d'Angleterre n'avait été contraint d'en supporter, et ces incidens lui ont été extrêmement pénibles. Mais ce qu'elle avait droit de demander en retour, c'est qu'avant de voir une ligne politique adoptée ou soumise à sa sanction, elle fût mise en pleine possession de tous les faits et de tous les motifs qui avaient décidé le ministère. Sa majesté sentait que sur ce point elle n'avait pas été traitée comme elle devait l'être. Jamais elle n'avait trouvé une matière *intacte*, jamais on ne lui avait soumis une question dans laquelle nous ne fussions déjà engagés. Elle n'avait aucun moyen d'apprendre ce qui s'était passé dans le ministère, ce qui avait eu lieu dans les conférences de lord Palmerston avec les ministres étrangers; elle n'en savait que ce que lord Palmerston voulait bien lui en dire ou ce qu'elle trouvait dans les journaux. — Ici lord Palmerston m'interrompit, disant que ces conférences duraient bien quatre heures par jour et qu'il lui en faudrait tout autant pour les consigner dans un rapport; que lui resterait-il alors pour les affaires de sa charge à la chambre des communes? Les documens, où apparaissaient les résultats de ces conférences, étaient adressés à la reine; c'étaient les minutes des dépêches.

« Je répondis que la reine ne songeait point à demander des détails qui étaient l'affaire du ministre; mais quand *on établissait des principes*, elle devait en être informée, et cela pouvait se faire en peu de mots. Maintenant elle perdait beaucoup de temps à discuter le texte de ces dépêches avec lord John et lord Palmerston, ce qui était sans aucun profit; mais, dans l'absence de toute explication au sujet des faits qui avaient occupé le ministère ou des motifs qui avaient dicté ses décisions, elle était obligée au moins de veiller de près sur la rédaction des dépêches. Les mots ont plus ou moins de valeur selon le sens qu'on a l'intention d'exprimer.

« Lord Palmerston répondit qu'il sentait toute la force de cette objection, mais que ce retard était une conséquence de l'arrangement pris

depuis plusieurs années avec lord John Russell, sur le désir exprimé par la reine; la reine avait demandé que toutes les dépêches du *foreign office* passassent par les mains de lord John avant de lui être remises. Le premier ministre ne pouvait pas être aussi bien informé que le ministre au département duquel ressortissaient les affaires en question. Pour lui, il avait toujours été prêt à donner des explications ou à se rendre au palais à toute heure, mais il n'avait pu savoir d'avance s'il serait reçu ou s'il ne paraîtrait pas indiscret. Il était prêt à venir me trouver à quelque moment que ce fût et à me fournir toutes les explications que je pourrais désirer.

« Je répondis qu'il avait paru très convenable que les minutes des dépêches fussent transmises au souverain par le premier ministre, mais que cela n'empêchait pas lord Palmerston d'écrire à la reine aussi souvent, aussi longuement qu'il le jugerait nécessaire, et de lui adresser les explications qu'elle demandait. »

La discussion jusque-là était purement théorique ; il s'agissait des principes, non des applications. Tout à coup, pour donner à lord Palmerston une idée claire et précise des réclamations de la reine, le prince introduisit brusquement la question du Slesvig-Holstein, question fort épineuse que les plénipotentiaires des grandes puissances s'efforçaient alors de régler à la conférence de Londres. Contrairement aux idées de la reine, qui se montrait favorable à certaines passions germaniques, le cabinet appuyait le Danemark et voulait que l'intégrité de la monarchie danoise fût respectée. C'était l'avis des autres grandes puissances non engagées dans le conflit. La reine, sans renoncer à ses objections, s'était rendue à l'opinion du ministère; elle avait signé le protocole où était exprimé ce désir des gouvernemens européens. Quelle avait été la conséquence de cet acte? Soutenu ainsi par la conférence de Londres, le roi de Danemark avait essayé de soumettre la province rebelle; le Slesvig était en feu : « S'il attaque aussi le Holstein, disait le prince Albert à lord Palmerston, les Allemands courront à son secours. D'un autre côté, si les habitants du Slesvig ont l'avantage, la Russie a menacé d'intervenir par les armes. Voilà des éventualités qui provoqueront très probablement une guerre européenne; dans ce cas, que ferait lord Palmerston? et qu'arriverait-il si nous étions alors à Balmoral et lord John Russell dans une autre partie de l'Écosse? » La reine comptait assez sur la prévoyance de lord Palmerston pour être persuadée qu'il avait regardé en face cette possibilité d'une guerre générale, et elle lui demandait une réponse catégorique à ce sujet : que ferait-il le cas échéant?

Cette interrogation à brûle-pourpoint était un éclatant résumé

de la controverse. Cela voulait dire manifestement : « La reine vous demande de n'engager ni cette question ni aucune autre avant de lui avoir exposé les faits dont il s'agit et les motifs qui vous décident. Bien plus, votre devoir est de prévenir les demandes de la reine quand de pareils intérêts sont en cause. Si je ne vous avais pas adressé nettement cette question au nom de sa majesté, vous auriez adopté telle ou telle ligne de conduite, et peut-être n'en aurait-elle appris la nouvelle que par le texte de vos dépêches, c'est-à-dire trop tard pour faire prévaloir une politique différente. Et pourtant, ce qui est au bout, c'est la paix ou la guerre. »

L'argumentation était pressante, mais elle avait l'inconvénient d'offrir une occasion propice à la faconde de lord Palmerston. L'habile *debater* se lança aussitôt par l'issue qui lui était ouverte ; il s'empara de la question du Danemark, commenta le protocole de la conférence, exposa longuement les détails si compliqués des affaires du Slesvig et du Holstein, écarta les craintes de guerre générale comme une éventualité que rien ne faisait prévoir, etc... « Bref, écrit le prince, après une conversation d'une heure entière sur ce sujet, nous fûmes interrompus sans que j'aie pu réussir à lui arracher une réponse positive. » Assurément, le prince n'avait pas lieu de chanter victoire. Si le mémorandum du 12 août avait vivement ému lord Palmerston, cette émotion n'avait pas empêché le hardi ministre de persister dans sa justification tout en protestant de son respect pour la reine. Cependant le prince ajoute : « Le lendemain, je parlai de notre entrevue à lord John ; je lui dis que j'avais trouvé Palmerston tout humble, tout ému, presque au point de me faire pitié. Lord John me répondit que ce qui s'était passé avait dû produire un excellent résultat. »

Lord John se trompait. Palmerston, on va le voir, était tout prêt à recommencer sous une forme ou sous une autre. Son émotion prouvait seulement qu'en loyal Anglais et en vrai *gentleman*, il était désolé d'avoir paru offenser la reine. Plus tard, et dans une occasion bien autrement dramatique, le mémorandum du 12 août 1850 ayant été lu à la tribune par John Russell, les amis de Palmerston lui demanderont pourquoi devant une telle remontrance il n'avait pas donné immédiatement sa démission. Palmerston leur répondra : « Je n'ai pas donné ma démission parce que cette remontrance venait d'une femme irritée et parce qu'il faut toujours faire une différence entre un homme et une femme, alors même que cette femme occupe le trône. Je ne l'ai pas donnée parce que je venais de remporter une victoire éclatante dans le grand débat sur la politique étrangère, et que je ne pouvais me retirer sans livrer les avantages de cette victoire à mes adversaires, ni sans trahir ceux qui m'avaient si vigoureusement soutenu. Il y a d'ailleurs ici

un point qui domine tout. En me démettant de mes fonctions, j'aurais porté à la barre de l'opinion publique une querelle entre le souverain et moi. Or, c'est là une démarche qu'un sujet doit toujours éviter quand il le peut, car les conséquences en sont toujours funestes à lui-même ou nuisibles au pays. Si c'est lui qui a tort, il est condamné sans appel; si c'est le souverain, la royauté en souffre (1). »

II.

Dix-huit mois se sont écoulés depuis cet épisode. C'est le 3 décembre 1851. Nous sommes à Londres, chez lord Palmerston, dans son cabinet de Downing-street. Le comte Walewski, ambassadeur de France auprès de la reine Victoria, a fait demander une audience au ministre pour l'entretenir de ce qui s'est passé la veille à Paris. Au cours de la conversation, le ministre anglais lui dit que « l'acte hardi et décisif du président lui apparaît comme une nécessité aussi avantageuse pour l'Europe que pour la France. » Était-il chargé par le gouvernement de la reine Victoria de tenir ce langage au représentant de la république française? En aucune façon. C'était une opinion personnelle du chef du *foreign office*, une opinion déjà ancienne et que l'examen attentif des affaires de France avait confirmée chez lui de jour en jour. Chose singulière, lord Palmerston, qui soutenait partout en Europe la cause de la monarchie constitutionnelle, qui faisait de cette propagande le principe de sa politique extérieure, qui avait suscité par là des hostilités si vives contre son pays, au point de s'attirer un blâme éclatant de la chambre des lords et de soulever des tempêtes à la chambre des communes, — lord Palmerston semblait tout à fait indifférent à la restauration de cette forme de gouvernement en France. On sait combien il détestait les Bourbons et particulièrement la dynastie d'Orléans. Croyait-il que la maison royale de France, la branche cadette comme la branche aînée, était incapable d'établir cette monarchie? ou bien croyait-il que la nation française, dont il reconnaissait d'ailleurs l'esprit, l'ardeur, la noblesse, la générosité, n'avait aucune des qualités nécessaires à cette institution? L'un et l'autre peut-être. Une chose certaine, c'est qu'il s'accoutumait parfaitement à juger nos affaires intérieures d'après un modèle tout différent des principes britanniques.

Il ne disait pas : Voici ce que doit faire Louis-Napoléon, s'il veut imiter la politique anglaise. Il disait : Voici ce que je ferais,

(1) Voyez *the Life of Henry John Temple, viscount Palmerston*, 1847-1865, by the hon. Evelyn Ashley, London 1876, t. Ier, p. 129-130.

si j'étais Louis-Napoléon, président de la république française, de la république telle que l'a constituée l'assemblée nationale de 1848. Dès le commencement de l'année 1851, le 24 janvier, dix mois avant le coup d'État, dans une lettre adressée à lord Normanby, ambassadeur d'Angleterre en France, il écrivait ces paroles extraordinaires : « Si j'étais le président, je ne m'inquiéterais pas de savoir si l'assemblée supportera ou non mes ministres, si elle les censurera ou les approuvera. Je dirais à l'assemblée : Je ne peux pas me débarrasser de vous, et vous ne pouvez pas vous débarrasser de moi; vos censures ne changeront pas le sentiment que j'ai de ma propre conduite. De cette conduite je ne suis pas responsable envers vous (aussi longtemps que je me conforme à la loi), je ne suis responsable qu'envers la France. Mes ministres agissent d'après mes instructions; c'est envers moi qu'ils sont responsables, non envers vous. Si vous rejetez de bonnes lois que je vous propose, c'est sur vous qu'en retombera le blâme. Si vous refusez de voter l'argent nécessaire pour entretenir l'armée, la flotte, le gouvernement civil, la nation vous demandera compte de cette manière de traiter le pays. Ce à quoi je ne puis consentir, c'est de nommer des ministres qui soient vos instrumens et non les miens. — L'exemple de notre constitution en ce qui concerne les relations des ministres avec le parlement et la couronne n'a point de rapport avec la position des ministres français. Les constitutions des deux pays sont entièrement différentes. »

Ainsi, depuis les premiers dissentimens du président et de l'assemblée, lord Palmerston s'attendait à une solution violente. Il était persuadé que la constitution de 1848 était une source de conflits et que ces conflits ne pouvaient se terminer que par un coup d'état, — coup d'état de l'assemblée nationale, ou coup d'état du président de la république. Les auteurs de la loi fondamentale, — ô clairvoyance merveilleuse! véritable trait de génie! — avaient placé face à face deux pouvoirs dont l'un était obligé de dévorer l'autre. L'assemblée, à cette date, c'était surtout le grand parti de la rue de Poitiers, la coalition des conservateurs légitimistes, orléanistes, libéraux, qui, sous la direction de M. Thiers, formaient la majorité parlementaire. En préférant la victoire du président à la victoire de la rue de Poitiers, le ministre anglais se trouvait d'accord avec les députés de la gauche, qui, comme on sait, refusant à l'assemblée le moyen de se maintenir, contribuèrent si puissamment au succès du 2 décembre.

Lord Palmerston a encore d'autres argumens en faveur du coup d'état de décembre. Selon lui, pour écrire cette sombre histoire dans un esprit de parfaite équité, il faudrait embrasser tous les aspects de la question et assigner sa juste part à chacun des acteurs.

On n'a pas le droit de condamner celui qui a fait le coup, si l'on ne tient pas compte de ceux qui étaient prêts à en faire un tout semblable. L'acte eût été le même, quoique tenté dans une autre vue et pour des conséquences toutes différentes. — Rien de plus juste, seulement il faut que les faits soient prouvés. Palmerston, aveuglé par sa passion, accepte sans contrôle les rapports les plus extravagans. Sa police particulière lui a dit que les princes d'Orléans, d'accord avec M. Thiers et le général Changarnier, préparaient un coup de main contre le président, que les princes étaient en route pour la frontière belge, que la levée d'armes était fixée aux premiers jours de décembre 1851. Lord Palmerston a cru tout cela sans y regarder de plus près; voilà le coup d'état justifié, puisque le président n'a fait que prévenir une attaque. Il est vrai que les hommes qui, d'après ce rapport, s'apprêtaient à renverser la constitution de 1848 n'étaient pas liés envers elle par un serment, mais cette question du serment, si grave au point de vue de la conscience, occupait fort peu lord Palmerston; l'audacieux homme d'état ne consultait en cette affaire que ses antipathies personnelles et ses haines nationales. Voilà pourquoi il n'hésita point. Coup de main pour coup de main, coup d'état pour coup d'état, il préférait celui du président.

On s'explique maintenant la réponse faite par lord Palmerston au comte Walewski dans cet entretien du 3 décembre 1851. Le chef du *foreign office* parlait d'abondance de cœur. Il était si plein de son sujet qu'il s'en ouvrit aussitôt, et dans le même sens, avec l'ambassadeur d'Angleterre à Paris. Rien ne pressait pourtant. Le ministère n'avait pas encore délibéré sur un sujet si grave. Lord John et ses collègues n'avaient pas encore arrêté le plan de conduite qu'ils devaient soumettre à l'approbation de la reine. Il semble que, sans même parler officiellement, lord Palmerston était tenu à une certaine réserve. Non, l'impatience l'emporte. La déclaration toute spontanée qu'il vient de faire à l'ambassadeur de France, il va la répéter au diplomate qui représente à Paris le cabinet de Saint-James. Le 3 décembre encore (il est bon de noter ici les dates), lord Palmerston adresse à lord Normanby cette singulière missive :

« Mon cher Normanby, ici même où l'on ne saurait nous supposer aussi bien informés qu'à Paris des projets du parti bourbonien, nous ne pouvons nous étonner que Louis-Napoléon ait frappé son coup au moment qu'il a choisi. Nous savions parfaitement que la duchesse d'Orléans s'attendait à être appelée à Paris cette semaine avec son jeune fils, afin d'y commencer une nouvelle période de la dynastie des d'Orléans. Naturellement, le président eut vent de ce qui se passait, et s'il est vrai, comme le disent nos journaux, que Changarnier ait été arrêté

à quatre heures du matin avec Thiers et d'autres, il y a de bonnes raisons de croire, comme on l'affirme aussi, que les burgraves avaient un coup tout prêt contre le président et précisément pour ce jour-là. Le président aura donc agi d'après ce principe que le meilleur moyen de parer, c'est de frapper soi-même. Votre dépêche de lundi laissait entrevoir des chances de succès pour les burgraves aussi bien que pour Louis-Napoléon, puisque dans la première partie vous considérez comme possible que le pouvoir passe de ses mains en d'autres mains. J'ai des raisons de croire, car on me l'a dit de plusieurs côtés, que le président a été quelquefois induit à penser, d'après vos intimes relations avec le parti des burgraves, que vos sympathies politiques leur étaient acquises plutôt qu'à lui. Assurément, on ne peut attendre d'un ministre ou d'un ambassadeur qu'il adapte ses relations mondaines aux jalousies politiques du gouvernement auprès duquel il est accrédité; mais, s'il arrive que des amitiés personnelles, des intimités privées et sociales le mettent en communication fréquente avec des personnes hostiles au gouvernement, il est absolument nécessaire qu'il prenne soin de détruire dans l'esprit du gouvernement toutes les fausses appréhensions que de pareilles circonstances pourraient faire naître. Je ne doute pas que vous n'ayez eu soin d'agir de la sorte. Quant au respect de la loi et de la constitution, sentiment familier aux Anglais, comme le dit votre dépêche d'hier, ce respect appartient aux lois justes, équitables, aux lois qui font partie d'une constitution fondée sur la raison, consacrée par son ancienneté, consacrée par le souvenir de longues années de bonheur dont elle a fait jouir la nation, mais ce ne serait pas faire une juste application de ces sentimens que de les réclamer en faveur d'une bêtise d'avant-hier, sortie des pauvres cervelles de Marrast et de Tocqueville pour le tourment de la nation française. Je suis obligé de dire qu'on a fait plus d'honneur à cette constitution en la violant qu'en l'observant.

« Il était grand temps de se débarrasser de ce puéril non-sens. Et comme l'assemblée ne paraissait pas résolue à s'en débarrasser d'une manière pacifique, après délibération, par des changemens et des amendemens, je ne suis pas étonné que le président ait pris le parti de se débarrasser de l'assemblée comme d'un obstacle à tout arrangement raisonnable.

« Si les chefs de l'assemblée, comme nous le supposons, s'apprêtaient à lui porter un coup soudain, il avait absolument le droit, par le même motif, de frapper le premier et de les jeter à bas.

« Je m'aperçois que j'ai écrit par méprise sur deux feuillets. Les pages blanches sont un fidèle emblème de l'état présent de la constitution française. Il est curieux qu'une nation comme la nation française, après plus de soixante ans de luttes politiques et cinq révolutions (en

comptant comme une révolution cette prise du pouvoir par Napoléon), se trouve arrivée à ce point où toute constitution est balayée, — et se prépare à donner l'exemple pratique de ce contrat primordial entre le peuple et le chef, lequel était regardé généralement jusqu'ici comme le type imaginaire d'une doctrine de fantaisie. A vous sincèrement.

« PALMERSTON. »

On voit ici par un exemple unique et la désinvolture morale et la sophistique parlementaire de lord Palmerston. Le sans-façon de la forme répond au sans-façon de la pensée. Quel singulier emploi de ce mot *burgraves* emprunté aux polémiques vulgaires! Quel rapprochement inattendu entre Marrast et Tocqueville! Surtout quelle verve de dédain pour la France dans cette approbation donnée au président! Mais ce n'est pas le tragique événement du 2 décembre qui nous occupe. Laissons Palmerston apprécier à sa façon les affaires et les destinées de la France, il ne s'agit pour nous que des rapports du hardi ministre avec la couronne d'Angleterre. Lord Palmerston a-t-il tenu compte du mémorandum si nettement commenté par le prince Albert? s'est-il mis en règle et avec la reine et avec le premier ministre? C'est là pour nous tout le sujet.

Le jour même où lord Palmerston adressait à lord Normanby les déclarations que nous venons de traduire, le 3 décembre 1851, lord Normanby écrivait officiellement à son chef pour lui demander ses instructions. Quelle devait être à Paris l'attitude du représentant de la reine? Quel langage devait-il tenir? Lord Palmerston, qui parlait tout à l'heure si volontiers, qui prenait les devans, qui ouvrait son cœur, qui faisait des dissertations, des confidences, des remontrances, Palmerston devient tout à coup aussi bref, aussi sec, aussi boutonné qu'une dépêche télégraphique. Il a demandé au conseil, il a demandé à la reine les instructions que réclame lord Normanby. Les voici dans toute leur sévérité laconique. Pas un indice de blâme, pas une marque d'approbation. Rien de plus correct, mais aussi rien de plus opposé à ce que lord Palmerston écrivait l'avant-veille :

« Foreign office, 5 décembre 1851.

« Mylord, j'ai reçu et mis sous les yeux de la reine la dépêche de votre excellence en date du 3 courant, par laquelle vous demandez des instructions pour la conduite que vous devez tenir dans l'état présent des affaires de France.

« Sa majesté m'a donné l'ordre de vous commander de ne rien changer à vos relations avec le gouvernement français.

« C'est le désir de sa majesté que son ambassadeur à Paris ne fasse rien qui ait l'apparence d'une intervention quelconque dans les affaires intérieures de la France. Je suis, etc. PALMERSTON. »

Là-dessus, lord Normanby s'empresse d'aller trouver le ministre des affaires étrangères, M. Turgot, pour lui communiquer cette dépêche : « Rien n'est changé, lui dit-il, dans les rapports des deux gouvernemens; nous resterons spectateurs attentifs, mais désintéressés, des événemens intérieurs de la France : le cabinet de Saint-James désire garder en toutes ces affaires une neutralité absolue. »

Il ajoute que, si cette communication est un peu tardive, cela tient simplement à des circonstances matérielles et qu'il n'y a eu aucune hésitation dans les conseils de la reine. M. Turgot, qui connaît depuis un ou deux jours la conversation de lord Palmerston avec le représentant de la France à Londres, lui répond aussitôt, non sans malice, que cette assurance est superflue. Lord Normanby n'a pas besoin de justifier le gouvernement de la reine. « Oh! nous avons mieux que cela, dit-il, mieux qu'une promesse de neutralité, lord Palmerston s'en est ouvert avec le comte Walewski, lord Palmerston a donné son approbation sans réserve à l'acte du président, lord Palmerston a déclaré que le président n'avait pas autre chose à faire. »

On devine l'étonnement de l'ambassadeur anglais; il affirme à M. Turgot que ses instructions ne renferment rien de pareil, qu'il n'a mission ni d'approuver ni de blâmer, qu'il doit rester absolument neutre, heureux d'ailleurs, quel que soit le gouvernement de la France, de contribuer à maintenir les relations amicales des deux pays. L'entretien terminé, l'ambassadeur se demande s'il n'y a pas là une énorme méprise. Qui donc s'est trompé ici? Qui donc s'est fait une telle illusion? Est-ce M. Walewski ou M. Turgot? M. Turgot a pu interpréter à faux la dépêche de M. Walewski comme M. Walewski a pu se méprendre sur le langage de lord Palmerston. Une explication prochaine dira de quel côté est l'erreur. Or il apprend bientôt que ce n'est pas M. Turgot qui se trompe. Deux de ses collègues du corps diplomatique ont lu cette dépêche de M. Walewski, M. Turgot ayant éprouvé tout naturellement le désir de la montrer aux représentans des autres puissances. C'est donc une affaire à régler entre M. Walewski et lord Palmerston. Lord Palmerston a-t-il tenu en effet le langage qu'on lui prête? Ou bien M. Walewski a-t-il dénaturé ses paroles? Lord Normanby se hâte de soumettre le cas à lord Palmerston par une lettre datée du 6 décembre, et il n'oublie pas de lui dire que la dépêche de M. Walewski, la dépêche dont le gouvernement français se réjouit si fort, a été lue, ce qui s'appelle lue, par deux membres du corps diplomatique à Paris. Il y a là de quoi piquer au vif un esprit moins prompt que celui de Palmerston. Qu'il nie ou qu'il avoue, qu'il s'emporte ou s'excuse, il faudra bien qu'il parle. Certainement l'explication arrivera demain. Elle n'arrive ni demain, ni les jours suivans; pendant toute une se-

maine, et sur une question si pressante, le chef du *foreign office* laisse dans l'incertitude le représentant de l'Angleterre. Condamné à un rôle ridicule, lord Normanby perd patience, il s'adresse à lord John Russell et lui envoie copie de la lettre qu'il a écrite le 6 décembre à lord Palmerston. Ce document est trop grave pour ne pas être communiqué à la reine; il est expédié à Osborne, où se trouvait alors la famille royale. C'est ainsi que la reine apprit brusquement la nouvelle incartade de Palmerston. A peine pouvait-elle en croire ses yeux; la pièce lue, elle la renvoya immédiatement à lord John Russell avec la note que voici :

Osborne, 13 décembre 1851.

« La reine envoie à lord John Russell la dépêche ci-incluse de lord Normanby, d'où il résulte que le gouvernement français prétend avoir reçu du gouvernement britannique une entière approbation du récent coup d'état, transmise par lord Palmerston au comte Walewski. La reine ne peut croire à la fidélité de cette assertion, puisqu'une telle approbation donnée par lord Palmerston aurait été en complète contradiction avec la ligne de stricte neutralité que la reine a exprimé le désir de voir suivre au sujet des dernières convulsions de Paris, ligne de conduite approuvée par le cabinet et établie par la lettre de lord John Russell en date du 6 courant. Lord John sait-il quelque chose de l'approbation dont il s'agit, laquelle, si le fait est vrai, mettrait de nouveau en péril aux yeux du monde l'honneur et la dignité du gouvernement de la reine? »

Lord John fut obligé de faire savoir à la reine qu'il avait déjà demandé des explications à son collègue et n'avait reçu de lui aucune réponse. Il allait écrire encore, il allait demander une réponse immédiate *pour la reine, au nom de la reine*. Ne pas répondre au chef du ministère sur un point si important, c'était en prendre fort à l'aise; interrogé au nom de la reine en personne, l'intraitable ministre oserait-il s'obstiner dans son silence?

Lord Palmerston écrivait bien à lord John; mais jaloux, comme toujours, de ce qui regardait le *foreign office*, ou bien affectant de considérer cette conversation comme un détail insignifiant, il ne disait rien de l'affaire Walewski. La première fois qu'il eut l'air de répondre, il s'arrangea de manière à rester constamment à côté de la question. Supposez que lord John Russell l'eût interrogé sur la façon dont il appréciait les affaires de France, la lutte du président et de l'assemblée, les coups montés de part et d'autre, et finalement l'arrestation de ceux qu'il appelle *les burgraves*, il n'eût pas écrit sur cette ténébreuse histoire une dissertation plus complète. Il répétait les étranges nouvelles dont il avait déjà entretenu lord Normanby :

c'étaient les princes d'Orléans qui avaient rendu nécessaire le coup d'état de Louis-Napoléon. Le prince de Joinville, quelques jours avant cette date, avait quitté secrètement l'Angleterre et s'était rendu à Lille pour se mettre à la tête des troupes, pendant qu'on le disait malade à Claremont et confiné dans sa chambre. Quant au duc d'Aumale, voyant son frère décidé à cette entreprise, il avait dit : « Mon frère est marin, moi je suis soldat, je ne laisserai pas mon frère s'engager seul dans une expédition de terre, je l'accompagnerai, je partagerai son sort et sa fortune. » La police particulière de lord Palmerston ayant fourni, on ne sait sur quels indices, les premiers élémens de ce récit, l'imagination du ministre avait bâti là-dessus toute une histoire. La contre-enquête n'était pas difficile à faire; elle fut exécutée sans retard par des personnes sûres, et la reine put écrire le 17 décembre à lord John Russell que les imputations de son collègue contre les princes d'Orléans étaient absolument fausses. Le prince de Joinville n'avait pas quitté Claremont, le duc d'Aumale se trouvait alors dans le royaume de Naples.

La lettre où lord Palmerston, après un long silence, essaie enfin de se justifier auprès du premier ministre contient donc bien moins une justification personnelle qu'une dissertation sur le coup d'état de Louis-Napoléon. Cette lettre, datée du 16 décembre 1851, a été publiée récemment par M. Evelyn Ashley. C'est tout un mémoire sur la situation de la France à cette époque. Le ministre anglais répète que l'assemblée voulait renverser le président, et il demande ce qu'elle eût mis à sa place. Était-ce Henri V, ou le comte de Paris? Henri V n'avait pour lui qu'une minorité; le comte de Paris était un enfant de douze ans et demi, et, dans l'état où se trouvait la France, une régence de cinq ou six années, avec M. Thiers pour premier ministre, n'avait aucune chance de se faire accepter du pays. Lord Palmerston discutait de même le projet de confier la présidence au prince de Joinville ou d'instituer comme pouvoir exécutif une commission de trois généraux. Partout des objections insurmontables, partout la division et l'impuissance. Bref, je cite ses paroles, « le succès de l'assemblée nationale, selon toutes les probabilités humaines, eût été la guerre civile, tandis que le succès du président promettait le rétablissement de l'ordre. » Le ministre expliquait ensuite avec beaucoup de précision les causes du conflit qui avait amené le coup d'état, il montrait les absurdités de la constitution de 1848, il appelait cette loi si laborieusement discutée non pas une *constitution*, mais une *dissolution*, puisque l'anarchie devait en être la conséquence inévitable. Qu'était-ce que ces deux forces, l'assemblée et le président, issues de la même origine et condamnées à se heurter perpétuellement, sans qu'une troisième

autorité pût intervenir comme arbitre? Au reste, beaucoup plus explicite avec lord John qu'avec le comte Walewski, Palmerston reconnaissait que la justification du président dépendait de deux choses : il lui fallait prouver d'abord qu'il n'avait agi que pour sa propre défense, qu'il n'avait fait que prévenir un coup dont il était menacé; ensuite et surtout il était tenu de justifier la prééminence qu'il avait acquise par l'usage qu'il saurait en faire.

On connaît le mot célèbre de Victor Cousin : « Ce n'est pas le 2 décembre que je condamne, c'est le 3 décembre. » Lord Palmerston s'inspire exactement de la même idée lorsqu'il termine ces singulières pages par la déclaration que voici : « Je ne partage pas du tout l'opinion que je sais avoir été exprimée par Macaulay dans une lettre à lord Mahon, à savoir que la nation française n'est faite que pour le despotisme militaire, et il m'est impossible de croire qu'aucun gouvernement, dépourvu de ce que nous entendons par le mot *constitutionnel*, puisse avoir en France une longue durée. »

La dissertation de lord Palmerston contenait sans doute plus d'une idée qui pouvait paraître juste à lord John Russell, et il est certain que le ministère whig a fini par adopter presque entièrement cette manière de voir; mais il ne s'agissait pas alors d'une appréciation politique du coup d'état, il s'agissait de savoir si lord Palmerston avait observé les règles de la hiérarchie ministérielle, s'il avait gardé dans ses entretiens avec M. Walewski la neutralité convenue, ou bien s'il avait manqué à la reine, s'il avait manqué au premier ministre, en prononçant les paroles inconsidérées transmises au gouvernement français par le comte Walewski. Sur ce point si grave, et le seul qui fût en question, Palmerston ne pouvait nier les faits. Il était trop habile et trop galant homme pour donner si légèrement un démenti à l'ambassadeur de France. Tout au plus pouvait-il insinuer que les paroles répétées s'altèrent toujours un peu, que les siennes avaient pris plus de relief, plus de couleur dans le récit du comte Walewski (*is giving a high colouring*); surtout il pouvait dire et redire, comme il n'a cessé de le faire, que c'était là une simple conversation sans aucun caractère officiel, une conversation d'homme à homme, non de ministre à ministre. Lord Russell n'admit pas cette distinction subtile. La justification de son collègue lui parut ce qu'elle était en réalité, un aveu et presque une bravade. Son parti fut pris immédiatement. Il fallait que lord Palmerston remît sa démission à la reine. Voici la lettre de lord John Russell :

« Woburn-Abbey, 17 décembre 1851.

« Mon cher Palmerston, j'ai reçu votre lettre du 16, qui m'a été apportée ce matin par un messager. J'ai lu aussi la dépêche de lord Nor-

manby en date du 13, et votre réponse en date du 16, adressée à Paris sans mon concours ou sans le consentement de la reine.

« Il me semble que dans votre lettre, en réponse à la mienne, vous vous méprenez sur les conséquences de la question. Il ne s'agit pas de savoir si le président a eu raison de dissoudre l'assemblée et d'annuler la constitution, il s'agit de savoir si vous avez eu raison, vous, comme secrétaire d'état de la reine, d'exprimer une opinion sur ce point. Maintenant, je suis désolé de vous dire que je ne puis avoir aucun doute à ce sujet. Si le gouvernement britannique avait désiré exprimer une opinion sur les récens événemens de la France, le cabinet aurait été consulté, et, son opinion une fois faite, il l'eût déclarée ouvertement. Si au contraire, comme j'ai pensé que c'était la marche à suivre, le gouvernement britannique s'abstient d'exprimer aucune opinion sur les affaires intérieures de France, le secrétaire d'état de la reine ne doit pas en exprimer une, car cet avis qu'il exprime est naturellement considéré comme étant celui du gouvernement britannique.

« Je suis obligé maintenant d'arriver à une conclusion pénible. Tout en m'associant a la politique étrangère dont vous avez été le conseiller, et quelle que soit mon admiration pour l'énergie et l'habileté avec laquelle vous l'avez conduite, je ne puis m'empêcher de remarquer que des méprises perpétuellement renouvelées, des manques de prudence et de décorum trop fréquemment répétés, ont gâté les effets qui auraient dû résulter d'une politique saine et d'une administration intelligente. En conséquence, je suis obligé, bien malgré moi, d'arriver à cette conclusion, que la conduite des affaires étrangères ne peut rester plus longtemps dans vos mains avec avantage pour le pays. Si, au lieu de vous retirer du service, vous voulez accepter la lieutenance générale d'Irlande (que lord Clarendon, je le sais, sera heureux d'abandonner sans viser à un autre emploi), je vous recommanderai très volontiers à la reine pour cette haute position, avec ou sans pairie britannique.

« Ou bien, s'il y a une autre manière de me conformer à vos vues, je serai heureux de le faire. J'ai été trop longtemps votre collègue pour ne pas apprécier très haut vos talens supérieurs et cette science des affaires qui n'a jamais été surpassée. Je n'estime pas moins haut votre conduite très amicale comme collègue, et l'appui que vous m'avez prêté en des circonstances graves et critiques. Je reste votre dévoué

« J. Russell. »

Lord Palmerston répondit qu'il était prêt à rendre les sceaux du *foreign office* dès qu'il aurait un successeur désigné pour les recevoir. Il ajoutait avec un fier sentiment de sa valeur : « J'ai la satisfaction de penser que les intérêts, l'honneur, le caractère et la dignité du pays n'ont pas souffert pendant que ces sceaux étaient confiés à ma garde. » Il est à peine nécessaire de dire qu'il refusait

sans hésiter la lieutenance générale d'Irlande. Sa place était au parlement. Puis, comme s'il tenait à prouver que les reproches de lord John Russell n'étaient qu'un prétexte pour l'éloigner du pouvoir, il insistait de nouveau sur la distinction à faire entre le langage officiel et une conversation privée. « La théorie de lord John Russell, disait-il, est toute nouvelle et n'est point pratique. Si un secrétaire d'état, parlant à un ministre étranger, était toujours censé exprimer l'opinion officielle de son gouvernement, s'il ne pouvait rien dire en son nom propre des événemens du jour, s'il ne lui était pas loisible d'ouvrir la bouche avant d'avoir consulté le conseil, ce serait la fin de ces entrevues familières qui contribuent si utilement à maintenir les relations amicales avec les gouvernemens étrangers. » Cette espèce de plaidoyer *in extremis* ne pouvait désarmer le premier ministre. Lord John soumit toute la correspondance à la reine et lui demanda de donner un successeur à lord Palmerston.

Un fait très certain, quoique nié obstinément par les amis de lord Palmerston, c'est que la reine était demeurée étrangère à cette crise. Ce n'est point sur l'ordre, ni même sur la plainte de la reine que lord John demanda des explications à son collègue et finalement lui signifia son congé. Tout était fini quand la reine, après un séjour à Osborne, revint s'installer à Windsor; elle n'eut qu'à donner son assentiment aux propositions du premier ministre. Il n'y a eu ici aucune intrigue de cour, aucune conspiration des cabinets absolutistes de continent, aucune machination de la Russie et de l'Autriche, de la Prusse ou de la Bavière, comme on l'a dit plus tard avec une extrême vivacité au moment des explications publiques; il n'y a eu qu'une nouvelle incartade de lord Palmerston faisant perdre patience à lord John Russell. Que la reine et le prince n'aient pas été fâchés de l'aventure, cela est trop naturel; il n'en est pas moins vrai qu'ils n'y furent mêlés en rien. Une lettre très curieuse du prince Albert, citée par M. Théodore Martin, ne laisse aucun doute à ce sujet. On y voit exprimées avec candeur et la surprise du couple royal et la satisfaction qu'il éprouve :

« Windsor-Castle, 20 décembre 1851.

« Mon cher lord John, vous vous imaginerez aisément quelle a été notre profonde surprise en apprenant la conclusion soudaine de votre différend avec lord Palmerston, tant nous étions accoutumés à le voir toujours s'emparer de ses positions, dont il laissait la défense à ses collègues et le discrédit à la reine.

« Il était parfaitement clair pour la reine que nous étions entrés dans une époque très dangereuse où le despotisme militaire et le républicanisme rouge allaient être pendant quelques années les deux seuls pouvoirs du continent, deux pouvoirs auxquels la monarchie constitution-

nelle d'Angleterre est également odieuse. Que l'influence bienfaisante de nos institutions puisse réussir à calmer ces luttes du dehors, ce doit être le désir, le souci de tout véritable Anglais, de tout véritable ami de la liberté et de la civilisation progressive. Cette influence a été annulée par la manière dont lord Palmerston a conduit les affaires étrangères et par la haine universelle qu'il a excitée contre nous sur le continent. L'espoir que vous aviez de le soumettre nous a longtemps inspiré des doutes; ses récens procédés montrent clairement aujourd'hui que c'était chose impossible. Je ne puis donc que vous féliciter d'avoir trouvé une occasion de rupture où le droit est tout entier de votre côté.

« La distinction que lord Palmerston essaie d'introduire entre ses actes personnels et ses actes officiels est absolument insoutenable. Quelque effort que l'on fasse pour l'établir en théorie, elle est impossible dans la pratique. En outre, si l'expression d'une opinion est en harmonie avec la ligne politique d'un gouvernement, elle peut être donnée comme officielle; si elle en diffère, elle doit nécessairement égarer celui à qui on s'adresse, car elle ne tire son importance que du fait d'avoir été prononcée par un ministre et non par une individualité privée. »

Le prince Albert, quoi qu'on ait pu dire, était donc tout à fait hors de cause. Il n'avait rien fait pour provoquer la crise; il n'avait influé d'aucune manière sur la résolution de lord John Russell. C'était lord John Russell qui s'était senti atteint personnellement par l'insubordination de son collègue, par son manque de prudence et de décorum. Le prince Albert, étonné comme la reine de la décision si prompte du premier ministre, s'était borné à le féliciter en lui donnant pleinement raison.

Le ministère fit comme le prince. Le conseil, réuni le 22 décembre, condamna la conduite de lord Palmerston et approuva la résolution de lord John Russell. Pas une voix ne s'éleva pour défendre le chef du *foreign office*. Son procédé parut incompréhensible, à moins, disait-on, qu'il n'eût voulu obliger ses collègues à une rupture. La rupture n'eut pas lieu sans déchirement. Lord John disait à la reine que dans sa longue carrière politique il n'avait point traversé de semaine aussi pénible. Le président du conseil, lord Lansdowne, informé de la crise par une lettre de lord John, avait répondu que l'éloignement de lord Palmerston lui semblait une nécessité, mais que ce serait la ruine du cabinet. Le cabinet montra plus de confiance. Quelle que fût la supériorité de lord Palmerston, les ministres ne désespéraient pas de le remplacer avec avantage. Ils auraient un collaborateur moins éclatant, mais plus sûr. Lord John s'adressa d'abord à lord Clarendon; celui-ci ayant refusé, les sceaux du *foreign office* furent offerts à lord Granville, qui en prit possession le 27 décembre 1851.

Dès que le *renvoi* de lord Palmerston fut officiellement connu, il y eut dans toute la presse une explosion formidable. Les torts du ministre déchu n'étaient pas de ceux qui déplaisent au public anglais. Ceux-là même qui n'approuvaient pas toujours sa politique aimaient en lui le représentant de la fierté nationale. On le savait détesté de la Russie, de l'Autriche, de la Prusse, de tous les petits états de l'Allemagne ; n'était-ce pas aux cours absolutistes du continent que lord John Russell avait sacrifié son collègue? Point de doute : Palmerston venait d'être renversé par une conspiration européenne. Ce texte fut développé avec une violence inouïe, non-seulement par les journaux de Londres, mais par toute la presse du royaume. Les mêmes gens qui exaltaient si fort la victime de l'absolutisme et qui accusaient lord John de trahison auraient été fort étonnés sans doute si on avait pu leur apprendre alors, pièces en mains, que lord Palmerston avait été destitué de ses fonctions pour avoir approuvé le coup d'état du 2 décembre; mais dès que la passion s'est emparée de la foule, qu'importe la vérité?

Cette passion allait croissant de jour en jour. Les whigs et les radicaux jetaient feu et flamme. Les tories, enchantés de voir une pareille brèche dans les rangs du ministère, se gardaient bien de défendre lord John Russell. Palmerston pouvait écrire à son frère William : « Les journaux de Londres et de la province ne sont occupés que de mon renvoi. Le ton général en est très élogieux pour ma personne, et fort peu agréable pour lord John. » Moins le détail de l'affaire était connu, plus les imaginations s'exaltaient. Le bruit avait couru qu'une brochure pleine de révélations terribles allait être publiée sous ce titre : *Palmerston, Qu'a-t-il fait?* On apprenait bientôt que le ministre congédié avait arrêté lui-même cette publication, afin de ne pas compromettre des personnes du plus haut rang. Pratiquer ainsi la modération, c'était jeter de l'huile sur le feu. Les émotions du dehors n'étaient pas moins vives. Un des attachés de la légation anglaise à Vienne, M. Murray, écrivait à un de ses amis de Londres que la révocation de lord Palmerston était signalée avec fracas par le prince de Schwarzenberg comme une victoire de la politique autrichienne. Le prince (était-ce bien vrai?) avait eu le mauvais goût de donner un bal pour fêter ce triomphe. « Je crois, ajoutait le diplomate, que, si un tremblement de terre avait englouti l'Angleterre, la reine, les lords, les communes, la libre presse, tout enfin, ce désastre n'eût pas fait ici une plus grande sensation que ce brusque et étrange changement du cabinet britannique. » Le ministre anglais à Madrid, lord Howden, exprimait les mêmes sentimens, et, voyant dans le renvoi de lord Palmerston « une concession à l'esprit de réaction qui parcourait le monde au galop et le foulait sous le rude sabot de son cheval, »

adressait sa démission à lord Granville. Bref, les esprits étaient excités au plus haut point, et le public attendait avec une impatience fiévreuse l'ouverture du parlement; on savait bien que lord John Russell, interpellé ou non à ce sujet, ne pourrait se dispenser de fournir des explications sur un événement qui avait ému l'Angleterre et l'Europe.

Le parlement se réunit le 3 février 1852. Dès la première séance de la chambre des communes, après le discours du rédacteur de l'adresse et du membre chargé de la soutenir, lord John Russell demanda la parole pour expliquer le changement opéré dans le ministère. Il exposa nettement tout ce que nous venons de raconter. Les idées politiques de lord Palmerston n'étaient point en cause, personne ne contestait le mérite supérieur du noble lord, les services qu'il avait rendus, le dévoûment qu'il avait montré à l'honneur et aux intérêts du pays; il s'agissait seulement d'une question de droit constitutionnel, il s'agissait des rapports du ministère avec la couronne. Ces rapports avaient été de telle nature que la reine, au mois d'août 1850, avait dû adresser un mémorandum à lord Palmerston pour le rappeler à l'observation des règles hiérarchiques. C'était lui, lord John Russell, qui s'était chargé de transmettre ce mémorandum à son noble ami; il en avait donc assumé toute la responsabilité, il l'assumait encore pour la lecture qu'il allait en faire au parlement.

Cette lecture produisit une grande impression sur la chambre. Puisque la reine, si attachée à ses devoirs constitutionnels, avait jugé nécessaire de donner un tel avertissement à l'un de ses ministres, il fallait bien qu'elle y fût obligée. Lord John Russell avait beau couvrir ici l'autorité de la reine, c'était la reine, en dépit de la fiction, qui s'adressait personnellement aux députés des communes et condamnait lord Palmerston.

Celui-ci, quoique prévenu par lord John que le mémorandum serait lu au parlement, ne croyait pas que le chef du ministère pût se permettre une telle hardiesse; il comptait sur ce décorum dont il s'était lui-même si souvent dispensé, il espérait que lord John n'oserait engager la reine dans le combat, et il avait préparé son discours en conséquence. L'audacieuse franchise de son adversaire déconcerta ses plans. Ce grand *debater* ordinairement si net, si vigoureux, armé de toutes les armes de la dialectique et de l'ironie, se montra languissant et embarrassé. L'esprit sans doute ne lui fit pas défaut, il eut çà et là des mots vifs et piquans, il provoqua les applaudissemens et les rires, quand il raconta que le jour même où avait eu lieu sa conversation particulière avec le comte Walewski, lord John Russell ne s'était pas gêné pour exprimer aussi son opinion personnelle, et une opinion bien peu différente de celle

qu'on lui reprochait, à propos de l'événement du 2 décembre. Et deux jours après, le 5 décembre, dans la propre maison du premier ministre, est-ce que le noble lord président du conseil (1), est-ce que le chancelier de l'échiquier (2) n'avaient pas aussi exprimé leurs opinions? — « Ainsi, tous les membres du cabinet, quel que soit leur office, sont libres d'exprimer une opinion sur les événemens du dehors; et le secrétaire d'état pour les affaires étrangères, le ministre dont le devoir particulier est de veiller sur ces événemens, le ministre qui serait impropre à sa charge s'il n'avait pas une opinion sur ces événemens, est le seul homme qui n'ait pas la liberté d'exprimer ce qu'il en pense! Et lorsqu'un ministre étranger vient lui apprendre qu'il a reçu des nouvelles, il doit rester silencieux comme un lourdaud qui ne sait que dire ou comme le muet de quelque pacha d'Orient! » Ici, on le pense bien, les rires éclatent, les applaudissemens retentissent, mais la réflexion a son tour, et la chambre comprend bientôt qu'il n'y a là qu'une boutade au lieu d'un argument. N'est-ce pas précisément parce que le chef du *foreign office* représente la politique étrangère du pays qu'il est obligé à plus de réserve? Or cette argumentation piquante, mais si facile à refuter, était tout le fond de la défense de Palmerston, il ne fit que la délayer et l'affaiblir. Cet embarras, ces répétitions, cette pénurie de moyens chez un orateur si plein de ressources, le condamnaient aussi expressément que le mémorandum de la reine.

Telle fut l'impression générale de la chambre. M. Disraeli disait le lendemain : « Il y a eu un Palmerston. » Où était en effet le grand orateur qui, dans le débat du mois de juin 1850, avait tenu tête victorieusement à tous les partis de l'assemblée? Les jours suivans, dans les principaux cercles politiques de Londres, on n'entendait qu'un mot sur toutes les lèvres : Palmerston est écrasé.

Était-ce le résumé vrai de la situation? Pas le moins du monde. Palmerston réservait encore bien des surprises à ses adversaires comme à ses amis. Pour nous qui jugeons ces choses à distance, et qui les jugeons sur des documens contradictoires, notre impartialité nous oblige à distinguer très nettement les deux questions engagées dans l'affaire, la question purement anglaise et la question de politique générale. La question anglaise, c'était la question constitutionnelle, la question des rapports des ministres avec la couronne; la question politique, c'était l'appréciation du 2 décembre. Sur la question constitutionnelle, lord Palmerston a été battu comme il devait l'être; il avait oublié les égards dus à la reine, il avait manqué aussi à ses devoirs hiérarchiques; lord John Russell lui

(1) C'était alors le marquis de Lansdowne. On sait qu'en Angleterre le président du conseil et le premier ministre sont deux personnages différens.

(2) Le chancelier de l'échiquier dans ce ministère Russell était sir Charles Wood.

demanda sa démission, et, dans les explications qui eurent lieu devant le parlement, il le réduisit au silence. Seulement il faut ajouter que, si lord Palmerston, par ses perpétuelles incartades, avait mérité sa révocation, il a su honorer sa défaite à la chambre des communes par une noblesse morale qu'on ne lui soupçonnait pas. Un de ses amis, lord Dalling, qui a laissé une curieuse esquisse de la nuit parlementaire du 3 février 1852, nous dit que, malgré la faiblesse de sa défense, ou plutôt à cause de cette faiblesse même, jamais il ne l'a plus admiré qu'en cette occasion. Palmerston lui faisait l'effet d'un homme qui, engagé dans une querelle qu'il regrette, est résolu à essuyer le feu de son adversaire sans faire usage de son arme. Lord Dalling ajoute : « La victoire lui eût été bien plus désavantageuse que la défaite. » Palmerston lui-même nous donne le sens de ces paroles quand il adresse à son frère William les explications que nous citions plus haut : « Un sujet doit toujours éviter une querelle avec le souverain. Si c'est lui qui a tort, il est condamné sans appel ; si c'est le souverain, la royauté en souffre. » Palmerston aurait mené hardiment la lutte contre son noble ami John Russell; devant le mémorandum de la reine, il se défendit pour la forme et se laissa désarmer.

Voilà pour la question intérieure, la question anglaise de droit constitutionnel. Quant à la question de politique étrangère, les événemens ont prouvé que Palmerston, uniquement préoccupé de l'intérêt anglais, avait vu très loin et très juste. En s'attachant, sauf les restrictions dont nous avons parlé, au gouvernement français du 2 décembre, lord Palmerston ménageait à l'Angleterre une alliance qui devait lui être indispensable dans la guerre d'Orient. La question des lieux-saints avait déjà éclaté à cette date. Y avait-il beaucoup de politiques en 1851 qui prévissent la guerre de Crimée? Palmerston, de son regard perçant, suivait déjà les flottes d'Angleterre et de France dans les eaux de la Mer-Noire. Stockmar, qui le traitait de fou en 1850, a été obligé de reconnaître quatre ans plus tard la pénétration de ce terrible homme. Il l'a fait du reste sans hésiter, avec un rare sentiment de justice. Voici ce qu'il écrivait au mois d'octobre 1854 :

« C'était depuis longtemps la maxime de Palmerston que l'alliance de la France et de l'Angleterre pourrait tenir en bride le reste de l'Europe. Cette maxime et sa haine passionnée des d'Orléans m'expliquent l'entreprise hasardeuse qu'il a tentée, lorsque, dès la nouvelle du coup d'état exécuté avec succès par Louis-Napoléon, il a, contrairement à son devoir de ministre, approuvé publiquement ce coup d'état, et lorsque ensuite, bravant la condamnation générale portée en Angleterre contre l'acte du 2 décembre, il a essayé tout aussitôt d'établir une en-

tente politique avec le napoléonide. Pour être juste, je suis obligé d'avouer qu'il lut alors dans l'avenir avec plus de pénétration que nous tous, qui considérions le coup d'état à travers notre mécontentement; car la folie moscovite a fait de l'alliance anglo-française une nécessité politique, et Palmerston peut dire avec raison qu'il a reconnu cette nécessité plus tôt que nous. Il nous a réellement *débordés* (1).

C'est un des traits caractéristiques de la vie de lord Palmerston qu'à travers ses fautes les plus graves, au milieu de ses plus singulières incartades, il réussit toujours à dégager la supériorité de son esprit politique. Le mal qu'il nous a fait nous empêchera-t-il de lui rendre cette justice? Assurément non. Méconnaître la valeur d'un pareil adversaire, ce serait faire preuve d'une rancune bien mesquine, puisqu'en Angleterre même les personnes qu'il a le plus directement offensées, la reine, lord John Russell, ont considéré comme un devoir de se réconcilier avec lui, au risque de voir les conflits reparaître et d'envenimer plus cruellement que jamais *la question du prince Albert*.

III.

Quand lord Palmerston, dans la séance du 3 février 1852, refusait de rendre coup pour coup, il n'obéissait pas seulement à une inspiration de loyauté britannique. Une combinaison moins désintéressée se mêlait à ce généreux sentiment. Sur le terrain que lord John Russell avait choisi, lord Palmerston était battu d'avance; en désarmant avec dignité, le vieux jouteur ajournait à une autre occasion la vengeance qu'il espérait tirer de son noble ami. Trois semaines après, en ce même mois de février, lord John Russell fut renversé du ministère. Pour répondre aux alarmes qu'excitaient dans toute l'Angleterre les intentions belliqueuses prêtées à Louis-Napoléon, le cabinet whig avait présenté un projet de loi sur l'organisation de la milice. Milice locale ou milice nationale? C'est là-dessus que s'engagea la discussion par suite d'un amendement de lord Palmerston qui changeait le système de fond en comble. Lord Palmerston l'emporta, et le ministère John Russell dut se retirer. Cela se passait le 20 février 1852. Le 24, Palmerston écrivait joyeusement à son frère : « Mon cher William, j'ai renvoyé la balle à John Russell (2). Je l'ai congédié à mon tour vendredi dernier. »

(1) Voyez *Denkwürdigkeiten aus den Papieren des Freiherrn Christian Friedrich von Stockmar*, p. 645-646. — Je traduis littéralement *débordés*. Il y a dans le texte *überflügelt*. C'est une image tirée du langage militaire, lorsqu'une ligne de troupes, ayant plus d'étendue que la ligne opposée, la dépasse et la tourne.

(2) L'expression anglaise, qui est bien plus familière, n'a pas d'équivalent en français : « I have had my tête-à-tête with John Russell, and I turned him out on friday last. » — Voyez *the Life of Lord Palmerston*, I, p. 344.

Renvoyer la balle, c'est très joli sans doute, mais quel était donc le vrai gagnant à ce jeu parlementaire? Ce n'étaient pas plus les amis de Palmerston que les amis de Russell, c'étaient les tories. Il est vrai que le gain inattendu de cette singulière partie ne devait pas rester longtemps aux mains qui le recueillirent.

Lord Derby, chargé par la reine de former une ministère, s'en acquitta de son mieux malgré les divisions du parlement. C'est le 20 février que le ministère Russell était tombé, le 27 l'administration nouvelle entrait en fonctions. Lord Malmesbury avait les affaires étrangères, M. Disraeli était chancelier de l'échiquier. Avant de constituer ainsi son personnel, lord Derby avait invité lord Palmerston à reprendre les sceaux du *foreign office*, mais ce n'était là probablement qu'une démarche de courtoisie auprès de l'homme qui avait remporté la victoire du 20 février; lord Palmerston pouvait-il accepter une place dans un ministère exclusivement composé de *protectionistes?* Whig nouveau, à demi radical, poussant les doctrines libérales à leur limite extrême afin de combattre plus efficacement les chartistes, il ne pouvait hésiter un instant à décliner les offres courtoises de lord Derby. Il prévoyait bien d'ailleurs que ce ministère ne durerait pas une année, qu'il serait obligé de dissoudre la chambre, l'émiettement des partis ne permettant plus d'y trouver un point d'appui solide, et que, les élections finies, il succomberait devant le parlement nouveau. Il était possible, en effet, que ce parlement fût aussi morcelé que le précédent, il n'était pas possible qu'il fût moins libéral. C'est ce qui arriva. La chambre fut dissoute le 1er juillet 1852, et, les élections ayant amené à Westminster une assemblée composée d'élémens très divers, mais également hostiles aux protectionistes, la première occasion suffit pour mettre le gouvernement en minorité. Quelle que fût l'habileté de M. Disraeli en matière de finances, quel que fût son merveilleux talent de parole, le moindre soupçon d'un retour en arrière sur la question des céréales devait le renverser.

C'est alors que la reine conçut la pensée de former un grand ministère où tous les groupes conservateurs et libéraux, depuis les nobles disciples de Robert Peel jusqu'aux turbulens amis de Palmerston, pussent siéger à l'aise. Palmerston ne demandait pas mieux que d'y entrer, à la condition que son noble ami lord John Russell n'y tînt pas le premier rang. Il voulait bien servir avec lui, auprès de lui, en bonnes relations de voisinage, il ne voulait pas servir sous ses ordres. « Je ne garde pas, disait-il, la moindre rancune de ce qu'il m'a fait, mais il ne m'inspire plus confiance. » Il le déclarait à lord John lui-même, à *Johnny*, comme il l'appelle dans ses lettres, et *Johnny* ne prenait pas la chose en mauvaise part, « attendu, nous dit naïvement le biographe de Palmerston, que la

franche expression d'une opinion honnête, qu'elle soit vraie ou fausse, peu importe, ne saurait être regardée comme une offense. » Palmerston ne pouvant servir sous John Russell, ni John Russell sous Palmerston, personne ne convenait mieux aux fonctions de premier ministre que le noble Aberdeen, le chef vénéré du parti libéral conservateur. C'est lui, en effet, qui forma ce grand cabinet du 28 décembre 1852, où le comte de Granville était président du conseil, où lord Palmerston siégeait à côté de lord Russell, où le marquis de Lansdowne et le duc d'Argyll rencontraient le comte de Clarendon et le duc de Newcastle, où M. Gladstone et M. Sidney Herbert étaient associés à sir Charles Wood, à sir James Graham, à sir William Molesworth. Lord Palmerston avait accepté le ministère de l'intérieur, laissant au comte de Clarendon la direction du *foreign office*. M. Gladstone était chancelier de l'échiquier. Le marquis de Lansdowne et lord John Russell étaient ministres sans portefeuille. Il y avait longtemps que l'Angleterre n'avait vu dans les conseils du gouvernement une telle réunion de noms illustres.

Eh bien! transportez-vous maintenant une année plus tard. Nous voici aux premiers jours du mois de décembre 1853. La guerre de Crimée a commencé depuis plus de deux mois. Cependant les négociations continuent entre les puissances occidentales et la Russie; tant qu'elles dureront, le gouvernement russe a promis à la France et à l'Angleterre de ne pas entreprendre d'opération agressive contre la Turquie. Or on apprend tout à coup que le 30 novembre, par une journée brumeuse, l'amiral russe Nachimof, sorti de Sébastopol avec six vaisseaux de ligne, a surpris une division de la flotte turque à l'ancre de Sinope, sur la côte asiatique de la Mer-Noire, et l'a détruite en quelques heures. L'irritation causée en Angleterre par ce manque de foi allait s'accroissant de jour en jour, quand le bruit se répandit le 16 décembre que lord Palmerston avait envoyé sa démission à lord Aberdeen. Y avait-il un lien entre ces deux événemens? C'est un point qui n'a jamais été éclairci. Les lettres mêmes de Palmerston, publiées récemment par son biographe, M. Evelyn Ashley, ne jettent pas un jour franc sur la question. Tantôt Palmerston y parle d'un dissentiment avec lord John Russell à propos d'un bill de réforme parlementaire auquel celui-ci tenait beaucoup. Il y voyait, lui, de graves inconveniens, il avait de nombreuses objections à faire, il les avait soumises à lord John Russell, à lord Aberdeen, à tout le conseil, et, aucun de ses collègues n'en ayant tenu compte, il avait dû se retirer. Tantôt il signale à mots couverts les divergences d'opinion qui avaient éclaté dans le cabinet au sujet des affaires d'Orient. Était-ce la question, bien secondaire alors, d'un bill de réforme qui avait décidé sa retraite? Était-ce la nouvelle du désastre de Sinope et les reproches de négli-

gence que le ministère avait pu encourir? Tout cela est fort obscur. Ce qui augmente encore l'obscurité, c'est que, dix jours après, le 26 décembre, Palmerston retira sa démission et reprit son portefeuille. Il n'y eut donc sur ce point aucune explication devant le parlement, il n'y eut que les commentaires de la presse et les *on-dit* des conversations. Ici on parlait d'une grande manœuvre stratégique : Palmerston aurait espéré que lord Lansdowne le suivrait, et, comme cette double démission eût désorganisé le conseil, on aurait été obligé de s'adresser à lui pour reconstituer un ministère. Lord Lansdowne ayant refusé de le suivre, le stratégiste déçu aurait regagné son camp au plus vite. Là, au contraire, on prétendait que la démission n'était pas sérieuse, que Palmerston n'avait jamais eu l'intention de quitter le ministère en face d'événemens si graves, qu'il avait voulu seulement, par une absence d'une dizaine de jours, faire éclater les sympathies publiques en sa faveur et imprimer à ce cabinet un peu somnolent une secousse salutaire.

Ce qu'il y a de certain, c'est que la secousse fut très vive. Dans l'état d'exaspération où était le pays, imaginez tout ce qui a pu être imprimé durant ces dix jours, vous serez certainement au-dessous de la vérité. On mêlait à cela, bon gré, mal gré, le désastre de Sinope. Cet homme qui pendant plus de dix années avait conduit avec tant d'énergie les affaires étrangères, qui avait bravé l'Europe pour maintenir l'honneur anglais, pourquoi l'avait-on relégué au ministère de l'intérieur? La flotte turque n'eût pas été détruite ou bien elle eût été immédiatement vengée, si Palmerston eût dirigé le *foreign office*. Même dans le poste où étouffait son génie, il était encore l'âme du ministère, il était le seul ministre; que se passait-il donc en ce conseil, puisqu'il se trouvait obligé d'en sortir? Quelle influence occulte s'acharnait contre lui? On se rappelait alors le mémorandum de la reine en août 1850, le renvoi de Palmerston en décembre 1851. La persistance de ces querelles intestines, que l'on croyait terminées, indiquait la persistance d'un élément hostile. On ajoutait que le coupable n'était pas difficile à deviner. C'était l'homme qui, par sa naissance, par ses liens de famille, par ses engagemens avec les cours germaniques, avait un intérêt opposé à l'intérêt de l'Angleterre dans les affaires d'Orient, c'était l'*étranger* qui ménageait la Russie pour complaire à l'Allemagne. Voilà comment le désastre de Sinope et la démission de lord Palmerston, au mois de décembre 1853, furent l'occasion d'un déchaînement inouï contre le prince Albert.

Quand les Mémoires de Stockmar furent mis au jour, on put y lire à ce sujet des détails qui parurent vraiment incroyables, bien que le baron eût pris soin de les atténuer en montrant surtout ce qu'ils avaient de ridicule. Les lettres du prince Albert publiées par

M. Théodore Martin confirment tout ce qu'a dit le baron avec un accent de douleur qui donne un relief bien autrement vif à cette étrange aventure. Toutes ces lettres sont adressées à Stockmar. L'éditeur des Mémoires de Stockmar les avait certainement sous la main; c'est par discrétion qu'il s'est abstenu de les livrer au public. Aujourd'hui qu'un grand nombre de ces lettres sont imprimées sous la garantie la plus sûre, les confidences de Stockmar y gagnent une nouvelle autorité. Voici donc ce que le prince Albert écrivait à Stockmar le 27 décembre 1853, le jour où lord Palmerston venait de reprendre sa place dans le ministère Aberdeen :

« Cher Stockmar, Palmerston est une fois de plus réinstallé. C'est le résultat des efforts qu'ont faits les *peelites* du cabinet, particulièrement le duc de Newcastle. On a dit que le ministère ne pourrait se maintenir sans lui, qu'il était le seul ministre en qui la nation eût confiance.

« La défaite de Sinope a rendu le peuple absolument furieux. On crie à la trahison, et, guidée par une main amie, toute la presse a fait la semaine dernière *a dead set at the prince*, comme dit l'argot anglais (1). Ma position inconstitutionnelle, ma correspondance avec les cours étrangères, mon aversion pour Palmerston, mes relations avec la famille d'Orléans, mon intervention auprès de l'armée, etc., sont représentées comme la cause du déclin de l'état, de la constitution, de la nation, et en vérité les stupidités les plus misérables ont cours dans le public, de telles stupidités et de telles ordures qu'on n'en voudrait pas, comme on dit à Cobourg, même pour la litière des pourceaux.

« Maintenant Palmerston a repris sa place, et tout s'apaise. Ce qu'il y a de plus joli, c'est que, le jour où il quitta le ministère, les journaux de l'opposition l'exaltèrent jusqu'aux nues, et qu'à présent les journaux ministériels ont à faire la même chose pour justifier la réconciliation. Je crains que tout cela ne cause un tort sérieux au ministère. Palmerston, il est vrai, abandonne toutes ses objections contre le bill de réforme (lequel ne sera modifié en rien d'essentiel), mais il fera croire au monde que des concessions lui ont été faites.

« Pendant ce temps-là, nous allons de plus en plus à la guerre, et j'ai peu d'espoir qu'elle puisse être évitée. Il est manifeste que l'empereur de Russie est complétement fou. Nous allons être forcés de prendre possession de la mer Noire, afin de prévenir désormais des désastres comme celui de Sinope, et il se peut très bien que, voyant là une mesure de guerre, il déclare la guerre lui-même; il peut arriver aussi que la guerre éclate par suite de la collision des flottes... »

(1) *Une guerre à mort au prince.*

Le prince avait eu tort de croire que la rentrée de lord Palmerston au ministère allait apaiser toutes les fureurs. Il est vrai qu'un journal avait changé de ton, celui-là même qui avait commencé l'attaque dix jours plus tôt, celui qui le 16 décembre 1853 avait renouvelé contre le prince les imputations calomnieuses de 1851 (et, pour le remarquer en passant, ce fait seul indique assez clairement d'où partaient les coups); il est vrai, dis-je, que le journal placé sous l'inspiration personnelle de lord Palmerston tenait un tout autre langage depuis que son patron était rentré aux affaires, mais l'impulsion donnée se propageait de place en place. Les plus sottes calomnies, les rumeurs les plus niaises s'étaient répandues dans tous les quartiers de Londres et de là dans tous les comtés du royaume. Au pays de Galles, en Écosse, en Irlande, d'un bout à l'autre de la monarchie d'Angleterre, il ne fut question bientôt que de la grande trahison du mari de la reine. C'est encore à Stockmar que le prince Albert confie ses plaintes si dignement exprimées. La lettre suivante est du 7 janvier 1854 :

« Cher Stockmar, physiquement, nous sommes tous bien, sauf un catarrhe en ce qui me concerne. Moralement, dans cette nouvelle année comme dans la précédente, nous avons tout un monde de tourments.

« Les attaques dirigées contre moi continuent avec une violence qui ne s'interrompt pas. Il y a seulement une différence, c'est que la presse radicale y a renoncé, tandis que les journaux protectionistes rivalisent entre eux à qui les poursuivra avec le plus d'impudens mensonges et de véhémence. Il n'y a sorte de trahison envers le pays dont je ne sois coupable. Il faut supporter tout cela tranquillement jusqu'à la réunion du parlement au 31 de ce mois; Aberdeen et John Russell sont prêts à y prendre ma défense.

« La question d'Orient ne fait pas de progrès en mieux, la guerre devient de jour en jour plus probable.

« Le ministère s'est mis d'accord sur les mesures de réforme, et Palmerston a accepté le bill tout entier! Louis-Napoléon et lui sont maintenant les idoles du public, « les favoris du Derby. »

Quelques jours après, le 11 janvier, dans une nouvelle lettre à son confident de Cobourg, le prince Albert ajoutait :

« Je veux vous écrire un mot seulement, au sujet des attaques incessantes dirigées contre moi dans la presse et qui atteignent réellement à un degré qu'on ne saurait croire. Je le fais, non dans un esprit de doléance mesquine sur des choses que je suis parfaitement capable de supporter avec calme, fort comme je le suis de ma bonne conscience, — mais uniquement pour vous tenir *au courant*.

« Le parlement se réunit le 31 janvier; jusque-là il ne sera tenu aucun compte de tout ce qui a été dit, mais alors on en viendra à un *éclaircissement*, si ceux qui donnent des coups de poignard dans l'ombre ne reculent pas devant une lutte ouverte. Ma santé est tolérable; je suis tourmenté de temps en temps par des douleurs rhumatismales aux épaules et par mon catarrhe.

« Je mets sous ce pli le premier article du *Daily News* d'aujourd'hui. Vous me manquez terriblement en des temps comme ceux-ci où une conversation avec vous me ferait tant de bien. »

L'article du *Daily News* (nous devons cette indication aux notes de Stockmar) annonçait qu'à la prochaine réunion du parlement, M. Robuck, le député radical, *demanderait des explications catégoriques aux ministres sur les bruits si répandus et si généralement admis, touchant la participation illégale du prince-époux aux affaires du gouvernement.* M. Ernest de Stockmar, l'éditeur des Mémoires du baron, fait remarquer ici que le champ des attaques s'agrandissait: jusque-là on n'avait parlé que de l'influence exercée par le prince en faveur de la Russie et de l'absolutisme continental; maintenant il s'agissait de son ingérence dans toutes les affaires de l'état, ingérence illégitime, sans responsabilité, sans contrôle, tout à fait contraire à la constitution.

L'accusation prenant ce caractère général, ce fut une occasion pour beaucoup de gens de réveiller, de ranimer d'anciens griefs contre le prince, griefs non pas oubliés, on va le voir, mais plus ou moins effacés par l'habitude. M. Ernest de Stockmar, résumant ces griefs d'après les notes de son père, essaie de les distribuer par ordre, d'en donner en quelque sorte la classification. D'abord, au fond de tous ces reproches, les uns frivoles, les autres sérieux, il y a un point commun et celui-là tout à fait incontestable : le prince est un étranger. Il était difficile qu'il en fût autrement. N'importe : *a foreigner*, quoi de plus grave? « C'est là, dit M. Ernest de Stockmar, une chose que l'intolérance des insulaires peut difficilement pardonner. Cette intolérance est telle que les formes, les mœurs, les usages extérieurs de la vie, sont élevés par l'insulaire au rang d'articles de foi, et que les raffinés seuls, les hommes de haute et rare culture, parviennent à s'en affranchir, théoriquement au moins. » A ce point de vue des formes, on découvrait chez lui bien des hérésies. Il ne s'habillait pas suivant l'orthodoxie anglaise, il ne montait pas à cheval suivant l'orthodoxie anglaise, l'orthodoxie anglaise condamnait sa manière de donner le *shake hands*... M. de Stockmar ne clôt pas ici la liste des hérésies du prince; il dirait volontiers, s'il avait la gaîté de Beaumarchais : *et cætera, et cætera,*

et encore plusieurs lignes d'*et cætera*. Ce n'était pas le menu peuple, on le pense bien, qui était choqué de ces dissonances, ni la bourgeoisie moyenne, ni même la bourgeoisie supérieure, c'étaient les Anglais du *high-life*. Ceux-là même qui approchaient du prince le plus souvent, et qui, le connaissant, appréciaient sa valeur, ne pouvaient s'empêcher de le critiquer à ce point de vue. Que de fois on a entendu dans les salons des phrases comme celles-ci : « Il est excellent, il est habile et capable; mais voyez donc la coupe de son habit! » Ou bien : « Voyez donc sa manière de donner une poignée de main! (1). »

Ce ne sont là que des enfantillages, mais patience, l'accusation va prendre un ton plus haut. Le prince, disions-nous, avait le malheur inévitable et irréparable d'être un étranger; une chose plus grave, c'est qu'il est Allemand. Il faut entendre ici M. Ernest de Stockmar démontrer philosophiquement combien la supériorité de la race germanique faisait au prince une situation difficile au milieu des Anglais. Quel est le fond de la nature germanique? La liberté de l'esprit, c'est-à-dire un continuel effort vers la vérité. Cet effort, ajoute M. de Stockmar, a quelque chose d'anti-conservateur. L'esprit libre ne s'en tient pas tranquillement à ce qui est, par respect de ce qui est, il le mesure et le pèse toujours de nouveau, d'après une manière toujours plus haute de mesurer et de peser, en un mot il soumet toutes choses à une perpétuelle critique. Telle était, selon l'écrivain allemand, la nature du prince; de là son goût du progrès dans les questions politiques, sociales, scientifiques, religieuses, son ardent désir d'améliorer l'enseignement supérieur et primaire, l'intérêt qu'il portait à la situation des classes ouvrières, la direction éclairée de sa foi protestante, sa confiance intrépide dans la science, dans les lois de la nature dont la connaissance doit guider le genre humain, — « toutes choses, dit M. Ernest de Stockmar, qui ne pouvaient que déplaire aux partisans des anciens systèmes, lesquels n'ont pas tort de haïr la pensée comme le véritable élément révolutionnaire de l'humanité. » D'autre part, les idées du prince ne devaient pas plaire davantage au radicalisme rouge, car il signalait constamment la culture, la moralité, la religion, comme les conditions essentielles de tout progrès.

Tout cela pouvait se dire avec moins d'emphase et surtout avec plus d'équité. C'est fort bien fait de louer les qualités libérales du prince Albert; c'est une prétention sotte de les attribuer au génie particulier de la nature allemande, et de vouloir humilier l'esprit

(1) « He is excellent, clever, able, but look at the cut of his coat! Look at the way in wich he shakes hands! »

anglais devant une supériorité que ne reconnaît pas l'histoire. Le prince devait à son pays des mérites sérieux que nul ne conteste; ses idées libérales, il les devait à son éducation, à son séjour en Belgique, à son étude de la France, surtout à la longue pratique de la vie anglaise. Est-ce donc parce que le prince était de race allemande qu'il devait déplaire à la fois aux tories opiniâtres et aux radicaux forcenés, c'est-à-dire à tous les aveugles? Il suffisait pour cela qu'il fût libéral, son éducation anglaise a tout l'honneur de ces deux haines en sens contraire, qu'il a si résolûment bravées.

On voit que M. Ernest de Stockmar, en croyant défendre le prince Albert, irriterait plutôt contre sa mémoire le sentiment national des Anglais. Voici un autre exemple de la même maladresse. M. Ernest de Stockmar nous révèle que les conservateurs anglais avaient aussi leurs griefs contre le prince allemand. On lui reprochait des dispositions à la métaphysique. « Les idées allemandes, dit l'écrivain de Cobourg, sont déjà par elles-mêmes antipathiques aux classes conservatrices en Angleterre; mais si elles se couvrent d'un certain vernis philosophique, oh! alors, c'est de la métaphysique allemande, c'est-à-dire quelque chose d'intolérable, quelque chose de particulièrement dangereux. » M. Ernest de Stockmar, qui n'est pas suspect en pareille matière, veut bien reconnaître que cette antipathie est assez naturelle, et que peut-être elle n'existerait point si les philosophes allemands les plus célèbres n'avaient employé un langage barbare, inintelligible, un véritable jargon. Le prince ne se servait pas de ce jargon, il s'en faut bien; mais il aimait les idées générales, et comme il lui arrivait parfois de les réduire en formules, ceux qui ne comprenaient pas tout de suite le traitaient de métaphysicien. Un jour, dans une commission chargée de tracer un plan pour la décoration des salles du parlement, le prince, qui présidait la séance, proposa d'introduire des catégories. Rien de plus simple : il voulait dire que tous les grands services du pays, la vie parlementaire, l'armée, la marine, le commerce, l'industrie, la science, les arts, devaient être représentés dans ce travail. A ce mot de *catégories*, voilà des fronts qui se rembrunissent. On pense à Aristote, aux scolastiques, à Kant. « Vraiment, s'écrie tout ébranché le poète et critique d'art Gally Knight, votre altesse royale pense-t-elle que nous devons nous enfoncer dans la métaphysique? »

Il paraît que le prince Albert aimait à raconter cette anecdote. Rien de mieux, ce sont là de ces choses qui appartiennent de droit à la conversation; mais s'armer de ce détail pour montrer l'infériorité philosophique de l'esprit anglais en face de la supériorité de l'esprit allemand représenté par le prince, c'est d'un goût plus que douteux. Si M. Ernest de Stockmar a trouvé quelque chose de sem-

blable dans les notes de son père, il en a fait un usage que l'habile conseiller de la reine n'aurait pas approuvé.

En somme, dans cette espèce d'enquête sur la passagère impopularité du prince, tout ce qui a rapport à sa qualité d'étranger, à ses habitudes de provenance germanique, à sa tenue, à son esprit, à son langage, tout cela, chez un prince devenu si profondément anglais, méritait à peine d'être noté en passant. J'admire bien mieux ce qui concerne, non plus le *foreigner*, mais l'homme même. Il y a là des traits qui intéressent l'histoire générale. La haute société britannique le trouvait, dit-on, beaucoup trop réservé. Il lui manquait ce que M. Ernest de Stockmar appelle *the free and easy manner*, et ce qu'il traduit librement par ces mots : « les manières sans gêne et quelque peu *burschikoses* qui sont de mode aujourd'hui. » Le prince, — c'est encore M. Ernest de Stockmar qui parle d'après les notes de son père, — ne s'accommodait pas aux mœurs, ou plutôt à l'absence de mœurs, d'une partie du grand monde. Cette moralité rigoureuse (*moralité maudite*, a dit un homme d'état anglais), était désagréable à beaucoup de gens. Une lettre adressée au *Times* pendant la crise du mois de janvier 1854, et conservée par Stockmar, donne à ce sujet de curieuses indications. C'est un défenseur du prince qui l'a écrite : « Évidemment, dit-il, le prince n'est point assez pervers. Nous avons enfin une cour honnête et pure. Les principes sont respectés; les gens sans principes le sentent bien et ne le pardonneront jamais. Ils parlent de pruderie; ce mot de leur vocabulaire signifie résistance à l'immoralité. Ils l'appellent philistin; cela veut dire qu'il ne parie pas, qu'il ne joue pas, qu'il n'aime pas les propos scandaleux, qu'il n'entretient pas de danseuse. »

La partie la plus curieuse de cet exposé, celle que réclame l'histoire, c'est le résumé des causes politiques d'où est née la question du prince Albert. Parmi tant d'accusations dirigées contre le prince, il y en a deux qui dominent toutes les autres, et qui, si fausses qu'elles soient, suffisent à expliquer ce soulèvement général.

La première est celle que préféraient les hauts tories et les protectionistes. Les hauts tories, on se le rappelle, lui avaient été hostiles dès avant son mariage. Ils le traitaient déjà de radical, ils élevaient des doutes sur ses croyances religieuses, ils lui supprimaient toute une part de sa liste civile (1). Ce fut bien autre chose lorsque le prince, dans sa sollicitude pour les intérêts des classes pauvres, devint si naturellement l'ami de sir Robert Peel. Toutes les haines que le grand réformateur avait attirées sur sa tête s'acharnaient aussi contre le prince. N'était-ce pas lui qui, après la

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 août 1875, l'étude intitulée : *le Mariage de la Reine*.

mort de Peel, avait soutenu son parti? Au mois de décembre 1852, à la chute du cabinet Derby-Disraeli, n'était-ce pas lui qui avait fait arriver les principaux *peelites* au pouvoir? N'avait-il pas donné pour chef à ce ministère de coalition l'ami du réformateur, ce noble lord Aberdeen presque aussi détesté que sir Robert par une aristocratie intraitable? Ces ennemis de la vieille roche le poursuivaient encore sur un autre terrain. La première des grandes expositions universelles avait eu lieu à Londres en 1851 : or les hauts tories n'avaient vu là qu'une œuvre funeste, désastreuse, une large porte ouverte à la révolution cosmopolite. Ce couronnement du libre échange était odieux aux partisans des anciennes lois. Ils avaient employé tous les moyens pour faire échouer l'entreprise. Qui donc avait déjoué leurs efforts? Le prince Albert. Sans se soucier ni des clameurs ni des injures, le prince Albert avait inaugure ce système des grandes luttes pacifiques, des grandes assises du travail universel : le pharisaïsme anglican des hauts tories ne pouvait lui pardonner.

La seconde accusation capitale concernait l'ingérence du prince dans les affaires d'état. L'accusation, Stockmar l'a remarqué, était d'autant plus dangereuse qu'elle était plus vague. Le prince avait-il excédé ses droits? Avait-il empiété sur le domaine royal? Avait-il agi en souverain, lui qui n'était que le premier sujet de la reine? Voilà de bien gros mots, et qui sonnent étrangement à des oreilles anglaises. Sur ce point, il n'est pas de peuple plus chatouilleux et plus défiant. Quand on y réfléchit, il est vrai, on s'aperçoit bien vite que ce sont là des mots sans portée. Dès qu'il y a un ministère responsable devant les chambres, il est absurde de se préoccuper d'influences occultes. Quand le souverain est d'accord avec ses ministres, personne n'a le droit de rechercher comment s'est produit cet accord; les ministres répondent de leur politique, on les approuve ou on les désapprouve, voilà tout. Avant d'arriver à cet accord, le souverain a eu le droit de s'éclairer, de s'entourer de conseils, d'interroger les hommes qui lui inspirent le plus de confiance. Qu'y a-t-il là de mystérieux et d'illégal? C'est le droit naturel. Ce droit naturel du roi appartient plus nécessairement encore à une reine; et où donc la reine trouvera-t-elle un conseiller plus sûr que chez l'époux qu'elle a choisi, chez le père de ses enfans, chez l'homme qui, si elle mourait jeune, serait chargé de la régence pendant la minorité du roi futur? Voilà ce que dit le bon sens, mais la passion n'écoute pas; ces mots d'influence mystérieuse, d'ingérence occulte et irresponsable, d'atteinte quotidienne à la constitution, continuent de troubler les cervelles. On ne sait pas au juste de quoi l'on se plaint, raison de plus pour s'exalter. Cette constitu-

tion que l'on croit violée, ceux qui en parlent ainsi ne la connaissent guère, puisqu'elle n'est écrite nulle part; les imaginations n'en sont que plus promptes à prendre feu, l'inconnu les enfièvre, et dans ces ténèbres où la passion s'agite le péril grandit d'heure en heure.

Ce péril parut si pressant pendant le mois de janvier 1854 que la reine se désolait de n'avoir pas auprès d'elle le maître-docteur *in utroque jure*, l'ami que le roi Léopold avait légué au prince en prévision des mauvais jours. Stockmar était retenu à Cobourg par une maladie qui lui interdisait toute espèce de travail. Écrire une lettre lui était une torture. Représentez-vous ce qu'il éprouvait lorsqu'au milieu de souffrances aiguës il recevait une missive de la reine Victoria où se trouvaient des confidences comme celles-ci : « Votre absence, au moment où nous subissons de si cruelles épreuves, où le prince est poursuivi depuis quatre semaines par les ultras des deux partis, est pour nous une calamité. Le prince méprise tout cela, mais avec son sentiment si vif et si élevé de l'honneur, il est blessé, il est atteint profondément... Sa santé m'inquiète, bien que son courage ne faiblisse pas... Les ministres me disent que la réaction sera plus forte que toutes les attaques, que la nation, aussi loyale que jamais, est seulement *un peu folle*... Ils disent que les choses seront expliquées au parlement d'une façon qui excitera un enthousiasme universel; mais l'incertitude de tout cela est accablante. »

Stockmar, tout brisé qu'il fût par la maladie, se relevait pour assister le prince. Il s'attachait surtout à entretenir son courage. Le prince avait pour lui le bon sens et le bon droit; il ne fallait pas qu'un excès de scrupule lui fît concevoir des doutes sur la légalité de sa conduite. Tant d'assauts, tant d'insultes finissent à la longue par mettre en défiance d'elles-mêmes les consciences délicates, et il arrive parfois, comme l'a dit un poète, que le plus innocent est le plus exposé au remords. Pour affermir la foi de son royal disciple, Stockmar écrivit tout un mémoire qui est regardé par d'excellens juges comme un traité magistral de droit constitutionnel. L'auteur y dépasse même la question dont il s'agissait alors, et, songeant aux dangers de l'avenir, il signale une sorte de révolution latente qui se prépare; que deviendrait la vieille constitution anglaise, la constitution non écrite, mais, ce qui vaut mieux, consacrée par la tradition séculaire, que deviendrait ce modèle de la monarchie constitutionnelle dans le monde si les prérogatives du souverain n'étaient plus respectées? A la place de la monarchie constitutionnelle, ce serait un gouvernement ministériel, quelque chose de bâtard qui ne serait ni une monarchie ni une république. Stockmar entend que le souverain règne et gouverne; il soutient

que le souverain a son droit, sa volonté, son action, sans annuler pour cela ni le droit, ni la volonté, ni l'action du parlement. L'esprit de la constitution le commande. Le roi, dit-il, est le premier ministre permanent; c'est le point fixe au milieu des changemens de la pensée publique, le centre inébranlable autour duquel s'accomplissent les évolutions de la vie parlementaire. Puis, revenant à la question spéciale qui agite le pays, il termine par ces mots : « Si les ministres ont l'intention de montrer la perversité, la folie des attaques dirigées contre le prince, ils y réussiront sans peine en faisant toucher du doigt ce fait, que la nature préexiste à la constitution. Après cela, ils demanderont au pays de considérer si une princesse qui ferait fi de ses devoirs de femme et de mère pourrait être une bonne reine, s'il serait juste par conséquent d'exiger que la reine destitue son époux de la position que ce titre lui assigne pour lui en donner une qui serait funeste à la confiance intime et réciproque de l'état de mariage. »

Ce mémoire, signalé très justement comme un modèle de raison pratique et de hautes vues constitutionnelles, renferme bien des choses qui nous étonnent. On est tenté de se demander si ces craintes d'une collision possible entre le parlement et le souverain, si cette annonce presque formelle d'une révolution qui se fait sans bruit dans l'ombre, et qui, un beau jour, avant qu'on ait le temps d'y voir clair, substituera une manière de république, sous le titre de gouvernement ministériel, à la vieille monarchie libérale, — on est tenté, dis-je, de se demander si ces craintes ne sont pas les visions d'une âme troublée. Nous sommes tellement accoutumés à regarder les Anglais comme à l'abri de tout danger révolutionnaire, grâce à leur *loyauté* monarchique! Pour justifier les paroles de Stockmar, il suffit de lire la réponse du prince à la longue lettre de son ami. On y voit combien les passions étaient surexcitées en ce mois de janvier 1854, à l'approche de l'ouverture du parlement, et quelles étranges rumeurs circulaient dans la foule. Après avoir rappelé tout ce qui s'est passé, les causes diverses de ce soulèvement, les perfidies de Palmerston, les colères intéressées, les intrigues, les mensonges, le prince conclut en ces termes :

« Un seul mot encore sur la crédulité du public. Vous aurez peine à y ajouter foi : le bruit de mon incarcération à la Tour de Londres a couru dans tout le pays; bien plus, on a dit, on a cru que *la reine était déjà arrêtée!* des milliers de gens se pressaient aux abords de la prison pour nous y voir amenés. D'autre part, on m'apprend qu'à Manchester, où Bright, Cobden, Gibson, Wilson, tenaient leur *meeting* annuel, ils firent bon marché de tous ces bruits et tirent de toutes ces accusations. Dort

cela m'a été un terrible souci, car la chose était *trop sérieuse* pour ne pas exiger l'attention la plus grave et la plus précise. La triste chose pourtant qu'un si grand nombre de gens m'aient regardé comme un fourbe et un traître! Je ne me sentirai tout à fait à l'aise qu'après la clôture des débats du parlement; il ne suffit pas que ces rumeurs soient dissipées pour un temps, il faut que l'ennemi soit frappé à la tête et la maladie radicalement extirpée. Ce qui s'est passé peut me rendre le plus grand service pour l'avenir. »

Ainsi, le prince arrêté, la reine arrêtée, voilà ce que l'Angleterre a pu croire, et la foule s'attroupait à Londres pour voir la royauté passer sous les guichets de la vieille Tour!

Il était grand temps que le parlement se réunît. Heureux pays en somme où le retour des représentans de la nation, au lieu d'être comme ailleurs un signal de batailles, suffit à calmer les agitations les plus folles! Rassuré par la présence des chambres, le peuple de Londres s'apaisa aussitôt. C'est le 31 décembre que le parlement fut ouvert par la reine avec la solennité ordinaire. Dès la première nuit, la question du prince Albert fut portée à la chambre des lords et à la chambre des communes. Le lendemain la reine adressait ce billet à Stockmar :

Windsor-Castle, 1er février 1854.

« Je vous écris dans la plénitude de ma joie; toutes les calomnies ont été réfutées la nuit dernière d'une façon triomphante. La position de mon bien-aimé seigneur et maître a été définie une fois pour toutes, et ses mérites ont été reconnus de tous les côtés avec la plus parfaite convenance. Il y avait sur notre passage un immense concours de peuple quand nous nous sommes rendus à la chambre des lords, et la foule était très amicale.

« Je vous envoie un journal qui, je pense, vous fera plaisir. Lord John s'est comporté admirablement, ainsi que notre cher et excellent Aberdeen, qui avait pris la chose *terriblement à cœur*.

« Bien des remercîmens pour vos bonnes paroles du 22. Elles m'ont fait beaucoup de plaisir.

« Nous allons bien tous les deux, et je suis sûre que nous allons recouvrer toute la force, toute l'égalité d'esprit qui nous est nécessaire pour affronter les grandes difficultés et les grandes épreuves de l'heure présente. »

Le lendemain, une lettre du prince Albert à Stockmar complétait le billet de la reine :

Windsor-Castle, 2 février 1854.

« Victoria vous a envoyé, je le sais, un journal contenant les débats sur ma mise en accusation. Vous serez satisfait, j'en suis certain, du ton de ces débats, et vous trouverez vos propres vues, telles que votre lettre les développe, complétement reproduites dans les explications constitutionnelles données par lord Aberdeen et par lord John. L'impression a été excellente; ma situation et mon rôle politique, qui n'étaient admis jusqu'à présent que d'une manière tacite, ont été établis en plein parlement et revendiqués très haut sans qu'une voix dissidente se soit élevée. Le jugement de lord Campbell comme *président de la cour des plaids communs* est ici d'une grande importance. Je vous envoie sous ce pli un article du *Daily News*, qui n'est que médiocrement satisfait; il paraît sentir le surcroît de force que cette discussion va donner à la couronne. Depuis ce moment-là, naturellement, je continue d'être pour ce journal « un objet de crainte et de défiance. » *Le Herald*, à titre de journal tory, déplore que le ministère ait porté devant le parlement des circonstances qui, participant au caractère sacré de la vie privée, n'appartenant d'ailleurs qu'à un simple individu, sont placées par la constitution en dehors de toute discussion et « n'auraient pas même dû être mentionnées. » Ce ne serait pas mal du tout, si ce journal, pendant six semaines consécutives, n'avait calomnié, outragé, sans repos ni trêve, et cet individu et cette vie privée dont il parle. »

On devine aisément par ces deux lettres ce qui s'était passé le 31 janvier 1854 à la chambre des communes ainsi qu'à la chambre des lords. Le ministère avait hardiment engagé la question, impatient de prendre l'accusation corps à corps, si elle osait se produire, ou bien, si les adversaires se bornaient à des insinuations équivoques, résolu à les démasquer et à détruire le mal dans sa racine. Le sentiment unanime des chambres justifia son audace. L'opposition se joignit au ministère pour rendre un éclatant hommage aux mérites, à la loyauté, au dévouement, au patriotisme anglais du mari de la reine. Lord Derby à la chambre haute et M. Walpole à la chambre des communes tinrent à honneur de soutenir cette cause aussi chaleureusement que lord Aberdeen et lord John Russell. Lord Derby s'exprima de la façon la plus vive sur la crédulité du public, et attribua les bruits qui avaient couru « aux absurdes attaques de la presse radicale. » Les défenseurs de cette presse se bornèrent à dire que la presse conservatrice avait aussi sa part de responsabilité. Les deux partis plus ou moins associés naguère, hauts tories et radicaux, se renvoyaient le reproche, tant le délit commun leur apparaissait enfin sous un aspect monstrueux et risible.

On remarqua surtout la déclaration du président de la cour de justice, lord Campbell, qui, examinant les droits du prince Albert au point de vue de la constitution, prononça ces décisives paroles : « Le prince-époux est l'*alter ego* de la reine. La constitution ne peut rien changer à ce qui est de droit naturel, de droit antérieur et supérieur à toutes les lois écrites. La constitution ne peut pas faire que le prince ne soit pour la reine le plus sûr des secrétaires, le plus fidèle et le plus dévoué des conseillers intimes. » C'était précisément la doctrine que recommandait Stockmar, et, bien qu'il ait été mécontent de ne pas la voir produite sous forme de loi, on peut affirmer qu'après le verdict de lord Campbell la situation du prince dans l'état avait désormais quelque chose de définitif. Lord Russell avait eu raison de dire en terminant son discours : « Lorsque le peuple, qui finit toujours par être juste, aura bien réfléchi à cette affaire, je crois que toutes ces calomnies, quelle qu'en soit la bassesse, et toutes ces erreurs, quelle qu'en soit la grossièreté, contribueront en fin de compte à fortifier l'attachement de la nation à la reine et à donner au trône un plus solide fondement. »

IV.

Ce récit ne serait pas complet, si nous ne disions pas ce qu'est devenu l'un des principaux acteurs. C'est lord Palmerston qui a suscité ces trois crises et qui, dans chacune d'elles, a été vaincu. Il a été vaincu par la reine, puisqu'il a dû s'incliner devant le mémorandum du 12 août 1850; il a été vaincu par lord John Russell, puisqu'il a dû quitter le ministère au mois de décembre 1851; il a été vaincu par le prince Albert, puisqu'au mois de janvier 1854 le parlement tout entier a justifié le prince et maintenu ses droits. Que devient lord Palmerston après cette triple aventure? a-t-il accepté sa défaite? a-t-il essayé, publiquement ou en secret, de recommencer la lutte, afin de faire triompher sa théorie du pur gouvernement ministériel? Il faut répondre brièvement à cette question. La trilogie réclame un épilogue.

Lord Palmerston lui-même nous répondra en quelques mots par la bouche d'un de ses amis. Un an après les derniers événemens que nous venons de raconter, au mois de février 1855, le ministère de lord Aberdeen ayant été battu à la chambre des communes et lord Derby n'ayant pu réussir à composer une administration nouvelle, lord Palmerston fut chargé par la reine de reconstituer le gouvernement. C'était en pleine guerre de Crimée. L'ancien chef du *foreign office*, congédié par lord John Russell et par la reine, était devenu premier lord de la trésorerie, c'est-à-dire premier mi-

nistre, avec l'appui cordial de lord John et la haute bienveillance de sa majesté. Quelques mois après, la reine et le prince venaient de rendre à l'empereur et à l'impératrice des Français la visite que leurs augustes hôtes leur avaient faite au mois d'avril précédent. L'accueil fait par la France à la reine Victoria en ces journées d'août 1855 avait répondu aux démonstrations enthousiastes qui, du 16 au 21 avril, avaient salué l'allié de l'Angleterre sur le sol britannique. A la suite de ce voyage, un ami intime du premier ministre, M. le colonel Kemeys Tynte, membre du parlement, s'empressa de lui porter ses félicitations. « Je me rappelle, dit-il, qu'en le félicitant du succès si complet du voyage de la reine, je ne pus m'empêcher de remarquer combien l'empereur était un homme extraordinaire. — Oui, répondit Palmerston, mais nous en avons un chez nous bien plus grand, bien plus extraordinaire encore. — Il fit une pause. — Le prince consort? lui dis-je. — Oui, certainement, reprit-il. Le prince ne voudrait pas sans doute avoir gagné un trône comme l'empereur a gagné le sien. On ne saurait donc les comparer au point de vue de l'action; mais, si l'on regarde à la justesse du jugement, à l'élévation de l'intelligence, à l'ardeur des qualités de l'esprit, il est de beaucoup supérieur à l'empereur. Jusqu'au jour où ma position présente m'a donné tant d'occasions de voir son altesse royale, je ne soupçonnais pas qu'il possédât de si éminentes qualités, je ne soupçonnais pas combien il est heureux pour le pays que la reine ait épousé un tel prince. »

C'est à l'historien du prince Albert que M. le colonel Kemeys Tynte rapportait, il y a deux ans, cette conversation avec lord Palmerston. Nous n'en retenons ici que ce qui intéresse notre sujet. On y voit que l'ardent ministre, assuré d'avoir servi son pays en préparant à sa manière l'alliance de l'Angleterre et de la France, s'attache principalement à honorer le mari de la reine. La réconciliation est complète. Lord Palmerston pourra perdre et reconquérir son poste de premier ministre suivant les vicissitudes parlementaires; quoi qu'il arrive, les hostilités sont à jamais finies. C'est lui qui avait engagé la question du prince Albert, c'était à lui d'y prononcer le dernier mot.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

LA

QUESTION DES IMPOTS

II[1].

LES TAXES INDIRECTES DE CONSOMMATION.

Dans une première étude, nous avons parlé de la taxe progressive, nous avons montré combien elle était injuste, dangereuse, ne reposant sur aucun principe et pouvant dans l'application conduire à des résultats funestes; passons maintenant aux impôts indirects. Il y en a de deux sortes : ceux qui sont perçus à l'occasion de certains actes qu'on accomplit, et ceux qui pèsent sur les consommations et particulièrement sur celles qui sont à l'usage du plus grand nombre. On prend aisément son parti des premiers : ce sont les droits de timbre, d'enregistrement, de mutations, etc., pour ne citer que les principaux. Comme les actes qui sont grevés de ces impôts ont pour objet des droits à défendre ou bien à acquérir, on est disposé à croire que ceux qui les paient peuvent parfaitement le faire. Il y aurait beaucoup à dire contre cette théorie, et il serait facile de démontrer par exemple que les droits de timbre et d'enregistrement qui sont perçus dans certains cas ne sont pas proportionnels aux facultés : dans une procédure en liquidation, pour une propriété de peu d'importance, on paiera 40 à 50 pour 100 de droits, tandis que pour une liquidation plus considérable ces mêmes droits représentent 5 pour 100 au plus. Cette inégalité a été souvent signalée, mais ce n'est pas contre elle que s'élèvent les plus vives critiques : on les réserve pour les taxes qui pèsent sur les objets de consommation, qu'on appelle de première nécessité;

[1] Voyez la *Revue* du 15 novembre.

il faut même un certain courage pour les défendre, tant il paraît admis qu'elles sont mauvaises. On ne les adopte que parce qu'on ne peut pas faire autrement, parce qu'on a besoin de grandes ressources qu'on ne trouve point ailleurs, mais on est d'accord pour les déclarer injustes et oppressives. Et il faut bien le dire, ce n'est point le vulgaire qui pense ainsi, ce ne sont pas seulement les gens qui jugent les choses à l'apparence, sans grande réflexion, ce sont les maîtres de la science économique. Nous avons déjà cité les opinions d'Adam Smith et de J.-B. Say en faveur de l'impôt progressif; nous allons les citer encore contre les impôts indirects.

Pour le premier, il n'y a que les choses de luxe qui devraient être assujetties à ces impôts, « car, comme ils n'atteignent que le surplus, leurs inconvéniens disparaissent, et ils sont accueillis avec moins de murmure. » Quant à J.-B. Say, voici ce qu'il dit à ce sujet : « L'impôt sur les consommations est nécessairement proportionnel à la quantité de la marchandise consommée, et comme la quantité de la chose consommée ne peut suivre la proportion de la fortune, il s'ensuit que ce genre d'impôt, qui joue le principal rôle dans les pays fortement imposés, tombe sur les contribuables d'autant plus qu'ils sont moins riches. En effet, un homme qui jouit de 300,000 francs de revenu ne saurait consommer trois cents fois plus de bière ou de vin que l'homme qui n'a que 1,000 francs; les petites fortunes supportent donc sous ce rapport un véritable impôt progressif, c'est-à-dire d'autant plus fort proportionnellement que les facultés des contribuables sont moindres; c'est un des grands défauts des contributions indirectes, et dont une progression croissante dans l'impôt direct ne serait qu'une juste, mais imparfaite compensation. » Ainsi, dans la pensée de J.-B. Say, ces impôts sont progressifs à rebours, et, en vue de rétablir l'égalité, il ne craint pas de demander une certaine progression dans les impôts directs, qui pèsent particulièrement sur les riches. M. Hippolyte Passy exprime à peu près la même idée dans son article sur *l'Impôt* du *Dictionnaire de l'économie politique*, sauf en ce qui concerne la compensation résultant de l'impôt progressif; il distingue entre les choses soumises à l'impôt indirect, et dit : « Les taxes indirectes ont pour effet inévitable d'élever la valeur totale des produits, et ce sont les consommateurs qui, en définitive, en acquittent le montant. Il s'ensuit que la répartition plus ou moins égale, plus ou moins proportionnelle des charges, dépend de la nature même des produits soumis à l'impôt. Règle générale, plus les produits dont l'impôt accroît le prix sont indispensables à la satisfaction des besoins de l'homme, et moins l'impôt qui les frappe se proportionne aux facultés de ceux qui le paient; plus il prend aux familles pauvres des faibles revenus dont elles jouissent. » Et alors, pour éclaircir sa pensée, il ajoute :

« Autres, à ce point de vue principal, sont les effets des taxes qui portent sur le sel, les farines et les boissons, et les effets des taxes qui portent sur les sucres, le savon, le papier, les matériaux de construction, ou encore les voitures de maîtres, ou sur d'autres consommations de luxe. » On peut dire que cette thèse, ainsi exposée par M. Passy avec la grande autorité qui lui appartient, est celle qui est généralement admise et à laquelle presque personne ne contredit.

Et pourtant ces impôts ainsi condamnés par la science, qui sont censés peser plus sur le pauvre que sur le riche, sont admis partout en Europe. Il y a même cette remarque à faire que plus les états sont riches et avancés en civilisation, et plus la contribution indirecte y prend d'importance par rapport à la contribution directe. En Turquie, la première fournit à peine le quart du budget; en Angleterre, elle en fournit les trois quarts. Il en est de même en France et en Hollande. « En Angleterre, a dit M. Thiers en 1872 dans un discours resté célèbre comme tous ceux qu'il prononçait, le progrès de la richesse est tel qu'en prenant une très légère part des fruits qu'il donne chaque année, l'état peut obtenir des sommes considérables sans apporter le moindre trouble dans les relations commerciales, tandis qu'en Turquie, pour avoir de l'argent en petite quantité, le gouvernement s'attaque aux sources mêmes de la richesse, le prélève non-seulement sur le revenu, mais sur le capital, ce qui diminue les forces productrices du pays et le condamne à une infériorité constante. » Cette contradiction de la pratique avec la science paraît bizarre. Il y a longtemps qu'elle existe. On n'a pas cessé dans le monde des savans de se récrier contre les taxes indirectes de consommation, d'en signaler l'injustice, et cependant elles se sont développées partout forcément comme si elles étaient liées au progrès général des sociétés. J'avoue pour mon compte que cette contradiction m'a toujours beaucoup frappé, et avant de joindre ma faible voix à ceux qui blâment les taxes indirectes, j'ai voulu étudier les choses plus à fond.

I.

Je comprends parfaitement que les gouvernemens soient très séduits par des taxes qui produisent beaucoup et se paient aisément : ce sont des avantages incontestables; mais, si on devait les acheter au prix de la violation de la justice et en apportant un obstacle sérieux au progrès de la richesse, il faudrait les repousser, car les sociétés sont tenues avant tout de respecter la justice et de favoriser le progrès; c'est leur premier devoir. Je sais bien qu'il y a des

philosophes, des hommes d'état qui ont prétendu que l'économie politique et la morale n'avaient rien de commun et suivaient des lois différentes. On a dit cela, et bien d'autres choses, mais on ne l'a jamais prouvé. Si l'accusation était fondée, elle serait beaucoup plus grave qu'on ne pense, elle ne tendrait à rien moins qu'à bannir les sciences, qu'à condamner la loi du travail et tous les efforts de l'homme pour améliorer sa situation ici-bas, — travail et efforts qui commencent d'abord par développer les intérêts matériels; les intérêts moraux en profitent ensuite. Loin qu'il y ait antagonisme entre les deux, ils sont unis au contraire par un lien naturel et force, à ce point qu'on pourrait presque dire qu'il n'y a pas de société prospère qui ne soit en même temps une société morale. — Pour en revenir aux taxes indirectes, pourquoi seraient-elles injustes? Ce n'est pas apparemment parce que tout le monde y est soumis. Nous avons vu que chacun devait l'impôt, parce que chacun dans la société bénéficie des services que rend l'état. Une part de cet impôt est payée directement par ceux qui possèdent l'actif disponible, la richesse déjà réalisée; mais, en dehors de la richesse réalisée, il y en a une autre beaucoup plus considérable qui se produit au jour le jour, qui résulte du travail, sur laquelle vit le plus grand nombre, qui est protégée comme le reste par les forces de l'état et qui doit bien aussi sa part contributive aux dépenses publiques. Comment la lui faire payer? La taille était un des moyens qu'on employait autrefois; c'était un impôt très lourd, très vexatoire, et qui avait en outre le grand inconvénient de ne pas atteindre tout le monde. On l'a supprimé, et on a bien fait; mais en débarrassant les classes inférieures de cette taxe, on n'a pas eu l'idée de les affranchir de toute contribution et de faire qu'elles jouiraient des avantages de la société sans avoir à en supporter les charges. C'eût été par trop injuste. On a pensé qu'elles prendraient leur part de ces charges avec la répartition de l'impôt indirect, surtout de celui qui frappe les objets de consommation générale. Et, comme cette consommation se fait en raison des facultés, la part d'impôt qui devrait ainsi leur incomber serait nécessairement proportionnelle à leurs ressources, la plus proportionnelle de toutes, car elle ne dépendrait ni du caprice du législateur, ni d'une fausse appréciation de la situation de chacun, ainsi que cela peut arriver avec l'impôt direct.

Mais, dira-t-on, c'est précisément à l'occasion des impôts indirects que cette première des règles, la proportionnalité, est violée. Ces impôts frappent des objets de première nécessité à la consommation desquels on ne peut pas se soustraire, comme le sel, le vin, le sucre, etc. Parce que j'aurai 100,000 francs de rente, je ne consommerai pas cent fois plus de sel, de vin et de sucre que celui qui n'a que 1,000 francs. Non-seulement je n'en consommerai pas

plus, mais je paierai moins au fisc pour une consommation égale : j'achèterai mon vin en gros sans subir le droit de détail que paie le pauvre qui s'approvisionne au jour le jour, et quant aux droits sur le sel et sur le sucre, j'éviterai encore la surcharge qui résulte du bénéfice du petit intermédiaire. Le pauvre paraît donc grevé plus que le riche; ce sont des impôts progressifs à rebours. Telle est l'objection dans toute sa force et celle qui a le plus de prise sur les esprits, qui séduit même les hommes les plus éminens. On est frappé de l'idée que, l'impôt atteignant les choses de première nécessité, on ne peut pas s'y soustraire. C'est alors comme si on était atteint par une taxe directe. Avec l'impôt frappant les objets de luxe, au contraire, on ne paie que dans la mesure où l'on veut, et on a toujours la possibilité d'échapper.

Il serait vraiment bien fâcheux que les impôts de consommation générale eussent les défauts qu'on signale, car il faudrait les supprimer, et on ne saurait comment les remplacer. Si on ne devait établir d'impôts que sur les objets de luxe, cela n'en vaudrait pas la peine; la masse d'agens qui seraient nécessaires pour en assurer la perception coûterait presque autant que le produit qu'on en tirerait. On ennuierait les gens, on ruinerait certaines industries pour arriver à des résultats insignifians. Sait-on ce que rapporte la taxe sur les billards qu'on a établie avec grand bruit il y a quelques années, comme pour faire compensation à d'autres taxes plus productives qu'il avait fallu voter? Moins d'un million. L'impôt sur les chevaux et voitures donne environ 10 millions; celui sur les cercles arrive à 1,400,000 fr. Cependant chacune de ces taxes est assez lourde pour les personnes qu'elle atteint. Il n'est pas indifférent même à un homme aisé d'avoir à payer, en plus de ses impôts ordinaires, 200 ou 300 francs pour sa voiture et ses chevaux, 50 ou 60 francs pour son abonnement au cercle. Il se peut que, pour éviter cette taxe spéciale, il renonce à l'une ou l'autre de ces jouissances, et s'il y renonce, voilà plus d'une industrie qui se trouve atteinte indirectement.

Les impôts somptuaires n'ont jamais rien valu et ont toujours coûté indirectement plus qu'ils ne rapportaient. Ils n'ont d'autre avantage que de produire un certain mirage, et de faire illusion à ceux qui ne jugent les choses qu'à la surface. Si on réunissait le produit de toutes les taxes de luxe que nous avons en France et même de celles qui existent en Angleterre, on serait étonné du peu qu'elles donnent : elles rapportent en France, en considérant comme taxes de luxe aussi celles qui atteignent le papier, les huiles, les savons, etc., environ 35 millions pour un budget de 2 milliards 1/2, et en Angleterre une quarantaine de millions. Qu'est-ce que ces sommes à côté de ce que produit la plus petite des taxes sur les objets de

première nécessité? Le sel donne 40 millions à lui tout seul, le sucre 184, les boissons 377. On peut citer également le tabac, qui, par l'extension qu'en a pris l'usage, est presque devenu une chose de première nécessité, à ce point que beaucoup de gens préféreraient s'imposer la dernière des privations plutôt que de s'en passer. Et pourquoi ces taxes sont-elles si fructueuses? Précisément parce qu'elles frappent des objets de première nécessité et s'adressent à tout le monde. On peut les mettre à un taux modéré, et elles rendent beaucoup. Celle du sel, qui donne 40 millions par an, ne compte guère que pour 4 francs dans le budget d'une famille de 4 personnes. L'impôt des boissons, avec ses 377 millions de produit, augmente de 5 à 6 centimes en moyenne le prix d'un litre de vin; et quant à l'impôt sur le tabac, qui entre pour la plus grande partie dans le prix de la denrée, il n'augmente pas d'un 1/2 centime la valeur de la pipe que l'on fume ou de la prise qu'on aspire; mais tous ces centimes recueillis chaque jour et sur l'ensemble de la population fournissent des sommes considérables.

Maintenant ces impôts ont-ils le grand défaut qu'on leur reproche d'être progressifs à rebours? Pour qu'il en fût ainsi, il faudrait que non-seulement ils fussent acquittés par les contribuables les moins riches, mais encore que ceux-ci fussent obligés de les garder à leur charge sans pouvoir s'en dédommager. Or c'est là une chose inadmissible, absolument contraire à toutes les lois de l'économie politique. On reconnaît bien que le marchand qui paie des droits de licence ou de patente les fait entrer dans ses frais généraux et en demande le remboursement à ses clients. Il en fait l'avance, et ce sont les consommateurs qui les acquittent définitivement; il ne peut pas y avoir de doute à cet égard. Or, si cela est certain pour le marchand, pourquoi ne le serait-ce pas pour l'ouvrier qui vit de son salaire, pour le petit employé qui n'a que son traitement? Dira-t-on qu'ils sont l'un et l'autre dans une situation trop modeste, trop dépendante pour élever leurs prétentions en raison de l'impôt, et qu'en présence de la concurrence qui existe ils préféreront subir la taxe plutôt que de manifester des exigences qui pourraient les priver de leur travail ou de leur place? Mais alors, et pour les mêmes raisons, ils devront subir aussi les augmentations de prix qui résultent d'autres causes que de l'impôt : la viande, les denrées alimentaires, les loyers, ont beaucoup renchéri depuis un certain nombre d'années. Admettra-t-on que malgré ce renchérissement les salaires soient restés les mêmes? Il y a un élément qui, avant tout, règle le prix des choses : ce sont les frais de revient; il peut bien y avoir quelques oscillations autour de ce prix; on traitera tantôt au-dessus, tantôt au-dessous, selon les circonstances et les rapports de l'offre et de la demande, mais l'écart ne peut être trop

considérable; s'il l'était trop en hausse, la concurrence viendrait qui remettrait bien vite les prix à un niveau plus équitable, et si c'était en baisse, l'industrie s'arrêterait, la marchandise ferait défaut, et il faudrait bien, pour l'obtenir, la payer le prix qu'elle doit avoir. Cela est encore plus vrai pour les salaires. En définitive, l'ouvrier doit en vivre, et en vivre d'une façon conforme aux progrès de la civilisation, au développement du bien-être général, d'autant plus que c'est lui qui contribue à créer ce bien-être par son travail. Supposez un moment une situation où l'ouvrier ne peut plus vivre de son salaire, où il lui est impossible d'acheter les produits qui s'étalent sur les marchés et font la richesse du pays; comme c'est lui qui est le plus grand des consommateurs, parce qu'il est le plus nombreux, alors ces produits n'ont presque plus d'acheteurs, ils cessent d'exister en aussi forte quantité, et le progrès de la richesse se ralentit. Dire que l'ouvrier doit vivre de son salaire d'une façon conforme aux progrès de la civilisation et au développement du bien-être général, c'est affirmer la plus incontestable des vérités.

Du reste la preuve en est fournie par toutes les statistiques. Depuis trente ou quarante ans environ, le prix des choses les plus nécessaires à la vie en fait de denrées alimentaires surtout paraît avoir augmenté en moyenne de 30 à 40 pour 100. Eh bien, pendant la même période, les salaires se sont accrus de 50 à 60 pour 100. C'est un fait certain. On peut en induire que les ouvriers comme les autres ont mis à la charge des consommateurs ce qu'ils ont eu à payer en plus pour leur existence, et qu'ils ont encore trouvé le moyen de rendre cette existence meilleure. Y aurait-il eu une exception pour l'impôt? « De quelque façon que vous vous y preniez, a dit M. Thiers dans son livre sur *la Propriété*, l'impôt retombera toujours sur le consommateur. » Et quel sera ce consommateur définitif? Le revenu brut sur lequel nous vivons tous. Prétendre que l'impôt qui frappe les objets de première nécessité reste à la charge de l'ouvrier pour le chiffre que celui-ci a payé d'abord, c'est méconnaître les lois de la répercussion, et de la solidarité qui existe entre tous les citoyens au point de vue économique. Cette répercussion de l'impôt est tellement fatale qu'elle a lieu là même où on l'attend le moins. Vous dégrevez par exemple de tout impôt mobilier les logemens au-dessous d'un certain prix, vous croyez agir au profit de ceux qui sont destinés à les habiter, vous avez compté sans la loi de la répercussion; ces logemens seront d'autant plus recherchés qu'ils seront exempts d'impôt, ils s'élèveront de prix, et on paiera 400 francs ce qu'on n'aurait peut-être payé que 350 ou 375 s'il n'y avait pas eu franchise d'impôt; par conséquent vous aurez travaillé en faveur du propriétaire et non du locataire. Autre exemple : vous imposez plus ou moins arbitrairement à 11 et 12 pour 100 les

appartemens au-dessus d'un certain prix. Est-ce le locataire riche que vous atteignez? Pas le moins du monde. Celui-ci défalquera l'impôt du prix qu'il veut mettre à son loyer; il offrira 9,500 francs de l'appartement qu'il aurait consenti à payer 10,000 francs sans cette surcharge. Vous n'atteindrez pas davantage le propriétaire, car, si les appartemens de luxe sont frappés outre mesure, on en diminuera le nombre, et ceux qui voudront les avoir seront obligés de les payer d'autant plus cher. Qui donc aurez-vous atteint? Vous aurez atteint l'industrie du bâtiment, empêché qu'on construise beaucoup de belles maisons, vous aurez frappé le maçon, le menuisier, le serrurier, etc... La franchise d'impôts que vous accordez aux uns, la surcharge dont vous grevez les autres ne vont pas du tout à leur adresse, et ont des inconvéniens économiques que vous n'avez pas prévus. Il en est de même quand on impose spécialement les bénéfices du marchand ou de l'industriel. On croit n'atteindre que ce qu'il peut y avoir de trop élevé dans ces bénéfices, opérer un retranchement sur le luxe; on oublie que, dans une situation économique régulière, le marchand, l'industriel, font les bénéfices qu'ils doivent faire eu égard à la concurrence et aux conditions générales du marché. Si vous leur retranchez quelque chose par l'impôt, ils le compenseront en élevant leurs prix, et cette élévation des prix peut avoir pour résultat d'arrêter la consommation; alors on produira moins, il y aura moins de travail, et les salaires baisseront; vous aviez cru frapper les bénéfices, et ce sont les salaires qui se trouveront encore atteints.

Du reste c'est une remarque qui a déjà été faite par Ricardo et qui est fort juste : « Il est indifférent, a-t-il dit, que vous imposiez les bénéfices ou les salaires, le résultat est toujours le même. Vous augmenteriez la contribution foncière qu'il n'y aurait encore pas de changement. Le revenu de la terre comme celui de toutes les propriétés et des capitaux placés est fixé par les conditions générales du marché, que l'impôt peut troubler momentanément, mais qu'il ne peut changer au fond. Il faudra toujours que le propriétaire retrouve la compensation de l'impôt; il élèvera le loyer de la terre, et cette élévation du loyer retombera sur qui? Non sur le fermier, qui lui aussi doit obtenir la rémunération légitime de son travail : elle entrera dans les frais de revient des produits du sol et retombera sur le consommateur. On n'aura frappé qu'en apparence ceux qui ont été appelés à payer l'impôt les premiers.

On a cru faire merveille, il y a quelques années, en établissant un impôt sur le revenu des valeurs mobilières, impôt qui n'avait pas existé jusqu'alors; on s'est dit que, ces valeurs faisant partie de la richesse publique comme les terres et les maisons, il n'y avait pas de raison de les exempter plus longtemps de toute contribu-

tion directe. Au point de vue de la répartition des taxes, pour en avoir un plus grand nombre et en obtenir le plus possible, on a peut-être bien fait; mais, si en agissant ainsi on s'est figuré qu'on changeait quelque chose au revenu de ces valeurs, on s'est trompé du tout au tout. Le détenteur au moment où la loi a été votée a subi une expropriation partielle : l'obligation qui lui rapportait 15 francs auparavant ne lui en a plus donné que 14 1/2 : c'est un trentième de sa propriété qu'il a perdu, et que l'état s'est approprié en vertu de son droit régulier. Mais celui qui est venu après n'a plus subi aucune diminution de revenu; il a examiné ce que produisait réellement cette valeur, déduction faite de l'impôt, et l'a payée en conséquence. Il l'aurait payée plus cher s'il n'y avait point eu d'impôt. Qui donc supporte la taxe? Personne en réalité, elle pèse sur l'industrie à laquelle appartient la valeur, et, s'il s'agit d'un chemin de fer, par exemple, il faudra que ce chemin rapporte non-seulement le revenu net à donner au nouveau porteur du titre, mais encore la part du fisc, et, si, pour y arriver, il est obligé de maintenir des tarifs assez élevés, que les transports diminuent et que l'industrie générale en souffre, alors cet impôt, établi en apparence sur les valeurs mobilières, retombera encore de tout son poids sur les salaires, tant la solidarité est étroite dans tout ce qui tient à la production de la richesse.

Il y a un autre danger à craindre, c'est que l'impôt paraisse trop lourd et qu'on n'en trouve pas la compensation dans le développement de la richesse et l'augmentation des profits : dans ce cas, les capitaux qui n'ont pas d'attache fixe comme les terres et les maisons peuvent s'en aller au dehors chercher des conditions meilleures et plus stables. Ce danger est très sérieux, et s'il se réalisait, on aurait tué la poule aux œufs d'or. Il n'est pas douteux pour nous que les impôts de 12 à 15 pour 100 qui existent en Italie et en Autriche sur les valeurs mobilières sont loin de contribuer à la prospérité de ces pays.

Mais, continue-t-on, les impôts de consommation ont au moins un autre inconvénient, ils ne rapportent pas à l'état ce qu'ils coûtent aux contribuables. Le consommateur rembourse non-seulement le montant de l'impôt, mais encore l'intérêt de l'avance que le commerçant a été tenu d'en faire, et si, pour l'impôt du sel par exemple, les détaillans sont obligés d'avancer à l'état 40 millions, c'est 40 millions de plus qu'ils ajouteront au capital avec lequel ils exploitent leur industrie et dont on leur doit l'intérêt, soit, à raison de 10 pour 100, 4 millions. Cet impôt du sel, qui rapporte 40 millions à l'état, coûtera donc 44 millions aux contribuables, sans parler des frais de perception qui sont plus forts pour les impôts indirects que pour les autres. — Il est facile de répondre à cette

objection. D'abord il n'est pas démontré que, pour faire cette avance de 40 millions, les marchands de sel devront augmenter leur capital d'autant. Le capital n'est pas toujours en rapport avec l'importance des affaires. Il est tel commerçant qui, avec un capital d'un million ou deux, fera pour 40 ou 50 millions d'affaires, et ne l'augmentera pas sensiblement si celles-ci s'accroissent de 20 à 25 millions. Le fonds primitif restera le même. Il est vrai pourtant qu'il s'écoulera un temps plus ou moins long entre le moment où l'avance de l'impôt sera faite par le commerçant et celui où elle sera remboursée par le consommateur, temps pendant lequel un intérêt est dû; mais cela s'applique aussi bien aux taxes directes qu'aux autres. Je prends pour exemple l'impôt foncier. Si cet impôt rapporte 100 millions à l'état, les produits du sol sur lesquels il pèse devront payer à la fois les 100 millions avancés par le fermier ou le propriétaire et l'intérêt de cette avance. On établirait un impôt sur le revenu que le résultat serait encore le même; le commerçant qui l'acquitterait sur ses bénéfices le ferait entrer dans ses frais généraux et en demanderait le remboursement à ses cliens, capital et intérêts; l'avocat, le médecin, élèveraient leurs honoraires en conséquence. L'argument n'a donc pas de valeur spéciale contre les taxes indirectes; il s'applique également à tous les impôts, et comme, avec le système de la répercussion, ceux-ci retombent sur tout le monde, c'est une charge générale de la richesse; il n'y a pas à s'en préoccuper particulièrement.

Reste l'objection que les impôts indirects coûtent plus à percevoir que les autres. Cela est vrai généralement, il faut plus de surveillans pour empêcher la fraude. Cependant là encore il importe de ne rien exagérer. En Angleterre, où les trois quarts du budget sont fournis par les impôts indirects, droits d'excise et de douane réunis, les frais de perception ne sont déjà que de 4 à 5 pour 100. S'ils sont plus élevés en France, cela tient à plusieurs raisons : d'abord, nous n'avons pas, comme nos voisins, qu'une simple frontière de mer, nous en avons une autre de terre beaucoup plus difficile à garder et par où la fraude s'exerce plus particulièrement; en outre, certains droits qui ne s'acquittent en Angleterre qu'en douane sur des marchandises qui viennent exclusivement du dehors, comme le sucre, le tabac, les alcools, etc., se paient chez nous sur la production intérieure et demandent une surveillance spéciale; enfin, comme l'a très bien fait remarquer M. Thiers dans un discours au corps législatif (19 juillet 1872), on n'établit pas toujours le compte exact de ce que coûtent les frais de perception. Pour les douanes par exemple, les frais auxquels elles donnent lieu ne sont pas seulement afférens aux 250 millions qu'elles rapportent, mais aussi aux autres droits qu'elles garantissent à l'intérieur. Que

deviendraient dans le pays les droits sur les sucres, le tabac, les eaux-de-vie, le vin, la bière, s'il n'y avait pas de douanes pour les protéger? et les frais de douane sont les plus chers. On reproche enfin aux impôts indirects de prendre quelquefois le caractère vexatoire, d'entraîner des visites domiciliaires et d'occasionner des pertes de temps. Le caractère vexatoire de ces taxes disparaît de jour en jour avec le progrès de la civilisation et les tempéramens que l'administration sait apporter dans l'exercice de ses droits; les visites domiciliaires sont de plus en plus rares. Quant à la perte de temps provenant de l'inspection à la frontière et aux portes des villes, elle n'existe presque plus. On se contente généralement d'une simple déclaration, et, quand la visite a lieu, elle se fait à l'arrivée, soit à l'entrepôt, souvent même au domicile de la personne qui reçoit la marchandise; le temps qu'on y consacre alors ne peut être considéré comme une perte de valeur. La perte est assurément moindre que celle qui résulte du dérangement que cause au contribuable le paiement de l'impôt direct, qu'on ne vient pas chercher à domicile, qu'il faut aller porter au percepteur à certains jours, à certaines heures, et souvent très loin.

Enfin on a prétendu que ces taxes étaient un obstacle à la liberté absolue du commerce, en ce sens que certaines marchandises ne peuvent pas se mouvoir sans passer sous les yeux du fisc; s'il s'agit d'une denrée produite à l'intérieur et soumise à un droit, il faudra la déclarer au percepteur avant de la livrer à la consommation : c'est une gêne. Nous avons déjà répondu autrefois à cette objection (1). « Quelle est dans la société, disions-nous, la liberté qui soit absolue et qui n'éprouve pas de restriction? Il n'y en a aucune. Du moment que nous nous réunissons pour nous procurer les avantages qui résultent de l'association, il y a des règlemens auxquels nous sommes tenus d'obéir : ces règlemens sont des entraves à la liberté absolue; mais ces entraves sont établies au nom d'un intérêt supérieur qui est le salut de la société. Il en est de même des lois fiscales. Le gouvernement a besoin d'argent pour remplir sa mission; on a jugé qu'un des moyens les plus efficaces de lui en procurer était d'établir des droits sur certaines marchandises produites à l'intérieur ou venant du dehors; ces marchandises ne pourront donc circuler qu'après avoir acquitté ces droits. Pourquoi n'accepterait-on pas cette restriction comme les autres, surtout si dans la pratique elle est aussi légère que possible? »

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier 1873.

II.

Voyons maintenant en fait et au point de vue de l'économie politique comment se comportent les impôts indirects qui frappent ce qu'on appelle les objets de première nécessité. Je prends d'abord celui du sel: le produit s'en élève d'année en année; après être descendu à moins de 30 millions à la suite du dégrèvement de 1848, il est remonté successivement à 40; la taxe des boissons est portée aujourd'hui au budget de 1877 pour 335 millions; elle est sans cesse en progrès, malgré les aggravations qu'elle a subies. Le tabac, qui donnait 45 millions en 1828, produit en ce moment 312 millions; il a été également surtaxé à diverses reprises, et malgré la surtaxe la plus-value ne s'arrête pas: le sucre procure 185 millions contre 72 en 1847, et dans cet intervalle le droit a été porté de 49 fr. 50 c. à 65 fr. 52 c. les 100 kilog. (loi de 1871). Ce sont bien là des impôts frappant des objets de première nécessité, et le progrès ne se ralentit pas. Quelle preuve plus convaincante veut-on avoir qu'ils ne sont pas un obstacle sérieux au développement de la consommation, et par suite au progrès de la richesse? Dira-t-on que la consommation se serait développée davantage encore si ces taxes n'avaient pas existé? Cela est probable: cependant on est étonné du peu d'influence qu'a exercé à certaines époques le dégrèvement de quelques-unes d'entre elles. Avant 1848, la taxe du sel, qui était de 3 décimes par kilogramme, rapportait au trésor 72 millions; on l'abaisse tout à coup de 2 décimes, et immédiatement le produit tombe environ des deux tiers; le dégrèvement n'avait rien fait, la consommation n'avait pas augmenté. Après 1848 encore, on eut l'idée de supprimer les 10 centimes qui frappaient le kilogramme de viande à l'entrée dans Paris; il n'en résulta aucune diminution dans les prix; on fut obligé de revenir sur la mesure. Déjà en 1830 on avait fait une expérience semblable à propos de certain droit sur les liquides; on l'abolit, le prix resta le même, et le trésor perdit une somme assez considérable. Enfin le droit sur le café, lorsqu'il était de 1 fr. 15 c. le kilogramme, avait monté de 15 à 31 millions entre 1847 et 1859; on le réduisit à 50 centimes en 1860, et en 1871, après onze ans, il ne rapportait plus que 26 millions. « Le dégrèvement, dit le rapporteur d'alors qui proposait de remettre l'ancien droit, n'avait exercé aucune influence sur le développement de la consommation. » Ces faits sont significatifs; on pourrait en ajouter bien d'autres. M. Clément Juglar, dans des statistiques fort intéressantes qu'il publie de temps à autre, constate qu'à Paris, de 1840 à 1867, la consommation de la viande de boucherie, malgré le droit de 10 centimes par kilogramme, a aug-

menté de 17 kilogrammes par tête. A côté de cela, si on veut examiner les taxes de luxe, on est frappé du peu qu'elles donnent et de l'état pour ainsi dire stationnaire dans lequel elles restent. L'impôt des voitures, porté au budget de 1875 pour près de 9 millions, l'est à celui de 1877 pour 10. L'impôt des billards, qui a produit 950,000 francs en 1874, figure en 1877 pour 970,000 ; celui des cercles monte en trois ans de 1,300,000 à 1,370,000, etc. Un progrès aussi insignifiant atteste bien que ces impôts sont mauvais, car le propre d'une bonne taxe est de se développer avec la richesse publique. Il en est de même d'autres impôts qui, sans être tout à fait de luxe, n'atteignent que des objets d'une consommation restreinte, comme les droits sur le savon, la chicorée, les huiles, etc. Le premier donne 5,700,000, le deuxième 5,100,000, le troisième 5,800,000 francs, et pourtant ils ne laissent pas d'être assez onéreux pour ceux qui les paient. On a calculé que le droit sur la chicorée coûtait dans le nord 24 fr. 40 c. par famille. On parle de le supprimer, la proposition en a même déjà été faite par un ancien ministre des finances, l'honorable M. Léon Say ; on aura raison d'y donner suite, car il ne faut pas embarrasser le budget de vétilles. L'habileté et la sagesse du législateur consistent à choisir en fait d'impôts ceux qui, ayant une large base, rapportent le plus tout en restant très modérés. Il n'y a que les impôts sur les objets de première nécessité qui soient dans ce cas.

On a beaucoup plaisanté sur un autre avantage que présentent ces impôts, à savoir de se payer aisément et sans qu'on s'en aperçoive. On a dit notamment qu'il n'était pas digne d'un peuple libre de payer des taxes sans s'en apercevoir : il vaut mieux qu'on les sente, car alors on est plus économe des deniers publics, mieux disposé à en surveiller l'emploi. Ce raisonnement pourrait être bon, si les impôts directs, qu'on voudrait substituer à ceux de consommation, pesaient également sur tout le monde ; mais comme c'est le contraire qui a lieu, que beaucoup de personnes sont exemptes des premiers, par l'excellente raison qu'elles ne possèdent rien ou presque rien de l'actif disponible sur lequel s'acquittent les taxes directes, et que d'autre part ces mêmes personnes, qui sont les plus nombreuses, sont investies de droits politiques, il s'ensuivrait que la plupart de ceux qui auraient à surveiller l'emploi des deniers de l'état n'en fourniraient aucune partie. Dans ces conditions, il est peu probable qu'ils en seraient très économes, et il l'est davantage qu'ils seraient portés à les dépenser largement pour favoriser ce qu'ils croiraient être les intérêts de la démocratie. Avec l'impôt indirect, tout le monde au moins est intéressé à ce que les deniers publics soient ménagés parce que tout le monde y contribue. La substitution qu'on propose n'aurait d'autre effet que d'être un

moyen d'oppression contre les riches entre les mains des pauvres. Et la liberté, qu'on met en avant, n'a rien à faire dans la question. Si elle était d'un côté, ce serait plutôt avec les taxes de consommation. « L'impôt qu'on paie quand on veut et dans la mesure que l'on veut, a dit Montesquieu, c'est le *self taxation* des peuples libres. » Et ce qui vaut encore mieux que l'opinion de Montesquieu, c'est l'expérience générale. Où trouverait-on des pays plus libres que l'Angleterre, la France, la Hollande, la Belgique, etc.? Et pourtant ce sont les états où les impôts indirects sont le plus développés. En revanche, les impôts directs dominent en Turquie et dans les différens états de l'Asie.

Après ce que nous venons de dire, il semblerait inutile de réfuter l'opinion de ceux qui voudraient de l'impôt du revenu comme d'un correctif aux taxes indirectes. On insiste pourtant; M. Paul Leroy-Beaulieu, dans son excellent traité sur *les Finances*, déclare que la taxe du revenu doit être en effet une taxe de redressement et de compensation pour ce qu'il y a de trop onéreux dans les impôts indirects au préjudice des classes ouvrières, et qu'à ce titre elle doit porter exclusivement sur les gens riches. Poser ainsi la question, c'est nier absolument le principe de la répercussion, dont l'auteur cependant se déclare partisan dans d'autres parties de son livre. Mais nous ne revenons pas sur ce point. Nous dirons seulement que, si l'impôt du revenu est une taxe de redressement et de compensation, il faut au moins que le redressement soit exact et la compensation équitable; on ne peut pas se contenter d'à-peu-près. Or il y a au budget certainement, en réunissant la taxe des boissons, celle du sucre, du tabac, du sel, etc., pour près de 950 millions d'impôts qui sont censés peser plus sur les pauvres que sur les riches. Comment ferez-vous le redressement et la compensation? Sera-ce en établissant une taxe sur le revenu dont vous espérez, au maximum à 3 pour 100, 150 millions? On vous dira que c'est insuffisant, qu'il faut demander plus aux riches, 8 et 10 pour 100 par exemple. Vous ouvrez la porte à tout l'arbitraire possible et peut-être même à l'impôt progressif, qui serait le dernier mot d'une pareille théorie. Non, l'impôt du revenu n'est point une taxe de redressement et de compensation. S'il n'avait que ce titre-là, il faudrait s'empresser de le repousser, car il serait très dangereux. Nous l'admettons aussi, quant à nous, mais c'est pour d'autres raisons : tous les impôts directs sont pris sur le revenu; l'impôt foncier a pour base le revenu de la terre ou des immeubles, l'impôt mobilier celui de la fortune en général évaluée d'après le loyer d'habitation, l'impôt des patentes repose sur les bénéfices supposés de l'industriel et du commerçant. Tous ces impôts s'adressent donc au revenu réel ou supposé d'une façon plus ou moins régulière; il

s'agit de leur en ajouter un autre qui, lui, n'aurait rien d'irrégulier, si on pouvait le percevoir avec exactitude, et s'adresserait bien au revenu réel. Il aurait en outre l'avantage, qui est le signe des bons impôts, de pouvoir se généraliser et devenir très productif. C'est là une considération importante quand on est en présence d'un budget comme le nôtre, et qu'on a besoin de frapper à toutes les portes; en voilà une qui peut s'ouvrir aisément et largement : pourquoi la négliger? En Angleterre, aux États-Unis, en Allemagne, partout où cet impôt existe, il figure comme une annexe des autres taxes.

Mais, dira-t-on, si l'impôt du revenu a les avantages qu'on vient de signaler, s'il est aussi susceptible de s'étendre et de devenir très productif, pourquoi en faire un accessoire des autres impôts, et ne pas le prendre pour taxe unique? Ce système a trouvé des défenseurs dans tous les temps, et il en a encore aujourd'hui; il paraît en effet le plus logique et le plus rationnel : en simplifiant les taxes, on économise les frais de perception et on ne fait pas sentir sous mille formes la main du fisc, enfin l'impôt va directement à son adresse, c'est-à-dire aux gens qui peuvent le payer. Voilà ce qu'on dit quand on propose la taxe unique sur le revenu ou sur le capital. Il y a une réponse bien simple à faire, c'est qu'en économie financière comme en politique, la logique est loin d'être la meilleure règle à suivre, il faut compter avec beaucoup de choses qui ne sont pas justiciables de cette logique, il faut compter avec les passions, les susceptibilités humaines, avec ce qu'on peut appeler les considérations morales, et ces considérations jouent un très grand rôle dans la production de la richesse. Sans doute, il serait beaucoup plus simple que l'état, s'il a besoin de prélever 2 milliards 1/2 d'impôts sur un revenu brut evalué à 20 milliards, demandât à chacun le huitième de son revenu particulier. Ce serait dans l'exacte proportion, mais alors il faudrait le demander au bas de l'échelle sociale comme au haut, prendre à celui qui reçoit un salaire de 2 francs par jour, ou 720 francs par an, 56 francs pour sa part d'impôt, comme on prendrait à celui qui a 100,000 francs de rente 12,500. Si on faisait autrement, si on accordait des exemptions au bas, il faudrait exiger d'autant plus au haut, et ce n'est plus le huitième de leur revenu que les riches auraient à payer, mais bien de 40 à 50 pour 100, car ceux qui profiteraient de l'exemption seraient toujours les plus nombreux. Or envisage-t-on les conséquences d'un prélèvement de 50 pour 100 sur le revenu? La richesse publique n'y résisterait pas, et l'épargne serait tuée avant de naître. D'autre part, si on n'accordait pas d'immunité, s'il fallait demander à l'ouvrier 12 ou 15 pour 100 de son salaire quotidien, soit 56 francs par an à celui qui gagne 2 francs par jour, on ne pourrait jamais les obtenir. On serait donc placé dans cette alternative, ou de trop charger les uns

en accordant des immunités aux autres, ou d'arriver à des impossibilités absolues si on n'en accorde pas. Au fond pourtant l'effet devrait être le même, car ce que l'ouvrier ne paie pas sous forme directe, il le paie sous forme indirecte, et par une contribution de tous les jours, dont il ne s'aperçoit pas, il donne peut-être au fisc plus de 56 francs par an. C'est possible, mais il ne s'en aperçoit pas, toute la question est là. Il paie en se procurant une jouissance, et ne se sent pas découragé, tandis que, s'il avait à porter 56 francs par an chez le percepteur à des jours déterminés et sans rien recevoir en échange, au moins en apparence, il se sentirait découragé. Il aurait moins envie de travailler pour faire la part du fisc. Non-seulement l'effet serait fâcheux au bas de l'échelle, il le serait encore au haut. Croit-on que celui qui a 100,000 livres de rente et celui qui en a 20,000 verraient avec indifférence l'obligation de donner au trésor l'un 12 ou 13,000, l'autre 2,500? Ils les donneraient tous deux avec infiniment de regret, et peut-être porteraient-ils leurs capitaux au dehors pour échapper à une taxe aussi lourde. Je ne parle pas des fraudes qui seraient la conséquence fatale d'un impôt très onéreux. Cette taxe unique sur le revenu est le rêve creux de gens qui n'ont pas approfondi la question. Quant à ce même impôt établi sur le capital, il ne mérite pas même la discussion, malgré le bruit qu'on a essayé d'en faire.

III.

En résumé, toutes les attaques contre les impôts indirects sont beaucoup plus passionnées que réfléchies; on ne se rend pas un compte exact des choses, on ne voit que l'incidence directe, le pauvre frappé dans sa consommation journalière, et on en conclut qu'il en résulte pour lui une charge exceptionnelle qui n'est pas en rapport avec les ressources dont il dispose. On oublie d'abord que cette charge, au fond, est insignifiante et le plus souvent illusoire. Si la vie est relativement plus chère pour l'ouvrier que pour d'autres personnes plus aisées, cela tient à ce que, n'ayant ni les ressources suffisantes, ni trop souvent, hélas! la prévoyance nécessaire pour s'approvisionner en gros, il est obligé de subir toutes les exigences du commerce de détail auquel il demande crédit, et ces exigences sont telles que, si demain on supprimait l'impôt, l'ouvrier continuerait à payer tout aussi cher les choses dont il a besoin; l'expérience en a été faite mainte fois. Cependant tous les jours on entend de prétendus amis du peuple déclarer que la cherté de la vie pour les ouvriers tient aux taxes de consommation : il n'y a pas d'erreur plus grave et plus répandue. Un grand homme d'état anglais qui a pris une part considérable aux meilleures mesures

économiques qui ont été adoptées au-delà de la Manche depuis une vingtaine d'années, M. Gladstone, ne s'y est trompé. « Il est douteux, a-t-il dit dans un de ses discours au parlement, que le grand changement qui a eu lieu dans les *cornlaws* (l'abolition des lois sur les céréales) ait rendu le pain meilleur marché, mais il a créé un marché régulier des céréales pouvant s'élever à 1,500,000 livres sterling par an (on pourrait tripler la somme aujourd'hui); par là on a créé une demande correspondante des marchandises que produit la classe ouvrière. Le travail de celle-ci étant un élément essentiel de la production, c'est l'élévation du prix que le travail obtient, plus encore que la diminution de celui des céréales, qui produit leur bénéfice. C'est une erreur de supposer que le meilleur moyen de favoriser les classes ouvrières est d'agir sur les matières qu'elles consomment : il faut favoriser les articles qui peuvent leur donner plus de travail. » — Voilà le langage d'un homme d'état et d'un véritable économiste. Oui, il faut agir sur ce qui peut donner le plus de travail à la classe ouvrière, et ce ne serait pas arriver à ce résultat que de supprimer tout à coup les taxes de consommation pour aller en chercher ailleurs l'équivalent dans les taxes directes par exemple. La substitution aurait pour effet d'éloigner des capitaux, et de restreindre le travail.

D'ailleurs, nous croyons l'avoir prouvé, les taxes de consommation, en supposant qu'elles contribuent à l'augmentation du prix des choses, ne restent pas au compte des classes ouvrières. Celles-ci trouvent moyen de s'en décharger par la répercussion. Sans doute il vaudrait mieux qu'il n'y eût pas autant d'impôts, qu'on n'en payât que pour satisfaire aux dépenses essentielles de l'état. Il serait mieux surtout qu'on n'eût point à prélever chaque année presque la moitié de notre budget, plus de 1,200 millions, pour faire face aux charges du passé, pour acquitter les intérêts d'une dette plus ou moins utilement contractée. Si nous avions 1,200 millions de moins à payer par an, on pourrait diminuer beaucoup les impôts, et il en résulterait plus d'élasticité pour la richesse publique. On peut même dire qu'aujourd'hui, avec la concurrence commerciale qui existe dans le monde et le peu de latitude qu'il y a entre le prix de revient et le prix de vente, la suprématie appartiendra de plus en plus à celui qui, avec le meilleur outillage et la plus grande puissance de capitaux, aura le moins d'impôts. Avoir beaucoup d'impôts, c'est se mettre dans une condition d'infériorité vis-à-vis des autres nations par rapport au commerce; il faut donc travailler à les réduire le plus possible. Mais tant qu'on en a besoin au chiffre où ils sont, il faut les prendre là où ils rapportent le plus et avec le moins de dommage pour la richesse publique.

L'Académie des sciences morales, si je ne me trompe, a récom-

pensé autrefois un ouvrage où l'on démontrait « qu'il importe peu que l'impôt pèse sur une branche du revenu ou sur une autre, pourvu qu'il soit anciennement établi, que tout impôt à la longue se puise dans tous les revenus, comme le sang qu'on tire d'un bras se prend dans tout le corps. » Rien n'est plus vrai que cette comparaison. Supposer que l'impôt reste là où on l'a mis d'abord et qu'il ne se répande pas dans le mouvement général de la richesse, c'est supposer qu'on a affaire à une société mal organisée où la richesse ne circule pas comme elle doit le faire. Quand on voit au contraire que cette richesse est en progrès et que d'année en année le bien-être augmente dans toutes les classes de la société, on a bien la preuve que le principe de la répercussion fonctionne régulièrement et que, sauf des inégalités de détail, personne ne paie plus d'impôts qu'il n'en doit payer. Cela ne veut pas dire absolument que les meilleurs impôts sont toujours les plus anciens; on exclurait ainsi toute idée de progrès, et il y en a eu d'excellens de réalisés dans notre législation fiscale; mais la maxime reste vraie quand il s'agit de taxes consacrées par l'expérience et qui ne présentent pas trop d'inconvéniens. Il est évident que ces taxes, fussent-elles un peu moins bonnes que d'autres qu'on voudrait leur substituer, devraient encore être préférées par cela seul qu'elles sont entrées dans les habitudes de la nation, que tous les prix se sont arrangés en conséquence, qu'on les paie sans s'en apercevoir, et que la richesse publique n'en souffre pas.

Quand on met un impôt nouveau à la place d'un impôt ancien, on agit au hasard et on n'est jamais sûr du résultat. Dans le premier moment, ce sont ceux sur lesquels l'impôt tombe directement qui le paient, ils n'ont aucun moyen de s'y soustraire; il ne se fait pas immédiatement à leur profit un changement dans la distribution de la richesse qui puisse les en exonérer. Plus tard, il est vrai, si l'impôt est bon, susceptible d'être répercuté, il entrera comme les autres dans les charges générales de la société, qui pèsent également sur tout le monde; mais jusque-là il y a des victimes particulières, des citoyens qui sont appelés plus que d'autres à faire des sacrifices à l'état, comme cela est arrivé quand on a établi l'impôt sur les valeurs mobilières. Respecter les impôts anciens lorsqu'ils ne sont pas trop lourds et qu'ils rendent beaucoup, les surcharger légèrement quand on a des besoins exceptionnels, telle devrait être la règle à l'usage des hommes d'état pour ménager la richesse publique le mieux possible.

La distinction qu'on veut faire entre les impôts qui reposent sur les objets de luxe ou sur les choses de première nécessité est complétement chimérique; la vérité certaine est que tous les impôts, quels qu'ils soient, pèsent sur la richesse en général, sur le revenu

brut de la société, et que ceux qui y pèsent de la façon la plus régulière, en ne frappant pas plus les uns que les autres, sont précisément les impôts de grande consommation établis sur les objets de première nécessité. La répercussion en est fatale. Enfin ces impôts sont encore les meilleurs au point de vue économique, parce qu'ils ne découragent personne et peuvent arriver, même en surexcitant légèrement les efforts de chacun, à faire que le fisc soit désintéressé sans dommage pour la fortune publique et pour personne. Si maintenant à ces taxes nécessaires et si bien justifiées nous croyons utile d'en ajouter une nouvelle sur le revenu, c'est, nous l'avons dit, non pour racheter ce qu'il y aurait d'injuste dans les impôts indirects, mais tout simplement pour fournir une ressource de plus au gouvernement. L'Angleterre a fait des merveilles avec cet impôt; elle y a trouvé l'équilibre de son budget compromis depuis longtemps, et des ressources exceptionnelles avec lesquelles elle a pu accomplir ces magnifiques réformes financières qui ont porté si haut le niveau de sa richesse et qui lui permettent aujourd'hui, avec les excédans de recettes, de diminuer chaque année sa dette et ses impôts. Nous devons chercher à l'imiter, et pour cela il faut nous munir d'abord du talisman avec lequel ces merveilles s'opèrent.

Nous ne devons pas perdre de vue que nous avons aujourd'hui par suite de nos malheurs une dette de 22 milliards, la plus forte qui existe dans le monde, et si nous ne la réduisons pas, nous pouvons nous trouver à certains momens dans de grands embarras. Déjà elle est un obstacle sérieux à une foule d'améliorations qu'on pourrait faire et qui sont ajournées à cause d'elle. C'est à cause d'elle qu'on maintient beaucoup de petites taxes mal justifiées et qui sont une entrave au progrès de la richesse, comme les tarifs élevés sur la poste et les dépêches télégraphiques, la taxe sur la petite vitesse, etc.; c'est à cause d'elle encore que nous sommes paralysés dans l'exécution de certains travaux publics, et que la question des chemins de fer, notamment à propos des petites lignes, si débattue et si controversée, reste toujours pendante. La meilleure solution serait évidemment une garantie d'intérêts à fournir par l'état, mais on répugne à l'accorder dans la situation actuelle de nos finances pour ne pas augmenter des charges déjà trop élevées. L'impôt du revenu bien compris, bien établi sur une base très large et à un taux modéré, permettrait d'accomplir successivement toutes ces améliorations, et il ne serait pas impossible qu'au bout de très peu de temps il nous donnât aussi des excédans de recettes avec lesquels on pourrait constituer un amortissement de la dette publique.

VICTOR BONNET.

ESQUISSES LITTÉRAIRES

EUGÈNE FROMENTIN ÉCRIVAIN.

« Quand la maison est achevée, la mort y entre et en ferme la porte à l'hôte. » C'est une de ces paroles d'or par lesquelles le fataliste Orient aime à condenser rêveusement les trésors accumulés de son expérience. Eugène Fromentin connaissait certainement ce proverbe, et sa disparition si brusque, si peu prévue, n'en a que trop justifié la lugubre exactitude. Après des années de patiente activité, il avait enfin bâti sa maison, c'est-à-dire qu'il avait poussé les deux hommes qui étaient en lui jusqu'au point où ils n'avaient plus de conquêtes à faire sur eux-mêmes. Il était arrivé à la pleine possession des moyens qui pouvaient lui permettre d'être maître infaillible dans l'un et l'autre des deux arts auxquels son imagination avide de justesse et son intelligence amoureuse de précision demandaient l'expression de leurs rêves et de leurs pensées. Il avait acquis à sa main exercée avec une régularité laborieuse ce degré de fermeté qui bannit toute incertitude, il avait acquis à ses facultés dressées par un manége adroit ce degré de souplesse qui écarte toute crainte de chute. C'est à ce moment que la mort est apparue et a mis fin soudainement à une carrière prémunie contre toute chance défavorable par les précautions d'une prudence consommée, comme pour attester, en même temps que la vérité du proverbe oriental par lequel nous avons ouvert ces pages, celle de cette autre sentence d'un sage de l'antiquité : « L'art est long, le temps est court. »

Ce que Fromentin fut comme peintre, on l'a dit ici même, et bien dit ; nous voudrions à notre tour dire aujourd'hui ce qu'il fut comme écrivain, et nous éprouvons que, si la tâche est courte, elle n'est pas pour cela plus aisée. Son talent, à la fois net et subtil, se pré-

sente tout en surface, n'offre pas de saillies accusées, et, difficilement pénétrable, dérobe, sous la perfection du résultat, le jeu de son activité. En outre, Fromentin a peu écrit, et la littérature ne fut pour lui, à une seule exception près, qu'un complément de ses travaux pittoresques ou un commentaire des choses propres à l'art qui le réclamait. Il convient donc de parler de lui sobrement; mais, s'il est vrai que le meilleur moyen de louer un homme est de le louer par l'emploi de ses qualités mêmes, il faudrait que cette sobriété fût irréprochable d'exactitude. Quelques touches seulement, mais scrupuleusement justes, voilà ce que demande la figure de cet homme marqué au bon coin jusque dans ses délicats défauts.

Il est une déception que nous avons souvent entendu exprimer par les personnes du monde, et que pour notre part nous n'avons jamais éprouvée, celle de trouver les écrivains et les artistes si dissemblables de leurs œuvres et si différens de ce qu'on les avait rêvés. Ce qui nous a toujours étonné au contraire, c'est de les trouver en si parfaite harmonie, non-seulement avec le sentiment que donnent leurs œuvres de leur nature morale, mais avec l'image physique même que l'on se forme de leurs personnes en lisant ou en contemplant les produits de leur intelligence. Si c'est là une illusion de notre part, Eugène Fromentin n'était pas pour lui donner le démenti. Nous l'avons connu, trop peu à notre gré, assez cependant pour nous permettre d'être certain que, si jamais homme ne fit qu'un avec ses œuvres, c'était lui. Si le mot de *distinction* n'avait été déjà inventé, il aurait dû l'être pour lui, tant ce mot est le seul qui rende avec vérité l'ensemble de qualités charmantes qui constituait son être moral. Tout était rare en lui, l'esprit, les vues, le jugement, le tour et le ton du discours, le choix des mots, les manières et les gestes. Comme sa peinture est sans épaisseur et sa littérature sans pesanteur, sa personne physique était fine, fluette et délicate, mais cette finesse n'avait rien de mince et cette délicatesse rien de mièvre. Aucune désagréable marque professionnelle n'avertissait en lui du métier, n'y ramenait brutalement la pensée, pas plus qu'aucun faux ton d'homme du monde n'essayait de dissimuler ou d'effacer en lui l'homme de travail. Il causait bien et volontiers, avec une abondance brillante, sans aucune de ces hésitations ou de ces insistances qui trahissent un effort pénible de l'esprit pour traduire la pensée, nous dirions presque sans surcharges et sans ratures, tant sa causerie se rapprochait parfois du langage écrit par la précision des termes et l'heureux tri des mots. Un geste vif, divers selon les sujets, mais toujours mesuré avec élégance, accompagnait ses paroles sans les souligner; rien chez lui de cette pantomime hyperbolique, souvent amusante, mais plus souvent encore grimaçante ou désordonnée, qui distingue d'ordi-

naire les causeurs renommés. Très ouvert, il évitait cependant toujours avec un goût parfait de laisser saillir son être intime au dehors; ni boutades révélatrices, ni imprudente expansion comme chez beaucoup de ses confrères. Aussi eût-il été difficile de se prononcer avec assurance sur l'existence chez lui de telles ou telles qualités morales, si la politesse, cette enveloppe extérieure qui suppose toujours et révèle presque infailliblement les plus essentielles, n'avait suffi pour dissiper tous les doutes à cet égard. Je le demande au lecteur attentif de Fromentin, cette silhouette rapidement tracée d'après nos souvenirs personnels est-elle bien différente de l'image qu'il a pu se former de lui en rêvant devant quelqu'une de ses toiles aimables et châtiées, ou au bout de quelqu'une de ses pages exquises en leur correction recherchée?

Je viens d'insister quelque peu sur la personne physique, c'est qu'elle était essentielle pour comprendre la nature du talent de Fromentin. Toutes ses œuvres, littérature et peinture à la fois, en étaient une très fidèle image. Cela est fin, élégant, lumineux surtout, mais il y manque un certain degré de chaleur. Le tempérament ne joue chez Fromentin qu'un rôle secondaire comparativement à celui qu'y joue l'intelligence, ce qui peut paraître singulier chez un homme préoccupé avant tout du spectacle extérieur des choses. Le feu sacré est en lui, mais plutôt comme une lampe rayonnante faite pour prémunir contre toute impropriété de choix que comme un fluide ardent fait pour apporter la vie là où il abonde et circule. On peut dire que Fromentin comprend encore mieux qu'il ne sent. Ses sensations si vives n'arrivent presque jamais à s'objectiver d'emblée, d'un jet et avec une entière puissance, faute de force d'expansion ou d'impulsion intérieure qui les contraigne à se répandre au dehors comme une eau bouillonnante déborde du vase sous l'action de la chaleur. Tous les buts que vise son intelligence au contraire, elle les atteint avec une agilité et une sûreté merveilleuses. Il est coloriste, mais c'est par l'intelligence encore plus que par l'instinct, par les sagaces trouvailles de mots ou l'harmonie longuement préméditée des nuances. Toutes les qualités qui font les critiques éminens et les maîtres descriptifs, il les possède, sensibilité judicieuse, pénétration vibrante, bon goût à la fois difficile et conciliant, hardi dans ses préférences, ferme dans ses arrêts; on lui voudrait, même au prix d'une perfection moindre, un peu plus de ces autres qualités inconscientes qui font les artistes vraiment créateurs, et volontiers on le désirerait ou plus brutalement sanguin, ou plus âcrement bilieux, ou plus douloureusement nerveux.

On dit de certains hommes qu'ils sont les fils de leurs œuvres; on pourrait dire de Fromentin qu'il est le fils de son intelligence, tant son talent apparaît comme le produit exclusif de l'exercice de

ses belles facultés. Dans l'inspiration de la plupart des grands artistes, il y a presque toujours un élément que l'on peut dire impersonnel, qui s'est trouvé mêlé fatalement à leur nature sans qu'elle pût s'en défendre ou songeât à s'y soustraire, quelque question d'origine, quelque génie de famille qui, las d'errer indécis dans le sang des générations successives, a voulu à un jour donné se reconnaître et se fixer, — plus souvent encore quelque influence souveraine d'éducation ou de paysage ambiant qui, saisissant l'âme à l'heure où elle est toute malléable, l'a pétrie à sa guise, ou gravée d'une de ces impressions premières qui ne s'effacent jamais, ou heurtée d'un de ces chocs impérieux qui la mettent en mouvement et décident de sa direction pour la vie. On n'aperçoit chez Fromentin l'action d'aucun élément de ce genre. Pour ne parler que de celle de ces influences qui se rencontre le plus ordinairement, ce n'est pas à coup sûr au pays où il a passé son enfance et son adolescence qu'il faut demander le secret de la brillante carrière qu'il a parcourue. Si jamais génie d'artiste a été en désaccord avec le caractère de sa province natale, c'est bien celui de Fromentin. Vous seriez-vous jamais douté qu'il fût enfant de La Rochelle, et, si vous aviez eu à choisir la terre natale de cet enthousiaste de la lumière, ne l'auriez-vous pas placée dans quelque coin de ces provinces qui sont comme une initiation à l'Orient plutôt que dans cette ville à l'aspect robuste, viril et sans élégance d'aucune sorte, assise au bord d'une mer triste et grise, environnée de plaines monotones, d'étendues plates et nues, arides au regard? Ces campagnes sans charme et ces horizons sans beauté, il les a décrits un jour pourtant dans son roman de *Dominique*; mais, en dépit de son habileté descriptive, et quelque soin qu'il ait pris pour en parer l'indigence, il ressort en toute évidence que ce n'est pas dans ce paysage stérile qu'il faut chercher la préface de ses éblouissantes peintures du Sahara et du Sahel. Son intelligence semble donc être arrivée à parfaite éclosion vierge de toute empreinte profonde, et si quelques influences ont eu action sur elle, ç'a été dans l'âge où elles sont acceptées, mais non subies, choisies librement, mais non imposées par la tyrannie des circonstances.

C'est par là que s'expliquent quelques-unes des qualités et aussi quelques-uns des défauts de Fromentin, par exemple son éclectisme, et aussi sa virtuosité, ou si vous l'aimez mieux, son dilettantisme. Fromentin fut éclectique, comment ne l'aurait-il pas été? N'ayant subi aucune contrainte première, il n'avait contracté prématurément aucune habitude d'esprit, reçu aucun pli, conçu aucune prévention, et il entra dans le monde de l'art pur de préjugés et exempt de parti-pris. N'ayant en lui rien de ce qui fait les systématiques, sa nature allait d'elle-même à l'impartialité. Son éclectisme fut des

plus sagaces et des plus rusés, cherchant bien moins à combiner les qualités opposées qu'il voyait rayonner chez les représentans des écoles rivales qu'à éviter les erreurs dans lesquelles il voyait qu'ils étaient tombés. Cependant l'impartialité même a ses désavantages, et Fromentin ne fut pas sans les ressentir. A trop embrasser, l'âme s'émiette et perd de son unité et de sa force de direction, la satisfaction de tout comprendre tourne en dilettantisme, le plaisir de tout expliquer tourne en virtuosité. Et puis c'est une question que de savoir lequel vaut le mieux pour le talent, d'un violent parti-pris, dût-il même dégénérer en préjugés, ou d'une neutralité judicieuse: la seule réponse que nous y voulions faire pour l'instant est de dire que cela dépend des natures. Le parti-pris aveugle est une manière de religion qui peut créer des artistes croyans et convient aux hommes de tempérament; l'impartialité est une réelle philosophie qui convient à l'homme d'esprit et au critique, et Fromentin fut l'un et l'autre à un degré éminent. Heureux les rares génies qui n'ont besoin ni de parti-pris aveugle pour créer, ni d'impartialité laborieusement acquise pour comprendre, mais qui vont d'eux-mêmes se placer dans l'harmonie et la lumière par la plénitude et l'équilibre de leurs dons!

Des influences acceptées librement par Fromentin, la plus considérable à coup sûr fut celle de l'école littéraire qui régnait en souveraine et dont les arrêts faisaient loi pour les jeunes générations à l'époque où, désertant la procédure, il entra dans l'atelier de Cabat. Fromentin fut un romantique de la dernière heure, à l'époque où le romantisme, d'église militante qu'il avait été jusqu'alors, venait de passer à l'état d'église triomphante. Nous nous rappelons encore l'impression que produisait alors l'école romantique sur les nouveaux venus à la vie de l'esprit. C'était comme entrer dans un temple au moment où le service religieux vient à peine de s'achever: l'église, tout à l'heure si bruyante d'hymnes, est maintenant dépeuplée; seuls quelques fidèles se sont attardés à prier dans les chapelles, mais les derniers cierges brûlent sur l'autel, les guirlandes restent suspendues autour des colonnes, et l'odeur de l'encens emplit l'enceinte silencieuse. Quoique achevé, l'office continue pour ainsi dire par ses parfums et ses couleurs, et à ces vestiges les émotions de la piété peuvent encore s'éveiller. Telle l'école romantique entre les années 1840 et 1848, où Fromentin faisait ses débuts dans l'art avant de les faire dans la littérature. Les jours des luttes fiévreuses étaient passés, mais on se montrait avec une curiosité envieuse les combattans des vaillantes soirées d'*Hernani* et de *Marion Delorme*, et l'air était tout sonore de la grande symphonie poétique que tant d'illustres artistes avaient exécutée pendant quinze ans. Quelque chose de l'ivresse de la veille se prolongeait dans le lendé-

main tout vibrant de si récens souvenirs; l'enthousiasme était donc encore possible, mais avec une mesure de recueillement que n'avait pas comporté la période de luttes précédente et qui permettait aux nouveaux prosélytes de ne prendre des doctrines de l'école que ce qu'ils en pouvaient accepter. Cet enthousiasme assagi de critique était certainement celui qui convenait le mieux à la nature de Fromentin à la fois brillante et prudente, et nul doute que c'est celui-là seul que le romantisme lui a fait ressentir.

Il a fait plus que ressentir de l'enthousiasme pour le romantisme, il a pris leçons à son école, et c'est par lui qu'il a été initié à l'art d'écrire. On n'oserait trop dire quels ont été en peinture les maîtres véritables de Fromentin, tant ils semblent avoir été nombreux, et tant il a pris de soins pour effacer de ses œuvres les traces de ses études afin d'éviter d'être reconnu trop aisément comme disciple de quelqu'un; mais nous pouvons sans peine nommer le modèle dont il s'est inspiré en littérature. A l'époque des débuts de Fromentin, Théophile Gautier, sorti lui aussi des ateliers de peinture, travaillait à réaliser cette littérature pittoresque dont il avait conçu la pensée en maniant la brosse et le pinceau, et ses premiers récits de voyages, où les mots prenaient la valeur de nuances et les phrases la valeur de tons, faisaient l'émerveillement de tous les jeunes artistes et de tous les jeunes écrivains. Cette tentative de parler à l'esprit par le moyen des mots comme les couleurs parlent aux yeux avait de quoi séduire un peintre ambitieux d'écrire, et Fromentin ne chercha pas d'autre méthode lorsqu'après un séjour répété en Algérie, il éprouva le besoin de traduire par la parole les impressions ressenties sur la terre d'Afrique. L'initié, comme il arrive souvent, a-t-il, en cette circonstance, surpassé l'initiateur? C'est affaire de goût personnel, et il est possible que, pour beaucoup, Théophile Gautier conserve la supériorité sur son émule. Les tableaux de voyages de Théophile Gautier ont peut-être plus de liberté; mais le peintre n'est pas parvenu à si bien y discipliner le littérateur que celui-ci ne s'y échappe en saillies nombreuses, et les dissonances y sont ainsi très fréquentes. Chez Fromentin, au contraire, le peintre n'a eu aucune peine à soumettre le littérateur. Entre ses mains, la plume continue l'office du pinceau, le lexique l'office de la palette, et les deux arts rivaux ont été ramenés, en dépit de la diversité de leurs moyens, à une unité si étroite qu'elle en est voisine de l'identité.

On voit par là combien Fromentin mérite peu l'éloge de n'avoir pas mis de peinture dans sa littérature, qui lui a été donné par un critique éminent. Tout au contraire, Fromentin a mis le plus de peinture qu'il a pu dans sa littérature, non-seulement par habitude de métier, mais de parti-pris, avec une hardiesse judicieuse.

et c'est là ce qui fait avant tout son originalité comme écrivain. Il savait aussi pertinemment que qui que ce soit que les deux arts ont leurs domaines et leurs lois propres; mais il savait aussi qu'à leurs frontières il y a, pour ainsi dire, des territoires mixtes par où ils se rejoignent, et que la description est de ce nombre. On peint un paysage, on le décrit aussi; on colore un costume, on le décrit aussi; on dessine une attitude, on la décrit aussi. C'est sur ces territoires mixtes que Fromentin prétendait seulement se placer et qu'il s'est toujours tenu, sauf dans son roman de *Dominique*, où, ayant à entrer dans l'analyse de sentimens humains, il s'est écarté de son parti-pris autant que le comportait le genre nouveau qu'il abordait. Ces points de rapport entre certaines parties de la peinture et certaines parties de la littérature étant une fois reconnus, toute la question était de savoir si l'on ne pouvait pas utiliser plus largement qu'on ne l'avait fait jusqu'alors les ressources de l'un des deux arts au profit de l'autre. Ce que le plus habile écrivain, qui n'est qu'écrivain, ne ferait pas sans gaucheries et sans fréquentes méprises, un peintre ne le pourrait-il pas, et même ne serait-il pas mieux préservé que l'écrivain, par les habitudes de son métier, contre le grand écueil de pareille tentative, l'impropriété des termes? Un livre de voyages, écrit dans un atelier, n'aurait-il pas chance de posséder un tout autre éclat de coloris et une tout autre vigueur de rendu que s'il était écrit dans un cabinet d'étude? Lorsque l'artiste écrivain penché sur son lexique hésiterait entre deux nuances de langage, sa palette serait là pour le conseiller, lorsque sa phrase rendrait avec indécision les lignes d'un paysage, l'esquisse prise sur place serait là pour lui redonner fermeté et précision. Fromentin avait encore d'autres raisons de se décider à cette aventure, raisons qu'il nous a expliquées tout au long dans la préface de son *Été dans le Sahara*, et qui peignent au vif sa nature adroite et sagace. Cette apparente témérité de l'écrivain était le résultat de la prudente timidité du peintre. Il avait vécu sur la terre d'Afrique, il s'était rempli les yeux jusqu'à l'éblouissement des spectacles de sa lumière, il s'était enivré de son silence et de son immobilité jusqu'à l'extase, et il désespérait de rendre par le pinceau les merveilles qu'il avait contemplées. Il lui sembla qu'il pourrait être plus exact avec les mots qu'avec les couleurs, et c'est ainsi que sont nés ces deux chefs-d'œuvre de la littérature pittoresque, *un Été dans le Sahara* et *une Année dans le Sahel* (1).

Je viens de relire ces deux livres; au bout de vingt ans, ils conservent encore leur beau coloris des premiers jours. C'est vraiment

(1) Voyez la *Revue* du 1er et du 15 décembre 1858.

le triomphe de l'image, de l'image entendez-bien, non de la figure de rhétorique, métaphore ou comparaison. Vous rappelez-vous l'ingénieuse et profonde explication que le vieux Grec Démocrite donnait de la formation de nos idées? Les choses et les êtres de ce monde sont dans un perpétuel rayonnement; incessamment des corpuscules atomistiques s'en échappent, et ces atomes, pour si petits qu'ils soient, sont dans leur réduction un microcosme de l'être ou de la chose dont ils émanent et qu'ils représentent dans toutes ses parties. Ils n'atteignent pas seulement nos yeux, grâce à leur finesse ils y pénètrent et s'y logent, en sorte que nous avons en nous comme un magasin infini où tout l'univers est enfermé en fait sous ce volume infiniment subtil, mais absolument complet, des atomes, et que nos idées des choses et des êtres ne sont que des visions intérieures. Cette vieille théorie n'a cessé de rester présente à notre esprit pendant la nouvelle lecture que nous avons voulu faire des deux livres de Fromentin sur l'Orient. On dirait vraiment des molécules animées qui se sont détachées des choses et se sont harmoniquement assemblées au rhythme du style pour en former une représentation vivante. Ces pages merveilleuses sur le silence du Sahara, l'implacabilité de sa lumière sans ombres et l'immobilité de ses horizons et de ses plans, c'est le désert même qui en a fourni la substance, je n'ose me servir de ce triste mot trop abstrait, le texte. Cette fête de noirs Algériens où les costumes des négresses sont peints avec la splendeur et la variété de coloris d'un Véronèse, est-ce une simple description faite d'après le souvenir, ou n'est-ce pas plutôt la réalité même qui, blottie en raccourci au fond de l'œil de l'artiste, selon la doctrine de Démocrite, a repris ses proportions premières lorsqu'elle en a été tirée par le vouloir de l'écrivain? Je viens de citer deux épisodes, mais d'ordinaire les pages de Fromentin supportent mal d'être isolées tant elles sont étroitement enchâssées dans le tout à leur juste place; c'est l'ensemble de ces deux livres qu'il faut considérer pour comprendre à quel point il a réussi dans cette entreprise d'évocation de l'Orient. Afin de mieux le peindre, Fromentin en a pris, pour ainsi dire, la méthode de vivre pour méthode de composition. Peu de pensées, des sensations chaudes et vives, quelques rêveries, une vie morale léthargique, faite de silence et de repos, voilà tout l'Orient, et voilà aussi ces deux livres faits à sa plus intime ressemblance. Lentement, nonchalamment, paresseusement presque, les feuillets se succèdent, variant les mêmes phénomènes, ou recommençant les mêmes peintures sans redouter la monotonie ou trahir un désir de l'éviter; des transitions tellement insensibles qu'elles semblent ne pas exister poussent le récit en ramenant sans cesse la description qui s'achève dans la description qui commence, comme un flot d'air en pousse

un second en le pénétrant, comme une onde de lumière en pousse une seconde en s'y fondant. Je ne crois pas que jamais procédés littéraires aient été en pareille harmonie avec le sujet qu'ils étaient chargés de rendre.

Dans ce tableau, toujours le même par ses grandes lignes et ses caractères généraux, la variété n'est apportée que par les nuances, et c'est ici qu'éclate l'art consommé de Fromentin. Il n'a que les ressources d'une langue qui n'a pas à proprement parler de mots pour rendre des phénomènes inconnus aux régions où elle s'est formée, et qui ne peut en conséquence lui présenter que de faibles et insuffisans équivalens. Il faut voir cependant avec quelle sûreté il sait choisir parmi ces équivalens le plus expressif ou le plus rare, celui qui peut serrer et étreindre le plus étroitement l'objet qu'il veut montrer. Pour la propriété et la justesse des termes, Fromentin est sans égal. Pas une expression vague, pas une épithète faible, surtout pas un mot abstrait. Fromentin a sacrifié quelquefois à la subtilité, quelquefois au bel esprit, jamais à l'à-peu-près. Cependant on a toujours les défauts de ses qualités, et, il faut bien le dire, ce scrupule de précision finit par engendrer parfois une certaine prétention comparable à ces excès d'ordre qui règnent dans les maisons trop méticuleuses, ou à ces soins minutieux de toilette qui dégénèrent en manies. Un autre inconvénient plus grave, c'est une sorte de tyrannie grammaticale qui tient l'esprit si fortement attaché sur l'objet décrit qu'il en perd toute liberté. Il n'y a pas là de place pour la rêverie ou la méditation du lecteur, il n'y a de place que pour sa faculté d'attention, et cette attention doit être parfois tellement stricte qu'elle en devient pénible. Aussi la lecture de ces deux livres est-elle des moins *suggestives*, c'est-à-dire des moins faites pour stimuler l'être moral du lecteur et lui faire connaître les sollicitations généreuses qu'adressent à sa pensée tant d'autres ouvrages moins parfaits. C'est un art prodigue en apparence, mais qu'on pourrait presque qualifier d'égoïste, car tout le profit en est pour l'auteur, dont il laisse en vue la personnalité de la première à la dernière ligne, et qu'il ne permet pas d'oublier un instant.

Ces deux voyages une fois écrits, Fromentin ne renouvela plus la tentative, en quoi il fut bien conseillé par sa prudence habituelle. De pareils livres trop multipliés auraient facilement tourné à la manière, et, le premier étonnement une fois passé, auraient risqué de cesser de plaire par la répétition des mêmes procédés. Il est douteux d'ailleurs que d'autres pays se fussent prêtés aux mêmes méthodes de description que l'Orient, et que l'écrivain en eût pu tirer des effets aussi saisissans. Sa réputation d'écrivain était faite cependant, et il s'agissait pour lui de la maintenir; mais quels genres

aborder et à quels sujets s'adresser désormais? Quelques personnes dont la sympathie n'était pas douteuse lui suggérèrent, nous le savons, l'idée de tenir pendant quelque temps un journal de ses émotions et de ses réflexions quotidiennes d'artiste, et un instant il parut goûter à cette suggestion. Il ne donna pas suite à ce projet, dont la réalisation eût été aussi heureuse pour lui qu'instructive pour le public; cependant il n'y renonça pas tout à fait, car c'est un peu la même idée, mais ramenée à des proportions plus étroites, qui fait le fond de son dernier livre, *les Maîtres d'autrefois*. Il crut préférable de s'attaquer au roman, et il écrivit *Dominique*. Bien que ce livre ait été publié ici même, nous en dirons franchement toute notre pensée : c'est une erreur d'homme de grand talent, commise avec talent; mais c'est une erreur manifeste. Avec le roman, Fromentin abordait un genre qui a ses lois exclusives et où la peinture ne pouvait plus lui être d'aucun secours, sauf pour la partie descriptive. Ce sont ces lois dont, malgré toute sa sagacité, il ne parvint pas à se rendre compte d'une manière suffisante. Il ne comprit pas assez que, pour composer un roman, il faut un roman, c'est-à-dire une fable intéressante et bien inventée qui nous tire autant que possible de l'ordinaire de la vie, une action émouvante, logiquement conduite et croissant en mouvement à mesure qu'elle se déroule, des passions en lutte et des caractères en contraste. Il crut, selon toute apparence, qu'il se tirerait d'affaire avec des descriptions et de la psychologie. Il se trompait; la partie descriptive ne peut être dans un roman qu'un accessoire et un encadrement, et quant à la psychologie, si elle y est d'une importance de premier ordre, c'est à la condition de s'y présenter à l'état de faits et non à l'état d'analyses.

Dominique est un livre peu agréable, mais des plus singuliers. Je n'en connais pas qui donne plus complètement l'impression de ces glaciales journées de novembre où la nature est morte, où la lumière agonise, où le ciel trempe de ses bruines froides les squelettes décharnés des choses, où l'air alourdi par l'humidité a perdu sa transparence et se confond avec la brume; le coloris en est chagrin, les sentimens en sont pâles, les caractères sans relief, la donnée générale subtile, obscure et triste. Cette donnée, qui vaut la peine que nous nous y arrêtions un instant, pourrait, ce nous semble, être formulée par cet aphorisme original, mais médiocrement gai, énoncé naguère par quelqu'un de notre connaissance : « Nous partons tous pour conquérir le monde et nous arrivons aux Batignolles. » Alphonse Daudet nous donnait l'an passé dans *Jack* le roman des *ratés* de la vie littéraire, pour employer son expression pittoresque; il semble qu'en écrivant *Dominique* Fromentin ait voulu nous donner le roman des *ratés* de la vie mondaine. Il nous présente un groupe de personnages dont aucun n'atteint le but qu'il

s'était proposé. Dominique, après avoir poursuivi sans résolution des ambitions sans objet précis et des passions sans ardeur, prend le parti de se marier et d'être tristement heureux pour en finir. Son précepteur Augustin, pour être de trempe plus robuste, n'a pas meilleure fortune; après avoir rêvé les lauriers de l'auteur dramatique, il devance bourgeoisement son élève dans la voie du mariage, et se contente de la gloire modeste de l'homme médiocre et laborieux. Son ami d'Orsel, après avoir gaspillé sa jeunesse dans des aventures galantes, dont il nous est beaucoup parlé sans qu'elles nous soient jamais montrées, est pris un jour de la fantaisie de se suicider, alors qu'il a depuis des années déjà accepté la tristesse et l'isolement inséparables de l'emploi dangereux qu'il a fait du temps, manquant ainsi l'heure de son dénoûment encore plus sûrement qu'il n'a manqué le drame de sa vie. Madeleine, la bien-aimée de Dominique, finit par se laisser toucher par une passion qu'elle n'a ni partagée ni encouragée à l'origine; un instant, on la croit atteinte par la contagion de l'amour qui la poursuit, mais elle est trop honnête femme pour mettre un roman dans sa vie, et son rêve n'aboutit pas. Sa sœur Julie, petite personne fière, taciturne et secrète, a rêvé un roman elle aussi, et comme elle a toutes les qualités voulues pour une héroïne romanesque, on s'attend à chaque instant à le voir éclater, mais il meurt étouffé en germe. En relisant *Dominique*, nous n'avons pu nous empêcher de songer à une société de chasseurs qui seraient armés de fusils dont l'un ferait long feu, dont l'autre éclaterait, et dont le troisième refuserait de partir. Nous avons tous un roman dans notre vie, a dit quelqu'un : oui certes, mais c'est à la condition de l'en tirer. Un roman en *puissance*, pour employer la terminologie des métaphysiciens, n'est pas un roman en *acte*, dix romans qui n'aboutissent pas n'en font pas un seul de complet, et c'est pourquoi *Dominique*, malgré bien des pages heureuses et plusieurs épisodes délicatement traités, n'est pas un vrai et bon roman.

Un très grand défaut de ce livre c'est une disproportion extrême entre les procédés compliqués employés par l'auteur et les minces résultats qu'il a obtenus par leur moyen. Le récit, lent et minutieux à l'excès, détaillant tout objet, analysant toute nuance, semble toujours préparer quelque chose qui n'arrive jamais, et nous mène ainsi jusqu'à la fin en promettant plus qu'il ne tient. On se demande à quoi bon tout ce luxe de psychologie pour des sentimens si étiolés, à quoi bon tant de beaux cadres descriptifs pour des situations qui s'esquivent pour ainsi dire dès qu'elles sont annoncées et des scènes qui refusent de se développer avec franchise. Le personnage principal reste fort obscur dans ses tristesses, bien qu'il démonte et décrive devant nous toutes les pièces de son mécanisme moral jus-

qu'aux plus menus rouages. Ce Dominique qui s'est retiré du monde, et qui nous dit avoir renoncé à toutes les ambitions, ne s'aperçoit pas qu'il en a gardé une dernière, — des moins communes, il est vrai, — celle d'avoir manqué sa vie, car l'histoire qu'il nous raconte dans ses plus minutieux détails ne justifie pas du tout cette singulière prétention. Lorsqu'il n'était encore qu'un enfant sur les bancs du collége, il s'est épris d'une jeune fille déja mûre pour le mariage et qui ne pouvait lui appartenir; il n'a pas voulu renoncer à cette passion, il n'a cherché à l'oublier par aucune diversion vulgaire, et il a voulu en faire l'amour de toute sa vie, bien qu'il sût que cet amour devrait rester platonique sous peine de devenir criminel. Il a donc aimé longtemps et avec fidélité, il a eu le bonheur de voir enfin son amour partagé, il a su respecter celle qu'il aimait, et, lorsque cet amour a dû cesser, il n'en a gardé aucun remords. Poésie et grandeur morale mises à part, par son principe c'est presque l'amour de Dante pour Béatrice, par ses conditions c'est presque l'amour de Pétrarque pour Laure. Ces deux grands hommes se sont estimés heureux d'un amour préservé contre toute déchéance, pourquoi Dominique en a-t-il tiré un sentiment de malheur et une habitude de tristesse? Est-ce parce qu'il regrette que cet amour n'ait pas reçu une satisfaction plus complète? Du tout, Dominique n'est pas charnel et eût été honteux de souiller son idéal au profit d'une réalité brutale. Estime-t-il qu'il a manqué sa vie pour avoir eu le tort de prolonger outre mesure un amour né d'un premier désir de l'adolescence? Pas davantage. Dominique a l'âme trop délicate pour ressentir un regret si vulgaire, et garder un dépit si bas contre la destinée qu'il s'est faite. Cette destinée enfin l'a-t-elle conduit à des conséquences tragiques, l'a-t-elle condamné à l'isolement, au désespoir, à la tentative du suicide comme son ami d'Orsel? Pas le moins du monde. Elle s'est dénouée tranquillement, comme les contes heureux, par un mariage, et la société estime d'ordinaire que les passions qui font manquer la vie sont celles qui condamnent leur victime au célibat à perpétuité. Pendant le cours de sa jeunesse, il a écrit, et beaucoup; il a fait des vers comme un grand nombre et de la prose comme tout le monde, il a eu des succès d'estime comme poète et des succès plus retentissans comme publiciste; il ne tenait qu'à lui de les continuer, il a cru devoir y renoncer, mais ici encore ce n'est pas la destinée qui lui a manqué. La conclusion qui ressort de ce livre pour le froid lecteur, c'est que la psychologie est réellement la reine du monde, et que le bonheur et le malheur n'existent que selon l'opinion et surtout l'état d'âme de celui qui les ressent. Une bataille perdue est une bataille qu'on croit perdue, disait Napoléon; une existence manquée est une existence qu'on croit manquée, nous dit, à l'insu

de l'auteur sans doute, mais en toute exactitude, le roman de *Dominique*.

Dominique n'a donc pas manqué sa vie autant qu'il le croit, mais il est possible en revanche que la nature ait quelque peu manqué sa personne. Un excentrique connu dans le monde littéraire parisien divisait un jour les poètes érotiques de tous les temps en deux classes, les *verticaux* et les *horizontaux*. Ce sont là des termes plus que bizarres assurément, ils ne recouvraient cependant qu'une division d'une justesse élémentaire. Par *verticaux* il entendait les poètes érotiques dont la passion sans poltronnerie va droit à son but comme la flèche qui part de l'arc, et ne s'est jamais attiédie aux innombrables stations amoureuses de la carte du Tendre. Par *horizontaux* au contraire il entendait ceux dont la passion se dérobe comme l'horizon devant le voyageur, recule sous le regard tout en paraissant fixe, et s'attarde en mille délicatesses par lesquelles, dupe volontaire, elle donne le change à son ardeur. D'après cette belle définition, Catulle et Properce étaient des *verticaux*, et Horace n'était qu'un pauvre diable d'*horizontal*. Il y a vraiment quelque chose de cette horizontalité-là dans la passion de Dominique, qu'il traîne en longueur comme son récit, et dans sa nature dont un je ne sais quoi d'imparfait et d'incomplet marque toutes les actions. Le secret de Dominique, c'est une sorte de demi-impuissance de l'âme qui le rend insuffisant au labeur écrasant de la vie et qui l'a contraint à diminuer la tâche en coupant court à ses ambitions et en se réduisant aux quelques devoirs de l'obscur particulier. Sous ce rapport, Dominique est un arrière-petit-neveu de ce type à jamais célèbre dans la littérature du désespoir, Obermann, et ce n'est pas une simple analogie que je prétends établir, c'est un rapprochement véritable. En composant son récit, Fromentin a eu certainement présent à l'esprit ce type, qu'il s'est efforcé de varier en le plaçant dans des conditions plus modernes et plus voisines de la réalité habituelle. Là est pour un lettré le véritable intérêt poétique de *Dominique*. La tentative était ingénieuse, pourquoi faut-il que nous soyons encore forcé de dire qu'elle était irréalisable? Trompé par son amour des nuances, Fromentin ne s'est pas aperçu que le cas d'Obermann est de ceux qui ne les admettent pas. Ce qui fait la poésie et la grandeur d'Obermann, c'est l'impuissance absolue sans remèdes et sans consolations. Ah! qu'il y a loin de la solitude et de la tristesse d'Obermann, ascète sans Dieu, condamné à un perpétuel soliloque en face de la nature, sourde aux torrens d'éloquence par lesquels il célèbre ses beautés et ignorante des trésors d'amour qu'il lui prodigue, à la solitude peuplée et à la tristesse consolée de Dominique, hôte aimable, chasseur alerte et causeur élégant!

Après *Dominique*, Fromentin, peut-être un peu découragé par le froid accueil que reçut ce roman, garda le silence pendant de longues années, et l'on pouvait croire qu'il avait entièrement renoncé aux lettres, lorsque quelques mois avant sa mort il reparut avec ce beau livre, *les Maîtres d'autrefois*, dont les lecteurs de la *Revue* gardent certainement le souvenir (1). Avec ce livre, il revenait à son point de départ, mais le terrain sur lequel il se plaçait cette fois n'était pas seulement un de ces terrains mixtes où la peinture et la littérature se rencontrent et peuvent essayer d'échanger leurs procédés, c'était un terrain où les deux arts pouvaient et devaient se prêter un appui direct et certain. Ce travail est consacré, comme on le sait, aux artistes des Pays-Bas, et plus particulièrement encore à ceux de la Hollande qu'à ceux de la Flandre. Ce choix vaut d'être expliqué, car il n'a pas été déterminé par le hasard d'un voyage, et c'est au contraire le voyage qui, plus que probablement, a été déterminé par le choix de l'écrivain. Pourquoi Fromentin, voulant parler des choses de son art, s'est-il adressé aux Flamands et aux Hollandais de préférence à d'autres écoles, aux Italiens, par exemple, dont son intelligence élégante et judicieuse était si bien faite pour comprendre et exprimer les magnificences et les grandeurs? Pourquoi? Pour deux raisons, une raison pour ainsi dire de cœur et une raison d'atelier. D'abord ce livre est vraiment le paiement d'une dette de reconnaissance. Nous avons dit dans une page précédente qu'il était difficile de nommer en peinture les maîtres véritables de Fromentin, et cela est vrai si l'on s'obstine à les chercher dans son pays et parmi ses contemporains; mais si l'on sort de France et du XIXe siècle, qui ne peut deviner combien les artistes hollandais ont eu d'influence sur son talent, et combien il a dû de tout temps leur consacrer une large part de ses études! Ce qu'il cherchait en eux, ce n'était ni la robuste bonne humeur de ceux-ci, ni la fantasque trivialité de ceux-là, ni la cordiale familiarité de ces autres, c'était cette science du métier pour laquelle tous sans exception sont restés sans rivaux. Que de secrets il a surpris dans l'intimité de ces grands petits artistes, Van-Ostade et Albert Cuyp, Terburg et Metzu, Pierre de Hoogh et Wouvermans! Ce sont eux qui ont doué son pinceau de finesse et de précision à la fois, qui lui ont appris à fondre ses nuances, à adoucir sa lumière, à donner légèreté à ses ombres et transparence à ses atmosphères. C'est aussi pour cette science du métier qu'il s'est adressé à la peinture des Pays-Bas de préférence à toute autre lorsqu'il s'est proposé d'écrire un livre où il expliquerait les secrets de la peinture par les exemples mêmes d'œuvres célèbres, et qui serait moins un voyage à travers les musées actuels

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 janvier, 1er et 15 février, 1er et 15 mars 1876.

qu'un voyage rétrospectif à travers les ateliers d'autrefois. Aucune autre école ne répondait aussi bien à ce dessein difficile. Il y a trop de choses dans la peinture italienne pour retenir longtemps l'esprit sur la peinture même, histoire, théologie, philosophie l'arrachent bien vite à ces préoccupations de la technique de l'art qui paraissent presque insignifiantes en face des résultats obtenus par son moyen : tout, au contraire, dans la peinture hollandaise nous conduit à l'atelier même et nous y laisse. Dans un des meilleurs chapitres de son livre, Fromentin a excellemment insisté sur la nullité du sujet dans les tableaux hollandais, et en effet on peut dire en toute vérité des Hollandais pour la peinture ce que l'on dit des Italiens pour le drame lyrique. Peu importe aux Italiens l'absurdité ou l'obscurité du *libretto* sur lequel le musicien s'est exercé, l'essentiel c'est la musique; peu importe aux Hollandais l'insignifiance ou la bassesse de leurs sujets, l'essentiel c'est que ces choses basses ou insignifiantes soient peintes aussi parfaitement que les plus importantes ou les plus nobles. Jamais la doctrine de l'art pour l'art, si débattue jadis et si mal résolue chez nous, n'a reçu une application plus complète que par la peinture hollandaise.

Nous ne pouvons, on le comprend, entrer dans une analyse détaillée de ce livre qui, sans prétendre à être une histoire méthodique de la peinture dans les Pays-Bas, en embrasse cependant sous sa forme libre tous les développemens depuis Jean Van Eyck jusqu'à Rembrandt, car chaque chapitre exigerait une étendue presque égale à celle de l'étude qui nous occupe à cette heure; d'ailleurs ce n'est pas de Rubens et de Van Dyck, de Ruysdaël et de Rembrandt que nous avons à parler, c'est d'Eugène Fromentin, et nous devons nous borner pour *les Maîtres d'autrefois* aux observations qui se rapportent à notre tâche étroitement circonscrite et qui ne risquent pas de nous en faire sortir.

Ce qui donne à ce très beau livre une valeur exceptionnelle, c'est qu'on y sent à chaque ligne que l'auteur a pour juger pleine et entière autorité, et que par suite nous goûtons en toute sécurité avec lui ce plaisir de se confier que permettent si rarement les livres de critique, surtout de critique d'art. Nous n'avons pas à redouter ici les légèretés dédaigneuses d'une esthétique pédantesque, ni à nous tenir en garde contre le savoir nécessairement incomplet, étant sans pratique, de l'homme du monde et de l'amateur. C'est un homme du métier qui prononce, et par cela seul notre adhésion est conquise à ses arrêts. La tâche lui est rendue facile par son titre d'artiste éminent; ce qui paraîtrait audace intolérable chez un juge simple homme de lettres, outrecuidance vaniteuse chez un juge simple homme du monde, lui est chose permise; il a tout droit pour reviser les jugemens consacrés, pour porter la main sur les idoles

adorées par routine, pour saper les superstitions de l'admiration traditionnelle, surtout pour faire le tri dans les œuvres des grands maîtres, pour en séparer les parties faibles ou médiocres des parties sérieusement et inattaquablement belles. Le chapitre sur Rubens portraitiste est merveilleux de sagacité, mais quel autre qu'un artiste du mérite de Fromentin aurait osé l'écrire, et aurait espéré d'être cru en venant affirmer, — ce qui est pourtant la vérité pure, — qu'aussi grand peintre que soit Rubens, il est absolument médiocre dans le portrait, sauf lorsque son cœur s'intéresse au modèle qui pose devant lui, ou bien que son imagination s'est éprise de quelque personnage de grand air et de noble mine? Le chapitre sur Frantz Hals est à l'avenant du chapitre sur Rubens portraitiste; mais qui donc n'ayant pas la longue expérience de l'atelier aurait eu un tact assez exercé pour noter, numéro après numéro, dans l'œuvre si considérable de ce maître praticien les incertitudes des premières années, les traces d'improvisation des toiles de la maturité, les marques de défaillance de son déclin si vigoureux qu'il ressemble à la pleine force de beaucoup d'autres? Eugène Fromentin s'arrête devant la *Ronde de nuit*, et dit tout net : Ce prétendu chef-d'œuvre est un mauvais tableau; bien d'autres certainement l'ont senti et même insinué avant lui, mais lequel parmi ceux-là aurait pu appuyer son opinion d'une telle abondance de preuves et la faire excuser par une telle plénitude de savoir? *Le Taureau* de Paul Potter vaut sa réputation, mais pour la figure du taureau seulement, nous dit-il; vous qui n'êtes pas du métier, peut-être demanderez-vous grâce pour les autres parties du tableau par des raisons de sentiment; tout ce que vous voudrez, vous répond-il, seulement ces parties sont mal peintes. Le sentiment, la philosophie, les aperçus historiques, tout cela abonde cependant dans le livre de Fromentin, mais jamais l'homme de métier ne se laisse attendrir par l'homme de sentiment ou influencer par le philosophe. Je ne sache pas qu'on ait écrit un autre livre de critique d'art où la compétence du juge s'impose avec une pareille souveraineté. Je ne sache pas non plus qu'on en ait écrit un autre où les questions de métier dominent à un tel point sans que l'éloquence et le charme y perdent rien. Ces choses de l'atelier et de la technique de l'art, qui pour les non initiés sont d'ordinaire singulièrement arides et presque rebutantes, sont ici discutées, résolues et enlevées avec une telle verve que l'œuvre en est presque paradoxale. C'est la première fois qu'une dissertation en toutes règles sur le bon ou le mauvais coloris d'un tableau intéresse à l'égal d'une exposition de doctrine philosophique ou émeut à l'égal d'un thème d'histoire éloquemment traité.

La forme du livre en vaut le fond. L'exécution, a-t-on dit, en

est *étourdissante*, et cette épithète est à elle seule tout un jugement, car elle est à la fois un résumé complet de la richesse des ressources déployées par l'auteur et une exacte expression de l'espèce d'éblouissement où elle maintient le lecteur de la première à la dernière page. Cela est touffu d'idées à en être capiteux, fourmillant d'opinions à en être déconcertant, dense d'images à en être vertigineux; trente années de méditations et d'études, de rêveries et d'observations sont concentrées dans cet élixir critique où la maturité de l'auteur apparaît purifiée de toute scorie d'engouemens juvéniles, de tout ferment d'école, de toute impropriété de pensée, comme un vin généreux se dépouille par l'effet du temps de tout tartre et de toute lie. Cependant cette abondance de richesses n'entraîne aucune confusion, aucun étouffement, aucune obscurité, car la lumière tombe à flots sur ces massifs d'images. Chaque chose est en relief, et toutes sont fondues dans l'ensemble avec une telle harmonie qu'on ne pourrait en détacher quelqu'une qu'en lui faisant perdre une partie de la valeur qu'elle gagne au voisinage des autres. L'allure du style est à l'unisson de son coloris. Le livre est lancé d'un mouvement superbe, qui fait pour ainsi dire rebondir les chapitres les uns sur les autres avec la souplesse et l'élasticité d'une balle poussée par un joueur d'une adresse invincible. Ce texte court rapide comme si l'auteur avait hâte d'embrasser plus vite les ensembles, et cependant insiste comme s'il était soucieux de n'oublier aucun détail; sans prendre de temps d'arrêt, sans même se ralentir, par une épithète heureusement trouvée, par une phrase incidente judicieusement placée, l'écrivain enchâsse dans sa trame les particularités intéressantes ou curieuses qui se rapportent à son sujet, en sorte que sa composition générale ne lui coûte aucun sacrifice d'exactitude et que son exactitude ne lui coûte aucun sacrifice d'art. Nous connaissions de longue date le coloris précis et fin de Fromentin, mais rien dans ses précédentes œuvres ne nous avait préparé à cette qualité du mouvement qui est si marquée dans *les Maîtres d'autrefois* qu'elle a suffi à lui constituer un style entièrement nouveau, et que ses plus anciens admirateurs en ont été surpris à juste titre. Si cette qualité lui était naturelle cependant, comment ne l'a-t-il pas déployée plus tôt, et si elle est acquise, à quel heureux effort en sommes-nous redevables? Disons nettement toute notre pensée à cet égard. Parmi les dons nombreux de Fromentin, il n'en est pas qui lui ait rendu plus de services que cette délicate faculté d'assimilation sans gloutonnerie qui le rendait capable de faire passer dans la propre substance de son talent les qualités des œuvres qu'il étudiait, tout en en rejetant les travers. De même donc que Fromentin avait à ses débuts trouvé en Théophile Gautier un initiateur au style pittoresque, il nous semble dé-

couvrir dans le style nouveau des *Maîtres d'autrefois* les indices d'une émulation discrète et les traces d'une lutte dont il est sorti vainqueur. Nul doute pour nous qu'il n'ait été dans les dernières années préoccupé ou piqué au vif par les tableaux esthétiques et historiques de M. Taine, et qu'il n'ait cherché à s'en assimiler les méthodes, tout en en rejetant la manière. *Les Maîtres d'autrefois* en effet, c'est M. Taine moins les défauts qu'on lui reproche, moins son excès de force, sa violence expressive, et cette sorte de dureté qui naît de l'emploi exclusif des fortes couleurs et du dédain des nuances. C'est le même art pour ne présenter les pensées qu'habillées d'images, surtout la même puissance pour grouper en raccourci les foules de faits qui composent un sujet et d'idées qui en ressortent dans des ensembles, à la fois vastes et circonscrits, où le lecteur peut en embrasser sous un seul regard la génération, la marche et la succession. Seulement il y a entre eux cette différence que M. Taine fait manœuvrer ses bataillons d'idées et de faits avec la volonté impérieuse et l'accent de domination d'un général en chef qui commande une action, tandis que Fromentin assemble et fait évoluer les siens avec l'aisance d'un chef d'orchestre qui dirige les instrumens sous ses ordres par le seul geste de son archet.

Il nous faut maintenant dire un mot qui résume tous les élémens de cette étude, et qui soit en même temps une définition rigoureuse de la nature et du talent de Fromentin. Ce mot n'est ni long, ni difficile à trouver, c'est celui de *perfection*. La perfection! il y a tendu toute sa vie, et les quelques défauts mêmes qu'on peut noter chez lui n'étaient que le résultat de son tourment pour satisfaire à cet idéal, qu'il croyait ne jamais serrer d'assez près. Pour elle, il a résisté aux entraînemens de l'inspiration plutôt que d'y céder au prix d'une exécution trop lâchée; pour elle, il a renoncé aux bonnes fortunes de la spontanéité plutôt que de les obtenir au prix de la justesse et de la précision; pour elle, il a limité volontairement sa puissance de production et s'est privé des avantages et des plaisirs de la fécondité. Un cœur d'artiste peut seul apprécier ce qu'il y a de dur dans de tels sacrifices, ce qu'ils exigent d'abnégation et de dévoûment, ce qu'ils impliquent de probité et d'amour désintéressé du beau chez celui qui les accomplit. Fromentin nous présente le spectacle parfois touchant et toujours intéressant d'une intelligence non-seulement inexorable pour ses faiblesses, mais sans indulgence pour ses qualités même, et c'est pourquoi il mérite justement d'être appelé le *classique* de ce genre de littérature pittoresque dont l'ambition, à l'origine, visait à un tout autre but qu'à gagner ce titre, et dont l'art classique n'aurait pu voir en effet sans alarmes les entreprises et les audaces.

ÉMILE MONTEGUT.

LA

SITUATION POLITIQUE

EN PRUSSE

L'Europe a certainement beaucoup de choses à apprendre des Prussiens. Si leurs généraux peuvent en remontrer aux plus habiles dans l'art de préparer et de conduire une campagne, leur grand homme d'état est un modèle que ne sauraient trop étudier tous les ministres des affaires étrangères, désireux de savoir comment on concilie la prévoyance avec l'esprit d'aventure, comment on assure par de savantes combinaisons le succès d'une politique d'audace et d'entreprise. Berlin est une grande école de stratégie militaire et de stratégie diplomatique; mais ceux qui s'adresseraient à M. de Bismarck pour apprendre de lui la science du gouvernement et les principes d'une bonne politique intérieure, les rois constitutionnels ou les présidens de république qui, faisant mauvais ménage avec leurs chambres, s'aviseraient d'aller chercher en Prusse des recettes, des procédés, des méthodes sûres pour sortir d'un conflit avec tous les honneurs de la guerre, perdraient leurs peines et ne retireraient pas leurs frais d'enquête. La Prusse est un pays à part, ses institutions lui sont propres et sentent le terroir ; ses hommes d'état en possèdent le secret, ils connaissent seuls les moyens de s'en servir. Les méthodes, les recettes qu'ils emploient sont réservées à leur usage particulier; il serait difficile de les appliquer ailleurs.

Il est incontestable que naguère le roi Guillaume a été en lutte ouverte avec sa chambre élective, que cet orageux conflit a duré quatre ans, et qu'il s'est dénoué à la satisfaction du roi et de son ministre, qui obtinrent gain de cause. Ils avaient conçu de grands desseins, qu'ils ne pouvaient avouer; ils avaient résolu de prendre leur revanche d'Olmütz et de saisir la première occasion d'assurer à la Prusse la prépondérance en Allemagne. Le moyen d'y réussir sans avoir en main un bon instrument, un outil sans défaut, c'est-à-dire sans avoir réorganisé l'armée,

pour qu'elle fût à la hauteur de la tâche qu'on lui destinait? A cet effet on demandait des fonds, et la chambre, n'étant pas dans le secret de l'entreprise, les refusait, ce qui n'empêchait pas le gouvernement de passer outre. Ce fut le canon de Sadowa qui termina cette longue querelle en couvrant la voix des plaignans. Le pays, ravi d'avoir été traîné malgré lui à la gloire, s'étonnait d'avoir résisté si longtemps à son bonheur, et la chambre elle-même s'applaudissait de sa défaite; elle eût dit volontiers comme Martine : « Il me plaît d'avoir été battue. » Quand M. de Bismarck réclama du *Landtag* un bill d'indemnité pour avoir gouverné des années durant sans un budget régulièrement voté, il s'écria : — « Nous désirons sincèrement que la paix soit rétablie entre vous et nous; mais n'allez pas croire que la guerre nous fasse peur. Nous nous sentons plus forts que nous ne l'avons jamais été; c'est à nous que la vague est venue. » — Les politiques qui se flattent de résoudre les conflits par des moyens prussiens sont-ils certains de pouvoir, eux aussi, répondre un jour à toutes les accusations de leurs ennemis par le cri de Scipion : — Montons au Capitole, et rendons grâces aux dieux! — Tout le monde n'a pas dans sa poche la clé du Capitole, et la vague n'obéit qu'à ces volontés souveraines qui ont fait un pacte avec le destin. Au surplus, c'était par une sorte de gracieuse condescendance que M. de Bismarck demandait à la chambre un bill d'indemnité; il lui était permis de s'en passer et il n'avait pas besoin d'être gracié. La charte prussienne se chargeait elle-même de le défendre contre ses accusateurs, et de l'absoudre de ses glorieux méfaits; il pouvait en invoquer et l'esprit et le texte pour se mettre à couvert des reproches de sa conscience, à supposer que sa conscience l'incommodât; quant à la conscience des autres, il ne s'en est jamais beaucoup inquiété.

Les libertés constitutionnelles sont bien jeunes en Prusse, et l'autorité de la couronne y est fondée sur des traditions et des souvenirs tout-puissans. Que ne doit pas la Prusse à ses princes? A la fois soldats, diplomates et bons économes, réglés dans leurs conseils comme dans leurs dépenses, joignant aux grandes ambitions l'esprit de détail et l'exactitude dans les petits devoirs, sacrifiant leurs aises au bien public, se levant de grand matin, comme de bons chasseurs, dans la crainte de laisser échapper une occasion ou un lièvre, très attentifs aux affaires du voisin et profitant de ses embarras pour arrondir leur potager, en toutes choses préférant le solide à la montre, ils avaient pour maxime que « les petits états peuvent se soutenir contre les plus grandes monarchies, lorsque ces états ont beaucoup d'ordre dans leur conduite. » Grâce à leurs vertus, à leurs finesses, à leur active patience, leurs petits états sont devenus la plus puissante monarchie de l'Europe. Si les Prussiens appartiennent naturellement à la classe des nations respectueuses, on ne peut nier que leurs souverains n'aient su se rendre infiniment respectables par l'application qu'ils ont eue à apprendre leur métier de rois et à

l'exercer en conscience, et il n'est pas difficile de reconnaître dans la constitution prussienne du 31 janvier 1850 une charte octroyée par un roi respectable à un peuple respectueux, qui avait eu des égaremens en 1848, mais qui en est bien vite revenu.

Il est possible qu'on voie prochainement sur le trône de Prusse un souverain qui, renonçant à gouverner, se contentera de régner; mais on n'en est pas encore là, et sur ce point la verte vieillesse du roi Guillaume sera toujours intraitable, bien qu'elle s'accommode de beaucoup de choses et de beaucoup de gens qui lui déplaisent. Ce qu'on appelle le droit budgétaire du parlement prussien, *das Budgetrecht*, n'est qu'un droit limité. En vertu du célèbre article 109, dont les libéraux n'ont cessé de réclamer inutilement la suppression, le gouvernement est autorisé à continuer de percevoir tous les impôts une fois établis, et le consentement des chambres n'est nécessaire que pour en établir de nouveaux. C'est de cet article 109 que s'est prévalu M. de Bismarck dans le temps du conflit; la main posée sur le livre de la loi, il pouvait attester le ciel et les brouillards de la Prusse qu'en gouvernant sans budget régulièrement voté, il n'avait point fait violence à la constitution. Le droit constitutionnel officiellement professé à Berlin pose encore en principe qu'un roi n'est vraiment roi qu'à la condition d'être absolument maître du choix de ses ministres, et de pouvoir les honorer de sa confiance ou les renvoyer sans s'inquiéter s'ils agréent ou désagréent à la majorité de la chambre. Il en résulte que les ministres prussiens ne se sentent responsables qu'à l'égard du souverain; en ce qui concerne leur responsabilité à l'égard du parlement, ils se réservent le droit d'examen. A la vérité, le gouvernement prussien ne cherche pas les conflits; mais pourquoi les craindrait-il? N'est-il pas assuré de les résoudre comme il l'entend? Il tient dans sa main gantée de fer des textes de loi et les cartes victorieuses qu'il a ramassées sur les champs de bataille.

« Le principe de la constitution prussienne touchant le choix des conseillers de la couronne, pouvait-on lire le 7 juin 1876 dans une feuille officieuse de Berlin, est toujours une vérité; pour le plus grand avantage de la patrie, il est resté debout et s'impose à tous les partis. Le régime parlementaire, c'est-à-dire la nécessité d'emprunter le ministère à la majorité de la chambre ou tout au moins de le choisir à son goût, a été caractérisé un jour comme un luxe que le peuple prussien ne peut pas encore s'accorder; les amis sincères de la monarchie sont convaincus que ce luxe serait pernicieux aux intérêts du pays, et on peut conclure de ce qui se passe que certaines doctrines constitutionnelles ne seront jamais appliquées à la Prusse. » Cependant, bien que certaines doctrines soient considérées par les feuilles officieuses comme des erreurs dangereuses et incompatibles avec le tempérament de la monarchie prussienne, il y a un parlement à Berlin, il y en a même deux, et partout où il y a des parlemens, le régime parlementaire existe en

germe; bonne ou mauvaise, il est bien difficile d'empêcher l'herbe de pousser. Berlin est assurément fort tranquille; on n'est plus en guerre ouverte les uns avec les autres, le temps des conflits est passé; mais les rapports sont tendus et instables, la situation est fausse, même un peu trouble, et il y a de l'aigre dans l'air. La chambre des députés possède au moins un droit incontestable, celui de voter les impôts nouveaux et d'ouvrir de nouveaux crédits. Or le gouvernement prussien, qui est devenu dépensier, se voit souvent obligé de recourir à la générosité du *Landtag*. Le *Landtag* profite toujours de cette occasion pour exposer derechef ses doléances et pour engager le gouvernement à se mettre en règle avec lui, à quoi le gouvernement répond sur un ton plus ou moins gracieux et en enveloppant plus ou moins sa pensée : — Quand donc renoncerez-vous à votre chimère? Nous ne vous permettrons jamais d'être des faiseurs et des défaiseurs de cabinets; vous ne devez pas même chercher à savoir qui les fait ou les défait, ni raisonner sur les accidens qui peuvent leur survenir; ce sont là des questions intimes et réservées, lesquelles ne vous concernent point. Persuadez-vous une fois pour toutes qu'un député qui aspire à un portefeuille convoite le fruit défendu, qu'un député qui demande pourquoi tel ministre a été congédié commet un gros péché d'indiscrétion. Imitez les enfans sages qu'on amuse en leur montrant la lanterne magique; ils se tiennent tranquillement à leur place, admirent le spectacle et n'ont garde de rien demander. Le premier de vos devoirs est de vous défendre contre toutes les convoitises déplacées, contre toutes les curiosités indiscrètes, et de respecter les mystères de la constitution.

Quelque disposé que soit le *Landtag* à s'abstenir du fruit défendu, à réprimer ses convoitises, à faire de grands sacrifices à la bonne entente entre les pouvoirs, il faut avouer que sa résignation et sa patience sont soumises parfois à de dures épreuves. S'il est du devoir d'un député prussien de n'être pas trop curieux et de ne jamais hasarder un regard indiscret dans la chambre obscure où se font et se défont les ministères, encore peut-il lui sembler nécessaire de savoir de science certaine qui est ministre et qui ne l'est pas. Il n'en est pas moins vrai qu'au mois de juin de l'an dernier les députés ne savaient que vaguement et par ouï-dire qui était ministre, qui ne l'était pas et qui ne l'était plus. On était porté à admettre que l'honorable M. Friedenthal avait obtenu le portefeuille de l'agriculture; M. Friedenthal lui-même paraissait en être certain, et il pouvait fonder sa conviction sur un avis paru dans le *Reichsanzeiger*, mais aucune notification officielle n'avait été faite à la chambre. On soupçonnait encore que l'éminent M. Delbrück, qui était entré dans le cabinet assez inopinément pour y représenter M. de Bismarck dans les affaires communes à la Prusse et à l'empire germanique, venait d'en sortir non moins brusquement, on le croyait du moins, on n'en était pas sûr. On avait enfin des raisons de penser que le chef de l'ami-

rauté, le général de Stosch, avait pris place au conseil; ce n'était qu'un bruit et, paraît-il, un bruit controuvé. En revanche une communication authentique, officielle, avait été faite à la chambre, et cette communication lui avait causé le plus vif étonnement; elle avait appris qu'on venait de faire entrer dans le ministère prussien, à titre de ministres sans portefeuille, deux étrangers, un Hessois et un Mecklembourgeois. Le Hessois était M. Hofmann, président de la chancellerie impériale, le Mecklembourgeois était M. de Bulow, secrétaire d'état aux affaires étrangères. Ces deux étrangers étaient deux hommes de mérite, employés l'un et l'autre par le chancelier de l'empire germanique, son bras droit et son bras gauche, en ce moment du moins, car M. de Bismarck a déjà souvent changé de bras et il en changera plus d'une fois encore.

Que venaient faire la Hesse et le Mecklembourg dans le ministère prussien? Ce point méritait d'être éclairci, et, comme il arrive toujours, ce furent le chef du centre catholique, M. Windthorst, et le chef du parti progressiste, M. Virchow, qui se chargèrent de questionner le gouvernement; il faut être ou catholique ou progressiste pour oser faire à Berlin l'ingrat métier de questionneur, pour demander chaque année, sans se lasser, à des gens qui ne veulent pas s'expliquer l'explication d'incidens inexplicables. Les questions que firent MM. Windthorst et Virchow peuvent se résumer ainsi : — Où en sommes-nous? De grâce, donnez-nous quelques éclaircissemens. Que signifie ce Hessois? que signifie ce Mecklembourgeois? Sommes-nous exposés à vous demander demain : Que signifie ce Japonais? Qu'ont à voir ces messieurs dans les affaires exclusivement prussiennes? Quel secours, quelles lumières en attendez-vous? Mais, nous y pensons, ne pourrait-il pas se faire que ces nouveaux collègues vous aient été imposés par M. de Bismarck, dont ils possèdent l'entière confiance et qui désire se procurer une majorité dans le conseil pour y faire prévaloir ses vues particulières? Vous vous prêtez donc à tout ce qu'il exige de vous? Est-ce à dire que vous n'êtes plus vos maîtres? A ce compte, que devient votre responsabilité? Aussi bien vous venez d'introduire dans le cabinet deux ministres sans portefeuille; pourquoi pas quatre? pourquoi pas dix? Assurément la constitution déclare que le choix des ministres est réservé exclusivement à la prérogative royale; mais dit-elle que le roi est autorisé à nommer un nombre indéfini de ministres? En ce cas, le ministère prussien est en danger de devenir une véritable curiosité vivante, digne de figurer dans un musée. — L'accueil bénin que fit à ces observations le vice-président du conseil, M. Camphausen, était empreint d'une bonhomie narquoise. Il protesta que, si d'aventure il avait oublié de faire à la chambre quelque communication qui pût l'intéresser, il en éprouvait un sincère regret et lui en faisait toutes ses excuses, promettant que pareille chose ne se renouvellerait plus à l'avenir. Il ajouta que, si la composition du ministère prussien offrait certaines bizarreries, certains

phénomènes rares et singuliers, il ne fallait pas s'en offusquer : c'était le fait des circonstances et « du développement génétique d'une situation dont on chercherait vainement ailleurs le pendant. » Il s'étendit sur l'éloge des deux étrangers, assura l'assemblée qu'elle aurait beaucoup de plaisir à faire leur connaissance et qu'au surplus rien ne s'était fait que du consentement de tous les ministres, consultés dans toutes les règles; le reste était du ressort de la prérogative royale, et la prérogative royale ne pouvait être mise en discussion. Si courtoise dans les termes que fût cette réplique, elle revenait à dire : Ne vous mêlez pas de ce qui ne vous regarde point, et les questions ministérielles vous regardent aussi peu que ce qui se passe dans la lune. — « Qui es-tu? que fais-tu ? d'où viens-tu ? que deviendras-tu ? C'est une question, disait Voltaire, qu'on doit faire à tous les êtres de l'univers, mais à laquelle nul ne répond. » Voltaire entendait sans doute parler des ministres prussiens; de tous les êtres de l'univers, ce sont les moins disposés à s'expliquer. Quand un catholique, quand un progressiste leur demande : Qui es-tu ? d'où viens-tu ? que fais-tu ? ils se donnent l'air de répondre, mais ils laissent aux journaux officieux le soin de dire le mot vrai. Dans la circonstance que nous rappelons, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* emboucha sa plus bruyante trompette pour annoncer à la cour et à la ville que l'introduction de MM. Hofmann et de Bulow dans le cabinet prussien était un soufflet de plus donné sur la joue des parlementaires et du parlementarisme, et que ceux qui en jugeaient autrement avaient des yeux pour ne pas voir, des oreilles pour ne pas entendre.

Les députés prussiens sont condamnés à éprouver sans cesse de nouvelles surprises, et, quoi qu'ils fassent, ils n'ont jamais leur compte. L'an dernier, ils avaient découvert avec étonnement dans le cabinet deux ministres sans portefeuille, qu'ils n'avaient garde d'y chercher; cette année, tout récemment, comme ils se disposaient à entrer en propos avec un ministre très nécessaire, le ministre de l'intérieur, qui avait d'importantes questions à débattre avec eux, on leur a annoncé sans préparation que ce ministre venait de faire ses malles, qu'il était parti, qu'il avait disparu, laissant son portefeuille à son remplaçant intérimaire, M. Friedenthal. Pourquoi le comte Eulenburg avait-il offert sa démission au roi, qui l'a changée en un congé de six mois? Ce point est resté mystérieux comme beaucoup d'autres. Les naïfs affirment que le comte Eulenburg, atteint sérieusement dans sa santé, avait besoin de repos pour la refaire. Les sceptiques, qui croient difficilement aux maladies des hommes d'état, assurent que le ministre de l'intérieur ne s'entendait pas avec M. de Bismarck, qu'il était las de défendre contre lui son indépendance, et qu'il désespérait d'acquérir le degré de souplesse que le président du conseil exige de ses collègues. Il y avait quinze ans qu'il était en charge; il a dû en coûter au roi de se séparer de ce vieux serviteur, qui avait des titres particuliers à son attache-

ment. Au mois de juillet 1870, si la chronique dit vrai, le comte avait couru à Ems sans y être appelé, pour avertir son souverain du fâcheux effet produit sur l'opinion publique par les concessions qu'il avait faites à M. Benedetti, et pour lui représenter qu'il était perdu s'il en faisait une de plus. Le roi Guillaume n'a jamais oublié ce service rendu à sa gloire; aussi a-t-il toujours défendu le comte Eulenburg contre les animosités du prince de Bismarck; mais les places les plus fortes finissent par se rendre, quand l'assiégeant réussit à les cerner.

Qu'est-ce qu'un cabinet, privé de son ministre de l'intérieur, qui est parti en promettant de revenir, mais qui ne reviendra pas, et de son président du conseil, lequel a obtenu au printemps dernier un congé indéfini dont lui seul fixera le terme? L'un n'est plus là, l'autre n'est jamais là. Une chambre prussienne peut prendre son parti d'avoir affaire à des ministres désagréables; mais avoir affaire à des absens, à des ministres nomades, pourrait-elle s'y résigner sans perdre le droit de se prendre au sérieux? On n'a pas encore inventé des wagons assez vastes pour qu'une assemblée y discute le budget en courant la poste. Le brusque départ du comte Eulenburg était d'autant plus regrettable qu'on avait commencé sous ses auspices et sous sa direction le grand travail de la réforme administrative, destinée à remplacer des institutions semi-féodales, semi-bureaucratiques, par un système vraiment libéral de décentralisation. On avait préludé à cette refonte par une loi sur l'administration provinciale, qui est aujourd'hui en vigueur dans cinq provinces; on se disposait à en faire une autre réglant le régime municipal dans les communes urbaines et rurales, après quoi on eût appliqué à tout le royaume les principes dont on avait voulu faire d'abord une expérience restreinte. Le comte Eulenburg avait-il en partant jeté ses projets au panier? le gouvernement renonçait-il à la réforme? Le discours du trône n'annonçait plus qu'une loi sur les municipalités urbaines dans les cinq provinces de l'est, et en général ce discours, mélancolique et grisâtre, n'était pas propre à réjouir les cœurs. Il y était parlé de la crise industrielle et commerciale, qui dure toujours, de certaines branches de revenus qui n'avaient pas rendu ce qu'on attendait, de la nécessité où l'on s'était vu d'augmenter les contributions matriculaires, de crédits considérables à ouvrir pour répondre à de nouveaux besoins, et enfin d'un projet d'emprunt.

Le *Landtag*, que le discours du trône n'avait point mis en gaîté, crut se devoir à lui-même d'interroger le gouvernement pour savoir ce qu'allait devenir la réforme administrative, ce que signifiait le départ du comte Eulenburg, et comment certains ministres s'y prenaient pour accorder leur absentéisme et leur responsabilité. Ce furent encore MM. Virchow et Windthorst qui montèrent à l'assaut. Le centre catholique avait déposé un projet de résolution portant que la chambre invitait le gouvernement à lui présenter le plus tôt possible une loi sur

l'organisation des ministères et sur la responsabilité ministérielle. Le débat, qui s'était ouvert le 26 octobre, avait attiré une affluence inusitée de curieux; la discussion fut vive, intéressante, et dura deux jours. M. Windthorst y déploya sa verve et son talent accoutumés; son carquois est toujours plein, ses flèches sont acérées, il s'entend à les faire siffler. « Convenez, s'écria-t-il, que nous avons un ministre souverain, et que ses collègues sont ses commis. » M. Camphausen se défendit très fort d'être un commis, et la conclusion de son discours produisit un grand effet sur l'assemblée : il déclara, et M. Friedenthal répéta après lui, que, si la chambre leur refusait sa confiance, ils s'empresseraient de passer à d'autres leurs portefeuilles. Cette déclaration, fort remarquable et fort remarquée, a décidé peut-être du résultat du vote. Elle détermina les libéraux-nationaux à rejeter la motion soutenue par la coalition du centre et des progressistes. A la vérité, quelques jours plus tard, M. Lasker expliqua que le vote de son parti n'était point un vote d'adhésion ni d'approbation, que le sentiment qu'éprouvaient les libéraux à l'égard du gouvernement n'était pas de la confiance, que ce n'était pas non plus de la méfiance, que c'était de la non-confiance. Cette distinction peut sembler un peu subtile. La casuistique n'a-t-elle pas été inventée pour soulager les consciences embarrassées? et comment le parti libéral n'éprouverait-il pas quelquefois des embarras de conscience, vu l'obligation où il se trouve de concilier son libéralisme avec les ménagemens dus à un homme extraordinaire dont l'Allemagne ne peut se passer?

Si les libéraux-nationaux abusent de la casuistique, il faut leur accorder pourtant que leur conduite est judicieuse. Ils comptent avec les circonstances, avec les nécessités; ils ne s'acharnent pas à demander l'impossible, ils n'exigent point qu'on leur donne un ministère parlementaire, ils en réservent l'avénement à des temps plus heureux. Ils se contenteraient d'avoir un ministère homogène et compacte, qui sût nettement ce qu'il se propose de faire et qui consentît à s'en expliquer avec eux. Ils voudraient qu'on mît dans les affaires un peu de clarté, un peu d'esprit de suite, mais partout règnent le mystère et le décousu. — Vous vous êtes engagé, disent-ils au gouvernement, à poursuivre jusqu'au bout la réforme administrative et à l'étendre à tout le royaume. Comptez-vous tenir vos promesses? — Assurément, répondent ceux des ministres qui ne courent pas les grands chemins et qui sont là quand on les interroge. Toutefois nous jugeons bon de procéder avec une sage lenteur. Nous sommes toujours partisans de la décentralisation, mais nous craignons d'affaiblir le pouvoir central. Tenez compte des passions déchaînées par le *Kulturkampf*. Décentraliser la commune dans des provinces catholiques telles que la Westphalie et le pays rhénan, ne serait-ce pas y établir le gouvernement des curés? — Soit, reprennent les libéraux, remettez en discussion, si vous le voulez, les concessions que vous

nous avez faites; mais après cela terminez votre œuvre. Nous craignons que vous n'ayez résolu de la laisser inachevée et que le comte Eulenburg n'ait emporté la réforme au fond de sa valise. — Je vous jure qu'il n'en est rien, riposte M. Friedenthal, remplaçant intérimaire du ministre de l'intérieur. — Nous vous en croyons, répliquent les libéraux. Toutefois votre parole n'engage que vous-même, et nous vous soupçonnons, sans vouloir vous faire tort, d'être un ministre de carton, mis en mouvement par de secrets ressorts dont nous aimerions bien qu'on nous expliquât la mécanique. Nous vous remercions de votre promesse; mais avant de reprendre confiance, nous attendrons de savoir ce qu'en pense celui qui tient dans sa main tous les fils et qui dans ce moment est à Varzin, car en Prusse les ministres qu'on voit sont peu de chose, et celui qui est tout, on ne le voit jamais.

— Dissipe le brouillard qui nous enveloppe, et fais-nous la grâce de nous laisser combattre à la lumière du jour! — Voilà ce qu'Ajax, fils de Télamon, demandait à Jupiter. Les libéraux adressent la même prière à l'illustre ermite de Varzin, et lui disent : — Nous ne demandons pas mieux que de vous suivre, mais veuillez nous dire où vous allez. — L'ermite ne répond point, et le brouillard ne se dissipe pas. On ne peut espérer que la lumière se fasse avant que M. de Bismarck soit de retour à Berlin. Il y arrivera, dit-on, dans le courant du mois de décembre; peut-être les libéraux sauront-ils alors à quelles conditions il consent à quitter sa retraite et à reprendre ses fonctions. Ce qu'on en sait déjà n'est pas de nature à les réjouir. On présume d'abord que le chancelier remettra sur le tapis la réforme des impôts qui alimentent le trésor de l'empire et qu'il demandera au parlement impérial de substituer des taxes indirectes aux contributions matriculaires, acquittées par chaque état au prorata de sa population. On n'ignore pas non plus qu'il s'est converti au protectionisme, soit que la protection lui plaise comme moyen fiscal, soit que ce régime convienne à sa nature militante; quand on ne fait pas la guerre à coups de canon, on la fait à coups de tarif, c'est toujours la guerre. M. de Bismarck a été admirablement servi par l'attitude qu'a prise le cabinet de Vienne et par la rupture des négociations pour un traité de commerce entre l'Allemagne et l'Austro-Hongrie. Le tarif autonome présenté à Vienne et à Pesth a déjà modifié la situation ministérielle à Berlin. La question commerciale ou douanière était une pierre d'achoppement, une cause de zizanie dans le sein du conseil. Si le tarif autonome est adopté sans modifications notables, M. Camphausen, jusqu'aujourd'hui chaud partisan du libre échange, ne fera plus d'opposition au protectionisme du chancelier, et l'Allemagne entrera dans la voie des représailles. Agira-t-on exclusivement contre l'Autriche-Hongrie, ou fera-t-on un tarif général, applicable à tous les pays, même à la France, qui, d'après l'article 11 de la paix de Francfort, a droit au traitement de la nation la plus favorisée? Ce traitement serait le tarif gé-

néral. C'est, selon toute apparence, à ce second parti que s'arrêtera M. de Bismarck, quitte à frapper d'une manière exceptionnelle quelques articles de provenance austro-hongroise. La France est mêlée à toutes ses préoccupations, à toutes ses pensées, il ne l'oublie jamais, il saura lui faire sa part, elle y peut compter dès ce jour. Le *Reichstag* n'obéira pas sans regrets ni sans répugnance aux injonctions du chancelier. Les libéraux prussiens ont peu de goût pour l'accroissement et la multiplication des impôts indirects, et ils ont un penchant prononcé pour le libre échange. M. de Bismarck leur imposera de pénibles sacrifices; que leur offrira-t-il en échange? Le bruit avait couru qu'il songeait à leur donner un ou deux portefeuilles. Les libéraux montrent peu d'empressement à les accepter, d'abord parce que ces portefeuilles seraient le prix d'une apostasie, ensuite parce qu'ils ne sont pas bien sûrs de les avoir. Dans la séance du 27 octobre, un orateur progressiste, M. Richter, leur disait : — « Le prince de Bismarck ouvrirait volontiers à l'un de vous la porte du ministère, pour que vous l'aidiez à se procurer ses nouveaux impôts; mais vous ne vous souciez pas de tirer les marrons du feu. »

La principale feuille du parti, la *National-Zeitung,* déclarait, il y a deux semaines, « qu'il était bien temps d'en finir avec la politique au jour le jour, que les libéraux-nationaux avaient donné assez de preuves de leur désintéressement en s'imposant la tâche fatigante d'accompagner pas à pas le gouvernement dans ses évolutions et dans ses voies tortueuses, que désormais le chancelier et la représentation nationale devaient convenir en commun du chemin qu'ils voulaient suivre ensemble. » On ne peut reprocher aux libéraux d'avoir des prétentions exagérées. Ils reconnaissent que les peuples sont tenus de payer très cher leur gloire et leurs grands hommes, que le génie ne doit pas être traité selon les règles communes, et que, tant que M. de Bismarck vivra, la Prusse doit prendre son parti d'être soumise au bon plaisir du gouvernement personnel ; mais, tout en respectant les droits du génie, ils demandent au gouvernement personnel qu'on leur impose d'avoir des vues d'ensemble, des desseins suivis et d'y associer la majorité parlementaire en s'expliquant avec elle; ils souhaitent aussi qu'on leur donne des garanties en récompense de leur fidélité. Malheureusement ils n'obtiendront pas que M. de Bismarck conclue avec eux un pacte engageant l'avenir. Il n'y a qu'un parti dont M. de Bismarck consente à devenir le chef ou l'allié perpétuel, c'est le parti des bismarckiens; il n'entretient avec tous les autres que des relations de circonstance. Il a transporté dans la politique intérieure les principes, les procédés de sa diplomatie, qui ne contracte jamais que des obligations éventuelles, et ainsi que le remarquait un jour M. Virchow, il négocie avec la majorité du parlement comme avec une puissance étrangère, en stipulant pour tel cas donné et en évitant de conclure aucun engagement général.

Cette politique du cas donné, *von Fall zu Fall*, remplit de mélancolie les libéraux; ils ne se sentent jamais assurés du lendemain, ni protégés contre les évolutions soudaines, contre les brusques retours d'un génie primesautier, qui préfère les expédiens aux solutions et subordonne tous les intérêts à ceux de l'armée et des affaires étrangères, les seuls qu'il prenne vraiment au sérieux.

Au reste, si les libéraux sont mélancoliques, quel est aujourd'hui en Prusse le parti qui se sente vraiment heureux et qui dise à pleine bouche : « Je suis content? » La politique du cas donné a produit le *Kulturkampf*, et les profondes blessures qu'elle a faites aux catholiques sauront longtemps encore. De leur côté, les conservateurs se plaignent que, par caprice ou par légèreté, ou pour satisfaire à l'intérêt du moment, on a porté d'irréparables atteintes à des institutions précieuses qui leur étaient chères, et qu'on travaille à détruire en Prusse les vieux moyens de gouvernement, sans les remplacer par aucun autre. Le commerce et l'industrie, paralysés par une crise dont on ne voit pas la fin, se disent tout bas que ce n'est pas le protectionisme qui ramènera la prospérité, qu'on obtiendrait des résultats plus heureux d'une diminution du budget militaire. Mais à moins d'être un socialiste à tous crins, qui oserait proposer de toucher à l'armée?

Ce qui doit consoler tous les mécontens, c'est que M. de Bismarck lui-même n'est pas heureux; il ne peut entrevoir sans frémir la perspective de rentrer dans Berlin pour y affronter de nouveau la fatigue des explications et le mortel ennui des discussions. C'est un cas étrange que celui d'un grand politique qui a l'humeur solitaire. On peut à la rigueur écrire l'histoire dans une solitude, mais on ne peut en faire sans quitter le coin de son feu. Les grands ambitieux doivent se résigner à supporter le contact, le bruit et l'odeur de l'humaine cohue, ils doivent laisser aux philosophes les intimes douceurs d'une retraite aimée. Dernièrement une caricature du *Kladderadatsch* représentait le prince de Bismarck en costume de voyageur, revenant de Kissingen ou du Lauenbourg et ne faisant que traverser Berlin. Le pied sur le seuil de la chancellerie impériale, il disait à son compagnon de wagon, qui se disposait à le quitter : « Attendez-moi ici, mon cher docteur; je ne vous demande que le temps de régler les affaires intérieures de l'empire, je suis à vous dans l'instant. » Cependant l'industrie humaine est si inventive! elle réussit à parer aux inconvéniens des situations les plus délicates, à subvenir aux faiblesses des grands hommes. Le télégraphe parlant ou téléphone, qu'on expérimente aujourd'hui en Allemagne comme en Angleterre, ne semble-t-il pas avoir été inventé tout exprès pour le chancelier de l'empire germanique? Grâce à ce merveilleux instrument, vous pouvez, en appliquant votre bouche à l'ouverture d'un cornet transmetteur, faire parvenir votre voix à deux cents lieues

de là, et ce qui est admirable, elle conserve son timbre et son accent. Nous lisions l'autre jour dans un journal de Berlin que le directeur général des postes, M. Stephan, venait de doter Varzin d'un téléphone, et qu'au moyen du magique appareil, sans quitter ses sapinières, M. de Bismarck pourrait faire entendre sa voix à Berlin comme s'il y était. Ce journal insinuait que désormais M. de Bismarck ne traiterait plus les affaires que par l'entremise du téléphone, conversant à distance avec M. de Bulow, avec l'empereur lui-même, ou expliquant au *Reichstag* du fond de son cabinet de travail et les pieds sur ses chenêts les avantages du nouveau tarif. Il paraît qu'il n'en est rien. S'il faut en croire la *Gazette de la Croix,* le chancelier a décliné la proposition de M. Stephan, et il est à peu près certain qu'au mois de janvier 1878 le *Reichstag* pourra le contempler face à face. La Prusse ne jouira pas de sitôt du régime parlementaire, mais elle ne sera pas soumise au gouvernement téléphonique.

Une brochure récemment publiée par M. Roesler, professeur à l'université de Rostock, contient ce mot sévère, que nous ne prenons pas sur notre compte : « Le prince de Bismarck a montré jusqu'à ce jour plus d'habileté à détruire qu'à construire, et lui-même doit savoir mieux que personne que les problèmes irrésolus s'entassent devant lui... Sa politique n'est pas vraiment nationale, il ne la fait pas à ciel découvert, à la face du pays; c'est une politique secrète de cabinet (1). » Nous laissons à nos voisins le soin d'approuver ou de corriger ce jugement; mais nous nous permettrons d'affirmer que, si M. de Bismarck cause de nombreux chagrins aux hommes qui ont l'honneur périlleux d'être ses collègues, il en prépare bien d'autres à ceux qui auront l'honneur plus périlleux encore de le remplacer dans la direction des affaires. Il ne pourra léguer à ses successeurs ni ses puissantes facultés, ni son caractère indomptable, ni la gloire de son passé, ni ses expédiens, ni sa politique du cas donné, ni même son téléphone, s'il consentait à accepter le présent que veut lui faire M. Stephan. En revanche, il leur léguera beaucoup de questions à résoudre, beaucoup de cas litigieux à débrouiller, beaucoup de comptes à régler, beaucoup d'embarras et un parlement ou, pour mieux dire, deux parlemens très exigeans, lesquels, ayant été assujettis au régime d'abstinence le plus rigoureux, penseront avoir conquis par leurs longues privations le droit à l'appétit.

G. Valbert.

(1) *Gedanken über den constitutionellen Werth der deutschen Reichsverfassung*, von Dr Hermann Roesler. Rostock, 1877.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

30 novembre 1877.

Il fallait bien s'y attendre. Il fallait bien prévoir qu'en semant les vents on recueillerait les orages, et qu'un jour ou l'autre toutes ces anomalies, ces incohérences accumulées depuis six mois viendraient se résoudre dans une crise définitive. Ce qu'on redoutait, ce qu'on voyait venir, s'est réalisé. La crise a éclaté, elle a déjà passé par toute sorte de phases obscures, aiguës, énervantes, qui attirent, fatiguent et attristent le sentiment public.

Voilà l'inexorable liquidation ouverte! Voilà les résultats de cette malheureuse entreprise, où a été si témérairement joué le repos de la France! L'irritation dans les esprits, la guerre entre les pouvoirs, la détresse dans les affaires, l'incertitude poignante d'un lendemain, c'est le cruel abrégé d'une situation qui jusqu'ici n'a fait que s'aggraver. Six semaines après les élections, trois semaines après la réunion du parlement, la question reste plus que jamais livrée au hasard des incidens qui se succèdent, des résolutions prêtes à s'entre-choquer. Le ministère du 17 mai, réduit à s'avouer vaincu, ne pouvant faire autrement, a pris le parti de cesser de vivre, il a disparu; mais en disparaissant il a trouvé le moyen de tout embarrasser, de tout compliquer en prétendant couvrir sa retraite, et peut-être garder des gages pour sa politique. Un ministère nouveau s'est formé après bien des essais, bien des tâtonnemens confus; mais ce ministère de miséricorde est né dans des conditions si bizarres, si peu en rapport avec les circonstances, qu'il n'est ni une solution, ni même un expédient. Entre M. le président de la république, enfermé dans son pouvoir comme dans une citadelle, et la chambre des députés retranchée dans son droit parlementaire, la lutte reste directement engagée, si gravement engagée qu'on en vient à ne plus communiquer, à ne plus se parler, presque à ne plus se connaître. Le sénat, de son côté, hésite visiblement, ne sachant par où prendre son rôle, partagé entre le sentiment de sa responsabilité et les excita-

tions de ceux qui s'efforcent de le compromettre. De toutes parts on s'observe, on se défie. Cependant les jours passent, un temps précieux s'écoule, le budget frappe à la porte, et le budget c'est l'existence de l'état! D'heure en heure, on se laisse traîner aux fatalités, à la violence ou à l'impuissance, et devant ce spectacle trop prolongé, aussi humiliant que dangereux, ceux qui mettent au-dessus de tout le bien public ont le droit de demander au gouvernement, à tous les pouvoirs, s'ils ont été créés et mis au monde pour se livrer à des querelles meurtrières, pour se réduire mutuellement à merci, ou pour travailler ensemble aux affaires du pays. Voilà la question qui domine tout et qu'on devrait avoir devant l'esprit à chaque pas qu'on fait dans cette voie désastreuse où toutes les issues semblent se fermer l'une après l'autre.

Comment en est-on venu là? Assurément la situation avait été singulièrement compromise par le fait même de cette campagne inaugurée d'une façon si brusque il y a six mois. On ne joue pas impunément de telles parties; on n'arbore pas sans péril ces politiques à outrance qui bouleversent un pays pour une cause équivoque, tout au moins mal définie, — qui se placent elles-mêmes entre la nécessité d'un succès à tout prix et les conséquences d'une défaite inévitablement grosse de menaces. L'acte du 16 mai était dès l'origine et est resté une redoutable gageure. Après tout cependant rien n'était encore perdu. Le chef de l'état avait pu se tromper et céder à une illusion d'autorité, il exerçait un droit en demandant la faculté d'en appeler au jugement du pays mieux informé. Le sénat, en se prêtant à une dissolution, avait pu subir une nécessité, il n'excédait pas ses prérogatives. La majorité parlementaire frappée dans son existence ne sortait pas non plus apparemment de son droit en se défendant, en acceptant le combat qu'on lui offrait et en essayant de revenir à Versailles. Jusque-là, quels que fussent les abus de pouvoir et d'influence que pouvait se permettre une administration engagée à fond, c'était toujours la lutte plus ou moins régulière. Pour tout le monde les élections restaient le grand dénoûment constitutionnel; elles pouvaient être considérées comme le moyen légal de créer un nouveau terrain où toutes les combinaisons redeviendraient possibles, et dans un pays où les violences d'une lutte électorale sont vite oubliées, il n'y avait rien d'irréparable jusqu'au 14 octobre; mais c'est à partir du 14 octobre, bien plus encore à partir de la réunion des chambres, que tout s'est rapidement aggravé parce qu'en présence de ce scrutin, de cette victoire de l'ancienne majorité, le désarroi a visiblement commencé dans les régions officielles. Le gouvernement a paru surpris comme s'il n'avait prévu que son propre succès; il a semblé aussitôt partagé entre des conseils de résistance qui ne pourraient conduire à rien et le sentiment d'une situation plus forte que lui. Il n'a su ni accepter sa défaite, ni régler son attitude, ni préparer ses prochaines rencontres avec une

chambre nécessairement excitée; il a préféré attendre la lutte, sans songer que ce qui est possible un jour peut fort bien n'être plus possible le lendemain, et c'est ainsi qu'on s'est laissé gagner de vitesse par les incidens, par les manifestations, par cette proposition d'enquête qui a ressemblé à la préface d'une mise en accusation, qui a dans tous les cas ouvert avec violence les hostilités. C'est ainsi que s'est trouvé fatalement engagé le conflit qui était sans doute dans la nature des choses, qui ne pouvait être absolument évité, mais qu'une certaine prudence aurait pu atténuer et que les fautes des uns et des autres n'ont pas tardé à compliquer d'une manière sensible.

Des fautes, il y en a eu de toutes parts, c'est possible; il y a eu des fautes d'emportement, des fautes d'irrésolution. La première, la plus sérieuse de toutes, a été que le ministère qui a conduit les affaires depuis le 16 mai n'ait pas cru devoir donner sa démission dès le lendemain de son éclatante défaite, au moins peu après et assez tôt pour qu'il restât une certaine liberté de choix et de combinaison. Il a mis du temps à ouvrir les yeux; même après les avoir ouverts il a multiplié les fausses sorties, et par cette apparence d'opiniâtreté au pouvoir il a certainement pesé sur la situation au moment où le plus pressé était de la dégager : il est resté plus qu'il n'aurait fallu comme la représentation survivante d'une pensée de résistance, lorsque la résistance ne pouvait plus être qu'une menace extrême et irritante. Le ministère du 17 mai a cédé à un mouvement d'orgueil personnel, il a tenu à recevoir les premiers coups de cette proposition d'enquête parlementaire qui éclatait sur sa tête, il n'a fait que relever un défi, nous le voulons bien. Admettons, si l'on y tient, que M. le président du conseil ait été autorisé à ne consulter que sa dignité en refusant d'aller se défendre dans l'atmosphère plus favorable du sénat, en se présentant devant la chambre des députés elle-même. On lui a offert l'occasion, il l'a saisie résolûment, et dans cette discussion ardente où la majorité a été représentée par M. Léon Renault, M. Jules Ferry, M. Gambetta, où M. de Fourtou a défendu son administration, où M. Baragnon a seul serré de près la question de l'enquête, dans cette discussion passionnée M. le duc de Broglie a eu un de ces succès de parole que son habileté sait conquérir. Il s'est donné le plaisir de tenir tête à ses adversaires, de déployer cet art raffiné et savant qui produit toujours son effet sur une assemblée assez peu lettrée. Si M. le duc de Broglie n'est pas sorti intact de la lutte, il en est sorti avec éclat. Il avait son succès de tribune, il n'était plus réduit à se retirer vulgairement, presque clandestinement, sans explications publiques. Soit; c'était de bonne guerre de ne pas déserter un combat où M. le duc de Broglie pouvait se promettre quelque avantage; mais, après cela, où donc était la nécessité de tout compliquer en léguant à un nouveau ministère l'héritage d'instructions

administratives dirigées contre l'enquête de la chambre des députés? où était surtout la nécessité d'associer le sénat à des manifestations qui n'étaient point son affaire, qui ressemblaient plus ou moins à un acte d'hostilité contre l'autre assemblée?

La retraite du ministère du 17 mai pouvait être honorable après la discussion de l'enquête, telle qu'elle s'était produite dans la chambre des députés; elle semble avoir été calculée et combinée après coup, de façon à laisser le gouvernement lié, accablé sous le poids d'une politique, et à compromettre M. le président de la république lui-même comme le sénat dans un conflit envenimé. C'est là justement la faute, la dangereuse inspiration par laquelle le cabinet du 17 mai a clos une existence plus agitée que glorieuse. Évidemment ce n'est pas sans peine et sans beaucoup de négociations intimes qu'on est arrivé à organiser cette interpellation dont M. de Kerdrel a pris l'initiative et dont l'intention était trop apparente. M. de Kerdrel, à ce qu'il paraît, avait besoin d'être rassuré sur la portée de l'enquête ordonnée par la chambre des députés, sur l'opinion du gouvernement, et il a pris bien des précautions pour arracher à M. le duc de Broglie des déclarations que le chef du cabinet expirant était fort impatient de lui donner. M. de Kerdrel est probablement rassuré aujourd'hui, il a reçu les déclarations de M. le duc de Broglie, et il a inscrit sa satisfaction dans un ordre du jour savamment préparé d'avance par toute sorte de réunions, de conférences et d'entrevues plus ou moins diplomatiques. Pourrait-on bien cependant nous dire ce que signifie une interpellation demandant à un ministère qui va disparaître le secret de ses intentions et de ses instructions au sujet d'actes abusifs d'une autre assemblée qui ne se sont pas encore produits, qui n'auront peut-être pas même l'occasion de se produire? Pourrait-on nous expliquer ce que veut dire sérieusement un ordre du jour prenant acte des déclarations d'un cabinet démissionnaire, protestant que le sénat est toujours conservateur et proclamant une fois de plus l'indépendance des trois pouvoirs? Quand on parle, dans un langage assez nouveau et fort peu correct, des trois pouvoirs, la chambre des députés en est-elle? Et si la chambre des députés est un de ces pouvoirs, pourquoi commencer par la mettre sur la sellette en incriminant par suspicion ce qu'elle pourra être tentée de faire? De deux choses l'une : ou l'ordre du jour proposé par M. de Kerdrel et ses amis cache une pensée de défiance et d'hostilité à l'égard de l'autre assemblée, ou il est complétement insignifiant, et il n'échappe à la qualification de « révolutionnaire au plus haut chef » qui lui a été infligée par M. Dufaure que pour retomber au rang des manifestations inutiles.

Au fond, il est assez clair que ce malheureux ordre du jour combattu avec toute la verve du bon sens, du patriotisme et de l'esprit par M. Du-

faure et M. Laboulaye, reste en lui-même un acte inoffensif qui a été arraché par l'obsession à la faiblesse de quelques membres et qui n'engage en rien le sénat. Seulement le sénat se donnait l'apparence d'une intervention en faveur d'une politique et de ceux qui la représentent dans la crise dont on poursuit le dénoûment toujours insaisissable. C'est précisément la dernière faute du ministère du 17 mai d'avoir couvert sa retraite de cette diversion, de cette équivoque, comme aussi c'est un peu la faute des constitutionnels du sénat de se prêter à ces dangereuses tactiques, de trop s'effacer ou de trop se perdre dans les combinaisons d'une vaine diplomatie au moment où ils pourraient prendre le rôle le plus actif et le plus décisif.

Ils semblaient naturellement désignés pour cette médiation nécessaire entre les partis modérés, et, bien qu'un mois ait été déjà perdu, ils peuvent encore être utilement appelés à refaire autant que possible une situation régulière. Qu'il y ait à vaincre des difficultés sérieuses malheureusement nées de ces derniers temps, c'est possible, c'est même certain. Ces difficultés, ces résistances, on les trouvera dans une fraction de la majorité du sénat comme dans la majorité de l'autre chambre, dans les obstinations de parti, dans les prétentions extrêmes, dans les opinions qui se refusent aux plus simples transactions, prenant sans cesse leurs préjugés et leurs ombrages pour de la politique; mais, si on attend pour se risquer qu'il n'y ait point de difficultés, si on s'arrête devant tout sous prétexte qu'on peut échouer, c'est assurément le meilleur moyen de ne pas réussir, et c'est ainsi qu'un parti se perd. Une chose est certaine : plus que tous les autres, les constitutionnels du sénat peuvent entreprendre une œuvre de conciliation que nous oserons appeler généreuse et patriotique aujourd'hui; ils le peuvent dans des conditions à peu près indiquées par la nature des choses, avec le concours de quelques-uns de leurs collègues du centre gauche et quelques-uns des républicains modérés de la seconde chambre. Un ministère est presque tout trouvé, si on le veut, et il vaudra certes tous ceux qu'on pourra composer. Ceux qui se chargeront de ce travail vont, dès le premier pas, essuyer des refus, dit-on; ils se heurteront contre des engagemens pris, contre des solidarités de partis : c'est encore possible. Ils se seront honorés par l'initiative la plus sérieuse; ils auront fait acte d'hommes politiques dévoués à leur pays, et ils n'auront rien à craindre le jour où ils iront exposer loyalement devant les chambres les refus qu'ils ont rencontrés, ce qu'ils ont essayé, ce qu'ils ont voulu, — le maintien des institutions, de la république, avec les garanties conservatrices que tous les esprits sensés admettent, avec le respect des droits parlementaires que tout le monde veut remettre en honneur. Ce jour-là, devant la confession sincère de tous ceux qui auront coopéré à ces négociations, la question est de savoir à qui l'opinion donnera raison, —

à ceux qui se seront refusés à tout, bravant jusqu'au bout les plus redoutables conflits, ou à ceux qui auront offert un apaisement de la crise dans des conditions réalisables.

Cette tentative aurait eu sans doute plus de chances de succès il y a un mois, avant les troubles, les oscillations et les complications qui ont signalé les dernières semaines; elle aurait été du moins plus facile. Ce qui aurait pu être tenté il y a un mois, non sans quelque confiance, n'aurait-il plus aucune chance aujourd'hui, avec les difficultés nouvelles qui ont surgi, au point où cette malheureuse crise est arrivée? C'est l'unique et émouvante question du moment. La première condition serait tout d'abord évidemment de convaincre M. le président de la république, et pour ceux qu'il pourrait appeler auprès de lui, il n'y a plus qu'un moyen, c'est de lui dire avec une simple et respectueuse franchise toute la vérité, de lui montrer sans faiblesse, sans diplomatie, qu'en dehors de cette œuvre de conciliation nécessaire il n'y a plus rien; non, il n'y a plus rien absolument, — si ce n'est une résolution devant laquelle le patriotisme de M. le président de la république ne reculerait pas, dit-on, s'il le fallait, mais qu'il n'a pas sans doute arrêtée jusqu'ici dans son esprit, et sur laquelle on ne peut réellement fonder aucun calcul sérieux. Ce n'est point de cela qu'il s'agit d'ailleurs. L'essentiel est que M. le maréchal de Mac-Mahon exerce le pouvoir qui lui a été confié, dont il reste le gardien, de la manière la plus utile au pays, la plus digne de lui et de son nom.

Il n'est point certainement impossible qu'il n'y ait autour de M. le président de la république des influences et des conseils intéressés à intercepter la vérité, à abuser le chef de l'état, en lui parlant sans cesse de la nécessité de la résistance, de conflits poussés jusqu'au bout, de la facilité d'une dissolution nouvelle. M. le maréchal de Mac-Mahon ne peut plus s'y tromper aujourd'hui : tout cela n'est pas seulement coupable, ce n'est plus possible, ce n'est plus une solution, ou ce ne serait un semblant de solution pour un moment qu'au prix de violences et de déchiremens devant lesquels l'honneur du soldat reculerait bien plus que devant une abdication. Une dissolution nouvelle, à l'heure présente, aurait probablement peu de chances d'être sanctionnée par le sénat, et ce serait une singulière illusion de chercher un encouragement dans le dernier vote assez platonique qui a couronné l'interpellation de M. de Kerdrel. Ce vote, dans la pensée des sénateurs de qui dépend après tout la majorité, n'a eu d'autre objet que de rendre témoignage une fois de plus en faveur du pouvoir légal de M. le maréchal de Mac-Mahon; il n'a point été à coup sûr une promesse de concours pour une dissolution qu'aucune circonstance nouvelle ne justifierait. La résistance, on parle sans cesse de la résistance! A quoi et au nom de quoi prétend-on résister? De quelle autorité supérieure et invisible a-t-on reçu mandat? Sur

quoi peut-on compter pour s'engager dans ces campagnes sans issue et sans but? La résistance n'est qu'un mot, un mirage d'imaginations effarées, elle n'est point une politique. Ce qu'on offre à M. le président de la république comme une ressource, comme un système de gouvernement dans le péril, n'est même pas un expédient. Ce qu'il y a plus ou moins au fond de ces conseils troublés, c'est l'appel à la force arbitraire et impérieuse, le coup d'état pour l'appeler par son nom, et là, nous gardons cette conviction, M. le maréchal de Mac-Mahon est encore plus séparé de ceux qui avoueraient tout haut de telles pensées que de ceux qu'on lui représente sans cesse comme des ennemis.

L'art dangereux et coupable de tous ceux qui prétendent se servir de M. le président de la république au lieu de le servir et qui craignent surtout aujourd'hui de le voir incliner aux transactions, c'est de lui montrer le danger des moindres concessions, d'intéresser son honneur, sa dignité, ses susceptibilités à l'œuvre de résistance et de réaction qu'ils poursuivent. Tant qu'on pourra, sans doute, on s'efforcera de l'assaillir de plaintes et d'émouvoir son esprit. On ne cessera de lui répéter qu'il est engagé avec les conservateurs, avec ce qu'on appelle les conservateurs, qu'il s'est lié lui-même par ses proclamations, par ses déclarations, par ses actes; on lui dira qu'il a promis appui à ses fonctionnaires, à ses alliés, à ses coopérateurs, et qu'il ne peut pas les livrer aujourd'hui aux représailles des partis victorieux, aux investigations d'une enquête hostile. On dira ce qu'on voudra dans l'intérêt d'une politique désespérée. Assurément si dans les concessions nécessaires il y avait un déshonneur pour M. le président de la république, il n'y aurait rien à lui proposer, rien à lui conseiller; mais après tout quelle est aujourd'hui la situation réduite à ses termes les plus simples, telle que les derniers événemens l'ont faite? Il y a eu un moment où M. le maréchal de Mac-Mahon a cru qu'il y avait un danger, que la politique de son ministère subissait trop les influences de la majorité républicaine de la chambre des députés, et que cette majorité n'était pas l'expression fidèle de la pensée du pays. Il a changé son ministère, il a demandé le concours du sénat pour la dissolution, et pendant quatre mois il a ouvert la carrière aux conservateurs ou prétendus conservateurs, à tous ceux qui ont voulu se présenter aux électeurs en son nom. Il ne leur a certes pas ménagé son appui, il a mis ou laissé mettre à leur service tout ce qu'une administration puissante peut déployer de ressources, d'influences abusives et d'excentriques fantaisies de pouvoir. Il s'est jeté de sa personne dans la mêlée plus que de raison, au risque de se compromettre. Le dernier mot, en définitive, c'était toujours l'appel au pays, — au « jugement du pays, » comme le disait M. le maréchal de Mac-Mahon lui-même à l'époque où il demandait le droit de dissolution. Le « juge, » le pays a été interrogé, il a répondu. Que demande-t-on

aujourd'hui ? M. le maréchal de Mac-Mahon a offert aux alliés de son ministère l'occasion de réussir, — ils n'ont pas réussi ! M. le président de la république leur a promis de les soutenir, il les a soutenus, il les a patronnés devant le suffrage universel : il ne leur a pas promis de méconnaître pour eux le « jugement du pays, » de résister aux manifestations légales de l'opinion. Il ne s'est engagé à rien de semblable, et ceux qui affectent de l'enchaîner à leur cause, de l'obliger à partager leur fortune, ceux-là oublient qu'à l'époque où ils ont élevé M. le maréchal de Mac-Mahon au pouvoir, ils étaient les premiers à déclarer que le chef de l'état devait rester en « dehors et au-dessus des partis. » C'est la loi de l'irresponsabilité constitutionnelle. Si, dans la chaleur des luttes récentes, M. le président de la république est sorti un moment de cette irresponsabilité, il n'y a pour lui aucun déshonneur à y rentrer, à en accepter simplement, loyalement les conditions et les conséquences légitimes. En cela, tout est franc et droit ; M. le président de la république n'a qu'à écarter quelques souvenirs de combat pour reprendre sa position supérieure entre les partis.

Que peut honorablement et légitimement désirer M. le maréchal de Mac-Mahon, même au sein de cette irresponsabilité, qui est son bouclier et sa force ? Oh ! sans doute, il a le droit de rester un conservateur au pouvoir, le protecteur ou le garant de tous les intérêts de conservation, fût-ce des fonctionnaires qui ne se sont pas trop compromis par l'excentricité de leur zèle, qui ont d'autres titres à demeurer les serviteurs du pays. M. le président de la république est fort préoccupé, dit-on, de ne pas paraître faire des concessions au radicalisme et rendre les armes à la démagogie. Rien n'est certes plus simple, et M. le maréchal de Mac-Mahon peut se rassurer, on ne lui demande pas d'ouvrir la porte aux barbares ; mais, si on le pouvait, il faudrait une bonne fois en finir avec cette équivoque perpétuelle que des passions et des préjugés intéressés s'efforcent d'entretenir sur les choses et sur les hommes, qui est peut-être l'illusion de M. le président de la république lui-même. Il faut laisser aux polémiques de circonstance ces dénombrements de fantaisie qui font des conservateurs privilégiés de tous ceux qui, sous le nom de légitimistes ou de bonapartistes, poursuivent la ruine des institutions existantes, et des radicaux, des démagogues de ceux qui veulent faire vivre ces institutions en les adaptant patiemment aux traditions et aux intérêts du pays. C'est un artifice usé, ce n'est ni sérieux ni sincère. Est-ce qu'il n'y a de conservateurs que dans un seul parti, dans ce camp sur lequel flottent plusieurs drapeaux, où les alliés d'un jour seraient en guerre demain si l'un d'eux avait la victoire ? Est-ce que des hommes comme M. Léon Renault, M. Léon Say, M. Waddington, M. Bertauld, M. Laboulaye, seraient par hasard des radicaux prêts à proposer la liquidation sociale ou à la laisser proposer ? Et le pauvre Lan-

frey, qui vient de s'éteindre jeune encore, après une vie de probité et d'étude, qui jusqu'à la dernière heure avait un sentiment si vif de la modération politique, était-ce un démagogue? M. de Fourtou a pu faire avec complaisance l'apologie de son administration : a-t-il essayé de prouver que des maires comme M. Feray, M. le comte Rampon, qu'il a destitués pendant son consulat guerrier, étaient des factieux? M. Dufaure ne se montrait-il pas l'autre jour le plus prévoyant, nous dirons presque le plus pathétique des conservateurs, lorsqu'il signalait le danger de ces luttes implacables qui ont leur contre-coup jusque dans les familles? Était-il un factieux ou un allié des factieux lorsqu'il exhortait ses collègues à laisser de côté les ordres du jour provocateurs, à envoyer le président de la commission sénatoriale du budget auprès du président de la commission de la chambre des députés pour s'entendre sur l'affaire la plus pressante du pays? Ne voit-on pas qu'avec toutes ces suspicions jetées sur les hommes les plus sérieux, les mieux faits pour offrir des garanties, on n'arrive qu'à diviser les forces du pays?

Et puis, il faut bien se dire que la société marche, que la révolution française, par des ramifications infinies, produit ses conséquences dans les mœurs, dans les opinions comme dans les intérêts, et qu'il se dégage par degré une France nouvelle qui reste toujours conservatrice, qui l'est même peut-être plus qu'elle ne l'a jamais été, mais qui l'est autrement que M. le duc de Broglie. Il faut en prendre son parti, et ce serait désormais la plus vaine illusion de ne voir des conservateurs que parmi les partisans des divers régimes monarchiques qui ont passé sur la France. Les conservateurs aujourd'hui, ce sont aussi tous ceux qui travaillent, qui créent chaque jour leur bien-être, qui s'élèvent par le talent, par le commerce ou l'industrie et qui, sans acception de régime, tiennent à leurs droits, à leur indépendance sous un gouvernement libéral et sensé. Ils votent librement dans l'occasion, ils ne sont pas pour cela des ennemis, et le monde politique qui se forme à leur image, qu'ils appellent à les représenter, n'est pas non plus un ennemi. C'est une situation générale dont il faut savoir tenir compte, sans esprit d'exclusion, dans les relations avec le parlement comme avec l'opinion, dans le choix des hommes qui peuvent être utilement appelés à exercer le pouvoir d'accord avec le chef de l'état. Que M. le président de la république tienne à maintenir à travers tout une autorité énergique et respectée, que, pour dénouer la pénible crise dont nous souffrons, il ne s'adresse qu'à des hommes connus pour leur modération, faits pour lui inspirer à lui-même une entière confiance et pour rassurer le parlement, rien de mieux. Il a pu croire un instant avoir trouvé un palliatif dans le ministère qu'il a créé il y a quelques jours, qui n'est qu'un cabinet d'affaires, et qui s'est empressé de définir lui-même son rôle modeste et temporaire. Assurément, à ne juger que

les hommes qui se sont prêtés avec dévoûment à cette œuvre, il y en a d'éminens par leurs facultés, il y en a qui sont estimés pour leur aptitude spéciale. Quelques-uns sont des naufragés des dernières élections, et c'est peut-être ce qui a le plus compromis le nouveau cabinet dès sa naissance, ce qui lui a attiré dès la première heure un assez mauvais compliment de la chambre des députés. Dans tous les cas, ce n'est évidemment qu'une combinaison éphémère, qui a peut-être ajouté quelques complications de plus à la crise par cela même qu'elle ne la dénouait pas, — et qui a peut-être aussi laissé le temps de faire quelques réflexions de plus, d'envisager de plus près la nécessité des choses. M. le maréchal de Mac-Mahon aurait eu, dit-on, ces jours derniers, les conversations les plus sérieuses avec M. le président du sénat comme avec M. le président de la chambre des députés. Les deux représentans du parlement ont dû, à coup sûr, l'éclairer, en ayant l'occasion de s'éclairer eux-mêmes sur les intentions du chef de l'état, et si cela était, si les intentions se trouvaient dégagées de toute obscurité, si un premier pas était fait, pourquoi ne pourrait-on pas espérer d'ici à peu une solution qui permettrait tout au moins à la France de respirer?

Pourquoi la majorité républicaine de la chambre des députés ne se prêterait-elle pas elle-même par sa modération, par sa mesure, à cette solution qui serait un soulagement? Elle est arrivée sans doute à Versailles toute chaude encore de la lutte, pleine d'irritations et de ressentimens à peine contenus, animée aussi de toutes les susceptibilités d'un pouvoir à demi méconnu, presque contesté dès sa naissance. Quelques jours sont passés depuis, et les républicains de la chambre, eux aussi, ont pu et dû réfléchir. Eh bien! s'ils ont réfléchi avec maturité, avec le sentiment précis de la situation, des intérêts du pays et même des intérêts de leur parti, ils ont dû rester convaincus que la première loi pour eux est la prudence. Tout ce qui paraîtrait irriter et envenimer le conflit serait certainement une faute. La vraie force de la majorité républicaine de la chambre est dans une conduite mesurée, strictement légale, conciliante, et, ce qui pourrait n'être pas moins dangereux, ce serait de mêler toute sorte d'inspirations contraires, d'accompagner par exemple des actes légitimes en eux-mêmes de commentaires et de procédés à demi révolutionnaires. C'est ce qui est arrivé déjà deux fois, — à propos de l'enquête, qui était un acte tout simple, régulier, mais qu'on a trouvé le moyen de compromettre par des considérans plus tapageurs que décisifs, — et plus récemment, à propos de cet ordre du jour qu'on a lancé contre le nouveau cabinet. Que peut signifier un ordre du jour par lequel on déclare au ministère qu'on ne le connaît pas? Il y a aujourd'hui un sentiment universel, c'est que cette lamentable crise doit finir, qu'elle doit finir pacifiquement, et si M. le prési-

dent de la république fait une tentative sérieuse, la chambre se doit à elle-même, elle doit au pays, de ne point être un obstacle au rétablissement de la paix intérieure que tout le monde appelle!

CH. DE MAZADE.

REVUE DRAMATIQUE.

THÉATRE-FRANÇAIS.

LA REPRISE D'HERNANI ET LE DRAME ROMANTIQUE.

Pendant cette soirée où la Comédie-Française fêtait royalement la reprise d'*Hernani*, j'aurais aimé avoir pour voisin l'un des rares survivans de la grande *première* de 1830, — un de ces romantiques fougueux et chevelus qui, munis de la fameuse contre-marque rouge, furent introduits dès l'après-midi dans la salle encore obscure, attendirent huit heures le lever du rideau et transformèrent le paisible Théâtre-Français en un champ de bataille tout retentissant de huées et de bravos frénétiques. J'aurais été curieux d'étudier de près la figure de l'un de ces vaillans qui, comme l'a dit pittoresquement Théophile Gautier, « s'engagèrent aux sons du cor d'Hernani dans la montagne du romantisme » et d'y deviner ses impressions à l'aspect de ce public de 1877, qui applaudissait sans discussion, mais aussi sans passion, les passages autrefois les plus contestés. Peut-être mon voisin eût-il été plus surpris que réjoui de ces ovations un peu trop respectueuses, peut-être eût-il regretté le temps où « certains vers étaient pris et repris comme des redoutes disputées par chaque armée avec une opiniâtreté égale (1). » Peut-être fût-il devenu mélancolique comme don Ray Gomez au souvenir de ses années de jeunesse, et eût-il volontiers donné toute cette bienveillance placide, tous ces applaudissemens de dilettantes pour les tumultes ardens et les convictions acharnées d'autrefois.

Les spectateurs qui assistèrent à la reprise de juin 1867 ont déjà pu eux-mêmes constater la transformation qui s'est opérée en dix ans dans l'esprit du public. Lorsque l'empire permit pour la première fois la représentation d'une œuvre de Victor Hugo, les ardeurs politiques

(1) Théophile Gautier, *Histoire du romantisme*.

s'unissaient aux enthousiasmes purement littéraires et le public était animé de dispositions belliqueuses et bruyantes. Tous les admirateurs du poète des *Châtimens* étaient accourus, avides d'acclamer ce drame proscrit depuis le deux décembre. La salle n'offrait plus l'image d'un champ de bataille; elle ressemblait à une place prise d'assaut, quand, après l'escalade, les vainqueurs, enivrés de leur succès, poussent des clameurs triomphantes à la lueur des maisons incendiées et dans le tumulte des murs qui s'écroulent. Il semblait qu'on fût au milieu d'une fournaise, tant la passion avait chauffé toutes les têtes. La politique s'en mêlant, les passages qui pouvaient prêter à une allusion étaient salués par des trépignemens et des hurrahs. Les applaudissemens montaient comme une tempête du parterre aux cintres et retombaient avec des éclats de tonnerre sur les premières loges effarées d'un tel succès. Chaque fin d'acte amenait une ovation, et dans les entr'actes, au foyer, l'enthousiasme continuait : on se serrait les mains, on se félicitait avec des cris de joie. Même, au sortir de cette fameuse reprise, je me souviens que deux poètes parnassiens, encore tout grisés d'admiration, s'en allèrent droit devant eux par la ville endormie, déclamant, chantant, se montant mutuellement la tête, et furent retrouvés au petit matin, sur les talus des fortifications, en train de réciter le monologue de Charles-Quint à un groupe de douaniers ébahis.

Rien de tout cela ne s'est reproduit cette fois; les ardeurs se sont assoupies, les applaudissemens se sont réglés et modérés. Le public semblait plus préoccupé de l'interprétation que de l'œuvre elle-même. Il s'est plus intéressé à la grâce attendrie de Mlle Sarah Bernhardt qu'à l'amour de doña Sol; s'il a fait une ovation, ç'a été pour saluer le remarquable talent de M. Worms bien plutôt que pour marquer les beautés du monologue de don Carlos. Il s'émerveillait du luxe et de l'exactitude de la mise en scène, il critiquait l'étrange façon dont M. Mounet-Sully articulait les plus beaux vers et les éteignait dans une sorte de mélopée sourde et saccadée; mais le drame en lui-même paraissait le passionner médiocrement. — Victor Hugo est maintenant en pleine possession de la royauté littéraire, et il est toujours difficile de dire la vérité aux rois sans s'exposer à être accusé de leur manquer de respect; — mais, pour parler franc, beaucoup de spectateurs étaient étonnés de se trouver si peu émus, et les plus hardis, les plus épris de sincérité, déclaraient que l'action, ralentie à tout instant par des harangues « hors de leur place et qui n'ont point de fin, » leur semblait enfantine et invraisemblable; quelques-uns murmuraient même, comme Alceste :

> Ce n'est que jeu de mots, qu'affectation pure,
> Et ce n'est point ainsi que parle la nature.

En effet, à ne considérer *Hernani* qu'au point de vue purement drama-

tique, on y trouve mille choses à reprendre. — Cette maison d'un jaloux Espagnol du caractère de Ruy Gomez est bien mal gardée, on y entre comme dans un moulin. Ce roi, qui conte ses secrets d'état et ses projets devant les valets, est bien léger et peu circonspect. La conduite d'Hernani est plus incompréhensible encore : il menace sans cesse le roi de sa vengeance et le laisse partir dès qu'il le tient dans sa main; il vient, au péril de sa tête, enlever doña Sol dans Saragosse et perd un temps précieux en discours inutiles; plus tard il s'introduit chez Ruy Gomez avec une imprudence rare et sans que cette imprudence soit suffisamment motivée; c'est un héros dont les idées sont singulièrement décousues et on a grand'peine à le prendre au sérieux. L'acte des tombeaux est un hors-d'œuvre et la conjuration qui le traverse n'effraie personne. Enfin cet honneur castillan, qui fait le fond de la pièce, est tellement poussé à l'outrance, tellement surhumain, qu'il en devient odieux et ridicule.

Tous ces reproches, les critiques les ont formulés cent fois, et si le public ne s'est pas aperçu plus vite de ces invraisemblances, c'est qu'il ne voulait ni réfléchir ni analyser, ou plutôt c'est que le grand poète lui avait jeté un sort, et que les foules ne raisonnent plus dès qu'elles sont éblouies et charmées.

Comme le remarquait ici même M. Émile Montégut à propos de la *Légende des siècles* (1), Victor Hugo est un magicien habile et puissant. Le poète possède un talisman qui a le don de faire oublier les fautes et les faiblesses de l'auteur dramatique. Comme Oberon, il a un cor enchanté qui opère des miracles. Dans le vieux poème français, Oberon donne cet olifant à Huon de Bordeaux, et chaque fois que l'étourdi chevalier commet quelque faute lourde ou se fourvoie dans un fourré inextricable, il n'a qu'à approcher ses lèvres du cor d'ivoire pour se tirer d'affaire. Victor Hugo a hérité de ce cor merveilleux; dès qu'il se trouve dans un mauvais pas, il n'a qu'à en sonner, et tout le monde est sous le charme.

Dans *Hernani*, la séduction de cette musique nous console à tout instant des pauvretés de la fiction dramatique. A travers l'œuvre entière circule une séve lyrique pleine de verdeur printanière et de fougue passionnée. A mesure qu'on avance, on croit pénétrer dans une forêt enchantée : la végétation y est étrange, touffue et luxuriante; des fleurs légendaires s'y épanouissent et répandent une odeur capiteuse, des oiseaux bleus y chantent des *lieder* mélancoliques; une clarté lunaire y tombe du haut des branches emmêlées et laisse voir au loin des enfilades de vieux arbres croisant à l'infini leurs voûtes de verdure, hautes et profondes comme des nefs de cathédrale. Tantôt le magicien nous fait entendre un délicieux duo d'amour :

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre 1859.

Chante-moi quelque chant comme parfois le soir
Tu m'en chantais avec des pleurs dans ton œil noir.
. . . . . .
Parle-moi, ravis-moi! N'est-ce pas qu'il est doux
D'aimer et de savoir qu'on vous aime à genoux?
D'être deux, d'être seuls? et que c'est douce chose
De se parler d'amour, la nuit, quand tout repose...

Tantôt il nous murmure l'élégie de la vieillesse qui regrette ses vingt ans, et qui donnerait volontiers ses châteaux, ses titres, ses aïeux, pour la rustique et fière beauté d'un jeune pâtre qui passe. Le vieux Ruy Gomez soupire lentement et tristement sa plainte amoureuse à doña Sol distraite :

Voilà comme je t'aime, et puis je t'aime encore
De cent autres façons : comme on aime l'aurore,
Comme on aime les fleurs, comme on aime les cieux!
De te voir tous les jours, toi, ton pas gracieux,
Ton front pur, le beau feu de ta fière prunelle,
Je ris et j'ai dans l'âme une fête éternelle...

Puis le ton change; à côté de ces soupirs et de ces tendresses retentit comme une fanfare altière la grande tirade des portraits d'aïeux; on dirait un splendide fragment d'épopée :

Christoval! — Au combat d'Escalona, don Sanche,
Le roi, fuyait à pied, et sur sa plume blanche
Tous les coups s'acharnaient; il cria : « Christoval! »
Christoval prit la plume et donna son cheval...

Ou bien le poète oublie tout à coup son action boiteuse, ses héros invraisemblables; il s'envole sur sa chimère, et nous avons le monologue de Carlos au tombeau de Charlemagne. — M. Worms, dans l'interprétation de ce morceau, a révélé toute la souplesse et l'ampleur de son talent chaud, sobre et contenu; avec sa diction nette, savante, incisive, il a mis en relief et en valeur les moindres détails de ce magnifique hors-d'œuvre qu'on peut comparer pour le mouvement, la féerie des images, l'éclat des couleurs, le lointain des perspectives, à cette autre fantaisie merveilleuse qui se trouve dans les *Feuilles d'automne* et qui s'appelle *la Pente de la rêverie*.

Enfin, et comme pour nous guérir de la sensation de vertige qu'il nous a donnée en nous enlevant à de si fantastiques hauteurs, l'enchanteur redescend vers la terre, mais il ne fait qu'effleurer de l'aile la cime des arbres endormis, et nous voilà en plein songe d'une nuit d'été, assistant à ce mélodieux nocturne du dernier acte :

Ce silence est trop noir, ce calme est trop profond.
Dis, ne voudrais-tu point voir une étoile au fond,
Ou qu'une voix des nuits, tendre et délicieuse,
S'élevant tout à coup, chantât? . . . . .
. . . . Un oiseau qui chanterait aux champs!
Un rossignol perdu dans l'ombre et dans la mousse,
Ou quelque flûte au loin!.. Car la musique est douce,
Fait l'âme harmonieuse et, comme un divin chœur,
Éveille mille voix qui chantent dans le cœur!

Ce duo de la fin a une mélodie et une tendresse adorables. Il rappelle la rêverie charmante qui termine le drame du *Marchand de Venise*, et où Shakspeare transporte doucement ses spectateurs pour les reposer des scènes poignantes où Shylock réclame à grands cris la livre de chair vivante qu'il doit tailler sur la poitrine d'Antonio. C'est la même nuit azurée, la même sérénité et le même motif : — « Comme le clair de lune sommeille mollement sur ce gazon! Allons nous y asseoir, et laissons les accords de la musique caresser nos oreilles; le silence et la nuit vont bien avec la douceur des notes harmonieuses. Assieds-toi, Jessica; regarde comme le pavé du ciel est semé d'un sable d'or étincelant. Il n'est pas une de ces étoiles que tu vois poudroyer là-haut, qui ne chante comme un ange en décrivant sa course... Il y a une musique infinie dans ces sphères immortelles; mais la grossière et périssable enveloppe dont nous sommes vêtus nous empêche de l'entendre... »

Shakspeare! — Ç'a été l'ambition secrète et persistante de Victor Hugo de donner à la France de 1830 un théâtre qui fût l'équivalent de celui de Shakspeare au XVIe siècle. Cette préoccupation perce dans maint endroit de ses préfaces. « Le but du poète dramatique, écrivait-il en 1833, doit toujours être avant tout de chercher le grand comme Corneille ou le vrai comme Molière; ou mieux encore, et c'est là le plus haut sommet où puisse monter le génie, d'atteindre tout à la fois le grand et le vrai, le grand dans le vrai, le vrai dans le grand, comme Shakspeare. » [*Préface de Marie Tudor.*] Il proteste, à la vérité, qu'il n'a pas la présomption de devenir le Shakspeare du théâtre contemporain, mais c'est surtout des choses qu'on souhaite tout bas qu'on se défend avec le plus d'énergie; les poètes sont un peu comme les femmes qui ne font jamais de plus belles résistances que lorsqu'elles ont le désir de succomber.

Ce but que Victor Hugo se proposait en créant le drame romantique, a-t-il été atteint? Le poète s'en est-il du moins rapproché? Aujourd'hui que l'expérience est faite et que les querelles d'école sont apaisées, il semble que, sans manquer de respect au grand lyrique, on peut, au sortir de cette reprise d'*Hernani*, répondre franchement : — Non; le drame romantique a pu nous donner un moment l'illusion du drame

shakspearien, mais ce n'a été qu'une illusion, un faux semblant, pareil à la nuée que l'amoureux Ixion prit pour Junon elle-même. Ce qui distingue le théâtre de Shakspeare, c'est la vérité des caractères, la puissance de vie de chaque personnage. Dans le théâtre de Victor Hugo, les caractères manquent de réalité et ils n'ont que l'apparence de la vie; ce sont de purs fantômes s'agitant dans une atmosphère artificielle. On sent à chaque instant que c'est le poète qui parle à la place de ses personnages. Doña Sol, Ruy Gomez, Carlos, Hernani, ne sont que des prête-noms, des porte-paroles du poète lyrique, et non des êtres en chair et en os, pris dans la nature, comme Shylock, Hamlet, lady Macbeth, le roi Lear, Othello. Les caractères vrais sont absens, les passions n'ont rien de sincère, et par suite l'action est froide et peu intéressante. Des cinq actes d'*Hernani*, il y en a à peine un et demi (la fin du 3e et le 5e) où les personnages agissent réellement; pendant tout le reste du drame, le poète seul est devant nous, et les scènes ne sont que de magnifiques morceaux lyriques d'une valeur égale à telle pièce des *Feuilles d'automne*, des *Chants du crépuscule* ou de la *Légende des siècles*.

Il est vrai que les romantiques invoquent pour excuse l'exemple de Shakspeare lui-même, chez lequel on trouve fréquemment « des échappées rapides vers la nature, des élans de l'âme au-dessus de la situation, des ouvertures de la poésie à travers le drame (1). » Mais dans Shakspeare les personnages n'ont de ces effusions que lorsque la situation où ils se trouvent les leur arrache comme des cris; le lyrisme chez eux n'est pas un effet voulu, c'est une explosion naturelle des passions exaltées. Et d'ailleurs, même dans ces brusques échappées, chacun des héros conserve son individualité. C'est bien toujours Othello amoureux et mordu par la jalousie, et non Shakspeare, qui s'écrie en contemplant Desdemona endormie : — « Éteignons ce flambeau, et après nous éteindrons cet autre. Lorsque j'aurai soufflé sur ta flamme, ô ministre de la lumière, je pourrai, si je me repens, te rallumer de nouveau... mais si je t'éteins, ô toi, la plus exquise forme qui soit sortie des mains de la nature, je ne connais pas de feu prométhéen qui puisse te rallumer. Quand j'aurai coupé la rose, je ne pourrai pas lui rendre sa séve vitale, et il faudra qu'elle reste fanée... Respirons-la du moins encore sur sa tige... » — Mais ce n'est pas Charles-Quint, c'est le poète lyrique de 1830 qui, sur les degrés du tombeau de Charlemagne, trouve ces images grandioses :

> Ah ! le peuple ! — océan ! — onde sans cesse émue !
> Où l'on ne jette rien sans que tout ne remue !
> Vague qui baise un trône et qui berce un tombeau !
> Miroir où rarement un roi se voit en beau !

(1) Théophile Gautier, *Histoire du romantisme*.

Ah! si l'on regardait parfois dans ce flot sombre,
On y verrait au fond des empires sans nombre,
Grands vaisseaux naufragés, que son flux et reflux
Roule, et qui le gênaient, et qu'il ne connaît plus!

Cela est fort beau, mais, pour parler la langue du théâtre, fort peu en situation. — Shakspeare au contraire, toujours impersonnel, n'interrompt jamais l'action pour substituer ses propres sentimens à ceux des types qu'il a créés; comme l'a très bien dit Victor Hugo lui-même : « il reste toujours dans la nature, tout en en sortant quelquefois; il exagère les proportions, mais il maintient les rapports. » (Préface de *Marie Tudor*.)

Telles sont les réflexions qu'a suggérées à plus d'un spectateur la reprise d'*Hernani*, et la conclusion à en tirer, c'est que le drame romantique n'était pas né viable; c'est que, malgré le magnifique manteau de pourpre que le poète lui a jeté sur les épaules, il a vieilli bien plus vite, il nous paraît bien plus ridé et suranné que la tragédie classique, tant raillée par l'école de 1830. On ne saurait trop louer néanmoins le directeur de la Comédie-Française de nous remettre sous les yeux ces chefs-d'œuvre du répertoire romantique, qu'il monte avec un goût parfait et un soin pieux. De pareilles reprises ont d'abord un intérêt très vif pour tous ceux qui sont curieux de l'histoire de l'art théâtral; puis, si, dans ces temps troublés où la politique absorbe tout, il est encore de jeunes poètes qui rêvent de renouveler le drame en vers, ces respectueuses exhumations serviront à leur démontrer clairement le vide d'un théâtre où l'observation est comptée pour peu de chose et où la fantaisie règne en maîtresse souveraine; elles les pousseront plus résolûment vers l'étude consciencieuse des caractères et des passions, vers la recherche de tout ce qui est naturel, sincère, imprégné d'une franche saveur de réalité, c'est-à-dire vers les seules sources d'un art sain et vivant.

Le directeur-gérant, C. BULOZ.

LA VIE

ET

L'ŒUVRE DE CERVANTES

Si vous demandez à un Espagnol ou à quelqu'un qui ait fait une étude particulière de la langue castillane ce qu'il faut penser du style du *Don Quichotte* ou des *Novelas ejemplares*, on vous répondra probablement qu'il est inimitable et intraduisible (1). Cela peut être vrai jusqu'à un certain point, et je crois qu'il en est de même pour tous les auteurs vraiment originaux; cependant c'est en grande partie à ses traducteurs que Cervantes doit sa renommée, et ses compatriotes, qui pendant longtemps ne l'ont considéré que comme un prosateur élégant et enjoué, se sont aperçus qu'il était le meilleur de leurs écrivains lorsque toute l'Europe l'avait proclamé tel. Le licencié Marquez de Torres, maître des pages du cardinal archevêque de Tolède, eut l'honneur d'être le censeur de la seconde partie du *Don Quichotte*. C'était à ce qu'il paraît un homme d'esprit assez bon écrivain pour qu'on ait accusé Cervantes d'avoir rédigé lui-même l'*Approbacion* qui autorisa la vente de son livre. « Le 25 février 1615, dit le licencié Marquez dans l'*Approbacion* susdite, j'eus l'honneur d'accompagner son éminence chez l'ambassadeur de France qui venait d'arriver. Causant avec les gentilshommes de sa suite, ils me demandèrent quels étaient les auteurs espagnols le plus en réputation. En m'entendant nommer Michel Cervantes, dont pour lors j'étais le censeur, ces messieurs ne trouvèrent pas de termes assez forts pour m'exprimer l'admiration qu'il excitait dans

(1) L'étude que nous publions a été écrite par M. Mérimée pour servir d'introduction au *Don Quichotte* de Cervantes, traduit par M. Lucien Biart, édité par la maison Hetzel, et qui paraîtra sous peu.

leur pays. Ils savaient par cœur la *Galatée*, la première partie de *Don Quichotte*, et leurs éloges furent si vifs que je dus m'offrir à leur faire voir l'auteur, ce qu'ils acceptèrent avec beaucoup d'empressement. Comme ils me faisaient mille questions sur son compte, il fallut leur dire que Cervantes était un vieux soldat, gentilhomme, et pauvre; sur quoi, un des Français s'écria : — Comment l'Espagne ne fait-elle pas à un tel homme une riche pension sur le trésor public? — Mais un de ses compagnons reprit : — Si c'est la nécessité qui le fait écrire, plaise au ciel qu'il ne s'enrichisse jamais, afin que, restant pauvre, il enrichisse le monde de ses œuvres. » Béni soit le licencié Marquez, ce modèle des censeurs, qui n'a rien effacé dans la seconde partie du *Don Quichotte*, et qui nous a conservé cette historiette à la louange de nos compatriotes.

Dès que Cervantes fut bien et dûment reconnu pour un génie, c'est-à-dire assez longtemps après sa mort, on se mit à rechercher avec une extrême curiosité toutes les particularités de sa vie aventureuse; malheureusement il était trop tard, et, pour faire sa biographie, il ne restait plus qu'un petit nombre de renseignemens certains, encore étaient-ils mêlés avec une foule de traditions apocryphes et d'anecdotes de pure invention. Le nom de *Cervantes*, *Cerbantes* ou *Zerbantes*, c'est tout un, n'est pas rare en Espagne : partout où il se rencontrait, dans un registre de paroisse ou dans tout autre instrument, on prétendait avoir découvert sa patrie. Le patriotisme municipal aidant, sept villes, tout autant que pour Homère, se disputèrent la gloire de lui avoir donné naissance, et chacune a trouvé des avocats plus ou moins habiles pour soutenir ses titres. Madrid, Séville, Lucena, Tolède, Esquivias, Alcazar de San Juan, Consuegra, ont eu leurs partisans et ont produit des mémoires à l'appui de leurs prétentions. Don Martin Fernandez de Navarrete apporta le premier une judicieuse critique dans ses investigations, et sa *Vie de Cervantes* publiée en 1819 est un excellent travail. Après lui, don Jeronimo Moran, dans une biographie que l'Académie espagnole a jugée digne d'être placée en tête de sa magnifique édition du *Don Quichotte* publiée en 1862, a rectifié quelques légères erreurs, et ajouté les résultats de petites découvertes récentes. Ces deux érudits, bien différens de leurs prédécesseurs, se sont gardés de présenter des hypothèses pour des trouvailles merveilleuses, et lorsqu'ils ont été forcés, faute de documens, de hasarder quelques conjectures, il les ont exposées avec beaucoup de candeur, indiquant eux-mêmes l'incertitude de leurs opinions. C'est à ces deux notices que nous empruntons les détails qui nous paraissent de nature à intéresser particulièrement les lecteurs français.

Aujourd'hui, il est parfaitement constaté que Michel Cervantes

est né à Alcalà de Henares, le 7 octobre 1547. Son acte de baptême sur le registre de la paroisse de Santa-Maria-la-Mayor est daté du 9 du même mois. On montre encore aux curieux une vieille muraille attenant à la Porte des Capucins, comme un reste de la maison où l'auteur du *Don Quichotte* a vu le jour. Il n'est pas aisé de juger d'une maison par un pan de mur, et celui-là n'offre rien de remarquable.

Son père, don Rodrigo, était hidalgo, bon gentilhomme et pauvre descendant d'un *rico ome* de Léon et Castille, qui suivit le roi saint Ferdinand à la conquête de Séville. Il n'y a guère de noblesse plus honorable. Sa bisaïeule paternelle, doña Juana de Avellaneda (remarquez ce nom), était fille de don Arias de Saavedra, surnommé *el Famoso*, de la famille des comtes de Castrillo. On croit que c'est en souvenir de cette dame que Michel de Cervantes ajouta à son nom celui de Saavedra. C'était alors un usage dans les familles nobles de reconnaître ainsi un bienfait provenant de quelque parent plus ou moins éloigné.

Rodrigo eut quatre enfans, deux garçons et deux filles, issus d'une même mère, doña Leonor de Cortinas, également de bonne noblesse et aussi pauvre que son mari. Souvent les mères des grands hommes ont exercé une heureuse influence sur l'éducation et les premières idées de leurs enfans, et nous voudrions avoir quelques détails sur le caractère de doña Leonor, malheureusement nous ne savons rien sur son compte. On a quelque lieu de croire qu'elle était parente de doña Magdalena de Cortinas, belle-mère de Lope de Vega.

Nous n'avons pas plus de renseignemens sur l'enfance de Michel. Il était le dernier des quatre enfans de don Rodrigo, et il est plus que probable que son éducation fut encore plus négligée que celle de son frère aîné. M. Navarrete a connu un professeur à l'université de Salamanque, don Thomas Gonzalès, lequel prétendait avoir vu le nom de « Michel de Cervantes, demeurant *calle de Moros*, » immatriculé dans un registre de cette université. Or, nous avons dit que le nom de Cervantes n'est guère plus rare que le prénom de Michel, et d'ailleurs personne n'a pu retrouver le registre en question. Il est vrai qu'une nouvelle de Cervantes, *la Fausse Tante* (*la Tia fingida*) prouve qu'il connaissait parfaitement les mœurs et les pratiques des étudians de Salamanque, et là-dessus on a conclu qu'il devait avoir fait ses études dans cette université. Par un argument semblable, on démontrerait qu'il avait étudié à l'école de voleurs tenue par le seigneur Monipodio, dont il ne parle pas moins pertinemment dans sa nouvelle de *Rinconete et Cortadillo*. A notre sentiment, il est très probable qu'il n'a jamais suivi les cours d'une uni-

versité. En effet, dans la suite, ses ennemis l'ont appelé *ingenio lego*, auteur *laïc*, ce qui voulait dire alors : formé ailleurs que dans les grandes écoles publiques. Il est évident qu'il avait appris un peu de latin, bien qu'il se trompe parfois dans ses citations, attribuant à Virgile ce qui appartient à Horace, *et vice versa*. Quant au grec, on peut juger de sa science par ce passage : « Sais-tu ce que veut dire philosophie? Ce mot se compose de deux substantifs grecs, qui sont *philos* et *sophia*. *Philos* veut dire amour, et *sophia*, science. » On objectera peut-être que c'est un chien que Cervantes fait parler de la sorte, mais il nous avertit que ce chien avait été au collége.

Il dit, dans un de ses prologues, que, tout enfant, il avait un goût passionné pour la lecture, et que, faute de livres, il ramassait avec soin dans la rue des morceaux de papier imprimé. Sa mémoire était excellente, et, dans un âge avancé, il récitait des tirades de vers qu'il avait retenues pour les avoir entendues, dans son enfance, de la bouche même du Thespis espagnol, Lope de Rueda.

S'il n'avait pas étudié dans un collége, il avait suivi cependant un cours d'humanités. En 1568, à l'occasion de la mort de la reine Isabelle de Valois, femme de Philippe II, un ecclésiastique nommé Juan Lopez de Hoyos, professeur de latinité et de lettres humaines à Madrid, publia un livre fort long et fort ennuyeux, sous ce titre : *Histoire et relation véritable de la maladie et heureux passage à un monde meilleur, somptueuses obsèques de la sérénissime reine d'Espagne, doña Isabel de Valois, notre dame, avec les sermons, inscriptions et épitaphes sur son tombeau, augmentée des coutumes et cérémonies diverses de plusieurs peuples pour enterrer leurs morts, comme il appert par la table dudit volume*. Madrid, 1568, in-8°. La façade peut donner une idée du bâtiment. Probablement, pour allonger son livre et le rendre digne de son titre, le docte professeur a cru devoir y insérer des vers de ses élèves, et une longue élégie, un sonnet et une épitaphe en redondilles sont dus à la plume de don Miguel de Cervantes, « son disciple bien-aimé. » Bien entendu que le maître trouve ces pièces excellentes. Avant de les juger, remarquons que Juan Lopez de Hoyos n'obtint sa chaire à Madrid qu'en 1568, et qu'il n'a jamais appartenu à l'université d'Alcalà de Henares, ville où Cervantes paraît avoir passé ses premières années. Il faut donc qu'à l'âge de vingt ans le futur auteur de *Don Quichotte* ait eu le courage de se faire écolier. Nous nous bornerons à traduire l'épitaphe, qui suffit amplement à donner une idée des autres pièces.

« Ci-gît la gloire de la terre espagnole, ci-gît la fleur de la nation française, ci-gît qui sut accorder le différend en couronnant d'olivier cette guerre. Ici, en petit espace, est enclos notre astre d'Occi-

dent. Ici est enterrée l'excellente cause de l'exil de notre félicité. Vois quel est le monde et sa rigueur, et comment, contre la vie la plus riante, la mort remporte toujours la victoire. Vois encore le bonheur dont notre illustre reine jouit dans l'éternel royaume de gloire. Quand la guerre laissait libre notre terre ibérique, d'un vol soudain la plus belle de ses fleurs a été transplantée au ciel; et près de trancher sa tige, la mortelle catastrophe fut cachée au monde; ainsi un malheureux n'aperçoit la flamme qu'au moment où il se sent brûler. »

Après avoir eu la bonne fortune de découvrir dans un cahier de corrigés les premiers vers d'un auteur illustre, le biographe éprouve tout aussitôt la mortification de rencontrer une lacune considérable avec le soupçon qu'elle cache un mystère important. De 1568, on perd toute trace de Cervantes, jusqu'en 1570, où on le trouve à Rome dans la maison du cardinal Aquaviva. Or certaines phrases de Cervantes recueillies dans plusieurs de ses ouvrages semblent faire allusion à quelque événement malheureux qui lui serait arrivé vers cette époque. Don Jeronimo Moran nous présente, mais « sous toutes réserves, » comme on dit aujourd'hui, une pièce fort curieuse qui, si elle se rapporte en effet à Cervantes, expliquerait pourquoi il quitta l'Espagne. On a découvert assez récemment dans les archives de Simancas un ordre d'arrestation lancé à la suite d'un jugement contre un *Miguel de Zerbantes*, contumace, en date du 15 septembre 1569. Au XVIe siècle, il n'y avait pas encore d'orthographe fixe, et aujourd'hui même il n'existe, pour la prononciation, aucune différence entre Zerbantes et Cervantes. Rien de plus commun à cette époque que de voir un même nom écrit dans la même pièce de plusieurs manières différentes; il n'est donc pas improbable que le contumace en question soit l'auteur du *Don Quichotte*. Il est condamné à dix ans d'exil et à avoir le poing coupé pour blessures faites à un Antonio de Sigura, qualifié de *andante en esa corte*. Sur la signification de ce mot, les commentateurs ne sont pas d'accord. Selon les uns, il s'applique à toute personne suivant la cour, soit en raison d'une charge, soit pour ses affaires personnelles; suivant d'autres, le titre d'*andante en la corte* appartiendrait spécialement aux officiers de justice attachés au service du souverain. La peine prononcée contre le contumace semble confirmer cette dernière interprétation : en effet, les lois du temps punissent de dix ans d'exil les coups donnés à un alguazil dans l'exercice de ses fonctions. Quant à la mutilation du poing, elle est encourue par quiconque a tiré l'épée dans le lieu où le roi fait sa résidence. Quelques critiques enfin ont cru voir la confirmation de toute l'aventure dans un épisode du Don Quichotte d'Avellaneda, où le bon chevalier blesse un alguazil qu'il prend pour un chevalier

félon, et il est notoire qu'Avellaneda a plus d'une fois attribué à son Don Quichotte des actions ou des opinions connues de Cervantes. Ajoutons que le cardinal Aquaviva, sous le patronage duquel Cervantes paraît à Rome, fut envoyé en Espagne par le pape Pie V, pour porter à Philippe II des complimens de condoléance à l'occasion de la mort de la reine Isabelle, peut-être aussi pour demander des explications au sujet de la mort de don Carlos. Arrivé à Madrid en septembre 1568, il paraît avoir été reçu assez froidement par Philippe II; en revanche, les lettrés espagnols se montrèrent très empressés à lui faire leur cour, et tout aussitôt il devint pour eux une sorte de Mécène. Dès le 2 décembre 1568, il recevait ses passeports, et son itinéraire passe par Valence : or, dans le roman de *Persiles et Sigismonda*, Cervantes a décrit si exactement la route suivie par le légat qu'on est tenté de croire qu'il l'avait accompagné. Les lenteurs ordinaires de la justice, surtout en Espagne, expliquent suffisamment comment ce n'aurait été qu'en septembre 1569 seulement qu'aurait été prononcé un jugement pour un crime commis l'année précédente. Malgré le despotisme de Philippe II, bon nombre de coups d'épée se donnaient sous son règne, et les alguazils chargés d'y mettre ordre en avaient souvent leur part. Rien de bien extraordinaire qu'un jeune homme de vingt et un ans, comme notre auteur, ait eu maille à partir avec un alguazil :... mais s'agit-il de notre Cervantes? Imitons la prudente réserve de M. Moran, et laissons le lecteur décider d'après les pièces que nous venons de produire.

Exilé ou non, Cervantes demeura quelque temps dans la maison du cardinal Aquaviva en qualité de *domestique*, dénomination qui, dans le langage du temps, s'appliquait aux valets de chambre, aux secrétaires, aux gentilshommes de la suite, à tous les protégés à titre quelconque d'un grand seigneur comme le cardinal. Cette position, quelle qu'elle fût, ne lui plut pas longtemps, car au bout de quelques mois il se fit soldat. On croit qu'il entra d'abord dans une compagnie d'infanterie au service du saint-père; puis, bientôt après, dans un *tercio*, ou régiment espagnol. En 1570, il était soldat dans le *tercio* du mestre de camp don Miguel de Moncada, compagnie du capitaine don Diego de Urbina. Embarqué sur l'escadre commandée par Marc-Antoine Colonna, il navigua quelque temps sur l'Adriatique, y fit naufrage aux Bouches de Cattaro et faillit être pris par les Turcs. L'année suivante 1571, le 7 octobre, son jour de naissance, il assista à la bataille de Lépante, sur la galère la *Marquesa*, de la division commandée par André Doria. Depuis plusieurs jours, Cervantes était malade de la fièvre, et son capitaine voulait le faire descendre à fond de cale. Ses instances pour prendre part au combat furent si pressantes que Diego d'Urbina dut y céder; il lui

donna douze soldats à commander et lui assigna son poste de combat *devant l'esquif;* c'est, je crois, dans une galère, le milieu du bâtiment.

La *Marquesa* prit une part glorieuse à la bataille. Elle s'attaqua à un des plus forts vaisseaux de la flotte ottomane, la galère capitane d'Alexandrie, et, après un engagement long et meurtrier, l'obligea d'amener son pavillon. Cervantes reçut trois coups de feu ; deux dans la poitrine, amortis probablement par la cuirasse ou le buffle que portaient alors les soldats d'infanterie. La dernière blessure, la plus grave, lui fracassa la main gauche et l'estropia pour le reste de sa vie. Dans une pièce de vers dont nous aurons à reparler bientôt, il décrit ainsi ses impressions pendant cette terrible journée :

« D'une main je serrais mon épée, de l'autre coulait mon sang; dans ma poitrine je sentais une profonde blessure, et ma main gauche était fracassée en *mille pièces;* mais si grande était la joie que ressentit mon âme à voir l'infidèle vaincu par le chrétien que je ne m'apercevais pas de mes blessures; pourtant mortelle était mon angoisse, et parfois elle me priva de sentiment. » Nous avons traduit aussi littéralement qu'il nous a été possible. Les vers sont mal faits et embarrassés: mais la pensée est noble, vraie et digne de Cervantes.

Après la bataille, la *Marquesa,* de même que tous les autres bâtimens de la flotte, fut visitée par don Juan d'Autriche, qui venait remercier les vainqueurs et porter des secours et des consolations aux blessés. Il complimenta Cervantes et augmenta sa paie de trois ou quatre ducats. C'était alors la seule récompense accordée aux soldats. Peu de temps après, les blessés ayant été débarqués à Messine, Cervantes reçut, le 23 janvier 1572, une gratification de 20 ducats, et à Palerme, le 17 mars de la même année, un autre cadeau de 22 ducats. Pendant sept mois, il demeura en Sicile dans les hôpitaux, pour guérir ses blessures et la fièvre, qui ne l'avait pas quitté. Aussitôt après son rétablissement, il fut incorporé dans le *tercio* de don Lope de Figueroa, compagnie de don Manuel Ponce de Leon, et prit part à l'expédition dirigée par don Juan d'Autriche contre Tunis, en 1573. Après la prise de cette ville, le régiment de Figueroa revint en Italie et tint garnison successivement à Gênes, Florence, Palerme, Ferrare, Parme, Milan et Naples. « Pendant plus d'une année, *ô Naples, j'ai foulé ton pavé,* » dit Cervantes dans son *Voyage au Parnasse.*

Vers la fin de l'année 1575, il obtint la permission de repasser en Espagne pour y solliciter de l'avancement. Porteur des certificats les plus honorables et de lettres de don Juan d'Autriche et du duc de Sesa, qui demandaient pour lui une compagnie d'infanterie,

il s'embarqua sur la galère *el Sol*, avec son frère Rodrigo, soldat comme lui. Non loin des côtes d'Espagne, ils furent attaqués et pris, après un combat assez long, par des corsaires d'Alger. Les deux frères devinrent esclaves d'un renégat grec, nommé Dali Mami, lieutenant ou camarade d'un autre renégat albanais, appelé Arnaute Mami. Par suite de la conformité des noms, on a souvent fait de ces deux coquins un seul personnage.

La lettre de don Juan que portait Michel Cervantes fit croire aux forbans qu'il pourrait payer une forte rançon, et il eut beau dire qu'il n'était qu'un simple soldat, on s'obstina à le traiter comme un capitaine, c'est-à-dire fort mal, selon l'usage d'Alger, afin de l'obliger à se racheter plus vite. Il essaya de se sauver et de gagner Oran, où les Espagnols tenaient garnison; mais il s'égara, fut repris, mis à la chaîne et surveillé avec un redoublement de rigueur. Trois fois encore, la même année, il fit des tentatives d'évasion, et toujours sans succès. Sa famille, instruite de la captivité des deux frères, envoya en Afrique tout l'argent qu'elle avait pu réunir; mais les Maures voulaient une rançon considérable, et Rodrigo seul fut racheté. En partant pour l'Espagne, il emportait un plan d'évasion concerté par son frère Michel, et qui devait être communiqué aux autorités espagnoles pour qu'elles voulussent bien le favoriser. Il s'agissait d'envoyer à jour fixe un petit navire devant un point de la côte éloigné d'Alger d'environ une lieue; là, un certain nombre de captifs espagnols devaient se trouver réunis. Dans un jardin, appartenant à un Maure d'Alger, existait un souterrain où, depuis assez longtemps, des esclaves chrétiens s'étaient réfugiés. Probablement c'était quelque ancien silo, agrandi peut-être par le captif qui cultivait le jardin. A l'exception de cet homme et des habitans du souterrain, parmi lesquels était Cervantes, personne n'en connaissait l'existence. Mais il fallait vivre, en attendant le navire qui devait les délivrer. Ils prirent pour leur pourvoyeur un Espagnol natif de Melilla, qu'on appelait *el Dorador*, et pendant quelque temps cet homme s'acquitta fidèlement de sa charge. Le 20 septembre 1577, jour fixé dans l'instruction tracée par Cervantes, une barque commandée par un Mallorquin, nommé Viana, s'approcha du rivage et fit les signaux convenus. Malheureusement elle fut aperçue presque aussitôt par des Maures qui donnèrent l'alarme, et la barque s'empressa de gagner le large. Pour embellir l'histoire, on a raconté que Cervantes avait empêché ses camarades de profiter de l'occasion et de s'embarquer, afin d'attendre *el Dorador*, qui devait partir avec eux. Si les fugitifs avaient pu s'embarquer, il eût été absurde de rester à terre pour attendre leur homme. Le jour suivant, Viana et sa barque ne reparurent plus, mais *el Dorador*, soit par la peur que lui avait causée l'insuccès de la veille,

soit par l'appât d'une récompense, dénonça les captifs. On cerna le souterrain et on les reprit. Quelques-uns, dit-on, l'habitaient depuis sept mois.

Les Maures croyaient que le projet d'évasion avait été préparé par les pères de la Merci, chargés du rachat des captifs. Ils firent d'horribles menaces à leurs prisonniers pour qu'ils déclarassent quel avait été l'auteur du complot. Cervantes dit qu'il avait seul inventé et dirigé l'entreprise, et sa générosité et son audace produisirent quelque impression sur les barbares. Hassan-Aga, dey d'Alger, était le plus cruel des hommes. Chaque jour il commandait des exécutions sanglantes. Les tentatives d'évasion étaient punies par le pal, les crochets ou la bastonnade appliquée avec tant de brutalité que la mort était inévitable. Pourtant il ne fit subir à Cervantes aucun mauvais traitement, et il se contenta de l'envoyer au bagne et de recommander qu'on le surveillât avec soin, disant que tant qu'il tiendrait son manchot espagnol, il ne craindrait rien pour Alger. *Beneficium latronis non occidere.*

Quelque romanesque que puisse paraître l'aventure, elle n'en est pas moins attestée de la manière la plus authentique. Le bénédictin don Diego de Haedo la raconte dans son *Histoire d'Alger* d'après des renseignemens pris dans le pays, et elle est confirmée par une enquête juridique où furent entendus un assez grand nombre d'Espagnols, compagnons de Cervantes pendant sa captivité. Tous sont unanimes pour témoigner de son courage, de son dévoûment à ses camarades, de l'empire qu'il exerçait sur eux et même sur ses geôliers. Pauvre comme il était, il trouvait moyen de secourir ceux qui ne savaient pas comme lui résister à la misère.

Au bagne, Cervantes méditait toujours des plans d'évasion et faisait des vers. On a de lui une épître adressée à don Mateo Vazquez, ce favori de Philippe II, qui eut tant de part au procès intenté à Antonio Perez, à l'occasion de l'assassinat d'Escovedo. Cette pièce, qui n'a été publiée à notre connaissance qu'en 1862 dans la grande édition de l'Académie espagnole, a été découverte en manuscrit dans les archives du comte d'Altamira. Elle ne porte pas de date, mais, si on s'en rapporte à un passage où l'auteur dit qu'il sert le roi depuis dix ans, elle serait de 1579. Cervantes y raconte très simplement et très brièvement ses aventures depuis son entrée au service jusqu'à sa prise par les Algériens. Il conjure le roi de détruire le nid de pirates. « L'entreprise est facile. Il s'agit de détruire une *bicoque* mal pourvue d'armes et de défenseurs. Chaque jour, une foule de malheureux regardent à l'horizon, espérant y découvrir ta flotte... Prince, tu tiens la clé de la triste prison où meurent vingt mille chrétiens. » Le style de cette épître est presque exempt de ces concetti si recherchés alors et qui aujourd'hui nous

semblent si ridicules, mais à vrai dire ce n'est guère que de la prose rimée. De plan, de mouvement poétique, pas la moindre apparence. C'est l'ordinaire défaut qu'on reproche aux vers de Cervantes.

Ni le maître ni le secrétaire n'étaient amateurs de poésie. Ils avaient autre chose à faire qu'à écouter les plaintes d'un brave soldat. Mais de son côté Cervantes n'attendait pas que Vazquez s'intéressât à son sort pour essayer de rompre ses fers. Malgré le bagne et ses geôliers, il parvint à gagner un Maure qui s'engagea à porter au gouverneur d'Oran une lettre contenant un plan d'évasion qu'il s'agissait de favoriser. Le Maure fut arrêté au moment d'accomplir sa mission; il fut fidèle, et se laissa empaler plutôt que de nommer ceux qui l'envoyaient. Le dey fit mourir sous les yeux de Cervantes trois Espagnols saisis sur la route d'Oran; il condamna Cervantes lui-même à recevoir deux mille coups de bâton; mais avant que commençât le supplice, il lui fit grâce. Dans l'épisode du captif, première partie du *Don Quichotte*, notre auteur a fait ce portrait d'Hassan-Aga : « Point de jour qu'il ne pendît un homme; il faisait empaler celui-ci, couper les oreilles à celui-là, et cela pour le moindre prétexte, que dis-je, sans prétexte quelconque, parce que tel était son naturel homicide, ennemi du genre humain. Jamais il n'épargna personne, sinon un soldat espagnol, un certain Saavedra, qui avait fait des choses dont ces gens conservent le souvenir, toutes pour recouvrer sa liberté. Jamais il ne lui donna ni ne lui fit donner un coup; jamais il ne lui dit un mot injurieux. » Cervantes avait-il fasciné cette nature féroce? On a fait une sorte de réputation de générosité à Hassan-Aga : nous croyons qu'il la méritait peu. Sans doute il lui eût été agréable de faire mourir un chien de chrétien, mais il aimait encore mieux recevoir la rançon d'un prisonnier que de l'envoyer au supplice, et il s'imaginait qu'un homme que recommandaient don Juan d'Autriche et le duc de Sesa ne pouvait manquer de lui rapporter de grands profits. Il savait trop bien calculer pour perdre son gage dans un mouvement de colère.

Toujours trahi par la fortune, mais toujours inébranlable dans sa résolution, Cervantes essaya une dernière fois encore de se faire libre en associant à son projet un assez grand nombre de ses compagnons de misère. Il avait obtenu d'un négociant mallorquin nommé Onofre Exarque, établi à Alger, une somme d'argent suffisante pour fréter un bâtiment sur lequel une centaine de captifs devaient monter. L'entreprise semblait assurée, mais il y eut encore cette fois un traître parmi les conjurés. Un frère profès de l'ordre de Saint-Dominique, nommé Juan Blanco de Paz, alla les dénoncer au dey, comptant sur une belle récompense. Hassan-Aga, qui n'é-

tait pas prodigue, donna à ce misérable un écu et un pot de beurre.

Déjà Cervantes était parvenu à sortir du bagne et s'était caché chez un ami; mais en apprenant que le complot était découvert, il s'empressa de rassurer le négociant mallorquin et de lui dire qu'il prenait tout sur lui; en même temps il avertissait ses complices de le charger devant les barbares et de tout rejeter sur lui. C'est ce qu'atteste formellement un des compagnons de Cervantes compromis avec lui dans cette triste aventure. Cependant, comme l'audace et la générosité n'excluaient pas chez Cervantes la prudence et la finesse, il se fit conduire au dey par un Maure qui lui portait quelque intérêt, et qui, dans cette occasion, lui servit de protecteur. Hassan-Aga lui fit d'abord mettre la corde au cou, puis lui demanda le nom de ceux qui devaient s'enfuir avec lui. Cervantes lui nomma quatre cavaliers espagnols qui avaient réussi à s'échapper, et dans tout l'interrogatoire se conduisit avec tant d'adresse que le négociant Exarque, le plus coupable aux yeux des Maures, ne fut pas même soupçonné. Le dey, cette fois encore, se montra bon calculateur ou généreux; cependant, par son ordre, Cervantes fut remis à la chaîne et gardé dans son palais. Selon l'usage, Hassan-Aga allait être remplacé et retourner à Constantinople, et il annonçait l'intention d'emmener son prisonnier.

La mère de Cervantes et sa sœur Andrea avaient, en réunissant toutes leurs ressources, amassé une somme d'environ 300 ducats qu'elles avaient remis aux pères de la Merci vers le milieu de l'année 1579. Le duc de Sesa s'était intéressé pour elles et les avait recommandées au roi. Tout ce que Philippe II fit en leur faveur se borna à l'envoi d'une licence pour trafiquer en Algérie. Ces licences étaient nécessaires pour l'exportation et se cédaient comme une valeur négociable. Mme Cervantes vendit la sienne pour 60 ducats. Enfin quelques négocians d'Alger se cotisèrent et complétèrent la somme exigée pour la rançon de l'illustre captif. D'abord Hassan-Aga avait demandé 1,000 écus. Il se rabattit cependant à 500, probablement lorsqu'il eut acquis la certitude de n'en pouvoir obtenir davantage. Il n'est pas aisé de découvrir de quels écus il s'agit et à quel prix fut estimé Cervantes. Selon M. Navarrete, on aurait payé aux pirates, y compris les gratifications, la somme de 6,770 réaux.

	Réaux.
La mère et la sœur de Cervantes fournirent.	3,500
Les négocians d'Alger.	2,970
L'ordre de la Merci.	250
Un certain F° Caramauchel, au service du conseiller d'état Zapata.	250
Total.	6,770

L'affaire ne fut terminée que le 29 septembre 1580, au moment même où Hassan-Aga allait partir, et lorsque Cervantes était déjà embarqué et enchaîné dans une des galères prêtes à faire voile pour Constantinople.

Devenu libre, il demeura encore deux mois à Alger, séjour qu'on a peine à s'expliquer. On a prétendu que Blanco de Paz, qui l'avait vendu au dey, l'avait dénoncé une seconde fois à l'Inquisition. Ce misérable se disait porteur d'une commission secrète du saint-office, et vraisemblablement tirait de l'argent par ce moyen des gens qu'il effrayait. Avant qu'on ne fût complétement édifié sur son compte, c'était un coquin très dangereux. Cervantes avait divulgué sa trahison, et parmi les captifs, rachetés ou non rachetés, quelques-uns avaient annoncé l'intention de la punir eux-mêmes, en le poignardant. De là, dit-on, sa haine contre Cervantes, et le peu d'empressement de ce dernier à retourner en Espagne. Il voulait, avant de partir, faire attester solennellement son courage et sa constance, surtout sa parfaite orthodoxie. En effet, dans une sorte d'enquête, qui s'est conservée, la plupart des témoins certifient que pendant tout le temps qu'il avait passé au bagne, non-seulement il avait toujours accompli exactement ses devoirs religieux, mais encore qu'il était parvenu à ramener au giron de l'église cinq jeunes renégats espagnols.

Muni de ce certificat, il revint en Espagne, et reprit son service dans le *tercio* de Figueroa, auquel il appartenait, et où il retrouva son frère Rodrigo. A cette époque, une partie de l'infanterie espagnole n'avait d'autres armes que l'épée et le bouclier, en sorte que la blessure de Cervantes ne le rendait pas absolument impropre au service. En 1581, les deux frères furent dirigés sur le Portugal, où Philippe II avait envoyé le duc d'Albe avec une armée. La conquête de ce royaume était déjà faite, mais les îles Terceires tenaient encore pour le prieur de Crato, soutenu par une flotte française. L'amiral Valdez, chargé de les réduire, embarqua le *tercio* de Figueroa; mais son expédition se borna à une reconnaissance. L'année suivante, elle fut reprise et confiée à un chef plus hardi et plus habile, don Alvar de Bazan, marquis de Santa-Cruz. Le 25 juillet 1582, Cervantes et son frère assistèrent au combat naval, où la flotte française fut complétement battue, en vue de l'île Saint-Michel, victoire malheureusement ternie par d'horribles cruautés. On sait que le marquis de Santa-Cruz fit massacrer ses prisonniers, entre autres Philippe Strozzi, l'amiral français, qui, blessé, mais encore vivant, fut jeté dans la mer.

Selon toute apparence, la flotte espagnole, après cet engagement meurtrier, n'était plus en état d'assaillir les Terceires. L'amiral de Philippe II alla se ravitailler en Espagne, et revint l'année suivante

attaquer les Portugais, qu'on appelait des rebelles. Les deux frères prirent encore part à cette expédition et à l'assaut des retranchemens élevés sur le rivage pour s'opposer au débarquement. Les barques espagnoles ne pouvant accoster, les soldats se jetèrent à la mer et gagnèrent le rivage ayant de l'eau jusqu'à la ceinture. Rodrigo Cervantes fut le troisième de ceux qui gagnèrent ainsi la terre malgré les vagues et les arquebusades. L'armée victorieuse revint à Cadix au mois de septembre 1583.

On ne sait rien du séjour de Cervantes en Portugal, où il demeura avec son *tercio* plus de deux ans. A la façon dont il parle de ce pays, on voit qu'il s'y est plu. Dans son dernier roman, *Persiles et Sigismonda*, il fait l'éloge de la courtoisie et de l'affabilité des Portugais. Il loue particulièrement les habitans de Lisbonne. « Les femmes, dit-il, excitent l'admiration et l'amour. »

On en a conclu tout naturellement qu'il avait eu une intrigue amoureuse à Lisbonne, et, comme on le trouve bientôt après ayant dans sa maison une fille naturelle, on a décidé que la mère était Portugaise. Il y a plus : si cette fille n'était pas née en Portugal, on aurait quelque lieu de croire qu'elle serait née l'année même du mariage de Cervantes, et la plupart de ses biographes ne peuvent admettre de sa part un semblable trait d'immoralité. La vérité, il faut le dire, c'est qu'on ne sait rien de précis sur l'époque et le lieu où cette fille serait venue au monde, si ce n'est par une déposition en justice, dont nous aurons à parler bientôt. En 1605, elle déclarait qu'elle avait vingt ans. Mais pour les demoiselles, en tout pays, ce chiffre de vingt ans ne doit jamais être pris comme une base certaine. Nous sommes fort éloigné de vouloir attaquer les mœurs de Cervantes, et des recherches récentes tendent à confirmer l'opinion que la mère de cet enfant naturel était Portugaise.

Après la conquête des Açores, Cervantes paraît avoir abandonné la carrière des armes. Il se rendit à Madrid et sollicita un emploi public. Son frère Rodrigo avait obtenu le grade d'*alferez* (porte-enseigne) et était parti pour les Pays-Bas. A la fin de 1584, c'est-à-dire probablement aussitôt après son arrivée dans la capitale, Michel Cervantes publia les six premiers livres de la *Galatée*. Il peut sembler étrange qu'un homme qui sortait des prisons d'Hassan-Aga, et qui venait d'assister à une sanglante bataille, débutât par une pastorale. C'était la mode alors. George de Montemayor s'était fait une renommée avec sa *Diane*, dont plusieurs continuations venaient de paraître. Sans essayer de poursuivre le même sujet, Cervantes imita la manière de Montemayor, et dans ce genre faux, dont il n'était pas l'inventeur, il obtint un succès assez brillant. Sa *Galatée* eut plusieurs éditions; elle fut aussitôt traduite en français par César Oudin, et aussi bien accueillie à Paris qu'elle l'avait été

en Espagne. Aujourd'hui ce n'est pas sans peine qu'on parvient à lire ces bergeries. La prose de la *Galatée* est laborieusement contournée. Elle est pleine d'inversions qui semblent n'avoir d'autre but que de montrer que l'auteur ne veut pas écrire comme on parle. Son dialogue est lardé de pointes et de dissertations pédantesques. On dirait que de gaîté de cœur il s'est appliqué à embrouiller l'action principale en l'enchevêtrant avec des épisodes accumulés de façon à lasser la patience des plus courageux. Notez que ni cette action principale, ni ces épisodes n'ont de dénoûment, et on peut se demander s'il était possible d'en trouver un. Nous doutons, pour notre part, que Cervantes y ait jamais pensé, car c'était l'usage à cette époque d'offrir de pareils imbroglios, sans se soucier d'éclairer le lecteur. Qui aurait pu prévoir alors que l'auteur de la *Galatée* ferait jamais le *Don Quichotte* et les *Nouvelles exemplaires?* Qui aurait pu deviner qu'après un ouvrage où tout est faux, compassé, fardé en dépit du sens commun, la même plume écrirait un chef-d'œuvre de naturel et d'originalité! Cervantes était trop modeste, et toujours prêt à accepter les caprices de la mode. A la façon dont il parle plus tard du genre pastoral, on pourrait croire qu'il méprisait au fond du cœur les dieux qu'il avait encensés. Il dit dans une de ses nouvelles : « La bonne amie de mon maître lisait des histoires de bergers et de bergères, comment ils passaient le temps à jouer de la musette, du rebec et des pipeaux, comment le berger Antriso célébrait les divins appas de l'incomparable Lisardo, depuis le moment où le soleil s'arrachait des bras de l'aurore jusqu'à ce qu'il se reposât sur le sein de Thétis... Les bergers que je voyais à présent n'avaient ni musette ni rebec; leurs chants étaient: *Voici le loup*, ou bien : *Allons, Manon*. Ils s'accompagnaient en faisant claquer entre leurs doigts des tessons de poteries. La journée, ils la passaient à s'épouiller, ou bien à raccommoder leurs espardilles. Ils ne s'appelaient ni Lisardo ni Amaryllis, mais Laurent et Toinon. »

Déjà classé parmi les beaux esprits, Cervantes se maria vers la fin de l'année 1584 à doña Catalina de Palacios Salazar y Vozmediano, domiciliée à Esquivias, où sa famille possédait quelques biens-fonds (*una casa solariega*). Le père de doña Catalina était mort, mais sa fille ne devait hériter qu'après le décès de sa mère. Quelques biographes, qui veulent toujours trouver une relation entre les œuvres d'un auteur et sa vie, ont avancé que Cervantes avait peint sa femme sous les traits de Galatée. Ils oublient l'aventure scandaleuse de Portugal. Tout indique, au contraire, qu'il fit un mariage de convenance. Les deux familles étaient liées de longue date, et le père de Cervantes avait choisi la mère de doña Catalina pour son exécutrice testamentaire. Il est à croire que ses fonctions ne

l'occupèrent pas longtemps. Nous trouvons dans l'ouvrage si scrupuleusement exact de M. de Navarrete qu'elle apporta à son mari 182,297 maravédis, y compris 37,500 dont il la dota. Il faut 34 maravédis pour faire un réal et 20 réaux pour faire une piastre. On voit que Mme Cervantes n'était pas une riche héritière.

Malgré sa jeune femme, Cervantes s'absentait souvent d'Esquivias pour visiter les lettrés de Madrid, les libraires, et surtout pour assister aux représentations dramatiques. Il y avait alors des théâtres dans toutes les grandes villes d'Espagne, et Madrid possédait plusieurs troupes, toutes très suivies. C'était un divertissement encore nouveau et qui en très peu de temps avait pris un développement extraordinaire. Il y eut à la fois à Madrid plus de vingt troupes de comédiens. Dans son enfance, Cervantes avait vu Lope de Rueda jouer sur deux tréteaux installés sur une place publique ou dans une grange. En peu d'années, on avait perfectionné notablement le matériel et le personnel des théâtres, et on avait remplacé les dialogues de Lope de Rueda par des drames plus ou moins réguliers. On n'avait pas encore, à la vérité, construit de grands édifices en pierre, mais partout s'élevaient de vastes baraques recevant un nombre considérable de spectateurs. La comédie espagnole avait commencé, comme la comédie grecque, par des dialogues en vers, espèces de paradies à deux ou trois personnages. Bientôt elle se complut en une intrigue bizarrement nouée; l'action devint compliquée, le style plus lyrique que dramatique, et, comme on ne vit paraître ni Eschyles ni Sophocles, le public montra tout de suite un goût très vif pour la pompe du spectacle et ce qu'on appelle aujourd'hui l'art du machiniste. Cervantes raconte ainsi lui-même les progrès du théâtre espagnol, qu'il avait suivis avec un très grand intérêt : « Je me souvenais d'avoir vu le grand Lope de Rueda, homme admirable pour la scène et d'une intelligence extraordinaire. Il était de Séville, et de son métier batteur d'or. Merveilleux dans la poésie pastorale, il n'a trouvé personne, alors ou depuis, qui l'ait surpassé dans ce genre... Navarro, qui lui succéda, perfectionna la mise en scène. Au lieu d'un sac, qui renfermait d'abord tous les costumes, il lui fallut des malles et des coffres. Il plaça les musiciens devant le public; autrefois ils jouaient derrière la scène. Il fit raser ses acteurs, qui ignoraient avant lui les postiches, et il n'y eut plus que les vieillards qui parurent avec la barbe. C'est encore à lui qu'on doit l'invention des machines, des nuages, des tonnerres et des éclairs, des duels et des batailles. » Sur le point de savoir quand les femmes montèrent sur la scène, Cervantes ne nous donne aucun détail. Nous croyons qu'en Espagne, de même qu'en Angleterre, les rôles de femmes furent d'abord rem-

plis par de jeunes garçons; mais bientôt il y eut des actrices, et plusieurs s'acquirent une grande réputation.

La fréquentation des auteurs, probablement celle des directeurs, des acteurs, et peut-être celle des actrices, engagea Cervantes à composer des comédies. On ne faisait alors sur le Parnasse espagnol aucune attention au sage précepte d'Horace sur le *limæ labor et mora*, et les auteurs dramatiques se montraient d'une fécondité incroyable. En fort peu de temps, c'est-à-dire de 1584 à 1587, il fit représenter « vingt ou trente » comédies. « Elles firent leur chemin, dit-il, sans sifflets, huées ni vacarme, sans offrandes de concombres ou autres projectiles. » De ces premiers essais, deux seulement ont été conservés et méritaient à peine cet honneur. Sa première comédie fut, à ce qu'on croit, *los Tratos de Argel* (les mœurs d'Alger). La seconde en date fut *la Numancia*, un peu plus connue et conservée même au théâtre après quelques modifications, telles que Garrick en introduisit dans plusieurs drames de Shakspeare.

Le sujet des *Tratos de Argel* est une aventure dont Cervantes fut probablement témoin, l'enlèvement d'une jeune Mauresque par un captif espagnol; elle a fourni, comme on sait, un des principaux épisodes du *Don Quichotte*. Selon la tradition, le héros était un certain capitaine Ruy Perez de Viedma, et le père de la Mauresque, Agi Morato (Hadji Mourad), serait l'honnête Maure qui pendant quelques jours donna asile à Cervantes après sa dernière tentative d'évasion, et qui le protégea avec beaucoup de dévoûment contre la fureur du dey. Cervantes lui-même a, dans cette pièce, un rôle épisodique sous le nom de Saavedra, dans lequel il récite quelques-uns des tercets adressés du bagne par lui à Mateo Vazquez. Il y a dans cette pièce un captif qui s'échappe et perd son chemin dans le désert. Accablé de fatigue, il s'endort. A son réveil, il trouve un lion à ses côtés, qui non-seulement ne le mange pas, mais lui montre son chemin. On se demande si en 1584 on exposait déjà des lions domptés, ou si le lion des *Tratos de Argel* était représenté par un figurant marchant à quatre pattes dans une peau de bête. De quelque façon que cette scène se jouât, elle prouve qu'on en était déjà venu à solliciter la curiosité des spectateurs par des moyens étrangers à l'art, car la comédie de Cervantes ne perdrait rien assurément si l'on en retranchait le rôle du lion.

On n'a rien conservé des autres comédies, sauf les titres de quelques-unes, par exemple *la Batalla naval*, où l'on croit qu'il y avait quelques souvenirs de la bataille de Lépante. Une autre, intitulée *la Confusa*, paraît avoir obtenu un grand succès, et, dans le *Voyage au Parnasse*, il dit « que, si on en croit la renommée, elle parut admirable sur la scène. »

La Numancia, qui a été souvent réimprimée, n'est qu'une amplification très ampoulée du peu que Plutarque et Appien nous apprennent sur cette généreuse peuplade qui se suicida pour n'être pas esclave des Romains. Les noms des personnages semblent empruntés à une traduction d'Appien; mais d'un seul chef, Rhetogenes-Caraunus, Cervantes a fait deux personnages, Théagène et Corabin. Depuis le commencement jusqu'au tableau final, l'auteur poursuit une monotone description des angoisses de la faim, entremêlée de tirades un peu banales sur l'amour de la patrie. Pour la plupart, les vers sont plats et lourds, défaut particulier à Cervantes, et d'autant plus extraordinaire que sa prose a souvent une grande élévation; et, pour n'en citer que deux exemples célèbres, l'éloge du soldat dans le *Don Quichotte*, et celui de la liberté dont jouissent les bohémiens dans *la Gitanilla*, sont des modèles de style qu'on n'a jamais surpassés. En lisant ses vers, le lecteur, succombant à la fatigue, est tenté sans cesse de s'écrier : Que n'écrit-il en prose? On lui reproche encore quelques grossièretés que rien ne justifie. Ainsi un prophète numantin qui évoque Pluton le traite de *Cornudo*. L'auteur n'a pas dédaigné d'appeler à son aide l'art du machiniste, si peu avancé qu'il fût alors, et s'est préoccupé de la mise en scène avec un soin particulier. On en peut juger par les indications qu'il a laissées à l'usage des directeurs. Lorsque Scipion harangue son armée, toujours battue par les Numantins, on lit dans le drame imprimé : « On fera entrer sur le théâtre le plus grand nombre de soldats possible, vêtus à la romaine, et *sans arquebuses*. » Ailleurs le pontife des Numantins fait un sacrifice; au moment où il va frapper la victime (c'est un mouton), « on roule sous la scène un baril rempli de pierres; on lance une fusée volante, et un démon sortant d'une trappe emporte le mouton. »

Cervantes s'est fait un titre de gloire d'avoir introduit le premier, pensait-il, de bonne foi sans doute, des personnages allégoriques sur la scène. En effet, dans *la Numancia*, on voit figurer le Duero, la Faim, la Peste, la Guerre. Nous ne croyons pas qu'il eût lieu d'en tirer vanité. Dans un drame, des personnages allégoriques n'ajoutent aucun intérêt à l'action et ôtent toute illusion au spectateur. Quant au mérite de l'invention, un érudit pourrait le revendiquer pour Aristophane, mais il paraît qu'en Espagne, avant Cervantes, le marquis de Villena, dès le quinzième siècle, et beaucoup d'auteurs de mystères avaient produit sur la scène des figures allégoriques, et personnifié des vertus et des vices. On peut en dire autant de la division des comédies en trois *journées*, ou actes, dont Cervantes réclame la première idée; plusieurs poètes l'avaient employée avant lui, notamment Juan de la Cueva et Christoval de Vi-

rues. Peut-être est-ce à partir de *la Numancia* et de *la Confusa* que s'établit la division en trois journées, et qu'elle devint une sorte de règle dont il ne fut plus permis de s'écarter.

Selon toute apparence, Cervantes demandait au théâtre plutôt les moyens de faire vivre sa famille que la gloire littéraire. La rapidité avec laquelle il travaillait le témoigne assez. D'ailleurs tout en faisant de méchans vers il sollicitait une place et faisait agir ses amis. Ses prétentions étaient bien modestes. En 1587, il obtint un petit emploi dans l'administration des vivres de la guerre et de la marine, ou plutôt une commission temporaire qui lui rapportait douze réaux par jour. Il dut quitter Madrid pour se rendre à Séville et se mettre aux ordres de l'alcade Diego Valdivia, dont il devint l'agent principal. En cette qualité, il fit plusieurs voyages en Andalousie, soit pour acheter des blés, soit pour recouvrer des fonds dus au trésor royal. Le 22 janvier 1588, il reçut la patente de commissaire royal, délivrée par l'intendant général des armées, don A. Guevara. Ses fonctions ne paraissent pas avoir changé, mais sa position fut moins précaire, et peut-être augmenta-t-on ses appointemens. Par suite d'une mission dont on ne connaît pas bien la nature, mais qui évidemment se rattachait au service de l'intendance militaire, il passa en Afrique, et visita Mostaganem et Oran. Quelque temps après, il fut attaché à un autre intendant général, don Miguel de Oviedo. Cependant il sollicitait toujours et envoyait des placets au roi et à ses ministres. On a retrouvé un mémoire qu'il adressait à Philippe II pour obtenir un emploi en Amérique. Il demande particulièrement une des quatre places vacantes pour le moment, celle de *contador mayor* de la Nouvelle-Grenade, celle de gouverneur de la province de Soconuzco au Guatemala, celle de payeur de la marine à Carthagène, enfin celle de corregidor de la ville de la Paz, au Pérou. On voit par la désignation de ces emplois que Cervantes se présentait comme ce qu'on appellerait aujourd'hui un financier, assez instruit d'ailleurs en matière de jurisprudence pour être corregidor dans une ville du Nouveau-Monde. Alors il n'était pas trop nécessaire d'être un grand jurisconsulte pour exercer ces fonctions : on était loin des juges et des avocats. La réponse faite à cette pétition par ordre du roi, peut-être même de sa main, car personne n'eut à un plus haut degré que Philippe II la manie d'annoter tous les papiers qui passaient sous ses yeux, fut dictée par une heureuse inspiration : « Voir à lui faire quelque faveur en ce pays-ci (en Espagne). » Si Cervantes fût allé en Amérique, il est peu probable qu'il eût fait le *Don Quichotte*. Cette faveur ainsi promise ne se trouva pas apparemment réalisée, car il était encore commissaire aux vivres en 1592. Il eut maille à partir avec la justice cette année-là. Accusé d'avoir vendu indûment, sans autorisation, trois cents fanègues de blé, il fut envoyé en pri-

son dans la ville de Castro del Rio, par ordre de don Francisco Moscoso, corrégidor d'Ecija, pour y demeurer jusqu'après le remboursement du blé mal vendu. Le corrégidor faisait un abus de pouvoir. En sa qualité d'employé militaire, Cervantes, selon les lois espagnoles, n'était justiciable que d'un tribunal privilégié, le conseil royal de la guerre. Après quelques jours de détention, il fut mis en liberté sous caution, et dut aller à Madrid pour rendre compte de sa conduite. Autant qu'on en peut juger aujourd'hui, Cervantes n'avait fait qu'obéir aux ordres de son chef immédiat, Pedro de Izunza; mais, au lieu de rejeter sur ce dernier la responsabilité du fait poursuivi, il l'accepta hardiment et ne s'appliqua qu'à démontrer la légalité, ou du moins l'utilité de la mesure qu'il avait prise. On ne connaît pas la décision du tribunal, mais il est à croire qu'elle lui fut favorable, car l'année suivante nous le voyons de retour en Andalousie et chargé par l'intendant Oviedo de faire de grands achats de blé aux environs de Séville. En 1594, il vint à Madrid, où il reçut une cédule royale à l'effet de recueillir les taxes et les droits régaliens dus au fisc, à Grenade et dans d'autres villes du midi, mission assez importante, comme il semble, et qui l'occupa toute l'année. Elle faillit lui causer de sérieux embarras. Il avait remis à un négociant nommé Simon Freire de Luna une somme de 7,400 réaux à verser au trésor. Cet homme fit banqueroute avant de s'être acquitté de sa commission, et Cervantes fut déclaré responsable. Heureusement, lors de la liquidation de la faillite, qui eut lieu en novembre 1596, il put être remboursé.

Bientôt après, nouvel accident. Obligé de rendre ses comptes à jour fixe, il se trouve à découvert de 2.641 réaux. La somme n'était pas considérable, mais il ne put se la procurer immédiatement, et le tribunal de la Contaduria mayor, dont la sévérité était alors célèbre, lui assigna un délai de vingt jours pour payer, et provisoirement le fit mettre en prison à Séville en septembre 1597. Peu après, en fournissant une caution égale à la somme réclamée, il fut rendu à ses affaires. Nous soupçonnons que Cervantes n'était pas un grand financier et qu'il n'avait ni l'ordre ni la méthode, qualités si nécessaires à un bon comptable. Nul soupçon d'ailleurs sur sa délicatesse. En sortant de prison, il conserva non-seulement sa place de commissaire royal, mais encore on voit qu'il était chargé par plusieurs familles de gérer leurs affaires. Il paraîtrait qu'il faisait des recouvremens pour des particuliers partout où le conduisaient les devoirs de son emploi.

L'emprisonnement de Cervantes à Séville est un fait parfaitement avéré; cependant une tradition fort ancienne a changé le lieu de sa détention. Ce n'est plus Séville, mais le bourg d'Argamasilla, dans la Manche. Le *Don Quichotte* commence par ces mots : « Dans un

endroit de la Manche, dont je ne veux pas me rappeler le nom... » Cette phrase a paru cacher quelque mystère. Tous les commentateurs s'accordant à regarder Argamasilla comme la patrie de Don Quichotte, il a fallu trouver le motif qui empêchait l'auteur de nommer cette bourgade, et les imaginations ont travaillé à l'envi. Argamasilla, de même que d'autres localités beaucoup plus importantes, avait prétendu à l'honneur d'avoir donné le jour à Cervantes, mais elle n'a pu prouver autre chose, sinon qu'au XVIe siècle il y avait eu des gens de ce nom parmi ses habitans. Obligée de renoncer à la gloire d'avoir produit un si grand génie, Argamasilla s'est rabattue à celle de l'avoir emprisonné. En fait d'illustration, on n'est pas difficile. Cervantes serait venu pour réclamer au nom du fisc des arriérés dus par les gens d'Argamasilla, lesquels, mal disposés à l'égard des percepteurs des contributions, lui auraient cherché quelque querelle d'Allemand, et par suite l'auraient mis en prison. Là Cervantes, se trouvant de loisir et probablement inspiré par un lieu aussi poétique, aurait écrit les premiers chapitres ou du moins le plan du *Don Quichotte*. Il est vrai qu'il n'y a pas, et probablement qu'il n'y a jamais eu de prison à Argamasilla, mais partout où se trouvent quatre murs on peut enfermer un homme. Si quelque étranger se risquait à Argamasilla, après lui avoir fait faire un méchant dîner, on lui montrerait une vieille maison, et dans cette maison une chambre à rez-de-chaussée : c'est la prison de Cervantes. La civilisation marchant à pas de géant en Espagne, il se pourrait même qu'on offrît aujourd'hui de vendre aux voyageurs la plume qui a tracé le premier chapitre du *Don Quichotte*. Malheureusement les infatigables et consciencieuses recherches de M. Navarrete n'ont pas laissé debout une seule des prétentions d'Argamasilla. Après avoir exploré toutes les archives de la Manche, il n'a pu découvrir la moindre trace du fait qui devait assurer à ce bourg une renommée impérissable. Mais pourquoi Cervantes n'a-t-il pas voulu le nommer? Quelques esprits subtils ont découvert qu'il a pu exister là un parent de la femme de Cervantes, qui s'était opposé à son mariage, et que Cervantes avait voulu punir tous les habitans d'Argamasilla pour le crime d'un seul. En vérité, nous ne savons pas pourquoi on n'accepte pas l'explication qu'a donnée l'auteur lui-même dans son dernier chapitre : « Sidi Hamet, écrit-il, n'a pas voulu marquer expressément le lieu de naissance du bon chevalier, afin que toutes les villes de la Manche prétendissent l'adopter chacune et le faire chacune son concitoyen, de même que les sept villes de la Grèce qui se disputèrent l'honneur d'avoir donné le jour à Homère. »

Lorsqu'on pense à tout le temps employé par Cervantes pour remplir les fonctions ingrates et indignes de lui, on est tenté de

maudire ses contemporains et de les accuser d'avoir privé la postérité de tous les chefs-d'œuvre qu'il aurait pu produire au lieu de faire des additions, d'encaisser des réaux et de donner des quittances. Tout ce temps néanmoins n'a pas été perdu. La vie errante qu'il a menée dans un pays charmant, au milieu d'un peuple gai, spirituel, original, n'a pu manquer de lui laisser des impressions profondes qu'il a retrouvées plus tard. Les *Novelas ejemplares* et le *Don Quichotte* en fourniraient la preuve.

Il est certain que, tout en s'acquittant des devoirs de sa charge, Cervantes trouvait le temps de s'occuper de littérature. Pendant son séjour à Séville, il est en relations avec tous les beaux esprits du temps; s'il n'imprimait pas, il lisait ses compositions à un auditoire choisi. Au commencement de ce siècle, on a découvert dans les papiers d'un chanoine de Séville, Francisco Porras de la Camara, un manuscrit qu'il avait intitulé : *Compilation de curiosités espagnoles*, et qui fut achevé en 1606, c'est-à-dire sept ans avant la publication des *Nouvelles*. Au nombre des *curiosités* se trouvait un conte de Cervantes encore inédit, et que cet honnête ecclésiastique n'avait pas craint de recueillir, bien que l'ouvrage laisse un peu à désirer sous le rapport de la morale, et que les dames aient quelque peine à le lire. Il s'agit de *la Fausse Tante* (*la Tia fingida*), imprimée à présent dans toutes les éditions des *Novelas ejemplares*. Malgré les défauts que nous avons été contraint de signaler, c'est un chef-d'œuvre. A ne considérer que le style, *la Fausse Tante* est à une distance prodigieuse de la *Galatée*, et on s'aperçoit que l'auteur possède déjà l'art de raconter, où il sera inimitable. Dans le même recueil du chanoine se trouvent deux autres nouvelles de Cervantes : *le Jaloux d'Estramadure* et *Rinconete et Cortadillo*, l'une et l'autre imprimées par l'auteur en 1613. Il n'est pas improbable que le *Don Quichotte* ait été esquissé à la même époque, et la phrase si remarquée de la préface, où l'auteur indique que son œuvre fut conçue *dans une prison*, se rapporterait parfaitement avec sa détention à Séville, car il est peu croyable qu'il ait voulu rappeler son séjour au bagne d'Alger, et qu'avant la *Galatée* il ait ébauché son chef-d'œuvre.

On a conservé également quelques souvenirs poétiques qui datent de sa résidence à Séville. Il paraît qu'à cette époque il était renommé pour ses épigrammes. En voici une. Le 1er juillet 1596, le comte d'Essex s'empara de Cadix, rançonna les habitans, et pendant une vingtaine de jours s'amusa à brûler et à démolir des maisons. C'était une revanche prise de l'Invincible Armada. Personne ne vint attaquer les Anglais, qui, lorsque tout le vin fut bu, tous les vivres mangés, se rembarquèrent sans être inquiétés. Pendant ces vingt jours d'invasion, les autorités de Séville ordonnèrent de

grands armemens avec plus de bruit que d'effet. Le duc de Medina Sidonia eut ordre de rassembler une armée; un certain capitaine Becerra fut chargé d'instruire les recrues. Seulement l'argent, les armes manquaient, et aussi un peu l'ardeur guerrière parmi les Andalous. Ce fut à cette occasion que Cervantes fit le sonnet suivant :

« En juillet nous avons vu une autre semaine sainte, attestée par certaines confréries, appelées compagnies par les soldats, lesquelles font peur au vulgaire, mais non à l'Anglais.

« Il y eut tant de plumes au vent qu'en moins de quatorze ou quinze jours Pygmées et Goliaths s'envolèrent, et l'édifice croula sur sa base.

« Le Becerro (1) rugit et les embrocha; la terre tonna, le ciel s'obscurcit, la fin du monde allait venir.

« Enfin, dans Cadix, avec prudente lenteur, le comte d'Essex étant parti sans se presser, on vit l'entrée triomphante du grand-duc de Medina Sidonia. »

Ce n'est pas sans une certaine satisfaction de vengeance assouvie qu'on lit dans l'histoire du XVIe siècle les humiliations que subit Philippe II dans ses derniers jours. On aime à se représenter le despote qui avait rêvé l'asservissement des Provinces-Unies et de l'Angleterre, apprenant que sa flotte invincible est brûlée par les hérétiques, qu'un de ses meilleurs ports est pris presque sans combat, et que, par suite de sa détestable administration, il ne trouve ni armes, ni soldats pour le venger; enfin que ses propres sujets rient de ses misères, au lieu de frémir d'indignation aux revers de la patrie.

Un sentiment du même genre peut être surpris, à ce que nous croyons, dans un autre sonnet de Cervantes, composé deux ans plus tard, à l'occasion de la mort de Philippe II (13 septembre 1598). On lui fit des obsèques magnifiques dans toutes les villes d'Espagne, et particulièrement à Séville. Le catafalque élevé dans la cathédrale passait pour une merveille, et tout le monde accourait pour le voir plutôt que de réciter des prières à l'adresse du défunt. A dire vrai, un règne si long et si pesant ne laissait guère de regrets. Pour l'intelligence du sonnet, nous devons ajouter qu'aux yeux des Castillans et des Espagnols du nord, les Andalous, et surtout les Sevillans, sont ce que sont les Gascons pour les Parisiens ou les Normands. Séville est la patrie des faiseurs de bons mots, des hâbleurs, des fanfarons. Là, depuis le crocheteur jusqu'au gentilhomme, c'est un assaut perpétuel de quolibets, de facéties et de rodomontades. Brantôme en a fait un livre qu'il a eu le tort d'intituler *Rodomontades hespaignolles*; c'est *andalouses*, qu'il aurait dû

(1) *Becerro*, veau marin.

mettre. Un vieux soldat comme Cervantes, qui s'était trouvé en de rudes journées, qui avait reçu trois coups d'arquebuse et risqué vingt fois sa vie parmi les Maures, avait le droit de s'égayer un peu aux dépens des braves de Séville, dont la plupart n'avaient pour soutenir leur réputation que leurs longues moustaches et leurs allures de spadassin. Mais n'est-il pas singulier que, pour se moquer des braves de Séville, notre auteur prenne occasion de la mort de Philippe II? Nous ne prétendons pas qu'il fût pour cela républicain ou parlementaire; nous pensons seulement qu'il trouvait ses épaules soulagées, ainsi que tous ses contemporains, à la mort du prince le plus minutieusement tracassier qui ait encore vécu, du roi qui, après avoir reçu de son père le plus riche héritage, laissait son empire diminué, affaibli, ruiné, mortellement atteint.

Voici le sonnet : il est adressé « Au tombeau du roi, à Séville. »

« Morbleu! tant de grandeur me confond, et je donnerais bien un doublon pour pouvoir la décrire. Qui ne serait étonné, émerveillé, à voir cette insigne machine, cette braverie!

« Par Jésus-Christ vivant! chaque pièce en vaut un million, et c'est grand dommage que cela ne dure pas un siècle. O Séville la grande! Rome triomphante pour la valeur et la noblesse!

« Je parierais que l'âme du mort, pour jouir de ce chef-d'œuvre, a quitté aujourd'hui le ciel, son éternel séjour.

« Un brave m'entendit, qui s'écria : C'est vrai, ce que vous dites, m'sieur le soldat, et qui dira le contraire, il ment!

« Il rompit d'un pas, à la bravache, enfonça son feutre, caressa sa rapière, regarda de travers,... passa son chemin, et ce fut tout. »

Pendant le séjour de Cervantes à Séville, deux peintres de quelque réputation firent son portrait. Tous les deux étaient poètes à l'occasion et fort mêlés parmi les lettrés. L'un était Pacheco, le maître et le beau-père du grand Velasquez; l'autre Juan de Jaureguy, dont on a conservé quelques œuvres estimables. Nous croyons que ces deux portraits originaux ont disparu, et que celui qu'on a si souvent gravé depuis la première édition publiée par l'Académie espagnole a été fait d'après une copie, ou peut-être seulement d'après le portrait écrit que Cervantes nous a laissé de lui-même dans le prologue des *Novelas ejemplares*, en 1613. « Celui que vous voyez la figure busquée, les cheveux châtains, le front lisse et découvert, les yeux rians, le nez crochu, mais d'assez bonne proportion, la barbe d'argent (elle était d'or il n'y a pas vingt ans), longues moustaches, bouche petite, peu riche en dents, — car elle n'en a que six, mal conditionnées et encore plus mal placées, vu qu'elles ne se correspondent pas, — ni grand ni petit, entre les deux extrêmes, teint clair et vif, plutôt blanc que brun, un peu voûté, pas trop agile, c'est l'auteur de la *Galatée* et du *Don Quichotte*, celui qui a

voyagé au Parnasse, à l'exemple du Perugin Caporali; c'est l'auteur d'autres œuvres égarées qui courent le monde anonymes. On l'appelle d'ordinaire Michel de Cervantes Saavedra. » Cervantes avait alors soixante-cinq ans. L'ampleur extraordinaire du front, qui rappelle celui de Shakspeare, et le nez long et aquilin, voilà les traits que reproduisent tous les portraits de Cervantes; mais nous n'en connaissons pas qui puissent être attribués avec certitude au XVIe siècle.

De 1599 à 1603, nouvelle lacune dans la vie de Cervantes. Nous l'avons laissé à Séville faisant les affaires du roi et des particuliers, commissaire pour le recouvrement des droits du fisc et pour des achats de vivres; nous le retrouvons avec les mêmes fonctions en apparence, à Valladolid, en février 1603. La cour s'était fixée dans cette ville depuis 1600. Il semble que quelque procès l'ait conduit à Valladolid, car il a encore des tracas au sujet de sa comptabilité. Il occupe avec sa famille un appartement dans une maison d'assez pauvre apparence. Sa sœur doña Andrea, qui doit avoir cinquante et quelques années, vit avec lui et a charge du linge du marquis de Villafranca. Il existe dans les archives de cette famille des comptes de lingerie de l'écriture de Michel Cervantes, ce qui tendrait à faire croire que doña Andrea ne savait pas écrire. L'art de peindre la voix et de parler aux yeux n'était pas, à cette époque, aussi commun qu'il l'est aujourd'hui. Les gens de lettres avaient toujours des protecteurs; ceux de Cervantes sont le duc de Béjar et le comte de Saldaña, fils puiné du duc de Lerma, alors ministre tout-puissant de Philippe III.

Il est évident que Cervantes était toujours de son métier homme d'affaires, mais il est certain qu'il faisait quelque chose de mieux et mettait alors la dernière main à la première partie du *Don Quichotte*. Le 24 septembre 1604, il obtenait le privilége royal et l'approbation, et la première édition paraissait à Valladolid au commencement de l'année 1605, dédiée au duc de Béjar. Suivant une tradition fort accréditée, le duc aurait longtemps refusé d'accepter cette dédicace, car alors il fallait une dédicace pour le succès d'un livre, et ce n'aurait été qu'à force d'importunités que Cervantes serait parvenu à lire ses premiers chapitres devant un auditoire choisi. Le succès de cette lecture aurait convaincu le grand seigneur qu'il pouvait sans se compromettre accorder le patronage de son nom; on ajoute que l'auteur aurait été félicité par toute la compagnie, sauf un ecclésiastique qui l'aurait critiqué vertement à tort et à travers. Ce pourquoi, dix ans plus tard, Cervantes se serait vengé en le mettant en scène dans la seconde partie du *Don Quichotte*. *Credat Judæus Apella*. Toutes ces traditions nous sont fort suspectes, et on ne trouve pas un seul témoignage contemporain pour les ap-

puyer. Il faut en dire autant d'une autre légende qui veut qu'à son apparition le *Don Quichotte* ait été d'abord mal accueilli par le public. L'imprimeur se désolait, lorsque Cervantes imagina de publier une petite brochure sous le titre de : *el Buscapié* (le serpenteau, la fusée), où il insinua que le *Don Quichotte* contenait une foule de choses intéressantes et mystérieuses qui méritaient une étude approfondie. Badauds d'acheter le *Don Quichotte* et d'y chercher ce qui n'y était pas. C'est ainsi qu'une petite brochure aurait fait la fortune d'un grand ouvrage. Mais qui a vu le *Buscapié?* Pellicer, auteur grave et expert en toutes recherches biographiques, a le premier émis le soupçon qu'il n'avait jamais existé. Don Vicente de los Rios, de l'Académie espagnole, affirme qu'un de ses amis, don Antonio Ruy Diaz, l'aurait vu, en 1775, dans la bibliothèque du comte de Saceda, mais depuis personne n'a eu la même fortune. Le *Buscapié* n'a pas reparu, et les catalogues du comte de Saceda, qui avait la réputation d'aimer les livres et de se connaître en raretés, n'en font pas mention. En 1847, la brochure introuvable a été *réimprimée*, c'est-à-dire qu'un pastiche assez adroitement fait du style de Cervantes a été publié comme original par un littérateur fort spirituel, don Alphonso de Castro. Il a fait quelques dupes. En voilà assez sur une anecdote si peu importante. Le *Buscapié* est un de ces ouvrages que les bibliophiles ne trouveront pas plus que ceux que Pantagruel examina dans la bibliothèque de Saint-Victor. Ajoutons que le public n'avait pas besoin d'être stimulé à lire le *Don Quichotte*. Imprimée au commencement de 1605, la première édition était enlevée en quelques semaines; quatre autres éditions paraissaient la même année, on en faisait des traductions, et le nom de l'auteur devenait célèbre dans toute l'Europe. On rapporte que Philippe III, étant à un balcon de son palais de Madrid, qui domine la vallée du Manzanarez, aperçut un étudiant qui lisait au bord de la rivière, riait, se frappait le front et donnait les signes d'un plaisir extraordinaire. « Ce garçon est fou, dit le roi, ou bien il lit *Don Quichotte*. » Un courtisan s'empressa d'aller demander le titre de ce livre si amusant : c'était en effet le *Don Quichotte*.

Un pareil ouvrage enrichirait aujourd'hui un homme de lettres; il ne paraît pas que la fortune de Cervantes se soit accrue en proportion de sa renommée, car nous le trouvons à la même époque acceptant un travail officiel des plus ingrats, qui probablement lui avait été procuré comme une bonne aubaine par un de ses protecteurs. C'est la relation des fêtes célébrées à Valladolid en 1605 pour la naissance du prince qui fut plus tard Philippe IV; elles coïncidèrent avec l'entrée d'un ambassadeur anglais. L'épigramme suivante de Gongora ne permet pas de douter que Cervantes ne soit l'auteur de cette relation, qui d'ailleurs ne se distingue en rien des factums

du même genre. L'ambassadeur était lord Howard, l'amiral qui avait pris Cadix en 1596.

« La reine accouche; le luthérien arrive avec six cents hérétiques et autant d'hérésies. En quinze jours nous dépensons un million pour leur donner des bijoux, l'hospitalité et du vin. De notre part, grande parade ou niaiseries : des fêtes ou plutôt des cohues pour l'envoyé anglais et les espions de celui qui jura la paix sur Calvin. Nous baptisâmes le petit Dominiquin (1), qui naquit pour l'être dans les Espagnes. Nous fîmes une assemblée d'enchantemens. Nous demeurons pauvres; Luther s'en va riche, et on fait écrire ces aventures mémorables à Don Quichotte, à Sancho et à sa monture. »

Cervantes demeurait à Valladolid au premier étage d'une maison de la rue del Rastro, qui, à cette époque, se trouvait en dehors de l'enceinte de la ville. Si la tradition locale s'est conservée exactement, comme on a lieu de le croire, cette maison est celle qui porte aujourd'hui le n° 11, et elle ne doit pas avoir changé notablement d'apparence. Elle a deux étages, chacun avec quatre fenêtres sur la rue, et quatre portes au rez-de-chaussée. Elle s'étend parallèlement à un ruisseau un peu encaissé qu'on appelle la Esgueva et que traverse un pont presqu'en face du n° 11. D'après les ruines de quelques constructions anciennes au bord du ruisseau, on présume qu'il y avait là des maisons autrefois. La rue n'est pas belle, et la demeure de Cervantes annonce la pauvreté. Nous ne saurions mieux la comparer qu'aux maisons d'ouvriers bâties dans les faubourgs de Londres. On s'expliquera le nombre des portes à rez-de-chaussée quand on saura combien il y avait de ménages dans le même bâtiment. Au premier habitait Cervantes avec sa femme, sa fille naturelle, Isabel de Saavedra, sa sœur doña Andrea, veuve en troisièmes noces d'un général Alvaro Mendaña; avec la fille de cette dernière par un premier mariage, doña Constanza de Obando; enfin avec une béate, doña Magdalena de Sotomayor, que Cervantes nommait sa sœur, on ne sait pourquoi. Voilà pour l'appartement de Cervantes. Quatre veuves occupaient les autres appartemens, et l'une d'elles, Mme Garibay, avait auprès d'elle sa fille et son fils, lequel était ecclésiastique. On a quelque peine à comprendre comment tant de monde vivait dans la même maison. C'est la même difficulté qui se présente lorsqu'on examine les ruines de Pompéi, et nous croyons qu'il n'y a qu'une explication à donner, pour l'antiquité comme pour le temps de Cervantes, c'est qu'on vivait très mal. Nous rapportons tous ces menus détails, d'abord parce qu'ils sont nécessaires pour l'intelligence du fait que nous

(1) Allusion à un des noms du prince, *Dominico*, qui s'applique aussi aux religieux de l'ordre de Saint-Dominique, chargé de la défense de la foi.

allons raconter, mais surtout parce qu'ils font connaître quelle était la position de Cervantes et celle de la plupart des gens de lettres ses contemporains.

Il y avait alors à Valladolid un chevalier de Saint-Jacques nommé don Gaspar de Ezpeleta, espèce de don Juan, célèbre par ses aventures galantes et sa bravoure. On ne lui connaissait pas de revenus; il suivait la cour, comme on disait, et vivait noblement aux dépens du marquis de Falces, son grand ami, si on s'en rapporte aux mauvaises langues. Le 27 juin 1605, don Gaspar, après avoir soupé très gaîment avec le marquis de Falces, chez lequel il demeurait, le quitta vers dix heures du soir en lui disant qu'il ne reviendrait pas avant le jour. Il sortit accompagné de son page, qu'en homme discret il renvoya bientôt, après avoir changé de manteau avec lui. Selon l'usage des galans de cette époque, il portait, outre son épée, un petit bouclier, nommé *rodela*, du diamètre d'une assiette. Cette arme défensive, alors fort en usage, s'accrochait à la ceinture. Au moment de combattre, on la tenait de la main gauche par une poignée pour parer les coups de taille. Les *rodelas* étaient ordinairement en acier poli, quelquefois damasquinées, gravées, dorées, avec des ornemens en relief. Se munir d'une pareille arme, c'était montrer qu'on allait s'engager dans quelque affaire périlleuse.

Ainsi accoutré, don Gaspar s'avançait par la rue du Rastro, se dirigeant en apparence vers la rue de la Manteria, où on lui supposait un rendez-vous; mais une sérénade qui avait attiré un certain nombre de curieux l'arrêta quelque temps. C'était, nous l'avons dit, un homme discret. La sérénade terminée, il continua sa marche, lorsque, à peu près à la hauteur de la maison de Cervantes, un homme de stature moyenne enveloppé dans un manteau, et qui venait de traverser le pont, intima l'ordre à don Gaspar de ne pas passer plus avant. Était-ce le donneur de sérénade, un jaloux ennemi du coureur d'aventure?.. On ne sait. Les deux épées sortirent à la fois du fourreau et, après un engagement très court, don Gaspar reçut un coup mortel dans la poitrine. A ses cris, Cervantes et l'ecclésiastique don Estevan de Garibay, son voisin, sortirent dans la rue, et le blessé tomba dans leurs bras. Ils le portèrent sur le lit de la mère de Garibay, qui probablement demeurait au rez-de-chaussée. Chirurgien, notaire, accoururent; Garibay confessa et administra le moribond. Don Gaspar, avant de mourir, déclara qu'il avait été l'agresseur et qu'il avait le premier mis l'épée à la main, que son adversaire lui était complètement inconnu, et que le combat avait été loyal. Puis il fit quelques dispositions testamentaires, parmi lesquelles on remarqua le don d'une robe de soie à Magdalena de Sotomayor, la béate que Cervantes nommait sa sœur. Il expira au point du jour. Selon la règle, une béate ne pouvait por-

ter que de la laine; mais don Gaspar savait-il qu'elle fût béate? Traversé par un coup d'épée, était-il en état de se rappeler quelle étoffe elle pouvait porter? Ce legs parut suspect, et la justice y attacha beaucoup d'importance. On crut, ou peut-être on feignit de croire qu'il s'agissait d'un fidéicommis destiné à une femme que le mourant n'avait pas voulu nommer. Quant à la béate, elle dit avec beaucoup de vraisemblance qu'elle ne connaissait pas don Gaspar de Ezpeleta, qu'il ne lui avait fait aucune confidence, et qu'elle supposait qu'en lui léguant une robe il avait voulu reconnaître les soins qu'elle lui avait donnés. En effet, habituée à servir les malades, elle ne l'avait pas quitté depuis qu'il avait été porté dans sa maison. Mme Garibay, qui était fort considérée comme veuve du célèbre annaliste, s'empressa de déclarer qu'elle tenait doña Magdalena pour une personne de bonnes vie et mœurs et une *grande servante de Dieu.*

La justice verbalisa, comme on peut le supposer, et par provision fit arrêter tous les habitans de la maison où don Gaspar était mort. Cependant Garibay, grâce à son caractère religieux, fut mis presque aussitôt en liberté. Les femmes, après un interrogatoire très court, obtinrent de demeurer dans leur logis sous la garde d'un alguazil. Cervantes seul, sans qu'aucune charge ne fût articulée contre lui, fut tenu en prison pendant plusieurs jours, et on fit comparaître un assez grand nombre de personnes qui venaient habituellement chez lui. D'après leurs dépositions, on voit que la plupart allaient le consulter pour leurs affaires; il tenait donc alors une sorte de cabinet de consultation.

Il semble évident que cette étrange procédure avait pour but, non de découvrir le meurtrier d'Ezpeleta, mais de détourner les soupçons du public loin de la véritable voie, pour les faire tomber sur une famille pauvre et sans protecteurs. On voulait faire croire que la sérénade et le duel qui en avait été la suite regardaient la fille ou la nièce de Cervantes, les seules jeunes femmes qui habitaient sa maison. Rien ne prouva cependant qu'elles connussent don Gaspar, et ceux qui croyaient être instruits des habitudes de ce cavalier disaient qu'il allait à un rendez-vous chez la femme d'un riche procureur. D'autres voulaient que ce fût chez une dame dont le mari remplissait une charge importante à la cour. Les deux suppositions expliqueraient assez bien la façon dont l'instruction fut conduite. Dans sa déposition, doña Isabel de Saavedra déclara qu'elle était âgée de vingt ans, et c'est là-dessus qu'on a attaqué les mœurs de Cervantes, qui, l'année même de son mariage, aurait eu une fille naturelle. Nous n'admettions pas la légende qui croit à un amour romanesque des deux conjoints, et qui fait de la légitime Mme de Cervantes le type original de la Galatée : nous n'attaquerons

pas non plus les mœurs de Cervantes sur le témoignage d'une demoiselle qui se dit âgée de vingt ans. Un seul fait nous paraît fort curieux dans cette déposition, c'est que cette jeune femme élevée dans la maison de son père, après avoir fait sa déposition, a déclaré *ne savoir signer*. On se souvient que les comptes du linge confié par le marquis de Villafranca à doña Andrea sont de la main de Cervantes. N'y a-t-il pas là une révélation des mœurs de l'époque?

L'adversaire de don Gaspar de Ezpeleta ne fut jamais découvert, ni le nom de la dame qu'il allait voir à une heure indue. Après quelques jours de détention, Cervantes fut mis en liberté de la manière la plus honorable, comme il semble, et de toute l'affaire il ne resta qu'un argument de plus en faveur d'une opinion déjà fort accréditée, à savoir qu'en cas de batterie et de meurtre, les gens prudens ne doivent rien voir ni rien entendre.

La cour quitta Valladolid en 1606; on ne sait si Cervantes la suivit immédiatement à Madrid. M. Fernandez Guerra a fourni la preuve qu'en juin 1606 il se trouvait à Séville. Dans une lettre portant cette date, Cervantes fait une relation burlesque d'un pique-nique dans une île du Guadalquivir, le jour de la fête de Saint-Jean d'Alfarache, auquel il aurait assisté avec les beaux esprits de la ville. Après un concours poétique, il y eut un tournoi dont les tenans étaient montés sur des chevaux de carton. La première partie du *Don Quichotte* avait peut-être déjà discrédité les tournois véritables. Enfin, après un dîner sur l'herbe, on joua la comédie de *Persée et Andromède*, terminée par des couplets bouffons. Cervantes fut un des juges du concours de poésie, et le secrétaire de la coterie qui donnait la fête. Le style de la relation et les circonstances qui en ont accompagné la découverte se réunissent pour faire croire que Cervantes en est bien réellement l'auteur; mais qu'allait-il faire à Séville? Y était-il venu dans l'exercice de ses fonctions de commissaire royal? C'est la conjecture la plus probable, d'autant plus que deux ans après il était encore employé dans l'administration des finances. Le 6 novembre 1608, le tribunal de la Contaduria l'ayant requis de payer une somme de 2,000 réaux environ à un individu qui était débiteur de Cervantes pour une somme plus considérable, celui-ci réclamait contre cette décision, qui prouve suffisamment qu'à cette époque il avait encore des fonds du trésor à gérer. Peu après, il est évident qu'il a résigné ces fonctions, et qu'il a même abandonné son cabinet d'affaires pour ne plus s'occuper que de littérature.

En 1609, il était établi à Madrid, et le 11 avril de la même année il est reçu membre de la confrérie du très saint sacrement de l'Oratoire. C'était alors une des plus illustres qu'il y eût en Espagne, et parmi ses membres elle comptait le roi Philippe III et le

duc de Lerma, son premier ministre. Cette même année 1609, il perdit sa sœur doña Andrea, qui, depuis la mort de son troisième mari, le général Mendaña, était toujours demeurée auprès de lui. Elle lui était tendrement attachée, et elle avait donné sa dot pour contribuer à le racheter de captivité.

Au commencement de l'année 1610, le duc de Lemos, le plus généreux et le plus puissant de ses protecteurs, fut nommé vice-roi de Naples, et l'on croit que Cervantes s'était flatté de l'accompagner et d'être employé par lui. Mais le duc fit un autre choix, dicté comme il semble par les deux frères Argensola, qui passaient cependant pour grands amis de Cervantes. C'est probablement à cet oubli de leur part que nous devons la seconde partie du *Don Quichotte*. Dans le *Voyage au Parnasse*, on trouve quelques plaintes fort mesurées sur la conduite de ses patrons à son égard. « J'ai beaucoup attendu, dit-il; on m'a beaucoup promis, mais probablement des devoirs nouveaux leur ont fait oublier ce qu'ils m'avaient dit. » C'est le seul trait de mauvaise humeur qui lui soit échappé, et dans la suite il ne garda pas une goutte de fiel contre Lupercio Argensola et son frère, qui, tous les deux, bien instruits de sa position et en état de lui rendre service, n'avaient jamais fait la moindre démarche en sa faveur.

C'est une opinion assez généralement répandue que Lope de Vega, alors à l'apogée de sa gloire, n'aimait pas Cervantes, et que celui-ci le payait de retour. On prétend qu'ils ont fait, l'un contre l'autre, quelques épigrammes, mais le fait n'a jamais été prouvé. Ils étaient en relations de société et même un peu parens par alliance, la mère de Cervantes étant, nous l'avons déjà dit, cousine ou tante de la première femme de Lope de Vega. Capmany rapporte, mais malheureusement sans citer ses autorités, qu'un jour Cervantes et Lope de Vega se rencontrèrent au parloir d'un couvent, celui de la Trinité, où se trouvaient doña Isabel de Saavedra, la fille naturelle dont nous avons déjà parlé, et la mère de cette dernière, dont on ne dit pas le nom. Survint un ecclésiastique nommé Miguel de los Santos. Or, quelques années auparavant, un moine augustin du même nom avait été pendu comme complice du pâtissier de Madrigal, qui se fit passer pour le roi Sébastien. — Ne donnez pas dans les travers de votre homonyme, lui dit Cervantes en riant. — Ni dans les travers de Cervantes, ajouta Lope de Vega, en regardant la mère et la fille, assises dans le parloir. — Le propos est singulier pour le parloir d'un couvent. Nous citons l'anecdote sans y ajouter foi; ce qui est certain, c'est que les deux prétendus ennemis se sont complimentés plusieurs fois publiquement sur leurs productions. Il est vrai que cela ne veut pas dire que leurs louanges fussent bien sincères.

A la fin de l'année 1613, Cervantes fit imprimer un recueil de nouvelles sous le titre de *Novelas ejemplares*. C'est, après le *Don Quichotte*, son meilleur ouvrage. Il eut dix éditions en neuf ans et fut traduit dans toutes les langues de l'Europe. Nous avons déjà dit que *la Tia fingida*, composée en Andalousie avant 1606, ne parut pas avec les autres nouvelles, peut-être parce que l'auteur trouvait le sujet un peu trop leste pour y mettre son nom, et cependant on se rappellera que c'est à un chanoine de Séville qu'on en doit la conservation. Selon les juges les plus autorisés, le style des *Nouvelles* est supérieur à celui de la première partie du *Don Quichotte*, qui déjà l'emporte prodigieusement sur celui de la *Galatée*. Un semblable progrès, à l'âge qu'avait Cervantes, est très remarquable et assurément très rare dans la vie d'un homme de lettres.

Les *Novelas ejemplares* furent suivies par le *Voyage au Parnasse*, en 1614, poème que Cervantes affectionnait particulièrement et qu'il considérait comme une de ses meilleures productions. Toute sa vie il parut croire qu'il était bien plus glorieux d'écrire en vers qu'en prose, et bien que ses poésies n'aient jamais eu de succès, il avait pour elles une certaine partialité, comme les mères en ont souvent pour leurs enfans disgraciés par la nature. Le *Voyage au Parnasse*, suivi d'un appendice en prose, *Adjunta al Parnaso*, dialogue dans la manière de Lucien, est une satire peu méchante des mauvais poètes contemporains, oubliés aujourd'hui, rachetée par les éloges les plus exagérés que l'auteur décerne à un assez grand nombre d'écrivains qui ne nous sont guère plus connus. On a demandé parfois si ces louanges outrées ne sont pas des épigrammes. Maintenant que les bons et les mauvais poètes contemporains de Cervantes sont presque tous également ignorés, le *Voyage au Parnasse* n'offre guère d'intérêt que par les allusions qu'on y trouve à la vie de l'auteur. Il y parle souvent de sa pauvreté, simplement, sans envie, sans orgueil de cynique. Admis en présence d'Apollon, qui tient sa cour plénière, il est invité à s'asseoir, mais tous les siéges sont occupés. « Eh bien! dit le dieu, plie ton manteau et assieds-toi dessus. — C'était alors l'usage des cavaliers dans les salons, où bien souvent il n'y avait pas de fauteuils. — Sire, répond Cervantes, vous ne faites pas attention que je n'ai pas de manteau. — N'importe, j'ai du plaisir à te voir: la vertu est un manteau avec lequel la pauvreté cache sa honte et échappe à l'envie. » Un épisode du poème où les mauvais poètes essaient de prendre d'assaut le Parnasse a pu donner à Boileau l'idée de la bataille des livres dans son *Lutrin*.

Malgré le peu d'encouragemens qu'avaient reçus ses premiers essais dramatiques, Cervantes n'avait jamais cessé de travailler pour le théâtre, mais il ne trouvait pas de directeur qui voulût pro-

duire ses pièces. Il se décida, en 1615, à faire imprimer huit comédies et huit intermèdes, qui forment ensemble un assez gros volume. C'était alors le temps de la grande vogue de Lope de Vega, et un auteur si fécond, dont les drames se comptent par centaines, occupait presque seul les nombreuses troupes d'acteurs établies à Madrid. Sans vouloir attaquer la gloire de Lope, nous lui reprocherons d'avoir engagé le théâtre espagnol dans une voie déplorable, et cela de gaîté de cœur, sans système et sans conviction arrêtée. Lui-même écrit dans l'*Art nouveau de faire des comédies* : « Nul plus que moi ne mérite d'être taxé de barbarie. J'ose donner des préceptes contraires à l'art et me laisse entraîner par le courant vulgaire. Aussi l'Italie et la France m'appellent ignorant. Mais quoi! J'ai écrit, y compris un ouvrage que j'ai fini cette semaine, quatre cent quatre-vingt-trois comédies. A l'exception de six, toutes pèchent gravement contre les règles de l'art. Je poursuis pourtant la voie où je suis entré, et je sais que, bien qu'elles fussent meilleures dans un autre système, mes pièces n'auraient pas eu le succès qu'elles ont obtenu. Souvent ce qui est contraire à la loi n'en plaît que davantage au goût. »

Aujourd'hui, au lieu de quatre cent quatre-vingt-trois comédies, on en a recueilli près de dix-huit cents. Lope était un improvisateur fort habile. Ses vers sont gracieux, faciles, et, bien que souvent vides de pensée, ils charment encore les oreilles de ses compatriotes. Mais que penser de la composition de ces centaines de drames, où se reproduisent sans cesse les mêmes péripéties, les mêmes sentimens, les mêmes exagérations? Tout y est faux, caractères, situations, dialogue. Ce que Lope appelle l'*art* est probablement l'observation de certaines règles que personne n'avait étudiées et que les pédans ne révélaient pas plus que les anciens jurisconsultes romains ne communiquaient leurs formules. L'*art*, c'était une convention qui obligeait à copier certains modèles au lieu d'imiter la nature, et l'admirable précepte d'Horace que le poète dramatique ne doit jamais perdre de vue : *Respicere exemplar vitæ morumque*, était justement celui dont on tenait le moins de compte. Lope se donnait le nom de barbare parce qu'il ne respectait pas la règle des trois unités : Shakspeare, qu'on a aussi nommé un barbare, ne la respectait pas davantage, mais il mettait à la place, ce qui valait beaucoup mieux, la profonde analyse des passions, le développement complet des caractères, l'observation exacte de tous les mouvemens du cœur humain. Où trouver quelque chose de semblable dans le théâtre espagnol? Tout y est convention, et les personnages n'y ont pas même la variété amusante de l'ancienne comédie italienne. La seule passion qui l'anime, c'est l'honneur, disons mieux, le point d'honneur, *pundonor*. Au costume, le spec-

tateur sait d'avance ce que, dans la situation donnée, fera le personnage qui est en scène. Une interminable suite de querelles entre les amans jaloux, de méprises résultant de l'usage du manteau pour les femmes, de duels où personne n'est tué, occupe les trois *journées*, et, après maint imbroglio, la pièce finit brusquement par le mariage de tous les jeunes gens. Lorsque le sujet d'une comédie est pris dans l'histoire, les personnages ne changent pas pour cela leur caractère : Héraclius, don Pèdre le Cruel, seront de *jeunes galans*; les dames romaines, les héroïnes chrétiennes, donneront des rendez-vous à la grille de leurs balcons comme les demoiselles de Séville.

A ce système dramatique vraiment barbare se joint un style qui, à notre sentiment, ne l'est pas moins. Dire la chose la plus simple de la façon la moins naturelle, la moins intelligible, larder de pointes et d'antithèses le dialogue dans les situations les plus passionnées, telle était la règle de l'*art* à l'époque de Lope de Vega. Il faut avouer d'ailleurs que presque toute l'Europe partageait alors ce goût pour le bel esprit qui nous semble si étrange à présent. En Espagne, on admirait le style *culto*, en Angleterre l'*euphuism*, qui ne valait pas mieux. Roméo, avant de s'empoisonner sur le tombeau de Juliette, s'écrie en déposant un baiser sur les lèvres de sa maîtresse : « O lèvres, portes du souffle, scellez d'un baiser en bonne forme un contrat sans date avec la mort accapareuse. » Un procureur ne dirait pas mieux. Dès son apparition, la poésie dramatique a recherché ces ornemens qui lui vont si mal. Égysthe, trompé par un faux rapport, croit qu'Oreste s'est tué en tombant de son char. Il dit : « On nous a appris qu'il était mort dans un naufrage équestre (1). » Racine lui-même, dont le goût était si délicat, n'hésitait pas à dire : « Brûlé de plus de feux que je n'en allumai, » et : « Le flot qui l'apporta recule épouvanté. » Il faut croire qu'alors les spectateurs avaient le pouvoir de percevoir à la fois deux plaisirs très différens, et que, tout en pleurant devant une situation touchante, ils jouissaient d'un jeu de mots. Aujourd'hui même, le plaisir que donne la poésie est double : la plus belle pensée ne permet pas de manquer aux lois de la prosodie, et un trait sublime est peut-être plus apprécié lorsqu'il se présente avec une rime riche. Ne soyons donc pas trop sévères pour un goût respectable par son antiquité et qui subsiste encore chez beaucoup de gens d'esprit.

Moins peut-être qu'aucun de ses contemporains, Cervantes a sacrifié à la mode de son temps, mais son style dramatique n'en est pas meilleur. Ses vers, quelquefois ridiculement emphatiques, sont le plus souvent d'une platitude désespérante. Quant à l'intrigue de ses

(1) Sophocle, *Electra*.

pièces, on n'en peut imaginer de plus faible et de moins artistement combinée. Il semble ignorer entièrement l'importance de la composition, et dans ses comédies les scènes se suivent comme au hasard.

Son théâtre est si peu connu que nous essaierons de faire une revue rapide des pièces qui nous semblent mériter quelque attention. Nous commencerons par *la Entretenida*, dont le titre pourrait se traduire par « poisson d'avril. » C'est une allusion à la locution proverbiale : *dar con la entretenida*, tromper quelqu'un en lui faisant perdre son temps. La grande singularité de la pièce est qu'il n'y a ni duel ni mariage, mais une situation fort scabreuse dont on attend quelque effet terrible. Un cavalier aime une dame nommée Marcela et en parle continuellement à sa sœur, qui s'appelle aussi Marcela et qui s'imagine que son frère est amoureux d'elle-même. En bonne chrétienne et en demoiselle bien élevée, elle l'évite le plus qu'elle peut. Finalement elle découvre que l'amour de son frère est parfaitement honnête. On comprend difficilement le but de Cervantes trompant son lecteur avec cette vilaine idée d'inceste qui n'a rien de plaisant et d'où ne sort aucun effet dramatique.

Dans *le Rufian dichoso* (l'heureux libertin) se trouve l'esquisse fort peu arrêtée d'un caractère qui ne manque pas d'originalité, mais dont le développement beaucoup trop brusque est dépourvu de naturel. Cristoval Lugo est un étudiant qu'on ne rencontre jamais un livre sous le bras, mais avec une rondelle à la ceinture accompagnée d'une dague qu'il est toujours prêt à dégainer. Il est le camarade, l'ami dévoué de toute la canaille de Séville, le protecteur et la providence des femmes de méchante vie. Au milieu de ses déréglemens, il conserve un grand fonds de dévotion. Au sortir d'une orgie, il donne son dernier écu pour les âmes du purgatoire, puis enfonce la boutique d'un pâtissier et rosse les archers pour délivrer un de ses amis qui tient une maison mal famée. Ayant tout perdu au jeu, il délibère avec lui-même s'il ne se fera pas voleur. Il en est fort tenté, mais tout à coup il se dit : « Pourquoi pas moine? » La grâce opère, et bientôt il fait l'édification de la ville qu'il a scandalisée. Il devient l'abbé de son couvent, fait des miracles et meurt en odeur de sainteté. A côté de ce personnage se trouve le *gracioso*, ancien camarade de Lugo, converti comme lui, et moine dans le même couvent. Mais il a conservé quelque reste du vieil homme; il a des retours de mauvaises passions et des regrets de la vie qu'il a quittée. C'est le rôle comique de la pièce. Il y a une scène assez plaisante où, revêtu de sa robe, qu'il retrousse, il s'oublie jusqu'à donner une leçon d'escrime à un autre moine.

L'auteur avertit en maint endroit qu'il n'a rien inventé, et renvoie à la légende. Nous copions une des indications de scène : « Entrent six comparses masquées, vêtues en nymphes, lascive-

ment, et ceux qui doivent chanter et jouer des instrumens, habillés en diables à l'antique. Ils exécuteront un ballet. Tout s'est passé ainsi ; ce n'est pas une vision supposée, apocryphe ou menteuse. »

Il y a encore une tentative d'étude de caractère dans la comédie qui porte le titre de *Pedro de Urdemalas*, nom du principal personnage, et dont les trois journées ne semblent être que l'exposition d'un drame qui reste à faire. Pedro de Urdemalas est une sorte de Figaro qui a fait tous les métiers, qui s'engage dans une foule de mauvaises aventures dont il se tire à force d'impudence, d'audace et quelquefois d'esprit. Un de ses tours est d'escroquer l'argent d'une riche veuve, à laquelle il se donne pour un saint homme tout frais de retour du purgatoire. « Votre défunt mari, lui dit-il, y était fort en peine; il ne s'en tirerait pas à moins de 300 écus. Votre frère rôtit à petit feu, il faudrait 400 ducats pour l'arracher au brasier. » A cette époque le clergé, pas plus que l'Inquisition, ne prenait ombrage de ces facéties, et les âmes du purgatoire n'en perdaient pas une messe. Les *Grenouilles* d'Aristophane ne scandalisaient pas davantage les dévots à Bacchus, et nos évêques du moyen âge permettaient qu'on célébrât la fête des fous dans les édifices consacrés au culte et qu'on y chantât la messe de l'âne. Il y a encore dans le drame qui nous occupe un caractère de femme heureusement ébauché, car dans cette pièce singulière tout est à l'état d'ébauche. C'est une jeune fille recueillie par des bohémiens, qui montre au milieu de sa tribu misérable un esprit altier et des goûts aristocratiques. On la reconnaît pour une princesse jadis égarée par ses parens, et elle va à la cour. Alors une de ses anciennes camarades de bohême se hasarde à lui recommander les malheureux qui ont pris soin de son enfance. « Bien, dit la nouvelle princesse. Faites-moi une note, et je m'en occuperai. » On faisait déjà des notes pour les ministres en 1615.

Les intermèdes ne sont que des scènes décousues comme on en peut improviser dans un château entre deux paravens. Ils manquent de gaîté, et le comique est souvent remplacé par des bouffonneries grossières. Dans *la Guarda cuidadosa*, une cuisinière, à qui un sous-sacristain fait la cour, se plaint à sa maîtresse d'avoir été déshonorée par lui. « Comment, malheureuse ! Et où t'a-t-il entraînée pour te déshonorer? — Où? Vraiment au beau milieu de la rue. — Comment, dans la rue? — Oui; il m'a dit au milieu de la rue de Tolède, à la face de Dieu et de tout le monde, que j'étais une coquine, une carogne, qui n'avais pas de honte, qui ne faisais pas attention aux choses, et maintes autres sottises de ce genre; tout cela parce qu'il est jaloux de ce soldat. »

Çà et là, au milieu de ce fatras, on trouve quelques traits de mœurs qui ont aujourd'hui leur intérêt. Dans *les Deux Bavards*, un

procureur se fait compter 200 écus par un cavalier qui a fait sur la figure de son client une balafre de *douze points*. Les *points* sont une mesure à l'usage des cordonniers : les amans prétendent que leur maîtresse se chausse à dix points. Douze points font une terrible balafre. Un pauvre diable, témoin de l'aventure, offre son visage au balafreur et le prie de lui faire une estafilade au rabais. Du temps de Cervantes, ce n'était pas chose rare que de faire balafrer un homme à qui on en voulait. La bonne compagnie ne dédaignait pas ce moyen de vengeance. Aujourd'hui il n'existe plus en Espagne que parmi le bas peuple, qui se sert à cet effet d'une pièce de monnaie aiguisée et dentelée. On appelle cela *peindre un chébec*; la bande de ces petits bâtimens est ordinairement peinte en losanges, et telles doivent être les cicatrices d'une balafrure bien exécutée.

Lorsque Cervantes publia la première partie du *Don Quichotte*, il est probable qu'il ne pensait pas en donner une seconde. En effet, le héros est rentré chez lui; tous les épisodes sont arrivés à leur conclusion, le sujet peut sembler épuisé. Cependant, dans son dernier chapitre, l'auteur semble prévoir que le chevalier de la Triste-Figure sera chanté par plus d'une lyre, car il termine par ce vers de l'Arioste :

Forse altri canterà con miglior plettro.

N'était-ce pas un défi porté aux beaux esprits? On sait que la plupart des romans de chevalerie ont été écrits successivement par plusieurs auteurs, et je crois que les douze parties de l'*Amadis de Gaule* appartiennent à presque autant de mains différentes. Il ne faut donc pas regarder comme un plagiat honteux l'entreprise d'un écrivain qui, sous le nom d'Avellaneda, fit paraître en 1614 une seconde partie du *Don Quichotte*. Si elle eût valu la première, le cas eût été véniel; mais c'était un singe qui imitait un homme. Il se montre insolent et grossier envers celui qu'il prend pour modèle. Dès le début de son prologue, il laisse voir la bassesse de son caractère. Il a pris la plume, dit-il, pour priver Cervantes des profits qu'il attendait de la continuation de son *Don Quichotte*. Un contrefacteur de bouchons ou d'élixir odontalgique montre d'ordinaire des sentimens plus élevés. Le lettré qui se cache sous le pseudonyme d'Avellaneda épuise contre Cervantes le vocabulaire des plus basses injures. Il l'appelle vieux, manchot, habitué des prisons, envieux, grognard. A cela répondit Cervantes dans sa seconde partie, par la bouche de Don Quichotte : « Le peu que j'ai lu du livre d'Avellaneda m'a montré qu'il y a trois choses à y reprendre : premièrement, quelques mots de son prologue (c'est-à-dire les injures que nous venons de citer). En second lieu, le langage qui sent

son Aragonais, par l'omission des articles; troisièmement enfin son ignorance de mes actions. » Il eût mieux fait d'en rester là, et de ne pas faire dire plus loin à la belle Altisidore qu'elle avait vu en enfer les diables jouant à la balle avec le livre d'Avellaneda. En pays d'Inquisition, il ne faut pas mettre le diable en jeu à propos d'une querelle littéraire.

Qui était cet Avellaneda? La solution du problème est d'autant plus difficile que le pseudonyme a eu intérêt à se cacher, et qu'il n'a pas excité d'abord assez de curiosité pour qu'on prît beaucoup de peine à le découvrir. Les indications qu'on a recueillies aujourd'hui sont assez vagues, et il y a peu d'espoir d'en obtenir de nouvelles. Un point cependant demeure bien établi, c'est que l'auteur du livre était Aragonais. Cervantes l'a déclaré, et les Castillans découvrent dans le faux *Don Quichotte* des traces fréquentes d'un dialecte provincial. Sur le seul indice de leur patrie, on a soupçonné les deux Argensola; mais ils étaient tous les deux amis de Cervantes, ils écrivaient très purement l'espagnol, et leur style ne ressemble nullement à celui d'Avellaneda.

M. Benjumea a fait preuve de beaucoup de subtilité pour identifier Avellaneda avec Blanco de Paz, ce misérable qui dénonça au dey d'Alger une tentative d'évasion de Cervantes et qui se disait affilié à l'ordre de Saint-Dominique. Selon l'ingénieux critique, Cervantes se serait vengé de ce coquin en lui donnant un rôle dans la première partie de *Don Quichotte*. On se rappellera que dans l'aventure du corps mort (chap. XIX) le bon chevalier culbute un soi-disant licencié qui accompagne un enterrement, et, lui portant l'épée sous la gorge, il lui demande son nom et sa profession. L'autre répond qu'il est licencié, mais il n'est que bachelier; il dit qu'il a la jambe cassée, et elle n'est que foulée; donc c'est un menteur. Quant à son nom, c'est *Alonzo Perez de Alcobendas*, et M. Benjumea, décomposant et recomposant les lettres, trouve ces mots : *Es lo de Blanco de la Paz*. Je crois qu'en travaillant on trouverait encore d'autres noms; mais, pour admettre celui de Blanco de la Paz, il faudrait d'abord prouver que cet homme savait écrire, puis expliquer comment, natif d'Estramadure, il se servait de locutions aragonaises. Aujourd'hui la plupart des lettrés espagnols s'accordent à reconnaître, sous le masque d'Avellaneda, un personnage des plus importans à cette époque, le révérend père Fray Luis de Aliaga, dominicain et confesseur de Philippe III. Il était Aragonais, auteur de plusieurs livres médiocres où l'on retrouve les locutions provinciales particulières à Avellaneda. On sait qu'il était mal disposé à l'égard de Cervantes, qu'il accusait d'avoir lancé des épigrammes contre Lope de Vega, son grand ami, dans le *Voyage au Parnasse*. A la cour, Aliaga était odieux à tout le monde, et, pour un motif

ignoré aujourd'hui, on lui avait donné le sobriquet de Sancho Pança, dont il se tenait pour offensé. C'était un esprit envieux et méchant, détracteur de toutes les renommées. Il a fait un ouvrage satirique contre Quevedo. A l'avénement de Philippe IV, le confesseur du feu roi fut aussitôt exilé à la joie générale, et le brillant et malheureux comte de Villamediana s'en rendit l'interprète dans un dizain qui eut alors un grand succès.

« Sancho Pança, le confesseur du défunt monarque, jadis habile à faire des saignées au coffre-fort d'Osuna, part pour Huete, transpercé du couteau de douleur. On fait enquête sur l'inquisiteur; le confesseur va confesser. »

Aliaga en espagnol signifie *ajonc*; on croit trouver une épigramme contre le confesseur royal dans un passage où Cervantes raconte l'entrée de don Quichotte à Barcelone. Quelques polissons, se glissant au milieu de la foule, vont attacher une poignée d'*ajoncs* sous la queue de Rossinante et celle de l'âne, son fidèle compagnon. Ajoutez encore la réserve singulière avec laquelle Cervantes fait parfois allusion à son imitateur, personnage alors trop puissant pour qu'on pût le traiter selon ses mérites.

Nous avouerons franchement que les présomptions que nous venons d'exposer nous paraissent peu concluantes. Les fautes de style, les locutions provinciales ne fournissent pas une preuve, car il y a d'autres auteurs aragonais que le père Aliaga. Si cet homme eût voulu nuire à Cervantes, il est probable qu'il aurait trouvé des moyens plus sûrs et plus expéditifs qu'une sorte de concours où l'avantage ne devait pas être de son coté. Enfin il est bien extraordinaire qu'après la disgrâce d'Aliaga, lorsque la renommée de Cervantes avait grandi au point de rendre ridicule et presque criminelle la tentation d'imiter son plus bel ouvrage, il ne se soit trouvé personne pour reprocher à l'ex-confesseur du roi d'avoir outragé un grand homme.

Quel qu'en soit le véritable auteur, la continuation qui porte le nom d'Avellaneda, imprimée à Tarragone en 1614, n'eut aucun succès, et elle n'a été réimprimée qu'en 1732, seulement en qualité de livre devenu rare. Elle a eu cependant l'honneur d'être traduite en français par Lesage, qui l'a abrégée, modifiée et rendue lisible.

Il ne faudrait pas croire que cette misérable composition nous ait valu la seconde partie du véritable *Don Quichotte*, et que le dépit ait réveillé le génie sommeillant de Cervantes : elle parut un peu moins d'un an après la continuation d'Avellaneda, et on ne peut supposer que Cervantes, dont la santé était fort altérée et qui avait sur le chantier un autre ouvrage considérable, ait pu en si peu de temps composer cette seconde partie, plus longue que la première. Il avait alors soixante-huit ans et souffrait cruellement

d'une hydropisie qu'on désespérait de guérir. Son médecin lui avait recommandé l'air de la campagne, et il quitta Madrid le 2 avril 1614, quelques mois après la publication du *Don Quichotte*, qui parut à Madrid vers la fin de 1615 avec une dédicace au comte de Lemos. Avant de partir pour se rendre à Esquivias, où sa femme possédait une petite ferme, il fit profession au très vénérable tiers-ordre de Saint-François, auquel il était déjà affilié depuis 1613. C'était alors un usage assez fréquent, surtout en cas de maladie grave.

La seconde partie du *Don Quichotte* ne fut pas le dernier ouvrage de Cervantes. Il venait d'achever un roman, *Persiles et Sigismonda*, qui ne fut publié qu'après sa mort, et une assez longue *Cancion* sur les *Divines extases de sainte Thérèse*. Tel est le programme d'un concours de poésie ouvert à l'occasion de la récente béatification de cette grande sainte. Lope de Vega fut un des juges. Fray Diego de San-José, rapporteur du concours, dit que les vers de Cervantes furent classés parmi les meilleurs, mais il n'ajoute pas qu'il ait obtenu le prix.

Cervantes voyait venir la mort sur son lit de souffrance avec la même fermeté qu'il l'avait bravée à Lépante sur le pont de la *Marquesa*, et en Afrique en face des bourreaux du dey. Qui pourrait croire que tous ces trésors de gaîté renfermés dans la seconde partie du *Don Quichotte* sont tombés de la plume d'un pauvre malade, d'un vieillard qui toute sa vie avait lutté péniblement contre la fortune? Son humeur enjouée ne l'abandonnait pas. On en peut juger par le morceau suivant écrit fort peu de jours avant sa mort. C'est la préface de *Persiles et Sigismonda*, et c'est ce qu'il y a de mieux dans cet ouvrage.

« Il advint, cher lecteur, que deux de mes amis et moi, sortant d'Esquivias, lieu fameux à tant de titres pour ses grands hommes et ses vins, nous entendîmes derrière nous quelqu'un qui trottait de grande hâte comme pour nous atteindre, ce qu'il prouva bientôt en nous criant de ne pas aller si vite. Nous l'attendîmes, et voilà que survient, monté sur une bourrique, un étudiant tout gris, car il était vêtu de gris de la tête aux pieds. Il avait des guêtres, des souliers ronds, une longue rapière et un rabat sale attaché par deux bouts de fil. Il est vrai que cela n'en allait pas mieux, car le rabat tournait de côté à tout moment, et il se donnait beaucoup de peine pour le rajuster. Arrivé près de nous, il s'écria : « Si j'en juge au train dont elles trottent, vos seigneuries s'en vont, ni plus ni moins, prendre possession de quelque charge ou d'une bonne prébende à la cour, où sont en ce moment son éminence de Tolède et sa majesté. En vérité, je ne croyais pas que ma bête eût sa pareille pour voyager. » Sur quoi un de mes amis répondit : « La faute en est au roussin du seigneur Michel Cervantes, qui allonge le pas. » A peine

l'étudiant eut-il entendu mon nom qu'il sauta brusquement à bas de sa monture, laissant tomber d'un côté son coussinet, de l'autre son porte-manteau, car il voyageait avec tout cet appareil. Puis il m'accrocha et, me saisissant le bras gauche, il s'écria : « Oui, oui, c'est bien lui, ce glorieux manchot, ce fameux *tout*, cet auteur si gai, ce consolateur des muses !.. » Moi, qui en si peu de mots m'entendais louer si galamment, je crus que ce serait manquer à la courtoisie que de ne pas lui répondre du même ton. Le prenant donc par le col pour l'embrasser, j'achevai d'arracher son rabat et je lui dis : « Vous êtes dans l'erreur, monsieur, comme beaucoup d'autres honnêtes gens. Je suis bien Cervantes, mais non pas le consolateur des muses, et je ne mérite aucun des noms aimables que votre seigneurie veut bien me donner. Tâchez de rattraper votre bête et achevons en causant ce bout de chemin qui nous reste à faire. » On vint à parler de ma maladie, et le bon étudiant me désespéra en me disant : « C'est une hydropisie, et toute l'eau de la mer océane ne la guérirait pas, quand vous la boiriez goutte à goutte. Ah ! seigneur Cervantes, que votre seigneurie s'observe sur le boire, sans oublier le manger, et elle guérira sans autre remède. — Oui, répondis-je, on me l'a dit bien des fois, mais je ne puis renoncer à boire quand l'envie m'en prend, et il me semble alors que je ne suis né que pour faire autre chose de ma vie. Je m'en vais tout doucement; mon pouls m'en avertit. S'il faut l'en croire, c'est dimanche que je quitterai ce monde. Vous êtes venu bien mal à propos pour faire ma connaissance, car il me reste bien peu de temps pour vous remercier de l'intérêt que vous me portez... » Nous en étions là quand nous arrivâmes au pont de Tolède, je le passai et lui prit par celui de Ségovie. Je l'embrassai, il m'offrit ses services, puis il piqua son âne et continua sa route, chevauchant gaillardement, tandis qu'il me laissait tout triste et mal disposé à profiter de l'occasion qu'il m'avait donnée d'écrire des plaisanteries. Adieu, mes joyeux amis, et je désire vous voir bientôt tous contens dans l'autre vie. »

Il reçut les derniers sacremens le 18 avril 1616. Le lendemain, hors d'état d'écrire, il dictait la dédicace de *Persiles et Sigismonda*, qu'il adresse au comte de Lemos, alors en Italie :

« Cette ancienne romance, si célèbre dans son temps et qui commence par *le pied à l'étrier*, me revient en mémoire, hélas ! trop naturellement en écrivant cette lettre, car je puis la commencer à peu près dans les mêmes termes : *Le pied à l'étrier, en mortelle agonie, seigneur, je t'écris ce billet.*

« Hier on me donna l'extrême-onction, aujourd'hui je vous écris. Le temps presse. L'agonie approche, l'espoir diminue, et avec tout cela je vis parce que je veux vivre assez longtemps pour baiser les

pieds de votre excellence, et peut-être que la joie de la revoir en bonne santé, de retour en Espagne, me rendrait à la vie. Mais s'il est décrété que je doive mourir, la volonté du ciel s'accomplisse! Que du moins votre excellence connaisse mes vœux; qu'elle sache qu'elle perd en moi un serviteur dévoué, qui aurait voulu lui prouver son attachement même au-delà de la mort. Cependant, comme en prophétie, je me réjouis de l'arrivée de votre excellence. Je vois le peuple saluant votre retour avec joie. Je vois s'accomplir les espérances que m'avait fait concevoir la renommée de vos bontés. J'ai encore sur la conscience quelques fragmens des *Semaines du Jardin* et du *Grand Bernard*. Si par aventure, ou plutôt par miracle, le ciel me donne la vie, votre excellence verra ces ouvrages avec la fin de la *Galatée*, à laquelle je sais que votre excellence s'intéresse.

« Sur quoi je prie Dieu de conserver votre excellence comme il le peut.

« Madrid, 19 avril 1618. »

Cervantes n'assista pas au retour de son protecteur. Il mourut le 23 avril 1616, le jour même où l'Angleterre perdait Shakspeare, selon l'opinion la plus accréditée.

Il fut enterré dans l'église des religieuses de la Trinité, où deux ans auparavant sa fille naturelle avait pris le voile. On a vainement cherché le lieu précis de sa sépulture, et d'abord en procédant d'après une indication fausse, dans la calle del Humilladero, où pendant quelque temps en effet a existé le couvent de la Trinité. Plus tard, on a reconnu que les religieuses de la Trinité, qui en 1612 s'étaient établies rue Cantarranas, aujourd'hui rue Lope de Vega, ne la quittèrent qu'en 1639 pour la calle del Humilladero, d'où, au bout de deux ans, elles reprirent leur premier domicile. Malheureusement, il y a eu dans cette rue tant de maisons démolies et reconstruites, l'emplacement occupé autrefois par l'église des dames de la Trinité a subi tant de changemens, et les sépultures surtout ont été déplacées si souvent, qu'il faut renoncer à l'espoir de retrouver les restes de Cervantes, qui ne paraissent pas d'ailleurs avoir jamais été renfermés dans un tombeau portant une inscription. Telles sont les conclusions d'un excellent travail que l'on doit à M. le marquis de Molins, chargé par l'Académie espagnole de rechercher la sépulture de Cervantes.

Une maison de la calle del Leon, au coin de la rue de Francos (cette dernière rue porte aujourd'hui le nom de calle de Cervantes), a été pendant longtemps célèbre, comme la demeure de l'auteur du *Don Quichotte*. En 1833, on a jeté par terre l'ancienne maison du coin de la calle de Francos pour élever un bâtiment nouveau. Le roi Ferdinand VII avait voulu acheter ce terrain pour y établir une es

pèce d'Athénée, mais le propriétaire du sol s'y refusa obstinément; seulement il permit qu'on scellât sur la façade un médaillon de Cervantes, exécuté par ordre du roi et à ses frais, par D. Esteban de Agreda, directeur de l'Académie des beaux-arts. L'inscription est trop longue et n'est pas conçue dans le style lapidaire : « Ici vécut et mourut Michel de Cervantes Saavedra, dont le monde admire le génie, décédé en 1616. » Pour l'édification des étrangers « curieux inspecteurs, » comme dit M. Charitudes, des inscriptions et des monumens, nous ajouterons qu'autrefois la porte de Cervantes ne s'ouvrait pas sur la rue de Francos, à laquelle on a donné son nom, mais sur la calle del Leon, où elle portait le n° 20.

Ferdinand VII, qui voulait honorer la mémoire de Cervantes, avait commandé sa statue, pour être élevée sur la place de Santa-Catalina (aujourd'hui place des Cortès), au sculpteur don Antonio Sola, directeur de l'École espagnole à Rome. Ce ne fut que deux ans après la mort du roi que cette statue fut terminée et au beau milieu de la guerre civile. Elle est en bronze, plus grande que nature. Cervantes est debout, en habit de cavalier, maillot, culottes courtes et bouffantes, un manuscrit dans la main droite; la gauche, appuyée sur le pommeau de l'épée, est cachée par les plis d'un manteau court, invention qui a trouvé des admirateurs, comme celle de peindre un lieutenant de profil, de façon à ne pas laisser voir la contre-épaulette. Le piédestal nous semble trop élevé et d'une proportion peu heureuse. On y lit :

Michaeli de Cervantes
Saavedra
Hispaniæ Scriptorum
Principi
Anno
MDCCCXXXV.

Nous ne croyons pas que notre cher maître, M. Hase, eût approuvé *Hispaniæ scriptorum*. Une traduction espagnole occupe la face postérieure du piédestal. Sur les deux faces latérales, on voit deux bas-reliefs médiocres, la première sortie de Don Quichotte, et l'aventure des lions.

La veuve de Cervantes publia, en 1617, le roman inachevé de *Persiles y Sigismunda*, imitation de l'insipide *Théagène et Chariclée* d'Héliodore; il a tous les défauts qu'on a reprochés à l'auteur du *Don Quichotte*, sans les admirables qualités qui les rachètent. Le style même n'a ni la facilité ni la grâce de ses autres productions. C'est une suite d'aventures invraisemblables, interrompues par de longs épisodes jetés comme au hasard au milieu de l'action principale. Peu de lecteurs auraient le courage d'aller jusqu'au bout du roman; aucun, arrivé à la fin, ne se souviendrait du commencement.

Les commentaires, les recherches critiques, les observations de toute nature sur le *Don Quichotte* forment une masse de volumes assez inutiles pour apprécier un ouvrage que tout le monde lit, et sur lequel il n'existe qu'un jugement ratifié par trois siècles d'admiration. Nous nous bornerons à citer quelques-unes des opinions émises quant au but de l'auteur.

Ses contemporains et la plupart de ses successeurs immédiats ont cru qu'il avait voulu faire la satire d'un genre de littérature fort en vogue en son temps, les romans de chevalerie. Peut-être serait-il plus exact de dire que la critique des romans de chevalerie a été, non pas le but, mais l'occasion de son ouvrage; de même que le conte populaire de Gargantua fut pour Rabelais le point de départ de son immortelle satire. Mais cette explication a paru trop simple à quelques commentateurs subtils qui prêtent souvent aux hommes des siècles passés les opinions qui prévalent aujourd'hui. Nous vivons à une époque où la littérature est regardée par plusieurs intéressés comme une sorte de sacerdoce. On n'écrit rien, un livre de philosophie ou un vaudeville, que pour le plus grand bien de l'humanité. *Vita monstranda via est.* Ces lettrés n'admettent pas que Cervantes n'ait fait un livre que pour s'amuser et amuser ses lecteurs. Supposer qu'il n'ait visé qu'à jeter le ridicule sur les romans de chevalerie, c'est le croire aussi fou que son héros, qui se bat contre des moulins à vent. Là-dessus on a fondé maintes hypothèses plus ingénieuses les unes que les autres, mais qui malheureusement pèchent toutes par leur base. Pour qu'elles fussent acceptées, il faudrait que Cervantes fût né deux siècles plus tard et qu'il eût eu autant d'esprit que ses commentateurs.

L'on a voulu que Cervantes fût un politique et un libéral. A ce point de vue, le *Don Quichotte* serait une satire très vive du règn de Charles-Quint. Le grand empereur y est représenté sous les traits du chevalier de la Triste-Figure; l'aventure des moulins à vent, c'est la critique de ses prétentions à la monarchie universelle. Observez encore que Don Quichotte a le nez aquilin, Charles-Quint l'a de même forme. Charles a fait une expédition malheureuse en Afrique, et Don Quichotte a rencontré deux lions qui en venaient. D'autres, jugeant que Cervantes ne pouvait lancer ses traits si haut, ont pensé qu'il s'était borné à critiquer la déplorable administration du duc de Lerma, ministre absolu et favori sans rival, à l'époque où fut composé le *Don Quichotte*. Le duc de Lerma aussi avait le nez aquilin... Inutile de s'arrêter à ces ingénieux rapprochements.

En 1826, lorsque j'écrivais une notice sur Cervantes d'après des matériaux fort incomplets, je m'étais élevé contre une hypothèse plus spécieuse. « L'invention fondamentale du *Don Quichotte*, selon

un de nos écrivains modernes les plus distingués, serait le contraste entre l'esprit poétique et celui de la prose. Enthousiaste de la vertu et mal reçu par son siècle, Cervantes se serait peint luttant seul contre la société; il a montré le plus vertueux et le seul sage, passant pour fou au milieu de la multitude vicieuse et insensée. L'explication est ingénieuse, mais l'esprit qu'elle suppose n'est pas celui de Cervantes. Si son intention avait été de faire une satire aussi amère de l'humanité, on conviendra qu'il a rempli son but assez mal en faisant de cette invective contre l'espèce humaine un des livres les plus gais et les plus amusans. Comparons nos impressions après avoir lu *Candide* et *Don Quichotte*. N'avons-nous pas trouvé dans le premier cette tristesse et ce mépris des hommes qu'inspire l'étude de leurs vices? Et dans l'autre n'est-on pas frappé de cette bonne humeur constante d'un homme content de vivre avec la société telle qu'elle est? En outre, est-ce le procédé du génie de passer d'une idée abstraite à un caractère aussi particulier, aussi original, que celui de Don Quichotte? De semblables abstractions n'étaient pas encore de mode, et ce n'est pas dans les auteurs espagnols qu'il faut les chercher. »

En relisant aujourd'hui les œuvres de Cervantes, je ne trouve pas encore que mon impression ait sensiblement changé; seulement je n'affirmerais pas que le contraste entre l'exaltation héroïque et la froide réalité ne se soit présenté plus d'une fois à l'esprit de l'auteur, qui en a tiré parti, non pour faire des moralités, mais pour amener des scènes comiques et très souvent pour traiter une espèce de paradoxe littéraire : rendre un fou intéressant. Sur ce dernier point, son succès a été incontestable, peut-être au-delà même de ses désirs, car il n'y a pas de lecteur qui ne lui ait su mauvais gré des horions et des coups de bâton prodigués à Don Quichotte, surtout dans la première partie, mais dans ce genre de comique il y a comme un reflet des mœurs dures de l'époque et du pays, un souvenir des contes arabes où la cruauté se mêle à la plaisanterie.

Un fou plein d'esprit, de bon sens même lorsqu'il est en dehors de son idée fixe, n'est pas un personnage hors de la nature, et chacun aurait des exemples à citer. Ce n'est pas seulement dans son principal ouvrage que Cervantes nous a montré cette figure singulière. Le *Licencié Vidriera*, dans les *Nouvelles exemplaires*, est une variété du *Don Quichotte*. Il s'imagine qu'il est de verre, et, de peur d'être cassé, il s'enveloppe dans du coton et dans des étoffes épaisses; ainsi accoutré, il parle comme un livre, dit à chacun son fait avec la liberté et l'esprit de Ménippe. Il raille et confond les coquins et les sots et étonne tout le monde par ses apophthegmes où la malice s'unit aux plus nobles sentimens. Si cette nouvelle eût paru avant 1605, nous serions tenté d'y voir une ébauche de *Don*

Quichotte : elle est de 1613, et on ne peut la regarder que comme une sorte de refonte faite avec les rognures d'un gros lingot.

Un ancien a dit que c'est un grand et magnifique spectacle que l'homme de bien luttant contre la fortune. Le roman de Cervantes nous fait assister en riant à un spectacle semblable. Nous plaignons Don Quichotte et nous l'admirons, car il éveille en nous bien des pensées qui nous sont communes avec lui. Malheur à qui n'a pas eu quelques-unes des idées de Don Quichotte, à qui n'a pas risqué d'attraper des coups de bâton ou d'encourir le ridicule pour redresser des torts! Ajoutons que, si notre héros n'était pas fou, il serait un prédicateur peut-être incommode. Nous l'écoutons d'autant plus volontiers que nous sommes prévenus qu'il ne faut pas prendre exemple sur lui. On écoute avec plaisir un orateur qui célèbre la gloire militaire, surtout lorsqu'il ne s'agit pas de l'accompagner à l'attaque d'une batterie.

Les admirateurs passionnés de Cervantes ne conviendront pas facilement qu'il n'eût sur les choses et les hommes de son époque d'autres opinions que celles de ses contemporains de bon sens. On n'admet pas qu'il ait pu partager les superstitions de son temps; on s'ingénie à trouver dans ses écrits des protestations contre l'Inquisition et le despotisme de Philippe II. Le chapitre LXIX de la seconde partie a paru à quelques gens d'esprit une parodie de la procédure du saint-office en matière d'hérésie. « Ni Cervantes, dit excellemment M. Valera dans un discours à l'Académie espagnole, ni Cervantes n'a pensé à faire une plaisanterie, ni l'Inquisition à s'en offenser. S'il avait cru faire une satire, il ne l'eût pas publiée; si le saint-office avait cru trouver une satire, il ne l'aurait pas laissée passer. » A cette époque, et c'est encore une remarque très juste de M. Valera, la foi était si profonde et si sincère que personne ne s'avisait de chercher une intention satirique dans les expressions d'un écrivain qui n'avait que de la naïveté et de la candeur. Nous avons déjà remarqué avec quelle facilité l'église toléra pendant longtemps les plaisanteries les plus indécentes sur ses ministres et ses mystères; le temps devait venir où elle tomberait dans l'excès contraire et crierait que l'auteur de *Tartuffe* attaque la religion.

En politique, les idées de Cervantes ne sont pas plus en avance de son siècle qu'en matière de religion. Faut-il voir dans le personnage du capitaine Roque Guinart le prototype du libéral et l'apologie de l'insurrection? Nullement. L'auteur a exprimé les préjugés de ses compatriotes lorsqu'il entoure d'une sorte d'auréole certains personnages en rébellion contre les lois, et qui ont obtenu l'admiration du vulgaire, parce qu'à vingt actions criminelles s'ajoute chez eux un trait de générosité ou d'enthousiasme chevaleresque. De tout temps on a vu en Espagne des Roque Guinart détroussant

poliment les voyageurs et donnant à de pauvres gens ce qu'ils ont volé à des riches. Dans le pays où les lois ont le plus d'empire, dans la sage Angleterre, est-ce que Robin Hood et les maraudeurs du Border ne passent pas pour des héros auxquels on s'intéresse avec d'autant moins de scrupule qu'on n'a plus aujourd'hui le risque de les trouver sur la grande route?

Quelques mots de compassion sur les misères endurées par les Morisques, à propos de la rencontre de Sancho avec Ricote, ont été travestis en une censure contre l'absurde décret d'expulsion lancé contre ces infortunés en 1610. Mais Cervantes lui-même appelle cette mesure « une brave résolution » (*gallarda resolucion*), et, dans la *Conversation de deux chiens*, on trouve tout un acte d'accusation contre les Morisques, que ne désavouerait pas le plus ardent et le plus fanatique de leurs ennemis. « Ces misérables, dit-il, ne dépensent rien; ils travaillent toujours, ils nous volent. »

Il est un point cependant sur lequel Cervantes nous paraît avoir devancé ses contemporains, c'est le fait de la sorcellerie. Remarquons d'abord qu'il écrivait en 1613, peu de temps après les abominables persécutions dirigées par P. de Lancre contre les paysans labourtains accusés d'aller au sabbat, et par le tribunal de l'Inquisition de Logroño contre les sorcières de la vallée de Baztan. Voici ce que Cervantes fait dire à une sorcière : « L'onguent dont nous faisons usage est composé de sucs d'herbes excessivement froids. Il faut se garder de croire avec le vulgaire qu'il est fait avec le sang des petits enfans que nous étranglons... Ces sucs sont si froids qu'ils nous font perdre tout sentiment quand nous nous en sommes frottées, et nous demeurons toutes nues étendues sur la terre. On dit que c'est alors en imagination, pour nous, que se passe tout ce qui nous semble une réalité. »

Voilà une idée juste assurément. Si on lit avec attention les procès de sorcellerie, on verra que la plupart des accusés ont cru avoir des relations avec le diable, et qu'ils ont pris leurs rêves pour des actions réelles. En 1647, quelques paysannes du Tyrol affirmèrent, avant d'être appliquées à la question, qu'elles étaient allées au sabbat, et que plusieurs fois elles s'étaient changées en chattes, pour pénétrer dans les maisons où elles voulaient charmer de petits enfans. Il est probable que les frictions dont parle Cervantes étaient faites avec quelque puissant narcotique qui donnait des visions au prétendu sorcier. Gassendi, s'il nous en souvient, parle d'une pommade faite avec de la jusquiame et produisant de pareils effets, dont un berger fit usage devant lui pour aller, disait-il, à l'assemblée des sorciers.

Personne n'a moins mérité que Cervantes le renom de réformateur. S'il eût été pourvu d'un de ces talismans, comme on en trouve

dans les contes arabes, et qui donnent la toute-puissance à qui les possède, il ne s'en serait pas servi pour changer les institutions et la société de son temps. Il ne s'y trouvait pas mal, et son seul grief était la difficulté qu'il éprouvait à faire vivre sa famille. Sa pauvreté d'ailleurs ne lui inspirait ni colère ni haine contre les grands et les riches. Toujours maltraité par la fortune, il ne fut jamais misanthrope, et plutôt que de se plaindre de l'ignorance et des vices du temps, il est tout prêt de se reconnaître lui-même coupable de maladresse, pour n'avoir pas profité des occasions offertes par la fortune. « Toi-même, dit-il, as forgé ta fortune, et quelquefois je l'ai vue entre tes mains. »

Tous les ouvrages de Cervantes témoignent de sa modestie, de sa candeur, de la noblesse de son caractère. Il est impossible de le lire sans l'aimer.

Il est évident qu'il travaille avec une rapidité extraordinaire. Nous sommes loin de lui en faire un mérite, car en fait de travail littéraire il ne faut considérer que le résultat. Si quelqu'un est excusable d'écrire avec précipitation, c'était Cervantes, qui n'avait que sa plume pour vivre et faire vivre sa famille. On a relevé dans le *Don Quichotte*, surtout dans la première partie, de nombreuses fautes d'attention. Il ne faut chercher dans le roman ni chronologie ni géographie. Don Quichotte sort de son village au milieu de l'automne; au bout de quelques jours il se trouve en été. Ailleurs les mêmes personnages soupent deux fois le même jour, non pas seulement des gens de bon appétit comme Sancho Pança, mais des amoureux et des héroïnes sentimentales qui ne mangent jamais. Dans les premiers chapitres, la femme de Sancho s'appelle Juana Maria Gutierrez, et Avellaneda lui a conservé ce nom. Cervantes, qui l'avait inventé, la nomme un peu plus loin Juana Pança, ajoutant qu'elle n'était pas cependant cousine de Sancho. Enfin dans la seconde partie elle porte le nom de Thérèse. Toutes ces remarques, que j'emprunte à de graves commentateurs, et beaucoup d'autres, ne prouvent autre chose sinon que Cervantes rulisait mal ses épreuves, et ses premières éditions en font foi; il est impossible de rien voir de plus incorrect.

Et cependant son style est évidemment travaillé avec soin. Au dire des meilleurs connaisseurs, parmi lesquels je pourrais citer le docteur Scoane, M. don Juan Valera, et mon regrettable ami Serafin E. Calderon, tous membres de l'Académie espagnole, Cervantes est le meilleur des prosateurs espagnols. Ses phrases sont longues, mais savamment agencées. C'était alors dans toute l'Europe le règne de la période. On s'écrivait des lettres qui n'avaient qu'une phrase et il fallait que dans cette phrase les formules de politesse finales s'encadrassent naturellement. Il nous a semblé qu'en Es-

pagne les gens du peuple, qui, en tout pays, conservent mieux que les lettrés le génie d'une langue, s'expriment de la sorte, surtout lorsqu'ils font un récit. Un Français remarquerait encore chez eux l'accumulation des adjectifs, qui nous surprend un peu lorsque nous lisons *Don Quichotte* dans l'original, mais qui donne à la pensée une grande précision et permet au narrateur de commander et de diriger l'attention de celui qui l'écoute. Observons encore que, malgré la rapidité de sa composition, Cervantes recherche et trouve certains effets résultant de l'arrangement étudié des mots, en cela très ressemblant à notre Rabelais, qui s'est toujours complu à grouper ensemble les mots, de façon à surprendre et amuser son lecteur. Sans jamais cesser d'être naturelle, limpide et précise, la prose de Cervantes est toujours ornée.

Un mot en terminant sur la traduction nouvelle. Du temps de Cervantes, un auteur ne publiait pas un livre sans le faire précéder de sonnets ou de dizains à sa louange, que ses amis s'empressaient de lui adresser. Je regrette qu'on ait renoncé aujourd'hui à solliciter la faveur du public en lui présentant des témoignages autorisés. Pour ma part, je serais fort embarrassé pour composer un sonnet; mais, si l'opinion d'un admirateur de Cervantes qui a lu souvent le *Don Quichotte* dans l'original était de quelque poids, j'aimerais à dire, en vile prose, que la traduction de M. Lucien Biart m'a plu et que je la recommande aux lecteurs français. Il sait parfaitement l'espagnol et parfaitement le français. Il a demeuré longtemps au Mexique, où l'on parle encore le vieux castillan de Cervantes, non le castillan francisé des journaux de Madrid, et bien des locutions obscures pour un Espagnol sont familières à un habitant du Mexique.

Il y a deux systèmes de traductions dont chacun a ses défauts. Les unes, qu'on a nommées de belles infidèles, effacent tous les traits originaux d'un auteur; les autres, à force de vouloir conserver son parfum étranger, sont difficilement intelligibles. Ce dernier système était naguère fort à la mode, et je lisais il y a quelque temps dans un journal « que le goum de Tlemcen, réuni au maghzen, avait fait une razzia sur les Beni.... à la suite de quoi une diffa avait été offerte au caïd... par... » Franchement, il faut être un peu arabisant pour comprendre ce français-là. Entre ces deux systèmes, il y a un juste milieu qui consiste à rendre la pensée de l'auteur avant de s'attacher à l'interprétation exacte de chacune des expressions dont il s'est servi. Sans jamais perdre de vue qu'il écrit pour des Français, M. Lucien Biart me paraît avoir très heureusement reproduit la pensée de son auteur et donné une idée juste enfin du style de Cervantes.

PROSPER MÉRIMÉE.

CLARISSE

PREMIÈRE PARTIE.

I.

Toute vie humaine compte à son déclin de solennelles journées consacrées par quelque puissant souvenir. Le soleil qui se leva, le 28 avril 1856, sur le petit hôtel qu'occupait dans les Champs-Élysées la baronne Garnay éclaira pour elle une de ces journées mémorables. Veuve de l'illustre chimiste Garnay, à qui la science est redevable de découvertes importantes, cette aimable femme, déshabituée, depuis la mort de son mari, des joies de l'existence, attendait son fils unique, Adrien Garnay, arrivé sain et sauf d'un long voyage à travers le continent africain. Une dépêche reçue la veille annonçait à la baronne le débarquement à Marseille du savant voyageur, qui venait, à trente-deux ans, d'ajouter à la notoriété de son nom une notoriété nouvelle et de couronner sa réputation d'explorateur par une excursion courageuse aux lointains pays dont Speke, Burton, Grant, Baker, Livingstone, Stanley, d'autres encore devaient bientôt entreprendre de révéler au monde les secrets. La baronne était en grand émoi. Pendant les trois années écoulées depuis le départ de son fils, elle avait subi de si cruelles angoisses, versé tant d'amères larmes, tremblé si souvent sur le sort d'Adrien, qu'elle n'osait croire au bonheur de le revoir. Elle allait et venait dans sa maison voilée de tristesse, qui, semblable au château de la Belle-au-bois-dormant, sortait d'un sommeil profond pour faire fête au revenant. Elle avait voulu veiller elle-même à l'arrangement de la chambre longtemps déserte dont son enfant bien-aimé allait enfin reprendre possession. Elle donnait ses ordres, gourmandant et en-

courageant tour à tour ses domestiques, riant et pleurant, s'arrêtant parfois brusquement comme pour se rattacher à la réalité de ces heures enchantées dont la douceur dédommageait son cœur des privations et des souffrances passées. Puis, ne pouvant tenir en place, elle regrettait que les infirmités d'une vieillesse précoce l'eussent empêchée de voler à Marseille au-devant d'Adrien. Elle dévorait du regard toutes les pendules de l'hôtel et maudissait la lenteur des aiguilles poursuivant, insensibles et froides, leur marche régulière sur le cadran nacré. Enfin, vers le soir, la voiture que la baronne avait envoyée à la gare entra dans la cour avec un grand bruit. Mme Garnay se précipita, portée en quelque sorte par des ailes invisibles, et arriva sur le perron pour tomber, éperdue, entre les bras de son enfant.

— Mon fils!

— Ma mère!

On n'entendit plus rien qu'un long bruit de baisers, auquel succéda un sanglot. Comme les grandes douleurs, les grandes joies ont aussi leurs larmes. Brisée par son bonheur, la baronne n'avait pu retenir les siennes. Suspendue au bras de son fils, elle remonta dans sa chambre et s'assit. Adrien se mit à ses pieds, bien ému aussi, et les effusions de leurs deux cœurs, si longtemps séparés et si délicieusement troublés, se prolongèrent jusqu'à une heure avancée de la nuit.

Adrien Garnay était d'une taille moyenne, et chacun de ses mouvemens trahissait sa vigueur et sa souplesse. Encadré par de longs cheveux qui commençaient à grisonner, éclairé par des yeux bleus, caressans et profonds où se révélaient les sensations d'une âme vaillante, son visage, auquel une barbe épaisse et noire donnait une expression énergique, montrait la trace des dures fatigues et des émotions violentes d'un voyage pendant lequel l'intrépide jeune homme avait manqué souvent des choses nécessaires à la vie et vu ses jours en péril. Un cercle de bistre ceignait ses yeux; ses joues amaigries conservaient la marque des morsures du soleil, impitoyable bourreau quand il n'est pas un ami secourable. Sur les traits, dans le regard, dans les gestes, dans la démarche, dans l'accent, éclataient l'énergie indomptable et l'ardeur enthousiaste que ce soldat de la civilisation gardait encore à la science. Il s'était donné à elle tout entier; elle pouvait compter sur lui. A peine arrivé, il songeait à repartir pour entreprendre d'autres conquêtes; mais sa mère goûtait en ce moment une félicité trop douce pour se laisser troubler par des craintes prématurées, et nul souci ne vint se mêler à son bonheur. Elle contemplait son fils avec orgueil. Maintenant qu'il lui était rendu, elle oubliait, en écoutant ses récits, les

douleurs de l'absence pour ne songer qu'à la gloire qu'il venait d'ajouter à son nom. Elle n'ignorait pas que les sociétés savantes de l'Europe attendaient avec impatience les communications du voyageur. Elle savourait par avance les louanges méritées par le noble enfant que ses entrailles étaient fières d'avoir porté. La soirée s'écoula, les heures passèrent dans cette intimité tendre et réparatrice; puis, à travers les persiennes closes, derrière les vitres, de claires lueurs d'aurore annoncèrent le jour. Dans le jardin de l'hôtel, un chant d'oiseau éclata, mélodieux.

— Je vous ai fait veiller, chère mère, dit Adrien.

— Il y a longtemps que cela ne m'était arrivé, répondit la baronne; néanmoins je ne ressens aucune fatigue. Mais toi-même, mon enfant, tu as besoin de repos, et je m'en veux de t'avoir retenu.

Adrien se leva en souriant, embrassa sa mère, et, au lieu de s'éloigner, demeurant debout devant elle, il reprit :

— Pour vous plaire, j'ai beaucoup parlé de moi, et vous ne m'avez guère parlé de vous. J'espère que vous me dédommagerez.

— Oh! ma vie s'est écoulée paisible et triste; je te l'aurai bientôt racontée; elle ne contient aucun incident qui mérite un souvenir.

— Ma mère, vous oubliez la mort de mon cousin de Neyrolles, objecta Adrien d'un ton de reproche.

— C'est vrai, je l'oubliais, répondit froidement la baronne, dont le visage prit une expression dédaigneuse et grave; ce malheureux est mort peu de mois après ton départ. Ne te l'ai-je pas annoncé?

— Il n'en est pas question dans votre correspondance, et je n'en saurais rien, si Mme de Neyrolles ne m'avait appris ses malheurs.

— Elle a osé t'écrire!

— J'ai trouvé au Caire trois lettres d'elle parmi celles que vous m'aviez renvoyées.

— Que disaient-elles, ces lettres?

— La première, datée du jour même de la mort de Gaston, m'annonçait ce douloureux événement; la seconde me faisait connaître qu'insensible aux infortunes de la malheureuse veuve, vous aviez refusé non-seulement de vous intéresser à elle, mais même de la recevoir, et que, pour suffire à ses besoins et assurer une petite fortune à sa fille, elle était contrainte de rentrer au théâtre; enfin dans sa troisième lettre, envoyée il y a un mois à peine, ma cousine m'apprend qu'atteinte d'une maladie de poitrine, elle craint de mourir et confie sa fille à ma sollicitude, l'accueil que vous lui fîtes jadis ne lui permettant pas d'espérer que vous consentiriez à venir en aide à cette enfant.

La baronne avait écouté Adrien silencieuse et les yeux baissés. Quand il s'arrêta, elle leva la tête et dit simplement :

— J'espérais que tu ne me parlerais jamais de cette femme.

— Elle porte le nom de votre père; elle l'a reçu de votre neveu.

— Une comtesse de Neyrolles qui a osé monter sur les planches, objecta Mme Garnay avec amertume.

— Ne fallait-il pas qu'elle vécût, ma mère, répondit Adrien, et qu'elle fît vivre sa fille? Demeurée veuve, privée de tout secours, elle a repris son ancienne carrière sous le nom qu'elle avait déjà rendu célèbre. Elle ne pouvait rien faire de mieux, et nous avons d'autant moins le droit de la blâmer qu'elle est, par ses vertus et son courage, digne de tous les respects; oui, ma mère, de tous les respects et même du vôtre.

La baronne interrompit brusquement son fils :

— Écoute-moi, mon enfant; tu connais mes sentimens sur le mariage de ton cousin. J'ai eu occasion de te les exprimer en d'autres temps, et il est inutile d'y revenir. Sache seulement qu'ils n'ont pas changé et qu'à vouloir les modifier, tu perdrais ta peine et ton éloquence. Ce que je pensais, il y a dix ans, du caractère coupable de certaines mésalliances, je le pense encore. Ne trouble donc pas par des instances nouvelles et inutiles la joie que m'a causée ton retour. Ne la trouble pas, je t'en supplie, et cesse de me parler de Mme de Neyrolles.

— Voilà un arrêt bien sévère, fit Adrien douloureusement surpris. Il ne me laisse d'autre ressource que celle de l'obéissance, et j'obéis; mais vos rigueurs contre la fille de Gaston n'empêcheront pas qu'il y ait par le monde une orpheline issue de votre sang, et contribueront peut-être à la perdre irréparablement, tandis qu'un peu de compassion pour elle, qu'un peu de clémence pour la mémoire de ses parens la sauverait.

— Je ne la connaîtrai pas plus que je n'ai connu sa mère, qui d'ailleurs n'est pas encore morte, puisque son nom figurait, il y a huit jours, sur l'affiche de la Comédie-Française.

A ces mots prononcés du ton le plus dédaigneux, Adrien comprit l'inutilité de cet irritant entretien, et, sans ajouter une parole, il prit congé de la baronne; mais il était résolu à ne pas abandonner cette fille de Gaston menacée de devenir orpheline, à qui sa mère refusait impitoyablement toute protection, et dont il nous reste à raconter la naissance avant de poursuivre ce récit.

Quelles que soient l'indifférence et la mobilité du public parisien, la fidélité qu'exceptionnellement il garde à certaines mémoires immortalisées par son admiration permet de supposer que le nom de Georgette Harris, qui fut, il y a vingt ans, une des étoiles de la maison de Molière, évoquera de doux souvenirs dans la pensée de plusieurs de nos lecteurs, souvenirs à travers lesquels ils reverront dans tout l'éclat de sa grâce souveraine cette comédienne incompa-

rable dont le talent égalait le charme, dont l'esprit égalait la beauté, et qu'une mort prématurée enleva à l'art qu'elle aimait et aux amis qui l'idolâtraient. Son histoire tenait du roman. Née à New-York de parens français, arrivée à Paris toute petite avec sa mère, veuve d'un pianiste que l'espoir de faire fortune avait conduit aux États-Unis, où il n'avait rencontré que la misère et la mort, Georgette était entrée à la Comédie-Française à vingt ans, en quittant le Conservatoire. De la vie de théâtre, débarrassée pour elle de toutes les amertumes des débuts, elle n'avait connu que les douceurs; nous entendons par là les enivremens des succès précoces, les entraînemens d'une gloire naissante, le prestige d'une beauté radieuse. Des séductions puissantes se dressaient sous les pas de Georgette : elles lui arrivaient chaque jour, chaque soir, bouquet odorant formé des sentimens inspirés par ses attraits; elle y résista cependant et demeura pure. Pendant deux années, sa chasteté portée simplement, mais fièrement, fut pour les Parisiens frondeurs et railleurs un problème irritant, à la solution duquel s'attachèrent tous ceux pour qui l'amour est la grosse affaire et qui, au lieu de le demander au mariage, le cherchent dans les coulisses et partout où les femmes se montrent avides et faciles.

Pour la protéger contre de si pressans périls, Georgette Harris n'avait eu d'abord d'autres armes que le respect de soi-même, le mépris des aventures vulgaires, l'horreur du désordre et un attachement passionné à son art. Plus tard, elle eut l'amour, un noble amour enfoui au fond de son cœur, longtemps ignoré de celui qui en était l'objet et qu'on nommait Gaston de Neyrolles. Orphelin depuis l'enfance, ayant laissé son patrimoine à tous les buissons de la vie galante, le comte de Neyrolles ne possédait d'autre fortune que son nom et sa jeunesse brillante comme un lever de soleil. Lorsque Georgette le vit pour la première fois, au foyer du théâtre, un soir de première représentation, il était à bout de ressources et venait d'autoriser sa tante, la baronne Garnay, qui voulait le tirer de peine, à lui chercher quelque part une héritière dont la dot reconstituerait son opulence compromise. En attendant, il vivait un peu d'expédiens; il jouait, il empruntait, il spéculait, cherchant à s'initier aux procédés à l'aide desquels les hommes d'argent dépouillent les innocens et les dissipateurs et réalisent à la Bourse une fortune rapide. Le bel oiseau voulait changer de plumage, le pigeon aspirait à devenir vautour.

Gaston de Neyrolles fréquentait alors le foyer de la Comédie-Française, rendez-vous quotidien de quelques hommes d'esprit appartenant à l'élite du monde par leur naissance, leur fortune ou leur talent. C'est là que Georgette le vit : elle l'aima presque aussitôt, et pendant trois mois fut seule à connaître cet amour entré

par surprise et l'on ne sait comment dans son âme réputée inaccessible. Attiré déjà par la grâce candide de Georgette, désireux d'ajouter le nom de cette adorable fille à la longue liste de ses maîtresses, ayant pressenti peut-être quel empire il était destiné à exercer sur elle, Gaston de Neyrolles commençait à lui faire la cour. Il prenait plaisir à converser avec elle; c'étaient de longs entretiens au cours desquels, doucement, finement, sans l'effaroucher, il versait dans ce cœur plein de lui une irrésistible séduction. Un soir, il se montra plus éloquent que de coutume. Georgette fut touchée; son secret s'échappa de ses lèvres, et l'amour désarma sa vertu.

Quand, vaincue dans sa résistance, elle n'eut plus rien à refuser à son amant, elle fut saisie d'un déchirant désespoir. Les grandes catastrophes seules ont ces lendemains amers. A la douleur d'être devenue semblable à tant d'autres, qui jusqu'à ce jour avaient été l'objet de sa pitié et dont elle comprenait maintenant la faiblesse, se joignait chez cette créature privilégiée la crainte d'être délaissée par Gaston, lorsque serait apaisée la fougue à laquelle elle avait succombé. Elle se résigna cependant, passant fière et triste à travers les calomnies soulevées par une faute inattendue autant que soudaine, qu'elle n'avait pas su ou voulu taire, et se prépara à mourir le jour où son rêve prendrait fin. La réputation de Gaston était bien faite pour lui causer ces vives alarmes; mais, en cette circonstance, contrairement à ce qu'elle redoutait, il se révéla meilleur que sa réputation. Une coïncidence heureuse voulut qu'au moment même où il pouvait mesurer l'étendue de la tendresse qu'il avait inspirée, une spéculation bien conduite vint momentanément l'enrichir et lui faire croire que la Bourse et le jeu suffiraient à rétablir sa fortune. Il avait toutes les superstitions du joueur; il fut vivement ému par la simultanéité de son double bonheur. Georgette devint pour lui un fétiche; il lui attribua l'étrange privilège de rendre le destin propice à ses vœux et ne voulut plus entendre parler d'une autre femme. Une affection passionnément dévouée, une adoration de toutes les heures, une immolation constante à ses volontés, tous les traits par lesquels elle se livra complètement, achevèrent de l'emporter dans un entraînement de passion qui fit de lui l'amant le plus épris et de Georgette la femme la plus fortunée, d'autant plus fortunée que de son violent amour elle n'avait rien espéré de si bon ni de si beau.

Quelques semaines plus tard, lorsque la baronne Garnay vint, fière et joyeuse, annoncer à son neveu qu'elle avait découvert pour lui une jeune fille riche, jolie, parée de toutes les vertus, il déclara tout net qu'il ne voulait plus se marier. Comme Mme Garnay, surprise et déçue, s'efforçait de le ramener à d'autres sentiments :

— N'insistez pas, chère tante, dit-il. Si jamais je donne mon nom à une femme, ce sera à celle que j'aime, à elle, et non à une autre.

Cet acte d'indépendance lui ferma la porte de sa vieille parente et le rattacha plus étroitement encore à Georgette Harris. Ce fut la première étape de leur long bonheur. Ils connurent toutes les joies d'une tendre affection partagée. Le destin qui préside aux opérations des spéculateurs audacieux ne cessait de favoriser les entreprises de Gaston, écartait de lui les soucis et les inquiétudes auxquels l'amour lui-même, à ce qu'on assure, ne résiste pas. Les succès de la jeune comédienne augmentaient à l'égal de sa félicité et de si complètes satisfactions paraient de tant de charme l'affection de Gaston qu'elle cessa de douter de sa durée.

L'année suivante, elle mit au monde une fille qu'on nomma Clarisse. Quelques heures après la naissance de cette enfant, tandis que Gaston, debout entre le lit de Georgette et le berceau de Clarisse, leur prodiguait à l'une et à l'autre d'ardentes paroles et de doux sourires, expression d'un cœur reconnaissant et satisfait, il surprit deux larmes dans les yeux de la mère.

— Qu'as-tu, ma chérie? demanda-t-il, inquiet.

Elle garda le silence, et de nouveaux pleurs mouillèrent ses joues : alors il se pencha sur elle; d'un accent où se révélait la profondeur de ses sentimens, il la supplia de lui répondre. Elle céda, et, pour la première fois, lui révéla l'inquiétude et l'angoisse qui depuis neuf mois étreignaient son cœur.

— Je songe à l'avenir, dit-elle, et je me demande en tremblant, mon cher aimé, si cette pauvre petite aura le droit de connaître son père.

Un beau sourire illumina le visage de Gaston.

— La pauvre petite n'est pas à plaindre! s'écria-t-il, ravi par avance de l'immense joie qu'il allait causer à cette Georgette qu'il chérissait comme la plus pure, la plus noble, la plus dévouée des compagnes. Non! la pauvre petite n'est pas à plaindre : elle est la fille du comte de Neyrolles; elle portera honorablement le nom de son père, qui est aussi le tien, ma femme. — Georgette le regardait éperdue. Il ajouta gaîment : — Allons, madame la comtesse, embrassez-moi.

— O mon cher mari, murmura Georgette, délicieusement troublée, en posant sa tête contre ce cœur loyal en qui les perversités d'une vie de plaisirs n'avaient altéré ni la grandeur d'âme ni la noblesse de sa race et qu'un amour sincère venait de régénérer.

Le mariage eut lieu six semaines plus tard. Ce fut le dernier coup porté aux relations du comte de Neyrolles avec sa tante Garnay, déjà compromises l'année précédente par son refus de se marier.

La baronne déclara publiquement dans plusieurs salons qu'elle ne connaissait plus son neveu. — Je regrette, dit-elle, qu'il ne soit pas mon héritier; j'aurais affirmé avec éclat ma désapprobation en le privant de tous ses droits à ma fortune.

L'unique héritier de la baronne était son fils Adrien, alors âgé de vingt-trois ans, absorbé déjà par les études scientifiques et sa passion pour les voyages. Entre tous les parens du comte de Neyrolles, il fut le seul qui refusa d'approuver et de partager l'irritation de sa mère. Après avoir essayé vainement d'en atténuer les effets, il voulut donner à son cousin un témoignage de sa sympathie. Il assista au mariage et vint embrasser dans la sacristie de la chapelle de l'Assomption la nouvelle comtesse, dont la beauté justifiait, selon lui, l'amour de Gaston. En la quittant, il lui adressa ces paroles :

— Je suis si souvent absent de France, ma chère cousine, que je ne sais à quelle époque il me sera donné de vous revoir; mais, si jamais vous jugiez que, quoique éloigné, je peux vous servir, daignez recourir à moi comme à un ami fidèle.

— Voilà un encouragement que tu n'oublieras pas, Georgette, dit Gaston de Neyrolles à sa femme, en serrant avec effusion les mains d'Adrien. Merci, toi! ajouta-t-il, tu ne sauras jamais quelle joie tu viens de me causer, ni de quelle inquiétude tu m'as délivré.

A la suite de son mariage, Georgette Harris abandonna la Comédie. D'unanimes sympathies et de flatteurs regrets accompagnèrent son départ. Elle quittait la scène, à vingt-quatre ans, n'ayant encore cueilli que les fleurs de la vie, sans avoir connu la douleur qui complète les âmes. Elle marchait dans la réalité souriante comme dans un rêve heureux, et ce bonheur sans trouble devait durer neuf ans. Aux environs de Paris, Gaston, tout entier à ses nouveaux devoirs, s'était créé une délicieuse retraite : une maison élégante et confortable, entourée d'un vaste jardin, au milieu d'un paysage pittoresque. C'est là que Georgette vécut, adorant son mari, élevant sa fille, bornant ses désirs, ne songeant qu'à rester éternellement l'idole de celui à qui elle devait le sort dont elle jouissait et qui, pour lui assurer une large aisance, s'était mis au travail courageusement, entreprenant avec prudence et souvent avec succès des spéculations financières ou industrielles. Le comte et la comtesse de Neyrolles connurent donc et goûtèrent, dans ce qu'elles ont de plus noble et de plus doux, les félicités que peut donner la vie et auxquelles la grâce ingénue de leur petite Clarisse vint bientôt ajouter un charme exquis dont la puissance s'accrut à mesure que l'enfant grandissait.

Malheureusement ces félicités trouvèrent leur terme dans une catastrophe affreuse autant que soudaine. Gaston montait à cheval

tous les jours. Un matin, il partit comme de coutume pour sa promenade, après avoir embrassé sa femme. Une heure après, on le rapportait, les membres brisés, dans sa maison où il mourut le soir, sans avoir repris connaissance. Ainsi, sans être préparée à l'événement qui la faisait veuve, et lui enlevait, dans celui qu'elle avait éperdument aimé, le père de son enfant, son ami le plus tendre et son unique soutien, Mme de Neyrolles vit s'écrouler tout à coup l'édifice de joie et d'amour qu'elle croyait inébranlable. Qu'allait-elle devenir? Son mari, jusqu'à ce moment, lui avait procuré une existence opulente, mais non une fortune. Les ressources qu'elle trouva dans sa succession ne pouvaient suffire longtemps à ses besoins, puis la soudaineté du trépas de Gaston provoqua dans son esprit d'inquiétantes réflexions. Elle ne put songer sans effroi qu'elle aussi était exposée à mourir brusquement sans laisser d'héritage à sa fille. C'est cet effroi qui la décida à reprendre son ancienne carrière. Elle s'y résigna, non sans larmes, car elle se sentait déshabituée de sa vie passée, car elle ignorait si elle retrouverait les faveurs du public auprès duquel, depuis neuf ans, elle ne vivait plus, car enfin elle comprenait que la place de la comtesse de Neyrolles n'était pas sur les planches d'un théâtre. Mais quelle carrière lui convenait mieux cependant que celle qui jadis lui avait assuré de si brillans triomphes? Et puis à qui s'adresser? Adrien Garnay, dont elle se rappelait l'engagement et qu'elle avait vu deux fois depuis son mariage, parcourait l'Afrique. Échapperait-il aux dangers de ce long voyage? Vivait-il encore? Reviendrait-il jamais? A défaut de lui, sur qui compter? Georgette était trop fière pour persister à implorer la pitié de la baronne qu'une seule démarche venait de lui révéler impitoyable. A l'expiration du deuil de Mme de Neyrolles, le nom de Georgette Harris reparut sur l'affiche du Théâtre-Français. La comédienne retrouva parmi ses camarades les mêmes sympathies qu'autrefois. Quant au public, dès qu'il l'eut revue, il lui rendit ses bonnes grâces, et le succès redevint pour elle un compagnon fidèle.

Plus d'une année s'écoula. Clarisse grandissait vigoureuse et belle; elle était le charme et la joie de la maison de sa mère, et pour tous ceux qui la voyaient un sujet d'admiration. Georgette commençait à l'instruire et était payée de ses efforts par les développemens et les progrès de cette intelligence radieuse. Elle aurait donc pu se croire heureuse, si la plaie faite à son cœur par la mort de son mari n'eût saigné toujours, et si sa douleur n'eût lentement épuisé ses forces. Cette plaie était inguérissable, inconsolable cette douleur. Georgette se sentait chaque jour un peu plus affaiblie, un peu plus brisée; puis une toux opiniâtre s'empara de sa poitrine;

ses joues se teignirent de maladives pâleurs. Enfin un mal destructeur et cruel, la phthisie, l'enveloppa tout à coup dans le réseau de ses redoutables complications. Elle résista d'abord à l'accablement : Clarisse l'attachait à la vie, démonstration vivante de la tâche qui s'imposait à elle et que toute mère souhaite passionnément d'accomplir. Elle continua à jouer trois fois par semaine, luttant avec énergie contre les symptômes d'une maladie qui ne pardonne pas et concevant l'espoir de les vaincre. Un soir, en sortant de scène, elle eut un long évanouissement. Le repos lui fut impérieusement ordonné; elle ne parut plus en public qu'une seule fois, dans une représentation extraordinaire où on la vit, blanche et toute amaigrie, sourire à deux mille spectateurs, convaincus comme elle que la mort venait. Ah! si elle eût été seule au monde, avec quel enthousiasme elle aurait salué cette amie et cette libératrice qui devait la conduire dans les régions mystérieuses où l'attendait Gaston! mais elle songeait sans cesse à l'enfant, aux dangers qui se dressent autour des orphelines délaissées et auxquels Clarisse serait fatalement exposée si quelque protecteur ne venait à son secours. Elle envoya alors à Adrien Garnay l'appel désespéré dont il avait entretenu sa mère, afin d'implorer pour Clarisse sa sollicitude et sa pitié.

C'est cet appel qui retentissait aux oreilles d'Adrien pendant la nuit qui suivit son retour à Paris; c'est cet appel qui lui avait dicté les prières que lui-même venait d'adresser en vain à la baronne, et qui le poursuivit jusque dans son sommeil, après la cruelle réponse de celle-ci. Il ne dormait que pendant quelques heures; à peine debout, il sortit en voiture, donnant à son cocher l'ordre de le conduire dans la rue Saint-Roch. De tristes pensées hantaient encore son cerveau : il redoutait d'arriver trop tard pour recueillir le dernier soupir de la veuve de Gaston. Il songeait non sans angoisse à la douleur qu'avait dû ressentir l'infortunée, si elle s'était vue mourir sans avoir pu donner à sa fille un protecteur : il songeait aussi à l'abandon auquel devait être livrée cette enfant tout à coup délaissée dans la vie et tombant brusquement du haut des tendresses maternelles dans l'isolement de l'indifférence d'autrui. Son imagination faisait un rapide chemin à travers les hypothèses les plus sombres, et ses sensations atteignirent si vite l'effet de la réalité qu'il eut soudain le cœur oppressé, la gorge étranglée par l'émotion et des larmes aux yeux.

— Je suis fou, pensa-t-il; Georgette est vivante : ma mère m'a dit que la pauvre femme jouait il y a huit jours. Huit jours! répéta-t-il, c'est plus qu'il n'en faut pour conduire au cercueil ceux qu'a frappés ce terrible mal, la phthisie. On a vu de ces pâles vic-

times se faire illusion, se tenir debout jusqu'à leur dernière heure, et ne tomber que quelques instans avant de mourir. Georgette a-t-elle échappé à la destinée de tant d'autres?

En ce moment, il passait devant une maison en construction, dont les abords étaient gardés par une enceinte en planches sur laquelle s'étalaient, comme une vaste enseigne multicolore, les affiches des théâtres de Paris, placées la veille et qu'allaient remplacer celles du jour. Il fit arrêter sa voiture. Son regard parcourut le programme du spectacle de la Comédie-Française : parmi les noms des comédiens, il chercha celui de Georgette Harris; il ne le trouva pas. L'absence de ce nom n'avait en réalité aucune signification alarmante : tous les acteurs de la maison de Molière ne jouent pas chaque soir; mais Adrien subissait une de ces émotions en quelque sorte prophétiques qui parfois saisissent l'âme et l'absorbent dans un sinistre pressentiment. Sans réfléchir, insensible à la douceur du soleil printanier, qui jetait sur les passans des flots de lumière, au bruyant mouvement des rues, dont ses yeux étaient depuis si longtemps déshabitués, il poursuivit sa course un moment interrompue et arriva devant la maison de Georgette. Un homme, dans lequel il devina le portier, se tenait au seuil de l'allée. Il s'enquit auprès de lui de Mme Georgette Harris.

— C'est ici qu'elle habitait, au troisième étage, répondit cet homme; mais Mme Harris ne vous recevra pas, monsieur. Elle ne peut plus, hélas! la pauvre femme; elle est morte!

— Morte! murmura le jeune baron en se laissant aller défaillant contre le mur. Morte! quand?

— Hier au soir, à sept heures, monsieur.

— Au moment où j'arrivais, se dit Adrien, que cette nouvelle, encore qu'il l'eût pressentie, venait d'atterrer.

— Et l'enfant? demanda-t-il.

— L'enfant est là-haut, monsieur. Une de ces dames du théâtre a voulu l'éloigner, l'emmener chez elle; mais Mlle Clarisse s'est jetée sur le corps de sa mère, priant et suppliant, refusant de partir. Il a fallu lui céder. Maintenant elle pleure, elle se lamente. Ça fend l'âme, monsieur.

Adrien en avait assez entendu pour comprendre quels devoirs s'imposaient à lui. Étreint par une angoisse lourde à son cœur, il gravit l'escalier, et entra dans l'appartement. Deux jeunes femmes, amies de Georgette Harris, appartenant comme elle au Théâtre-Français, étaient assises dans le salon, lasses d'une longue veille, les yeux rougis par les larmes. Adrien se nomma. — Ah! monsieur, vous arrivez trop tard, dit l'une d'elles. La pauvre Georgette n'a cessé de vous appeler. Son dernier soupir a éteint votre nom sur ses lèvres. Durant sa courte agonie, elle le prononçait sans cesse.

Elle vous a confié son enfant, monsieur, nous pouvons l'affirmer. C'est en vous, en vous seul, qu'elle espérait pour assurer l'avenir de Clarisse, quoiqu'elle eût reçu de nous l'engagement de ne pas abandonner l'orpheline.

— Je vous remercie, répondit Adrien. Je suis ici pour exaucer le vœu de celle que vous appeliez Georgette Harris, et qui est pour moi la comtesse de Neyrolles. Puis-je voir sa fille?

— Elle dort encore, et nous n'osons la réveiller. Elle était toute brisée cette nuit, quand le sommeil est venu interrompre sa douleur.

— Ne troublez pas son repos; j'attendrai.

Après avoir entendu la douloureuse histoire de la maladie et de la mort de Georgette, après avoir donné des ordres pour les dispositions à prendre en vue des funérailles, Adrien entra dans la chambre où la comédienne avait expiré. Une religieuse priait au pied du lit, couvert de fleurs, sur lequel était étendue la comtesse de Neyrolles, les mains jointes, tenant un crucifix. Entre les cheveux épars reposait la tête fine et pâle de la trépassée, revêtue de la majesté surnaturelle que la plupart des morts reprennent aussitôt après avoir quitté la vie et cessé de souffrir, comme si, dans les courts instans qui précèdent la décomposition du corps, l'âme, faite à l'image de son Créateur, imprimait encore une fois sur la chair périssable qu'elle vient d'abandonner la manifestation de sa beauté première qu'elle recouvre en entrant dans l'éternelle paix. Adrien s'agenouilla. Il était ainsi depuis quelques minutes, quand tout à coup, derrière lui, une porte s'ouvrit. Il se releva, regarda : c'était Clarisse. Elle marchait lentement, murmurant d'une voix que coupaient ses sanglots : — Maman, chère maman, parle-moi! as-tu cessé de m'aimer? Puisque tu partais, pourquoi n'as-tu pas voulu m'emmener avec toi?

C'est en ce moment qu'elle aperçut Adrien. Elle ne l'avait vu qu'à deux reprises, étant encore toute petite. Elle le reconnut cependant, se tut, et fit quelques pas vers lui, sans parler, tandis qu'il admirait son adorable grâce d'enfant, ses yeux larges et noirs, mouillés de larmes, la pureté de ses traits assombris par une douleur plus violente que profonde, impuissante à en altérer le charme.

— Maman! maman! je veux qu'on me la rende! s'écria-t-elle tout à coup dans un transport qui fit accourir auprès d'elle toutes les personnes présentes dans la maison.

Mais Adrien, déjà, l'avait prise, s'efforçant de l'apaiser, lui promettant de ne l'abandonner jamais, de lui rendre une mère qui lui rappellerait l'autre, celle qui maintenant était au ciel. Il trouva pour parler à cette enfant révoltée contre le problème fatal qu'elle

ne comprenait pas des accens qui finirent par la bercer. Elle s'arrêta, serrée contre son sein, le regardant fixement; puis elle demeura immobile.

— Je l'emporte, dit Adrien aux femmes qui l'entouraient. Je cours la remettre à ma mère, et je reviens.

Clarisse ne fit aucun mouvement. Ses yeux demeurèrent ouverts, mais elle semblait poursuivre au-delà de la réalité quelque rêve réparateur et avoir perdu la notion de la vie. Adrien descendit l'escalier, la tenant contre lui, sentant en ce moment s'éveiller en soi l'âme d'un père, et si passionnément transporté par ce sentiment inconnu et nouveau qu'il pressa l'orpheline plus étroitement, en murmurant :

— Ma fille!

A la porte, sa voiture l'attendait; il y monta, s'assit, en gardant Clarisse couchée sur ses genoux, la tête appuyée contre son cœur. Dix minutes après, il entrait comme une tempête dans la chambre de sa mère.

— La comtesse de Neyrolles est morte, ma mère; s'écria-t-il. Voici sa fille. Refuserez-vous votre tendresse à l'enfant que j'ai fait le serment d'adopter?

Et ses bras tremblans déposaient Clarisse entre les bras de Mme Garnay.

La baronne, d'abord toute troublée, partagée entre la colère, la surprise et la pitié, se souleva dans son fauteuil, étendit un bras vers la porte, puis se laissa aller, vaincue dans cet effort de résistance aux prières de son fils et au cri de son propre cœur. Elle fut transformée, pénétrée de toutes parts par la compassion que révélèrent tout à coup ses yeux quand elle les abaissa sur Clarisse. L'orpheline pleurait silencieusement. Le spectacle de cette douleur assura le succès de la tentative d'Adrien. Le front ridé de la vieille femme se courba sur le front de l'orpheline. Elle l'embrassa, et dit :

— Pauvre ange! c'est le portrait vivant de Gaston. — Puis elle ajouta, se parlant à elle-même : — Une Neyrolles, après tout, et belle comme ses aïeules!

— N'est-ce pas, ma mère? murmura Adrien qui s'était agenouillé.

— Puisque c'est ta fille, répondit-elle simplement, c'est ma petite-fille. Si tu voyages encore, je ne resterai plus seule.

— Oh! ma mère, soyez bénie pour cette parole! s'écria Adrien en couvrant de baisers les mains de la baronne.

Clarisse suivait du regard cette scène. Une douceur infinie, expression de son âme apaisée, remplaçait au fond de ses yeux la fièvre de sa première douleur. La baronne reprit alors :

— Nous parlerons souvent de ta mère, chère mignonne, et nous prierons Dieu pour elle.

Pour toute réponse, Clarisse jeta ses bras autour du cou de sa grand'tante et demeura là comme une colombe blessée qui vient de trouver un refuge.

II.

Ce fut pour Mme Garnay une heureuse aventure que cette entrée soudaine d'une petite fille de onze ans dans sa maison longtemps déserte. En faisant coïncider l'arrivée de Clarisse avec le retour d'Adrien, la Providence peuplait tout à coup la solitude de la baronne, métamorphosait sa vie, en réunissant entre ses bras, deshabitués des étreintes chères au cœur des mères, cet homme de trente-deux ans déjà célèbre qui, pour elle, redevenait comme autrefois un enfant avide de verser dans son cœur les flots de sa filiale tendresse, et cette orpheline que d'amères et précoces douleurs avaient meurtrie, qui apportait dans l'expression de sa gratitude une éloquence ingénue et timide, dont les accens, en s'exhalant de son âme attristée, allaient éveiller dans celle de la baronne des sentimens éteints, des souvenirs oubliés. Il existe entre les vieilles gens et les enfans, on l'a souvent remarqué, des attractions mystérieuses, comme si toute existence, en s'approchant de la tombe, se rappelait son berceau. Mme Garnay, dont la vie était concentrée en un unique objet : son fils, ne tarda pas à aimer Clarisse, sans que cet amour nouveau enlevât rien à l'amour ancien. Ce cœur qu'Adrien remplissait tout entier s'élargit, et Clarisse y prit place. En quelques mois, elle retrouva les douces effusions et les tendres caresses qui sont la moitié du bonheur des enfans. Quand la sombre mélancolie qui avait survécu en elle à la perte de sa mère se fut dissipée, elle parut telle qu'elle était, intelligente, généreuse, avec un brin de sauvagerie et d'indépendance qui lui seyait à merveille, et par-dessus tout passionnément reconnaissante des bienfaits qu'on lui prodiguait. Sa présence dans cette maison en changea la physionomie ; elle la peupla de ses sourires, de ses cris, de sa beauté naissante, de son adorable grâce de petite fille. La baronne fut subjuguée par ce charme d'innocence et d'esprit ; c'est ainsi que Clarisse lui devint chère. Quand il fallut songer à continuer l'éducation de l'orpheline, un peu négligée jusque-là, Mme Garnay ne put se résoudre à l'envoyer en pension et à l'éloigner. Elle la confia à une institutrice, choisie avec un soin méticuleux parmi vingt personnes recommandables par leur expérience, et qu'on nommait Mlle Muller. Clarisse s'attacha vite à la vieille fille, et s'en fit chérir. Bientôt, à la grande joie d'Adrien, Mme Garnay se plut à répéter qu'elle avait maintenant deux enfans.

Mais c'est surtout durant un nouveau voyage qu'accomplit son fils qu'elle apprécia tout le prix de sa maternité nouvelle. Au lieu du dur isolement dont elle avait jusqu'à ce moment subi l'amertume pendant les longues absences d'Adrien, elle eut la douceur des baisers de Clarisse. La sollicitude avec laquelle elle veillait sur l'âme confiée à ses mains absorba ses instans, les remplit d'une occupation délicieuse. Elle suivait d'un œil anxieux les progrès de sa fille adoptive, regardant le développement de cette jeune plante comme son œuvre, s'attachant à l'initier aux devoirs de la vie, à tempérer surtout les ardeurs d'un caractère auquel la liberté des jeunes années et une éducation menée un peu à la diable avaient donné une allure légèrement excentrique, toujours prête à se traduire par la vivacité des opinions, l'ardeur des sentimens, l'énergie de la volonté. En un mot, à l'heure de sa vieillesse et quand elle croyait sa tâche ici-bas terminée, Mme Garnay en avait tout à coup assumé une nouvelle qui la ramenait aux émotions de sa jeunesse et lui assurait la jouissance des plus fécondes, des plus consolantes émotions.

C'est ainsi que les années s'écoulèrent. Adrien était presque toujours loin de France. De temps en temps, on le voyait brusquement reparaître à Paris. A chacune de ces apparitions, il pouvait constater les heureuses transformations de Mlle de Neyrolles. A dix-huit ans, c'était une belle jeune fille gracieuse et robuste, portant dans un regard dominateur et caressant à la fois l'image de son âme, violente et mobile, accessible à tous les enthousiasmes et déjà marquée pour les terribles jeux de la passion. Elle ne pouvait entrer dans un salon ni passer dans la rue sans qu'aussitôt tous les yeux se dirigeassent vers elle, surpris par l'étrangeté de sa personne, enchantés par sa beauté. Ses cheveux noirs, son teint pâle, ses traits purs, sa fière démarche, l'harmonie de ses mouvemens, annonçaient une créature d'élite, pouvant plus tard devenir également héroïque ou criminelle selon que les caprices de sa destinée l'entraîneraient vers le bien ou vers le mal. Le temps mit la dernière main à tant de séduisantes perfections et les acheva.

Bientôt la baronne Garnay recueillit de si nombreux témoignages de l'effet produit au dehors par Clarisse qu'elle en fut effrayée, redoutant que le monde ne lui prît trop vite cette créature désormais indispensable à son bonheur. Un jour notamment, au lendemain d'un bal où la grâce de Mlle de Neyrolles avait obtenu plus de succès encore qu'à l'ordinaire, trois demandes en mariage arrivèrent à la baronne si précises et si brillantes que sa conscience lui imposa le devoir d'en parler à Clarisse, devoir rigoureux qu'elle accomplit tout éplorée.

— Me marier, moi! quand je suis si heureuse auprès de vous!

s'écria la jeune fille. Répondez à ces beaux prétendans que je suis satisfaite de ma destinée et n'en veux pas changer.

Cette réponse mit dans les yeux de Mme Garnay des larmes de joie et de reconnaissance. Quant à Adrien, absent de France en ce moment, c'est seulement à son retour qu'il apprit de quelle générosité délicate Clarisse payait les bienfaits qu'elle avait reçus. Touché par ce trait digne d'une âme que dès le premier moment il avait jugée d'après la sienne, il sentit s'accroître sa tendresse pour l'orpheline. Ce fut le premier symptôme de la transformation qu'il allait subir. Il revenait de ses lointaines excursions tout enivré de ses découvertes, goûtant délicieusement les satisfactions que procurent le succès et la gloire, jusqu'à ce moment insensible à la beauté des femmes comme aux douceurs de l'amour, trop épris de la science, des émotions qu'elle réserve à ceux qui se livrent à elle, pour écouter la passion. La vue de Clarisse, que deux années écoulées depuis son départ avaient embellie au-delà de ce qu'on peut attendre de la nature, lui fit éprouver un sentiment nouveau s'ignorant encore et étranger à son cœur. Ame d'ascète dans le corps d'un savant, il fut *entourbillonné* par la beauté de cette fille accomplie, en qui tout respirait la jeunesse, la force, le besoin d'aimer et d'être aimée. Il se sentit attiré vers elle par des sensations d'une exquise douceur qui laissaient bien loin les joies viriles dont il s'était contenté jusque-là. Il se plut à admirer ces formes parfaites, ces yeux éloquens où venaient se refléter la candeur et l'ingénuité d'une âme encore vêtue d'innocence, à interroger cette imagination à peine éveillée et dont la sainte ignorance du mal contenait les ardeurs. Il prit plaisir à entendre tomber de cette bouche virginale l'expression des enthousiasmes qu'allume dans toute intelligence d'élite un délicat instinct d'artiste. Il but à longs traits la séduction qui se dégage des jeunes filles dont éclate la grâce et dont s'ouvre le cœur; il fut dominé par l'amour avant de le connaître et de le comprendre. Puis il souffrit des froideurs de Clarisse et de ce qu'il appelait son indifférence; il souffrit surtout des hommages qu'elle recevait, de l'entraînement qu'elle subissait sans lui. Il eut des jalousies, des colères, des craintes, et à ces traits, malgré son inexpérience, il devina l'amour.

Cette découverte l'épouvanta. Il avait quarante ans, Clarisse dix-huit à peine. Elle aurait pu être sa fille; comment pouvait-il espérer d'être aimé autrement qu'un père? Si son cœur possédait encore cette fraîcheur de jeunesse, privilège de ceux qu'a épargnés la passion, son visage vieilli par ses travaux et ses fatigues, son front couvert de cheveux gris et sillonné de rides, la tristesse inquiète de son regard trahissaient son âge. C'était un homme mûr, et Clarisse une enfant. Croire que l'amour pouvait

jamais les unir eût été une folie. Cette conviction, qui s'imposait à lui avec d'autant plus de vivacité que le traître charme de Clarisse opérait plus sûrement et plus vite, le détermina à s'éloigner de nouveau, bien qu'il fût un peu lassé de ses longs et périlleux voyages, et que sa mère le suppliât d'y renoncer. Il demeura sourd aux prières de Mme Garnay aussi bien qu'à celles de Mlle de Neyrolles, qui, témoin de la douleur de sa bienfaitrice, le conjurait de ne pas partir, en alléguant que les désirs d'une mère, surtout quand son âge la rapproche du tombeau, doivent être sacrés pour son fils.

Mais quoi ! pouvait-il avouer à Clarisse qu'il fuyait devant elle ? Il laissa passer le flot des supplications et des larmes, persista dans sa résolution et s'éloigna. Cette fois, c'est vers le Thibet qu'il dirigeait ses pas. Il avait pris l'engagement de ne pas prolonger son voyage au-delà d'une année. Il espérait que ce temps suffirait à apaiser son cœur, à lui verser le salutaire oubli, à le cuirasser contre des émotions nouvelles, et qu'à son retour il pourrait affronter les beaux yeux innocens et terribles qui l'avaient affolé. Illusion dérisoire, espoir trompeur ! Adrien ne savait pas qu'à l'âge auquel il était arrivé, les tendres sentimens que l'homme conçoit prennent possession de lui avec une puissance inconnue à ceux de la vingtième année. Il aimait Clarisse, et il devait l'aimer toujours. Pendant de longs mois, à travers les périls que gardent aux explorateurs les contrées lointaines dont ils vont étudier la géographie, l'histoire et les mœurs, il promena ses ardeurs et ses regrets, constatant avec tristesse que ni le temps ni l'absence ne pouvaient lui faire oublier Clarisse et le guérir du mal dont il souffrait à cause d'elle.

Pendant ce temps, Clarisse poursuivait à travers le monde sa marche triomphale. Chaque soir, c'étaient des conquêtes nouvelles opérées par l'éblouissante grâce de ses dix-huit ans. Dans les salons dont son nom et la protection naturelle de la baronne lui ouvraient les portes, elle était considérée à l'égal d'une reine ; elle recevait les hommages décernés à sa beauté avec une sérénité souriante propre à démontrer qu'aucun d'eux n'avait trouvé le chemin de son cœur. Elle était libre en effet, n'ayant pas ressenti les premières atteintes de l'amour, n'étant pas même disposée à les subir, comme si dans son corps, pétri de séductions, l'ingénuité de l'enfant n'eût pas fait place encore aux aspirations de la jeune fille, aux ardeurs de la femme. Chez les créatures exceptionnellement douées, l'heure qui précède cette métamorphose est une heure paisible et charmante ; elles deviennent mûres pour la passion sans s'en apercevoir, et c'est tout à coup qu'elles s'éveillent aux tendres

émotions en vue desquelles elles semblent avoir été créées. Un soir, chez Mme de La Lande-Rocroy, vieille grande dame amie de Mme Garnay, qui prodiguait à Clarisse les témoignages de la plus vive sympathie, un jeune homme s'approcha de Mlle de Neyrolles et l'invita à danser.

— Ce sera la cinquième valse, monsieur, répondit-elle.

— C'est bien, mademoiselle, j'attendrai, fit-il en s'inclinant.

Elle le regarda, frappée par l'accent de sa voix, mais sans prêter aucune attention à l'étrange beauté du personnage. C'est seulement quand, son tour étant venu, il s'approcha d'elle en lui tendant la main qu'elle remarqua ce type singulier. Ce danseur était jeune, maigre, d'une taille élancée, avec des traits minces, de petits yeux tour à tour bleus et gris, lumineux, vivans, un visage d'une blancheur mate, auquel la couleur rousse des cheveux crépus et d'une barbe vaporeuse donnait le ton de l'ivoire. Il y avait sur la figure je ne sais quelle expression maladive qui se retrouvait dans le balancement du corps, ondoyant et flexible comme un roseau, dans la pâleur des mains sillonnées de fines veines bleues, dans la fixité langoureuse du regard. Pendant la valse, il parla peu; mais chacune de ses paroles témoignait un tel désir d'éviter les banalités que Clarisse était accoutumée à entendre, qu'elle l'écouta avec intérêt et le suivit longtemps des yeux quand il l'eut quittée. Un peu plus tard, il l'invita de nouveau et, après avoir accepté son invitation, elle s'approcha de la maîtresse de la maison.

— Que souhaitez-vous, chère enfant? demanda celle-ci à sa petite amie.

— Connaître le nom de ce jeune homme qui se tient debout devant l'orchestre...

— Le monsieur aux cheveux roux?

— Justement, madame.

— Il se nomme Jacques de Chanzay. C'est la coqueluche de toutes nos élégantes. Elles ne jurent que par lui. Il a bien de l'esprit et du charme. Ce serait un être accompli s'il était un peu moins fou, un peu moins mauvais sujet. Il a successivement mangé trois héritages; il est en train de croquer le quatrième. Ah! il serait nécessaire qu'on le mariât. Je suis sûre qu'il ferait un excellent mari. Malheureusement il est effrayant, et moi-même, quelque bien que je pense de lui, je n'oserais lui confier le bonheur de ma fille. L'expérience réussirait peut-être; mais on ne joue pas volontiers dans ces expériences l'avenir de ce qu'on aime.

Clarisse en avait assez entendu pour s'intéresser à son beau valseur: elle goûta le plus vif plaisir à danser une seconde fois avec lui, un plaisir plus grand encore à le faire parler et à l'écouter.

Jacques de Chanzay possédait cette grâce du langage qui révèle une intelligence cultivée, un tour d'esprit original, très personnel. Doué d'une imagination dont les vivacités étaient aisément contenues par un scepticisme précoce, fruit d'une vie livrée trop jeune aux aventures galantes, il ne faisait aucun effort pour cacher la perversité railleuse qui avait remplacé depuis longtemps dans son âme les illusions de la jeunesse. Sur les hommes et sur les choses, il émettait des opinions et des jugemens remarquables par leur excentricité sinon par leur justesse, au milieu desquels éclatait tout à coup, comme une perle fine parmi des perles fausses, une appréciation saine, généreuse et droite, exprimée à point pour démontrer que tout au fond de cette nature, en apparence viciée, subsistaient d'honnêtes sentimens et d'indestructibles croyances.

Cette rencontre fit sur Clarisse une vive impression. Pour la première fois, elle découvrait un homme dont la physionomie se détachait en un relief nettement accusé sur le fond un peu banal des salons parisiens. Une fois engagée sur une piste attrayante, l'imagination des jeunes filles marche rapidement; celle de Clarisse l'entraîna en quelques semaines vers les régions où fleurit l'amour. Son cœur s'éveilla dans un monde inconnu où, grâce aux illusions de son âge, tout lui parut beau comme dans le paradis d'Indra, la plus exquise création de la mythologie hindoue. Chez toutes les femmes, même chez celles que leur destinée a marquées pour dominer les hommes, les traiter en esclaves et, grâce à la puissance de leurs attraits comme à la science de leur coquetterie, en faire impunément des victimes, le premier amour revêt une forme ingénue et pure. Plus tard, dans les natures vouées aux passions, il se fera audacieux, égoïste, intraitable et cruel; il inspirera des ardeurs coupables, des faiblesses criminelles; il réclamera impérieusement des hommages, exigeant tout et ne donnant rien, emprunteur avide qui ne rendra jamais. Mais, à son aurore, il est fait de timidités touchantes et de terreurs redoutables, d'humilités volontaires et de dévoûmens sans bornes, presque heureux de se sacrifier et de souffrir. C'est sous cette forme qu'il se présenta d'abord à Clarisse : elle aima même avant de savoir si elle était aimée, même avant d'espérer de l'être, gardant soigneusement en soi ses mystérieuses émotions, toute enivrée par le sentiment qui l'avait envahie et qui la transfigura, en communiquant à sa beauté le caractère indélébile et révélateur de la passion naissante, par lequel toute beauté est complétée et embellie. A dater de ce moment, les soirées et les bals où, faisant violence à ses propres fatigues, Mme Garnay la contraignait, n'eurent pour elle d'autre attrait que celui que leur donnait la présence de Jacques de Chanzay : s'il ne venait pas, elle

restait écrasée sous le poids de sa tristesse; mais, apparaissait-il, elle se sentait aussitôt rasséréenée et heureuse, et sa joie éclatait dans ses regards quand il s'approchait d'elle afin de la saluer.

Trois mois s'écoulèrent ainsi. Jusqu'à ce moment, le secret de Clarisse était demeuré si profondement enfoui au fond d'elle-même que nul, à ce qu'elle croyait, ne l'avait deviné, et Jacques de Chanzay moins que tout autre. Ce mystère voulu lui causait un singulier mélange de peine et de plaisir. Heureuse d'avoir su se contenir, d'avoir su taire l'état de son cœur, elle souffrait de n'être pas comprise par Jacques. Effrayée et tremblante à la pensée de le voir à ses pieds, elle s'en voulait cependant de la timidité qui clouait sur ses lèvres les accens par lesquels il aurait été éclairé. — M'aime-t-il? se demandait-elle. Puis-je espérer qu'il m'épousera? Que suis-je, malgré le nom que je porte, si ce n'est une fille sans dot, élevée par charité? Me trouverait-il digne de lui? Consentirait-il à faire de moi sa femme?

Ces questions, qui revenaient sans cesse à sa pensée, la trouvaient impuissante à y répondre et ouvraient son âme au désespoir. Dix fois, elle avait été sur le point de se confier à sa mère adoptive; mais toujours, au moment de parler, elle s'était arrêtée, redoutant d'affliger sa bienfaitrice, dont elle connaissait la tendresse un peu égoïste, et qui croirait la perdre à jamais en consentant à son mariage. Elle en était alors réduite à regretter l'absence d'Adrien. Elle lui devait son bonheur; elle l'aimait filialement, et le connaissait assez pour savoir qu'elle pouvait se confier à cet ami dévoué comme un père, dont toutes les lettres contenaient le témoignage d'une inébranlable affection. Tentée de lui écrire afin de lui conter ses peines, elle craignait qu'il ne reçût pas ses aveux. Et puis, en manifestant l'intention de se marier, ne porterait-elle pas à Adrien un coup funeste? C'est à elle qu'en partant il avait confié sa mère. Avait-elle le droit, alors qu'elle lui devait tout, de prendre une résolution avant son retour, de se montrer indigne de sa confiance?

— Que n'est-il auprès de moi! se disait-elle : je verserais dans son cœur mon espérance et mes doutes; il me conseillerait et me consolerait.

L'hiver s'acheva au milieu de ces incertitudes, sans que Clarisse eût révélé son secret, et sans qu'une seule parole de Jacques de Chanzay lui eût appris qu'elle était devinée et comprise; puis il fallut partir. Tous les ans, au mois de juin, la baronne, fuyant les chaleurs et la poussière de Paris, allait s'établir en Normandie, dans une propriété située non loin de Fécamp, sur le territoire d'une commune appelée Saint-Martin, et qui était une créa-

tion de son mari. Peu de temps avant son mariage, le baron Garnay, parcourant en touriste la côte normande, avait été séduit par l'aspect pittoresque d'une de ces « valleuses » si fréquentes entre Saint-Valery et Le Havre, et qui, de loin en loin, à travers les falaises qui longent la mer en cet endroit ainsi qu'une muraille imprenable, viennent y déboucher et en rendent les bords accessibles aux habitans du littoral. Ayant acheté quelques arpens de sol au point où le plateau de Saint-Martin s'abaisse vers le rivage, il y fit construire une vaste maison que les habitans du pays s'empressèrent d'appeler le château, et autour de laquelle il traça un parc; puis il s'agrandit peu à peu de toutes les terres qu'il put acquérir. Il ajouta à la valeur de son bien en faisant défricher les landes incultes qui le séparaient de l'Océan : il créa des fermes, il eut des troupeaux, et, en une vingtaine d'années, il se trouva maître d'un opulent domaine embelli de tout ce que les efforts d'un homme de science et de goût peuvent ajouter au travail du temps et aux richesses naturelles. Les arbrisseaux que sa main avait plantés, transformés en arbres robustes, étendaient devant le château leurs larges ramures arrondies à leur sommet par les vents d'ouest; la façade de l'habitation, rapidement brunie par les ouragans de l'hiver, était vêtue çà et là d'un lierre épais, qui lui donnait une physionomie avenante ; les pelouses dépliaient de tous côtés leurs tapis aux fleurs éclatantes; à droite et à gauche, l'œil embrassait des perspectives profondes, les plaines sans fin et la mer, lumineuse et unie comme un miroir, entrevue de haut et de loin dans l'échancrure des falaises.

Le château de Saint-Martin formait donc une retraite délicieuse; mais c'est encore à un autre titre qu'il était pour la baronne un lieu de prédilection, et quand elle parlait d'y finir ses jours, c'est qu'elle y retrouvait des souvenirs qui résumaient sa longue vie, attachés au tronc des arbres et aux pierres des murailles. C'est là qu'elle avait aimé son mari, passé les premiers mois de son mariage, donné le jour à Adrien. C'est là que le baron était mort, là que reposaient ses restes, là enfin qu'à diverses reprises Mme Garnay s'était réfugiée pour pleurer son fils absent, au temps où elle n'avait pas encore pour remplir le vide causé par son absence la douceur des baisers de Clarisse.

III.

Mlle de Neyrolles, lorsqu'elle vint dans ce pays pour la première fois, avait douze ans. Avant ce jour, elle n'avait jamais vu la mer; en fait de champs, elle ne connaissait que les environs de Paris, où, sauf de rares exceptions, le paysage, dans le panorama de ses

collines boisées et de ses vallées qu'arrosent la Seine et la Marne, offre plus de grâce riante que de réelle majesté. Le voisinage d'une ville sans égale, d'un vaste foyer de civilisation s'y revèle par les mille bruits dont on y recueille les échos, par les toits des innombrables villas qu'on y découvre, par les voies ferrées qui sillonnent les plaines, par la physionomie des cultures, le caractère intime et familier des horizons, la circulation d'une foule qui vient y chercher la fraîcheur et le repos. On y sent, pour tout dire, la présence de l'homme plus encore que la main de Dieu. Tout différens sont les paysages que Clarisse eut sous les yeux en Normandie; il suffisait qu'elle sortît du château et marchât pendant vingt minutes pour en rencontrer un d'une rare beauté.

Entre deux hauteurs, rattachées d'un côté au plateau sur lequel s'élève le village de Saint-Martin et de l'autre côté coupées brusquement au-dessus des eaux, se creusait une gorge étroite dont les pentes, rendues plus élevées par la déclivité du chemin à mesure qu'on approchait de l'Océan, se paraient d'une plantureuse végétation, bois, herbages et fleurs, mêlés dans un fouillis inextricable. Cette gorge s'élargissait tout à coup, en arrivant sur une plage de galet. La plage était étroite; mais l'immensité des flots lui donnait une incomparable grandeur. En cet endroit nul bruit ne parvenait, si ce n'est le bruit monotone des flots, tantôt semblable à des détonations lointaines quand les hautes vagues touchaient le bord et s'y brisaient écumantes, tantôt imitant la longue rumeur d'une crécelle gigantesque qui serait toujours agitée, quand elles traînaient le galet sur le rivage, d'un mouvement lent et régulier. Clarisse sentit bien vite la poésie de ces lieux et s'en pénétra fortement. A dater de ce moment, elle aima ce pays, et, pendant les longs séjours qu'elle y faisait, c'est vers la plage qu'elle dirigeait le plus souvent ses promenades. Elle aimait à y venir à la fin du jour, lorsque la mer se soulevait tumultueuse sous les coups du vent, toute empourprée des rayons d'un rouge soleil qui commençait à noyer dans l'onde son globe resplendissant au-dessous de nuages aux formes bizarres. Après avoir admiré ce spectacle, elle remontait la vallonne, s'arrêtant à chaque pas pour regarder derrière elle l'Océan et le ciel confondus dans un horizon brumeux dont les profondeurs semblaient s'étendre et les limites se reculer à mesure qu'elle s'élevait vers le sommet du plateau; puis le paysage se modifiait. Sur le premier plan se déroulaient les falaises nues, dont toute la végétation consistait en une herbe courte et drue qu'étoilaient une multitude de fleurs aux nuances harmonieuses et dont une touffe de fougères coupait quelquefois l'uniformité. Là passaient les troupeaux de moutons sous la garde d'un berger, ou, attachées à des piquets, des vaches dont l'œil triste semblait avoir retenu

pour toujours la vision des tempêtes de la mer et dont les formes lourdes se découpaient sur l'azur décoloré par l'approche de la nuit. Sur le second plan, et aussi loin que la vue pouvait porter, s'étalaient les riches cultures de l'un des plus fertiles plateaux du monde. L'or des blés, l'émeraude des luzernes, le vermillon des coquelicots, se mêlaient aux vaporeuses blancheurs des fleurs d'avoine, tremblantes comme une nuée, ou mettaient des taches éclatantes sur la couleur brune des terres fraîchement labourées. Plus loin c'étaient les hautes futaies plantées au long des murs gazonnés qui entourent les fermes, des bouquets de hêtres, derrière lesquels un clocher révélait un village, des verdures noirâtres qui couraient à la crête des collines dans les dernières clartés du jour. Le murmure confus d'une vie qui s'apaise s'éteignait dans l'air, formé de voix claires et lointaines, de bêlemens de troupeaux, d'aboiemens de chiens, de croassemens de corbeaux, de battemens d'ailes, et, planant sur ces choses, l'éternelle sérénité par où se manifeste celui qui, en les créant, en a réglé les mouvemens et fixé les lois.

La vie au château de Saint-Martin était paisible, un peu monotone même, dépourvue des distractions auxquelles une existence brillante à Paris accoutumait Clarisse; mais elle ne s'en plaignait pas : à l'ombre d'une tendresse aussi dévouée, aussi sûre que celle de sa grand'tante, et dans la société de son institutrice, Mlle Muller, elle s'estimait heureuse, à la condition de pouvoir se prononcer librement. Tantôt elle dirigeait ses promenades vers la mer, s'asseyait à la pointe d'une falaise ou s'étendait sur le galet, suivant d'un œil attentif les jeux des flots, se laissant bercer par leur murmure, s'abandonnant à de longues rêveries d'où son âme sortait rafraîchie et reposée. Tantôt elle parcourait l'agreste vallée de Cany, dont une jolie rivière au flot clair, la Durdent, baigne les gras pâturages. Elle faisait ces excursions, montée sur une jument bretonne de petite taille, facile à conduire, et que lui avait donnée la baronne. Accompagnée d'un domestique, elle s'arrêtait dans les hameaux répandus autour de Saint-Martin, entrait dans les chaumières, se faisant chérir partout où elle passait par sa bonne grâce autant que par sa générosité. C'est ainsi qu'elle avait appris à aimer ces rivages fertiles et qu'à chaque fin d'hiver elle se réjouissait en pensant qu'elle allait les revoir.

Cette année-là, loin de se réjouir en quittant Paris, elle eut le cœur douloureusement oppressé; il lui semblait déjà qu'elle ne pourrait plus être heureuse loin de Jacques de Chanzay, et, lorsque le train qui l'emportait vers la Normandie sortit bruyamment de la gare, un grand déchirement se fit en elle. Pendant la saison qui venait de finir, elle avait vu Jacques presque tous les jours; elle le rencontrait au bois, au théâtre, au bal, dans des maisons amies et

quelquefois même chez la baronne où, attiré peut-être par la divination de l'amour qu'il avait inspiré, il apparaissait de loin en loin. Les espérances secrètes de Clarisse trouvaient dans ces rencontres rapides un aliment suffisant à les entretenir. Cette mince satisfaction allait maintenant lui manquer, puisque cinq mois s'écouleraient avant qu'elle revît celui qui avait conquis peu à peu son âme, sans le vouloir et sans le savoir. C'est là ce qui causait sa peine, ce qui mit bientôt sur son visage une expression touchante de mélancolie, quelquefois même des larmes dans ses yeux.

Pendant la première semaine de son séjour à Saint-Martin, elle dissimula si soigneusement ses préoccupations que la baronne Garnay n'en remarqua pas les premiers symptômes; mais ces symptômes devinrent ensuite trop apparens pour échapper à sa sollicitude. Dans la jeune fille recueillie, triste, silencieuse, qui vivait à ses côtés, elle ne reconnaissait plus cette Clarisse, naguère si bruyante et si gaie, qui venait à tout instant offrir aux baisers de sa grand'tante son front pur, tandis que toute sorte de joyeux propos et de vives reparties voltigeaient sur ses lèvres. Mlle de Neyrolles ne trouvait plus aucun charme dans les promenades à cheval ni dans la contemplation de la mer. Le bruit des flots irritait ses nerfs, la vue des abîmes creusés au bord des falaises lui donnait le vertige. Le trésor de ses forces semblait dispersé. Sa pâleur augmentait tous les jours, et sous ses yeux se dessinait un trait noir qui semblait creusé par les pleurs. La baronne s'alarma : elle interrogea Clarisse; mais celle-ci ne voulait pas s'expliquer et déclara qu'elle n'avait aucun sujet de peine, qu'elle était aussi heureuse qu'autrefois.

— Elle nous trompe, ma chère Muller, disait Mme Garnay à l'institutrice restée dans la maison comme dame de compagnie, elle nous trompe; ce n'est pas à moi qu'on fera croire qu'à dix-neuf ans, une fille belle et bien portante cesse tout à coup de sourire et de prendre plaisir à la vie. Interrogez-la; peut-être sera-t-elle plus sincère avec vous.

L'interrogatoire que Mlle Muller fit subir à son élève ne donna pas de meilleurs résultats que celui auquel s'était livrée la baronne; il fallut bien se contenter des protestations que faisait entendre Clarisse toutes les fois que, par des questions qui témoignaient d'ailleurs de plus de sollicitude que d'habileté, on essayait de provoquer ses aveux. Elle était résolue à se taire jusqu'au retour d'Adrien : c'est à lui qu'elle entendait se confier et demander conseil; c'est lui qu'elle voulait faire l'arbitre de sa destinée. On reçut des nouvelles du voyageur dans le courant du mois de juillet; il annonçait son prochain retour. Le jour même où la baronne communiqua sa lettre à Clarisse, un changement soudain s'opéra dans la physionomie de

la jeune fille, et en quelques heures elle parut avoir retrouvé sa sérénité d'autrefois, par suite d'un apaisement soudain. Au fond de ses yeux bruns, la joie éclata en rayons caressans et doux; sur ses joues pâlies apparurent de nouveau les fraîches couleurs d'une santé robuste. Elle se transfigura.

Des changemens si prompts et si visibles causèrent à Mme Garnay une étrange émotion, car, lorsqu'elle fut amenée à en rechercher par la pensée les causes, elle n'en put trouver d'autres que la nouvelle de l'arrivée de son fils. Eh quoi! se pouvait-il que Clarisse aimât Adrien au point d'être ainsi métamorphosée par l'annonce de son retour? Sa tristesse, dont la baronne s'était si fort alarmée, n'était-elle due qu'à la longue absence de son fils? Souvent, en pensant qu'un jour Clarisse, mariée et tout entière à d'autres affections et à d'autres devoirs, s'éloignerait de sa maison, elle avait regretté qu'Adrien n'eût pas quinze ans de moins, et entrevu comme dans un rêve irréalisable la possibilité de lui donner pour femme sa fille adoptive. Néanmoins elle ne s'était jamais arrêtée à cette vision capricieuse et invraisemblable comme la plupart de celles dont les jeux de l'imagination embellissent où troublent notre sommeil. Bien que disposée à considérer son fils avec les yeux prévenus d'une mère, à le trouver jeune, élégant et beau, l'âge d'Adrien mis en regard de celui de Clarisse se dressait devant elle comme un obstacle insurmontable; mais, lorsqu'elle eut vu avec quelle rapidité Clarisse, après avoir lu la lettre d'Adrien, passait de la tristesse à la joie, son esprit travailla de plus belle. On croit aisément à ce que l'on désire; se faisant une illusion qui flattait à la fois son égoïsme et sa tendresse maternelle, elle conçut une espérance que vint accroître l'enthousiasme avec lequel Mlle de Neyrolles parlait de son cousin. La jeune fille vantait son esprit, son courage; elle était fière de l'éclat qu'il avait donné à son nom, du rang qu'il occupait dans la science. Elle se réjouissait des succès nouveaux que lui assurait ce voyage au Thibet qui venait de finir. Enfin chacune de ses paroles témoignait d'une affection indestructible, égale à la reconnaissance qu'elle professait pour celui à qui elle devait sa vie facile et heureuse.

— Qu'importe la différence des âges! se disait la baronne trompée par ces apparences. Est-il impossible que dans cette âme d'enfant, sensible et un peu romanesque, la gratitude ait engendré l'amour et que la gloire d'Adrien ait paru supérieure à l'attrait de la jeunesse?

Vingt fois la baronne fut tentée d'interroger Clarisse, mais la crainte de troubler la pureté d'une nature non encore initiée à la passion arrêtait les questions sur ses lèvres; elle pensait qu'il convenait d'attendre le retour de son fils, car, après tout, elle ne

l'avait pas consulté et, ne connaissant rien de ses dispositions, elle ne voulait pas l'engager à son insu. Elle se résigna donc, en dépit de son impatience, à jouir de la métamorphose de Clarisse sans en rechercher les causes. Celle-ci ne vivait plus que dans l'attente de la venue d'Adrien; elle suivait par l'imagination le navire qui le ramenait en France, elle comptait les jours et les heures, elle préparait par avance les termes de la confidence qu'elle voulait lui faire, elle se voyait penchée à son bras, et lui disant : « J'aime M. de Chanzay, et c'est lui que je veux pour époux! » et Adrien lui souriait paternellement; puis, il partait pour Paris, d'où un soir il arrivait tout à coup, ramenant le cher adoré, pour le pousser aux pieds de Clarisse en disant : « Tiens le voilà! il t'aime! » A la pensée de l'embarras qu'elle éprouverait alors, ses joues devenaient brûlantes, et dans sa poitrine l'émotion précipitait les battemens de son cœur. On peut croire qu'obsédée de telles préoccupations Mlle de Neyrolles ne dormait pas toutes les nuits. Son imagination l'emportait loin et haut vers les régions où fleurit l'amour, et où l'on goûte dans toute sa suavité l'ivresse de ses parfums. L'ombre de Jacques de Chanzay évoquée par son cœur venait vers elle; la tendre Clarisse contemplait alors à son gré les regards qui l'avaient troublée, et se laissait bercer par les accens qui tombaient dans son oreille comme l'harmonie d'un chant céleste.

Un matin, après une nuit livrée presque tout entière à l'une de ces longues et douces insomnies, elle se leva de bonne heure, et descendit dans le parc; aux fenêtres du château, les persiennes closes témoignaient que maîtres et domestiques dormaient encore. Elle s'engagea dans une avenue d'ormes à l'extrémité de laquelle commençait la falaise, franchit la barrière et marcha lentement dans la direction de la mer, s'arrêtant parfois pour cueillir une fleur de menthe, un bluet perdu dans les touffes d'herbes, au bord des sentiers marqués à peine dans l'uniformité du terrain, ou pour regarder s'enfuir un oiseau qu'elle venait de surprendre à la pointe d'un chardon. Bientôt elle arriva sur le bord de la falaise, en un endroit où, se creusant en entonnoir, elle s'incline jusqu'à un amoncellement de rochers, coupés brusquement au-dessus de la plage. Mlle de Neyrolles s'assit au haut du talus et demeura là, suivant des yeux l'écume des vagues à la surface de l'Océan, qu'agitait une forte brise. Derrière elle, le soleil montait dans l'horizon. Ses rayons, passant au-dessus du plateau, s'allongeaient comme des flèches d'or sur les flots qu'ils rayaient de longues traînées de lumière. Au loin, au point où une ligne brumeuse tracée entre le ciel et la mer arrêtait brusquement la vue, la fumée d'un paquebot mettait sur la limpidité de l'atmosphère une tache tremblante; une voile blanche fuyait comme un oiseau géant qui de ses ailes aurait caressé l'azur; des mouettes

planaient dans l'immensité et séchaient au soleil leur plumage baigné de rosée. Plus près, à droite et à gauche, les falaises déroulaient jusqu'au Havre la crayeuse blancheur de leurs roches nues, coupées çà et là par les anfractuosités du rivage. La mer était basse; en se retirant, elle avait laissé à sec, entre les écueils chargés de varechs et de mousses marines, des bancs de sable fin, à l'extrémité desquels on apercevait dans l'eau jusqu'à mi-corps et poussant leurs filets les pêcheuses de crevettes, arrachées de leur lit avant le jour par la nécessité de profiter de la retraite du flot pour explorer son domaine.

Clarisse laissait son regard se reposer sur les divers épisodes de ce sublime spectacle et pendant plus d'une heure elle demeura ainsi, plongée dans une somnolence qui la clouait là, sans pensée et sans but, dans un repos qui réparait les fatigues d'une nuit sans sommeil et dominée par une sorte de vision mystérieuse qui lui causait la plus douce béatitude en faisant passer tour à tour devant ses yeux Jacques de Chanzay et Adrien Garnay. Tout à coup, amorti par l'herbe épaisse, un bruit se fit entendre; Mlle de Neyrolles se retourna, arrachée à son paisible repos : Adrien Garnay se tenait debout à trois pas, et souriait en la regardant. Un cri s'échappa de ses lèvres, cri de joie et de surprise qui dut résonner délicieusement dans le cœur du revenant, car il exprimait une forte et profonde tendresse. Il n'avait pas encore parlé, et déjà Clarisse était dans ses bras.

— Vous! vous! Mais d'où sortez-vous? d'où venez-vous? Oh! que je suis heureuse!

Au contact de cette bouche fraîche comme un beau fruit, aux accens de cette chère voix, Adrien éprouvait une exquise émotion augmentée par la confiance qu'il inspirait à l'adorable créature et dont elle donnait en ce moment une preuve visible en se jetant palpitante contre lui, sans se douter que par cette étreinte filiale elle désespérait ce cœur accoutumé depuis longtemps à battre pour elle d'un amour auquel ce qui manquait le plus c'était le caractère de l'affection paternelle.

— Elle ne m'aime pas comme je l'aime, pensa Adrien; elle ne m'aimera jamais ainsi.

Mais il n'eut pas le temps de s'appesantir sur cette pensée; Clarisse l'interrogeait. Elle était pressée de savoir comment il se trouvait près d'elle, subitement, sans être attendu.

— J'ai voulu causer une surprise à vous et à ma mère, répondit Adrien, et j'ai quitté Bordeaux aussitôt après mon débarquement sans la prévenir. J'étais à Fécamp hier au soir; j'y ai dormi quelques heures, et ce matin, à la pointe du jour, je suis parti afin de

me trouver au milieu de vous. En arrivant au château tout à l'heure, comme ma mère dormait encore, c'est vous, ma petite Clarisse, que j'ai voulu faire avertir; mais votre chambre était déjà vide, et j'ai su que vous aviez pris l'habitude de faire de ce côté des promenades matinales : je me suis mis alors à votre recherche, et me voilà.

— Votre mère ignore donc encore que vous êtes ici?

— Elle l'ignore.

— Courons bien vite auprès d'elle, mon cousin ; elle a hâte de vous embrasser.

En disant ces mots, elle prit familièrement le bras d'Adrien et l'entraîna dans la direction de Saint-Martin, non sans remarquer que, pendant l'année qu'il venait de passer hors de France, il avait beaucoup vieilli. Ses joues s'étaient creusées, ses cheveux, qu'il avait très abondans et qu'il portait coupés ras, étaient devenus presque blancs. Sa barbe seule, à peine rayée de quelques poils gris, restait noire, comme le dernier vestige de sa jeunesse expirante. Péniblement émue, Mlle de Neyrolles se garda bien d'en rien laisser paraître, et, de peur d'être devinée, elle se mit à parler avec volubilité, caressante et rieuse. C'est une impression toute contraire qu'éprouvait Adrien en la regardant et cette impression, il ne cherchait pas à la taire. Avec un enthousiasme qui, s'exprimant par une bouche d'homme mûr, surprenait la jeune fille, il s'extasiait librement sur sa beauté, comme l'eût fait un adolescent emporté dans l'ivresse d'un premier amour. Il admirait sa taille souple et robuste, son cou aux fines attaches, ses mains blanches et allongées, son teint éblouissant, ses cheveux bruns négligemment jetés dans un filet invisible sous son chapeau de paille et qui roulaient dans son dos avec des reflets que les jeux de la lumière doraient et bleuissaient tour à tour. Il ne se lassait pas de contempler la pureté de ses traits, le dessin de son front, ses lèvres roses, ses yeux à la fois candides comme ceux d'un enfant innocent et langoureux comme ceux d'une femme dont une brûlante passion a touché le cœur.

— Que vous êtes embellie! lui disait-il. Que de grâce vous portez en vous!

Il lui parla longtemps sur ce ton. Elle l'écoutait, étonnée et un peu confuse de l'entendre se complaire à ces flatteries dont elle ne suspectait pas la sincérité, mais qu'elle n'attendait pas de lui et qui ressemblaient trop au langage que dans ses rêves lui tenait Jacques de Chauzay. A deux ou trois reprises, elle voulut l'arrêter, mais ce fut en vain. Alors, dégageant doucement son bras qu'il tenait sous le sien, elle se pencha pour cueillir une touffe de chèvre-

feuille, perdue dans les broussailles qui longeaient le chemin resserré en cet endroit entre les murs gazonnés de deux fermes, et lui dit avec un sourire :

— Puisque vous voulez continuer, mon cousin, laissez-moi cueillir un bouquet derrière lequel je pourrai cacher ma rougeur.

Sous ces paroles devina-t-il un reproche? Il est permis de le croire, car il s'interrompit et murmura, entraîné par une sensation plûs forte que sa volonté :

— Pardonnez-moi, chère enfant, mon cœur déborde; il y a si longtemps que je vous ai vue, et je vous aime tant!

Elle se trouva contre lui, et deux lèvres fièvreuses déposèrent un baiser sur ses cheveux. Après une longue séparation, une étreinte aussi passionnée peut s'expliquer, et Clarisse n'en aurait pas été troublée, si en levant les yeux sur Adrien elle n'eût deviné, à la pâleur et au tremblement de ses lèvres, l'émotion à laquelle il était en proie. Interdite, inhabile à lire dans cette âme qui lui revenait plus éprise encore qu'autrefois et dont la préoccupation venait de se trahir, elle comprenait cependant que la confiance tranquille qui régnait durant les années précédentes entre elle et son cousin était maintenant menacée. Ils se remirent en route entre des blés dont les épis d'or, balancés par la brise marine, s'inclinaient devant et derrière eux. Adrien recouvra bien vite son calme, et Clarisse se sentit rassurée quand il lui dit :

— Avez-vous été heureuse pendant mon absence?

— Rien n'a manqué à mon bonheur, si ce n'est vous.

— Vous m'aimez donc un peu?

— Je serais bien ingrate si je ne vous aimais pas après tout ce que vous avez fait pour moi. Vous m'avez créé une existence bénie, vous m'avez rendu une mère, vous m'avez donné un ami fidèle... Qu'il ne parte plus, cet ami, qu'il cesse d'aller au loin, en laissant derrière lui deux cœurs qui le pleurent, et je serai bien heureuse.

— Il dépend de vous qu'il se fixe à jamais à vos côtés, reprit Adrien.

— De moi! s'écria Clarisse; parlez vite alors, que faut-il faire? Le talisman qui doit vous retenir ici est-il en ma puissance?

Elle le regardait de ses grands yeux limpides dont l'expression arrêta le cri qui allait lui échapper. Il n'osa s'expliquer plus clairement.

— Nous causerons de ces choses un peu plus tard, Clarisse, fit-il; si j'ai quelque confidence à vous faire, je sais bien qu'elle tombera dans une âme disposée à l'accueillir.

— Oui, certes répondit-elle, d'autant mieux disposée que cette âme elle-même a son mystère et veut vous le révéler.

— Un mystère! vous, mon enfant... dites vite.

Elle était rouge comme une cerise. Elle balbutia...

— Nous avons le temps... rien ne presse.

— Je le devine votre mystère, fit-il très ému. Dans la foule de ceux qu'a enchantés votre beauté, vous aurez remarqué quelque beau jeune homme...

— Je ne sais s'il est beau, je ne sais s'il est jeune, mais il est bien vrai que je l'aime.

Une pâleur subite défigura Adrien Garnay et mit à nu si vivement son angoisse que Clarisse, frappée au cœur, eut la révélation soudaine du secret auquel il venait de faire allusion.

— Juste ciel! il m'aime! pensa-t-elle épouvantée.

— Son nom? demandait Adrien.

Ce nom, elle n'eut pas le courage de le prononcer, et sa présence d'esprit lui dicta une autre réponse que la réponse que sollicitait son cousin.

— Je vous le ferai connaître quand vous-même vous m'aurez révélé le secret dont vous m'avez parlé, dit-elle d'une voix brisée.

Ils arrivaient au château, et, sans ajouter une parole, ils se séparèrent. Clarisse courut s'enfermer dans sa chambre, afin de cacher l'indicible terreur qui s'était emparée d'elle, tandis qu'Adrien se rendait auprès de sa mère, en essayant de dominer le trouble violent qui l'agitait.

La baronne venait d'apprendre l'arrivée de son fils. Toute bouleversée, elle s'était habillée à la hâte pour le recevoir, et avant même qu'il eût franchi le seuil de son appartement, elle était entre ses bras, rendue muette par l'excès d'un bonheur si soudain. Après les premiers baisers, elle l'entraîna, le fit asseoir sur un canapé à ses côtés, et alors seulement elle fut assez maîtresse d'elle pour l'interroger. Elle voulait savoir pourquoi il était arrivé à l'improviste, sans la prévenir. N'était-il pas malade? Avait-il pris la résolution de renoncer à ces voyages qui causaient à sa mère tant de cruelles angoisses? Ne voulait-il pas se consacrer à elle désormais? N'avait-il pas fait d'assez nombreux sacrifices à la science? Et les questions, sur ses lèvres tremblantes, se pressaient, se multipliaient, et Adrien ne pouvait placer un mot. Quand il put enfin parler, il rassura sa mère, en lui promettant de ne plus partir.

— Je serai tout à vous maintenant, ô la meilleure et la plus chère des amies. J'ai payé d'un prix bien lourd la conviction que rien de ce que peut donner la science ne vaut la douceur des tendresses maternelles.

Tandis qu'il parlait, elle le dévorait des yeux, et, frappée comme Clarisse par les changemens survenus en lui, elle dit : — Comme tu es maigre et pâli, mon enfant! Ah! je ne te quitte plus. Mes soins te sont désormais nécessaires. C'est trop affronter la fatigue

et le péril; ils auraient raison de toi. Ta place est ici pour toujours.

Et de nouveau elle l'embrassait, et il sentait le secret de son amour gonfler son cœur jusqu'à le faire éclater.

— Ce ne sont ni les périls ni les fatigues qui m'ont fait tel que me voilà, ma mère, reprit-il tout à coup.

— Qu'est-ce donc alors?

— Ah! chère maman, je suis bien malheureux!

Ses genoux fléchirent, et, comme lorsqu'il était petit, il posa sa tête sur le sein maternel, qu'il mouilla de ses larmes.

— Malheureux! toi! s'écria la baronne alarmée; mais, parle, parle-moi, mon fils; je veux savoir...

— Eh bien! oui, vous saurez tout.

Il fit l'aveu de son amour, de cet amour profond et fort qui, depuis deux ans, était l'unique souci de sa vie. Il adorait Clarisse, il ne pouvait vivre sans elle. C'était une passion implacable, folle, il le savait bien; mais qui dominait sa raison et qu'il était hors d'état de vaincre. Elle réclamait impérieusement une satisfaction; mais, d'autre part, il savait bien qu'il etait trop vieux pour devenir l'époux de Clarisse, que jamais la radieuse jeunesse de cette créature accomplie ne s'allierait à la maturité d'un homme qu'elle ne pouvait aimer que comme un père...

— Tu te trompes, mon enfant, interrompit tout à coup la baronne; le rêve que tu as caressé n'est pas irréalisable.

Et, à son tour, elle décrivit la tristesse de Clarisse, ses préoccupations, son mutisme, puis sa joie quand elle avait su qu'Adrien rentrait en France; mais il secouait la tête.

— Non, vous vous êtes fait illusion, ma mère; ce n'est pas mon absence qui causait ses tourmens. Elle aime, elle aime passionnément; elle me l'a dit, et quand j'ai tenté de connaître le nom de celui qui occupe ses pensées, elle a refusé de répondre.

— Mais c'est toi qu'elle a voulu désigner! s'écria triomphalement la baronne, qui étayait sur ses observations et ses remarques un roman plus conforme à ses désirs qu'à la réalité. Elle ne pouvait parler plus clairement, la chère mignonne, ni se jeter à ta tête sans savoir si tu partageais ses sentimens.

— Croyez-vous, ma mère? demanda Adrien ébranlé.

— Je ne crois pas; je suis sûre de la vérité de mes affirmations. Au surplus, aujourd'hui même nous saurons à quoi nous en tenir, car j'interrogerai Clarisse.

— Et si vous vous êtes trompée, si ce n'est pas moi qu'elle aime!

La baronne garda le silence, les yeux baissés et pensive.

— La reconnaissance lui dictera son devoir. Elle nous doit tout.

— Qu'elle m'épouse quand son cœur est à un autre! Je n'accepterai pas ce sacrifice.

— Mon enfant, tu as commencé par dire que tu ne peux vivre sans Clarisse! répliqua gravement la baronne. A ton âge, on ne parle pas à la légère, et, quand tu m'as tenu ce langage, tu étais sans doute sincère. Il s'agit donc ici, non peut-être de sauver ta vie, mais du moins de t'épargner la plus cruelle douleur. Je ne veux ni te perdre ni te voir malheureux, et Clarisse ne le veut pas davantage. J'ai encore l'espoir que c'est toi qu'elle aime; mais, si mon espoir devait être déçu, si j'avais à trembler pour le bonheur de l'un de mes deux enfans, je connais assez la grandeur d'âme de la chère petite pour pouvoir assurer qu'elle saurait s'immoler au tien, lequel est aussi le mien, et se résigner à son sort. Et après tout elle ne serait pas bien à plaindre. Tu as, à la vérité, vingt-deux ans de plus qu'elle, mais tu lui apportes un cœur que les passions n'ont pas même effleuré et à la jeunesse duquel elles n'ont rien pris. Ce n'est pas comme une aumône qu'elle t'accorderait sa tendresse et que tu devrais en jouir, mais comme un bien que tu as mérité et dont tu es digne autant que les plus dignes.

En parlant à son fils ce langage dont toutes les mères comprendront l'égoïsme, la baronne était sincère. Il était dans son rôle de ne voir que les nobles et incontestables qualités d'Adrien, de ne tenir aucun compte des dispositions de sa fille adoptive, des aspirations d'un jeune cœur, et de se figurer que ce qu'il y avait de disproportionné dans l'union qu'elle souhaitait serait aisément compensé pour Clarisse par l'étendue de la tendresse qui s'offrait à elle. C'est sous l'empire de ces pensées qu'elle se rendit auprès de Mlle de Neyrolles qu'elle voulait interroger et initier à ses inquiétudes maternelles. Hélas! celle-ci n'avait plus rien à apprendre. Ce qu'elle savait du mal que cause l'amour dans un cœur méconnu ou qui n'ose avouer ce qu'il pense avait suffi pour éclairer son esprit et lui révéler les secrètes anxiétés d'Adrien. Elle connaissait pour les avoir subis le trouble, l'émotion, l'angoisse, qu'il n'avait pas su lui taire, et sa propre expérience lui permettait de lire dans l'âme de son cousin aussi clairement que dans la sienne. Elle était anéantie par sa découverte.

— Il m'aime comme moi j'aime Jacques! se disait-elle.

Et cette constatation d'un fait désormais indéniable lui causait le chagrin le plus amer. Que répondrait-elle à Adrien quand, au nom des innombrables bienfaits qu'il avait répandus sur elle, il viendrait lui demander de le rendre heureux en lui accordant sa main? Bien qu'ignorant encore quelle force l'âge donne à nos passions, elle comprenait que celle d'Adrien ne pouvait être ni banale ni

passagère, qu'elle vivrait autant que lui-même et qu'y répondre par un refus, c'était vouer le malheureux à une douleur éternelle dont sa mère subirait le contre-coup. Mlle de Neyrolles se trouvait donc en présence d'un grand sacrifice à accomplir, et, pour la première fois, partagée entre les nécessités d'un devoir impérieux et les exigences d'un amour à qui elle s'était donnée tout entière. Quand Mme Garnay entra dans sa chambre, cette lutte cruelle n'avait pas pris fin, car, atteinte dans son bonheur à l'heure où elle en croyait la réalisation assurée, Clarisse se révoltait contre la fatalité qui menaçait de l'écraser. La présence de la baronne apaisa tout à coup ses révoltes, elle sentit qu'elle touchait à la crise décisive de sa vie, qu'on venait lui demander le sacrifice de son amour et qu'elle tenait dans ses mains le destin de son cousin comme le repos de sa bienfaitrice. Avec un héroïsme qui n'eut pas de témoins et qui devait rester ignoré, elle abdiqua tout désir qui serait contraire au désir d'Adrien, toute volonté qui ne serait pas conforme à celle de la baronne, et elle attendit.

— J'ai à te parler de choses graves, ma fille, dit Mme Garnay en s'asseyant, violemment émue et comprenant peut-être, en présence de cette enfant si jeune et si belle, combien imprudente et cruelle était la proposition qu'elle venait lui faire.

— Parlez, chère tante, répondit Clarisse, essayant de sourire.

— Ma chère petite, mon fils demande ta main. Il t'aime; il dit qu'il mourra si tu la lui refuses, et alors, tu comprends, plutôt que de le perdre...

La baronne dit ces mots rapidement, d'un trait; puis elle s'arrêta, étreinte par une émotion qui étranglait sa voix dans sa gorge, activait les battemens de son cœur, et elle fondit en larmes. Elle avait préparé tout un beau discours éloquent et persuasif pour plaider la cause de son fils et décrire le tableau du bonheur qu'il préparait à sa femme; mais elle dut renoncer à le faire entendre, car la tristesse empreinte sur les traits de Clarisse lui montra sur-le-champ qu'elle s'était trompée en supposant que celle-ci aimait Adrien.

— Miséricorde! s'écria-t-elle tout à coup en voyant Mlle de Neyrolles pleurer aussi sans répondre, tu refuses! Alors tout est perdu.

— Non! non! je ne refuse pas, répondit vivement Clarisse en se jetant à ses pieds. Apaisez-vous, ma chérie, je serai toujours l'enfant docile que vous avez élevée, toujours prête à vous obéir. Comprenez seulement ma surprise. Je n'étais pas préparée à la démarche de mon cousin. J'avais peut-être caressé d'autres rêves, ajouta-t-elle en baissant la voix.

— Quel est donc celui que tu aimes? demanda timidement la

baronne en essuyant ses yeux, apaisée déjà par la résignation spontanée de Mlle de Neyrolles.

— A quoi bon le nommer? Puisque je ne dois plus le connaître, autant l'oublier dès à présent.

Ce fut dit si simplement que, sous la mélancolie de ce timide regret, Mme Garnay ne devina pas la grandeur du sacrifice. Elle crut que l'amour auquel Clarisse avait fait allusion n'était que le fruit d'un caprice, éclos dans une imagination romanesque, sans racines dans le cœur.

— Soit, ne le nomme pas, fit-elle soulagée: j'aime mieux ne pas le savoir; seulement il serait nécessaire d'être plus discrète encore envers Adrien, car, s'il soupçonnait qu'avant d'apprendre qu'il t'aime tu avais conçu des projets auxquels il était étranger, il craindrait de t'imposer une épreuve trop cruelle et préférerait renoncer à toi. Et alors il en mourrait!..

— N'ayez nulle crainte, chère mère, reprit Mlle de Neyrolles avec effort; vous serez contente de moi.

— Que Dieu te rende en bonheur ce que tu fais pour mon fils, dit la baronne toute attendrie en embrassant Clarisse. Moi je te le rendrai en tendresse, et Adrien te le rendra en un éternel amour.

Clarisse ne revit son cousin qu'à l'heure du déjeuner. Pendant le repas, elle offrit un front si calme aux regards inquiets qu'il dirigeait de son côté, comme s'il eût voulu sonder son cœur, qu'il ne vit rien du désespoir qui grondait au fond d'elle et dont elle refoulait courageusement l'éclat. Au moment où l'on quittait la table, elle sortit et, sur un signe d'elle, il la suivit dans le parc.

— Il est donc vrai que vous m'aimez? demanda-t-elle, quand ils furent seuls.

— C'est vrai! fit-il humblement.

— C'est sans doute à la confidence de cet amour que vous faisiez allusion ce matin?

— Vous l'auriez compris à mon trouble, si vous aviez l'expérience des angoisses qu'un tendre sentiment déchaîne en nous.

Elle les connaissait bien ces angoisses : elle en avait déjà souffert; mais elle se garda bien d'en faire l'aveu. D'une voix qui tremblait un peu, elle dit :

— Eh bien, mon cousin, je vous avouerai maintenant ce que je vous aurais avoué ce matin, si vous aviez été un peu plus explicite, c'est que je suis fière que vous m'ayez jugée digne de porter votre nom et d'être associée à votre vie. Je m'efforcerai de contribuer à votre bonheur.

Averti par sa mère, Adrien s'attendait à cette réponse. Il en fut ému cependant au point de ne pouvoir d'abord prononcer une parole. Il prit dans ses mains les mains de Clarisse : elles étaient gla-

cées ; mais il ne s'en aperçut pas. Il les couvrit de ses baisers, fiévreusement, et elle le laissa faire avec docilité, commençant déjà l'apprentissage de l'existence à laquelle elle se résignait pour le rendre heureux. Au bout de quelques instans, il ajouta :

— Ce matin, vous aussi vous parliez d'un secret que vous vouliez me confier, vous faisiez allusion à quelqu'un distingué par vous, aimé déjà; vous deviez le nommer plus tard.

— N'avez-vous pas deviné son nom? fit-elle les yeux baissés.

— Est-ce bien vrai? Ah! Clarisse, soyez sincère, et ne vous croyez pas liée par la reconnaissance au point de me sacrifier vos désirs. S'ils ne sont pas conformes aux miens, dites-le moi : je sais ce que m'impose mon âge, je serai vaillant... Je repartirai, et à mon retour...

Elle lui mit la main sur la bouche :

— Je ne vous ai pas donné le droit de douter de ma parole.

— C'est que j'ai tant de peine à croire à mon bonheur!

— Croyez-y, Adrien, et jouissez-en sans crainte.

Alors il fut à ses pieds, et cette fois elle entendit les accens de la passion, telle qu'elle éclate dans un cœur parvenu à l'âge où les sentimens sont puissans et immuables. Elle se laissa d'abord bercer complaisamment par ces paroles ardentes qui résonnaient à son oreille pour la première fois; elle fermait les yeux, et se figurait que celui qui lui parlait ainsi était mince, blond et pâle, beau de jeunesse et de grâce, et qu'il se nommait Jacques de Chanzay. Mais l'illusion ne pouvait être de longue durée et cessa; alors Clarisse ressentit une grande lassitude, comme si son héroïque mensonge eût épuisé ses forces, il lui semblait qu'elle allait défaillir. Elle murmura : — Assez! assez! éloignez-vous, je vous en prie; laissez-moi, — et, pour atténuer ce que cette prière pouvait contenir de cruel, elle ajouta : — Il faut être indulgent, je ne suis pas faite au langage que vous me tenez.

Adrien se releva, tout enivré de son bonheur.

— Oui, je m'éloigne, soyez calme, ma chère aimée, apaisez-vous!

Elle demeura immobile, clouée à cette place, presque écrasée par le baiser qu'avant d'obéir il venait de laisser tomber sur son front. Puis, se voyant seule, elle laissa éclater sa peine trop longtemps contenue, se jeta sur le sol, et, le front dans ses mains ouvertes sur l'herbe, elle pleura librement. Mais ces larmes ne pouvaient rien contre l'énergie de sa résolution, et le mois suivant Mlle de Neyrolles épousa le baron Adrien Garnay.

LOUIS REYNALD.

(La dernière partie au prochain n°.)

L'EMPIRE DES TSARS

ET LES RUSSES

V.

L'ADMINISTRATION.

II.

LA CENTRALISATION, LA BUREAUCRATIE ET LA POLICE (1).

« Ce n'est ni la France ni l'Angleterre qui ont vaincu la Russie en Crimée, c'est l'administration russe. » Ainsi s'exprimait aux débuts de la guerre actuelle une des feuilles les plus en vogue de Saint-Pétersbourg (2). La Russie a fait bien des progrès depuis l'inutile et meurtrier siége de Sebastopol : aucun peuple moderne, l'Italie et le Japon exceptés, n'a fait un tel pas en moins d'un quart de siècle ; les anciens reproches contre l'administration russe n'en ont pas moins recommencé avec la nouvelle guerre d'Orient.

Aujourd'hui, comme il y a une vingtaine d'années, à l'étranger aussi bien qu'en Russie, les échecs temporaires des armes du tsar en Bulgarie et en Arménie ont souvent été attribués aux défauts ou aux vices de l'administration impériale. L'ignorance et la corruption administratives ont de nouveau été signalées comme les causes se-

(1) Voyez la *Revue* du 1er avril, du 15 mai, du 1er août, du 15 novembre, du 5 décembre 1876, du 1er janvier, du 15 juin et du 1er août 1877.

(2) Le *Golos*, suspendu pendant quelques semaines en punition de cet article.

crètes de l'étrange faiblesse et des défaillances inattendues du grand empire slave. Pour nombre d'esprits enclins aux conclusions hâtives, l'été de 1877 avait mis définitivement à nu l'incurable débilité du colosse du nord. La promptitude des Russes à se relever de leurs premiers insuccès, leur vigueur à reprendre l'offensive en Asie comme en Europe, ont montré ce qu'il y avait d'erreur ou d'exagération dans un pareil diagnostic. L'étude de l'administration impériale n'en fait pas moins connaître quelques-unes des graves difficultés contre lesquelles doit aujourd'hui lutter le gouvernement de Saint-Pétersbourg. Tout se tient en effet dans les états comme dans les corps vivans, et les défauts d'une administration civile peuvent avoir sur les champs de bataille un retentissant contre-coup (1).

I.

L'administration est d'autant plus malaisée qu'un pays est plus grand et que la population y est moins dense. Les dimensions de l'empire russe et le chiffre relativement faible de ses habitans annoncent les obstacles qu'y rencontre une administration régulière. Dans un état qui couvre une moitié de l'Europe et une motié de l'Asie, il semble que le pouvoir central doive être contraint de réduire sa tâche et de renoncer à toutes les fonctions dont les distances le rendent incapable. L'orbite du pouvoir impérial est si vaste qu'il paraît hors d'état de porter partout les yeux, d'étendre partout la main. La difficulté est d'autant plus grande qu'au lieu d'occuper le centre géographique de l'empire, la capitale est reléguée sur la circonférence. Dans un tel État, avec une capitale ainsi placée, la centralisation administrative paraît un contre-sens, presque une impossibilité. Or nulle part peut-être la centralisation n'est plus ancienne, plus invétérée, plus excessive que dans ce pays qui semble si peu fait pour elle. Un examen attentif explique les causes de cette apparente contradiction des mœurs nationales et de la nature des choses.

« De Perm à la Tauride, des rocs glacés de la Finlande à la brûlante Colchide, des tours ébranlées du Kremlin à la muraille de la Chine immobile (2), » toutes les affaires viennent aboutir aux bureaux des massifs palais des quais de la Néva. Les deux versans du Caucase, réunis sous le titre de *lieutenance* (*namêsnitchestvo*), en une sorte de vice-royauté, échappent seuls presque entièrement à cette

(1) Sur l'armée et le système militaire de la Russie, voyez la *Revue* du 15 juin 1877.

(2) . . . . . Ot Permi do Tavridi,
Ot Sinskikh kalalakh skal do pammennoi Kolkhidi, etc.,

vers de Pouchkine.

étroite tutelle du centre excentrique de l'empire. L'énormité des distances, les rigueurs du climat, la diversité des races et des mœurs, n'en ont pu complétement affranchir les solitudes de la Sibérie, ni même les steppes du Turkestan à peine conquis et séparé de la Russie par des déserts plus difficiles à franchir que les mers. Le royaume de Pologne, dépouillé petit à petit des derniers restes de son autonomie, n'est plus qu'une province frontière, une *Oukraine* russe, gouvernée et administrée des chancelleries de Saint-Pétersbourg. Les provinces à demi germanisées de la Baltique perdent un à un leurs priviléges séculaires; la centralisation étend partout ses bras et promène son niveau uniforme jusqu'aux confins de l'empire. Ni l'éloignement, ni les traditions historiques ou les différences de nationalité ne bornent cette domination de la bureaucratie pétersbourgeoise; les infiniment petits, les communes rurales sont, grâce à leur petitesse même, seules un peu à couvert de cette tutelle universelle (1).

Bien qu'atténuée par les dernières réformes, cette centralisation russe est encore d'une rigueur, d'une minutie excessives. Dans les plus insignifiantes comme dans les plus grandes choses, c'est le pouvoir central qui commande, qui défend, qui permet. L'autorisation des ministres, l'approbation du conseil de l'empire, le nom et la signature de l'empereur figurent dans les plus minces affaires. Comme en France, comme en tout pays centralisé, le gouvernement est censé posséder le don d'omniscience et le don d'ubiquité; aucun détail ne lui doit échapper. Les actes de la bienfaisance privée lui sont soumis comme le reste. D'une extrémité de l'empire à l'autre, on ne peut fonder une bourse dans une école, un lit dans un hôpital, sans l'intervention solennellement enregistrée de l'état et de l'empereur. Le *Messager officiel* et le *Bulletin des lois* sont journellement remplis de mentions de ce genre : « Le 15 mai, sa majesté l'empereur a daigné accorder son assentiment à la création dans les hospices de la ville de Nijni-Novgorod de quatre lits destinés à des vieillards au moyen d'un capital de 6,300 roubles légués par Mme Catherine D..., veuve du général D... Le même jour, sa majesté a daigné accorder son assentiment à la création 1° d'une bourse au premier gymnase de Kazan, au capital de 5,000 roubles légués par la veuve du conseiller de cour P...; 2° d'une bourse à l'école de garçons de P..., au moyen d'un capital de 300 roubles pris sur les recettes de cette localité; 3° d'une bourse au gymnase des jeunes filles de Théodosie (Crimée), au moyen de deux billets de l'emprunt intérieur à primes, offerts par le vice-amiral S..., en

(1) Le grand-duché de Finlande, qui est moins une province russe qu'un état annexe de l'empire, conserve une administration indépendante.

souvenir de sa fille; 4° de cinq bourses d'externes au gymnase d'Omsk (Sibérie), etc. (1). » Comme aujourd'hui ces fondations scolaires ou hospitalières, en mémoire de personnes défuntes ou d'anciens fonctionnaires appelés à de nouveaux postes, sont en Russie d'un usage journalier, ces créations de la piété envers les morts ou de la flatterie envers les vivans remplissent fréquemment de longues colonnes du *Bulletin des lois*. Ce qui est plus singulier, c'est que dans la feuille officielle ces minuscules autorisations figurent souvent au milieu des décisions les plus importantes pour le gouvernement, la justice ou l'armée, car aux yeux vigilans d'une administration qui veut tout contrôler, grandes et petites choses se trouvent involontairement ramenées aux mêmes dimensions, ou mieux il n'y a point d'affaires assez humbles pour être abandonnées au libre arbitre et au caprice des localités.

Cette centralisation bureaucratique pénètre dans tous les domaines, dans celui de l'art ou de la science comme dans celui de l'administration et de la bienfaisance. Avant les réformes de l'empereur Alexandre II, cette prétention de tout régler, de tout décider de loin, était plus forte encore. Aucun édifice public par exemple, église de campagne ou école de village, n'était construit sans un plan envoyé de Pétersbourg; s'il avait été possible, on eût expédié de la capitale les monumens mêmes. Du temps de l'empereur Nicolas, il y avait pour chaque classe d'édifices trois ou quatre types ou modèles, approuvés par le souverain : l'administration centrale décidait lequel de ces types officiels devait être adopté; l'on s'explique ainsi le peu de variété des monumens publics en province (2). Sous les empereurs modernes comme sous les tsars et les grands princes du moyen âge, l'empire russe était gouverné à la façon d'un domaine privé, où rien ne peut être remué, rien ne peut être élevé ou abattu, sans un rapport au maître et sans l'autorisation du propriétaire.

De quelles causes dérive cette centralisation, si peu attendue dans un état aussi vaste? En France, la centralisation administrative a été surtout l'œuvre de l'histoire, l'œuvre de la politique et de la monarchie; en Russie, c'est avant tout l'œuvre de la nature et du sol même. Contrairement à toutes les apparences, ces immenses plaines de l'Europe orientale étaient faites pour la centralisation administrative, en même temps que pour l'unité politique. La Russie y était prédestinée par le défaut de limites nationales, le manque de frontières militaires ou de remparts naturels, aussi

(1) Ces exemples sont textuels et pris au hasard dans un grand nombre.

(2) Voyez, sur la centralisation, les spirituelles lettres, écrites de Russie par M. de Molinari lors de l'émancipation des serfs (1860) et récemment réimprimées, 1re édit., p. 201-218.

bien que par le défaut de limites provinciales, le manque de murailles ou de cloisons intérieures. Les causes qui ont empêché sur le sol russe la formation ou la durée d'états indépendans, de principautés particulières, y ont entravé la formation d'individualités provinciales, et étouffé les penchans autonomistes. En dépit de sa grandeur, aucun pays de l'Europe n'est physiquement plus compacte et géographiquement plus uni (1). En aucun pays, les existences régionales et la vie locale n'ont été à ce point privées de tout cadre, de tout abri, de tout berceau naturel. A cet égard, la Russie contraste d'une manière frappante avec le grand empire musulman, son voisin d'Europe et d'Asie.

Le principe de variation, d'individualisation, qui manquait au sol, ne s'y pouvait rencontrer que dans les populations elles-mêmes, dans leur origine, leur nationalité, leur religion. Or, ici encore, les apparences sont trompeuses; la Russie a beau compter sur son territoire un nombre presque infini de peuples et de tribus, le peuple russe est essentiellement un et homogène. Nul peuple peut-être n'a, malgré la diversité de ses origines, une telle cohésion nationale, aucun n'a une aussi nette conscience de son unité. A ce point de vue encore, rien ne diffère plus de la Turquie que la Russie. Chez cette dernière, les peuples d'origine étrangère épars au milieu du peuple russe ou répandus autour du centre national n'en détruisent point l'unité. Finnois, Lettons, Polonais, Roumains, Tatars, Arméniens, ces populations hétérogènes qui entourent la vieille Moscovie n'en altèrent pas l'homogénéité : sous l'écorce lamelleuse du chêne se retrouve le cœur du bois, à la fibre compacte. Le puissant noyau historique de l'empire moscovite, le peuple de la Grande-Russie, ne montre pas seulement dans sa langue, dans sa religion, dans ses mœurs, une unité, une cohésion qui ne se rencontre peut-être nulle part ailleurs en dehors de la Chine, il montre partout, dans la vie privée comme ailleurs, une absence d'individualisme et de variété qui amène une absence de provincialisme. Le sentiment de l'unité nationale, si vivace chez lui, a une forme en même temps qu'une force particulière. Aux yeux de l'homme du peuple, la Russie est moins un état, une nation qu'une famille. Cette conception patriarcale semble presque aussi ancienne que la Russie même; elle remonte à l'époque des apanages, et n'a fait que se propager et s'affermir à travers la domination tatare et l'unité moscovite. De tous les peuples de l'Europe, le Russe est probablement celui qui a le moins d'attachement pour la terre natale, le moins d'esprit local et de préjugés de clocher : son goût pour les pèlerinages, pour les voyages, pour le commerce errant, est un des signes de ce penchant

(1) Voyez à ce sujet la *Revue* du 15 août 1873.

homme du peuple à étendre ses pensées ou ses affections jusqu'aux limites de la patrie, au lieu de les borner à l'étroit horizon de sa province. Il n'est pas besoin de montrer combien une telle ampleur de la conscience nationale a pu faciliter la centralisation administrative.

La centralisation a été préparée par le sentiment de l'unité russe; elle a été fortifiée par les nombreuses annexions qui semblaient en devoir rompre ou relâcher les mailles. Les acquisitions successives du tsar Alexis, de Pierre le Grand, de Catherine II, d'Alexandre Ier, qui à la vieille Moscovie venaient rattacher des pays plus ou moins étrangers par l'origine, l'idiome ou la civilisation, ces énormes acquisitions, qui vont de l'Océan-Glacial à la Mer-Noire et de la Baltique au cœur de l'Asie, faisaient de la centralisation une nécessité politique. Plus l'empire s'étendait et plus il fallait resserrer le nœud qui liait au vieux centre historique toutes ces conquêtes diverses, toutes ces provinces plus ou moins centrifuges. La centralisation, née de l'unité du peuple dominant, a été ainsi renforcée par la variété des provinces soumises. Deux causes opposées ont abouti au même terme.

L'histoire de la formation de l'état russe est l'histoire même de la centralisation tsarienne. Une fois unifié par la politique des grands princes de Moscou, ce pays, ouvert de tous côtés, exposé pendant des siècles aux invasions de tous les peuples, ne pouvait rester indépendant qu'en laissant toutes ses forces ramassées dans une seule main. Les longues luttes contre l'Occident et l'Orient, contre l'Europe et l'Asie, qui semblaient se disputer cette zone intermédiaire, ont accéléré la concentration des pouvoirs, qui est un des caractères historiques de la Russie. A ce titre, la centralisation et le pouvoir absolu, qui, là comme ailleurs, marchaient de pair, ont longtemps été pour elle une condition d'existence. Des écrivains russes comme Herzen, des écrivains de la Petite-Russie surtout, comme l'historien Kostomarof, ont soutenu que la centralisation était contraire au génie slave, selon eux naturellement porté au fédéralisme (1). Peut-être cela est-il vrai des Slaves de l'ouest ou des Slaves du sud, cela ne l'est certes point des Russes, des Grands-Russes au moins. La nature et l'histoire les ont également façonnés depuis des siècles à la centralisation ; s'ils lui ont dû la perte de toute liberté politique, ils lui doivent peut-être d'être seuls

(1) Cette thèse de Herzen se rencontre par exemple dans *le Peuple russe et le socialisme*, p. 18. Kostomarof exprime des idées plus ou moins analogues dans ses études sur l'histoire nationale. L'éminent historien considère par exemple la période des apanages comme une manifestation spontanée des instincts fédéralistes du slave russe avant la domination moscovite.

de tous les peuples slaves demeurés en possession de leur indépendance nationale.

Les causes sociales et économiques ont concouru à la même œuvre que les causes naturelles et politiques. La faiblesse de l'élément urbain, le manque, en dehors de la région baltique, de grandes cités capables de servir de centre de vie locale, n'ont pas été pour peu de chose dans les habitudes administratives d'un état qui, après la ruine de Novgorod, ne posséda longtemps qu'une seule ville. A cet égard, le nom du pays dérivé du nom de la capitale, est un juste emblème de l'ancienne Moscovie. Le défaut de bourgeoisie dans les villes, l'absence de véritable aristocratie territoriale dans les campagnes, ont été une autre raison de cette centralisation excessive. Également dépourvu de bourgeoisie urbaine et d'aristocratie foncière, le pays était privé des classes ailleurs en possession du gouvernement local et seules capables de le disputer efficacement à la puissance souveraine.

La centralisation et l'autocratie ont eu en Russie les mêmes raisons d'être; elles sont nées des mêmes conditions, et l'on ne saurait dire laquelle a produit ou enfanté l'autre. Toutes deux à la fois, cause et effet, ont réagi l'une sur l'autre, se fortifiant et s'exagérant mutuellement. Toutes deux, intimement unies, ont rendu à la Russie de grands services, toutes deux les lui ont fait payer cher. Il est d'autres nations dont la centralisation administrative et le pouvoir absolu ont fondé l'indépendance ou la grandeur, il n'en est aucune peut-être qui leur doive sa civilisation. Or c'est ce premier des biens dont la Russie moderne est en grande partie redevable à la centralisation en même temps qu'à l'autocratie. Sans la concentration de tous les pouvoirs, sans l'absence de toute liberté régionale, l'œuvre de Pierre le Grand et de ses successeurs eût été impossible, elle eût échoué devant les résistances locales. La centralisation a été le grand instrument de la réforme européenne; grâce à elle, on peut dire que la Russie a été civilisée *administrativement*. Pour le pays, c'était là un dangereux et coûteux bienfait, et pour la centralisation c'était une autre cause de force et de durée. Aux yeux d'un gouvernement civilisateur, le peuple russe n'était qu'un élève auquel il fallait toujours faire la leçon; le maître ne pouvait trop tenir en tutelle le rude et sauvage enfant qu'il avait à former. Plus haute était la mission que lui confiait l'histoire et moins l'administration russe a eu de réserve et de scrupules. Nulle part ce rôle d'éducateur, ce rôle de pédagogue, que les gouvernemens s'arrogent si aisément, n'a pu être pris aussi au sérieux par ceux qui s'en prétendent chargés. L'administration russe, façonnée à l'européenne, put longtemps considérer le peuple qu'elle régentait moins comme une nation de compatriotes qu'en peuple

inférieur, en race indigne de liberté, à peu près comme les Européens regardent les indigènes de certaines de leurs colonies.

L'excès de la réglementation administrative a frappé tout le monde en Russie, mais l'habitude est prise par le pays aussi bien que par le gouvernement. Tous les essais pour substituer l'activité spontanée de la population au mouvement automatique de la bureaucratie n'ont jusqu'ici que médiocrement réussi. Après des siècles d'un semblable régime, il n'en saurait être autrement. Beaucoup des reproches que les bureaucrates font au libre gouvernement local retombent naturellement sur la bureaucratie; si les hommes ne savent pas mieux se conduire, c'est qu'ils ont trop longtemps été conduits.

Une des raisons les plus souvent données en faveur du maintien de la tutelle administrative en Russie, c'est le manque d'hommes éclairés dans les provinces et le manque d'initiative des plus éclairés. C'est là en effet une des causes historiques de la centralisation russe, mais, comme il arrive souvent, le remède a entretenu le mal qu'il prétendait guérir. La centralisation veut suppléer au défaut d'hommes dans l'intérieur des provinces, et elle chasse elle-même des provinces les hommes capables et instruits qui s'y rencontrent; elle fait artificiellement le vide dans l'intérieur de l'empire en concentrant l'intelligence et la richesse dans les capitales. Le grand engin administratif du progrès entrave ainsi, au lieu de l'accélérer, le développement de la culture et de la civilisation.

Ce n'est point tout: la centralisation russe, bien que naturellement sortie des conditions physiques et historiques de l'empire, a rencontré sur le sol et dans l'histoire de la Russie, un double principe de faiblesse et d'inefficacité : deux grands obstacles l'ont arrêtée dans son œuvre, la grandeur matérielle du territoire qu'elle devait régir, l'ignorance du peuple où elle devait recruter ses agens. Ainsi s'explique la fréquente impuissance d'une administration légalement omnipotente. Les moyens d'action, les organes ordinaires de la centralisation lui faisant défaut, la tutelle administrative n'a pu procurer à la Russie tous les biens qu'elle semble devoir assurer. L'autonomie provinciale n'existant nulle part, et la main du pouvoir central ne pouvant atteindre partout, la confusion et l'illégalité ont longtemps pu régner en dépit et sous le couvert même de la centralisation. La lourde machine bureaucratique, imparfaitement montée, était hors d'état de suffire à une tâche immense: l'impulsion du premier moteur, irrégulièrement transmise par des rouages mal combinés, se perdait en route avant d'arriver aux extrémités. Ainsi s'explique comment la Russie a longtemps connu tous les inconvéniens pratiques de la réglementation administrative, sans en avoir en dédommagement tous les avantages.

II.

L'administration russe repose encore sur les bases posées à la fin du XVIIe siècle par Pierre le Grand, consolidées et élargies plus tard par la grande Catherine. L'ancienne administration moscovite était fort simple, toute primitive et rudimentaire, sans rien de régulier ni de systématique. La Russie fut pendant longtemps régie comme un domaine privé, comme une vaste ferme, sans autre loi que la volonté du maître, sans autre règle que les décisions des *voïevodes* ou gouverneurs qui servaient aux tsars d'intendans, et cumulaient tous les pouvoirs civils et militaires. Dans ce gouvernement, plus ou moins paternel et patriarcal, les usages, les traditions, les coutumes locales, tenaient encore une grande place (1). Le servage et la commune rurale simplifiaient du reste étrangement une administration dont la levée des taxes et le recrutement des troupes étaient le principal ou l'unique souci. C'était une administration à l'orientale, sans lois uniformes ni attributions définies. Le gouvernement des *voïevodes* moscovites ressemblait beaucoup à celui des pachas turcs il y a un demi-siècle, avec cette grande différence que, dans beaucoup de régions de la Turquie, en Europe particulièrement, les diversités de race, de langue, de religion, maintenaient une certaine diversité de régime, parfois même une certaine mesure de *self-government*.

Pierre le Grand, ici comme en toutes choses l'imitateur de l'Europe, voulut doter ses états d'une administration régulière à la moderne. Ce fut là une des œuvres principales du réformateur, et entre les diverses tâches par lui entreprises, aucune n'était plus malaisée. Il semblait qu'il n'y eût qu'à emprunter les méthodes et les procédés de l'Occident. Pierre éprouva que les institutions ne se laissent pas si vite transporter d'un pays à l'autre, d'un peuple relativement civilisé à un peuple relativement barbare. Appliquant d'avance les théories du XVIIIe siècle, le tsar révolutionnaire traitait sa patrie comme une table rase sur laquelle il pouvait tout édifier à neuf, conformément aux principes de la science ou aux leçons d'autrui. A la place du chaos des anciennes masures moscovites, Pierre prétendait construire une ville régulière et symétrique, aux rues larges, aérées, tirées au cordeau. Les plans furent rapidement dressés, les rues tracées sur le sol et officiellement dénommées; mais la ville nouvelle demeura longtemps comme un cadre vide, sans maisons et sans habitans. Pierre et ses successeurs manquaient

(1) Sur cette administration, voyez, outre les nombreux historiens russes, les ouvrages de M. Tchitchérine : *Oblastnaïa Outchreïdenia Rossii v XVIIme veké* et *Opyty po istorii russkago prava.*

pour leur œuvre d'une chose essentielle : ils manquaient de matériaux, ils manquaient d'ouvriers.

La centralisation européenne a ses formes propres, elle a un instrument particulier que nous appelons la bureaucratie; c'est cet outil indispensable qui faisait défaut à Pierre le Grand, qui pendant longtemps encore fit défaut à ses successeurs. L'empire russe possédait la centralisation administrative sans en avoir les organes modernes. C'est là une vérité qu'il ne faut pas perdre de vue pour comprendre toutes les contradictions et les anomalies longtemps présentées par la Russie : à la surface, une tutelle administrative excessive; au-dessous, le désordre, l'irrégularité, l'arbitraire. Un système coordonné de fonctions, des institutions plus ou moins ingénieuses peuvent à la rigueur s'improviser, il n'en saurait être de même d'une bureaucratie, d'un corps de fonctionnaires, parce que leur éducation suppose l'éducation même de la nation qu'ils doivent diriger. De là pour Pierre le Grand, de là pour tous ses successeurs, y compris l'empereur Nicolas, une difficulté insurmontable, une cause incessante d'erreurs, de tâtonnemens, de déceptions. La savante machine, importée ou imitée de l'Europe, ne pouvait marcher seule; il ne servait de rien d'en perfectionner ou d'en simplifier les ressorts. Entre des mains inhabiles ou ignorantes, le mécanisme administratif ne pouvait fonctionner avec régularité.

Avant d'examiner les ouvriers chargés de la faire marcher, il convient cependant de connaître la machine elle-même. Au centre est un moteur unique, le pouvoir impérial; tous les rouages n'ont pour fonction que d'en transmettre l'impulsion. Au-dessous de l'empereur autocrate, d'où tout émane, viennent les deux grands corps de l'état : le sénat et le conseil de l'empire. De ces deux corps, le premier, le plus ancien, créé par Pierre le Grand, a été dépouillé d'une bonne partie de ses fonctions et priviléges par le second, institué au début du XIXe siècle. Le *sénat dirigeant*, primitivement doté de toutes les prérogatives conciliables avec le régime autocratique, est aujourd'hui réduit aux attributions judiciaires; ce n'est plus guère qu'une cour de cassation. Le conseil de l'empire (*gosoudarstvenny sovêt*) est une sorte de conseil d'état; fondé sous l'influence de Spéranski par Alexandre Ier, à l'époque et à l'exemple du conseil d'état de Napoléon, le conseil de l'empire en reproduit à certain égard l'organisation (1). En l'absence de tout parlement,

(1) Le conseil de l'empire (*gosoudarstvenny sovêt*) est souvent à l'étranger appelé conseil d'état. Cette dénomination serait excellente si elle n'avait l'inconvénient de prêter à une confusion. L'on sait en effet que les titres de *conseiller d'état*, *conseiller d'état actuel* figurent, dans le *tableau des rangs* de Pierre le Grand, parmi les degrés du *tchine*. Or un homme revêtu de ce titre purement honorifique de *conseiller d'état* (*statski sovêtnik*) ne fait nullement partie de ce qu'on appelle alors conseil d'é-

c'est à ce corps qu'est dévolu le pouvoir législatif. C'est au conseil de l'empire de discuter et de rédiger les lois, à lui d'examiner le budget, à lui de recevoir les comptes-rendus des ministres. Les plus graves questions lui sont soumises; il est composé des plus hauts dignitaires ou fonctionnaires de l'état, mais en toute chose il n'a que voix consultative. Comme le *conseil du roi* de l'ancienne monarchie française, cette assemblée n'est en somme qu'une réunion de simples donneurs d'avis. L'empereur, qui en nomme les membres et en fixe les attributions, ne lui délègue point ses pouvoirs; c'est toujours l'empereur qui décide, alors même que le conseil semble prononcer. L'autocrate n'est nullement lié par les avis de cette assemblée; il les confirme, il les rejette, il les modifie à son gré. L'étude même des lois nouvelles, qui semblerait une des fonctions les plus naturelles du conseil de l'empire, est souvent confiée à des commissions spéciales. Ces grands corps de l'état ne sont, tout comme les simples fonctionnaires, que les agens du pouvoir autocratique (1).

Il en est de même des ministres, entre lesquels se partagent les soins de l'administration. L'érection des ministères est à peu près contemporaine de la fondation du conseil de l'empire; c'est encore là une création de l'empereur Alexandre Ier, qui, ambitionnant le rôle de réformateur, cherchait à donner à la Russie des institutions plus en rapport avec celles des grands états européens. C'est par un *oukaze* de 1802 que ces ministères remplacèrent les *colléges* de Pierre le Grand, qui au fond n'étaient guère que les anciens *prikazes* moscovites remaniés sur le modèle des administrations collégiales en honneur en Occident au temps de la Régence (2). Les dix ministères aujourd'hui existant n'embrassent pas toutes les branches de l'administration, il y a en dehors quelques services indépendans, comme le contrôle de l'empire, dont les chefs ont les fonctions et le rang de ministre. L'empereur a de plus sa chancellerie particulière divisée en quatre sections, dont la troisième est une sorte de ministère de la haute police. Les chefs des départemens ministériels ont d'ordinaire pour collaborateur une sorte d'adjoint ou du sous-secrétaire d'état (*tovarichtch*). Les différens départ-

tes, de ce que nous appelons le conseil de l'empire; ces conseillers n'ont même pas le titre, le rang nécessaire pour y entrer.

(1) Le conseil de l'empire est divisé en trois départemens, comptant chacun sept ou huit membres. Il y a en outre des membres ne siégeant qu'au *plénum*. Ces derniers sont au nombre d'une quarantaine, non compris les ministres, qui sont membres de droit.

(2) Les ministères, dont le nombre a plusieurs fois varié, sont aujourd'hui au nombre de 10 : 1° la cour ou maison de l'empereur, 2° les affaires étrangères, 3° l'intérieur, 4° les voies de communication, 5° les finances, 6° les domaines, 7° la justice, 8° l'instruction publique, 9° la guerre, 10° la marine.

temens forment dans leur mutuelle indépendance comme autant d'états séparés ayant chacun leur armée d'employés, qui parfois entrent en lutte les unes avec les autres.

Si la Russie a des ministres, elle n'a pas encore de ministère au sens politique du mot en Occident. Entre les chefs des différens départemens il n'y a aucune cohésion, aucun lien; il n'y a ni solidarité ni direction commune. Depuis le règne d'Alexandre II, ils se réunissent bien pour délibérer ensemble, mais à ces réunions exigées par les besoins de l'unité administrative, la langue officielle refuse le titre occidental, le titre parlementaire de conseil (*sovêt*). En Russie on dit le *comité des ministres*, et ici les noms ne sont pas sans importance. Les ministres ne sont pas les seuls membres de ce comité; à côté d'eux y siégent le contrôleur de l'empire, les chefs des deuxième, troisième et quatrième sections de la chancellerie impériale, et aussi les présidens des divers départemens du conseil de l'empire. Le comité des ministres est présidé par un personnage que désigne l'empereur et qui lui-même n'est pas ministre : dans ces dernières années, c'était le général Ignatief, cousin du général du même nom, naguère ambassadeur à Constantinople. Ce comité a pour principale mission de discuter les affaires qui doivent être présentées à la sanction impériale, mais les chefs de certains départemens se dispensent parfois de cette formalité et frappent directement au cabinet de l'empereur. N'ayant de responsabilité que devant le souverain, et n'ayant devant lui qu'une responsabilité individuelle, les ministres ne sont en réalité que les secrétaires, on pourrait dire les commis du tsar. Chaque ministre est assisté d'un conseil composé de tous les directeurs du ministère, et chaque directeur a près de lui un conseil analogue formé de tous ses chefs de section. C'est là un système qui se retrouve à tous les degrés de l'échelle administrative.

Avant les récentes réformes, toute l'administration provinciale était organisée sur le type de l'administration centrale. Les circonscriptions administratives de la Russie remontent à Pierre le Grand ou plutôt à Catherine II. Le premier avait partagé l'empire en huit gouvernemens (*gouberniï*); sa fille Élisabeth en porta le chiffre à seize, Catherine II à quarante. Le nombre de ces circonscriptions s'est accru sans cesse, moins avec les conquêtes successives de l'empire qu'avec l'énorme accroissement de la population. Les gouvernemens primitifs de Pierre ou de Catherine ont dû être successivement coupés en deux, parfois en quatre, sans que la moyenne de leurs habitans ait diminué.

La Russie d'Europe compte, en dehors de la Finlande, de la Pologne et du Caucase, une cinquantaine de gouvernemens; le

royaume de Pologne, aujourd'hui privé de son administration particulière, en compte une dizaine d'étendue notablement moindre (1). Ces divisions administratives sont pour la plupart tout artificielles, toutes conventionnelles sans autres raisons d'être que la volonté du pouvoir autocratique, qui a découpé à son gré le territoire de l'empire, sans tenir compte des traditions historiques, ni de l'origine des habitans. A cet égard, les *goubernies* russes ressemblent singulièrement aux départemens français, elles sont le produit du même esprit, des mêmes besoins ou des mêmes habitudes de centralisation. La nomenclature des gouvernemens russes n'a pas du reste les mêmes prétentions scientifiques que celle de nos départemens; elle est beaucoup moins compliquée, chaque gouvernement n'ayant le plus souvent d'autre nom que celui de son chef-lieu. Il n'y a guère d'exception que pour les provinces de l'ouest ou du sud, d'origine étrangère ou d'annexion récente, l'Esthonie, la Livonie, la Courlande, la Podolie, la Volhynie, la Bessarabie, la Tauride. Ces noms historiques suffisent seuls à dénoter une individualité provinciale, d'ordinaire étrangère à la vieille Russie.

Les circonscriptions territoriales de l'empire diffèrent de nos départemens par un point important, les dimensions. Les autorités russes n'ont pas, de même que la révolution française, cherché à fractionner le pays en minces parcelles, comme pour y rendre plus impossible toute velléité d'indépendance de la vie locale. L'état le plus vaste est celui dont les divisions administratives sont les moins nombreuses et les plus peuplées. Les provinces russes varient singulièrement de grandeur selon les régions, le climat, la densité de la population. Les gouvernemens du nord et de l'est, Perm, Viatka, Astrakan, Vologda, Arkhangel surtout, sont aussi vastes ou plus vastes que les grands états de l'Europe occidentale. L'étendue moyenne de chaque province reste encore considérable, elle dépasse celle des petits états de l'Europe centrale, de la Belgique, de la Hollande ou de la Suisse. La population des provinces russes est loin d'être en rapport avec leur étendue, elle serait plutôt en raison inverse; les plus grandes, qui comprennent les solitudes du nord ou les steppes de l'est, sont les moins peuplées : Arkhangel, avec ses 858,000 kilomètres carrés, compte moins de 300,000 âmes. En revanche plusieurs gouvernemens de médiocre étendue, dont le nom est presque ignoré de l'Occident, renferment presque autant

(1) La nomenclature officielle distingue, parmi les provinces de l'empire, les gouvernemens proprement dits (*goubernii*) et les territoires ou régions (*oblasty*) qui n'ont pas encore une organisation complète ou gardent quelques institutions particulières. Le nombre des *oblast*, d'ordinaire situées aux extrémités de l'empire, va du reste en diminuant avec les progrès de la population et de la centralisation.

d'habitans que les vingt-deux cantons suisses. Dans la Russie d'Europe, la population moyenne d'une *goubernie* est de 1,300,000 ou 1,400,000 âmes (1).

Les gouvernemens russes, ceux des frontières au moins, étaient jadis réunis, par groupes de trois, quatre ou cinq, en *gouvernemens généraux*, qui embrassaient ainsi de vastes régions. Aujourd'hui ce mode de groupement n'existe plus qu'en Asie et dans les anciennes provinces polonaises divisées en trois groupes (2). La Nouvelle-Russie, dont la capitale était Odessa, les trois provinces baltiques elles-mêmes, ont récemment perdu ce signe de distinction pour rentrer dans la masse des gouvernemens de l'empire. Cette simplification est une marque des progrès de la centralisation dans la voie de l'uniformité administrative. Les *goubernies* sont partagées en districts (*ouiezdy*) correspondant à nos arrondissemens. Chaque province compte d'ordinaire huit, dix, douze, parfois quinze districts, en sorte que, tout en restant notablement plus étendues que nos arrondissemens, les subdivisions de la province sont relativement moins grandes que les provinces mêmes. Une chose à noter, c'est que dans ces districts, encore plus vastes et même d'ordinaire plus peuplés que nos arrondissemens, le gouvernement central n'a point de représentant direct. En dépit de l'excès de la centralisation russe, il n'y a rien en Russie qui corresponde à nos sous-préfets. L'administration impériale n'est représentée dans les districts que par un simple employé de police (*isprarnik*). Il est vrai que le défaut de constitution politique n'y a pas encore fait sentir l'utilité d'une classe de fonctionnaires qui chez nous sont bien moins des administrateurs que des agens de propagande, ou des agens électoraux.

A la tête de chaque gouvernement est un gouverneur (*gouberna-tor*). Ce fonctionnaire offre beaucoup d'analogie avec l'intendant de notre ancien régime, avec notre préfet d'aujourd'hui. Autrefois, le gouverneur concentrant en ses mains tous les pouvoirs, chaque province était une Russie sur une petite échelle et comme une réduction de l'empire autocratique dont elle reproduisait en petit l'organisation. Comme l'empire, la *goubernie* était régie par un pouvoir unique et pratiquement illimité. Le gouverneur, assisté d'un vice-gouverneur, avait bien à côté de lui un conseil de gouvernement, mais de même que le conseil de l'empire, ce conseil provincial n'a-

(1) Koursk a 2 millions d'habitans, Kief, Poltava, Tambof, Voronège, chacun près de 2,200,000.

(2) Le gouverneur de Moscou est appelé gouverneur-général, mais ce n'est là qu'un titre d'honneur accordé à la vieille capitale. Le gouverneur de Petersbourg était naguère encore en possession du même titre.

vait que voix consultative. Il y avait bien depuis l'impératrice Catherine des assemblées périodiques de la noblesse, il y avait même un comité des finances locales (1), composé des députés de la noblesse et des députés des villes, mais le contrôle de ces assemblées ou de ce comité était purement extérieur, purement théorique. La plupart des droits accordés aux administrés par les lois de Catherine II étaient devenus de pures formalités que personne n'eût osé prendre au sérieux. De l'administration et des finances, le pouvoir du gouverneur s'étendait jusque sur la justice. Si Catherine avait remis à la noblesse le choix des juges de première instance, le gouverneur avait le droit de les confirmer, le droit de les mettre en accusation, même de les révoquer. L'autorité et les soins du gouverneur s'étendaient sur toutes les branches des services publics; il était, il est encore aujourd'hui, entouré de comités dont il est le président, comité des impositions, comité des voies de communication, comité des prisons, comité de bienfaisance, comité de l'enseignement, etc. Les besognes les plus diverses se trouvaient réunies dans les mains de ce fonctionnaire, qui jadis était souvent un militaire, ignorant de l'administration. La multiplicité de ses attributions contraignait le gouverneur à une immense correspondance; hors d'état d'embrasser toutes les affaires qui lui étaient confiées, il ne faisait le plus souvent que transmettre les instructions de la capitale, ou signer les décisions prises dans ses bureaux. Cet homme, qui de loin semblait revêtu d'une autorité omnipotente, se trouvait fréquemment réduit au rôle de simple expéditeur des affaires ou des écritures; il n'avait de la puissance que les dehors, les honneurs et les tentations.

L'institution d'assemblées provinciales dotées de sérieuses prérogatives a notablement limité les pouvoirs des gouverneurs et diminué la confusion de leurs attributions. Ce changement ne s'est cependant opéré que d'une manière indirecte, et par suite incomplète. La réforme de l'administration proprement dite, qui depuis longtemps est en projet, reste encore à l'étude. En attendant, la loi maintient au gouverneur ses anciennes fonctions et ses anciens pouvoirs, bien que ses attributions ne concordent plus très bien avec les droits concédés aux nouvelles assemblées électives. Il y a là entre la législation de l'empire et les récentes institutions un manque d'accord, un manque d'harmonie qui se retrouve malheureusement dans d'autres sphères. Les grandes réformes d'Alexandre II, si dignes d'admiration à tous égards, ont en effet ce caractère ou ce défaut, d'avoir été conçues isolément, sans plan d'ensemble, sans

(1) (Comitet zemskikh poverenstva.)

idée mère, d'une manière empirique et fragmentaire, en sorte qu'au lieu de former un système coordonné, les institutions de la Russie actuelle présentent souvent des contradictions, des anomalies. Les nouvelles lois ne cadrent pas avec les anciennes, qui subsistent à côté d'elles. De là un manque de détermination, un principe de confusion qui n'est pas étranger au peu de succès des meilleures réformes. La Russie de l'empereur Alexandre II ressemble à ces châteaux construits à diverses époques, où l'on voit côte à côte les styles les plus différens, ou encore à ces vieilles maisons, refaites peu à peu et par morceaux, qui n'ont jamais l'unité ni la commodité des demeures élevées sur un même plan et tout d'une pièce.

III.

Ce qui a manqué à Pierre le Grand et à ses successeurs, c'est l'instrument même de la centralisation moderne, c'est une bureaucratie instruite et honnête. La Russie du XVIIIe siècle était presque entièrement privée des classes sociales où se recrutent ailleurs les bureaucrates et les fonctionnaires de l'état. Le XIXe siècle n'a pas encore entièrement comblé cette lacune. En l'absence d'un tiers-état, d'une bourgeoisie, c'était dans la noblesse et dans le clergé que le gouvernement devait recruter ses agens, et ces deux classes étaient presque également, bien que diversement, mal préparées au service public. Ce but, en apparence si modeste, la création d'un corps de fonctionnaires capables et moraux, est depuis Pierre et Catherine un des objectifs principaux de la Russie et de son gouvernement. Pendant longtemps, et aujourd'hui même peut-être encore, les établissemens d'instruction fondés à grands frais par le pouvoir central ont en Russie, tout comme en Chine, eu pour première mission de préparer à l'état des serviteurs, des fonctionnaires. Ainsi se montre dans toute son étendue la tâche que s'étaient imposée l'autocratie et la centralisation. Cette administration chargée d'importer aux rives du Volga la civilisation de l'Europe, il fallait d'abord la dresser elle-même aux usages et aux mœurs, si ce n'est à l'esprit de la culture européenne.

Le principal moyen employé par Pierre le Grand, qui ne pouvait toujours recourir à des étrangers, fut le *tchine* et le *tableau des rangs* (1). Cette institution, qui faisait dépendre le rang et les préséances du grade civil ou militaire, fut avant tout un mode de recrutement des fonctionnaires de l'état. Pour la noblesse, contrainte, sous peine de perdre ses droits et priviléges, à entrer dans l'armée

(1) Sur ce tableau des rangs, voyez, dans la *Revue* du 15 mai 1876, l'étude ayant pour titre : *la Noblesse russe et le tchine*.

en l'administration, le tableau des rangs de Pierre le Grand fut une sorte de conscription, ou mieux, un véritable service obligatoire. Pierre parvint ainsi à rassembler pour l'empire un nombreux contingent d'employés; mais les hommes ainsi levés, il fallait les former au service, et l'instruction d'une armée de fonctionnaires civils est autrement longue et difficile que celle d'une armée de soldats. Pierre le Grand, qui avait réussi dans cette dernière tâche, ne put achever la première; ce ne pouvait être l'œuvre d'un règne ni même d'un siècle.

Le *tchine*, qui devait servir à la recruter, ne fut pas lui-même sans une influence fâcheuse sur la bureaucratie russe. Le *tchine* en effet assimilait le service civil au service militaire pour le mode d'avancement aussi bien que pour le mode de recrutement. La hiérarchie bureaucratique créée par le *tableau des rangs* devait tôt ou tard tourner au profit de la médiocrité, au profit de la routine. A chaque grade, à chaque degré de l'échelle du *tchine* correspond une série de fonctions; on ne peut remplir des fonctions élevées qu'avec un *tchine* élevé, et, par suite, qu'après une longue carrière bureaucratique. Le premier effet d'un tel système, c'est d'attirer dans les administrations une foule d'hommes sans vocation, sans instruction, sans aptitude; le second, c'est, en classant tous les fonctionnaires en une douzaine de catégories numérotées, de contraindre tous les agens du pouvoir, tous les hommes publics, à passer par la série entière des classes en débutant par les grades et les emplois inférieurs. L'avancement ayant lieu, dans l'administration civile comme dans l'armée, hiérarchiquement, de grade en grade, le plus souvent de trois ans en trois ans, la plupart des fonctions se trouvaient indirectement données à l'ancienneté, ce qui partout est un encouragement à l'esprit de routine et à l'inertie. Avec un tel régime, peu importe le degré d'instruction et l'intelligence même, l'important est de débuter de bonne heure. Dès qu'on a le pied sur l'échelle, les échelons administratifs se gravissent tout seuls. Or dans beaucoup de carrières civiles les emplois inférieurs préparent mal aux emplois supérieurs; il faut pour ceux-ci une étendue d'instruction et une largesse d'esprit qui ne s'exercent ni ne s'acquièrent aux plus bas degrés de la bureaucratie.

De cette longue route à travers les emplois inférieurs, il ne restait aux fonctionnaires arrivés au terme de la carrière qu'une instruction technique, une expérience bureaucratique. L'intelligence, l'étude, l'esprit d'initiative et d'indépendance, les vrais facteurs de la supériorité, se trouvaient ainsi découragés et souvent annihilés. Le métier de scribe ou de commis était la première école des hommes d'état, et si la faveur des princes n'y eût remédié, le mal eût été plus grand encore. Le culte du *tchine* a longtemps fait des grands

corps de l'état, du sénat et du conseil de l'empire une chambre de retraite pour les fonctionnaires invalides ou incapables de remplir leurs fonctions. On a souvent cité ce mot d'un jeune Russe : « Mon oncle le général a eu une attaque d'apoplexie, on l'a fait sénateur, il a perdu la vue, on l'a élevé au conseil de l'empire; pour peu qu'il ait une nouvelle infirmité, il mourra ministre. » Cette boutade peint dans son exagération même, les inconvéniens du *tableau des rangs*. L'ignorance et l'incapacité, appuyées sur la patience, pouvaient s'élever peu à peu au sommet de l'échelle bureaucratique. Les réformes qui doivent faire définitivement de la Russie un état moderne ont heureusement commencé à ébranler le culte du *tchine*, et à en corriger les abus. Un jour viendra, sans doute, où l'emploi ne dépendra plus du rang officiel et du numéro de la classe, où à la place de promotions à un grade civil il n'y aura plus que des nominations à une fonction. Le *tchine* a cependant trop pénétré dans les mœurs, il est pour le gouvernement et les ministres un instrument de récompense trop commode et trop peu coûteux pour être de longtemps abandonné (1).

Le tableau des rangs, en apparence si favorable au service de l'état, a encore eu pour les services publics un autre inconvénient, celui de faciliter la confusion des diverses carrières. Un homme pouvant être appelé à un emploi dès qu'il en avait le grade, les fonctionnaires passaient souvent d'une administration dans l'autre, sans posséder ni aptitudes ni connaissances spéciales. Sous l'empereur Nicolas, les services civils étaient ainsi encombrés de militaires, l'armée était devenue la grande école administrative, elle était au moins la pépinière des hauts fonctionnaires. En dehors même des militaires, il n'était pas rare de voir un homme passer de la justice aux finances, et sauter de l'administration à la diplomatie. La classification hiérarchique des fonctionnaires portait naguère encore à méconnaître le principe moderne de la division du travail et de la spécialité des fonctions. A cet égard, les Russes n'étaient pas sans une lointaine analogie avec les anciens Romains, qui sous l'empire, comme sous la république, remplissaient successivement ou simultanément les emplois les plus divers. On ne voit point cependant qu'en Russie cette variété de fonctions, cette facilité d'adaptation ait fréquemment produit la variété d'aptitude ou l'universelle capacité si souvent remarquée chez les magistrats romains. Entre le *tchinovnisme* russe et les antiques magistratures de Rome, entre le *tableau des rangs* de Pierre le Grand et le *cursus honorum* des sénateurs romains, il y a une autre ressemblance curieuse à

(1) Les inconvéniens de ce système ont été très bien exposés par Nicolas Tourguenef au temps où le *tchine* était le plus en faveur. *La Russie et les Russes*, t. II, p. 16 à 23.

signaler. En Russie comme à Rome, la hiérarchie bureaucratique eût pu être regardée comme une entrave pratique à l'arbitraire des empereurs, comme une limite à l'omnipotence illimitée du souverain, ainsi obligé de prendre les hauts fonctionnaires dans des catégories déterminées par la loi ou l'usage (1). La gradation du *tchine* constitue à cet égard une sorte de privilége légal du *tchinornik* (fonctionnaire), une sorte de garantie de la bureaucratie vis-à-vis de l'autocratie. Par malheur, les vices de l'administration russe étaient tels que le pays avait peut-être plus à perdre qu'à gagner aux restrictions imposées à la fantaisie impériale par le monopole du *tchinornisme*.

L'ignorance, la paresse et la routine, n'étaient que les défauts de la bureaucratie russe, son grand vice était la vénalité. De Pierre le Grand à Nicolas, l'administration, la justice, les finances, l'armée, tous les services publics ont été en proie au péculat, aux concussions, à la fraude, à la corruption sous toutes ses formes. Jusqu'au règne d'Alexandre II, toutes les colères des souverains, toutes les rigueurs de la loi se sont vainement amorties contre les prévarications des représentans de la loi et de l'autorité. Comme un venin ou un virus, répandu dans tout le corps social, la corruption administrative en a empoisonné tous les membres, altéré toutes les fonctions, énervé toutes les forces. La vénalité a longtemps fait des meilleures lois une lettre morte ou une menteuse étiquette, elle a vicié dans ses sources la moralité du pays, entravé dans son naturel développement les progrès de la richesse publique, préparé aux souverains et à la nation de tristes mécomptes sur les champs de bataille.

C'est sous l'empereur Nicolas, sous le prince qui a peut-être fait le plus d'efforts pour le combattre, que ce mal invétéré a atteint son plus haut période, comme pour montrer l'impuissance du despotisme à le guérir. Le vice que l'autocratie ne pouvait atteindre, que la presse n'avait pas le droit d'attaquer, a été hardiment mis sur la scène par l'un des plus populaires écrivains de la Russie et des plus grands humouristes de l'Europe. L'*inspecteur* ou *réviseur* (*revisor*) de Gogol nous a, dans une série de portraits d'un haut relief, montré ce qu'étaient alors les mœurs de la bureaucratie russe. Les fonctionnaires d'une ville de province, qui attendaient depuis longtemps déjà la venue d'un inspecteur secret, chargé de faire un rapport sur leur administration, viennent d'être amicalement avisés de l'arrivée de ce redoutable personnage. Au même moment se rencontre à l'auberge de la ville un aventurier en voyage arrêté par le manque d'argent. Les *tchinorniks* prennent le voya-

(1) Voyez à ce propos l'*Histoire romaine* de M. Duruy, t. V, p. 250.

geur en détresse pour le *réviseur* annoncé, et, n'ayant aucun les mains nettes, ils s'empressent à l'envi de se concilier leur juge supposé à force de présens et d'obséquiosités. L'aventurier garde d'autant mieux son *incognito* qu'il ne comprend point d'abord les politesses dont il est l'objet. Les naïves adulations de ses visiteurs lui révèlent cependant bientôt le mot de l'énigme ; il cesse de se défendre, et, entrant avec joie dans le rôle qui s'offre à lui, reçoit majestueusement les hommages et les gratifications des fonctionnaires. Bref, l'aventurier s'éloigne après plusieurs jours de dîners et de fêtes, après avoir fait à l'un de ses hôtes officiels l'honneur de se fiancer avec sa fille. Au moment où les *tchinorniks* saluent une dernière fois l'équipage qui emporte le faux inspecteur, un agent de police vient brusquement leur annoncer l'arrivée du véritable réviseur.

Cette comédie, pleine d'une gaîté au fond navrante, fut jouée sur le théâtres de Pétersbourg et de Moscou devant l'empereur Nicolas, qui applaudit lui-même à ce hardi tableau de l'administration impériale. Depuis lors, la corruption administrative est devenue un des thèmes habituels des écrivains russes, et si la plaie semble en train de se cicatriser, le mérite en revient en partie au fer cautérisateur de la littérature. Aucune cure n'était possible tant que le malade persistait à cacher son mal. Les hideuses peintures de toute cette corruption ne doivent pas faire oublier une chose, c'est que dans l'empire autocratique la vénalité avec tous ses vices avait peut-être moins d'inconvéniens qu'en des pays plus libres et plus cultivés, qu'aux États-Unis d'Amérique par exemple. Chose singulièrement triste, l'immoralité du fonctionnarisme a même parfois tourné au profit de l'intelligence et de la moralité du peuple. Comme ces plaies ouvertes qui en suppurant soulagent un corps appauvri, ce mal répugnant a été plus d'une fois un remède ou un dérivatif à des maux plus graves encore.

La corruption administrative a été longtemps la seule atténuation du despotisme militaire. Le pot-de-vin a maintes fois servi de correctif à la dureté des lois ou à l'étroitesse des règlemens. L'inertie ou la duplicité intéressée de l'administration paralysaient les mauvaises lois non moins que les bonnes. Le fonctionnaire vendait à l'un la liberté, à l'autre la tolérance, il vendait l'impunité à l'innocent aussi bien qu'au coupable. Les schismatiques russes, les *raskolniks*, n'ont pu triompher de deux siècles de persécution que grâce à l'indulgence richement subventionnée de la police et du clergé. L'esprit russe n'a pu résister à la lourde compression du règne de Nicolas que grâce à la connivence salariée des employés, qui laissaient secrètement circuler les livres prohibés de l'étranger et les feuilles révolutionnaires de Herzen et de l'émigration. Le

rouble fermait les yeux du douanier et bouchait les oreilles de l'*isprawnik*. La pensée moderne eût étouffé dans sa prison aux fenêtres murées si elle n'eût pu respirer un peu de l'air du dehors à travers l'immonde égout qui seul lui demeurait ouvert. Un écrivain plus soucieux des traits d'esprit que de la vérité a dit que le régime russe était le despotisme tempéré par l'assassinat: il eût été plus juste de dire l'absolutisme tempéré par la vénalité.

Quelles sont les causes de cette corruption administrative? On en rejette souvent la faute sur le caractère national, sur une prétendue immoralité russe; c'est là une allégation gratuite qui n'explique rien. Si en matière d'argent la corruption privée est plus fréquente en Russie qu'en France ou en Allemagne, c'est l'effet et non le principe de la corruption publique. Les abus administratifs y ont des causes diverses, les unes propres à la Russie, les autres qui lui sont communes avec tous les états où se rencontre le même mal. Parmi les premières, l'on pourrait ranger les origines impures de la bureaucratie russe, primitivement formée par des aventuriers de toutes nations, plus avides de gain que d'honneur, en sorte que depuis Pierre le Grand le vol et la fraude y ont longtemps été de tradition. Il faut ensuite tenir compte des influences démoralisatrices du servage sur toutes les classes de la société, et des mœurs du despotisme oriental plus ou moins persistantes sous les réformes européennes. Il faut enfin songer aux difficultés de toute sorte opposées à une administration régulière par l'étendue de l'empire, par la variété des races, par l'ignorance des habitans : la concussion a été d'autant plus générale qu'elle avait devant elle une plus vaste et plus libre carrière.

A la tête des causes de vénalité communes à la Russie et à d'autres pays vient d'abord le salaire peu élevé des fonctionnaires. Dans beaucoup de branches d'administration, l'insuffisance du traitement était si notoire qu'elle équivalait à une autorisation de recourir à des bénéfices illicites. De là l'indulgence des supérieurs, de là l'indulgence même du public pour des fonctionnaires, pour des pères de famille obligés par l'exiguïté de leur solde à se procurer des revenus accessoires. Quand les services rendus au nom de l'état ne sont pas suffisamment rétribués par le trésor public, c'est aux particuliers qui les réclament ou en bénéficient à les solder. L'administration, la police, la justice, avaient leur casuel tout comme le clergé. Le fonctionnaire acceptait une gratification pour l'accomplissement de ses fonctions, avec la même bonne grâce et la même bonne conscience que le prêtre qui, pour un baptême ou un mariage, perçoit les droits d'usage. Il s'était établi des règles dans ces profits irréguliers, le *tchinornik* avait son tarif tout comme le pope, et les différens services de l'administra-

tion étaient cotés selon leur importance et selon le rang des administrateurs. De tels prélèvemens, sanctionnés par les mœurs, n'avaient rien de révoltant, rien d'humiliant aux yeux de la société; cela n'entamait nullement la considération d'un homme, et le plus honnête ne s'en faisait point scrupule. Les détournemens aux dépens du trésor, les extorsions aux dépens du public, étaient seuls regardés comme des actes coupables et entachant l'honorabilité. Sur ce point même, la société n'était pas toujours bien sévère; l'indignation avait trop d'occasions de s'exercer pour n'être pas quelque peu émoussée. Une des surprises de l'étranger était de rencontrer à la table ou dans les salons des hommes les mieux famés des personnages dont la scandaleuse fortune semblait plutôt un objet d'envie que de réprobation.

Le gouvernement impérial a reconnu les inconvéniens de la parcimonie du budget envers les fonctionnaires, les traitemens ont en général été relevés, spécialement dans les départemens de la justice, des finances, de l'instruction. Les progrès sont incontestables, l'amélioration est partout sensible, surtout dans le ressort où la vénalité fait le plus de tort à l'état et dans celui où elle en fait le plus aux particuliers, dans les finances et dans la justice. Le changement est tel que lorsqu'il se reporte aux récits des voyageurs ou des Russes eux-mêmes, l'étranger a souvent peine, dans les états de l'empereur Alexandre II, à se croire en Russie. Toutes les pratiques coupables n'ont cependant pas été déracinées. Il se rencontre encore des fonctionnaires qui continuent à toucher des honoraires irréguliers, et, comme le renchérissement de toutes choses a élevé le prix des faveurs officielles, les pessimistes prétendent qu'au lieu de décroître la vénalité n'a fait que grandir. C'est là une évidente injustice; ce que l'on pourrait dire, c'est que le mal en s'atténuant a changé de forme. Les prévarications manifestement criminelles, les concussions et malversations aux dépens du trésor, les exactions ou les fraudes aux dépens du public, sont devenues beaucoup plus rares. En Russie comme ailleurs, les nouvelles mœurs financières, les grandes compagnies et les sociétés par actions, les maisons de banque, les emprunts d'état, les entreprises de travaux publics, la bourse en un mot, avec tout son cortége de spéculation et d'agiotage, a ouvert à la vénalité des routes plus tortueuses, plus variées, et en même temps plus couvertes et plus abritées que les anciennes. Le vulgaire et grossier pot-de-vin a fait place à des modes de séduction plus délicats, plus raffinés, et par là même plus dangereux. Au lieu de toujours se présenter comme autrefois sous un aspect brutal et répugnant, le mal s'offre aujourd'hui sous un visage plus discret, plus engageant, presque honnête. La limite

entre le licite et l'illicite étant souvent difficile à tracer, la conscience se fait moins scrupule de la franchir. Les progrès mêmes de la Russie y ont ainsi importé des causes ou des moyens de corruption inconnus jadis; le crédit moderne a fait jaillir du sol de nouvelles sources de fortune, dont les eaux troubles ne sont heureusement pas accessibles à tous.

En Russie comme ailleurs, une autre cause de la corruption administrative et des abus de pouvoir des fonctionnaires, c'est le défaut de responsabilité légale des agens de l'état. La loi édicte des peines sévères contre les exactions, contre le péculat et les malversations, contre les abus d'autorité et toutes les transgressions des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions, mais toute cette pénalité est lettre morte; les statistiques judiciaires en font foi. Le petit nombre de cas de ce genre soumis aux tribunaux est sans rapport avec le nombre des prévaricateurs connus du public. Les délinquans sont habituellement assurés du pardon, à tout le moins de l'indulgence de leurs supérieurs, et la loi élève les *tchinovniks* au-dessus de la juridiction des tribunaux ordinaires. Un fonctionnaire ne peut être mis en jugement pour actes commis dans l'exercice de ses fonctions qu'avec le consentement ou mieux sur l'initiative de ses supérieurs hiérarchiques. La poursuite des illégalités des agens du pouvoir est ainsi abandonnée à l'administration, qui naturellement répugne à faire condamner ses membres. Administrés ou contribuables ont le droit de dénoncer les actes illégaux d'une autorité à l'autorité supérieure, ils n'ont pas le droit de les déférer aux tribunaux. Par suite plus le coupable est élevé, moins il y a pour lui de responsabilité effective (1).

Le grand principe récemment introduit dans la législation russe de l'égalité de tous devant la loi ne touche point la bureaucratie. On ne saurait être surpris d'un tel privilége dans un pays autocratique, quand on songe qu'en France l'article 75 de l'éphémère constitution de l'an VIII a pendant trois quarts de siècle résisté à toutes nos révolutions et semble même aujourd'hui avoir été inutilement abrogé. En Russie, où elle serait plus nécessaire encore, la responsabilité légale des fonctionnaires rencontre encore plus d'obstacles dans les préjugés et les mœurs. La bureaucratie a trop d'intérêt à ne pas se laisser dépouiller d'un privilége qui lui assure pratiquement l'impunité et l'omnipotence. Abandonner aux poursuites du premier venu un fonctionnaire du tsar, le représentant

(1) Quand les plaintes contre un employé inférieur sont si justifiées qu'on ne saurait le maintenir à son poste, on se décide à le renvoyer; mais la sévérité va rarement jusqu'à lui refuser un certificat de bonne conduite qui lui permette de se replacer ailleurs. Voyez Golovatchef, *Devant la réform.* p. 374 et suiv.

d'un pouvoir illimité et infaillible, c'est, dit-on, discréditer l'autorité et lui enlever sa force avec son prestige. En réalité, en Russie comme en Occident, ce serait plutôt relever l'autorité et la loi en les dégageant des abus qui les compromettent. Il y a en Russie un mal plus grand encore que la corruption administrative, c'est le peu de foi du peuple dans l'honnêteté des hommes qui le gouvernent. Le Russe, le *mougik* ou le citadin, si longtemps victimes d'abus séculaires, croient toujours que dans la sainte Russie l'or est une clé qui ouvre toutes les portes. Des agens du pouvoir et des instrumens de la loi, la méfiance populaire s'élève jusqu'au pouvoir et à la loi même. De là chez un peuple en général si respectueux de l'autorité le peu de respect des autorités, le peu de respect des lois. C'est là un des grands maux de la Russie moderne; la responsabilité égale des fonctionnaires devant les tribunaux ordinaires serait un des meilleurs moyens d'y remédier.

Affranchie de la juridiction des tribunaux et ainsi placée en dehors du droit commun, la bureaucratie est la véritable maîtresse, la véritable souveraine de l'empire. C'est à elle qu'appartient pratiquement la toute-puissance dévolue théoriquement à l'autorité impériale. Les souverains dont elle est l'unique instrument ne peuvent rien sans elle et ne peuvent presque rien contre elle. La disgrâce ou la colère du tsar peut atteindre tel ou tel membre, elle ne saurait frapper le corps. L'instrument est plus fort que la main qu'il sert, la bonne volonté du maître échoue devant la cohésion ou l'inertie, devant le mauvais vouloir de l'administration. L'absolutisme russe a longtemps eu pour effet de livrer l'empire à l'omnipotence d'une bureaucratie corrompue, qui préférait ses propres intérêts aux intérêts du souverain, comme à ceux de la nation.

Tant qu'ils n'ont point voulu recourir à la liberté, les maîtres de la Russie se sont trouvés sans force contre les abus de leur administration. Tout ce que pouvait tenter le génie de la centralisation a été essayé : on a renforcé les moyens de contrôle, allongé la procédure administrative, multiplié les formalités. Dans toutes les branches de l'administration, on a introduit des instances successives. Nulle part peut-être la surveillance n'a été poussée aussi loin, nulle part l'état n'a montré une telle méfiance de ses agens et n'a pris plus de garanties contre leurs fautes; mais toutes ces précautions ont été impuissantes. Employer la bureaucratie à contrôler la bureaucratie, c'était en quelque sorte demander le remède au mal. Ce système de freins multiples, en apparence si ingénieux, n'a fait que compliquer le mécanisme administratif d'un grand nombre de pièces inutilement dispendieuses et qu'en ralentir et en embarrasser le jeu.

Le résultat le plus clair de toute cette procédure fut l'énorme développement des écritures et de la correspondance, l'encombrement des affaires à tous les degrés de l'échelle, aux dépens de la prompte et utile expédition des affaires, aux dépens d'une bonne administration. Grâce au secours des nouveaux auxiliaires fournis par la science moderne, grâce à la vapeur et à l'électricité, les affaires furent de plus en plus concentrées dans les bureaux des ministères. Les agens de l'administration locale, tenus en d'étroites lisières par les règlemens et les mœurs, ne furent plus que des expéditeurs d'ordres, des secrétaires privés d'initiative, incapables de décision, effrayés de toute responsabilité. Au lieu de fonctionnaires et d'administrateurs, la Russie ne posséda plus que des employés et des commis. Les maux de la centralisation ont ainsi été aggravés par les remèdes appliqués aux concussions administratives. L'administration russe devint comme une chaîne sans fin, le long de laquelle les affaires se transmettaient mécaniquement, remontant et redescendant lentement de bureau en bureau, au grand dommage des intérêts du pays.

L'exagération du culte de la forme, le pédantisme bureaucratique, fut une des suites de toute cette procédure administrative. Comme le serviteur d'Harpagon, tour à tour cocher et cuisinier, le gouverneur de province, chargé d'attributions diverses, accordait fréquemment à un titre ce qu'il refusait à un autre. Le formalisme, sanctionné par la loi et l'usage, entraînait parfois à de singulières naïvetés les bureaucrates soucieux de leurs devoirs. En voici un exemple que raconte quelque part Herzen : Un gouverneur de province était en congé; il était naturellement remplacé par le vice-gouverneur. Ce dernier, qui était en correspondance officielle avec son chef, reçoit en sa nouvelle qualité une pièce écrite la veille par lui-même en qualité de vice-gouverneur. Le scrupuleux fonctionnaire appelle son secrétaire, lui dicte la réponse, la signe comme gouverneur et se la fait adresser comme vice-gouverneur : la régularité de la correspondance officielle ne souffrait ainsi en rien de l'absence du premier fonctionnaire de la province. L'abus des écritures avait des inconvéniens plus graves, entre autres celui de multiplier les commis avec les bureaux ou les chancelleries, par là même d'augmenter le nombre des employés insuffisamment payés et le nombre des *tchinovniks*, vivant aux dépens de la fortune publique ou de la fortune privée. L'administration se trouvait ainsi enfermée dans une sorte de cercle vicieux dont la bureaucratie ne pouvait la faire sortir.

La complication de la procédure administrative a eu en Russie une autre conséquence moins attendue encore, le mépris des ré-

glemens, qui sont trop nombreux, trop gênans pour être toujours fidèlement observés. A force de vouloir conduire les fonctionnaires par la main, le législateur les a habitués à prendre des libertés avec la loi ou à n'en respecter que les formes extérieures. C'est qu'en vérité l'observation des règles prescrites amène parfois d'intolérables lenteurs. S'agit-il, par exemple, de la réparation d'un édifice public, d'un toit, d'un mur, le législateur exige d'interminables formalités, enquête préliminaire, rapport à un comité, rapport au ministère, contre-enquête, devis de réparation, expertises, vérifications de toute sorte. Les précautions prises par la loi sont telles que, si on voulait s'y conformer, le toit aurait le temps de s'effondrer ou le mur de s'écrouler (1). Comment procède-t-on dans la pratique? On commence par faire la réparation; quant aux formalités, enquêtes, rapports, expertises, elles n'ont souvent lieu que sur le papier, dans les minutes des bureaux. Pourvu que les écritures soient en règle, tout est en règle. Le formalisme, qui est un des défauts habituels de la bureaucratie, s'allie ainsi fréquemment avec le mépris ou l'oubli des formes prescrites. L'excès même de la réglementation enseigne aux employés à ne point tenir compte des règlemens. Les fonctionnaires les plus scrupuleux auraient peine à leur toujours obéir. De même que pour les israélites modernes la loi de Moïse avec ses rites multiples est presque impossible à observer dans son intégrité, de même les règlemens administratifs russes, avec leur prétention de tout prévoir et de tout déterminer, sont souvent si minutieux, si compliqués que le *tchinovnik* ne sait comment s'y conformer, et se trouve malgré lui conduit à des irrégularités. Le fonctionnaire de tout rang, souvent obligé dans la vie de s'éloigner des prescriptions légales, perd peu à peu le respect ou la religion de la loi. Toutes les précautions du législateur se retournent ainsi contre son but; les liens étroits dont l'autorité entoure ses agens se brisent ou se relâchent à chacun de leurs pas, en sorte que les fonctionnaires se montrent chargés d'inutiles entraves.

IV.

Tous les moyens de contrôle inventés par la prudence des souverains et combinés par le génie bureaucratique n'ont pu mettre un terme aux abus administratifs. Parmi les freins imposés au *tchinovnisme*, il en est un dont nous n'avons encore rien dit et qui mérite une attention particulière, je veux parler de la police. Dans

(1) M. de Haxthausen et M. Wallace donnent des exemples détaillés de cette manière de procéder.

un état absolu, la police a naturellement une importance capitale, elle devient d'ordinaire la pièce essentielle du mécanisme gouvernemental. C'est à elle de suppléer aux libertés politiques, de suppléer à la presse et aux assemblées élues, là où ni la parole ni la plume n'ont le droit de dénoncer les abus. Sa tâche est naturellement d'autant plus grande que celle du pays est plus restreinte: l'œuvre de contrôle, de vérification, de critique, qui ne se peut accomplir au grand jour par l'opinion ou par les représentans de la nation, doit se faire en secret par les agens de l'autorité. En dehors de cette alternative, libertés publiques ou police occulte, il n'y a que désordre et anarchie.

En Russie, comme en tout état absolu, la police a dû jouer un double rôle, elle a dû surveiller à la fois le peuple et les fonctionnaires, les administrés et l'administration : aussi nulle part n'a-t-elle été plus en honneur, plus omnipotente; sous l'empereur Nicolas on peut dire que la police était vraiment le principal rouage de l'état. Aujourd'hui même, après vingt ans de réformes libérales, elle a conservé ou elle a repris une grande partie de son ancienne autorité. Un des principaux soucis des gouvernans a été le perfectionnement de cet engin de gouvernement; afin d'en accroître la force ou l'activité, on l'a dédoublé. Pour la Russie, ce n'est pas assez d'une police, elle en a deux indépendantes l'une de l'autre. La première, la police ordinaire, régulière, est celle du ministère de l'intérieur; la seconde, la police extraordinaire, placée en dehors de tout ressort ministériel, ne relève que de l'empereur. On l'appelle la troisième section de la chancellerie impériale.

La police ordinaire a une organisation plus ou moins analogue à celle que lui ont donnée les états de l'Occident. Ce qui la distinguait naguère encore, c'était sa prédominance sur les services dont elle n'eût dû être que l'accessoire. Au lieu de rester l'humble auxiliaire et comme la servante de l'administration et de la justice, la police en était la maîtresse et la suzeraine. Les réformes d'Alexandre II ont notablement restreint ses attributions administratives comme ses attributions judiciaires, sans toutefois les resserrer autant que dans la plupart des contrées de l'Occident. Là où nous mettons un fonctionnaire de l'ordre judiciaire ou administratif, les Russes ne mettent parfois qu'un officier police. Ainsi dans les districts qui répondent à nos arrondissemens, au lieu d'un sous-gouverneur correspondant à notre sous-préfet, le gouvernement est représenté par un commissaire de police appelé *isprawnik*, qui dans les principales localités a sous ses ordres un agent inférieur appelé *stanovoi pristaf*.

L'*isprawnik*, encore aujourd'hui le premier fonctionnaire du

district, était, depuis Catherine II, nommé par la noblesse. Ces commissaires élus n'en avaient pas meilleure réputation, ils passaient rarement pour incorruptibles et étaient suspects de partialité ou de faiblesse vis-à-vis des plus influens de leurs électeurs. Après l'émancipation des serfs, on ne pouvait laisser à une seule classe de la nation le choix de fonctionnaires mis par leurs fonctions en contact incessant avec toutes les classes. La nomination de l'*ispravnik* a été remise au gouverneur, les habitans y ont perdu une garantie plus illusoire que réelle. La police était jadis un des ressorts où les exactions et les abus de toute sorte étaient le plus fréquens parce qu'ils étaient le plus faciles. L'amélioration est grande aujourd'hui. Dans les villes, dans les capitales surtout, là où elle agit sous les regards de ses chefs, la police laisse peu à désirer. Depuis l'administration du général Trépof, Pétersbourg en particulier n'a plus, sous ce rapport, rien à envier à aucune capitale étrangère. Dans les petites villes, dans les campagnes, là où tout contrôle et tout recours sont malaisés, la police n'est pas encore à l'abri de tout reproche. Les paysans, les ouvriers, les petites gens, ont parfois à souffrir de l'arbitraire ou de la cupidité de l'*ispravnik* et de ses subordonnés. Dans un pays aussi vaste, il est naturellement difficile d'entretenir partout une bonne police. L'on ne peut sur ce point s'en fier entièrement aux communes de paysans; aussi certains grands propriétaires ont-ils tiré de là parti pour réclamer un droit de police domaniale qui leur rendrait pratiquement une des principales prérogatives dont les a dépouillés l'émancipation (1).

Aujourd'hui, comme au temps du servage, le contrôle de la police ordinaire s'exerce particulièrement au moyen des passeports. Le passeport conserve en Russie une importance qu'il n'a peut-être jamais eue en aucun pays de l'Occident; au dedans comme au dehors de l'empire, il rappelle sans cesse aux sujets du tsar la jalouse tutelle de l'administration. En Russie, le passeport sert au contrôle du fisc en même temps qu'à celui de la police. Avant l'émancipation, c'était un collier qui, en dehors du village seigneurial, ne quittait jamais le cou du serf, et portait en lettres authentiques le nom du maître. En devenant libres, les *mougiks* sont demeurés solidairement assujettis à l'impôt, et, à ce titre, l'état et le fisc

(1) La réforme de la police a été mise à l'étude dans les deux dernières années; je ne sais même si l'organisation projetée n'est pas en voie d'application. L'on devait diminuer le nombre des commissaires ou agens de police dans les villes pour les augmenter ou les disséminer dans les campagnes, qui souvent aujourd'hui restent sans surveillance. Il était aussi question d'une garde de police devant servir à pied et à cheval et rappelant notre gendarmerie française.

ayant partout intérêt à les reconnaître, continuent à ne pas les laisser circuler sans l'ancien collier (1). Dans un pays où le climat et les distances, où les mœurs agricoles et religieuses rendent chez toutes les classes les voyages si fréquens, l'obligation du passeport à l'intérieur est particulièrement vexatoire. Il semble que ni la police ni le fisc lui-même n'en retirent tous les avantages qu'ils en attendent. La sévérité des règlemens n'a jamais empêché le grand nombre de vagabonds ou coureurs (*brodiaghi*) parmi lesquels se recrutaient naguère les sectes les plus bizarres. La fabrication et la falsification des passeports a, de tout temps, été en Russie une industrie fort répandue, à ce point qu'au lieu d'aider les recherches de la justice, on a souvent vu les passeports les dérouter.

Le passeport russe n'est pas seulement une entrave à la libre circulation, aux affaires et aux plaisirs des habitans, c'est un obstacle au libre choix du domicile et de la profession, un obstacle au libre groupement de la population, selon le degré de productivité du sol. C'est à l'aide de ce lien, plombé par la police et marqué du sceau de l'état, que les communes rurales retiennent leurs membres dans leur sein et les attachent au sol. Sous des dehors modestes, l'abrogation des passeports obligatoires serait en Russie une réforme considérable; ce jour-là seulement le Russe, rentré en possession du droit d'aller et de venir, pourra se dire entièrement émancipé. Le besoin de modifier les règlemens en vigueur est reconnu de tous; plusieurs commissions ont été nommées dans ce dessein. Par malheur, cette question touche à la grande question de l'impôt direct et de la solidarité communale. Pour le fisc et les communes, le passeport est une arme contre les mauvais contribuables; il sera difficile de les en dépouiller tant que le paysan demeurera soumis à des taxes solidaires. Aussi, loin d'affranchir toute la population de ce joug incommode, le projet de réforme maintient l'obligation du passeport pour les paysans et même pour la petite bourgeoisie, c'est-à-dire pour les classes populaires qui en souffrent le plus (2).

L'empereur Alexandre Ier, en cela l'imitateur de son ami Napoléon, avait pendant quelques années érigé la police en ministère spécial. L'empereur Nicolas fit mieux; irrité de l'insurrection de décembre 1825, qui avait marqué son avènement, ce prince institua

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 décembre 1876, notre étude sur *les Finances russes*.

(2) Il faut cependant observer qu'au point de vue fiscal le passeport a souvent des conséquences opposées à son but. La plupart des paysans quittent leur commune pour gagner ailleurs de quoi acquitter leur part d'impôt; leur refuser un passeport parce qu'ils sont en retard pour le paiement des taxes, c'est parfois, en les retenant dans une localité où leurs gains sont insuffisans, les mettre hors d'état d'acquitter ces taxes.

en 1826, à l'ombre même du trône impérial, une administration nouvelle, spécialement chargée de la police secrète. Ce fut la troisième section de la chancellerie impériale, aujourd'hui encore existante, aujourd'hui encore la plus haute autorité de l'empire. Sous ce nom modeste de troisième section, la police secrète forme un véritable ministère indépendant de tous les autres, et, à bien des égards, leur supérieur. Sous ce nom innocent fut rétablie et agrandie l'ancienne inquisition d'état, toute-puissante sous les prédécesseurs comme sous les successeurs de Pierre le Grand, et officiellement abolie par l'infortuné Pierre III.

Depuis cette création de l'empereur Nicolas, la Russie a constamment vécu sous une loi de sûreté générale. La troisième section est maîtresse d'arrêter, d'interner, de déporter, de faire disparaître qui bon lui semble. Les réformes de l'empereur Alexandre II semblaient devoir mettre fin au règne de la police secrète. Pendant une dizaine d'années le lustre de la troisième section parut terni à jamais; en 1866, l'attentat de l'étudiant Karakosof sur le tsar Alexandre rendit à l'institution favorite de l'empereur Nicolas tout son ancien éclat. La direction de la troisième section fut alors confiée au comte P. Schouvalof, depuis lors regardé comme l'homme le plus influent de l'empire, aujourd'hui ambassadeur à Londres et demain peut-être chancelier. C'est un signe en effet de l'état politique de la Russie qu'un des postes les plus considérables et les plus considérés est celui de chef de la police secrète, de *chef des gendarmes*. Le chef de la troisième section est d'ordinaire l'homme de confiance du souverain, il n'est pas surprenant qu'il puisse être employé dans les négociations diplomatiques les plus délicates, comme dans les affaires les plus intimes de la famille impériale (1).

Le chef de la troisième section est de droit membre du comité des ministres. Sous ses ordres est placé un corps d'officiers, le corps des gendarmes, qui en dehors du nom n'a rien de commun avec les gendarmes de France. Dans chaque chef-lieu de gouvernement, dans chaque ville de quelque importance, est un colonel ou un capitaine de gendarmerie, ne relevant que de la troisième section. Cet officier, dont la loi ne détermine ni ne limite les fonctions, porte

(1) Ces fonctions ont été successivement remplies par le comte Benckendorf, frère de la célèbre princesse Lieven, le comte, depuis prince Orlof, représentant de la Russie au congrès de Paris et père de l'ambassadeur actuel du tsar en France, le prince Vassili Dolgoroukof, le comte P. Schouvalof, et aujourd'hui enfin par le général Potapof. Sur le rôle de ces divers personnages, voyez *Aus der Petersburger Gesellschaft von einem Russen*, ouvrage anonyme récemment publié en français sous le titre de *La Société russe par un Russe*, dans une traduction malheureusement déshonorée par des fautes d'impression qui rendent la plupart des noms propres méconnaissables. (Paris, Maurice Dreyfous, 2 vol., 1877.)

un uniforme bleu clair le plus redouté, si ce n'est le plus respecté de tous en Russie. Ces hommes, d'ordinaire de bonne famille et de bonne éducation, devant lesquels aucun salon officiel ou privé n'est fermé, sont, au su de tous, délégués à la surveillance des autorités locales en même temps que des habitans de toutes classes. Ils ont à leur service des agens secrets, qui doivent les informer de tout ce qui se fait, se dit ou se pense autour d'eux. Ils ne doivent rien ignorer des hommes ni des choses, et, d'une extrémité à l'autre de l'empire, les rapports des gendarmes tiennent la troisième section au courant de tout ce qui peut intéresser sa sollicitude ou sa curiosité.

Dans la pensée de son fondateur, la troisième section devait redresser les torts que le public ignore, aussi bien que punir les crimes que la loi ne peut atteindre. Un jour, dit-on, que le chef des gendarmes demandait à l'empereur Nicolas des instructions, ce prince pour toute réponse lui remit son mouchoir, voulant dire sans doute que la mission de la nouvelle police était d'essuyer les larmes. Vraie ou fausse, cette anecdote semble une amère ironie. Ce rôle de providence des opprimés et de vengeresse des faibles, officiellement confié à la police secrète, la troisième section ne pouvait le remplir. Les gendarmes ont fait couler plus de larmes qu'ils n'en ont séché. Comme nos anciennes lettres de cachet également employées à la protection de l'honneur des familles et à la sécurité de l'état, l'intervention de la troisième section était parfois le prix de l'intrigue ou de l'argent. Tel ennemi personnel, tel galant séducteur, tel héritier pressé, a pu s'assurer le tout-puissant concours des officiers de gendarmerie. Les Russes, ceux du moins qui ont vécu sous l'empereur Nicolas, ont bien des anecdotes sur la troisième section. Au milieu de tous ces récits d'hommes ou de femmes soudainement disparus, la légende est difficile à distinguer de l'histoire. Ce que l'observateur peut voir partout, ce sont les effets pratiques de cette longue souveraineté de la police, ce sont les empreintes marquées par elle sur la société et le caractère russes.

La troisième section a nourri chez les Russes l'esprit de défiance et par suite l'esprit de frivolité. La crainte de se compromettre, qui corrompait toutes les relations sociales, a longtemps fait redouter du plus grand nombre les études, les conversations, les idées sérieuses. De là en grande partie la futilité d'une société obligée de ne rien dire pour être en sécurité, de là l'inertie intellectuelle ou l'apathie morale d'hommes contraints à ne pas trop s'intéresser à leur pays pour n'être pas en péril. Un des défauts le plus souvent reprochés au caractère slave, au caractère russe, appartient ainsi au régime politique.

Sous le règne libérateur d'Alexandre II, l'esprit public est devenu plus libre et plus sérieux. L'on parle, l'on cause aujourd'hui en Russie, et ce n'est pas là le moindre signe de progrès des vingt dernières années. Au milieu de tout ce mouvement, en dépit des hardiesses de langage qui se rencontrent çà et là, l'on découvre encore bien des traces de l'ancienne timidité, de l'ancienne méfiance. J'en citerai comme exemple une anecdote qui m'était contée pour me prouver le contraire. « Vous vous imaginez peut-être qu'il y a chez nous peu de liberté de parole, me disait à Tiflis un Russe libéral et désireux de me faire apprécier sa patrie. Un jour un élève d'une des grandes écoles de l'état, parlant avec ses camarades des réformes d'Alexandre II, s'avisa de dire que le tsar n'était qu'un tailleur, voulant par là donner à entendre que l'empereur se plaisait trop à changer les uniformes militaires. Le propos, recueilli par la police, monta jusqu'aux oreilles du souverain; l'imprudent jeune homme se vit mandé par ordre suprême au palais impérial. Les parens du coupable le voyaient déjà sur le chemin de la Sibérie. Quel fut son châtiment? L'empereur lui fit remettre de sa part un uniforme tout neuf. » Le trait, si l'histoire est vraie, ne manquait pas d'esprit; c'était là une vengeance de souverain, mais la naïve admiration du narrateur était hors de proportion avec la railleuse générosité du monarque. « Voyez, me répétait-il, de quelle liberté nous jouissons! Avoir appelé l'empereur un tailleur! » Cela lui semblait une sorte de crime de lèse-majesté, et il me demandait si en France un tel forfait n'eût pas été puni d'un autre châtiment. Au milieu des mœurs nouvelles, chez ce peuple si heureux de respirer plus à l'aise, l'on sent encore ainsi ce qu'a d'inaccoutumé et de précaire cette liberté récente. Sous l'égide de la troisième section, il ne peut y avoir en effet qu'une liberté de tolérance.

L'administration russe n'a pas gagné à la surveillance de la troisième section tout le profit qu'en espérait l'empereur Nicolas. Bien payés et triés avec soin, les officiers de gendarmerie ont été parmi les fonctionnaires les plus probes de l'empire; tout abus de la confiance mise en lui expose un gendarme à perdre son emploi. L'intégrité d'ordinaire maintenue dans ses rangs, ce corps d'élite n'a malheureusement pu l'introduire au même degré dans les administrations placées sous son contrôle. A dénoncer tous les abus commis autour d'eux, à réprimer tous les abus dénoncés, les gendarmes et la troisième section eussent eu trop à faire. Les officiers bleus se faisaient d'ordinaire pardonner leur rôle en détournant les yeux des menues peccadilles des fonctionnaires soumis à leur surveillance. Pour ces gardiens de la morale et de la sécurité publiques, c'était une besogne ingrate et sans gloire que de recher-

cher les taches de l'administration et de laver les souillures bureaucratiques. La troisième section réservait sa vigilance pour des offenses moins innocentes, pour des crimes dont la découverte faisait plus d'honneur à sa perspicacité; elle gardait ses sévérités pour les hommes dont les principes ou les aspirations menaçaient les maximes du gouvernement. Éventer des complots réels ou supposés, démasquer les libéraux et les révolutionnaires, surprendre la piste des sociétés secrètes, tel est encore le principal souci des gendarmes. Au lieu d'un rempart contre la corruption bureaucratique et l'arbitraire des fonctionnaires, la troisième section a été un obstacle de plus contre les idées et les libertés dont le triomphe eût seul pu arrêter la vénalité et les abus. La Russie a ainsi éprouvé l'insuffisance de tous les moyens bureaucratiques, de tous les procédés autoritaires, pour redresser les défauts séculaires de son administration. Impuissant à contrôler lui-même l'immense armée de ses fonctionnaires, le gouvernement impérial s'est décidé à réclamer l'aide de l'opinion publique, l'aide de la presse et des assemblées provinciales. La Russie d'Alexandre II essaie enfin de la décentralisation et des franchises locales.

Grâce à ces libertés naissantes, grâce au progrès même des mœurs publiques, le vaste champ de l'administration impériale a déjà été singulièrement assaini. Pour mesurer les résultats obtenus, il faut comparer la Russie d'Alexandre II à la Russie de Nicolas; pour rendre justice à la bureaucratie russe, il faut tourner les yeux au dehors, il faut comparer l'empire du *tchine* à son grand voisin d'Europe et d'Asie, à l'empire du *bakchich*, à la Turquie. Il suffit d'un tel rapprochement pour rendre à la Russie sa place dans la hiérarchie des états européens. En Turquie, la vénalité est universelle, impudente, naïve; le *bakchich* accueille l'étranger à la douane et l'escorte partout à travers l'empire. Pour apprécier l'administration russe, il n'y a qu'à passer sous le régime des pachas turcs. Les défauts du *tchinovnisme* et la corruption officielle ne sont donc pas seuls responsables des échecs inattendus des armes du tsar. Pour l'administration civile ou militaire, la supériorité des Russes ne saurait être contestée; sans cette supériorité la Russie n'aurait pu poursuivre la guerre actuelle à travers les obstacles opposés à ses armées d'Europe et d'Asie par le sol, par le climat, par la ténacité ottomane.

ANATOLE LEROY-BEAULIEU.

LES MUSÉES

ET

LE MOUVEMENT DES ARTS

A MUNICH

II[1].

L'ÉCOLE FLAMANDE ET L'ÉCOLE HOLLANDAISE A LA PINACOTHÈQUE.

C'est l'honneur du Louvre que, pour l'ensemble des richesses qu'il renferme, il puisse offrir à ceux qui l'étudient le développement à peu près complet de l'histoire de la peinture. Toutes les écoles y sont représentées, non sans doute d'une manière égale, ni toujours suffisante; mais, malgré quelques lacunes, les maîtres pour la plupart s'y montrent avec des ouvrages si importans, et l'abondance des chefs-d'œuvre y est telle qu'il serait difficile de dire laquelle de ces écoles ou lequel de ces maîtres y domine. Les grandes collections de Madrid, de Dresde ou même de Vienne méritent sous ce rapport d'être citées à côté du Louvre, sans que cependant aucune d'elles puisse supporter avec lui la comparaison; mais le plus souvent au contraire le charme spécial des autres musées de l'Europe, celui qu'on trouve à Florence, à Venise, à Parme, à Amsterdam et à Anvers, c'est que chacun d'eux nous révèle plus particulièrement un certain côté de l'art et nous montre

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre.

dans son plus vif éclat, soit une glorieuse succession de peintres, soit quelque génie exceptionnel. Tel est aussi l'intérêt du musée de Munich. C'est le nom de Rubens qu'il faut prononcer ici; c'est lui qui règne en maître, et nulle part ailleurs on ne saurait trouver une réunion aussi imposante de ses œuvres. Même après Anvers, il faut venir à la Pinacothèque pour apprendre ce qu'il est, et à ceux qui croient le mieux le connaître il réserve encore à Munich bien des surprises. Si haute que soit l'admiration qu'on professait pour lui, on doit avouer qu'on ne l'estimait pas tout ce qu'il vaut.

Il ne fallait rien moins que cette richesse et ces étonnemens pour nous décider à parler de Rubens dans la *Revue*, après les pages qu'il a inspirées à Fromentin (1). Nous les avions lues et relues, ces pages exquises, heureux d'y trouver l'écho de nos pensées et la consécration de nos sentimens. Cette rare jouissance d'entendre parler dignement de ce qu'on aime, nous l'avions goûtée et dans sa plénitude. Nous étions bien loin de nous douter qu'une mort prématurée, en enlevant à l'art et aux lettres une des personnalités les plus sympathiques de notre temps, ajouterait encore un touchant intérêt à de si remarquables études. Jamais on n'était entré si avant dans ces délicates analyses, jamais on ne les avait poursuivies avec un amour plus élevé de l'art et une connaissance plus intime de ses véritables conditions. Cet esprit si vif et si spontané était au courant de tout, et il rapportait tout à ce qui était la passion de sa vie. Sa sensibilité toujours en éveil était discrète à se montrer, et c'était en quelque sorte malgré lui qu'on surprenait, chez l'écrivain et chez le peintre, une âme ouverte à toutes les nobles aspirations, aussi désireuse de recueillement qu'avide de lumières et de beauté. Il y a des chemins où de longtemps on ne repassera plus que pour marcher dans ses pas, et si, après lui, on veut encore aborder l'étude des maîtres des Pays-Bas, ce sera pour le citer ou pour invoquer son témoignage. Pour nous, amené à retrouver ici dans l'art des Flandres et de la Hollande des hommes que Fromentin avait déjà appréciés, nous nous estimerons heureux si, avec cette abondance d'informations que fournit la Pinacothèque, il nous est donné, par l'étude d'autres œuvres, de confirmer le plus souvent ses jugemens et parfois aussi de les compléter sur quelques points.

I.

Quand on pénètre dans le salon central qui, au musée de Munich, est consacré à Rubens, on éprouve comme un éblouissement.

(1) *Les Maîtres d'autrefois*, dans la *Revue* de janvier, février et mars 1876.

Avant même de pouvoir examiner séparément chaque œuvre, c'est déjà une fête pour les yeux. A mesure qu'on pénètre dans le détail, l'étonnement augmente pour cet art prodigieux, si libre et si expansif, pour cette plénitude de vie et cette richesse d'imagination. Rubens ne compte pas moins de quatre-vingt-quinze ouvrages à la Pinacothèque; pas un n'est insignifiant, et beaucoup sont des chefs-d'œuvre. Cette abondance de créations dénote les aptitudes multiples et l'incomparable fécondité de son génie. Il a traité tous les sujets, il a mis en scène tous les âges et toutes les conditions; la gamme des sentimens humains, il l'a parcourue tout entière. Le nom de Shakspeare vient involontairement à l'esprit quand on voit la profusion d'idées qu'il a exprimées, la variété de ses types et de ses inventions, les actions si complexes où se jouent les passions et les personnages les plus divers. Il a les plus nobles commerces et il hante les compagnies les plus infimes; partout il est chez lui, il est maître. A ses figures de reines ou de grandes dames, d'une si élégante prestance et d'une si naturelle distinction, il oppose ce que les ébats populaires ou les gaillardises rustiques ont de plus risqué. La Bible, l'Évangile, la mythologie, l'histoire, l'allégorie, le portrait, le paysage, les animaux, tout le séduit tour à tour et attire ses pinceaux. Il oblige à recourir aux classifications pour grouper ses œuvres, et il les épuise toutes. Il se repose d'un travail par un autre, et dans ses occupations diverses, dont chacune suffirait à l'activité de bien des vies, il semble se renouveler incessamment. A tout ce qu'il fait, il met sa marque et comme le sceau de son puissant et lumineux génie. Et si, comme peintre, il n'a ni la simplicité sublime ni le goût épuré, ni la noblesse constante et la profondeur des grands Italiens, ce n'est pas à Munich qu'on oserait penser à ce qui lui manque et qu'on songerait à faire contre lui ses réserves.

Anvers, il est vrai, a conservé dans ses églises et son musée les œuvres les plus importantes que les livres sacrés ont inspirées à Rubens, celles qui lui ont fourni ses créations les plus hautes. Et cependant, même dans cet ordre d'idées, combien ne trouvons-nous pas ici de sujets nouveaux et combien aussi d'acceptions nouvelles de sujets déjà traités! Cette grande *Nativité*, il l'a peinte, croit-on, en collaboration avec son élève Jordaens, mais la couronne d'anges qui plane au sommet a une grâce qui nous révèle le maître et le maître seul. Il est bien de lui seul aussi, ce tableau d'une coloration si éclatante où il a réuni à côté du Christ quatre pécheurs repentans : le roi David, le bon larron, saint Pierre, le visage baigné de pleurs, et Madeleine, la belle pécheresse aux cheveux d'or. Voici, plus loin, *la Rencontre d'Ésaü et de Jacob*, composition

d'une tonalité douce où les animaux sont aussi franchement peints qu'admirablement dessinés. Ici, le *Samson attaqué par les Philistins*, que Van Dyck a plus tard reproduit avec de légères modifications (1). Un tumulte d'hommes armés, des torches qui brillent dans l'ombre ou qui se reflètent sur les cuirasses, et, près de Dalila, Samson, la tête rasée, entouré, harcelé de tous côtés, et tout étonné de son impuissance. Elle pourtant, la perfide créature, les ciseaux à la main, avec son jeune et frais visage et son air ingénu, le sourire aux lèvres, mais non sans un reste d'inquiétude, elle attend, elle observe comment cet homme, jusqu'ici indompté, va faire face au danger. Dans *le Massacre des innocens*, la vie, l'éclat, la puissance d'expression, sont tels que l'on songe à peine au singulier accoutrement de ces mères flamandes qui, en pleine Judée, vêtues de robes de velours à crevés, essaient de disputer leurs enfans aux bourreaux qu'elles poursuivent de leurs imprécations. Sans parler de vastes machines telles que *le Triomphe de la religion*, *le Martyre de saint Laurent*, en omettant même des œuvres telles que *la Chaste Suzanne*, *la Résurrection des justes* et *la Chute des anges*, il faut cependant, à cause de sa célébrité, dire un mot de cette composition du *Jugement dernier* qui se trouve reproduite ici deux fois dans des dimensions différentes et avec quelques variantes. Malgré l'habileté de la facture et la vivacité étonnante d'un pinceau qui semble se jouer en créant ces innombrables figures groupées, enlacées de mille manières, nous ne goûtons guère pour notre part ces ouvrages trop vantés. Les grappes des suppliciés s'étagent et s'allongent en deux lignes minces qui traversent d'une façon assez déplaisante une composition à laquelle il faut reprocher d'ailleurs l'absence d'unité. On dirait que le peintre a pris à tâche d'y accumuler, avec des crispations et des pantomimes désordonnées, les raffinemens des plus horribles tortures et les rotondités de chairs un peu trop complaisamment étalées.

Abrégeons donc, puisque c'est dans cet ordre d'idées surtout qu'après Anvers et ce qu'en a dit Fromentin, il convient de passer vite et de garder le silence. Bien d'autres sujets d'ailleurs nous sollicitent. Tout d'abord cet *Enlèvement de Phœbé et de sa sœur par Castor et Pollux*. Les blondes victimes paraissent très résignées à leur sort et n'opposent pas grande résistance. Elles se contentent de lever les yeux au ciel pour attester la violence qui leur est faite et comme par acquit de conscience; mais elles laissent aux ravisseurs tout loisir pour soulever délicatement leurs beaux corps. Sans doute, ainsi qu'il arrive souvent chez Rubens, l'opposition

(1) Galerie du Belvédère à Vienne.

entre les chairs rouges des héros et les chairs d'un blanc nacré des captives est un peu trop marquée; mais quels rapprochemens, quels passages charmans, quelle grâce dans la couleur! Comme les gris du cheval et les gris du ciel accompagnent heureusement les figures, comme le paysage avec son horizon bas et ses opulentes intonations soutient bien la scène et en fait valoir tous les élémens; avec quel à-propos enfin la silhouette est tour à tour découpée nettement ou doucement perdue avec le fond! Le *Sénèque mourant*, debout, les veines ouvertes, nous montre une tout autre gamme, grave, recueillie et parfaitement appropriée à cet austère sujet. Avec cette *Ronde d'enfans*, bambins roses, sourians et dodus qui plient sous le poids d'une guirlande de beaux fruits, nous retrouvons toutes les souplesses du dessin et toutes les gaîtés de la palette de Rubens. C'est l'automne et la magnificence de ses harmonies qu'il nous offre dans cette *Marche du vieux Silène*, vacillant, repu, entouré de ses compagnons, fort incapables de le soutenir. La violence des intonations est ici atténuée par la hardiesse des reflets et le chatoiement des carnations moites et luisantes. Les deux faunillons suspendus aux mamelles de la faunesse du premier plan sont admirables d'exécution avec leurs petits corps fermes, potelés, gonflés et gorgés de lait et déjà tout pleins d'une séve exubérante.

Chez Rubens, tout est prétexte à tableau. Il ne pouvait se résigner à copier froidement des animaux. A-t-il sous les yeux quelque bête féroce, réduite au piteux séjour d'une ménagerie, son imagination la replace aussitôt dans son vrai milieu, et il met en action les ressorts d'acier de ses membres alanguis par l'étroite captivité de la cage. Ces griffes déchireront des chairs; ces dents broieront des os; il fera bondir ces corps souples et nerveux, et alors, avec des rugissemens et des craquemens sinistres, avec des plaies qui saignent et des visages déjà pâlis par la mort, il peindra les effaremens, les épouvantes et les acharnemens dramatiques de cette *Chasse aux lions*, dans laquelle, comme le catalogue le remarque si judicieusement en son style tudesque, « pour les chasseurs à pied et à cheval, le danger est monté au point suprême. » Et n'allez pas croire que Snyders ait pu peindre ces terribles animaux; ce tableau, destiné « au sérénissime duc de Bavière, » est tout entier de la main de Rubens, c'est lui-même qui nous l'apprend.

Ce même homme, que nous venons de voir couvrant les plus vastes toiles avec une fougue et une possession de soi-même qui ne se démentent pas un seul instant, nous le retrouvons dans un des cabinets voisins proportionnant sa facture à des œuvres de moindres dimensions et qui appartiennent pour la plupart à la dernière période de sa vie, alors que, souffrant de la goutte, il avait dû se

confiner dans son atelier et choisir des tâches en rapport avec ses forces. On dirait qu'affranchi de la fatigue et de la tension d'efforts qu'amenait l'exécution de ses grands ouvrages, son génie éclate alors plus librement et laisse à ses créations une plus chaude empreinte. Son travail apparaît plus net et plus personnel, et nous sommes bien assurés ici de n'avoir plus affaire qu'à Rubens seul et de pouvoir étudier l'expression de sa pensée sans aucun intermédiaire. Parmi tous ces tableaux de chevalet, la *Bataille des amazones* est un chef-d'œuvre où les meilleures qualités du maître ont trouvé leur emploi. On connaît la gravure de cette belle composition, inspirée évidemment par le *Triomphe de Constantin* du Vatican. Le dernier effort de la lutte s'est concentré autour d'un pont sur lequel les vainqueurs, groupés en bon ordre, s'avancent irrésistibles : les vaincues essaient encore un semblant de défense. C'est un amas confus de combattans qui se heurtent, d'armes qui reluisent, de bras qui se lèvent pour frapper, de chevaux qui se cabrent ou s'abattent avec fracas. Sous l'arche, la rivière roule des eaux vertes, épaisses et souillées de sang; puis un trou béant, d'un noir profond, où sont entassés des corps livides. A l'horizon, la silhouette d'une ville qui brûle; à droite, le pêle-mêle ahuri d'une fuite; par-dessus, un grand ciel tourmenté, d'un bleu violent, où roulent de gros nuages blancs et des tourbillons de poussière, de flamme et de fumée qui se mêlent aux nuées d'orage; partout le tumulte des élémens, le déchaînement de toutes les fureurs, et, dans ce désordre, un art accompli, des repos pour l'œil, et, là où il faut, des détails significatifs; le respect de l'ensemble et des morceaux achevés, exquis, comme ces cadavres à moitié submergés dont le modelé est si souple, si fin, si élégant, comme encore les deux femmes qui nagent ou le cheval gris tombant à la renverse. Les formes sont précises et suivies, ou bien perdues à dessein dans de larges partis d'ombre. Un équilibre parfait dans les lignes et aussi dans la distribution de la lumière : une touche tour à tour caressante, soyeuse, pleine, mordante, visible ou noyée, toujours appropriée aux divers objets, à leur importance relative; en tout, enfin, un accord étroit entre la pensée et son expression, une vraie merveille dont on ne peut se détacher.

A côté de ces violences, un nouveau contraste nous est réservé. C'est Rubens épris de la nature dans ses aspects les plus modestes, Rubens vivant aux champs et leur demandant le repos; mais son repos à lui, vous le savez, c'est toujours du travail. Il ne peut cesser de s'intéresser à ce qui l'entoure, et sa façon de nous le prouver, c'est de peindre les horizons familiers auxquels il se complaît, de nous révéler les beautés qu'il y découvre. Il nous montrera donc

ici, dans trois paysages, les grasses campagnes qui avoisinent son château de Steen. *Après l'orage* est le meilleur des trois, celui que son éclatante coloration rend le plus saisissant. C'est l'été dans toute sa force; l'or des moissons tranche vivement sur la prairie dont la pluie vient de raviver la verdure, et la cime des arbres, déjà éclairée par une tiède lumière, se détache en clair sur les nuages encore assombris où l'arc-en-ciel dessine sa grande courbe. Que ne voit-on pas dans ce tableau! Des chariots qu'on emmène, du foin ou des gerbes de blé qu'on décharge et qu'on met en meules, des villageois quittant leur abri pour regagner leur travail; au premier plan, dans une flaque d'eau, un troupeau de vaches, et parmi les roseaux et les nénufars, une bande de canards qui frétillent et barbotent à qui mieux; où que le regard se porte, la vie, le mouvement sont répandus à foison, et l'activité de l'homme se mêle et s'ajoute à l'activité féconde de la nature. Et ce n'est pas là seulement une indication sommaire, quelque chose comme ces fonds que le peintre de figure improvise en quelques traits; c'est l'œuvre d'un vrai paysagiste, d'un homme dont l'école moderne des paysagistes anglais s'est manifestement inspirée et à qui il conviendrait par conséquent de rattacher la filiation de notre propre école.

Mais ce n'est pas assez d'émerveillemens; nous n'avons pas encore parlé des portraits. Ici se dresse contre nous, sévère au fond et absolue dans sa forme, une appréciation que nous ne pouvons pas éviter, mais qui, à cause de l'autorité même du juge, exige qu'on s'y arrête et qu'on essaie de l'expliquer. « Ses portraits sont faibles, peu observés, superficiellement construits, et partant de ressemblance vague. » Telle est la conclusion à laquelle aboutit Fromentin. Même sans sortir du Louvre, ni des musées de Belgique, il nous semble que ce n'est pas là traiter Rubens avec une justice suffisante. Le plus souvent, c'est vrai, Rubens « ne se subordonne pas à ses modèles » et il ne nous intéresse à eux que dans la proportion de l'intérêt qu'il a pris lui-même à leur personne. Mais si, de fortune, le modèle lui agrée, si c'est le visage bien connu d'un ami, d'un parent, alors cet œil qui voit si bien, cet esprit si prompt et si juste démêlera vite l'acception qu'il faut choisir dans cette physionomie, les traits qui en résumeront le sens et en fixeront le caractère. Alors, lui aussi, il fera œuvre de portraitiste et parmi les plus grands il prendra son rang. Et ici, c'est le témoignage de Fromentin lui-même que nous appellerons à notre aide. Si au Louvre, à des portraits tels que ceux du baron de Witt ou d'Élisabeth de France il préfère l'esquisse faite d'après Hélène Forment et ses deux enfans, « cette ébauche admirable, ce rêve à peine indiqué, laissé

là par hasard ou avec intention, » qu'aurait dit ce sincère et fin critique en face des portraits de Rubens que nous offre le musée de Munich? Ce ne serait pas cependant, tout important qu'il soit, le grand portrait de la comtesse d'Arundel qui nous servirait d'argument. La peinture est de choix sans doute, délicatement suivie, étudiée avec conscience, avec trop de conscience peut-être, puisqu'elle a gardé je ne sais quel air de contrainte. On sent que le peintre s'y est appliqué, qu'il a voulu faire de son mieux, mais il n'a pas osé donner à son travail cette libre allure, ni ces accens décisifs que moins respectueux de son modèle il eût sans doute rencontrés. Rubens timide, le fait est assez rare pour mériter d'être noté, tandis que bien souvent on serait tenté de le trouver trop audacieux. Mais nous avons ici des œuvres moins cherchées, et qui parlent plus éloquemment en sa faveur. D'abord ce Ferdinand d'Espagne, un grand garçon en habit de cardinal, œil clair et lèvre épaisse, figure naïve et d'une personnalité déjà plus complètement accusée; puis cette tête de jeune homme coiffé d'une barrette noire, et dans laquelle l'ampleur du faire ne nuit en rien à l'expression intime de la vie.

Voici pourtant des ouvrages plus parfaits. C'est assurément pour son propre plaisir que Rubens a peint ce docteur Van Thulden, parent d'un de ses meilleurs élèves, et surtout ce savant vêtu de noir, avec une collerette blanche qui encadre son visage vermeil. La moustache et la barbe grisonnent, mais avec ses soixante-cinq ans, quel air de belle humeur, quelle verdeur de santé! O la bonne et honnête figure! Ce savant-là n'a rien d'austère, et, si les *Commentaires* de César et les œuvres de Cicéron sont à portée, rangés sur un rayon contre la muraille, quelque bouteille n'est pas loin sans doute. La fraîcheur du teint, l'œil vif et humide, le nez un peu rubicond, tout annonce le bon vivant. Il n'a cependant rien de vulgaire, et ce brave compagnon saura, à l'occasion, faire à Rubens une de ces solides lectures, telles qu'il les aime; pour n'être point pédante, sa conversation ne laisse pas d'être instructive : il sait bien des choses, il les sait, et les communique gaîment. Le grand peintre, qui se plaît à son commerce, a fait asseoir là son ami, pas bien longtemps, mais assez cependant pour que le caractère et la ressemblance du personnage fussent nettement exprimés, assez pour produire un de ces chefs-d'œuvre qui ne craignent aucune comparaison et qui tiendraient dignement leur place dans toutes les compagnies. Comptez qu'à Vienne, au Belvédère, à la galerie Lichtenstein, dans d'autres collections encore, comptez qu'ici même, tout à l'heure, nous aurons à vous en signaler d'autres, de valeur au moins égale et dont le charme d'intimité augmentera pour nous le prix.

Tous ces témoignages d'excellence qui, dans tous les genres, s'imposent ici à notre admiration, vous les retrouveriez ailleurs assurément, mais successifs, isolés, épars; dans ce musée de Munich où Rubens est véritablement un roi, ils se présentent à nous en foule, coup sur coup, avec une souveraine éloquence qui déconcerte le jugement. Quelle est donc la puissance de ce prodigieux génie, ou plutôt quelle n'est pas la multiplicité de ses ressources pour qu'on ne puisse lui dénier une qualité, lui refuser une aptitude sans qu'aussitôt il vous montre l'une et l'autre? N'y aurait-il là que des instincts admirables, un bonheur inouï, et ce qu'on appelle un peu légèrement les priviléges du génie?

Oui, sans doute, Rubens a beaucoup reçu, et il est difficile de rencontrer une vie plus heureuse. L'intelligente et tendre affection de sa mère, les enseignemens des maîtres qui devaient successivement exercer sur lui une influence si utile et si différente, au moment opportun, un voyage en Italie et, outre les relations qu'il y trouve, le commerce des belles choses et celui des grands esprits, toutes les facilités du talent, et plus tard, avec les richesses et la gloire, toutes les joies de la famille, rien n'a manqué à Rubens. Après avoir relevé, comme Fromentin l'eût fait lui-même, croyons-nous, une restriction qu'il eût été injuste de maintenir à Munich, il convient maintenant de renvoyer le lecteur aux pages charmantes dans lesquelles est résumée cette noble vie (1). A côté de ce que Rubens a reçu, vous y trouverez ce qu'il a fait pour lui-même : le sage emploi de son temps, la sobriété de ses habitudes, la mesure, la constante régularité, qui ont fécondé toutes ses forces natives. Comme lui, d'autres ont eu bien des dons; Rubens a mérité les siens, et le trait moral qui nous frappe le plus chez lui, c'est la volonté. Il a su diriger sa vie; il l'a défendue contre les grands, contre les richesses, contre les séductions de toute nature, contre la gloire elle-même, pour rester jusqu'au bout fidèle à l'art qu'il aimait. S'il est permis de rechercher et de noter complaisamment dans l'histoire les exemples de vocations entravées par la misère, celles qu'a perdues une vie trop facile ne s'y montrent pas moins nombreuses, et dans toutes les situations le talent, en somme, doit être acheté par l'effort. Mais cette action de la volonté n'apparaît guère, dira-t-on, chez Rubens. Il est vrai qu'elle ne se manifeste point par de brusques décisions; elle est continue cependant, elle préside à toutes ses actions, elle prescrit le bon emploi de ses journées, l'hygiène de son esprit et de son travail. Certes on a raison de vanter la rare fécondité, la promptitude de ce génie si ouvert,

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier 1876.

l'entière liberté de cette magnifique exécution. Les nombreuses esquisses que possède le musée de Munich (il n'y en a pas moins de vingt-huit) nous montrent à quel point cette liberté est légitimement acquise par un ensemble de travaux préparatoires, concertés en vue du résultat. Alors même qu'il paraît s'abandonner à la brillante spontanéité de sa nature, Rubens procède avec une méthode parfaite, et ne laisse rien au hasard; à l'avance, il a décomposé son travail, il en a prévu les états successifs.

Les ébauches de la Pinacothèque, en nous faisant pénétrer dans l'intimité du talent de Rubens, nous permettent en quelque sorte d'assister à l'éclosion de ses œuvres. Comme tous les degrés d'avancement y sont représentés, le but distinct assigné aux diverses étapes ainsi parcourues est nettement marqué pour chacune d'elles. Ici, le bois est à peine couvert d'un léger frottis monochrome, mais l'effet général est déjà assuré; là, les nuances sont réparties, mais faibles encore et presque toutes de valeur égale entre elles; à côté enfin, tout a été réglé, et, avec quelques rehauts plus vifs et plus francs, le peintre a résolu les accords de détail au profit d'une harmonie dominante. Comprenez-vous maintenant sa liberté, la vie, la chaleur soutenue de sa facture alors qu'il abordera sa tâche définitive? Il a opéré méthodiquement la division de son travail; il sait clairement ce qu'il veut, et, sans repentir, sans fatigue, en pleine possession de ses moyens, il peut marcher droit vers le résultat. Alors, dans son allure rapide, on pourra signaler parfois des indications trop sommaires ou des inégalités bien concevables, mais du moins un même souffle animera l'ensemble et sauvera souvent ce que les détails ont de défectueux. N'est-il point satisfait d'ailleurs, ne croyez pas qu'il se fatigue à corriger son œuvre et qu'il en vienne à dévier peu à peu de sa pensée première, prenant, chemin faisant, avec la satiété de son travail et la méfiance de soi-même, toute idée nouvelle pour une idée meilleure. Au lieu de s'épuiser ainsi en de vaines obstinations, il remaniera sa composition pour lui donner une autre forme, et avec l'expérience de ses précédentes tentatives il réparera ses fautes.

Outre plusieurs autres ébauches telles que l'*Adoration des Mages* et l'*Assomption de la Vierge*, le musée de Munich nous offre la série à peu près complète des esquisses faites pour la galerie de Médicis. La seule de ces esquisses que possède le Louvre, acquise à la vente d'Ary Scheffer, nous montre l'intérêt que présente cette précieuse collection, qui permet de suivre pas à pas le maître dans son travail, et de comparer le premier jet de sa pensée à son œuvre définitive. Il faut le reconnaître pourtant, les modifications que ces ébauches ont subies, souvent utiles et même nécessaires, ne sont

pas toujours heureuses. Parfois une addition suggérée par le désir d'un effet plus pittoresque est peu justifiée au point de vue des convenances du sujet. C'est ainsi, par exemple, que la grande guirlande de fruits et de légumes qui, dans le *Mariage de Marie de Médicis* (n° 438 de la galerie du Louvre), décore le haut du tableau, et le chien qui, pendant cette cérémonie, s'est fort irrévérencieusement installé sur les marches de l'autel, ne figurent pas dans l'esquisse primitive. En revanche, dans le projet de l'*Entrevue de la Reine et de son fils* (1), un grand monstre bizarre, « l'hydre de la rébellion, » occupe toute la droite, et plus de la moitié de la composition. Cette étrange création, plus grotesque que terrible, avait bien pu échapper à Rubens dans la vivacité de sa facile improvisation; il a reconnu, dans le tableau du Louvre, qu'il était nécessaire de la modifier et surtout de la ramener à de moindres proportions; mais ce ne sont pas seulement des renseignemens sur les procédés du peintre que nous rencontrons ici: les indications fournies par ces esquisses ont quelquefois la valeur de documens historiques. L'esquisse qui nous représente la reine emmenée à Blois par ordre de son fils (n° 902) n'a pas été exécutée en grand. Marie de Médicis jugea sans doute inopportun l'hommage que, dans son affection reconnaissante, l'artiste avait voulu lui rendre en montrant que la haine et la calomnie avaient seules pu causer les disgrâces de la reine, et après la réconciliation de Brissac, elle comprit qu'il n'y aurait ni convenance morale, ni prudence politique à conserver ce témoignage des violences et des inimitiés passées.

Nous avons pu entrer dans l'intimité du talent de Rubens, nous allons pénétrer dans l'intimité même de sa vie. Lui-même nous y invite en nous montrant ici, fixés à jamais par son pinceau, bien des souvenirs de sa famille et de son foyer. C'est d'abord une vive esquisse d'après un de ses frères, puis une admirable ébauche du portrait de sa mère, beau et large travail où l'on sent autant l'affectueuse vénération du fils que le talent du peintre, nouvelle preuve de ce qu'il vaut comme portraitiste quand il nous montre ceux qu'il connaît bien et qu'il aime. Voici Rubens lui-même, en costume élégant, habit brun, bas de soie orangés, assis sous un berceau de chèvrefeuille tout fleuri; sa première femme, Isabelle Brandt, est à ses pieds, parée aussi et coiffée d'un chapeau à haute forme. C'est aux environs de leur mariage, vers le printemps de 1610; ils sont jeunes tous deux, et, la main dans la main, semblent

(1) Donnons encore ici un court échantillon du texte du catalogue : « La reine plane, suivie de la charité maternelle, dans l'embrassement de son fils, en s'élevant vers le ciel, où le gouvernement paisible les attend. La justice punissante précipite l'hydre de la rébellion dans l'abîme. » *Catalogue de la Pinacothèque royale*, p. 134, n° 118.

heureux de leur mutuel amour. Isabelle nous apparaît souriante et fière, confiante dans l'affection de cet époux qui, après avoir goûté près d'elle plus de seize ans de bonheur, ne pouvait se consoler de sa perte, et cherchait en voyageant à se distraire de sa peine. « J'ai vraiment perdu une excellente compagne, écrivait-il alors... Elle était toute bonté, tout honneur, aimée de tous pendant sa vie pour ses vertus, et, depuis sa mort, universellement pleurée. Une telle perte me paraît bien digne d'être vivement ressentie. Si le remède de tous les maux est l'oubli qu'engendre le temps, il faut espérer son secours (1). » Ce remède, il faut le dire, ne devait pas se faire bien longtemps attendre, et les distractions que Rubens avait d'abord demandées aux voyages, il allait bientôt les trouver près de lui. A trois pas d'Isabelle, fragilité de la douleur humaine! voici la fillette qui lui a succédé, cette Hélène Forment, à peine âgée de seize ans, qu'il épousait le 6 décembre 1630, quatre ans après la mort de celle qu'il avait si tendrement regrettée. C'est une enfant, rose et vermeille, mais qui a toutes les grâces d'une précoce adolescence. Sa bouche est comme un fruit, son teint comme une fleur. Les cheveux, coupés court sur le front, à la façon d'un jeune garçon, s'échappent de chaque côté de sa toque, et, de leurs boucles blondes, encadrent le frais visage. Hélène va sortir et s'apprête à plonger dans ses gants deux petites mains potelées, pas encore très bien formées. On imagine aisément que c'est le peintre lui-même qui l'a parée ainsi, qui l'a couverte de ces riches bijoux, et qui, afin de contenter ses yeux épris, a dessiné l'accoutrement de la sirène pour laquelle il a renoncé à son veuvage et oublié qu'il a cinquante-trois ans.

Il multipliera désormais les images du nouvel objet de son amour. Il y en a quatre rien qu'au musée de Munich, et vous en rencontrerez un peu partout; parfois même d'assez indiscrètes, comme cette célèbre toile du musée de Vienne, où il nous laisse voir Hélène presque nue, frissonnante, à peine cachée dans une pelisse bordée de fourrures. Nous la retrouvons donc ici, et en pied cette fois, quelques années après. La fillette s'est épanouie, ses mains se sont allongées, le visage n'a plus rien de l'enfance. C'est une jeune femme, à l'air un peu étrange, dans une parure tout à fait magnifique, vêtue d'une robe de brocart, blanche et brodée d'or, d'un ton délicieux. Elle porte des colliers, des bijoux; autour d'elle, des tentures et des tapis d'Orient; le tout d'un grand luxe et d'un goût exquis. Plus loin, c'est elle encore, vêtue de noir, coiffée d'une sorte de béret plat avec un gros pompon, à la mode espagnole;

(1) Lettre à Pierre Dupuy, 15 juillet 1626.

mais le regard est hardi, et la peinture semble déjà un peu vague et lâchée. La voilà enfin, tenant un enfant nu dans ses bras; toujours jeune, quoique pâlie et visiblement fatiguée par les épreuves répétées de la maternité. Cette fois la peinture est soignée, mais l'exécution manque de franchise, la main paraît moins sûre; le corps de l'enfant est comme soufflé, d'un modelé indécis et pénible. Les deux premiers portraits d'Hélène étaient des chefs-d'œuvre; ces deux derniers sont, pour Rubens, des œuvres plus qu'ordinaires, — œuvres significatives cependant et qui éclairent d'un singulier jour la fin de cette heureuse existence. L'admirable portrait du Belvédère, qui nous montre Rubens lui-même à ce moment de sa vie, leur prêterait un saisissant commentaire. Ce n'est plus le cavalier à la fière tournure, aux allures élégantes; la vieillesse est venue tout d'un coup, définitive, implacable. La physionomie est restée douce, bienveillante et fine; mais les traits amincis dénotent une extrême lassitude : la goutte, avec ses souffrances, y a creusé des plis, les chairs sont molles, le regard est attristé, éteint. Noble peinture d'ailleurs, d'une touchante expression et sincère autant qu'il est possible, ouvrage d'un homme qui voit où il en est, où il va. Pauvre grand homme, qui, après cette vie jusque-là si bien conduite, apprenait à ses dépens qu'on n'oublie pas impunément son âge et que le génie lui-même ne remplace pas la jeunesse!

Mais n'insistons pas : il ne nous conviendrait guère de quitter Rubens sur une pareille impression. Restons au musée de Munich, c'est lui qui va nous offrir l'œuvre exquise, précieuse à bien des égards, après laquelle il nous sera permis de prendre congé du maître. Nous sommes chez lui, presqu'au lendemain de son second mariage, dans un joli jardin attenant à sa demeure. Il est coiffé de son chapeau à larges bords, vêtu d'un pourpoint noir rayé de gris. A voir sa tête intelligente et fine, sa moustache retroussée et la distinction de sa tournure, on le prendrait pour un jeune homme, mais déjà quelques fils d'argent se mêlent à sa barbe blonde. Son bras est passé sous celui d'Hélène; elle est adorable ainsi, dans tout l'éclat de ses seize ans, sous un ample chapeau de paille entouré d'une guirlande de fleurs. Ses cheveux répandus flottent autour d'elle comme une moisson dorée. C'est tout à fait une enfant, un peu trapue encore et qui sans doute a grandi après son mariage. Toujours le corsage noir qui laisse paraître la chemisette; la jupe jaune pâle est retroussée sur un dessous gris; elle tient à la main un éventail de plumes, et porte un collier de perles qui fait ressortir sa fraîche carnation. Avec un geste délicieux, elle se retourne à demi vers un jeune garçon entièrement vêtu de rouge, de ce beau rouge franc que le peintre savait si bien manier. Pour qui a vu les portraits de

la galerie Lichtenstein, dont une répétition existe au musée de Dresde, ce garçon n'est pas un page, comme le dit le livret; l'âge et le type nous le font assez reconnaître : c'est Nicolas, le second fils d'Isabelle (1). L'enfant a trouvé dans Hélène non pas une seconde mère, mais presque une sœur. Le groupe charmant regagne la maison, cet hôtel somptueux, construit autrefois pour Isabelle, dans un style un peu bâtard, mélange bizarre de réminiscences italiennes et de goût flamand; magnifique résidence cependant, remplie de tableaux, d'objets d'art de toute sorte, et honorée de la visite des plus grands seigneurs et des souverains. Sous le portique, à côté des statues et des bustes rapportés d'Italie, on entrevoit une table dressée, un grand bassin de cuivre où rafraîchissent quelques bouteilles « de ce vin d'Aï » que Rubens aimait à boire. C'est là, à l'air tiède d'une journée de printemps, sans doute vers le mois de mai 1631, que la petite famille va prendre place. Les trois convives auront sous les yeux des fleurs, des eaux jaillissantes, le parterre de tulipes aux franches couleurs, et, rangés le long d'une haie de buis taillé qui les abrite, les orangers chargés de fruits qu'on vient de sortir de la serre et les œillets qui commencent à pousser. Tout autour encore, quelle profusion de vie! C'est le chien du logis qui gambade, ce sont tous les animaux d'une opulente basse-cour : des paons au plumage éclatant et des dindons avec leur jeune couvée, attendant le grain que va leur distribuer la vieille servante; puis des pigeons sur le toit et une pie familière au sommet d'un arbre voisin. Le ciel est bleu, les lilas sont en fleurs; la nature elle-même semble faire fête aux époux et s'associer à leurs joies. Et tous ces détails significatifs sont indiqués avec cette vivacité spirituelle dont l'habileté confond; tous parlent et nous retracent éloquemment la plénitude du bonheur à l'ombre du foyer domestique. Pourquoi ne peut-on s'arrêter sur cette page et fermer ici le livre? pourquoi, malgré nous, notre pensée nous ramène-t-elle à la pâle figure du musée de Vienne et nous oblige-t-elle à nous rappeler que neuf ans après Rubens était mort, laissant une veuve de vingt-six ans qui, à son exemple, allait bientôt se remarier et lui donner pour successeur un obscur diplomate?

II.

Le plus illustre des élèves de Rubens, celui qui les dépasse tous et qui est lui-même un maître, Van Dyck, est dignement représenté à Munich par quarante ouvrages, dont plusieurs méritent d'être

(1) Né [illegible] mars 1618.

cités en tête de son œuvre. Nous ne parlerons guère de ses compositions; malgré la beauté de quelques-unes d'entre elles, Van Dyck ne s'y soutient pas en face de son maître. Ce redoutable voisinage fait trop sentir ce qui lui manque de force et d'originalité. Sans doute il a ses qualités propres : la délicatesse, un choix plus scrupuleux des formes, un goût plus épuré. Mais si l'on ne remarque pas chez lui les exagérations qui rebutent parfois chez Rubens, il n'a pas non plus ses heureuses audaces ni son inépuisable fécondité. Il se répète souvent, et ses habitudes de composition sont un peu banales : il ne sait ni se renouveler lui-même ni renouveler un sujet. On serait injuste cependant si on méconnaissait des créations telles que *le Sommeil de l'enfant Jésus* ou cette *Déposition de la croix*, d'où s'exhale l'expression d'une douleur si pathétique. La puissante coloration des figures, le beau parti du fond, l'intonation hardie des têtes de chérubins qui s'enlèvent éclatantes sur le bleu savoureux du ciel, tout donne à cette dernière œuvre une touchante signification. Si Van Dyck avait, avec plus de suite et plus de décision, insisté sur le rôle qu'il attribue ici à la couleur, nul doute que par ce côté aussi il se fût montré un artiste vraiment supérieur.

Mais ce ne sont là, à tout prendre, que des œuvres d'ordre moyen et, à le considérer sous ce rapport, ce n'est pas seulement devant son maître qu'il s'efface, c'est devant lui-même. Comme portraitiste, au contraire, il est tout à fait au premier rang, et le musée de Munich suffirait pour consacrer la gloire qu'il s'est acquise sur ce point. Nous y trouvons d'abord une série de douze petites esquisses en grisaille (« en brunaille, » dit le catalogue) d'après des personnages célèbres de ce temps : la reine Marie de Médicis, la princesse Marguerite de Lorraine, Gustave Adolphe de Suède, le prince de Carignan, Tilly, Wallenstein, le duc de Neubourg, le comte de Nassau, l'abbé Scaglio, les peintres Palamèdes et Van Uden, suite doublement précieuse au point de vue de l'art et de l'histoire. Ces grisailles ne sont d'ailleurs pas des ébauches, ce sont des dessins définitifs auxquels il n'y a rien à ajouter et dont la destination explique le fini. D'après elles en effet, et dans des dimensions pareilles, Van Dyck lui-même et, sous ses yeux, Vostermann et d'autres artistes ont exécuté la collection bien connue de gravures dont le cabinet des estampes, au rez-de-chaussée de la Pinacothèque, nous offre des épreuves de choix à différens états. Dans ces simples frottis, peints comme des aquarelles avec un ton brun et rehaussés d'un peu de blanc, la science du dessin, le charme d'un faire élégant et facile se manifestent dans tout leur éclat. On voit avec quelle sûreté sont saisis tous les traits qui caractérisent une physionomie, avec quel art ils sont mis en relief.

Mais venons aux peintures : voici d'abord Van Dyck lui-même dans sa première jeunesse : un teint rose, un visage gracieux, encore imberbe, un peu efféminé, de grands cheveux d'un blond ardent, des doigts longs, effilés, adroits; au cou, une chaîne d'or jetée négligemment sur le vêtement noir. Un air d'enfant gâté qui sourit à toutes les séductions de la vie, mais qui ne saura guère se défendre contre elles. A côté, ce sont des grands seigneurs comme le duc de Neubourg, semblable de tout point à la grisaille que nous avons signalée, et le duc Alexandre de Croï avec sa femme. Puis des artistes : F. Snyders, le camarade d'atelier et l'ami du peintre; Liberti, l'organiste; le sculpteur Collyns de Nole et sa femme avec sa petite fille ; la tête fine, un peu arrogante d'un peintre de batailles assez médiocre, Snayers, autre élève de Rubens; puis encore deux bonnes vieilles gens, de visage honnête et placide, le peintre Jean de Weil et sa femme.

Avec des qualités diverses, ce sont là des portraits excellens, comme Van Dyck en a tant peints; ce ne sont pas encore des chefs-d'œuvre. Le portrait de Ch. Malery, le graveur, avec sa large figure bien coiffée de cheveux grisonnans et ses yeux un peu voilés d'une expression si singulière, est déjà de qualité plus rare; le maître est là tout entier. Mais nous avons ici deux œuvres supérieures encore, belles entre toutes, et qu'il faudrait emprunter au musée de Munich si l'on avait à former une collection des chefs-d'œuvre qu'a produits la peinture. C'est un admirable couple que ce bourgmestre d'Anvers et sa femme, tous deux en pied, habillés de noir, avenans, bien pris, pleins d'élégance et de distinction. L'homme avec son loyal et ferme regard, son front découvert et sa physionomie intelligente, est debout et montre du doigt sa femme. Quelle grâce chez celle-ci, quel charme dans tous ses traits, quelle douceur dans ce regard où brille la bonté d'une âme tendre et pure! Une collerette bordée de guipure légère encadre délicieusement son noble visage, et deux mains de reine dessinent leur forme aristocratique sur le noir coloré de la robe. Aucune manière, aucune pose, des attitudes d'un naturel parfait; pas d'ornemens non plus : un fond d'architecture sévère, à peine un bout de ciel et un coin d'horizon d'un bleu verdâtre, et, avec cette simplicité toute nue, une impression de grandeur qui vous arrête et vous captive. Il faut un effort de l'esprit pour penser aux moyens de cette peinture, tant cet art semble facile, tant il montre d'abandon et de naturelle aisance. Ce n'est que par réflexion qu'on songe à admirer le doux éclat des chairs, la délicatesse des demi-teintes, la beauté des intonations, la justesse des rapports et du modelé, la sobriété des détails et leur parfaite subordination, le tact exquis de ce qu'il faut dire et de ce

qu'il faut omettre, ce faire qui semble impersonnel et qui cependant n'appartient qu'à Van Dyck, et par-dessus tout, cette interprétation de la figure humaine qui mêle à la beauté visible je ne sais quel reflet de la beauté morale qui s'y ajoute et l'achève.

De Van Dyck à Jordaens, la distance est grande. L'un a sa gloire propre et fait honneur à son maître; on serait tenté de croire que l'autre peut nuire à Rubens en mettant sous la protection de ce grand nom son goût un peu vulgaire, ses gros rires et les étalages de chairs et de mangeaille auxquels il se délecte. Quand on le voit reproduire dans des dimensions héroïques des plaisanteries sur lesquelles il appuie lourdement alors qu'il conviendrait de glisser et de se faire comprendre à demi-mot, on oublie presque que Jordaens est un exécutant très habile et qu'on peut admirer, dans *le Satyre et sa famille* par exemple, des morceaux de peinture enlevés avec une verve et une science peu communes. Mais cet art n'a jamais des visées bien nobles; il gagnerait à se renfermer dans un cadre plus restreint, et lorsqu'il veut, en se haussant, toucher aux sujets sacrés, il a presque l'air de les profaner.

Teniers, le plus souvent, a mieux le sentiment des proportions, et bien lui en prend. Pour une fois qu'il a voulu s'en affranchir, l'épreuve ne lui a pas réussi, et cette *Foire italienne*, où il s'est donné carrière, ne peut être citée que comme l'erreur d'un esprit ordinairement mieux avisé. Les défauts ici sautent aux yeux les moins exercés : aucune entente de la composition, aucun effet, malgré ce premier plan durement découpé en manière de repoussoir. Les groupes confus sont jetés comme au hasard, la touche est grêle et nullement en rapport avec les proportions d'une si vaste toile. Le peintre, pour masquer son embarras, a vainement accumulé les détails et les intentions, et introduit la galerie entière des personnages qui d'habitude suffisent à ses données familières. Le rémouleur, les marchands d'orviétan, les compagnons de plaisir de l'enfant prodigue, les buveurs des tabagies ou des corps de garde, les nobles visiteurs de ses fêtes champêtres, ils sont là au complet, réunis pour les besoins de la cause, mais ils paraissent comme perdus et dépaysés; ils ne se sentent pas chez eux. Teniers a bien pu multiplier les épisodes; il n'a pas su faire un tableau de cette taille. Fort heureusement pour lui et pour nous, il a mieux à nous offrir à la Pinacothèque, et nous retrouvons en détail, casé dans leur véritable milieu, tout ce personnel peu choisi d'ivrognes, de racleurs de violon, de lourdauds en gaîté et de commères gaillardes et trapues. Nous avons même ici trois compagnies de singes et de chats, et dans l'une d'elles ce concert d'une gravité bouffonne où chacun des virtuoses à quatre pattes exécute en conscience sa par-

tie avec les grimaces les plus plaisantes. Certes cet art est bien humble et ces sujets sont bien infimes, mais le faire de ces tableautins est si piquant, leur harmonie si distinguée, les gris y sont si finement nuancés, les colorations si discrètes, qu'avec les contemporains du peintre et avec Rubens lui-même on ne se défend pas de s'intéresser à ces *magots* et à leurs ébats. Teniers pouvait se passer des admirations de Louis XIV; d'autres souverains, des princes et tous les amateurs renommés d'alors se disputaient ses ouvrages. Sa belle résidence de Perk était le rendez-vous d'une société intelligente et choisie. Au sortir de la compagnie des gens d'esprit, le châtelain ne pensait pas déchoir en retournant à ses observations familières. Et il nous prouve à sa façon qu'un talent net et vif comme le sien, même avec les élémens qui semblent les plus insignifians, peut encore faire ses preuves. Son verre n'est pas grand, mais il le remplit et le vide si prestement!

C'est encore à Rubens que Snyders devait de s'être affranchi de l'imitation stricte de la nature morte à laquelle longtemps il s'était borné. Enhardi par les conseils et surtout par les exemples du maître, il avait peu à peu abordé l'expression de la vie et du mouvement chez les animaux. Dans cette seconde manière plus libre et plus dramatique, *la Lionne égorgeant un sanglier*, et surtout *les deux Lionnes s'élançant sur un chevreuil*, doivent être comptées parmi ses œuvres les plus remarquables. Jamais, croyons-nous, Snyders n'a peint d'une manière aussi saisissante l'allure menaçante de ces fauves, la sauvage impétuosité de leurs appétits, la flamme de leurs yeux, les sinistres froncemens de leur visage et la force irrésistible de leurs élans. On sent que le maître a passé par là et que c'est à lui qu'il faut reporter sinon l'honneur des œuvres elles-mêmes, ainsi que certains critiques ont voulu le faire, du moins les enseignemens qui les ont produites.

A côté de ces élèves de Rubens dont la valeur et l'originalité propres devaient être signalées ici, nous pourrions en citer bien d'autres qui ont dû aux mêmes leçons leur part de talent et de célébrité. On sait avec quelle bonté le maître servait de guide et de soutien aux jeunes gens qui fréquentaient son atelier. Sa bienveillance ne s'exerçait pas moins vive envers les autres artistes de son pays; il était l'ami de la plupart d'entre eux et vantait en toute occasion leur talent. Il se faisait le collaborateur de Breughel, s'appliquait à peindre de gracieux visages de vierges au milieu de ses guirlandes de fleurs, ou donnait ses touches les plus caressantes aux figures de nymphes dont il ornait *la Chasse de Diane* et *le Triomphe de Flore*. Tels étaient d'ailleurs l'éclat et la séduction de son puissant génie qu'aucun de ses contemporains ne pouvait s'y

soustraire. Pour ne parler que d'un des plus illustres, Crayer, après avoir, à ses débuts, fait preuve d'un sentiment personnel un peu timide, mais sincère et quelquefois touchant, Crayer finissait, lui aussi, par subir pleinement cet ascendant. *Le Triomphe de la Vierge*, daté de 1646, relève directement de Rubens. Malgré l'habileté avec laquelle a été mené cet immense tableau, on sent en effet que l'audace apparente du peintre manque de spontanéité et que la fougue dont il fait ici parade n'est qu'un reflet et un emprunt.

On le voit, nous avons cru pouvoir prendre congé de Rubens, et à chaque pas nous le retrouvons sur notre chemin. Parler de ses élèves, c'est encore parler de lui; étudier ses contemporains, c'est montrer chez eux son influence. Lui mort, l'éclat de la peinture flamande allait s'éteindre avec ses imitateurs et les derniers de ses élèves.

III.

Si, avec Anvers, Munich est un des endroits où le génie de Rubens peut être le mieux apprécié et si on y recueille sur lui-même des indications qu'aucun autre musée ne fournirait aussi complètes, la Pinacothèque ne nous montre pas des richesses moindres pour l'art de la Hollande. Rembrandt excepté, on pourrait y suivre, avec les développemens qu'elle comporte, l'histoire de cet art, tant est grande l'abondance des œuvres qu'il nous donne ici, tant leur mérite est solide et leur conservation parfaite. Et Rembrandt lui-même, s'il n'a pas à Munich une de ces productions capitales telles que le musée de La Haye et surtout celui d'Amsterdam en possèdent seuls, Rembrandt y est encore dignement représenté. En écartant ce qui nous semble apocryphe, nous trouvons d'abord trois portraits importans dont l'attribution est incontestable et qui s'imposent à notre attention. Ceux que le catalogue désigne à tort comme représentant le peintre G. Flinck et sa femme sont signés et datés 1642, l'année même de *la Ronde de Nuit*. Rembrandt a trente-six ans; il est maître déjà, mais, ici du moins, il demeure encore respectueux, presque timide en face de la nature. Les figures s'enlèvent franchement sur le gris du fond; elles sont d'une facture simple, très suivie et très consciencieuse. Le modelé y est partout étudié à fond, en pleine lumière, sans parti-pris, sans ces préoccupations d'effet et de contrastes qu'on remarque déjà dans quelques-uns de ses ouvrages antérieurs et qui, par la suite, le domineront de plus en plus. Isolez le portrait d'homme, c'est la vie elle-même qui

anime ces traits; le sang circule généreusement sous la chair, les yeux vous interrogent avec une ténacité persistante, et les mains, admirables de simplicité, semblent pénétrées de lumière. La femme est tout à fait charmante de fraîcheur et de jeunesse. Des traits fins et ingénus, le nez petit, délicatement modelé, des joues vermeilles, des yeux limpides et francs, des cheveux bruns à reflets dorés, abondans, dont les mèches courtes et bouclées encadrent un front pur, ouvert, aux tempes un peu saillantes; tout cet ensemble est d'une grâce et d'une beauté qu'il faut signaler chez un peintre accusé parfois d'avoir assez malmené les visages féminins. Le costume ajoute encore au charme de cette aimable créature. Sur la chemisette modestement tirée pend une chaîne à médaillon : le corsage de velours couleur feuille morte, avec des agrémens en or passé et des paremens vert sombre, fait ressortir le doux éclat du teint. La pose est d'un naturel parfait, et les mains gantées sont naïvement croisées sur la poitrine. Une excellente conservation recommande ces deux portraits; rien n'en altère les transparences. La touche y est mesurée, la pâte abondante, mais discrète, et la facture sage et posée dénote autant de perspicace attention chez l'observateur que d'habileté chez le peintre. Plus tard il se montrera plus personnel, moins attaché à rendre ce qu'il a sous les yeux; avec des partis plus larges, sa pratique sera moins égale. Ici, il étudie avec une sincérité absolue, il ne résume pas encore.

Quel exemple de voir de tels hommes, avec de tels dons, s'astreindre, jusque dans la maturité, à ces études patientes et consulter la nature avec ces scrupules avant de s'abandonner librement à leur génie! Ils savaient, eux, que tout doit se mériter ici-bas, et qu'il n'y a d'audace légitime que celle qui s'appuie sur une connaissance honnêtement acquise des ressources de l'art. A voir les témérités précoces qu'affichent certaines tentatives de notre temps, il semble en vérité que l'on ait changé tout cela et qu'il soit permis de frapper les grands coups avant d'être bien armé. On veut, contre toute logique, débuter par la dernière manière des maîtres et commencer comme ils ont fini.

Le troisième portrait est celui de Rembrandt lui-même, dans un âge déjà avancé. Ce nez large, ces traits un peu gros, il les a reproduits bien souvent, non par une vaine complaisance pour son visage, la coquetterie n'a rien à voir aux images nombreuses et souvent très peu flattées qu'il nous a laissées de sa personne; mais il tenait apparemment à se sentir tout à fait libre dans ses recherches, et, en poursuivant sur lui-même ses infatigables expériences, il voulait pouvoir les varier à son gré et n'avoir pas à compter avec autrui. Cette fois le parti est franc et nettement accusé. Le grand

béret noir dont Rembrandt s'est coiffé projette une ombre vigoureuse, le fond aussi est d'une coloration intense, et sur ces sombres accompagnemens les notes brillantes se détachent avec éclat; les joues semblent pétries de lumière, et le sang y est à fleur. Les yeux, sous les épais sourcils, sont pleins d'un feu profond; ils ont ce regard perçant et scrutateur d'un peintre qui s'applique à fouiller les obscurités les plus mystérieuses et à pénétrer le secret des plus vives lumières. L'habit d'un rouge amorti, avec des bandes d'or, est d'un ton velouté, enrichi de transparences pourprées. Çà et là quelque accroc d'or ou d'argent ou quelque pierre précieuse scintille dans l'ombre. L'œuvre, qu'il faut rapporter, croyons-nous, aux dernières années de Rembrandt, doit avoir précédé de peu son chef-d'œuvre : *les Syndics*. C'est une peinture de haut goût, pleine de surprises et d'intimités, avec des concentrations puissantes et de brusques éclairs. La science y est accomplie, et cependant elle laisse voir un homme qui cherche toujours, qui rêve d'un art plus haut et ne parvient jamais à satisfaire le noble tourment de perfection dont il est possédé.

Mais ce n'est pas seulement comme portraitiste que Rembrandt figure au musée de Munich; nous y trouvons encore sept compositions de lui, toutes empruntées à l'Évangile. *Jésus parmi les docteurs* est une peinture un peu voilée, d'une harmonie fine et mesurée. Les vieillards blanchis dans l'étude des textes sacrés entourent le jeune enfant et le pressent de questions; ils paraissent confondus de sa tranquille assurance, de la simplicité avec laquelle il leur répond. L'ombre qui envahit les profondeurs du temple semble en avoir agrandi les dimensions; elle fait mieux ressortir encore l'isolement de cette petite figure, l'étrange autorité qu'elle respire et la lumière dont elle éclaire toutes ces ténèbres.

Les six autres tableaux font partie d'un ensemble que le prince d'Orange, Frédéric Henri, avait commandé à Rembrandt. Trois lettres de ce dernier (1) établissent la date et le prix d'acquisition de ces ouvrages et attestent à la fois l'estime où l'on tenait alors le peintre, son désintéressement et les relations dont il était honoré. Ces lettres, dont la dernière est du 27 janvier 1639, concernent spécialement *l'Ensevelissement* et *la Résurrection*. Les autres tableaux de cette suite avaient été livrés auparavant. En annonçant son envoi, Rembrandt recommande « de suspendre ses tableaux sous un jour très fort et de façon qu'on puisse les voir à une grande distance. » Il les estime 1,000 florins pièce, « se fiant d'ailleurs au

(1) *Lettres à Constantin Huyghens*. *Discours sur Rembrandt*, par le Dr Scheltema, p. 126. Paris, 1866.

goût et à la discrétion de son altesse pour lui donner moins, si son altesse pense qu'il ne mérite pas autant. »

Dans cette précieuse série, Rembrandt, avec des élémens et des moyens presque pareils, a su exprimer toutes les nuances d'une même idée par une gradation continue de sentimens. Les détails les plus touchans, les plus pathétiques, y abondent et renouvellent l'intérêt dans chacun des épisodes du grand drame qui se déroule à nos yeux, depuis *la Nativité* jusqu'à *l'Ascension* : cette figure du Christ, par exemple, qui dans *la Résurrection* paraît à peine, et qu'on n'a point à chercher cependant puisque, malgré la confusion des lignes et les violens contrastes de l'ombre et de la lumière, elle reste le sujet principal de la scène. C'est une merveille d'invention que cette figure qui, la main appuyée sur le rebord du sépulcre, se soulève doucement. On ne peut oublier, quand on l'a vu, ce visage éteint d'où la vie est encore absente, mais qui peu à peu semble se ranimer devant vous, ces grands yeux qui s'essaient à regarder, ces mouvemens encore incertains. Il y a là une de ces conceptions qui paraissent excéder les moyens de la peinture, tant elles sont insaisissables, mais que le génie seul, dans la simplicité de ses audaces, peut aborder et fixer avec une force que la réalité elle-même ne saurait atteindre.

Ces six œuvres s'expliquent et s'appellent mutuellement; chacune d'elles se suffit, et cependant chacune sert à compléter les autres. Elles nous montrent toute une face du génie de Rembrandt et comme une profession de sa foi religieuse. C'est par les côtés humains qu'il comprend et qu'il s'attache à exprimer l'Évangile. Le Christ qu'il a peint, c'est celui de la pauvre crèche, du modeste et laborieux ménage de Nazareth, du repas d'Emmaüs. Il vit au milieu des dédaignés, des petites gens, des affligés de ce monde; il est leur ami, leur compagnon, il est venu les soulager et leur apporter la bonne nouvelle. Pour nous dire sa beauté et sa bonté morales, Rembrandt trouve des accens qui viennent de son âme et dont la simplicité familière déroute ceux qui ne voient l'expression de tels sentimens qu'au travers des traditions et de l'art du passé. Ses visions sont bien à lui, et les émotions qu'il veut nous inspirer n'ont rien de convenu. Il en est ému lui-même : elles occupent son esprit solitaire et rêveur, et le remplissent à ce point qu'il ne s'aperçoit guère que ses inventions sont parfois bizarres, que les visages et les tournures de ses personnages manquent de noblesse, que leurs costumes n'ont aucune vraisemblance; mais sa sincérité est entière, et, ayant à nous dire des choses si nouvelles sur des sujets qui semblaient épuisés, il sait découvrir des ressources et des voies inexplorées dans son art. Il se fait un style à lui, plein de mystères et

de rayonnemens imprévus, étrange composé d'hésitations et d'audace, de naïveté et de science, style absolument personnel et que d'ailleurs ce génie aussi inquiet qu'opiniâtre n'arrivera jamais à fixer de façon définitive, soumis qu'il est, dans son constant souci de l'idéal, à des obsessions dont il ne peut ni triompher ni s'affranchir. A ce titre, les tableaux de la Pinacothèque ont un intérêt particulier : ils représentent une phase spéciale de la vie du maître, l'intervalle compris entre 1633 et 1639, c'est-à-dire entre *la Leçon d'anatomie* et cette œuvre incohérente et grandiose qui s'appelle *la Ronde de Nuit*. Ils sont comme une révélation des voies nouvelles où il va s'engager, dans lesquelles il persévérera maintenant jusqu'à la fin et dont *les Syndics* marquent le point culminant. Mais en même temps les deux portraits datés de 1642 nous attestent les arrêts et les retours inattendus de cet homme qui, se reprenant lui-même, comme s'il avait besoin de rassurer sa conscience, se remet en face de la nature et s'attache à la rendre avec tous les scrupules de la véracité la plus respectueuse.

F. Bol, Maas, de Keyser, G. Flinck, Victoor et les autres élèves ou sectateurs de Rembrandt disparaissent forcément en face du maître, bien qu'ils soient représentés au musée de Munich par des œuvres de choix. L'école hollandaise y est d'ailleurs si richement pourvue que bien d'autres noms solliciteraient notre attention. Entre tous, Frans Hals mérite que nous nous arrêtions à lui. Hals n'a pourtant ici qu'un seul tableau; il est vrai que c'est certainement le plus important et, suivant nous, le meilleur de tous ses ouvrages. Ce tableau est d'ailleurs peu connu, et malgré le bruit croissant qui depuis quelques années s'est fait autour du peintre, il a échappé à presque tous ses admirateurs. Un critique excellent qui le premier a dignement parlé des peintres de la Hollande et plus que personne a contribué à mettre Hals en honneur, M. Burger, dans sa consciencieuse énumération des œuvres de ce maître, a cité sans doute ce tableau de Munich : « un grand portrait de famille, large de près de quatre mètres, et qui paraît un prodige de peinture; » mais il n'a pu le voir à son gré. « Quel malheur, dit-il, que cette peinture superbe soit accrochée tout en haut de l'immense halle centrale du musée et qu'il soit impossible de s'assurer de l'authenticité de l'attribution ! » Et, après quelques imprécations contre l'incurie et la mauvaise grâce du directeur du musée, notre auteur ajoute : « Si ce grand tableau est de Hals, il doit être classé sur le même rang que ses portraits de la famille van Berensteyn (1), » c'est-à-dire avec ses œuvres capitales. Est-ce

(1) *Gazette des Beaux-Arts*, t. XXIV, p. 172.

à la boutade de M. Burger que nous devons de pouvoir admirer aujourd'hui tout à notre aise « ce prodige de peinture? » Il l'avait bien jugé. Quoi qu'il en soit, la toile est désormais à belle place, sous l'œil même du spectateur, et c'est une merveille qui ne peut qu'ajouter à la gloire du peintre.

Mais ce n'est pas seulement sur le talent de Hals qu'elle nous renseigne, c'est, croyons-nous, sur lui-même. Nous l'avions vu d'abord au musée d'Amsterdam, assis avec sa femme, en plein soleil, au milieu d'un jardin, riant tous deux au nez du public avec un assez libre sans-gêne, puis nous l'avions retrouvé dans ce musée de Harlem, qui ne semble consacré qu'à sa gloire, mêlé cette fois aux officiers du corps des archers de saint George (1). Le voici encore, car il nous paraît que c'est bien lui, une vingtaine d'années après, avec ses cheveux encore noirs, sa moustache en broussaille, son regard toujours ferme, et son air de gaillardise et de malice. C'est encore sa seconde femme qui est à côté de lui : une honnête figure de Hollandaise, un peu inquiète pourtant de ce mari, dont le renom n'est pas fameux et qu'il s'agit de maintenir au foyer domestique. Hals lui prend la main, et, comme s'il voulait la rassurer, d'un geste familier il lui montre les enfans qui les entourent et qui lui paraissent une attestation suffisante de sa fidélité conjugale. Il n'y en a pas moins de six en effet; les quatre plus petits se groupent à droite autour d'une corbeille de beaux fruits qu'ils sont en train de piller. Toute cette jeunesse est habillée des étoffes les plus fraîches, aux nuances harmonieusement réparties : gris perle, violet pâle, jaune pâle, abricot avec des revers bleus. De l'autre côté du ménage, deux garçons plus âgés sont vêtus de gris clair. L'aîné montre à son frère un dessin à la sanguine auquel il travaille. Les deux époux sont très richement parés, avec le luxe solide et grave qui convient à leur âge; des vêtemens noirs, mais de tissus variés et qui contrastent entre eux : soie, velours et satin. Le corsage de la femme est brodé d'or; le bas de sa jupe, d'un rouge bien plein, dépasse la robe et tranche sur le noir du costume. Leurs manches et leurs collerettes à tous deux sont d'un blanc atténué qui accompagne merveilleusement les chairs, et le modelé des visages et des mains est accusé avec une décision et une largeur magistrales. Le couple a grand air sous ce portique d'une architecture très simple, auquel est accroché un ample rideau violet foncé, à franges d'or. Le ciel gris, légèrement teinté de jaune, un coin de jardin avec de vertes charmilles et l'horizon d'un bleu intense complètent le tableau.

(1) Musée de Harlem, n° 58.

L'aspect de l'ensemble est très simple; les gris neutres y dominent et donnent leur prix aux accens vigoureux comme aux notes tendres et délicates. Les vibrations s'équilibrent avec un art accompli, la richesse des colorations restant concentrée sur les personnages. L'harmonie générale est forte, élégante et soutenue. Ajoutez à cela l'entrain, la liberté, l'aisance incomparable de l'exécution, la justesse parfaite de l'attitude et des gestes, un travail réglé, mais où l'on ne sent aucun effort, et vous comprendrez quelle est ici la plénitude de la vie et du talent. On pense à Rubens et à Velasquez, mais non à Rembrandt, à qui on attribue, peut-être un peu trop gratuitement, une certaine influence sur le peintre. Ce n'est pas là le Hals à la touche mince et superficielle qui, tout charmant et spirituel qu'il soit, nous paraît avoir été un peu surfait par la critique dans ces derniers temps. On est en face d'une peinture mâle et franche, du goût le plus pur. Ses caractères et ses qualités suffiraient pour déterminer assez exactement la date de l'œuvre, et s'il s'agit bien ici du ménage du peintre, il serait facile d'ailleurs de la fixer d'une façon très précise. Dans ce cas en effet, la plus petite de ces enfans, celle que l'on voit à droite vêtue d'une jupe bleu pâle et tenant un fruit à la main, ce serait Marie, la plus jeune des filles de Hals. Elle a de trois à quatre ans; comme elle a été baptisée le 11 novembre 1631, nous serions donc aux environs de 1635. Hals touche à la cinquantaine, c'est-à-dire à la maturité et à la grande époque de son talent; deux ans après cette *Réunion des officiers du corps de saint Adrien*, qui, au musée de Harlem, est sa meilleure œuvre (1). Sans témérité, sans vaine parade, c'est un homme sûr de lui, qui s'applique cependant, qui ne se laisse pas aller aux redites et sait modifier ses moyens.

Nous voudrions bien, du même coup, avec cette honnête et saine peinture, pouvoir réhabiliter le caractère de notre peintre. D'assez vilains bruits ont couru sur lui, sur ses penchans et ses compagnies. Il n'est que trop avéré qu'il était ivrogne (2), et les incrédulités à cet égard ne sont plus guère permises en présence des textes formels qui ont été produits. Et cependant, pour qui connaît le despotisme envahissant de cette laide habitude, comment penser qu'à cet âge le goût, la fine élégance et l'entière possession de soi-même qui paraissent ici aient pu être compatibles avec de si basses inclinations? Comment expliquer les relations que Hals, jusque dans sa vieillesse, a conservées avec les personnages les plus distingués de son temps? Comment Descartes, qui certes n'était pas d'humeur trop

(1) Musée de Harlem, n° 57.

(2) Van der Willigen, *les Artistes de Harlem*, p. 144.

folâtre, a-t-il choisi un tel peintre? Il est vrai qu'après une longue vie, Hals meurt dans la misère; mais les deux plus grands maîtres de la Hollande, Rembrandt et Ruysdaël, ont eu le même sort et connu, comme lui, l'abandon et l'oubli de leurs contemporains.

Il est temps de quitter Hals, et cependant nous aurions encore beaucoup à apprendre de lui. D'une façon plus générale d'ailleurs, que de réflexions et d'utiles enseignemens pourrait nous fournir une réunion de portraitistes comme celle que nous trouvons ici. N'est-ce point une rare fortune, en effet, de rencontrer, à quelques pas de distance des maîtres tels que Holbein, Dürer, Giorgione, Titien, Velasquez, Rubens, Van Dyck, Rembrandt et Hals, et de pouvoir les comparer entre eux? Comment avec ces figures muettes ont-ils atteint une telle éloquence? Comment parviennent-ils à nous inspirer tant d'intérêt pour des personnages souvent inconnus et près desquels nous passerions indifférens si la vie qu'ils tiennent de l'art n'était supérieure à ce que fut leur propre vie? Quelle n'est pas, en somme, la puissance de cet art, qui, pour la seule expression de la figure humaine, comporte des interprétations si saisissantes et si variées!

Cette puissance de l'art, nous en trouverions une preuve encore plus éloquente en étudiant ceux des peintres de la Hollande qui se sont bornés à la représentation des mœurs de leur pays dans leurs manifestations les plus humbles. La plupart sont ici et représentés par des œuvres de choix qui, malgré l'insignifiance ou même l'entière vulgarité des sujets, commandent l'admiration à cause de la prodigieuse somme de talent qu'elles renferment. Voici, par exemple, assise auprès des fenêtres d'une chambre basse, une femme à coiffe blanche, à caraco rouge, qui nous tourne presque le dos et lit attentivement ses prières. Est-ce bien là un sujet, et cela vaut-il la peine d'être peint? Notez même que le personnage n'est ici qu'un simple accessoire et qu'en réalité le sujet du tableau c'est cette chambre un peu nue, ou plutôt la froide lumière qui y pénètre. Il est vrai que le peintre c'est Pierre de Hooch, et à ce nom vous pressentez déjà ce qu'il a pu faire de cette mince donnée, ce qu'il y a mis de combinaisons savantes et de solutions exactes. Si le talent de l'artiste vous est connu, il vous est difficile de vous renseigner sur sa personne, car sa vie s'est écoulée obscure et ignorée; mais ses œuvres parlent assez pour lui, et celle que nous rencontrons ici suffit à nous expliquer la vogue dont il jouit.

Le soleil est donc le vrai sujet de ce tableau : en Hollande, c'est un visiteur assez rare pour qu'on lui fasse accueil, pour qu'on épie sa venue au fond de cette cour étroite et humide où il s'est égaré, et qu'on s'attache à lui jusqu'à sa sortie, comme à un de ces hôtes

de distinction dont la présence seule est un honneur et dont les moindres paroles ont du prix. Il est donc le héros de la scène; tout se rapporte à lui, et les plus petites particularités qui le concernent sont minutieusement relevées. Voyez-le se jouer sur les blanches parois de la muraille, éclairant au passage les deux tableaux encadrés de noir, projetant un reflet sur le parquet, accrochant un luisant aux carreaux de faïence, glissant sur le cuir rouge des siéges ou sur le drap d'un grand coffre verdâtre, et ne quittant qu'à regret ce réduit bien clos, après avoir, comme par une dernière caresse, prêté ses plus douces colorations à quelques fruits posés sur un beau plat de Delft. Ces menus détails, vous les avez vus bien des fois, et cependant ce mobilier si net, si bien rangé, a sa physionomie intime et locale. Il vous dit l'existence tranquille de la dame du logis, ses paisibles habitudes, ses qualités de ménagère, le recueillement qu'elle sait faire autour d'elle. Vous éprouvez comme l'impression du silence dominical et je ne sais quel parfum de propreté un peu moite se respire dans cet intérieur. C'est tout un côté de la vie hollandaise qui vous apparaît avec sa régularité assez monotone, relevée cependant par une simplicité de bon goût qui ne manque ni d'élégance ni même d'une certaine grandeur. Et tout cela est si excellemment rendu que, sans vous inquiéter de la hiérarchie des genres, vous subissez le charme qu'on goûte à reposer son regard sur des œuvres si accomplies.

Après Pierre de Hooch, Terburg ne vous ménage pas de moindres surprises; non pas cependant avec ce *Message* que, sauf de légères variantes, vous avez pu voir reproduit dans mainte collection. Le messager ici est un trompette, assez bizarrement accoutré et empêtré dans un grand baudrier. La dame, comme toujours, est vêtue de cette belle robe de satin blanc brodée d'or pâle que l'artiste aimait à peindre. Elle hésite à recevoir cette lettre, dont le contenu n'est peut-être pas très séant et prend, pour la circonstance, un air de pruderie effarouchée. Vous pouvez gager cependant que la curiosité l'emportera et que sa rigueur ne restera pas inflexible, car cet intérieur, où les bijoux et l'argenterie sont complaisamment étalés, nous semble un peu suspect. Un second tableau, de dimensions plus grandes, est aussi d'une facture plus large et même assez imprévue chez Terburg. Nous sommes dans une pauvre chambre de paysan : un homme vêtu de noir et qui, malgré l'extrême simplicité de son costume, paraît être de haute condition, est assis devant le foyer: un gamin, à l'air inquiet et méfiant, se découvre gauchement en parlant au visiteur: à côté, des rustres qui fument ou qui boivent observent celui-ci avec une attention soupçonneuse. Que se disent ces gens? quel hasard amène un pareil hôte dans

cette compagnie? n'est-ce pas quelque magistrat qui poursuit une enquête? ou serait-ce simplement un seigneur surpris en route par le mauvais temps qui se sèche et se chauffe à ce foyer? L'esprit est intrigué et soupçonne vaguement quelque mystère entre ces personnages. Le sérieux de l'impression, l'harmonie générale, un peu triste, de ces noirs et de ces gris à peine nuancés, aussi bien que le caractère énigmatique de la scène, font penser à notre Lenain.

En revanche, le sujet n'est que trop clair dans un troisième tableau, et quel sujet! Laissons la parole au catalogue : « Un jeune garçon, assis dans une chambre, épouille son chien. » Il faut bien l'avouer pourtant, ce tableau est charmant de finesse, d'élégance au moins autant que de naturel. L'écolier, car c'en est un, vient d'abandonner encre et cahiers sur le bloc de bois grossièrement équarri qui lui sert de table. Il ne songe guère à ses devoirs; il est absorbé tout entier par son intéressante occupation. L'attitude de son corps et l'expression de sa jolie figure à demi penchée marquent assez avec quelle attention il s'est mis à cette besogne. Et le chien, comme il se laisse faire, pelotonné sur les genoux de son maître, le regard résigné et content tout à la fois; il souffre un peu, mais il sait que c'est pour son bien. Assurément tout cela est assez misérable, et cependant ces vêtemens gris, fatigués, un peu disjoints, ces chausses d'un bleu usé qui laissent entrevoir la chair, le visage, les mains, le bloc de bois, la chaise de paille, tout est si bien observé, dessiné avec une précision si naïve et si savante, peint dans une gamme si distinguée qu'il faut admirer ces petites choses et la façon exquise dont elles sont dites (1).

Steen aussi est un observateur; moins fin que Terburg, il a des inventions plus variées, plus franchement comiques. Nous avons ici de lui un médecin tout de noir habillé qui tâte le pouls à une jeune femme en caraco rouge. Celle-ci tient à la main une lettre où le peintre, à côté de sa signature, a tracé en caractères minuscules quelque proverbe local ou quelque plaisante ordonnance qui nous renseignerait sur la situation de cette jolie malade. Elle semble un peu gênée de la persistance du regard que fixe sur elle le docteur, et un grand gaillard qu'on aperçoit par la porte entre-baillée, parlementant avec la servante, suffit peut-être à nous expliquer son embarras. Plus loin, notre peintre, à l'imitation d'Ostade, son maître, nous conduit au cabaret : une querelle de jeu s'est élevée, de proche en proche la bagarre est devenue générale et il faut voir comme tout ce monde se bat et se cogne d'importance.

(1) Une assez médiocre copie de ce charmant personnage se trouve à Amsterdam au musée Van der Hoop; elle est portée au catalogue comme un original.

Avec Brauwer, nous ne sortirons plus guère des mauvais lieux, ni des compagnies équivoques. Son opérateur de village s'apprête à travailler le bras d'un rustre assis devant lui. Le cas est grave, paraît-il, et le praticien avec ses lèvres pincées n'a pas une mine très rassurante. Ce fer qui chauffe, cette fiole mystérieuse, l'air décidé du bourreau, tout cela intimide fort la victime. Aussi le pauvre diable crie-t-il par avance et de son mieux; avec une grimace horrible, il ferme un œil, comme pour éviter de voir cette pharmacie primitive dont il lui faudra subir l'épreuve.

Après Brauwer, il conviendrait aussi de parler de Gérard Dow; mais on a eu la mauvaise pensée de le rapprocher de Rembrandt, son maître, et vous jugez s'il résiste à un pareil voisinage. La réunion des seize tableaux qu'il a au musée de Munich ne lui est pas non plus très favorable. Elle révèle clairement la monotonie de sa manière, sa façon minutieuse de préciser, de souligner également toutes choses, la vulgarité de ses compositions, la maigreur d'un travail dont le fini est, pour ainsi dire, tout à la surface; c'est l'œuvre d'un calligraphe et non d'un écrivain, d'un finisseur et non d'un peintre. On pressent déjà les froides imitations de Mieris et les molles fadeurs de ce chevalier van der Werff, qui n'a pas moins de vingt-huit tableaux à la Pinacothèque. Il nous est bien difficile aujourd'hui de comprendre l'enthousiasme qu'a pu provoquer en son temps cette peinture, et l'engouement qu'avait pour elle l'électeur de Bavière, Jean-Guillaume, jaloux d'accaparer le talent de l'artiste. On ne saurait imaginer l'effet produit par la réunion de ces plates compositions où s'étalent des carnations d'ivoire, des gestes ronds et prétentieux, un travail propre, mince, fondu, lisse et luisant, tout à fait en rapport avec l'afféterie des idées et l'absence complète de caractère. C'est la grâce mignarde et pédante d'un bel esprit qui se complaît à toutes les pauvretés, à toutes les plates conventions du genre noble.

Voilà où en était, soixante ans après son éclosion, cette école hollandaise qu'avaient illustrée le génie ou le talent exquis de tant de maîtres. Heureusement, avant de la quitter, il nous reste à parler encore de ses paysagistes, et nous avons hâte, en nous sauvant aux champs, de goûter des impressions plus saines, et de respirer avec eux un air plus pur.

IV.

Eux aussi, ces vrais créateurs du paysage, ils sont ici au complet, et, à raison de la valeur et du nombre de leurs ouvrages, ils mériteraient une étude spéciale et détaillée. Avec eux apparaît en

effet, pour la première fois, l'idée si imprévue et pourtant si élémentaire de chercher l'inspiration d'un art nouveau dans la nature elle-même; nature bien modeste et bien pauvre assurément, mais qui fera paraître plus surprenant encore le succès de leur tentative. Il est vrai que leur sincérité est parfaite; que toute leur science, et elle est grande, ne sera jamais consacrée qu'à rendre plus attachantes les impressions qu'ils goûtent eux-mêmes en étudiant de près ce pays si aimé, conquis deux fois, sur la mer et sur l'étranger. Aussi tous les aspects de leur chère Hollande, ils nous les montreront avec une fidélité naïve qui se suffit et ne croit pas avoir jamais besoin d'excuse. Si plusieurs de ces peintres, moins confians dans le charme de ses humbles horizons, essaient de lui prêter une physionomie plus relevée, en y introduisant des réminiscences et des harmonies méridionales, ou en imaginant des épisodes pompeux pour animer leurs paysages, les meilleurs, les plus forts seront ceux-là mêmes qui, sans se préoccuper de ce qu'on en peut penser, s'attacheront aux réalités prochaines pour en tirer avec un scrupuleux respect ce qu'elles peuvent contenir de naturelle et intime poésie. Une forêt sous le ciel gris, une plage battue des flots, moins que cela, un bout de haie, un chemin perdu dans le sable leur suffiront pour produire des chefs-d'œuvre, et leur constant attachement à leur patrie fera leur grandeur. Si quelques-uns d'entre eux sont restés obscurs pendant leur vie, une célébrité toujours grandissante venge maintenant leur mémoire de l'indifférence de leurs contemporains. On fouille incessamment les archives pour y découvrir sur eux les plus minces détails; la critique s'attache à les mettre successivement en honneur, et les amateurs se disputent les moindres de leurs ouvrages au feu croissant des enchères.

Van Goyen, que nous retrouvons ici avec les harmonies rousses ou grises que, suivant les dates, il a pratiquées, n'a pas grand'chose à nous apprendre après les récens travaux dont il a été l'objet. Mais Wynants, qui fut comme lui un des promoteurs du mouvement, figure au musée de Munich avec deux œuvres très importantes et qui semblent finies d'hier, tant la conservation en est parfaite. Avant ces deux noms toutefois, dans l'ordre même du temps, et aussi pour l'estime qu'il convient de faire de son talent, il est un homme qu'il faut citer et auquel on n'a pas jusqu'ici, suivant nous, rendu une justice suffisante. Nous voulons parler du vieux Jacques Gerrits Cuyp, le père d'Albert. Il n'a pourtant à Munich qu'un seul ouvrage, et de dimensions bien exiguës. C'est une vue, prise probablement aux environs de Dordrecht : un bac chargé d'un carrosse à quatre chevaux traverse un fleuve et gagne une petite ville dont la silhouette se découpe sur le ciel. Au premier plan, des vaches de-

bout ou accroupies sur la rive s'enlèvent nettement sur le clair de l'eau. Au-dessus, une grande envolée de nuées grisâtres délicatement modelées. Animaux et personnages sont groupés de la façon la plus pittoresque et dans toutes les attitudes. Le dessin, la couleur et l'effet sont d'une justesse parfaite ; la touche est précise, savante, fine ou pleine suivant qu'il le faut, et dans une gamme très restreinte la dégradation des plans se poursuit avec un art infini jusqu'à l'horizon. Vous retrouverez bien souvent, par la suite, cette donnée, qui est propre à la Hollande, mais voici dès les débuts une affirmation déjà parfaite des qualités qui plus tard caractériseront ses meilleurs peintres. Le dessinateur vaut ici le coloriste, et quand on pense que ce même Cuyp est aussi l'auteur du tableau de famille du musée d'Amsterdam et des deux beaux portraits qui sont au musée de Metz, on se dit que ce vieux peintre est un véritable maître et que, peut-être parce que ses œuvres sont assez rares, il n'a pas tout le renom qu'il mérite.

Après ces noms et cet éclat subit d'un art qui, dès sa naissance, montre ainsi sa simplicité et sa force, la foule des illustrations se presse. C'est Wouvermann et ses brillantes chevauchées, ses chasses, ses relais où l'on vide si lestement le coup de l'étrier, la vie des camps, les aventures, voire même une vraie bataille, celle de Nordlingen, mais sans grand souci de la couleur locale ; tout cela vif et gai, mais un peu monotone et un peu superficiel. Puis ceux qui ont voyagé au loin et qui mêlent leurs souvenirs aux impressions du pays natal : Swanevelt, Karel Dujardin, les deux Both, qui évoquent assez malencontreusement *Argus et Mercure* dans une campagne hollandaise, et Berghem, avec sa facile habileté, ses panoramas italiens et ses horizons dorés d'une chaude lumière. Everdingen, lui, a poussé jusqu'à l'extrême nord et rapporté de Norvége les sauvages aspects de cette nature âpre et grandiose : de noirs sapins, des rochers amoncelés, des eaux tumultueuses. D'autres, encore mieux inspirés, ne se sont guère écartés de leur foyer : Ary van der Neer, le peintre des nuits transparentes et des clartés mystérieuses; Albert Cuyp, moins bien représenté ici que son père; Ad. van den Velde, avec des *Vaches retournant au village*, tableau important, d'une pâte un peu molle, mais d'une couleur et d'un dessin très francs; van der Heyden enfin, qui, à force de précision et de minutieuse vérité, a su, sans sortir des villes, nous intéresser à la régularité un peu triste de leurs canaux et de leurs rues solitaires.

La mer aussi devait avoir sa place dans cet art tout local, cette mer livide et terne que l'on aperçoit presque de partout, qui confond ses eaux avec celles des grands fleuves et menace tous les rivages. C'est un ennemi contre lequel il faut se défendre sans re-

lâche, mais c'est en même temps la principale source de la prospérité nationale. Elle a ses peintres attitrés, Peters, le froid Backhuysen et Guillaume van den Velde surtout, qui jouissent de la faveur publique. De ce dernier nous avons ici deux œuvres remarquables et bien différentes. D'abord un de ces temps de calme langueur que de préférence il aimait à reproduire : le ciel est pâle avec quelques nuages blancs; aucun souffle dans l'air. Les voiles des bateaux retombent inertes le long des mâts, et l'eau, comme un miroir fidèle, reflète les embarcations. A peine quelques rides à l'horizon; aussi loin que le regard s'étende tout est clair et immobile. Avec *la Tempête*, du même peintre, le contraste est complet: l'orage s'en va, mais les navires sont encore violemment secoués et, sous le ciel sombre, la mer houleuse, frappée par un rayon de soleil, conserve un aspect sinistre et blafard.

Bien d'autres encore réclameraient notre attention, car avec des pratiques presque pareilles, les individualités de ces peintres sont nettement accusées, et, quoiqu'ils aient entre eux un air de famille, tous ces gens-là sont bien eux-mêmes; mais il est temps de clore cette énumération déjà trop longue, et c'est avec Paul Potter et Ruysdaël que nous allons prendre congé de l'école hollandaise et de la Pinacothèque. Le premier n'a ici qu'un seul tableau, mais excellent, signé et daté 1646. P. Potter est âgé de vingt et un ans; il n'a plus que huit ans à vivre, et cette œuvre est le plus éloquent témoignage de la précocité de son talent. Devant une pauvre cabane, il nous montre un ménage de paysans; la mère est occupée à guider les premiers pas d'un affreux petit être, digne fruit de ce couple disgracieux. Il est vraiment bien laid, ce marmot, avec sa fontange gauchement nouée sur ses cheveux en désordre et son visage écrasé. L'enfant fait effort et rit en tendant les bras à son frère aîné qui l'encourage. Autour de la famille sont groupés des moutons, des vaches au repos ou broutant; plus loin, une femme trait une vache à côté d'une chèvre qui allaite son chevreau. Pour fond, un horizon de dunes très bas, très simple. La végétation est maigre et rare; l'herbe a peine à pousser dans ce sable, elle commence cependant à reverdir. Près de la cabane, un tremble au tronc blanchâtre, écorché par places, et un vieux chêne, encore plus maltraité, ont déjà quelques menues feuilles, encore clair-semées sur les rameaux décharnés. Tout ce pays est bien misérable, et la vie doit y être difficile et chétive; mais ces pauvres gens goûtent aussi leurs joies : ils ont des enfans, ils les aiment, tout laids qu'ils sont, et par cette douce journée de printemps ils se chauffent avec eux au soleil, en humant un air vivifiant et pur. Tout est gaîté, tout renaît autour d'eux. Dans le ciel, d'un bleu pâle, flottent quelques nuages

argentins; des oisillons chantent perchés sur les branches ou s'ébattent dans l'azur, et, au milieu de cette fête de la nature, la famille est là tout occupée de ce petit enfant. Les bêtes (c'est encore la famille) prennent aussi leur part d'une si belle journée. Ils sont étonnans, ces animaux, de mouvement, de vie, de fine observation! Chacun a sa physionomie propre. La vache rousse à tête blanche, qui, le cou tendu, regarde en ruminant; les moutons avec leur mine apathique et somnolente, le petit chevreau collé à sa mère pour la téter, tous sont indiqués avec une vérité saisissante. Dans cette pleine lumière qui n'admet aucun subterfuge, le dessin est serré de près, partout lisible et poussé à fond, non pour chercher dans les formes je ne sais quelle pureté abstraite, mais pour atteindre au cœur même de la réalité une expression plus complète et plus intime de la vie elle-même (1). Il est difficile de parler une langue plus claire et plus honnête, et de faire passer dans l'esprit du spectateur des idées plus nettes. C'est quand il s'est cantonné dans ces simples sujets que P. Potter a peint ses meilleures œuvres. Il manque de goût ou de mesure alors qu'il veut forcer son talent ou grandir ses dimensions comme dans la *Chasse à l'ours* et l'*Orphée* d'Amsterdam, dans le grand portrait équestre de la galerie Six, ou même dans le *Taureau* de La Haye, si l'on veut y voir autre chose qu'une étude. Il se montre dessinateur incomparable et peintre accompli dans les petits tableaux du Louvre, de la galerie d'Aremberg (2) et dans l'œuvre dont nous parlons. Ému lui-même par ces sujets naïfs dans lesquels son œil d'artiste découvre des beautés, il sait nous faire partager ses émotions et prête un charme poétique aux moindres scènes de la vie rustique.

Avec Ruysdaël nous allons trouver des inspirations plus hautes. Les dix tableaux qu'il a au musée de Munich sont bien dignes de lui : l'un d'eux même est un chef-d'œuvre. Nous ne parlerons cependant ni des *Cascades*, dans lesquelles, malgré la sincérité personnelle de l'impression, on ne veut voir que des réminiscences d'Everdingen, ni de cette pauvre campagne sur laquelle l'orage va s'abattre, ni de ce village plus misérable encore, enseveli sous la neige, ni même de cette lisière de forêt d'une harmonie à la fois si puissante et si délicate. De toutes les œuvres de Ruysdaël ici réunies, *la Dune*, avec les élémens les plus simples, nous offre l'ex-

(1) Signalons cependant une faute de proportion chez ce dessinateur si consciencieux et si exact; à droite, le mouton debout, très bien exécuté d'ailleurs, est beaucoup trop grand pour le plan qu'il occupe.

(2) Le tableau de Munich est composé presque avec les mêmes élémens que celui de la galerie d'Aremberg; mais, quoique antérieur, il est plus complet et d'une conservation plus parfaite.

pression la plus haute de son talent. On n'imagine guère qu'une donnée si modeste puisse être rendue aussi attachante. Un chemin blanc qui serpente à travers des terrains vagues : en bas, une eau noirâtre laissant entrevoir un fond d'herbages; autour, quelques buissons maigres et rudes; des saules rabougris, des sureaux aux fleurs d'un blanc fade, des épines qui tordent leurs branches enchevêtrées. Au sommet du monticule, la végétation devient encore plus rare et plus malingre; la dune se montre à découvert et quelques arbres chétifs, ramassés, serrés les uns contre les autres, luttent comme ils peuvent contre l'aridité du sol, l'inclémence du ciel et le vent de la mer qui les ronge et les courbe. Le chemin est montant, malaisé, à peine tracé; une voiture qui a gravi le haut du tertre va bientôt disparaître. Le voyageur qu'elle a amené dans ce lieu solitaire s'est assis sur le gazon; c'est un citadin, peut-être le peintre lui-même, et il est si absorbé dans sa contemplation qu'il ne prend point garde à un pâtre qui s'approche de lui. L'endroit est cependant plus qu'ordinaire, et ni les lignes, ni la couleur de ce paysage ne semblent offrir grand intérêt. Pourtant ce pauvre pays a parlé à l'âme du peintre, il y a trouvé l'écho de ses tristesses, et il ne lui en a pas fallu plus pour créer un chef-d'œuvre aussi expressif que notre *Buisson* du Louvre, mais d'une exécution plus rare encore. Les intonations y sont plus franches et en même temps plus fines. Avec autant de simplicité, il y a plus de force, plus d'imprévu. Le travail est significatif; il accuse la différence des choses, sans subtilité, sans pédantisme. Le modelé reste large; mais, avec les tempéramens que comporte la dimension restreinte du panneau, la diversité des essences végétales est nettement indiquée : le feuillage rude des broussailles, la dentelure compliquée des chênes, leurs nerveuses ramures et la silhouette arrondie des hêtres. A côté des sacrifices et des repos ménagés pour l'œil, des accens plus hardis mettent en lumière quelque détail caractéristique que le peintre veut faire dominer, comme par exemple ce chemin pâle et crayeux qui contourne la dune et se perd un moment pour reparaître plus loin.

Mais pourquoi citer un détail et découper un morceau dans une œuvre où tout se tient, où chaque chose est en sa place, vaut par elle-même, il est vrai, mais vaut surtout pour l'ensemble? Tout ici est d'un art accompli; aussi, avec le livret, nous avons cru lire distinctement la date 1667, bien que M. Burger veuille voir 1647. Quelle apparence en effet si, comme on le dit, Ruysdaël est né vers 1630, qu'il ait pu peindre *la Dune* à l'âge de dix-sept ans? Non, ce n'est pas là l'œuvre d'un jeune homme, si précoce qu'on puisse le supposer; c'est bien l'œuvre d'un maître dans sa pleine maturité et

dans toute la possession de ses moyens. La science y est cachée, mais elle est grande, et on ne sent ni l'improvisation, ni la fatigue. A ce moment de sa vie, Ruysdaël peint avec sûreté, avec méthode, sans se troubler jamais. Le fond coloré sur lequel il s'appuie sert de lien à des couleurs généralement graves, mais suffisamment vibrantes; le ton definitif ayant été prévu et amené par cette préparation du dessous qui, ménagée avec tact, reparaît à propos sans que l'artiste abuse jamais de ses transparences. Derrière ce pinceau habile, vous comprenez qu'il y a un esprit pondéré, toujours vigilant, qui raisonne ses moyens d'action et ne se laisse pas entraîner par une verve indiscrète. D'ailleurs plus de solidité que de grâce, plus de profondeur que de souplesse: peu d'abandon, mais pas de tension non plus; en tout l'équilibre. De bonne heure le maître avait acquis cette pratique voulue, méthodique, qui concilie les qualités les plus diverses. Composition, dessin, entente de l'effet et du coloris, allure variée du travail, il possède tous ces élémens de son art et à un degré qu'il est permis de dire excellent, puisqu'il les subordonne les uns aux autres et qu'il faut des efforts de réflexion pour les étudier séparément et analyser les jouissances qu'on goûte en l'admirant.

Vous ne trouverez donc pas chez lui ces inégalités flagrantes qu'on remarque chez Hobbema, lequel, parfois excellent, souvent aussi est lourd et dur, ou paraît indifferent à ce qu'il nous montre. Chacune des créations de Ruysdaël, au contraire, a son intérêt; beaucoup sont des œuvres exquises qui s'imposent à votre attention et restent profondément gravées dans le souvenir comme des types de vérité réelle autant que de forte poésie. Il fait comprendre son pays; il le fait aimer à force de l'avoir aimé lui-même. S'il faut avoir vu la Hollande pour apprécier tout ce qu'il vaut, partout il se tient et soutient toute comparaison.

Les recherches faites sur sa vie n'ont pas abouti à de grandes découvertes; mais, pour qui sait voir, en nous renseignant ainsi sur sa patrie, le peintre ne nous renseigne pas moins fidèlement sur lui-même. Dans ce langage grave et honnête du paysagiste, l'homme aussi se découvre avec son esprit et ses goûts, avec les tristesses habituelles de son âme libre et fière, et de sa vie solitaire. Il est permis d'avancer, sans crainte d'être démenti par les investigations des érudits, qu'il eut en tout cette dignité, ce sérieux que nous montre sa peinture. Pour la sûreté de son caractère, nous invoquerions, comme information certaine, la collaboration des artistes qui ont animé ses tableaux et les ont peuplés d'animaux ou de rustiques figures : van den Velde, le plus discret, le plus habile de tous; Berghem, moins distingué et parfois un peu brutal; d'autres

encore qui sont moins connus (1). Les seuls documens qu'on ait recueillis sur lui, dans ces derniers temps, témoignent en faveur de sa piété filiale, et malheureusement aussi jettent un triste jour sur l'accueil qu'il reçut de ses contemporains; mais s'il vécut ignoré, si sa fin fut misérable, du moins il fut heureux par le commerce qu'il entretint avec la nature, et par les joies qu'il goûtait à l'étudier. Nous pouvons affirmer qu'il ne se contentait pas de l'observer, mais qu'il la consultait souvent, et de près, ainsi que l'attestent ses admirables dessins, si précis et si libres, où tous les traits essentiels sont notés par un homme qui sait voir et choisir.

Ruysdaël avait trouvé sa voie dès le début; il la suivit jusqu'au bout, sans trouble, sans hésitation. On ne rencontre pas d'ébauches de lui, ni rien qui ressemble à ces changemens de manière que les incertitudes du but ou le souci trop inquiet du mieux ont provoqués chez d'autres. Jamais, non plus, il n'a eu honte de son pays, et il n'a pas cherché à le parer de grâces étrangères. Il allait de préférence à ses côtés tristes; ni le printemps, ni l'éclat de la lumière, ni la fraîcheur des matinées, ni les splendeurs du couchant ne l'ont attiré. Le plus souvent, c'est le milieu du jour et d'un jour terne et voilé qu'il a peint. Si quelque pâle rayon de soleil vient à tomber sur les terrains dépouillés ou sur la mer grisâtre, c'est une tristesse de plus. Le mot de mélancolie semblerait devoir être réservé pour lui, si par l'abus qu'on en a fait on ne lui attribuait aujourd'hui la signification un peu banale d'une vague sentimentalité que Ruysdaël n'a jamais connue. Jusque dans ses données les plus familières, il conserve en effet je ne sais quelle grandeur naturelle, et dans tous ses ouvrages on retrouve cette force contenue, cette volonté ferme, cette sûre méthode et cette conscience constante qui marquent clairement le respect qu'il avait de son art. Ce que Rembrandt avait fait pour les pauvres gens, Ruysdaël l'a fait pour les pays méconnus, pour les coins délaissés; c'est avec les élémens les plus simples qu'il a le plus fortement exprimé les pensées qui remplissaient son âme, donnant ainsi du même coup la mesure de son exquise sensibilité et celle de son mâle génie.

ÉMILE MICHEL.

(1) Nous ne croyons pas d'ailleurs que pour les figures de ses paysages Ruysdaël ait eu toujours besoin de recourir à des collaborateurs; dans plusieurs de ses dessins, faits évidemment d'après nature, on peut voir de petits personnages d'une tournure très élégante et très justement indiqués en quelques traits.

CENT LIEUES DE FOSSÉ

SOUVENIRS ET RÉCITS DE LA FRONTIÈRE ARGENTINE.

Les résultats de la nouvelle tactique adoptée par la république argentine à l'égard des Indiens avaient été heureux. Une campagne devant laquelle on reculait depuis vingt ans s'était trouvée réalisée à peu de frais : elle avait exigé plus d'énergie que de sacrifices; la translation de la frontière était un fait accompli (1). L'imagination populaire, qui se plaît aux coups de théâtre, après s'en être exagéré les difficultés, ne demandait pas mieux que de s'en exagérer les résultats. Au fond, c'est précisément après ce triomphe que l'on entrait dans la partie ingrate et laborieuse de l'entreprise. Couvrir la nouvelle ligne d'ouvrages de défense, mettre la cavalerie à même de lutter de vitesse avec les Indiens, cela était plus malaisé que de pénétrer résolûment dans des régions peu connues et d'occuper des positions ouvertes, que les sauvages étaient hors d'état de disputer aux armes à feu. On allait avoir affaire à des obstacles autrement graves que leurs longues lances de roseau et leurs grossiers rudimens d'organisation militaire. Pour exécuter les travaux indispensables, il fallait compter avec la pénurie d'argent; pour avoir des troupes bien montées, il fallait rompre en visière avec des habitudes détestables, mais invétérées, et qui faisaient partie du caractère national. Si les débuts de l'expédition avaient demandé de la fermeté, le complément de l'œuvre exigeait un effort de volonté plus patient et plus méritoire.

I.

Le fossé qu'il s'agissait de creuser le long de la nouvelle ligne présentait un développement de 400 kilomètres, avec $2^{m},60$ de lar-

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet.

geur à l'ouverture et 1m,75 de profondeur. Le talus des bords avait été déterminé suivant la consistance des terrains à traverser de façon à éviter les éboulemens. La largeur au fond était de 0m,50. On le garnissait du côté de l'intérieur d'un parapet de gazon de 1 mètre de haut, contre lequel on retroussait les terres extraites de la fouille. Celles-ci devaient être couvertes d'une haie épaisse d'arbustes épineux. Dans les parties où le sous-sol était formé de roches dures, on remplaçait cette tranchée par un remblai maintenu entre deux murailles de gazon, et qui présentait en relief le profil qu'elle offrait en creux. Cela suffisait pour arrêter la sortie d'un troupeau, fût-il poussé et aiguillonné par des sauvages, et rendait à peu près impossible le passage des nombreux chevaux de main sans lesquels ce serait folie aux Indiens de tenter une invasion. On avait eu beau réduire au strict nécessaire les dimensions de cette barrière gazonnée, il y avait à remuer 2 millions de mètres cubes et à envoyer au cœur du désert des armées de terrassiers pour exécuter ce travail. Le transport, le ravitaillement et la paie de ces hommes représentaient une grosse somme, plus d'un million. Or les crédits votés par les chambres non-seulement pour le fossé, mais pour toutes les dépenses d'installation, ne dépassaient pas 700,000 fr. Elles n'avaient pu faire mieux : la crise continuait à sévir, le gouvernement était de plus en plus aux abois, il vivait d'emprunts faits à la banque de la province, laquelle avait depuis peu suspendu la conversion de ses billets. Le fossé n'en fut pas moins attaqué avec courage; les hommes qui avaient pris en main la réorganisation de la frontière étaient convaincus que l'important est de commencer, et qu'on finit toujours par atteindre le but, pourvu qu'on marche.

Afin de donner l'impulsion aux ouvrages et de surveiller le maniement des fonds, on nomma d'abord une « commission de voisins. » C'est le préliminaire obligé de tous les travaux publics. La république argentine n'a pas de service administratif sérieusement organisé; on y supplée par cet expédient, qui présente de bons et de mauvais côtés. Le gouvernement désigne un certain nombre de personnes honorables, qui se chargent gratuitement, par patriotisme et par vanité, de la direction des œuvres projetées; une fois installées, ces commissions les mènent comme elles l'entendent; elles passent les traités, achètent les matériaux, règlent les comptes des entrepreneurs. Elles sont composées de représentans de la propriété foncière ou du haut commerce, de riches *estancieros* résidant à la ville, de grands négocians en cuirs, d'entrepositaires de laines en suint : leur grosse fortune paraît devoir être une garantie suffisante de leur intégrité; leur habitude des affaires passe pour un gage de leur capacité. Cela est vrai presque toujours; néanmoins

ils apportent assez souvent dans l'accomplissement d'entreprises d'interêt général les points de vue restreints, les finesses malheureuses et le goût de la minutie que donne une vie usée dans la discussion de petits intérêts particuliers. Malgré leur bonne volonté évidente et soutenue, ils sont mal préparés à une pareille tâche. C'est le premier inconvénient de ce régime, et le plus grave. Le second, c'est que ces fonctionnaires improvisés, incapables de rechercher des avantages personnels, ne résistent pas au désir d'être utiles à leurs protégés et à leurs auxiliaires politiques de second ordre. Rien ne pousse au favoritisme comme un pouvoir irresponsable; rien ne désorganise mieux un chantier que le favoritisme. La commission de frontière était pleine de zèle et de droiture; cela ne l'empêchait pas de choisir de temps à autre des employés singuliers. L'un d'eux, fort d'un haut patronage, établit paisiblement un cabaret dans un des villages qui commençaient à poindre autour des campemens principaux : c'était de son comptoir qu'il dirigeait les travaux dont il était chargé. Quelques-unes des denrées qu'il débitait étaient de même nature que celles qu'il devait fournir aux ouvriers pour leurs rations. Il n'y avait pas d'autres garanties que sa conscience pour assurer que nulle confusion ne s'établirait entre ses marchandises personnelles et celles de l'état. Évidemment c'était dépasser les bornes des audaces tolérables; il fallut se priver des services d'un homme qui montrait pour les affaires une vocation aussi décidée. La commission, au fond très indignée, y mit pourtant des ménagemens : c'était le protégé d'un de ses membres. On demanda au cabaretier sa démission; mais on le laissa la présenter lui-même. Il prit son temps, et l'envoya quand les premiers bénéfices de son commerce lui permirent de l'élargir. S'il y devient riche, il passera simplement pour un habile homme.

Parmi les Argentins, on absout aisément les spéculations heureuses. L'argent est pour eux l'objet d'âpres convoitises. Certes ce n'est point pour thésauriser : bien ou mal acquis, ils le jettent par la fenêtre avec la même insouciance, c'est leur excuse; mais leur ardeur à le manier est si grande, qu'elle apporte à l'occasion quelque trouble dans leurs idées sur les limites du juste et de l'injuste. La langue familière exprime cela d'une façon piquante : elle désigne sous l'euphémisme de *vivo*, dégourdi, des bâcleurs d'affaires qui, dans nos vieilles sociétés, nourries de traditions plus saines, seraient gratifiés d'une épithète moins bénigne. Ce ne sont pas seulement les gens de commerce qui pensent que dans un magasin, comme à la guerre, la ruse est permise; on retrouve la même avidité dans des professions que la distinction et la solidité des études qu'elles exigent devraient en préserver. Un avocat traitant à forfait

la défense d'un procès, et s'arrogeant, après l'avoir gagné par un artifice de chicane, le plus clair des dépouilles de la partie adverse, n'est atteint ni par la loi, ni par les rigueurs plus salutaires encore de l'opinion : on se contente de voir en lui un garçon deluré. En revanche, quiconque est convaincu de professer un insolent mépris des richesses et laisse passer une occasion de trafic à sa portée sans en ramasser les bénéfices risque fort d'être traité de *zonzo*, ce qui signifie tout uniment imbécile. C'est un honneur pour la nature humaine que cette générale indulgence pour les coureurs de fortune n'empêche pas de rencontrer des hommes qui aiment la probité comme les chats aiment la propreté, pour elle-même. La république argentine attache une grande importance à relever chez elle le niveau de l'instruction : elle a eu la sagesse de placer deux fois de suite à sa tête des présidens qui s'intitulaient eux-mêmes des *éducationnistes*, plutôt que des hommes politiques. L'enseignement, qui y est gratuit à tous ses degrés, a été depuis dix ans la préoccupation favorite des chefs de l'état. Il ne faut pas qu'elle oublie que l'éducation, si largement répandue, doit avoir pour but, en même temps que de dissiper l'ignorance, de réagir contre les aspirations terre à terre de ce milieu mercantile. La passion du gain et les habitudes morales qu'elle développe peuvent produire l'éphémère prospérité matérielle d'une agglomération de marchands; elles ne font pas éclore les vertus qui sont non-seulement l'honneur, mais la vraie force des peuples.

La commission de frontière se mit à la besogne avec ardeur, et tout d'abord elle trouva le moyen de faire beaucoup avec peu d'argent. Elle résolut d'employer au fossé quatre régimens, c'est-à-dire environ 800 hommes de garde nationale mobilisés expressément à cet effet. La garde nationale est une des originalités les plus remarquables des républiques sud-américaines; tout le monde en fait partie, et on peut mettre en quelques jours la nation sur pied. Le but est de placer les institutions et le territoire sous la sauvegarde des citoyens. Rien de plus démocratique à coup sûr en principe; dans l'application, il faut en rabattre. Au début, la garde nationale fut l'instrument de désordres perpétuels : c'est en vain que la constitution avait entouré de précautions la réunion des milices rurales; qu'une illégalité audacieuse, mais fréquente, livrât à un ambitieux de province le petit ressort qui mettait la vaste machine en branle, il n'en fallait pas davantage pour avoir des semblans de bataillons arborant à travers champs, et la lance au poing, des semblans de programmes politiques. On appelait cela plaisamment une *patriada*, soit par allusion à l'abus qu'on faisait en pareil cas des tirades sur la patrie et le patriotisme, soit parce

que les chevaux des propriétés voisines, confisqués sans autre forme de procès par les deux partis, perdaient à l'instant la moitié d'une oreille. Cette mutilation a pour effet de les *patriar*, de les consacrer définitivement au service de la patrie, et elle transforme chaque cheval en une de ces rosses mélancoliques que les soldats, par une ellipse hardie, nomment un *patria*. Tel était le résultat le plus clair de ces levées de boucliers ou, pour employer encore une expression locale, de ces levées de *ponchos*, qui appartiennent par bonheur à l'histoire ancienne. L'armée de ligne, dont on avait eu l'intention de se passer, a pris au milieu de ces turbulences l'importance pratique qu'on lui refusait prématurément en théorie : elle la conservera jusqu'au moment où l'éducation politique des Argentins sera plus complète; elle offre au congrès, qui est le régulateur du mécanisme compliqué des autonomies provinciales, les moyens de faire respecter ses décisions. La mode des *patriadas* est passée en même temps que l'espérance de les voir se terminer à l'amiable après des mois entiers d'escarmouches et de galopades. La garde nationale n'en est pas moins restée indirectement un outil d'une grande puissance entre les mains des partis; c'est le levier au moyen duquel ils pèsent tour à tour sur les élections. On ne s'attendait pas à voir cette institution, gage visible et armé de la souveraineté du suffrage, servir précisément à en dénaturer l'expression. Voici comment les choses se passent.

Des contingens sont levés assez fréquemment en vue de services réguliers et légaux : par exemple pour garder la frontière, pour appuyer comme corps de réserve une opération des troupes de ligne, ou même pour prendre part, — c'est le cas qui nous occupe, — à des travaux militaires de terrassement. Cette dernière destination est la plus inattendue, et peut-être un casuiste, la constitution à la main, aurait-il pu élever des doutes sur la validité du décret qui imposait aux gardes nationaux ce labeur. En réalité, cette campagne est une des plus douces qu'ils aient eu à accomplir depuis longtemps. Les travailleurs du fossé, en sus de la paie fournie par le gouvernement de la province, recevaient un salaire de 30 francs par mois donné par le gouvernement national. Cela portait leur solde à 2 francs par jour, et, chose rare, ils les touchaient régulièrement. La commission de frontière, qui s'était chargée de leur entretien, a tenu à honneur, sous le rapport de l'équipement et des vivres, de ne leur rien laisser à désirer. C'est également, dans les annales de la garde nationale, un phénomène. Presque toujours les détachemens envoyés au loin par des gouvernemens provinciaux obérés et distraits sont laissés à l'abandon : ils s'en tirent comme ils peuvent, et, après quelques mois, parfois quelques années de cette

résignation fataliste que les Argentins ont héritée des Mores, leurs ancêtres (1), ils s'en tirent par la désertion. Les corps fondent comme neige au bout d'un certain temps qui varie suivant les circonstances, surtout suivant le chef qui les commande. Les déserteurs, s'ils sont repris, sont versés dans un corps de ligne comme châtiment; mais on en reprend peu : un *gaucho* bien monté qui gagne les grandes plaines est presque insaisissable; il trouve dans toute *estancia* une hospitalité discrète. La bourgeoisie aisée, meilleure que l'application qu'elle fait elle-même des lois, sait bien qu'il a raison de se dérober par la fuite à un supplice inique et intolérable.

Le seul fait d'être désigné pour faire partie d'un contingent de garde nationale est considéré par les habitans de la campagne comme un désastre; ils regrettent certainement le temps des *patriadas*, qui du moins étaient égayées par des péripéties sans nombre, parfois par un riche butin. Si la constitution est mieux respectée, ce n'est pas en leur faveur. On suit, il est vrai, avec scrupule avant de lever des hommes toute la prudente filière des formalités prescrites; mais peu importe que le décret soit correct, si la manière de l'appliquer est arbitraire. Quand les chambres ont autorisé une levée, c'est le pouvoir exécutif de la province qui désigne les districts où l'on doit prendre les gardes nationaux, et le commandant militaire de chaque district dresse sans contrôle et suivant sa fantaisie la liste de ceux qui doivent aller sous les drapeaux. Presque autant vaudrait lui donner droit de vie et de mort sur les paysans de la circonscription qu'il habite. Il est important d'être l'ami de ce personnage ou, pour parler franc, de professer les mêmes opinions que lui et de voter comme il l'entend. Or le commandant de la garde nationale, nommé directement par le gouverneur à intervalles périodiques, reflète presque toujours avec exactitude les opinions agréables au pouvoir. Les braves propriétaires campagnards qui remplissent ces fonctions d'ordinaire, bien que faisant par désœuvrement de la politique

(1) Les traces d'une ancienne et très nombreuse émigration moresque se remarquent partout dans la Plata. La race et le harnachement des chevaux, le costume des hommes aussi bien que le type de leurs physionomies, sentent l'Orient. Certains mots arabes, perdus en espagnol, se retrouvent là, et se rapportent ordinairement à la vie du désert : par exemple *jaguel* (puits sans margelle), *guadal* (fondrière). Plusieurs noms de villes (Maro, Maron, Moreno), et de vieux noms de famille (les Albarracyn), ne sont pas moins significatifs. Probablement les nouveaux chrétiens jugèrent bon de fuir si loin les tracasseries de l'Inquisition, et ces émigrés devinrent au-delà des mers la souche d'une aristocratie coloniale qui finit par jeter les Espagnols à la porte. L'ancien président, don Domingo F. Sarmiento, se fait gloire de descendre des Mores, et en a fait parfois l'apologie, même dans des discours officiels, au détriment des Espagnols.

avec passion, se défendent tant qu'ils peuvent d'être des hommes de parti aveugles et cruels. Ils ne manquent pas d'alléguer force mauvaises raisons pour justifier le monstrueux privilége dont ils sont investis. Ils disent entre autres que dans des pays presque déserts, avec une police forcément imparfaite, ces levées d'hommes forment un moyen économique et sûr de se débarrasser des malfaiteurs, qu'on est parfois dans l'impossibilité d'incarcérer faute de prisons, et d'un tas de vagabonds sans feu ni lieu. Il est certain que peu de contrées au monde pourraient offrir une plus riche collection d'hommes rappelant à la lettre le début de la chanson du bohémien de Goethe : « Ma maison n'a pas de porte, ma porte n'a pas de maison. » La facilité de la vie, la simplicité des goûts, l'élévation des salaires et la rareté des bras, qui oblige à convier tous les passans aux besognes de l'*estancia* dans les momens de coups de feu, un certain instinct de vagabondage, signe de race, tout contribue à empêcher ici le paysan de prendre racine. On est frappé tout d'abord de la rareté et du délabrement des chaumières; si on en rencontre une de briques cimentées en boue, on peut affirmer que cette demeure relativement luxueuse appartient à un Européen. Il faut convenir que ce n'est pas pour une société un élément de stabilité que cette abondance de *gauchos* de haute mine, mais rébarbative, ne tenant à rien ni à personne, n'ayant pour fortune que leurs bras, leur audace, leur coutelas, une troupe de chevaux, en général excellens, souvent renouvelés, on n'a jamais su par quels moyens. Ils valent mieux en somme que leur mine et leurs habitudes; mais ils auraient tout à gagner à les modifier, et leur pays surtout prendrait une autre physionomie, s'il parvenait à leur donner des mœurs plus sédentaires, le goût de la famille, de la propriété, des occupations agricoles. Il y a là des trésors d'énergie sans emploi, un riche fonds d'intelligence et d'activité qui, comme les fertiles plaines de la Plata, reste en friche. La garde nationale s'oppose plus qu'on ne pense à cette désirable transformation du *gaucho* en cultivateur. Comment songerait-il à se fixer au sol, à se bâtir un nid? Il est toujours sur la branche comme l'oiseau de passage, toujours traqué comme la bête fauve. Fait-il un pas, il sent sur son épaule la main de l'autorité militaire, qui s'inquiète par intermittence et mal, mais d'un air bourru, de savoir où il va, pourquoi, pour quel temps, où on pourrait le retrouver. Combien de ses compagnons n'a-t-il pas vus, après une ébauche d'établissement, brutalement enlevés, garrottés, expédiés comme un ballot à une garnison lointaine, d'où l'on revient rarement, d'où l'on ne revient que pour causer chez soi de désagréables surprises! Les suites ordinaires des trop longues campagnes sont connues depuis les temps héroïques. Si les Ulysses

sont fréquens dans la *pampa*, les Pénélopes y sont rares, autant vaut dire inconnues. La famille n'est pas constituée comme en Grèce, il n'y a ni dieux lares, ni mariages formels : aussi l'absence a-t-elle des conséquences implacables, et le retour est-il aussi fâcheux que le départ. Le pauvre *gaucho* qui tombe un beau soir aux lieux où furent ses pénates n'y trouve plus rien de ce qu'il y laissa. Son informe chaumière a été balayée par les vents, l'ortie pousse dans le *corral*, dont les matériaux ont été pillés; les animaux qu'il avait réunis peu à peu pour se former un petit pécule, qui pourrait dire où ils sont? Sa compagne habite un nouveau foyer, ses enfans l'ont suivie : ils portent le nom d'un autre père et s'élèvent dans une autre cabane, comme des poulains faisant partie d'un héritage anticipé : graine de nomades qui pousse en plein vent. Il monte à cheval et il repart; il s'enfonce dans la *pampa*, qui est pour lui ce qu'est la mer pour le matelot, la consolation et le refuge. Recommencera-t-il l'épreuve? Peut-être, mais sans illusions. Cela arrive tous les jours. Il en résulte que des mœurs à demi barbares se perpétuent. A qui la faute? En grande partie à cette organisation du service militaire. C'est acheter un peu cher la satisfaction d'avoir des électeurs dociles.

Dans les centres populeux, dans la province de Buenos-Aires surtout, plus cosmopolite, plus pétrie d'idées modernes que les autres, tout le monde convient que ce régime est déplorable. Sur ce seul point, le gouvernement et l'opposition ont toujours été d'accord; ils ne luttent que d'enthousiasme pour les réformes. Si jusqu'à présent tant de bonne volonté s'est évaporée en éloquence, c'est que cette façon sommaire d'enrégimenter les gens est une bien commode ressource dans les cas pressans. Hélas! le propre des pays en voie de formation, qui ont plus d'ardeur que d'expérience et qui font tout par soubresauts, est de se trouver périodiquement acculés à des cas pressans, avant d'avoir préparé de longue main les élémens destinés à y faire face. Le gouvernement provincial voulut un jour dispenser de cette rude corvée les paysans de Buenos-Aires : il établit des bureaux d'enrôlement avec une prime alléchante; les résultats furent presque nuls. De grandes invasions survinrent, il fallait du monde, on revint aux anciens erremens. « Détestable mesure! s'écrie le ministère en ces occasions. Employons-la cette fois encore, puisqu'on ne peut faire autrement; ce sera la dernière, » et les choses suivent leur cours. Le gouvernement national de son côté avait ordonné à la fin de 1875 le licenciement des gardes nationaux en service à la frontière du sud. Trois mois après, au début de l'expédition au désert, il se trouva fort empêché faute de monde. On lui offrit sans qu'il les demandât quelques régimens de milice;

il les accepta en soupirant. A propos du fossé, même difficulté, même solution admise à regret sous la pression de la nécessité. Quand il s'agissait d'atteindre ce but, si ardemment poursuivi, de couper court aux incursions indiennes, comment résister à la tentation de faire sortir 800 travailleurs pour ainsi dire de terre, en frappant le sol du pied? Au milieu de tout cela, le progrès marche sans doute, mais il suit un chemin en zigzag.

Ces 800 hommes, avant d'arriver au bord du fossé, se réduisirent à 600, car dans ces sortes d'affaires il faut compter sur des déchets : des recommandations puissantes libèrent plusieurs soldats au moment du départ; d'autres se libèrent eux-mêmes en route par la désertion. De ceux qui arrivèrent, les deux tiers furent occupés au terrassement, le reste aux factions, aux divers services du camp, au service personnel des officiers, qui étaient très nombreux. Les gardes nationaux ont creusé plus d'un kilomètre de fossé par jour. Ils avaient montré d'abord une profonde répugnance pour ces travaux, si contraires à leurs habitudes : c'étaient des « travaux à pied, » c'est-à-dire, selon eux, serviles, et bons tout au plus pour des *gringos*, pour des journaliers étrangers incapables de sauter à cru sur un cheval presque indompté; bientôt ils y prirent cœur, et, se voyant bien traités, les menèrent allègrement. Ils ne sont pas difficiles à satisfaire, ayant été peu gâtés; la régularité des rations et de la paie leur causait une joyeuse surprise; on leur avait donné des tentes, c'était une installation pleine de luxe. Le soir, autour du feu de bivouac alimenté de bouse sèche, savourant le *maté*, une guitare à la main, ils improvisaient sur leur félicité des *décimas*, de longues chansons grossièrement versifiées, aux paroles joyeuses, au rhythme plaintif et d'une insupportable monotonie. C'est pour eux, hors les momens d'ivresse, la dernière expression du contentement.

Ils ont rendu à la frontière un service plus important que celui de la garnir rapidement d'une profonde tranchée. Répartis en deux corps au sud et au nord de la ligne, ces travailleurs organisés militairement, se gardant comme en campagne, poussant au désert de fréquentes reconnaissances, ont beaucoup contribué à tenir les Indiens en échec pendant l'établissement des ouvrages. Couvrant un vaste front, ils raccourcissaient d'autant celui que les troupes de ligne avaient à protéger, ce qui permit à ces dernières de concentrer leur attention et leurs forces sur les points les plus faibles. Depuis qu'ils sont là, on a pu refouler les envahisseurs et les ramener l'épée dans les reins de l'autre côté de la frontière au moment même où ils essayaient de la franchir. Cela ne s'était jamais vu : la nuée de cavaliers sauvages déjouait sans cesse par son agilité la

vigilance ou la poursuite; ce n'était qu'au retour, quand l'invasion était alourdie par les troupeaux qu'elle entraînait avec elle, qu'il avait été possible de l'atteindre et de lui arracher ses prises. Ce résultat est d'autant plus remarquable que les Indiens, comprenant qu'ils jouent leur dernier enjeu, ont redoublé d'efforts, de ruse et de courage. Ils ne se sont pas contentés de tâter sans cesse la frontière d'un bout à l'autre pour profiter du moindre relâchement de vigilance, ils ont combiné pour la forcer de véritables opérations stratégiques, conçues avec habileté, exécutées avec résolution. Au mois d'avril dernier, décidés à pénétrer par la section côte sud, ils lancèrent un corps nombreux sur Puan, son campement principal. Ils espéraient que le gros de leur troupe passerait un peu plus loin à la faveur de cette diversion. Le corps d'attaque fut culbuté. La petite armée dont il devait masquer les mouvemens, forte de huit cents lances, fut prise en flanc, faillit être coupée en deux, et regagna la *pampa*; mais ce fut après une défense si tenace qu'elle laissa une cinquantaine de morts sur le carreau : elle dut avoir un nombre bien plus considérable de blessés. De solides troupes de ligne ne se battraient pas avec plus d'acharnement. On a remarqué aussi que l'aspect des sauvages dans la mêlée n'est plus le même qu'autrefois. Ils ne font plus de charges désordonnées accompagnées de clameurs assourdissantes : le combat est silencieux; on n'entend que la voix du chef et les commandemens du clairon. Pauvres diables! ils font de leur mieux. Les quelques déserteurs qui se sont réfugiés chez eux, les renforts qu'ils ont reçus à diverses reprises de tribus jadis alliées des chrétiens et dressées aux batailles rangées, ont contribué sans doute à leur apprendre la manœuvre; mais c'est surtout la disette qui a perfectionné hâtivement leur éducation militaire. Leur interdire le pillage, c'est leur couper les vivres.

Outre la garde nationale, pour stimuler son émulation et pousser les travaux avec rapidité, il avait été convenu qu'on enverrait à la frontière 300 terrassiers de profession. Plus de 400 se firent inscrire, car les temps étaient durs et les travaux rares; mais c'est là surtout que les défections furent nombreuses. La presse s'en était mêlée; les journaux d'opposition tonnaient alors avec ensemble contre tout ce qui se faisait à la frontière. C'est une question dans laquelle le parti qu'ils soutiennent a si peu brillé quand il était au pouvoir, et la solution doit avoir, selon toute probabilité, tant d'influence sur la prochaine élection présidentielle, qu'il faut bien leur pardonner de l'avoir toujours traitée avec aigreur. La population étrangère lit surtout les journaux d'opposition. Ceux-ci inspirèrent sans peine aux ouvriers qui se disposaient à partir une terreur panique. Le jour du départ, il ne se présenta pas 100 hommes. Plu-

sieurs qui déja se rendaient à la gare, chapitrés dans le cabaret voisin par des camarades plus prudens, assuraient précipitamment sur leurs épaules leur mince bagage et regagnaient le logis. J'avais à conduire ce convoi, qui devait se mettre à l'ouvrage un mois avant les gardes nationaux. Je vois encore la mine longue des contre-maîtres quand leur monde leur glissa ainsi des mains. La mésaventure ne me déplut pas : la plupart de ceux qui s'entassaient en chantant dans les wagons, et se déclaraient prêts à aller de ce pas au bout du monde, étaient pour moi d'anciens compagnons de travaux et de traverses. Ils faisaient partie d'une équipe de terrassiers que j'avais formée jadis et promenée longtemps par la campagne. Ce n'étaient pas de ces novices embarrassés en face d'un mouton vivant pour en tirer prestement un succulent rôti. Ils savaient dresser une tente et s'en passer au besoin, faire avec des chardons un grand feu sous la pluie, se consoler d'un mauvais souper en chantant en chœur des chansons lombardes. Ils avaient une espèce d'esprit de corps, ils étaient habitués à marcher ensemble et avec moi, à s'entendre et à m'entendre à demi-mot. Ensemble ils étaient devenus assez hommes de *campo* pour entreprendre cette traversée à pied de 75 lieues, dont la moitié en plein désert. Il y avait tout avantage à la faire avec une troupe réduite, mais éprouvée. Je n'avais pas envisagé sans quelque appréhension la perspective de mener si loin une équipe de hasard, sans cohésion, recrutée peut-être en partie parmi des ouvriers de ville, tout désorientés quand ils ne voient plus de maisons. Je savais bien qu'on aurait autant de monde qu'on voudrait quand on nous saurait installés, et que quelques hommes de la bande, renvoyés à dessein à titre d'ambassadeurs officieux, iraient raconter leurs impressions de voyage. Aussi éprouvais-je le sentiment d'allégement et de sécurité d'un vieux capitaine qui se retrouve au milieu des vétérans avec lesquels il a reçu le baptême du feu, lorsque le surlendemain, à une lieue de la ville de Chivilcoy, limite alors du chemin de fer, la colonne leva le camp et se mit en marche.

Notre caravane avait un aspect imposant. Nous emportions du biscuit et du riz pour plusieurs mois, des outils, des tentes et des objets de campement pour un millier d'hommes, les charrues, les herses et les semences nécessaires pour quatre grandes fermes. Tout cela était entassé dans une quinzaine de charrettes assez semblables à celles qu'ont souvent décrites les chasseurs du Cap et les explorateurs du centre de l'Afrique. Les roues ont 2 mètres 1/2 de tour, et le toit de zinc qui recouvre la caisse s'élève avec majesté à plus d'un mètre au-dessus d'elle. On se promène dans l'intérieur comme dans une chambre. Le faîte de cette toiture se prolonge en

avant en une barre ornée d'entailles cabalistiques et peinte, comme les panneaux, de couleurs crues, dans le goût indien. On y suspend, outre la longue perche de roseau qui sert d'aiguillon, une foule d'objets disparates. Des queues de cheval, de renard, des guirlandes de « plantes de l'air, » fleurs mystérieuses qui s'épanouissent sur la pierre ou le bois, des couronnes de verroterie, des chapelets d'œufs d'autruche, decorent ce beaupré de la charrette, où se déploie la coquetterie du charretier. C'étaient probablement d'abord des amulettes, ce sont devenus de simples décors. C'est la marche de la civilisation : à la superstition succède la vanité. Six bœufs traînent avec effort dans ces terrains mal affermis le véhicule, qui pèse plus d'une tonne et en porte trois. Le conducteur, assis jambes croisées au bout du timon, presque sur les cornes de ses bêtes, aiguillonne paresseusement le lent attelage. Si par bonheur c'est un vieux *gaucho* à barbe grise, à figure couleur d'ocre, vêtu d'un *poncho* en lambeaux, voilà un tableau tout fait. Pourtant c'est surtout au passage d'un gué que la scène ravirait un peintre. Les animaux de chaque charrette viennent renforcer tour à tour ceux de la voisine. Douze ou quatorze bœufs, plongés dans l'eau jusqu'au poitrail, pèsent sur le joug; la vaste machine, dégringolant de la berge, entre avec bruit dans le lit de la rivière. Tous les conducteurs, jambes nues, ont sauté à cheval. Ils se retrouvent chez eux, ils brandissent l'aiguillon comme ils brandiraient une lance, ils crient à tue-tête, tourbillonnent, font des prouesses d'équitation au milieu des flots. Le char avance péniblement, s'arrête, s'ébranle encore, prend des inclinaisons inquiétantes, gravit enfin la berge opposée : on respire; mais on ne passe pas toujours si heureusement. Chaque gué est l'occasion d'un petit drame auquel on pense un jour d'avance, dont on se raconte un jour durant les péripéties.

La colonne avait été dès les premiers jours, et quoique nous fussions en plein dans la région des *estancias*, organisée militairement ou à peu près. Sept ou huit cavaliers passables, — il n'avait pas été très difficile de les recruter parmi ces vieux coureurs de plaine, — galopaient à l'avant-garde et sur les flancs, à trois quarts de lieue de nous; les autres, le rifle à l'épaule, marchaient en groupe, sinon en rang : cela, l'on n'essaya même pas de l'obtenir; on avait déjà fort à faire de les empêcher de se lancer à la grande course, la baïonnette au bout de fusil, à la suite des autruches qui passaient et qui heureusement étaient bientôt hors de vue. Le soir, les charrettes formaient un grand cercle dont les jougs enfoncés en terre et les chaînes d'attelage bien tendues barraient les interstices. Les tentes se dressaient autour, dans les vides. Elles devaient, par leur blan-

cheur, effrayer les animaux enfermés au centre et leur ôter jusqu'à la tentation de sortir. On aurait pu, fortifié de la sorte, repousser l'attaque de 2,000 Indiens. Il était bien recommandé aux hommes de se placer en pareil cas pour ouvrir la fusillade sous les charrettes et près des roues, afin de ne pas être écrasés par les bêtes, que la terreur ferait certainement tournoyer autour de l'enceinte. On a retenu dans les frontières l'histoire d'un détachement de cavalerie qui, obligé de se replier devant des forces supérieures, commit l'imprudence de se retrancher derrière les poteaux d'un *corral*, pour recevoir à pied le choc, et d'y faire entrer les chevaux. Les Indiens se contentèrent de lancer des étoupes enflammées, et la *caballada*, éperdue, impossible à maîtriser, broya sous ses sabots jusqu'au dernier des soldats. Comme les hommes n'avaient qu'un pas à faire pour aller de leur couche d'herbe sèche à leur poste de combat, ils pouvaient dormir à poings fermés, le fusil chargé, sous la garde de deux ou trois sentinelles. Ces précautions, scrupuleusement prises plusieurs jours avant de devenir nécessaires, étaient déjà passées dans les mœurs lorsque nous arrivâmes à l'*estancia* de la Verde, au-delà de laquelle nous entrions dans la zone dangereuse.

Cette *estancia* appartenait précisément au président de la commission de frontière; on y avait réuni pour nous cent cinquante bœufs de labour et deux mille moutons. Elle est connue par le combat qui s'y livra il y a trois ans, et qui marqua la fin de la révolution de septembre. C'est là que, suivant la mélancolique épitaphe inscrite sur leur tombe par un colonel philosophe, reposent, « bercées par le vent du désert, les victimes de la guerre civile, également oubliées des vaincus et des vainqueurs. » Le passage au milieu duquel se dresse la croix de bois noir qui recouvre leurs restes donne à cette leçon de réciproque tolérance en politique une singulière éloquence. La *pampa* vierge s'étend à perte de vue et offre un champ indéfini aux ambitions pacifiques. Le tumulte humain se perd dans l'immensité, et les luttes des partis, rapetissées par le cadre et par la distance, paraissent d'une attristante mesquinerie. Peut-on s'entre-tuer pour si peu de chose? Ces tombes fraîches disent que oui; mais la solitude sereine semble prendre cette folie en pitié.

Les alentours de la Verde avaient été récemment ravagés par les Indiens; nous rencontrions à chaque pas avant d'y arriver des troupes de chevaux fuyant devant eux. Cette invasion avait surtout pour but de protéger le soulèvement de trois tribus amies, les dernières, installées depuis longtemps dans ces parages. On les y avait laissées sur les réclamations charitables, mais inconsidérées, de l'évêque de Buenos-Ayres, qui s'était porté garant de leur fidélité. Le cacique de l'une d'elles, vieillard élevé parmi les chrétiens

et accoutumé à leur vie, se jeta au-devant des siens pour empêcher leur défection. Renversé de cheval à coups de lance, il fut entraîné tout sanglant à la suite de ses troupes, qui regagnaient le désert sous le commandement de son fils. Peu s'en fallut encore qu'il ne fût tué d'un coup de feu chrétien à la traversée de la première ligne, où les Indiens furent battus. Le cacique Pinzen, qui avait organisé et dirigé ce coup hardi, faillit avoir le même sort : démonté dans la mêlée, il s'accrocha à la queue d'un cheval et fut entraîné ainsi loin du champ de bataille. Né ailleurs, ce Pinzen aurait été un grand homme, et, au fait, ne l'est-il point parmi les siens? En peu d'années, ce *capitanejo* obscur, qui disposait à peine de trente lances, a réuni sous ses ordres tous les aventuriers, toutes les têtes brûlées du désert. Il est maintenant le cacique d'une tribu redoutable par le nombre et l'audace des soldats qui la forment, par le bonheur de leur chef. Les Indiens disent qu'il a une étoile, car il s'est déjà formé une légende autour de son nom. Le soulèvement des tribus de Manuel Grande, Coliqueo et Tripaïlao marqua l'apogée de sa grandeur. Réalisé à son instigation, il les plaçait sous sa tutelle. Cela lui fournissait six cents lances de plus et le mettait de pair avec les chefs les plus puissans. Il est fâcheux que l'idée lui soit venue si tard, et dans des circonstances telles qu'il n'a pu depuis rien faire de bon. La période des revers a succédé pour lui sans transition à cette haute fortune; au retour d'une de ses dernières incursions, par suite des habiles dispositions prises par le colonel Villegas, il a été sabré trois fois en quatre jours : en passant la seconde ligne, dix lieues avant de franchir la première et quinze lieues après l'avoir franchie. Il a perdu une partie de ses propres chevaux dans la bagarre. J'ai eu l'occasion de monter à Trenque-Lauquen une fière bête dressée par lui, qu'il avait poignardée, et, chose étrange, mal poignardée, avant de la livrer à l'ennemi. Le dèlle, l'insaisissable cacique a dû comprendre après cette leçon qu'on lui avait changé sa guerre de frontière, cette guerre qu'il menait d'une façon si brillante. Il luttera jusqu'au bout certainement; mais il est probable qu'il finira mal.

Nous avions été devancés de deux jours par une invasion au départ, et nous avions marché à sa suite, mais beaucoup plus pesamment qu'elle, retrouvant les cendres de ses foyers et les débris de ses repas de jumens. Nous retrouvions aussi parfois, et c'était plus intéressant, des chevaux fatigués qu'elle avait laissés en arrière, et que, déjà reposés, nous joignions aux nôtres. A l'arrivée, nous fûmes sur le point d'être atteints par une autre invasion, qui était entrée par une route différente et qui revenait derrière nous. Au lieu de la voir poindre à l'horizon, — elle nous avait été déjà

signalée, — c'est un petit détachement du 7e et un piquet d'Indiens de Guamini qui nous arriva. J'eus plaisir à revoir l'uniforme du 7e, et les figures patibulaires des Indiens. On aime toujours à retrouver les gens avec qui on a fait campagne, fût-on obligé de soumettre à des fumigations. après leur départ, le siége de cuir de bœuf où ils se sont assis. Le commandant Godoy, chef alors par intérim de la frontière ouest, avait envoyé ces forces à notre secours en cas d'alerte; lui-même était sur la trace des envahisseurs : il les atteignit quelques heures plus tard, à 3 lieues de nous. Les Indiens amis qui venaient de nous arriver formaient, avec ceux de Pichi-Huinca, toujours attachés à la division côte sud, les seuls sauvages encore fidèles. Ceux de Guamini ne sont pas plus d'une vingtaine. Leur histoire est assez singulière.

Ils se présentèrent un jour inopinément au fort général Paz; ils avaient résolu, dirent-ils, de vivre et de combattre désormais avec les chrétiens. Leur chef, le *capitanejo* Maudonao, avait été pendant plus de quinze ans le lieutenant de Pinzen. Sa défection parut suspecte : on l'installa près du fort; mais on le surveilla. Cinq années ont passé depuis lors, cinq années décisives; Maudonao n'a pas bronché. Pinzen, qui le regrette et l'abhorre, n'a pas eu d'adversaire plus déterminé; il connaît à fond sa méthode et devine toutes ses ruses : au combat, c'est un lion. On n'a jamais eu l'explication de la brouille des deux amis et de l'acharnement du *capitanejo* contre le cacique. Il y a la-dessous quelque histoire ténébreuse. Peut-être y a-t-il tout simplement l'influence du Captif et de Pedro, les deux confidens de Maudonao. Le Captif, — c'est son seul nom, — était encore à la mamelle lorsque les sauvages le prirent. Aussi se vante-t-il d'être un « Indien cru, » un Indien parfait. Il se vante; il est d'une beauté remarquable. C'est le type romain dans toute sa pureté, mais plus élancé et plus nerveux. Sa barbe noire le signale à l'attention au milieu des faces glabres de ses camarades. Pendant l'expédition de Guamini il portait un chapeau à larges bords dont la coiffe était tombée en pièces et avait été remplacée par un morceau de peau d'autruche fixé au moyen de lanières de cuir de cheval; cela lui donnait un air de brigand nullement vulgaire. Vaillant et perspicace, il a de l'influence, et il tient ferme pour l'alliance avec les civilisés, à condition que ceux-ci ne lui imposeront pas leurs coutumes qui lui sont odieuses. Quant à Pedro, décidé aussi à ne pas changer d'existence, il est lié aux chrétiens non-seulement par le sang, mais encore par les souvenirs de ses premières années. C'est un Aragonais qui fut enlevé vers l'âge de douze ans dans une *estancia* du Rio-Cuarto, sur la lisière de la province de Santa-Fé. Les Indiens, se sachant poursuivis et le trouvant trop

âgé déjà pour en tirer jamais un bon sauvage, allaient le tuer pour s'en défaire. Maudonao en eut pitié et l'acheta à ses bourreaux. Si l'on tient à savoir le prix d'un esclave dans la *pampa*, il le paya six chevaux sans marque, douze vaches, un bois de lance en roseau, un *lazo* tressé et une paire d'étriers d'argent. Chacun des objets de cette liste représente de longs pourparlers entre l'acheteur et les vendeurs. Les chevaux et les vaches furent probablement cédés sans difficulté. On venait d'en voler beaucoup, et les soldats allaient peut-être les reprendre. Quand on arriva aux menues valeurs qui formaient l'appoint, on dut marchander avec plus d'âpreté. Il est clair que les étriers d'argent ne furent arrachés qu'à grand'peine et à l'aide de terribles menaces contre le pauvre petit malheureux, qui assistait sans y rien comprendre à la conclusion du marché. Le *capitanejo* s'y attacha : au lieu de son esclave, il en fit son compagnon, lui apprit à manier un cheval et une lance, et l'emmena dans ses courses. Pedro devint peu à peu le maître de son maître, pour lequel il professe du reste une reconnaissance profonde et un dévoûment absolu. Il a aujourd'hui trente ans, il a oublié son nom de famille; pourtant il parle encore mal l'indien. Il a accompagné une fois Maudonao à Buenos-Ayres : on ne sait lequel des deux y a langui le plus; s'ils n'avaient pas été ensemble, ils tombaient malades. Je les rencontrai à cette époque dans les bureaux du ministère de la guerre, mornes comme des loups en cage; quand ils me virent et que je leur parlai de Guamini, leur regard s'éclaira, on y lisait d'une façon touchante la nostalgie de la vie sauvage.

Elle doit avoir des charmes, cette vie libre et violente. Ce ne sont pas seulement des enfans élevés dans les privations qui s'y attachent au point de ne pouvoir plus l'abandonner; des hommes faits qui en ont goûté ne veulent pas en connaître d'autre. Il s'agit ici de hardis compagnons, impatiens de tout lien, amoureux du grand air et de la belle étoile : toute société possède de ces enfans perdus. Le cacique des Indiens rauqueles, qui par parenthèse se tient depuis longtemps fort tranquille, a pour secrétaire un docteur en droit de Santiago, issu d'une famille honorable du Chili. Ses dépêches, dont la forme paraît gauche, car il met une certaine malice à envelopper sa pensée des interminables circonvolutions indiennes, mériteraient pour le fond de sortir d'une chancellerie plus sérieuse. Trois vieux amis de Catriel, du temps où il vivait parmi les Argentins, trois frères possédant aux environs de l'Azul des terres, des brebis, de l'argent, n'ont pu résister à la tentation d'aller partager les aventures de leur ancien compagnon d'ivrognerie et de chasse. Ils ont un beau jour planté là leurs moutons, amené leurs meilleurs chevaux, et ont franchi la frontière à travers mille dangers pour

gagner le désert. Ce ne sont pas les seuls chrétiens qui aient pris depuis quelque temps la même route : depuis que la translation de la ligne de frontière a placé les campemens à moitié chemin entre les *toldos* et les premières *estancias*, les déserteurs trouvent plus simple de passer aux Indiens que de se replier vers l'intérieur. Ils n'ont pas de préjugés, et l'important pour eux est d'arriver quelque part. Ils sont plus sûrs d'arriver en poussant en avant qu'en retournant en arrière. Ils n'ont pas de patrouilles à redouter, ils ne risquent pas de fatiguer leur cheval en faisant de grands détours pour les éviter ou en détalant devant elles. Si le cheval s'épuise, l'homme est perdu. Nous avons trouvé dans notre marche les corps de trois déserteurs morts de faim en route. Je les fis ensevelir; mais il manquait toujours quelque morceau : les jaguars avaient passé par là. Bien qu'il faille avoir l'esprit fait d'une certaine façon pour aimer mieux être un sauvage qu'un soldat, quand la fièvre de la désertion s'est emparée d'un homme, il va du côté où la fuite est plus commode. Les Indiens ont compris combien de pareilles recrues peuvent leur servir. Ils les reçoivent à bras ouverts. Ils se cotisent pour leur faire une *tropilla* de chevaux, leur fournissent quelques cuirs de bœuf pour se dresser un logis. Ils savent parfaitement, et en cela ils sont mieux inspirés que les chrétiens, que les liens de famille sont le vrai moyen de les fixer parmi eux; aussi leur infligent-ils à l'instant de brillans mariages. Quand ils leur ont donné deux ou trois femmes, il leur semble qu'ils ne s'en iront plus. Cela fait honneur aux qualités morales des femmes indiennes, et tendrait à indiquer qu'il ne faut pas les juger sur l'apparence. Si le soldat est parti avec ses armes, voilà une carabine et un instructeur dont s'est enrichie la tribu. Heureusement les cartouches du fusil Remington sont difficiles à remplacer. Déjà le prix courant de chacune d'elles est une jument. Heureusement aussi les Indiens perdent plus de monde qu'ils n'en gagnent par la désertion depuis que la faim se fait sentir parmi eux. En même temps la délivrance de leurs captifs, qui était une exception, est devenue chose fréquente. Quand un prisonnier réussit à s'emparer de deux bons chevaux et à saisir un moment favorable, il est presque sûr aujourd'hui de parvenir jusqu'aux avant-postes chrétiens; c'est un galop d'un jour et d'une nuit, s'il ne s'égare point en route. On a vu des captives arriver à pied à Carhué : elles avaient mis douze jours à venir de Salinas. Étant données les conditions dans lesquelles elles ont accompli la traversée, leur salut est presque un miracle; c'est du moins un miracle peu rassurant pour les habitans des *toldos*. Un bataillon ferait aisément ce qu'ont exécuté deux femmes, et les sauvages pourraient bien, au retour d'une invasion, trouver leurs foyers et leurs

familles au pouvoir d'un corps d'armée. Il n'y a pas d'indiscrétion à le révéler, ils ne liront pas ces lignes, on songe sérieusement à leur ménager cette surprise.

II.

Le premier campement de mes terrassiers italiens fut installé dans un site fertile et charmant, à cinq lieues au nord de Guamini, au milieu de douze petits lacs entourés de collines sablonneuses, mais couvertes de végétation. Ce terrain avait été occupé, il y a une trentaine d'années, par une tribu connue sous le nom d'un Français qui a joué au commencement du siècle un rôle important dans l'histoire argentine, le général Rondeau. Elle est aujourd'hui réduite à trois ou quatre membres qui se sont habitués à porter comme nom de famille l'ancien nom européen de la tribu. Il est vrai que ce nom prononcé à l'espagnole, *Rondéaou*, a un air tout à fait indigène. Ils sont aux trois quarts civilisés, et habitent un village de l'intérieur dans les loisirs que leur laisse le service de la garde nationale. Ces loisirs sont rares : devenus *gauchos* et restés Indiens, interprètes très sûrs, courriers infatigables, espions pleins de flair, ils sont précieux pour les chefs de frontière, qui ne les lâchent pas facilement lorsqu'ils les tiennent. Le domaine de leurs ancêtres, comme toutes les terres qu'a fumées le séjour des Indiens, présentait une végétation admirable; notre troupeau s'y trouvait à souhait. Pendant qu'on couvrait d'un retranchement d'abord les enceintes destinées à enfermer les animaux, puis les cahutes de gazon qui contenaient les vivres, enfin nos propres logemens, les études sur le terrain commencèrent. Deux jours après notre arrivée, le terrassement était en train. Quand vinrent les gardes nationaux, le tracé était assez avancé pour pouvoir mettre 800 hommes en chantier. Ce tracé n'était pas une petite affaire. C'était la limite visible entre la civilisation et la barbarie que j'avais à creuser dans le sol. Cette mission, qui ne laissait pas de flatter mon amour-propre, m'a fait fatiguer bien des chevaux. Elle me forçait à étudier par le menu des surfaces immenses avant de jalonner la ligne sur laquelle s'échelonnaient les travailleurs : il fallait raccourcir le front de défense, coûteux à établir; il fallait aussi éviter les dunes de sable, où la tranchée aurait été peu durable, et enserrer les principaux lacs, base de toute la stratégie indienne. Cette double obligation, en même temps que des momens de mauvaise humeur, m'a valu des heures charmantes. Je n'oublierai jamais l'aspect recueilli de *lagunas* situées à deux ou trois lieues à l'avant-garde, dans cette zone neutre dont la virginité est préservée par les compétitions mêmes

des prétendans, et où les chasseurs des deux partis évitent de se hasarder. Les animaux y étaient ignorans de l'homme et de ses artifices. J'avais grand soin de laisser mon escorte à distance et d'avancer seul et lentement, comme un parlementaire. Les chevreuils s'en allaient au petit trot à mon approche, et s'arrêtaient, curieux, à portée de pistolet. Les lièvres de Patagonie continuaient à jouer sur la plage et faisaient avec une grâce naïve leurs petits bonds de kangourou. Les flamands roses, les cygnes blancs à col noir, les sarcelles, ne prenaient pas même garde à moi. Les Indiens ni les Argentins ne les tracassent; ils ne font cas que de la chasse à courre. J'étais habitué à cette sécurité, dont je n'ai abusé que rarement. Quel bouillon ou quel ragoût vaut l'aspect d'un oiseau confiant qui vous admet au spectacle de ses occupations intimes? Pourtant, quand apparaissait sur la surface de la prairie une autruche mâle promenant ses petits, — on sait que parmi les autruches c'est le mâle qui fait les fonctions de *couveur* et qui se charge de l'éducation des jeunes, — il était impossible de contenir l'ardeur des soldats et la mienne. L'autruche est un oiseau bête, incapable d'inspirer de l'intérêt même au naturaliste le plus sensible. On se lançait à fond de train en formant le demi-cercle. Le mâle s'échappait presque toujours laissant en notre pouvoir sa progéniture. On la dévorait quand c'était jour de famine, et on avait soin de mettre l'estomac à part afin de recueillir la pepsine qu'il contient. L'estomac de l'autruche est célèbre par son incroyable force de digestion. L'abondance de pepsine à laquelle il doit cette faculté a créé parmi les Indiens une fraude de commerce singulière : ils la font sécher, et la vendent à la lettre au poids de l'or; on s'en sert pour refaire les estomacs délabrés. Le plus souvent nos prises venaient, après avoir été bien secouées à l'arçon de la selle, enrichir ma ménagerie. J'ai eu ainsi une belle autruche blanche que les Indiens m'auraient probablement payée cher, ne fut-ce que pour ne pas la laisser au pouvoir d'un chrétien. Les autruches qui naissent blanches, comme les taureaux tigrés d'une certaine façon, sont pour eux des animaux sacrés. Des Parisiens que j'avais avec moi, plus irrespectueux, l'avaient simplement appelée l'Anglaise, à cause de sa couleur laiteuse, disaient les plus polis, à cause de son long cou et de sa vilaine démarche, insinuaient les autres. Je l'aurais probablement encore, si en flânant du côté de la forge elle n'avait avalé un morceau de fer rouge tellement gros qu'il resta soudé au gosier. Elle n'en mourut point; mais elle ne pouvait supporter un voyage que j'eus à faire vers ce temps-là. Je la laissai dans un campement.

Ces courses à toute bride à la poursuite d'un chevreuil ou d'une

autruche, ces galops forcenés à travers les hautes herbes, sur un terrain inégal et miné par toute sorte de rongeurs, sont un des plaisirs les plus vifs et les plus périlleux que l'on puisse imaginer. Il n'est, dit-on, bon cheval qui ne bronche, et cheval qui bronche en pareil cas s'abat d'une rude façon. Les Indiens, qui restent accrochés à leur monture comme des singes, sont heureux quand ils en sont quittes pour un membre cassé, que les rebouteurs de la tribu leur raccommoderont fort adroitement : ils ont tant d'occasions de s'exercer la main! Le *gaucho* est plus malin : quand le cheval s'abat, il ouvre les jambes et est lancé en avant; il s'arrange de manière à tomber sur les pieds et à ne pas lâcher la longe qui pend toujours au licol en prévision de ces accidens. C'est une des supériorités du cavalier argentin de savoir se laisser désarçonner à propos. Il est très solide en selle; mais, quand il se sent ébranlé, il n'y met pas de façons. On le voit décrire une parabole savante et se camper debout à côté de la bête, la tenant ferme pour l'empêcher de s'enfuir. L'essentiel pour lui, c'est de ne pas rester démonté en pleine solitude.

Une nuit, au retour d'une longue excursion, on atteignit un fortin vers neuf heures du soir. On était passé du galop au trot et du trot au pas avant d'y parvenir. Ce retard lassait la patience autant qu'il révoltait l'estomac. L'officier, ravi de la distraction que nous lui apportions, tout en faisant avec empressement les honneurs de sa résidence, glissa dès les premiers complimens cette réflexion inquiétante : — Vous tombez mal, les rations arriveront demain. J'ai en réserve par bonheur un cuisseau de lion et un aileron d'autruche. — C'était au moins un souper pittoresque. La première fois que j'ai attaqué un cuisseau de *puma*, j'avais un appétit à dévorer des pierres. Il faut pourtant déclarer que c'est une viande blanche et fade, plus insipide que le lapin. Il est à croire que le lion d'Afrique n'a pas le goût vulgaire de ce qu'on appelle un lion dans l'Amérique du sud. Quant à l'autruche, lorsqu'elle est jeune et grasse, certains morceaux passent chez les Indiens pour savoureux; mais les préférences culinaires de ces mangeurs de jumens ne doivent pas faire autorité. Elle a une odeur d'huile rance et un fumet sauvage qui ne sont pas dépourvus d'originalité et qui rappellent la cuisine des *fondas* espagnoles. Cette saveur s'allie assez bien à l'âcreté du piment rouge qui, moulé avec du sel en petites tablettes, est le condiment favori des gourmets de la *pampa*. On s'y fait; mais, si on rencontrait cela plus tard sur une table, dans une salle à manger, on reculerait d'épouvante.

De nouveaux travailleurs vinrent bientôt renforcer ceux qui étaient à la besogne. Des entreprises particulières obtinrent l'adjudication

des sections extrêmes du fossé, de Trenque-Lauquen à Witta-Lô au nord, de Puan à la mer au midi. Chacune d'elles emploie 300 ouvriers. Elles les ont trouvés sans peine. Le désert, mieux connu, inspire maintenant plus de curiosité que de terreur; il est même devenu à la mode. Leurs équipes présentent toutefois une grande bigarrure de professions et de nationalités. A côté d'un terrassier authentique apparaît un bachelier ès-lettres, qui ne brille guère auprès de ses solides camarades, ou un capitaine au long cours que l'ivrognerie a réduit à des travaux manuels aux confins du monde habité. On trouverait dans le nombre, en cherchant bien, quelque gaillard ayant sur la conscience une boutonnière ouverte dans la peau du prochain, et qui déroute par cette excursion lointaine les curiosités de la police. Tout cela est plus docile qu'on ne croirait, tout cela bêche et pioche avec ardeur. Chacun a son revolver à la ceinture, et quand on se met au travail les fusils sont formés en faisceaux sur le front de bandière. Les revolvers ont été achetés en prévision des discordes intestines, les fusils sont destinés à repousser les attaques de l'extérieur. On ne s'est servi jusqu'à présent ni des uns ni des autres; la paix a régné parmi les travailleurs de la tranchée, à part quelques horions sans importance. Les Indiens ne sont pas venus se frotter à eux : ils ont eu raison; ils n'ont là que du plomb à gagner. Les divers tronçons de la longue barrière qu'on veut leur opposer se rapprochent rapidement les uns des autres; avant peu, elle ne présentera plus de solution de continuité. On a été un moment à court d'argent, on en a maintenant plus qu'il n'en faut, toujours grâce au gouvernement de la province, qui, fort intelligemment, ne se lasse pas, afin de rendre pratique et définitive l'annexion de cette large bande de prairie, d'escompter les bénéfices que lui rapportera la vente des terres publiques qu'elle renferme. La frontière sera dorénavant à peu près infranchissable, pourvu que la politique ne s'en mêle pas et n'oblige pas les troupes qui la gardent à venir résoudre à l'intérieur d'irritans problèmes par la force des baïonnettes.

Ce n'est pas à dire qu'il faille se reposer sur le fossé du soin d'arrêter les envahisseurs et que les garnisons n'aient plus qu'à dormir sur les deux oreilles. Ce retranchement gêne terriblement les Indiens sans doute, il a pourtant un défaut : il est très étendu pour les forces assez réduites qui sont chargées de le surveiller et de le maintenir en bon état. Il faut prévoir le cas où les sauvages parviendront soit à y ouvrir une brèche, soit à profiter des dégradations que le mauvais temps lui aurait fait subir et qui n'auraient pas été réparées à temps. La faim venant en aide à leur esprit naturellement inventif, on doit s'attendre à leur voir exécuter de véritables

prodiges pour le franchir. Une grande invasion n'y réussira pas : avant qu'elle ait ouvert une porte suffisante, elle aura toute une division sur les bras. De petits détachemens pourraient bien se faufiler de temps à autre dans l'intérieur. Le cas ne sera pas fréquent, les officiers de frontière mettent beaucoup d'émulation à ne pas se laisser prendre en défaut par les ruses incessantes de l'ennemi. Ces tentatives d'ailleurs rapporteront peu de profit à ceux qui les exécuteront. Si l'entrée est malaisée, la sortie avec le butin est impossible. Néanmoins quelques coups de main de ce genre, pour triste qu'en soit l'issue, retarderaient aussi bien que si le résultat avait été heureux le progrès des vastes contrées que le but est de peupler et non de posséder théoriquement. Enfin, si la frontière est mieux gardée, elle coûte aussi cher qu'auparavant au gouvernement national, elle lui coûte même plus cher. Pour tirer parti des dépenses et des travaux que l'on vient d'y faire, il est nécessaire de brusquer le dénoûment de cette guerre indienne, aussi pénible qu'onéreuse. Il est nécessaire de pousser les choses à bout, d'obliger les sauvages à se soumettre sans conditions ou à émigrer en masse au-delà du Rio-Negro; pour cela, il reste à aller les attaquer chez eux. L'élément principal de cette guerre c'est le cheval de cavalerie : il est encore à créer dans l'armée argentine.

Lorsque, suivi du premier contingent de travailleurs, j'abordai la frontière après quatre mois d'absence, je fus frappé des heureux changemens survenus dans l'aspect de la *caballada*. Les chevaux vigoureux et bien portans abondaient, j'eus bientôt l'explication de ce phénomène : c'étaient des chevaux pris à l'ennemi. Les Indiens avaient beaucoup envahi depuis quelque temps, et toujours d'une façon malheureuse. Traqués régulièrement au retour, il leur avait été impossible de faire franchir la première ligne à une partie de leurs propres bêtes. Ils en avaient tant perdu, qu'il s'était souvent déroulé, à portée de la vue, sinon des balles des troupes lancées à leur poursuite, de petits drames assez saisissans. Des tuyards se disputaient à coups de couteau un cheval frais pour prendre le large. Ce n'était plus le temps où leurs *tropillas* nombreuses leur permettaient de sauter d'un animal à l'autre sans jamais en surmener aucun.

Cette circonstance, qui s'était reproduite dans toutes les frontières, mais sur laquelle, pour une remonte régulière, il serait présomptueux de compter, avait permis d'améliorer l'organisation de la cavalerie. On avait d'abord mis à part des « chevaux de réserve, » qui ne devaient donner que dans les occasions importantes. On avait fait mieux : on avait remis à chaque soldat un cheval dont il était dispensé de se servir pour les corvées ordinaires et qu'il pouvait

soigner à sa guise. On appelait ces chevaux les « chevaux d'oreille, » parce qu'ils avaient les deux oreilles intactes. Enfans gâtés des campemens et des fortins, ils tranchaient par leur bonne mine sur les infortunés « chevaux de marche, » aussi martyrisés que d'habitude. Ce n'était là qu'un progrès partiel et précaire. Cette distribution avait été faite à la manière argentine, c'est-à-dire mal : l'arbitraire s'y mêlait à la libéralité. Elle était révocable, les soldats le savaient, et comme ces chevaux avaient une marque indienne, ce qui revenait au même que de n'en avoir pas du tout, puisque nul propriétaire de l'intérieur ne pouvait les réclamer, ils avaient une valeur commerciale. Leurs maîtres de hasard, au lieu de les garder, aimaient mieux, comme ils disaient, les perdre : les perdre, c'était les vendre; ils les offraient à vil prix à tout acheteur qui était en mesure de les emmener au loin. Les débitans d'alcool installés dans les campemens ne manquaient pas de profiter de l'aubaine. On dépensait beaucoup de surveillance inutile et tracassière afin de diminuer cet abus, auquel il aurait été plus simple de couper court par un bon règlement et une marque spéciale.

Le but à atteindre est que chaque soldat ait son cheval par suite, non d'une gracieuseté temporaire, mais d'un droit définitif, entraînant des devoirs, et amenant peu à peu entre l'homme et la bête des liens d'affection réciproque. Il est impossible de courir longtemps les chemins sur un animal sans s'éprendre pour lui d'une vive affection, eût-il d'ailleurs tous les défauts du monde. Cela est vrai même parmi les Argentins, qui sont les plus grands bourreaux de chevaux que l'on connaisse, précisément parce qu'ils en changent à tout bout de champ. Le cheval, de son côté, connaît celui qui le monte mieux encore que celui qui le soigne. L'homme qui le panse est son serviteur, celui qui lui fait sentir la bride et l'éperon est son maître; il saisit parfaitement cette nuance. Quand il s'agit d'un soldat, qui remplit à la fois les deux offices, il s'établit des affinités encore plus étroites. Tout cavalier sait que l'on fait sur son cheval préféré ce qu'on ne ferait pas sur une bête inconnue, et qu'on en obtient ce qu'un autre ne pourrait lui demander. Il est clair aussi que, pour faire une campagne, si rude soit-elle, il vaut mieux avoir à sa disposition un bon cheval éprouvé que plusieurs rosses de rechange. Si dans l'armée argentine on a prodigué les rosses, ce n'est pas pour rendre les colonnes plus légères, c'est pour ne pas se mettre en frais de bonne organisation et de soins minutieux afin d'avoir et d'entretenir de bons chevaux.

Le moment est venu de renoncer à ces habitudes : d'abord le prix des chevaux augmente sans cesse; il augmentera bien davantage si l'exportation de ces animaux, déjà essayée avec succès, se pro-

page, et si les formes peu gracieuses, mais faciles à améliorer, des races de la Plata, ne font pas méconnaître en Europe leurs solides qualités. Il ne sera bientôt plus possible de ruiner sans merci tant de pauvres bêtes et de les remplacer à courts intervalles à raison de deux ou trois par homme. Ensuite la guerre indienne, pour ne parler que de celle-là, même cette guerre contre des sauvages, continuera à se faire mal avec des troupes mal montées, et elle est arrivée à un point où il est indispensable de la faire bien. Il n'y a donc pas à dire : il faut mettre à cet égard l'armée régulière argentine sur le pied de toutes les armées régulières de l'univers, si étrange, si paradoxal que cela puisse paraître aux vieux routiers dont les épaulettes et les mœurs équestres datent du bon temps des *patriadas*. Ils se refusent à croire à la disette des chevaux, parce qu'ils ont pour s'en procurer des procédés non prévus au budget. Il faut donner aux animaux une ration constante et des soins incessans, ne les laisser en liberté que le temps nécessaire pour se vautrer et folâtrer. Qu'ils tondent la prairie par manière de rafraîchissement et de distraction ; mais qu'on cesse de compter sur l'herbe verte pour les rendre vigoureux. Il n'y a pas à leur bâtir des écuries, puisqu'on a la bonne fortune d'avoir affaire à des bêtes pour qui cette délicatesse est inconnue. Respectons en cela, mais en cela seulement, les routinières alarmes de quelques officiers, qui pensent, — ce ne sont pas ceux de la nouvelle génération naturellement, — que l'étrille et le maïs (1) efféminéraient leurs montures, et leur donneraient des exigences malséantes dans un cheval de guerre.

Cette réforme, que l'on prépare de loin avec une sollicitude attentive, a besoin d'être menée habilement et patiemment pour réussir. Le *corral* et la promiscuité des chevaux sont pour le soldat une institution antique et respectable ; il aura du mal à s'habituer à l'ordre et à la règle. C'est à ces projets que répondait l'établissement d'une ferme dans les quatre campemens principaux. Je leur envoyai, dès les premiers jours de mon installation, des bœufs de travail, des semences, des instrumens de labourage. Dans chacune de ces fermes, la première année on a semé 80 hectares de luzerne et de maïs. On a pensé aux hommes en même temps qu'aux bêtes, on a établi pour eux de grandes cultures maraîchères, afin de mêler des légumes à l'éternelle viande rôtie de leur ordinaire. Pour

(1) L'avoine, qui aime les terrains maigres, réussit mal dans les plaines argileuses de la province de Buenos-Ayres. Elle s'en va tout en tige et en feuilles et ne donne pas d'épis. On la remplace dans la ration des chevaux par le maïs, qui pour cet usage ne la vaut pas. L'avoine se plairait probablement dans les anfractuosités des petites montagnes de granit et de grès rouge au pied desquelles on la sème dans les terres chiendentées.

faire aussi bien dans une saison déjà avancée, il a fallu que tout le monde, les autorités militaires comme la commission, s'armât d'une bonne volonté décidée. Les résultats n'ont pas répondu à l'effort; des pluies torrentielles ont compromis les récoltes. On s'y remet maintenant avec courage. Les chefs de frontière ne veulent pas en avoir le démenti. Ils se sont vraiment mis en quatre depuis un an : ils ont été briquetiers, maçons, architectes, jardiniers. En même temps qu'ils se battaient, ils s'improvisaient en plein désert de vastes établissemens. Quant au labourage, c'est leur plus cher souci. Ce n'est pas à eux qu'il faut apprendre ce que peut un cheval soutenu par une nourriture énergique, et il y a entre eux une espèce de gageure à qui mènera le premier, au galop de chasse, une expédition aux *toldos* qui sont en face de son campement. L'un s'est adjugé Pinzen, l'autre Namuncurá, un troisième Catriel. C'est leur propriété, ils ne veulent pas qu'on la leur prenne, et c'est à qui gagnera l'avance sur son voisin pour être prêt à aller mettre la main sur un cacique. On peut, jusqu'à nouvel ordre, compter sur leur zèle pour mener avec entrain ces travaux de culture, qui n'ont de militaire que le but.

Il ne faut pas se dissimuler pourtant que tout ce beau feu ne tiendrait pas devant une série de mécomptes, et il serait extraordinaire qu'il n'en survînt pas quelques-uns dans un essai de ce genre. Il ne s'agit de rien moins que de dompter une terre vierge, infestée d'animaux nuisibles, exposée assez souvent aux ravages des sauterelles, dans un climat bénin, mais fort capricieux. La patience, une ténacité robuste, une certaine philosophique lenteur d'idées et de mouvemens, sont l'apanage des agriculteurs et les aident à supporter bien des épreuves. Ces qualités-là ne courent guère les casernes. Il n'est pas à croire, il n'est peut-être pas à désirer que les soldats de frontière modifient leur tempérament pour se faire laboureurs de cœur et d'âme. Les commandans, durant leur période d'apprentissage, ont eu derrière eux, non pour les pousser, c'était inutile, mais pour les aider de conseils, d'envois incessans, pour choisir les semences, pour remplacer les animaux hors de service et les outils cassés, la commission de frontière, dont les membres sont là parfaitement à leur aise et dans leur spécialité. Ils n'auront pas toujours pareil auxiliaire : la commission se dissoudra après avoir accompli sa tâche, qui est de finir les travaux et d'installer les principaux services; elle cessera de veiller sur les fermes juste au moment où l'enthousiasme de la première heure commencera à se refroidir. Il ne faut pas faire trop de fonds sur l'enthousiasme pour créer un régime normal et soutenu. Cette expérience de fermes militaires ne donnera pas selon toute apparence la solution définitive

de la question : elle aura du moins beaucoup contribué à l'avancer. Pour la tenter, il fallait avoir la foi, et où l'aurait-on trouvée, si on ne s'était pas adressé à l'armée? Cet essai a démontré la possibilité de la culture dans des contrées dont le seul nom était un épouvantail; il a permis de déterminer les conditions pratiques dans lesquelles on devait la conduire sur une vaste échelle. Il fallait ouvrir la voie aux véritables laboureurs; on a pris pour cela un moyen héroïque, on a fait marcher le sabre au flanc derrière les charrues des laboureurs en uniforme. Soit qu'il s'établisse le long de la frontière des colonies agricoles, dont les premières récoltes trouveraient dans les campemens un débouché, soit que la fourniture des rations pour les chevaux, comme celle des vivres pour la troupe, soit concédée à quelque compagnie qui entreprenne sur les lieux mêmes, avec de puissans moyens de travail, les défrichemens nécessaires, tous les développemens de l'agriculture dans ces parages sont contenus en germe dans ces premiers sillons creusés à l'heure qu'il est *manu militari*. Incidemment la frontière pourrait bien y gagner trois cent mille arbres. On est en train de les planter.

Ces colonies agricoles, dont le nom devait venir dans cette étude, car il est impossible de parler frontières sans envisager les problèmes de la colonisation, — ces colonies agricoles forment une des perspectives les plus riantes que l'imagination puisse s'amuser à concevoir sur l'avenir de ces fertiles contrées. Malheureusement c'est une perspective lointaine. A première vue, l'installation en paraît simple : quand il y a de la terre à profusion, il semble impossible qu'elle ne récompense pas amplement les efforts de ceux qui voudront la cultiver; en réalité, la création artificielle de villages d'agriculteurs présente des difficultés très graves. Les provinces d'Entre-Rios et de Santa-Fé, où depuis vingt ans on a fait de grands sacrifices pour mettre les colonies sur un bon pied, les voient à peine aujourd'hui surmonter les crises du début et entrer dans une période prospère. Elles étaient pourtant situées sur des fleuves, sur « de grands chemins qui marchent, » et pouvaient à peu de frais envoyer au loin leurs produits. Dans la province de Buenos-Ayres, il s'est fait seulement deux ou trois entreprises de ce genre, et elles ont été essayées sur l'ancienne ligne de frontière, loin des chemins de fer et des voies navigables : aucune n'a eu un succès franc, elles vivotent. On préfère l'élevage en grand; s'il exige de fortes avances et de vastes surfaces, il donne plus de profit et moins de peine. C'est la terre et le capital qui travaillent. Les lois qui régissaient la vente des terres publiques semblaient avoir été rédigées tout exprès pour favoriser cette tendance; elles avaient pour résultat de les concentrer en quelques mains. Les domaines directement achetés au gouvernement provincial avaient rarement

moins de dix lieues carrées et dépassaient parfois cinquante. On se gardait bien de les défricher; des millions n'y auraient pas suffi. Le propriétaire y envoyait quelques milliers de vaches, une espèce de gérant et une demi-douzaine de *gauchos*, puis il n'y pensait plus. Les vaches, quand les Indiens ne les volaient pas, lui rapportaient 25 pour 100; la terre, payable en dix annuités, avait doublé de valeur longtemps avant d'être payée. Les sauvages pouvaient enlever une fois ou deux les troupeaux et même leurs gardiens, pourvu qu'on eût de quoi les remplacer, la spéculation laissait encore de la marge : après plus ou moins de retards, elle finissait régulièrement par devenir excellente, — c'est de là que sont sorties toutes les grosses fortunes de la province; — seulement elle était à la portée du petit nombre. La nouvelle loi s'est inspirée de la législation nord-américaine, qui a pour but de diviser le sol en parcelles plus modestes : elle a fixé à 5,400 hectares la plus grande surface qu'il soit permis d'acheter à l'état, et le prix de l'hectare est d'autant plus réduit que le domaine est moins étendu; il est de 4 francs pour les lots inférieurs à 1,400 hectares, de 5 francs pour les lots qui contiennent de 1,400 à 2,700 hectares, et de 6 francs depuis cette dernière contenance jusqu'à la limite maximum. Les paiemens se font un sixième au comptant, le reste en cinq annuités légales. Ce sont les progrès de l'agriculture et de l'élevage des petits troupeaux qu'on a eus en vue en édictant cette loi; elle aura un autre effet, c'est d'émanciper le *gaucho* et le colon de l'écrasante tutelle du grand propriétaire. En ce sens, elle est le point de départ d'une lente, mais décisive révolution sociale : aussi le ministre qui l'a rédigée, M. Rufino Varela, a-t-il eu du mal à la faire passer. Pour nous en tenir à la frontière, cette loi lui est très favorable. La grande propriété, si elle s'y installait, substituerait à des déserts parcourus par les chevreuils des déserts parcourus par des chevaux et des vaches, avec quelques huttes de boue de distance en distance. Cela ferait tout à fait l'affaire des Indiens. Ce serait de nouveau mettre à leur portée le butin que l'avancement de la ligne a eu pour objet de soustraire à leurs atteintes. Ce qu'on appelle dans la Plata la propriété moyenne, des biens d'une demi lieue carrée affectés à l'élevage des brebis, offrirait déjà des conditions de sécurité plus satisfaisantes. Le but serait complétement atteint, si l'on parvenait à implanter si loin la petite propriété, des fermes de 500 hectares exploitées moitié en cultures, moitié en pâturages. Seulement pourra-t-on y parvenir?

On ne le pourra qu'à une condition, neutraliser par le bas prix des transports les fâcheux effets de la distance qui séparera le producteur de frontière des marchés de consommation. Il aurait sans doute un marché sous la main, la frontière même; mais c'est un

débouché restreint : 5,000 hommes et deux fois autant de chevaux répartis sur une centaine de lieues. Si les fermes se multipliaient, elles seraient bientôt encombrées de denrées et réduites à laisser pourrir les récoltes sur pied, faute de trouver à qui les vendre : les transporter jusqu'aux villes de l'intérieur dans les véhicules primitifs qui ont été décrits plus haut, il n'y faut point songer; le charroi jusqu'à la première gare coûterait quelque chose comme 80 fr. la tonne. Le problème est malaisé, il n'est pas absolument insoluble. La frontière s'appuie d'un côté à la mer; elle vient aboutir à un fort mauvais port, Bahia-Blanca, qu'on peut sans grande dépense rendre passable. Ce sera fait avant peu. Toute idée de colonisation à part, ce port, à peu près abandonné depuis 1827, date de la fondation du village, a pris de l'importance par suite de l'occupation de la nouvelle ligne; c'est une voie économique et commode pour la ravitailler. Quand on l'aura amélioré, voilà, dans une dizaine de lieues de rayon, une section de frontière qu'il sera possible de cultiver. Aussi les arpenteurs sont-ils à la besogne pour en faire la division en lots et le bornage. Une section, et la plus petite, ce n'est guère. Les autres se trouvent situées en face des têtes de ligne de deux chemins de fer, celui du sud, appartenant à une compagnie anglaise, celui de l'ouest, propriété du gouvernement de la province. Vaut-il la peine de les prolonger jusqu'aux nouveaux campemens? La compagnie du sud ferait sans doute, en se lançant dans cette opération, une mauvaise affaire. On lui céderait avec plaisir de chaque côté de la voie une bande d'une lieue de largeur en compensation de ses sacrifices. Cette compensation ne représenterait pour elle qu'un bénéfice problématique et lointain. Les dépenses d'établissement et d'installation seraient des charges immédiates. Pousser résolûment le *railway* à travers les solitudes est une hardiesse nord-américaine qui n'a pas eu toujours une prompte récompense. Une compagnie particulière, si elle est prudente, désirera voir des colonies déjà établies et des marchandises toutes prêtes avant de s'occuper de les transporter. Les colons, de leur côté, si le chemin de fer reste à l'état de vague espérance, ne solliciteront pas de concessions. C'est un cercle vicieux autour duquel on risque de tourner longtemps.

Pour le chemin de fer de l'ouest, dont la construction, d'après la configuration du terrain, serait plus facile, la question change de face. Le gouvernement de la province est propriétaire à la fois de la voie ferrée et des plaines qu'elle traverse. Ce n'est pas sur la vente d'un ruban de deux lieues de large, c'est sur celle de milliers de lieues carrées qu'il doit compter pour rentrer dans ses déboursés. De plus, ces terres non-seulement ne lui rapporteront une rente, mais surtout ne représenteront pour la province une richesse que le jour où il les aura aliénées. Sa situation n'est pas celle d'une

compagnie, moins encore celle d'un vendeur de terrains à l'encan; son rôle n'est pas de gagner de l'argent, c'est d'en dépenser dans l'intérêt commun. Fonctionnaires nommés par le gouverneur et appelés assez souvent à lui succéder, les directeurs du chemin de fer de l'ouest l'ont toujours administré de la manière la plus libérale; ses tarifs sont moins élevés de moitié que ceux des autres lignes: aussi, et c'est un détail statistique bon à relever en passant, lui confie-t-on deux fois plus de marchandises qu'à ses rivaux. Il est devenu très prospère sans l'avoir cherché et en ne se préoccupant que de développer la prospérité des campagnes qu'il dessert. La commission directrice du chemin de fer n'a pas laissé échapper cette occasion de faire preuve une fois de plus de générosité intelligente. La nouvelle frontière n'était pas encore installée que déjà elle songeait à la relier à la métropole par des communications à vapeur; le devis est fait. Les chemins de fer se construisent économiquement dans un pays où la nature a supprimé les montagnes, où les ingénieurs ont supprimé les barrières et les passages à niveau. On établirait un chemin à une voie jusqu'à Carhué pour 12 millions de francs : ce n'est pas un bien gros chiffre, et il est arrivé parfois au gouvernement provincial de faire de plus mauvais placemens; encore faut-il savoir où les prendre. D'un côté la situation financière du gouvernement national, qui réagit sur le crédit même de la riche province de Buenos-Ayres, de l'autre l'état présent des grands marchés de capitaux où le Nouveau-Monde a l'habitude de puiser l'argent nécessaire à la création de son outillage industriel, n'engagent pas précisément à mettre sur l'heure l'affaire en train. Les chambres ont demandé à réfléchir.

Il y a un autre moyen de diminuer le prix des transports, un moyen qui suppléerait presque à l'établissement d'une voie ferrée, et qui, si celle-ci se construit, en doublerait les avantages : c'est de créer sur place quelques industries qui permettent de faire une première élaboration des produits, de les réduire à leur plus simple expression. Quand on essaie de se rendre compte des frets inutiles que paie le cultivateur argentin, on est frappé de ce que lui coûte la prétendue économie de son installation. La laine qu'il exporte contient, pour 30 de matière utile, 70 pour 100 d'impuretés diverses, dont il débourse innocemment le transport à travers les plaines peu commodes de la Plata et jusqu'en Europe. Il serait aisé d'enlever au moins le plus gros et de réduire les frais du voyage de moitié, de plus de moitié si on expédiait les laines lavées en ballots comprimés et d'un facile arrimage dans les wagons et dans les cales de navires. La laine a des chances pour être la production favorite des colons du désert, qui ont des chances pour ne pas être des colons de première qualité. L'élevage des brebis, s'il fait passer

quelques nuits blanches à la pluie et au vent, laisse en somme beaucoup de loisirs; parmi les émigrans qui se rendront à la frontière, il y aura beaucoup de déclassés plus enclins à contempler les étoiles qu'à arroser la terre de leurs sueurs. Il y aura cependant de vrais agriculteurs dans le nombre, il faut l'espérer. On peut dire pour leurs récoltes ce qui vient d'être dit pour la laine; il faudra en réduire le volume et en augmenter la valeur pour les vendre avec avantage. Le maïs par exemple est une plante essentiellement argentine. Ces grandes plaines semblent faites pour lui; il y donne des résultats surprenans. Si l'on essaie de l'expédier en nature, le voyage vaut plus cher que la marchandise; transformé en alcool, il peut supporter les frais d'une longue route, et ce n'est pas une grosse affaire, ni qui demande un matériel bien compliqué, que la transformation du maïs en alcool. Le combustible est tout trouvé, on le retire en plaquettes du *corral* des brebis. Une fois sèche, il a une odeur ammoniacale fort déplaisante; mais, comme production de chaleur, il vaut presque la houille. La culture de graines oléagineuses et de certaines plantes textiles pourrait donner lieu de même à l'établissement d'usines en miniature, qui seraient le complément de l'agriculture et lui donneraient tout son essor. C'est la création de ces industries rudimentaires que l'on doit surtout encourager. Par une heureuse fortune, ce coin de la province est le seul où l'on rencontre de gros ruisseaux et des terrains en pente, c'est-à-dire de la force motrice à bon marché. Le gouvernement de la nation et celui de la province sont également préoccupés de la colonisation de ces nouveaux territoires, et à très juste raison. Diriger vers la frontière le courant de l'émigration, c'est faire évanouir les Indiens comme un mauvais rêve: ils n'aiment pas les centres de travail sédentaire; ils témoignent surtout à l'agriculteur européen beaucoup de respect, ils savent qu'il entoure son champ de barrières gênantes pour des cavaliers, et qu'abrité derrière les murs de brique de sa maison, il tire fort juste. Ce résultat vaut bien un effort et quelque dépense. Ce ne sont pas seulement les *estancias* formées à l'arrière-garde des colonies qui en profiteraient. Le peuplement de la frontière aurait, même sur la politique extérieure, une influence très marquée; il abrégerait au profit de la république argentine l'interminable discussion qu'elle tient ouverte avec le Chili, et qui prend de temps à autre une vilaine tournure.

Le fond du différend est connu des lecteurs de la *Revue* (1). Il s'agit de territoires contestés vers la pointe du continent américain, aux abords du détroit de Magellan. Le Chili, dont la marine

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 octobre 1878, *les Conflits de la république argentine avec le Brésil et le Chili*, par M. Emile Daireaux.

naissante éprouve le besoin de s'ouvrir une porte sur l'Océan-Atlantique, aspire avec non moins d'ardeur, par la possession exclusive du détroit, à tenir dans sa main la clé de la navigation du Pacifique. Il commença par soulever quelques chicanes sur l'interprétation d'antiques ordonnances des rois d'Espagne. Le texte en est du reste parfaitement clair, tellement clair que le préambule de la constitution chilienne, rédigé à une époque antérieure à ces prétentions, assigne nettement pour limite à la république la ligne de faîte des Andes. C'est une déclaration gênante, et les premiers législateurs du Chili ne soupçonnaient pas en la formulant à combien de paradoxes et d'arguties ils condamnaient leurs successeurs. Le gouvernement de Santiago s'est longtemps borné à user en notes et en mémoires spécieux la plume bien affilée de ses diplomates. Depuis peu, abrité derrière l'habile traité de 1856, il s'est livré à des empiétemens plus sérieux. Ce traité stipule que les parties contractantes se soumettront à un arbitrage et jusque-là respecteront le *statu quo;* il ne spécifie point quel était le *statu quo* à cette époque. Les Chiliens en ont profité pour se déclarer possesseurs d'abord du détroit entier, puis de la côte orientale jusqu'au Rio-Gallegos, enfin, l'appétit leur venant, jusqu'au Rio-Santa-Cruz. Ils ne s'en sont pas tenus à élever sur ces contrées assez éloignées, comme on voit, de la ligne de faîte des Andes, des prétentions théoriques : manquant, pour les étayer, de précédens historiques, ils s'en sont improvisé au moyen de voies de fait. Une famille française avait établi une fabrique d'huile de poisson sur les bords du Santa-Cruz; elle a d'abord été circonvenue par les autorités chiliennes pour renoncer à prix d'argent au bénéfice de la concession que lui avait donnée le congrès argentin; sur son refus, elle a été cavalièrement expulsée. Plus récemment, un navire qui, sur la foi d'une autorisation délivrée par un consul argentin, chargeait du guano un peu au sud de l'embouchure du Santa-Cruz, a été pris par une corvette chilienne. Amené à Punta-Arenas, il s'y est perdu par la maladresse de l'officier placé à bord pour le diriger. Ces incidens ont ranimé et aigri la discussion. Les hommes d'état argentins, fermes sur le traité de 1856, qui écarte les moyens violens pour vider le débat, se sont refusés à y voir un *casus belli*. Ils ont eu le grand tort de laisser dormir la question pendant vingt ans; aujourd'hui qu'elle se dresse devant eux, méconnaissable et envenimée, ils font du moins preuve de modération et de bon sens en épuisant les voies de la conciliation pour la résoudre. Ce n'est pas de combats et de batailles qu'ont besoin ces jeunes états; toutefois, si bienveillant que l'on puisse être pour une république sœur, quand elle est aussi remuante, quand on tient pendante avec elle une laborieuse né-

gociation qui met périodiquement tout le monde en alarmes, il est de bonne guerre d'affamer un peu son adversaire pour l'amener à des visées plus raisonnables. Dès qu'elle aura rendu impossibles les déprédations indiennes, la république argentine sera dans une excellente situation pour amadouer par des concessions douanières ces revêches voisins et pour les obliger à se départir de leur hautaine attitude.

Pays montagneux et agricole, le Chili produit peu de bestiaux et en consomme beaucoup, grâce aux vols des Indiens, dont il profite sournoisement. C'est là qu'ont passé les centaines de mille de bêtes à cornes qui ont disparu des plaines argentines depuis vingt ans. La partie de la *pampa* abandonnée aux sauvages est sans cesse parcourue par des marchands de bœufs chiliens qui vont de tribu en tribu se composer à peu de frais des troupeaux. Ces spéculateurs peu scrupuleux accompagnent parfois les invasions et prennent livraison, sur l'*estancia* même où elles sont nées, de bêtes payées d'avance aux pillards. Ce commerce scandaleux a beaucoup contribué à perpétuer les incursions ; peut-être le gouvernement chilien n'a-t-il pas pris, pour le réprimer, les mesures efficaces qu'auraient dû lui dicter les relations de bon voisinage. En tout cas, il est fini ; il faudra désormais acheter les animaux de boucherie à leurs propriétaires légitimes. Les droits de sortie que paie le bétail qui traverse les lignes de douane de San-Juan et de Mendoza pour passer sur le versant occidental des Andes ont été considérés jusqu'à présent à Valparaiso et à Santiago avec une superbe indifférence ; ils vont prendre de l'intérêt. Si la république argentine sait profiter de ses avantages sans en abuser, elle doit arriver à terminer du même coup d'une manière avantageuse la question de limites et la question douanière ; elle peut être large sur la seconde, pourvu qu'elle enterre la première à tout jamais. Ce sera un résultat indirect, mais très précieux, des dispositions énergiques adoptées par le docteur Alsina pour bien garder la frontière. Au moment où s'achèvent les travaux d'organisation et de défense de la nouvelle ligne, la plus dangereuse ennemie de la propriété argentine, la politique, sommeille. Le gouvernement a tendu la main à l'opposition, l'opposition a reconnu qu'elle avait été parfois trop systématique. Les bons esprits des deux camps ne respirent qu'apaisement et concorde. C'est une heure favorable pour tourner toute l'ardeur inquiète qu'on a longtemps dissipée en polémiques vers le progrès agricole des solitudes de la *pampa*.

ALFRED ÉBELOT.

LA

LITTÉRATURE FRANÇAISE

SOUS LE PREMIER EMPIRE

Tableau de la littérature française (1800-1815), par M. G. Merlet. Paris 1877.

Il est entendu, presque dans toutes nos histoires de la littérature française, ou sous-entendu, que la littérature de la période impériale ne compte pas. Aussi, quand la nécessité chronologique d'en toucher au moins quelques mots se rencontre et qu'il faut satisfaire à l'usage, on nomme quelques noms à la hâte, on caractérise avec la brièveté du dédain quelques œuvres prises comme au hasard, on rit un peu de Lebrun Pindare et beaucoup de Luce de Lancival, d'Esménard ou de Parseval-Grandmaison; d'ailleurs on acquitte à Mme de Staël, à Chateaubriand, un tribut convenu d'admiration banale, et l'on passe : tout est dit. De loin en loin pourtant une voix généreuse proteste et réclame au moins l'indulgence. N'est-on pas en effet bien sévère pour une génération déshéritée si l'on veut, mais qui n'a manqué toutefois ni d'un certain amour de l'art, ni de l'éclat que projettent sur le court espace de quinze ans d'histoire deux ou trois œuvres originales, vraiment durables, et deux ou trois noms vraiment glorieux, dignes de rester inscrits parmi les plus illustres? Sainte-Beuve n'a pas craint de dire « que les triomphes militaires de l'empire avaient trouvé plus d'une fois, au retour, des splendeurs rivales dans les arts contemporains : telle page des *Martyrs*, une bataille de Gros ou la *Vestale* de Spontini. » C'est

beaucoup, et, quoiqu'il parlât ainsi dans un temps où sa parole ne pouvait être encore soupçonnée ni d'allusion politique ni de flatterie rétrospective, c'était trop. Il sera toujours difficile de prouver que *les Templiers* ou *Nimes II* soient des chefs-d'œuvre injustement ignorés, Raynouard ou Brifaut des génies méconnus, Fontanes ou même Chênedollé, comme on les appelait, les derniers des classiques. C'étaient de fort honnêtes gens, qui faisaient assez proprement des vers peu poétiques, dont les meilleurs étaient beaux comme de la belle prose, de la belle prose académique, élégante et de bon ton, mais sans muscles et sans nerfs; d'ailleurs, poésie mise à part, les uns, comme Raynouard, très savans, et les autres, comme Brifaut, très aimables; mais ce n'est pas une raison pour les écarter impitoyablement de l'histoire de la littérature française. Bien plus et c'en est une de leur faire la part plus belle et la place plus large. Il y a des naturalistes à la mode qui donneraient volontiers toutes les espèces vivantes pour une seule de ces espèces de transition, épreuve affaiblie d'un modèle ancien, ébauche confuse d'un type nouveau, qui leur offrent les moyens de combler une lacune de la généalogie des êtres et de surprendre en quelque sorte la nature sur le fait, en flagrant délit de tâtonnement et de commencement d'invention. En littérature comme en histoire naturelle, il y a des œuvres de transition. Et si la critique littéraire, telle du moins qu'on la prône aujourd'hui, se piquait d'être conséquente avec soi-même et soumettait une bonne fois la liberté de ses allures aux rigueurs de la discipline scientifique, c'est peut-être à ces œuvres de transition qu'elle devrait consacrer le meilleur de son attention. Car on n'explique pas le génie, mais on explique le talent, et l'expliquant, on montre en quoi, par où, comment le génie est inexplicable. Et n'est-ce pas précisément, puisque aussi bien il s'agit ici de la littérature de l'époque impériale, ce que Royer-Collard appelait avec force « dériver l'ignorance de sa source la plus élevée? » Les fables d'Arnault sont fort agréables, pour sentir celles de La Fontaine.

C'est dans cet esprit de critique studieuse que M. Merlet a conçu l'ouvrage dont il vient de publier le premier volume, avec ce titre général : *Tableau de la littérature française*, 1800-1815, et le sous-titre : *Mouvement religieux, philosophique et poétique*. Il n'a point affecté la prétention de réhabiliter une littérature à peu près condamnée, mais il a voulu réviser le procès sur les pièces. Il accepte le dispositif, mais il pense qu'il y a lieu de revenir sur les considérans. « Expliquer ou atténuer les rigueurs de la postérité par l'enquête des causes qui la justifient, » et par suite, sous l'apparente et uniforme pauvreté des œuvres, découvrir et noter les symptômes

de la renaissance prochaine, remonter pas à pas jusqu'aux sources inconnues de ces grands courans qui traversent la littérature du siècle, marquer enfin les origines de la prose et de la poésie contemporaines, tel est le but qu'il s'est proposé.

En effet, les causes de la stérilité sont complexes : tout n'est pas dit quand on a nommé la censure impériale ou cité des passages habilement choisis de la correspondance de César. Nous ne croyons pas aisément avec l'austère Daunou « qu'il ne puisse y avoir de génie que dans une âme républicaine. » Évidemment, on ne saurait avoir la pensée de justifier ou d'excuser seulement les procédés disciplinaires de l'empire à l'égard des écrivains. Un homme, si haut qu'on le mette au-dessus des autres hommes et si bas qu'on le salue, mais un homme, s'arrogeant de penser lui seul, comme d'agir, pour tout un peuple; une armée de subalternes, dressée comme une vieille garde et traitant la littérature comme une chiourme; cette singulière ambition de faire naître des chefs-d'œuvre au commandement, « l'art d'écrire consacré à la destruction de la pensée et la publicité même aux ténèbres. » Chénier destitué, Chateaubriand persécuté, Mme de Staël proscrite, convenons donc qu'il n'y a ni chimère de péril social, ni prétendue nécessité de salut public qui puisse autoriser ces attentats de la force contre la pensée. Mais empressons-nous d'ajouter qu'une pension de 8.000 francs consola Chénier de sa destitution, que Chateaubriand ressemble singulièrement à un persécuté imaginaire, et que Mme de Staël a quelque part écrit ce mot curieux, trop rarement cité, « que Bonaparte était un homme que la véritable résistance apaisait, et que ceux qui ont souffert de son despotisme doivent en être accusés autant que lui-même. » Ne versons pas dans la déclamation. Quand, pour flétrir les excès de l'arbitraire impérial, on en appelle, comme font quelques-uns, à toute l'énergie d'éloquence, à toute la véhémence d'indignation dont on se sent capable, il n'est pas mauvais, et c'est rendre à chacun sa part, de se rafraîchir la mémoire de tel décret de la convention portant que « tout théâtre sur lequel seraient représentées des pièces tendant à dépraver l'esprit public et à réveiller la honteuse superstition de la royauté serait fermé et ses directeurs arrêtés et punis selon la rigueur des lois. » On sait ce que c'était, au mois d'août 1793, que la rigueur des lois. Car enfin il ne faut pas nous donner à croire, en épaississant les ombres autour des grotesques de la révolution et faisant la pleine lumière sur les ridicules de l'empire, qu'au lendemain de la convention, sous le directoire par exemple, quelque Barras ou quelque Gohier régnant, une littérature nouvelle fût prête à naître, une littérature républicaine, que le régime consulaire ou impérial

survenant aurait tout à coup desséchée dans son germe. Hélas ! vers 1795 déjà, les contemporains eux-mêmes étaient vivement frappés et si profondément humiliés de la décadence littéraire, de la décadence du théâtre surtout, que le *Moniteur* n'en pouvait trouver le secret que dans « une conspiration de Pitt et de Cobourg » organisée pour l'avilissement de la scène française. On rit beaucoup, et l'on a raison, d'une tragédie de l'académicien Brifaut : — c'était un *Don Sanche*, — qu'il fallut transporter du jour au lendemain d'Espagne en Assyrie, parce qu'il ne convenait pas à l'empereur, en ce temps-là, que des choses d'Espagne fussent mises au théâtre. Mais, en vérité, de qui se moque-t-on ici? car sans doute ce n'était pas la faute de l'empereur, ni même de la censure, si l'intrigue tragique de Brifaut était assez banale, ses caractères assez effacés, son style assez décoloré pour que ce ne lui fût qu'un jeu de métamorphoser son roi de Léon et de Castille en potentat babylonien. Là-dessus on citera Chénier : « Veut-on que l'art dramatique se soutienne? Il faut lui donner beaucoup de latitude. » Mais ce n'est pas tout pour voler que d'avoir l'espace libre ouvert devant soi, l'espace immense, et le principal est encore d'avoir des ailes.

C'est une chose assez étonnante que dans un temps comme le nôtre, où l'histoire aspire à devenir au sens propre du mot « une science, » elle continue toutefois, du milieu des conditions si nombreuses et d'un entrelacement si confus, qui toutes sont également nécessaires à l'explication des faits, d'en dégager et d'en détourner arbitrairement une seule pour l'élever à la dignité de ce qu'on appelle une cause. Il n'y a pas de causes dans la science, il n'y a que des conditions. Nous admettrons donc volontiers que les rigueurs du régime impérial aient pu contribuer pour une part à la stérilité littéraire de l'époque; mais prétendre qu'elles en seraient la cause unique et l'explication suffisante, c'est une opinion politique, c'est une manière de purger sa bile, ce n'est pas une opinion littéraire. Une compagnie de grenadiers n'eût-elle jamais chassé de l'orangerie de Saint-Cloud cinq cents législateurs, un pape ne fût-il jamais accouru du Vatican pour couronner dans Notre-Dame un soldat victorieux, nous osons croire qu'Esménard ne fût pas devenu un grand poète et que Luce de Lancival n'en eût pas eu la tête plus épique.

Nous louerons donc très franchement M. Merlet d'avoir ici gardé la mesure et d'avoir eu le courage, mieux encore, le bon goût, de ne pas vouloir faire avec tant d'autres sa partie dans ce concert de récriminations surannées. Il a très bien vu que d'autres causes avaient préparé la décadence, il l'a dit et il l'a montré. Qu'il nous permette seulement de lui reprocher de n'avoir pas poussé plus

avant la recherche de ces autres causes, et, pour tout dire, de n'y avoir pas consacré quelques-unes de ces pages qu'il donne libéralement à l'énumération des hommes et des œuvres. « Les germes de la décadence, nous dit-il, sont visibles dès le XVIIIe siècle, jusque dans ces jolis poètes, dont le style si soigné, si méticuleux, si scrupuleusement grammatical, n'offre sans doute aucune prise à la critique, mais nous inquiète déjà par je ne sais quoi de frêle et de fugitif qui échappe à l'analyse et presque à la perception. » Voilà qui est d'une vérité spirituelle, bien dit et bien senti : pourquoi n'est-ce qu'une indication? Chemin faisant, il est vrai, s'y rattachent nombre de remarques ingénieuses et quelques-unes d'un grand prix historique. Il est curieux d'apprendre, par exemple, et bon de retenir que les oripeaux de la phraséologie mythologique : flambeaux de l'hymen et ciseaux de la Parque, fureurs de Bellone et balances de Thémis, ou encore l'hydre de la Discorde et le timon de l'état datent de cette époque. Nos romantiques jadis, et depuis eux certains critiques, ont tellement accrédité l'opinion que ces façons de parler baroques auraient été familières à tous nos écrivains, petits et grands, d'avant 1830, qu'il est utile et même nécessaire de savoir qu'ils se trompaient. L'honnête Boileau nommait un chat un chat : Molière et Regnard, Voltaire et Diderot, ont nommé par leur nom beaucoup de choses qu'ils eussent pu déguiser sans inconvénient. On peut même soutenir que, pour écrire en prose comme en vers, avec exactitude et justesse, avec force quand il le fallait, avec éclat quand on le pouvait, on n'avait pas attendu que l'auteur de *Cromwell* eût émancipé la langue. En fait, cette horreur comique du mot propre date au plus loin du milieu du XVIIIe siècle : elle n'est devenue qu'au commencement du XIXe un principe de l'art d'écrire. M. Merlet en cite des exemples amusans; tels vers de Lalanne appelant un chapon :

> Ce froid célibataire, inhabile au plaisir,
> Du luxe de la table infortuné martyr;

cette périphrase de Lebrun :

> Là je triplais le cercle agile
> Du chanvre envolé sous mes pas;

lisez : je sautais à la corde, — vingt autres encore. S'il s'est abstenu de moissonner dans Delille, c'est sans doute qu'il aura craint que la récolte ne fût trop abondante. Et cependant, chose singulière, ce même Delille, si longtemps considéré comme le maître dans l'art de ne pas nommer les choses par leur nom, serait l'un des premiers qui fit scandale pour avoir appelé le haricot un haricot, et autres nouveautés, pour le temps non moins téméraires.

D'où venait cette rhétorique pédantesque et guindée dont la poésie voulut bien se faire humblement l'élève, et dont la critique des Geoffroy, des Hoffmann et tant d'autres se constitua l'impitoyable et l'incorruptible gardienne? Il n'est plus guère possible aujourd'hui de le contester : abaissement des caractères, appauvrissement de la pensée, dépérissement du style, tout cela vient du XVIIe siècle, et non pas du XVIIIe siècle finissant, du XVIIIe siècle de Marmontel ou de La Harpe, de Thomas et de Saint-Lambert; mais du XVIIIe siècle dans sa gloire, étudié dans ses plus illustres représentans. Nul siècle n'a été plus complétement dénué de poésie : dans Voltaire lui-même, combien trouvera-t-on de vers qui partent du cœur, combien de souvenirs vraiment vécus? Nul siècle n'a été plus complétement dédaigneux des grandes parties de l'art. Ce n'est pas seulement la grande phrase majestueuse du XVIIe siècle qu'on brise, et la belle période oratoire que l'on rompt en éclats, de telle sorte que tout ce que le style gagne en clarté, la pensée le perde en profondeur; mais l'art lui-même de la composition, l'art d'ordonner un ensemble, d'en balancer les parties, il semble qu'on en ait perdu le secret. Un Voltaire est inhabile aux œuvres de longue haleine. Rien qui soit écrit d'une prose plus alerte et plus propre à l'action, d'un style plus merveilleux de transparence et de facilité que le *Siècle de Louis XIV*; mais Gibbon a raison, — car c'est lui qui, je crois, en fit le premier la remarque, — rien qui soit plus mal lié, ni plus faiblement soutenu. Comparez cette suite de chapitres, histoire politique et militaire d'abord, anecdotes, histoire intime de la cour, histoire du gouvernement intérieur, tableau des beaux-arts, histoire des querelles religieuses, tout cela juxtaposé, comme des tableaux dans une galerie, mais non pas composé, d'ailleurs finissant par une plaisanterie d'un goût douteux sur l'œuvre des missionnaires catholiques en Chine, comme par le mot de la fin d'un journaliste, — comparez ce désordre aimable avec cette belle *Histoire des variations des églises protestantes*, et mesurez la distance. Montesquieu, travaillant à son *Esprit des Lois*, entraîné par le plaisir de la recherche, s'abandonne si complétement à la dérive de son sujet, et, dépensant à la perfection du détail tout son esprit avec tout son génie, s'oublie si complétement dans une seule partie de son œuvre, qu'un beau jour le livre de la *Grandeur et Décadence des Romains* se détache de l'ensemble comme un épisode disproportionné, comme un fragment d'architecture admirable, mais dont la grandeur d'exécution écraserait le reste de l'édifice. Buffon écrit un *Discours sur le Style*, il y vante l'utilité d'un plan, et sans doute il pense à Montesquieu; mais lui-même il apprend l'*Histoire naturelle* en l'écrivant. Suivez-le de 1747 à 1788 : tantôt il ajoute au monument une aile qui

n'avait pas de place marquée dans le plan primitif, tantôt, avec cette longue patience qu'il appelait le génie, il va reprendre l'œuvre jusque dans ses premiers fondemens, et le voilà, dans ses *Époques de la nature*, refaisant ses trois premiers volumes sur un dessin nouveau. Le seul Jean-Jacques peut-être, avec son intrépidité de logicien et son souffle de déclamateur, a composé l'*Émile* d'ensemble et son *Contrat social* d'une haleine, comme on faisait au siècle précédent. Il y a plus : à mesure que le siècle approche de son terme, les Diderot, les d'Alembert ne savent déjà plus écrire que des pages. Après eux, les Rivarol et les Chamfort ne sauront plus même qu'à peine composer une page, et tout leur esprit, qui fut du plus exquis et du plus étincelant, tiendra dans un petit volume de *Nouvelles à la main*.

De là nécessairement l'importance extrême donnée au détail, car c'est dans le détail que chacun met sa marque. Le mal est visible dès la fin du XVIIe siècle : « Ascagne est statuaire, dit La Bruyère, Hégion fondeur. Eschine foulon et Cydias bel esprit, c'est sa profession :... il évite uniquement de donner dans le sens des autres et d'être de l'avis de quelqu'un. » C'est de Fontenelle qu'il parlait ainsi; mais lui-même, La Bruyère, incomparable, inimitable artiste de style, ne court-il pas à la recherche de l'imprévu, du piquant, du singulier dans l'expression et dans la pensée? Bientôt cette poursuite acharnée devient le labeur unique de l'écrivain. A tout prix, il faut être original ; mais le moyen, si « tout est dit? » Le moyen? Il est bien connu des époques de décadence :

> Dixeris egregie notum si callida verbum
> Reddiderit junctura novum...

Je suis fâché que la leçon soit d'Horace, mais en effet il l'a donnée. L'invention devient purement verbale, et les règles deviennent à mesure plus étroites, parce qu'il faut accomplir le tour de force dans des conditions plus difficiles. Le *Commentaire sur Corneille* de Voltaire, le *Cours de littérature* de La Harpe, sont de curieux modèles et très instructifs de cette critique de mots devenue pour un demi-siècle, jusqu'aux Villemain et jusqu'aux Sainte-Beuve, le dernier mot de la critique. Buffon, pour louer dignement Rivarol, dira que la traduction du Dante est une « suite de créations, » et Rivarol, enchérissant encore, dira bientôt « que quatre vers ou quatre lignes de prose classent un homme presque sans retour. » Aussi ne s'agit-il plus que de rencontrer ces quatre vers ou ces quatre lignes. Un madrigal, une épigramme, un seul alexandrin :

> Le trident de Neptune est le sceptre du monde,

une boutade : « M. Le Brun a eu l'honneur de passer chez M. Fréron pour lui donner quelque chose, » — je laisse au lecteur le plaisir de deviner ce que c'était que ce quelque chose, — tirent un homme de pair et le désignent bruyamment à la célébrité des salons ou à l'ornement des académies. Et si les poètes rejettent obstinément le mot propre, c'est bien moins encore par principe et par préoccupation de rester nobles que par ambition de trouver une façon singulière de redire des choses déjà dites. On déguise la pensée sous quelques oripeaux bizarres et voyans, on l'habille d'un vêtement inédit comme un Jean-Jacques s'habille en Arménien .. pour forcer l'attention des oisifs de la grande ville. Ajoutez qu'en même temps la vie sociale, de plus en plus artificielle, achève de déshabituer l'homme du spectacle et du sentiment de la nature. S'il ne manquait que de loups dans les bergeries de Florian, on en prendrait encore volontiers son parti, mais il y manque de moutons, de chiens et de bergers. Et ainsi, tandis que les prosateurs, maintenant leur attention fixée sur le détail, perdent le sentiment de la ligne, les poètes, qui ne regardent plus au-delà de l'horizon des salons, perdent le sentiment de la couleur.

Ce n'est pas tout : au XVIIe siècle l'art est vraiment une religion, j'entends, — car on pourrait trouver l'expression bien moderne, — que les Corneille, les Molière, les La Fontaine, les Boileau, les Racine, s'ils ne font pas de l'art « un sacerdoce », du moins ne vivent que pour l'art. Tel d'entre eux, le « Bonhomme, » traverse la vie comme sans se douter qu'il y ait au monde autre chose que d'écrire, à la manière d'un fablier né pour porter des fables, avec cet air d'aimable distraction, ces allures nonchalantes qui lui font pardonner tant de faiblesses. D'autres, comme par exemple Molière, ne vivent pas seulement pour leur art, ils en meurent, appartenant à la race de ceux « qui ne regardent plus l'art comme une chose qui est faite pour le monde, mais le monde, les mœurs, les hommes et la société comme des choses qui sont faites pour l'art. » Au XVIIIe siècle il n'en est plus ainsi. La scène a changé. La littérature n'est plus seulement un art : c'est une arme. Tout écrivain a calculé que son talent est une force, comme la fortune, comme la naissance, et une force dont il faut savoir se servir. Ce n'est pas tout, ou plutôt ce n'est rien que de bien faire, il faut réussir, il faut parvenir et le siècle est pressé. L'homme de lettres, émancipé de la protection du grand seigneur ou du traitant, de l'homme de cour ou de l'homme d'argent, prétend faire figure à son tour, comme eux, et comme eux tenir un personnage dans le monde. Il fait fortune, d'abord : Voltaire entend les affaires comme Pâris-Montmartel, Beaumarchais les brassera comme Pâris-Duverney. L'un et l'autre

s'efforcent de prendre pied dans la politique. Voltaire négocie des alliances, et Beaumarchais renverse un parlement : de jour en jour leur influence grandit, leur importance augmente. Quand le seigneur de Ferney tient en main son brelan de rois, c'est lui qu'on courtise et qu'on caresse : ce n'est plus lui qui flatte. Un roi de Suède passant à Paris y recevra, comme un insigne honneur, la visite de Rousseau. Les façons deviennent familières jusqu'à l'inconvenance et jusqu'à la grossièreté. Diderot, « conversant entre hommes, » avec l'impératrice de Russie, dans la vivacité de la conversation, lui frappe démonstrativement sur la cuisse. La Harpe, si j'en crois une anecdote que raconte Chateaubriand, dînant chez les ministres, quand le menu ne lui convient pas, commande à voix haute une omelette philosophique. Vraiment la littérature est déjà leur moindre souci. C'est un événement politique que *le Mariage de Figaro :* s'il touche à la littérature, ce n'est que par occasion. En effet, jusqu'aux auteurs dramatiques, ce n'est plus seulement l'ambition de la célébrité qui les travaille et qui les consume : c'est l'ambition du pouvoir. Condorcet nous a livré naïvement leur secret : « C'est, dit-il, qu'un auteur dramatique est sous la sauvegarde des sociétés pour lesquelles le spectacle est un amusement ou une ressource. »

Aussi, quand éclate la révolution, jettent-ils là leur plume et se précipitent-ils tous dans la politique avec une sorte de fureur aveugle comme par une porte longtemps assiégée qui céderait sous l'effort et qui livrerait enfin le passage. La veille encore, pour devenir de rien ou de peu quelque chose ou quelqu'un, il fallait passer par la littérature : il est désormais inutile d'entreprendre cette voie pacifique et trop longue. La politique les conduira plus droit et plus vite au but. Qui s'amuserait maintenant à composer des *Éloge de Fénelon* ou des *Panégyrique de saint Louis*, mais surtout à raconter les *Aventures du chevalier de Faublas?* En vérité, c'est bien de cela qu'il s'agit! l'abbé Maury gesticule à la tribune de la constituante, et Louvet sera demain de la convention. Fabre d'Églantine a oublié le chemin du Théâtre-Français : le *Philinte de Molière* est membre du comité de la guerre et des armes : il siège aux côtés de Carnot. Les Robespierre et les Saint-Just renonceront à la morale et à la gravelure pour devenir les législateurs sanglans de la terreur. Et Barère sera leur porte-voix, Barère, « le troubadour de la guillotine, » Bertrand Barère de Vieuzac, gentilhomme gascon, qui n'a plus maintenant que faire d'écrire pour les académies de province l'*Éloge de Louis XII* ou le *Panégyrique de Lefranc de Pompignan*. Combien d'autres encore! L'impulsion est donnée : le règne de la littérature est fini, c'est le règne de la politique et du politicien

qui commence. La publicité du journal et de la tribune a remplacé celle du *Mercure* et de l'*Almanach des Muses*. Quelle prose ou quelle poésie résisterait à pareille épreuve? Aussi quiconque désormais aura confiance en soi, quiconque aspire à se faire au soleil la place qu'il ne tient ni du droit de la naissance ni du titre de la fortune suivra-t-il ces exemples, devenus pour l'avenir illustres. Et tous ceux qui, sur la foi de quelque vague pressentiment ou de quelque violent appétit de jouissances, se croiront promis à quelque haute destinée, s'ils ont plus d'amour du pouvoir que de chaleur d'imagination, iront demander la gloire aux œuvres de la politique, ou la moissonner sur les champs de bataille de la république et de l'empire, s'ils ont moins de froide ambition calculatrice que de chaleur de cœur. Quelle est la voix au timbre d'airain qui s'élèvera pour dominer sur le tumulte des proscriptions et des armes?

Encore si la tragédie révolutionnaire, comme un mauvais drame romantique, n'avait pas versé de l'odieux dans le ridicule. Mais, pour achever ce tableau de la fin d'un siècle, représentez-vous, au lendemain de la terreur et jusqu'aux jours du consulat, le trouble jeté dans les esprits et dans les mœurs, le désordre des idées, le renversement des fortunes, le carnaval de toutes les conditions. En bas, toute une foule d'ouvriers sans ouvrage et de rentiers sans rentes grondant la faim, — les débris du jacobinisme, — ou ces portiers dont a parlé Chateaubriand, « grands partisans de feu M. de Robespierre, et regrettant les spectacles de la place Louis XV, où l'on coupait la tête à des femmes qui avaient le cou blanc comme de la chair de poulet. » Plus haut, tout un peuple grotesque d'agioteurs et de fournisseurs de tout étage, cette société frelatée du directoire, scandaleusement enrichie, s'essayant à l'art de vivre et se flattant naïvement d'avoir ressuscité les élégances de l'ancien régime parce qu'elle s'enivre des mêmes vins que les Lauzun et les Biron. Au sommet enfin, ces directeurs, à jamais dignes de la risée de l'histoire; l'un, au matin, donnant ses audiences, habillé d'un justaucorps de satin blanc, culotte blanche, souliers blancs ornés de rosettes bleues, sur l'épaule, manteau écarlate; ou bien encore cet autre, sous son bel habit bleu chamarré d'or, avec son sabre de vermeil, entrant dans les salons un bras passé négligemment autour de la taille de celle qu'ils appellent « la fée du Luxembourg, » vêtue... comme on ne se déshabille pas. Personne d'ailleurs ne croit plus à rien. Quand on joue *le Barbier de Séville* et que l'acteur prononce les mots : « Jouissons! car dans trois semaines nous ne serons peut-être plus, » toute une salle applaudit frénétiquement. En effet, c'est le mot de la situation.

Que si maintenant l'on considère toutes ces causes réunies et

conjurées en quelque sorte, non pas seulement pour la ruine d'une littérature, mais encore pour la décadence d'un grand peuple, il semblera qu'elles suffisent et qu'elles expliquent assez bien la pauvreté littéraire du consulat et de l'empire. Il est inutile, et même il serait plaisant, s'il n'était injuste, de rendre l'empereur responsable des inspirations malheureuses de Marie-Joseph Chénier ou de Népomucène Lemercier. Je conviens qu'un trait de satire fait bien dans le discours et qu'il relève agréablement la monotonie d'une étude sur la littérature de l'époque impériale; cependant je ne croirai jamais qu'en faisant de M. de Fontanes un grand maître de l'Université, l'empereur ait fait éprouver aux lettres une perte cruelle, et je suis certain que Fontanes a trouvé qu'il y gagnait. Il y aurait lieu plutot de s'étonner que dans les œuvres si nombreuses, mais pour la plupart si médiocres de cette période, on puisse distinguer et noter déjà tant de gages d'avenir et tant de promesses d'une renaissance prochaine. Ce serait une erreur, en effet, que de se représenter la plupart des écrivains d'alors, poètes et prosateurs, comme d'étroits, comme de serviles imitateurs du passé. Sans doute les apparences plaident contre eux. Chanter *l'Enfance d'Achille*, chanter *Philippe-Auguste* ou *Charlemagne à Pavie*, cela est vieux comme de chanter *la Pucelle*. Il semble qu'il y ait des siècles que Luce de Lancival et Parseval-Grandmaison, comme Chapelain lui-même, sont relégués dans la foule obscure de ces auteurs que tout le monde nomme et que personne n'a lus. De même au théâtre, ce sont encore, ce sont toujours des Grecs et des Romains, comme si la faveur leur était revenue de plus belle depuis que Talma les joua sous le costume antique : voici des Agamemnon et des Hector, des Tibère et des Cincinnatus, et de beaux jours leur sont encore réservés, car le *Sylla* de M. de Jouy sera l'un des succès littéraires de la restauration. Dans la comédie, ce sont les Andrieux, les Collin d'Harleville et les Étienne, aimables écrivains dont les noms, tout pâlis qu'ils soient, ne reveillent du moins que des souvenirs aimables, auxquels il n'a manqué pour demeurer à la scène que la force comique, et pour vivre à la lecture que d'écrire, si j'ose le dire, moins correctement.

Regardez-y cependant de plus près : ne feuilletez pas seulement, lisez leur consciencieux et spirituel historien. C'est ici le dédommagement, c'est la généreuse revanche que M. Merlet a prise de la fatigue, sinon de l'ennui, qu'il a dû lui en coûter pour les lire. Ces rhapsodes, qui revent de donner une épopée à la France, vont découvrir le moyen âge et venger des dédains de la littérature classique la Chanson de geste et le roman de la Table Ronde. C'est un préfet de l'empire, infatigable versificateur, le baron Creuzé de Lesser, qui, dans les intervalles de repos que lui

laissent les soucis administratifs, remettra la *Chevalerie*, les Amadis et les Roland en honneur. Si Lemercier débute ou du moins s'impose à la renommée par un *Agamemnon*, il continue par *Pinto*, mélange équivoque, mais amusant, dit-on, du tragique avec le comique. Dans *Christophe Colomb*, son audace de novateur ira jusqu'à braver les unités et jusqu'à mettre en scène l'intérieur d'un vaisseau. Ce fut en 1809 comme une première bataille d'*Hernani*. « Dans la bagarre qui suivit, il y eut un mort et plusieurs blessés. Pour faire représenter la pièce, il fallut la protéger par des baïonnettes. » Quatre ans plus tard le *Tippo-Saïb* de M. de Jouy donnera le double scandale d'un sujet tragique emprunté à des événemens presque contemporains et d'une recherche de ce que nous avons depuis appelé la « couleur locale, » d'autant plus téméraire que M. de Jouy a vu l'Inde, connu Tippo-Saïb et combattu sous ses ordres. Enfin sur la scène comique, deux hommes d'esprit, qui joignent à une remarquable fécondité d'invention l'expérience consommée du métier d'acteur, Alexandre Duval et Picard, frayent la voie, l'un à la comédie historique et l'autre, non-seulement à la comédie bourgeoise, mais à la comédie de mœurs. *Le Menuisier de Livonie*, *la Jeunesse d'Henri IV*, ne paraissent pas indignes de précéder la comédie historique de Dumas ou de Scribe, *Mademoiselle de Belle-Isle* ou *Bertrand et Raton*. Si telle comédie de Picard, *les Ricochets* par exemple ou *la Petite Ville*, qui d'ailleurs se soutient encore à la scène, étaient écrites d'un style non pas plus aisé, mais plus incisif et, pour dire le mot, plus brutal, elle ne ferait pas mauvaise figure dans le répertoire contemporain. En tout cas Picard est l'un des premiers qui aient mis à la scène la satire non plus d'un ridicule ou d'un défaut, mais d'une condition, de toute une classe sociale, et c'est bien là, si nous ne nous trompons, le propre de la comédie de mœurs, *le Demi-Monde*, *les Faux bons-hommes*, *les Vieux garçons*.

Il serait facile de multiplier les rapprochemens. Quand M. Merlet nous parle de la *Panhypocrisiade* de Népomucène Lemercier et qu'il nous cite parmi les pages qu'on en voudrait sauver « le dialogue de la conscience avec le connétable de Bourbon, la plainte du chêne abattu par des soldats, la dispute de Luther avec le diable, la conversation de Rabelais et de la Raison, » ou quand encore il fait défiler rapidement sous nos yeux quelques-uns des personnages de ce poème plus qu'étrange, « la Mort, Tristan l'Ermite, Tibère et saint Bernard, Attila et Copernic, Soliman et Christophe Colomb, La Trémouille et Satan, » ne pouvons-nous pas y reconnaître quelque chose de « déjà vu, » je ne sais quelle ambitieuse mais grossière ébauche, indistincte encore et confuse, de la *Légende des siècles*? Lebrun Pindare lui-même, cet amant superstitieux de la forme, l'un des pre-

miers qui aient cru que les mots et leur arrangement pouvaient avoir une valeur et des beautés indépendantes de la pensée qu'ils servent à exprimer, n'est pas aussi loin de nous qu'on le croirait d'abord. Et si Lebrun et Lemercier sont les prédécesseurs naturels de Victor Hugo, voici dans l'autre camp Fontanes et Chênedollé qui peuvent passer pour des précurseurs de Lamartine. M. Merlet, qui cite beaucoup, et avec raison, car la citation motive le jugement, rappelle ici quelques jolis vers de Chênedollé :

Oh! combien j'aime à voir par un beau soir d'été
Sur l'onde reproduit ce croissant argenté,
Ce lac aux bords rians, ces cimes élancées
Qui dans ce grand miroir se peignent renversées,
Et l'étoile au front d'or, et son éclat tremblant,
Et l'ombrage incertain du saule vacillant.

Si ce n'est pas encore Lamartine, ce n'est plus au moins Delille ni Saint-Lambert; ce n'est plus ce vers prosaïque, cette langue abstraite et décolorée de la fin du XVIIIe siècle, mais ce n'est encore ni l'abandon, ni la mélodie, ni le charme du vers de Lamartine. Les épithètes consacrées, « beau soir d'été, » — « croissant argenté, » — « bords rians, » — « cimes élancées, » y font tache, et plus d'une expression convenue, plus d'un son y choquent l'oreille désagréablement, mais l'ensemble y est, et l'accent, l'accent de cette mélancolie que le poète serait si malheureux d'échanger contre ce que le vulgaire appelle le bonheur. Tels vers, telle strophe de Fontanes appelleraient les mêmes remarques :

Ainsi quand d'une fleur nouvelle
Vers le soir l'éclat s'est flétri,
Les airs parfumés autour d'elle
Indiquent la place fidèle
Où le matin elle a fleuri.

Le rhythme est harmonieux, le vers élégant, l'expression simple, l'idée même poétique; seulement il n'y a pas de « parfums » dans la nature, il n'y a que des odeurs, et ce vers « Indiquent la place fidèle » est évidemment de la prose toute pure. Ce n'est rien, mais ce rien est tout. On dira peut-être que ces passages sont de ceux que l'on choisit tout exprès pour les citer, et que de pareilles inspirations sont rares chez Fontanes comme chez Chênedollé. Qu'importe? l'avenir est entrevu, la note est donnée, c'est tout ce que l'on demande à des poètes de transition.

Aussi bien n'était-ce pas le poète qui devait prononcer la parole magique et rompre le cercle étroit d'une tradition à laquelle on obéissait par routine plutôt que par conviction, par impuissance de s'élever contre elle plutôt que par respect. Je ne parle pas des

critiques : les critiques ont été créés pour monter la garde à la porte du temple, et l'incorruptibilité du factionnaire est la première de leurs vertus. Mais évidemment Fontanes, Chênedollé, Lebrun, Lemercier, beaucoup d'autres encore, ont rêvé d'un idéal qu'il ne leur a pas été donné d'atteindre et d'une rénovation qu'ils n'ont pas eu la force d'inaugurer. C'était à la prose, c'était à Mme de Staël et à Chateaubriand que cette gloire était reservée.

Le plan que M. Merlet s'est tracé ne lui a permis, dans un premier volume, que de faire mention en passant de Mme de Staël. De Chateaubriand même, il n'a guère étudié que *le Génie du christianisme*, pour lequel nous le trouvons sévère. Nous n'empiéterons pas sur ses recherches et nous n'anticiperons pas sur son jugement à venir; mais nous pouvons du moins rappeler en quelques mots comment Chateaubriand et Mme de Staël ont donné la forme, la figure et la voix à ces nouveautés que d'autres, autour et au-dessous d'eux, appelaient et pressentaient comme eux, la part qu'ils ont prise à la renaissance des lettres, ce qu'ils nous ont enfin légué de vraiment durable et de vraiment fécond.

Il semble que Mme de Staël, formée à l'école du XVIIIe siècle, nous ait conservé, par ses ouvrages et par son influence, tout ce qui méritait d'être sauvé du naufrage des idées et de la littérature du XVIIIe siècle. Elle a toujours regretté ce temps « où les affaires politiques étaient entre les mains des personnes de la première classe, » où « toute la vigueur de la liberté nouvelle et toutes les grâces de la politesse ancienne se réunissaient dans les mêmes personnes, » enfin où « les plus hautes questions que l'ordre social ait jamais fait naître étaient traitées par les esprits les plus capables de les entendre et de les discuter. » Éclairée par l'expérience de la révolution, elle a très bien vu qu'en somme, au jour de l'action, les écrivains et les publicistes avaient été les dupes de l'événement qu'ils avaient appelé de leurs vœux et hâté de leurs œuvres. « Les esprits violens, dit-elle, se servent des hommes éclairés quand ils veulent triompher du pouvoir établi; mais lorsqu'il s'agit de se maintenir eux-mêmes, ils s'essaient à témoigner un mépris grossier pour la raison. » Elle a même eu le courage de tirer la conclusion et d'écrire bravement dès 1798 : « Cette révolution peut à la longue éclairer une plus grande masse d'hommes, mais pendant plusieurs années la vulgarité du langage, des manières et des opinions doit faire rétrograder à beaucoup d'égards le goût et la raison. » C'est précisément contre cette vulgarité des manières et des opinions qu'elle n'a pas cessé de lutter, travaillant surtout, autant qu'il était en elle, à reconstituer cette élite, à refaire ce public avide et curieux des choses de l'esprit qui les encourage précisément et les suscite par cela seul qu'il y prend intérêt.

D'ailleurs elle a gardé du XVIIIe siècle la foi dans la raison humaine et la confiance dans le progrès. Elle nous en a transmis l'esprit de recherche, d'universelle curiosité, de prompte et généreuse sympathie. Quand on ne consulte que la chronologie toute seule, on attribue volontiers l'inspiration du livre de l'*Allemagne*, sinon précisément à l'influence de Chateaubriand, du moins à l'ardeur d'émulation qu'auraient éveillée chez Mme de Staël, si franchement prête à tout comprendre et tout admirer, le succès bruyant d'*Atala*, de *René*, du *Génie du christianisme*. C'est la diminuer injustement. Je ne vois pas que ni Chateaubriand ni les romantiques après lui se soient beaucoup souciés des littératures étrangères. Ils ont pu les vanter, ils ont pu s'en servir; toutefois ils n'ont guère emprunté de l'Angleterre, de l'Allemagne ou de l'Espagne que des couleurs pour leur palette et des motifs d'inspiration, des effets de style et des procédés de composition. Ils se sont mis, en quelque sorte, à l'abri de Shakspeare et de Byron, de Goethe ou de Schiller pour autoriser par de grands noms leur révolte contre la tradition. Au contraire, il n'y a pas d'arrière-pensée dans l'*Allemagne* de Mme de Staël. C'est un livre de bonne foi, s'il en fut. C'est l'œuvre surtout d'un grand esprit qui ne croit pas que ce soit compromettre son originalité que de comprendre les autres et de les trouver originaux. L'*Allemagne* est le dernier beau livre du XVIIIe siècle. Un autre lien rattache encore Mme de Staël au XVIIIe siècle : c'est l'esprit d'analyse et la netteté, la précision, la vivacité du style. Et par là elle est en même temps aux origines de la prose contemporaine, la prose historique et politique, agissante et militante, comme Chateaubriand est aux origines de la prose descriptive et de la poésie du XIXe siècle.

Il serait difficile de dire de Chateaubriand quelque chose qui n'en ait pas été dit vingt fois et bien dit. Peut-être cependant conviendrait-il aujourd'hui de tempérer la sévérité du jugement définitif de Sainte-Beuve. On ne refera pas son livre sur *Chateaubriand et son temps*, mais on en adoucira l'amertume. Car peu importent les critiques, peu importent même quelques pages vieillies, peu importe surtout la personne de Chateaubriand. On ne lui enlèvera pas l'honneur d'avoir exercé pendant trois générations d'hommes une royauté littéraire qui n'a de comparable dans notre histoire que celle du seul Voltaire. On ne lui disputera pas la gloire d'avoir été, comme disait spirituellement Théophile Gautier, « le sachem du romantisme » et d'avoir « dans *le Génie du christianisme* restauré la cathédrale gothique, » dans *les Natchez* « rouvert la grande nature fermée, » dans *René* « d'avoir inventé la mélancolie et la passion moderne. » Ce sont là des titres que l'histoire de la littérature française contemporaine se doit à elle-même de ne pas con-

tester. Joignez-y cette invention de génie d'une prose nouvelle, capable de rivaliser avec la poésie non-seulement d'éclat et de couleur, mais de nombre et d'harmonie. Buffon, dit-on, n'imaginait pas de plus complet éloge des beaux vers que de les déclarer beaux comme de la belle prose. Sans doute, c'était une raillerie : depuis Chateaubriand, ce pourrait être l'expression de la vérité.

La conclusion, c'est que cette littérature de l'époque impériale ne mérite ni l'oubli ni le superbe dédain de la critique et de l'histoire. Elle vaut la peine d'être connue. Toute notre littérature contemporaine en vient, et de jour en jour, à mesure que s'éteint le bruit des vieilles querelles, nous voyons plus clairement la liaison et le rapport. Nous sommes plus près de nos pères que nous ne voudrions le croire dans notre ardeur inconsidérée d'être originaux et de ne dater que de nous-mêmes. La meilleure part de notre originalité, c'est encore celle que nous a transmise la tradition. Les qualités dont nous sommes le plus fiers et les défauts dont nous nous montrons le plus orgueilleux, c'est d'héritage que nous les tenons. Beaucoup de choses qu'elle croyait avoir découvertes, l'école de 1830 n'a fait que les retrouver; elle a continué beaucoup de choses qu'elle se vantait d'avoir créées. Ainsi jadis les spectateurs de la révolution croyaient voir commencer sous leurs yeux une époque nouvelle de l'histoire du monde. Hommes et choses y dépassaient la mesure commune de l'histoire et de l'humanité. Cependant à mesure que l'on étudiait avec plus d'attention et de liberté scientifique le caractère de l'événement, à mesure qu'on en pénétrait mieux le sens et qu'on en regardait plus froidement les suites qui continuaient à se dérouler, on le ramenait à ses vraies proportions, on le rattachait à ses véritables origines, on y reconnaissait la conséquence nécessaire de toute notre histoire nationale, et jusque dans les géans de la convention on retrouvait des Français de tous les temps qui n'avaient plus de gigantesque et de surhumain que le piédestal sur lequel nous les avions élevés. Ils redevenaient la descendance légitime de ceux qui les avaient précédés, les ancêtres naturels de ceux qui les ont suivis, et, comme dans une seule maison, leurs haines, leurs actes, leurs espérances à tous étaient marqués au même air de famille. Tant il est vrai que dans l'histoire des peuples et des hommes il n'y a vraiment ni interruptions, ni recommencemens, et qu'à mesure que nous nous éloignons davantage du passé, nous nous en rapprochons en effet, puisque nous le comprenons mieux.

FERDINAND BRUNETIÈRE.

LA

TÊTE DE LA SULTANE

POÈME.

Le fils du grand Mourad, le sultan Mahomet,
Quand il veillait le jour, la nuit quand il dormait,
N'avait qu'une pensée et qu'un rêve : Byzance !
Parfois dans un léger caïque de plaisance
Qu'emportaient sur la mer vingt robustes rameurs,
Pensif, il écoutait les confuses rumeurs
De la ville et voyait, mais de trop loin encore,
Ses dômes se mirer dans l'azur du Bosphore.
Comme un noble étalon irrité par un taon,
Ayant toujours au cœur ce désir, le sultan
Savait que les soldats lui seraient nécessaires
Et souvent il jetait de l'or aux janissaires.
Mais ceux-ci, par la paix trop longue corrompus,
N'étaient jamais assez abreuvés ni repus
Et réclamaient de lui toujours plus de largesse;
Si bien que Mahomet, dans sa haute sagesse,
De leur plainte vénale un jour se fatigua.
Furieux, il avait souffleté leur aga
Et s'était enfermé dans son harem de Brousse.

Comme la soldatesque aisément se courrouce,
Bientôt l'émeute, avec ses cris et ses sifflets,
S'agita sourdement autour du vieux palais
Qui demeurait toujours clos, muet et terrible.
Devant le mur roussi que l'ardent soleil crible,

La foule des soldats mutins qu'on reconnaît
A la cuiller de bois pendue à leur bonnet,
Se rassemble et s'indigne en tumultueux groupes.
Car on a répandu ce bruit parmi les troupes
Que celui qui les traite avec tant de dédain,
Dans un kiosk enfoui sous l'ombre d'un jardin,
Où, même en plein midi, le jour à peine filtre,
Accablé de langueur et charmé par un philtre,
Fatigue de son poids les coussins d'un sopha;
On dit qu'une Épirote aux yeux bleus triompha
De ses anciens désirs de guerre et de victoire,
Et que Mahomet Deux, au mépris de sa gloire,
Ne veut plus désormais que vivre par les sens
Et, la guitare en main, chanter des vers persans.

Et la révolte croît comme la mer qui monte.

— Honte au sultan lascif et lâche! cent fois honte!
Répète en menaçant le murmure irrité
Comme un bourdonnement de mouches en été.
L'argent qu'on réclamait, on n'y songe plus guère.
Nous voulons des combats, du sang et de la guerre.
Le grand sabre d'Othman se rouille. Prétend-on
Nous engraisser pour rien de riz et de mouton?
On se fût contenté de trois aspres de paie;
Mais malheur au sultan qu'un candjiar effraie
Et que deux yeux pervers tiennent en leur pouvoir!
Qu'il vienne! Nous voulons lui parler et le voir,
Et nous n'attendrons pas plus longtemps sa réponse.
Ouvrez-nous sur-le-champ la porte, ou qu'on l'enfonce!
Nul de nous n'est un chien qu'on lui dise : Va-t'en!
Le sultan! le sultan! nous voulons le sultan!

Ainsi, montrant le poing, la sédition gronde.
Mais la porte mauresque aux clous d'or, lourde et ronde,
Reste close, et toujours le serail est fermé.

Pourtant Khalil-Pacha, le vizir bien-aimé,
Le seul des courtisans qui puisse se permettre
De frapper au harem et d'approcher du maître,
Insiste pour le voir et veut être entendu.

Sur un large divan mollement étendu
Et coiffé du turban d'où jaillit son aigrette,
Mahomet le reçoit dans la chambre secrète

Où fument des parfums sur quatre trépieds d'or.
Voluptueux et veule, il laisse errer encor
Son indolente main sur la guzla d'Épire;
Et celle qui commande au maître de l'empire
Et cause contre lui tant de rébellion,
Presque nue à ses pieds sur la peau d'un lion,
De ses longs cheveux noirs voile ses formes blanches.

Khalil, courbant le front et les mains sous ses manches,
Attend que de parler il obtienne loisir.

— Que veut, dit le sultan, mon fidèle vizir?
Pour venir me troubler ici, sans qu'on l'appelle,
L'instant est mal choisi... Car ma sultane est belle
Et je lui récitais des vers dignes d'Hafiz.

— Par Allah! lui répond Khalil, ô noble fils
Du grand Mourad, cette heure est bien plus mal choisie
Pour l'ivresse amoureuse et pour la poésie.
Tes soldats révoltés vont forcer le palais.
Par ton aspect sublime, ô maître, apaise-les.
Hautesse, montre-toi. Fais-les par ta présence
Rentrer dans le devoir et dans l'obéissance.
Ils se rappelleront quels respects te sont dus,
Mais il faut te montrer, ou nous sommes perdus!

Pendant que le vieillard parle d'une voix grave,
Mahomet Deux sourit toujours à son esclave
Qui, prise d'un pudique et charmant embarras,
Contre lui s'est glissée et le tient dans ses bras,
L'effroi dans ses beaux yeux de pervenches fleuries
Et meurtrissant sa gorge aux rudes broderies
Du caftan de drap d'or où brûlent des rubis.

— Je rendrai ces mutins doux comme des brebis,
Dit le sultan. Je sais à quel point sont sincères
Le respect et l'amour de mes vieux janissaires.
Je boudais, voilà tout... On veut me voir... C'est bien.

Puis, faisant signe à Djem, l'eunuque nubien,
Qui goûte à tous ses plats et qui lèche la pierre
Sur laquelle on étend son tapis de prière,
Et déliant, avec un doux geste d'amant
Les bras qui le tenaient dans leur enlacement,
Il dit tout bas deux mots au nègre qui se penche
Et, suivi de son vieux vizir à barbe blanche,

Sans que par sa hautaine et sombre majesté
Le murmure lointain paraisse être écouté,
Allant droit au danger et certain d'y suffire,
Il descend le superbe escalier de porphyre
Sur la rampe duquel sont sculptés des dragons.

Clameurs. La lourde porte a roulé sur ses gonds;
Et, dans la brume d'or d'un grand soleil oblique,
Apparaît brusquement, sur la place publique,
Le flot bariolé des fez et des turbans;
Et cette multitude aux milliers d'yeux flambans
Salue, en un seul cri de ses bouches sans nombre,
Le sultan radieux debout sous l'arche sombre.

Khalil, le vieux vizir, le suit à pas discrets;
Et Djem, l'eunuque noir, quelques instans après,
Survient et derrière eux, dans une morne pose,
Il se place, cachant dans un sac quelque chose.

Au seuil de son palais, le sultan fait trois pas;
Et, sur le peuple vil qui grouille et hurle en bas,
Avec tant de mépris son regard se promène
Qu'il force à reculer cette marée humaine.

— Que voulez-vous? dit-il d'un ton terrible et bref.

Mais les séditieux, à la voix de leur chef,
Sentent s'évanouir toute leur insolence.
Il s'écoule un moment de très profond silence,
Puis, de sa sombre voix qui tremble de courroux,
Le padischah demande encor :

— Que voulez-vous?

Alors un vieux soldat, un héros d'aventure,
Qui portait trois poignards passés dans sa ceinture,
Un vétéran du temps de Bayezid-Pacha,
Sortit des premiers rangs du peuple, il s'approcha
Du sultan et, levant sa face balafrée :

— Commandeur des croyans, dit-il, tête sacrée,
Nous t'appartenons tous à jamais, âme et chair.
Nous ne demandons rien, on nous paie assez cher,
Et mourir pour ta gloire est tout ce qu'on espère.
Mais permets au plus vieux des soldats de ton père,
Qui, sous lui, combattit avec quelque valeur
Scander-beg, Hunyade et Drakul l'empaleur,

De te faire écouter la vérité sévère.
Commandeur des croyans, on t'aime, on te révère,
Et, si tu vois ici tout ce peuple irrité,
C'est que dans la mollesse et dans la volupté
On prétend que tu vis, esclave d'une femme.
Hautesse, prouve-nous que ce bruit te diffame.
Monte à cheval, reprends le belliqueux harnais,
Montre à tes vieux faucons le Grec ou l'Albanais;
Ils te l'apporteront, expirant, dans leurs serres!
Et je te parle ici pour tous tes janissaires,
Aussi vrai que je suis musulman et hadji!

— Ce pavé de ton sang serait déjà rougi,
Si tu n'avais au front ta belle cicatrice,
Cria Mahomet Deux. Donc on croit qu'un caprice
Aurait un tel pouvoir sur le fils d'Amurat.
Tu penses qu'un baiser de femme, peuple ingrat,
A fait fondre l'orgueil de ce cœur intrépide!
Vous avez pu le croire aussi, troupe stupide!
Vous avez cru, soldats vantards et querelleurs,
Qu'on domptait le lion avec un frein de fleurs!
Eh bien! vous allez voir la marque de sa griffe.
Vous osez m'accuser, moi, sultan, moi, khalife,
Moi, la forme terrestre et visible d'Allah!
Fils de chiens, ma réponse est prête... La voilà!

Et, quand il eut ainsi parlé d'une voix mâle,
Mahomet Deux plongea sa main royale et pâle
Au sac de cuir que Djem à genoux lui tendit;
Puis il en arracha brusquement et brandit
Aux regards stupéfaits de la foule attroupée,
Une tête saignante et fraîchement coupée,
Celle de la sultane aux yeux couleur de ciel,
Que, dans son sac immonde et pestilentiel,
Venait d'apporter là, toute chaude, l'eunuque.

Tranchée atrocement de la gorge à la nuque,
Sous le désordre noir des longs cheveux sanglans
Où Mahomet crispait alors ses beaux doigts blancs,
La tête lamentable et presque encor vivante,
Les dents à nu, les yeux dilatés d'épouvante,
Oscillait dans la main ferme qui la tenait
Et sur le marbre pur lugubrement saignait;

Et la foule un moment resta comme étouffée
Par l'horreur, en voyant ce monstrueux trophée
D'où dégouttait sans cesse un gros flocon vermeil.

Soudain, le vieux témoin des crimes, le soleil,
Qui se couchait alors dans sa majesté lente,
A son tour ruissela d'une pourpre sanglante.
D'un sinistre reflet de meurtre il éclaira
Tout l'horizon jusqu'à la mer de Marmara.
L'astre sembla pleurer du sang, comme un visage;
Et, tout à coup, l'immense et lointain paysage,
Le cirque des coteaux ombragés de forêts,
Le port rempli de mâts confus, les minarets
D'où les grâces d'Allah sont, la nuit, invoquées,
Les coupoles de plomb des massives mosquées,
Les marchés, les quartiers de bruit et de travail,
Et le sultan debout au seuil de son sérail
Où l'étendard aux crins de cheval flotte et bouge,
Et la foule, et le ciel et la mer, tout fut rouge
Et parut exprimer le présage hideux
Des flots de sang qu'allait verser Mahomet Deux!

Mais, sans voir l'effrayant symbole sur la ville,
Déjà la populace abjecte, lâche et vile,
D'un cri d'enthousiasme et d'amour acclamait
Ce prince devenu bourreau, ce Mahomet,
Qui la conviait toute à cette horrible fête,
Criant : Allah! criant le saint nom du Prophète.
Les soldats, prosternés aux pieds de leur sultan,
Couvraient d'ardens baisers le bas de son caftan
Et vers son front levaient des regards pleins d'ivresse;
Et, lorsque de leur rude et sauvage caresse,
Dédaigneux, il voulut enfin se dégager,
Comme on jette à des chiens leur charogne à ronger,
Mahomet Deux lança la tête échevelée
Bien loin, au beau milieu de la foule affolée
Qui la reçut avec un râle de plaisir;
Puis, joyeux et montrant d'un geste à son vizir
Ce peuple qu'enivraient son crime et sa présence :

— Et maintenant, dit-il, ils me prendront Byzance!

FRANÇOIS COPPÉE.

LE LIVRE ILLUSTRÉ

Il y a longtemps que des fâcheux ont voulu imposer des lois somptuaires au livre. Au XVIIIe siècle, l'abbé Lebrun élaborait un véritable réquisitoire contre la vignette, « genre sec et maigre, véritable passe-partout des livres médiocres; et Grimm parlait ainsi aux poètes du temps : « Vous nous vendez les jolies images de M. Eisen pour faire passer vos livres qui ne le sont point du tout. » Un autre écrivain disait encore : « Ces maudites vignettes, ces petites infamies qui polluent les plus belles éditions des classiques, sont bonnes tout au plus pour les almanachs et les livres bleus. » Aujourd'hui enfin certain critique, pris d'une belle rage iconoclaste, a écrit que « la vogue des livres illustrés est un retour au culte des images; » un peu plus n'eût-il pas intitulé son article : *du Luxe effréné des livres*, à l'imitation du fameux discours du procureur-général Dupin sur le luxe effréné des femmes? Or faut-il écouter ceux qui veulent impitoyablement proscrire des bibliothèques les livres à figures? Que reprocher en réalité à l'illustration? Loin qu'elle nuise au texte, elle le sert. Elle parle aux yeux en même temps que l'écrivain parle à l'esprit. L'illustration est pour ainsi dire le sommaire animé du livre. Elle invite à lire, et, la lecture achevée, elle rappelle ce qu'on a lu. Feuilletez un livre illustré que vous avez lu autrefois; ce sera comme si vous voyiez jouer en langue étrangère une pièce à vous bien connue : *Hamlet* ou *les Brigands*. Vous revoirez tout, scène par scène, et, grâce à cette vision, la mémoire, sans aucun effort, vous rappellera des épisodes, des traits de caractère, jusqu'à des phrases entières. Si des œuvres d'imagination nous passons aux Livres d'histoire, de voyages, de science, d'art, l'utilité de l'illustration sera moins contestable encore. Quel portrait à la plume d'un homme célèbre fera connaître ses traits comme son effigie même reproduite par le burin? Quelle merveilleuse description d'un tableau ou d'une statue évoquera ce tableau ou cette statue avec une puissance égale à celle d'une simple

gravure? Quelle savante dissertation en apprendra autant sur la forme d'une patère antique que la seule figure de cette patère?

I.

Le livre illustré n'a pas seulement pour lui l'agrément et l'utilité, il a aussi l'ancienneté. Déjà dans l'antiquité gréco-latine, les manuscrits (rouleaux ou livres) étaient parfois illustrés. Martial parle d'un exemplaire de Virgile avec son portrait sur le premier feuillet :

Ipsius vultus prima tabella gerit,

et Pline cite un livre de Varron où il y avait sept cents portraits. Dès les premiers siècles de notre ère de nombreux manuscrits sont ornés de miniatures, genre d'illustration qui vaut bien la chromolithographie de 1877. Il est célèbre ce Virgile de la bibliothèque vaticane, dont les miniatures, d'un si pur caractère antique qu'elles semblent des bas-reliefs romains transportés sur vélin, sont sans cesse reproduites, — secours sans pareil pour l'intelligence des usages des anciens, — dans tous les dictionnaires d'antiquités. Au VIe et au VIIe siècle, les miniatures à sujets deviennent plus rares; l'illustration prend une autre forme : bordures de formes architectoniques et lettres initiales capricieusement enjolivées. Vers la fin du VIIIe siècle la miniature reparaît. On voit dans *l'Évangéliaire* de Charlemagne d'importantes miniatures qui ont la naïveté, la simplicité et le grand style des peintures des catacombes. Du IXe et du Xe siècle on a de beaux manuscrits illustrés, la Bible dite de Metz, les *Commentaires* de saint Grégoire de Naziance, les *Commentaires* de saint Jérôme avec de curieuses figures très largement dessinées à la plume, enfin le Térence de *la Bibliothèque nationale*, dont les miniatures rappellent, par une certaine souplesse dans les attitudes et une certaine légèreté dans la manière, les peintures d'Herculanum. Mais les baroques lettres initiales du *Rouleau mortuaire* de saint Vital, manuscrit du XIIe siècle, montrent que les miniaturistes ont désormais abandonné les traditions de l'art antique. En peinture comme en architecture, la révolution s'accomplit : le gothique succède au roman. Ce ne sont plus que choses étranges, figures grêles, animaux fantastiques, torses sans relief et sans modelé, plaqués sur fond d'or, draperies à plis de bois, lointains sans perspective, couleurs crues, mais éclatantes. Au XIIIe siècle, les miniatures abondent; elles sont innombrables dans le *Bréviaire* de saint Louis, dans le *Psautier* de Blanche de Castille; on n'en compte pas moins de cent quatre-vingt-seize dans le *Psautier* de la Bibliothèque nationale. Au XIVe et au XVe siècle la miniature envahit tout : missels, livres d'heures, bréviaires, évangé-

liaires, antiphonaires, psautiers, poètes anciens, chroniques, romans de chevalerie. L'art des miniaturistes est à son apogée. C'est l'heure où Jehan Foucquet illustre le livre d'heures d'Estienne Chevallier, où Memling illustre le bréviaire du cardinal Grimani.

Mais déjà l'imprimerie est inventée; pour cela, l'illustration ne périclitera pas. Les imagiers et les miniaturistes seront remplacés par les « tailleurs d'imaiges » et les « tailleurs d'hystoires. » Car en même temps que l'imprimerie, avant l'imprimerie même, la gravure en bois est découverte. Connue des Chinois, croit-on, plusieurs siècles avant l'ère chrétienne, la gravure en bois était pratiquée dès les premières années du xve siècle par les cartiers et les imagiers des Pays-Bas; — on attribue la précieuse gravure du musée de Bruxelles à l'an 1418. Or si on estime, avec M. A. de Laborde, que « l'imprimerie n'est qu'un perfectionnement de l'impression de la gravure en relief, » on peut dire que c'est de la gravure en bois elle-même qu'est née l'imprimerie. N'est-il pas à peu près certain en effet que Laurent Coster, le premier xylographe, n'a taillé d'abord des lettres en bois que pour inscrire les légendes des gravures? Cet essai ayant réussi, il publia vers 1442 un *Speculum nostræ salutis*, suite d'images avec texte, en caractères fixes, imprimées d'un seul côté, qui paraît être le premier livre xylographique connu. Ainsi le premier livre est un livre illustré. Ainsi, dès l'origine de l'imprimerie, la gravure et l'imprimerie font une étroite alliance, ou, à parler plus juste, font partie inhérente l'une de l'autre. Longtemps encore la typographie et l'illustration marcheront de concert, se prêtant mutuellement assistance. Après le *Speculum nostræ salutis* et les *Figures de l'Ancien Testament*, autre impression tabellaire de Laurent Coster, vinrent la *Biblia pauperum*, l'*Ars moriendi* et l'*Ars memorandi*, livres également ornés de figures. Le *Donat* xylographique (1450), la *Bible* de Gutenberg (1465) et le *Psautier* de Jean Faust n'ont pas de figures proprement dites, mais ils ont une des formes de l'illustration, des initiales ornées. On publie en même temps d'autres *specula*, — miroirs, — car ces livres, grâce à leurs images, étaient ceux qui en ces temps d'ignorance s'adressaient à la plus grande masse de public. C'étaient naturellement les plus répandus. C'est pourquoi Gutenberg pouvait sans mentir dire aux curieux, auxquels il voulait cacher son invention, qu'il était *fabricant de miroirs*.

Dès que le secret des caractères mobiles est divulgué, dès que l'imprimerie s'établit partout, à Rome, à Paris, à Venise, dans les Flandres, en Allemagne, aussitôt les livres à images se multiplient. A la fin du xve siècle, on les compte par centaines. En France, les Anthoine Vérard, les Philippe le Noir, les Jean Trepperel et tant d'autres libraires illustres dans les annales de la bibliographie donnent avec un grand luxe de figures en bois des éditions des poètes et des conteurs français, des

traductions d'Homère, de César, de Lucain, de Josèphe, du Suétone, de Salluste, de *l'Énéide* de Virgile, des fables d'Ésope, des *Métamorphoses* d'Ovide, qu'ils appellent « le grand Olympe des histoires poétiques du prince de poésie Ovide Naso. » Ils publient encore les farces, les mystères, les romans de chevalerie, les danses macabres, les chroniques de Joinville, de Froissart, de Monstrelet, de Jehan Bouchet, de Commines, sans préjudice des *Fleurs des hystoires*, des *Arbres des batailles*, des *Miroirs de rédemption*, des *Horloges de sapience* et des *Aiguillons d'amour divine*. Pour donner une idée de la vogue des livres illustrés, il suffit de dire que de 1480 à 1489 on compte quarante-trois livres à images et seulement vingt-huit livres sans figures sur soixante et onze ouvrages publiés par les libraires de Paris et des provinces. A l'étranger, même succès pour les livres ornés de gravures. En Italie, on illustre le Dante, Boccace, le *Songe de Polyphile*, en Angleterre, Chaucer, les livres saints et le fameux *Livre de Saint-Albin*. En Allemagne, Pfister édite les *Plaintes de la mort* et le *Livre des quatre histoires*, et Hartmann Schedel publie en 1493 le fameux *Liber Chronicarum* ou *Chronique de Nuremberg*, livre qui contient plus de deux mille figures et dont le succès fut tel qu'en sept années on en donna cinq éditions. Il en fut de même, un demi-siècle plus tard, de la *Cosmographie* de Munstère, vaste encyclopédie illustrée, qui eut en moins de vingt ans vingt éditions allemandes, latines et françaises.

Au XVIe siècle, la vogue du livre illustré s'accroît encore, mais à cette époque la gravure sur bois sort du domaine de la curiosité pour entrer dans celui de l'art. Les tailles grossières, rares, clair-semées des premières impressions xylographiques s'affinent, s'allégissent, se rapprochent, se combinent, s'entre-croisent, se multiplient. Les ombres, autrefois indiquées seulement par quelques hachures horizontales, très espacées et presque toujours placées contre le contour gauche des figures, prennent leur place normale, se glissent dans les plis des vêtemens, suivent les mouvemens des membres et le jet des draperies, accusent les reliefs et les dépressions. La perspective donne ses illusions et ses effets optiques, le mouvement anime les figures et l'expression les illumine. A la lourdeur romane, à la raideur byzantine, à la naïveté gothique succèdent le naturalisme allemand, l'idéalisme italien, et l'éclectisme de l'école française qui emprunte aux artistes allemands la puissance et l'accent de vérité, aux artistes italiens l'élégance et le caractère de grandeur. Ce ne sont plus Michel Wolgemuth, Guillaume Pleydenwurft et autres imagiers primitifs qui dessinent et qui gravent pour les libraires; ce sont les grands maîtres. Albert Dürer dessine les figures de la *Grande Passion*, de l'*Apocalypse*, des *Triomphes de Maximilien*, Hans Holbein invente ses Danses des morts et fait des gravures pour les livres de ses amis Érasme et Thomas Morus; Mante-

gna, si ce n'est Jean Bellin, immortalise le *Songe de Polyphile*; Boticelli, ce maître adorable qui allie la dureté tudesque à la désinvolture florentine, illustre le Dante; Jean Goujon donne des dessins pour la traduction du *Songe de Polyphile*; Philibert Delorme orne des livres d'architecture; Jean Cousin invente des marques d'imprimeurs et compose deux cent quatre-vingt-sept planches pour une Bible; Jean de Calcar traduit au crayon le traité d'anatomie d'André Vésale; Augustin Carrache rivalise avec l'Arétin; enfin on attribue au Titien plus d'un dessin des *Habiti antichi et moderni* de son neveu Cesare Vecellio. Après ces maîtres ne faut-il pas citer aussi Jod Amman, Bernard Salomon, dit le Petit-Bernard, Périssin, Torterel, Geoffroy Tory, Giuseppe Porta, Pierre Woeiriot, Jean de Brescia, Jollat, Virgile Solis et tant d'autres artistes qui ont donné au livre l'aspect et la valeur d'un joyau. Feuilletez ces beaux livres des Geoffroy Tory, des Jan de Tournes, des Simon Vostre, des Guillaume Roville, ces Heures et ces emblèmes, ces romans de chevalerie et ces chroniques, ces recueils de costumes et de médailles, et vous admirerez le grand style des figures, le génie de la composition, la grâce, le mouvement, le naturel des attitudes, l'effet et le caractère des scènes, et, au point de vue de la gravure, la finesse, la liberté, la sûreté des tailles.

Et quelles surprises réserve la variété de ces encadremens qui joignent au souverain caractère de l'antique la richesse d'imagination, l'exubérance de pittoresque, le miracle d'imprévu de la renaissance! Des canéphores voilées, belles et sévères comme des statues tumulaires, s'accotent aux deux montans des cadres ornés de nielles, d'oves et d'acanthines. A la base nagent des chevaux marins ou volent des hippogriffes reliés par leurs queues de serpens. Au sommet, deux chiens, arc-boutés sur leurs pattes, l'échine basse, la gueule ouverte, se regardent nez à nez, prêts à s'entre-dévorer. Ce sont aussi de sveltes cariatides supportant des frontons doriques dont les deux versans sont occupés par des figures couchées de femmes nues, des colonnes cannelées ayant pour chapiteaux des guirlandes de fleurs et des banderoles à devises au milieu desquelles se modèlent des masques de satyres ou s'accolent des médailles grecques, des draperies relevées par des amours, des gerbes de blé portées par des génies, des grappes de fruits tombant des cornes d'abondance. C'est un monde où concourt tout ce qui est nature, art, science, attribut, emblème, tradition, invention. Pour relier les sujets principaux, courent les nielles les plus capricieux, grimpent des arabesques flexibles et ténues comme les lianes des forêts, s'enroulent les rinceaux, grimacent les mascarons, s'élancent les colonnes, se contournent les volutes, s'égrènent les chapelets de perles, tombent les corbeilles de raisins, s'effeuillent les roses, se dressent les lis, s'épanche l'eau des urnes symboliques, flottent les étendards et

montent en tournoyant les flocons de fumée des brûle-parfums et les flammes des torches d'hyménée.

Au XVIe siècle, la gravure en bois avait atteint au dernier degré de la perfection. Vers la fin de ce siècle, elle allait disparaître presque entièrement et pour plus de deux cents ans. De Henri IV à Charles X, ou à mieux dire des livres de Jan de Tournes et de Guillaume Roville à ceux de Ladvocat et de Renduel, les éditeurs des Romantiques, on ne trouve guère en France de figures en bois que dans les livres de la veuve Oudot, de Troyes, et dans les almanachs des Bergers. On remplaça donc pour l'ornement des livres la gravure en bois discréditée par la gravure en taille douce et par la gravure à l'eau-forte, qui, inventées la première au milieu et la seconde à la fin du XVe siècle, n'avaient encore été employées, à quelques exceptions près, que pour les estampes et non pour les livres. Cette révolution dans l'illustration du livre n'eut pas tout d'abord d'heureux résultats. D'une part, l'épreuve d'une gravure en creux qu'on intercale après coup dans un livre ne fait pas, comme la gravure en bois, tirée typographiquement, partie inhérente du livre. Ainsi la gravure en creux semble moins appropriée à l'illustration que la gravure en bois. D'autre part, le tirage étant plus long et plus coûteux, les libraires du XVIIe siècle se virent contraints de publier beaucoup de livres sans gravures ou de réduire le nombre des figures dans les livres illustrés. Sous Henri IV, sous Louis XIII, le livre illustré est l'exception. On se contente de quelques portraits de Thomas de Leu ou d'un frontispice de Léonard Gautier. Les ouvrages à figures, comme *le Manège royal* ou *l'Académie de l'épée* de Crispin de Pas, l'Héliodore de Michel Lasne, peuvent se compter. Callot a plus fait de suites de planches, *les Gueux*, *les Misères de la guerre*, qu'il n'a illustré de livres. Cependant *le Combat de la Barrière* et la tragédie italienne de *Soliman* ont des eaux-fortes de ce maître.

Vers 1635, les Elzevirs commencent à faire renaître un semblant d'illustration en substituant le titre gravé au titre imprimé dans toutes leurs éditions des classiques latins et dans certaines contrefaçons des auteurs français. C'est alors que Rembrandt ne dédaigne pas de faire mordre à l'eau-forte deux frontispices, l'un pour les poésies de Jacob Katz, l'autre pour la tragédie de *Jason*. En France aussi, sous Louis XIV, on revient un peu aux livres à figures, mais la taille-douce, si magistrale sous le burin des Nanteuil, des Drevet, des Girard Audran, des Edelinck même, n'a ni relief, ni charme, ni effet sous celui de Chauveau, le vignettiste renommé, qui illustre les fables de La Fontaine, les comédies de Molière, les tragédies de Racine et les *Métamorphoses en rondeaux* de Benserade. Un livre plus important comme illustrations est l'édition in-folio de *la Pucelle* de Chapelain, avec figures d'Abraham Bosse, qui a gravé aussi des vignettes pour l'*Imitation* de

Pierre Corneille et pour l'*Ariadne* de Desmarets. Parmi les vignettistes de ce temps, voici encore Nicolas Cochin, père de toute une génération d'artistes, qui a orné le poème de *Clovis* de petites eaux-fortes spirituelles et lumineuses comme des Callot, Harrewyn, Sébastien Leclerc, et enfin Romeyn de Hooghe, qui, outre ses frontispices, ses scènes de luttes, ses caricatures satiriques, a fait par centaines, pour les Contes de La Fontaine et de Boccace, l'*Heptaméron*, *les Cent nouvelles nouvelles*, des eaux-fortes à mi-pages, très lâchées, très brutales, très peu dessinées, et méritant néanmoins leur succès par l'originalité, la couleur et l'accent pittoresque.

Mais qu'est-ce que ces frontispices, ces petites vignettes, ces planches parcimonieusement placées dans les volumes en comparaison du luxe de l'illustration au XVIIIe siècle! C'est un grand personnage, Philippe d'Orléans, régent de France, qui, en 1718, ramène au goût des livres illustrés en dessinant pour *Daphnis et Chloé* d'assez médiocres compositions dont le burin d'Audran a fait des merveilles. Cet exemple, venu de haut, ne tarde pas à être suivi. On multiplie les in-folio en l'honneur d'Ovide, de Boileau, de Fontenelle, ou pour mieux dire en l'honneur de Bernard Picard qui illustre ces livres. Le *Romain*, comme on l'appelait, ne compose-t-il pas 240 vignettes pour l'*Entretien sur la pluralité des mondes* et les *Éloges des Académiciens*, publiés en trois volumes in-folio! Bernard Picard est bientôt surpassé, car au XVIIIe siècle, quand les dessinateurs de vignettes ne s'appellent pas Coypel, Gillot, Natoire, Pater, Boucher, Lancret, Bouchardon, Oudry, Le Prince, Lautherbourg, Fragonard, ils sont Cochin, Gravelot, Eisen, Moreau, Monnet, Marillier. Et avec eux marche cette élite de graveurs, Lebas, Lemire, de Longueil, Basan, Choffart, Delaunay, Saint-Aubin, Alliamet, Baquoy, et autres merveilleux maîtres du *joli* auxquels tous les procédés sont familiers, et qui emploient souvent pour une même planche l'eau-forte avec sa couleur et sa liberté, le burin avec son relief et sa souplesse, la pointe sèche avec sa finesse et son velouté. Le XVIIIe siècle est la plus charmante époque de l'illustration comme le XVIe siècle en est la plus belle. Quels chefs-d'œuvre! Les *Métamorphoses*, les *Contes* de La Fontaine de l'édition des fermiers-généraux, le Molière de Boucher, le *Decameron* et la *Gerusalemme* de Gravelot, et jusqu'à ces méchans livres que, malgré qu'on en ait, on paie aujourd'hui littéralement leur pesant d'or à cause de leurs vignettes, les *Chansons* de M. de Laborde, les *Baisers* et les *Fables* de Dorat, les *Grâces* de Meusnier de Querlon et la *Zélis au bain* du marquis de Pezay!

Le règne de la vignette est arrivé. Le *cuivre* envahit le livre comme à la renaissance l'a envahi le *bois*. L'illustration s'empare de tous les formats depuis l'in-folio jusqu'au petit in-12. Elle exige des planches tirées à part, elle s'installe en frontispice, elle se glisse en en-tête, elle

se faufile en fleuron et en cul-de-lampe: pas le moindre blanc de page qu'elle ne couvre de sujets ou d'attributs. Le livre n'est plus qu'un prétexte à gravures, témoin cet Anglais qui entre chez un libraire, demande un livre, le paie, en détache les estampes et remet gravement au libraire l'exemplaire devenu sans valeur. C'est le temps où Duclos écrit le conte d'*Acajou et Zirphile* afin d'utiliser des planches de Boucher faites pour un livre de M. de Paulmy qui n'a été tiré qu'à deux exemplaires; c'est le temps où Mme de Pompadour, entre une visite au Parc-aux-Cerfs et une séance au petit conseil des ministres, grave un recueil de pierres antiques; c'est le temps où Dorat et Baculard d'Arnaud se ruinent ou, dit-on, ruinent leur femme et leurs maîtresses, pour faire illustrer leurs livres par Eisen. — Argent bien placé d'ailleurs, puisque les *Baisers*, qui coûtaient moins de deux écus, se vendent aujourd'hui plus de mille francs! Un gros volume de près de sept cents pages, publié récemment, et qui n'est qu'un catalogue sommaire des livres à vignettes du XVIIIe siècle, prouve que Cazotte n'exagérait rien quand il parlait, dans sa préface du *Diable amoureux*, « de la nécessité indispensable que tout le monde connaît d'orner de gravures tous les ouvrages qu'on a l'honneur d'offrir au public. »

Malgré l'ironie de Cazotte, malgré cette jolie épigramme, colportée de salon en salon : « les mauvais poètes se sauvent de planche en planche, » malgré les critiques dont on accable les vignettistes, la mode de l'illustration ne passe pas. Gravelot mort, Eisen chassé de France par ses dettes, Cochin ayant abandonné l'art léger pour l'académie, de nouveaux venus recueillent leur héritage et continuent leur œuvre. Moreau le jeune illustre Voltaire, Regnard, Molière; Duplessis Bertaux illustre *la Pucelle* et les *Contes* en vers; Monnet illustre les romans de Voltaire; Quevedo et Lefebvre illustrent Florian, Fénelon et l'abbé Prévost; Marillier illustre la Bible et le *Cabinet des fées*. La révolution ne conserve guère de l'ancien régime que le goût de l'illustration. Quand se dressent les échafauds de 93, on publie la *Galatée* de Florian avec de superbes figures en couleurs, et quand la république meurt au 18 brumaire, on édite les *Élégies* de Tibulle, traduites par Mirabeau et ornées de gravures de Borel.

Toutefois le déclin de l'illustration s'accuse dans la manière des dessinateurs comme dans le faire des graveurs. Le vague sentiment de l'antique, l'aspiration à un style moins chiffonné, qui, dès le commencement du règne de Louis XVI, s'étaient traduits en architecture et en ornementation par le retour à la ligne droite, s'étaient fait sentir aussi dans l'illustration. Chez Moreau, par exemple, le contour est plus ferme et plus serré, la silhouette plus élégante, la forme plus pure, le crayon moins lâché que chez Eisen. Sous l'influence de David, cette réaction dépasse le but. Dans leurs grandes compositions pour le *Racine* et le

Virgile de Didot, Gérard, Girodet, Chaudet, Guérin, poussent la pureté du trait jusqu'a la sécheresse, la sévérité de la composition jusqu'à la froideur et à l'ennui. De par David, tout ce qui est charme, grâce, pittoresque, imprévu, est impitoyablement proscrit. Quand Moreau lui-même, au commencement du XIXe siècle, entreprit de refaire, selon le goût nouveau, les illustrations de Voltaire, il semble qu'il ait été touché par la baguette d'une mauvaise fée. Seul, Prud'hon, cet antique égaré dans cette école compassée et conventionnelle, sut rester naturel et conserver la vénusté corrégienne. Ses figures pour *Daphnis et Chloé* marquent au nombre des plus belles illustrations. A cette époque, les graveurs enchérissent encore sur le style glacé des dessinateurs. Le trait, sec et raide, manque de souplesse et de vie; le contour est découpé comme à l'emporte-pièce; les tailles s'alignent, ondulent et se croisent avec la régularité de grenadiers prussiens à la parade. L'ensemble, tué par le détail, disparaît. Les fonds, travaillés à l'égal des premiers plans, mais à dessein moins poussés au ton, ont l'air de planches usées. Il n'y a plus ni relief, ni air, ni effet. Tout cela peine et sent l'huile. Que nous sommes loin de la manière libre et large des graveurs du XVIIIe siècle! La gravure de l'empire est remplacée par celle de la restauration, qui vaut moins encore avec son aspect gris, ses tailles déliées comme des cheveux et sa facture léchée, idéal de la gravure anglaise. Aussi on peut dire que si certains ouvrages de ce temps, illustrés par Desenne et par Devéria, sont aujourd'hui recherchés, c'est malgré leurs figures et non à cause de leurs figures.

La décadence de la gravure sur acier devait amener la renaissance de la gravure en bois. L'école romantique, en ressuscitant le XVIe siècle dans ses arts comme dans sa littérature et dans son histoire, contribua surtout à ce renouvellement. Beaucoup des livres de la grande période de 1830, les romans, les drames, les poésies de Victor Hugo, d'Alfred de Vigny, de Théophile Gautier, d'Alexandre Dumas, de Jules Janin, d'Alphonse Karr, sont ornés de petits bois dus à Tony Johannot, où la gravure traitée par larges tailles a l'attrait et le caractère d'un croquis de peintre. Un chef-d'œuvre en ce genre est *le Roi de Bohême*, cette brillante mystification littéraire de Charles Nodier. Bientôt on demanda à la gravure en bois de véritables livres de luxe : ces grands in-8° ornés de cinq ou six cents figures dans le texte. Le Molière et le *Don Quichotte* de Johannot succèdent au *Gil Blas* de Jean Gigoux, au *Gulliver* et au La Fontaine de Grandville. Puis ce sont les histoires de Napoléon illustrées par Raffet, Charlet, Horace Vernet, *Notre-Dame de Paris*, où rivalisent Ed. de Beaumont, Louis Boulanger, Camille Roqueplan, le *Juif errant*, où Gavarni se surpasse, la *Physiologie du goût*, où Bertall se révèle, *l'Iliade*, que Titeux et Devilly interprètent avec la vraie science de l'antique, *Napoléon en Egypte*, que Hippolyte Bellangé traduit d'un

crayon vaillant comme une baïonnette. Le catalogue n'est pas complet. Peut-on oublier le *Roland furieux*, *Manon Lescaut*, l'*Ane mort*, *le Diable à Paris*, *la Vie privée des animaux*, *la Némésis médicale* si curieuse par les dessins de Daumier, enfin et surtout *Paul et Virginie*, ce superbe volume tout plein d'admirables vignettes de Français et de Meissonier, qui sont malheureusement accompagnées par quelques gravures sur acier d'un faire détestable? Le développement de la vignette sur bois n'étouffait pourtant pas les autres procédés de gravure. Eugène Delacroix se montrait égal à lui-même en appliquant la lithographie à l'illustration du livre dans une traduction de *Faust*, et l'eau-forte renaissait lumineuse sous la pointe de Célestin Nanteuil et de Raffet, dans les frontispices des in-8° romantiques et dans les poèmes de Barthélemy. Tony Johannot, qui gravait comme il dessinait, a fait de ses eaux-fortes de *Werther* des chefs-d'œuvre de grâce et de sentiment.

Les premières années du second empire ne furent pas fécondes en livres illustrés, mais bientôt ils se multiplièrent à l'infini. Ce fut Gustave Doré qui commença à en raviver le goût par ses *Contes drôlatiques*, cette éblouissante fantaisie du crayon, d'un si profond caractère sous son apparente extravagance. L'homme qui avait peint le moyen âge d'une façon si saisissante était digne d'évoquer les visions du Dante. Il le fit. On connaît les magistrales compositions de *l'Enfer*, qui parut vers 1860. Bien qu'on ne puisse qu'admirer ce livre, on peut regretter qu'il ait remis à la mode l'in-folio, format d'un autre âge, lourd à manier, difficile à placer, impossible à lire. Grâce à son génie de dessinateur, Gustave Doré gagna pourtant la cause de l'in-folio, et chaque année, pendant longtemps, il en illustra de nouveaux : les *Contes de Perrault*, le *Don Quichotte*, la Bible, *Atala*, Rabelais, La Fontaine, Coleridge. Balzac aimait à dire qu'on eût pu le brûler avec les pages qu'il avait écrites; à un tel compte, Gustave Doré pourrait construire une ville entière avec les bois qu'il a dessinés. Pour la fécondité, un seul artiste peut lui être comparé : Tony Johannot. Différens par bien des côtés, ce sont les deux maîtres de l'illustration du XIXe siècle. Doré, plus grand artiste, sans conteste, a plus de puissance, d'imagination, de couleur; mais Johannot a plus de sentiment; il possède à un degré plus absolu l'intelligence des œuvres qu'il illustre. Il fait un avec l'écrivain; Doré, au contraire, se substitue à lui. Où Doré interprète, Johannot traduit.

Le caractère de l'illustration contemporaine est la variété dans la manière du dessin comme dans le procédé de la gravure. Au XVIIIe siècle, il y a plus d'un point de contact, plus d'une affinité entre Eisen et Monnet, entre Cochin et Gravelot, entre Quevedo et Lefebvre. Aujourd'hui quel rapprochement établir entre les fresques de Doré dans *l'Enfer* du Dante et les charmans tableaux de genre de Meissonier dans les *Contes rémois*, entre le style si pur, le sentiment si élevé des figures de Bida

pour les *Évangiles*, la fougue des compositions de Chifflart pour la *Chanson de Roland*, la vérité pittoresque des mobiles et des francs-tireurs de Neuville dans le livre *A coups de fusil?* La diversité dans les procédés de gravure n'est pas moins accentuée. Le XVIe siècle est le siècle de la gravure en bois, le XVIIe celui de la taille-douce et de l'eau-forte, le XVIIIe celui de l'eau-forte *terminée* ou *accompagnée* au burin, selon que c'est la taille-douce ou l'eau-forte qui y domine. De 1830 à 1850, restauration et règne du bois. Mais de 1860 à aujourd'hui, tous les genres de gravure sont au même titre admis dans les livres. Le bois sert aux illustrations de Doré, aux livres d'art de la librairie Renouard, aux livres d'éducation de la librairie Hetzel, aux livres de voyages et de science vulgarisée de la librairie Hachette, aux livres d'ornithologie et de botanique de la librairie Rothschild. La taille-douce est choisie pour le Musset de Bida, pour les *Émaux* de Petitot, pour les *Femmes de Goethe* de Kaulbach, pour l'*Elaine* et la *Viviane* de Doré. On prend l'eau-forte pour les classiques français de Mame, illustrés par Victor Foulquier, pour les beaux livres de bibliophiles de Jouaust et de Lemerre, dont Flameng, Hédouin, Lalauze, Boilvin, Leloir, sont les aqua-fortistes ordinaires, enfin pour les *Évangiles* de Bida.

Combien d'autres procédés encore on applique à l'ornement des livres : la chromolithographie (ou lithochromie), lithographie en couleur qui s'obtient par un tirage successif de dix, de vingt, parfois de cinquante pierres sur une même épreuve, et qui a été employée par Curmer pour la reproduction du *Livre d'heures d'Anne de Bretagne*, par les Didot pour les somptueux livres de Paul Lacroix sur le moyen âge et la renaissance; — le procédé mécanique Collas, sorte de correspondance entre un burin qui suit les reliefs d'une médaille et un autre burin qui répète sur la planche les mouvemens mêmes du premier; on voit de curieux spécimens de ce procédé dans le *Trésor de numismatique*, — la photographie, que les Didot n'ont point craint de faire servir à leurs éditions elzeviriennes d'Horace et de Virgile, — la photochromie ou photographie en couleur, — la photolithographie, au moyen de laquelle on obtient un décalque sur pierre d'une épreuve photographique; — la photogravure, l'héliogravure et l'héliographie, trois mots qui étymologiquement veulent dire la même chose et qui en fait nous semblent désigner une même invention dont les applications seules diffèrent. Il y a les procédés Tessier, Gillot, Yves et Barret, Lefman, Amand Durand, Dujardin, Goupil, Arosa, Braun. C'est en général toujours un report sur zinc, sur cuivre, sur gélatine ou sur verre, soit d'une épreuve photographique d'après un tableau, un dessin ou une gravure, soit d'un décalque d'une planche lithographique, soit directement d'un croquis fait sur papier autographique. Les morsures du métal s'obtiennent par des agens chimiques, à peu près analogues sans doute à l'eau-forte, avec cette

différence que le graveur à l'eau-forte marque en creux ce qui doit être noir sur l'épreuve, tandis que l'héliographie, qui d'ailleurs donne aussi des planches en creux, laisse généralement en relief, comme le fait le graveur en bois, ce qui doit marquer en noir. On fait des clichés sur empreintes avec lesquels on tire ces planches typographiquement.

Rendons justice au présent; pour cela, ne soyons pas injustes envers le passé. S'il est indéniable que les nouveaux procédés de l'industrie permettent de varier l'ornement des livres, de publier à moins de frais des éditions ornées de nombreuses gravures, de donner aux publications de luxe un aspect de richesse et de somptuosité inconnu autrefois, il n'est pas certain que l'illustration des livres ait beaucoup gagné à tous ces progrès et qu'elle ait aujourd'hui une valeur d'art plus sérieuse que jadis. L'héliographie ne reproduit pas les anciennes planches avec leur finesse de taille et leur fraîcheur de première épreuve. Multiplîât-elle ses pierres à l'infini, la chromolithographie n'atteindra jamais à l'harmonie et au moelleux des gravures en couleur de la fin du XVIIIe siècle, exécutées pourtant avec quatre planches seulement. La taille-douce a-t-elle plus de fermeté et plus de caractère qu'au temps de Nanteuil et d'Audran, plus d'effet et plus de charme qu'au temps de Lemire et de Lebas? L'eau-forte est-elle plus lumineuse, plus pittoresque, plus spirituelle, plus vive que sous la pointe de Callot et de Choffart? Enfin la gravure sur bois n'est-elle point en pleine décadence? Non par la faute des graveurs, dont le talent est hors de cause, mais parce qu'on a faussé son principe. Le but de la gravure en bois est de reproduire exactement le dessin du maître. Aussi, jusqu'à il y a vingt ans, les artistes dessinaient-ils leurs figures sur le papier ou sur le buis avec le soin le plus scrupuleux, ligne par ligne, trait par trait, hachure par hachure. Albert Dürer, dit-on, poussait plus loin encore la conscience du dessinateur ou peut-être la défiance du graveur. C'était lui-même qui, avant de donner son bois à l'ouvrier, cerclait chaque contour d'une entaille de canif. De cette façon, le graveur était l'esclave absolu du peintre. Aujourd'hui trop de dessinateurs en prennent plus à leur aise. Sans aucunement préparer le travail du graveur, laissant tout à son initiative, ils se contentent de laver leurs compositions à l'encre de chine avec rehauts de blanc, et c'est au graveur qu'il appartient d'en rendre l'effet par la combinaison des tailles. On obtient ainsi de très belles gravures, mais qui n'ont plus du tout l'attrait et le caractère d'une œuvre originale. On n'y sent pas la main du maître. Dans la reproduction des tableaux, des statues, des objets d'art, des monumens, la gravure en bois a dévié aussi de sa voie naturelle en s'efforçant d'atteindre à la finesse de taille du burin, aux mirages de clair-obscur de l'eau-forte. Elle y a réussi autant qu'on peut réussir dans une chose impossible, mais elle a perdu à cet essai son caractère ample et mâle. Ce

sont là des prodiges d'habileté auxquels nous préférons le plus simple croquis linéaire d'un maître et qui nous rappellent ces vers d'Alceste à Oronte :

> Nos pères, tout grossiers, avaient le goût meilleur,
> Et je prise bien moins tout ce que l'on admire
> Qu'une vieille chanson...

II.

Entre tous les livres à gravures qui portent le millésime fatidique de 1878, cette année inconnue, en est-il un qui doive marquer dans l'histoire du livre illustré? L'*Histoire de Joseph*, avec des eaux-fortes d'après Bida, est un monumental fascicule d'une bible qu'on n'ose rêver de voir achever. C'est aussi comme un supplément aux *Évangiles*, publiés il y a trois ans : même format somptueux et même typographie impeccable, même peintre et mêmes aqua-fortistes. On peut croire que dans les innombrables épisodes de la Bible, depuis la Création jusqu'au Livre d'Esther, et depuis les Rois jusqu'aux Prophètes, M. Bida a eu le choix de son illustration. Tous les peintres se seraient sans doute décidés comme lui pour l'*Histoire de Joseph*, grande fresque qui va des fertiles vallées et des collines verdoyantes du pays de Chanaan aux pyramides pharaoniques et aux plaines grasses des bords du Nil en passant par les solitudes brûlées du désert. Pastorales de l'Éden, campemens des nomades arabes, mœurs, organisation politique, monumens gigantesques de la civilisation égyptienne, ces contrastes existent dans les versets de la Bible consacrés au fils bien-aimé de Jacob. Joseph tient moins des figures du livre des Prophètes que du dormeur éveillé des *Mille et une Nuits*. Il y a une splendeur orientale dans cet épisode charmant et naïf comme un conte de Perrault.

L'impression de magnificence et de féerie que laisse la lecture de ce fragment de la Bible, M. Bida n'a pas su ou n'a pas voulu l'exprimer. M. Bida a le profond sentiment du simple et du grand; mais il pousse jusqu'à l'austérité la sévérité du style. Il compose les scènes avec science et avec goût; mais l'imagination, la puissance créatrice lui font quelque peu défaut. Ses figures sont conçues dans un beau galbe et posées en de nobles attitudes; mais elles manquent d'originalité ou, à mieux dire, d'individualité. De tous les personnages de l'histoire de Joseph qu'il met en scène, celui qu'il réussit le mieux à évoquer est le vieux Jacob. C'est qu'il a composé ce type avec des réminiscences inconscientes des saint Jérôme des maîtres et avec les souvenirs de son voyage en Orient, où il a vu de tels vieillards accroupis aux portes des mosquées. Au contraire, son Joseph, qui ne pouvait être qu'une création, car au-

cun être vivant ne donne l'idée de ce type, est loin de l'idéal qu'on s'en fait. Dans les premières estampes, c'est un enfant débile et chétif, à la physionomie sans charme et sans accent. Dans les autres, c'est un être androgyne qui n'a ni la grâce de la femme ni la puissance de l'homme. La figure du Pharaon accuse la même indécision dans le type. Ce jeune homme, coiffé de l'épervier d'Isis, ne représente pas ce souverain tout-puissant de l'Écriture qui dit : « Je suis Pharaon. Nul ne remue ni le pied ni la main dans toute l'Égypte que par mon commandement. » Il n'a pas la majesté d'un roi qui a le pouvoir d'un dieu. Quand il reçoit Jacob amené par Joseph, nous voudrions que l'audience eût un décor plus vaste que cette étroite galerie à jour, et que le roi eût une suite et une garde moins pauvre que cette unique sentinelle postée sur les marches du trône. Nous aimerions aussi plus d'animation dans le repas donné à ses frères par Joseph. Cela rappelle trop l'époque des sept vaches maigres; on dirait un banquet funèbre dans les chambres sépulcrales des pyramides. La planche qui représente la caravane des Chananéens arrêtée dans la cour d'un caravansérail est plus animée et plus pittoresque; mais cette architecture, avec ses fenêtres grillées et ses murs blancs à la Decamps, est d'un caractère bien moderne pour l'époque de la XVIIe dynastie. A côté de ces quelques estampes qui appellent la critique, d'autres la défient. *Joseph vendu* est un vrai tableau, composé de trois groupes distincts habilement reliés l'un à l'autre. Au premier plan, des marchands madlites, accroupis au bord du puits, comptent aux frères de Joseph les vingt pièces d'argent. Au second plan, mais au centre de la composition, deux Arabes entraînent Joseph, tandis qu'à droite, sur un tertre, on égorge le chevreau dont le sang teindra la robe de l'enfant. La *Mort du vieux Jacob*, interprétée par la pointe de M. La Guillermie avec un effet de clair-obscur à la Rembrandt, est un miracle de couleur. On louera aussi l'*Arrestation de Benjamin* et *Joseph se faisant reconnaître à ses frères*. M. Bida ne compose pas moins bien le paysage que l'histoire. La nature syrienne lui est familière, et nul n'en rend mieux au crayon le caractère d'immensité et de désolation. Voyez ce cortége funèbre qui va porter au pays de Chanaan le corps de Jacob mort en terre idolâtre. La longue caravane gravit une colline escarpée qui estompe sur le ciel ses arêtes indécises. Le sol est aride, pelé, semé seulement de quelques maigres taches de verdure. Pour ceux qui ont parcouru ces contrées, c'est un vivant souvenir. M. Edmond Hédouin a merveilleusement interprété M. Bida dans un autre paysage où se rencontrent Jacob et son fils, devenu premier ministre du roi d'Égypte. C'est un site rocailleux et désolé. Une ligne de collines à pic qui ferme l'horizon à gauche s'abaisse vers la droite et découvre une mer de sable ondulant à perte de vue sous un ciel lumineux. Nous ne croyions pas l'eau-forte susceptible de donner

une telle sensation de lointain. Les fonds sont si légers, si vaporeux, qu'on les croirait gravés avec le bec d'une plume de colibri. Dans son œuvre, M. Bida a d'ailleurs toujours été admirablement secondé par les graveurs. MM. Flameng, Lalauze, La Guillermie, Hédouin, Lerat, Gaucherel, ont rivalisé de puissance et de sentiment, de finesse de pointe et de sûreté de trait, de couleur et d'effet. Les graveurs sur bois ne méritent pas moins d'éloges. Ils ont traité dans un style simple et large les petites compositions, pour les en-tête, les culs-de-lampe et les lettres ornées, que l'archéologie égyptienne a inspirées à M. Bida : pyramides et hypogées, sphinx et idoles, momies et sarcophages, harpes et sistres, cimeterres et carquois, colliers de scarabées et chasse-mouches en forme de feuille de lotus, chars de guerre entraînant les guerriers vers les champs de bataille et longs bateaux funèbres conduisant les morts aux lointaines nécropoles.

On lira toujours le *Premier Faust*, mais même si on cessait de lire le grand drame de Goethe, il inspirerait encore les artistes. Cette trinité tragique, Méphistophélès, Faust, Marguerite, appartient à l'art comme à la poésie. Où trouver dans les conceptions modernes trois types à la fois plus unis et plus variés, d'un caractère plus original, d'une individualité plus tranchée, d'un symbolisme plus plastique? C'est l'alliance du réel et du fantastique, de la vie et du rêve. C'est l'évocation même du xve siècle avec des visions sur l'infini. Méphisto, ce satan *gentleman*, est aujourd'hui le seul personnage de l'enfer qu'un peintre puisse décemment présenter au public. Faust n'est pas moins pictural sous sa houppelande de docteur que dans son costume de cavalier. Pour Gretchen, la peinture a composé ses litanies : *Marguerite à l'église*, *Marguerite au rouet*, *Marguerite à la fontaine*, *Marguerite au cachot*. M. Liezen Mayer, qui de nouveau a illustré *Faust*, est venu après Eugène Delacroix, après Tony Johannot. Le souvenir du maître de la palette était écrasant, celui du maître de l'illustration était redoutable. L'artiste allemand ne s'en est point effrayé. Il a pensé qu'on pouvait interpréter *Faust* autrement que par la fougue romantique de Delacroix et la poésie de Johannot. Il a cherché l'expression de la réalité dans l'exactitude des costumes et du décor, dans l'attitude naturelle des figures, dans le caractère juste des physionomies. Le *Faust* de Delacroix est le rêve inspiré par la lecture du poème; le *Faust* de Liezen Mayer est le souvenir de la représentation du drame — ou de l'opéra. Les gravures sur acier sont d'une belle exécution; le faire est large, la couleur est vigoureuse. Les figures sur bois, particulièrement les en-têtes et les culs-de-lampe, composées dans le style allégorique de Kaulbach et gravées à la manière ancienne, pour ainsi dire au trait, ont un vrai caractère d'art. Les filets rouges qui encadrent les pages sont une heureuse renaissance. On croit voir un de ces beaux exemplaires *réglés* du xvie siècle.

La *Venise* de M. Charles Yriarte, ce superbe volume de format très grand in-4°, orné de plus de quatre cents figures, est l'œuvre la plus magnifique que la typographie et la gravure aient encore consacrée à Venise. Nous dirions même qu'on n'a jamais décrit ainsi Venise, si le souvenir de Théophile Gautier ne nous arrêtait. D'ailleurs le livre de M. Yriarte a d'autres qualités. Où l'auteur de *Constantinople* n'a fait qu'une merveilleuse description, un lumineux tableau, une surprenante et admirable condensation des aspects multiples de Venise, M. Charles Yriarte, avec plus de temps, plus d'études, plus de recherches, décrit un à un les monumens et les tableaux, raconte les grands événemens de l'histoire de Venise, surprend les secrets de ses archives et pénètre les mystères de son gouvernement, fait l'historique de ses arts et de son industrie, étudie sa littérature depuis les historiens officiels de la sérénissime république et le voyageur Marco Polo jusqu'à Goldoni et à Gozzi; il entre enfin dans la vie intime de la Venise contemporaine. Il a vu ses fêtes et ses divertissemens, il a entendu les messes de la *Salute* et de Saint-Marc, il a interrogé les *bigolante* de la cour du palais ducal et les gondoliers de la *Riva*, il a été reçu dans les palais et dans les couvens. Il a été dix fois à Venise, et la place Saint-Marc lui est plus familière peut-être que la place de la Concorde. Mais pour bien peindre Venise, il ne suffit pas de la connaître, il faut l'aimer. Il faut être sensible à son charme pénétrant, à sa mélancolie adorable qui vous envahit, à son mystère féerique qui vous emporte comme en un rêve de fumeur d'opium. Il faut en savourer la séduction quand on y est, en sentir la nostalgie quand on en est éloigné, la quitter avec tristesse, la revoir avec bonheur. Or M. Charles Yriarte aime Venise; il en parle comme un exilé parlerait de la patrie.

De Venise à Trieste, il n'y a que sept heures de chemin de fer, et quand on est à Trieste on est déjà sur le chemin de l'Istrie, de la Dalmatie, du Montenegro. Voilà pourquoi M. Charles Yriarte, qui un beau matin avait quitté Venise, s'est retrouvé un beau soir — à Venise, mais après avoir, pendant de longs mois, contourné les bords du golfe adriatique, après avoir vu Trieste, Fiume, Zara, Cattaro, Ravenne, Ancône, Lorette, Foggia, Brindisi, Otrante, après avoir gravi la Montagne-Noire. C'est ce voyage qui, pour le Montenegro et certaines contrées de l'Istrie, est presqu'un voyage de découvertes, au cœur même de l'Europe, que raconte M. Yriarte dans *les Bords de l'Adriatique et le Montenegro*, bel in-quarto tout rempli de gravures sur bois d'après les dessins pris sur nature par l'écrivain lui-même. — On sait en effet qu'avantage précieux pour un voyageur, M. Charles Yriarte a un crayon à double fin et qu'il supplée par un croquis rapide aux lacunes volontaires de ses notes de voyage. Que celui qui hésiterait entre les deux volumes de Charles Yriarte les prenne tous les deux. Pour les amans de Venise, *les Bords*

de l'Adriatique évoquent ce cher souvenir, pour les curieux du Montenegro et de la Dalmatie, *Venise* est le point de départ du voyage.

Si M. Charles Yriarte prouve par ses récits que, sans s'aventurer en Afrique à la suite de Livingstone et de Stanley, on peut trouver à trois jours de Paris des contrées encore vierges de tout voyageur, Bertall pousse plus loin le paradoxe. Il prétend, et peut-être n'a-t-il pas tort, que la France nous est inconnue. Il veut nous la faire connaître. *La Vigne* est un pittoresque voyage, au crayon et à la plume, dans les pays de vignobles, le Bordelais et le Languedoc, la Bourgogne et la Champagne. Les croquis reproduits par le procédé Lefman sont spirituellement troussés. Et dans ces légendes Bertall retrouve souvent la fine ironie de Gavarni. Voyez ce visiteur, à coup sûr ennemi des sociétés de tempérance, qui, visitant les caves de Cognac, s'écrie à la vue des barriques rangées en bataille : « Dire que tout ça, c'est rempli de petits verres! » Et lisez les états de services de ce vieux bonhomme, à face placide, qui enveloppe méthodiquement des bouteilles : « Cinquante ans de services. Pas de blessures. »

Gleyre, un des maîtres de l'école contemporaine, a caché sa vie comme s'il en eût rougi et ses œuvres comme s'il les eût jugées indignes. Aussi doit-on savoir gré à M. Charles Clément, le savant critique d'art, d'avoir raconté cette vie d'honneur et de travail, d'avoir décrit et catalogué cet œuvre si varié et si original. C'est Gleyre qui a rajeuni et vivifié l'antiquité; c'est lui qui a restitué aux types grecs le charme et la grâce de la vie, tandis que Ingres leur rendait la grandeur et la perfection idéales de la statuaire. Gleyre est le maître des néo-Grecs; mais ses élèves ont trop souvent sacrifié au genre, à l'attrait du sujet, à l'intérêt du détail. Gleyre au contraire est toujours resté fidèle aux pures traditions de l'art, aux conceptions élevées, au grand style. On connaît bien *le Soir*, ce poétique tableau du musée du Luxembourg. Malheureusement on ne connaît guère, sinon de réputation, les autres œuvres de Gleyre qui, égales, supérieures même à celle-ci, sont disséminées en Suisse, en Angleterre et dans les galeries particulières : *la Danse des bacchantes*, qui garde l'eurhythmie antique dans son furieux mouvement; la *Vénus pandémos*, ce poème de la forme; les *Romains passant sous le joug*, cette page épique où bat le cœur de la patrie gauloise, ce chef-d'œuvre si accompli que les plus grands peintres l'eussent signé, si original qu'il n'a d'équivalent dans aucune école; *la Vierge*, d'un caractère raphaélesque et d'une grâce corrégienne; *la Chute*, austère comme une fresque des catacombes; *Ruth et Booz*, *Ulysse et Nausicaa*, ces deux scènes rendues avec la grandeur biblique et la poésie homérique; *Sapphô*, *le Bain*, *Minerve et les Grâces*, et *le Paradis terrestre*, hymne d'amour et d'innocence, dernier tableau de Gleyre, qu'il a laissé inachevé, comme Apelles avait laissé inachevée la *Vénus*

Anadyomène. C'est M. Ad. Brown qui a reproduit trente de ces tableaux par son procédé de photogravure. Peut-être faut-il regretter que les photographies aient été faites d'après les peintures elles-mêmes; car la photographie, si précieuse pour la reproduction exacte des dessins, a des trahisons à nulle autre pareilles dès qu'on place l'objectif en face des tableaux. Faites donc comprendre à la traîtresse les valeurs et les rapports des tons! La photographie change les couleurs, transpose les effets optiques, étale les lumières en taches, accentue les demi-teintes jusqu'à en faire de l'ombre, et les ombres jusqu'à en faire du noir. De là la confusion ou la dureté de certaines de ces reproductions.

D'autres livres encore, publiés cette année, ont, par leur luxe de gravures, leur belle exécution typographique, le savoir et le talent des écrivains, droit de cité dans les bibliothèques : *Le dix-huitième siècle*, de M. Paul Lacroix, qui est une seconde encyclopédie du siècle de Diderot; l'*Histoire de Marie-Antoinette*, de MM. de Goncourt, à laquelle une nouvelle édition a donné une forme digne du texte; le dernier volume de l'*Histoire d'Angleterre* de M. Guizot; la *Rome souterraine* de Northcote, savant résumé des découvertes de Rossi, curieux itinéraire des catacombes de la ville éternelle; le *Molière*, l'*Atala* et le *Voyage autour de ma chambre*, publications de Jouaust, ornées d'eaux-fortes par Leloir, Hédouin et Émile Lévy, qui ravissent les vrais bibliophiles; le *Capitaine Pamphile* et l'*Histoire de mes bêtes*, deux merveilles de gaîté et d'esprit de ce conteur sans rival, Alexandre Dumas, illustrées par Bertall; *A travers l'Amérique*, de M. Lucien Biart; l'*Histoire de la mode en France*, de M. Auguste Challamel, qui nous montre en figures coloriées les belles Gallo-Romaines et les jolies incroyables; les *Scènes de la vie des animaux*, de M. Lesbazeilles; *la Vie végétale*, de M. Émery; *la Forêt*, de M. Eugène Muller, qui a demandé ses illustrations aux maîtres de la forêt : Corot, Diaz, Jules Dupré, Théodore Rousseau; *la Faïence de Delft*, de M. Henry Havard, et *les Faïences anciennes*, de M. Ris-Paquot, dont les superbes chromolithographies forment un musée céramique que ne pourraient payer toutes les mines du Pérou et tous les placers de la Californie.

Quand on feuillette tous ces beaux livres, dont la collection est un musée autant qu'une bibliothèque; quand on palpe ce papier souple et résistant comme du vélin, brillant comme de la porcelaine; quand on s'arrête à chaque feuillet pour admirer une gravure ou pour lire une page, et qu'on voyage ainsi à travers les âges et les contrées, les arts et les littératures, on perd la notion du temps et du moi, on s'évanouit dans une sorte de nirvana intellectuel, on oublie les tristesses du présent et les inquiétudes de l'avenir, et au sortir de ce rêve on répète ce que disait Cicéron : « Si tu as une bibliothèque, rien ne te manque. *Si bibliothecam habes, nihil deest.* »

HENRY HOUSSAYE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 décembre 1877.

Que faut-il donc croire et de quel côté faut-il chercher la lumière dans cet amas de contradictions, de confusions, de ténèbres dont nous avons marché trop longtemps environnés? Où prétendait-on nous conduire avec ces guerres de pouvoirs, ces conflits arbitraires, ces résistances incohérentes, ces ministères faits et défaits dans l'ombre des conciliabules anonymes? Quel mauvais destin s'est acharné sur une nation paisible qui n'a rien fait pour mériter d'être ainsi traînée à travers les hasards les plus redoutables?

Non, en vérité, même pour un pays qui a connu bien des épreuves de toute sorte, qui a couru bien des aventures, il n'y eut jamais rien de plus bizarre, de plus triste et de plus humiliant à la fois que ce qui s'est passé depuis six mois, surtout depuis six semaines. Car enfin, voilà la monotone et cruelle existence faite à une grande nation qui aurait droit à plus de respect! Depuis les élections et plus encore depuis la réunion du parlement, on a tenu la France dans l'attente de toutes les surprises et même de toutes les extrémités; on l'a soumise à ce régime étrange d'une incertitude chronique sur ses propres destinées. La France en était là vraiment : elle ne savait plus le soir ce qu'elle deviendrait le lendemain, si elle aurait un gouvernement ou quel serait ce gouvernement; elle a été réduite à recueillir les échos de ce qui se passait à l'Élysée ou dans un couloir de parlement, à se demander si elle échapperait à une dissolution nouvelle de la chambre des députés, à un coup d'état ou au refus du budget, et si elle ne reviendrait pas brusquement, comme on s'est plu à le dire, à « l'état de nature » par la suspension de toute vie régulière. Depuis deux mois, cette situation se prolonge, et pendant ce temps tout languit et s'énerve; la défiance se propage, le sentiment de la sécurité s'altère, la fortune publique est attaquée dans sa source. De toutes parts s'élève le cri du commerce paralysé, de l'industrie en souffrance, des intérêts méconnus, du travail exténué. De

toutes parts aussi se forme une conscience publique de plus en plus pressante, impérieuse, demandant à quoi tiennent ces impossibilités, où est la raison sérieuse de ces conflits obstinés et irritans, comment il se fait qu'un pays qui n'aspire qu'à vivre, qui a des lois, des institutions et qui s'y soumet, peut être conduit à des alternatives violentes qu'il désavoue d'avance par sa sagesse.

S'il y a une chose évidente, en effet, c'est que, depuis le commencement jusqu'à la fin, cette crise qui vient de se dérouler, dont la société française tout entière est ébranlée, ne répondait à rien, ni à quelque danger imminent, ni à des alarmes plus ou moins sincères des intérêts conservateurs, ni à un mouvement quelconque d'opinion dans le pays. Tout au contraire : il y a dans le pays un tel besoin d'ordre, de paix et de vie régulière, qu'il est visiblement porté à répudier toutes les agitations et les excitations, sous quelque forme ou sous quelque drapeau qu'elles se produisent. Il ne demande qu'à être respecté et ménagé dans son existence laborieuse ; au point où il a été conduit par d'effroyables catastrophes, il craint surtout de nouvelles aventures extérieures ou intérieures. La république constitutionnelle, telle qu'elle a été organisée, a eu pour lui ce caractère et ce mérite de lui offrir une transaction acceptable pour tous, un régime de modération alliant les garanties conservatrices les plus sérieuses à des prérogatives de liberté parlementaire qui n'ont certes rien d'excessif, qui ne dépassent pas ce qui existe dans toutes les monarchies constitutionnelles. Avec ce régime sincèrement, loyalement pratiqué, sans passion de parti, sans esprit d'exclusion, dans l'intérêt du pays, tout était possible et tout reste encore possible.

Où donc était la nécessité de violenter ce régime dans ses premiers pas, et, sous prétexte de se prémunir contre des agitations et des dangers qui n'avaient rien de menaçant, de déchaîner des agitations immédiates, d'engager un combat à outrance qui ne pouvait avoir d'autre issue qu'une défaite humiliante ou une victoire périlleuse? Les hommes audacieux et subtils qui ont pris la direction de l'entreprise, qui en gardent la responsabilité, croient sans doute avoir tout dit quand ils ont essayé de prouver qu'ils sont restés dans les strictes limites du droit constitutionnel, qu'ils n'ont touché à aucune loi. Il se peut que rigoureusement ces habiles politiques aient su jouer avec la légalité de manière à la tourner et à l'éluder sans la violer ouvertement; mais c'était assurément une étrange interprétation de se servir des lois contre les lois, de chercher dans les institutions de la république un moyen d'assurer le triomphe de tous les ennemis de la république, d'abaisser les plus simples règles du régime parlementaire devant une autocratie présidentielle ou ministérielle impatiente de conquérir le pays, malgré lui et au besoin contre lui. Voilà ce qu'on a fait depuis six mois! C'est du moins ce qu'on a tenté sans pouvoir réussir, sans arriver à enlever

l'opinion! Et puisqu'on n'avait pas réussi, puisqu'on avait adressé un appel inutilement désespéré au suffrage universel, puisqu'on était vaincu par le scrutin qu'on avait ouvert de ses propres mains, qu'y avait-il de plus simple, à ce moment encore, que de se soumettre à une défaite aussi évidente et de rentrer franchement dans la pratique du régime constitutionnel? On le pouvait, c'était une dernière ressource, et une résolution spontanée, prévoyante, adoptée à propos, aurait eu l'avantage de montrer que, si on avait pu se méprendre, on s'était trompé en toute loyauté, sans prétendre se dérober à la puissance du verdict populaire qu'on avait provoqué. Accompli de bonne grâce et sans subterfuge, cet acte pouvait détendre aussitôt la situation; mais au contraire, c'est précisément alors, c'est sous le coup du scrutin du 14 octobre que la crise a pris son caractère le plus aigu, le plus énigmatique et le plus redoutable, parce qu'il a été clair qu'une pensée de résistance et de combat survivait à tout et restait entière même en face du vote récent du pays. C'était la lutte d'un dessein obscur, inconnu, contre une manifestation de la volonté nationale, contre l'autorité d'un parlement qui revenait à Versailles avec un mandat renouvelé, avec l'ardeur des passions qui venaient de se déployer dans les élections. C'était la persistance périlleuse et inquiétante d'une politique qui désormais se raidissait vainement contre l'inexorable nécessité, qui ne pouvait qu'aggraver la crise sans avoir les moyens de la dénouer, et en réalité cette politique n'a pas plus réussi au lendemain des élections qu'avant le scrutin. Elle n'a eu d'autre résultat que de prolonger une épreuve de plus en plus pénible, et on peut dire qu'elle a trouvé comme un dernier châtiment, comme une dernière expiation dans les troubles qu'elle a suscités, dans les impossibilités qu'elle a accumulées, dans la situation fausse où elle a placé M. le président de la république, demeuré l'image vivante de toutes les perplexités, au milieu des insaisissables conflits d'influences engagés autour de lui.

Qu'est-il arrivé en effet durant cette dernière période? On dirait que tous les efforts se sont réunis pour entretenir cette pensée de combat que les élections n'avaient pu abattre, pour empêcher la seule solution légitime et sensée, pour compromettre M. le président de la république dans une série de tentatives nécessairement impuissantes, si elles ne devenaient pas violentes. Depuis deux mois, M. le président de la république se débat au milieu de toutes ces luttes obscures, incohérentes, poursuivant toutes les combinaisons, passant par toutes les péripéties intimes auxquelles on le soumet, allant d'un ministère à un autre ministère, et en vérité, si dans tout cela il y a un homme à plaindre, nous serions tenté de le dire, c'est le chef d'état livré aux assauts incessans des passions redoutables, des influences dangereuses qui épient ses hésitations. Que M. le maréchal de Mac-Mahon ne soit point insensible à ce qu'il y a de pénible dans la situation qu'il s'est un peu faite lui-

même sans doute, mais qu'on a surtout aggravée en l'engageant au-delà de toute mesure, c'est assez apparent. On le distingue à son accent dans les entrevues récentes qu'il a eues avec des sénateurs, des députés républicains qui sont allés lui porter les doléances du commerce et de l'industrie des contrées qu'ils représentent. C'est l'accent sincère, ému, perplexe, d'un homme qui veut le bien, qui l'entend peut-être un peu à sa manière, et qui ne serait pas fâché surtout de voir clair dans une de ces crises qu'il est plus facile de déchaîner que de dominer. Le malheur de M. le maréchal de Mac-Mahon, c'est de s'être trop laissé répéter et d'avoir peut-être fini par croire qu'il est au pouvoir pour un parti, pour certaines opinions, qu'il a reçu une mission particulière en dehors ou au-dessus de la constitution, qu'il se doit à lui-même, qu'il doit aux engagemens dont on le trouble, de revendiquer une autorité privilégiée, un droit personnel au nom duquel il pourrait tenir tête à tous les autres pouvoirs. C'est l'explication de ses anxiétés d'esprit, de ses contradictions, de ses brusques oscillations entre toutes les influences, lorsqu'il n'aurait dû jamais consulter que sa loyauté, la gravité des circonstances, et son devoir de chef constitutionnel disposé à se plier, sans s'abaisser en aucune façon, aux règles parlementaires.

Au fond, dès le premier instant, il n'y avait évidemment pour M. le maréchal de Mac-Mahon que deux solutions possibles. L'expédient du cabinet d'affaires du 23 novembre était trop tardif et se produisait sous une forme trop insuffisante pour avoir un caractère sérieux. Ce malheureux cabinet n'a été, il ne pouvait être qu'un intermède, et il a duré beaucoup, puisqu'il a vécu vingt jours! En dehors de cet expédient, nécessairement effacé et éphémère, M. le président de la république n'avait à choisir qu'entre deux combinaisons. En réalité, c'est entre ces deux combinaisons que la lutte est engagée depuis un mois, ou, pour mieux dire, la seule question agitée depuis les élections a été celle de savoir si on aurait un ministère régulier, parlementaire, représenté par M. Dufaure, ou si on reviendrait à un cabinet de la droite, à la politique de résistance et de combat, avec toutes les chances qui s'attachaient fatalement à une telle décision. Jusqu'à la dernière heure, M. le président de la république est resté visiblement livré à toutes ses perplexités, à toutes ses hésitations. Après avoir appelé une première fois, il y a huit jours, M. Dufaure, après avoir paru s'entendre avec le plus éminent et le plus respecté des hommes du parlement, M. le maréchal de Mac-Mahon s'est arrêté tout à coup. Un malentendu a éclaté brusquement, même un peu trop brusquement, au sujet du choix du ministre des affaires étrangères, du ministre de la guerre et du ministre de la marine que le chef de l'état revendiquait comme un privilége personnel. C'était le droit parlementaire remis en question, tout se trouvait plus que jamais compromis. Peut-être aussi la difficulté a-t-elle été aggravée par la divulgation hâtive du conflit, par une de ces notes qu'on

a trop pris l'habitude de publier comme les bulletins compromettans de la triste bataille engagée sous nos yeux. Toujours est-il que M. le président de la république, croyant avoir reconquis sa liberté, s'est tourné vers M. Batbie, qu'il a chargé du soin de lui former un ministère. Quel ministère était possible dans ces conditions, avec la chance de se heurter dès le premier jour contre le parlement? M. Batbie a eu certes l'occasion de faire de la diplomatie, ne fût-ce que pour rassembler des collègues qui fuyaient sous sa main, et son odyssée ministérielle offrirait peut-être plus d'un détail curieux; mais ce ministère, tel qu'on paraissait le concevoir, avec M. Batbie, ou avec M. Pouyer-Quertier, ou avec d'autres, ne pouvait être fatalement qu'un ministère d'aventure. S'il poursuivait une nouvelle dissolution, il risquait de ne point obtenir dans le sénat l'appui des constitutionnels, qui ont montré dans ces dernières circonstances une prévoyante et patriotique résolution. S'il se tournait vers la chambre des députés, il était fort exposé à ne point avoir le vote du budget. La première question était de savoir si on voulait aller plus loin, si on avait pris son parti de s'engager dans l'illégalité, dans les aventures de la force, d'accepter la responsabilité d'un coup d'état. C'est l'honneur de M. le maréchal de Mac-Mahon de n'avoir pas ouvert un seul instant son esprit à l'idée des complications qu'une politique de résistance allait fatalement soulever. M. le président de la république a pu se tromper ou se laisser abuser par des conseillers qui ont songé moins à le servir qu'à se servir de lui, il a toujours gardé son âme de soldat à l'abri des tentations coupables. A ce moment suprême, il a tout pesé; il a recueilli peut-être aussi des renseignemens qui l'ont patriotiquement ému. Il a vu que prolonger cette crise c'était infliger à tous les intérêts nationaux d'intolérables souffrances, préparer peut-être de terribles déchiremens, et c'est ainsi qu'il a été conduit à rappeler auprès de lui M. Dufaure, en le chargeant sans condition de former son ministère. C'est le ministère qui vient de naître, qui se présente aujourd'hui même au parlement avec le programme de sa politique.

Le dénoûment est bien réel cette fois. Il est complété par les déclarations de M. le président de la république lui-même, dont le message caractérise la situation nouvelle. Le ministère qui prend aujourd'hui le pouvoir n'est du reste que la réunion d'hommes qui ont déjà plus d'une fois donné des gages de leur modération, de leur déférence pour M. le maréchal de Mac-Mahon. A côté de M. Dufaure, dont le nom seul est une garantie pour tous les intérêts conservateurs, en même temps qu'il est l'illustration d'un cabinet, M. de Marcère rentre au ministère de l'intérieur, M. Léon Say reprend les finances. Un homme fait pour inspirer toutes les sympathies, M. Bardoux, devient ministre de l'instruction publique. M. Waddington est placé à la tête du ministère des affaires étrangères. Le ministère de la guerre passe sous la direction du

général Borel qui a toute la confiance du chef de l'état. Ainsi finit cette crise : c'est une victoire parlementaire; mais qu'on ne l'oublie pas, c'est surtout la victoire du sentiment légal, de l'esprit de modération et de conduite.

Ce qu'il y a de désolant dans cette situation faite pour épuiser le pays le plus vivace, ce qu'on semble ne pas voir, et ce qui devrait pourtant avertir tous les patriotismes, c'est qu'avec tout cela la France se trouve nécessairement impuissante au moment même où les plus grandes questions s'agitent dans le monde. Assurément la France, dans les conditions où l'ont laissée ses désastres, n'éprouve ni le désir ni le besoin d'aggraver ou de compliquer les conflits par ses interventions, par des revendications particulières de prépotence : elle n'a, elle ne peut avoir d'autre politique que la paix, et le rôle de sa diplomatie est de travailler à maintenir la paix là où elle existe, l'aider à tout ce qui peut la rétablir là où elle est troublée; mais c'est précisément parce qu'elle est la puissance la plus pacifique, en restant néanmoins jusque dans ses épreuves un des ressorts essentiels de l'Europe, c'est par cette raison qu'elle pourrait avoir une influence favorable et efficace, acceptée et même recherchée. La guerre qui a mis l'Orient en feu a déjà passé par toute sorte de péripéties, et elle semble maintenant entrer par les derniers combats dans une phase décisive. D'un autre côté, à chaque instant peut s'ouvrir un conclave pour remplacer le pape Pie IX, qui fléchit de jour en jour sous le poids de l'âge et paraît près de s'éteindre. Toutes ces questions qui se débattent ou s'élèvent, qui tiennent l'Europe attentive, intéressent la France. Que veut-on que fasse notre diplomatie? quelle autorité peut-elle avoir dans les conseils du monde? Cependant, on le pense bien, les événemens n'ont pas promis d'attendre qu'on ait fini par trouver une solution de nos crises intérieures à l'Élysée ou à Versailles, que la France puisse avoir une politique; ils se déroulent invinciblement sans nous, en dehors de nous, ils peuvent se précipiter d'un jour à l'autre vers un dénoûment que d'autres régleront entre eux, dont nous nous serons désintéressés d'avance par nos mortelles dissensions.

C'est vrai surtout de l'Orient, où depuis quelques semaines les événemens militaires les plus graves se succèdent, où la guerre a décidément pris de toutes parts une tournure complétement favorable aux armes russes. L'hiver n'a nullement suspendu, comme on le croyait, les hostilités, qui ont été poussées au contraire avec une activité nouvelle sur tous les points, en Asie comme en Europe, et qui viennent d'aboutir à une série d'avantages éclatans pour la Russie. Depuis cette bataille d'Aladjadagh, qui mettait, il y a deux mois, un terme aux succès du trop confiant Moukhtar-Pacha en Asie, la campagne n'a plus été pour l'armée turque d'Arménie qu'une succession de revers, et le plus grave, le plus décisif de ces revers pour les Turcs a été à coup sûr la perte de

la place de Kars, enlevée pour ainsi dire à l'improviste par les Russes.

Que la citadelle turque, investie de nouveau et abandonnée à elle-même, fût désormais fort en péril, c'était la conséquence du désastre que Moukhtar-Pacha avait éprouvé et de l'obligation où il s'était vu de se retirer avec une armée décomposée par la défaite jusqu'à Erzeroum. Rien cependant ne faisait prévoir cette chute presque immédiate d'une place si forte qui avait résisté pendant bien des mois, il y a vingt-cinq ans, qu'on avait eu tout le temps d'approvisionner et qui semblait en état de résister sérieusement. Le fait est que les Russes n'ont pas eu besoin de s'épuiser en travaux compliqués de siége et de se morfondre longtemps devant la place. Une nuit leur a suffi pour avoir raison de tout un système de défenses puissantes, pour enlever les redoutes, pour réduire enfin à merci la garnison et la ville. Leur cavalerie s'est trouvée fort à propos sur la route par où une partie de l'armée turque cherchait à s'échapper, et tout a fini par une capitulation complète suivie de l'entrée triomphale du grand-duc Michel à Kars! Comment cette étrange action de guerre a-t-elle été accomplie si vite, par une sorte de coup de main? Les combinaisons militaires ont-elles été seules de la partie? C'est là un point qui ne semble pas entièrement éclairci. Le résultat n'était pas moins décisif pour les armes du tsar. Une fois maîtres de Kars, les Russes ont pu disposer de leur armée, envoyer des forces nouvelles, de l'artillerie au général Heyman, qui avait suivi Moukhtar-Pacha dans sa retraite jusque devant Erzeroum, et c'est là maintenant pour les Turcs le dernier asile de la défense de l'Arménie. C'est là, dans tous les cas, le seul point du territoire arménien où la lutte reste un peu sérieusement engagée. Moukhtar-Pacha a témoigné, il est vrai, la résolution de se défendre jusqu'à la dernière extrémité, il a eu déjà quelques affaires. Il a pu recevoir quelques renforts qui ne lui seront pas inutiles, et il a pour lui, jusqu'à un certain point, les difficultés que doivent trouver les Russes en s'avançant si loin par des chemins scabreux, à travers les neiges de l'hiver: mais comme les Russes ont la supériorité du nombre, la liberté de leurs mouvemens et de leurs communications, comme ils serrent déjà de très près Erzeroum, Moukhtar-Pacha sera peut-être bien heureux s'il garde jusqu'au bout sa retraite libre sur Trébizonde. En réalité, cette campagne d'Arménie qu'on croyait, il y a deux mois, terminée, au moins pour cette année, au profit des Turcs, finit maintenant au profit des Russes, sans qu'un retour de fortune semble possible pour le drapeau ottoman. Ce que Moukhtar Pacha a perdu, d'autres ne le regagneront pas, et la Porte peut se préparer à payer le prix de la guerre en Arménie. La Russie n'en est pas à choisir les points dont elle veut rester maîtresse pour dominer ces contrées, et, si elle borne ses prétentions, ce sera sans doute pour ne pas donner trop d'ombrage à l'Angleterre.

Si la situation militaire des Turcs n'était compromise qu'en Asie, ce

ne serait pour eux qu'un malheur partiel qui peut-être ne déciderait rien. Cette situation est aujourd'hui pour le moins aussi menacée en Europe, en Bulgarie, et le dernier événement de guerre qui vient de s'accomplir, la chute de Plevna, en délivrant les Russes d'un ennemi redoutable, de la meilleure armée qui leur ait été opposée jusqu'ici, les laisse à peu près maîtres au nord des Balkans, sauf la partie couverte par les places du quadrilatère. Tant que Plevna tenait encore, rien n'était perdu, les Turcs le croyaient et l'espéraient. L'homme énergique qui défendait cette place improvisée depuis la fin de juillet, Osman-Pacha, pouvait retrouver le succès de ses premières batailles, des premiers jours de la campagne. C'était possible tant que Plevna gardait quelques communications libres et qu'Osman-Pacha pouvait recevoir vivres et renforts; mais il était clair que depuis quelques semaines la situation changeait sensiblement et empirait pour les Turcs par suite du nouveau plan dont les Russes poursuivaient, avec une méthodique et tenace habileté, l'exécution. Les Russes ont passé plus de deux mois à préparer l'événement qui vient de couronner leurs brillantes combinaisons. Ils ont organisé l'investissement de Plevna dans les plus vastes proportions, étendant de toutes parts leurs mouvemens, s'emparant d'une série de positions qui dominaient toutes les communications et manœuvrant vers les passages des Balkans. Les Russes avaient assez de forces pour faire face de tous côtés aux attaques possibles des Turcs et même pour se permettre quelques hardiesses. Dès lors il devenait difficile pour les Turcs de délivrer ou de secourir Osman-Pacha. On l'a essayé, il est vrai, mais trop tard et avec peu de succès. Méhémet-Ali a été envoyé à Sofia pour organiser une armée nouvelle, et il a fait un certain effort assez énergique. Méhémet-Ali a eu dans les Balkans plusieurs violens combats avec les Russes; s'il a arrêté les Russes, il a dû être arrêté par eux, puisqu'il a rétrogradé sur Sofia, sans essayer d'aller plus loin sur la route d'Orkhanié. D'un autre côté, Suleyman-Pacha, le généralissime de l'armée de Choumla, a tenté tout récemment, lui aussi, une pointe énergique sur la ligne gardée par les forces du tsarevitch. Après une série de manœuvres ou de diversions qui semblaient coïncider avec les mouvemens de Méhémet-Ali, Suleyman-Pacha a porté son attaque sur l'aile droite du tsarevitch; il a réussi à enlever de vive force les positions d'Elena, à infliger un échec des plus sérieux aux Russes, à leur prendre des canons, et un instant même, à la faveur de ce premier succès, il a paru vouloir marcher sur Tirnova, ce qui eût fait de cette tentative une opération des plus graves. Il n'en a rien été : le succès de Suleyman-Pacha a été sans résultat et sans lendemain; il n'a pas changé la situation en Bulgarie.

Que pouvait dès lors faire Osman-Pacha? Il a résisté visiblement jusqu'à la dernière limite dans les positions où il allait camper au mois de juillet et dont il avait su faire une place inexpugnable. La défense a

duré cinq mois, elle avait commencé par des victoires éclatantes, et pas un instant le chef turc ne s'est laissé entamer sérieusement. Au point où il en était, son sort dépendait du secours que des armées extérieures pouvaient lui porter. Privé de tout secours, menacé de manquer de vivres et de munitions, disposant d'une armée aguerrie, mais déjà fort éprouvée, il n'avait plus qu'une dernière ressource : essayer de se frayer un chemin à travers les lignes d'investissement. C'est ce qu'il a fait sur plusieurs points à la fois, attaquant la partie de la ligne gardée par les Roumains et quelques-unes des positions russes. La lutte paraît avoir été acharnée et sanglante. Osman-Pacha n'a pas réussi ; ses troupes ont été repoussées, il a été blessé lui-même au milieu de l'action, à la tête de ses soldats, et il s'est rendu avec son armée! Ainsi tombe cette ville de Plevna qui jusqu'ici n'avait pas même un nom dans la défense traditionnelle de la Bulgarie, qui n'est devenue une place forte que par la vigueur d'un chef habile improvisant tout en quelques jours, et qui telle qu'elle était a coûté aux Russes cinq mois d'efforts et bien près de cinquante mille hommes. Osman-Pacha a fait ce qu'il a pu pour tenir tête à un puissant adversaire, il l'a fait énergiquement, habilement, et le coup le plus grave pour les Turcs, c'est moins la prise d'une ville que la perte de cette armée, la meilleure qu'ils aient eue depuis le commencement de la campagne. Sans doute la Turquie n'est pas à bout de forces pour sa défense : elle a l'armée de Méhémet-Ali à Sofia, elle a dans le quadrilatère l'armée de Suleyman-Pacha, qui vient d'avoir un succès, et par le fait elle n'a perdu aucune des places fortes proprement dites de la Bulgarie, ni Roustchouk, ni Silistrie, ni Choumla, ni Varna. La Turquie peut combattre encore si elle le veut; mais aujourd'hui les Russes vont pouvoir disposer de toutes les forces qu'ils avaient consacrées à enlever avant tout, coûte que coûte, Plevna. Ils ont laborieusement conquis leur succès, ils l'ont conquis néanmoins; ils sont désormais libres dans leurs mouvemens, et ils peuvent sans péril lancer une partie de leur armée au-delà des Balkans, sur la route d'Andrinople.

La lutte devient maintenant plus que jamais inégale, et à ce point où en sont aujourd'hui les hostilités, avant qu'elles aillent plus loin, avant que la continuation d'une guerre implacable soit décidée, ne va-t-il pas y avoir quelque tentative de pacification, soit par une négociation directe entre la Russie et la Turquie, soit par une médiation quelconque de l'Europe? La Russie est satisfaite aujourd'hui dans son orgueil militaire, elle a déployé sa puissance et constaté son ascendant en Europe comme en Asie, elle ne peut pas se refuser à une paix qui, dans tous les cas, sera certainement digne de ses efforts. De son côté, la Turquie elle-même s'est assez relevée par sa défense, elle a montré assez de vigueur et de fierté au combat pour pouvoir négocier sans déshonneur. La question est de savoir à quelles conditions cette paix désirable est possible, quelles sont les intentions réelles, les prétentions du cabinet de Saint-

Pétersbourg. Que la Russie tienne à négocier directement, en tête-à-tête avec la Porte-Ottomane, sans laisser place à des médiations embarrassantes, c'est probable, et il est vraisemblable aussi que l'Allemagne la soutient dans ce désir, que M. de Bismarck s'efforcera de détourner les ingérences étrangères. Sous quelque forme en définitive que se produise une négociation, l'essentiel est dans les conditions, qui ne peuvent sérieusement être soustraites à l'Europe. Il s'agit de savoir si l'Angleterre, l'Autriche, sont dès ce moment disposées à tout accepter, même des combinaisons qui, sous prétexte de régénérer l'Orient, ne seraient que la préparation ou le commencement de complications plus générales et plus sanglantes.

Comme si la guerre d'Orient ne suffisait pas pour occuper toutes les politiques qui ont quelque prévoyance et le souci des intérêts généraux de l'Europe, voilà cette autre question de la succession pontificale qui apparaît peu à peu à l'horizon de Rome. La succession n'est point ouverte encore sans doute; déjà cependant il y a tous les signes avant-coureurs d'une vacance prochaine de la chaire de Saint-Pierre. Pie IX, le deux cent cinquante-septième pape, après avoir si vertement porté le poids de son grand âge et d'un pontificat qui a dépassé trente ans, semble à son tour s'affaisser par degrés. L'esprit reste intact, dit-on, mais les forces déclinent de jour en jour dans l'immobilité à laquelle paraît désormais condamné le pieux vieillard du Vatican, le chef suprême de la catholicité. C'est le pape qui aura eu le plus long règne; il date du 16 juin 1846, et certes peu de pontifes, même en comptant ceux qui ont eu la carrière la plus agitée, auront pris part ou auront assisté à de plus grands événemens. Nous sommes loin de ce lendemain de 1846, de ces premières années où M. Thiers, témoignant ses sympathies au nouveau pape réformateur, s'écriait de la tribune française : « Courage, saint-père! » Pie IX, depuis cette époque presque légendaire, aura vu s'accomplir les révolutions de l'Europe, des bouleversemens d'équilibre, les catastrophes nationales les plus inouies, la transformation de l'Italie, la fin de la papauté temporelle dont il aura été le dernier représentant, qu'il aura défendue jusqu'au bout, même après l'abandon de tous les gouvernemens. C'est un des grands témoins du siècle qu'on peut désormais s'attendre à voir disparaître d'un jour à l'autre, et avant même qu'il ait disparu, toutes les attentions se portent sur ce qui arrivera, sur la manière dont Pie IX sera remplacé. Les gouvernemens s'en sont déjà occupés, et le pape, lui aussi, s'en est peut-être occupé.

Quelles seront, au point de vue des intérêts religieux et de la papauté elle-même, les conséquences de ce changement de règne, de l'élection d'un nouveau pape? La transition semble devoir être beaucoup moins difficile qu'on ne l'aurait cru. Pie IX, en restant à Rome, auprès de la « confession de Saint-Pierre, » comme il le disait, a peut-être singuliè-

rement simplifié la crise. Il n'y a rien de changé, le conclave se réunira évidemment à Rome comme il se réunissait autrefois. Il ne se tiendra pas au Quirinal, où habite désormais la royauté italienne; il sera tenu au Vatican en toute indépendance, sans l'ombre d'une pression extérieure. Ce sera la première expérience sérieuse de la loi des garanties, d'un pape spirituel librement élu à côté du gouvernement laïque, national, de l'Italie et de Rome. Les Italiens sont les premiers intéressés, non-seulement à maintenir la liberté réelle du conclave, mais à ne pas laisser même un prétexte de doute aux yeux de tous les pays, et sur ce point tous les partis sont d'accord. Le cabinet qui est aujourd'hui aux affaires ne s'écarte nullement de la politique que suivraient tous les autres ministères possibles. Il s'est déjà, dit-on, mis en règle par les mesures de précaution qu'il a prises et par ses communications avec les gouvernemens. Que, malgré tout ce qu'on pourra faire, le premier passage d'un pape qui a été un souverain temporel à un pape qui n'est plus qu'un souverain spirituel soit encore l'occasion de quelques embarras, cela se peut assurément. Il s'agit de savoir quel sera le pontife élu, quelle politique il portera au Vatican, s'il persévérera dans la voie de protestation inaugurée par Pie IX, ou si même en protestant toujours, il ne sera pas plus disposé à nouer quelques rapports avec le gouvernement italien. Il y aura inévitablement les difficultés de circonstances qui ne pourront manquer de se produire autour de ce conclave dont on parle déjà comme s'il était près de se réunir, et il y a aussi ces questions plus générales qui se réveillent toujours à propos des crises religieuses, que viennent de traiter de nouveau deux esprits éminens de l'Italie, deux hommes qui ont été ministres et qui le redeviendront, M. Ruggiero Bonghi et M. Minghetti, dans deux livres récens, *Pie IX, et le pape futur*, — *État et Église*.

Ce qu'il y a de plus frappant dans ces livres de talens supérieurs, c'est un esprit invariablement libéral. Les conservateurs, les modérés les plus résolus, en Italie, sont plus libéraux que beaucoup de prétendus progressistes. M. Bonghi est un de ces modérés libéraux, écrivain plein d'érudition et de verve, qui retrace dans des pages animées les traditions des conclaves, les interventions diplomatiques des gouververnemens étrangers dans l'élection des papes, les conditions du catholicisme contemporain. M. Minghetti, l'ancien président du conseil, l'auteur d'*État et Église*, aborde ce redoutable problème de la séparation du pouvoir civil et du pouvoir religieux en continuateur éloquent et séduisant de la politique de Cavour. C'est là évidemment une question aussi délicate que complexe qui dépasse les discussions courantes de la presse et même des parlemens; on pourrait dire qu'elle les domine. Un jour viendra-t-il où cette formule retentissante, *l'Église libre dans l'État libre*, sera une vérité complète et définitive qui aura passé dans les mœurs comme dans les lois? C'est le secret de l'avenir, qui dira aussi les résul-

tats de cette profonde réforme. Toujours est-il que cette séparation, cette indépendance mutuelle de la religion et de la politique, de l'église et de l'état, n'est pas une aussi dangereuse nouveauté qu'on le croirait. Elle est déjà presque à demi réalisée sur bien des points, dans bien des pays, surtout en France depuis la révolution; elle se poursuit d'elle-même par la distinction croissante des deux ordres, par l'émancipation graduelle de la société civile. Dans les choses essentielles, les vieilles confusions ont cessé, et ce que l'Italie a fait à Rome un peu sommairement et un peu rudement sans doute n'est qu'une suite invincible ou un épisode du grand mouvement qui s'accomplit dans les sociétés modernes.

Tout marche dans ce sens. Cavour le voyait, il ne songeait pas à déguiser sous une formule ambitieuse un vulgaire expédient de politique, il embrassait d'un regard perçant l'avenir. M. Minghetti s'inspire dans son livre, comme il s'est inspiré au pouvoir, de cette pensée; mais c'est un esprit trop politique pour croire que de telles réformes peuvent s'accomplir partout, dans tous les pays, sans tenir compte des mœurs, des traditions, en rompant légèrement de vieux liens, en supprimant arbitrairement des budgets des cultes. M. Minghetti est aussi un esprit trop libéral pour ne voir dans un grand principe qu'une arme contre l'indépendance morale de l'église, contre les influences religieuses. Il n'est pas de ceux qui, sous le nom de libéraux, sont des ennemis et des persécuteurs. En un mot, c'est la pensée de M. Minghetti, comme c'était la pensée de Cavour, que le pouvoir civil et le pouvoir religieux, après avoir été longtemps en guerre, après avoir souvent essayé de se réduire mutuellement, ne peuvent retrouver la paix que par la liberté et dans la liberté. Là est la moralité et l'opportunité toujours nouvelle de ce livre séduisant de M. Minghetti, qui semble être aujourd'hui le commentaire anticipé de la politique italienne en présence du prochain conclave d'où sortira le premier pape affranchi de la domination temporelle!

CH. DE MAZADE.

XVIIIe siècle — Lettres, sciences et arts, par M. Paul Lacroix, 1 vol. in 4°, Paris, Firmin Didot.

Parmi tant de fines images que le XVIIIe siècle nous a laissées de sa vie quotidienne, tableaux ou gravures, vignettes ou dessins, les plus curieuses, à mon avis, celles qui font le plus travailler l'imagination, ce sont les séries d'estampes où apparaissent dans quelque réunion publique les représentans de cette société brillante. Voyez, par exemple, l'*Escalier du salon du Louvre en 1753*, dessiné et gravé par Gabriel de Saint-Aubin, ou bien encore le *Salon de peinture en 1785*, gravé par Pierre-

Antoine Martini, voyez surtout l'*Exposition de 1789*, gravée par ce même Martini, d'après le dessinateur Henri Rambert. En examinant cette foule confuse, ces grands seigneurs, ces bourgeois, ces désœuvrés, ces causeurs qui gesticulent, on songe à la mêlée du temps de Louis XV et de Louis XVI. Les jeunes gens y coudoient les vieillards. A côté de ceux qui ont vu les grandes luttes du siècle, et, de près ou de loin, y ont pris part, on devine ceux qui assisteront aux catastrophes des dernières années. Voici certainement des hommes qui ont connu Voltaire, qui ont entrevu Jean-Jacques, qui ont causé avec Diderot, en voici qui siégeront peut-être à l'assemblée constituante, à l'assemblée législative, à la convention nationale, et qui comparaîtront à la barre du tribunal révolutionnaire. Nul ordre, nulle suite, les générations sont confondues, et, pour peu que l'imagination s'en mêle, il semble que ce soit comme une vision rapide du XVIIIe siècle.

On éprouve quelque chose de cette impression quand on parcourt le beau volume que la librairie Didot vient de publier sous ce titre : *XVIIIe siècle. Lettres, sciences et arts.* M. Paul Lacroix, l'auteur du texte, convenait parfaitement à la tâche dont il s'est chargé. Dès qu'il ne s'agit pas d'écrire une histoire philosophique, de grouper les acteurs, de classer les idées maîtresses, de rapprocher les effets des causes, de séparer le bien du mal et le bon grain de l'ivraie, de signaler ce qui devait mourir et ce qui demeure à jamais consacré, — dès qu'il faut simplement rassembler les hommes du dernier siècle dans une galerie où l'on va de l'un à l'autre en toute liberté, où l'on fait maintes rencontres inattendues, où les mouvemens d'idées sont confondus et les générations entremêlées, M. Paul Lacroix est vraiment un cicérone à qui l'on doit des remercîmens. Il est instruit, obligeant, empressé, et il a réponse à presque tout ce qu'on lui demande. Il sait beaucoup de petites choses et n'y insiste point. N'allez pas dire qu'il est trop souvent superficiel, c'est la condition de son travail. Et qu'importe, après tout, si cette manière aimable et sans façon éveille chez beaucoup de lecteurs le désir d'y regarder de plus près?

J'aurais bien, moi aussi, des objections graves à lui adresser sur tel ou tel point de l'histoire littéraire du XVIIIe siècle, j'aurais à lui reprocher d'avoir trop effacé les grandes figures, d'avoir même oublié dans les rangs secondaires des physionomies charmantes; mais encore une fois, ce n'est pas une histoire, c'est une galerie, une série de salons ouverts à la foule, et, dans le va-et-vient des rencontres, il faut bien laisser quelque chose au hasard. J'aime mieux indiquer ce que ces hasards ont parfois d'heureux et de profitable. Dans les histoires littéraires du XVIIIe siècle, on ne parle jamais des grands travaux d'érudition, éternel honneur de la France, on oublie de signaler ce prodigieux atelier de travail installé à l'abbaye Saint-Germain-des-Prés; on paraît ignorer que

de là sont sortis des monumens, l'*Histoire de Bretagne*, l'*Histoire du Languedoc*, l'*Histoire de Bourgogne*, l'*Histoire de Paris*, l'*Histoire littéraire de la France*, le *Recueil des historiens des Gaules* : on ne dit rien ni de Montfaucon, ni de dom Clémencet, ni de dom Vaissette, ni de l'excellent dom Rivet et de ses collaborateurs. Les bénédictins laïques sont-ils mieux traités par les historiens ordinaires que les bénédictins de Saint-Maur? Non, certes. Tel qui citera une rapsodie du dernier versificateur ne nommera même pas Lacurne de Sainte-Palaye. Eh bien ! tous ces dévoués serviteurs de la France ont leur place dans la galerie de M. Paul Lacroix. C'est un vrai mérite dont il faut lui tenir grand compte.

Les deux parties du livre consacrées aux beaux-arts et aux arts industriels offrent un attrait plus vif encore que celle des sciences et des lettres. M. Paul Lacroix avait surtout pour tâche de fournir d'heureuses occasions à ses brillans collaborateurs de la maison Didot. Construire en quelque sorte le musée du XVIIIe siècle, rassembler les meilleures pages de l'art d'autrefois à l'aide des meilleurs procédés de nos jours, mettre à profit tous les perfectionnemens de la lithochromie et de la gravure sur bois, telle est l'œuvre que d'habiles artistes, dessinateurs, graveurs, lithographes, sous la direction de M. Racinet, se sont proposé d'accomplir. S'ils n'ont rien négligé pour encadrer richement la partie scientifique et littéraire du tableau, s'ils ont fait d'utiles emprunts aux vignettes du temps, aux ouvrages *illustrés* de Montesquieu, de Voltaire, de Jean-Jacques Rousseau, de Buffon, de Lesage, de Beaumarchais, aux dessins et aux gravures de Moreau le jeune, c'est surtout en ce qui concerne les arts et l'industrie qu'ils ont pu reproduire des images où brille la variété la plus agréable. Les fantaisies de Watteau, les allégories de Boucher, les scènes familières de Greuze, les gravures de Cochin, les pastels de Latour, les paysages de Lantara, les portraits de Largillière, puis, comme accompagnement de toutes ces élégances, les merveilles de l'ameublement, bronzes, statuettes, chaises à porteurs, tapisseries, porcelaines de Sèvres, figurines de Clodion, que sais-je encore? Tout cela disposé avec art, dans le texte et en dehors du texte, nous reporte de la manière la plus aimable au milieu d'un monde disparu. Cet ensemble fait grand honneur à la maison Didot, qui en a conçu l'idée et en a si heureusement dirigé l'exécution.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

Le directeur-gérant, C. BULOZ.

TABLE DES MATIÈRES

DU

VINGT-QUATRIÈME VOLUME

TROISIÈME PÉRIODE. — XLVIIe ANNÉE.

NOVEMBRE — DÉCEMBRE 1877

Livraison du 1er Novembre.

La Politique modérée sous la Restauration. — Le comte de Serre. — I. — Les premières épreuves d'un homme d'État, par M. Charles de MAZADE. . . 5

Le Filleul d'un marquis, troisième partie, par M. André THEURIET. 38

Les Souvenirs du conseiller de la reine Victoria. — IX. — Les révolutions de 1848, par M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER, de l'Académie Française. . 84

Les Contes de Pomigliano et la filiation des mythes populaires, par M. MARC-MONNIER. 133

Le Quatrième centenaire de l'Université d'Upsal, par M. A. GEFFROY, de l'Institut de France. 166

La Physiologie cérébrale et la psychologie, par M. Victor EGGER. 193

La Guerre russo-turque en 1828 et en 1877, par M. G. VALBERT. 212

Chronique de la Quinzaine, histoire politique et littéraire. 223

Essais et Notices. — Les disques de Démosthène. 235

Livraison du 15 Novembre.

La Maladie du pessimisme au dix-neuvième siècle. — I. — Un précurseur de Schopenhauer, Leopardi, par M. E. CARO, de l'Académie Française. . . . 241

Le Filleul d'un marquis, dernière partie, par M. André THEURIET. 269

Promenades archéologiques. — III. — La villa d'Hadrien, par M. Gaston BOISSIER, de l'Académie Française. 304

Le Duel de Marie de Medicis et de Richelieu, d'après une récente publication, par M. Auguste LAUGEL. 348

Vanghéli, une Vie orientale, par M. Eugène-Melchior de VOGÜÉ. 370
Les Grands ports de commerce de la France. — Nantes et le bassin de la Loire, par M. L. SIMONIN. 409
La Question des impôts. — I. — L'impot progressif, par M. Victor BONNET. 437
Chronique de la Quinzaine, histoire politique et littéraire. 454
Correspondance. — Le druidisme et l'armée gauloise a la bataille d'Alesia. — Lettres de M. Maximin Deloche, de l'Institut de France, et de M. Albert Réville. 465

Livraison du 1er Décembre.

La Maladie du pessimisme au dix-neuvième siecle. — II. — L'école pessimiste en Allemagne, son influence, son avenir, par M. E. CARO, de l'Académie Française. 481
Les Musées et le mouvement des arts a Munich. — I. — L'exposition du palais de cristal, le musée national bavarois, la glyptothèque, la pinacothèque, par M. Émile MICHEL. 515
La Politique modérée sous la restauration. — Le comte de Serre. — II. — De Serre et la politique modérée, par M. Charles de MAZADE. 549
André Maubert, histoire d'un petit vieux, par M. George VAUTIER. . . . 581
Les Souvenirs du conseiller de la reine Victoria. — X. — Lord Palmerston et la question du prince Albert, par M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER, de l'Académie Française. 609
La Question des impôts. — II. — Les taxes indirectes de consommation, par M. Victor BONNET. 655
Esquisses littéraires. — Eugène Fromentin écrivain, par M. É. MONTÉGUT. 674
La Situation politique en Prusse, par M. G. VALBERT. 692
Chronique de la Quinzaine, histoire politique et littéraire. 704
Revue dramatique. — La reprise d'*Hernani* et le drame romantique. 714

Livraison du 15 Décembre.

La Vie et l'œuvre de Michel Cervantes, par M. Prosper MÉRIMÉE. 721
Clarisse, première partie, par M. Louis REYNAUD. 769
L'Empire des tsars et les Russes. — V. — L'administration. — II. — La centralisation, la bureaucratie et la police, par M. Anatole LEROY-BEAULIEU. 804
Les Musées et le mouvement des arts a Munich. — II. — L'école flamande et l'école hollandaise a la pinacothèque, par M. Émile MICHEL. . . . 837
Cent lieues de fosse, souvenirs et récits de la frontière argentine, par M. Alfred LEBLOT. 873
La littérature française sous le premier empire d'après de nouvelles publications, par M. F. BRUNETIÈRE. 905
Poésie. — La Tête de la sultane, par M. François COPPÉE. 921
Histoire du livre illustré depuis les origines jusqu'a nos jours, par M. Henry HOUSSAYE. 927
Chronique de la Quinzaine, histoire politique et littéraire. 945
Essais et Notices. — Le dix-huitième siecle, lettres, sciences et arts. . . 956

PARIS. — Imp. J. CLAYE — A. QUANTIN et Cie, rue S.-Benoît.